





Digitized by the Internet Archive
in 2019 with funding from
Kahle/Austin Foundation

<https://archive.org/details/histoiredelanati0005hano>

GABRIEL HANOTAUX
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

HISTOIRE
DE LA
NATION FRANÇAISE

TOME V

HISTOIRE POLITIQUE
TROISIÈME VOLUME
(DE 1804 A 1926)

PAR
GABRIEL HANOTAUX
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

ILLUSTRATIONS EN COULEURS DE MADAME CAMILLE HANOTAUX, GEORGES JEANNIOT
ET SIMON BUSSY
ILLUSTRATIONS EN NOIR DE MADAME CAMILLE HANOTAUX, GEORGES JEANNIOT,
GABRIEL HANOTAUX FILS ET DAVID BURNAND



PARIS

SOCIÉTÉ DE
L'HISTOIRE NATIONALE

LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

8, rue Garancière — 6^e

Il a été tiré de cet ouvrage sur papier pur fil des papeteries Lafuma à Voiron :

200 exemplaires numérotés de 1 à 200 dans le format in-4° raisin, texte et hors-texte réimposés avec double état des planches en couleurs dont un avant la lettre sur papier de Rives; et dans chaque volume un frontispice en couleur dessiné spécialement pour ces exemplaires;

1000 exemplaires numérotés de 201 à 1200 dans le format in-4° carré, avec deux tirages des planches en couleurs dont un avant la lettre.

HISTOIRE
DE LA
NATION FRANÇAISE

GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

HISTOIRE

DE LA

NATION FRANÇAISE

TOME V

HISTOIRE POLITIQUE

TROISIÈME VOLUME

(DE 1804 A 1926)

PAR

GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

ILLUSTRATIONS EN COULEURS DE MADAME CAMILLE HANOTAUX, GEORGES JEANNIOT
ET SIMON BUSSY

ILLUSTRATIONS EN NOIR DE MADAME CAMILLE HANOTAUX, GEORGES JEANNIOT,
GABRIEL HANOTAUX FILS ET DAVID BURNAND



PARIS

SOCIÉTÉ DE
L'HISTOIRE NATIONALE

LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

8, rue Garancière — 6^e

DC 38 H 3 v 5

Copyright 1929 by Librairie Plon.

Droits de reproduction et de traduction
réservés pour tous pays.



CHAPITRE PREMIER

ISSUE NAPOLEONNIENNE DE LA RÉVOLUTION

Les causes profondes de la Révolution. Rôle de la bourgeoisie. Le peuple des campagnes. — L'unité, la liberté, l'enthousiasme. — Origines et génie de Napoléon. — La Révolution se cristallise dans les créations consulaires. — Vers l'Empire. — Le personnel impérial. — Le plébiscite et le sacre.



LE dix-neuvième siècle est l'un des plus grands parmi les siècles. Durant son cours, la découverte de la planète a été achevée ; le cercle des peuples civilisés s'est élargi ; des transformations considérables se sont accomplies dans la manière de vivre de l'humanité. Un nègre du temps de La Pérouse, nu ou vêtu d'un pagne, ne différerait guère de son plus lointain ancêtre ; aujourd'hui, habillé d'une redingote, le monocle à l'œil, il prend la parole dans l'assemblée de la Société des Nations. Napoléon en était encore aux moyens de locomotion du temps de César ; maintenant, les généraux, avec les avions, le téléphone et la télégraphie sans fil, repèrent en un instant ce qui se passe ou se dit sur un immense front et dans l'univers entier.

Au début du siècle, la direction des affaires humaines appartenait aux élites ; presque partout, le cadre féodal subsistait ; maintenant, les foules gouvernent, ou du moins, l'esprit des foules, l'opinion. Les peuples ont mis la main au gouvernail ; les soviets ont chassé le tsar. Le dix-neuvième siècle a vu une histoire plus roman-

tique que le romantisme lui-même ; le vingtième siècle lui est un héritier tragique. Ces deux âges qui se succèdent ont fourni la preuve étonnante de l'élasticité et des limites de l'effort humain. Dire quelle fut, dans cette histoire, désormais mondiale, la part de la France, tel est l'objet du présent volume qui achève *l'Histoire politique* de la nation française.

LES CAUSES PROFONDES DE LA RÉVOLUTION. RÔLE DE LA BOURGEOISIE. LE PEUPLE DES CAMPAGNES L'événement qui marque la coupure nette entre le dix-huitième et le dix-neuvième siècle, c'est l'avènement de Napoléon à l'Empire.

Au moment où commence l'histoire du dix-neuvième siècle, la France entend qu'on mette fin à la Révolution. Ce qui doit subsister de la crise réformatrice est entré dans les mœurs : le reste doit être expulsé, sans retard, du mécanisme de la vie sociale.

La Révolution qui avait été réclamée même par la noblesse, exigée par le monde parlementaire imposant la convocation des États généraux, a été faite en somme, par les bourgeois, sans doute pour eux-mêmes, mais aussi, il faut bien le reconnaître en toute justice, pour le peuple et, en particulier, pour les paysans. La principale conquête de la Révolution fut la consécration et le développement de la petite propriété rurale : c'est le triomphe de cette revendication qui a fondé l'union de la bourgeoisie et du paysan, base de l'ordre français du dix-neuvième siècle. La bourgeoisie a eu, alors, un coup d'œil politique profond et qui a sauvé la France, en tous cas pour un siècle et demi, de l'iniquité du passé et de l'inquiétude de l'avenir.

La bourgeoisie est chose française parce qu'elle tire ses origines de la conception spécialement française de la féodalité : qui dit *bourg*, *bourgeois* dit association anti-féodale dans la féodalité. La bourgeoisie, par en bas, se distingue à peine du peuple ; par en haut, elle s'élève jusqu'à la noblesse et pénètre le clergé ; c'est la partie de la nation qui, sortie du peuple, tend au privilège. La Fayette, né noble, n'en a pas moins quelque chose de « bourgeois » ; c'est un « philippiste » avant Louis-Philippe ; de même Pasquier, Dumouriez, Cambacérès, Lebrun, Molé, tous les hommes de transition, qui sautèrent si allégrement d'un régime dans l'autre. Si l'on ne tient pas compte de ces contacts et de ces copénétrations, la Révolution est incompréhensible autant dans ce qu'elle a conservé que dans ce qu'elle a détruit.

Qu'est-ce donc qui porte la bourgeoisie à s'insurger contre le régime ? C'est,

d'abord, la haine de l'inégalité. Précisément parce que la bourgeoisie s'est élevée et se sent si près de la noblesse, les contacts sociaux lui sont devenus insupportables.

Qui le croirait ? écrit Rivarol, ce ne sont ni les impôts, ni les lettres de cachet, ni tous les autres abus de l'autorité, ce ne sont point les vexations des intendants et les longueurs ruineuses de la justice qui ont le plus irrité la nation ; c'est le préjugé de la noblesse pour lequel elle a manifesté le plus de haine : ce qui prouve évidemment que ce sont les bourgeois, les gens de lettres, les gens de finances et enfin tous ceux qui jalousaient la noblesse, qui ont soulevé contre elle le petit peuple dans les villes et les paysans dans les campagnes.

Mais la vanité ne fut qu'un stimulant. La classe bourgeoise, animée de ces ambitions refoulées, entraînée par l'ardeur de la lutte, par la propagande des hommes de lettres, monte à l'assaut de l'ordre social, confondant dans une même invective les maux dont elle souffre elle-même et ceux dont souffrent les autres : tyrannie, désordre,

privilege, gaspillage, banqueroute ; ce vieil édifice dont elle fait partie, elle n'en voit plus que les lézardes et elle accepterait de se détruire elle-même pour l'abattre. Vanité et générosité, ce sont ces sentiments combinés qui déterminent l'action de la classe bourgeoise dans la Révolution. Ne forment-ils pas, d'ailleurs, le fond de l'âme chez cette remarquable création de la civilisation française, le bourgeois ?

Qu'on considère la bourgeoisie dans ce qu'il reste d'elle aujourd'hui : nous la trouverons encore glorieuse et dévouée, avare et prodigue, restrictive et expansive selon l'heure. Il n'est pas comme elle pour s'obstiner et changer, résister et lâcher pied, plaisanter et mourir, se faire tuer en gants blancs. Ses vertus sont solides, certes, et de bonne étoffe : mais avec quelle imprudence ne fait-elle pas étalage de ses vices et de ses caprices ? Elle argumente toujours, plaidant aussi bien contre elle-même que pour elle-même ; elle fournit leurs meilleurs avocats à ses adversaires, et les meilleurs arguments. Elle s'inspire tantôt de l'Évangile et tantôt de Plutarque, tantôt de Voltaire, tantôt de Joseph de Maistre, tantôt d'Adam Smith,



LE VOYAGE DES TROIS ORDRES A VERSAILLES

Estampe. (Bibliothèque Nationale).

tantôt de Karl Marx, ayant en elle une disponibilité de croyances pour tous les dogmes. Quand le monde penche d'un côté, elle se porte de l'autre. Après avoir rompu l'équilibre, elle le rétablit. Il ne lui suffit pas de comprendre, elle veut agir et lutter ; elle sait se sacrifier. Son rôle alternatif dans l'histoire de France, et aussi dans l'histoire du monde, consiste, tout ensemble à détruire et construire, à innover et à conserver. Elle fit la Révolution sur ces données, — intéressée et illuminée, froidement résolue et passionnément inspirée.

La lecture des cahiers prouve que le vrai peuple rural ne savait pas très bien ce qu'il voulait. Là vivaient, côte à côte, des nobles grands propriétaires, de petits propriétaires, des cultivateurs, des vigneron, des artisans et, si tous se plaignaient, tous ne formulaient pas la même plainte. D'ailleurs le paysan se plaint toujours : la récolte n'est jamais assez belle et les charges sont toujours trop lourdes. Dans l'ensemble, ce que l'on sent, c'est un mouvement général contre le parasitisme des privilégiés, des oisifs, surtout des « absents », et un autre mouvement, non moins général, contre la mauvaise assiette des impôts. La règle du partage des biens entre les enfants est consacrée par beaucoup de Coutumes ; il s'est créé de soi une sorte de « Code civil » traditionnel, évoluant vers le type de propriété rurale qui sera consacré par la Révolution. La petite propriété s'était beaucoup développée depuis un demi-siècle ; en outre, les terres restées aux mains des seigneurs et des clercs étaient cultivées moyennant une redevance très faible. Ce que l'on peut dire, c'est que l'étendue des jachères, des forêts, des terres inutilisées et de plaisance, les avenues trop larges et trop longues, la question des défrichements, des « essarts », donnaient lieu, en raison de la crise des subsistances, à des polémiques passionnées. Enfin, parmi les inégalités sociales, celle qui blessait le paysan à la prunelle de l'œil, c'était le droit de chasse. En résumé, la note qui domine est celle que donne Condorcet : « Les deux bases puissantes de l'ordre social sont la liberté et la propriété. C'est donc par faire assurer aux citoyens français la jouissance de ces droits fondamentaux, que doivent commencer les opérations des États. » Liberté et propriété sont, en effet, dans l'esprit de ces raisonneurs, les deux faces de la même question : la propriété héréditaire est la vraie liberté puisqu'elle est la sauvegarde de l'individu qui travaille et de sa famille contre l'État et contre les dominateurs, quels qu'ils soient. Le sens profond de l'équation révolutionnaire, liberté = propriété, se dégage de ce rapprochement.

On est d'accord pour reconnaître que le peuple des villes ne mit pas la main à la rédaction des cahiers des États. « L'âge industriel », pour employer l'expression qui aura cours bientôt, n'était pas né. On était bien loin encore du jour où la poli-

tique se subordonnerait à la cause prolétaire et la prospérité générale aux revendications de la main-d'œuvre artisanale.

L'UNITÉ, LA LIBERTÉ,
L'ENTHOUSIASME De l'ensemble des idées qui règnent à la veille de la Révolution, ce qui ressort avec le plus de force, c'est que la grande masse de la nation ne veut plus laisser rien traiter de ses affaires sans son contrôle et sa surveillance. Ce que l'on réclame universellement, c'est une « Constitution » ; elle consacrerait à la fois, dans ses lignes générales, l'unité, l'uniformité, le besoin de sécurité qui sont l'esprit même de la civilisation française. La France, par sa propre volonté, de son propre instinct, poursuivait le programme de sa vieille histoire : un pouvoir central obéi, mais surveillé, portant la frontière jusqu'au Rhin.

Avec cet objectif commun, chacune des classes de la nation désirait une amélioration de son propre sort. Il y avait, à la fin du dix-huitième siècle, une volonté générale et immédiate de changement. Or, on provoqua une cristallisation soudaine de ce sentiment diffus en interrogeant tout le monde et en sollicitant, de tous, la rédaction des cahiers des États généraux. Le Français aime le changement. Race de logiciens et de constructeurs qui de siècle en siècle bâtit, et bâtit aux mêmes emplacements, c'est-à-dire en détruisant. Il est toujours en travail d'un nouveau goût et d'un nouvel idéal. Cet amour du changement en vue d'atteindre la perfection recherchée par le raisonnement, ne vient nullement de l'égoïsme : c'est le bonheur de tous les hommes qui est en cause. Nulle part, aucun mot n'est prononcé avec autant d'effusion que celui-ci en France : le genre humain. Je mettrai ces observations sous l'invocation d'une des plus nobles victimes de la Révolution, André Chénier.

La crise n'était pas l'ouvrage de quelques isolés, écrit-il, la nation entière l'avait voulue, opérée... « La France, ajoutait-il, élevant la cause jusqu'à celle de l'humanité, n'est point, dans ce changement, chargée de ses seuls intérêts ; la cause de l'Europe entière est déposée entre ses mains. La Révolution qui s'achève parmi nous (ce fut l'illusion de tous les révolutionnaires de la croire de jour en jour achevée), est, pour ainsi dire, grosse des destinées du monde. Les nations qui nous environnent ont l'œil fixé sur nous en attendant l'événement de nos combats intérieurs avec une impatience intéressée et une curieuse inquiétude, et l'on peut dire que la race humaine est maintenant occupée à faire sur nos têtes une grande expérience.

Le véritable moteur de la « conjuration » fut l'enthousiasme pour la « liberté ». Une *loi souveraine* à laquelle tous obéiraient également, c'était ce que réclamait l'universalité des Français. Par cette loi générale, instituée de la main de l'homme,

par cette « Constitution », consacrant l'unité, une cause naissait qui valait qu'on mourût pour elle : *Liberté, liberté chérie...*

L'enthousiasme pour ce lendemain inouï pénétrait le cœur des Français jusque dans son for intime et jusqu'à devenir une religion et une foi. L'ordre social ne se fonde pas seulement sur la force matérielle, mais aussi sur une certaine force de croyance qui, selon l'expression si forte du marquis de Mirabeau, n'est autre que la *déification des devoirs*.



ANDRÉ CHÉNIER

(D'après un tableau anonyme du Musée Carnavalet).

L'humanité s'adaptera-t-elle à cette foi nouvelle, plus strictement terrestre, le culte de la patrie, le culte de l'humanité, le culte de la raison? André Chénier, si éloigné de la sécheresse de Voltaire et de la stérilité des derniers classiques, se proclamait « athée avec délices ». Ce qu'il conseillait, c'était « une certaine raison générale, une certaine sagesse de pratique et comme de routine, à peu près également répartie entre tous les citoyens et toujours d'accord avec les institutions publiques, une sorte de religion, de superstition de la loi ».

Après un examen plus attentif, une science plus exacte s'est convaincue que la loi est la fille de la coutume et que les mœurs, non spécialement la

raison, dictent les codes. Mais en ce temps-là, tous, même ce sage Montesquieu, pensaient qu'il n'y a qu'à écrire un « Contrat social » pour que ses prescriptions soient acceptées et exécutoires. Est-il rien de plus singulier que de voir des peuples lointains, comme la Pologne, supplier Jean-Jacques de vouloir bien, du haut de sa mansarde, entre deux pages de copie de musique, leur dicter une Constitution? Le siècle qui va naître sera le siècle des avocats, oui, mais surtout en tant que prophètes de la loi écrite. Aujourd'hui même, des praticiens de la politique rêvent d'une législation internationale dictée à l'homme universel par la science et la raison. De ce jugement porté sur l'autorité de la raison humaine naît le sentiment qu'on doit l'exalter sans cesse, qu'elle est divine, créatrice et

que l'homme, de lui-même, peut tout ; de là, la faculté sublime de ces temps tumultueux, l'enthousiasme.

L'enthousiasme, c'est l'exaltation de la volonté de puissance en cet âge qui accomplit la Révolution et qui s'enrôla ensuite dans l'épopée napoléonienne. La véhémence d'André Chénier, la redondance de Mme de Staël, la ferveur romantique, tout vient de l'enthousiasme et aboutit à l'enthousiasme. Les discussions sur l'économie politique, sur le commerce des blés, sur les relations entre les peuples, sont toutes vibrantes d'enthousiasme ; le pompeux Necker capte l'enthousiasme des foules, lui-même enthousiaste de la spéculation et de l'agiotage. A ce ton lyrique et enflammé, on a reconnu les disciples de Jean-Jacques. Les intérêts prennent feu et invoquent la loi éternelle.

L E DÉFICIT ET L'INTRIGUE Ce grand appétit de changement, cette volonté de réaliser une perfection faite de main d'homme n'eussent pas tout bouleversé peut-être, si le dormeur séculaire ne se fût senti étouffé par le cauchemar qui lui devenait une oppression, le déficit. Le déficit fut le premier moteur de la grande ruine. Or, quel déficit ? Ici encore, nous rencontrons cette disposition funeste, le manque de sang-froid qui fausse tout, exagère tout. L'ancien régime a été culbuté pour un déficit budgétaire de 100 à 150 millions de francs y compris les arrérages de la dette ! Voilà la surprenante vérité qu'il faut souligner comme un fait ; révélation décisive sur la qualité d'esprit des politiciens qui assumèrent alors la charge des affaires. Que ces hommes tant vantés, les Terray, les Turgot, les Necker, les Calonne aient épuisé leurs facultés à se battre contre un tel déficit, que toutes les classes sociales se soient insurgées pour ne pas payer les cotes les plus minces et les augmentations d'impôts insignifiantes, qu'on n'ait trouvé aucune ressource budgétaire dans les immenses richesses capitalisées par le pays, par l'État, par les diverses classes, que les ordres supérieurs aient préféré la ruine absolue à des sacrifices modérés et légitimes, voilà ce qui établit, avec une clarté déplorable, l'inaptitude de cette génération de théoriciens. Échouer sur une si mince question d'argent à la veille du siècle qui allait multiplier à l'infini les ressources de l'argent et du crédit, c'est une malchance et une maladresse invraisemblables.

Parmi les causes secondes, il y a eu encore autre chose, il y a eu l'Intrigue. Le règne de Louis XIV avait été, selon la parole de M. Madelin, « l'avènement du grand ordre ». Mais, après lui, par la faiblesse ordinaire des longues minorités, le bien de l'État fut sacrifié, le plus souvent, à la cupidité des entourages. L'intrigue politique se confondit, en quelque sorte, avec le pouvoir. Elle se personnifie dès

l'avènement de Louis XVI dans la cabale de Choiseul. Choiseul aurait pu être le grand ministre de la tradition française. Un Richelieu eût voulu commander ; il préféra plaire ; il se lia avec le clan des philosophes, expulsa les Jésuites, s'appuya sur les parlements, tint en suspens la politique des frontières, « renversa les alliances » et prit parti pour la nouveauté contre la tradition. La nouveauté convoquée enfonça la porte et mit Choiseul dehors. Et le pis est qu'une fois remercié, Choiseul ne se résigna jamais à la disgrâce.

Écarté du pouvoir, Choiseul, écrit Sénac de Meilhan, s'était emparé du sceptre de l'opinion et il régnait véritablement à Paris. La mode et le mécontentement lui attiraient chaque jour de nouveaux partisans, formant une cabale nombreuse et imposante dont le duc était l'âme. Ce fut le germe d'un parti dangereux d'opposition qui, ne trouvant de remèdes aux abus qu'ils exagèrent que dans les États généraux, semait ainsi, dans tous les esprits, les idées qui ont amené la Révolution.

La cabale de Choiseul se recruta, surtout après sa mort, parmi les hommes de valeur éloignés du pouvoir, les Loménie, les Ségur, les Castries, les Guines, les Dupont de Nemours, les Marbeuf, ce Marbeuf que nous retrouverons à l'aube de la carrière de Bonaparte ; puis Besenval, l'intrigue en personne, Lauzun qui eut tant d'influence occulte, la duchesse de Coigny, les Polignac, Barthélemy, le diplomate de la Révolution. Ce groupe s'appuya ouvertement sur Marie-Antoinette qui n'oublia jamais que Choiseul l'avait désignée pour devenir reine de France. Ainsi se forma le parti de l'Autriche, sinon de « l'Autrichienne ». Talleyrand était de l'entourage et en avait recueilli les derniers sourires, ainsi que son ami Hauterive qui fut son second au ministère des Affaires étrangères. La tradition des affaires — type Régent, Louis XV et « secret du roi », — s'était conservée là. Or, ces hommes habiles et astucieux s'arrangèrent, nous le verrons, pour ne pas disparaître dans le gouffre des dix années de la Révolution.

D'autres partis rivaux se pressaient sur les mêmes chemins : il restait une vieille querelle Maupeou qui laissa, à l'avenir, une suite d'hommes mécontents, mais solidement ambitieux, dont le type fut Lebrun. Il y avait l'intrigue des Dillon et des archevêques libéraux qui mit le pied à l'étrier à Cambacérès, celle du contrôleur d'un jour, d'Ormesson, qui laissa après lui Mollien. Enfin, il y eut la cabale qui contre-balança presque le parti Choiseul, le groupe du duc d'Aiguillon et de Mme de Maurepas, appuyé par les « tantes » du roi, les trois « Mesdames », et tout le parti dévot. De là partiront les coups fourrés qui atteindront les entours de la reine elle-même. C'est ce parti qui tiendra l'épée menaçante et le refus impavide au-dessus de la splendeur napoléonienne ; il survivra et, finalement, se retrouvera dans la Chambre introuvable.

Le trouble profond qui divise le parti aristocratique et la Cour ouvrira la porte au parti bourgeois, au parti Necker. A peine paru, Necker rallie les philosophes, les parlementaires, les « sociétés de pensée » auxquelles il accorde, d'avance, le doublement du tiers et le vote par tête. Partout dans les provinces, il soutient les avocats, les gens de robe, les élèves des collèges royaux qui ont fait dire plus tard que la Révolution avait été faite par les boursiers de collège et les régisseurs.

J'ai dit la connivence du parti Choiseul avec les futurs révolutionnaires. Cela se fit, d'ailleurs, d'assez mauvaise grâce : les grands seigneurs hésitaient à se commettre avec ces bourgeois ; et puis, une cause de dissentiment grave subsistait entre les deux groupes : les Choiseul étaient anti-Anglais avec Vergennes, tandis que Necker tendait à un rapprochement avec l'Angleterre et se tenait, en cela, tout près du parti d'Orléans : ce fut ce parti du duc d'Orléans qui, comme on sait, ramassa, vers la fin, toute l'Intrigue. Il fallait bien s'unir contre l'ennemi commun, le parti « dévot », le parti du duc d'Aiguillon ayant rallié les Maurepas, les frères de Louis XVI, la noblesse fidèle et toute la prochaine émigration qui, si elle ne fût pas partie, eut été si utile près de chefs capables ou seulement de cœurs résolus.

Les calculs vrais ou faux — surtout faux — de tous ces calculateurs, destinés soit à succomber, soit à se terroriser aux moments les plus violents du drame, donnent la preuve de l'étrange faillibilité de l'esprit humain. Ces idéologues à la d'Holbach, ces Sedaine et ces Florian politiques, ces moutons bêlants s'unirent aux loups dévorants. Les moins avisés, s'exaltant au feu de leurs propres passions périrent. Les plus habiles se tinrent en équilibre entre les divers groupes ; ils vécurent, tels les Sieyès, les Talleyrand, les La Fayette. Le parti Choiseul se détacha, à la fin, du parti révolutionnaire et coupa avec lui, soit à cause du dissentiment fondamental sur la politique extérieure, soit tout simplement parce que la Révolution, avec son personnel nouveau, barrait les avenues du pouvoir, — crime irrémissible et que les politiciens écartés des affaires ne pardonnent pas.

S'il en fut quelques-uns d'engagés, ou enragés, qui allèrent jusqu'au bout et se rallièrent aux jacobins, la plupart ménagèrent leur fortune sans rompre tout à fait, ni se donner tout à fait : c'est ici qu'il faut citer encore ce Talleyrand, animal à sang-froid, qui se glissa entre le turban de Mme de Staël, le plumet de Barras et la constitution de Sieyès, pour se donner, en entraînant jusqu'aux gens de Robespierre, à cet homme nouveau, à ce général corse, seul capable d'emporter d'assaut le pouvoir pour le plus grand profit de ceux qui n'avaient su que trembler et intriguer et qui, avec lui, retrouvaient, enfin, leur chance « d'arriver ».

ORIGINES ET GÉNIE DE NAPOLEON

L'homme qui devait conclure, par la carrière la plus extraordinaire, la crise la plus extraordinaire, était né vingt ans avant que cette crise éclatât. D'abord simple témoin, mais témoin prodigieusement doué, instruit et réfléchi, il put projeter, sur ces pullulements d'hommes et d'idées, le rayon lumineux de son génie.



MIRABEAU (D'après une peinture de Moreau.)

Les Bonaparte, ajacciens et antipaolistes, sont, en Corse et sur le continent, les hommes de Marbeuf; or, par celui-ci, ils se rattachent, sans trop le savoir peut-être, au parti « Choiseul », à cette opposition enragée qui poussera les choses jusqu'à la Révolution en France. En raison de cette position prise par la famille, l'heure venue, Napoléon et les siens *n'émigreront pas*. Voici donc que ce Corse, ce patriote insulaire, introduit en France par Marbeuf, est nourri à Brienne, de la nourriture du Roi. A peine hors de page, il se donne à Jean-Jacques Rousseau, celui-ci, aussi, Français du dehors, un de ces hommes à l'âme enflammée qui

ne pardonnent pas à la France sa pondération, son esprit, sa raison. Au 10 août 1792, de la boutique du tapissier Fauvelet, au Carrousel, Bonaparte assiste au renversement de la dynastie et à la triste capitulation de Louis XVI. A la suite de la lutte des partis en Corse, les Bonaparte sont chassés de l'île et ils arrivent sur le continent dans le dénuement le plus complet. Napoléon regagne sa place dans son régiment à Nice. Il pensa dès lors, selon la parole inscrite au *Mémorial*, que « le titre de Français devait lui tenir lieu de tout ». Une affaire de convoi l'amène à Toulon. Son génie militaire éclate du premier coup. Il a placé non moins adroitement les batteries de sa fortune, visant désormais la France, mais sans négliger tout à fait la Corse. S'étant donné aux Robespierre, à Fréron, il

a écrit *le Souper de Beaucaire* qui annonce la prochaine intervention des armées dans la politique. De cela, son intérêt et sa clairvoyance l'ont averti avant tout le monde. Après le 9 Thermidor, il se jette, à la suite de Barras qu'il a connu à Toulon, dans le camp qui l'emporte. On se méfiait de lui, mais déjà on ne pouvait plus se passer de lui : tel était son ascendant.

Tandis que Robespierre se servait encore du moyen périmé de l'insurrection, de l'émeute et, quand quelque chose allait mal, faisait battre la générale pour convoquer les citoyens, c'est-à-dire les civils, la Convention, pouvoir légitime, eut l'idée d'appeler l'armée à la défense de l'ordre. Barras fut nommé « général en chef de l'armée de l'intérieur ». Mais, du moment qu'on recourait aux militaires, il fallait de vrais militaires. Bonaparte fut nommé, le 13 vendémiaire (5 octobre 1795), « général en second », puis « général de division », enfin « général en chef », toujours de cette même « armée de l'intérieur ». Ces circonstances sont à l'origine de l'ère impériale.

Pourquoi Bonaparte s'ouvre-t-il les voies si aisément et pourquoi le pays se laisse-t-il prendre si facilement ? Jadis, dans les révolutions italiennes, à l'issue des longues luttes intestines, on appelait un homme du dehors, un « podestat », pour gouverner au-dessus des partis et remettre l'ordre dans la cité. En France, au déclin de la Révolution, Bonaparte est justement désigné pour remplir un rôle analogue, étant à demi étranger ; en plus, protégé de Marbeuf, le parti de la Révolution peut le considérer comme sûr : il n'avait pas émigré. Barras, Barthélemy, Sieyès, Talleyrand, tout ce monde de politiciens qui le connaissait par Salicetti, cherchait justement un militaire, afin que le dernier mot revînt à la force disciplinée. On tâtait Hoche, Joubert, Moreau : c'était l'heure d'un général. Le pays pensait comme les politiciens et réclamait un chef. La bourgeoisie réclamait la tranquillité, la paix. Le peuple ne craignait que le retour des « nobles » et des « curés ». Ayant mis la main sur la propriété rurale, il ne demandait pas autre chose. L'union se fit ainsi, d'instinct et sans phrases, entre ceux qui ont besoin d'ordre, les bourgeois, et ceux qui ont besoin de sécurité, les paysans. Ce fut le geste initiateur du siècle.

Contre l'ennemi du dehors et contre l'ennemi du dedans, l'armée était le moyen de stabilité, le moyen de salut. Ainsi, l'homme de Vendémiaire se désignait logiquement pour devenir l'homme de Brumaire. Il le devint. Mais il lui fallut, en plus, de magnifiques, de stupéfiantes victoires. Car la logique et la nécessité ne conduisent pas, à elles seules, les affaires humaines. Rien ne se fait sans le « courant », c'est-à-dire sans l'élan, le prestige, la confiance, la foi. Pour se rassurer, s'ordonner,

se pacifier, s'enorgueillir d'elle-même, cette France, anxieuse de la fin de la Révolution, exigeait, comme elle les a réclamés en tous temps, de grands services et de grandes espérances. Elle offrait à qui la prendrait ou la surprendrait des réserves d'enthousiasme. On admettait parfaitement, on désirait même que, pour donner son sens profond et son achèvement à la Révolution, un Napoléon jaillît de Bonaparte.

« ... on en vint à parler de Napoléon. — Personne ne l'a encore peint tel que je l'ai connu, disait M. Molé. Les historiens de l'Empire ont peint l'Empereur ; mais l'homme lui-même, la réalité de cet être étrange leur échappe. Ce que personne, notamment, n'a encore peint, c'est Bonaparte, maître de tout avant de rien connaître, apprenant toutes choses en même temps qu'il gouvernait toutes choses ; abordant tous les sujets dans ses conversations, ceux mêmes qui lui étaient le moins familiers, se livrant à toute sorte de témérités intellectuelles, trouvant son plaisir à se lancer dans toutes les voies, toujours inattendu, éclatant, osant dire ce qu'il n'aurait jamais osé dire quelques années plus tard. Cette première fougue du génie dans l'inconnu et le nouveau, qui l'a décrite?... » — « Cette demeure est triste, dit Rœderer au Premier Consul, nouvellement installé aux Tuileries. — Comme la grandeur, répond l'autre. »

Un tel accent d'autorité, ce sens de la « grandeur » qui révèlent Napoléon dès l'heure où il s'élance, cette improvisation fulgurante, prête sur tout et qui décide de tout, c'est bien ce qu'il faut pour étonner Molé. Molé, en effet, est un parlementaire, un civil : il est de ceux qui se plaisent aux combats de la parole, à la discussion, tandis que le militaire ordonne et tranche. Un militaire n'admet pas la contradiction. Il commande ; donc il sait. Par son assurance, il écarte l'objection et détermine l'obéissance, c'est-à-dire l'acte. Envoie-t-on un homme à la mort par des raisonnements ?

Ceci dit, il ne suffit pas que l'ordre soit dicté : il faut, qu'à l'usage, il apparaisse fondé et juste. Or, chez Bonaparte, dans sa partie, dans sa spécialité, la guerre, une force et une justesse d'esprit se manifestent, dès l'abord, incomparables, extraordinaires, infaillibles. Metternich, qui ne l'a connu que plus tard, apporte, sur cette supériorité écrasante, un témoignage précis :

Ce qui me frappa le plus, ce fut la perspicacité éminente et la *grande simplicité* de la marche de son esprit... La trempe de celui-ci le portait toujours vers le positif ; il repoussait les idées vagues ; il abhorrait également les rêves des visionnaires et les abstractions des idéologues. Il traitait de « rabâchage » tout ce qui ne lui présentait pas des aperçus clairs et des résultats utiles...

Dans les grandes affaires, il faut, d'abord, voir les ensembles et les relations des choses entre elles. Aucune difficulté n'est isolée, ni spéciale ; tout est lié. Une préparation complète est nécessaire pour entraîner l'esprit à cette constante et efficace vigilance circulaire. Bonaparte s'est acquis la préparation générale et indispensable par des études approfondies. Dans ses notes, on le voit s'attardant aux difficultés

techniques, se livrant, sur lui-même, à une sorte de gymnastique d'entraînement ; surtout il a affiné et éprouvé ce ressort soudain de l'esprit, qui est sa nature propre, l'intuition. Avant tout raisonnement, l'intuition prend parti ; dans l'ordre supérieur, le trait de l'intuition, c'est l'éclair du génie. « Le sort d'une bataille, disait l'Empereur, est le résultat d'un instant, d'une pensée : une *étincelle morale*. » Il a raconté que ces illuminations lui venaient souvent la nuit, dans un réveil soudain, l'esprit et le corps reposés : c'est ce qu'il appelait la *présence d'esprit d'après minuit*.

Dans chaque cas particulier, plusieurs voies se présentent à l'esprit. Napoléon, comme Richelieu, les examine les unes et les autres ; c'est un contrôle que l'homme d'action impose à son instinct, et une preuve par laquelle il vérifie ses calculs. Mais, son choix une fois fait, les autres solutions ne comptent plus. Il n'y a plus qu'à suivre. Homme d'action, il a toujours les yeux dans les yeux de



JOSÉPHINE DE BEAUHARNAIS, par Gérard.

l'adversaire. En perçant à jour le jeu contraire, il le paralyse. Toute supériorité intellectuelle inclut une faculté de décision et d'intimidation qui fascine celui qui

la subit et lui enlève ses moyens. Marmont dit de Bonaparte : « Il avait déjà un aplomb extraordinaire, un air de grandeur tout nouveau pour moi, et le sentiment de son importance qui devait aller toujours croissant. » Cet « aplomb », cette confiance en soi, cette faculté de jeter le trouble chez les amis et chez les ennemis, vient de l'initiative, qui vient elle-même d'une vue saisissante des choses. La concentration de la pensée et de l'effort sur un point est encore une de ces manières d'opérer qui, propre à la guerre, est excellente dans toutes les grandes affaires : elle détermine l'intensité. Buffon a parlé, à propos de ces souples et joyeuses foulées du génie, des « articulations du lion ».

Napoléon fut un grand laborieux : il dit, lui-même, « qu'il peut se donner sans lassitude huit, dix et douze heures de suite à l'étude de ses affaires », — qui étaient les affaires du monde. Le travail est sa seule distraction, son seul plaisir. Il repasse sans cesse ses effectifs, ses ressources, ce qu'il appelle ses *moyens*, dans cette mémoire extraordinaire qui garde tout et lui présente tout, comme les « tiroirs d'une armoire que l'on ouvre et que l'on ferme ». Il voit par l'esprit et travaille même à vide, ne fût-ce que pour garder toujours les réflexes élastiques et prêts. Cette absorption complète dans l'œuvre, c'est la raison de son être et le tout de sa vie.

Mais voilà ce qui distingue ces natures extraordinaires. Agissant par intuition, elles obéissent à un dessein, à un ordre supérieur. Dieu « le leur a commandé » ; « elles sont nées pour cela » ; c'est le mot de Jeanne d'Arc. Elles vont où elles *doivent* aller et *suivent leur étoile*. Napoléon a parlé cent fois de sa dépendance à l'égard d'un être mystérieux. Revenant sur la campagne de Russie, il dit, à Sainte-Hélène : « Avec ma carrière déjà parcourue, avec mes idées pour l'avenir, *il fallait* que ma marche et mes succès eussent *quelque chose de surnaturel*. » Dès le début de sa carrière, il écrivait à Joséphine : « Je dépends des événements ; je n'ai pas de volonté. » Il dit encore : « L'on dépend des événements et des circonstances. » Et encore, à Sainte-Hélène : « Après tout, on doit remplir sa destinée, *c'est aussi ma grande doctrine*. Eh bien ! que les miennes s'accomplissent ! »

Qu'est-il donc lui-même, que sont les autres, qu'est le sang versé, que sont les sentiments, les femmes, les foules, eu égard à cette fatalité ? Des instruments, les instruments du destin. Joséphine, — déjà toute ridée et qui se rajeunit de six ans sur l'acte de mariage, — qu'est-elle, sinon la relation avec un monde jusque-là fermé, la complicité de Barras gagnée et le commandement de l'armée d'Italie obtenu, ... c'est-à-dire un *moyen* ? Par Marie-Louise, on aura les familles souveraines inaccessibles et, ce qui ne peut se fabriquer même à coups de victoires, — un passé.

De l'éclatant, on montera au durable ; après la fondation, l'hérédité souveraine : on épousera donc Marie-Louise — et on l'aimera !

Cette volupté de l'action, cette joie de dompter la vie, le passé, l'avenir, et d'envahir le monde par la capacité de l'être infiniment élargie, en un mot cette existence surhumaine tend le ressort jusqu'au point où il rompra. C'est entendu, il faut que ces êtres extraordinaires soient ambitieux, *puisqu'ils sont nés pour cela*. Mais, comme l'exigence de leur nature se nourrit de la subordination, de l'abnégation et du sacrifice des autres, si elle ne rend pas à ceux-ci ce qu'elle leur prend, si elle les accable seulement pour jouir elle-même de sa force, un tel abus de la supériorité devient insupportable, tyrannique.

Napoléon, intense, concentré, audacieux, a mis en méfiance, dès la première heure, ceux qui l'ont vu, ceux qui lui ont obéi, ceux même qui l'ont aimé et qui se sont donnés à lui : « Toutes les fois que votre général en Italie, écrit-il — si jeune — au Directoire, ne reste pas *le centre de toutes choses*, vous courez de grands risques ». Il provoque même les personnes qui lui ont fait confiance : « Croyez-vous que je gagne des victoires en Italie pour la plus grande gloire des avocats du Directoire, pour Carnot, pour Barras?... » Cet aplomb prouve qu'il y a quelque chose qui n'est pas d'aplomb en lui. Il souffre du mal des ambitieux sans frein, l'inquiétude. Son imagination, trop souvent, l'arrache à la terre, l'emporte dans les nuages. Le voilà en proie à son hallucination dorée, au rêve de tous les romantiques : l'Orient. Par Charlemagne et César, remonter jusqu'à Alexandre !

La modération dans les conceptions fortes, telle est la qualité supérieure de l'esprit. La domination sur soi-même, c'est la vraie grandeur. A la fin, chez Napoléon, la vue nette, le sens pratique s'obnubileront et se perdront dans une sorte de rêve grandiloquent, dans des conceptions chimériques où se retrouve le romantisme initial, dans cet étrange refus de voir ou d'admettre la vérité où s'égarera son impérieux commandement. Puisqu'il ment à tous et qu'il se ment à lui-même, on l'enveloppera de mensonges. Il se plaindra alors qu'on le trahisse : il s'est trahi.

Une telle fêlure des plus riches dons qu'ait reçus un mortel vient du moral. Bonaparte a toujours été personnel, non tant pour lui, peut-être, que pour son entreprise et aussi pour les siens. Corse, il ne perdit jamais de vue la clientèle, le clan. On ne trouve jamais, en lui, cette soumission exclusive au devoir qu'exige le bien public, ni ces égards pour les autres, ni cette humanité, ni cette humilité envers la vie, ni cette abnégation qui sont les seules ressources inépuisables et qui ne dépendent que de l'homme lui-même. Dans sa hâte d'ambition, dans sa logique de mathématicien, il ne refusera pas de se lier avec un tas de vieux intrigants qui spéculeront

sur son génie deviné. Le « roman de sa vie », comme il disait lui-même, prendra, il est vrai, de cette complication détestable, un aspect plus émouvant et plus humain. Il n'est donc qu'un homme, lui aussi !...

En effet, il ne fut qu'un homme. Son génie impatient, tourmenté par l'inquiétude corse, se manqua à lui-même. L'être extraordinaire, le héros prédestiné, devait succomber un jour, pour ne s'être pas dit assez, — car il le savait, — que la grandeur absolue est dans l'insouciance de soi, dans la patience qui sait attendre, dans les voies probes et sans détour. Inutile de monter si vite ; impossible de monter toujours. Jeanne d'Arc, si elle s'élança plus jeune encore, trouva le bûcher à vingt ans.

**L A RÉVOLUTION SE CRISTALLISE DANS
LES CRÉATIONS CONSULAIRES**

Pour refaire la France, la capacité des hommes « qui avaient vécu » était indispensable : ils représentaient le seul personnel gouvernemental survivant à la fois à l'Ancien régime et à la Terreur. Mais, pour les introduire et les contenir, il fallait une autorité forte. Parmi eux, ce qui s'était trouvé de mieux jusque-là, c'était Sieyès. Ils se réunissaient à Auteuil où habitait Mme Grant, l'amie de Talleyrand. On disait : « l'intrigue d'Auteuil ». Ils aspiraient à une sorte de gouvernement constitutionnel. « Sieyès avait songé à une illustre épée pour tenter un Fructidor conservateur ». On disait même que, reprenant une idée émise dès la fuite de Varennes, lui-même et Talleyrand avaient proposé à un prince prussien « le stathoudérat ». Tandis qu'on tergiversait, « l'illustre épée » était apparue ; et elle appartenait à un général corse. Certes, Sieyès s'était méfié tout de suite de ce blanc-bec silencieux ; mais l'opinion, et sa coterie elle-même, s'étaient déjà tournées vers l'astre naissant. Les Talleyrand, les Fouché, les Gaudin, les Rœderer, les Regnault, les Réal, tous n'avaient qu'un regret au cœur : celui d'avoir rompu avec le passé qui les avait élevés et qui s'appelait à jamais, pour eux, la « douceur de vivre ». Mme de Staël les a dépeints, agités d'un tourment perpétuel, ne pouvant tenir en place, alternant entre le remords et l'espérance, tant qu'ils n'auraient pas trouvé une solution, une consolidation quelconque, fût-ce, selon le mot de Talleyrand, de « réaccoutumer la France au régime monarchique », mais sous la condition aussi de ne pas aller jusqu'aux Bourbons ; car, entre eux et les princes, la mort de Louis XVI avait mis, selon un autre mot de Talleyrand, « un insurmontable obstacle ». Tous donc, même et surtout les régicides, s'étaient engagés dans l'aventure du 18 Brumaire. Le coup ayant réussi, il s'agissait maintenant, comme tout le monde le répétait à satiété, de « mettre fin à la Révolution ».

Selon les doctrines acclamées au cours du siècle finissant, la nation est, main-



MAISON NATALE DE NAPOLÉON A AJACCIO

Pastel original de SIMON BUSSY.

tenant, maîtresse de ses destinées ; les « sujets » sont devenus des « citoyens » ; la Déclaration des droits de l'homme a fixé les rapports et les engagements réciproques des individus et de l'État. Plus de classes privilégiées, un seul peuple ; plus de provinces, des départements ; plus de politique, ni de justice, ni de législation, ni d'administrations particulières : l'unité, une loi pour tout le pays ; plus de royauté, la forme du gouvernement est républicaine. Peut-on dire, cependant, que le nouveau régime soit démocratique ? La question n'est pas résolue, à peine posée pour les contemporains. L'union de la bourgeoisie et des paysans, si naturelle en ce pays de travail agricole, — surtout en un temps où l'industrie n'a pas encore aggloméré ses masses, — la terre et le travail libres, telles sont les assises de la nouvelle société.

Quels seront, maintenant, les éléments de sécurité et de stabilité, en un mot, quel va être l'établissement politique proprement dit ? La Révolution s'est faite sur un cri unique : Constitution ; or, la Constitution de l'an III se démontrait aussi impuissante à vivre que celles qui l'avaient précédée. La Révolution s'était faite sous l'astreinte du déficit ; or, les finances publiques, loin d'être restaurées, n'étaient qu'un abîme de désordre et de misère, livré à la rapacité de quelques-uns. S'inspirant de la philosophie du dix-huitième siècle, la Révolution avait rompu délibérément avec la religion, avec le culte traditionnel ; on avait cru pouvoir substituer la raison à la foi, l'homme au Christ. Or, l'image douloureuse et consolatrice restait au cœur des masses populaires et des élites, celles-ci épurées par le sacrifice. La sécurité intérieure, la vie de chaque jour pour chaque citoyen était devenue précaire à ce point qu'on peut dire que la moitié du pays brigandait l'autre. Les acquéreurs des biens nationaux étaient *chauffés*, comme les nobles avaient été guillotins ou fusillés. Les villes, Lyon, Bordeaux, Marseille, Toulon, Angers, Vannes, restaient sous le canon ou sous la flamme des incendies.

La sécurité nationale à l'égard de l'étranger avait été la raison suprême des violences révolutionnaires : qu'était-elle devenue maintenant ? Une guerre à mort, parfois assoupie, se trouvait engagée contre l'Europe, ayant à sa tête le seul grand pays libéral, l'Angleterre ; la paix fuyait toujours, même au delà des frontières élargies ; à la moindre défaite, en Suisse, en Italie, sur les Pyrénées, en Alsace, on tremblait, non pas seulement pour la Révolution, mais pour la France.

C'est de là précisément que vint l'évolution nouvelle ; ce besoin de la sécurité, non moins urgent que celui des subsistances, finissait par assurer une prépondérance indiscutée aux sauveurs infatigables de la patrie, à l'armée et à ses chefs. Le paysan-soldat avait vu, maintenant, autre chose que son village ; il revenait

de ses campagnes un autre homme, un « citoyen ». Le bourgeois-officier avait appris que, les cadres sociaux étant abolis, tous peuvent s'élever aux premiers rangs. Donc tout le monde veut arriver, mais à quoi ? Tout le monde veut se stabiliser, mais sur quoi ? L'état de choses reste indécis, précaire, inconsistent. Soudain, Bonaparte se présente.

Bonaparte arrive avec un secret, celui qui lui appartient en propre, la décision.



RÉUNION DES POLITIQUES CHEZ M^{me} GRANT.

Par lui, la décision sera transmise sans obstacle et obéie sans réplique jusqu'aux extrémités. Daunou, Cabanis, J.-B. Say, républicains non suspects, trouvent cela admirable, se rallient et apportent leur concours. A plus forte raison les masses. Voilà ce qui caractérise Bonaparte : il n'éprouve aucun embarras à ramasser ceux-ci et ceux-là : il n'a pas de parti, il n'est d'aucun parti. Ici, comme dans son quartier général, il accepte tout ce qui s'offre à l'obéissance. Il commande. Et l'ordre se rétablit. Pas de « pouvoirs intermédiaires » ; l'autorité remonte du peuple

et retombe sur lui en ordres non discutés. Classes, partis, parlement, tout est balayé, raboté. Pas de droit contre le droit de tous ; pas de modalités dans l'obéissance. Simplicité de tous les ressorts, détente immédiate et vraiment militaire : « Je n'épouse aucun parti que celui de la foule, dit, avec une magnifique familiarité, l'inventeur de cette forme de dictature... J'aime les honnêtes gens de toutes les couleurs. »

C'est ainsi qu'il se trouve, par cette intuition extraordinaire qui lui est propre, à la tête de ces couches profondes : soldats, paysans, propriétaires, — petits propriétaires, — « non riches », y compris les 1 200 000 acquéreurs de biens

nationaux qu'il entend, dit-il à Rœderer, « conserver à la cause de la Révolution », — et c'est sur tout ce monde, même sur ces nantis, sur ces compromis, qu'il compte s'appuyer pour liquider et absorber l'autre monde, celui du passé qui ne veut pas mourir. Il fait, de tout cela, sa force unique, par l'art qui est le sien de savoir se faire aimer en se faisant obéir.

Il faut encore autre chose pour obtenir de tous la discipline et la confiance : il faut le prestige. En pleine connaissance de cause, il se sert de l'étrange fascination qu'il exerce sur les Français. « Bonaparte, écrit Rœderer, a une grande idée du pouvoir de l'imagination. Il l'a éprouvée sur ses soldats. Il dit que *« son pouvoir est fondé sur l'imagination des Français »*. Rœderer croit sage de combattre auprès de lui cette opinion... Autant lui demander de n'être pas l'homme de son génie et de sa destinée ! « Le danger de cette opinion, fait observer Rœderer, c'est que, si l'attachement des Français dépend surtout de leur imagination, cela ne conduise aux actions extraordinaires. » *Aux actions extraordinaires !* En effet, brave Rœderer ! L'homme de l'ordre nouveau ne sera ni un de ces philosophes, ni un de ces économistes, ni un de ces physiocrates, ni un de ces légistes, ni un de ces « constitutionnels » que préparait la Révolution, — pas plus un Turgot qu'un Sieyès... ou un Rœderer ! Après ces convulsions atroces, la Révolution ne peut plus s'accrocher qu'à un chef *aux actions extraordinaires*. Bonaparte n'avait-il pas osé dire, dans la journée de Brumaire, en plein Conseil des Cinq-Cents : « Écartez-vous, je suis le Dieu du jour ! »

Bonaparte avait les yeux fixés sur cette masse obscure du passé dont il calculait la force : quinze siècles !... Son idée était de s'introduire entre les deux Frances, et de faire, de toutes deux, l'attelage obéissant de sa fortune. Il tenait ce propos, rapporté par Bignon : « Je ne crains pas de chercher les exemples et les règles dans les temps passés. En conservant tout ce que la Révolution a pu produire de nouveautés utiles, je ne renonce pas aux bonnes institutions qu'elle a eu le tort de détruire. »

Suivons la gradation des faits qui la poussent à l'Empire : d'abord il y eut



P.-L. RŒDERER

Marengo. Le héros gagne la guerre : à l'homme d'État, maintenant, de faire ses preuves en gagnant la paix. Bonaparte réussit encore : paix en Italie, paix avec le Portugal, avec la Russie, avec l'Autriche et, bientôt, paix avec l'Angleterre. La paix sur terre et sur mer, la paix glorieuse ! C'est à la fois la sécurité et les subsistances, ce pour quoi l'on se bat depuis dix ans. La France dans sa frontière élargie, le paysan maître de son lopin, le bourgeois assuré de ses biens et de ses rentes : qui eût rêvé de si rapides et si pleines réalisations ?

Mais la paix et la sécurité posent aussitôt le problème connexe, celui de la stabilité : on a gagné, il faut garder. Or, voici que d'autres miracles précipitent la trouble mixture révolutionnaire en un résidu compact et solide : cette fois, c'est bien la fin de la Révolution, mais par la réfection de la France. Là où les assemblées s'embourbaient dans les discussions et dans le sang, le commandement s'est mis à l'œuvre. Cet homme seul, — précisément parce qu'il est seul, — aboutit. Il enlève le Code civil dans les courtes et fameuses séances du Conseil d'État et, par cette loi des XII tables, enfonce jusqu'aux couches profondes du peuple les assises du nouvel édifice. Il résout par l'action le problème insoluble à la délibération. Il apprend leur leçon à ces vieux jurisconsultes tatillons. Et quels textes fulgurants ! Quelles habiles conclusions ! Comme il enrobe, au besoin, la politique dans le droit ! Et, de quels mots sublimes il bouscule les dernières hésitations ! « Tout votre système, jette-t-il aux jurisconsultes, à propos du mariage, a pris naissance quand on se mariait par procuration : mais, à présent, on se marie *corps à corps* ! »

C'est ainsi que le Consul fonde, à la romaine, la famille, l'héritage, la propriété, le travail moderne, tout ce qui donne à la génération de la Révolution le sentiment qu'elle a bien fait et que le passé n'a plus qu'à mourir de par le jeu de la loi. Tout, dans cette nouvelle législation, est fait pour assurer au régime le concours des deux parties de la nation pour lesquelles a travaillé surtout la Révolution, le paysan et le bourgeois. Elle consacre la grande confiscation populaire des *latifundia* et dresse un obstacle invincible au retour du privilège et de la féodalité. C'est la thèse des physiocrates et des philosophes qui l'emporte : propriété et travail individuel et libre, avec le partage égal entre les enfants.

Rappelons seulement les autres créations : d'abord, la fondation napoléonienne par excellence, celle qui s'appuie directement sur le peuple, le plébiscite ; celle qui consacre, dans le régime politique nouveau, les conquêtes que ce vaillant peuple n'eût pas laissées tomber, même au prix de la mort, l'unité et l'indivisibilité ; l'installation des administrations préfectorales, des tribunaux unifiés, des lycées. Voici la constitution de cette armée nouvelle d'où tout dépend : la conscription de terre

et de mer, les écoles militaires, les cadres et, enfin, la Légion d'honneur, nouvel ordre de chevalerie, accessible au plus humble, et qui, pour la première fois, récompense les services militaires et les services civils sur le même plan.

Le rapprochement, la fusion du passé et du présent qui est « la grande pensée du règne », s'affirme dans la conduite politique et administrative : décisions qui, d'abord, laissent rentrer individuellement les émigrés, bientôt ferment les listes, enfin accordent ce que l'on peut rendre de leurs biens aux *rayés* ; manières nouvelles qui abolissent les grossières familiarités révolutionnaires, le tutoiement, les promiscuités citoyennes ; initiatives qui rouvrent les salons, inaugurent une nouvelle société, encouragent les arts, les lettres, les grands travaux publics ; protocole enfin, qui recrée une cour où se pressent les plus grands noms de France. Bonaparte et sa « petite créole » couchent aux Tuileries. Les Tuileries rouvertes, voilà pour satisfaire les royalistes raisonnables ; et ouvertes à tous, voilà pour gonfler d'orgueil les « jacobins nantis ».

Marengo a, dès les premières heures, autorisé l'homme à une réalisation plus haute encore : ce fils de la philosophie du dix-huitième siècle a décidé en lui-même de mettre fin au trouble qu'elle a jeté dans les âmes.

Avant de quitter l'Italie, il a mandé vers lui le cardinal Martiniano et lui a dit, sur ce ton sans réplique :

Écrivez au pape que je veux lui faire cadeau de trente millions de catholiques français : il faut la religion à la France ; les évêques intrus et leur clique ne sont que des brigands déshonorés et ceux qui ont émigré des adversaires qui ont agi par intérêt et par vues temporelles. Je veux, pour la France, une Église vierge. Le pape instituera les évêques et ils seront nommés par le pouvoir civil.

En deux mots, l'heure est venue « de réconcilier la France avec le chef visible de l'Église universelle ».

Coup d'audace inouï ; car on savait bien que l'atmosphère s'était comme raréfiée du silence des cloches ; on savait que, privés de la religion, l'enfance était sans guide, la mort sans consolation, la misère sans secours. Mais, que de sentiments



LE COMTE BERTHOLLET (D'après Boilly).

contraires s'étaient aussi développés ! La rupture avec l'Église, n'était-elle pas la libération suprême ? Est-ce que la science des Laplace, des Lagrange, des Lamarck, des Berthollet, n'abordait pas cette terre promise où l'esprit humain embrasserait, sans mystère, la création ? Est-ce que la raison humaine avait besoin de la foi ?... Ce blâme, ce reproche hautain qui entourait Bonaparte ne l'avait pas arrêté. Il avait senti avec les masses et, comme un autre Henri IV, il avait signé son Édit de Nantes en signant le Concordat. « Les philosophes en riront, disait-il à Chaptal ; mais la France me bénira. » Plus tard, il dit à Fontanes :

« Il faut me faire des élèves qui sachent être des hommes. Et vous croyez que l'homme peut être homme s'il n'a pas de Dieu ? Sur quel point d'appui posera-t-il son levier pour soulever le monde, le monde de ses passions et de ses fureurs ? L'homme sans Dieu, je l'ai vu à l'œuvre depuis 1793 ! Cet homme-là, on ne le gouverne pas, on le mitraille ; de cet homme-là, j'en ai assez. Ah ! c'est cet homme que vous voudriez faire sortir de mes lycées ? Non, non, pour former l'homme qu'il nous faut, *je me mettrai avec Dieu* ; car il s'agit de créer, et vous n'avez pas encore trouvé le pouvoir créateur, apparemment. »

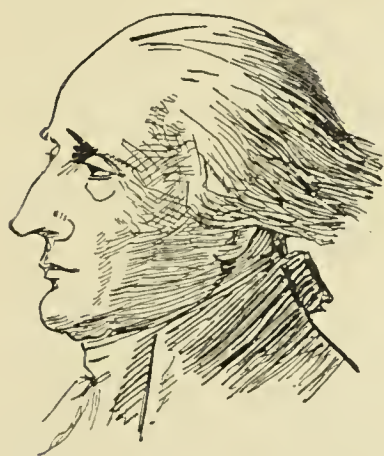
Je me mettrai avec Dieu ! C'est dans cet esprit que Bonaparte avait mené, à la houzarde, la négociation du Concordat. Mais il entendait bien, en échange, que Dieu se mît avec lui.

V^{ERS}
L'EMPIRE Les institutions consulaires s'acheminent, dès lors, nettement vers l'Empire. Elles sont déjà monarchiques ; mais elles ne peuvent être « royalistes ». Ces institutions qui, sous la main du maître, fonctionnaient admirablement pour le bien public, n'offraient nulle garantie pour la liberté : on s'y était résigné. Mais avait-on gagné, du moins, ce qui était l'aspiration de tous, la stabilité ? Quelle stabilité que celle qui reposait sur la tête d'un homme, d'un soldat ? La dynastie ancienne, ou une quatrième dynastie, tel était le dilemme.

En raison du silence imposé à la presse et à la tribune, la bataille entre les deux systèmes ne se livrait pas au grand jour, mais dans la nuit. Des hommes passionnés et résolus, cachés dans Paris, payant une chambre 10 000 francs la journée, le pistolet au poing, la haine au cœur, entretenaient, à tous les rangs de la société, l'hostilité citoyenne : « L'air, dit Fouché, était plein de poignards. » En saisissant Georges et Pichegru, en compromettant Moreau, Fouché débarrassa Bonaparte à la fois des royalistes d'action et des militaires d'attente. On l'acheminait, sans rival et sans compétition, jusqu'aux marches du trône.

Restait, cependant la « concurrence » suprême : la légitimité, les Bourbons ! Mais, comme cela paraissait peu de chose ! Il y avait dix ans à peine, Louis XVI régnait encore ; or, on ne savait même plus qu'il restât, de par le monde, quelques

princes dispersés et, parmi eux, un prétendant, réclamant la couronne de ses pères et se qualifiant Louis XVIII. Dans cet oubli général du prétendant, lui, ne s'oubliait pas ; et Bonaparte ne l'oubliait pas davantage. Tous deux sentaient se poser, entre eux, le problème de l'hérédité, le problème de la dynastie : le duel devait durer tout le siècle. Ayant vu les La Fayette, les Dumas, les Pichegru rompre avec la Révolution, ayant sondé l'âme des Barras, des Talleyrand, des Fouché, Louis XVIII ne se refusait pas à l'espoir,



LAGRANGE (D'après Regnault).

dont on le flattait, que ce général glorieux, nourri de la « nourriture du roi », se tournerait, un jour, vers la dynastie légitime.

Mais Bonaparte avait les pensées ailleurs.

Je n'étais pas assez sot, confiait plus tard l'Empereur à Caulaincourt, pour travailler pour d'autres quand je me sentais d'ailleurs seul capable de répondre à l'attente de la nation française... Je pris donc un parti. Je préparai tout pour réorganiser une monarchie. Ce gouvernement est le seul qui convienne à la France, le seul qui pût d'ailleurs *tranquilliser les rois de l'Europe. Ils avaient besoin de moi.*

Du côté des Bourbons, certains esprits agités cherchèrent une solution intermédiaire : il fut question de reconnaître Bonaparte en qualité de roi d'Italie ; mais, pour cela, il fallait d'abord enlever l'Italie à l'Autriche. Bonaparte lui-même chercha un moyen quelconque de satisfaire la dynastie des Bourbons : on pensa, pour Louis XVIII, à la couronne de Pologne ; mais il fallait, d'abord, enlever la Pologne aux trois copartageants. Durant tout le Consulat, on s'attarda, de part et d'autre, à ces vagues imaginations où se mêlaient les complots et les explosions de machine infernale. Il semble que Bonaparte, avec son esprit tranchant et résolu, ait eu la volonté d'en finir par une démarche officielle, en janvier 1803 :

Le Premier Consul est prêt à faire à la famille des Bourbons un sort brillant ; la Prusse et la



LAPLACE (D'après Neigeon).



LE CHEVALIER LAMARCK
(D'après Boilly).

Russie garantissent le traité ; on assurera une situation exceptionnelle à cette famille infortunée qui, en entrant dans le système, assurera le repos de la France et de l'Europe.

Le prétendant répondit :

Je ne confonds pas Buonaparte avec quelques-uns de ceux qui l'ont précédé ; j'estime sa valeur, ses talents militaires ; je lui sais gré de quelques actes d'administration, car le bien qu'on fera à mon peuple me sera toujours cher. Mais il se trompe s'il croit m'engager à transiger sur mes droits. Loin de là, il les établirait même, s'ils pouvaient être litigieux, par la démarche qu'il fait en ce moment.

Le tac au tac n'était pas à l'avantage de Bonaparte. Avec son « sens pratique », son manque « d'idéologie », son ambition, il s'était pris au piège de l'histoire, comme il était pris au piège de « l'intrigue » des Talleyrand et des Fouché. Louis XVIII, en publiant cette lettre, en la faisant souscrire par tous les princes de la famille royale, reconstituait l'unité de sa race et plantait la stabilité de dix siècles en face du pouvoir précaire de « l'usurpateur ».

A Bonaparte, il ne restait plus que la force. Il dira plus tard à Chaptal : « Je ne puis me maintenir que par la force... Mon empire est détruit si je cesse d'être redoutable. » Dès lors, les ambitions « impériales » sont définitivement fixées dans son esprit. Être roi du royaume de France après Louis XIV et, surtout, après Louis XVI, c'est impossible. La légitimité ne s'usurpe pas. Empereur, voilà ce qui convient. Mais, qui dit Empereur dit Empire. L'imagination de Bonaparte est en travail : elle cherche ce qui peut frapper, enlever l'opinion, anéantir le droit ancien et créer le droit nouveau dans un éclair : « Un gouvernement comme le nôtre, dit-il à Thibaut-deau, a besoin d'éblouir et d'étonner. Il faut qu'il soit le premier ou qu'il succombe. » Il s'agit de la maîtrise du monde et la question de l'empire des mers n'est pas tranchée entre la France et l'Angleterre. L'Angleterre sait qu'elle a le temps, tandis que Bonaparte n'a que sa courte vie : mais il a derrière lui la France de la Révolution, pleine d'élan et d'entrain. Le Piémont, la Suisse, la Hollande, l'Allemagne, voilà, pour Bonaparte, un champ assez vaste pour y employer sa passion de travail et de gloire, de quoi surprendre, en France même, les imaginations et autoriser ce haut titre d'Empereur. Ce « travail du continent », suite de situations déjà engagées, est commencé et développé, dans l'impatience du grand, mais avec une habileté, une modération consommées et un bonheur sans précédent. Des réalisations heureuses et utiles à la fois sont acceptées par les peuples qui ont recouru, d'eux-mêmes, à la sagesse du « médiateur ».

Après une longue polémique diplomatique avec l'Angleterre, où il y a aussi un calcul stratégique, le Premier Consul ayant posé son ultimatum : « tout le traité

d'Amiens et rien que le traité » ; l'Angleterre riposte : « l'état du continent, tel qu'il était alors, et rien d'autre. » Les deux intérêts, les deux ambitions s'affrontent en ces formules lapidaires, et c'est, le 12 mai 1803, la rupture du traité d'Amiens. Ainsi, le Premier Consul, qui a donné à la France la victoire, ne sait pas lui assurer la paix ; le voilà obligé de recourir à son moyen à lui, la guerre. Mais, pour vaincre, il lui faut un pays discipliné comme une armée, une France unie et docile comme un camp. L'Empire appelait la guerre ; la guerre appelle l'Empire.

Contre la discipline militaire de l'Empire en perspective, deux partis organisés résistent encore à l'intérieur : les républicains et les royalistes. La conjuration des princes, de l'Angleterre et des puissances hostiles menace la France et, en plus menace directement Bonaparte. Vivre, à la fois, sous la menace et parmi les soupçons, rien de plus contraire au caractère du Corse. Son entourage le sait et, soit complaisance, soit calcul, l'entretient dans cet état d'irritation qui grandit de jour en jour par le nombre multiplié des assassins qui le visent. Il ne s'agit pas seulement de sa fortune à lui, il s'agit de la fortune de la France. Au retour du désastre de Russie, Caulaincourt a recueilli ces paroles de l'Empereur :

C'est Talleyrand qui m'a décidé à faire arrêter le duc d'Enghien, auquel je ne pensais pas... Talleyrand insista, ainsi que Murat et Fouché... Il est possible que j'eusse fait grâce si Murat m'eût fait connaître le désir du prince de me voir... Je crus qu'on prendrait aussi Dumouriez, ce qui m'importait davantage, son nom donnant à cette conspiration le caractère d'une grande intrigue. J'étais dans mon droit, car le prince conspirait contre moi, comme les Georges et les autres. *Toutes ces intrigues se tenaient.*

Dans son *Testament*, Napoléon, après mûre réflexion, écrit : « J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la *sûreté*, à l'*intérêt* et à l'honneur du peuple français, lorsque le comte *Dartois* entretenait de son aveu soixante assassins à Paris ; dans une semblable circonstance, j'agirais encore de même. » C'était donc bien un acte politique, le dernier acte sanglant de la Révolution, la lutte entre deux systèmes, entre deux dynasties, qui lui était conseillé : il suivit le conseil.

Bonaparte a fait remarquer lui-même qu'après cette mesure, tous les complots cessèrent. L'Empire est fait. L'Empereur, il est vrai, portera la peine, et son entourage avec lui, de cette « faute », de ce « crime », qui retomba finalement sur la France. La mort du duc d'Enghien n'en scella pas moins, du sang versé, les fondements du nouveau régime. Georges Cadoudal dit en montant sur l'échafaud : « Nous avons fait plus que nous voulions ; nous venions donner un roi à la France ; nous lui avons donné un Empereur. »

L E PERSONNEL
IMPÉRIAL

Le personnel politique qui pousse Bonaparte à l'Empire, c'est le même groupe qui l'entourait au 18 Brumaire, moins, toutefois, les libéraux qui, déçus tout de suite, s'éloignent : ce sont les vieux chevronnés de « l'intrigue », royalistes sans le roi, républicains dégoûtés de la République.

Venant de Choiseul et du duc d'Orléans, ils avaient la chance extraordinaire de rencontrer ce général de génie : ils sauraient se servir de lui en le servant.

Au premier rang, le plus énigmatique de tous, Talleyrand. Grand seigneur, évêque ayant rejeté la mitre, politique dans les moelles, et qui avait élevé de bonne heure son plan d'action jusqu'aux sphères internationales ; de naturel prévoyant, d'intelligence pénétrante, porté aux longues et vastes combinaisons, il trouvait ce général de Vendémiaire extrêmement opportun ; mais cette destinée ne fixait pas nécessairement la sienne : c'était, à ses yeux, une sorte d'aventurier. On sait le mot du malin renard, impassible, à la fin d'une scène de colère inouïe que



TALLEYRAND, ÉVÊQUE D'AUTUN
(D'après un dessin au crayon de Labadye).

lui faisait l'Empereur : « Quel malheur que ce jeune homme de tant de génie soit si mal élevé ! »

Sainte-Beuve a mal comparé Talleyrand à Retz : Talleyrand est tout autre chose qu'un conspirateur ; son sang-froid, sa perspicacité, son jugement étaient d'un homme d'État souverain, s'il eût eu le cœur à la hauteur de l'esprit et les mains nettes. De son pied boiteux, il devait marcher à travers son temps, de Choiseul en Orléans, d'Orléans en Mirabeau, de Mirabeau en Danton, de Danton en Barras, de Barras en Bonaparte, de Bonaparte en Napoléon, de Napoléon en Louis XVIII et Charles X, les laissant tous derrière lui, pour se retrouver finalement « Orléans », ayant tracé ainsi, avec le bien et le mal, le cercle vicieux que fut sa longue carrière. Passant par

tous les défilés du siècle, ne se fixant nulle part, on le trouve toujours prêt à entrer, prêt à sortir. Tenait-il à autre chose qu'à se servir de ses dons, pour s'assurer les larges satisfactions humaines, le pouvoir, l'argent, les plaisirs? Avait-il quelque autre but? On ne sait. Je crois que son génie et sa mission furent l'impudeur et l'insolence : homme de vieille race, seul survivant d'une aristocratie qui s'effondre, frère puîné des Richelieu, des Choiseul, des Ligne, des Biron-Lauzun, des Besenval, il s'exerça à jouer les peuples, les empereurs et les rois, et tenta même de jouer Dieu, qui l'attendait à la partie suprême.

Après le gentilhomme évêque, Talleyrand, voici le bourgeois oratorien, Fouché, l'homme de Nantes et de Lyon, l'homme de Thermidor : voleur, traître, assassin à profusion, bon père de famille, secourable, sans passion, sans haine, sans joie, ses enfants sur les genoux, le cœur sensible, la main ouverte pour recevoir et pour donner, contempteur du siècle, avec une sorte de curiosité amusée et ironique qui perce en son regard voilé d'oiseau de nuit. Génie singulier, fine lame trempée au bain de Mesmer, « défroqué » sans remords, qui ne travaille qu'à brouiller pour se rendre indispensable et qui eût, peut-être, conduit fort bien la chose publique, si on la lui eût confiée à lui uniquement, et à condition qu'il eût pu s'en gaver à mort.

Bonaparte, aveuglé par l'éclat de son propre génie, se croyait le maître de ces deux hommes. Il les traitait comme des valets ; mais il ne put jamais se passer d'eux. Eux, complices muets, se tenaient debout, impassibles et, l'ayant ligoté par des fils invisibles, le laissaient enrager et sacrer : survivants de l'ancien régime, fauteurs et fossoyeurs de la Révolution, puis de l'Empire, ils sauraient, un jour, ce que pesait le crâne de l'homme extraordinaire qu'ils enterreraient comme ils en avaient enterré tant d'autres !

Autour de ces deux figures extraordinaires, il faudrait grouper, d'abord, quelques séides : les Réal, les Regnault de Saint-Jean d'Angely, même les Augereau, les Savary. Mais ce serait donner une image bien fautive de la France d'alors et de la perspicacité de Napoléon que d'exagérer l'importance de cette troupe. Napoléon voyait très clair, quand son aveuglement personnel ou son tempérament corse ne l'égarait pas, et il choisissait admirablement : or, il n'avait que l'embarras du choix ; car il y avait, dans cette génération, un tel besoin d'ordre, de raison, de tenue et, disons, tant de bonne volonté morale pour dissiper l'atmosphère empestée du Directoire, que l'on trouvait par masses les hommes disposés à sacrifier tout, même les plus nobles rêves, « l'idéologie », la « métaphysique », les « principes », à cette nécessité reconnue urgente. Pour accomplir l'œuvre nationale, qui va devenir, par eux, une œuvre européenne, l'équipe principale et vraiment française tira à plein collier.

« Place au mérite ! » avait dit l'animateur. Beaucoup d'entre eux sont des survivants des administrations royales et la seule liste de leurs noms prouve à quel point Napoléon sut remplir son programme de « rattacher le passé au présent ». Nombreux aussi sont les révolutionnaires assagis ; et ce ne sont pas les moins bons : ils

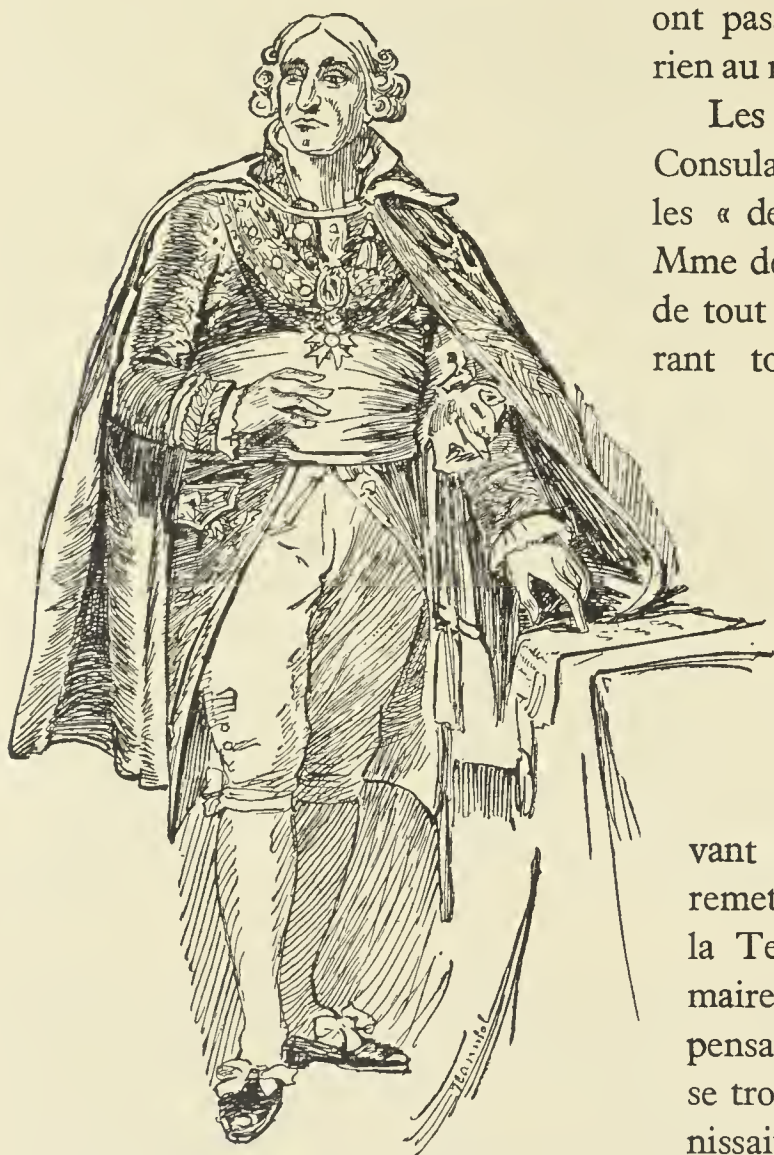
ont passé par des heures affreuses ; pour rien au monde, ils ne voudraient y retomber.

Les deux satellites de Bonaparte au Consulat sont Cambacérès et Lebrun, les « deux bras du fauteuil », comme dit Mme de Châtenay, tous les deux hommes de tout repos et qui l'accompagnèrent durant tout l'Empire. Cambacérès, venu

du Midi avec l'estampille des évêques gallicans et l'équerre maçonnique, ramenait une fois de plus, à Paris, les conceptions politiques et le tour de main de ces légistes de l'école de Toulouse qui avaient tracé, jadis, les cadres de l'établissement capétien. Brave devant les dossiers, poltron de-

vant la vie, il ne devait jamais se remettre de la peur qui l'avait saisi sous la Terreur. A demi rassuré, après Brumaire, il était devenu le conseiller indispensable ; quand la politique ou la passion se trouvait à court de raisons, il les fournissait, abondant, solennel et fleuri. Il avait présidé, dans les assemblées révolutionnaires, les grandes Commissions

chargées de jeter les bases du droit nouveau et s'y était montré juriste clairvoyant, novateur et plein de ressources ; mais il n'avait pas su aboutir, la décision n'étant pas son fort. De tendance royaliste, ayant gardé quelques relations sournoises dans ce camp, il couvrait un peu Bonaparte de ce côté. Dans l'ensemble, il pouvait se croire indispensable. Mais sa laideur légendaire, sa vanité caduque, sa gourmandise lippue et son faste puéril prêtaient aux épigrammes de son puis-



CAMBACÉRÈS (D'après Schopin).

sant collègue qui ne le craignait pas assez pour le diminuer trop. Opposé, au fond, à l'hérédité, c'était pourtant lui, Cambacérès, qui, pour plaire, avait tissé toute la trame de la consécration dynastique et qui avait présenté, le 19 mai 1804, l'avènement d'un homme comme l'heureuse conclusion de la Révolution : « Heureuse la nation qui, après tant de troubles et d'incertitudes, trouve dans son sein un homme digne d'apaiser la tempête des passions, de concilier tous les intérêts et de réunir toutes les voix ! »

Lebrun était Normand, issu « de cette belle et sage Normandie », selon le mot de Bonaparte. Quand Bonaparte, qui le connaissait à peine, lui offrit le troisième consulat, il lui dit : « Vous serez mon mentor ; nous ferons de grandes choses. » Lebrun était, lui aussi, un homme de l'ancien régime, attaché spécialement à la cause du fameux chancelier Maupeou dont il rédigeait les mémoires et les discours. Louis XV disait, quarante ans auparavant : « Que ferait Maupeou sans Lebrun ? » Plume élégante, Lebrun fut un excellent rédacteur toute sa vie. Lebrun était l'homme des « mémoires » comme Cambacérès était l'homme des « discours ». Les fonctions qu'il remplissait indiquent sa compétence propre, les finances. En ce point, où tout était à faire, il fut l'habile liquidateur de la Révolution et le non moins habile créateur de la finance à base de crédit. Son rôle fut très supérieur à celui qu'on lui attribue d'ordinaire ; son expérience et son savoir firent jaillir des circonstances et de la nécessité telles idées et telles créations admirables, ne serait-ce que la Cour des Comptes. Il dirigea les choix de l'Empereur vers les Gaudin, les Dufrêne, les Mollien, tous incomparables fonctionnaires, tous « ancien régime » comme lui. Plus tard, il soutint l'Empire de sa sagesse et de son savoir-faire, jusque dans les parties nouvelles et difficiles de la France agrandie, à Gênes, en Hollande. De belle prestance, un peu lourd, paternel, Lebrun était un utile auxiliaire, bon à montrer, bon à écouter. Sa tête solide était assez forte pour caler l'Empire, mais non assez adhérente pour le sauver.

Derrière ces hommes de premier plan, il faudrait citer la foule des autres, ou compromis ou assagis, qui allaient former la véritable équipe impériale. Rœderer, Lorrain, publiciste infatigable, bon écrivain, observateur attentif et intelligent des grandes transformations accomplies, enflammé de zèle bonapartiste tant que Bonaparte lui fit confiance, mais qui finit par fatiguer tout le monde, y compris Bonaparte, de ses exigences et de son humeur. Il se tourna vers Joséphine, vers Lucien, vers Joseph, vers d'autres horizons, et quitta le « tronc de l'arbre ». Il ne fut plus désormais qu'un comparse, une de ces girouettes qui grincèrent au-dessus du toit impérial, servant surtout à marquer le vent ; — Regnault de Saint-Jean d'An-

gely, qui avait quelque chose de l'éloquence persuasive de Cambacérès, et aussi de son faste et de ses grands besoins d'argent ; en plus, de mœurs déplorables, et qui, par calcul et pour les beaux discours à prononcer, devait être un des plus ardents conseillers de l'hérédité ; — Portalis, jurisconsulte à la plume élégante, qui écrivit le fameux *Discours préliminaire* du Code civil, Méridional fin et délicat, esprit lumineux qu'une cécité précoce ensevelit dans ses ombres ; — Fontanes, le grand maître de l'Université, poète officiel, orateur officiel, harangueur de toutes les grandes circonstances, sigisbée infatigable de la sèche Élisabeth, élégant factotum, sentant le vent, très flagorneur, un peu traître, dont il ne reste rien que l'honneur d'avoir introduit dans les lettres et dans l'action son dangereux ami, Chateaubriand ; — Reinhardt dont Talleyrand fit l'éloge ; — Maret, duc de Bassano, voué aux épi-grammes du même Talleyrand, ministre exact et soumis, rédacteur infatigable des imaginations diplomatiques de Napoléon ; — Hauterive, excellent fonctionnaire, embusqué dans les archives et y gardant jalousement les traditions de Choiseul quand Talleyrand n'était pas là ; — Tronchet, jurisconsulte comme Cambacérès, Normand comme Lebrun, qui, né en 1726, apportait à Bonaparte, puis à Napoléon, le concours de tout le dix-huitième siècle ; — Boulay de la Meurthe, qui étudia trente mille dossiers et ne lâcha jamais pied, médiocre conseil d'ailleurs, mais étant, avec Defermon, de ceux dont Napoléon disait à Sainte-Hélène : « Braves et honnêtes gens ! »

Et voici les grands préfets, les Jean Debry, les Lezay-Marnesia, les Doulcet de Pontécoulant, les Jean Bon Saint-André, qui remirent sur pied la France ancienne et la France nouvelle. Ils seront bientôt à l'œuvre, travaillant à fond dans les cadres élargis du grand Empire français. Ce qu'il faut comprendre pour bien saisir ce qui se produit à la minute où Napoléon élève sur sa tête la couronne impériale, c'est comment les hommes anciens et ces hommes nouveaux, royalistes et révolutionnaires, s'attachèrent fermement à Bonaparte, quelles que fussent leurs conceptions individuelles, leurs ambitions, leurs vues sur l'avenir : car c'est un groupe d'une puissance et d'une signification uniques dans l'histoire de France, ce bataillon carré qui se tint debout dix ans sans rompre au milieu de l'Europe. Et cela montre ce que *peut* la France, quand elle *veut*. Hauts en cravate, sanglés dans l'uniforme civil, l'épée au côté, se réveillant et réveillant leurs subordonnés au son du tambour, ces hommes, qui survivent dans les portraits de Ingres, répondent pour leur temps. Comme dans *la Distribution des aigles*, tous s'élancent vers l'ordre, soulevés par l'impatience du devoir, par le zèle au travail, par l'ardeur du bien. Après ces longues et stériles agitations, ils veulent un pouvoir fort et

fécond, un pouvoir rigide, « à l'ordonnance », apportant, dans les affaires de tout ordre, la discipline, fut-ce la discipline militaire. C'est le trait du temps. Et nous n'avons pas dit les soldats que l'*Histoire militaire* a présentés à leur tâche.

Il y a, enfin, une partie du personnel impérial qu'on ne peut oublier quand il s'agit de la constitution de l'Empire, c'est la famille. Le grand et vigoureux ouvrage de Frédéric Masson a mis en lumière cette queue corse que Bonaparte traîna avec lui et qui contribua tant à sa perte. Dès le Consulat, le poids s'en est extraordinairement aggravé : les Bonaparte, frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, se sont installés dans la fortune du grand condottière. Chose vraiment prodigieuse ! Napoléon, quoique né sous ce régime de la tribu vorace et qui ne saura jamais rompre avec elle, n'en revenait pas lui-même : « C'est à croire qu'il s'agit d'un trône que nous aurions hérité de notre cher père Charles Bonaparte », disait-il.

Joseph, au nom du droit d'aînesse, se considère comme désigné pour le pouvoir suprême, Napoléon n'étant que son cadet et, en somme, un « parvenu ». Ce même Joseph affiche des vertus civiles, le dégoût du militaire, une capacité supérieure de diplomate et d'homme d'État ; désabusé, il ne demande qu'à cultiver son jardin, — ce splendide Mortefontaine, qu'il doit à la munificence du Consul, — d'où il intrigue à force, drapé dans son insatiable désintéressement. Lucien, du moins, avait rendu service aux journées de Brumaire : il avait quelque titre à la gratitude du grand frère, sinon à cette égalité de situation politique qu'il avait l'impudeur de réclamer ; bavard, brelandier, dissolu, il était l'envers de la médaille de Napoléon et, de tous, l'image la plus ressemblante du père. Ses dons incontestables, sa présence d'esprit et son abondance oratoire l'avaient grisé : il eût fait fortune comme démagogue. A ses yeux, son frère, le militaire, Napoléon, était une manière d'« usurpateur » (le mot a été employé par Joseph).

Louis, malade imaginaire, trompé imaginaire, honnête homme et le plus malheureux des hommes parce qu'il ne savait pas ce qu'il voulait et qu'il le voulait obstinément. Jérôme, nourri trop tôt dans la grandeur, enfant gâté, ignorant, vaniteux, destiné à devenir « l'Américain » qui se rencontre toujours dans ces familles d'aventure. Et puis, les sœurs, Élisabeth, sèche et pédante ; Caroline, violente, rapace, ambitieuse pour elle et pour son « chevalier » Murat. Pauline, belle comme le jour et dont la magnifique carnation et les yeux corses splendides illumineront de beauté vicieuse ce nid de rapaces où avait grandi l'aigle.

Ces étranges oiseaux s'irritent d'un autre nid, rival du leur, les Beauharnais et les Tascher ; ceux-ci n'existant, d'ailleurs, que par la mère qui défend sa couvée, Joséphine. Il ne manquait à Bonaparte, pour encombrer sa vie politique, qu'une



PAULINE (D'après Pinson).

ÉLISA (D'après Prud'hon).

CAROLINE (D'après Lebrun).

veuve, appartenant à un autre monde que le sien, en rupture avec sa propre famille, bourrelle d'argent, un peu royaliste, un peu aventurière, décidée à lutter pour sa progéniture *unguibus et rostro*. Le duel des Beauharnais contre les Bonaparte fut une passe d'armes prolongée jusqu'au divorce et au delà. Joséphine, elle aussi, ne songeait qu'à la succession et à l'hérédité ; elle crut couronner sa prodigieuse carrière de femme, assurer son avenir et celui des siens en mariant sa fille Hortense avec Louis, frère de Napoléon. L'enfant qui naîtrait de l'union des deux nids serait « l'héritier ». Et cela devait arriver, en effet, mais à travers les étranges péripéties d'un demi-siècle !

Napoléon entra en plein dans la combinaison et pressé, à la fois, par les héréditaires des deux camps, il se rallia *in petto* aux vues de Joséphine : mais quelle peine ne se donna-t-il pas pour les faire consacrer publiquement ! Le Corse parvenu tremble devant la majesté de la tribu comme il a tremblé, au 18 Brumaire, devant la majesté civile, et c'est à la dérobée qu'il insinue sa solution personnelle, celle qui élèvera sur le trône une dynastie créée de ses mains, les nouveaux carlovingiens. Les décisions définitives sont prises dans le secret du cabinet du Premier Consul ; le Conseil d'État en délibère, puis le Conseil privé, et le Sénat adopte le projet sur un exposé de Cambacérès, le 18 mai (28 floréal) 1804, à l'unanimité moins trois voix.

C'est donc l'Empire, l'Empire avec l'hérédité pour la stabilité. Les deux mots, *descendance* et *adoption*, écartaient les frères : seuls les « descendants » pouvaient



JÉRÔME BONAPARTE
(D'après Ruotte).

JOSEPH BONAPARTE
(D'après Lefèvre).

LUCIEN BONAPARTE
(D'après Bonneville).

LOUIS BONAPARTE
(D'après Lefèvre).

hériter, — que ces descendants fussent « naturels » ou qu'ils fussent adoptifs » : Napoléon ne voulait pas d'autre successeur qu'un enfant. La solution par les « Louis », branche qui unissait les Bonaparte et les Beauharnais, avait l'avantage de laisser la décision définitive à la volonté de l'Empereur. L'avenir dira de quel poids cette solution suspensive et cette désignation éventuelle d'un héritier et d'un « Louis » a pesé sur les destinées de la France au dix-neuvième siècle : elle lui a valu le Second Empire.

LE PLÉBISCITE ET LE SACRE Quels sont les principes du nouveau droit dynastique? A cette question, Bonaparte avait mûrement réfléchi et il s'était efforcé d'assurer à sa fondation la double sanction publique du consentement populaire et de la consécration divine, tout en étant parfaitement convaincu que, son droit, il ne le tenait de personne et que c'était le gain naturel de son épée et de son génie. D'où les deux mesures destinées à tout achever, le plébiscite et le sacre.

Le plébiscite est une création toute moderne qui ne s'appuie en France sur aucune véritable tradition nationale. Cette forme de délégation est la plus favorable de toutes au pouvoir absolu ; la masse s'abandonne entièrement aux mains du mandataire. La confiance étant accordée une fois pour toutes, l'exercice du pouvoir reste sans contrôle. Au début du dix-neuvième siècle, quand le pays entier n'aspirait qu'à se tirer, n'importe comment, de la Révolution, le plébiscite parut

une issue. L'opinion était encore ignorante de son pouvoir ; plus tard, et surtout à la fin du Second Empire, ce procédé constitutionnel, spécialement bonapartiste, souleva de sérieuses critiques : qui a qualité pour rédiger la question posée au peuple ? pour combien de temps le peuple, votant par voie de plébiscite, délègue-t-il son autorité souveraine ? une génération peut-elle s'engager pour les générations futures ? Ces questions, qui restèrent sans réponse, découvrent le sophisme du système plébiscitaire. En 1804, le pays ne discuta pas tant. On lui fit dire, ce qu'il était d'ailleurs enclin à dire, qu'il voulait, n'importe de quelle façon, arriver à l'ordre et à la stabilité. L'hérédité lui parut une garantie. La décision soumise au peuple par le Sénat (sénatus-consulte du 28 floréal an XII) était justement rédigée de manière à faire porter le vote uniquement sur la question de succession. « Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte organique... » Cette formule impliquait que le sénatus-consulte était la base unique de la fondation impériale. Par un artifice de rédaction, le peuple n'avait à se prononcer que sur la question de succession.

Le vote eut lieu en juin 1804. Il ne semble pas que le pays ait mis un grand empressement à se porter aux urnes, pas plus que le nouveau souverain un grand empressement à faire proclamer le résultat du scrutin. Portalis remit son rapport seulement le 18 octobre. On releva, en faveur de l'hérédité, 2 959 458 votes, contre 2 567. Bonaparte trouva qu'il était convenable que le chiffre des votes favorables dépassât trois millions : ordre fut donné de compter comme acquises les voix de l'armée et de la marine qui ne votaient pas ; il paraît qu'on additionna aussi, comme consentants, les votes de ceux qui s'étaient abstenus ; et l'on arriva, ainsi, au total de 3 400 000 *oui*, qui devinrent, chemin faisant, 3 574 898, les *non* restant au chiffre de 2 567. Le sénatus-consulte ne fut publié que le 6 frimaire an XIII (27 novembre) et le résultat présenté solennellement par le Sénat à l'Empereur le 10 frimaire (1^{er} décembre 1804), veille du sacre.

L'onction divine, contrairement au plébiscite, était de tradition française. C'est Dieu qui donne au peuple les rois. La doctrine du droit divin avait, d'ailleurs, été élaborée par les légistes gallicans pour éliminer toute intervention terrestre, soit impériale, soit pontificale, de la communication directe entre la divinité et la royauté française. Le roi de France est *roi par la grâce de Dieu*. Dieu le consacre par le miracle de la Sainte-Ampoule, renouvelé à chaque avènement. Napoléon, avec son génie hardi et tranchant, mais aussi avec son haut sens de

tradition, entend que, selon les précédents, la papauté ne se désintéresse pas de la fondation de sa dynastie : cette adhésion, étant convenable, est nécessaire. Rome ne doit-elle pas au nouveau dynaste, après l'état d'abaissement où l'avaient mise le dix-huitième siècle et la Révolution française, comme une sorte de reconnaissance ? On insista donc pour obtenir la présence du pape. Le pape promit qu'il viendrait à Paris et, après quelque résistance, il se décida à couronner la Révolution par crainte de la Révolution. On se mettrait avec l'homme qui *s'était mis avec Dieu*.

L'élévation de Bonaparte à l'Empire n'était-elle pas, d'ailleurs, un événement tel qu'il justifiait la bénédiction pontificale ? Le siècle nouveau s'ouvrait sur des perspectives d'où l'Église du Christ n'était pas absente. Et, après ce qu'on avait vu, c'était un grand bienfait et presque miraculeux. Dès cette époque, il n'y avait pas, en Europe, un esprit averti qui ne vît grandir, parmi tant de circonstances fastueuses, un règne qui pouvait devenir celui d'un nouveau Charlemagne.

Il serait injuste, sans doute, écrivait l'ambassadeur de Prusse, d'attribuer à Napoléon le projet insensé de *la monarchie universelle*. Mais, un homme tel que lui, qui paraît avoir pris l'univers pour théâtre de sa gloire et pour but de son ambition, demeure rarement à moitié chemin de la carrière la plus vaste et la moins aisée à parcourir. L'immense espace que l'ambition fait parcourir au général Bonaparte depuis le renversement du gouvernement républicain au 18 Brumaire, jusqu'à la cérémonie du sacre à laquelle nous touchons, ne semble-t-il pas abrégé infiniment celui qui pourrait le séparer encore de la dignité impériale d'Allemagne ?

L'univers tout entier était attentif au spectacle qui lui était offert et il s'inclinait. Cependant, au loin, une voix s'élevait :

« Au sein de la Baltique, en face et sous la protection du ciel, attestant et les royales victimes et celles que la fidélité, l'honneur, la piété, l'innocence, le patriotisme, le dévouement offrirent à la fureur révolutionnaire, invoquant les mânes du jeune héros que des mains impies viennent de ravir à la patrie et à la gloire... ; nous le jurons, jamais on ne nous verra rompre le nœud sacré qui unit nos destinées aux vôtres, qui nous lie à vos familles, à vos cœurs, à vos consciences ; jamais nous ne transigerons sur l'héritage de nos pères ; jamais nous n'abandonnerons nos droits. Français, nous prenons à témoin de ce serment le Dieu de saint Louis, celui qui juge les justices ! »

Dans le tumulte des événements, cette voix lointaine fut à peine entendue.

Les cérémonies du sacre furent magnifiques : Napoléon voulait frapper l'imagination des Français. Plus simple d'ordinaire, il conçut le décor du sacre comme un effet de magnificence destiné à dépasser tout ce qu'avait connu l'ancienne France. On avait arrangé les choses pour que le Pape arrivât avant l'Empereur et qu'il l'attendît, entouré des cardinaux, des évêques, du personnel pontifical et du clergé qui emplissaient le chœur. Autour de ces deux majestés, s'était rangé le corps diplomatique ; les princes de l'Empire, les maréchaux, les hauts personnages

avaient chacun un rôle, les uns portant la couronne, le sceptre, l'épée de Charlemagne, les autres soutenant le manteau de l'Empereur. Dans le chœur, la nef et les bas côtés, sur les gradins, la cour, les ministres, le Sénat, le Tribunat, le Corps législatif, le Conseil d'État, les Cours de justice, les généraux, les préfets, les maires, tous les représentants de cette France nouvelle, surtout bourgeoise, heureuse de se rencontrer en habits resplendissants et la joie sur le visage, après une crise si affreuse et une Révolution, tout compte fait, « réussie ».

Le Pape avait cédé en plusieurs points, sur le cérémonial, sur le serment, de même sur la communion, à laquelle Napoléon s'était refusé. Et, quand on en viendra à l'acte lui-même, au couronnement, l'Empereur prendra la couronne chargée des aigles et la posera lui-même sur sa tête, et c'est lui qui couronnera l'Impératrice agenouillée devant lui. Le Pape dira les prières du couronnement et, la messe finie, se retirera dans la chapelle du Trésor. Alors, l'Empereur, assis sur son trône, la main sur l'Évangile, prêtera le serment qui traduit toute la conception impériale :

« Je jure de maintenir l'intégrité du territoire de la République ; de respecter et de faire respecter les lois du Concordat et la liberté des cultes ; de respecter et faire respecter l'égalité des droits, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes des biens nationaux ; de ne lever aucun impôt, de n'établir aucune taxe qu'en vertu de la loi ; de maintenir l'institution de la Légion d'honneur, de gouverner dans la seule vue de l'intérêt, du bonheur et de la gloire du peuple français. »

La relation officielle conclut en ces termes : « Le grand acte religieux et civil qui mettait le sceau à l'alliance éternelle entre le peuple français et Napoléon, était consommé ; il n'y avait plus d'incertitude, plus de crainte ; l'ivresse des citoyens était à son comble. » Le courant, en effet, emportait tout. La foule se pressait aux fêtes que l'on prodiguait à son besoin de joie. La scène incomparable de « la distribution des aigles » exprimait magnifiquement l'essence militaire de la fondation impériale : « Soldats, s'écrie l'Empereur, voilà vos drapeaux ! Vous jurez de sacrifier votre vie pour les défendre ? — Nous le jurons ! » La force de la France, s'élançant pour suivre son chef couronné, éclate en ces journées auxquelles, dans le passé, nul « Champ de Mars », nul « Champ de Mai » n'étaient comparables.





CHAPITRE II

L'ORGANISATION DE L'EMPIRE

Napoléon unique représentant du peuple. — Les étapes vers le pouvoir absolu. — Une mobilisation permanente et l'état de siège. — L'apaisement et la discipline, les biens nationaux, la propriété. — L'organisation des élites. Les « plus haut imposés ». — Les « masses de granit ».



A politique impériale est une politique militaire. Son plan civil avait été conçu en fonction des nécessités militaires ; Napoléon le déclare nettement : « La plupart des ressorts n'étaient, dans ma pensée, que des instruments de dictature, des armes de guerre. »

Exposant sa pensée devant le Conseil d'État, devant cet auditoire où se trouvaient réunies à peu près toutes les capacités politiques survivant à l'Ancien régime et à la Révolution, il disait : « Il faut, avant tout, arriver à l'unité et qu'une génération tout entière puisse être jetée dans le même moule. Les hommes diffèrent toujours assez par leurs penchants, par leur caractère et par tout ce que l'éducation ne donne ni ne peut réformer... Donnons-nous un corps de doctrines qui ne varie point et un corps d'instituteurs qui ne meure point... » Quand il s'exprime ainsi, il vise en particulier la formation des générations futures ; mais il est aussi net quand il s'agit de l'administration et du gouvernement des générations actuelles : une nation en ordre, non délibérante, non

discutante, sans opposition, sous une règle uniforme, s'inspirant du militaire, tel est son idéal.

NAPOLÉON UNIQUE REPRÉSENTANT DU PEUPLE

efforts les plus nerveux qui eût jamais existé. « Et il ne fallait rien moins que cela,



BENJAMIN CONSTANT

(D'après une estampe de la Bibliothèque Nationale).

Napoléon disait qu'il avait créé *le gouvernement le plus compact, de la circulation la plus rapide et des*

remarquait-il à Sainte-Hélène, pour faire triompher des immenses difficultés dont nous étions entourés, et produire toutes les merveilles que nous avons accomplies. L'organisation des préfetures, leur action, les résultats étaient admirables et prodigieux. La même impulsion se trouvait donnée, au même instant, à plus de quarante millions d'hommes, et, à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même... Les préfets étaient eux-mêmes des *empereurs au petit pied*. »

La plus forte des explications du système est dans l'*Exposé des motifs de la situation de l'Empire*, lu au Corps législatif (27 décembre 1804); c'est toute la théorie du « gouvernement d'un seul », avec la garantie de

stabilité du « gouvernement héréditaire » : « On avait éprouvé que le pouvoir partagé était sans accord et sans force; on avait senti que, confié pour un temps à un homme, il n'était qu'une pause dans l'inquiétude. On avait reconnu enfin que, pour les grandes nations, il n'y avait de salut que dans le pouvoir héréditaire... Le peuple français a manifesté sa volonté libre et indépendante, il a voulu l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe et légitime de Louis Bonaparte. Dès ce moment, Napoléon a été, au plus juste des titres, empereur des Français. *Nul autre acte n'était nécessaire* pour constater ses droits et consacrer son autorité. »

L'Empereur entend ne laisser en rien fléchir, par le temps, par l'absence, par

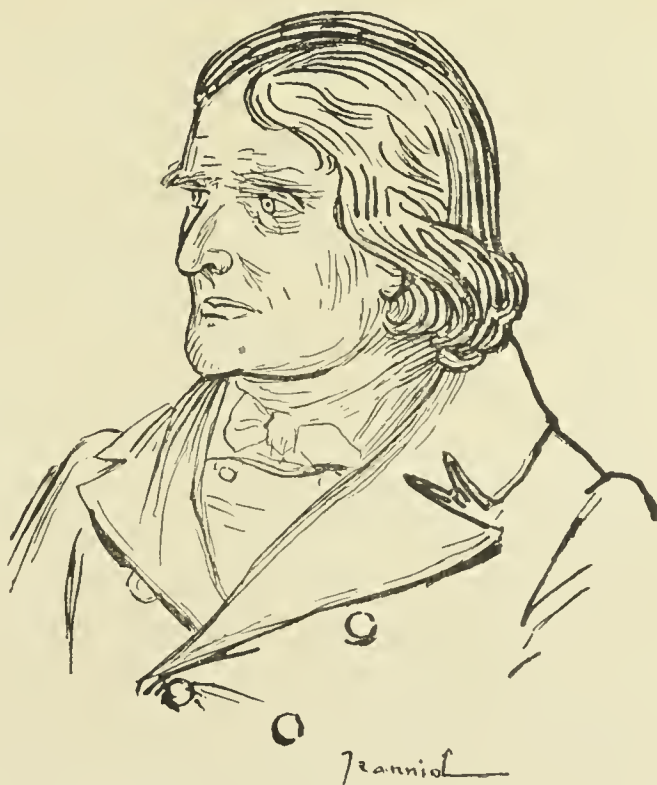
l'action de pouvoirs intermédiaires, cette prodigieuse force du régime ; le 15 décembre 1808, il fait paraître au *Moniteur* une note qu'on dit écrite entièrement de sa main :

Le premier représentant de la nation, c'est l'Empereur, car tout son pouvoir vient de Dieu et de la nation. Dans l'ordre de nos constitutions, après l'Empereur est le Sénat ; après le Sénat est le Conseil d'État ; après le Conseil d'État est le Corps législatif ; après le Corps législatif viennent chaque tribunal et fonctionnaire public dans l'ordre de ses attributions ; car s'il y avait dans nos constitutions un corps représentant la nation, ce corps serait souverain : les autres corps ne seraient rien et ses volontés seraient tout... Le Corps législatif improprement appelé de ce nom devrait être appelé Conseil législatif, puisqu'il n'a pas la faculté de faire des lois, n'en ayant pas la proposition : il est la réunion de mandataires des collèges électoraux ; on les appelle députés des départements. Dans l'ordre de notre hiérarchie constitutionnelle, le premier représentant de la nation est l'Empereur et ses ministres, organes de ses décisions ; la seconde autorité représentante est le Sénat, la troisième est le Conseil d'État qui a de véritables attributions législatives ; le Conseil législatif a le quatrième rang. Tout rentrerait dans le désordre, si d'autres idées constitutionnelles venaient pervertir les idées de notre constitution monarchique.

Et il ne changea jamais d'avis ni de système. On se souvient de sa fameuse allocution à la députation du Corps législatif, lorsqu'elle passa devant lui, le 1^{er} janvier 1814 : « *Moi seul, je suis le représentant du peuple. Vous n'êtes point les représentants de la nation ; vous êtes les députés des départements... Qu'est-ce qu'un trône ? Quatre morceaux de bois couverts de velours.* »

Plus tard, à Sainte-Hélène, Napoléon revenait sur ce système rigide qu'il avait adopté : tout au plus entrevoyait-il une certaine détente pour un avenir indéterminé ; la France, disait-il, quand il est arrivé au pouvoir, était en pleine crise, crise intérieure et crise extérieure ; un certain adoucissement eût pu se produire par la suite : « Cela serait venu, dit-il, nous nous formions chaque jour. » Mais, quand il laisse entrevoir ces jours meilleurs, ... il est à Sainte-Hélène.

En vérité, ce qui manquait le plus à son génie absolu et personnel, c'était le sens de la variété, de l'incompressibilité des opinions humaines. Lacune singulière de



DAUNOU (D'après Maurin).

cet esprit extraordinaire : il connaissait bien le soldat et la troupe ; moins bien l'homme et la société. Jeté hors de son île, au sortir de l'école militaire, il n'avait pas vécu dans le *civil* et il ne voyait le fonctionnement de la vie sociale que du balcon de la caserne ou, plus noblement, du haut de la grandeur romaine.

Cette méfiance à l'égard de la nature humaine en société, il la partageait avec la plupart des Français qui avaient survécu à la Révolution. Rousseau avait conseillé « le retour à la nature » ; mais le « retour à la nature », tel que l'avait tenté la Révolution, avait été une affreuse déception. Non, *l'homme n'est pas bon, sortant des mains du Créateur*. « ... Le peuple, disait Napoléon, en parlant du « peuple des clubs », je l'ai vu pendant la Révolution ; celui-là, on le mitraille ! » Une énorme dépréciation de la liberté, tel était le résultat des égarements révolutionnaires. Le nouvel ordre, que tout le monde cherchait, pour guérir la société et la consolider après la Révolution, n'était pas dans une Constitution aux pouvoirs soigneusement balancés, mais dans une autorité indiscutée. Quand les vrais libéraux, quand Camille Jordan, « l'avocat des cloches », quand l'entourage de Mme de Staël, quand les Benjamin Constant, les La Fayette, quand les Daunou, les Chénier, les Ginguené et autres fils de la Révolution, s'efforçaient de réserver, dans l'établissement de l'Empire, la part de la démocratie et de la liberté, ils n'étaient guère suivis : la petite maison d'Auteuil suffisait pour contenir ces raisonneurs attardés.

Ajoutons que la politique intérieure de Napoléon ne doit pas être séparée de sa politique extérieure. L'organisation impériale fut, par nécessité, une mobilisation immense et ininterrompue : la nation armée de pied en cap, la main sur la gâchette du fusil, suit, sur le sentier de la guerre, son chef qui est aux prises avec toutes les forces contraires à la Révolution française.

En 1789, il s'était produit, d'abord, par toute l'Europe, un fait de propagande spontané, rapide comme l'éclair. Une question se posa, aussitôt, pour toutes les monarchies : la Révolution pourra-t-elle être contenue dans les limites géographiques de la vieille France ? En plus, le problème social et économique se doublait d'un problème territorial et politique : comme l'Empire napoléonien a compté, à un moment donné, cent trente départements, l'organisation intérieure de cette masse intéressait, au plus haut degré, la politique générale européenne. Que ce fût pour l'expansion, que ce fût pour la résistance, la France était obligée d'entretenir à l'égard du vieux monde, effrayé et hostile, une action persévérante, avec unité de vues et unité de commandement.

Il était fatal que la France révolutionnaire eût contre elle l'Europe monarchique

et, non moins, qu'elle trouvât à la tête de ses ennemis, l'Angleterre. L'aristocratie anglaise, avec sa grande perspicacité politique, avait compris, tout de suite, que la force d'expansion de la France en Belgique, en Hollande, en Allemagne la menaçait dans son hégémonie politique et commerciale. A Amsterdam, à Anvers, à Gênes, à Venise, à Naples, à Madrid, à Lisbonne, nouvelles métropoles de l'Empire, un commerce mondial allait s'établir sans souci des anciens passages de la mer, négligeant les *emporia* des détroits et des îles. Lord Grenville, ne dissimule pas cet argument décisif.

Il y avait aussi des arguments théoriques, philosophiques. La Déclaration des Droits de l'homme paraissait à l'Angleterre une usurpation, une caricature grossière de vrai libéralisme, monopole de la révolution anglaise. Toutefois, il ne paraît pas douteux que Bonaparte ait eu le sincère désir d'obtenir, à l'époque de la paix d'Amiens, une pacification générale. Mais il entendait que cette paix le laissât libre sur le continent et qu'elle ne tranchât pas exclusivement en faveur de l'Angleterre la question de la liberté des mers, surtout de la Méditerranée, « but principal et constant, disait-il, de ma politique ». Malgré tout, il eût été possible, à ce qu'il semble, de trouver un terrain d'entente entre les deux puissances, si on l'eût cherché là où il se trouve uniquement, quand il s'agit de l'Angleterre, dans un accord économique et commercial. Mais, s'il est un sens qui a manqué à Napoléon, c'est celui du développement prodigieux de l'industrie moderne, telle qu'elle naissait sous son règne et telle que l'annonçait ce fol de Saint-Simon.

De même, il était en dehors de sa manière de penser que l'Europe eût son mot à dire en ce qui concernait sa propre organisation. La résistance monarchique et féodale, la résistance à l'expansion et à la « libération » française et napoléonienne lui paraissait devoir être un état de conjuration fatal contre lui et pour longtemps, — tout le temps que l'Europe serait le soldat de l'Angleterre contre la France. Et, précisément, cette prépondérance française en Europe, Napoléon entendait l'obtenir ; il y travaillait de toutes ses forces et ne cachait pas son dessein : « Je ne vis que dans la postérité, » disait-il en son Conseil d'État ; et il disait à Chaptal :

La France connaît mal ma position, et c'est pour cela qu'elle juge tout de travers la plupart des actes qui émanent de moi. Cinq ou six familles se partagent les trônes de l'Europe, et elles voient avec douleur qu'un Corse est venu s'asseoir sur l'un d'eux. *Je ne puis m'y maintenir que par la force* ; je ne puis les accoutumer à me regarder comme leur égal qu'en les tenant sous le joug ; mon empire est détruit si je cesse d'être redoutable... Il s'agit toujours, *avec moi, de mon existence et de celle de tout l'Empire...* Je me maintiendrai dans cette attitude tant que je vivrai, et si mon fils n'est pas grand capitaine, s'il ne me reproduit pas, il descendra du trône où je l'aurai élevé, car il faut plus d'un homme pour consolider une monarchie.

Donc, la guerre, la guerre à mort, l'Europe y est décidée d'une part, Napoléon aussi ; en tous cas, il sait qu'il ne l'évitera pas. Rien n'est plus clair, son règne ne peut être qu'une longue guerre nécessitant une perpétuelle mobilisation.

Napoléon eut, bien souvent, au cours de sa rapide carrière, des velléités pacifiques incontestables. Mais, dans les affaires qui se discutent, il n'avait ni la sûreté du coup d'œil, ni le sang-froid, ni l'esprit de réalisme, ni l'art du sacrifice



LE COMTE CHAPTAL (D'après Boilly).

qui faisaient l'incomparable supériorité du général dans les affaires qui se commandent. Cet aplomb extraordinaire qui fascinait les obéissances militaires, ses précisions d'arithméticien, ses exigences de comptable, sa vanité de parvenu, ses ruses et ses menteries, ses débordements colériques et injurieux, ses imaginations si vastes qu'elles en deviennent confuses, c'étaient autant de défauts qui allèrent s'exagérant et le mirent peu à peu à la merci de partenaires parfois bien médiocres, mais d'un jeu plus serré et d'un savoir-faire plus circonspect.

On finissait par s'interroger sur cette supériorité politique qu'il s'attribuait

et qu'il faisait sonner avec son sabre sur tous les pavés de la diplomatie européenne.

Je débutai en diplomatie, dit-il lui-même, comme j'ai fait ailleurs, *par les armes...* Le vrai est que je n'ai jamais été le maître de mes mouvements, je n'ai jamais été réellement tout à fait moi... Quand de vrais amis me demandaient où je prétendais arriver, je répondais toujours *que je n'en savais rien...* Ils en demeuraient frappés, peut-être mécontents, et pourtant je leur disais vrai...

On en revient toujours à ces coups d'illumination, à cette « étincelle morale », à cette « présence d'esprit d'après minuit », qui convient aux entreprises militaires où la décision entraîne tout. Mais les affaires d'État, les œuvres diplomatiques sont de plus longue haleine. Elles réclament, d'abord, la patience, la mesure et la pondération : il y faut les longs pourpensements, les mises au point minutieuses, les graves méditations remuées dans le silence, l'art de ne pas appuyer et le progrès « à pas

de laine et de plomb », comme dit le cardinal de Richelieu. Napoléon s'abandonne, au contraire, à cette extraordinaire faculté créatrice, à ce prodigieux verbalisme qui jaillit de son cerveau fumant. Cependant, chez ses interlocuteurs, la tête inclinée n'incline ni les esprits ni les cœurs. Des hommes de sang-froid, comme lord Withworth et plus tard Metternich, laissent passer la trombe et lèvent les épaules.

C'est alors qu'on voit bien que le maître de la France n'appartient pas à la pleine tradition française et qu'il est un magnifique dépaysé planant au-dessus de l'Europe. Le chef des armées fut toujours pareil à lui-même, lors de la dernière campagne de France comme à la première campagne d'Italie ; mais l'homme d'État ne l'est plus, à Tilsit, à Erfurt, à Varsovie, à Châtillon, à Rochefort. Le génie de l'Empereur est et reste militaire. C'est comme machine militaire que son organisation de l'Empire est une merveille. La discipline de fer, la loi de « l'alignement », une constante et accablante mise en œuvre de toutes les forces disponibles, voilà le ressort que fait agir l'ambition romantique du grand empereur en son plein essor. Les hauts et les bas de cette incomparable carrière, les hauts et les bas de la France sous lui, ne peuvent s'expliquer autrement. Avec un peu moins de ce dangereux génie, un homme d'égale énergie, si c'eût été possible de le rencontrer, eût pu, sans tant de risques et de misères, tirer un autre parti de l'entrée que la Révolution lui donnait dans les affaires du monde ; le problème de la restauration générale européenne, après la crise, eût été peut-être résolu.



SIEYÈS (D'après David). (G. Jeanniot.)

LES ÉTAPES VERS LE POUVOIR ABSOLU

Le Premier Consul, depuis qu'il avait aboli la constitution de l'an III, avait renoncé, quant à lui, à toute espèce d'idée constitutionnelle. Il n'avait aucune admiration pour l'édifice branlant, dont le seul législateur qu'eût produit la Révolution, Sieyès, lui avait soumis le

plan. Il trouvait, dans tout cela, beaucoup d'« idéologie » et de « logomachie ». Le système des notabilités, la cooptation sur listes, les quatre assemblées délibérantes ou non délibérantes, Conseil d'État, Tribunat, Corps législatif, Sénat, toute cette mécanique n'était pas d'une qualité ni d'un agencement tels qu'elle s'imposât. Bonaparte avait très rapidement concentré dans un Conseil d'État consultatif et dans un Sénat passif les organes de la délibération.

Il semble pourtant, qu'à l'heure où l'Empire se fondait, on eût pu aboutir, après tant d'erreurs, à une solution raisonnable, à une pondération constitutionnelle de cette autorité absolue qui venait d'être consentie au général vainqueur. Il se fit, à ce moment-là, dans les esprits, comme un retour vers les vieilles traditions françaises, c'est-à-dire vers la monarchie tempérée des Bodin et des Montesquieu. N'ayant nulle envie d'emprunter à l'Angleterre le type d'une monarchie parlementaire, certains hommes d'expérience eussent été satisfaits d'une constitution à forme autoritaire, certes, mais laissant de sérieuses garanties à la liberté. Les déclarations adressées à l'Empereur par les représentants des corps constitués sont, à ce point de vue, d'une grande force :

« Un chef héréditaire, disait Duveyrier dans cette circonstance décisive, des institutions *garantes de la liberté publique* et des lois inviolables, voilà le vœu du peuple français en 1789 ; *nous réclamons aujourd'hui le pacte solennel demandé et promis en 1789.* » — Delaistre est plus précis encore : « Parmi tous les biens que nous assure ce centre unique de tous les vœux et de tous les besoins de la France, j'ai parlé du premier de tous, *la liberté*, parce qu'il est celui dont le système héréditaire promet la plus sûre et la plus tranquille jouissance. *Écoutons nos plus grands publicistes* et reconnaissons avec eux que le seul gouvernement dans le sein duquel les grands États puissent jouir de la vraie liberté est la *monarchie tempérée*, dans laquelle les pouvoirs sont distincts et sagement balancés. » — Fontanes, lui-même, le courtisan Fontanes, désigné par le Maître comme président du Corps législatif, s'écrie : « Non, citoyen Premier Consul, vous ne voulez commander qu'à un peuple *libre* ! »

Et quand on sait que ces harangues sont toutes adressées au Premier Consul dans les manifestations mêmes qui accompagnent sa proclamation comme Empereur, quand on lit le texte de la réponse impériale : « Que les institutions doivent être perfectionnées pour assurer sans retour le triomphe de l'égalité et de la liberté publique et offrir à la nation et au gouvernement la double garantie dont ils ont besoin », il est permis de penser qu'il y eut là, encore une fois, une sorte de pacte et l'on saisit l'une des raisons pour lesquelles la nation, en son immense majorité, donna une adhésion, un peu trop confiante peut-être, mais sincère et réfléchie, au régime qui lui était proposé.

Régime original, non emprunté et, en somme, assez conforme à cette tradition si souvent invoquée : une autorité agissante et forte avec des garanties suffisantes

pour une vie particulière et sociale reposant sur la coutume et sur la loi ; un gouvernement stable avec une représentation et un contrôle légitime des mandataires de la nation ; l'indépendance respective des grands corps constitutionnels ; le vote libre et éclairé de l'impôt ; la stabilité des institutions, la liberté individuelle, la sincérité des élections.

Assurément, Napoléon lui-même, s'il n'eût pas été entraîné hors de ses voies par tant de circonstances extraordinaires, eût pu tirer, de cet embryon, un système qui eût été un véritable gouvernement moderne et français, s'inspirant à la fois de la tradition et de la Révolution. La dictature militaire, nécessaire pour un temps, eût évolué sagement vers des institutions civiles à forte armature, solidement construites et bien pondérées. Napoléon le disait, à Sainte-Hélène, et on peut admettre que la victoire eût détendu, avec le temps, le ressort de la dictature. En décembre 1812, après le désastre de Russie, il y songeait :

Il me dit, raconte Caulaincourt, qu'il savait bien que les institutions de la France n'étaient pas complètes, qu'il ne se dissimulait pas que *la paix seule* pourrait le mettre dans le cas de leur donner tous leurs développements ; qu'*elle seule* pouvait consolider son ouvrage ; *on ne pouvait douter qu'il la désirât*. Il mit en première ligne, sous le rapport des institutions, *le Sénat* qui n'avait point l'*indépendance nécessaire*, par conséquent point la grande considération qui commande à l'*opinion* d'un pays. Il me dit qu'il l'érigerait en *Chambre des pairs*, etc.

La destinée ne l'a pas voulu. C'est pour n'avoir pas su préparer cette détente que Napoléon porte, devant l'histoire de France, la lourde responsabilité de sa fin. Sans doute il avait compris, lui qui comprenait tout ; mais il biaisa et, finalement, *il ne voulut pas*.

L'histoire constitutionnelle de l'Empire, depuis le sénatus-consulte du 10 floréal qui le fonde, se résume en quelques mots : c'est l'invasion progressive du pouvoir absolu par un homme agité par de grands desseins, mais dont le caractère ne peut supporter une opposition ou une contradiction quelconques. Il faut ajouter, pour être juste, que les nécessités incontestables d'une lutte à outrance contre l'Europe poussèrent l'homme dans le même sens que son tempérament.

Étant donné le peu qu'il reste, dès l'origine, de « constitutionnel » dans le système, les étapes qui l'abolissent sont rapides. Le Tribunat, qui siégeait au Palais-Royal, s'était opposé, par la voix de Daunou, à l'institution préfectorale, et aussi aux trois premiers titres du Code civil ; Napoléon lui reprochait de conserver « quelque chose de cet esprit inquiet et démocratique qui avait longtemps agité la France ». Il est réduit à cinquante membres et ne se réunira plus que pour la forme.

Le Corps législatif, dont 216 membres sur 300 avaient figuré dans les assemblées

de la Révolution et où Bonaparte avait introduit 40 généraux, fonctionnaires et magistrats, était renouvelable par cinquième tous les ans et les départements y envoyaient un nombre de députés proportionnel à leur population, la plupart avocats, professeurs, négociants. Les présidents en furent successivement Fontanes, le comte de Montesquiou et Régnier, duc de Massa. En 1807, après la suppression du Tribunat, le Corps législatif sollicita de faire entendre sa voix : « Celui qui fit taire toutes les



NAPOLÉON ET LES SÉNATEURS
(Composition de Jeanniot)

factions, dit une adresse à l'Empereur, ne veut point que des voix respectueuses, mais *libres*, soient plus longtemps enchaînées. » En réponse, Napoléon ne réunit plus le Corps législatif que deux mois par an pour accepter et voter les projets de loi présentés par l'Empereur seul, notamment la loi de finances et, en 1808, le Code d'instruction criminelle.

Le Sénat conservateur, chargé par l'Empereur « de régler tout ce qui n'avait pas été prévu par la Constitution », était composé de grands dignitaires, de membres nommés par une liste impériale établie elle-même d'après les listes nationales, enfin de citoyens jugés dignes par l'Empereur. Le Sénat compta jusqu'à cent quarante-sept

membres. En 1805, on demandera au Sénat, *vu l'urgence*, de se substituer, pour la loi de la conscription, au Corps législatif absent. Un sénatus-consulte, en date du 19 août 1807, sanctionne la seule réforme constitutionnelle de l'Empire ; or, elle consiste à supprimer tout à fait le Tribunal.

Deux décrets, en date du 1^{er} mars 1808, établissent la hiérarchie des charges et des fonctions et créent une noblesse impériale avec majorat et substitution. Vers la fin de 1808, paraît au *Moniteur* la note déjà citée, qui rappelle que le Corps législatif est au quatrième rang dans l'État. Il ne reste plus d'autre procédure législative efficace que les sénatus-consultes et les décrets impériaux, et ils sont acceptés *comme lois* par la Cour de cassation elle-même. « Sans cela, comme le fait observer l'Empereur, il n'y aurait pas de gouvernement en France. »

La liberté de la presse est abolie depuis longtemps. Tous les journaux, sauf quatre, le *Moniteur*, le *Journal de l'Empire*, la *Gazette de France* et le *Journal de Paris*, sont supprimés. Le décret du 5 février 1810 régleme les conditions de l'impression et de la librairie : c'est la censure préventive appliquée aux livres et à tout ce qui se publie, à tout ce qui se pense, dans l'Empire. Les salons sont sous l'œil de la police. A la fin, le Conseil d'État devenant suspect à son tour, on lui superpose le Conseil privé.

Comme conclusion, toute délibération, toute discussion sont interdites. Selon le mot de Napoléon, qui en est surpris lui-même, « un homme est tout ». La leçon recueillie des révolutions de Florence s'est accomplie : c'est le « gouvernement d'un seul... » Mais, l'époque où Napoléon constate cette table rase, c'est 1814, c'est-à-dire celle de l'agonie. Le Sénat a déjà la figure glaciale de l'abandon. La France surgonflée est couchée pantelante sur les grands chemins du monde. « Un homme est tout... » et, il le constate lui-même après l'affaire de Malet, « le régime n'est plus rien ». Une constitution a manqué au système, une loi a manqué à l'homme qui s'était cru au-dessus des lois.

En somme, l'Empire, c'est la Révolution sans la Constitution, alors que la Révolution s'était faite au cri : *Une Constitution ou la mort!* Puisqu'on n'avait trouvé aucune formule satisfaisante de pacte constitutionnel, il avait été tacitement convenu qu'on s'en passerait. L'Empire, avec l'hérédité, n'avait que l'apparence d'un système ; de l'aveu même de Napoléon, ce n'était qu'un fait, un état. Il n'y a pas comme ces Latins pour s'entendre à tenir en suspens, sans phrases, le règne des lois.

UNE MOBILISATION PERMANENTE ET L'ÉTAT DE SIÈGE

La première pensée de tout nouveau chef, et surtout militaire, est, selon une observation de Fraser, d'étendre le territoire et de développer, dans les frontières élargies, l'autorité gouvernementale en vue d'assurer au pays la sécurité et les subsistances. Si l'Angleterre, maîtresse de la mer, bloque les côtes de la France et coupe les communications avec les pays maritimes et les colonies, la France meurt d'inanition. Il faut donc que le continent s'ouvre, pour elle, d'autant plus largement que la mer lui est fermée plus strictement. Ainsi s'impose à l'Empire une politique à la fois expansionniste et protectionniste, qui a pour corollaire l'élargissement constant par la conquête et, au besoin, par le blocus continental. Toute la politique de l'Empire vient de cette double nécessité. « Si 30 000 Anglais, disait l'Empereur à Caulaincourt, débarquaient en Belgique ou dans le Pas-de-Calais et mettaient à contribution trois cents villages, s'ils allaient brûler le château de Caulaincourt, *ils nous feraient bien plus de mal qu'en m'obligeant à avoir une armée en Espagne*. Vous crieriez bien plus fort, monsieur le grand-écuyer, vous vous plaindriez bien plus fort que vous ne faites *quand vous dites que je vise à la monarchie universelle*. »

La Révolution avait laissé au Consulat une France agrandie. L'Empire constitué, un remaniement porte, avec les Apennins, Gênes et Montenotte, le nombre des départements à 107. Nous verrons cette masse territoriale se développer pendant l'Empire jusqu'à compter 130 départements. Il est à peine besoin d'insister sur la puissance stratégique d'une force s'appuyant sur la Suisse au centre, et s'étendant au nord et au sud, d'une part, jusqu'à Anvers et, d'autre part, jusqu'à Alexandrie. Quant à la valeur économique d'un territoire qui renferme les plus riches vallées de l'Europe, les ressources les plus abondantes et les plus variées, les débouchés les plus commodes par terre et par mer, Anvers et Gênes, Strasbourg et Genève, Bordeaux et le Havre, il suffit de l'indiquer. Napoléon est en droit de penser que, sur un tel champ d'activité, avec une combinaison d'efforts bien liés, la population qui l'habite se suffira.

Mais, pour l'héritier de la Révolution et pour le chef chargé de la sécurité du pays et de la circulation des subsistances, l'activité de production, d'influence et d'échange ne se limite pas au territoire ainsi amplifié : la France, avec sa puissance d'attraction, doit trouver, autour d'elle, des satellites qu'elle entraîne dans son orbite. Il faut qu'un peuple réduit à n'être que « continental » ait de tous côtés ses coudées franches et les poumons libres. L'œuvre principale du maître de l'heure, réalisant l'idéal révolutionnaire, sera d'organiser l'Europe entière dans cet esprit de vie nouvelle, large et, par-dessus tout, indépendante des forces de la mer.



BONAPARTE PREMIER CONSUL

Dessin au lavis de G. JEANNIOT, d'après le buste de HOUDON.

(Musée de Dijon.)

Jusqu'à Tilsit, Napoléon est moins un conquérant qu'un organisateur. Le monde, ébranlé, demande qui le rassoie sur des bases solides. Comme la Suisse, les peuples implorent un « médiateur ». Napoléon est l'ouvrier appelé à façonner, selon les nécessités de l'histoire, cette Europe qui, tout en restant attachée au passé, veut cependant *être autre chose*. La difficulté est là. Pour qu'il la modèle et la sculpte, Napoléon doit l'avoir dans la main. Il lui infuse la Révolution ; mais il trouve contre lui la résistance à la Révolution, résistance qui a déjà été brisée en France. La France et l'Europe ne sont pas sur le même palier.

Ainsi, double conséquence du système continental : lutte à mort contre l'Angleterre ; difficile adaptation de l'Europe. Cette situation crée les conditions d'existence de l'administration impériale. Dès le début du règne, l'administration du vaste empire n'est et ne peut être qu'une centralisation nécessaire, disons, plus exactement une mobilisation continue. Le projet de descente en Angleterre et la grande manœuvre navale qui aboutit à Trafalgar dominant tout et forment, dans leur ensemble, une colossale affaire. Cet effort gigantesque n'est pas détendu qu'il faut le développer encore et le retourner subitement en l'orientant vers la grande guerre continentale qui se développera, pour ainsi dire, sans interruption, jusqu'à la fin de l'Empire.

On a dit que Napoléon faisait la guerre à bon marché ; on a établi qu'à force d'attention et de soins méticuleux, il sut ramener la dépense, par homme, à la somme très minime de sept cents francs. Cependant, Napoléon était le premier à reconnaître que l'état de guerre permanent accablait la France d'une charge fiscale énorme. Il écrit, le 14 avril 1806 : « La défense de la France me coûte la moitié de ses revenus ». On ne doit pas oublier, en outre, que le système napoléonien, qui consistait à faire payer la guerre par la guerre, échappe à toute évaluation budgétaire. Ces razzias en pays occupés, ces contributions exigées des provinces et des villes, ce sont des dettes qui s'accumulent et qu'il faudra bien régler, un jour ou l'autre.

La guerre perpétuelle coûte cher et elle a une autre conséquence sur la politique intérieure : la conscription est appliquée selon des règles de plus en plus strictes, non seulement sur l'ancien territoire national, mais dans les pays nouveaux. On peut dire, qu'aux yeux de l'Empereur, le mérite d'un préfet ou d'un administrateur, même d'un évêque, se mesure au nombre et à la fidélité des recrues. En revanche, les résistances s'affirment et se multiplient peu à peu. Dès 1809, le maréchal Lannes signale le péril qui vient de là : « Que de paysans, braves aussi, sont entraînés avec désespoir à la conscription et s'en échappent comme ils peuvent ! Le nombre des réfractaires est grand et accuse non pas le courage de la nation qu'on

épuise, mais l'abus accablant de la guerre. Il faut déjà employer les troupes à l'intérieur pour faire rejoindre les conscrits attardés ... » A ce point de vue, tout l'Ouest



VENDÉENS, par Jeannot.

échappe peu à peu à l'ordre napoléonien et redevient, en quelque sorte, une Vendée. Malgré le soin extrême que prit l'Empereur de demander et d'imposer des contingents militaires à tous les pays sur lesquels s'étendait son action impériale, la France s'épuisait et la Grande Armée, à défaut de ces contingents étrangers, n'est plus qu'une simple armée de cadres.

Sans doute, cette politique militaire, objet même et essence du régime impérial, réussit. Les résultats sont magnifiques et, jusqu'en 1812, « la victoire couronne les aigles. » Il convient, pour-

tant, de tenir compte du prix dont on la paye pour comprendre la rapide évolution du règne et l'extraordinaire usure des ressources, qui est la contre-partie des plus étonnants succès militaires qu'ait connus l'histoire.

L'APAISEMENT ET LA DISCIPLINE. LES BIENS NATIONAUX. LA PROPRIÉTÉ historique :

Napoléon célébrait lui-même, à Sainte-Hélène, le caractère de son rôle

Rien, disait-il, ne saurait désormais détruire ou effacer les grands principes de notre Révolution ; ces grandes et belles vérités doivent demeurer à jamais, tant nous les avons entrelacées de lustre, de monuments, de prodiges ; elles sont désormais immortelles ! Sorties de la tribune française, cimentées dans

le sang des batailles, décorées des lauriers de la victoire, saluées des acclamations des peuples, sanctionnées par les traités, les alliances des souverains, devenues familières aux oreilles comme à la bouche des rois, elles ne sauraient plus rétrograder...

Tout cela est exact. D'abord, Napoléon met fin à la Révolution. Dès le 24 frimaire an VIII, la proclamation consulaire l'annonçait expressément : « Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. *Elle est finie.* » Les préfets reçoivent, à ce sujet, un pouvoir qui les met au-dessus des passions locales, au-dessus des forces représentatives, au-dessus du suffrage lui-même et qui fait d'eux des « empereurs au petit pied ». Le premier mot de leurs instructions est : « apaisement ». Et c'est la pensée politique de Napoléon que nous retrouverons partout, notamment dans l'impulsion donnée à la société et aux mœurs. « J'ai besoin, écrit-il à Joseph, de fonder une union de toutes les classes de citoyens et de tous les préjugés. »

Une des plus grandes difficultés, à ce point de vue, c'est le règlement du conflit répandu sur tout le territoire et relatif aux biens des seigneurs et du clergé jetés sur le marché, à titre de *biens nationaux*, par les lois révolutionnaires. La propriété bourgeoise et paysanne s'est substituée légalement à la propriété privilégiée et de mainmorte. Les émigrés eux-mêmes ont fini par comprendre, qu'en les entraînant à abandonner leur foyer et le sol de la patrie, on les avait trompés. Après Thermidor, les émigrés de l'intérieur et les émigrés du dehors reprennent leur place au foyer national ; mais ceux qui sont « rentrés » et même, en partie, ceux qui sont restés voient leurs biens aux mains des « acquéreurs » qui se sont libérés facilement avec la monnaie dépréciée des assignats. Le règlement de cette grave difficulté fut un des plus heureux résultats obtenus par l'administration impériale et c'est une des bases politiques de la France moderne.

Nous rappellerons, en deux mots, la méthode inaugurée par le Consulat et suivie par l'Empire pour en finir avec cet immense transfert de droits qui est, en somme, la Révolution elle-même. D'abord, une partie considérable des « biens nationaux » est restée aux mains de l'État ; tout n'est pas cédé à des particuliers. Le Premier Consul (et, ensuite, l'Empereur) garde cette valeur qui reprend peu à peu son prix, comme une sorte de trésor public où il puise selon ses besoins et dont il se sert pour les vastes fondations jetées par lui « comme des blocs de granit » dans les dessous de la nouvelle société : Légion d'honneur, Invalides, Université, sénatoreries, noblesse militaire et civile, etc. Quant aux biens vendus par la nation à des particuliers, la position des nouveaux propriétaires, au point de vue légal, est la suivante : en cas de litige, la juridiction compétente ne sera plus désormais le tribunal civil ordinaire, mais le tribunal administratif. Cela veut dire que la poli-

tique garde la haute main sur toute cette grande affaire. Les administrations départementales avaient, dès la Révolution, reçu en cette matière le droit d'élever les conflits. Le gouvernement (c'est-à-dire, sous l'Empire, le Conseil d'État) reste le juge sans appel. Et la jurisprudence inébranlable fut la suivante : les paiements en assignats, étant admis comme libératoires pour le trentième de leur valeur nominale, les tribunaux qui condamnaient un acquéreur, ainsi libéré envers la République, à payer une seconde fois, virent leurs jugements cassés et furent sévèrement admonestés, au besoin, par le Premier Consul lui-même. Tout appel contre la nation sera évoqué devant le gouvernement, c'est-à-dire devant l'autorité politique, et celle-ci fait sien le principe proclamé solennellement et jusque dans le serment du sacre :

Le premier devoir du peuple français, la première politique de la République sera toujours de maintenir intacts, et sans aucune espèce de distinction, les acquéreurs de biens nationaux. En effet, avoir eu confiance dans la République, lorsqu'elle était attaquée par l'Europe entière, avoir uni son sort et son intérêt privé au sort et à l'intérêt général, ce sera toujours un acte mémorable aux yeux de l'État et du peuple.

Les revendications des émigrés se heurtèrent à ce parti pris décisif : « Ils n'ont pas été contraints de s'exiler, disaient les théoriciens du système, ils ont pris part à la lutte contre leur pays ; ils ont succombé : qu'ils subissent leur destinée ! » C'est à peine si, dans le cas où les biens des émigrés n'avaient pas encore été l'objet d'attributions soit publiques, soit particulières, quelques arrangements exceptionnels permirent d'adoucir des rigueurs inutiles ou dangereuses.

En fait, malgré la largeur des vues du gouvernement, la grande masse de la nation resta toujours, pour tout ce qui paraissait porter atteinte à cette « conquête de la Révolution », sur une réserve soupçonneuse. Thibaudeau fait observer que, tandis que le *Moniteur* fut encombré d'adresses envoyées de toutes parts au gouvernement à l'occasion de la publication du Concordat et de la paix continentale, pas une seule de ces manifestations ne remercia le Premier Consul de l'amnistie et du rappel des émigrés, qui fut bien son œuvre à lui. Cela ne fait que rehausser son mérite propre. Mais, malgré ses efforts, parfois courageux, la question des « biens nationaux », quoique réglée, pèsera sur la politique intérieure française pendant toute la première moitié du dix-neuvième siècle.

Dans l'ensemble, un réel apaisement se produisit ; peu à peu, la confiance se rétablit. L'union des bourgeois et des paysans était fondée comme une base inébranlable de la nation ; ces deux classes avaient désormais les mêmes conquêtes à défendre, les mêmes ambitions à développer, le même avenir à assurer. La dis-

persion de la masse énorme des biens ruraux entre les mains des travailleurs, la multiplication des petites propriétés, l'application des règles du Code civil créent un nouveau régime de vie publique. La féodalité et le privilège ont disparu ; une masse considérable de petits propriétaires, bourgeois ou paysans, s'attache fortement au nouvel ordre public et national. Dans le cadre national élargi par la conquête, la propriété individuelle, à *la romaine* et de tradition méditerranéenne, celle que Fustel de Coulanges a donnée comme le fondement de la famille et de la cité, celle que Portalis qualifie « le principe et l'âme universelle de la législation », est consacrée ; plus de fief, plus de privilège. Locré répète le mot de Napoléon :

La propriété, c'est l'inviolabilité dans la personne de celui qui la possède : moi-même, avec les nombreuses armées qui sont à ma disposition, je ne pourrais m'emparer d'un champ, car violer le droit de propriété d'un seul, c'est le violer dans tous.

L'horreur du féodalisme, l'horreur du communisme et d'un groupement quelconque capable de se dresser contre l'autorité publique ou d'empiéter sur la propriété particulière, anime cette nouvelle législation appuyée, comme nous le verrons, sur de nouvelles mœurs. Les choses vont si loin que même l'expropriation pour cause d'utilité publique n'est acceptée qu'à regret.

Le sentiment politique que la Révolution a laissé dans les âmes, c'est la haine de tout pouvoir intermédiaire, de tout groupe, quel qu'il soit, tendant à devenir un État dans l'État. Partage égal des fortunes entre les enfants, suppression des distinctions dans la famille et dans la société, abolition des privilèges corporatifs ou individuels, tels sont les résultats acceptés désormais. L'ordre nouveau est un aplanissement ; les conséquences ne tarderont pas à s'ensuivre : petite propriété, petites ambitions, petites dépenses ; travail, épargne, économie, placements timides, égalité bourgeoise et démocratique, émergence paysanne, crainte de l'innovation et du risque, attache unique à la terre, ténacité pour la cultiver, courage pour la défendre.

Napoléon n'est pas sans prévoir ces conséquences : il a contribué à l'aplanissement, mais il craint d'en arriver à l'effritement. Il cherche, dès lors, une armature nouvelle, et qu'il voudrait plus robuste, le corps social ébranlé étant menacé de tomber en poussière. Le fond de sa pensée est exprimé dans la lettre qu'il écrit à Joseph, roi de Naples, le 5 juin 1806, à propos de l'application du Code civil :

Établissez le Code civil à Naples. Tout ce qui ne vous sera pas attaché va se détruire en peu d'années, et ce que vous voudrez conserver se consolidera, voilà le grand avantage du Code civil. Il consolidera votre puissance, puisque, par lui, tout ce qui n'est pas fidéicomis tombe, et *il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs*. C'est ce qui m'a fait prêcher le Code civil et m'a porté à l'établir.

Le fond et l'aboutissant du système serait donc là : aplanissement, oui ; mais

au-dessus reconstitution, d'abord, d'une première élite que nous allons étudier, celle des propriétaires « plus haut imposés », puis d'une certaine aristocratie moderne, en vue de colmater, par un réajustement pour ainsi dire mécanique, le sol bouleversé et pulvérisé. Mais, ici, la volonté impériale devait trouver sa limite. Elle reflue et remonte vers le passé au lieu de se porter vers l'avenir.

L'ORGANISATION DES ÉLITES. L'Empereur, nous l'avons dit, ne semble
LES PLUS HAUT IMPOSÉS pas avoir eu la prescience de l'ordre industriel mécanique qui naît, alors que les premières machines à vapeur sont en marche sous ses yeux. Au ton dont il parle des « marchands, boutiquiers, accapareurs, mercantis, banquiers, etc... », on sent qu'il en est resté au vieil axiome du droit romain et féodal : *mobiliū vilis possessio*. Cette insuffisante pénétration des réalités prochaines a contribué à la chute de Napoléon ; car si son génie militaire a failli battre l'Angleterre, l'Angleterre l'a battu, elle, par sa science des affaires et du crédit.

La politique impériale n'a pas été mieux avertie pour ce qui touche à la sauvegarde des droits des faibles, des pauvres, des isolés : la société est une pyramide qui, reposant sur sa base, le peuple, pèse sur lui de tout son poids : que celui-ci accepte et se résigne, c'est son lot ; on lui a assuré le droit politique et l'égalité civile, cela suffit ; quant à ses droits économiques, quant à son droit à la vie, au travail, au mieux-être, ni l'État ni la nation n'en ont cure. La propriété rurale accessible, on s'en tient là. Une revendication même paisible d'un droit corporatif, d'une propriété corporative, apparaît comme un commencement d'insurrection. Puisqu'on a détruit les privilèges, les jurandes, les maîtrises, ce n'est pas pour les faire renaître sous la forme d'associations ou de groupements indépendants de l'État. Donc, pas de question ouvrière, pas de contrat collectif du travail, pas de défense collective du salaire ; nulle réglementation d'État contre l'exploitation patronale, nulle protection légale de la femme et de l'enfance, nulle réglementation spéciale en matière d'accidents ou pour cause de vieillesse. C'est affaire à la vieille charité chrétienne : aucun autre adoucissement à la loi d'airain.

Ces lacunes viennent de l'imprévision frappante de la génération politique post-révolutionnaire en ce qui concerne le progrès de l'industrie ; elles proviennent aussi du principe de subordination, de cette appréhension du désordre, de cette discipline uniforme et de cet alignement dans le rang imposés si naturellement à la nation par un chef militaire, lui-même indispensable ; elles viennent surtout de l'hostilité invétérée du peuple français contre tout privilège social. Obligé de ménager ce sentiment, Napoléon, dans ses grands desseins de reconstruction et de

consolidation, se perd dans des formules attardées. Fils de la Révolution, son temps fut plus fort que lui. La société nouvelle, non consolidée par les fameux « blocs de granit », resta une poussière d'hommes, dans les cadres d'une administration compartimentée, rigide et sans âme. Sur cette poussière, l'absolutisme impérial régna sans obstacle.

Il y eut, cependant, un essai d'organisation moderne. Mais on ne parvint pas à donner des cadres définitifs à une démocratie égalitaire. Et Napoléon pécha contre un des principes dont il avait lui-même reconnu la force : l'égalité.

La Constitution de l'an VIII, la Constitution de Sieyès, était née d'un mouvement de réaction contre les excès des clubs terroristes. Le Solon du Luxembourg avait trouvé la fameuse formule : « La confiance vient d'en bas, l'autorité vient d'en haut. » Cela voulait dire qu'on supprimerait les magistratures et les fonctions *élues* et que le pouvoir exécutif ressaisirait l'autorité sur toute la hiérarchie administrative et judiciaire, par la nomination des agents de l'autorité publique. Cependant, pour ne pas dépouiller entièrement le suffrage, on lui avait laissé, comme une fiche de consolation, le droit de dresser des listes de *notabilités* communales, départementales et nationales, sur lesquelles le pouvoir ferait son choix. De cette machine, Bonaparte garda quelque chose qui devint son système, mais en l'adaptant à sa tradition romaine et corse, à son respect naturel pour la grande propriété. Après quelque résistance, il finit par accepter les « listes », à une seule condition : qu'elles soient placées sous l'œil et la surveillance du pouvoir. Avec le temps, il tirera à lui, par ce moyen, toute l'autorité sociale dans une démocratie « organisée », et les « notabilités » de Sieyès deviendront ses instruments de règne : il espère constituer, ainsi, un parti « napoléonien », composé d'une classe riche, influente et dévouée, placée dans la dépendance des préfets — la classe des « haut imposés ».

Napoléon s'en explique clairement dans la *Note du 9 mars 1805*, document capital et vraiment initiateur de l'histoire du siècle. Les choses tournent, comme on va le voir, à une sorte de constitution politique censitaire, octroyée administrativement par la volonté impériale, et qui crée un cadre politique et social par le moyen de la richesse : 600 *imposés* par département et 30 *plus haut imposés*, voilà la collaboration d'opinion et d'action que l'Empire consent au pays.

L'intention de l'Empereur, dit la note, est de ne comprendre, parmi les trente « plus haut imposés », que des personnes appartenant *aux familles les plus considérables* par leur existence antérieure et présente, par l'étendue de leur liaison de parenté dans le département, par leurs bonnes mœurs et leurs vertus publiques et privées. Quand on dit « les familles les plus considérables », on n'entend pas celles qui jouissaient de plus de considération, dans l'ancien ordre de choses, à raison de leur extraction, quoique l'on n'entende pas non plus que ces circonstances antérieures doivent les exclure ; mais on entend spéciale-

ment les bonnes familles qui appartenaient à ce que l'on appelait autrefois le tiers état, partie la plus saine de la population que les liens les plus étroits et les plus nombreux attachent au gouvernement... C'est parmi ces familles que doivent être nécessairement pris les deux tiers au moins des soixante individus sur lesquels seront choisis les trente plus haut imposés. On éloignera, en général, de cette liste, les propriétaires qui ne sont rentrés en jouissance de leur fortune que depuis l'an VIII, parce qu'auparavant ils étaient émigrés.

Rien de plus clair. Les notables appartiendront, en général, à l'ancien tiers état : peu de noblesse, pas d'émigrés, une *classe dirigeante* se rattachant à la bourgeoisie bien née, instruite et riche, telle sera la formule sociale et politique de Napoléon, du moins dans les premiers temps de l'Empire ; elle deviendra, par la suite, la formule gouvernementale de la première moitié du siècle. L'Empereur aura ainsi dégagé, pour ses successeurs, comme une première épreuve de la monarchie censitaire ; il aura recruté, d'avance, les premiers cadres du « philippisme ».

Cela ne surprendra pas, si l'on se remémore la tendance politique des hommes qui entouraient Bonaparte à ses débuts, et qui furent ses « professeurs pour le civil » : Sieyès, Talleyrand, Cambacérès, Lebrun, Roederer, Portalis et tant d'autres. Ces législateurs, ces administrateurs remplissaient son Conseil d'État, son Tribunat, son Corps législatif, son Sénat. Ils n'avaient pu se passer de lui, mais lui ne pouvait se passer d'eux. Il fallait bien leur accorder quelque chose, quelque sécurité contre un retour des violences populaires, et aussi une sauvegarde contre une restauration de la légitimité, épouvante secrète des régicides. La bourgeoisie parlementaire qui a fait, en somme, la Révolution, est bien en droit de réclamer sa propre part à ce soldat qui en est le principal bénéficiaire. Comment eût-il pu refuser à cette classe (car la politique n'est jamais qu'un échange de générosités intéressées), comment eût-il pu lui refuser ce minimum dont se satisfont, maintenant, ses revendications assagies ? Une prééminence sociale, des honneurs, des places, des titres, une « notabilité » ! Napoléon l'a compris. Si puissant qu'il soit, il ne peut vivre seul : à « l'anarchie » inorganique, menaçante, il a opposé cette organisation d'une *élite* de la fortune qui sera chargée, spécialement, de la fusion entre le passé et l'avenir.

Un fait précis montrera la pensée descendue, si je puis dire, dans les faits : en floréal an XIII, la désignation des *collèges électoraux* de Paris a lieu sous la haute surveillance du préfet de la Seine, Frochot. Celui-ci constate, « par les choix qui ont été faits, que les électeurs étaient animés du désir de seconder les dispositions du gouvernement pour le rétablissement et le maintien de l'ordre et de la tranquillité ». Les choix sont, en effet, les suivants : pour le Sénat, le duc de Luynes et Pastoret ; pour le Corps législatif, Brière-Mondétour, Bellart, Caze de la Bove, ancien intendant

du Dauphiné, et le général Masséna. Après l'élection, Lucien Bonaparte, fougueux démagogue de la veille, dit en sa qualité de président du collège électoral :

Les principes de *notre nouveau système électoral*, conçu fortement et d'un seul jet, ne reposent plus sur des idées chimériques, mais sur la base même de l'association civile, *sur la propriété* qui inspire un sentiment conservateur de l'ordre public... Aujourd'hui, le droit d'élire est devenu, d'une manière graduelle et tempérée, le *partage exclusif de la classe la plus éclairée et la plus intéressée de l'ordre*.

Les hommes dont les noms figurent sur cette liste seront, durant les années de l'Empire, les directeurs désignés de la population parisienne. Eux et leurs semblables se succéderont sans heurt et sans contestation, même après l'Empire et pendant un demi-siècle au moins : sénateurs, députés, maires, conseillers, magistrats. Et il en sera de même dans tous les départements. Choisis par *le premier gouvernement de l'ordre*, ils rempliront consciencieusement leur mission et, selon le mot, impayable dans la bouche de Lucien, seront, jusqu'au bout, des « conservateurs ».



MASSÉNA (D'après Guérin).

LES « MASSES DE GRANIT ». Devenu empereur, Napoléon sera logique avec lui-même. Une des premières et des plus hardies, des plus originales créations du Consulat n'avait-elle pas été, en effet, l'ordre de la Légion d'honneur? Insistant auprès du Conseil d'État, sur la nécessité « d'exhausser les mérites civils au rang des services militaires », il avait dit :

Si l'on distinguait les hommes en militaires et civils, on établirait deux ordres, tandis qu'il n'y a qu'une nation ; si l'on ne décernait les honneurs qu'aux militaires, cette préférence serait encore pire ; car, dès lors, la nation ne serait plus rien.

Cette idée, l'Empereur va la développer et la pousser à ses extrêmes limites. Naturellement hiérarchique, ce qu'il cherche, c'est une organisation civile

ordonnée, une discipline *laïque*. Il se décide donc à apporter une correction aux principes de la Révolution, du moins sur la matière de l'égalité et de l'hérédité.

Si l'on se place dans la nécessité d'organiser la nation, avait-il dit au Conseil d'État, on pensera qu'il y a quelque chose à faire : on a tout détruit, il s'agit de recréer. Il y a un gouvernement, des pouvoirs, mais tout le reste de la nation, qu'est-ce ? Des grains de sable... Croyez-vous que la République soit définitivement assise ? Vous vous tromperiez fort. Nous ne l'avons pas, nous ne l'aurons pas si nous ne jetons dans le sol de la France *quelques masses de granit*. Croyez-vous qu'il faille compter sur le peuple ? Il crie indifféremment : « Vive le Roi ! Vive la Ligue ! » Il faut donc lui donner une direction et *avoir, pour cela, des instruments*. J'ai vu, dans la guerre de Vendée, *quarante hommes diriger un département*.

Quarante hommes par département ! Telle est l'idée fixe de Napoléon.

Non satisfait de son système des « plus haut imposés », il fait un pas de plus et, à propos d'un cas particulier, il glisse, en quelque sorte, un projet couvé depuis des années. Par le sénatus-consulte du 14 août 1806, il introduit de nouvelles distinctions sociales en abolissant, en faveur de ses parents d'abord, puis des hautes notabilités de l'Empire, la règle qui interdit les substitutions :

L'Empereur, dit un des hommes qui a le mieux connu sa pensée, mais qui, sur ce point, la combattait fermement, Thibaudeau, l'Empereur s'attribuait la faculté d'autoriser un Français à substituer ses propres biens pour former la dotation d'un titre héréditaire érigé en sa faveur et transmissible à ses descendants. Il rétablissait donc, en France, les substitutions et les titres abolis par la Révolution et, d'une manière incidente à une affaire particulière, celle de Guastalla, il décidait une question de la plus haute importance et jetait les fondements de la noblesse avec tout son cortège ; car, à dater de ce moment, on devait la regarder comme rétablie...

Ici encore, Napoléon a une arrière-pensée : il entend consolider le trône en consolidant la société politique. Pour cela, il ne voit toujours d'autre appui solide que la propriété, et c'est, maintenant, franchement, la *grande propriété*. Il écrit à Joseph :

Les titres ne sont que des titres. Le principal est le bien qu'on y attache. Il faudrait y affecter 200 000 livres de rentes. J'ai exigé aussi que les titulaires aient une maison à Paris, parce que c'est là qu'est le centre de tout le système ; et je veux à Paris cent fortunes, toutes s'étant élevées avec le trône et restant seules considérables, puisque ce sont des fidéicommiss et que ce qui ne sera pas elles va se disséminer par l'effet du Code civil.

Thibaudeau exprime, en revanche, les réflexions qui restèrent enfermées au cœur des républicains, même de ceux qui avaient collaboré au coup de Brumaire :

Que Napoléon, rétrogradant aux temps de barbarie et à l'abus de la conquête, pour récompenser les compagnons de sa gloire, distribuât entre eux les terres des vaincus ; qu'il fît participer aux profits de la victoire les fonctionnaires civils qui l'avaient mérité par leurs services, passe encore. Mais, on le répète avec une intime conviction, au dix-neuvième siècle, créer des fiefs, des feudataires, remettre en honneur les mots seuls de la féodalité, c'était méconnaître son siècle et faire honteusement rétrograder la France !

Napoléon, plus personnel que Charlemagne, plus absolu que Louis XIV, créait

de toutes pièces une noblesse militaire, une féodalité de serviteurs supposés dévoués. L'ardeur de sa passion aveuglait son génie d'ordinaire si clairvoyant. Plus tard, comme s'il sentait le besoin de se justifier, il disait à Sainte-Hélène :

Les nations vieilles et corrompues ne se gouvernent pas comme les peuples jeunes et vertueux. On sacrifie à l'intérêt, à la jouissance, à la vanité. Voilà un des secrets de la reprise des formes monarchiques, du retour des titres, des cordons, des colifichets innocents, propres à appeler les respects de la multitude, tout en commandant le respect de soi-même...

Jouets de la vanité, cordons, colifichets innocents, comme nous voilà loin des « masses de granit » destinées à raffermir une société nouvelle ! En rallumant autour de lui ces cupidités héréditaires, pour s'attacher les nouvelles familles des militaires, des fonctionnaires et grands propriétaires, le Corse nanti rabaissait une nation généreuse au niveau où il mettait l'humanité. Dès lors, il bâtit sur le sable. N'étant plus l'homme de la Révolution, il glisse, désemparé, vers la destinée qui l'attend.

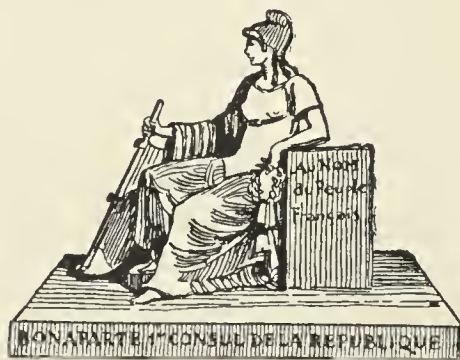
Résumons. Sortant de la Révolution, la France était arrivée à un stade qui exigeait un gouvernement fort avec un commandement unique. Son histoire rencontrait le cerveau le plus puissant, le caractère le plus ferme, le génie le plus haut peut-être qu'ait connu l'histoire. Cet homme n'était pas exclusivement un Français ; il ne l'était ni de race, ni de tempérament : c'était plutôt un Romain. Napoléon se saisit de la Révolution et il la porta jusqu'à sa fin, la comprenant admirablement, mais sans jamais s'unir étroitement à elle ; de même, il ne pénétra jamais absolument la France. Sa carrière est un éclair, un incomparable accident. On ne peut pas dire qu'il se soit représenté exactement le vœu français : il ne sait rien de la liberté, rien de l'indulgence sociale ; son but est l'ordre, non le droit ; sa loi est le calcul de la puissance, non celui de l'équilibre ; son moyen est l'autorité, non la persuasion ; il travaille les peuples par l'imagination, non par la raison.

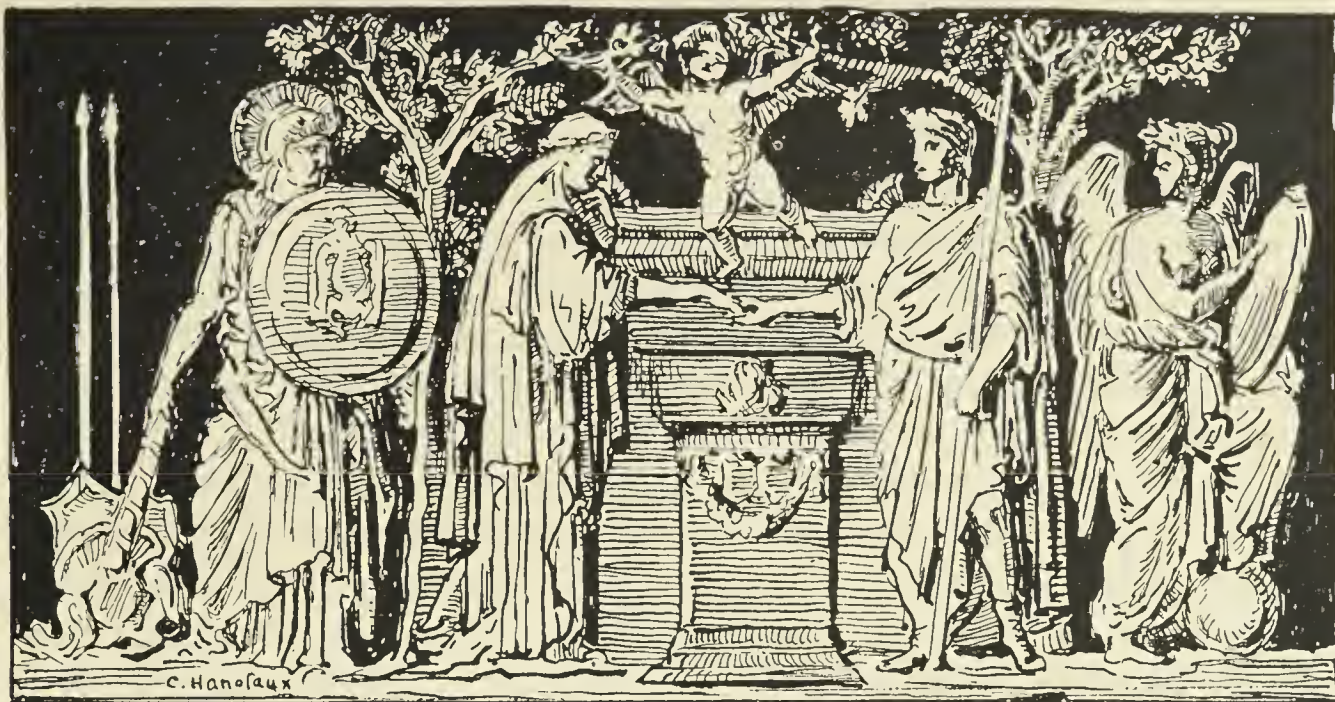
Ayant reçu pour tâche, au dedans, une énorme liquidation, il l'accepte, mais il la surcharge d'une lutte sans merci au dehors. La France et les pays satellites vivent dans un état de mobilisation accablante, en « état de siège ». Tous les ressorts tendus à la fois, l'organisation sociale et politique qu'il avait jetée au monde d'un geste et d'une énergie sans pareils, s'alourdit et se contracte en un mécanisme rigide n'obéissant qu'à une main unique. Soldat et risqueur, après avoir imposé à la France le gouvernement d'un « seul », il veut, pour finir et pour se justifier, imposer à l'Europe la domination de la France.

L'ordre qu'il établit et dont le premier dessein est conforme aux vœux les plus ardents de la génération est, d'abord, un alignement, mais devient bientôt une hié-

rarchie aux trois degrés : propriétaire, grand propriétaire, noblesse héréditaire. La nation, d'abord séduite, s'aperçoit peu à peu qu'elle n'a pensé à rien de tout cela : elle ne demandait que le travail dans l'égalité ; elle ne demandait qu'à se consolider au dedans, en s'assurant, au dehors, des amis sûrs ; ayant atteint ses limites naturelles, elle n'avait d'autre ambition, si elle en avait une, que de retrouver la douceur de vivre dans un régime nouveau allégeant le fardeau de l'existence à elle-même et à l'humanité.

Elle s'est donnée à un maître qui lui paraît seul capable de lui assurer la sécurité au dehors et la stabilité au dedans : mais, déjà, elle l'admire plus qu'elle ne le comprend. L'élan qui l'a soulevée jusqu'à la victoire, l'entraîne encore ; elle part pour la conquête du monde ; cependant l'enthousiasme spontané n'y est plus. A la fin du règne, la destinée napoléonienne flotte au-dessus de l'histoire de France comme un ballon lâché dans l'espace, s'auréolant des splendeurs du couchant. Mais le phénomène est désormais plutôt d'un homme que d'un peuple. Une séparation, une rupture s'est produite qui amènera, avec une rapidité surprenante, la catastrophe.





CHAPITRE III

L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE

Napoléon administrateur « debout ». — Les hauts fonctionnaires de l'Empereur. — Le système administratif. Les commis. Les séides. La presse. — Les préfets et les méthodes administratives. — La pacification de l'Ouest. — L'enseignement « source de pouvoir ». — L'Université.



Le premier et, l'on pourrait dire, le seul administrateur de l'Empire, c'est Napoléon. Un de ses ministres, qui fut un commis parfait, Mollien, dit : « Du milieu de son camp et dans le moment des opérations militaires, il voulait non seulement gouverner, mais administrer seul la France, et il y parvenait. »

Au chef militaire, la nation apparaissait, en somme, comme une sorte de prolongement civil de l'armée. Sur cette conception d'unification « à la soldade », selon le mot de Brantôme, nous avons un document d'une insigne valeur, c'est « l'Ordre du service pendant l'absence de l'Empereur », daté du 23 septembre 1805, au moment où il va prendre le commandement de ses troupes pour la campagne d'Ulm-Austerlitz. Ce document résume tout l'esprit de l'administration napoléonienne, avec

son absolutisme, sa rigidité, ses précautions, son effort laborieux, et sa vigilance méfiante contre tous les empiétements.

Deux autorités sont désignées pour exercer une sorte de direction, l'une civile, celle de l'Archichancelier, l'autre militaire, celle du Connétable, qui commandera, « sous les ordres de l'Empereur », les troupes disponibles et la garde nationale. Ceci dit, tous les ministres correspondront directement avec l'Empereur pour les affaires de leur département : « Nous entendons, en général, que toutes les affaires qui, dans l'ordre ordinaire du gouvernement et de l'administration, ont besoin de notre signature, continuent à nous être présentées à cet effet. » Pas de conseil des ministres. En cas d'urgence, des réunions exceptionnelles pour chaque cas particulier. Y seront convoqués seulement les ministres « dont le concours est nécessaire ». Les ministres qui accompagnent l'Empereur aux armées, comme le ministre de la Guerre, gardent, même au loin, la direction de leur département. « Toutes les lettres nous seront adressées directement... » Avec des ministres et des administrateurs ainsi enchaînés, obligés de rendre compte du moindre détail à un chef exigeant, soupçonneux, accablé de travail, toujours en mouvement à la tête de ses armées, et s'éloignant à des distances croissantes, on comprend que la guerre fût une sorte de suspens pour les affaires civiles : or, l'état de guerre est, sous l'Empire, à peu près l'état permanent.

Le système, qui va s'alourdissant peu à peu, tandis que la volonté impériale s'encombre de plus en plus, prépare, pour la fin, une sorte de demi-paralysie des ressorts sociaux en cas de crise intérieure, comme on le vit lors de l'affaire Malet, mais surtout en cas de catastrophe nationale, comme en 1814 et 1815. Pour la première fois dans l'histoire, la France vaincue se résignera à la défaite, parce que Paris a succombé et que, sans Paris, elle ne sait plus agir.

NAPOLÉON ADMINISTRATEUR « DEBOUT ».

Les épaules de Napoléon sont assez fortes, certes, pour cette charge surhumaine ; il a ajouté allégrement au fardeau des affaires militaires tout ce qui se présentait à lui des affaires civiles. Il les ramassait à la brassée. Cependant, quoiqu'il eût des intuitions de tout, certaines lumières lui échappent et il est obligé de s'éclairer. La lutte entre l'insuffisante information et le violent besoin d'action immédiate le gêne, l'irrite et lui fait perdre pied parfois.

Les résultats de cette application inouïe d'un homme extraordinaire dans une crise sans précédent sont supérieurs à tout ce qu'a connu l'histoire ; on n'aura jamais vu et on ne verra sans doute jamais, de la main d'un seul homme, en un temps si court,

une pareille accumulation de bienfaits. Cependant la vie sociale n'est pas une mathématique. Tandis que l'armée représente une pyramide ordonnée en hauteur, le champ de la société civile est une plaine étendue où sont multipliés des obstacles invisibles. Un conseil municipal, un club qui végète dans un coin, se mettent en travers d'une mesure utile, et on n'en a pas raison par une mise aux arrêts, comme d'une escouade. L'Empereur s'obstinera, durant tout son règne, à écraser ces grains de poussière ; il les broiera, mais ils coinceront le mécanisme formidable que son énergie a eu tant de peine à monter. Au début, il pouvait croire que sa volonté du bien, son application inlassable, son autorité éclairée auraient raison de ces résistances médiocres. Il ordonne qu'on le renseigne à fond et méticuleusement. Il travaille sur ces renseignements aussi consciencieusement qu'à l'armée sur les comptes rendus d'état-major. S'il faut passer les nuits, il les passera. Au temps où il délibérait encore avec ses ministres, l'un de ceux-ci écrit : « Les conseils se prolongeaient souvent jusqu'à 5 heures du matin, parce qu'il ne lui est jamais arrivé d'abandonner une question sans que son opinion fût faite ». Ce qu'il a lu et annoté de dossiers est inimaginable.

Cependant le mécanisme des affaires et le mécanisme des hommes n'obéissent pas toujours : prétendant leur donner une impulsion unique et rectiligne, le maître parfois les détraque, les fausse. Rien d'émouvant comme le spectacle de cette lutte entre la plus forte volonté qu'ait connue le monde et la tâche la plus difficile qu'un homme ait jamais assumée. L'administrateur incomparable que fut Napoléon est, malgré tout, débordé par cette tâche impossible : l'ajustement bout à bout de deux époques contradictoires, de deux histoires inverses. Il était trop vif, trop véhément, avec les hommes et avec la fortune. Malgré sa finesse atavique, il découvrait trop son jeu, ne le tenait pas assez serré dans la main. Il ne savait pas, comme le cardinal de Richelieu l'avait conseillé, « marcher au but ainsi que les rameurs, même en lui tournant le dos ». Son imagination et son impatience activant tout, agitant tout, irritant tout, ne réussissent que par saccades. Voilà, je crois, le trait caractéristique. Napoléon reste, malgré sa prodigieuse activité réaliste, un imaginaire, un rêveur du grand ; il se déborde lui-même, et ne se possède pas tout entier. Il est éminemment un visionnaire et un exposeur des choses. On sait ce qu'il pense des avocats, mais quel avocat ! Parmi tant de témoins et d'auditeurs, citons seulement les paroles de Molé :

Je suis sûr, dit celui-ci, qu'aucun de ceux qui cherchent à se représenter cet homme extraordinaire ne se doute du peu de suite, je dirai même du désordre, qui régnait dans cet esprit, dont *l'inépuisable verve était, peut-être, le trait le plus saillant*. Ceux qui avaient entendu quelques-unes de ses allocutions en public

parlaient toujours de *sa parole saccadée* : ce dernier mot allait bien mieux à *sa pensée*. Enfoncé dans le fauteuil où il présidait le Conseil d'État, recueilli, absorbé dans sa méditation, au point d'oublier l'endroit où il était et jusqu'à ceux qui l'écoutaient, son regard perdu et distrait, cette longue et petite tabatière en or qu'il ouvrait continuellement pour y prendre des pincées de tabac qu'il aspirait sans bruit, tout cela faisait si bien de lui l'homme méditant dans la solitude que tous les yeux fixés sur sa figure l'observaient en silence et qu'on évitait de faire du bruit, de peur de troubler un travail intérieur dont on attendait curieusement la fin et le produit... Il regardait comme le privilège de sa supériorité sur les autres hommes de penser tout haut et de laisser librement son cerveau produire, sa bouche proférer, en comptant sur

l'attention et le respect avec lesquels ses moindres paroles seraient recueillies par des auditeurs dont le plus éminent se sentait encore si inférieur à lui !



D.B.

LOUIS-MATHIEU MOLÉ

(D'après une estampe de Delpéch).

Que l'on compare cet homme livré à son génie intérieur, explosant en harangues véhémentes, où le dialecte corse subvient quand le français ne suffit pas, qu'on le compare à ces autres politiques, à ce visage fermé de Louis XI, à ce froid Richelieu, à ce sang glacé de Talleyrand, et on mesurera l'abîme qui sépare le grand homme de ces autres grands hommes autochtones. Napoléon est un homme d'État et un administrateur *debout* : il parle ses décisions, il les improvise ; et puis, trop souvent, il les laisse tomber, les néglige.

Pour qui scrute sa correspondance, le plus étonnant c'est, après la grandeur et la variété

des créations heureuses, le nombre des projets avortés : Lanzac de Laborie, qui a étudié de près l'administration de Paris sous Napoléon, dit avec une grande justesse d'expression : « Son impérieuse précipitation allait souvent contre le but », et il énumère un nombre considérable de décisions prises qui n'aboutirent pas. Dans l'administration courante, ces caprices, ces sautes de vent se multiplient et tournent à la bourrasque ; ses agents ne savent jamais s'il est content ou mal satisfait ; ils tremblent. Villeneuve était désemparé sous la rafale de la correspondance impériale avant d'être brisé par la canonnade de Nelson. Dans une lettre à Crétet, ministre de l'Intérieur, le 14 novembre 1807, toutes les grandes conceptions s'entassaient, se bousculent, en quelque sorte : canaux, routes, mendicité, police, etc.

J'ai fait consister la gloire de mon règne à changer la face du territoire de mon Empire. L'exécution de ces grands travaux est aussi nécessaire à l'intérêt de nos peuples qu'à ma propre satisfaction... J'attache également une grande importance et une grande idée de gloire à détruire la mendicité. Il

ne faut pas passer sur cette terre sans y laisser de traces qui recommandent notre mémoire à la postérité. Il faut qu'au 15 décembre (juste un mois), tout ce qui est relatif à l'administration des Travaux publics soit mûri et prévu... Remplissez vos portefeuilles afin que nous puissions, dans les soirées de ces trois mois, discuter les moyens d'arriver à de grands résultats.

Si les projets sur le papier sont toujours vastes, si quelques-uns s'exécutent, combien sont abandonnés faute de ressources, car Napoléon demande toujours, et à tous, des exécutions immenses, immédiates, mais en ne mettant, le plus souvent, à leur disposition que des ressources médiocres et marchandées ! Il se trompe volontairement sur leurs « moyens », les exagère en paroles, les rogne en fait et, après cela, il s'étonne que les résultats manquent. Ce défaut, le plus grand pour un homme d'action, à savoir le déséquilibre entre l'imagination et la réalité, le perdra. Ce sont ces alternatives, c'est cette montagne russe de succès et d'insuccès, qui expliquent, à la fin, la lassitude universelle. Les conversations avec Caulaincourt, dans le traîneau qui le ramène en France après la campagne de Russie, sont révélatrices à ce point de vue.

Quand le sage Lebrun l'avertit, de Gênes, qu'on ne mène pas à coups de fouet les peuples nouvellement réunis et qui, en somme, souffrent de l'atteinte portée à leur indépendance, Napoléon écrit : « J'ai réuni Gênes pour avoir des matelots... Avez-vous espéré gouverner les peuples sans les mécontenter d'abord ? En fait de gouvernement, justice veut dire force comme vertu. » Les lettres à Melzi, à Louis en Hollande sont du même ton. Jadis, la sage politique royale traitait les peuples « réunis à la couronne » avec d'autres ménagements, et selon des procédures plus prudentes pour les rallier non par la force, mais par la justice et l'amitié.

L'œuvre du grand Empereur reste magnifique, certes, puisque, selon l'une des paroles les plus frappantes qui soient sorties de sa bouche, « il a dessouillé la Révolution », et puisqu'il a fait, de la France ensanglantée, la France de marbre qui, un moment, a étonné le monde. Mais le grand administrateur, maître de l'illusionnisme, eût été plus complet si, plus indulgent aux hommes et meilleur



BARON MENEVAL

(D'après Toussaint. Bibliothèque Nationale).

calculateur des obstacles, il eût adouci, d'un peu de sagesse française, l'impétuosité corse et le puissant *ambitus* florentin.

L ES HAUTS FONCTIONNAIRES
DE L'EMPEREUR

Étant donné cet accaparement de l'action et du travail, les seuls fonctionnaires de l'Empereur qui connaissent vraiment sa pensée, ce sont ses secrétaires intimes, ceux qui reçoivent directement la pluie de sa parole ou l'énigme indéchiffrable de son écriture. Ces hommes du cabinet et de la plume sont invisibles, indifférents à tout ce qui n'est pas leurs portefeuilles fermés sous triple serrure.

Fidèle à ses origines, il a pris, d'abord, son ancien camarade d'école, Bourrienne ; celui-ci, infatué, bavard, homme d'argent, peu sûr, a laissé des *Mémoires* où, pour grandir son rôle, il a essayé de diminuer son bienfaiteur. Finalement, Napoléon l'envoya comme consul à Hambourg, où il eut pour fonction principale de surveiller le parti royaliste. Bourrienne est remplacé par deux hommes, l'un plus effacé, l'autre, modeste encore, mais de plus de poids, qui devinrent des instruments courbés sur leur pupitre et sans volonté ; l'un, incomparable pour le fatras des affaires et l'assiduité à en mourir, c'est Meneval ; l'autre, Maret, bombardé aux affaires extérieures après le renvoi de Talleyrand et dont celui-ci disait, assez sottement, que Maret n'avait d'autre rival en sottise que le duc de Bassano. Maître définitif, l'Empereur ne veut que des hommes à lui. Chaptal, qui fut une des premières victimes du caprice impérial, dit :

Jusqu'au consulat à vie, Bonaparte cherchait à s'entourer des esprits les plus forts dans chaque partie. Bientôt le choix de ses agents commença à lui être indifférent... Les ministres n'étaient plus que ses chefs de bureau... Une fois parvenu à concentrer en lui toute l'administration et à ne prendre conseil que de lui-même, Bonaparte conçut le projet de se former une génération de séides. Il disait souvent que les hommes de quarante ans étaient *imbuedes principes de l'ancien régime* et, par suite, ne pouvaient être dévoués ni à sa personne ni à ses principes. Il conçut de l'aversion pour eux et, dès lors, forma auprès de lui une pépinière de cinq à six cents jeunes gens qu'il appelait successivement à toutes les fonctions.

Les ministres de l'Intérieur de Napoléon avaient dans leurs attributions la direction des Travaux publics. Ce furent Lucien Bonaparte, puis Chaptal jusqu'en 1804, Champagny, puis Crétet jusqu'en 1809, enfin Montalivet jusqu'en 1814. Le premier que l'Empereur écarta, ce fut son propre frère, Lucien. Lucien avait de graves défauts, mais son éloignement blessa une certaine portion influençable du vieux parti jacobin. Chaptal, son successeur, était d'une incontestable compétence dans les matières de l'industrie, de l'agriculture, du commerce. Napoléon l'appréciait. Mieux eût valu, sans doute, pour Napoléon et pour le pays, que Chaptal n'eût pas

été écarté ; la connaissance qu'il avait des doctrines et de la pratique britanniques, son expérience, ses idées hardies et en avance sur son siècle, eussent éclairé Napoléon et peut-être l'eussent arrêté au bord de cette gigantesque erreur du « blocus continental ». Champagny, ambassadeur à Vienne, comme ministre technique, était peu de chose : une plume, un homme à écrire, un commis.

Ce n'est pas le lieu de parler des autres grands commis de la guerre et de la marine, Berthier, Decrès, et de l'administrateur de l'armée Daru, de ceux des finances, Barbé-Marbois, Mollien, Guérin, Defermon. Pour préciser le caractère de leur collaboration, il suffit de rappeler que le ministre de la Marine, Decrès, qui jugeait pourtant si sévèrement Napoléon, n'eut pas l'autorité suffisante pour contenir la dangereuse imagination qui conduisait la fortune coloniale de la France à Saint-Domingue et sa fortune maritime à Trafalgar. Quant à Berthier, prince de Neuchâtel, qui avait tant de bonnes raisons de fidélité (plus de 1 500 000 francs de rentes en dotations privilégiées), il étonna, même ce siècle des « girouettes », par son ingratitude. Il eut le triste courage de dire à Metternich, quand Napoléon ne songeait qu'à continuer la lutte à outrance en 1814 : « N'oubliez pas que l'Europe a besoin de paix ; la France surtout, elle, ne veut que la paix. » Ce ne sont tout de même pas des caractères.

Le rôle de Talleyrand comme ministre de Napoléon ne peut être approfondi que par l'étude de la politique extérieure. Rappelons seulement ici que Talleyrand exerce, sur les affaires, une autorité due à son bon sens, à son tact, à son expérience. Il contient la fougue du grand homme par un sourire déférent et la ramène aux règles de la diplomatie pondérée. Napoléon a toujours reconnu ces grandes qualités ; mais il n'a jamais eu une entière confiance. Talleyrand et Fouché représentent, dans la politique impériale, un passé dangereux avec lequel le héros, enlacé dans leurs rets, ne put jamais rompre, et qui se résume en un seul mot : *l'Intrigue*.

Spécialement, sur les affaires intérieures, c'est l'autorité de Fouché qui devient prédominante ; parfois même, elle s'introduit dans la conduite des affaires étrangères. Fouché fut, pendant six ans, l'œil et la main du gouvernement de Napoléon dans les affaires de la société française. On a dit de lui, comme de Talleyrand, qu'il fut une manière de président du Conseil ou de premier ministre : il fut, surtout, un confident indispensable, quoique suspect, l'homme des exécutions difficiles et des besognes tissées par l'envers de la trame. Fouché eut pour fonction de doser, si j'ose dire, ce que la France pouvait garder de Révolution, ce qu'elle pouvait supporter d'Empire et ce qu'elle était capable de ressaisir de légitimité : c'est en cela que son ministère de la police fut le *ministère impérial* par excellence et que l'œuvre

de ce ministère fut la véritable politique intérieure du régime. Le règne de Napoléon aurait-il été protégé contre les machines infernales, quelles qu'elles fussent, sans Fouché? Napoléon, en tout cas, ne le croyait pas, puisqu'il ne se sépara jamais tout à fait de l'homme, qu'à diverses reprises, il traita comme un valet.

M. Madelin a précisé, dans une analyse serrée, les services rendus par l'homme pâle et il exprime d'un mot son système

plausible : le *despotisme modéré*.

Napoléon eût, sans doute, gagné à écouter plus attentivement Fouché : mais, s'il l'eût écouté, eût-il été Napoléon? Dans la grande affaire du règne, celle qui doit le scinder en deux périodes contrastées, le divorce, Fouché est d'abord pour la fidélité à Joséphine, c'est-à-dire aux origines révolutionnaires. Il resta avec l'Impératrice (dont il payait les dettes et qui bavardait avec lui de l'intimité impériale), tant qu'il crut la chose possible et politique, mais, en bon héritier de Choiseul et de l'*intrigue*, il se jeta dans le clan du mariage autrichien, quand il crut l'heure arrivée de se prémunir contre la catastrophe ; travaux le plus souvent souterrains qui ont creusé d'avance le sol sous les pas du grand homme.



BERTHIER, PRINCE DE WAGRAM ET DE NEUCHÂTEL,
EN COSTUME DE COUR
(D'après Frantz V. Stadl).

En ce qui concerne l'essence même de la politique napoléonienne, la guerre, Fouché tient toujours la balance égale entre la victoire et la paix, ne cherchant jamais, d'un côté comme de l'autre, que ce qui lui était personnel, — une issue. A la veille de Tilsit, quand il conseille la démarche du Sénat, Fouché avertit. Il se réserve, dès lors, une porte de sortie en s'opposant à la continuation de la guerre avec l'Angleterre, et prend le rôle de chef des « pacifistes ». Mais sa clairvoyance

dangereuse et des plus suspectes déchaîne alors la colère impériale, fournissant ainsi au duc d'Otrante la cause de séparation qu'il cherchait.

Il y eut, chez Fouché, un autre genre de précaution et qui parut, sans doute, plus irritant encore : on le voit se préoccuper toujours d'assurer les lendemains en cas de disparition subite de Napoléon. Il trempait dans le complot permanent qui devait remplacer, au pied levé, l'Empereur par un maréchal ou par une équipe de maréchaux, Murat, Bernadotte, Masséna. Napoléon était renseigné. « Ils ont essayé plusieurs fois de me culbuter ou de partager avec moi, disait-il à Chaptal. Comme le partage était un projet moins aventureux, douze généraux ourdirent un plan pour diviser la France en douze provinces. On me laissait généreusement pour mon lot Paris et la banlieue... Le traité fut signé à Rueil ». Fouché, sans même lever le doigt, accompagnait de l'œil la trame du complot. Il dit à Chaptal, en 1814 : « J'ai toujours abhorré l'Empereur, j'ai tenté trois ou quatre conspirations. »

L E SYSTÈME ADMINISTRATIF. LES L'Empereur sait tout cela. Il se méfie
COMMIS. LES SÉIDES. LA PRESSE. de tous, même de ses plus intimes collaborateurs. Et voilà une autre cause de faiblesse qui fut de grande conséquence sur l'avenir de la France : dans l'organisme gouvernemental, il établit partout des cloisons étanches. Il oppose ministre à ministre, directeur à ministre, l'administration au chef, la direction au directeur. Il finit par détruire, dans les mœurs administratives, cette autorité centralisée que son génie romain avait mise dans les lois.

A la police, les Réal, les Desmarets, les Pelet de la Lozère, les Dubois doublaient et surveillaient Fouché lui-même. A l'instruction publique, Fourcroy était combattu, et Fontanes le fut à son tour ; aux finances, Barbé-Marbois, puis Mollien avaient leurs successeurs tout prêts, s'ils venaient à broncher ; on créait méthodiquement, au-dessous d'eux ou en face d'eux, des services indépendants et jaloux. On les dépouillait de leurs attributions pour les passer, sans autres motifs, aux nouveaux « séides » du pouvoir. Comme résultat, on voit apparaître, dès lors, ce qui sera, un jour, l'un des ressorts de la nouvelle autorité politique dans la France du dix-neuvième siècle, la puissance des commis.

Pour qu'on en appelât toujours et de tout à lui-même et qu'il restât maître de chaque résolution, l'Empereur ne connut plus d'autre travail public que celui qui lui était soumis sur rapports et dossiers. La valeur des hommes, il l'apprécie certes, mais en rapportant tout à lui-même ; les qualités recherchées sont l'assiduité et la déférence. En inaugurant l'autorité de la paperasse, des cartons et des dossiers, la

volonté impériale, cette volonté héroïque, consacrait, sans peut-être s'en apercevoir, la seule puissance qui pût contre-balancer un pouvoir énergique quel qu'il fût, l'inertie des bureaux. Napoléon avait eu l'idée d'organiser un système de retraites pour les fonctionnaires et pour les officiers ; il eût tissé, ainsi, le réseau aux mailles serrées qui rattache tant de carrières françaises au corps de l'État. La bureaucratie eût obtenu, d'un seul coup, ses bases indestructibles : responsabilité diluée et anonyme, intangibilité des « situations » et garantie des retraites. Le Corse par-

venu est ainsi, à l'intérieur (en pleine conformité avec ses origines), non seulement le réorganisateur de la France, mais l'Empereur des fonctionnaires.

La direction des affaires intérieures, telle que la conçoit la pensée napoléonienne, peut être ramenée, en somme, à deux traits caractéristiques : conformément à la tradition politique française, elle lutte contre les pouvoirs intermédiaires, les « corps », les groupements particuliers, tout ce qui se tient de soi dans l'État, et ce n'est qu'à la fin qu'elle improvisera la combinaison peu efficace d'une aristocratie nouvelle, émanant de la dynastie improvisée, et d'elle seule.

D'autre part, contrairement aux principes du libéralisme moderne déjà appliqués en Angleterre, le maître s'oppose à tout système de discussion, de délibération et de contrôle. C'est en se protégeant à la fois contre les



MOLLIEN, MINISTRE DU TRÉSOR PUBLIC

« corps intermédiaires » et contre les « corps délibérants » que l'Empire s'efforce de réaliser sa double et grande promesse, l'ordre et la stabilité. En ce qui concerne spécialement la délibération, la pensée impériale est rendue sensible par l'hostilité personnelle et pour ainsi dire instinctive de Napoléon contre les « avocats », les « idéologues ». « Les avocats, tas de bavards, artisans de la Révolution ! » « Crime et corruption » !... A propos d'un projet de décret sur les franchises du barreau, Cambacérès encaisse les yeux baissés, l'algarade fameuse : « Ce décret est absurde ! Il ne laisse aucune prise, aucune action contre les avocats. Tant que j'aurai l'épée au côté, je ne signerai pas un décret aussi absurde ; je veux qu'on puisse couper la

langue à un avocat qui s'en servirait contre le gouvernement ». Les « idéologues », ce n'est pas seulement qu'ils parlent, ceux-là ; bien pis : ils « raisonnent ». Les disciples de Montesquieu ne sont pas moins dangereux que ceux de Jean-Jacques : plus péremptoirs, peut-être, sur des matières qu'ils ignorent également, n'ayant jamais mis « la main à la pâte » ni assumé les responsabilités. Si on les laisse faire, les « idéologues » en viendront à réclamer, avec l'assurance de leur vanité docturale, d'abord la liberté d'examen, puis la liberté de jugement, ensuite la liberté de parole, la liberté d'écrire, finalement la liberté d'opposition et de révolte, la liberté tout court, — la Révolution. Tout serait à recommencer.

Ceci nous conduit logiquement aux rapports de l'Empereur avec l'opinion. L'opinion, c'est l'instinct des foules ; elles n'ont guère, pour les guider, que leur vouloir vivre et elles projettent en avant, comme une antenne, leur vouloir savoir. Ainsi munie, l'opinion se promène sur les affaires et les juge sur des on-dit. Les relations du gouvernement avec l'opinion publique, principalement par la voie de la presse, sont, sous l'Empire, affaire de police. Et cela s'explique par cette observation jamais assez répétée : tout le règne n'est qu'un long état de siège. Napoléon, par la nécessité des choses, envisage les dispositions de l'opinion, surtout au point de vue de la lutte contre l'étranger. Il traque tout ce qui peut incliner l'esprit public vers des fléchissements favorables aux ennemis, — surtout à la grande ennemie, qui s'entend si bien à manier l'opinion, l'Angleterre. Napoléon traite l'opinion en chef de guerre qui, pour atteindre son but, est tenu au secret. Certes, il voudrait la satisfaire ; mais, comment lui révéler ses plans sans les trahir ?

« J'entends, écrit-il en 1805, que les journaux soient pour le gouvernement et non contre... Réprimez un peu plus les journaux ; faites comprendre aux rédacteurs du *Journal des Débats* et du *Publiciste* que le temps n'est pas éloigné où, m'apercevant qu'ils ne me sont plus utiles, je les supprimerai avec tous les autres et *n'en conserverai qu'un seul*... Mon intention est donc que vous fassiez appeler les rédacteurs du *Journal des Débats*, du *Publiciste*, de la *Gazette de France*, qui sont, je crois, les journaux qui ont le plus de vogue, pour leur déclarer que, s'ils continuent à n'être que les truchements des journaux et des bulletins anglais, et à alarmer sans cesse l'opinion, en répétant bêtement les bulletins de Francfort et d'Augsbourg, sans discernement et sans jugement, leur durée ne sera pas longue ; que le temps de la Révolution est fini et *qu'il n'y a plus en France qu'un parti* ; que je ne souffrirai jamais que les journaux disent ni fassent contre mes intérêts, qu'ils *pourront faire quelques petits articles où ils pourront montrer un peu de venin*, mais qu'un beau matin on leur fermera la bouche. Il faut avoir bien peu de discernement pour ne pas voir, qu'en annonçant que les empereurs d'Allemagne et de Russie vont s'aboucher, une pareille nouvelle ne peut que faire mauvais effet ; que, pour la donner, il faut qu'elle soit sûre ; que celle de la marche des Russes en Pologne ne peut pas faire un meilleur effet.

Napoléon méditait, précisément à cette heure, la campagne toute de surprise

qui devait aboutir à Ulm et à Austerlitz ; et, vraiment, on comprend qu'il ne voulût pas courir le risque d'une indiscretion se jetant à la traverse de ses grands desseins.

Il écrit, le 26 mars 1806, au sujet d'une publication de la Chambre de commerce, cette phrase de toute profondeur : « Une chose imprimée, par cela même qu'elle est un appel à l'opinion, n'en est plus un à l'autorité. » Donc, tout ce qui s'écrit est un acte de rébellion. Son dernier mot, le fond de sa pensée, au sujet des journaux, reste, en somme : « *Je n'en conserverai qu'un seul !* » Proposition aussi funeste au gouvernement lui-même qu'irritante pour l'opposition. Nous verrons, dans l'exposé des circonstances qui ont accompagné la chute impériale, à quel néant le système aboutit.

L ES PRÉFETS ET LES MÉTHODES ADMINISTRATIVES

Napoléon écarte la délibération, l'idéologie, les critiques de la presse et le jugement de l'opinion. Mais comment traite-t-il la compétence ? Voici un des points les plus habilement nuancés et les moins connus de la méthode impériale.

L'Empereur s'entoure des compétences ; oui, il les « préfère » ; mais au lieu de les asseoir sur le même rang que le pouvoir, dans des assemblées politiques, avec mandat de débattre et de trancher, il les réunit autour de lui, les interroge affectueusement, sollicite et provoque leurs conseils. Il crée même, à cet effet, un rouage nouveau, qui eût pu rendre les plus grands services, si la jalousie parlementaire ne l'eût, plus tard, fait tomber en désuétude : c'est le *Conseil d'administration*. Dans les affaires difficiles, Napoléon réunit, au début surtout, en *Conseil d'administration* composé d'hommes choisis individuellement *et de cas en cas* : il les consulte et leur confie une sorte de droit d'initiative et de discussion, jusqu'à l'heure d'une proposition finale qu'ils peuvent présenter et sur laquelle il décide.

Nous touchons là le fond du système impérial. L'Empereur ne se lie jamais dans une forme, dans un engagement corporatif permanent ; mais, sa méfiance instinctive *contre tout ce qui est par soi-même* étant apaisée, puisqu'une telle réunion ne dépend que de son impériale volonté, il s'éclaire avec soin, dans un « conseil », des lumières de la compétence et recherche, de bonne foi et en grave condescendance, l'avis des hommes qualifiés par leur autorité, leur science, leur activité. Bien entendu, il se réserve à lui-même la décision, *l'ordre*. Rien de plus « militaire », assurément ! Mais aussi, se peut-il une méthode plus nerveuse et plus efficace ? Remarquez combien cette façon de procéder s'éloigne des idées parlementaires. Gladstone s'écriait, assure-t-on : « Ah ! qui nous préservera des compétences ? » L'Empereur, lui, au contraire, s'entoure des compétences ; mais il craint les hommes qui

prétendent se substituer à elles et *les représenter*, toujours prêts à *parler* les affaires sans les avoir étudiées.

Fidèle, en cela encore, à la tradition révolutionnaire et à celle de tous les pouvoirs absolus, Napoléon recourt souvent à l'organe bien en main des commissaires spéciaux envoyés dans les provinces, soit pour surveiller ou stimuler les autorités locales, soit « pour faire rapport », soit même pour agir directement. Dans le militaire, il se félicitait beaucoup de la création des inspecteurs d'armée : il en étendit le principe aux affaires civiles, imitateur, en cela, de Charlemagne, de Richelieu et de la Convention. Il s'agit, le plus souvent, de surveillance à exercer en cas de crise, telle la mission de Lebrun en Bretagne, celle de Lagrange dans le Nord, celle de Lacuée en Hollande, celle de Savary en Belgique ; et même d'une véritable délégation gouvernementale comme celle de Lebrun à Gênes. Ces missions eurent une action considérable, surtout dans les pays de réunion récente ou attirés, en quelque sorte, dans la zone de l'influence française.

Le type du personnel administratif, à cette époque, c'est, par excellence, le *préfet*. Ainsi que l'a démontré Tocqueville, la centralisation administrative n'est pas une « conquête de la Révolution » : elle existait sous l'ancien régime ; elle est la suite naturelle de cette marche vers l'unité qui est toute l'histoire de France. Agglomérer, fondre, assimiler les pays réunis à la couronne, telle était, pour les générations successives, la tâche principale de tout système politique sain. Cette politique se heurtait, bien entendu, à des résistances locales et particulières, mais on s'appliquait à les vaincre par la douceur et par le temps, plus encore que par la force. A cet effet, un organisme administratif, installé au milieu des populations qu'il fallait rattacher au centre, était indispensable, et tel fut le principe de l'institution des Intendances de provinces. Dès la fin du dix-septième siècle, l'institution était acceptée sans conteste, et elle étonnait les étrangers par sa simplicité et son bon fonctionnement.

Aux diverses phases de la Révolution, les tentatives faites pour recruter, par voie



UN PRÉFET EN GRAND UNIFORME
(D'après une lithographie de Delpech.
1810.)

d'élection, le personnel administratif n'avaient pas réussi ; le ressort était trop faible et l'action trop éparpillée, trop variable. La constitution de l'an VIII, selon la leçon de Sieyès, retourna au vieux principe : « L'autorité vient d'en haut. » Enfin, la loi du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800) établit le régime nouveau : ou plutôt elle restaura l'institution des Intendants, en lui apportant, seulement, une consolidation et une amplification à la romaine. C'est Lebrun, dit-on, qui trouva le nom de *préfets*. Chaptal, alors conseiller d'État, fut chargé par Lucien, ministre de l'Intérieur, de mettre sur pied l'ensemble du système. Il dit lui-même :

La loi fut rédigée par moi et portée et défendue au Corps législatif par M. Rœderer et moi ; le Tribunat le combattit de toutes ses forces ; le tribun Daunou prononça, à ce sujet, un discours très fort. Je lui répondis et la loi passa. Cette loi administrative est celle même qui nous régit aujourd'hui. Elle a institué les préfets, les conseils de préfecture, les conseils généraux, les sous-préfets, les conseils d'arrondissement, les maires, les municipalités et les conseils municipaux, etc. ; elle a fixé les attributions de chacune des autorités, elle détermine tous leurs rapports entre elles ; elle a délimité l'étendue des préfectures, des sous-préfectures, etc.

Le ministre de l'Intérieur, Lucien Bonaparte, confia à Beugnot le soin de rédiger les instructions générales aux préfets et d'établir une première liste de noms sur laquelle les hommes les plus au courant du personnel ancien et nouveau, Cambacérès, Lebrun, Carnot, Talleyrand, Maret, en un mot, toute l'équipe de Brumaire, furent consultés. Le personnel du Consulat resta à peu près le même sous l'Empire ; les instructions, dans leurs grandes lignes, ne furent pas modifiées. L'histoire de la France moderne se développe, dès lors, sur la vieille souche, comme les branches nouvelles d'un arbre abattu se nourrissent de la sève des racines subsistantes. Seulement, à ces méthodes administratives, Napoléon imprima, à partir de 1804, la marque impériale. Elles prennent plus de force, plus d'autorité, quand elles s'installent et se développent dans les départements nouveaux, dans les pays réunis où s'essaye la plus vaste entreprise d'assimilation qu'une puissance conquérante ait, depuis l'Empire romain, tentée sur des populations arrachées, par les armes et la Révolution, à leur statut antérieur.

Le plus souvent, l'Empereur choisit ses préfets lui-même ; il veut des hommes sûrs, expérimentés, éprouvés, et il les tient en mains par l'intermédiaire du ministre de l'Intérieur, qui n'est guère qu'un commis. Beugnot dit, en visant cette pépinière d'hommes publics qu'était le Conseil d'État, et où Napoléon puisait à pleines mains : « L'Empereur, qui tenait une partie du continent sous ses lois et qui dévorait le reste par la pensée, avait des agents nombreux à expédier sur tous les points. » Désigné lui-même pour l'Allemagne, alors qu'il pensait devoir partir pour l'Espagne, il ajoute : « Lorsqu'on recevait des ordres, on ne vivait pas tant qu'ils n'étaient

pas exécutés ; je me décidais à partir le lendemain. » L'accent de l'obéissance n'est-il pas ici tout militaire : déférence immédiate, zèle soumis et discret, nulle réaction personnelle, les talons joints, les bras tombants, c'est ainsi qu'est reçu l'ordre napoléonien. Ce caractère militaire et « romain » se trouve, naturellement, dans l'autorité que l'agent exerce.

C'était alors, écrit encore Beugnot, une position en Europe que d'être Français, et c'en était une grande que de représenter l'Empereur quelque part ; à cela près que je n'aurais pas impunément abusé, j'étais, en Allemagne, ce qu'avaient été autrefois les proconsuls de Rome. Même respect, même obéissance des peuples, même désir de plaire et de capter ma faveur. Nous étions, à cette époque, sous le charme de la paix de Tilsit ; l'invincibilité de l'Empereur n'avait encore reçu aucune atteinte... Je croyais qu'il était né pour entraîner la fortune et je trouvais tout simple que les peuples fussent prosternés à ses pieds ; c'était désormais, à mes yeux, la nouvelle marche du monde.

Napoléon lui-même était en garde contre l'excès de ce genre d'administration toute en consigne. Sa raison aurait voulu, à certains moments modérer les exigences de son tempérament. Il écrit, en 1806, à propos du préfet de Dijon :

La subordination civile n'est point aveugle et absolue ; elle admet les raisonnements et les observations, quelle que puisse être la hiérarchie des autorités... Je n'exige d'obéissance aveugle que dans le militaire... Les préfets ne sont que trop enclins à un gouvernement tranchant, contraire à nos principes et à l'esprit de l'organisation administrative.

Mais, que pouvait-il attendre autre chose de ces préfets qu'il appelait lui-même des « empereurs au petit pied » ? L'action vigilante de l'Empereur sur les administrations locales se fait particulièrement sentir, quand il s'agit des points suivants : d'abord et avant tout, la conscription ; la conscription étant l'essence du système, le chef militaire entend qu'elle *rende* toujours avec une régularité pleine et absolue, toutefois sans peser trop lourdement sur le peuple : c'est un art, un tour de main ; et le succès d'un préfet en cette matière est la pierre de touche de son mérite ; il en est de même pour toute autre besogne militaire : appel de réserves, organisation des vélites et des gardes nationales, gardes d'honneur, moyens divers et de plus en plus délicats et difficiles de procurer des hommes à un système qui en fait une terrible consommation. L'Empereur entend, en effet, que la nation soit toujours au



MARET, DUC DE BASSANO
(D'après Delpech).

« complet de paix », prête à passer sur un signe sur « le pied de guerre ». Napoléon n'ignore pas que, de tous les genres d'abus, ceux qui s'attachent à la conscription méritent l'attention la plus constante. Tous les régimes politiques, quels qu'ils soient, y risquent leur autorité ou leur popularité.

De même, le préfet doit veiller au bon rendement des impôts. Non qu'il ait, en cette matière, une compétence directe, puisque c'est l'affaire propre de ce que l'on appelait les « sept branches de l'administration financière » : mais l'Empereur entend

que les préfets collaborent activement au travail de collecte régulière des recettes, qu'ils se tiennent au courant de son fonctionnement ; surtout qu'ils ne l'entravent pas et, comme c'est la tendance de certains administrateurs, amis de la popularité, qu'ils ne se fassent pas les échos de la plainte publique. En revanche, il soutient ses préfets contre les administrations particulières qui affichent une indépendance abusive

L'attention de l'Empereur est tout spécialement en éveil quand il s'agit de la paix publique, des attaques à main armée, de la sécurité des routes. Il défend énergiquement, même contre Fouché, les gendarmes du maréchal Moncey : « Si j'étais assez insensé pour laisser détruire l'esprit que j'ai donné depuis quatre ans à la gendarmerie, ils deviendraient vauriens comme en



PROFIL DE NAPOLEON
(Collection Germain Bapst).

l'an VIII. » Qu'il s'agisse des dernières convulsions de la chouannerie, qu'il s'agisse des agitations survivantes dans le Midi, qu'il s'agisse des « garrotteurs » et des « chauffeurs » en Belgique, qu'il s'agisse des « brigands de Compiègne » qui infestent encore, en mai 1805, les avenues de la capitale, sa vigilance est toujours en éveil et, même de loin, même au cours de ses voyages et des campagnes, il s'émeut au moindre bruit, il ne laisse rien passer. Toujours sa hantise évoque, comme un repoussoir, le temps de la Révolution : « Il est impossible, écrit-il à Crétet, d'être plus mécontent que je ne l'ai été des chemins de Lyon jusqu'à Roanne ; j'ai cru me retrouver à l'époque de la désorganisation de la France. »

Son autorité, enfin, ne se laisse jamais surprendre quand il s'agit de dominer

et de mater l'éternelle querelle des partis. C'est sa grande affaire. Combien de fois a-t-il répété, de vive voix et par écrit, la même injonction : « Il faut éviter de réveiller les haines... Il n'y a plus qu'un parti ! » Donc, obvier aux moindres désaccords, éviter tout ce qui peut ramener les luttes religieuses : « Le peuple français estime et le Saint-Père ne veut que l'union des ecclésiastiques, sans en persécuter aucun. — Je ne veux aucune congrégation ecclésiastique ; cela est inutile ; de bons curés, de bons évêques, de bons prêtres, des séminaires bien tenus, c'est tout ce qui est utile ». Il ne manque pas de blâmer certains préfets qui affichent, avec trop peu de mesure, des principes antireligieux.

Sa vigilance est non moins active pour écarter tout abus qui peut paraître un retour à l'ancien régime. Il ménage même le préjugé populaire : « Je ne veux pas qu'on nous ramène au temps où l'on empêchait les villageois de danser. » A propos des jeux, il écrit à Fouché : « Je ne veux absolument aucune espèce de désordre. »

Cette volonté persistante de l'ordre intérieur rayonnant sur le dehors, telle est la pensée constante de Napoléon, chef d'État. Au moment où il part pour la campagne que couronnera la victoire d'Austerlitz, il prononce au Sénat ces paroles qui caressent puissamment la fibre nationale et affirment, d'un ton hautain et magnifique, son rôle, tel qu'il l'a rempli après la Révolution : « Toutes les promesses que j'ai faites aux Français, je les ai tenues. Ils ont mérité le nom de Grand Peuple. »

L A PACIFICATION
DE L'OUEST

Dans ce tableau de l'administration impériale, comment ne pas considérer à part le cas de la Vendée ? La Vendée fut, en effet, la pierre de touche : en bien et en mal, elle donne la mesure exacte de ce que fut le puissant « rétablissement ». L'Ouest entier, depuis Nantes jusqu'à Angers et Saumur, n'étaient qu'un champ de ruines. Les chouans avaient essaimé en Bretagne, en Normandie et jusqu'à Paris. La Révolution victorieuse ne savait, ici moins qu'ailleurs, comment s'y prendre pour *finir*. En octobre 1799, Nantes vient d'être encore enlevée par un coup de main vendéen. Dans le marais farouche, la révolte renaît derrière chaque colonne qui passe et qui brûle. La force obtiendra-t-elle jamais l'écrasement définitif ?... Or, voici qu'une sorte de détente mystérieuse gagne de proche en proche. Quelque parole secrète circule ! Le chouan ne regarde plus ses chefs en face. Que se passe t-il ?... Un beau jour, une voix s'élève dans le rang et profère ce singulier et double cri, bientôt répété de partout : « Vive le roi ! Vive Bonaparte ! » L'âme vendéenne a, *trois jours d'avance*, accompli, en elle-même, sa révolution du 18 Brumaire.

La grande vague de prestige et d'apaisement monte alors et, en quelques jours,

s'étale, irrésistible. Hédouville, général prudent et bienveillant, saisit cette circonstance : l'armistice est signé. Les plus ardents, d'Andigné, Hyde de Neuville demandent à voir Bonaparte. Ils désirent concourir à la réunion de tous les Français. Bonaparte répond : « Il n'a que trop coulé de sang français depuis dix ans... *Vous avez très bien fait de vous défendre contre un gouvernement oppresseur*; les circonstances sont changées. Dites bien à vos coreligionnaires que les lois révolutionnaires ne viendront plus dévaster le plus beau sol de France... » En ventôse an VIII, il fait, à Bourmont, cette déclaration qui est le schéma de toute sa conduite ultérieure :

Je veux profiter de la paix continentale pour détruire le parti qui, dans une nouvelle guerre, pourrait me donner assez d'inquiétude pour m'obliger à conserver 15 ou 20 000 hommes dans l'Ouest, et je crois que la meilleure manière de détruire un parti, c'est de perdre les chefs et de bien traiter les masses. Je ferai cela. Quant aux prêtres, je les traiterai bien ; je serai là-dessus d'accord avec le pape. Je veux mourir dans la religion où j'ai été élevé.

Et les mesures heureuses tombent : l'amnistie, les garanties de « l'indépendance », et, ce qui importe par-dessus tout, ce qui décide de tout : la liberté religieuse.

Bonaparte appelle auprès de lui les plus habiles, comme cet abbé Bernier qui devient un des ouvriers de la paix religieuse totale. Ayant conçu le dessein de reconquérir la Vendée, non seulement le Premier Consul l'apaise, mais il la caresse, il la gâte. Et, donnant donnant, elle se livre à lui. Tant il y a de sagesse, d'adresse, de savoir-faire et de séduction dans cette prodigieuse nature qui n'a qu'à paraître pour vaincre !

Maintenant, c'est le retour de la prospérité matérielle avec la reprise de l'ordre et du travail dans ces départements si pauvres et si profondément ravagés : réfection et multiplication des routes, établissement d'une police vigilante, mais invisible, distribution abondante de secours pour rebâtir les maisons, les fermes, les églises, même les châteaux, pour replanter les vergers, restaurer les cheptels ; fondation d'un chef-lieu central et bien choisi au point de vue tactique, La Roche-sur-Yon, devenu bientôt Napoléonville, comme en plein centre de la Bretagne, Pontivy ; faveurs aux prêtres dociles ou seulement raisonnables, indulgence aux fautes vénielles, remboursements d'impôts, attitude tolérante, même à l'égard des réfractaires. La règle étant l'obéissance de la loi, dans la pratique, on sait fermer les yeux. Cette tactique est si habile, si mesurée, si adroite (le savoir-faire de Fouché y est bien pour quelque chose), que le courant de pacification l'emporte sur les efforts désespérés de l'Angleterre et de Puisaye, l'agent des princes, pour maintenir l'Ouest en état d'agitation.

Le préfet de l'Orne, Lamagdelaine, dans son rapport à l'Empereur pour 1805,

pouvait écrire : « Le préfet est glorieux de penser que le département est, aujourd'hui, le plus tranquille. » En Vendée, ce n'est pas seulement le calme absolu, c'est le dévouement à la personne de Napoléon et au régime. Aussi, lors de la courte apparition que Napoléon fait en Vendée en août 1808, l'enthousiasme est au



VOYAGE DE NAPOLÉON EN VENDÉE, par Jeanniot.

comble. C'est le chef aimé, adoré, le distributeur de la paix et de la joie de vivre, *le pacificateur de la Vendée*. Napoléon demande qu'on lui amène Mlle Regrénil, qui a fait le coup de fusil contre les armées révolutionnaires. Il l'embrasse devant la foule qui pousse des vivats frénétiques. Et il sait dire à tous le mot qui porte, qui enflamme : il fait grise mine à ces bourgeois, tant haïs, qui sont à l'origine de tout le mal : « — Et vous, monsieur, qui saluez si bas, qui êtes-vous ? dit l'Empereur. —

Sire, je suis le maire de Saint-Florence, et le frère de Mlle Regrénil. — Que faisiez-vous pendant que votre sœur se battait si bien? — Sire, répond le maire, qui s'imagine être habile, moi, j'étais neutre. — Neutre, riposte Napoléon ; neutre, alors, vous n'étiez qu'un lâche et un J...-F... » Quand donc s'est-il trouvé un chef qui sut parler ainsi d'homme à homme et peuple au peuple? Que pèsent, près des mots de ce porte-épée, les phrases sèches et sans âme de nos avocats?

La Vendée, de sentiments si complexes, se pacifiait aussi vite que la France entière s'était ordonnée. Par quel art suprême et quelle profonde psychologie des foules le grand soldat avait-il trouvé le moyen de toucher à l'âme des révoltés qui étaient, tout de même, des soldats?

**L'ENSEIGNEMENT « SOURCE DE
POUVOIR ». L'UNIVERSITÉ**

La Révolution n'a pas été seulement une crise sociale, politique et économique, déterminant l'avènement du monde moderne ; elle a été surtout un acte de foi : acte de foi contre la foi, secouant le joug antique de l'Église et orientant l'humanité vers un progrès indéfini et automatique, avec une morale laïque se suffisant à elle-même.

Sur cette question du régime des âmes, la Révolution, arrivée à son déclin, ne savait, pas plus que sur les autres questions, comment s'achever. Les derniers survivants des philosophes, les « idéologues », luttèrent encore pour imposer leur conception sensualiste du monde, tandis que les élites et les masses retrouvaient peu à peu, au fond d'elles-mêmes, les vieilles croyances. Entre les deux systèmes, quel choix allait faire le régime napoléonien? On avait proclamé la liberté des cultes : le catholique français jouirait-il pleinement de cette liberté? Le père de famille serait-il libre d'éduquer ses enfants selon sa foi?

Pour remettre une nation en ordre, il ne suffit pas de lui envoyer des préfets : il faut aussi veiller à son idéal. Napoléon fit, de cette question, comme de toutes les autres, une question de commandement et, selon le mot de Rœderer, une « source de pouvoir ». La police des âmes appartient au chef. Rien n'est plus à l'honneur de cet homme surhumain que son souci d'une règle supérieure à l'homme. L'inquiétude du divin le tourmenta jusqu'à la mort. Seulement, ce prodigieux génie, ébloui de son propre éclat, ne trouva en lui-même ni la solution ni le repos. M. Goyau a dit, dans *l'Histoire religieuse*, la lutte où sa volonté sans souplesse, son génie audacieux et irritable se laissèrent entraîner contre l'autorité pontificale. De cet exposé si lucide, je ne rappellerai qu'une phrase, mais de haute portée historique : « Napoléon échoua, quand, pour maîtriser le Pape, il voulut se servir de l'Église de France. » Le clergé appuya Napoléon tant qu'il s'agit de

rétablir l'ordre social, mais il se tint sur la réserve dès que l'Empereur s'engagea contre Rome. Jour instructif jeté sur le point exact où tout catholique s'arrête et souffre, quand ses devoirs envers l'Église sont mis en opposition avec ses devoirs envers la Patrie.

Sur les graves questions de la formation des consciences et de l'éducation de l'enfance, Napoléon montra plus de prudence, une psychologie plus fine, un sens plus profond des besoins de l'homme. Son conseiller des premières heures, Portalis, âme délicate et tendre, sensible au moindre frémissement de la justice et de la souffrance humaine, luttait doucement contre l'influence de l'autre ministre, celui qu'on appelait le « ministre de l'irréligion », Fouché. Quoi qu'on en ait dit, il semble bien que Napoléon pensait que, pour fonder la morale sociale, la croyance en Dieu et l'autorité de la religion sont nécessaires. De cette question, « il était obsédé ». Nous avons déjà rappelé sa fameuse sortie à Fontanes : « Et vous croyez que l'homme peut être homme s'il n'a pas Dieu?... L'homme sans Dieu, je l'ai vu à l'œuvre depuis 1793... » 1793, c'est toujours la date fatidique, celle qu'il oppose à celle de son propre avènement ; son programme est toujours et partout le même : « dessouiller la Révolution. » Pour l'Empereur, la pédagogie devient une morale et une politique ; cela ressort, d'après ses propres paroles, des premières lignes du rapport de Fourcroy sur le projet de fondation de l'Université, au lendemain d'Austerlitz :

De toutes les questions politiques (*ce sont les propres expressions de Votre Majesté*), celle-ci est peut-être du premier ordre : il n'y aura pas d'État politique fixe, s'il n'y a pas de corps enseignant avec des principes fixes. Tant qu'on n'apprendra pas, dès l'enfance, s'il faut être républicain ou monarchique, catholique ou irréligieux, etc., l'État ne formera pas une nation : il reposera sur des bases incertaines et vagues ; il sera constamment exposé aux désordres et aux changements.

Dans la société moderne, le complexe débat relatif à l'éducation de l'enfance se ramène à quelques points essentiels : le père de famille a-t-il, oui ou non, une autorité absolue sur la direction à donner à l'âme et à l'esprit de l'enfant ? L'État exerce-t-il, en cette matière, l'autorité de « la plus grande famille » et ne se doit-il pas à lui-même de réclamer la formation du citoyen ? Cette autorité de l'État sur la direction à donner à l'éducation de l'enfance nationale est-elle absolue et exclusive de toute autre ? L'enseignement public, l'enseignement d'État doit-il être religieux, ou neutre, ou laïque ? Faut-il admettre une certaine hiérarchie de l'enseignement s'adaptant aux catégories sociales, sous la forme d'un enseignement primaire, secondaire, supérieur, ou bien la société démocratique doit-elle se satisfaire d'une école « unique » ? Doit-elle, enfin, transmettre à l'enfance l'acquis immuable

de la tradition en se spécialisant sur l'étude des langues et des littératures classiques ; ou bien l'enseignement doit-il prendre un caractère plus particulièrement moderne, scientifique et encyclopédiste ?

Ces divers problèmes avaient été abordés avec une grande simplicité de vues par la Révolution et, en général, son bel optimisme les avait résolus dans le sens de la liberté. La plus belle création de cette époque fut, assurément, celle des Écoles centrales destinées à donner une sorte d'enseignement secondaire, rehaussé



PORTALIS

(D'après une gravure au trait de la Bibliothèque Nat.).

de quelque enseignement supérieur. Ces écoles, qui attiraient les ardentes recrues de la province, formèrent, sinon des générations, du moins des hommes. La tendance est favorable à la culture scientifique et encyclopédique ; — on disait alors polytechnique. L'enseignement public se réserve sur la question religieuse : « Nous nous bornons à offrir (aux élèves) les vérités les plus évidentes et les plus incontestables, sans nous permettre jamais aucune assertion sur les idées qui peuvent servir de base aux opinions religieuses... » Mais, voici qui est frappant : le succès très réel des Écoles centrales se trouve affaibli par cette sorte d'abstention muette. La bourgeoisie est contre l'école « neutre ».

Sous la Révolution, l'enseignement primaire n'était pas officiellement organisé. Quelques vestiges du passé, des efforts particuliers et dispersés, officiellement c'est à peu près tout. Devant le Conseil d'État, Bonaparte paraissait incliner vers l'idée de recourir, pour l'enseignement primaire, à l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes. Il était frappé des services qu'il rendait et de l'art avec lequel il savait attirer et retenir les enfants du peuple sur les bancs des écoles et semer dans leur esprit les germes d'une morale simple. On en resta, finalement, au système antérieur légèrement amélioré : liberté de l'enseignement primaire, développement des écoles communales, bienveillance marquée pour les Frères des Écoles chrétiennes.

L'Empire établi, c'est l'enseignement secondaire qui attire d'abord l'attention

du gouvernement. Il cherche à « organiser » l'esprit de la bourgeoisie. Celle-ci, de son côté, sent sa force et a l'intuition de son avenir; elle résiste doucement. En 1806, dans un rapport de Fourcroy à l'Empereur, on lit, qu'en moins de deux ans, il a été créé 370 écoles secondaires communales dont 300 en pleine activité, et 377 écoles secondaires particulières. Il y a aussi 4 500 écoles tenues par des particuliers qui sont au-dessus des simples écoles primaires. Disons, tout de suite, que, sur les 75 000 élèves qui reçoivent cet enseignement en 1806, plus de 50 000 sont élevés dans les écoles privées. La bourgeoisie s'instruit, mais garde son autonomie intellectuelle et sa confiance dans un heureux équilibre des principes de la religion et de la raison.

Le problème hante toujours l'esprit de Napoléon. Toutes les données lui en sont présentes à la fois, mais l'idée qui le guide reste la même : faire de l'enseignement une « source de pouvoir ». Une circulaire de l'administration des Cultes indique la solution vers laquelle il est attiré : « L'éducation publique appartient à l'État, car les familles particulières doivent être dirigées d'après le plan de la grande famille qui les comprend toutes. » Voilà qui se précise. Mais le père de famille, de son côté, se laissera-t-il dépouiller de son autorité, même au profit de « l'État sauveur » qu'est l'État napoléonien ? Rœderer, alors chargé de la direction de l'enseignement public, balance soigneusement ces phrases officielles : « L'instruction publique, la religion sont et doivent être deux institutions différentes qui concourent au même but par les moyens qui leur sont propres et qui sont loin de s'exclure mutuellement. » Ces finesses étaient de peu d'effet. Un grand nombre de familles continuent à tenir rigueur aux établissements qui n'inscrivent pas, sur leurs programmes, les leçons de la religion.

C'est alors que se présente à l'esprit de Napoléon une des pièces maîtresses de son œuvre de réorganisation, la création d'une « congrégation laïque » à laquelle serait attribué et réservé le monopole de l'enseignement. Et ce fut l'Université ! Oui, il s'agit bien d'une « congrégation » et d'une congrégation « laïque ». L'esprit autoritaire de l'Empereur comptait, à force de persévérance et de savoir-faire, arriver à corriger l'antinomie fondamentale qui existe entre les deux termes. Napoléon a répété, à diverses reprises, que si les Jésuites n'étaient pas aussi attachés à Rome, il eût confié à leur Compagnie la formation de l'élite de la nation. Fourcroy, qui n'est pas suspect de « cléricalisme », dit, dans son rapport de fondation, pour déterminer nettement le caractère de l'institution universitaire : « Une *corporation* telle que celle dont Votre Majesté a conçu la pensée et tracé le plan... »

Sans être lié par des vœux, dit-il encore, le corps enseignant pourrait n'en être pas moins religieux. Qu'il y ait, pour les exercices de religion, des règlements auxquels chacun soit astreint ; que les places

supérieures soient données de préférence à ceux qui joindront aux lumières et aux talents une conduite irréprochable, *et la religion sera en honneur dans les établissements d'instruction publique.*

Le corps enseignant étant *un*, l'esprit qui l'animera sera nécessairement *un*, et, sous ce rapport, la *congrégation laïque* est tout à fait qualifiée. Car la religion ne doit pas s'opposer à l'État ; au contraire, elle doit le servir. « Je ne puis aimer le fanatisme du célibat, dit l'Empereur ; le fanatisme militaire est le seul qui me soit bon à quelque chose : il en faut, pour se faire tuer ». Une sorte de conception militaire, qui n'est pas sans rappeler celle de Loyola, telle est la pensée suprême du dynaste et du conquérant. Il a toujours comme type, au fond de sa pensée, l'armée. Cependant, voici le point de choc. « En général, dit Fourcroy, le tambour, l'exercice, et la discipline militaire empêchent les parents, dans le plus grand nombre des villes, de mettre les enfants au lycée. » Mais Napoléon pense qu'il aura raison des résistances, précisément par la force d'une institution disciplinée militairement. Dans une note de 1805 sur les lycées, il expose son dessein final de l'organisation mi-congréganiste, mi-militaire des cadres de l'enseignement :

Il y aurait un corps enseignant si tous les proviseurs, censeurs, professeurs de l'Empire avaient un ou plusieurs chefs *comme les Jésuites avaient un général, des provinciaux, etc.*, et si l'on ne pouvait être proviseur ou censeur qu'après avoir été professeur, si on ne pouvait être professeur dans les hautes classes qu'après avoir professé dans les basses, s'il y avait, enfin, dans la carrière de l'enseignement, un ordre progressif qui entretint l'émulation...

La forme en pyramide, c'est-à-dire la forme militaire par excellence. L'enseignement des lycées sera surtout grammaire et rhétorique. Cependant, une nouveauté indique la tendance du siècle : on établit, comme un couronnement des études, une année de mathématiques spéciales, et dans les lycées des chefs-lieux d'académie, pour préparer aux grandes écoles techniques, on surajoute une « chaire de mathématiques transcendantes » et une « chaire de philosophie ».

L'instruction du peuple fut laissée, en fait, hors du cadre de la grande organisation universitaire impériale. Certains préfets parlent d'« améliorations sensibles », d'autres constatent que l'immense majorité des communes rurales est privée d'écoles primaires. En fait, la moitié des hommes, à peu près, savent lire et écrire, et le tiers des femmes. On dit que Napoléon voulait que le peuple ne reçût qu'un minimum d'instruction ; et cela paraît conforme à ses dispositions particulières et aux dispositions générales du temps : un peu de lecture, d'écriture et de calcul, c'était tout ce qu'il fallait à un soldat, à un ouvrier, à un cultivateur. Ici surtout, on tient à ne pas s'écarter des hautes directions de la religion. Au début, Fontanes, grand-maître de l'Université, confie aux évêques le soin de le renseigner sur la qualité des institu-

teurs et de surveiller leur travail et leur conduite. C'est seulement à la fin du règne, qu'à la suite des dissentiments de Napoléon avec la Papauté, cette autorité de contrôle est confiée aux préfets. Les frères des Écoles chrétiennes sont toujours en faveur et l'âme du peuple pourrait rester entre leurs mains. Aucune formation publique du corps des instituteurs ; par conséquent, recrutement médiocre. Napoléon n'eut jamais, nous l'avons dit, une prévision nette de l'avènement social et politique de la démocratie et, s'il en eut quelque vague intuition, il la combattait d'avance et d'instinct, comme une puissance rivale.

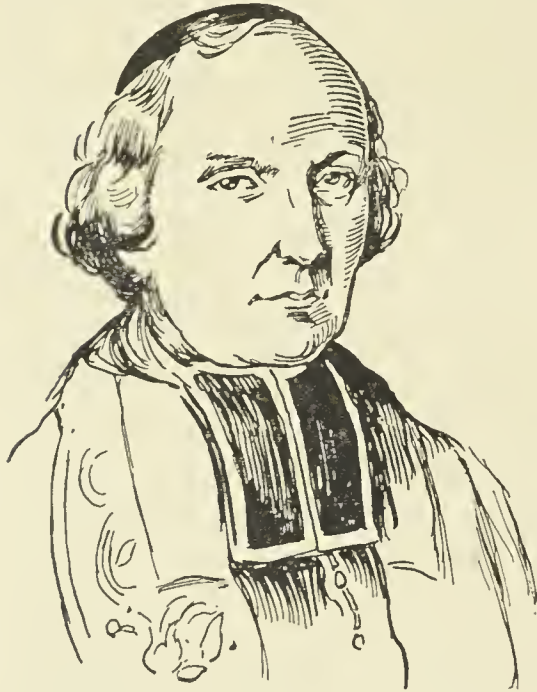
L'enseignement supérieur doit beaucoup au régime napoléonien. L'Empereur avait, à ce sujet, des idées personnelles élevées et judicieuses. Il les a exposées dans deux notes fameuses écrites au château de Finkenstein, dans ce long hiver de travail et d'attente qui suit la bataille d'Eylau : « Les institutions qu'il s'agit de fonder ont été, écrit-il, l'objet de mes méditations parce qu'ayant beaucoup travaillé, j'en ai personnellement senti le besoin. » Il s'agit d'élargir l'enseignement du Collège de France. L'Empereur écarte, ou à peu près, l'idée d'un haut enseignement littéraire. Il fait cette observation très juste : « Le talent de créer est, dans la littérature, comme dans la musique, comme dans la peinture, un don individuel ; il tient à des facultés particulières dont le développement peut être favorisé par les circonstances, par les mœurs, par une époque. Dans ces créations de l'esprit et du génie, l'esprit et le génie arrivent tout de suite, et par eux-mêmes, à leur plus grand résultat. » Il insiste sur l'enseignement de l'histoire, de la géographie, et lance quelques idées auxquelles on a reporté la première pensée d'une École des Chartes : « Si, dans une grande capitale comme Paris, il y avait une école spéciale d'histoire et que l'on y fît d'abord un cours de bibliographie, etc. » Il déplore qu'il n'existe aucun enseignement de l'histoire contemporaine : « On devinera aisément que ma plus secrète pensée est de réunir des hommes qui continuent, non l'histoire philosophique, non l'histoire religieuse, mais l'histoire des faits, mais cette histoire portée jusqu'au moment où nous vivons... Il est, à cet égard, une objection sans cesse représentée : c'est que les contemporains ne sont pas bons historiens. Cette opinion n'est pas la mienne... »

L'importance que l'Empereur donne à la fondation de nombreuses chaires de géographie n'étonnera pas. Napoléon est, si j'ose dire, le fils de la carte. Il voit large et grand en cette matière qui paraît si spéciale. Ce n'est pas sa faute si « les Français ne savent pas la géographie ».

La géographie, soit naturelle, soit politique, a plusieurs des caractères qui constituent les sciences exactes ; les faits sont nombreux, les points de contestation multipliés, les changements fréquents ; son

domaine s'accroît à mesure que celui de l'esprit humain s'étend... Si, dans un point central, tel que Paris, il existait plusieurs professeurs de géographie qui pussent rassembler les connaissances éparses, les comparer, les épurer, qu'on fût dans le cas de les consulter avec sécurité pour être mieux instruit des faits et des choses, ce serait une bonne et utile institution.

Malheureusement, ces plans exposés dans des circonstances si graves et quand l'Empereur s'entraînait à l'organisation du « Grand Empire », sont restés, ou peu s'en faut, comme tant d'autres, à l'état de projets.



ABBÉ BERNIER (D'après Darjon).

La réalisation la plus importante du régime napoléonien en matière d'enseignement supérieur, c'est la création des Facultés. Certaines d'entre elles, comme les Facultés de théologie, les Facultés de droit, de médecine, restent dans le type consacré par les anciennes universités. Préparant à des carrières déterminées, elles sont un besoin immédiat de la société et de l'État ; et celui-ci les soutient, non sans les placer sous une étroite surveillance. Elles formeront des générations de praticiens, experts, bons sujets de l'Empire.

Napoléon était, nous l'avons vu, très hostile à ce qui touchait au Palais, à la basoche. Cependant, il ne pouvait avoir raison de l'élan avec lequel la jeune bourgeoisie se portait vers les carrières de robe. Une ressource restait à son instinct dominateur : c'était de s'emparer du droit de conférer les diplômes et les grades. Ainsi, toute la future classe des « harangueurs » passerait sous le niveau de l'État. La jeune bourgeoisie devrait se soumettre à la toise impériale au moment où, sortant des écoles, elle se préparerait à entrer dans la vie. Tel fut le véritable coup de maître dans l'ensemble de la manœuvre impériale à l'intérieur : occuper le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur en tendant, à ce point exact, la barrière de l'examen. La mécanique pédagogique destinée à former les générations du siècle qui commence est inventée : c'est le baccalauréat. Le mandarinat moderne se trouve ainsi créé, et il fonctionne aussitôt avec une accélération surprenante : 31 bacheliers ès lettres en 1809, 983 en 1811, 1658 en 1813 ! Boule de neige qui ira croissant jusqu'à l'heure où toute la bourgeoisie, en possession ou en expectative, se trouvera ainsi incorporée.

Encore, dans les carrières du droit et de la médecine, l'homme fait peut reprendre la liberté d'allure et l'aisance des mouvements qui tiennent à l'indépendance matérielle. Mais l'emprise de l'État reste décisive et définitive s'il s'agit des hommes qui se destinent à l'enseignement et aux carrières intellectuelles : car ceux-là sont fatalement sous la main de la « *Congrégation laïque* ». Les adolescents que la vocation appelle n'ont pas de choix : pour vivre, ils doivent passer par les degrés glissants du baccalauréat, de la licence, de l'agrégation, du doctorat, en un mot par le système échelonné de la « collation des grades ». Tel est le grand instrument de règne universitaire : au point d'intersection du collège et de la carrière intellectuelle, l'examineur est posté.

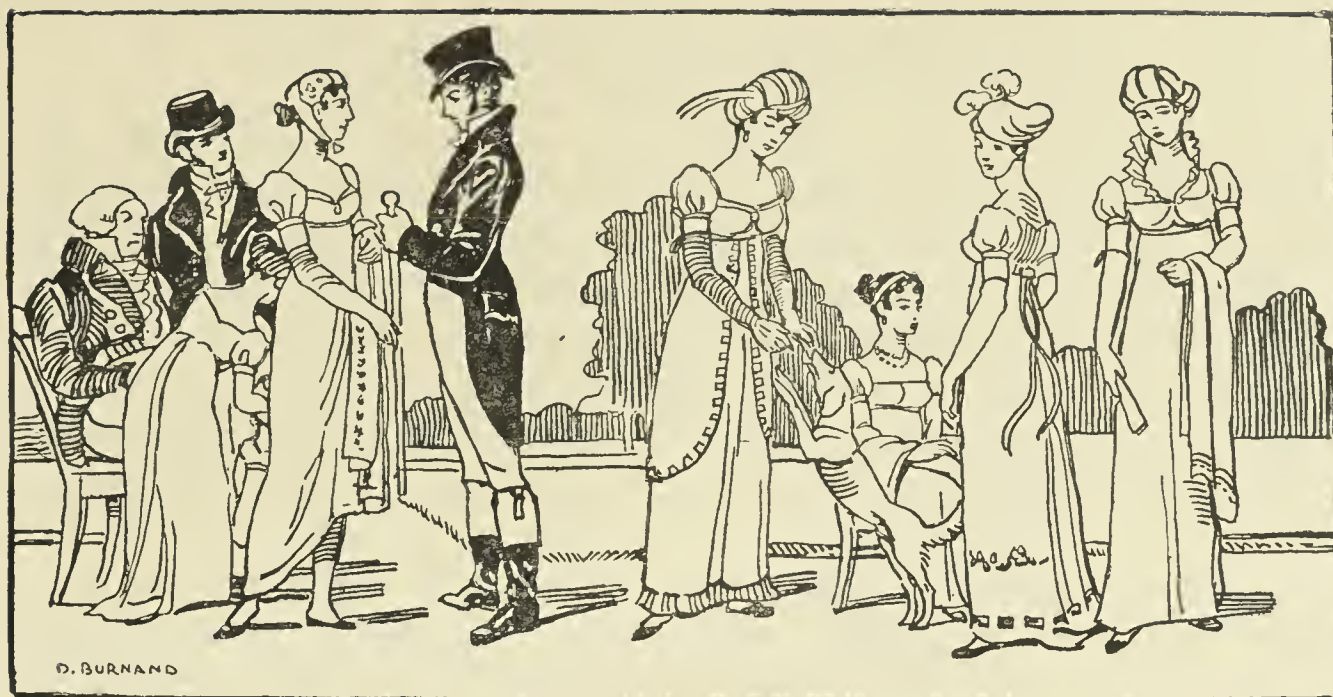
Voilà bien le dernier mot du système napoléonien en matière d'enseignement, — l'enseignement « source de pouvoir ». Il a fallu toute l'énergie de quelques nobles et grands universitaires pour que le haut enseignement, absorbé par sa fonction de gendarmerie intellectuelle, restât, malgré tout, fidèle au travail acharné de la découverte scientifique et de l'originalité littéraire. En général, Napoléon était en méfiance à l'égard de l'œuvre intellectuelle. Cerveau incomparable, il eût voulu penser pour tout le monde. Au début de sa carrière, il avait cherché un point d'appui dans l'Institut ; mais, à la fin, il prend ces gens eux-mêmes en méfiance, — tous, plus ou moins, des « idéologues » ! Sous le Consulat, l'arrêté de 1803 divise l'Institut national en quatre classes, et la classe des sciences morales et politiques, considérée comme particulièrement suspecte, est supprimée. Bonaparte faisait partie de la classe des sciences physiques et mathématiques. Un incident célèbre, provoqué par une phrase du discours de réception de Chateaubriand, indique à quel point la pensée elle-même doit se considérer comme subordonnée.

La fondation de l'Université eut, sur l'avenir de la nation, et en particulier de la bourgeoisie, une influence considérable. Laïque, l'Université se nettoie vite de la demi-teinte mystique dont l'avaient badigeonnée les Portalis et les Fontanes. Par elle, le siècle nouveau, le siècle bourgeois se retrouva classique, humaniste, un peu scientifique ; ordonné certes, mais n'ayant pas rompu définitivement avec ses origines voltairiennes.

La « *Congrégation laïque* », l'Université, reste, avec l'administration centralisée, la grande création intérieure napoléonienne ; car le Code civil ne lui appartient pas en propre. Le développement intérieur du pays restera bloqué, en quelque sorte, dans ce « massif » qui pèsera sur la nation. Napoléon, qui était l'Empereur des fonctionnaires, figure ainsi, jusqu'à un certain point, dans l'histoire, comme l'Empereur des professeurs.

Emboîtées dans les cadres de l'armée, de l'Université et de l'administration, les générations bourgeoises qui vont suivre devront se conformer à cette vie réglée, mais sans souplesse, à cette forme quasi automatique de l'existence et de la pensée, en un mot au cadre rigide tracé par la volonté du grand restaurateur de l'ordre. La grâce et la bonhomie naturelles à ce bon peuple de France, sa tolérance prévenante ne refleuriront que plus tard, beaucoup plus tard.





CHAPITRE IV

LA TRANSFORMATION SOCIALE

La refonte sociale est-elle le fait du temps, du prince, de l'armée? — La refonte sociale, œuvre de la société tout entière. — Napoléon contre l'anarchie, par la victoire. — La religion et les « idéologues » dans la nouvelle société. — Le contact avec l'univers. — Le nouveau peuple français : la cour, la société bourgeoise, la mode, Paris. — L'Unité, l'Égalité. — Le petit propriétaire et le paysan des temps nouveaux. — La transformation de la société française.



La transformation des institutions politiques qui firent, de la France de l'Ancien Régime, la France moderne, fut l'un des résultats nettement acquis de la Révolution ; mais il y en eut un plus important encore, c'est la transformation sociale. Nous l'avons dit en débutant, « l'histoire est des mœurs » : c'est ce mouvement des mœurs qu'il faut essayer d'exposer.

Comment un monde nouveau s'est constitué sur les débris de l'ancien ; comment le courtisan à perruque poudrée, avec, au côté, l'épée « en quart de civadière », est-il devenu le parlementaire en chapeau haut de forme et en redingote noire ; comment « l'ouvrier mécanique », l'artisan, inaperçu en tant qu'élément politique

et social, même par Mirabeau, devint-il peu à peu le membre redouté de cette puissante aristocratie des syndicats, de cette classe du prolétariat qui réclame pour lui seul la conduite des affaires publiques? Comment le paysan de La Bruyère et de Young, blotti comme un lièvre dans son sillon, est-il, maintenant, le propriétaire d'une terre sans redevance et sans hypothèque, faisant la loi sur le marché des subsistances? Comment, d'un désordre immense, ce nouvel ordre est-il né et quel ressort intime détermina, alors, l'évolution secrète et mystérieuse de la vie française? C'est le véritable problème de l'histoire du siècle. Il n'en est pas de plus captivant.

L A REFONTE SOCIALE EST-ELLE LE FAIT
DU TEMPS, DU PRINCE, DE L'ARMÉE?

D'ordinaire, pour ces transformations profondes et difficiles, le *temps* est indispensable; l'histoire ne fait rien sans lui. Or, le temps a manqué à la Révolution et à la reconstitution qui l'a suivie. Cinq ou six années, dix ans au plus, c'est une journée en histoire. Pour les contemporains, flagellés du fouet de la Terreur, les semaines d'angoisse ont passé avec une rapidité telle qu'ils n'ont pas même senti leur fuite. Le souffle de la mort était encore sur eux qu'ils se reprenaient à vivre.

Le courant emporte tout le monde, « jusqu'aux enfants de notre société », écrit, dès 1796, une émigrée enragée. Voilà bien l'accomplissement de la Révolution, en quelques années! Le décalage des fortunes, les nécessités brutales de l'existence, la vie chère, la crise fiduciaire, la peur de la faim, le besoin de bien-être généralisé et de plaisirs immédiats, avec une soudaineté inouïe, voilà ce qui signale l'apparition brutale des temps nouveaux.

Or, tout cela s'est fait si vite que les contemporains ne s'en aperçurent pour ainsi dire pas. Passant de vingt-cinq à trente ans, ils sont de nouveaux Français!

A défaut du temps qui a manqué, est-ce *l'homme* qui a accompli la réforme? Est-ce Napoléon qui, de cette évolution soudaine, a été le grand ouvrier? Cet homme extraordinaire a fait beaucoup. On ne saurait mesurer, tant elle est énorme et diffuse, sa part dans l'œuvre accomplie. Mais qu'eût-il fait lui-même, « l'adolescent acharné », sans son époque, hors de son époque, contre son époque? Desmarets, directeur de sa police intime, consigne cette réflexion : « Sans aucune exception, les plus forts parmi les chefs ne dominèrent rien, ne commandèrent rien... Puissants s'ils suivent le courant, ils ne sont plus rien s'ils s'en écartent. *C'est cela qui fut la véritable étoile de Napoléon.* »

Certes, Napoléon est un grand meneur d'hommes. Génie incomparable, il veut l'ordre, il veut l'union, il veut une ferme discipline sociale. « Je ne veux aucun désordre », dit-il à Fouché, en se retournant sur la première marche du trône.

« Qu'on fasse silence ! » C'est la consigne. Mme de Staël a fortement marqué ce moyen de gouvernement qui ne tend qu'à reconstituer la société, réduite en miettes, par la balance entre les partis. « Bonaparte, écrit-elle, ne frappait jamais les royalistes, ou les jacobins, sans partager le même nombre de coups entre les uns et les autres : c'est le seul genre de justice distributive dont il ne se soit jamais écarté : il se faisait ainsi des amis de ceux dont il servait les haines. » Quoi qu'en dise l'éloquente hâsseuse, il savait aussi employer à ses fins l'amour. On connaît le nombre des mariages qu'il fabriqua entre ses hommes de guerre et les filles des grandes familles : plusieurs de ces unions furent heureuses, la plupart satisfaisantes. Les intérêts, les sentiments, l'habitude, les convenances abaissèrent des barrières qui, par la suite, ne se relevèrent plus. La fusion des classes, que la Révolution avait mise dans les lois, Napoléon, — tel un conquérant antique, — la porta dans les mœurs par la saisie des femmes.

Donc, Napoléon eut cette volonté, ce savoir-faire, cette autorité d'aider, par tous les moyens, à la refonte sociale dont il était le premier bénéficiaire. Il réussit sur beaucoup de points, et quand il suivait le courant : mais il échoua sur d'autres et sur ce qui lui tenait le plus à cœur, la création d'une aristocratie nouvelle, soutien de la dynastie qu'il fondait. On ne trouve, dans l'ordre qui naît, l'empreinte vraiment napoléonienne et la griffe du lion que dans deux ordres d'initiative : l'exemple du travail et le souci de la respectabilité.

Napoléon fut, avant tout, un monarque travailleur. En cela, moderne et véri-



MADAME DE STAËL (D'après Gérard).

tablement précurseur, et, comme dit Emerson, le « capitaine des parvenus », « le chef de l'âge industriel ». Que l'on repasse, dans la pensée, la vie futile et dissipée que menaient les rois et même les ministres des rois avant 1789, celle par exemple qu'un Governor Morris nous a décrite pour la France, un Malouet pour les Bourbons d'Espagne, la famille de Portugal, etc. ; que l'on compare l'emploi du temps des prétendants, le futur Louis XVIII, le futur Charles X : la chasse, le jeu, les plaisirs, le favoritisme, le bavardage, le protocole, l'intrigue absorbant tous leurs instants. Napoléon, lui, travaille. Il disait : « Le travail est mon élément... Je n'ai jamais pu en connaître la limite ». « Sa Majesté dévore tout », écrit Lebrun. Et l'on travaille ferme autour de lui : tout le monde sur le pont jusqu'aux limites extrêmes de l'Empire. Pasquier dit : « Comment aurait-on pu se permettre la moindre négligence, lorsque l'exemple d'une infatigable activité était donné de si haut ? » « Degérando, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, n'a plus un jour de l'année, plus un moment de la journée à sa disposition, depuis sept heures du matin jusqu'à onze heures du soir, et parfois bien plus tard encore. Il ne peut plus écrire à ses amis, il ne peut aller les voir ». Si l'on considère les campagnes de Napoléon, l'on croirait qu'il a passé son temps à cheval ; mais, si l'on pèse sa formidable correspondance, on dirait qu'il n'a pas quitté le bureau ! Ce qui lui appartient dans la grande refonte sociale, il l'accomplit, d'abord, par l'exemple et l'exigence du travail. Mais le travail, vertu éminemment napoléonienne, est aussi une vertu bourgeoise. Le grand chef, le grand patron, le grand industriel donne le branle à l'immense entreprise d'exploitation des forces de la nature que sera l'âge nouveau. Oui, sur ce point décisif, Napoléon est bien initiateur.

Un autre caractère des temps nouveaux porte également la marque du grand homme : c'est le souci de la respectabilité, vertu non moins bourgeoise. Personnellement, Napoléon n'a pas de manières. Ses amours diverses sentent la garnison ; et ses sentiments, ses façons, son ton sont ceux de sa Cour, c'est-à-dire un pêle-mêle improvisé. Ceci dit, le chef *se tient* et il entend *qu'on se tienne*. Pas de maîtresse reconnue, pas de scandale étalé. Le contraste est frappant, également, avec la conduite privée des rois et des courtisans qui papillonnaient autour d'eux. Le mot juste a été dit par la princesse Dolgorouka à une dame du faubourg qui l'interrogeait ironiquement sur « cette Cour » : « Ce n'est pas une Cour, c'est une puissance. » En un mot, le fond des mœurs ne s'est pas grandement amélioré ; mais on leur a mis, par ordre, un masque de décence, de convenance. Les femmes avaient régné jusqu'à l'avènement de l'Empereur : tout de suite, et par lui,

le gouvernement redevient l'affaire des mâles. C'est un des traits qui marque le plus la différence des deux époques.

Cette tenue discrète, cet air de n'y toucher pas, ce voile de décence qui couvre, soudain, le regard effronté de Mme de Staël et les jambes de la Tallien, cette innocence pleurnicheuse et ossianesque d'où naîtra le grand mensonge romantique, c'est bien une création napoléonienne. Sur l'ordre social régnera désormais ce qu'on appelle, d'un mot, qui prend son vol alors, la *considération*. Qu'il le sache ou non, qu'il le veuille ou non, l'Empereur prépare, ici encore, le lit de son héritier présomptif, le bourgeois. Grand ordonnateur, mais surtout des apparences et des formes, dans les mœurs il a aligné et même créé. Mais c'est tout.

Si ce n'est pas le *temps*, si ce n'est pas l'*homme*, faut-il, comme on l'a souvent affirmé, chercher l'établissement de l'ordre nouveau dans une volonté et un acte de la force disciplinée par excellence, l'*armée*? Ici encore, la réponse est négative. L'armée, sous Napoléon, fut un instrument de domination, mais uniquement au dehors. A l'intérieur, c'est à peine si l'on trouve trace de son action. Bonaparte, l'homme du *Souper de Beaucaire*, de la journée de Vendémiaire et du 18 Brumaire, savait ce qu'on pouvait faire de l'armée à l'intérieur. Mais c'est justement pourquoi, une fois arrivé, il s'est toujours méfié d'elle. Il connaissait trop l'histoire romaine pour s'exposer au régime des prétoriens par qui se font, mais aussi se défont les empereurs. En vérité, ce qu'il craignait le plus, c'était un complot militaire. Fouché le tint longtemps, nous l'avons vu, par cette menace habilement maniée. Pasquier a observé que l'organisation de l'armée impériale ne fut pas l'œuvre de l'Empereur. Ce régime de la conscription militaire, auquel il dut ses victoires, fut établi par une loi votée, en septembre 1798, sur le rapport de Jourdan. Depuis, l'Empereur n'y toucha jamais, lui qui touchait à tout, n'en parla jamais, lui qui parlait de tout, comme s'il craignait de porter la main sur une institution dont il dépendait et qui, au moindre choc, pouvait s'écrouler sur lui.

Lors du sacre, l'armée seule protesta. Elle était opposée au Concordat ; elle était opposée, non moins, au rappel des émigrés ; elle restait républicaine. D'ailleurs, les soldats n'entendaient rien à ce micmac politique où nageait l'insulaire. Quand, au temps du Directoire, les politiciens aux abois cherchaient un militaire qui les protégât de son épée, les généraux dont ils caressaient la gloire ou la renommée, Joubert, Augereau, Masséna, Moreau, se découvrirent ou indociles ou impossibles ; il ne se rencontra que ce Corse pour consentir à plonger dans les révolutions en déliquescence ce beau corps nu, sans souplesse et sans imagination, l'armée.

Loin de garder l'armée auprès de lui, l'Empereur l'entretint autant qu'il put,

loin de la capitale, sur la frontière et au delà. C'est le conseil qu'il eût, nous le savons, donné à Robespierre. Il n'aimait le soldat que dans les camps, attaché à sa besogne qui est de se faire tuer pour vaincre. Dans le civil, le chef n'en veut pas. De la



DAVOUT, DUC D'AUERSTÆDT
(D'après Aubry).

politique, il l'exclut. Il appréhende toujours d'elle quelque coup de force, un second Brumaire. On ne le trouve vraiment en confiance que quand il est sans gardes, au milieu des populations qui l'acclament, par exemple au cours de ces voyages en Normandie, sur le Rhin, en Piémont.

Que pesèrent, durant tout l'Empire, hors les champs de bataille, ces hommes de guerre incomparables, alors que, parmi eux, il y avait pourtant de grands citoyens, de grands ministres de l'avenir, comme Davout, Gouvion Saint-Cyr, Soult, Bernadotte? Rien n'est plus frappant, à ce point de vue, que la négligence volontaire de ces aptitudes civiles chez les militaires. Napoléon ne cache pas son opinion sur les « traîneurs de sabre » ; il mortifie à plaisir ses lieutenants, quand ils mettent la main sur la machine civile et qu'ils « caporalisent ». Il écrit à Junot, le 8 mai 1806 : « Vous avez traité un préfet (de Parme

et de Plaisance) *comme un caporal* de votre garnison. Je pensais que vous aviez assez de tact pour ne pas abuser de votre autorité. Cela me blesse et fait tort à mon discernement. » Et, y revenant, quelques jours après : « L'autorité militaire est inutile et déplacée dans l'ordre civil ; il ne faut point agir *comme un caporal*. »

La bourgeoisie, le peuple, soit des villes, soit des campagnes, ont-ils donc été les maîtres de cette heure obscure? Ont-ils voulu et accompli, selon leur volonté réfléchie, ces grandes transformations? Ce sont ces deux classes, bourgeois et paysans, qui profiteront surtout du changement de régime : en furent-elles les initiatrices, les organisatrices? Cela n'apparaît pas davantage. Au cours de cette époque militaire et conquérante, la société prend, il est vrai, un esprit de plus en plus civil ; elle s'embourgeoise, elle change d'état et de figure ; mais, chose frappante, le changement se fait surtout de *haut en bas* ; c'est l'ancienne noblesse, l'ancienne cour qui déposent les ailes du papillon, c'est le soldat lui-même qui rejette la gangue de l'uniforme, tandis que le tiers, « qui n'était rien et qui entend être quelque chose, » se boutonne dans sa redingote, monte et envahit tout.

Rien de plus amusant que ce mélange graduel des rangs et le bariolage qui en résulte. Les émigrés ont laissé, depuis longtemps, au cours de leurs pérégrinations, le luxe, la perruque et les idées du passé ! Ils rentrent en catimini et font la queue aux boulangeries et chez les spéculateurs. On se rencontre, on se bouscule, on se regarde curieusement, on se surveille les uns les autres, mais aussi on admet tout, on ne s'étonne plus. Augereau crie à sa femme, en plein bal de cour : « Trime ! » Mme de La Rochefoucauld, Mme de Montmorency, avec leurs belles manières, changent les souliers de Joséphine. Voilà le vrai nivellement ! La trace des anciennes classifications sociales s'efface ; la bourgeoisie, enrichie et surélevée, devient le lieu où les distinctions anciennes se fondent et se perdent. Les mœurs et le ton s'en suivent. Mme de Genlis écrit :

Le bon ton consistait jadis à s'exprimer toujours avec simplicité, réserve, décence, naturel et clarté, par conséquent à n'employer jamais de manière de parler basse, libre, proverbiale ou pédantesque. Après la Révolution, lorsqu'une société *toute neuve* parvint à se rassembler, le *bon air* dont on vient de parler était tout à fait oublié ou, pour mieux dire, la plus grande partie de ceux qui allaient ouvrir de grandes maisons n'avaient jamais pu le connaître ; ils savaient seulement qu'il faut qu'un beau salon soit bien doré et bien éclairé. Ils refirent un *bon air français* très simplifié. La seule richesse, à cette époque, fit le *bon air* ; et le charme, invisible mais magique, des châles de cachemire, leur nombre, leur grandeur, leur couleur, décidèrent seuls le « bon air » parmi les femmes.

Voici notre bourgeoisie qui se carre dans le luxe fleuri. Ce sont les nouveaux riches, les *parvenus* (titre d'un autre livre de Mme de Genlis). La bourgeoisie gagne de toutes mains. Si la noblesse descend et la recrute par en haut, le peuple commence à monter et à la recruter par en bas. Tout cela sans effort propre, sans volonté particulière, sans initiative vigoureuse. La bourgeoisie se laisse faire dans son triomphe. Pendant la Révolution, active au début, elle est devenue passive aux grands moments, baissant la tête de peur de l'élever jusqu'à la guillotine. « Elle a vécu. »

S'il y a un air nouveau qui tend à transformer cet idéal bourgeois, toujours si borné, il vient du dehors : l'émigration l'apporte de l'exil et l'armée de ses courses lointaines ; mais, à quelles résistances il se heurte ! Pendant un demi-siècle, la bourgeoisie fera barrage au lyrisme et au romantisme. Chateaubriand devra faire sa cour à Béranger. Geoffroy, La Harpe, et même Armand Carrel, tiendront à mort pour le poncif et il faudra un demi-siècle pour en finir avec la ressucée de Voltaire.

En politique, le bourgeois est *libéral*. Républicain ou royaliste, il se laisse ballotter d'un camp à l'autre et d'une journée à l'autre, de vendémiaire en fructidor et de fructidor en brumaire, pourvu qu'on lui promette la paix ; par-dessus les flaques de sang et les flots d'éloquence, il avance à pas menus, sans bruit. Il a payé son tribut à la Terreur, il le paye au despotisme et, comme ses chefs attitrés, les Camba-

cérès, les Sieyès, il n'a de permanence que la peur, peur pour son pécule, peur pour sa subsistance plus encore que pour sa peau. C'est dans cette mesure et avec ces précautions que le bourgeois se donne aux temps nouveaux, aux modes de pensée qui forgent le monde à son image, mais non par lui. Il s'enthousiasme pour les fastes héroïques et lira *Victoires et Conquêtes*; mais il ne manque pas de payer à son fils un « remplaçant » et, quand les grandes rafles de la conscription, ayant épuisé la blouse, montent jusqu'à la redingote, celle-ci proteste avec de grands gestes tragiques. Il y eut des insoumis, non seulement en Vendée, mais partout en France, même à Paris.

Les professions de robe sont contre l'Empire. L'Empereur ne les aime pas, et elles le lui rendent bien. Trois voix seulement, dans tout le barreau, ont voté *oui* au plébiscite. L'opposition qui abandonnera l'Empire la première, la première défection qui divisera la nation, couvait dans les rangs de la bourgeoisie. Fauriel, Raynouard, Lainé, Maine de Biran triompheront dans la défaite de « l'usurpateur », alors que Carnot prend, aux Cent-Jours, son rang de combat. Royer-Collard, dans un parallèle fameux, a condamné le ralliement à l'Empire au nom de la morale et du droit universel, grands mots qui, dans sa bouche, ont une résonance et une emphase extraordinaires. Voilà bien cette *doctrine* que l'Empereur trouve toujours devant lui et qui entrave sa marche. Autre grand bourgeois représentatif, le protestant Guizot accourt de Nîmes se jeter dans l'opposition libérale et se mettre à la suite des Royer-Collard et des Lainé. Malgré les gâteries de Fontanes, il garde, pour l'Empire qui le comble, un front sévère : il refuse d'insérer l'éloge de l'Empereur dans son discours d'ouverture à la Faculté des Lettres où il enseigne. Son assurance méridionale et huguenote se plante à l'encontre du régime. Augustin Thierry, fils du sonneur de cloches de la cathédrale de Blois, est nourri aux écoles impériales et, pourtant, il aime mieux s'enrôler dans la phalange saint-simonienne que de suivre les aigles.

Non, ce ne sont pas les bourgeois qui ont présidé à la grande refonte dont ils ont été, finalement, les bénéficiaires. Ils boudaient. Durant ces années de lutte et de tourbillon, toujours indispensables et toujours amers, ils escomptaient leur heure, et trouvaient qu'on la leur faisait attendre ; ennemis de la guerre et fiers de la victoire, pacifistes et fournisseurs, rhéteurs et rentiers, critiques, ils n'étaient ni des créateurs ni des réformateurs.

Nous n'oublierons pas, cependant, la masse de ces bourgeois, que les fonctions publiques, les offices ministériels, l'armée, les services réorganisés, le patronat industriel, le grand et le petit commerce ont maintenus dans leur fonction traditionnelle



DISTRIBUTION DES AIGLES

Camp de Boulogne (1805).

Aquarelle de G. JEANNOT, d'après le tableau de DAVID (Musée de Versailles).

de bons serviteurs de l'État. Ceux-ci ont compris qu'il fallait suivre le temps et marcher. Ils marchaient. Cette jeune bourgeoisie était entrée à pleines voiles dans le « nouvel ordre » : elle se donnera à lui tant qu'elle le sentira en harmonie avec la grandeur de la France. Car, voilà sa vertu, elle est « patriote ». Emportée par le courant, elle le dirige, prête à le servir s'il la mène où elle entend être menée. En somme, pour la bourgeoisie, l'Empire n'est qu'un passage : elle le sait éphémère. « Ah ! s'il était resté lieutenant d'artillerie !... » En fait, à partir de 1792, la bourgeoisie se tient sur la réserve. Et il en sera ainsi tant que le siècle ne se sera pas guéri de ce qui est le plus contraire au caractère bourgeois, l'immodération.

Les populations rurales profitèrent de la transformation générale, plus encore, peut-être, que la bourgeoisie. Le coup, d'ailleurs, pour elles, fut moins brusque. On dirait presque que la brutale Terreur les a à peine effleurées. Ces bonnes gens n'eurent guère qu'à accepter la consolidation des résultats acquis. Il est impossible de reconnaître au peuple des campagnes, vers le début du dix-neuvième siècle, une action politique sérieuse. Son bulletin de vote est à peu près inerte, même aux jours des plébiscites. « Que parlez-vous des paysans ? » écrit Napoléon à Joseph. Nul ne pouvait prévoir encore l'autorité future du petit propriétaire rural, acquéreur de biens nationaux. Un seul mot se répète, à son sujet, avec une nuance de commisération et de dédain : « ignorance. » Il ne se connaît pas lui-même.

Pas davantage les ouvriers des villes : ils ne se rendent pas compte de ce que viennent de leur apporter l'égalité civile et l'accession politique. Ils restent égarés dans le désordre de l'individualisme et accablés sous la loi d'airain. La grande industrie à peine née, le patron est le maître et la providence : les ouvriers, arrachés aux cadres des corporations, ne savent comment s'y prendre pour défendre leurs intérêts, que dis-je, leur existence. Le « compagnonnage », quelques sociétés de secours mutuel dues, pour la plupart, à l'initiative patronale, et c'est tout. Ils n'ont ni les moyens, ni le temps, ni la volonté *d'être quelque chose*. Napoléon recherchait peut-être, si l'on se reporte à ses entretiens avec Mollien, à défaut d'une organisation politique qui lui eût répugné plus que tout, une sorte de hiérarchie corporative qui eût mis tout ce monde, ardent et prompt à l'emballement, dans sa main. Mais ce qu'il vise, là encore, c'est « une source de pouvoir ». « Le grand ordre qui régit le monde tout entier, dit-il, doit gouverner chaque partie du monde. Le gouvernement est au centre des sociétés comme le soleil. »

LA REFONTE SOCIALE ŒUVRE DE
LA SOCIÉTÉ TOUT ENTIÈRE

Ainsi, il n'y eut pas de moteur particulier donnant à cette transformation sociale une impulsion maîtresse. Comme elle se produit avec une amplitude extraordinaire et, en même temps, sur toute la face du pays, le mieux est de conclure qu'elle fut l'œuvre du corps social en son entier.

La Révolution s'était considérée comme accomplie à partir de cette nuit du 4 août, qui avait proclamé la fin du régime féodal. La fête de la Fédération avait été une cérémonie d'actions de grâces ; la noblesse, l'Église, la dynastie se réjouissaient d'avoir contribué, par des sacrifices indispensables et infiniment honorables, à la plus grande et à la plus pacifique révolution de l'histoire. La modération inhérente à l'esprit français, l'optimisme du siècle et sa foi dans la raison humaine étaient satisfaits. Mais, depuis, on en avait prononcé et entendu des serments ! Et, à chaque nouvelle manifestation solennelle, c'étaient des cris renforcés : *la Constitution ou la Mort ; la Fraternité ou la Mort !* La mort seule avait été fidèle aux rendez-vous révolutionnaires, la fraternité et la constitution n'ayant jamais consenti à quitter le domaine du rêve.

Après ces terribles et rapides années, les révolutionnaires, — ce qu'il restait de révolutionnaires, — voulaient, une fois de plus, la fin de la Révolution ; mais, maintenant, avec une ardeur indicible. Ceux qui avaient survécu n'étaient pas les plus braves : un Cambacérès et un Sieyès étaient bien d'avis qu'une vieillesse comblée de richesses et d'honneurs était une issue très appréciable de la Révolution. « Jacobins nantis », comment se seraient-ils plaints ? Il faut compter avec eux ceux qui avaient tout bonnement échappé, députés modestes, fonctionnaires, gratte-papiers, violents de la veille, terrés maintenant en quelque coin. A-t-on dénombré ces jacobins de rencontre, ces jacobins de panique qui, pendant la crise, s'étaient réfugiés sur les plus hauts degrés de la Montagne ou dans les plus bas marais du Centre pour échapper à la destinée girondine. La vie sauve, ils étaient las de leur bassesse. Tout, pourvu qu'on leur rouvrit l'accès à un air respirable.

Combien d'autres, au contraire, qui ont, de bonne heure, cherché leur justification et l'amnistie de leur violence d'un jour dans l'amour efficace de la Patrie, dans les grands labeurs et les grands devoirs militaires et civils, administrations, comités actifs et dévoués : les Carnot, les Tronchet, les Jean Bon Saint-André, les Jean de Bry se sont élevés à force de services notoires et ils se ceignent les reins pour en rendre encore. Que demandent-ils ? qu'un retour brusque du passé ne les jette pas dans la honte du désaveu ou sur les chemins de l'exil.

Ceux-ci ont leur récompense ; reste la foule révolutionnaire anonyme. Elle a

subi la misère du temps comme elle la subit dans tous les temps. Tels de ces hommes inaperçus, tranquilles, effacés s'étaient trouvés, par hasard, des révolutionnaires sans frein, siégeant aux justices impitoyables ; ils avaient donné leur voix à des verdicts affreux, et tout cela, oui, ingénument, et comme s'ils remplissaient une fonction de la vie normale ! Maintenant, c'est fini : il faut rentrer au bureau et à l'atelier, reprendre le courant. La mode, maintenant, même chez les révolutionnaires, est à la contre-révolution.

Ajoutons que cette masse urbaine a obtenu ce qu'elle apprécie le plus au monde, le pied d'égalité. Ne plus descendre du trottoir, ne plus s'effacer devant la chaise ou le carrosse du « gentilhomme », renfoncer le chapeau à la rencontre d'un « grand », refouler d'un regard cinglant la « morgue du riche », voilà, n'est-il pas vrai, une conquête, celle qui guérit tant de cuisantes blessures ! Prendre le pas sur un « ci-devant », n'est-ce pas une joie quotidiennement renouvelée, pour un « ci-derrière » ?

Ceci obtenu, la manière de ce peuple n'est pas de s'irriter toujours. Si raisonnable, si gai, si mobile, il met bien vite sa colère en chansons. Ces seigneurs détestés, il les a vus souffrir plus que lui-même ; et une pitié lui en a étreint le cœur. Si on se tendait les mains ! La queue aux portes des boulangeries a été une grande école d'égalité et de miséricorde. Le « jacobin nanti » est en haut ; mais, en bas, combien de jacobins repentis et lassés ! Je pense que c'est là qu'il faut chercher, dans les villes du moins, le grand ressort du redressement social sous l'Empire. Les pères et les enfants, vingt années étant écoulées, se mettent à suivre ensemble le fil de l'eau, les premiers parce qu'ils ont passé cinquante ans, et les seconds parce qu'ils n'en ont pas trente. On connaît le mot impayable du sous-préfet de l'Empire, ancien conventionnel, à un émigré : « Laissons tout cela ! Eh quoi ! ne pouvez-vous pas oublier ? »

Cette lassitude, ce recul même n'est, d'abord, que passif : mais bientôt une force active sort des profondeurs de la Révolution. Elle anime ceux qui en ont été les « profiteurs ». Devenus « conservateurs », ce sont des conservateurs debout et qui entendent ne pas se laisser dépouiller. Ils luttent en sens contraire.

S'il y a une chose dont l'héritage révolutionnaire se soit fait le défenseur, c'est de la propriété. La nouvelle société la défendra avec passion, non seulement comme un fait, mais comme un dogme.

D'abord, les très riches, les hommes de proie, les grands mercantis, les banquiers, ceux que Saint-Simon appelle honorablement les *industriels*. Ces fils et profiteurs de la Révolution ne sont plus du tout révolutionnaires ; ces hommes de la nouvelle classe, ces *industriels*, donc, conscients de l'avenir qui se lève et dont ils

ont la responsabilité, tiennent, avant tout, à la stabilité. Jusque sous le Bourbon réintégré, ils restent conservateurs... étant entendu que l'on conserve, d'abord, les conquêtes de la Révolution.

Mais les millionnaires sont le petit nombre ; voici les masses : les masses nouvelles qui ont accès à la vie politique et qui se sont haussées d'un cran vers le plateau du pouvoir, ce sont, maintenant, les « propriétaires », paysans et bourgeois, « acquéreurs de biens nationaux ». L'Assemblée constituante avait décidé que, moyennant une légère prime de rachat, le tenancier deviendrait propriétaire *libre*



VENTE AUX ENCHÈRES DES BIENS NATIONAUX, par D. Burnand.

et absolu. Le « chartrier » seigneurial se trouvant ainsi détruit, tout droit féodal ou ecclésiastique était annulé. L'Assemblée législative supprima même le rachat et décida que toute propriété foncière était, *hic et nunc*, « franche et libre de tous droits ». Mais libérer le sol ne suffisait pas, il fallait, maintenant, le diviser. Tous les biens nationaux avaient été transférés à l'État. Or, l'État était accablé de dettes ; ces ressources imprévues lui étaient indispensables pour apaiser les créanciers qui réclamaient leurs gages et pour faire face aux charges qui allaient croissant. D'autre part, la vente aux enchères des biens nationaux favorise les spéculateurs, les agioteurs qui, les mains pleines d'assignats, se groupent en coalition et achètent à bas prix les vastes fermes qu'ils allotissent et recèdent à gros bénéfices aux paysans. Ceux-ci, appâtés par le titre de *propriétaires*, se surchargent d'hypothèques. La crise agraire évolue ainsi vers une crise hypothécaire et, comme à Rome jadis, le plébéien

tombe sous la coupe du capitaliste des villes. L'entreprise du partage des terres féodales ou ecclésiastiques, dans son ensemble, pèse sur le crédit public et sur l'essor agricole et industriel.

A tous, à l'État, aux communes, au propriétaire ancien qui veut savoir ce qui lui reste, au propriétaire nouveau qui veut connaître la valeur de son titre, il faut une liquidation, une transaction générale, une consolidation. Plus on a ébranlé le principe de la propriété, plus il est nécessaire de le raffermir, sous peine que tout s'écroule. La Convention à son apogée proclame donc que *la propriété domaniale est le fondement de tout l'ordre social*. Enfin, le titre d'origine des nouveaux propriétaires ne repose plus dans les chartriers rongés des vers : il est renouvelé par une loi toute fraîche : ce sont ces « Codes civils » préparés par le réalisme jacobin, de même que, dans la Russie actuelle, la propriété rurale est affranchie du marxisme par le marxisme lui-même. Le Code civil, qui établit l'intangibilité de la propriété, est le même qui brise toute restauration de pérennité familiale en s'opposant aux substitutions, qui divise les fortunes à chaque génération par l'égal partage entre les enfants, qui, d'autre part, barre la route au communisme, empêche la reconstitution des corporations, syndicats, congrégations, etc., protège l'individu et l'État contre toute aristocratie, privilège, ou « pouvoir intermédiaire » ; et ce Code est salué, par tous, comme le concordat tant attendu et qui restaure la base même de toute société, la confiance. C'est « le décalogue d'une ère nouvelle », « l'arche sainte pour laquelle, s'écrit Bigot de Préameneu au Corps législatif, nous donnerons aux peuples voisins l'exemple d'un respect religieux ».

NAPOLÉON CONTRE L'ANARCHIE, PAR LA VICTOIRE

1807, l'équilibre est fait. La société est d'aplomb sur ses nouvelles bases. Les idéologues sont muets, les physiocrates sont satisfaits, les juristes sont sans chicanes, les spéculateurs encaissent, la ploutocratie naît, le paysan s'installe sur la terre, le bourgeois suppute ses rentes, les sociétés secrètes se gaudissent dans l'ombre, les dépouillés eux-mêmes ont reconquis quelque chose, une sorte de sécurité pour le peu que le hasard ou l'inertie des choses leur a laissé. Transaction, concordat religieux, concordat civil et économique acceptés, vénérés... Pourvu que cela dure ! La durée, la stabilité, voilà le cri universel.

Si nous entrons dans le secret des familles et de la vie intime, nous voyons, partout, l'apaisement qui se fait, entre les deux générations qui se succèdent et se remplacent déjà. Les plus éprouvés eux-mêmes se sont aperçu que l'on aime la France plus que tout et que l'on ne peut se passer d'elle.

Maxime de Damas a quitté le sol natal à six ans ; officier russe comblé d'égards, il n'a rien à regretter de son pays qu'il ne connaît pas. Or, voici ce qu'il écrit : « Lors même que je combattais les armées impériales avec toute la puissance de mon esprit et de mon cœur, *les sentiments du patriotisme n'ont jamais cessé d'être dans mon âme*; les succès des armées françaises excitaient en moi un noble orgueil... » Celui-ci ne rentra jamais. Mais sa mère était rentrée et les siens rentraient l'un après l'autre. Ces situations pénibles causaient des sentiments partagés qui finissaient par mettre une angoisse insupportable au cœur de l'élite de la nation. Il fallait en finir.

De même que les jacobins renonçaient à leurs « axiomes », les émigrés se mettent à dire : il faut céder au temps, il faut se conformer aux lois de salut et de paix. Rien de plus joli, de plus spirituel, de plus « vieille France » que les lettres de Mme de Neuilly, émigrée entêtée et non capitulante, vivant de son petit commerce à Hambourg et résolue à ne rentrer à aucun prix, de crainte d'avoir à solliciter « un gueux de jacobin pour rattraper un écu... » Mais voici, non moins fine, non moins sensée, seulement appartenant à une autre génération, sa fille qui est rentrée, elle, et qui la supplie de revenir (25 novembre 1804) « pour retrouver tout par ce moyen : famille, patrie, liberté ; peu de biens, à la vérité, mais n'est-on pas assez riche quand, avec le nécessaire, on est entouré de gens qu'on aime et dont on est sûr d'être aimé?... » Le fils, la veille officier de l'armée de Condé, est rentré aussi avec un vague espoir de sauver quelque chose du bien paternel. Ce qu'il sauve est à peu près rien ; mais que pense-t-il, qu'écrit-il ? — Que « pour rien au monde, maintenant, il ne reprendrait le chemin de l'exil ».

Ce drame est celui de toutes ces familles, braves gens, esprits droits, apaisés, rassérénés par tant de malheurs : ils raisonnent froidement leur cas et puis suivent le mouvement de leur cœur. Cette révolution, ce sang, ces pertes !... Affreux souvenirs !... Mais quoi ! *Il y a la France*.

Ne faisons pas les hommes meilleurs qu'ils ne sont. Beaucoup ont fléchi de bonne heure, ont cherché leur intérêt immédiat, se sont enrôlés dans les armées révolutionnaires pour se battre, pour vivre, qui sait ? Ils ont marché sous les aigles napoléoniennes. Ils rencontrent leurs amis, leurs frères, dans les camps opposés, sur le champ de bataille. Ils ont accepté cela ; ils acceptent tout. Car ils sont *pour la France*. Nous les connaissons, nous connaissons leurs mobiles, leurs arguments : d'ailleurs ils ne se cachent pas, ils portent haut la tête. Il faut vivre, c'est entendu, mais il faut surtout que la France vive ! Pasquier a trente-huit ans : il jouit d'une large aisance ; la mort du duc d'Enghien l'a touché au cœur. Cependant il réfléchit, il raisonne. Et c'est lui, finalement, qui fait la première démarche auprès

de Cambacérès et qui sollicite une place de maître des requêtes au Conseil d'État.

Je n'étais pas sans de grandes hésitations, écrit-il, je redoutais les mécontentements que j'aurais à braver dans la société où je vivais, mais il y avait de si fortes raisons à opposer à leurs critiques ! La Révolution ne nous avait-elle pas enseigné que la raison commandait de sacrifier ses répugnances pour travailler à empêcher que les calamités ne vinssent à se reproduire. Comment résister au désir de ne pas consumer sa vie entière dans une entière inaction ?

Mathieu-Louis Molé appartient, comme Pasquier, à l'élite du monde parlementaire et libéral. Son père est mort sur l'échafaud. Ses deux oncles de Lamoignon sont tombés à Quiberon. Le jeune homme a publié un ouvrage : *Essais de morale et de politique* ; mais il reconnaît, dit-il lui-même, « que ces études si pleines de charme sont plus faites pour orner la vie que pour la remplir », et il demande directement à l'Empereur, pour lui et pour son ami d'Houdetot, deux places d'auditeurs au Conseil d'État. Et ainsi commence une vie d'homme public qui sera vouée au service du pays parmi toutes les vicissitudes du siècle.

Je ne pense pas que l'on puisse trouver, sur cette même crise de conscience, un témoignage où le passage d'un temps à l'autre, d'un esprit à l'autre, soit mieux tracé, plus finement nuancé que dans ce morceau extrait des *Mémoires* du général comte de Ségur :

Jusque-là, dans ma société exclusivement aristocratique et contre-révolutionnaire, mes sentiments, mes paroles avaient été empreints d'horreur et de dégoût pour tout ce qui tenait à la Révolution ; je lui rendais proscription pour proscription ; l'armée elle-même n'avait pas été exceptée de cette aversion aveugle... Comment concilier cette passion de la gloire avec la haine du seul drapeau sous lequel on pouvait la conquérir ? Dans cette armée toute républicaine, mon imagination féconde en projets conçut celui d'implanter mon royalisme... Cette idée eut un commencement d'exécution, car je lui gagnai plus tard des prosélytes... Mais ce qui paraîtra peut-être plaisant, c'est que, partis ainsi pour l'armée dans l'espoir de la royaliser, *ce fut elle tout au contraire qui nous gagna dans sa cause ; et que, sortis de Paris fort chauds royalistes en 1800, en 1801 ce fut presque aussi chauds républicains que nous y rentrâmes*. L'appréciation du véritable état des choses et la fraternité d'armes d'une part, de l'autre *les rebuts de notre ancienne société* produisirent cette nouvelle transformation. Un an suffit... Néanmoins, dans les salons, où j'étais encore si bien vu, me sentant à la veille d'être blâmé, j'éprouvais un grand malaise... L'un de mes plus proches parents, celui que j'aimais le plus, prononça le premier le mot de *déshonneur*. Cet excès de sévérité me révolta. Je rendis mépris pour mépris ; je criai plus haut que mes adversaires ; j'entraînai même plusieurs de mes amis dans ma cause. Ces jeunes nobles, moins réfléchis, ou suivant, tout simplement, le penchant tout naturel à *l'activité de leur âge*, répondirent successivement au même appel... C'est ainsi que commença *le premier mélange de l'ancienne société avec la nouvelle*.

Ceux-là sont des hommes d'action : mais, comme on le sait, la noblesse, la plus haute noblesse se presse à la cour impériale et fait métier de courtisans : « Je les aime parce qu'ils savent servir », dit Napoléon. Est-ce Bonaparte qu'ils servent ? Non,

c'est l'Empereur ; ils servent la puissance qui a sauvé la France de l'anarchie et qui lui a assuré la victoire. Car c'étaient là les deux mots décisifs : s'évader de l'anarchie, se réfugier dans la victoire.

Le monstre odieux à tout le monde, c'était l'anarchie, l'anarchie déliquescence du Directoire. La France vouée aux Barras, en proie aux Laréveillière-Lépeaux, menacée par les complots inverses de Babeuf et de Cadoudal,... cette sensibilité française presque indéfinissable ne pouvait plus rien supporter de ceux qui se disaient les maîtres. Ce sont ses applaudissements qui partirent tout seuls au retour d'Égypte. « Ah ! si jamais la flatterie fut excusable, a dit un écrivain connu par l'impartialité de ses jugements, Thibaudeau, ce fut envers Bonaparte, vainqueur à Marengo, signataire du Concordat et fondateur du Code civil des Français. »



PHILIPPE-PAUL DE SÉGUR
(D'après une estampe de Toestris).

Le mot décisif fut : la victoire. Il retentit à chaque tournant de cette époque sonore. Tambour roulant, drapeaux claquant au vent, c'est la gloire des bataillons, l'honneur du sacrifice, le mépris de la mort, avec les frontières sauvées, l'ennemi en fuite, le pays reconstitué qui est acclamé d'un cœur unanime : on respire dans la sécurité. Jamais la victoire n'avait eu une telle impor-

tance : elle sauvait à la fois le dedans et le dehors. La défaite, c'eût été, outre le désastre national, le retour de l'ancien régime, la contre-Révolution sans conditions et sans frein, une ère de discorde affreuse et de régression sanglante.

La France humiliée, terrifiée la veille, se détendait soudain dans le sentiment fier qu'elle avait eu raison, et raison contre tous, contre l'Europe ; et que la défaite simultanée de tous ses adversaires était la consécration providentielle de sa Révolution et de sa grandeur. Toute conclusion militaire d'une crise historique a une force invincible. Elle a, en plus, une tendance incoercible à se figer dans les traités, dans les lois, dans les œuvres civiles, dans la stabilité.

Et voilà, précisément, ce que Bonaparte consul, devenu Napoléon empereur, avait accompli. Qu'il vécût ! Et la sagesse de l'immense coup de folie était consacrée.

Même s'il ne durait pas, — car, malgré tout, les esprits gardaient comme une sorte de crainte et d'appréhension, un pressentiment de la précarité tenant à l'inouï, à l'extraordinaire, au « jamais vu » de l'aventure impériale, — même s'il ne durait pas, il resterait en tout cas ceci, qu'il avait enfoncé à coups de maillet le fait révolutionnaire, le fait français dans les têtes les plus dures de l'Europe, les têtes impériales et royales : il les avait attachés à son char, ces monarques ; il leur avait montré à eux-mêmes ce que valent leurs couronnes et leurs manteaux impériaux et royaux, bariolés d'écussons et de crachats, et qu'il faut compter, désormais, avec la jeunesse, avec l'avenir nu et pauvre, avec la volonté des peuples.

La victoire impériale et française, c'était la France s'imposant comme grande nation, comme instrument des décrets de la Providence. Cela encore, les ennemis de la Révolution l'avouaient : Joseph de Maistre l'a écrit au premier chapitre de ce livre terrible des *Considérations*, qui comprend tout et laisse tout prévoir :

Ce qu'il y a de frappant dans la Révolution française, c'est cette force entraînant qui courbe tous les obstacles... La Révolution mène les hommes plus que les hommes ne la mènent. Personne n'a contrarié sa marche impunément... Plus on examine les personnages en apparence les plus actifs de la Révolution et plus on trouve en eux quelque chose de passif et de mécanique. On ne saurait trop le répéter, ce ne sont pas les hommes qui mènent la Révolution, c'est la Révolution qui emploie les hommes. On dit fort bien, quand on dit *qu'elle va toute seule*. Cette phrase signifie que *jamais la divinité ne s'était montrée d'une manière si claire dans aucun événement humain*. Si elle emploie les instruments les plus vils, c'est qu'elle punit pour régénérer.

Et, maintenant, cet homme est venu qui a répondu à l'appel secret des cœurs, qui s'est *mis avec Dieu* pour la régénération annoncée. Qui ne participerait, de plein cœur, à son effort, à l'effort de tous ces braves et bons Français qui l'entourent ? Est-ce qu'il n'a pas sauvé le monde de l'anarchie ? Est-ce que la victoire ne l'a pas couronné ?

LA RELIGION ET LES « IDÉOLOGUES » La volonté du grand ordre rentrée dans
DANS LA NOUVELLE SOCIÉTÉ les cœurs, c'est le germe de la société moderne qui lève. Ce qui frappe tout d'abord dans l'histoire de cette époque où, par méfiance de la « Raison », dont on a vu les actes, on suit les impulsions du sentiment et de l'imagination, c'est le retour vers la religion des ancêtres.

Ce revirement a toute la force d'un fait. Sensible dès 1795, il l'emporte définitivement en 1804, bien avant un retour quelconque vers la légitimité. C'est l'avènement d'une nouvelle manière de penser.

La libre-pensée elle-même s'était mise à la recherche d'une organisation rituelle et cultuelle quelconque. Robespierre, les théophilanthropes, Saint-Simon, Auguste

Comte, la pensée de tous est la même : après la Révolution, qui a détruit l'édifice du passé, il faut, maintenant, rebâtir et reconstituer ; or, sans une croyance, sans une foi, sans un idéal, c'est impossible. Cherchant l'ordre, les esprits s'étaient tournés vers la religion. Rivarol, qui avait de l'esprit comme Voltaire, répliquait à Voltaire : « Il ne s'agit pas de savoir si la religion est vraie ou fausse, mais si elle est nécessaire. » Mme de Staël, qui a tout vu, tout deviné, inclut *le Génie du Christianisme* dans ces quelques lignes où se grave le sentiment universel de ses contemporains : « Perfectionner l'administration, encourager la population par une sage économie politique, tel était l'objet des travaux des philosophes... Mais, la dignité de l'espèce humaine importe plus que son bonheur et surtout que son accroissement : multiplier les naissances, sans ennoblir les destinées, c'est préparer seulement une *fête plus somptueuse à la mort*. » Comme toutes les époques de grandes douleurs et de grands arrachements, rassasiée de deuils, cette génération s'élançait vers Dieu.

En signant le concordat, Bonaparte s'assurait, bien entendu, une « source de pouvoir » : il était avant tout, un politique ; ceci dit, sa perspicacité avait déchiffré son temps. Avant *le Génie du Christianisme*, il avait percé à jour le secret des âmes. Voici, je crois, celui de ses mots, souvent contradictoires, en cette matière, qui pèse le plus : « La France, instruite par ses malheurs, a enfin ouvert les yeux : elle a reconnu que la religion catholique était comme une ancre qui pourrait seule la fixer dans ses agitations. »

Cependant l'élan religieux ne peut pas devenir un acte social sans s'atteler à la mécanique de la société. Le clergé avait, à tous les points de vue, esprit et mœurs, une grande réforme à faire sur lui-même. Le Pape, entrant dans le système de la concorde, avait reconnu le pouvoir établi ; la singulière prétention des partisans de la royauté d'enchaîner l'Église à une forme de gouvernement fut écartée. Elle était, d'ailleurs, écartée dans les mœurs autant au moins que dans les négociations des diplomates. Les églises se rouvrirent tout simplement par le besoin qu'éprouvaient les peuples de s'y agenouiller et, sans attendre ce que pensait Mittau. L'esprit d'union, c'est-à-dire de religion, l'emporta sur l'esprit de querelles, voilà tout.

L'ordre ayant cherché la religion, la religion avait rencontré l'ordre. On avait promis à Bonaparte 40 000 prêtres et curés qui deviendraient ses auxiliaires et ses recruteurs pour la France nouvelle qu'il fondait : ils le furent en effet. L'Empereur écrit, en 1806 : « Un préfet ne doit pas ignorer à quel point le clergé a bien servi l'État dans toutes les circonstances importantes et surtout pour ce qui concerne la

conscription. » En tenant compte de quelques résistances et controverses toutes locales, jamais, peut-être, il n'y eut une collaboration plus active de toutes les forces spirituelles pour faire d'une nation la Grande Nation. Pourquoi fallut-il que le bénéficiaire de cette quasi-unanimité ait pris lui-même, plus tard, à tâche de la détruire? Du jour où Napoléon engagea la lutte contre le Pape, il brisa l'union et l'Empire de ses propres mains, tant est délicat le problème de la croyance, fondement et écueil de la société moderne!

La philosophie elle-même allait-elle se rallier à cette large concorde? Que devenait-elle? Que devenaient ces « idéologues » que Napoléon confondait, dans la même haine, avec tous les « raisonneurs »? Du groupe, il reste les Cabanis, les Daunou, les Destutt de Tracy. Ils forment, de leur énergique concentration morale et intellectuelle, des disciples pleins de l'antiquité et



LE PAPE PIE VII, par Jeanniot.
(D'après Vicay. Musée de Versailles).

nourris aux belles-lettres, Stendhal, Paul-Louis Courier, Armand Carrel. Ces hommes seront tous, en politique, des républicains. En fait, le groupe d'Auteuil, dit des « idéologues », n'a pas été, d'abord, opposé à la fortune de Bonaparte. Un peu de prudence et de tact, de part et d'autre, eût maintenu peut-être cet apaisement et cette patience mutuelle dans l'ordre nouveau. La dictature de Bonaparte elle-même n'était-elle pas incluse dans l'héritage de la Révolution? La Révolution *patriote* savait que, contre l'étranger, il était besoin d'un commandement.

Le maître de l'École, Cabanis, traçait un programme politique et social digne de considération quand il écrivait, à l'avènement du Consulat :

Voilà la bonne démocratie, la voilà avec tous ses avantages ; car l'égalité la plus parfaite règne entre tous les citoyens... Il n'y a plus ici de populace à remuer au forum ou dans les clubs ; la classe ignorante n'exerce plus aucune influence ni sur la législature, ni sur le gouvernement ; *partant plus de démagogues*. Tout se fait pour le peuple et en son nom, rien ne se fait par lui et sous sa dictée irréfléchie ; il vit tranquille sous la protection des lois... il jouit des doux fruits d'une liberté véritable...

On voit à quel point l'apaisement, sinon l'union, fut sur le point de se faire dans les esprits. Une sorte de *tolérance* humaine et miséricordieuse, après des luttes si affreuses, paraissait vouloir s'installer, avec une vie tranquille des esprits, dans une politique réciproquement *modérée*.

Malheureusement, le ton doctoral des « philosophes » les éloigna de nouveau des masses. Ils s'isolent de plus en plus, quand tout à coup éclate une parole qui va devenir le cri de ralliement du siècle. Un homme, aussi extraordinaire par son génie que par son déséquilibre, Saint-Simon, l'a prononcée : « Amélioration matérielle, intellectuelle et morale de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. » C'est une formule d'une précision singulière pour la doctrine démocratique, jusque-là si hésitante et si confuse. Dès 1803, Saint-Simon destituait le Pape de ses fonctions et Rome de son titre de capitale de la religion. Il sommait la société de s'insurger contre les « autorités conventionnelles » et de s'en remettre, de ses intérêts, à ses chefs naturels, *les grands industriels*. Il prédit l'avènement de la puissance économique. Cet héritier du philosophisme l'enterre, en somme, puisque c'est, tout de même, une religion qu'il prêche, une foi qu'il annonce. Mais le Dieu nouveau, c'est l'Humanité ; Saint-Simon est son prophète. Une religion de la science et des affaires, une religion « positive » se plante donc en face de la croyance traditionnelle restaurée par le Concordat et s'arme pour la combattre.

Religion, socialisme, humanitarisme, toutes les idées nouvelles surgissent et se heurtent dans ces cerveaux fumeux. Ceci dit, la reconstruction, la détermination de l'ordre nouveau, destiné à remplacer l'ordre ancien, reste toujours l'objet que se proposent, avec un ensemble frappant, tous ces survivants et disciples de la Révolution. Même enthousiasme dans ces ardeurs contrastées, même optimisme, mêmes espérances, même témérité : métaphysique et positivisme, Dieu et Humanité, science et foi, monarchie et république, philosophie et religion, ces « idéaux », tout en s'opposant, coexistent. Tel sera le drame du siècle. Il commence au moment où la France transformée ouvre ses fenêtres toutes grandes sur le monde. Car cela, non plus, il ne faut pas l'oublier.

L E CONTACT AVEC
L'UNIVERS

Combien la France du dix-septième siècle était restée fermée, repliée sur elle-même et sur ses origines classiques ! Quels esprits plus claustrés, plus attardés aux piliers des Halles ou au parvis Notre-Dame qu'un Boileau, un La Bruyère et même un Molière et un La Fontaine, — sauve, bien entendu, l'envolée du génie ? Voltaire et Montesquieu mettent le cap sur l'étranger et découvrent l'Europe. L'élan est donné. Le président de Brosses voyage en Italie, Choiseul-Gouffier et Volney en Orient. La guerre de l'Indépendance américaine élargit, soudain, infiniment, le cadre des expériences politiques, philosophiques, littéraires. Le *Huron* débarque dans la littérature et, bientôt, Chateaubriand, qui vibre à toutes les idées nouvelles, découvrira les Natchez, tandis que Bernardin de Saint-Pierre écrira le premier roman des « Iles ».

Une vague infiniment plus puissante encore va déferler, à l'aller et au retour : l'émigration. L'élite française est plongée soudainement dans ce gouffre, inconnu la veille, qu'est l'Univers entier. Une expérience inouïe apprend, à une élite malheureuse, à la fois les divers reflets de la pensée et les péripéties de l'existence extérieure. Songez seulement à ces listes éloquentes : La Fayette, Volney, Talleyrand, Lucien Bonaparte, Dupont de Nemours, Chateaubriand, retour d'Amérique ; Delille, Arnould, Fontanes, Malouet, Mallet du Pan, retour d'Angleterre et d'Amérique ; Joseph de Maistre, Mme de Krudener, le duc de Richelieu, le baron de Damas, retour de Russie ; Bonald, Benjamin Constant, Boufflers, Brillat-Savarin, Camille Jordan, Lally-Tollendal, Mounier, Portalis, Degérando, retour d'Allemagne ou de Suisse, d'où vient et revient Mme de Staël. Barthélemy a passé ses jours d'exil en Toscane, la Luzerne à Venise, Pastoret et l'abbé Maury en Allemagne et à Rome. Presque toute la noblesse méridionale a vécu en Espagne, d'autres ont été projetés jusqu'en Orient. Ces nomades involontaires ont découvert qu'il y a un monde en dehors de la France. Le champ de connaissances et d'expériences ainsi livré soudainement aux Français les transforme : ce sont d'autres hommes quand ils se retrouvent au foyer paternel ou dans ce Paris, devenu, soudain, la capitale de l'Empire et du monde.

Les émigrés ont apporté ce souffle du large, ces parfums du dehors, ce quelque chose d'imprévu qu'a produit, sur les Français du dedans, la lecture de l'*Allemagne* par Mme de Staël. Au retour, les déracinés reprennent racine, mais avec greffes, fleurs et fruits d'un nouvel éclat et d'une autre saveur. Il n'y a plus, dans la France du début du dix-neuvième siècle, rien de sédentaire ni de renfermé. Les soldats ont parcouru toutes les routes de l'univers. On sait ce que Stendhal doit à l'Italie et ce qu'elle lui doit. De même, Paul-Louis Courier, le général Foy, Marbot, Thié-

bault, et tant d'autres qui ont piétiné l'Europe et en connaissent tous les chemins. Les grands administrateurs, Beugnot, Marmont, Rœderer, Miollis, Radet, Sébastiani, Jean Bon-Saint-André ont dû sonder les reins des peuples qu'ils avaient à gouverner. Et puis, le vol des grands voyageurs revient, les yeux émerveillés des lointains horizons ; ils ont vu l'Égypte, l'Afrique méditerranéenne, l'Afrique noire. Que ne rapportent-ils pas, ces découvreurs d'antiquités à la fois et d'émotions neuves ? Ils ont, dans leur bagage, avec le bric-à-brac du passé, le pittoresque de



MARQUIS DE FONTANES

(D'après E.-P. Roberts. Bibliothèque Nat.).

l'exotisme, joies du proche romantisme. Un monde d'idées et d'images imprévues circule, dès leur retour, du pont au Change au faubourg Saint-Honoré et au boulevard du Crime. La grande finance, la grande fête, toutes les puissances des temps modernes, attirées par la gloire impériale, accourent. Les Rothschild sont là, comme le Pape Pie VI et comme le sculpteur Canova : et combien d'Anglais dès que la porte s'entr'ouvre ! La Loire est une Riviera et, dans les romans, le jeune poitrinaire qui affole les femmes vient d'Albion. Si tant de Français ont vu le dehors, tous les étrangers veulent voir Paris. Cette foule se donne à elle-même un continuel spectacle et une continuelle leçon. La vieille société française a craqué : le siècle s'ouvre ; le monde est un nouveau monde.

Il est vrai, c'est la fuite ailée de cette chose, si délicieusement française, la *frivolité*. La France de Napoléon est devenue grave et appliquée. Désormais, on travaillera, certes, mais on s'ennuiera copieusement. Où sont-ils, ces gentilshommes « du bon ton », ces dames à panier, poudrées et peinturlurées, coiffées d'un bâtiment de guerre toutes voiles dehors et dont les jupes pendaient, comme d'autres voiles, hors des chaises à porteurs ? Que sont devenues les ailes de pigeon et les perruques à frimas ? Où en est-on des rangs, des classes, de la bonne compagnie, de la fierté d'appartenir à un quartier, à une province, à un groupe fermé ? Les barrières sont tombées ; tout est mélangé, confondu. Ginguéné, qui n'est pourtant pas un sot, avait, assure-t-on, fait écrire sur sa porte cette phrase qui, à elle seule, donne l'idée de l'étrange désordre du temps : « *Ici on s'honore du titre de citoyen et on se tutoie ; ferme ta porte, s'il vous plaît.* »

Quels traits et quelles couleurs ajouterait-on au tableau qu'a saisi et reproduit la vision profonde du grand écrivain qui revenait d'Amérique et d'Angleterre, pour frapper « sans un sol » à la porte de Paris ?

Je nourrissais toujours, au fond du cœur, les regrets et les souvenirs de l'Angleterre ; j'avais vécu si longtemps dans ce pays que j'en avais pris les habitudes : je ne pouvais me faire à la saleté de nos maisons, de nos escaliers, de nos tables, à notre malpropreté, à notre bruit, à notre familiarité, à l'indiscrétion de notre bavardage...

Et puis, voilà soudain que, dans son âme dédaigneuse, le contact de la patrie, la douceur des mœurs, la surprise et le charme de la société agissent, et l'émigré anglomane se transforme comme s'est transformée, par tant d'influences diverses, cette société elle-même, toujours unique et délicieuse malgré tout.

Peu à peu je goûtai la sociabilité qui nous distingue, ce commerce charmant, facile et rapide des intelligences, cette absence de toute morgue et de tout préjugé, cette inattention à la fortune et aux noms, ce nivellement naturel de tous les rangs, cette égalité des esprits qui rend la société française incomparable et qui rachète nos défauts : après quelques mois d'établissement au milieu de nous, on sent qu'on ne peut plus vivre qu'à Paris.



MADAME RÉCAMIER, par David.
(Musée du Louvre).

Alors que, sortant de sa mansarde de Londres, il entre de plain-pied dans le monde où il trouve Mme de Beaumont, la comtesse de Custine, la duchesse de Duras, la comtesse de Vintimille, Mme de Staël et Mme Récamier, le vicomte de Chateaubriand, auteur acclamé du *Génie du Christianisme*,

s'il n'eût pas senti la joie du retour gonfler son cœur avec son amour-propre, c'est qu'il n'eût pas été Chateaubriand. Avec lui s'ouvre le siècle nouveau, le siècle du Romantisme, le dix-neuvième siècle.

L E NOUVEAU PEUPLE FRANÇAIS : LA COUR,
LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE, LA MODE, PARIS.

Je n'insisterai pas sur le spectacle de la cour impériale, cent fois décrit, avec l'étalage de magnificence, ordonné par celui qui s'est mis en concurrence avec toutes les gloires : Alexandre, Charlemagne, Louis XIV. Bas et rond, courant plutôt qu'il ne marchait sur la rangée des courtisans inclinés devant lui, en avant sa belle main, sur son front le pli de la pensée et de la méfiance, sous

le sourcil, l'œil inquisiteur, il entraîne ceux qui le suivent vers un but qui ne sera jamais atteint, vers un repos qu'on ne goûtera jamais, vers une destinée dont lui-même ne cherche pas à percer le mystère. « Avez-vous parfois pensé au lendemain, Sire? — Jamais ! » Cette foule, en pastiche de grandeur, qu'il a réunie bon gré, mal gré, fait, pour l'accueillir, une double muraille de figures craintives subissant « ce plaisir à l'ordonnance », dont parlait Talleyrand.

Quand, dans une de ses parades, l'Empereur commençait le tour du cercle des dames, les hommes placés derrière elles voyaient les épaules nues s'empourprer toutes à la fois, et cette ligne de blancheurs subitement rougir... Tel maréchal, qui s'était avancé avec calme sur les batteries ennemies, ne pouvait soutenir l'interrogation de ce regard... Le dimanche, dans la grande galerie où nous attendons, dès que l'on entend ce mot : *l'Empereur!* nous pâlissons tous, et j'en sais de bien connus pour être de bons bougres, qui tremblent de tous leurs membres.

Non, on ne s'amuse pas à la cour. On ne s'amuse pas beaucoup à la ville, dans l'alternative épuisante des grands espoirs et des grandes craintes. Trembler n'est pas une joie, même si c'est une habitude. Que de changement, que de désillusions déjà ! Le peu qui avait surnagé de l'ancienne existence réglée et mesurée avait disparu. Il fallait vivre : les premières années du siècle voyaient s'ouvrir l'ère de l'acharnement.

Tandis que les grandes razzias et les magnifiques dotations entretiennent un luxe outré à la cour et dans les hôtels des hommes de guerre et des hommes de proie, — meubles lourds d'acajou massif, cuivres étincelants d'or de Riesener, pendules triomphales, candélabres d'onyx, — combien de familles, dans l'ombre de ces splendeurs, vivent d'épargne, accroupies en ces intérieurs modestes et sur ces économies sordides qui vont recommencer, par-dessous, la fortune de la France ! On entrait dans cette vie pauvre et resserrée qui s'appauvrira et se resserrera encore jusqu'à se satisfaire de ces affreux meubles de noyer plaqué, dont se glorifièrent les bourgeois du temps de Charles X et de Louis-Philippe. La France avait vécu sur elle-même d'abord, puis sur l'Europe ; mais ce capital gaspillé s'était vite épuisé. Avec quelques nouveaux riches, les nouveaux pauvres se multipliaient. Les enfances de nos grands hommes, des Victor Hugo, des Alfred de Vigny, des Alfred de Musset, des Balzac, tous nés aux premières années du siècle, combien sont-elles gênées, anxieuses du lendemain ! Le souci quotidien est assis à l'âtre ; les appartements sont étroits, les existences mesquines. C'est cette classe qui souffre le plus, la petite noblesse, la bourgeoisie aux salaires bas, aux rentes anémiées, aux terres vendues ou sans loyer. Pour ces gens humbles, c'est vraiment un mythe, la conquête du monde ! L'ordre nouveau, magnifique au dehors, est contraint au dedans : tout

compte fait, il sera obligé de se réhabituer aux mérites traditionnels de la modération. Mais, il y a les avantages de la modération. La famille se reconstitue. Les louangeurs attitrés du passé reconnaissent eux-mêmes cette transformation si heureuse pour l'avenir des mœurs et du pays :

« Les liens de famille, dit Mme de Genlis, étaient fort relâchés il y a trente ans, par les exagérations de l'amitié » (décence rétrospective : il s'agit bel et bien de l'amour et de la débauche...) « Aujourd'hui, ajoute-t-elle, l'on vit davantage en famille : c'est un grand bien... » (Les ménages étant meilleurs, il s'ensuit une intimité plus grande avec les enfants, et c'est un autre bienfait) : « On ne peut plus se séparer d'eux ; on en est idolâtre, on en est esclave... Aujourd'hui, une mère tendre ne va passer que quelques mois dans ses terres parce qu'on ne trouve point en province de bons maîtres de danse et de piano ».

Le costume se met au goût du jour : les beaux oiseaux ont perdu leur plumage. La France est en mue : « Il faut applaudir à la suppression du rouge, du blanc, des mouches, de la poudre, des hauts talons et des paniers. Les modes actuelles, quand elles ne



L'EMPEREUR DONNE UN GRAND CORDON DE LA LÉGION D'HONNEUR
(D'après une esquisse peinte de Gros. Musée de Versailles).

blessent pas la décence, sont infiniment plus unies, plus commodes, plus raisonnables. » Dès le Consulat, Bonaparte veille, lui-même, à la « décence ». Fouché lui est agréable en parlant d'arrêter Mme Hamelin et de la mener à la Salpêtrière, et en traitant Mme Tallien et Mme Talleyrand de « filles publiques ». Le petit salon de Mme Récamier est fermé par ordre, c'est un « boudoir », — et le mot est prononcé comme une insulte. Pour échapper à cette désagréable inquisition, à cette hostilité du maître contre un luxe où l'on trouve toujours un relent d'ancien régime, la beauté elle-même se cache, se dissimule. L'immense cabriolet du chapeau enfonce le front sous son ombre ; les plis de la robe tombent, droits et sans fantaisie, de la taille relevée. C'est à peine si on peut deviner les jambes soudainement claquemurées et discerner la grâce dans le mouvant paquet de fourrures, de plumes et de guimpes qu'alourdit encore la pesanteur du châle s'allon-



LES MODES SOUS L'EMPIRE. LE JARDIN DES TUILERIES EN 1811
(Composition).

geant jusqu'aux pieds. Le pied, dans la sandale, glisse sur le sol, sans bruit. Bientôt, le brillant insecte ferme décidément son corselet d'or ; la toque n'est plus qu'un « béguin » ; le spencer s'est enfoui sous le cachemire : c'est la mante religieuse. La ligne est tout à fait sobre : seule, la richesse des seins qui tombent sur le corsage carré, affiche l'orgueil de la maternité, selon le mot de Bonaparte : « ...Celle qui a le plus d'enfants ! » En 1803, voici que les épaules disparaissent à leur tour ; elles se recouvrent d'un large collet surhaussé d'un tulle froncé qui ne laisse même plus deviner le cou. Le chapeau embusque le regard dans le cintre de son arc surbaissé ; les gants montent jusqu'au-dessus du coude ; les plis de la robe, verte ou rose, tombent rectilignes et chastes ; l'harmonie résulte d'une simplicité élégante, sans bijoux, et d'une ligne parfaite.

En 1806, l'Empire est installé. Austerlitz ! Tout est à la gloire des armes, à la dignité de l'histoire. Les hommes d'action n'ont pas de temps à perdre aux puérités de la coquetterie. Nulles fanfreluches. La pruderie s'embastille dans le fermé, le bouclé du costume ; le chapeau s'est allongé en tunnel ; il cache les cheveux, les yeux, les joues. Les épaules s'engoncent sous la déformation grotesque du « gigot » ; le manteau recouvre le tout, en houppe, sans taille et sans ornement. Un parti pris de froideur, de rigidité, se cache au fond de cette guérite, comme si la beauté féminine renonçait à la grâce pour se mettre au pas de la force.

1808, c'est, à la ville, le triomphe du décent. Seule, l'impératrice Joséphine ruine l'Empereur de ses fastueuses et fantasques frivolités ; la cour la suit encore, mais de loin. Gaspillage insensé que, seul, un charme incomparable excuse.

« On porte des étoffes lamées en or et en argent ; la mode du turban s'établit... Les dames de la cour mettent, sur des robes de mousseline richement brodées, de petites robes courtes ouvertes sur le devant, en étoffe de couleur, les bras, les épaules et la poitrine découverts. »

Mais dans la rue, la dame de bonne tenue n'affiche rien, n'étale rien. Elle commence à prendre cette allure unique, ce pas résolu qui sera la grande conquête de la Parisienne au dix-neuvième siècle : goût sobre dans une simplicité exquise. Le grand chapeau a été ramené à une simple coiffe de velours, à laquelle un plumet donne un petit cachet militaire. La guimpe à la Henri IV autour du cou, le collet rabattu, les épaulières tombantes, la ceinture serrée sur une souple redingote longue, les manches et les manchettes allongées jusqu'à la naissance des doigts, cachent, peut-être pour mieux laisser deviner ; la frimousse gentille glisse un regard en coulisse à l'ombre des cils baissés. Le diable n'y perd pas ses droits. Mais la note d'ensemble reste bien à la modestie un peu triste. Malgré le grand éclat extérieur, la

vie s'est assombrie, assourdie, endeuillée : car la mort, depuis cette triste guerre d'Espagne, reflue sur la France, et la lutte est rude pour la vie.

Si vous n'en croyez pas ce kaléidoscope de la mode féminine, car la Parisienne enrobe tout de son sourire, regardez le costume des hommes. Que reste-t-il, à ceux-ci, des brillants atours de l'ancien régime ? En vain Napoléon a voulu, à l'heure où il décrétait la nouvelle cour, remettre en honneur l'habit habillé, même au détriment de l'uniforme. Devant l'ordre on s'incline, mais on sourit. Et c'est la borne où sa puissance se heurte. Sauf quelques vieillards attardés, personne n'obéit. Le triomphe de l'égalité va imposer, presque simultanément, ces trois parties du vêtement qui décident de la figure du siècle : d'abord, l'habit à la française, svelte, dégagé, banal, un peu comique, avec sa coupe en potence qui étale l'impudeur des jambes, avec ses pans battant à l'arrière en élytres de scarabée : marron ou bleu-barbeau, ne gardant d'autre parure que la rangée des boutons de



MADAME DE GENLIS, par Jeanniot. (D'après Mme Chéradame).

métal, destinée à disparaître bientôt comme trop voyante et trop bruyante encore. Alors, l'habit deviendra tout à fait neutre ; et c'est à cela qu'il tend. Au dehors, trop léger, il est remplacé par la lourde redingote, au col de velours bien relevé et au dos largement emmanché. La cravate, deux fois enroulée sous le menton sert, sur un plat de linge, la trogne de Joseph Prudhomme. Le front s'est découvert et dresse la coiffure à la Titus : plus de perruque, plus de cadennettes ; seulement, frisonne, le long de l'oreille, le « favori » en « queue de rat ». Le tout se surmonte, enfin, du chapeau haut de forme, désormais triomphant : rond comme une

colonne, poilu comme un lapin, il affirme, de ses bords relevés, le triomphe définitif du *civil*. La culotte résiste ; mais, si elle s'achève, à la cour et dans le monde, par le bas de soie et l'escarpin, elle ne sait plus se passer, à la ville, de la botte cirée aux grands revers de cuir naturel. C'est tout ce qui reste, dans le costume des hommes, de la vie d'autrefois : grâces envolées ! A partir de 1815, le *pantalon* révolutionnaire se sera, à son tour, définitivement imposé. Les modes égalitaires, c'est encore une « conquête de la Révolution ». Partout où les hommes se rencontrent, une distinction trop marquée entre eux devient odieuse ; tout ce qui la faisait sentir est aboli : l'épée et les plumes. La parade de l'ancienne « classe des privilégiés » a disparu avec la classe elle-même.

L'UNITÉ, L'ÉGALITÉ L'uniformité bourgeoise marque une autre transformation de portée bien plus grande, une autre « conquête de la Révolution », du moins un autre achèvement : l'Unité. Plus de classes ni de provinces ; tous égaux, tous pareils, tous Français. Cette réforme qui triomphe dans la « centralisation », c'est Paris qui l'a voulue et accomplie. Paris règne. Non seulement Paris a détrôné, avec Versailles, « le boulanger, la boulangère et le petit mitron », mais il a déclassé, d'un seul coup, toutes les capitales provinciales ; il a fait, du pays, une table rase.

L'Empereur, grand chef, s'est, d'abord, saisi de cette unité, pour son but à lui, éminemment stratégique ; il a couvert le sol d'un magnifique réseau de routes à la romaine qui relie la capitale à toutes les frontières, et fait passer le niveau sur tout ce qui serait obstacle à sa vigilance militaire. Le vol des légions gagne, d'un coup d'aile, les limites de l'Empire. Sur une France doublée, triplée, Paris, cerveau et cœur unique, domine ; il envoie jusqu'aux extrémités sa loi, sa langue, ses modes, sa volonté, ses caprices ; et, en retour, il pompe les ambitions, les courages, les capacités.

Aussi, c'est dans la capitale que la confusion des rangs, objet de la politique moderne, s'affirme le plus nettement. A Paris, pas de châteaux. Payez et vous êtes considéré : nuls autres échelons que ceux de la fortune. Combien, parmi les nobles de la meilleure souche, sont perchés dans un galetas ! Le faubourg Saint-Germain, tant qu'on ne l'aura pas aumôné du milliard des émigrés, n'a plus guère pour le tenir droit que ses généalogies et sa morgue, tandis que le faubourg Saint-Honoré se dilate et se gonfle en ses hôtels battant neuf et dans un luxe épanoui. Les grandes affaires, l'argent, la spéculation ont pris un essor tel qu'un Napoléon est obligé de compter avec un Ouvrard et que la dynastie des Rothschild, fondée sans bruit, enterrera la sienne. On rit, mais on accepte ce déclassement universel : les

« girouettes » tournent et virent au vent. Dans le carrosse sobre de ligne, à la nouvelle mode, s'étaient ceux qui étaient debout derrière, non sans s'attirer le sarcasme de Talleyrand : « Ce n'est pas même un « chasseur », c'est un braconnier. »

En province, la fusion des classes tarde un peu plus peut-être. Il reste une vie de château ; et même elle se prolonge faute d'argent. Mme de Chateaubriand écrit :

A la fin de mai 1809... nous allâmes à la campagne. Cette vie de château était fort agréable et fort à la mode sous Bonaparte. Une partie de la société, celle qui n'allait pas à la nouvelle cour, passait neuf mois de l'année à la campagne.

Mais on n'était pas plus riche en province qu'à Paris et le manoir retrouvé ou même, tout simplement, les communs aménagés, gardaient leurs murs croulants et leurs tuiles disjointes tant qu'un heureux mariage n'avait pas fumé les terres. Tôt ou tard, il faudra y venir : la marquise de Lage de Volude, si sévère, si collet-monté, accepte comme gendre un M. d'Isle, du moins « *bien pensant* » :

Je me suis portée à l'aimer, écrit-elle, non pas comme l'idéal que j'aurais désiré, mais comme un fort honnête homme. Il achète déjà très bien les futailles et il vient de s'en procurer au tiers du prix courant, parce qu'il s'y est pris de bonne heure, parce qu'il paie d'avance et parce qu'il a du savoir-faire ; on s'est émerveillé de ce bon marché. Voilà, chère amie, où nous en sommes de notre amour-propre. Quand il aura vécu quarante ou cinquante ans, on pourra graver sur sa tombe : « Ci-gît qui s'est donné un mal de chien pour faire son vin et acheter des futailles. » Il est vrai que ce trépassé sera peut-être plus sûrement au ciel, et cela mérite aussi considération. Mais, pour ce monde, *un laboureur et lui*, c'est tout un.

Un laboureur, voilà la destinée de ces nobles rentrés dans leur province et qui ont pu arracher, à la griffe des « acquéreurs », quelque débris des fortunes patrimoniales. Mme de Thiboult du Puisact a risqué sa vie, en restant dans ses terres de Normandie pendant toute la Révolution, pour sauver la fortune de son fils émigré. Elle a réussi : il rentre. Que fait-il ? Il administre. Certes sa fidélité au « Roy » n'a pas bronché : plus tard, il deviendra conseiller général, député ultra ; mais il restera comptable et paperassier à toujours. La crise ne l'a pas précisément ruiné : elle l'a diminué. Il n'est plus qu'un propriétaire rural, gaigneur, geigneur, bon administrateur et pieux. Il en est de même, en général, de sa classe, du moins dans les provinces. Les statisticiens confondent ces nobles avec les « acquéreurs » sous le nom de « bourgeoisie rurale » ! Après une minute d'espoir et d'épanouissement en 1814-1815, la noblesse des champs se résignera, sachant que son affaire est définitivement réglée.

Une autre classe s'est levée auprès d'elle et commence à l'enserrer jusqu'à l'étouffer. C'est l'aristocratie du travail : gros fermiers, industriels, hommes d'affaires, hommes de finances, hommes de loi. Bon gré, mal gré, il faut subir le contact

de « ces gens-là » — les régisseurs d'hier ! Bientôt, on s'apercevra que les distances ne sont pas si grandes entre blancs et bleus : le Code civil s'en chargera en trois générations. Des luttes vives se sont engagées, d'abord, au sujet des propriétés, des fermages, des limites, de la préséance, du banc à l'église, de la chasse, de l'influence politique. Lentement, tout s'apaise. C'est encore un signe des temps que l'apparition de cette classe nouvelle, le grand propriétaire, le grand fermier, le capitaliste non noble qui, lui, met, de naissance, la main à la pâte, embrigade le travail, capitaine d'industrie qui sait manier les intérêts et s'assurer des bénéfices durables, en y mettant ce qu'il faut y mettre, se ruinant parfois pour accroître les rendements et la production. Napoléon, chef d'entreprise lui-même, a parfaitement compris cette classe ; il lui prête la main, donnant l'essor à la sélection des « plus haut imposés ». Il a dit : « Je ne suis qu'un bourgeois. »

C'est cette classe, urbaine ou rurale, qui adaptera aux nécessités nouvelles la propriété plus morcelée et qui tendra la main au petit propriétaire pour soutenir avec lui la manœuvre difficile de la grande opération agraire. Elle travaille pour la victoire et l'ordre qui travaillent pour elle. Il n'y a pas une petite ville, pas une bourgade, pas un village où quelque père Grandet n'accumule la fortune secrète sur laquelle s'édifieront ces familles nouvelles, poussées en une nuit, et dont les fils se hisseront à la députation, au ministère, au gouvernement. Balzac sera le Saint-Simon de cette « pairie » nouvelle.

**L E PETIT PROPRIÉTAIRE. LE PAYSAN
DES TEMPS NOUVEAUX**

Et voici que, infiniment plus nombreuse et plus ardente encore, surgit du sol la fourmilière des petits propriétaires, du menu peuple rural.

Comment la terre des *latifundia* est-elle devenue la terre des parcelles ? Sur ce phénomène économique qui a créé la France moderne, nous ne saurions à peu près rien, si la patience des érudits et des chartistes, émigrant du moyen âge vers les temps modernes, ne s'était mise à fouiller les archives locales et principalement les archives notariales. Car c'est ici le domaine longtemps clos et muré de la fortune privée.

Le premier fait à constater, en considérant surtout cette région type, le Nord, que M. Georges Lefèvre vient d'étudier avec une si grande patience et perspicacité, c'est la disparition presque totale de la propriété ecclésiastique. La diminution très importante de la propriété nobiliaire est aussi un fait général, quoique assez inégal. L'opération agraire s'est accomplie surtout au profit de deux classes, la bourgeoisie et la classe des petits propriétaires. En ce qui concerne la bour-

geoisie, la proportion de ce qu'elle a gagné, comme propriété rurale, oscille, selon les régions, entre 6 et 20 pour 100 ; pour la petite propriété, la progression dépasse généralement 50 pour 100 et atteint, sur la plaine crayeuse et aux environs de la forêt de Mormal, jusqu'à 80 et 90 pour 100.

L'ascension commune et simultanée de ces deux « bénéficiaires » de la Révolution devient la base solide de l'ordre public dans le siècle qui commence. De cette appropriation soudaine datera ce prodigieux aménagement du sol français qui, à son tour, permettra à la France de consolider le fond de sa richesse, les conditions silencieuses de sa prospérité, l'amélioration graduelle de sa nourriture, le développement de son industrie et de ses ressources infiniment variées et, par ce fait, moins exposées aux aléas des temps.

Mais ces résultats ne seront pas acquis, tant s'en faut, par le seul fait que la propriété a changé de main. La terre est pour le cultivateur qui la reçoit, à la fois un

bienfait et une charge, une charge accablante pour de longues années, pour près d'un siècle. Il ne faudra pas moins que des efforts surhumains d'intelligence, de travail et d'épargne chez tant de familles sans nom, pour que l'opération révolutionnaire, si risquée, si imprudemment entreprise et poursuivie, n'aboutisse pas à un échec formidable.

Le mérite du succès revient au paysan français qui, mis à pied d'œuvre, ne recule plus d'une ligne sur son sillon. La grosse difficulté était, — et elle le sera toujours, — les avances d'argent et de temps nécessaires pour mettre en valeur ce sol nu qui lui était



SCÈNE PAYSANNE
(D'après Boilly).

livré. La terre n'est rien si on ne lui offre les éléments de sa fécondation : d'abord un travail acharné, puis l'apport annuel des semences, des engrais,

celui du cheptel et, plus que tout, l'acceptation résignée du risque climatérique. Voilà ce qui n'apparaît guère dans les archives : c'est la charge de dettes qui



LA SERVANTE DE FERME, par Bellangé.

accompagna, partout, l'acquisition de la propriété nouvelle. La campagne française fut mise en gages pendant de longues années ; elle ne fut, longtemps, qu'un vaste champ hypothécaire. Les nuits de l'acquéreur, en proie à l'hallucination du terme, ne furent, trop souvent, que de longues insomnies. Il fallut la longanimité du paysan et la ténacité du bourgeois pour qu'après un siècle d'ahan, cette charge se soit trouvée lentement liquidée. Par suite de circonstances diverses et dont la principale fut le bas prix du blé maintenu artificiellement, cette liquidation fut retardée et elle ne s'acheva qu'après la guerre de 1914-1918.

La Révolution est à peine terminée, l'ordre est à peine rétabli que ces *latifundia*, dont Mirabeau, « l'ami des hommes », et les physiocrates déploraient la stérilité, se cou-

vrent de moissons dorées et de gras herbages où s'enfonce le poids mobile des troupeaux ; la huche se remplit, puis le bas de laine ; la cabane devient chaumière, la chaumière maison et ferme ; sur le toit, la paille rougit en tuiles ; le cheptel élargit l'étable ; les reins se redressent ; la tête se relève et l'homme voit de plus haut, lentement. Le technicien de cette histoire émouvante, où tant de passion est opprimée sous tant de silence, fait, à ce sujet, une observation profonde :

Un élément nouveau, écrit M. Lefèvre, s'était attaché à la propriété et à l'effort individuels, *moins encore par la possession de leur parcelle que par l'espoir de l'agrandir*. Maintenant que le titre pouvait changer de mains, une partie de la bourgeoisie rurale était inévitablement destinée à passer peu à peu à la bourgeoisie citadine ; mais les ouvriers agricoles, fixés à la terre par la Révolution, constituaient une réserve, riche d'espérance et de courage, où s'est recrutée, depuis un siècle, la classe des *cultivateurs indépendants*.

Cette classe, je l'ai connue ; j'ai été élevé au milieu d'elle. Le fermier du Nord se lève avant l'aube, court à l'écurie, à la vacherie, réveille tout son monde, met bêtes et gens en alerte ; sa femme est déjà à la poulaillerie, à la basse-cour, traite ses vaches près de la fille de ferme, prépare le déjeuner des hommes : à la longue table de famille,

le maître est assis à un bout, « les hommes » à la suite, par ordre d'importance ; devant eux, un pichet de cidre ou un verre de bière plus ou moins grand selon l'âge ; la soupière fumante au milieu et, sous la main, le quignon de pain. Après le signe de la croix, on puise à la soupière, tour à tour, gravement et en silence ; la place de la fermière est restée libre entre le père et les enfants ; mais elle ne s'assoit pas : elle mangera la dernière, debout, veillant à ce que rien ne manque aux travailleurs.

Du matin jusqu'au soir, un va-et-vient régulier fait alterner le travail, de la maison aux champs et des champs à la maison. Fumages, couvraines, semences, binages, récoltes, battages, la suite saisonnière de ces rudes géorgiques n'est qu'un tourment perpétuel. L'œil sur le ciel, le laboureur tremble toujours. Son année est de trois ans, et le moindre accident met en péril le cycle entier. Que de catastrophes possibles : sécheresse, pluies, orages, grêle, incendie, fièvre aphteuse, esquinancie, tournis, souris, charançons, — conjuration, contre l'homme, de la nature qui ne lui pardonne jamais ! Et, quand le vieux ménage, ou le veuf, ou la veuve solitaire, ont dû passer « leur terre » et leurs soucis à l'exigence impatiente de leurs enfants, s'ils comptent le fruit de leurs peines et le sang de leurs veines, ils s'aperçoivent que la « terre » a tout pris. Un vieux corps décharné, un pauvre pécule écorné restent au

« vieux » quand il « se retire » à la ville voisine, ayant fini sa journée.



UN PAYSAN, par Bellangé.

Et, parmi les propriétaires, le tout petit propriétaire a eu la vie plus rude encore. Il a tout accepté ; car sa terre est son « bien », et c'est avec joie, qu'à ce « bien », il donne tout de lui-même, alors qu'il lui est rendu si peu ! Carré de vignes, carré de jardins, carré de choux, verger, lande ou herbage, chaque motte demande et demandera, durant autant de jours qu'il y en a dans l'année, les mêmes soins acharnés. Il n'en verra jamais la fin ; il ne se relèvera jamais ; il ne « se retirera » pas, lui ; il se courbera et descendra lentement vers ce sol, qui l'attire et qui l'attend. Qu'importe ! La terre est à lui et lui à elle ; elle lui offre sa docilité ; il lui apporte ses bras et son endurance. Ménage indissoluble avec, pour héritière, l'Épargne.

La « bataille » des paysans français se porte ainsi, dès l'aube du siècle, à la conquête de l'avenir, ni moins nombreux, ni moins endurants que les grognards de l'Empereur à la conquête du monde. L'épargne paysanne étendra à sa manière, et plus durablement, l'expan-

sion impériale. C'est elle qui, sacrifiant le gain à la sécurité et la sécurité elle-même aux joies de la création (car, comme au moyen âge, elle reste bâtitresse), alimentera de capitaux, par la suite des temps, les grands travaux qu'exigera la transformation moderne du monde, — non seulement ceux de la France aux belles routes, mais ceux de la terre entière. Pas un grand canal, pas un port à créer, pas une œuvre colossale qui n'ait arraché à sa prudence casanière les sommes énormes qu'il a fallu pour aménager l'univers comme ce carré de choux du sol français. Combien de peuples attardés auront recours à elle et lui devront le premier écu qui les tirera du néant. Ils ont oublié ! Mais l'histoire n'oubliera pas. Une France nouvelle, un monde nouveau naîtront ainsi de ce *droit au labeur* qui fut la vraie « conquête de la Révolution » et dont a fait largesse à l'univers cette race indomptable et inlassable des bons ruraux et bourgeois français.

TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Telle sera, durant un siècle et au delà, cette société française que Napoléon a reçue des mains de la Révolution et qui s'est maintenue, pareille à elle-même, tout en cherchant sa formule politique et gouvernementale, sous les divers régimes qui se sont succédé. Telle fut et telle sera la figure imprévue des temps nouveaux. Le résultat est si bien acquis, au point de vue social, qu'en 1814 et en 1815, il sera impossible à la Légimité entourée de sa noblesse, de restaurer la société de l'ancien régime. Ni en France, ni dans les autres contrées qu'avait touchées le pied de la Révolution, la question, sauf en quelques cerveaux chimériques, ne se posa.

Au point de vue politique, la Révolution, qui a proclamé les droits de l'homme (en oubliant, hélas ! les devoirs du citoyen), a apporté certains principes nouveaux ; et, d'abord, l'égalité civile ; il est vrai que, comme solution gouvernementale, elle n'a rien trouvé. Ni l'an III, ni l'an VIII ne sont de grandes époques dans l'histoire constitutionnelle de l'humanité. La guillotine, « veuve », a été stérile. Elle a gaspillé indignement des forces magnifiques : elle a gaspillé la vieille dynastie française, une des plus belles épargnes de l'histoire ; elle a gaspillé la liberté et la fraternité, une des plus nobles aspirations de l'esprit humain ; elle a gaspillé la confiance mutuelle des citoyens et, — perte à jamais déplorable, — elle a gaspillé l'offrande de bonne volonté qu'avaient été la convocation des États généraux et la Nuit du 4 août. Les discordes politiques et les discussions individuelles, avec l'exaspération des vanités déchaînées, ont perturbé, une fois de plus, dans cette France nerveuse, la gestation et le travail de l'idéal.

Au point de vue des limites territoriales, la Révolution, qui eût pu imposer,

dans l'enthousiasme général qu'elle avait suscité, une articulation infiniment plus souple et plus large de la France à l'Europe et au monde, a dû, après une période d'expansion, se replier sur un *statu quo* mesquin avec perte des provinces indispensables et abandon d'un domaine colonial qui avait fait, de son établissement planétaire, une réalisation achevée. Poussée jusqu'aux limites de l'ancienne Gaule et au delà, elle dut refluer sur la terre des rois et remettre au métier la toile de Pénélope de ses frontières naturelles.

L'immense accroissement de prestige dû aux longues guerres révolutionnaires et impériales fut, au prix d'une dépense inouïe de forces vives, le point de départ de l'épuisement de la race. Page sanglante et émouvante qui a laissé, dans la mémoire des hommes, la sombre splendeur et le spectre persistant de l'Impérialisme. Semences au vent, tempêtes au ciel ! La France ne s'est pas assez méfiée d'elle-même, ni de ses ennemis, — ni de ses amis. Selon sa nature imaginative et généreuse, elle a subi l'entraînement et l'illusion de l'idéal rêvé et de la victoire obtenue.

Les véritables conquêtes et consolidations révolutionnaires sont d'ordre social. La Révolution a achevé la nation et élargi la société. Surtout, elle les a fortement unifiées. Il s'est fait une sorte de concentration spontanée de quarante millions d'hommes en un conglomerat de vie, de pensée, de sentiment, de langage, unique alors et exemplaire. Plus un esclave, pas un subordonné de naissance ; l'ordre et la liberté ; la loi imposant, automatiquement, le travail individuel constant et renouvelé de génération en génération par la dispersion des héritages, par l'accession de tous, par la centralisation nerveuse des forces nationales, par la subordination des appétits et des ambitions à des codes simplifiés et indiscutés, avec fortunes restreintes, testaments contrôlés, élites renouvelables, égalité citoyenne.

Les deux parties de la nation qui ont surtout gagné sont celles qui étaient, alors,



NAPOLÉON ET L'ACQUÉREUR DE BIENS NATIONAUX
(D'après Bellangé).

les seules prêtes et les seules laborieuses, la bourgeoise et la rurale. La révolution agraire, avec consolidation de la propriété à type ancestral et méditerranéen, aura pour résultat l'ascension des campagnes dans un pays presque exclusivement agricole. La France post-révolutionnaire apparaît ainsi d'une seule pièce : elle présente un front unique contre qui attende à la loi d'existence qu'elle s'est faite : elle ne se laissera ni enlever par le conquérant qui l'emporte en pleine gloire, ni saisir par cette légitimité qui, malgré le savoir-faire du premier roi rentré, glissera sur son bloc impénétrable. « L'acquéreur » rural est le véritable « conquérant » et il impose à tous sa « légitimité ». La Révolution a fait, ainsi, de la France, une personne une et vivante : certes elle n'est pas encore à sa taille en 1807 et elle ne s'achèvera de longtemps. Mais qu'y a-t-il donc d'achevé ici-bas ?

Des formules politiques meilleures restent à trouver : balance des pouvoirs, institutions délibérantes, suffrages, régime de l'opinion et de la presse, rapports des administrations avec les administrés, rapports des familles entre elles et de la grande famille française avec les familles étrangères, rapports des groupements mutuels au dedans et au dehors, rapports de la nation avec Dieu, tout cela est à faire ou à refaire. Le dix-neuvième siècle va travailler à résoudre ces problèmes, et il n'y suffira pas. Disons, seulement, que le principe de la tolérance mutuelle est consacré, et que, malgré des retours fâcheux, il s'installera dans les mœurs.

La plus imprévue et la plus difficile de toutes les tâches incombant aux générations futures sera de l'ordre économique et social, comme l'avait été la grande opération agraire : la Révolution a créé un ordre *rural*, il appartient au régime nouveau de créer l'ordre *industriel*. Les mains et les cerveaux vont se trouver happés par la machine : et, par suite, se produira un décalage soudain dans la distribution du travail, dans les moyens d'existence, dans les lois de la production, du commerce et du gain. Il faudra une compréhension de plus en plus profonde des rapports de l'homme avec la nature pour corriger cette servitude de la nouvelle loi de fer et d'airain ; il y faudra une patience appliquée et de continuelles mises au point. On verra se produire, peu à peu, l'avènement des techniciens : la science gagnera rapidement une portée sociale qui ajoutera encore à son emprise sur les esprits. La découverte et l'application des découvertes entretiendront l'illusion d'une solution « terrestre » du problème de la Destinée. Du moins pourront-elles faire espérer cette « amélioration du sort de la classe la plus pauvre » que le cœur finira par imposer à la dureté des choses, des temps et de l'homme économique.

Tels sont les problèmes qui se poseront devant les âges nouveaux : le problème

démocratique d'abord, puis le problème du prolétariat. Le premier paraîtra résolu à l'aube du vingtième siècle. Mais, l'autre, comment se résoudra-t-il? Un revirement oblique contre la Révolution ne nous menace-t-il pas de l'avènement d'une aristocratie à rebours s'imposant par la tyrannie des bras?...

Une société française, conforme aux traits traditionnels de la race, ayant horreur du sang, patiente, endurente, modérée, humaine, douce à autrui, douce à elle-même, dispensant équitablement et honnêtement, non seulement entre les travailleurs mais entre tous, le salaire et le profit communs, une société chrétienne, en méfiance à l'égard de la secte et de l'intrigue soit corporative, soit individuelle, une société raisonnable, sachant échelonner, pour tous les mérites, l'accession aux affaires publiques, confiant aux meilleurs la tâche sublime de la représenter dans les grandes amphictyonies où seront maintenues (autant qu'il est possible sur la terre) la justice et la paix, un tel avenir, rêvé par les prophètes de la Révolution, ne paraît pas au-dessus des forces humaines.

Cet idéal serait, en tout cas, dans la logique des efforts de cette grande époque qui ouvrit les portes du siècle, mit fin aux troubles sanglants, reprit en sous-œuvre l'ordre public, et fonda sur des mœurs nouvelles l'édifice social, tandis que le ciel était parcouru par le plus prodigieux des météores qui aient illuminé l'histoire.



D. B.



CHAPITRE V

L'EMPIRE DE RECRUTEMENT : FRANCE-EUROPE

L'avertissement d'Eylau. — La terre contre la mer. Le recrutement. Tilsit. — Le nouveau personnel impérial. — Le Blocus continental et l'économie nationale. — L'organisation pour la guerre. Paris. Les routes et les villes. — Les obstacles à l'empire de recrutement. — La France-Europe. — L'organisation napoléonienne en Belgique et en Hollande. — L'Allemagne et le système français. — L'unité impériale en Italie. — L'Espagne de Joseph et le Portugal.



1807 est la date fatidique dans le règne de Napoléon. La période d'octobre 1806 à juillet 1807 renferme la trilogie Iéna-Eylau-Friedland, avec son dénouement inattendu, Tilsit ; et c'est Tilsit qui est le grand tournant. Cette même époque marque un profond changement dans l'état physique de l'Empereur : le Consul maigre est devenu l'Empereur gras.

Tous les hommes de sens et de réflexion, écrit Pontécoulant, qui avaient approché Napoléon depuis son retour de Tilsit, avaient été frappés du prodigieux changement qui s'était fait, dans sa personne comme dans ses manières, pendant les neuf mois qu'avait duré son absence de Paris. Sa figure avait pris plus d'embonpoint, ses yeux avaient toujours la même profondeur, mais ils avaient perdu de leur vivacité ; des pensées graves semblaient siéger sur son front soucieux ; son corps n'était plus grêle et débile comme au temps du Consulat, un commencement d'obésité hâtive en *appesantissait les mouvements* ; il régnait dans

toute sa démarche une espèce de contrainte, *une sorte de raideur* qui imposaient la crainte plus encore que le respect et qui tenaient à distance ses plus intimes familiers. *Sa parole s'était alourdie comme sa personne*; ceux qui avaient tant admiré ses vives improvisations au Conseil d'État, ses épanchements rapides, où l'éloquence la plus sublime s'alliait à la plus saine raison, ne reconnaissaient plus cette voix impérieuse *qui laissait avec difficulté échapper les mots qu'elle prononçait*, ne s'animait plus qu'aux boutades de la colère et semblait bien plus occupée d'imposer que de convaincre...

A Varsovie, Napoléon s'était plaint de maux d'estomac, de gastralgie. Le comte Lobau avait entendu l'Empereur s'écrier « qu'il portait en lui le principe d'une fin prématurée et qu'il périrait du même mal que son père ». A diverses reprises, dans les Bulletins de la Grande Armée, Napoléon insiste sur l'excellent état de sa santé, ce qui est nouveau et semble bien indiquer qu'on s'en préoccupait.

L'AVERTISSEMENT La crise physique, qui commence à attirer l'attention, **D'EYLAU** vient, sans doute, de la crise morale que le héros traversait. Quand, dans les grandes vies politiques, l'heure des décisions solennelles est arrivée, quand il faut se prononcer entre la guerre et la paix, entre la sagesse pondérée et la glorieuse ambition, entre l'orgueil et la modération, la conscience est remuée dans son fond. Napoléon avait éprouvé ces tourments intimes pendant les mois de l'hiver qu'il avait passé au château de Finkenstein, où, penché sur ses dossiers et ses cartes, il s'était efforcé de parer à la catastrophe qu'il avait, pour ainsi dire, frôlée à Eylau. Pendant ces mêmes mois, l'amour s'était glissé auprès de lui : une femme, la Polonaise patriote, était venue jusqu'à son lit, et c'était autre chose que tant de liaisons passagères. Tout s'était ainsi conjuré pour substituer au masque révolu du Consul celui de l'Empereur à la fois triomphant et surmené. Cette double rencontre, celle de la première inquiétude et celle d'une femme, avait fait de Napoléon un homme nouveau. C'est lui qui rentre à Paris, avec le bagage des réalisations inespérées, des rêves illimités et des grandes fautes déjà commises.

Jusqu'à la date de février 1807, le succès avait toujours répondu à l'appel de son génie et de sa volonté. Iéna, cette victoire inouïe, fut, pourtant, la trappe où son destin glissa. La série des décisions fatales commence tout de suite après l'entrée à Berlin. A Berlin, le 21 novembre 1806, au comble de l'enivrement, l'Empereur avait signé le décret prescrivant le blocus continental. Ce jour-là, il s'était abandonné à ce grand rêve planétaire qui devait emporter le reste de sa vie et qu'il exposait à son seul confident, son aîné Joseph : « Vous avez vu, par mon message au Sénat et par mon décret, que *je veux conquérir la mer par la puissance de la terre.* »

Colosse contre colosse ! Il suffirait de conquérir et d'unifier le continent pour, tout ensemble, en finir avec l'Angleterre et barrer la route à la Russie. Après Eylau, les Français étaient campés sur la frontière russe. Donc l'Empereur tenait l'Europe. Mais ce résultat lui avait coûté la moitié de son armée : 30 000 hommes sur la neige. Première image de la retraite de 1812. En parcourant le champ de bataille, un frisson le prit. Et tel fut l'avertissement !

Fallait-il rester et continuer la lutte ? Fallait-il s'en tenir là et rentrer à Paris ? Tout calculé, un retour par étapes jusqu'au Rhin était un risque encore plus grand que la guerre, avec, au bout, peut-être, la fin de la légende, l'évanouissement du prestige, le ricanement de ces « cafés » de Paris dont sont hantées les lettres de l'Empereur à Fouché. Napoléon s'était décidé à lutter sur place et il s'était installé au château de Finkenstein. Enfermé dans son poêle, il réfléchit, travailla, s'approfondit soi-même comme il n'avait jamais fait jusque-là. Bignon écrit :

L'époque du séjour de Napoléon aux quartiers généraux d'Osterod et de Finkenstein est peut-être celle de sa vie où il montra le plus d'emprise sur lui-même, le plus de ce courage si rare chez les hommes de son caractère, celui de la résignation et de la patience... *Il ne lui était pas permis d'être vaincu une seule fois.* Seulement équivoque, la victoire était pour lui une défaite. L'indécision de la bataille d'Eylau avait jeté dans Paris une consternation incroyable ; l'envie se vengeait des fatigues de l'admiration ; le parti ennemi de l'Empire déguisait, sous une feinte douleur, la joie que lui causait un désastre public. Une baisse sensible s'était opérée dans les fonds. L'Empereur ne s'abusait pas sur sa situation, etc.

L A TERRE CONTRE LA MER. La Grande Armée n'était déjà plus elle-même ; telle fut l'angoisse précise de ces jours sombres. Fait d'une gravité insigne : elle manquait d'hommes. La France ne fournissait plus que des contingents réduits. La conscription commençait à désaffectionner le pays d'un régime qui tournait à la guerre à outrance. Napoléon venait d'appeler la classe 1808. La France, après quinze ans de lutte, était exsangue. En moins d'un an, trois conscriptions avaient été imposées et le décret du 12 novembre 1806, daté de Berlin, avait mis « à la disposition de l'autorité militaire tous les Français d'une constitution saine et robuste, de l'âge de vingt à soixante ans. »

Que pouvait-on faire de plus ?... Or cela ne suffisait pas !... C'est alors qu'une idée simple, mais d'une conséquence extraordinaire, se fixe par la méditation dans le puissant cerveau de l'homme de guerre. En somme, la France n'a pas pour destinée de travailler seule et gratuitement au bien de l'univers : que les autres, maintenant, lui viennent en aide ! La Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Hollande, l'Allemagne, la vaste Europe, fourniront les recrues nécessaires à la réalisation définitive de l'unité européenne en échange de ce bienfait inouï que la Révolution française

leur apporte et que Napoléon appelle, lui-même, « le beau idéal de la civilisation ».

Dès le 26 novembre 1806, Napoléon avait écrit à Lacuée, agent général de la conscription : « Le projet que j'ai embrassé (au sujet du recrutement) est plus vaste qu'aucun que j'aie jamais eu et, dès lors, il faut que je me retrouve en position de répondre à tous les événements. » Le grand Empire militaire, avec un recrutement proportionné à sa population, telle est la solution du problème et le succès assuré de la nouvelle formule impériale : « Conquérir la mer par la terre ».

L'Empire napoléonien se trouve ainsi conçu, dès lors, comme un *empire de recrutement*.

Remuant le tout en sa pensée, Napoléon finit par se dire que la solution générale dépendra, là encore, de cette victoire sur la Russie qu'il est venu chercher aux confins du monde européen. Et, en effet, le résultat répond, une fois de plus, à l'attente impé-



NAPOLÉON AU THÉÂTRE DE SAINT-CLOUD (13 AOÛT 1812)
(D'après le crayon de Girodet).

riale : Friedland est une victoire. Elle n'est pas définitive ; mais elle permet de prendre un temps pour l'organisation de la nouvelle Europe en une immense machine de guerre. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse sont venus sur le radeau de Tilsit demander les conditions de la paix. Napoléon peut se croire le maître du destin. Il traite en bon jeune homme égaré ce tenace Alexandre dont la psychologie réelle lui échappe, et il lui impose cette paix franco-russe qui permettra de jouer à la fois sur les deux tableaux : ou l'union de tout le continent contre l'Angleterre ou la lutte nouvelle contre la Russie avec toutes les ressources de l'Empire de recrutement.

Napoléon est rentré à Paris, triomphant et soucieux. Il a enfermé en soi-même les lourdes réflexions de Finkenstein. Ses projets à longue échéance s'ouvriront comme des fleurs secrètes à la chaleur concentrée de sa méditation et à l'ardeur d'une activité infatigable.

**L E NOUVEAU PER-
SONNEL IMPÉRIAL**

L'Empereur s'est donc jeté dans cette entreprise politique d'une amplitude extraordinaire mais, il faut bien le dire, qui ne cadre plus avec l'idée que l'on s'était faite, au début, de son utilité nationale. Maintenant qu'il travaille dans le colossal et qu'il dépasse la mesure toujours si chère aux Français, va-t-il trouver des dévouements aussi sûrs, des collaborations aussi efficaces? Les habiles commencent à sentir le déséquilibre et pressentent la chute, alors que la nation surmenée se demande où on la mène.

Dans les changements de personnel que le cours nouveau détermine, trois figures attirent d'abord l'attention : Joséphine, Fouché, Talleyrand.

Napoléon est renseigné par certaines de ses aventures extra-conjugales : il peut être père. Le problème du divorce, qui a longtemps troublé son esprit, son cœur, ses sens, est résolu pour lui. Après Friedland, l'Empereur décide qu'il lui faut de hautes attaches de famille et une situation reconnue allant de pair avec les dynasties européennes. Joséphine devient gênante : elle est sacrifiée. Fouché devina la pensée secrète de l'Empereur : peut-être surprit-il quelque lettre, eut-il quelque révélation d'alcôve. Joséphine, bavarde et confiante, continuait à parler tout haut devant lui. Quoi qu'il en soit, le ministre commença, par ses moyens à lui, — bruits de police et insinuations incontrôlables, — la campagne du divorce, mais d'une manière si déclarée qu'une telle ingérence mécontenta l'Empereur lui-même : selon le mot de Pascal, à propos de Mazarin, ces grands esprits « ne veulent pas être devinés ». Par ordre de l'Empereur, la propagande des « bruits à l'oreille » cessa ; mais elle était lancée et tout le monde était averti. Joséphine donne prise par son trouble même et par sa manière féminine de se défendre à coups de reproches et par des flots de larmes.

Au grand Empire en gestation, il faut un héritier direct et de sang impérial. Toutes les combinaisons de succession collatérale ou d'adoption sont à l'eau. Les Bonaparte si embarrassants, les Beauharnais non moins, sont éliminés de l'hoirie. On les indemniserait autrement. Un système de royautés subordonnées et d'apanages princiers ne peut-il pas invoquer la tradition capétienne, carlovingienne? Tout cela s'agite dans les réflexions de l'Empereur. Autour de lui, on est aux écoutes. Ses colères deviennent farouches : on tremble.

Un homme ne tremble pas, c'est Fouché. Fouché savait, mieux que personne, l'état d'épuisement en hommes et en argent où se trouvait la France. Tâtant le pouls du pays, il portait ses regards sur un parti qui, avec quelques vagues origines soit royalistes soit révolutionnaires, tenait son autorité naissante de la puissance nouvelle de la bourgeoisie, le parti libéral. Au plein cœur de l'organisme napo-

l'éonien et au plus près du trône impérial, ce parti, vibron d'avenir, se mettait à tourner : au Tribunat, d'abord, bientôt au Sénat lui-même, et dans le public, quelques personnages non tout à fait usés, comme La Fayette, Benjamin Constant, les entours de Mme de Staël, d'autres, silencieux, les républicains, les anciens amis de Moreau, comme Fauriel, des hommes d'action comme les Malet, les Guillaume, se tâtaient les coudes en silence et se regardaient dans les yeux. Napoléon étant encore loin de Paris, Fouché les prend par la main, les conseille, tout naïvement, pour qu'ils rejoignent l'Empereur à Berlin et pour qu'ils lui adressent, au nom du Sénat, et au nom du peuple, en faveur de la paix, les premières remontrances qu'ait eues à entendre le nouveau Louis XIV. Démarche un peu hâtive. Mais Fouché n'hésite pas à se camper dans son rôle de pacifiste. Il écrivait, en marge de ses bulletins de police destinés à l'Empereur en septembre 1807 : « L'Empereur est plus ou moins béni de toutes les classes selon que son glaive est plus ou moins enfoncé dans le fourreau. » Napoléon sent la pointe ; cependant, Fouché se rend indispensable, non seulement dans la tractation des affaires policières et dans le maniement de l'opinion, mais jusque dans les grandes affaires militaires, comme celle de Flessingue, où son sang-froid pare à un péril imminent. Habile joueur, il inflige cet échec à l'Angleterre, tout en conseillant de faire la paix avec elle. Il a un pied dans tous les camps, au dedans et au dehors. Aussi, il brave celui qui se croit son maître et embarrasse d'un sourire froid le grand homme qui surveille ses dangereuses démarches, mais n'ose encore le renvoyer.

Cependant, il est un homme avec qui les rapports sont devenus tout à fait impossibles, c'est Talleyrand. Plus ancien que Napoléon dans la politique, Talleyrand se considérait comme capable de lui rendre des points, du moins dans les affaires internationales. Son esprit, prodigieusement perspicace, voyait le grand homme voué à une chute certaine et il était bien décidé à ne pas se laisser écraser sous la ruine. Le dissentiment fondamental s'était produit, dès 1805, à propos de l'attitude à prendre à l'égard de l'Autriche. Talleyrand avait adressé à l'Empereur ce que l'on pourrait appeler « le mémoire de la modération ». Il avait émis l'opinion qu'on usât de ménagement à l'égard de l'Autriche (comme Bismarck devait le faire un jour) et il s'était prononcé pour un système d'alliance France-Autriche, assurant à la première la ligne du Rhin et l'appui de l'Allemagne, le cas échéant, contre la Russie. C'était la tradition de Choiseul : or, cette même politique du parti Choiseul, qui avait travaillé à la Révolution, se donnait pour tâche, maintenant, de la clore, soit avec le vainqueur d'Austerlitz, soit sans lui, en tout cas par un rapprochement avec l'Europe « légitime » et notamment avec l'Autriche. Ce chef-d'œuvre de Talleyrand aurait pu

devenir le bréviaire de la politique française dans la première moitié du dix-neuvième siècle. La formule maîtresse était ce conseil adressé à l'Autriche : Étendez-vous le long du Danube ! Si l'Autriche eût écouté ce conseil, elle eût dégagé l'Europe occidentale du poids de l'Allemagne et l'eût reporté tout entier sur la Russie.

Napoléon, en s'arrangeant avec Alexandre à Tilsit, s'était prononcé, au moins temporairement, pour une autre politique ; il ne fut plus question d'écarter la Russie des grandes affaires européennes : tout au contraire, on l'y attirait par la Finlande et, même, en lui destinant ces pays balkaniques que Talleyrand offrait à l'Autriche. L'Empire d'Occident se trouvait, donc, voué à une guerre perpétuelle avec l'Autriche et à un dissentiment constant avec l'Allemagne sans s'être assuré une sécurité durable du côté de la Russie ; et tout cela quand on était décidé à une guerre à mort contre l'Angleterre. Napoléon et Talleyrand se trouvaient, ainsi, en état de divergence absolue sur la question la plus grave de la politique générale européenne. Or, Napoléon avait besoin, chez ceux qui l'approchaient, de la confiance en son étoile : elle manquait, désormais, à son principal ministre. L'Empereur, qui sait ce que vaut le redoutable confident de toute sa carrière, n'ose l'abattre d'un seul coup. Il nomme Talleyrand vice-grand électeur, — le seul *vice* qui lui manquât, disait Fouché, — mais Talleyrand, délivré de tout engagement à l'égard d'un système qui n'avait été qu'un temps dans sa carrière politique, peut se dire dès lors, avec une entière sincérité dans une insigne mauvaise foi, ce qu'il écrivit plus tard : « Je quittai le ministère ~~comme~~ je le voulais. »

La même crise de 1807 et les modifications qu'elle apporte dans le tempérament de l'Empereur et dans le régime impérial, amènent d'autres changements dans le haut personnel : c'est l'avènement de ceux que Chaptal qualifie d'un mot un peu rude, les *séides*. Napoléon veut des hommes bien à lui.



J.-BAPTISTE DE CHAMPAGNY

(D'après une gravure de Noiretierre. 1811.)
(Cabinet des Estampes.)

Talleyrand est remplacé aux Affaires étrangères par Champagny, ministre de l'Intérieur, qui ne manque ni d'esprit, ni de savoir-faire, mais qui ne sait, de son métier nouveau, que ce qu'un homme versé dans les affaires peut en avoir appris par ouï-dire. Berthier a, pour successeur à la Guerre, Clarke qui, depuis longtemps, est près de Napoléon dans une position assez ambiguë, plus docile que sûr. A l'Intérieur, un bon commis, Crétet, remplace Champagny ; Portalis qui avait été, pour Napoléon, d'un secours si précieux aux Cultes, est remplacé par Bigot de Préameneu qui restera toute sa vie un simple conseiller d'État. Jaubert est à la Banque de France, et le général Hulin au gouvernement général de Paris. Tous braves gens, excellents serviteurs ; mais, dans l'ensemble, de moindre envergure et, surtout, auprès du maître, de moindre autorité que les premiers rôles qui disparaissent.

C'est vers ce temps aussi que s'affirme, chez l'Empereur, ce parti pris d'accabler les hommes qui le servent d'honneurs, de titres, de profits, d'argent. La création d'une noblesse nouvelle, glissée timidement dans le sénatus-consulte du 14 août 1806, se développe jusqu'à encadrer tout ce qui fait partie de l'organisation de l'Empire. Tuer, chez un peuple politique, le désintéressement, c'est fausser son ressort moral, c'est altérer en lui le principe essentiel, l'honneur. Quelle autorité vaut, chez le serviteur de l'État, celle des mains nettes ? Par les jalousies de classes renaissantes, les rapports sociaux sont de nouveau ébranlés.

Cet ensemble de mesures n'en met pas moins, au service de la volonté impériale, le mécanisme le plus robuste, le plus efficace qu'ait connu l'histoire de France, si souvent relâchée. Une leçon de discipline, d'entrain, d'enthousiasme se propage jusqu'aux limites nouvelles de la France agrandie. Pour la première fois depuis l'Empire romain, non seulement les nationaux, mais les confédérés, les alliés et même les étrangers, tous sont entraînés dans un mouvement unique pour l'accomplissement d'une tâche formidable, celle dont le but suprême est indiqué dans ce cri que Méneval entendit proférer par Napoléon avant les négociations de Tilsit : « Constantinople, Constantinople ! C'est l'Empire du monde ! »

L E BLOCUS CONTINENTAL ET L'ÉCONOMIE NATIONALE La première application du programme napoléonien après Iéna : « conquérir la mer par la puissance de la terre », fut le décret du 21 novembre qui, publié sur le rapport de Talleyrand, proclamait le *blocus continental*. Nul n'ignore le principe de cette machine à étouffer l'Angleterre ! Le décret reconnaissait ce qu'avait de contraire au droit des gens la mesure générale prise contre le peuple britannique et la contrainte imposée, de ce fait, à tous les autres peuples. Mais il en rejetait la

faute sur l'Angleterre elle-même. L'adresse du Sénat à l'Empereur, répondant à son appel et lui accordant, dès le commencement de 1807, la conscription de cette année en avance de neuf mois sur le temps légal, faisait écho. Mais, dès lors, aussi, le même Sénat glissait ce conseil discret : « Sire, le Sénat, dévoué comme le peuple à votre personne sacrée, glorieux de vous transmettre les sentiments de la nation, fait taire cette voix secrète qui *réclame la présence de Votre Majesté*. » Déjà, le 5 mars 1806, à propos d'une demande de nouveaux impôts, Fontanes, président du Corps législatif, avait dit : « Quelle que soit, au dehors, la renommée de nos armes, le Corps législatif craindrait presque de s'en féliciter, si la prospérité intérieure n'en était la suite : notre premier vœu est pour le peuple, et nous devons lui souhaiter *le bonheur avant la gloire*. » Il y a là une nuance qui distingue, pour la première fois, entre la France et « l'Empire ». Car, le premier et le plus puissant effet du blocus continental a été précisément de fonder un nouvel Empire, un Empire non prévu, et l'on dirait presque inconstitutionnel, si une constitution quelconque eût existé alors, — l'Empire d'Occident, l'Empire *continental*, né du blocus.

D'autres résultats du blocus seront ceux qu'il suffit de rappeler : une sorte de coercition exercée sur toutes les puissances européennes, à commencer par la France, et une nécessité presque fatale de leur imposer à toutes un régime douanier militarisé se développant fatalement et automatiquement par l'annexion de l'Europe à l'Empire. Pas de milieu : il faut être *dans* le blocus ou *hors* du blocus, c'est-à-dire *dans* ou *contre* l'Empire. Une espèce de boulimie croissante de territoires nouveaux s'ensuivra et dominera jusqu'à la volonté du maître, tandis que sa clairvoyance l'avertit parfois : « mesures du moment », « gages », « moyens pour gêner l'Angleterre », disait-il à Caulaincourt. Mais, comment et où s'arrêter ? La lutte est engagée ; il faut vaincre. Napoléon écrira à Talleyrand, en avril 1808, alors que celui-ci se fait l'écho des plaintes du public au sujet des affaires d'Espagne, de Rome, etc. : « Il faut que mon système s'achève. Mon habitude n'est pas de rester en chemin ». Et il écrivait, à la même époque, à Louis, roi de Hollande :

Ce n'est point au jour la journée que doivent travailler les princes : mon frère, c'est sur l'avenir qu'il faut jeter les yeux. Quel est, aujourd'hui, l'état de l'Europe ? L'Angleterre d'un côté : elle possède, par elle-même, une domination à laquelle jusqu'à présent le monde entier a dû se soumettre. De l'autre, *l'Empire français et les puissances continentales* qui, avec *toutes les forces de leur union*, ne peuvent s'accommoder du genre de suprématie qu'exerce l'Angleterre. Ces puissances avaient aussi des colonies, un commerce maritime ; elles possèdent en étendue de côtes bien plus que l'Angleterre... Je n'ai contre l'Angleterre ni prévention passionnée ni haine invincible. Les Anglais ont suivi contre moi un système de répulsion ; j'ai adopté le système continental beaucoup moins, comme le supposent mes adversaires, par jalousie

d'ambition que pour amener le cabinet anglais à en finir à notre égard. Que l'Angleterre soit riche et prospère, peu m'importe, pourvu que la France et ses alliés le soient comme elle... Encore quelques années de patience et l'Angleterre voudra la paix autant que nous la voulons nous-mêmes.

Dans un autre passage de la même lettre, Napoléon insiste sur l'avantage que le système protectionniste assure aux industries continentales. Et c'est là, assurément, le fort de cette machine énorme qui a pour point d'appui le continent tout entier. La création de l'industrie française, tel fut un des résultats les plus considérables du système napoléonien. L'Europe apprit à se suffire à soi-même.

Chaptal qui, par sa technicité et la confiance qu'il inspirait à l'Empereur, a contribué, plus que personne, à cet heureux emploi des forces nationales, écrit :



CAULAINCOURT

(D'après une estampe du Musée de l'Armée).

On ne peut pas disconvenir que Napoléon n'ait rendu de grands services à l'industrie. C'est sous son règne qu'elle a atteint ce degré de prospérité où elle est aujourd'hui. C'est sous son règne qu'on s'est affranchi du tribut que nous avons payé jusque-là à l'étranger. C'est sous son règne qu'on a vu, pour la première fois, tous nos produits industriels rivaliser sur tous les marchés de l'Europe, pour le prix et la qualité, avec ceux des nations les plus éclairées en ce genre... Alors les fabriques ont pu s'établir sans craindre la concurrence ; elles ont été assurées du débit de leurs produits, quoique de qualité inférieure dans le principe. Peu à peu elles se sont perfectionnées et, enfin, elles sont arrivées, en très peu de temps, à faire aussi bien que les étrangers. Si Bonaparte eût écouté les plaintes du consommateur ou des préjugés publics, nos fabriques seraient

encore dans l'état d'imperfection où il les a trouvées.

Sans avoir prévu les conséquences sociales de ce développement, ni surtout l'extension prochaine que l'emploi de la vapeur allait donner à l'industrie mécanique, Napoléon, par le blocus continental, resserra incontestablement le lien économique national. Il donna, par un protectionnisme non seulement intensif mais à caractère militaire, le caractère de service public au travail national, et ce sont là d'incontestables bienfaits ; mais il fallait pousser le système à bout et tenir jusqu'à la victoire. Et c'était là que quelque chose échappait peut-être au génie du conquérant.

Le système protectionniste, qui est celui de l'Empereur, le porte à donner un appui constant à l'agriculture. En cela, il est de la tradition de Sully et de Colbert. Mais, surtout, il se rencontre avec les physiocrates dans le soin qu'il apporte à

mettre, dans toute province nouvelle, rattachée plus ou moins directement à l'Empire, la terre entre les mains des paysans. C'est par là que son action révolutionnaire en Europe assure à la conquête française les sympathies les plus nombreuses et les plus durables. Partout il introduit le Code civil et fait la guerre aux *latifundia*. Mais, là où il se sépare franchement de la doctrine physiocrate, c'est dans le système de surveillance et de réglementation stricte qu'il apporte au commerce des blés. En ce point, il est, avant tout, chef militaire, — romain et corse. Son idéal, il l'a dit un jour, serait que le soldat pût, comme le légionnaire, emporter sur ses épaules sa petite provision de blé qu'il moudrait lui-même au bivouac.

La solidarité nationale, en matière de production et de répartition des céréales, est encore une de ses préoccupations dominantes. Chaptal dit qu'on eût essayé en vain de lui faire admettre que les prairies artificielles, indispensables à la production de la viande, pussent utilement remplacer, en certaines contrées, les emblavements en blé. Ce qu'il craignait avant tout, c'était une crise provenant de la rareté du pain. En revanche, il croyait pouvoir en maintenir administrativement le prix au plus bas, sans admettre que cette exigence fût de nature à décourager le paysan. Ses vues sont souvent fécondes : ainsi quand il conseille l'établissement de moulins selon le système hollandais, quand il encourage la culture de la garance, surtout celle de la betterave, quand il accorde des encouragements de toute sorte et même des prix à l'enseignement agricole.

Et que ne rêvait-il pas de faire quand il en aurait fini avec l'Angleterre ?

Il me tarde bien, Caulaincourt, que la paix soit générale, pour me reposer et pour pouvoir faire le bon homme. Nous voyagerons tous les ans pendant quatre mois dans l'intérieur. J'irai à petites journées avec mes chevaux. *Je verrai l'intérieur des chaumières de cette belle France.* Je veux visiter les départements auxquels il manque des communications, faire des canaux, des routes, donner des secours au commerce, des encouragements à l'industrie. Il y a énormément à faire en France, des départements où tout est à créer... On a beau faire, *c'est moi qui ai créé l'industrie en France. Encore quelques années de persévérance et quelques bivouacs*, et Marseille, Bordeaux rattraperont bientôt les millions qu'ils ont manqué de gagner.

« Son système, écrit Chaptal, joint à celui des réquisitions et de la conscription, aurait dû faire abhorrer l'Empereur du paysan. Mais, on se trompe : ses plus chauds partisans étaient là, parce qu'il les rassurait sur le retour des dîmes, des droits féodaux, de la restitution des biens aux émigrés et de l'oppression des seigneurs. »

Napoléon reste, économiquement, l'homme de la Révolution. Et c'est par là qu'il espère souder la France à sa dynastie et l'Europe à l'Empire, prolongeant ainsi jusqu'aux limites continentales l'histoire intérieure française.

L'ORGANISATION POUR LA GUERRE. PARIS. LES ROUTES ET LES VILLES

Cette idée grandiose qu'il se faisait d'un Empire continental dirigé et révolutionné par la France, Napoléon la roulait perpétuellement en soi-même. De cette conception colossale, le blocus continental n'était qu'une ébauche douanière. La conquête militaire s'ensuivant nécessairement, on atteindrait ainsi à une sorte d'unité du monde, d'unité à la française, l'unité organisée, mère de la victoire.

La pyramide devait avoir au sommet, comme un couronnement, une capitale luisant au loin, telle une escarboucle, Paris. Napoléon est le véritable créateur du Paris moderne, du Paris capitale. Paris, ville préférée, « ville chérie », comme il dit lui-même dans le sénatus-consulte qui annexe Rome. Car Rome, quoi qu'on ait dit, n'est qu'au second plan. Napoléon sait parfaitement que, sans Paris et sans la France, son entreprise ne serait que fumée. Quel Versailles ou quel Fontainebleau, séjour sylvestre des rois, est comparable à ce chef-lieu du monde ? Sur une feuille qu'il couvre de notes et de chiffres, en septembre 1807, c'est-à-dire au retour de Tilsit, Napoléon écrit :

Pour les ducs, il faut trente maisons à Paris, qui s'élèvent avec le trône ; il faut leur donner 500 000 francs pour la maison et au moins 100 000 francs de rentes ; pour les comtes, soixante maisons avec 200 000 francs et 50 000 francs de rentes au moins ; pour les barons, il en faut quatre cents au moins ayant 5 000 francs de rentes.

Dans ce tumulte de mots jetés à la hâte, n'entend-on pas bourdonner la ruche des abeilles de la conquête, cet état-major discipliné et gorgé d'où partiront l'ordre et l'exemple ? Paris, qui avait déjà 550 000 habitants, serait devenu la ville de marbre, l'Athènes et la Rome modernes, la Bagdad des *Mille et une Nuits*, toutes à la fois réalisées :

« Je veux voir de mon balcon le Louvre et les Tuileries réunis. » — Il faut une nouvelle salle de l'Opéra, « une salle sans colonnes, favorable à la vue et à l'oreille, à peu près comme celle de Milan. » — « Le 14 octobre prochain, jour anniversaire des batailles d'Ulm et d'Iéna, on célébrera par une fête municipale l'arrivée des eaux du canal de l'Ourcq à Paris... » — « Le nouveau projet de l'Arc de triomphe de l'Étoile avec une seule porte de quarante-deux pieds et ouvertures latérales d'une même dimension et dont la dépense est estimée à 4 500 000 francs est approuvé, à l'exception des ornements proposés. » — « Le projet par aperçu du palais des Arts sur l'emplacement des chantiers du quai Bonaparte sera présenté de nouveau lorsqu'il aura été plus mûrement examiné. » — « Il sera présenté incessamment des projets pour l'achèvement des hôpitaux de la Charité, de Saint-Louis et de Saint-Antoine, afin que l'on puisse démolir sans délai la portion de l'Hôtel-Dieu prise pour la prolongation des quais. » — « Il faut laisser à la place de la Concorde le nom qu'elle a : la Concorde, voilà ce qu'il faut à la France invincible » (11 janvier 1807, à Champigny). — « Il faut faire du faubourg Saint-Antoine une promenade à l'instar des Champs-Élysées ; il faut terminer la place du Châtelet, bâtir un Odéon, quatre arcs de triomphe sous les vocables Marengo, Austerlitz, Paix, Religion. »

A propos des chants de l'Opéra et des chœurs assez sots qu'on lui soumet en son honneur, il écrit à Champagny : « En général, la meilleure manière de me louer est de faire des choses qui inspirent des sentiments héroïques à la nation, à la jeunesse, à l'armée. » Et il disait aussi : « Je veux ce qui convient et ce qui est bien, parce que mes vues sont supérieures ».

Paris est la capitale d'un empire incomparable ; mais l'Empire doit être lui-même un chef-d'œuvre d'unité et de circulation (1). Napoléon talonne les ponts et chaussées, un jour à propos des routes, un jour à propos des canaux qui sont, peut-être, son plus constant souci. Le voici dans son rêve des communications :

Ouvrir une caisse de travaux publics où les fonds spéciaux des routes, de la navigation, etc., seraient versés directement. Avec cette institution, *nous changerons la face du territoire*. J'ai fait consister à cela la gloire de mon règne.

Et, son imagination s'exaltant, il ajoute :

Il faut préparer tout de manière qu'au commencement de la belle saison, la France présente le spectacle d'un pays sans mendiants et où toute la population est en mouvement pour embellir et rendre productif notre immense territoire.

Les fonctionnaires les plus zélés sont sur les dents par ses exigences en matière de travaux publics :

Pourquoi, écrit-il à Crétet, le 23 juin 1808, garder 1 200 prisonniers à Troyes, où il n'y a pas d'ouvrage, tandis qu'on pourrait les employer bien plus utilement aux travaux des canaux de l'Escaut, Napoléon et de Bourgogne ? Les travaux des ponts et chaussées sont menés bien lentement. Quand j'ai accordé des fonds extraordinaires si considérables, j'ai eu en vue, non seulement de faire des travaux, mais aussi d'occuper les bras oisifs de l'Empire... Je vois avec peine qu'aucune des mesures que j'ai prescrites n'aura été exécutée. Je voulais dépenser trois millions cette année à chacun des trois canaux et l'on n'y aura pas dépensé 600 000 francs. J'ai accordé un million pour la route des Landes et l'on n'y travaille pas...

Sa vigilance s'étend sur ces départements extérieurs, où son empreinte restera gravée à jamais. Le 24 septembre 1808, il écrit, de Kaiserslautern, à Crétet :

Je ne suis pas plus content ici que dans les autres départements des ponts et chaussées. J'ai trouvé que, dans la Sarre et la Moselle, on avait travaillé pour avancer la route ; dans le département du Mont-

(1) Sur les plans d'ensemble de Napoléon, voir la lettre citée dans le t. II de la *Géographie*, par Jean BRUNHES, p. 148.



OUVRARD

D.B

(D'après un portrait anonyme. Cabinet des Estampes).

Tonnerre, on n'a rien fait. Ici, comme ailleurs, on a commencé la campagne au mois d'août, les beaux mois d'été ont été perdus en inutiles paperasseries. *Cette route, la plus importante de France*, n'est point du tout avancée... Elle ne sera jamais finie si l'on marche comme cela.

D'un bond, le voilà en Italie. Au prince Eugène, le 30 juin 1808 :

Je reçois votre rapport sur les affaires du royaume d'Italie. Comment est-il possible qu'on n'ait encore rien fait au canal de Pavie ? Cela ne fait pas honneur à l'administration italienne. Ici je ne me couche pas sans m'être fait rendre compte de l'état et de la progression des travaux et l'on en fait d'immenses. Quoique tout soit organisé en France, rien ne va seul : que voulez-vous que ce soit en Italie ? Comment n'a-t-on rien fait au canal de Pô ? Le projet du canal de Palmanova à la mer n'est pas encore fait. La digue de Mantoue n'a pas eu lieu. Il n'a encore été rien fait au chemin de Strà à Mestre. On m'apprend qu'il n'y a rien de fait au port de Venise, au port d'Ancône. Que diable fait-on donc en Italie ?

Même obsession, même trépidation, qu'il s'agisse des ports, des ponts, des aqueducs, des quais et des nécessités et besoins infinis qui, à la suite du gâchis révolutionnaire, accablent les provinces et les villes. Évoquons avec lui cette face nouvelle qu'il rêve, en 1807, pour l'Europe française :

Treize mille quatre cents lieues de route à la charge du trésor public ont été, sur divers points, entretenues, réparées ; les vingt-sept routes principales qui partent de la capitale, se dirigeant à toutes les frontières de l'Empire, ont été le théâtre principal de ces opérations. Les deux plus grands ouvrages exécutés depuis plusieurs siècles, les routes du Mont-Cenis et du Simplon, monuments de l'art dignes de ces monuments de la nature que l'art a vaincus, sont accomplis après six années. Parmi les routes d'un autre ordre, celle d'Espagne en Italie par le mont Genève se poursuit, et l'embranchement qui doit l'étendre au département de l'Isère offrira à une portion de la France un passage plus facile et plus rapide au travers des Alpes. L'Apennin, à son tour, devient le siège de travaux actifs qui lieront le Piémont à la Méditerranée et complèteront l'union de la Ligurie avec la France...

On sait qu'en 1802, il eût voulu construire un tunnel sous la Manche. Les routes, les franchissements de montagnes, les remuements de terrain, tout cela a un caractère *impérial*, sur lequel il est inutile d'insister ; mais comment en nier, d'autre part, le caractère stratégique. Rien qu'à contempler ce réseau articulé jeté de Paris jusqu'aux rivages lointains, comment ne pas reconnaître le grand but de victoire et de domination : « terre contre mer » ?

Cependant, toutes les entreprises conçues par cette étonnante imagination ne furent pas accomplies en fait. Il commandait, mais pour mille raisons, dont la principale est le manque d'argent, l'exécution ne suivait que lentement. On s'était habitué, autour de lui, à ce décalage entre le vouloir et le pouvoir.

Le gouvernement du premier Empire, écrit M. Jeoffroy, voulant reprendre les travaux de canalisation dont la Révolution avait empêché l'exécution, crut également trouver les ressources nécessaires par un procédé différent. Afin de donner une plus grande impulsion à la construction des voies nouvelles, il résolut de vendre un certain nombre de canaux appartenant à l'État : canal d'Orléans, canal du Loing, canal de Saint-Quentin (loi du 23 décembre 1809), canal du Midi, dans l'intention d'employer les pro-

duits de l'opération à terminer le canal Napoléon (canal du Rhône au Rhin). Mais, en fait, ces produits furent également détournés de leur destination et servirent à payer les dépenses occasionnées par les guerres ; de 1802 à 1814, 200 *kilomètres seulement de canaux furent exécutés*.

Tout compte fait, en douze ans, il fut dépensé près d'un *milliard* en travaux publics, routes, canaux, ports et quais. Mais, partout l'impulsion était donnée, les plans étaient étudiés et acceptés, les travaux amorcés ou suffisamment poussés ; et, non seulement la France, mais toute l'Europe napoléonienne devait profiter à jamais de l'impulsion et, si l'on peut dire, du coup de fouet donné, à cette époque décisive, par la volonté sans pareille du grand initiateur.

Échelonnées sur ces voies larges et indéfiniment prolongées, se rangent, comme les satellites de la capitale, les « quarante-deux bonnes villes » de l'Empire. Ce sont les *emporia* continentaux chargés de ramasser et de répandre les produits de l'activité des peuples ; ce sont les centres d'intelligence pour la grande mise en œuvre impériale, les lieux d'étapes des légions, d'où se propagent les idées révolutionnaires, les citadelles veillant sur les marches de l'Empire.

La sécurité des villes, l'alignement des rues, l'établissement des trottoirs datent de cette époque. Une sorte de rectitude classique de proportions élégantes, quoique un peu lourdes, un goût robuste et grave où le plein-cintre domine, tout un art d'ingénieur où l'autorité l'emporte sur la grâce, ont marqué la France urbaine à l'empreinte de l'âge napoléonien. N'étant pas encore entourées de leurs ceintures de faubourgs ouvriers, les villes n'avaient pas attiré à elles cette surcharge de populations laborieuses et misérables qui les engorgera dans le cours du siècle ; bien proportionnées, claires, respirant l'air de ces boulevards substitués aux vieilles murailles féodales, elles étaient, pour la plupart, toutes baignées de lumière, et leur belle histoire ornait d'une gloire antique la gloire neuve de l'Empire d'Occident.

Les trois premières cités étaient Paris, Rome, Amsterdam. Dans un état daté du 21 décembre 1808, on voit figurer la population des principales d'entre elles : Marseille, Bordeaux, Lyon, Rouen, Gênes, Turin, Florence et Nantes ont entre 96 000 et 77 000 habitants ; Bruxelles, Anvers, Gand, Lille et Liège entre 66 000 et 50 000 ; Livourne, Parme, Plaisance, Alexandrie, Aix-la-Chapelle et Genève entre 45 000 et 22 000. Dans la plupart de ces villes, Napoléon avait établi un noyau administratif, parfois même politique, relié étroitement au centre, transmettant les ordres et recueillant les moindres traces d'émotion ou de sensibilité locale.

Pour administrer à la fois l'ancienne France et la France complétée, les préfets étaient choisis en raison de leur docilité, certes, mais aussi en raison de leur activité et de leur autorité : beaucoup étaient d'anciens jacobins.

Quant aux villes de la France nouvelle, de la France d'influence, elles étaient restées pour la plupart des capitales ; elles avaient leurs rois comme Naples, Madrid, La Haye, Cassel ; leur vice-roi comme Milan ; elles avaient leurs ducs comme Parme, Plaisance, Florence ; de hauts commissaires spéciaux comme Gênes ; de hauts dignitaires comme Neuchâtel, Bénévent, Ponte-Corvo, Otrante, etc. Des liens de toute nature et de toute efficacité, puisqu'ils émanaient de la volonté souveraine, rattachaient ainsi chacun des nœuds du grand système au nœud central où la majesté de l'Imperator, surveillant tout, ordonnant tout, vibrait à tout.

L ES OBSTACLES A L'EMPIRE
DE RECRUTEMENT

Cet immense organisme est militaire dans son principe et dans sa forme. Sans doute, l'Empereur a de multiples pensées de stabilisation et d'organisation « civiles » : c'est son but final. Mais il reporte tout cela à l'avenir sans trop penser aux obstacles ni à la brièveté de l'existence.

La seule différence entre moi et les autres souverains, disait-il à Caulaincourt, c'est que les difficultés les arrêtent et que *j'aime à les surmonter* quand il m'est démontré que le but est grand, noble, digne de moi et de la nation que je gouverne... On dit, et vous le premier, Caulaincourt, que *j'abuse de la puissance*. J'admets ce reproche, mais c'est *dans l'intérêt général du continent*, tandis que l'Angleterre abuse bien réellement de sa force, et cela pour son seul intérêt... *Je créerai des institutions qui donneront de la force à mon système*. On ne peut prévoir les sacrifices que je ferai, même avec plaisir, à *un ordre de choses européen* qui assurerait une longue tranquillité à tous les peuples, et à la France ainsi qu'à l'Allemagne une prospérité intérieure égale à celle de l'Angleterre.

Et ce monde unifié, apaisé, élevé jusqu'à « l'idéal de la civilisation », il le transmettra à son fils. Mais il ne s'agit nullement d'un nouvel « Empire romain ». Le génie de Napoléon n'est pas de ceux qui copient, il crée. En octobre 1809, l'Institut ayant proposé de donner à l'Empereur, au sujet des inscriptions à placer sur l'Arc de Triomphe, les titres d'Auguste et de Germanicus, il écrit :

« On ne voit rien, dans les souvenirs des empereurs romains, que l'on puisse envier. Un des plus grands soins de l'Institut et des hommes de lettres doit être de *s'attacher à mettre une grande différence entre eux et les faits de notre histoire*... Le titre de l'Empereur est celui d'*Empereur des Français*. » Il ne veut donc aucunement ni le titre d'Auguste, ni celui de Germanicus, ni même celui de César.

Le nom de Charlemagne lui sourit davantage, mais avant tout, il est *soi*, sans modèle et sans précédent. Le monde s'étant transformé par une révolution générale, l'Empereur achèvera cette transformation. Il entrevoit un monde meilleur créé par lui, ordonné par lui, un monde plus rationnel, plus voisin de l'Idéal. Mais, grand chef de guerre, c'est comme tel qu'il entend remplir sa destinée.

Avant tout, donc, la victoire et les moyens de vaincre ; il écrit à Fouché, à la

veille d'Eylau : « Je vois avec plaisir le mouvement que vous vous donnez pour diriger les esprits dans le sens de la conscription. Tenez la main à cela et répétez aux préfets que c'est par là que je jugerai de la bonté de leur administration. »

L'Empereur, convaincu que le recrutement limité à la France ne suffit plus, pour avoir des hommes, soumet à la toise, non seulement la France entière, mais cette Eu-



VOYAGE DE NAPOLEÓN EN NORMANDIE (Composition de G. Hanotaux).

rope qui, pourtant, ne lui appartient pas encore. Il fait proposer au roi d'Espagne de fournir à la France 4 000 cavaliers et 10 000 fantassins avec vingt-cinq canons pour former un corps d'observation au Hanovre contre les Anglais. « Le roi d'Espagne *n'aura que la solde à payer.* » Qu'il s'agisse de l'Espagne ou de la Hollande, qu'il s'agisse des autres peuples entraînés dans le tourbillon, tous devront se soumettre à des exigences croissantes. Napoléon s'explique avec une concision frappante : « Vous ferez connaître à mon ministre à Naples que je n'ai accordé au roi

le royaume de Naples qu'à trois conditions : l'inviolabilité de la constitution, la garantie de la dette publique et *l'entretien de mon armée*, et qu'il faut que ces trois conditions soient strictement remplies. »

Or, si Napoléon veut des hommes, les peuples épuisés n'en veulent pas donner. L'Empereur y a mis des formes, d'abord. Il s'est plu à chercher, pour satisfaire les peuples, des adoucissements constitutionnels. Il leur laissait, en somme, une certaine forme ou ombre d'indépendance. Mais, s'ils refusent ce qu'on attend d'eux, *l'aide* et *l'ost*, comme on disait au moyen âge, c'est-à-dire la contribution et la conscription, que lui reste-t-il à faire, sinon les rattacher à l'Empire ? Son système, à partir du décret de blocus continental, le pousse infailliblement vers la politique des larges annexions. Il a essayé du système des apanages. Il a couvert l'Europe de la dynastie des Napoléonides, pour la tenir dans la main... Mais, si cela ne suffit pas, si les peuples inconscients, ignorants ou épuisés, se rebellent contre sa volonté, que peut-il, sinon les soumettre, fût-ce par la force, et fallût-il de protecteur devenir conquérant.

L A FRANCE- C'est ici que se présente la troisième phase de l'histoire intérieure sous Napoléon : d'abord consulaire, ensuite impériale dans le cadre français, la voici qui devient impériale dans le cadre européen : la France-Europe, selon le mot de Mme de Staël.

Napoléon n'était pas inhumain, on l'a vu après Eylau. S'il persévérait implacablement dans ces vastes projets, fût-ce au prix d'un nouvel effort militaire, c'est qu'il était convaincu qu'en échange de ce qu'il lui demandait, il apportait au monde quelque chose qui paierait tous les sacrifices, à savoir l'anéantissement définitif d'un passé inique et l'avènement de cet « idéal de justice » qu'un siècle de raison avait annoncé. Napoléon a été l'agent d'une idée ; l'idée qui, par lui, est devenue action, puis création, enfin, lointaine et posthume survivance. C'est cela, ou cette étonnante aventure n'a pas de sens.

Les forces qui travaillent pour Napoléon, multipliées par son génie, étant l'expansion révolutionnaire et la volonté d'ordre, les forces contraires sont, d'abord, la charge des sacrifices matériels et moraux imposés aux peuples, la résistance qui s'oppose naturellement à toute nouveauté, à toute expansion d'un pays dans l'autre et, pourquoi ne pas le dire, la fâcheuse impression que produit, au dehors, cette France si vive, si spontanée, si confiante, tendant les bras à tous ces peuples lourds et compassés, toujours de plomb. Les Hollandais disaient de Napoléon : « Il devine tout, il sait tout. *C'est le diable !* » Napoléon, à l'essor du génie, blesse, plus que personne, ce monde qu'il séduit, qu'il élève, qu'il exalte jusqu'au

sublime. Voyez l'histoire de ses frères et parents, les Napoléonides. Ces hommes — les fils de sa fortune — ont à peine en main le sceptre, qu'ils se retournent vers les peuples qu'on leur a distribués, se saisissent de leurs causes et crient en leur nom : « Délivrez-nous, Seigneur ! » A quoi Napoléon répond par son grand cri déchirant, toujours le même : « Vous n'êtes donc pas des Français ! » Malgré tout, il semble qu'à une heure donnée, Napoléon, conquérant par et pour la Révolution, ait été l'homme de l'Europe. C'est à l'heure où la Grande Armée, comptant plus d'Européens (180 000 hommes) que de Français (155 000), marchait d'un seul pas et d'un seul bloc, au Niemen, décidée à refouler en Asie l'anticivilisation et l'antirévolution, la Russie.

Mais, d'autres éléments entraient en jeu : d'abord le temps, et ensuite l'Intrigue. L'Empereur avait-il une pleine conscience du temps qu'il lui faudrait pour

accomplir sa tâche ? Sa nature était de ne guère penser au lendemain. Il disait parfois : « Il faudra que mon fils soit comme moi, un capitaine : car deux ou trois règnes suffiront à peine pour achever ce que j'ai entrepris ». Par un retour sur soi-même, il disait aussi : « Que je vive trente ans encore ! » La vérité est qu'il s'accordait, pour sa tâche, un délai indéfini. Et il savait que le cancer paternel rongait son flanc ! Tout à son œuvre, le calculateur se refusait à ce calcul-là, pensant toujours et de bonne foi (sa foi en lui-même), que le nouvel effort qu'il demanderait serait le dernier. Telle paraît être la raison de son obstination constante à refuser de traiter,



BAPTÊME DU ROI DE ROME (D'après Isabey. Fragment).

même à Francfort, même à Châtillon. Enfin, il y avait auprès de lui des hommes dont les combinaisons n'étaient, tout au contraire, qu'une perpétuelle supputation du temps. Ceux-là étaient assurés que l'usure des années aurait raison de lui et que le tout était de lui survivre. C'étaient les hommes de l'Intrigue. Ces révolutionnaires retournés, maintenant aux gages des princes, eurent l'art d'unir princes et peuples dans un même faisceau contraire à Napoléon, à la France, à « l'idéal de civilisation ». L'Empereur les avait devinés, mais, n'osant rompre avec leur dangereuse troupe, il rusait avec eux. A quoi travaille-t-il, en somme ? A la stabilité. Que veut-il réaliser ? Une organisation. Quel serait son triomphe ? une nouvelle légitimité. Mais, tout cela, n'est-ce pas un retour vers la vieille Europe ? L'Intrigue saisit très bien cette suite nécessaire des positions prises et, logiquement, elle capte sa destinée pour en faire son propre instrument. C'est elle qui le poussera au mariage autrichien, — legs de Choiseul. C'est elle qui le jettera en Espagne, par quoi il devait périr. C'est elle qui mènera ses négociations de façon à l'acculer à la rupture, tout en flattant son rêve de victoire absolue.

En 1810, c'est-à-dire au plein de son développement, la France impériale comptera 130 départements. Achievée, elle comprendra l'ancienne France poussée jusqu'à ses limites naturelles et, en plus, comme accroissements immédiats ou prochains, Genève, le Valais, la Belgique, les Pays-Bas, une partie de la Westphalie, tout le littoral de la mer du Nord, y compris l'Oldenbourg, les villes hanséatiques jusqu'à la limite qui les sépare du duché de Mecklembourg ; vers l'Italie, le Piémont, Gênes, la Toscane, l'île d'Elbe et Ombrone, Parme, les États pontificaux ; et, au delà du royaume d'Italie, les provinces Illyriennes et les îles Ioniennes. Le royaume d'Italie formait une sorte de co-État, uni à la couronne par la couronne de fer ; il englobait l'Italie du Nord depuis le Piémont jusqu'à Ancône.

Par une gradation d'autorité qui tenait compte, d'abord, des nécessités militaires et, en seconde ligne, de certaines convenances historiques, économiques et ethniques, venaient ensuite les États feudataires placés aux mains de membres de la famille impériale, les Napoléonides : grand-duché de Berg, royaume de Naples, royaume d'Espagne, royaume de Westphalie. Puis, à un degré d'union moindre encore et subordonnée par une sorte de « protectorat » à l'Empire : la Confédération du Rhin, comprenant le grand-duché de Bade, le royaume de Wurtemberg, le royaume de Bavière, le royaume de Saxe, le grand-duché de Mecklembourg ; puis, à peu près dans les mêmes conditions, le grand-duché de Varsovie et la Suisse. Une mention est nécessaire, enfin, pour les pays alliés comme le Danemark, qui avaient contracté des engagements précis, en particulier sur la livraison de

certaines contingents, sur l'application du blocus continental, etc., tout en gardant leur indépendance constitutionnelle.

La Russie avait été une alliée très chère de Napoléon. Maintenant, elle dessoudait graduellement l'alliance et substituait à celle-ci, en vue de la rupture prévue, l'alliance de l'Autriche et celle de la Prusse avec, en perspective, celle de l'Angleterre. L'attitude de la Suède était incertaine : un Français, Bernadotte, était prince royal. C'était à grouper en un seul faisceau ces forces hésitantes ainsi que celles des puissances orientales voisines de la Russie, la Turquie, la Perse, que travaillait la diplomatie impériale, à cette date de 1810 qui marque l'apogée du système.

Quelques chiffres donneront une idée approximative de la situation relative de l'Empire napoléonien en Europe, à la veille de l'expédition en Russie. D'après l'almanach impérial, l'Europe comptait, à cette époque, une population de 167 millions d'habitants. La France venait au premier rang avec 44 millions d'âmes. Si on groupe les États subordonnés unis, ou alliés, on voit que Napoléon, lorsqu'il passait le Niémen, en juin 1812, entraînait avec lui, dans les contingents de la Grande Armée, les forces viriles de 112 millions d'habitants. La Russie et la Grande-Bretagne, qui restaient les seules grandes puissances européennes en guerre contre lui, ne représentaient qu'un bloc de 48 millions d'habitants : $36 + 12$. La Suède en comptait 2 millions, le Portugal 2 millions. Groupés autour de la France, le royaume d'Italie comptait 6 millions et demi d'habitants, Naples 6 millions, la Suisse 2 millions, l'Espagne 10 millions, la Westphalie 2 millions, Berg et Clèves 1 million, la Saxe et le duché de Varsovie, 5 millions et demi, les vingt-sept autres États de la Confédération du Rhin 8 millions et demi, le Danemark 2 millions et demi, soit 88 millions environ placés sous la domination ou l'influence politique directe de l'Empereur. Si, négligeant la Turquie, on ajoute à ces chiffres



BERNADOTTE

(D'après le portrait du Musée de Versailles).

la population des États alliés rangés à cette époque aux côtés de la France, l'Autriche 19 millions et la Prusse 5 millions, on arrive à cette masse de 112 millions d'habitants, soit plus des deux tiers de la population de l'Europe. C'était donc bien, selon le mot de Mme de Staël, la « France-Europe ».

L'ORGANISATION NAPOLEONNIENNE EN BELGIQUE ET EN HOLLANDE

posant au système de Dumouriez, qui avait voulu ménager l'indépendance des



DOULCET DE PONTÉCOULANT

(D'après un portrait du Cabinet des Estampes).

Napoléon n'était pas l'inventeur de la politique d'expansion et de conquête. S'opposant au système de Dumouriez, qui avait voulu ménager l'indépendance des peuples tout en les « révolutionnant », la Convention avait annexé définitivement la Belgique (1). Avec ses neuf départements, Lys, Escaut, Jemmapes, Forêts, Sambre-et-Meuse, Ourthe, Dyle, Deux-Nèthes, Meuse-Inférieure, la Belgique suivit, dès lors, le sort de la France. La plus grave de toutes les difficultés pour les préfets français en Belgique fut l'établissement rigide d'une politique prohibitionniste et anti-mercantile sur les provinces qui, jusque-là, dépendaient économiquement de l'Angleterre. La conscription napoléonienne n'était pas populaire. Les prêtres ne se pliaient qu'avec regret et restriction mentale au serment imposé par le Concordat. Dans l'ensemble, l'assimilation ne progressait que lentement. Cependant, des mesures de la plus haute portée politique, par exemple le développe-

ment vraiment impérial du port d'Anvers, l'amélioration du réseau routier et des canaux, la consolidation de la sécurité publique, l'ordre enfin, même appliqué dans sa vigueur militaire, n'en donnaient pas moins aux Belges le sentiment glorieux d'appartenir à une grande nation. Les observateurs intelligents et attentifs que furent la plupart des préfets de Napoléon, les Doulcet de Pontécoulant, les Voyer d'Argenson, les Lopès, les d'Houdetot, ou encore les *missi dominici*, les Miot, les Réal, constatent le calme général jusqu'en 1810 ; mais ils signalent un remous d'indépendance et de mauvaise volonté après Baylen et Essling. La conscience

(1) Voir les premières pages de l'étude du général Mangin, au début du t. II de l'*Histoire militaire*.

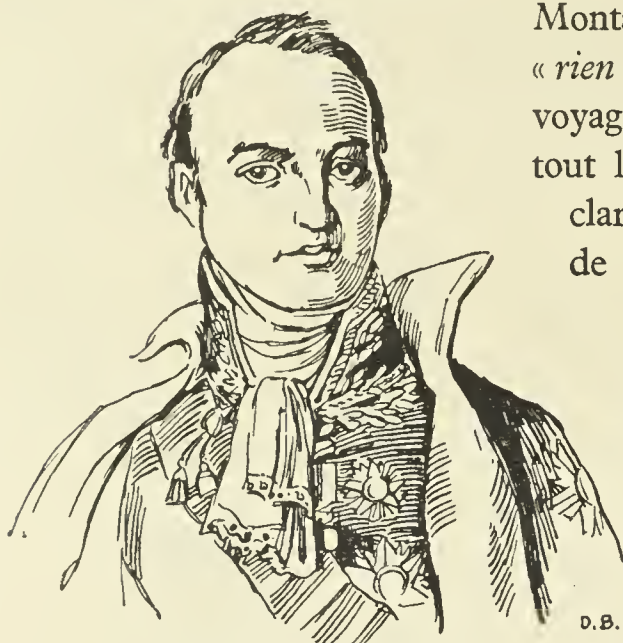
catholique, douloureusement affectée par les dissentiments de Napoléon avec la papauté, engage, derrière l'abbé Stevens, une lutte qui entraîne peu à peu l'épiscopat lui-même ; les mesures violentes, l'exil et l'incarcération des prélats et des prêtres poussent Napoléon dans une impasse. Quand la débâcle de 1812 survient, le prestige tombe ; aussitôt l'opposition grandit, se déclare ; une sorte de conspiration de lassitude et d'effroi provoque le désarroi, puis la « panique des fonctionnaires ».

Tandis que la Convention avait écarté l'idée d'une république belge, elle avait accepté celle d'une république batave. Bien du passé mort et pourri alourdissait cette société un peu encroûtée dans sa vieille gloire. La république batave dut se plier, bon gré mal gré, aux nécessités des circonstances. L'Empereur prit le parti de faire, de la Hollande, un royaume pour son frère Louis, à qui il dit solennellement : « Que la Hollande vous doive des rois qui protègent ses libertés, ses lois, sa religion ; mais *ne cessez jamais d'être Français.* » La Hollande ne comprit pas comment son roi pouvait « rester français » et, à peine installé, Louis écrivait à l'Empereur : « Du moment où j'ai mis le pied sur le sol du royaume, je suis devenu Hollandais. » Napoléon ne voyait en lui qu'un lieutenant qui lui assurerait des ressources, des contributions, des soldats et des navires indispensables pour la guerre contre l'Angleterre. Or, la résistance des Hollandais était inébranlable et Louis avait dû s'associer à cette opposition. Dans l'affaire du blocus continental, tout un peuple marchand s'était obstiné à prendre le contre-pied du grand dessein napoléonien. Au fond, la Hollande n'avait qu'une politique : la neutralité. Napoléon bondissait rien qu'à deviner cette pensée... Louis abdique. Que fait l'Empereur ? Il réunit la Hollande à l'Empire ; et, il prend immédiatement les deux mesures sur lesquelles portait le fond de la querelle : il met la main sur les finances par le tiercement des rentes et il ordonne l'établissement de la conscription. Entre les mains de Lebrun, lieutenant-général de l'Empereur, qui, à partir de 1810, géra avec sagesse et prudence les ressources du pays, la



LOUIS BONAPARTE
en costume de colonel de dragons
(D'après Girodet).

Hollande s'apaisa, mais l'esprit de résistance restait dans les cœurs. Une commission des finances composée de trois hommes de premier plan, Gaudin, Mollien,



COMTE DE MONTALIVET
(Bibliothèque Nationale).

Montalivet, ne laisse, de l'avis de l'un d'entre eux, « rien de hollandais en Hollande ». Lors du fameux voyage de Napoléon en 1811, l'Empereur surprit tout le monde par son acharnement au travail, sa clarté rayonnante et son esprit de décision. L'effet de sa présence fut, comme partout, prodigieux.

Napoléon obtint, à la fin, de la Hollande un concours maritime qui dépassa ses propres espérances. La nation sert ; mais veut-elle servir ? La réponse, toujours douteuse, devint négative quand sonna l'heure de la défaite et que la chaîne se relâcha.

D.B.

Les esprits éclairés, écrit le duc de la Force, appréciaient les avantages des codes de la législation française ; ils avaient compris la réduction de la rente, mesure radicale depuis longtemps prévue... En

tout ils admiraient une administration incomparable, d'une activité prodigieuse. La formule nouvelle : « Dans les vingt-quatre heures », affolait les anciens titulaires des sinécures, maires indolents qui lisaient avec effroi : « L'exécution ponctuelle de cet ordre est sous votre responsabilité personnelle. » Les préfets connaissaient la redoutable phrase : « On n'a rien fait tant qu'il reste quelque chose à faire. »

Mais la masse goûtait peu les institutions françaises : elle préférait, écrit Naber, l'historien hollandais, « les abus hollandais à l'ordre et à la régularité actuels ». Tout compte fait, une transformation s'accomplissait là comme partout dans l'Empire. Une nouvelle Hollande, assurée d'un bien-être général par les grands travaux entrepris, guérie de bien des maux, allait renaître.

Les diplomates de 1815 firent, comme on sait, de la Hollande-Belgique, l'instrument, dans le Nord-Est, d'une nouvelle *politique des barrières*, qui fut la source de dangereuses discordes européennes. Mais, plus tard, les souvenirs glorieux remonterent. Ici, comme en Belgique, dans la mémoire d'un peuple équitable : « Si quelqu'un eut pu nous gagner à l'amour de la France, écrivit plus tard l'historien national Naber, c'était Lebrun. »

L'ALLEMAGNE ET LE SYSTÈME FRANÇAIS

Napoléon considéra toujours la question allemande au point de vue de la balance des forces. Son esprit réaliste, cette « lumière latine » qui rayonnait de lui, avait peine à percer

les puissances confuses et contradictoires qui enveloppent, comme des brumes, cette race médiane où toutes les dérivations européennes se rencontrent et se perdent comme des fleuves dans la mer. Ce n'est pas qu'il se perde lui-même dans cet océan d'hommes ou de forces. Tout au contraire, il le rassemble, le concentre, lui donne une sorte de solidité. Le premier, il l'amalgame et il en fait un bloc. Service que l'Allemagne n'oubliera jamais. Mais ce n'est plus la vieille Allemagne, l'Allemagne avec laquelle, séculairement, a travaillé la France. En lui assurant des formes plus affermies, des arêtes plus vives, en la déterminant comme puissance moulée et disciplinée, il la pousse, par une première centralisation administrative et politique, vers cette unité qu'elle cherchera à copier de la France et à laquelle elle se résoudra au risque de faire claquer l'Europe.

Napoléon ne voyait en Allemagne que les princes, non les peuples. Peut-être agissait-il en cela par les conseils de Talleyrand qui, le premier, lui avait appris le dehors. Peu s'en fallut, pourtant, qu'en 1812, le grand fait européen ne s'accomplît et que la Révolution ne se trouvât installée par lui, en Allemagne, dans le sens où il l'entendait, c'est-à-dire dans le sens de l'ordre et conformément à l'« idéal de civilisation ». L'Empereur écrivait : « Vous connaissez mes principes par rapport à l'Allemagne. Je n'attache aucune importance à la Confédération comme confédération ; mais j'en attache à chaque prince *isolément* et je veux que tous jouissent de leur *indépendance*. » Cette parole explique comment la politique des « princes » resta la politique de Napoléon. Peut-être son instinct appréhendait-il que l'unité germanique révolutionnaire ne s'insurgeât contre lui. Mais une politique qui ménageait trop les princes, grands et petits, ne pouvait aller au cœur des peuples. Ainsi s'établit, des princes aux peuples, un malentendu qui finit par se fondre dans un retournement commun contre Napoléon.

Cependant l'Empereur comprit, dès le début, que le peuple allemand avait, comme les autres, soif de la terre. Il écrit, en février 1805 : « Il convient de prendre toutes les mesures pour pousser les ventes des biens nationaux aussi rapidement qu'il sera possible. L'agriculture prospérera dans les quatre départements du Rhin dès qu'ils seront aux mains des véritables cultivateurs. » C'est à cette politique que l'Empire doit les premières sympathies et l'autorité facile que l'implacable Mme de Staël, elle-même, lui reconnaît. Le duché de Berg, qu'administra Beugnot, fut l'un des joyaux de la domination impériale. Tout ce qui tenait au servage et à la féodalité y fut aboli ; le code civil fut introduit ainsi qu'une organisation judiciaire analogue à celle qui existait en France. En matière de finances, les sept divisions principales françaises furent établies, douanes, enregistrement et timbre,

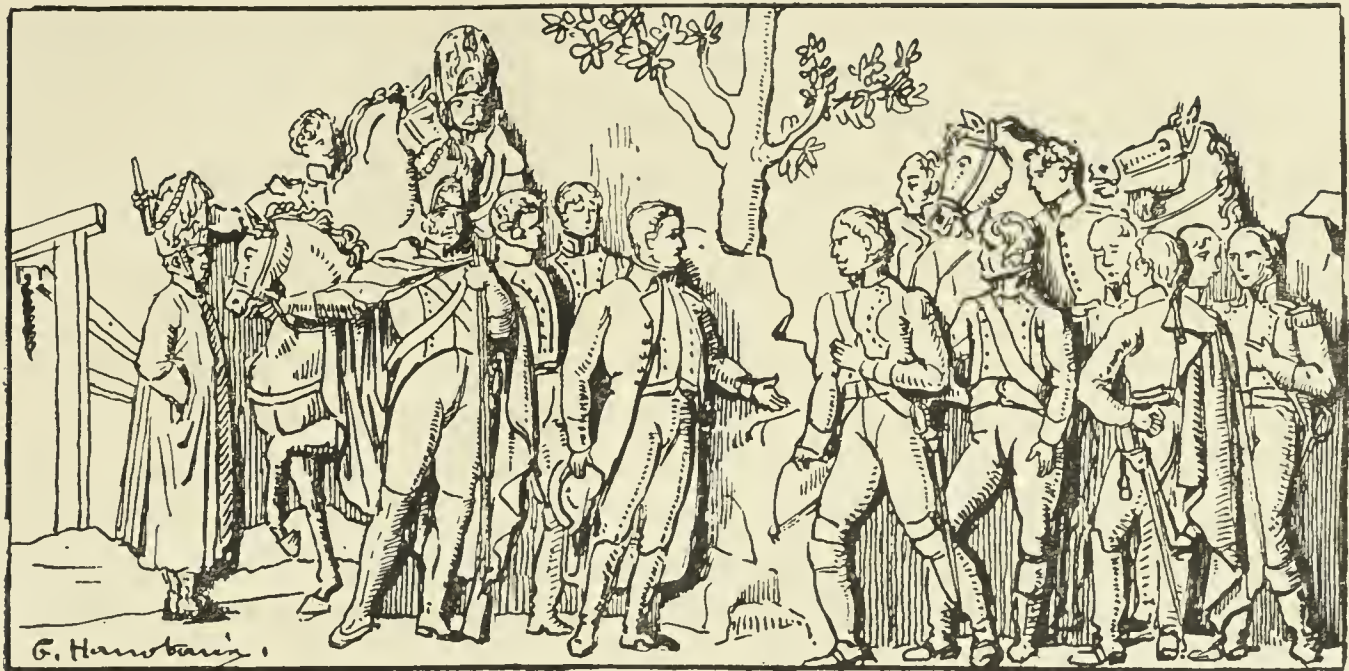
postes, eaux et forêts, mines, contributions directes et indirectes. Les ministères et le Conseil d'État furent également établis à la française. Le franc fut introduit comme expression monétaire dans la comptabilité publique, et le commerce se trouva facilité par une stabilisation générale ramenée au même type. Ces réformes furent acceptées sans plainte.

Le principe d'unité, si décisif dans l'évolution de l'histoire allemande, l'Empereur l'avait introduit en créant la *Confédération du Rhin*, dont l'acte de fondation avait été signé à Paris le 12 juillet 1806 ; il groupait l'influence française sous les rois de Bavière et de Wurtemberg (dont les filles épousèrent Eugène de Beauharnais et Jérôme Bonaparte), l'électeur archichancelier, l'électeur de Bade, le landgrave de Hesse-Darmstadt, le duc de Berg, les princes de Nassau et de Hohenzollern qui reconnaissaient Napoléon comme leur « protecteur ».

En 1807, la *Saxe* et le *grand-duché de Varsovie* occupent une situation analogue et, bientôt, le royaume de *Westphalie* va devenir le type particulièrement choyé de l'expansion impériale en terre germanique. Il suffit d'insister sur ce point que Napoléon distingue avec soin entre les différentes souverainetés de la Confédération. On sent qu'il préférerait laisser une sorte de rivalité et concurrence subsister entre les princes, mais avec le dessein de s'attacher les peuples par les mesures sociales et révolutionnaires visant la grande propriété et qui doivent aboutir, partout, par l'application des règles du Code civil. La *Bavière*, alliée de l'Empire napoléonien, avait comme souverain un ancien colonel français dont le premier ministre, Montgelas, était Français d'origine et d'éducation. Le servage fut tout de suite aboli. Mais la constitution, publiée en 1808, ne fut pas mise en vigueur, pas plus que n'eut le temps d'être réalisée la promesse d'introduire le code Napoléon. Le grand-duché de *Bade* introduisit le code Napoléon « comme le plus éminent produit de la science législative », mais avec des modifications ; en fait, on laissa à peu près intact l'édifice du passé.

Dans le duché de *Hesse-Darmstadt*, le prince étant tout dévoué à la France et aux idées françaises, on fit quelques pas de plus. Dans le grand-duché de *Francfort*, Dalberg se plia à toutes les volontés de l'Empereur. Son grand-duché fut organisé « à la française » : code civil, égalité de tous devant la loi, libre exercice des cultes, abolition du servage, système français des poids et mesures et des contributions, etc.

Le roi de *Wurtemberg* fut révolutionnaire à sa manière, par la promulgation de lois propres au royaume et qui eurent pour effet voulu et réfléchi l'égalité du citoyen devant la loi, l'abolition des fiefs et des prérogatives nobiliaires, la suppression des privilèges en matière d'impôts et de service militaire, la liberté



RÉCEPTION DE NAPOLEON I^{er} PAR L'ÉLECTEUR DE BADE

(D'après un bas-relief de la colonne Vendôme).

personnelle, la propriété affranchie, l'abolition du servage. La *Saxe*, jusqu'à Leipzig, fut une fidèle alliée de Napoléon. Cependant, le code civil n'y fut jamais introduit. Napoléon ordonna seulement qu'on mît la main sur les ressources du pays et, en particulier, sur les moyens de guerre. Quatre intendants français furent chargés de l'administration civile et financière. L'Empereur favorisa l'industrie saxonne, si éminemment continentale.

La *Westphalie* fut le champ d'expériences confié par Napoléon à son frère préféré, Jérôme, pour y démontrer, par l'autorité du fait, la supériorité de son « idéal de civilisation » :

Il faut, lui écrit Napoléon, en dévoilant son système, que vos peuples jouissent d'une liberté, d'une égalité, d'un bien-être inconnus aux peuples de la Germanie. Cette manière de gouverner sera une barrière puissante qui vous séparera de la Prusse plus que l'Elbe, plus que les places fortes, plus que la protection de la France. Quel peuple voudra retourner sous le gouvernement arbitraire prussien quand il aura goûté les bienfaits d'une administration sage et libérale? Les peuples d'Allemagne, ceux de France, d'Italie et d'Espagne désirent l'égalité et veulent les idées libérales. Voilà bien des années que je mène les affaires d'Europe, j'ai eu lieu de me convaincre que le bourdonnement des privilèges était contraire à l'opinion générale. Soyez roi constitutionnel !

Le système est donc le suivant : monarchie héréditaire ; abolition du servage, assemblée représentative, égalité devant la loi, libre exercice des cultes, abolition de tous les privilèges et de la féodalité, la noblesse réduite aux honneurs, système

judiciaire français, préfets et sous-préfets ; introduction du code civil, publicité des procédures ; si la conscription est établie, la schlague est abolie. Napoléon avait dicté à Jérôme cette proclamation d'une splendeur pleine de futur : « *C'est pour les peuples que Napoléon a vaincu...* Westphaliens, tels furent les résultats des trois journées de Marengo, Austerlitz, Iéna, telle est aujourd'hui la conséquence du mémorable traité de Tilsit. Ce jour-là, vous avez obtenu le premier des biens, *une patrie*. » Le sang n'eût dû faire qu'un tour dans cette jeune Westphalie, matrice régénérée de l'antique Germanie, berceau de la Réforme, quand elle entendait ce langage. Qui donc avait jamais parlé ainsi *peuple* au peuple ?

Mais une force était restée latente en Allemagne, la force *prussienne*, faite de ténacité, de patience et d'esprit pratique, servie par une étonnante faculté d'adaptation. La Prusse lutta toujours contre Napoléon et la France et sut retourner contre eux leurs propres principes. Elle se fit « révolutionnaire » pour échapper à la Révolution.

« Une cause a contribué à porter la France à ce degré de puissance, écrivait Gneisenau en 1807 ; la Révolution a mis en œuvre la force nationale tout entière du peuple français... Il en doit être de même des autres Européens. S'ils s'approprient les résultats de la Révolution, ils auront le double avantage d'opposer leur force nationale dans toute sa puissance aux forces étrangères et d'éviter les périls d'une révolution intérieure qui les menace encore... »

« Napoléon est tombé, écrivait Caroline von Humbolt en janvier 1815, mais ses idées et ses principes ont encore de nombreux adeptes. Dieu merci, les peuples valent mieux que la plupart des gouvernements, et le soleil de l'Allemagne vient de se lever... L'Allemagne marchera avec le temps vers son unification... Tous les regards sont tournés vers la Prusse... »

Cette vue anticipée sur les suites prochaines de la Révolution en Allemagne découvre l'histoire cachée de cette époque, celle qui ne s'inscrit pas dans les annales officielles. A cet effondrement du passé, tous consentent, y compris ces Stein, ces Hardenberg, ces Scharnhorst, tout gonflés de haine pour les hommes de la Révolution et pour la Révolution elle-même ; Altenstein écrit au roi : « Napoléon a conservé l'idée fondamentale de la Révolution française, la destruction de tout ce qui est vieux et de tout ce qui dort, pour éveiller et développer sans cesse de nouvelles forces qu'il applique sous une forme inédite à toute l'Europe, ou plutôt au monde entier. » La reine Louise elle-même s'écrie : « Il est l'outil du Tout-Puissant, pour mettre fin à l'ordre des choses du passé. » Aussi les réformes qui s'accomplissent en Prusse prennent-elles de plus en plus, malgré des résistances conservatrices, un caractère français et napoléonien : abolition du régime féodal, de la propriété de mainmorte, émancipation des serfs en 1807, droit de propriété reconnu aux paysans en 1810, égalité devant la loi, centralisation, système de représentation, suffrage.

Il n'y a de comparable en histoire que la soudaine acceptation des lois et des mœurs de la Rome victorieuse par la Gaule, l'Espagne et les autres peuples européens. Une vie nouvelle était infusée au corps social. Napoléon était battu par ses propres armes. Institutions politiques nouvelles, financières, administratives, agraires, toutes s'inspirent de l'esprit nouveau, de l'esprit français. Par la propagande napoléonienne, suite de la propagande révolutionnaire, le mot d'André Chénier se réalisait : « La France avait fait une expérience pour le reste de l'humanité. »

L'Allemagne, en 1812, était en apparence soumise. Or, en fait, elle n'était pas conquise. De toutes les raisons qui ont contribué au « grand refus », la plus décisive, c'est la plus profonde et la plus cachée : la poésie s'était retournée.

Religion, prière, amour du prince, de la patrie, de la vertu, écrivait Gneisenau à son roi en 1811, ne sont autre chose que de la poésie ; il n'y a pas d'élévation du cœur sans dispositions poétiques. *La sûreté des trônes est fondée sur la poésie*. Combien d'entre nous qui regardent avec douleur chanceler le trône pourraient trouver une situation heureuse dans une retraite silencieuse, combien pourraient même attendre une situation brillante, si, au lieu de sentir, ils voulaient calculer ? Mais les liens de la naissance, de l'affection, de la reconnaissance, nous attachent à notre ancien monarque ; avec lui nous voulons vivre et mourir.

La fidélité au « vieux roi », la fidélité aux aïeux, telle était l'émotion inverse qui, remuée par l'action du Tugendbund et la parole de Fichte, expulsait l'influence française de l'âme allemande. Cette âme, Napoléon ne l'avait jamais pleinement saisie, pleinement comprise. Esprit de lumière, fils du calcul et de la raison, il n'avait jamais pénétré certains coins obscurs. La doctrine du progrès indéfini, d'une humanité se déifiant elle-même avec l'affirmation exclusive d'une « morale terrestre » appuyée sur le « sérieux du Nord », voilà ce qui s'agitait dans les brumes du mysticisme, du maçonnerisme et du philosophisme allemands. De cette tendance, l'État laïque était l'organe essentiel. L'action de la Révolution et de la conquête napoléonienne cristallisa ces vagues aspirations. Mais cet empire français, bâti par un Corse, n'était pas ce qui pouvait répondre à la conception de l'État issue du protestantisme et rafraîchie par la philosophie nouvelle. Un empire *latin* était, par essence, *antigermain*. Quand l'Empereur rencontra, à Weimar, les grands Allemands, Goethe et Wieland, eut-il l'intuition de ces pensées secrètes qui reposaient au fond des cœurs ? Et savait-il qu'à Berlin, le disciple immédiat du maître de la « Raison pratique », Fichte, prononçait, au même moment, ces fameux discours qui, inaugurant l'Université de Berlin, évoquaient le vieux génie allemand et accablaient de traits acérés la conception romaine et napoléonienne de l'Empire ? C'était, pourtant, à cette Allemagne, et non à l'Allemagne des princes, que, dès lors, Napoléon avait affaire.

Cependant, l'occupation française, les charges imposées, le cauchemar de l'oppression, la gloire de la France, tout pèse, irrite, écrase. Une propagande fortement organisée, où se confondent les thèses et les subsides de l'Angleterre, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, se glisse partout, échappe à la surveillance impériale. Les villes hanséatiques sont une porte ouverte sur le Nord et sur la mer. En 1808, on saisit la correspondance de Stein : il y déclare nécessaire de « nourrir l'exaspération ». En 1809, l'appel de l'archiduc Charles « à tous les Allemands » produit une sensation profonde. A la fin de 1811, Rapp écrit à Davout que « l'exaspération est générale » ; à



« ALORS, CE SONT LES NOBLES QUI ONT VAINCU ! »

(Composition de D. Burnand).

quoï Napoléon répond qu'il n'y a rien à redouter « d'un peuple si sage, si raisonnable, si froid, si tolérant » et que, « s'il y avait un mouvement en Allemagne, il finirait par être *pour nous* et contre ces petits princes ». Les causes de cette désaffection lente ne sont pas seulement d'ordre sentimental et patriotique ; elles sont aussi

réelles, matérielles : conscription, réquisitions, contributions de guerre, impôts réguliers, charges exceptionnelles et arbitraires, entretien et passage des troupes, aménagement des camps et des forteresses, de tout l'Allemagne se plaint. Le peuple allemand, de même que les marchands hollandais, ne veut rien savoir de ces vastes projets, agités dans le puissant cerveau du grand homme, dussent-ils lui profiter un jour. On avait accepté les principes de la Révolution avec enthousiasme : mais, selon un mot venu d'Italie et colporté d'un bout à l'autre de l'Empire, « on ne savait pas que les principes de 89 eussent besoin de tant de chaussures et de capotes ». De là la nécessité où se trouvait Napoléon de vaincre toujours ; de là le blocus de plus en plus serré appliqué aux marchandises anglaises et les charges croissantes s'abattant sur les peuples ; de là, enfin, cette perpétuelle chute dans l'annexion qui entraînait l'Empereur, alors même que son propre jugement se fût porté souvent vers une certaine modération.

Malgré tout, Napoléon était en droit de penser, jusqu'à la veille de la campagne de Russie, que son immense programme se réalisait. Il avait entraîné les contingents de toute l'Europe, et notamment ceux de l'Allemagne (150 000 hommes), dans cette nouvelle Grande Armée qu'il portait sur le Niémen. Selon le plan de « l'Empire de recrutement », il avait soulagé la France en chargeant l'Europe. Le sang versé en commun, on le sait, ne devait pas sécher tout de suite. L'Allemagne n'a pas oublié et ne peut pas oublier le grand homme qui l'a arrachée de l'ornière où elle s'enlisait. Si l'Empereur eût vaincu en Russie, peut-être l'Empire de Charlemagne, l'Empire d'Occident, l'empire « de la terre contre la mer » eût-il été définitivement constitué. De puissants intérêts économiques, agricoles, industriels, l'eussent soutenu. Une armée, dont les survivants eussent été couronnés par la victoire, se fût attachée aux aigles françaises comme les contingents germaniques avaient combattu, jadis, sous les aigles romaines. Le temps eût fait le reste. Le temps manqua au héros. Son œuvre reste l'étonnante improvisation d'un homme qui faillit, à lui seul, détourner le cours de l'histoire. Cependant les peuples, et les peuples allemands plus que les autres, peut-être, eurent, alors, la claire vision que c'était leur cause qui, par leur propre défection, succombait avec la cause du grand Latin. L'historien de cette émouvante histoire a déjà rapporté la parole de la vieille femme allemande qui, assistant au départ des troupes françaises en 1814, s'écriait : « Alors, ce sont les nobles qui ont vaincu ! »

**L'UNITÉ IMPÉRIALE
EN ITALIE**

Il y eut, pour la politique d'expansion française en Europe sous Napoléon, deux champs d'action différents et, en quelque sorte, opposés et contrastés : le Nord et le Midi. Corse, Napoléon avait les affaires méditerranéennes dans la peau. Observant l'Italie de près, qu'y a-t-il trouvé ? Une terre, bourrée et labourée de grandeurs, devenue le lieu de toutes les paresse et de toutes les déchéances. Le coup de génie *italien* de Napoléon, c'est d'avoir deviné qu'il y avait, sur ce sol tourmenté, dans cette noblesse énervée, dans cette population indigente, des facultés, des ressources admirables et inemployées et, les yeux tournés vers la « Renaissance », dont il était le fils, d'avoir su prendre une telle confiance en l'avenir qu'il devient le père du *Risorgimento*.

La France, à cette époque, déborde sur l'Italie. Qu'on se remémore ce qu'ont fait un Eugène, un Championnet, même une Élisabeth, un Murat, à Milan, à Naples, à Florence, un Lebrun à Gênes, un Marmont en Illyrie et en Dalmatie, un Miollis à Rome, un Gouvion Saint-Cyr partout ; ce qu'ont accompli les grands fonctionnaires, les Tournon, les Gérando, les Norvins, les Janet ; des diplomates comme

Alquier, Cacault, et même cet étrange Maghella. Faut-il négliger les lumières et le lustre qu'ont jetés sur l'Italie un Paul-Louis Courier, un Stendhal et tant d'autres humbles officiers qui, avec cordialité, finesse et urbanité, mettent tant d'avenir intellectuel dans les relations entre les deux pays ? Une conversation chez la duchesse d'Albany, une lettre de Sismondi à la même duchesse, une *Promenade dans Rome*, l'esquisse d'un chapitre de la *Chartreuse de Parme*, tout cela est d'une portée



PAUL-LOUIS COURIER (D'après Lelièvre)
(Cabinet des Estampes).

européenne immense et prépare le monde aux grandes résurrections. Quelle « publicité » pour la cause italienne que ces enthousiasmes ! Retour d'émigration, ou retour des camps, ces fervents se sont retrempés aux sources de l'art et de la civilisation. Mme de Staël, où couronne-t-elle Corinne ? au Capitole. Chateaubriand, où promène-t-il les dernières heures de Mme de Beaumont ? dans les ruines du Colisée. Pauline, à qui confie-t-elle le modèle d'un corps fait pour le marbre ? à Canova. Mme Récamier, où se réfugie-t-elle ? à Rome, M. de Fontanes lui servant de guide :

Les Français, en traversant Rome, écrit Chateaubriand, y ont laissé leurs principes : c'est ce qui arrive toujours quand la conquête est accomplie par un peuple plus avancé en civilisation que le peuple qui subit cette conquête, témoin les Grecs en Asie sous Alexandre, témoin les Français en Europe sous Napoléon. Bonaparte, en enlevant les fils à

leurs mères, en forçant la noblesse italienne à quitter ses palais et à porter les armes, hâtait la transformation du génie national.

Dans l'*Italie du Nord*, l'Empereur commence la réalisation de son programme par la vente des biens nationaux qui assure au paysan l'usage de la propriété rurale, bienfait inappréciable pour ce peuple écrasé, depuis deux mille ans, par l'abus des mainmortes et des *latifundia*. Mais, on peut dire que le sceau du système napoléonien, c'est l'établissement du code civil, c'est-à-dire la transformation des mœurs. Introduit dès sa promulgation, en 1804, dans les départements de la rive gauche du Rhin, le code civil devient loi du royaume d'Italie, des États de Parme, Plaisance et Guastalla en 1805. Le peuple italien acclame d'enthousiasme la présence du héros dans ces voyages à Turin, à Milan, où il coiffe, en 1805, la « couronne de fer » et où il se mêle, « sans un soldat français », parmi ces foules familières.

Jamais mon gouvernement, disait-il plus tard à Sismondi, n'a dévié du système de la Révolution, non des principes, comme vous les entendiez, vous autres... Moi, je suis pour l'application. Égalité devant la loi, nivellement des impôts, abord de toutes les places, j'ai donné tout cela. Le paysan en jouit, voilà pourquoi je suis son homme. Oui, populaire, en dépit des idéalistes !...

Après avoir songé à confier la couronne à Joseph, l'Empereur retient, pour lui-même, le gouvernement direct et nomme Eugène vice-roi. Quel choix pouvait être meilleur, plus intime ? Mais quels conseils plus adroits que ceux qu'il prodigue à son beau-fils et fils adoptif ? Le maître se corrige lui-même pour se faire accepter sous la figure de l'aimable jeune homme :

N'imitiez pas du tout ma conduite ; vous avez besoin de plus de retenue. Dans toute autre position que celle de vice-roi d'Italie, faites-vous une gloire d'être Français ; *mais vous devez ici le faire oublier* et vous n'aurez réussi qu'en persuadant que vous aimez les Italiens.

Les instructions de Napoléon à Eugène pour le Piémont, et à Lebrun pour Gênes, ensuite à Joseph et à Murat pour Naples, sont de véritables manuels de la politique souple et insinuante. On y trouve, plus que nulle part ailleurs, cette connaissance psychologique profonde de l'homme et de ses procédés gouvernementaux, avec cet art, qui n'est qu'à lui, de mêler aux exigences, aux rigueurs, à l'impétuosité du despotisme, les familiarités populaires, les largesses qui gagnent le cœur, une pénétrante compréhension et application des idées modernes à un régime abâtardi. L'Empereur fait fleurir et mûrir soudain tout ce qu'il touche. Partout où il passe, les antiques servitudes sont abolies : disparition du régime féodal à Brescia ; mêmes mesures à Bologne, Parme, etc. Et, partout, les grands travaux s'exécutent.

En *Toscane*, la grande-duchesse Élisabeth mène les choses à l'« impériale ». « Ma prudence et ma fermeté ont levé tous les obstacles, écrit-elle. La garde nationale est soumise, les curés restent dépositaires des actes de naissance ; je réduis le fanatisme au silence ; le peuple est content, les préjugés respectés, l'opposition détruite et vos ordres exécutés... » Cependant, une résistance sourde des sujets se devine déjà sous ces paroles d'obéissance rectiligne. En bonne Napoléonide, elle se retourne vers l'Empereur : « Sire, sans votre générosité, ce petit État serait accablé de ses charges ; mon devoir est de vous le dire ; elles réduiraient le peuple à la misère et au désespoir. »

Mais un autre État s'opposait aux projets napoléoniens, l'*État pontifical Rome*. Napoléon le réservait pour en faire l'apanage de son second fils. Cela veut dire qu'il eût maintenu Rome à une place secondaire dans l'Empire. Bien entendu, que ce soit à Florence, à Rome, à Naples, on retrouve toujours, dans ses projets, cette considération toute militaire d'un front unique en vue de la

lutte de « la terre contre la mer ». Au moment où l'Empereur s'engage à fond dans la grande campagne européenne, il veut être assuré de la fidélité, je dirai *stratégique*, de l'Italie. Telle est la raison pour laquelle l'Empereur met une garnison à Ancône. Il s'en explique, en 1806, avec le Saint-Siège :

...Toute l'Italie sera soumise sous ma loi. Je ne toucherai en rien à l'indépendance du Saint-Siège...
Votre Sainteté est souveraine de Rome; mais j'en suis l'Empereur (c'est-à-dire le chef de guerre et de la

sécurité). *Tous mes ennemis doivent être les siens*. Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe, ni Suédois (il omet, et pour cause, les Autrichiens) réside à Rome, ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances entre dans vos ports.

« L'Empereur de Rome n'existe point, répond le Saint-Siège. Votre Majesté dit que nos rapports avec elle sont les mêmes que ceux de nos prédécesseurs avec Charlemagne. *Charlemagne agrandit les possessions du Saint-Père; il n'en exigea ni dépendance, ni soumission.* »



NAPOLÉON, LE FRONT CEINT DE LA
 COURONNE DE FER D'ITALIE
 (D'après une miniature).

L'annexion est la suite logique de ces positions inconciliables. Une fois décidée, Napoléon reste encore logique avec lui-même par la façon dont il en tempère l'application : il a pensé être agréable au peuple romain en lui offrant l'égalité, la liberté, la justice. En outre, les départements de Trasimène et du Tibre ne sont pas gouvernés comme les pays d'Empire ordinaires. Le « Sénat » maintenu, une « consulta » superposée à l'administration préfectorale, une élite de fonctionnaires jouissant de pouvoirs pour ainsi dire ministériels, un lieutenant-général représentant de l'Empereur, tout indique un je ne sais quoi de relevé, avec le respect affiché des hautes traditions. Cependant, il est deux points sur lesquels la volonté impériale ne transigera pas : c'est la contribution financière et le recrutement militaire, la *leva*. Habitué à la douceur et à la nonchalance du gouvernement pontifical, le « peuple romain » ne comprend rien à ces honneurs stériles, à ces rigueurs comptables, à cet héroïsme encaserné. Napoléon ferme les couvents et dispose des diocèses. Le souverain pontife proteste, encourage les résistances : finalement, il est enlevé par les soldats de Radet, — mesure que Napoléon regretta, mais trop tard : « C'est une grande folie », écrivait-il à Fouché. Le Pape devient un martyr. Napoléon lui-même, à la fin, s'épuisera à chercher un

accord. Le conflit était de ceux dont le cardinal de Retz dit « qu'ils ne s'arrangent que dans le silence ».

Chateaubriand, qui avait connu les deux Romes, résume, en ces termes, son impression : « Napoléon est grand pour avoir ressuscité, éclairé, et géré supérieurement l'Italie. » En 1816, le régime pontifical, restauré par le retour de Pie VII, maintint, sauf de légères retouches, tout ce qu'avait apporté la France : le code civil, le régime judiciaire, le régime financier. On indemnisa les moines, mais sans rouvrir tous les couvents. Rome elle-même leva, dès lors, les yeux vers l'Unité italienne. Avec mille améliorations (1) poussées jusqu'au plus scrupuleux détail, police, prisons, chaussées, pavage, jardins, voilà ce que la main française avait accompli en trois ans. « Elle avait réalisé à Rome, et bien au delà, le plan que, disait-on, Raphaël avait, trois siècles auparavant, soumis à Léon X. » Et, quand, par suite de la grande chute, précipitée, en Italie, par la misérable trahison de Murat et de Caroline, les Français durent quitter Rome, Miollis n'en sortit qu'en vertu d'une capitulation honorable, à cheval, tambours battant, aigles levées, laissant aux foules, qui saluaient bas, un noble exemple de loyauté, de justice et d'honneur. Telle avait été l'administration française et napoléonienne dans la Rome régénérée. Elle devait y laisser un impérissable souvenir.

La partie la plus ardue du problème italien fut, pour l'Empereur et pour la France, le sort de la péninsule extrême, le royaume de *Naples*. Napoléon s'était décidé, d'abord, à mettre à l'essai les facultés assez distinguées et la nonchalance orgueilleuse de son frère, Joseph. Puis, quand celui-ci fut appelé en Espagne. Murat le remplaça. Non sans hésitation, Napoléon, sous l'influence de Caroline, s'embarassa de ce beau soldat dont il disait : « Il n'a aucune idée de gouvernement. » Le fils de l'aubergiste de Cahors entendait, cependant, être roi pour de bon. Murat n'était pas seulement entre les mains de sa femme ; il était dans les mains de l'Intrigue. Fouché et Talleyrand l'avaient assigné comme le successeur éventuel de Napoléon en cas d'accident dû au hasard de la guerre ou à quelque

(1) Les autorités françaises s'étaient penchées avec un respect pieux sur les ruines tant négligées de la Rome antique ; elles avaient remis à jour la figure effacée du Forum, fait ressurgir les mausolées de la grandeur romaine enfoncés sous la poussière des âges. Sur la colline du Quirinal, le palais et les jardins avaient été aménagés pour recevoir l'Empereur, si jamais il se fût décidé à ce voyage à Rome, toujours retardé. Les quais du Tibre se construisaient ; l'Empereur avait conçu le projet d'un canal qui devait rendre le Tibre navigable et faire, de la « seconde ville de l'Empire », — ce que l'antiquité elle-même n'avait pas connu, — un port maritime. L'assainissement des Marais Pontins était commencé et la campagne romaine, stérilisée par l'incurie de longs siècles d'abandon, devenait de nouveau le jardin et le grenier de la Cité.

autre cause. Quant à Caroline, elle avait été la maîtresse du plus dangereux ennemi de Napoléon, Metternich ; évoluant comme le règne, sous la poussée de l'Intrigue, elle était devenue toute « autrichienne ». Murat et Caroline savaient, par l'exemple de Bernadotte, comment on s'y prend pour trahir en famille :

Aujourd'hui, écrivait Murat à sa femme, l'Empereur m'impose des conditions onéreuses ; il me fait signer un traité injuste et reconnaître une dette encore plus injuste ; il diminue nos revenus, écrase mon commerce, paralyse mes fabriques, me commande une expédition ruineuse (contre la Sicile), me demande



MURAT, ROI DE NAPLES

'D'après un portrait de la Bibliothèque Nationale).

une marine, empêche les exportations, enfin il me met dans l'impossibilité de supporter l'énorme fardeau qu'il m'impose. Il prend des décrets en maître, prescrit des dispositions à Naples comme à Paris et, quand le moment sera arrivé et que sa politique ou un caprice lui auront conseillé de me faire descendre du trône, le duc de Cadore ira faire un autre pompeux rapport sur le roi de Naples comme il l'a fait sur le roi de Hollande... Je conçois que l'Empereur soit le maître de vouloir qu'on marche selon son système et que nous devons le consulter pour des mesures politiques ou importantes que nous avons à prendre ; il doit être notre mentor et non pas notre maître. *On n'est pas roi pour obéir.* Ensuite, comment a-t-il pu annoncer aux peuples qu'il a confiés aux princes de sa famille que ces princes doivent s'occuper des *intérêts français* avant de s'occuper de ceux de ses peuples ? En vérité, on ne peut concevoir le motif ni le but d'une semblable maxime.

On sent bien qu'il y a quelque chose de fondé dans ces plaintes. Mais, où s'arrêtera celui qui les profère ? En octobre 1813, date où la trahison se produit, Murat se voit roi de la Péninsule depuis la Sicile jusqu'au Pô.

Sire, le but de votre sublime pensée *d'affranchir l'Italie, de la rendre nation* après l'avoir couverte de gloire, est à jamais détruit. Mettez, dès à présent, à ma disposition les provinces au delà du Pô et je garantis que l'Autriche ne passera pas l'Adige. Faites la paix, faites la paix à tout prix ; gagnez du temps et vous aurez tout gagné ; votre génie et le temps feront le reste. Si vous vous refusez aux vœux de vos sujets, de vos amis, vous vous perdrez, vous nous perdrez tous. (La lettre est inspirée par Fouché qui en écrit une semblable de Rome, le 27 décembre.)

Caroline suivait obstinément sa politique à elle, la politique autrichienne, par la trahison pure et simple. Le reste de l'histoire se rattache à la formidable « restauration » de l'Intrigue aux traités de Vienne et à la manière dont Talleyrand, en

dépeçant l'Europe, déchiquette ses complices. Murat périra bravement au Pizzo sous les balles siciliennes, tandis que Caroline se réfugiera à Trieste et tombera des bras d'un fils de Macdonald dans les bras d'un Clavel... Sort fatal de ces destinées désorbitées !

Cependant, la haute influence napoléonienne ne s'effacera pas en Italie. Un sentiment nouveau était né, le patriotisme italien. Le passé s'en était trouvé du coup aboli : les Bourbons rentreront, mais pour apparaître insupportables. Une singulière conséquence de la mainmise révolutionnaire française se développera, notamment dans les deux Siciles, conformément au génie local. Des maffia, des ventes, des loges de carbonari se créeront ou se développeront, et elles prendront désormais un mot d'ordre révolutionnaire : la Révolution pour l'Unité. Murat avait marché sur Rome et même sur Milan, à la tête d'une armée *italienne* : il avait échoué ; mais le rêve s'était fixé dans les esprits. Un jour, Garibaldi viendra, avec les « Mille », cueillir sur la terre parthénopéenne, qui paraissait l'obstacle, la fleur déjà toute ouverte de l'unité. Ici même, à Naples, terre classique du séparatisme et de l'abâtardissement politique, l'Empereur français avait laissé en héritage, à tous les peuples italiens, l'*Italie*.



CAROLINE MURAT
(D'après Gérard).

L'Empereur considérait les *possessions adriatiques* comme une base d'opération contre l'Angleterre, surtout en Égypte et, par là, il les rattachait à son grand dessein : la terre contre la mer. Le chef militaire faisait cas de ces soldats croates et dalmates sans toutefois faire fond sur leur dévouement. Peut-être aussi craignait-il quelque entreprise sournoise de ces lieutenants peu sûrs, les Marmont, les Fouché, qu'il avait relégués dans ces parties éloignées de l'Empire. Peut-être l'Empereur a-t-il envisagé avec complaisance, un instant, un plan grandiose qui consistait à se servir des Slaves des Balkans pour contenir l'expansion russe, protéger l'Italie et

veiller de près aux destinées de l'Empire ottoman. Dans un mémoire rédigé pour l'Empereur, l'envoyé de Czerni-Georges à Paris en 1810, Wuczenics, écrivait ces paroles pleines d'avenir :

Les provinces de Serbie, Bosnie, grand-duché d'Herzégovine, Dalmatie, Illyrie, Raguse, Albanie, Épire, Bulgarie, formaient autrefois l'Empire des Serviens, sous Étienne-le-Grand... C'est la France, c'est le grand Napoléon seul qui peut rendre les Serviens heureux, lui qui regarde comme ses enfants tous les peuples, quelle que soit leur religion.

Napoléon garda auprès de lui l'envoyé de Czerni-Georges. Mais il ne se prononça pas. Il attendait la victoire sur le front principal pour se laisser aller, peut-être, à la puissante attraction qu'exerçait sur lui le problème méditerranéen et oriental.

Il traita ces régions en confins militaires et si ses agents, en particulier Marmont, y introduisirent les principes de l'administration française ; si, en y créant de beaux établissements publics, un magnifique réseau de routes, en y introduisant « l'ordre impérial », ils les marquèrent d'une empreinte ineffaçable, s'ils y relevèrent le prestige du nom *franc* répandu, depuis des siècles, dans tout l'Orient, la distance, la religion, le caractère et les mœurs des populations opposaient, pour le moment, une résistance invincible à « l'idéal de civilisation ».

L'ESPAGNE DE JOSEPH ET LE PORTUGAL

Le sort de la péninsule hispanique dans ses relations avec l'Europe a toujours été une des grandes préoccupations de la politique française. Pour Napoléon, au point de vue stratégique qui est toujours le sien, le Portugal était le point d'atterrissage de l'Angleterre sur le continent. Or, l'Empereur entendait, avant tout, ne *jamais être tourné*. « Je ne souffrirai pas, s'écriait-il, qu'il y ait un seul représentant de l'Angleterre sur le continent... » C'est alors que se monta l'artifice qui devait décider du sort de la péninsule ; quand une manœuvre astucieuse, conduite par Talleyrand, eut jeté toute la famille des Bourbons aux pieds de l'Empereur, celui-ci dit :

Pour l'intérêt de l'Espagne, comme pour celui de la France, il faut qu'une main ferme vienne rétablir l'ordre dans son administration et prévenir la ruine vers laquelle elle marche à grands pas. Il faut qu'un prince, ami de la France par sentiment, par intérêt, consacre toutes les ressources de l'Espagne à sa prospérité intérieure, au rétablissement de sa marine, au succès de la cause qui lie l'Espagne à la France et au continent. *C'est l'ouvrage de Louis XIV qu'il faut recommencer.*

Charles IV, écartant définitivement son propre fils, cède la couronne à Napoléon. Joseph est proclamé roi, le 6 juin 1808. Napoléon s'explique par une circulaire que Champagny adresse aux cabinets de l'Europe :

Les vues de l'Empereur tendaient à accroître la *force du continent* contre ses ennemis, à servir la

grande cause du continent... Bientôt l'Angleterre et l'Europe connaîtront de quel poids pèse, dans la balance des intérêts maritimes, l'Espagne régénérée.

C'est le thème que l'empereur avait adopté pour expliquer l'occupation et l'annexion des États pontificaux. Il faut que *la terre s'enrégimente contre la mer*. Tout le continent révolutionné et uni.

En conséquence, il offre au peuple espagnol le « progrès » d'une constitution et les mesures qui doivent apporter au peuple « régénéré » les « bienfaits » de la Révolution. Dès le 19 mai, Napoléon a écrit à Murat de « sonder » le Conseil de Castille pour savoir « ce qu'on pense du Code Napoléon et si on pourrait l'introduire en Espagne sans inconvénient ». Les décrets du 4 décembre 1808 proclament l'abolition des droits féodaux, de l'Inquisition, des douanes intérieures, la suppression de deux tiers des couvents dont les biens passent au domaine royal « pour garantir la dette publique et rembourser aux villes les frais d'entretien des armées ». Ces mesures seront complétées par une série d'autres dispositions politiques et administratives qui s'échelonnent au cours du règne de Joseph et que l'avenir, d'ailleurs, retrouvera. Mais l'Espagne répond à son « régénérateur » qu'elle ne déposera les armes que lorsqu'elle l'aura forcé « à rendre à l'Espagne son roi et le reste de la famille royale, à respecter les droits les plus sacrés, la liberté, l'intégrité et l'indépendance de la nation espagnole ». La résistance de la junte, soutenue par l'Angleterre, produit ce que Napoléon appréhendait par-dessus tout : *l'empire continental était tourné*. L'Empereur, ici comme ailleurs, va immédiatement jusqu'au bout de son système : il ne cache pas que l'union de l'Angleterre, du Portugal et de l'Espagne le pousse fatalement à l'annexion. Il s'adresse, de nouveau, au peuple espagnol, le 7 décembre 1808 :

Je vous avais dit, dans ma proclamation du 2 juin, que je voulais être votre régénérateur... Les entraves qui pesaient sur le peuple, je les ai brisées ; une constitution libérale vous donne, au lieu d'une monarchie absolue, une monarchie tempérée et constitutionnelle. Il dépend de vous que cette constitution soit encore votre loi. Mais si tous mes efforts sont inutiles, et si vous ne répondez pas à ma confiance, il ne me restera *qu'à vous traiter en provinces conquises* et à placer mon frère sur un autre trône. Je mettrai, alors, la *couronne d'Espagne sur ma tête* et je saurai la faire respecter des méchants ; car Dieu m'a donné la force et la volonté nécessaires pour surmonter tous les obstacles.

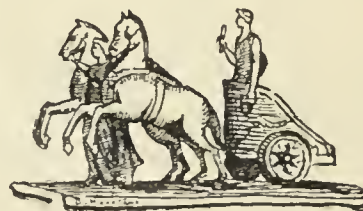
A chaque tournant de la lutte, réapparaît cette thèse de l'annexion, c'est-à-dire de l'exploitation directe, par l'Empereur, des ressources du continent européen. On le voit, ici, préparer, tantôt un décret de réunion des provinces au nord de l'Èbre, tantôt de la Catalogne ; tantôt il pense à la Biscaye, à l'Aragon, peut-être à l'Andalousie ; tantôt il traite Joseph comme s'il voulait l'acculer, de même

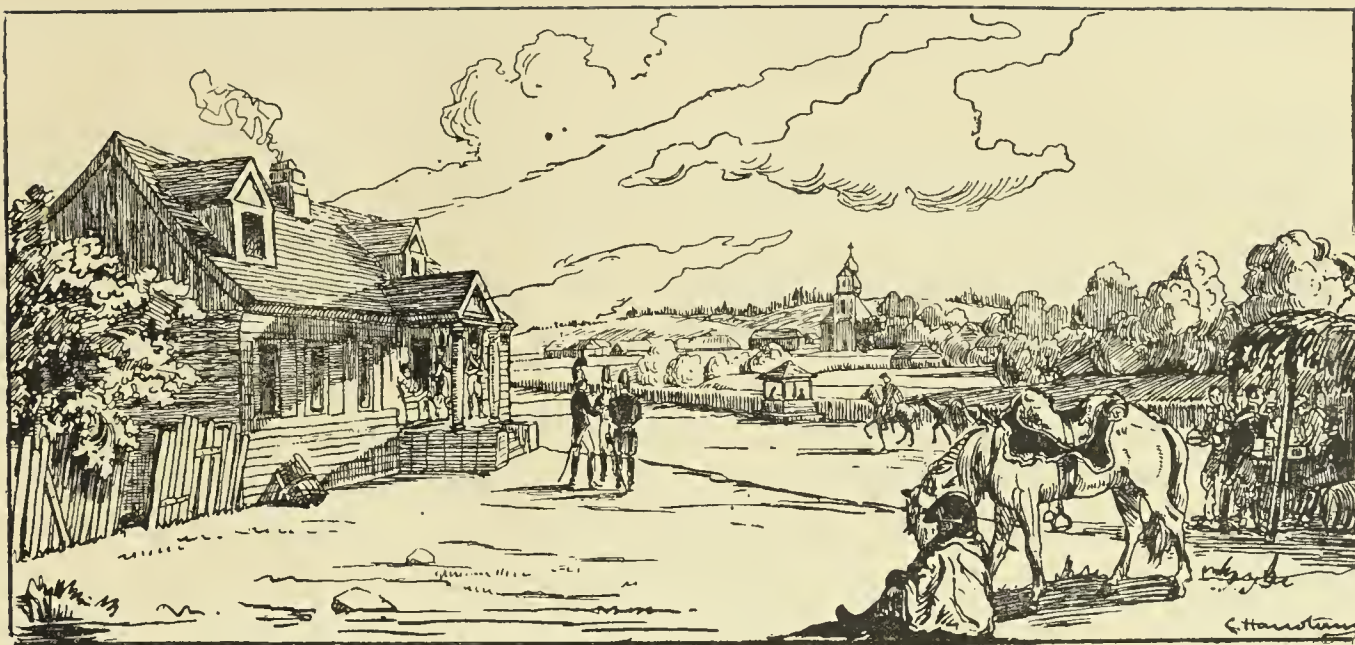
que Louis en Hollande, à l'abdication. Mais ces vues diverses qui traversent son puissant cerveau sont cependant suspendues, les décisions reportées et réservées : c'est à Moscou qu'il ira chercher finalement la solution « continentale », cherchant, comme toujours, la victoire *sur le front principal*.

Pendant les deux années qui précèdent l'immense ébranlement de « l'Europe » se précipitant contre « l'Asie », l'Espagne de Joseph II sollicite en vain des secours, des conseils, une minute d'attention : l'Empereur se tait. Le frère aîné accourt à Paris ; il offre de se démettre comme l'a fait Louis : il est accueilli en frère chéri ; mais, des affaires, pas un mot. L'Empereur n'a plus qu'un objectif, Moscou. La Grande Armée se divisera et s'épuisera, en Espagne, dans ce rôle de garnisaires, si contraire à ses vertus et à son élan. La péninsule occupée ne sera jamais conquise. Wellington, ramassé sur lui-même, attendra l'occasion de profiter des divisions entre les chefs français, tout en s'appuyant sur la résolution ardente des populations de prendre par derrière la manœuvre impériale qui, trop absorbée ailleurs, laisse le frère et roi dans la triple impuissance de régner, de se soumettre ou de se démettre.

L'empereur est lancé dans l'entreprise à laquelle il a tout sacrifié. L'homme du destin a tout comprimé, tout dompté, tout enrôlé. *La terre* assiège la Russie pour vaincre *la mer* par un suprême détour. Trois cent cinquante mille hommes, courbés sous les aigles, pénètrent avec l'Empereur sur ces terres glacées... Il échoue. La nature du Nord renverse l'homme du Midi par la conjuration de la distance et du climat.

Dans le calcul si admirablement combiné par le grand chef de guerre, et que lui avait inspiré la leçon d'Eylau, il y avait une fausse appréciation des forces matérielles, mais il y avait aussi une erreur morale. Le grand homme, emporté par son destin, n'avait pas vu, qu'en échange de la Révolution, les peuples européens, pour aider la France et pour obéir à son chef, n'étaient pas prêts à aliéner leur moi. L'Europe voulait bien recevoir le « bienfait français » ; elle donnait des mains à « l'idéal de civilisation » qui lui était offert ; elle voulait la « liberté » ; mais non au prix de la servitude.





CHAPITRE VI

LA CHUTE DE NAPOLÉON

Après Tilsit. — Le mariage autrichien et l'Intrigue. — « La victoire définitive » à tout prix. — En Russie. — Le coup de main du général Malet. Le 29^e bulletin. — Napoléon et la nation en 1813 : la conscription à outrance. — Pour les limites naturelles. — 1814. Napoléon et la bourgeoisie libérale. — Les Bourbons et Talleyrand. — Le triomphe de l'Intrigue. La chute de l'Empereur. — Conclusion sur Napoléon.



LA chute de Napoléon est la conséquence logique de ce qu'il y avait d'absolu dans son système. Son génie militaire, habitué à dominer les événements par la force ou, du moins, à en courir la chance, refusait de se plier aux transformations que le temps et les résistances contraires opposent à tous les calculs, même les mieux combinés. Tout change et son système restait immuable. Huit années écoulées, il en était toujours à son programme : vaincre la mer par la terre. Il proclamait lui-même, en un violent raccourci, l'effet supposé du succès prochain de sa politique dans son discours au Corps législatif, le 16 juin 1811 : « Lorsque l'Angleterre sera épuisée, lorsqu'elle aura ressenti elle-même les maux qu'avec tant de cruauté elle verse depuis vingt ans sur le continent,... un coup de tonnerre mettra fin aux

affaires de la péninsule, au destin de ses armées, et vengera l'Europe et l'Asie en terminant cette seconde guerre punique. » Or, cet événement décisif, cet éclat de la foudre ne se produisait toujours pas et, de même que Napoléon avait dû abandonner le projet de descente en Angleterre, de même le grand projet par la terre se perdait, se diluait dans l'orage déchaîné.

A PRÈS TILSIT. — LE MARIAGE AUTRICHIEN ET L'INTRIGUE

Le blocus continental, n'ayant pu accabler d'un coup l'Angleterre, se retournait sur les peuples du continent, contrebloqués par le blocus même. Il est permis de se demander si Napoléon voulait véritablement la guerre avec la Russie ou s'il n'a pas été pris à son propre piège en poussant à outrance ses armements et en faisant

avancer ses forces, comme moyen de pression et d'intimidation, jusque sur la frontière russe. C'est du moins ce que dit son confident Bignon. Quoi qu'il en soit, devant la tournure prise par cette malheureuse affaire d'Espagne et après le terrible avertissement d'Essling, qui avait été comme un autre Eylau, la corde était tendue à rompre.

Puisque l'obstacle russe qui le sépare de Constantinople, de l'Égypte, des Indes, ne s'est pas aplani de lui-même, Napoléon est décidé à le renverser coûte que coûte. De même qu'en Hollande, en Espagne, en Portugal, en Italie, il ne s'est pas contenté de feudataires, même dévoués, mais qu'il lui a fallu des vassaux subalternisés ou, mieux, de simples fonctionnaires, de même, à cet autre bout de l'Europe et sur le chemin des grandes possessions britanniques, il lui faut autre chose qu'un tzar ami ou complai-



PASTORET (D'après Boilly).
(Bibliothèque Nationale.)

sant : il exige un Alexandre soumis.

Au sujet de la Pologne, Napoléon ne voulait pas se prononcer. Il avait senti les difficultés sérieuses qui l'empêchaient d'étendre jusque sur le Niémen ces principes révolutionnaires qui lui avaient été, partout ailleurs, d'un si grand secours. La Pologne était moins préparée encore que les États allemands à une profonde transformation sociale. C'était déjà beaucoup d'avoir introduit, dans le grand-duché de Varsovie, le code Napoléon (1808), la liberté des paysans, la publicité de la

justice, le vote de l'impôt, la discussion des lois et d'y avoir élevé, selon la remarque de Bignon, « une tribune au milieu de l'atmosphère silencieuse des gouvernements voisins ». Napoléon n'ignorait pas que certains partis polonais jouaient sur les deux tableaux et que le prince Czartoriski représentait, à Saint-Pétersbourg, une politique de réintégration sous l'égide de la Russie. La Russie avait obtenu de Napo-



RÉUNION D'ANTI-BONAPARTISTES A VIENNE, par Jeannot.

l'éon une déclaration où, malgré la netteté du ton, traînait encore quelque ambiguïté sur le fond : « Je ne veux pas rétablir la Pologne. Je ne veux pas aller finir ma destinée sur les sables de ses déserts. Je me dois à la France et à ses intérêts... *Mais*, je ne veux pas me déshonorer en déclarant que le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli... »

Le « restaurateur de la Pologne » supprimait, de ses actes officiels, les noms de « Pologne » et de « Polonais », tout en gardant la main sur le « duché de Varsovie », où il entendait s'assurer un réservoir d'excellents soldats et, en cas de rup-

ture avec la Russie, une base d'opération. Il a dit : « La Pologne doit être *un camp* et non un forum. »

N'ayant pas résolu la question de Pologne, Napoléon n'avait pas résolu davantage la question allemande : il s'était attaché les souverains par des alliances, le plus souvent contraintes et forcées, il avait entraîné et fasciné les soldats ; mais il ne tenait pas les peuples. Les yeux fermés sur l'effort patriotique des Stein et des Scharnhorst, il entendait à peine les avertissements de ses lieutenants, comme Davout, Rapp et même son propre frère Jérôme, dont la lettre du 5 décembre 1811 est véritablement prophétique. L'optimisme d'un Reinhardt cadrerait mieux avec l'ensemble du tableau que l'Empereur voulait se faire de l'Allemagne. La propagande révolutionnaire, si elle avait répandu sur le sol de l'Allemagne des germes destinés à lever plus tard, ne lui avait guère rapporté à lui-même que des déboires. Non seulement les souverainetés et les aristocraties, quels que fussent leurs serments et leurs engagements, se sentaient, au fond, atteintes dans leurs intérêts, mais les peuples avaient oublié le bienfait reçu d'une main étrangère pour ne se souvenir que des blessures et des vexations quotidiennes. Ils ne consentaient pas à prendre le pas d'une révolution d'importation occidentale ; ils se refusaient à perdre leur âme comme Pierre Schlemihl avait perdu son ombre.

Après 1807, Napoléon avait essayé d'éviter les voies où s'efforçait de l'entraîner l'Intrigue, c'est-à-dire ces hommes de l'ancien régime qui, après avoir tant contribué à déchaîner la Révolution, ne songeaient plus qu'à se regrouper avec le passé. Laissons parler Talleyrand :

Je jurai intérieurement (dès 1807) de cesser, à quelque prix que ce fût, d'être son ministre dès que nous serions rentrés en France... Longtemps il s'était prêté aux vues que je me faisais un devoir de lui présenter. Elles se réglaient par ces deux considérations : *établir pour la France des institutions monarchiques* qui garantiraient l'autorité du souverain *en la maintenant dans de justes limites* ; *ménager l'Europe pour faire pardonner* à la France son bonheur et sa gloire.

Justes limites, ménager l'Europe, faire pardonner, ces mots montrent Talleyrand à découvert. Au fur et à mesure que les embarras de l'Empereur se sont accrus, le groupe de l'Intrigue s'est recruté, son influence s'est amplifiée. Et, depuis la capitulation de Baylen, son action n'est plus seulement intérieure à la France, elle s'est, selon l'entraînement fatal de nos discordes civiles, associée à l'Europe contre la France. Talleyrand avait été le principal conseiller de l'exécution du duc d'Enghien et de l'affaire d'Espagne. Caulaincourt rapporte cette opinion de l'Empereur :

C'est un *homme d'intrigues*, d'une *grande immoralité*, mais de beaucoup d'esprit et, certes, le plus capable des ministres que j'aie eus... Il ne s'est prononcé contre cette guerre (d'Espagne) que parce

qu'il n'a pas été fait, comme il l'espérait, archichancelier d'État... J'ai vu sa conduite et le lui ai fait sentir, parce que sa *malveillance a commencé après la défaite de Dupont*. Il m'a jeté la pierre, *comme les lâches*, quand il m'a cru battu.



DE PRADT (D'après une estampe).
(Bibliothèque Nationale).

Au lieu de se noyer dans sa faute, Talleyrand en profitera, comme on le sait, pour reprendre des contacts profonds et troubles avec la famille des Bourbons.

Dans l'affaire du mariage autrichien, c'est Talleyrand qui a encore mené le jeu. Il est appelé dans le conseil qui va décider de cette affaire, la plus grave de toutes. Cambacérès est contre le mariage autrichien, Lebrun pour le mariage saxon :

Mon tour vint, écrit Talleyrand dans ses *Mémoires*; *j'étais là sur mon terrain*; je m'en tirai passablement bien. Je pus soutenir, par d'excellentes raisons, qu'une alliance autrichienne serait préférable pour la France. Mon motif secret était que *la*

conservation de l'Autriche dépendait du parti que l'Empereur allait prendre (il s'agit donc avant tout de sauver l'Autriche); *mais ce n'était pas ce qu'il fallait dire...* Je m'adressai à l'Empereur et, *comme Français*, en lui demandant qu'une princesse autrichienne apparût au milieu de nous pour *absoudre la France* aux yeux de l'Europe... Le mot de *réconciliation européenne*, que j'employais pour la première fois, plaisait à plusieurs membres du conseil, qui en avaient assez de la guerre. Malgré quelques objections que me fit l'Empereur, je vis bien que mon avis lui convenait.

Le soir même, un courrier partit pour Vienne. Tout cela, on le sait maintenant, avait été manigancé, dans la coulisse, par Metternich... Lisons, pour finir, la parole de mépris de Talleyrand quand, une fois, il a fait tomber le grand homme au piège qu'il lui avait tendu : « Une vanité puérile le poussa dans cette voie qui offrait tant de dangers. » Le grand Napoléon n'est-il donc qu'un jouet dans la main de ces atroces vieillards ?

Il fallait *sauver l'Autriche*, il fallait ruiner l'Empereur, il fallait jeter la France



SAVARY (D'après une lithographie de Maurin).
(Cabinet des Estampes.)

aux pieds de l'Europe et la faire *absoudre*. Telles étaient les voies nécessaires à la rédemption de l'évêque d'Autun. Il les prit. On connaît les étapes : Erfurth et les engagements pris avec Alexandre d'une part, avec Metternich de l'autre, les relations secrètes avec les ennemis de la France, en vue, selon l'observation de Vandal, de « travailler à sa paix particulière avec l'Europe » et, pour cela, de poser les fondements d'une nouvelle coalition continentale contre la France ; bientôt, l'argent touché effrontément, la conjuration permanente et professée pour ainsi dire publi-



PASQUIER (D'après une lithographie).
(Cabinet des Estampes.)

quement, à tel point que Savary, ministre de la Police en février 1814, pénétrant à l'improviste chez Talleyrand et y trouvant réunis le baron Louis, l'archevêque de Malines de Pradt, Dalberg et plusieurs autres, s'écriera : « Ah ! je vous prends tous en flagrant délit de conspiration contre le gouvernement ! » mais ne pourra que se retirer, étonné lui-même de ce qu'il avait dit sans oser en tirer les justes conséquences.

A partir du mariage autrichien, le nœud est prêt ; mais combien va-t-il falloir de temps et d'habile emploi des circonstances pour le serrer à l'heure opportune. La duchesse de Fleury, la spirituelle et cynique Aimée de Coigny, nous dévoile la mine souterraine que la prudente Rémusat ne laisse que deviner. L'Empereur est entouré de partout : Dalberg, Caulaincourt, Daru, Fouché, Talleyrand, Murat, personne n'est sûr, tout le monde s'agite et cherche : « On avait su réveiller dans l'esprit des Français ces tribulations politiques indéfinies qui rendent le présent insupportable et font trouver tout changement désirable. »

A cette confidente, si singulièrement choisie, Talleyrand adresse de ces mots qui sentent le pistolet ou le couteau : « Il faut le détruire, me dit-il un jour, n'importe le moyen ! — Voici le moment de le renverser ! » Et il secouait, par ses émissaires féminins, la poltronnerie oisive des Sieyès, des Garat, de tous les débris des vieilles oppositions terrées dans leur trou : « L'Empereur étant en retraite de Moscou, *il est bien loin !* » se disaient les plus hardis.

Cette phrase nous donne l'heure ; elle nous indique aussi, sur les pâles visages, le frisson de terreur à l'idée de l'entrée subite des agents de Rovigo.

LA « VICTOIRE DÉFINITIVE » A TOUT PRIX Peut-être, nous l'avons dit, Napoléon lui-même avait-il hésité avant de se lancer à fond dans le risque suprême. Autour de lui, les figures étaient mornes ; on se demandait pourquoi cet effort démesuré. Dans un des entretiens qui précédèrent le départ de l'Empereur, un homme qui avait sa confiance, le préfet de police Pasquier, attirait son attention sur la misère qui accablait un pays épuisé par les dernières réquisitions, les impositions, la mauvaise récolte, la menace de la famine et les émeutes se propageant aux environs de Caen, etc. :

« Il est de mon devoir, disait le préfet de police, de ne pas dissimuler à Votre Majesté les dangers que j'entrevois »... Napoléon parut frappé de ces courtes réflexions, raconte son interlocuteur ; lorsque j'eus fini, il garda le silence, se promenant de la fenêtre à la cheminée, les bras croisés derrière le dos, comme un homme qui réfléchit profondément. Je le suivais, lorsque, se retournant brusquement de mon côté, il prononça les paroles que voici : « Oui, sans doute, il y a du vrai dans ce que vous dites ; c'est une difficulté de plus, ajoutée à toutes celles que je dois rencontrer dans l'entreprise *la plus grande, la plus difficile* que j'aie encore tentée ; mais il faut bien achever ce qui est commencé. Adieu, monsieur le préfet. »

Le souci est à peine dissimulé. Mais, en public, c'était autre chose : le maître reprenait le ton qui n'admet ni la réplique, ni l'objection. Les négociants de Paris, ayant à leur tête M. Ternaux, sont venus exposer à l'Empereur leurs embarras et leurs inquiétudes. Sans leur laisser ouvrir la bouche, il les interpelle avec son éloquence saccadée :

« Ah ! Monsieur Ternaux, je vous connais ! Comment vont les affaires ? Vous vous plaignez toujours, n'est-ce pas ? On ne fait pas fortune comme on gagne une bataille : Louis XIV, Louis XV auraient dû faire la paix depuis longtemps. Je devrais la faire aussi si je ne gouvernais que l'ancienne France, mais je n'ai pas succédé aux anciens rois de France ; j'ai succédé à Charlemagne ; c'est une suite de l'Empire français... J'ai fait grâce à l'empereur Alexandre ; je n'ai pas voulu aller à Riga, à Pétersbourg, mais je saurai lui faire tenir ses engagements secrets... Les Anglais dépensent annuellement dix-huit cents millions, je leur ai enlevé six cents millions de revenus. Leur force consiste dans le commerce ; or, comme il devient nul par l'impossibilité d'entrer sur le continent, leur force doit tomber... La Banque de France est pleine d'argent, il n'y a pas un sou dans la Banque d'Angleterre. J'ai fait entrer en France, depuis 1806, plus d'un milliard de contributions. Notre pays est le seul riche, l'Autriche a fait banqueroute ; la Russie le fera ; l'Angleterre aussi, l'entendez-vous, messieurs ?

Et il tourne le dos à ces geigneurs, à ces donneurs de conseils. Il ne tiendra compte ni des événements d'Espagne qui s'aggravent, ni de la trahison de Murat auquel il confiera bientôt encore, dans la retraite, le commandement de son armée, ni de l'attitude de Bernadotte qui s'allie à la Russie et à l'Angleterre, ni de l'alliance douteuse de l'Autriche et de la Prusse, ni de la paix entre la Russie et la Turquie, ni du désespoir des catholiques quand il traîne le Pape de Savone à Fontainebleau. Couché sur ses cartes, ayant mobilisé « la terre contre la mer », il ne veut

plus voir que Moscou, Moscou où il frappera, comme à Marengo, comme à Friedland, comme à Wagram, le coup décisif.

Il part de Paris, ayant tout l'été de 1812 devant lui. Il s'arrête à Dresde où l'impératrice vient le rejoindre ; il donne un dernier coup d'œil à cette immense affaire des magasins dont il sait toute l'importance : car il faut les alimenter, les vêtir, les ravitailler, ces quatre cent mille Européens requisitionnés qui vont passer la frontière russe. Et c'est bien « l'Empire de recrutement » qui a fourni cette armée magnifique : elle compte trois Européens pour deux Français. Tout est prêt, même le nombre, pour écraser l'adversaire et pour remporter cette « victoire définitive sur le front principal », idée souveraine du grand chef militaire et à laquelle il a tout sacrifié. Alexandre vaincu, l'obstacle renversé, que sont les autres affaires ? Le chef infailible n'aura plus qu'à se retourner pour régler tout : Espagne, Rome, Naples, Angleterre même.

EN RUSSIE. — LE COUP DE MAIN DE MALET
LE VINGT-NEUVIÈME BULLETIN

Les nouvelles reçues à Paris avaient été, d'abord, conformes aux espérances ; peu à peu elles étaient devenues laconiques et obscures. Le vingt-cinquième bulletin avait annoncé le commencement de la retraite ; bientôt des bruits fâcheux se répandaient ; les cœurs se serraient ; il y avait, dans l'atmosphère, de l'angoisse. Decrès happe Pasquier au passage devant le ministère de la Marine et lui dit :

Ce que tout le monde voit, l'Empereur ne le voit pas, ou il a la folie de repousser tout ce qui semble contrarier ses présomptueuses espérances... Tout cela, au reste, ne lui fait rien et ne lui fera rien ; il croira s'en tirer en demandant de nouveaux conscrits ; le Sénat vient de lui en livrer 140 000 ; cela fait 444 000 dans l'année et vous croyez qu'une corde ainsi tendue peut résister longtemps ? Non, je vous dis que cet homme est perdu.

Le 23 octobre, à la pointe du jour, des patrouilles circulent dans Paris. Au ministère de la Police, au ministère de la Guerre, dans les deux préfectures, des généraux, des officiers supérieurs, commandant des piquets d'hommes de la garnison, pénètrent dans les chambres où ministres et préfets reposent, annoncent la mort de l'Empereur à Moscou, lisent des sénatus-consultes établissant un gouvernement provisoire et s'emparent des services. C'est une conjuration, un complot ourdi dans la maison de santé de la place du Trône par des condamnés militaires placés sous la surveillance un peu relâchée de la haute police, les uns républicains, ayant à leur tête un « cerveau brûlé », le général Malet, les autres royalistes comme ce rusé Vendéen, l'abbé Lafon qui, ayant tout allumé, saura

disparaître au bon moment. Le complot repose sur l'habile exploitation d'un vague sentiment de désaffection qui commence à se généraliser dans certains milieux.

On connaît les faits : les faux sénatus-consultes, la proclamation d'un gouvernement provisoire, les ordres donnés avec un extraordinaire sang-froid et reçus avec



EXÉCUTION DU GÉNÉRAL MALET
(D'après une lithographie populaire).

une extraordinaire docilité, l'obéissance passive de chefs militaires surpris au saut du lit, le rôle joué plus ou moins consciemment par deux généraux élargis de la prison de la Force, les généraux Lahorie et Guidal, la mainmise sur les ministères de la Guerre et de la Police, sur les préfectures de la police et de la Seine, sur le gouvernement militaire de Paris, le coup de pistolet dans la mâchoire du général Hullin ; par contre et aussitôt, l'énergique réaction du lieutenant-colonel Laborde qui, seul, ne se laisse pas tromper et, dans le désarroi général, organise la résistance ; Malet et, après lui, les conjurés arrêtés instantanément et conduits à la Force et y remplaçant les hauts fonctionnaires rendus à la liberté, la

conjurait réduite en moins de quatre heures, et, en moins de quatre jours, les principaux complices exécutés sur la place de Grenelle.

L'événement n'est rien en lui-même : un pli sur l'onde. Mais ce qui passe l'imagination, ce qui plongeait dans la stupeur ceux mêmes qui auraient dû les premiers ouvrir les yeux et agir, c'est l'étonnante simplicité de la machination et l'étrange crédulité et déférence qui l'accueille. Eh quoi ! cette puissante organisation de l'Empire, si soigneusement combinée et construite par le plus grand des hommes, l'autorité de l'impératrice, les droits du prince impérial, le pouvoir du prince archichancelier, Cambacérès, celui des ministres, tout ce que l'on a fait pour assurer la stabilité nationale, tout est emporté par le premier vent qui se lève ! L'autorité civile est désarmée, l'autorité militaire passive et sans clairvoyance. On s'incline devant un ordre sans se demander qui a donné l'ordre ; on admet d'emblée l'hypothèse d'un coup d'État ; la foule ne s'émeut pas : elle assiste silencieuse ; jusque dans les récits officiels, on entend comme un soupir de satisfaction collective à l'idée que c'est fini du système et que quelque chose de nouveau va se produire. Tout le plan de Malet consistait à exploiter ce sentiment qui s'ignorait lui-même, et c'est ce qui donne le ton de la réponse qu'il fait au président du tribunal militaire, lui demandant quels étaient ses complices : « La France entière ; vous-même, monsieur, si j'avais réussi. » C'est cette étrange atonie du monde officiel qui étonne, émeut l'Empereur, quand à Dorobouge, près de Smolensk, la nouvelle lui parvient :

« Quoi ! l'entendit-on s'écrier, à plusieurs reprises, ma femme, mon fils, les institutions de l'Empire, on n'a point songé à cela !... » Et quand, à son retour, il interroge ses confidents et que Molé ose lui dire : « Notre société réduite en poussière, c'est-à-dire à l'état d'individualités, ne résiste plus..., chacun est tellement habitué à recevoir de vous l'inspiration et le mouvement que personne, dans le péril, n'ose se sauver lui-même et prendre l'initiative en présence du danger », le maître ne peut que consentir : « Oui, c'est un malheur ; Berthier m'écrivait dernièrement : « Je ne sais plus que faire ; je doute de moi-même quand vous n'y êtes pas. Il y a quinze ans que je ne pense pas et que je me suis accoutumé à recevoir de vous toutes mes idées. »

Il en est ainsi du plus haut au plus bas degré de l'échelle : c'est une sorte de catalepsie sociale.

Paris et la France étaient à peine remis de l'étourdissement que le coup de massue est asséné : le 29^e bulletin est publié le 17 décembre. Le lendemain, l'Empereur est à Paris. Les deux nouvelles tombent comme la foudre sur une opinion que rien n'a préparé. Un contemporain donne en traits précis la première impression produite sur la ville :

Le 29^e bulletin, sinistre avant-coureur de l'arrivée de Napoléon, constatait les pertes épouvantables avec une franchise forcée qui, pourtant, n'était pas un tableau complet de nos misères, car le désastre de



NAPOLÉON EN 1810
D'après une miniature.
(Collection de M. le Colonel NITOT).



NAPOLÉON EN 1813
D'après une miniature.
(Collection de M. le Colonel NITOT).



L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE
D'après une miniature du
Musée de Malmaison



LE DUC DE REICHSTADT
D'après une miniature de AUTISSIER (1817).
(Collection de M. le Colonel NITOT).



L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE
D'après une miniature d'ISABEY (1811).
(Musée de Sèvres).

Vilna, le mal qui blesse l'honneur, n'était pas encore connu de l'Empereur... Au ministère de la Guerre où venaient se prendre les informations, on entendait, à chaque instant, répéter les mots lugubres : *mort*, *prisonnier* ou *sort inconnu* ! Le sceau du silence imposé sur toutes les lèvres était rompu par cette vaste communauté de malheurs. Le fléau d'une invasion se présentait à tous les esprits ; on passait en soupirant devant des monuments magnifiques ; ne pourraient-ils pas être dévastés ou détruits ? A cette pensée, les âmes fières s'exaltaient. On voyait bien que la race des héros n'est pas éteinte : ce n'était pas pourtant l'effervescence tumultueuse, effrénée de 1792. La liberté proche avait contenu les transports et l'ordre fermement rétabli ne permettait plus les fureurs homicides.

On commençait à tourner les yeux vers de nouveaux horizons ou vers des souvenirs non effacés encore. Que sont dix années dans la vie d'une génération ? Un grand passé était redevenu présent comme pour aller au-devant de l'avenir. Lacretelle écrit : « Plusieurs vétérans de nos assemblées politiques, surtout de l'Assemblée constituante, des députés du Corps législatif et même des sénateurs raisonnaient sur ces calamités. J'ai encore l'esprit frappé de ces entretiens. »

Des noms à demi oubliés remontaient sur les lèvres : ils avaient déjà figuré



DE MONTESQUIOU JEUNE (D'après Guérin)
(Bibliothèque Nationale).

sur les affiches de Malet : La Fayette, Sieyès, Garat, Carnot, Mathieu de Montmorency, Alexis de Noailles, le général Lecourbe. Ajoutez, au hasard des conversations et des relations, Lanjuinais, Montlosier, les deux Lameth, l'abbé de Montesquiou, Dupont de Nemours, Lainé, Raynouard, le marquis de Jaucourt, héritage mêlé de la Constituante, du Comité de Salut public, de la Vendée, des complots de Moscou et de Cadoudal, tous les laissés-pour-compte des régimes antérieurs, tout ce qui n'avait pas subi la toise napoléonienne. On ne parlait publiquement, alors, d'aucun des chefs de l'Intrigue, ni d'aucun des séides, pas même de Talleyrand et de Fouché. Une sorte de tacite consentement s'offrait d'avance aux décisions du Sénat, suprême ressource du patriotisme et de la liberté.

Cependant, une pensée dominait encore, c'est que le grand général n'était pas mort en Napoléon et qu'il restait l'*imperator* indispensable. Tous les yeux restaient tournés vers lui. Lui, rentré à Paris et

ayant ressaisi les rênes, debout, en pleine activité, en plein travail, le pli au front, l'ordre sur les lèvres, à peine s'était-il fait ouvrir, la nuit, les portes des Tuileries, s'emparant de la France et du Gouvernement comme du lit de Marie-Louise, ne dissimulait pas sa confiance, renouvelée du fait d'avoir, après une telle épreuve, retrouvé son foyer, ses cadres militaires, l'Empire et le sol de la France sous ses pieds. « *Je veux finir mon ouvrage*, disait-il. Dans ce monde, il n'y a que deux alternatives : commander ou obéir. » « Je pèse plus sur mon trône aux Tuileries qu'à la tête de mon armée », disait-il encore. Hommage singulier rendu par le pouvoir militaire au pouvoir civil ! C'est, qu'en effet, la force, même dans la victoire, n'obtient jamais, par elle-même, le dernier mot. Tout effort organisé est fonction du dévouement patriotique des citoyens.

On a reproché à Napoléon l'abandon de son armée. Mais il était accouru à Paris, comme au 18 Brumaire quand il avait quitté l'armée d'Égypte, parce que l'autorité est à Paris. La France ne pouvait être sauvée que par la France :

En quittant mon armée, disait-il à Molé, je prévoyais tout ce qui est arrivé, mais j'ai senti qu'il n'y avait pas à balancer et qu'il fallait revenir à Paris au plus vite si je voulais, encore une fois, m'imposer à l'Europe et lui dire de choisir entre la guerre et la paix. Mes généraux eux-mêmes l'ont compris : quand je les réunis en conseil de guerre, ils me dirent tous : « Allez-vous-en ; vous n'avez plus rien à faire ici ; c'est en France que vous êtes nécessaire. »

NAPOLÉON ET LA NATION EN 1813 : Les années 1813 et 1814 sont occupées
LA CONSCRIPTION A OUTRANCE par les grandes affaires militaires, diplomatiques, financières : l'histoire intérieure n'y trouve pas moins un comble d'intérêt et de grandeur : il s'agit de savoir quelle part doit être faite, dans les crises nationales, à la nation elle-même ; il s'agit de savoir si le pouvoir le plus autorisé, le plus absolu, ayant donné les preuves les plus éclatantes de sa valeur exceptionnelle, peut s'isoler, planer, se suffire à lui-même, ou s'il doit faire, à l'opinion, sa part ; et quelle part à la délibération publique, c'est-à-dire au contrôle ? Cette question des relations entre les deux pouvoirs, l'exécutif et le délibératif, revient sur le tapis, pour cause de péril public, — comme à la veille de Brumaire.

Napoléon a laissé les débris de la Grande Armée aux mains de Murat. Murat l'abandonne aussitôt pour courir à Naples achever sa trahison. Le prince Eugène tient tête à l'ennemi ; mais le prestige lui manque. Ce qui reste d'armée se débande et, d'instinct, rétrograde, par individus ou par petits paquets, à travers l'Allemagne, se hâtant vers le Rhin. De jour en jour parviennent à Paris des nouvelles, d'ailleurs pressenties, la défection du général York préluant à la déclaration d'hostilité de la Prusse, l'armistice de Jeyse (30 janvier 1813) préluant à la nouvelle

attitude de l'Autriche et à ce rôle de « médiatrice » qu'elle va jouer si perfidement jusqu'à la reconstitution de la grande coalition.

L'Allemagne impériale et française tombe en miettes. Le blocus continental a mis au comble de l'irritation et de la souffrance ce grand pays auquel les ports font défaut ; le système de l'« Empire du recrutement », avec ses conséquences, sème la terreur et la haine dans les familles. Le prestige est tombé. La lutte s'engage pour rejeter la France au delà du Rhin. Mais, alors, c'est pour la France, entière, la cause nationale au premier chef : l'union du gouvernement et du pays s'impose comme le devoir suprême. Les Alliés comprennent, de leur côté, qu'ils risquent de retrouver, en face d'eux, la France de 1792, commandée par le génie même de la guerre. Aussi, leur tactique va consister à gagner du temps, à affaiblir, en France, les liens intérieurs et à séparer, aux yeux du monde et aux yeux des Français, la cause de l'homme et celle du pays.

Malgré tout, le dévouement à l'Empereur est encore la note générale. La France sait ce qu'elle lui doit ; elle craint, s'il n'est plus là, soit de retomber dans l'anarchie d'où il l'avait tirée, soit d'avoir à subir la restauration odieuse de l'ancien régime. La République, personne n'y songeait ; la famille des Bourbons, combien oubliée ! on connaissait à peine le nom du prétendant. Quant aux autres solutions, Orléans, Bernadotte, Murat, les intéressés seuls pouvaient être assez fous pour caresser le rêve de succéder à l'Empereur. Napoléon avait gardé le rayonnement de son illustre carrière, assombri seulement par un malheur qui ne paraissait pas irréparable ; et, au pire, sa dynastie offrait l'avantage de son principe accepté, de son origine révolutionnaire, d'une hérédité existante, avec une régence constituée.

Entre la nation et l'Empereur, l'accord devait donc se maintenir. Seulement, deux questions mettaient à l'épreuve la cause de l'union : c'était, d'abord, le choix à faire entre une politique de guerre et une politique de paix et, au cas où la guerre devrait être continuée, la question des ressources. Entre la guerre et la paix, le pays inclinait vers la paix, à condition, toutefois, de ne rien abandonner ni de ses droits naturels ni de la ligne de l'honneur. Il se méfiait des ambitions impériales et militaires du grand homme et il eût voulu l'amener à quelque modération ; — rien de plus. En ce qui concernait les ressources, le désir s'affirmait d'une certaine collaboration entre les deux pouvoirs et, par conséquent, d'un certain contrôle. Un grand mouvement national était possible, mais il ne se porterait jusqu'à l'enthousiasme que si l'on sentait, chez l'Empereur, la volonté sincère d'une loyale collaboration.

Il faut bien reconnaître qu'il y avait en Napoléon — et il ne le niait pas tout

à fait dans ses propos rapportés par Caulaincourt — quelque chose par quoi cet homme extraordinaire, unique, se trouvait fatalement isolé, relégué dans sa gloire : c'était son immodération. Molé s'en explique avec précision :

C'est alors, écrit-il, que les esprits clairvoyants s'aperçurent d'une grande infirmité se cachant sous tant de dons si bien faits pour éblouir : celle de ne pas croire aux limites, aux bornes infranchissables de notre nature et de nos œuvres. Chose singulière, Napoléon, dont le bon sens était égal au génie, ne savait jamais discerner le point où s'arrêtait le possible... « L'impossible, me dit-il un jour, est un mot dont la signification est toute relative : chaque homme a son impossible, selon qu'il peut le plus ou le moins. L'impossible, ajouta-t-il en souriant, est le fantôme des timides et le refuge des poltrons. Dans la bouche du pouvoir, ce mot, croyez-le, est une déclaration d'impuissance. »

Et Napoléon lui-même disait :

« Si le gouvernement du Bourbon ou de la République consentait à ce que l'on rendît à la France ses anciennes frontières, une telle paix serait moins honteuse et par conséquent plus acceptable pour lui que pour moi. *Je me dois à ma gloire. Si je la sacrifie, je ne suis plus rien...* Le désastre que je viens de subir en Russie est terrible, et je ne me le dissimule pas. C'est même une brèche à ma gloire, mais il aura servi à ma dynastie. Je le compare à une tempête, etc... »

Et l'interlocuteur d'observer :

« Un seul moment, l'Empereur me parut ému jusqu'à la souffrance, c'est lorsqu'il prononça ces mots : *C'est une brèche à ma gloire.* »

Les politiques se croient volontiers infaillibles et toujours indispensables. Ils pallient leurs fautes ou leurs revers d'un mot qui couvre tout à leurs yeux : « mes principes, mon honneur » ; Napoléon disait comme Louis XIV : « ma gloire » ! Il ne voulait rien abandonner de lui-même. Un moment, il eut l'idée de recourir à la dictature. Mais, à la réflexion, cette pensée fut écartée : ne disposait-il pas, par la procédure des sénatus-consultes, de l'autorité absolue, avec cet avantage qu'elle était encore acceptée par l'opinion. Rien ne fut donc changé aux habitudes impériales.

Dès le lendemain de son arrivée à Paris, Napoléon reçut en grand cérémonial le Sénat et le Conseil d'État. S'adressant au Conseil d'État, l'Empereur fonda droit sur ce qui lui paraissait, dans le silence universel, la grande difficulté de l'heure : le murmure des salons, des Conseils, de la Cour. Il prit à parti les discuteurs, les critiques, les questionneurs, en un mot les tenants du groupe qui se cherchait encore : *le parti libéral*. Là il reconnaissait ses vieux adversaires, les *idéologues* :

C'est à cette ténébreuse métaphysique, s'écriait-il, qui, en recherchant avec subtilité les causes premières, veut sur cette base fonder la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la con-

LA CHUTE DE NAPOLEON

naissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les malheurs qu'a éprouvés notre belle France.

Son inébranlable confiance en soi-même comptait toujours sur l'administration, sur l'armée, sur le peuple. Quant aux ressources de toute nature, il en fallait tant et si rapidement que le bon sens même admettait qu'on ne pouvait recourir aux formalités pesantes et dangereuses d'une discussion publique. Le 11 janvier 1813, le ministre de la Guerre obtint du Sénat une première levée de 150 000 hommes ; les autres suivirent de près, de telle sorte, qu'en cette année 1813, après les sacrifices immenses déjà faits, 300 000 hommes de nouvelles recrues allaient être obtenus de la France. Parmi les diverses mesures militaires qui se succédèrent sans désespérer, 10 000 hommes durent être désignés par les préfets et enrégimentés pour tâcher de combler les vides effrayants de la cavalerie, et pour composer quatre régiments de gardes d'honneur à cheval. Cette mesure arbitraire, visant une certaine classe sociale, parut une sorte de mainmise sur des otages. La garde nationale fut organisée ; l'on comptait ainsi pouvoir disposer de six contingents, s'il y avait lieu, comme troupe de ligne. Toute la France valide était mobilisée à coups de décrets.

Les hommes appelés, sinon recrutés, il fallait de l'argent. Les manifestations patriotiques, les déclarations des corps constitués, un immense concours de dévouement, du moins verbal, avaient rendu à l'Empereur une allégresse dont il faisait montre et d'où rayonnait la confiance officielle. Il n'était bruit que des ressources de l'Empire, des combinaisons diplomatiques et militaires tenues dans le secret, du génie de l'Empereur, de ses forces renouvelées, d'une prochaine et décisive



LE DÉPART DU CONSCRIT, par Carle Vernet
(Musée de l'armée).

victoire. « L'Empereur, dit Molé, était redevenu aussi absolu, aussi inflexible qu'au temps de sa toute-puissance. »

Aussi, le Corps législatif étant réuni pour sa session de mars, ce même Molé, qui ne le cédait à personne en tant que distributeur d'encens, apporta la loi sur les finances et le budget de 1813. Dans la pénurie des ressources, avec le mauvais rendement des impôts et la situation financière déplorable accentuée par la crise des changes, on se tira d'affaire par une sorte d'emprunt forcé aux communes ayant pour gage trois cent soixante-dix millions de biens nationaux.

Des hommes et de l'argent, le fort de la crise était passé ! Napoléon avait repris bien en main l'arme sur laquelle il comptait : son génie militaire. Le 15 avril, il quittait Paris pour se mettre à la tête d'une nouvelle armée que sa puissante faculté d'organisation avait, pour ainsi dire, arrachée au néant. Elle comptait, en première ligne, environ 110 000 hommes ; elle attendait des réserves pouvant monter à 100 000 hommes. Ces hommes, il est vrai, étaient jeunes, à peine exercés ; les vieilles troupes survivantes étaient restées éparpillées dans les garnisons d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, parce qu'on entendait tout défendre pour tout garder en vue de la négociation. Le prince Eugène, exécutant les ordres de l'Empereur, s'était accroché à la Saale, d'où une campagne heureuse pouvait encore le ramener à Berlin.

POUR LES LIMITES NATURELLES On suivra, dans l'histoire diplomatique, l'imbroglio de négociations occultes qui, par le jeu obscur des Metternich, des Talleyrand, des Bernadotte, des Dalberg, et de tant d'autres, retourna contre Napoléon la grande « réconciliation européenne » : traité de la Prusse avec la Russie, « pour rendre l'indépendance à l'Europe et rétablir la Prusse dans ses limites de 1806 », déclaration de guerre de la Prusse, soulèvement général de l'Allemagne du Nord, au cri de « Liberté ! » lancé par la coalition des monarques, travail assidu de Metternich, se collant au flanc de Napoléon pour mieux le tirer vers l'abîme, adhésion secrète de l'Autriche à la convention russo-prussienne, entreprise générale de corruption travaillant à la défection de la Bavière, du Wurtemberg, de la Saxe, de la Westphalie, de tous les princes de la Confédération du Rhin, avec, pour but final, une brusque volte-face de leurs contingents de manière à enfermer le héros sur le sol allemand.

Lutzen, Bautzen, belles victoires dues au génie de l'Empereur et à la vaillance de ses jeunes troupes, mais victoires incomplètes, faute de cavalerie. Napoléon, vainqueur, a besoin de respirer. Il signe l'armistice de Pleiswitz et s'installe à Dresde. Là, au carrefour des routes allemandes, il se sent redoutable encore. Cependant,

de l'Espagne, les nouvelles arrivent de plus en plus graves : discussions entre les généraux, défaite de Marmont, reprise de la campagne par Wellington, défaite de Joseph et retraite vers la France. Suchet reçoit l'ordre de se retirer en Catalogne, et Soult, avec le gros de l'armée, repasse les Pyrénées. Wellington est sur la Bidassoa.

Les Alliés ont gagné de la confiance et de la force en gagnant du temps. Toutes les négociations engagées avec Napoléon sont des leurre. Le congrès de Prague n'est qu'un immense faux-semblant. Les complicités européennes collaborent sous la direction de l'Angleterre depuis qu'elle a traité à Reichenbach. Bernadotte et l'empereur d'Autriche font mine de marchander leur adhésion définitive ; mais, en fait, ils ont pris leur parti. Seul, l'optimisme volontairement aveugle de Napoléon peut s'y tromper encore. Le 11 août, il donne, avec un retard de quelques heures, son adhésion aux conditions des Alliés qui le ramènent derrière le Rhin, les Alpes, les Pyrénées, mais laissent encore à l'Empire les « limites naturelles ».

Les propositions des Alliés étaient-elles sincères ? Non. Le secret des archives l'a révélé : l'Autriche jette le masque de médiatrice dont elle s'était affublée : elle entre dans la coalition, « décidée à en courir toutes les chances ».

Alors commence cette terrible campagne de l'automne 1813, où Napoléon s'accroche à l'Allemagne pour sauver le glacis du Rhin. Six cent mille hommes s'avancent sur lui, cherchant à se réunir et à l'encercler. Bernadotte commande l'armée du Nord, Blucher l'armée de Silésie, Schwartzenberg l'armée de Bohême. Napoléon compte, par sa position centrale et par ses habituelles manœuvres en coups de boutoir, les battre séparément. Pas un instant, il ne jette les yeux sur le Rhin alors qu'il combat pour le sauver. Ses ennemis, au contraire, n'ont pas d'autre objectif. Il sauve Dresde une première fois ; un coup de canon abat Moreau, qui avait tracé le plan destiné à encercler son ancien rival de gloire. C'est encore



MACDONALD (D'après Aubry)
(Cabinet des Estampes).

une victoire, mais encore sans lendemain : Napoléon n'a ni cavalerie, ni réserves, et il ménage sa Garde.

Vandamme battu, le cercle des Alliés se resserre de nouveau : les communications sont menacées par Bernadotte et par Blucher ; l'armée autrichienne étend la toile d'araignée de ses coureurs. Napoléon rêve toujours de foncer sur Berlin. Macdonald, sans illusion, lui conseille de regrouper ses forces et d'évacuer l'Elbe pour aller chercher une ligne de retraite sur la Saale. Napoléon, après l'avoir écouté, s'écrie : « Mais, alors, c'est sur le Rhin qu'il faut aller ! » C'était tout le système de sa politique allemande qui s'écroulait. Il hésite. Le retard laisse aux troupes alliées le temps de se jeter sur Leipzig. Ils sont aux portes de la ville, le 16 octobre. La « bataille des Nations » s'engage. L'issue est contraire aux espoirs du grand soldat. Il se débat pour rompre les mailles du filet. La défection des Saxons et des Hessois, la rupture des ponts sur l'Elster transforment la retraite en un épouvantable sauve-qui-peut. La Bavière, qui devait tout à l'Empereur, le trahit, et l'armée de von Vreede se jette en avant pour lui couper la retraite sur le Rhin. Dès lors, c'est la course au salut, une marche infernale de ces jeunes régiments luttant contre les éléments, la maladie et la trahison conjurées. Le 2 novembre, l'armée, réduite à 60 000 hommes, avait passé le Rhin.

1 814. — NAPOLEON ET LA BOURGEOISIE LIBERALE Napoléon, de nouveau battu, accourt à Paris. La France est assiégée de toutes parts. La Hollande s'est soulevée et a rappelé le prince d'Orange. Molitor, Decaen, Maison se replient sur la Meuse. Les Anglais ont débarqué aux embouchures de l'Escaut. En Italie, le prince Eugène défend les passages du Pô. Murat consomme sa défection. Sur la frontière des Pyrénées, Suchet se défend héroïquement du côté de Barcelone, et Soult lutte péniblement pour défendre la ligne de l'Adour. Bientôt les Alliés auront violé, sans crier gare, la neutralité suisse ; ils marchent sur Lyon, sur Besançon et sur Belfort, s'étalant sur l'Alsace. Mayence est investi et le Rhin franchi. Au nord, Anvers est bloqué, la route de Paris ouverte jusqu'à Namur. Telles sont, pour Napoléon et pour la France, les étrennes de cette terrible année 1814.

La vie nationale est concentrée à Paris. Tout est, à la fois en suspens, la destinée du siècle, la Révolution, l'existence nationale, les frontières, la forme du gouvernement, l'indépendance, l'expansion, la fortune, l'ascendant, la gloire, l'honneur : il n'est pas une âme de Français qui, tombée du rêve étoilé, ne frémissse du lendemain qui s'approche.

Napoléon est rentré à Paris le 9 novembre. Son premier geste tend à s'appuyer sur

LA CHUTE DE NAPOLEON

le pays. Il convoque le Corps législatif, le 11 novembre, pour le 19 décembre. Mais il prétend encore tenir l'Assemblée en bride par le choix du président. Des décrets et un sénatus-consulte créent de nouveaux impôts, appellent 300 000 hommes sous les armes par voie de simple sénatus-consulte. Pourquoi pas? N'est-il pas toujours l'Empereur? La tactique est claire : avant tout, il faut s'assurer les res-



NAPOLEON, AVANT DE QUITTER PARIS, CONFIE AUX OFFICIERS DE LA GARDE NATIONALE
L'IMPÉRATRICE ET LE ROI DE ROME (D'après Madon).

sources nécessaires pour obtenir cette victoire définitive qui reste le seul recours, et qu'on remportera, s'il le faut, aux portes de Paris, pourvu qu'une secousse de l'honneur national soutienne ce suprême effort. Mais cet effort, l'Empereur seul peut l'accomplir. Une fois les contingents assurés, il cédera volontiers un certain droit de contrôle, sinon de discussion. Il va jusqu'à communiquer au Corps législatif et au Sénat les pièces de la négociation diplomatique. Ainsi, un front unique serait opposé à l'ennemi au moment où il pénètre sur le territoire national. Napoléon fait appel à ce peuple qu'il sent groupé encore autour de lui et,

par-dessus le front maussade des bourgeois, il cherche à susciter les grandes émotions révolutionnaires : « Le Béarn, l'Alsace, la Franche-Comté, le Brabant sont entamés, s'écrie-t-il. Les cris de cette partie de ma famille me déchirent l'âme... J'appelle les Français au secours des Français... »

Au Corps législatif, une commission de cinq membres est désignée pour prendre connaissance des documents communiqués. Et, au lieu du mouvement patriotique attendu, c'est une immense parlote qui s'installe. La commission des cinq représentait presque uniquement ces « idéologues » tenus en respect depuis si longtemps : des philosophes, des avocats, des philologues, Maine de Biran, Raynouard, Lainé, Gallois, Flauguergues, bombardés sauveurs du pays, honnêtes gens, certes, bons patriotes, hommes éloquents, mais sans reins, sans élan, et sans action. De ces hommes, sortis de terre, on ne savait rien, sauf qu'ils étaient de l'*opposition*. Royalistes ou républicains, ils se fussent trouvés impérialistes si on les eût appelés au pouvoir : c'est le jeu parlementaire, le jeu des « libéraux ». Hauterive, commissaire de l'Empereur auprès des cinq, pensait, comme tout bon ministériel, « qu'il serait facile de s'entendre avec eux ». L'ère des tractations, transactions et combinaisons de couloirs est ouverte.

Entre Napoléon et ces harangueurs, aucun accord possible. Comment se seraient-ils laissé entraîner dans l'illusion, toujours démentie par les faits, du « coup de tonnerre » et de la « victoire définitive » ? Le peuple pouvait y croire : mais ceux-ci, survivants des Girondins, étaient, tout bonnement, pour ces mesures moyennes « qui ne sont moyens en aucune chose », selon le mot du cardinal de Richelieu. Le 28 décembre, Lainé, chargé du rapport, le lut à la Commission. Première machination de l'Intrigue, accompagnée, au revers de la page, d'un projet de Constitution. Regnault de Saint-Jean d'Angely, autre commissaire impérial, s'écriait : « Ce n'est pas assez pour ranimer le peuple ! » En effet.

Le 1^{er} janvier, l'Empereur reçut aux Tuileries, et la Commission se présenta. Ce fut, alors, le grand éclat, la rupture déclarée. Napoléon ne sut pas se contenir. Quinze ans de victoires gonflaient sa voix ; son indignation explosait en cris déchirants : « M. Lainé est un méchant homme, vendu à l'Angleterre et en correspondance avec elle par l'intermédiaire de l'avocat Desèze... M. Raynouard est un calomniateur et un menteur !... Idéologues » ! Ils demandaient des garanties contre la France ; « la France n'en demandait que contre l'ennemi. »

A coups d'injures, Napoléon rompt avec la bourgeoisie. Ne lui reste-t-il pas l'armée, le peuple, les forces vives de la nation ? A ce même moment, en Alsace, en Franche-Comté, dans le Dauphiné, dans les Pyrénées, le paysan prenait le fusil,

s'organisait en bandes franches, tenait tête à l'ennemi. Celui-ci se demandait s'il n'allait pas se heurter à une autre Espagne, à une immense Vendée napoléonienne : routes coupées, convois surpris, arrières en péril, tandis que Napoléon mènerait la manœuvre de front avec ses armées en se renforçant des vieilles troupes ramenées des frontières lointaines. Mais l'élan national avait quelque chose de court et de barré. Napoléon, surpris, disait à ses confidents : « Est-ce qu'on ne pourrait pas, enfin, jeter du phlogistique dans le sang de ce peuple devenu si endormi et si apathique ? » Il sentait donc que, privé de l'écho de l'opinion bourgeoise, sa grande voix elle-même ne portait plus.

Ce phlogistique, on s'efforça de le ranimer par les moyens connus : aux ouvriers de Paris sans travail, on demanda des enrôlements volontaires ; le tambour battait, le tocsin sonnait ; des commissaires extraordinaires étaient envoyés dans les départements. L'Empereur lui-même parcourt les faubourgs de Paris ; il est acclamé par le faubourg Saint-Antoine et reconduit en triomphe aux Tuileries. On souffle sur toutes les vieilles passions refroidies : haine de l'ancien régime, haine de l'émigration, alarme au sujet des biens nationaux.

Le 24 janvier, l'Empereur quitte Paris pour reprendre le commandement de ses troupes. C'est l'adieu à la capitale. Que lui reste-t-il ? Son épée et la chance de cette « victoire décisive », « fût-ce sous les murs de Paris », qui lui échappe depuis Moscou. Au moment où les armées alliées, incertaines et discordantes encore, se réunissent sur le territoire de la France, elles s'offrent à lui comme une proie rabattue pour tomber sous ses coups. Il peut les saisir, les culbuter, l'une après l'autre, — et c'est Rivoli ; il peut les tourner, tomber sur leurs derrières, — et c'est Marengo.

Mais un autre piège plus dangereux le guette ; cela aussi, il le sait. Le jour même où s'était produite en public la scène déchirante, il a réuni une sorte de Conseil de régence ; il passe en revue ce dernier carré de ses serviteurs :

Les premières paroles de l'Empereur, raconte Mollien, eurent la gravité des dispositions testamentaires ; mais, après qu'il eut quelque temps parlé de la faiblesse des moyens dont il pouvait disposer, son regard, porté, comme par hasard, sur l'un des dignitaires présents (Talleyrand), s'allume et, comme par une inspiration subite, il ajoute qu'il savait bien qu'il laissait à Paris d'autres ennemis que ceux qu'il allait combattre et que son absence allait leur laisser le champ libre.

Pas un pli ne marqua le visage impassible. Les deux forces s'étaient mesurées

LES BOURBONS Avant de partir, l'Empereur s'est allégé, autant qu'il l'a
ET TALLEYRAND pu, de tout ce qui n'est pas engagé dans la partie principale ; sans traité et sans condition, il a laissé partir le pape qui regagne Rome parmi les gémissements des catholiques prosternés ; il renvoie Ferdinand VII et ne

lui dispute plus la couronne d'Espagne. Tout pour la victoire sur le front principal.

Disposant de cent mille hommes à peine, l'Empereur organise un demi-cercle élastique opposé à l'ennemi d'Anvers à Lyon, de façon à pouvoir réunir, à l'heure dite, un gros de troupes sur un point choisi où il donnera le coup de massue. Il part le 25 janvier, et se rend à Saint-Dizier d'où il guette les deux grandes armées ennemies, celle de Bohême commandée par Schwartzemberg et celle de Silésie commandée par Blucher. Alors commence cette campagne de France qu'il ne nous appartient pas d'exposer, mais qui peut se résumer en deux mots : de la part des Alliés, un « pas de deux » avec avancées et reculs ; de la part de Napoléon, l'offensive sur le point faible en vue de briser le front mal articulé qui s'offre à ses coups.

Les Alliés ajoutent au jeu des armées celui de la diplomatie ; espèce de « menuet » soigneusement réglé où des gestes lents et harmonieux sont destinés à attirer, à la fois, et à fasciner l'adversaire : on avance quand Napoléon hésite et on se dérobe quand il avance. Il se croit toujours à la veille de l'événement militaire qui amènera l'événement diplomatique. Les Alliés se sont préparés à toute éventualité par cette déclaration de Francfort qui semble reconnaître encore à la France ses « limites naturelles », et qui met Napoléon dans son tort puisqu'il décline des propositions « raisonnables » et même « généreuses », formulées, il est vrai, en des termes assez vagues et ambigus pour que la duplicité puisse toujours épiloguer. Le fin du fin sera de séparer la France « nation valeureuse », « base fondamentale de l'édifice européen », de l'Empereur qui, seul, est un obstacle au grand œuvre nommé par Talleyrand « la réconciliation européenne ». Cette nuée d'intrigues énerve la France et l'Empereur et divise, d'avance, leur action. Napoléon accepte la réunion du Congrès de Châtillon (5 février). Et c'est le jeu de Prague qui recommence.

Tombant sur l'armée de Silésie qu'il refoule jusqu'à Châlons, une bouffée d'espoir gonfle son cœur. « Je suis plus près de Vienne, s'écrie-t-il, qu'ils ne sont près de Paris. » Or, à ce moment, les Cosaques galopent jusqu'à Meaux. Caulaincourt, qui a tant de dessous, reçoit des pleins pouvoirs dont il ne peut se servir. Le veut-il même ? Les allées et venues entre les états-majors et les diplomates recommencent. Les victoires de Napoléon tiennent en arrêt la marche des armées alliées. Châtillon deviendra-t-il le lieu d'honorables transactions ? Après la bataille de Craonne et au jour du sanglant assaut donné à la colline de Laon, Caulaincourt a remis, d'ordre de l'Empereur, une contre-proposition française qui abandonne toutes les conquêtes de la France et ne garde que la Savoie et le Piémont jusqu'à l'Adige (19 mars).

Mais, depuis le 1^{er} mars, les Alliés ont signé, entre eux, le traité de Chaumont

qui les engage à ne pas conclure une paix séparée et les lie pour vingt ans ; ils rejettent, sans même s'y arrêter un instant, les propositions de Caulaincourt. « Ils ne font pas la guerre à la France. » C'est pour son bien qu'on l'envahit.

A Londres, les fers sont mis au feu pour un projet de restauration des Bourbons, stipendiés du cabinet britannique. D'où vient cette initiative inopinée ? Elle vient de Paris, elle vient de l'Intrigue. L'Angleterre, elle, suit sa politique ; elle cherche, dans la victoire qu'elle prévoit imminente, un avantage particulier, un protectorat d'argent et d'affaires à exercer sur le continent. Elle tient tout le monde, les Alliés, les princes, les confidents, tous ceux qui tendent la main pour arracher quelque morceau de la ruine immense qui se prépare.

Cette savante stratégie britannique, qui se découvre enfin, inquiète les autres Alliés. Alexandre craint de devenir la dupe du marché. Mieux vaudrait traiter avec Napoléon humilié, avec la régence, avec Bernadotte, plutôt qu'avec ces gens retour d'Angleterre après qu'il les a chassés de Mittau. Mais Alexandre, maintenant victorieux, est-il libre seulement ? Que se passe-t-il dans les dessous ?

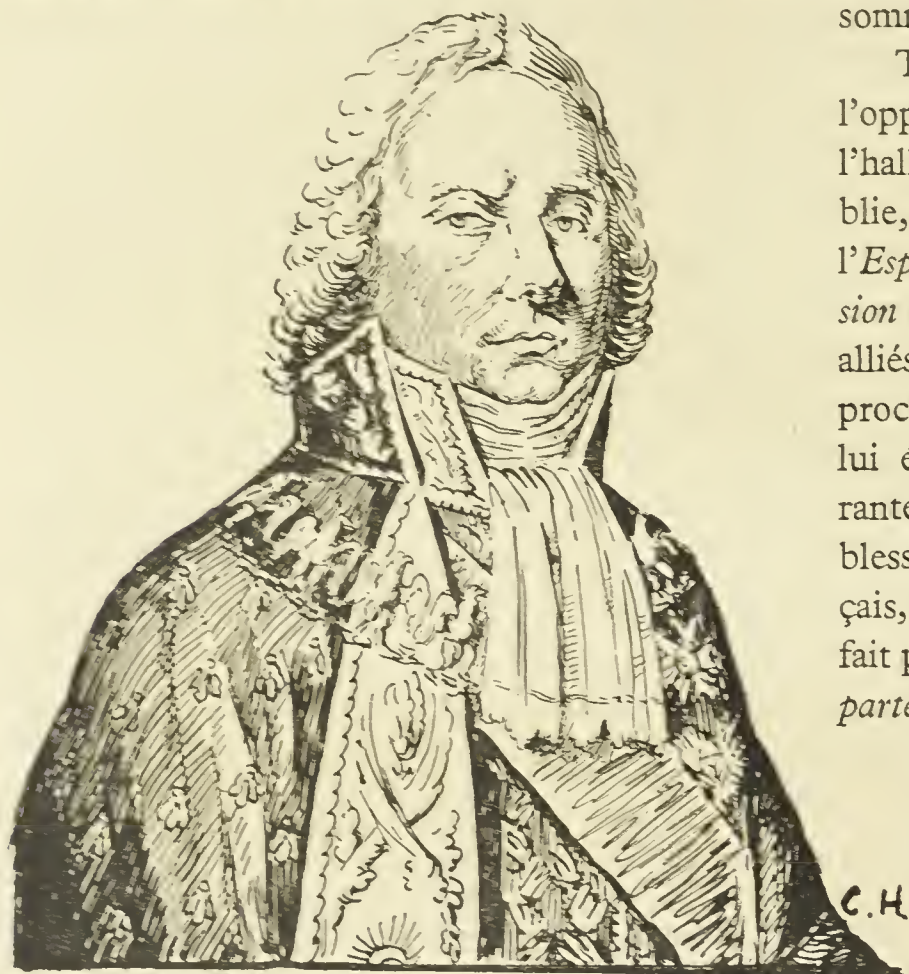
Un jour, raconte Aimée de Coigny, M. de Talleyrand vint me voir et me dit : « Il serait nécessaire d'arranger tout cela d'une manière noble et sérieuse. Bonaparte vient encore de refuser la paix de Montereau. Son petit succès lui tourne la tête et il parle de retourner à Vienne. *Si la paix qu'on est encore décidé à offrir à Napoléon se fait, tout est perdu.* Il faut que, lorsque le Sénat se rassemblera, il nous tire d'affaire... Voilà ce que, par son droit naturel de conservateur des lois fondamentales, le Sénat peut faire. Qu'un de ses membres monte à la tribune pour dénoncer Napoléon, en disant, qu'ayant été élu Empereur aux conditions qu'il n'a pas tenues, le contrat est annulé et qu'il est déclaré *perturbateur du repos public et mis hors la loi*. Que le Sénat ensuite se constitue en Assemblée nationale... Qu'il appelle le frère de Louis XVI sur le trône ; qu'il fasse un appel aux armées et qu'il envoie une députation aux princes coalisés... Voyez Garat, l'ancien conventionnel (dont elle était la maîtresse) ; il y a là de quoi remuer une âme patriotique. Cette persuasion peut encore faire des héros. Qu'on voie Lambrecht, Lenoir, Laroche, je ne sais qui, des *patriarches de la Révolution* qui savaient si bien démolir les trônes avec les mots de *patrie, tyrannie, liberté*. S'ils les prononcent, nous sommes sauvés. »

Le chef de l'Intrigue avait habilement groupé, sur cette carte biseautée, tous les éléments d'une bonne restauration : abandon, défection, trahison, capitulation. Pour ouvrir la porte au roi du « pardon », il faisait balayer l'entrée par ces vieux révolutionnaires aux paroles sonores et aux âmes tremblantes. Désormais, il appartenait au dernier tenant du parti Choiseul de dicter ses conditions, même à cette dynastie qu'il avait chassée en exécution de la rancune de Chanteloup. L'histoire de France se reprenait au point où on l'avait interrompue. Après avoir travaillé à la Révolution, travaillé à Brumaire, travaillé à la mort du duc d'Enghien, il travaillait avec la légitimité, et elle acceptait de lui ces services dont elle ne se « dessouillerait » jamais. La descendance de Henri IV et de Louis XIV bouclée dans la Révo-

lution recevait, de l'évêque de la Fédération, le baptême de la souveraineté nationale. Quant à lui, il faisait sans rien abandonner de son passé, *sa paix*. « Nous

sommes sauvés ! »

Tout ce qui a souffert de l'oppression impériale accourt à l'hallali. Benjamin Constant publie, à Hanovre, son livre de *l'Esprit de conquête et d'oppression* et le distribue aux princes alliés, non sans encourir les reproches de Mme de Staël qui lui écrit d'Angleterre : « Quarante batailles sont aussi une noblesse... Vous n'êtes pas Français, Benjamin ! » Chateaubriand fait paraître sa brochure : *Bonaparte et les Bourbons*, jette dans le public, avec sa puissance de persuasion, la fameuse thèse de la « légitimité », dont son cordial ennemi Talleyrand saura tirer tout le bénéfice; Murat, après un obscur mic-mac avec Fouché, monte



TALLEYRAND

(D'après un portrait de Prud'hon, gravé par J.-B. Chapuy).

du fond de l'Italie et, par Rome et Florence, prétend gagner Lyon et Paris. Tous, les Dalberg, les Rœderer, les Pradt, même les Caulaincourt, les Daru, les Berthier nagent d'avance dans les eaux troubles de la défection.

Les Alliés peuvent se persuader, maintenant, que la France se tourne d'elle-même vers d'autres destinées : ils n'ont affaire qu'à des visages souriants, des sentiments approbateurs. Aussi déclarent-ils solennellement que l'heure des négociations est close et que l'épée décidera.

L E TRIOMPHE DE L'INTRIGUE.
LA CHUTE DE L'EMPEREUR

Nous sommes aux Ides de mars. Il ne reste plus à Napoléon qu'une arme, une ressource, son génie militaire. Une victoire sous les murs de Paris peut rétablir

l'édifice qui s'affaisse. Aura-t-il cette chance suprême ? Pour lui, — admirable obstination d'une indomptable énergie, — il espère encore. La ligne de l'Adour, la ligne du Pô tiennent. Augereau, c'est vrai, a évacué Lyon et se perd à la recherche de Suchet vers Valence et le Pont-Esprit ; depuis longtemps, il a brisé ses liens avec Napoléon et il quête, lui aussi, sa paix personnelle, la main tendue vers l'ennemi. Mais, au Nord, les affaires militaires semblent donner à Napoléon un instant de répit. Anvers, Lille, Maubeuge tiennent. Des milliers de volontaires, gardes nationaux, coiffés du chapeau civil ou de la casquette, le fusil de chasse ou la fourche au poing, sont accourus et se rallient au drapeau.

Ce qu'il reste de la grande armée est massé entre Marne et Seine et occupe solidement la route de Paris. La fortune tient tout en suspens, comme si elle voulait laisser son heure au génie. Napoléon, ramassé sur lui-même, prépare sa dernière manœuvre : tandis que les armées alliées roulent contre lui cahin-caha, lentes et disloquées, arrêtées toujours, obligées de faire, à chaque pas, un nouvel effort et de nouveaux sacrifices, Napoléon soudain se dérobe ; il donne l'ordre à ses maréchaux, Macdonald, Marmont, Mortier, de tenir jusqu'au dernier homme entre Reims et Paris (dans ces plaines où se joua si souvent le sort de la France) et, passant la Marne près de Vitry, il se retrouve au point de départ de la campagne, à Saint-Dizier, mais cette fois, sur les derrières de l'ennemi. Il va au-devant de ces braves levées volontaires des provinces de l'Est qui, enflammées par les atrocités de l'ennemi, répondent à son appel. Voilà, enfin, la manœuvre imprévue, qui doit changer le cours des événements : Napoléon est « sur la route de Vienne ».



« LA PENSÉE », 1814 (D'après Raffet).

Précipiter la France dans le désarroi, la diviser, la séparer de Napoléon, il ne reste pas d'autre ressource aux Alliés, s'ils veulent en finir avant que la manœuvre napoléonienne les ait ramenés en arrière et n'ait regroupé, par cet étonnant renversement des choses, le sentiment national égaré. L'Intrigue se sent en danger. Talleyrand écrit aux princes alliés : « Vous pouvez tout et vous n'osez rien : Osez ! encore une fois ! » Il tremblait au fond de son hôtel de la rue Saint-Florentin.

L'Angleterre a compris. Il faut jeter la carte qu'elle tient en réserve : les Bourbons. Troubler les affaires intérieures de ses adversaires, c'est sa grande ressource : la cavalerie de Saint-Georges galope plus vite que celle de Wellington. Le premier geste fait, tout se déclenche. Le duc de Berry débarque à Jersey pour soulever les pays de la chouannerie ; le comte d'Artois est à Vesoul, à Nancy, où il suivait, assez piteusement jusque-là, les états-majors : il devient soudainement un personnage. A Bordeaux, les choses prennent une meilleure tournure encore. Wellington, vainqueur, a bien mesuré ses coups. Le Sud-Ouest, où les affaires souffrent depuis si longtemps, est agité de passions particulières ; l'explosion, contenue quelque temps, n'en est que plus violente. A l'appel « spontané » du maire, Lynch, le duc d'Angoulême a fait son entrée dans la grande ville du Sud-Ouest, escorté de quinze mille Anglais. Accueilli avec enthousiasme, il arbore la cocarde blanche, proclame « Louis XVIII » roi de France, s'empare de l'administration de la province et crée cette diversion que les Alliés attendent.

Talleyrand avait, maintenant, la dynastie à sa disposition et *sa* négociation dans la main. Pour conclure *sa* paix avec une entière sécurité, que fallait-il de plus ? Opposer aux Bourbons mis en train une contre-partie plausible encore, — celle de la régence de Marie-Louise, jouer sur les deux tableaux et gagner en les opposant l'un à l'autre. Un royaliste obscur, Vitrolles, est venu le trouver, offrant de s'entremettre auprès du comte d'Artois. Muni d'un signe de reconnaissance, Vitrolles traverse les lignes et se présente aux états-majors alliés, puis à l'empereur de Russie. Mais Alexandre, qui a reçu les avis secrets de Talleyrand, se montre opposé au rétablissement des Bourbons : il préférerait Bernadotte, la régence de Marie-Louise, même une « république sage ». Vitrolles va trouver le comte d'Artois à Nancy et presse sur lui pour que la dynastie accepte enfin et même sollicite les bons offices de Talleyrand. On ne peut se passer de lui ; le mieux est de remettre entre ses mains la partie royale, de déférer en tout à ses avis, de manière, selon sa propre expression, à « introduire du nouveau dans l'ancien » ; cela veut dire verser la Révolution dans le bas de soie. Le comte d'Artois s'insurge d'abord. Mais va-t-on laisser échapper une occasion qui ne se retrouvera pas ? Vitrolles

emporte une lettre qui confie à Talleyrand les fonctions de « gouverneur de Paris ». La partie est gagnée. Tenir Paris, c'est tenir la France. Quant au futur Charles X, il vient d'ouvrir le cycle des événements qui le mènera à 1830.

Maintenant, que va-t-on faire de Napoléon ? Il restait, à Paris, la régence avec Marie-Louise, Joseph, Cambacérès, tous désarmés et tremblants comme des femmes ; devant Paris, l'armée des maréchaux qui recule en tournant autour de la capitale comme un sanglier blessé acculé sur sa bauge ; à Fère-Champenoise, une division de gardes nationaux en chapeau rond s'est fait écraser pour couvrir la retraite. Il reste, enfin, Napoléon, toujours à Saint-Dizier. Schwartzberg, ayant osé enfin, et s'étant arraché à sa tremblante irrésolution marche, enfin, résolument, et la grande manœuvre de Napoléon se réduit à ce qu'elle est, en effet, une simple « manœuvre ». Quelques combats d'arrière-garde sans portée ne peuvent plus retarder la marche des Alliés sur Paris ; c'est à Paris que la fortune des armes se prononcera. Or, Napoléon n'est pas là. Le gouvernement de Paris, l'état-major, les maréchaux, tous réclament le retour immédiat du chef. Que faire, sans lui ? Il accourt, mais laisse son armée à Troyes. Il arrive seul à Fontainebleau.

Le 30 mars, les armées alliées, avec 140 000 hommes, avaient attaqué sur la ligne Aubervilliers-Romainville. Blucher fonce sur Saint-Denis. Marmont tient un instant, puis est rejeté sur les buttes Chaumont. Mortier se bat à la Villette ; Moncey à la barrière Clichy. Les boulets, les balles tombent en deçà des barrières.

Joseph et Marie-Louise, emportant le roi de Rome et précédés d'un convoi où l'on a empilé ce qu'on peut sauver du trésor et des richesses impériales, ont pris, par Rambouillet, la route de Blois, et ils ont autorisé les maréchaux à négocier et à signer la capitulation de Paris. La régence est à l'abri. Peut-être l'Empereur François-Joseph se souviendra-t-il que Marie-Louise est sa fille.

Que va faire Talleyrand, membre du Conseil de régence ? Suivra-t-il l'Impératrice ?... Par un de ces heureux hasards comme il s'en trouve, il est arrêté aux portes de cette ville dont il est le « gouverneur ». Le soir même, les maréchaux demandent et obtiennent une suspension d'armes : les armées alliées entreront dans Paris, sans coup férir, le 31 mars. Une proclamation, rédigée par Schwartzberg sous la pression de Pozzo di Borgo, ennemi corse de Napoléon, conseille aux Parisiens de suivre l'exemple de Bordeaux. L'empereur Alexandre demande que, dès son entrée à Paris, Talleyrand soit auprès de lui et, par un nouveau hasard, l'Élysée n'étant pas prêt, le tsar descend chez Talleyrand lui-même à l'hôtel de la rue Saint-Florentin. Le voilà qualifié arbitre de la situation. D'ailleurs, il est partout ; il est au Conseil qui signe la capitulation ; il fomenté l'opposition bour-

geoise et celle de l'Hôtel de Ville par l'intermédiaire du banquier Laffitte. Ses émissaires sont auprès du « roi » hésitant. Laissons Talleyrand raconter, à sa façon, ce qui se passa rue Saint-Florentin.

Le premier objet traité entre l'Empereur Alexandre et moi ne pouvait être naturellement que sur le choix du gouvernement à adopter pour la France ; je fis valoir les raisons et je n'hésitai pas à lui déclarer que la maison de Bourbon était rappelée par ceux qui rêvaient l'ancienne monarchie avec les principes et les vertus de Louis XII, comme par ceux qui voulaient une monarchie nouvelle avec une constitution libre (on sent l'équivoque)... C'est la réponse que je fis à une demande péremptoire que m'adressa l'Empereur de Russie : « Comment puis-je savoir, me dit-il, que la France désire la maison de Bourbon ? — Par une délibération, Sire, *que je me charge de faire prendre au Sénat...* (Le Sénat impérial n'est-il pas qualifié pour réclamer au nom du pays le rétablissement de la royauté ?) — Vous en êtes sûr ? — J'en réponds, Sire !

Talleyrand tirait l'empereur de Russie de ses hésitations. En même temps, il lui suggérait le moyen d'arracher aux institutions *impériales* et à une « ombre de Sénat » l'assentiment, du moins apparent, de la nation.

Cependant, avant que rien soit décidé, il se retourne vers la dynastie arrêtée au seuil du trône et lui dicte les conditions qui lui donnent toute garantie à lui, ainsi qu'à la Révolution qu'il représente :

En faisant déclarer aux souverains alliés qu'ils reconnaîtraient et garantiraient la Constitution que la nation française se donnait, et en invitant le Sénat à préparer cette Constitution, d'accord avec le gouvernement provisoire, M. de Talleyrand faisait prévaloir le principe de la souveraineté nationale sur le principe contraire et s'assurait le moyen de rester maître du gouvernement. D'un autre côté, la phrase qui engageait les Alliés à ne traiter ni avec Bonaparte, ni avec aucun membre de sa famille tranchait la question de la régence. Quand, une heure après, Caulaincourt envoyé par Napoléon et qui, depuis l'arrivée de l'empereur Alexandre, attendait audience, obtint enfin d'être introduit, il lui fut répondu que *tout était terminé*. (Duvergier de Hauranne).

Talleyrand explique ce qui s'ensuit :

Je convoquai le Sénat, le 2 avril, et le soir à 7 heures, j'apportai à l'empereur Alexandre la mémorable délibération que j'avais fait signer *individuellement* par tous ceux qui composaient l'Assemblée. C'est celle qui prononçait la déchéance de Napoléon et le rétablissement des Bourbons avec des garanties constitutionnelles.

L'histoire de France reprenait ainsi son cours et l'ancien évêque d'Autun, vice-chancelier de l'Empire, ramenait « le fils de Henri IV » et l'asseyait sur les Lys.

Que faisait l'Empereur ? Il était à Fontainebleau, sans armée, sans état-major. Ce qu'il restait de troupes devant Paris était sous les ordres des maréchaux, et formait comme un tampon entre la volonté impériale et la capitale. « L'armée est pour nous », disait Macdonald. Des généraux criaient : « Qu'on nous donne la paix ! » Gérard, parlant au nom de plusieurs, exprimait l'avis qu'il fallait éviter à

tout prix une lutte qui ne pouvait être qu'une bataille dans Paris et amener la destruction de la ville. Les maréchaux auraient pu, peut-être, au nom de la force qui leur obéissait, sauver le régime. Dans le camp des Alliés, il y avait assez d'hésitation au sujet du rétablissement des Bourbons pour que la volonté des chefs militaires pesât d'une façon sans doute décisive dans la balance. Mais ils étaient inquiets, divisés. La grande ombre impériale et les résolutions désespérées qu'ils entrevoyaient dans le silence et l'accablement du chef les affolaient. Et puis, un Mortier ou un Marmont ne sont pas de taille à jouer une partie politique contre un Talleyrand.

Marmont avait commencé le glissement qui devait entraîner tout. Ses troupes, sur un ordre donné dans des conditions assez louches, quittaient, à Essonnes, la région de Paris et se portaient sur Versailles. Chacun évitait de se compromettre et, par des saluts d'avant-postes et des politesses d'uniformes, se laissait graduellement engager.

Une parole fut prononcée, alors, qui éclaire le tragique de la situation et illumine toute la carrière de Napoléon. C'était à Fontainebleau. L'Empereur avait eu une longue délibération avec ses maréchaux sur la conduite à tenir et, enfin, pressé par Macdonald qui lui avait démontré l'impossibilité d'une dernière résistance devant Paris ou en arrière de Paris, il avait signé, sans protestations ni réserve, l'acte d'abdication. Une commission, composée des maréchaux, avait été désignée par lui pour négocier en son nom les conditions préliminaires d'un arrangement général, stipulant le maintien de la Régence. Puis l'Empereur s'était jeté sur un canapé, absorbé dans ses réflexions. Tout à coup, se frappant la cuisse de la main, il se lève et s'écrie d'un air dégagé : « Bah ! messieurs : laissons cela ! Et marchons demain. Nous les battons !... »

Cri suprême de cette énergie surhumaine que rien ne devait abattre. Un effort encore, et l'on obtiendra cette *victoire décisive* dont tout dépend et que l'on poursuit en vain depuis Moscou. Les maréchaux lui tournèrent le dos et allèrent traiter de la paix. Il n'y avait plus d'Empereur, il n'y avait plus d'armée. Il y avait la France.

CONCLUSION Cet homme extraordinaire parut en un temps et chez un
SUR NAPOLEON peuple où les passions étant au comble de la violence, la nature humaine se trouvait arrachée à elle-même et hors des voies normales. Tant d'énergies sublimes qui surgirent alors seraient restées ignorées et enfouies dans le sol si ces événements ne s'étaient pas produits. Dumouriez, Kléber, Hoche, Marceau, Moreau, Joubert, Masséna, Davout (ne parlons que des soldats), que fussent-ils devenus si la Révolution ne les eût soulevés et portés jusqu'aux grands

services ? Même problème pour Bonaparte. Le grand militaire, le grand politique ont besoin des autres ; il faut, à leur génie même, le secours des événements.

Au moment où Bonaparte arrivait, la crise avait surmené et dégoûté un peuple enthousiaste et mobile qui, jusque dans le désordre aime l'ordre, et dans l'anarchie cherche un gouvernement. Les écrivains qui nous ont laissé leur témoignage sur la France d'avant la Révolution vantent tous la douceur de son caractère et sa docilité sociale. Le peuple français passait pour le plus facile à conduire et le plus dévoué à ses rois. Or, après la crise révolutionnaire qui ne dura, en fait, que cinq ou six ans, ce naturel reprenait le dessus : on avait soif d'obéissance, on se mettait à détester la violence, l'impudeur, la grossièreté des mœurs révolutionnaires. Je voudrais bien qu'on fît le dénombrement des jacobins à pipes et à carmagnoles qui restaient pour soutenir le système, quand Barras et ses compères eurent coiffé le chapeau à panache du Directoire.

Après une si effroyable épreuve, ce que tout le monde voulait, c'était l'ordre — l'ordre avec la Révolution — ou mieux la Révolution en ordre dans une France indépendante et unifiée. Il y avait un point d'honneur à ne pas se désavouer, à ne pas se laisser imposer des lois par l'étranger. Ces aspirations finales, reliquat des grandes ambitions amorties, concluaient assez logiquement que, pour contenir le passé et assurer l'avenir, l'énergie était la première faculté nécessaire ; de là à réclamer un gouvernement militaire, il n'y avait qu'un pas. Le général, tous le cherchaient. Bonaparte, plus vif et plus décidé que les autres, apparut dans sa silhouette mince. Sa jeune carrière était éblouissante ; en plus, certaines circonstances l'aidaient beaucoup : noble, il n'avait pas émigré ; ses premières attaches étaient avec le parti Choiseul qui, après avoir jeté la France dans la Révolution, n'avait plus d'autre idée que de la réintégrer dans l'ordre européen. Ce jeune homme de grande capacité militaire convenait donc tout ensemble à la nation et aux intrigants politiques qui cherchaient un moyen de faire leur paix sans exposer leurs têtes. Cet habitué de la victoire arrangerait tout par le succès.

Maître des affaires, Bonaparte développa sa nature et son génie avec une ampleur incomparable. Un général, un « podestat » à demi étranger, libre de liens de caste, à peine engagé dans les partis, n'ayant reçu de services que d'hommes qu'il lui était loisible de mépriser, ayant, de naissance, l'autorité, le prestige, la souveraineté, d'ailleurs sans autre foi que son étoile, n'avait qu'à être lui-même pour être ce qu'on désirait qu'il fût. Il était précisément l'homme attendu par un siècle de philosophie, l'HOMME tout court, le sauveur.

Avec son don formidable d'expression, son art de convaincre, son bon sens naturel, son esprit réaliste, il eût pu fonder un excellent gouvernement civil. On crut un moment qu'il allait s'y prêter. Mais, après Marengo, il reprit l'uniforme, s'étant convaincu, du fait de l'attentat de nivôse, qu'il n'y avait de gouvernement des hommes que par la force. Il avait vu la bête de trop près.

Non qu'il fût inhumain. Mais il faisait trop peu de cas du troupeau des foules et de la vie particulière pour se modérer par pitié ou par raison. Il avait reconnu que, livrés à leurs passions politiques, en vue de l'exploitation du corps social pour leur profit particulier, les ambitieux sont sans frein. Militaire, victorieux et conquérant, il pensait qu'il en était des autres peuples comme de son pays même : la force seule assurerait l'obéissance et l'obéissance assurerait la paix. La fin de la Révolution serait donc, logiquement, la victoire, une victoire générale, planétaire. Par là seulement, l'ordre serait rétabli dans un monde transformé.

La France, d'ailleurs, était entraînée par cette force de propagande qui lui est si naturelle. Elle se croyait appelée à faire le bonheur de l'Univers, comme le général vainqueur se croyait appelé à établir sur l'Univers la paix de la victoire. Ce sont là de ces rencontres voulues par la Providence.

Napoléon fut le créateur de l'avenir qui devait résulter de la Révolution. Mais, si grand que fût l'ouvrier, la tâche était au-dessus de ses forces : il fallait plusieurs générations pour la réaliser.

De l'œuvre napoléonienne, dynastie, gouvernement, institutions même, aristocratie, victoires, conquêtes, empire, il ne reste qu'un souvenir : mais de la conception napoléonienne, il reste (outre le spectacle donné au monde) un dessein, un plan de reconstruction et de réorganisation auquel le monde, depuis, s'est conformé. Par lui, la vieille idée française d'égalité dans l'unité, d'ordre par la centralisation, de mutuels services par la discipline sociale et par les lois civiles unifiées et codifiées, l'idée qui était celle de la France depuis des siècles et qu'elle avait si longtemps cherchée en elle-même, à savoir d'employer tout le monde, même les humbles, à l'œuvre sociale et de leur en faire partager le bénéfice, cette idée avait gagné l'opinion universelle et allait se répandre, se faire accepter et couronner par l'Europe.

L'Europe, pendant un siècle au moins, devait vivre sur cet héritage. Pour qu'il fût rejeté par l'avenir, il faudrait que réussît la grande entreprise anarchique, tentée sur la frontière asiatique et qui, autant antijacobine et antirévolutionnaire qu'antinapoléonienne, établirait par la tyrannie d'en bas, le despotisme des aveugles. Cent ans d'histoire ont, en somme, confirmé le principe de l'œuvre à laquelle

se sont consacrés le grand peuple et le grand soldat. Nationale et organique, elle ne périrait que par la dénationalisation et la désorganisation.

Napoléon, armé des principes révolutionnaires, a créé l'Europe des nationalités : voilà le fait. Certes, il ne s'agit pas d'un monde idéal : mais ce siècle, dont il a ouvert les portes, a développé une prospérité matérielle inouïe, achevé l'occupation totale de la planète, et décidé l'avènement des classes nombreuses au bien-être et au pouvoir.

Le monde a gagné cela. Par contre, il a perdu la foi, l'esprit de sacrifice, d'abnégation et de paix, il a perdu ce qu'il y a de plus émouvant dans la dignité humaine, la résignation. Napoléon, grand militaire, était, comme tel, ambitieux, arriviste, fataliste dans la victoire et jusque dans la défaite. Il attendit toujours, comme chose due, une suprême victoire : telle était sa mission et son contrat avec la destinée. Il l'attendit, fût-ce après Moscou, après Leipzig, à l'île d'Elbe, à Sainte-Hélène. Il entraîna ainsi le monde dans son furieux *ambitus*. Peut-être est-ce cet entraînement vers une hiérarchie de succès sans limite qui est le mot de cette étonnante carrière. Pas une fois dans sa vie, Napoléon n'eut le sens profond de cette chose si française, la modération, la mesure.

Il ne fut vraiment lui que dans le colossal et le surhumain. Son « idéal de civilisation » absolu, rationnel et universel laissait à son siècle cette maladie, l'ambition, à la littérature cette autre maladie *le romantisme* et, à la philosophie de l'histoire, *l'impérialisme*.

Grandeur et faiblesse : ainsi se joue cette pauvre société humaine. Le Créateur, dont le caprice l'a arrachée au néant, a donné à sa créature la liberté pour qu'elle en use au risque de s'en blesser. La sagesse, s'inspirant de la loi divine, travaille à la régler, non à la supprimer. Napoléon fut un de ces maîtres de l'heure que la Providence envoie en de rares circonstances aux générations égarées pour qu'elles retrouvent leurs voies. Aux temps de la Révolution, la France avait reçu une mission. Elle s'y était donnée dans un tumulte plein d'espérances et d'erreurs. Mais elle échouait, si elle ne savait pas s'apaiser, s'ordonner, se faire accepter au dehors. Après le grand trouble, il fallait l'ordre. Telle fut la mission propre de Napoléon : mettre l'ordre dans la Révolution. Son génie était égal à sa tâche. Il tint le monde à bout de bras et le moula selon la loi qui lui avait été dictée. Cependant, des millions d'hommes souffrirent et moururent par lui. L'humanité, dont l'histoire n'aboutit jamais, ne saura pas, avant des siècles peut-être, si l'HOMME parut pour son mal ou pour son bien.



CHAPITRE VII

LA RESTAURATION

Les Bourbons, Talleyrand et le Sénat. — L'acte constitutionnel du Sénat et le comte d'Artois. — La déclaration royale de Saint-Ouen. — Le nouveau roi, Louis XVIII. — Le gouvernement royal et la Charte. — L'Europe contre la France. — Les deux âges face à face. — La résistance : les demi-soldes, les acquéreurs de biens nationaux.



LOUIS XVIII hésitait à s'avancer en France quand, poussé par l'Angleterre et aidé par Talleyrand, il se décida. L'Intrigue introduisait la légitimité et la présentait à la Révolution. Dans quelles conditions le rapprochement entre les deux forces, les deux principes contraires, allait-il se produire ?

Dans la lassitude et l'appréhension universelles, la restauration de la dynastie royale était une issue. Ces princes offraient l'avantage d'une première solution répondant au cri universel : la paix. On ignorait à peu près tout d'eux, et c'était un avantage. On ne connaissait, autour d'eux, ni parti, ni personnel, ni coterie. Avaient-ils un système quelconque de gouvernement ? Rien de précis, la censure impériale ne laissant rien transpirer. En somme, l'opinion se prêtait aux circonstances, non

sans une certaine disposition favorable, disposition naturelle aux Français pour tout ce qui est changement, nouveauté, contraste.

Le plus grand écrivain du temps, le seul qui eut, alors, une prise sur les cent mille Français au courant de la politique, Chateaubriand avait publié sa fameuse brochure : *Bonaparte et les Bourbons*. Il avait instruit, touché, convaincu, en remuant les souvenirs qui dormaient au fond des cœurs. En accents pénétrants, il s'était prononcé contre « le tyran », « l'usurpateur » qui venait de faire périr des



CHATEAUBRIAND

(D'après un dessin de Deveria).

millions d'hommes, et il avait porté aux nues « ces braves et vaillants gentilshommes, autant et plus Français que nous », ces « Seigneurs des Fleurs-de-Lys qui furent, dans tous les temps, célèbres par leur loyauté », et « qui tiennent si fort à la racine de nos mœurs qu'ils semblent faire partie même de la France et lui manquer aujourd'hui comme l'air et le soleil ». L'effet avait été prodigieux : le roi lui-même, en recevant le poète dont il détestait les ambitions d'homme d'État, lui dit : « Votre brochure m'a valu une armée. »

Autre disposition des âmes : à la suite des défaites de Napoléon, aussi extraordinaires que ses victoires, « l'enfant du siècle » venait de naître. La désespérance remplaçait la grande illusion de l'âge précédent. L'imagination des jeunes hommes

était bouleversée par ces contrastes. Déjà la religion s'était saisie de l'émotion universelle. Le même Chateaubriand, en signalant le *Génie* du christianisme, avait orienté les âmes vers le passé, évoquant un rêve d'idéalisme et de grâce attendrie : on cherchait dans la foi un refuge contre les orages du présent. Déjà le romantisme couvrait les horizons nouveaux de sa nuée resplendissante et obscure. Le genre « troubadour », le décor « moyen-âgeux », la poésie des ruines, l'exotisme des lointains inconnus, tout un bric-à-brac émouvant surgissait des ténèbres d'Ossian et décorait le sentimentalisme un peu nu de Jean-Jacques. L'époque se délaçait du réalisme strict qui était d'ordonnance sous Napoléon. Le jeune Hugo cherchait le rythme des chansons de croisades dans les premières *Odes* et les *Ballades*. Les « Sei-

gneurs des Fleurs-de-Lys » rentraient à l'heure opportune avec l'attirail du passé, le casque de Bayard et le panache de Henri IV.

Si l'on descendait du ciel sur la terre, on se trouvait en présence d'un fait, l'invasion : les départements du Nord et de l'Est étaient occupés et rudement meurtris ; Paris était plus ménagé par les vainqueurs. Mais ceux-ci se taisaient sur les conditions de la paix : on devait s'attendre à tout ; car, ils entendaient bien avoir leur voix au chapitre dans l'organisation future d'un pays dont les idées et les actes venaient d'avoir, sur les affaires du monde, un tel retentissement. On mesurerait, à cette France, si longtemps victorieuse, non seulement l'autorité effective, mais la puissance de propagande qui avait, un instant, ébranlé les trônes. L'air retentissait encore de cette *Marseillaise* redoutable : « Guerre aux tyrans !... » On la musèlerait une bonne fois.

Les « souverains alliés » cherchaient un biais pour inaugurer, selon leur difficile accord, cette « politique d'intervention » qui devait être l'un des grands ressorts de la diplomatie du dix-neuvième siècle. N'engageant rien, laissant espérer tout, ils avaient, par leur proclamation du 24 mars, fait savoir qu'ils cherchaient de bonne foi, pour la France, une *autorité salubre* capable de « cimenter l'union de toutes les nations et de tous les gouvernements avec elle ». On patientait.

L ES BOURBONS, TALLEYRAND ET LE SÉNAT Après huit jours de réflexion et de discussion, les souverains et leurs ministres avaient abordé, le 31 mars, le problème intérieur avec ce Talleyrand, soudainement réapparu comme sauveur. Talleyrand avait exposé le système auquel il se ralliait : restauration de la branche aînée des Bourbons, sous condition que celle-ci, faisant fléchir la rigidité de son principe héréditaire, souscrivît au pacte constitutionnel fabriqué par le Sénat impérial, c'est-à-dire par lui, Talleyrand.

A la suite de l'entretien qu'Alexandre avait eu avec le cynique personnage, les princes alliés avaient immédiatement lancé une seconde proclamation qui, rédigée en accord avec celui-ci, faisait connaître leur adhésion à la restauration royale, mais moyennant un terrible pourboire prélevé sur la France. Ils déclarent « qu'ils ne traitent plus avec Napoléon ni avec aucun membre de sa famille (ce qui exclut la régence de Napoléon II et de Marie-Louise), qu'ils respectent l'intégrité de l'ancienne France *telle qu'elle a existé sous ses rois légitimes* ». Première machination de Talleyrand, abandonnant de lui-même, sans délégation et sans droit, non seulement la politique des limites naturelles, mais tous les avantages territoriaux obtenus par la Révolution et par l'Empire, et annihilant, d'un trait de plume, l'immense force mili-

taire qui subsistait invaincue sur toute l'étendue de l'Empire ; tare ineffaçable pour la royauté, achetant à ce prix, et précisément en qualité de « légitime », sa réintégration. Les princes déclarent encore « qu'ils reconnaîtront et garantiront la Constitution que la nation française se donnera (Constitution, mot sonore réveillant dans les cœurs tant de lointaines illusions) » ; en suite de quoi, « les souverains alliés invitent le Sénat (le Sénat impérial, ne l'oublions pas) à désigner un gouvernement provisoire qui puisse pourvoir aux besoins de l'administration et préparer la Constitution qui conviendra au peuple français. »

Sacrifices extérieurs immenses en échange d'une paix non débattue. A l'intérieur : apaisements vagues pour les bénéficiaires de la Révolution, le principal de ces apaisements étant ce gouvernement provisoire dont Talleyrand s'était établi le chef et qui, composé de figures connues, d'hommes adroits et expérimentés, pouvait paraître à la rigueur capable de défendre les intérêts de la nation, de la Révolution même, et d'obtenir des sécurités dont l'intérêt propre de ces hommes serait le plus sûr garant.

L'ACTE CONSTITUTIONNEL DU SÉNAT ET LE COMTE D'ARTOIS

Le Sénat ne perd pas une minute. Tenu en haleine par l'infatigable Talleyrand, il accepte, dans un échange de vues rapide, les suggestions que celui-ci a su préparer selon les désirs communs. Ayant déjà prononcé la déchéance impériale et désigné le gouvernement provisoire, la haute Assemblée, réduite elle-même à l'état de squelette, s'attribue l'autorité nécessaire pour devenir l'arbitre entre la dynastie et la Révolution.

Le lendemain du jour où le dialogue s'était engagé entre le chef du gouvernement provisoire et le tsar Alexandre, le Sénat, convoqué, avait désigné une « commission de constitution » qui adjoignait aux membres du gouvernement provisoire, Talleyrand, Dalberg, Jaucourt, Beurnonville et Montesquiou, cinq autres membres : Barbé-Marbois, Destutt de Tracy, Eymery, Lambrecht, Lebrun duc de Plaisance ; le secrétaire d'État russe Nesselrode devait assister aux délibérations.

Après un débat aussi approfondi que le permettaient les circonstances, on était tombé d'accord sur une formule, bientôt signée par soixante-dix sénateurs, formule consacrant les principes constitutionnels et parlementaires et tranchant la question de la souveraineté par un article ainsi rédigé (article 2) : « Le peuple français appelle librement au trône Louis-Stanislas-Xavier de France, frère du dernier roi (nulle mention de Louis XVII), et, après lui, les autres membres de la maison de Bourbon, dans l'ordre ancien. » La garantie principale que le Sénat s'accordait à lui-même et

au parti qu'il représentait était inscrite dans l'article 6 : « Il y a cent cinquante sénateurs au moins et deux cents au plus ; leur dignité est inamovible et héréditaire de mâle en mâle par ordre de primogéniture. Ils sont nommés par le roi. Les sénateurs actuels sont maintenus et font partie de ce nombre. La dotation actuelle du Sénat



CONVERSATION DE SÉNATEURS

et des sénatoreries leur appartient... Les sénateurs qui seront nommés à l'avenir ne peuvent avoir part à cette dotation. »

Le Sénat, — ce qu'il restait de Sénat — se faisait la part belle. Tout en tenant compte de ce qu'il y a de déplaisant dans une stipulation réservant à ces vieillards nantis de larges avantages privés, il faut reconnaître aussi que cette consolidation du Sénat impérial, réclamé par lui-même, était une garantie pour la France révolutionnaire. Le corps s'établissait gardien du pacte constitutionnel imposé à la royauté et se chargeait d'en surveiller l'exécution.

Mais une question se posait : ces conditions rédigées d'avance et dictées en quelque sorte à la royauté, celle-ci les accepterait-elle ? D'Angleterre, le prétendant, qui devenait le roi, avait envoyé d'abord en avant-coureurs plusieurs princes de sa famille : à la suite des Alliés et à Paris, son frère, Monsieur ; dans les provinces, le duc d'Angoulême et le duc de Berry, ses neveux, et le duc d'Orléans. Monsieur devait prendre les premiers contacts avec la capitale qui dicte, en général, l'opinion de la France et crée le fait accompli. Ces choses avaient été arrangées assez adroitement entre Talleyrand et le baron de Vitrolles qui avait quelque influence auprès de Monsieur. Monsieur était entré à Paris avec la cocarde blanche des Bourbons. Ce point gagné, le comte d'Artois, sans adhérer en quoi que ce soit aux articles rédigés par le Sénat, avait cependant visé, dans ses premières paroles, « l'acte constitutionnel qui appelait au trône le roi mon frère ». Il ne craignait pas d'être désavoué, avait-il ajouté, en indiquant, sans y insister, que « le roi en admettait les bases ».

Répondant à la délégation du Sénat, le prince, désigné comme lieutenant général du royaume, abondait en formules favorables au sujet des institutions et du personnel de la France nouvelle, et il s'était prononcé avec force sur le point le plus délicat, à savoir que « la vente des biens nationaux était irrévocable ». Une fois ce pont assez fragile jeté entre les deux époques et les deux régimes, le prince qui, selon son caractère, ne songeait qu'à plaire, avait hâté, de tous ses sourires, cette entrée dans Paris où, parmi les acclamations de ses partisans, parmi la floraison des cocardes blanches aux chapeaux et aux gourmettes des chevaux, il avait entendu le discours prononcé par Talleyrand, au nom du gouvernement provisoire, c'est-à-dire au nom de la Révolution : « Monseigneur, le bonheur que nous éprouvons en ce jour de régénération est au-dessus de toute expression, si Monsieur reçoit, avec la bonté céleste qui caractérise son auguste maison, l'hommage de notre religieux attendrissement et de notre dévouement respectueux. » Une telle amende honorable était si adroitement teintée de gravité et d'effusion, dans son ironie supérieure, que les positions réciproques restaient intactes sous les formules protocolaires. Après cela, la Révolution ne comptait plus avoir à faire nulle concession ; elle avait été, dans la forme, jusqu'au bout de ce que l'on pouvait exiger d'elle. Monsieur n'avait pu que manifester, à son tour, un bonheur sans mélange : « Je suis heureux, je suis trop heureux ! », s'écriait-il en poussant son cheval : onomatopées que Beugnot traduisait spirituellement, pour l'opinion, par le communiqué célèbre : « Il n'y a rien de changé en France, il n'y a qu'un Français de plus ! »

Les débuts et les premières difficultés s'étaient ainsi trouvés ouatés d'heureux

silences et voilés de propos jaculatoires, n'engageant rien. Le « lieutenant général du royaume », salué de ce titre par le Sénat, n'avait rien abandonné du principe héréditaire ; il avait gardé sa cocarde et Paris avait pavoisé en blanc. D'autre part, toute la cérémonie officielle était restée campée sur les doctrines révolutionnaires par le simple fait que Talleyrand seul avait parlé et qu'il avait reçu le prince à la tête d'un cortège composé des maréchaux, des généraux, des fonctionnaires de l'Empire. Et, pour renforcer cette barrière qui, tout en s'ouvrant, restait posée à l'entrée, au *Te Deum* célébré à Notre-Dame, le Sénat n'avait pas paru.

En deux mots, la royauté prenait sa place au sein de la nation par l'accueil fait à son premier émissaire, Monsieur ; mais la Révolution ne perdait pas la sienne puisqu'elle gardait l'autorité effective et qu'elle se réservait d'exposer, à l'heure dite, les conditions de son assentiment. Les deux principes, les deux causes s'étaient rapprochées, et c'était beaucoup ; mais elles ne s'étaient pas fondues ; il restait à rédiger les termes de « l'acte », c'est-à-dire cette fameuse Constitution

dont, depuis trente ans, on leurrait le pays, toujours confiant et toujours déçu. Il fallait bien en venir à serrer les choses de près ; mais cela ne pouvait se faire qu'en présence du roi : les propos échangés avec les princes étaient de trop peu de poids. L'Intrigue travaillait déjà à tout brouiller. A Beugnot qui s'en plaignait, un confident des princes, M. de Crussol, répondait : « A qui le dites-vous ? Nous combattons ce mal depuis quarante-cinq ans. »

Il n'y avait, maintenant, qu'à attendre le roi. D'ailleurs, il arrivait. C'était Louis XVIII.



LOUIS XVIII

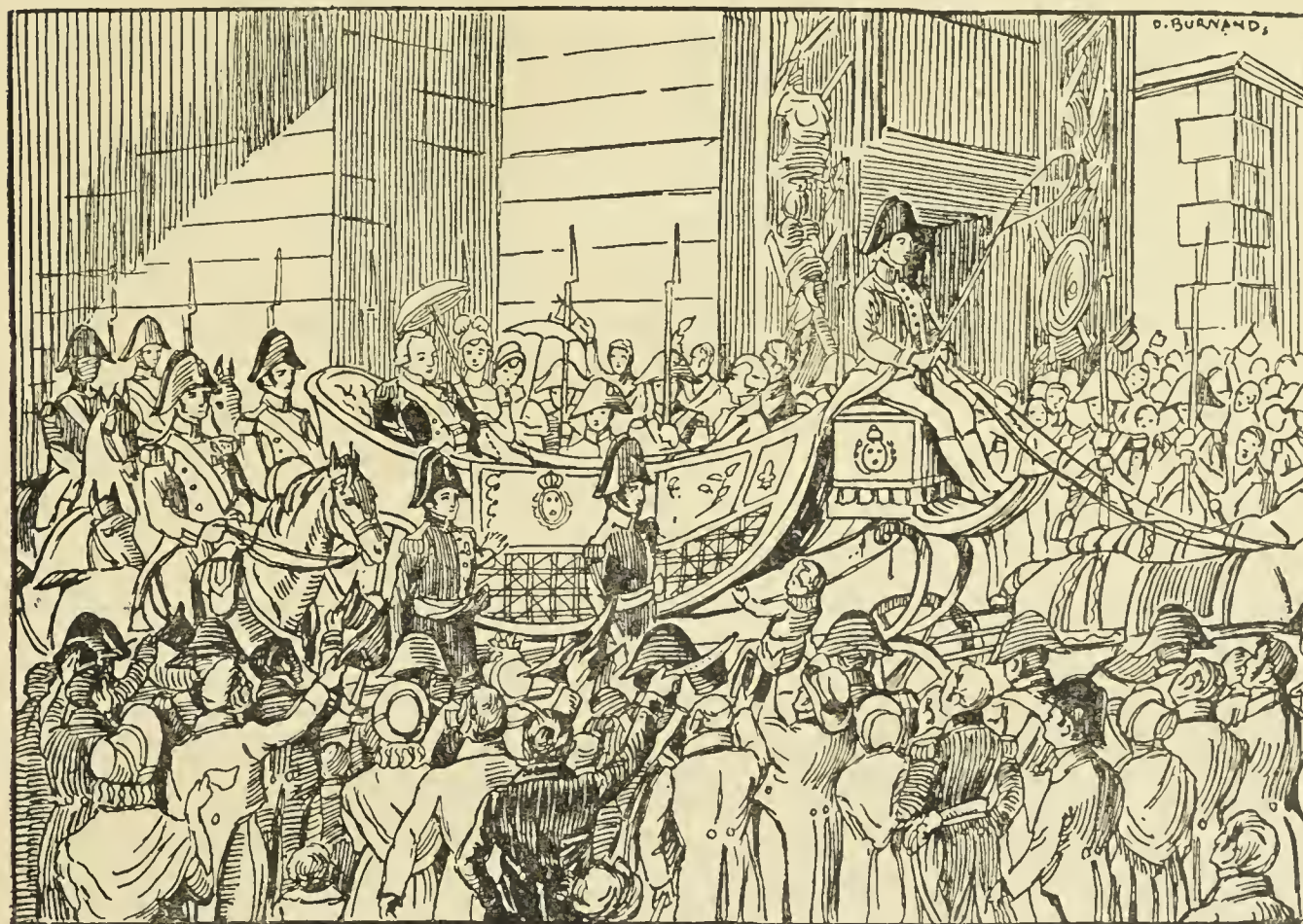
L A DÉCLARATION ROYALE
DE SAINT-OUEN

Le trait principal du caractère, chez ce représentant de la race des Capets, c'était l'optimisme dans la temporisation. Depuis vingt ans, la fortune n'avait jamais réclamé de lui que le moindre effort. La goutte autorisait sa lenteur. Le roi restauré, qui, par la disparition mystérieuse du numéro XVII, avait pu se proclamer le successeur direct de Louis XVI, n'était pas un héros : c'était, dans tous les sens du terme, un patient.

Sa principale vertu avait consisté à attendre. Depuis la chute de l'Empereur, il n'avait donné signe de vie qu'une fois, et peut-être encore trop tôt : ayant quitté Hartwell le 20 avril, il s'était arrêté à Londres où retentissait la joie de la victoire commune et où on lui avait ménagé une entrée magnifique. Louis XVIII, plus fin d'habitude, était tombé dans le piège de la sympathie (nous reviendrons sur les engagements secrets) : « C'est aux conseils de Votre Altesse Royale, avait-il dit au prince régent, à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants que j'attribuerai toujours, après la divine Providence, le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres. » Cette formule, assez lourdement exclusive des autres Alliés, marquait une orientation déclarée de la future politique française vers le système anglais. L'opinion en France avait été surprise de cet abandon complet entre les mains de la puissance victorieuse ; elle l'eût été davantage si elle eût connu la lettre de l'empereur Alexandre à Louis XVIII qui s'offrait pour être le « témoin » d'une future Constitution consacrant les idées libérales et qui insistait sur la nécessité de « tenir compte de la volonté nationale ». Or, par la déclaration de Londres, le roi se dégageait nettement de ces conseils et il quittait l'Angleterre engagé par des liens plus forts encore que ceux de la reconnaissance. En ce qui concernait le futur régime intérieur, Talleyrand, considérant la Révolution et ce qui l'avait suivie comme en voie de liquidation (« ce qui est passé est passé », disait-il), avait envoyé auprès du roi le duc de Liancourt. Mais le roi avait écarté doucement le libéral homme de confiance et la procédure du ministre. Sa volonté ne se laissa pas influencer. Parcourant à petites journées le nord de la France, s'arrêtant à Calais, Boulogne, Abbeville, Amiens, il s'était abandonné à la joie du retour et aux acclamations de « son peuple ». Il était arrivé le 29 à Compiègne. Là, il avait pris les premiers contacts, mais il se taisait toujours.

Talleyrand fut admis le premier à l'audience royale. Avec une bonhomie souriante, qui coupait court à toute explication, Louis XVIII lui dit : « Asseyez-vous et causons. » Or, le roi avait déjà eu un entretien au sujet de la politique royale, avec le tsar Alexandre, qu'un peu plus tard, à Vienne, on devait baptiser le « faiseur de Constitutions ». Louis XVIII avait écouté les conseils du tsar avec une froideur

contrastant singulièrement avec les paroles ardentes adressées quelques jours auparavant au prince régent d'Angleterre. La politique de la monarchie parlementaire, qui devait rester hostile à la Russie pendant un demi-siècle, s'était dessinée dès la première rencontre. Talleyrand, averti, n'avait pu, en dépit de ses attaches sonnantes avec Alexandre, que se tenir sur la réserve.



ENTRÉE DE LOUIS XVIII A PARIS

Le roi vit ensuite, à Compiègne, les maréchaux venus pour lui rendre hommage. Berthier parla assez platement : soldats, les maréchaux n'avaient aucun mandat politique. En célébrant la gloire des armées françaises, le Roi leur dit obligeamment : « C'est sur vous, messieurs les maréchaux, que je veux toujours m'appuyer. » Cela n'engageait à rien.

Une délégation du Corps législatif fut saluée par le roi, comme « représentants de la Nation », expression que Napoléon n'avait jamais consenti à employer et qui parut rassurante. Mais le nœud n'était pas là. Le Sénat ne parut pas : même quand le roi fut aux portes de la capitale, il l'attendit en vain. Cette absence volontaire

tenait tout en suspens. Alexandre pense que c'est son heure. Il avait dit à Talleyrand « qu'il en faisait son affaire ». Il refusait de signer le traité de paix si un arrangement n'intervenait pas et fixait la date de son départ. A cette insistance, Louis XVIII opposait une déclaration obstinée : « Les membres du Sénat ne peuvent disposer de la couronne de France. Je reviens à la voix de la nation, mais je reviens roi de France. » Et il disait encore à Talleyrand : « Si je juraais la Constitution, c'est vous qui seriez assis et moi debout. » Le tsar mit les points sur les *i* : « Si la déclaration n'est pas publiée ce soir, on n'entrera pas demain à Paris. » La difficulté fut réglée, provisoirement, par une équivoque, comme lors de l'entrée du comte d'Artois. Louis XVIII signa, le 2 mai, en la datant de Saint-Ouen, une déclaration reconnaissant que les bases du plan de constitution projeté par le Sénat étaient bonnes, mais « qu'un grand nombre d'articles portant l'empreinte de la précipitation et ne pouvant devenir lois fondamentales de l'État, l'acte définitif serait revu et mis au point par le Sénat et le Corps législatif convoqués à cet effet ».

Les principes d'un régime moderne étaient, d'ailleurs, reconnus par la déclaration : système représentatif, deux Chambres, impôt librement consenti, liberté de la presse, liberté des cultes, irrévocabilité des ventes de biens nationaux, inamovibilité des juges, maintien des institutions, Conseil d'État, Cour de cassation, Cour des comptes, Université, Légion d'honneur. Le Sénat se déclara enfin satisfait et se présenta. Louis XVIII entendit un discours et répondit sèchement.

Le lendemain, le Roi faisait son entrée à Paris. La curiosité remplissait les rues, mais l'enthousiasme était tombé. On cria : « Vive la Garde ! » au défilé des grognards de l'escorte. Après le *Te Deum*, chanté à Notre-Dame, le roi se rendit aux Tuileries. A l'église et dans la voiture, la fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, la duchesse d'Angoulême, était auprès du roi ; elle se trouva mal en passant devant la Conciergerie et en entrant dans le palais : la race de saint Louis avait repris possession de la France. « Il faut avouer, dit le roi à Metternich, que Napoléon était un bon locataire ; il m'a arrangé le tout à la perfection. »

CE QU'ÉTAIT LE NOUVEAU ROI Le premier Conseil avait été convoqué pour le 5 mai : « Cette séance où le roi prenait en main le pouvoir fut, écrit Vitrolles, d'une imposante solennité. » Louis XVIII était assis dans un fauteuil, la tête découverte ; autour de lui, la famille royale ; puis le prince de Bénévent, les membres du gouvernement provisoire, les maréchaux Moncey et Oudinot, le général Dessolles et M. de Vitrolles, les commissaires chargés provisoirement des départements ministériels, MM. Henrion de Pansey, Laforest, le général Dupont, le comte

Beugnot, le baron Louis, le baron Malouet et M. Anglès ; l'ancienne étiquette était observée : les princes assis sur des fauteuils, les autres sur des pliants. Tous les yeux étaient fixés sur le roi : gros, lourd, la figure luisante de graisse, les bajoues débordantes, le front haut, la chevelure poudrée, les yeux vifs et vigilants, il était vêtu d'un habit à la française, au cou la cravate blanche à jabot, sur le torse tombant, d'énormes épaulettes destinées, sans doute, à « militariser » un aspect un peu placide et débonnaire ; les jambes revêtues de la culotte « à l'ancienne » ; de fortes guêtres à boutons, enserrant des mollets mal équarris, s'achevaient par des pieds lourds, des pieds que la goutte avait déformés, base fragile et chancelante d'un corps épais et impotent. Arrivé au bras de l'un des siens, le roi s'était assis péniblement. La comparaison s'imposait avec Napoléon, si alerte, si vif, toujours sur pied, toujours en mouvement, et entraînant tout le monde après soi. Le mobilier somptueux était celui de l'Empereur. Dans les salons, aux fenêtres, sur les tapis, on avait recouvert par des fleurs de lys faufilees les abeilles qui se voyaient encore.

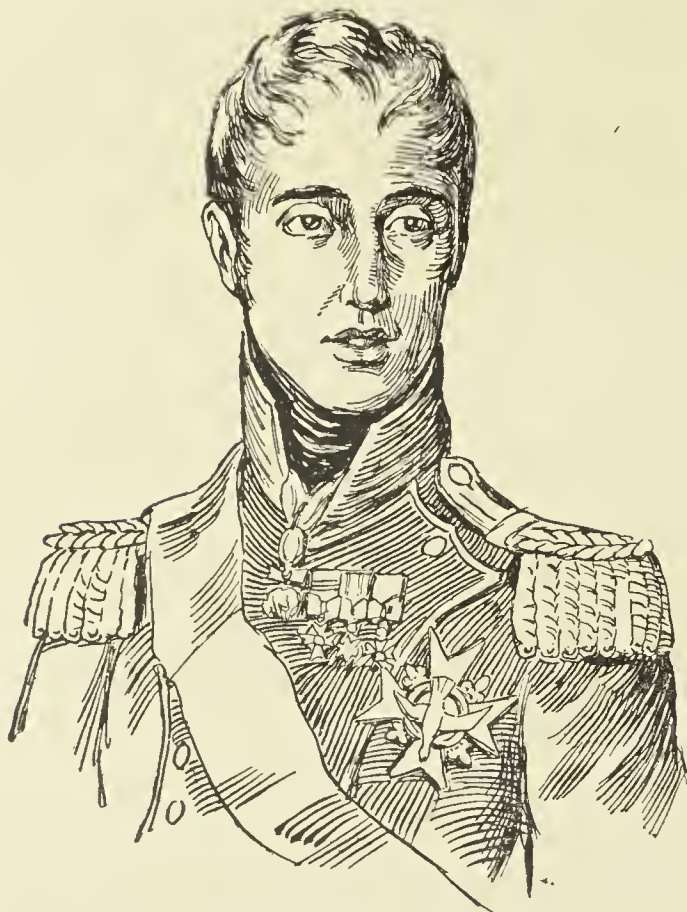
Le roi parla ; sa voix sonore, chaude, pénétrante, modifia la première impression. Des phrases courtes, soigneusement étudiées et limées, bien prononcées, produisirent un effet vraiment royal. L'histoire ne les a pas recueillies. Mais un témoin a raconté, qu'après quelques phrases consacrées à la paix, au rétablissement de l'ordre, aux services rendus, à l'oubli du passé, aux remerciements dus à son frère et aux princes, le roi avait abordé l'examen des affaires avec une si naturelle autorité qu'on avait senti immédiatement que la France avait un roi.

Après avoir écouté avec une attention soutenue la lecture des rapports soumis au Conseil par chacun des ministres, il avait ouvert et dirigé, lui-même, la discussion : chacun des princes interrogé à tour de rôle s'était mêlé au débat. Une aménité rappelant le ton de l'ancienne cour, une gravité indulgente évoquant les malheurs de l'exil, révélaient, chez le roi, la capacité de s'adapter aux circonstances complexes où l'on se trouvait. Certainement il ne serait ni un incapable, ni un roi fainéant.

Serait-il un grand roi ? Seulement un roi à la hauteur des circonstances ? A cette question on n'eût osé risquer une réponse immédiate. On attribuait à son parent le prince de Condé ce mot : « M. de Provence est un homme d'esprit, philosophe, mais faux comme un jeton. » Si, dès l'abord, l'on avait subi le prestige « royal », on avait senti aussi « qu'il manquait quelque chose ».

Les hommes avertis, ceux qui survivaient des temps antérieurs à la Révolution, repassaient en leur souvenir la vie de ce prince qui reprenait possession du palais et de la couronne de son frère, Louis XVI. Héritier imprévu du jeune dauphin

disparu, émigré, errant sur une terre étrangère, sans activité apparente et sans action personnelle, qu'avait-il appris? Avait-il oublié? Aux derniers temps de l'ancien régime, à la cour de Louis XVI, en ces années de désordre, d'intrigues, de luttes enragées, de passions violentes et mesquines à la fois, qui avaient ruiné le vieil édifice, le premier prince du sang s'était exercé à un rôle assez louche et



LE COMTE D'ARTOIS EN 1814

(D'après un tableau de Saint, gravé par Audoin)
(Cabinet des Estampes).

qui ne lui avait assuré ni considération ni respect. Certes, ce n'était pas un sot; il n'avait ni la légèreté évaporée, ni le visage éberlué de son frère, le comte d'Artois, mais non plus sa belle manière, son allant et sa séduction. L'esprit cultivé, ayant des lettres, il abondait en citations classiques, de préférence latines; il maniait l'épigramme, pratiquait l'insinuation, l'ironie, l'escrime sous cape et le coup fourré. On assurait que, de son palais du Luxembourg, étaient partis les mots piquants, les flèches barbelées visant le roi et la reine Marie-Antoinette. Le frère et beau-frère avait, du moins avant la naissance d'un dauphin, paru vouloir jouer les Gaston d'Orléans; on répétait à son sujet : *Anguis latet in herba*. Ce que l'on remarquait, en outre, chez cet héritier des Bourbons dont les habitudes de corps diffé-

raient tellement du tempérament ancestral si actif, c'était la médiocrité de ses ressources physiques et sa docilité enfantine à l'égard de tel ou tel familier dont il lui était impossible de se passer. Il était l'homme des favoris. Veuf de Louise de Savoie, femme intelligente, mais fantasque et arbitraire, il s'était déclaré le serviteur, plus encore que l'amant, d'une femme à la fois belle, intrigante et vicieuse, qui avait trempé à fond dans l'intrigue de la cour, la comtesse de Balby.

Une fois les événements déchaînés, le comte de Provence, un peu surpris de leur violence, s'était recroquevillé dans sa prudence naturelle. Il se sentait pris entre son attachement au trône dont il était l'héritier et le parti révolutionnaire adopté par

son cousin d'Orléans, bientôt Philippe-Égalité. Lié aux Choiseul, qui menaient l'opposition de la rancune, son jeu n'était pas d'ébranler la dynastie ; cependant, il eût vu sans regret son frère aîné dépouillé d'un pouvoir dont il faisait un si médiocre usage.

En deux circonstances, la conduite du prince était resté énigmatique : c'est, en octobre 1789, dans l'affaire Favras, cet homme de main qui cherchait, au nom du prince, deux millions dans le but d'enlever la famille royale. Provence était, on ne sait trop comment, mêlé à l'affaire. Convoqué à l'Hôtel de Ville, il est proclamé, par son auditoire jacobin, le « premier citoyen du royaume »... Pourquoi cette tentative d'enlèvement du roi et ce succès devant le tribunal populaire, qui dépend alors de La Fayette ? « Il s'est avili, il s'est traîné dans la boue ! » s'écrie son frère d'Artois, réfugié alors à Turin. En juin 1791, au moment où il décide de sortir du royaume en faisant coïncider sa fuite avec celle du roi et de la reine, le comte de Provence obtient, au dire de l'honnête comte de Sèze «, une certaine connivence de l'ennemi, » c'est-à-dire des Jacobins, et il reste d'une étrange impassibilité en présence du drame de Varennes. Autre mystère.

Une fois hors de France, le comte de Provence prend en main la direction de la cause royale, non sans ménager la situation de son frère, le comte d'Artois, chef reconnu de l'émigration. Celui-ci se met en avant. Provence, dans son indolence affectueuse, reste sur la réserve et s'arrange pour éloigner de soi les responsabilités et l'impopularité. A la mort de Louis XVI, l'aîné se sent devenir régent et, à la mort de Louis XVII, il est roi, tout cela par une série de circonstances qu'il a accueillies avec dignité, émotion convenable et soumission aux événements. La carrière de Bonaparte fut, pour *le roi*, une extraordinaire épreuve. Il la supporte non moins dignement. Nous avons rappelé ce duel épistolaire où le grand Consul n'avait pas eu le beau rôle. Chassé de Mittau, traqué sur le continent, le prétendant n'avait trouvé un port qu'en se réfugiant en Angleterre et en embarrassant, de sa présence, l'émigration attachée au comte d'Artois. Jamais, pourtant, il n'avait désespéré. Au lendemain de la prise de Moscou, avec une vue très nette des suites, il écrivait à Blacas : « Bonaparte est perdu ». La Providence était son principal ministre.

Dès que le vent eut tourné, le proscrit avait repris, par un mouvement insensible, le ton et les allures du roi de France. Malgré le dédain qu'affichaient un peu trop les souverains alliés, il avait renoué, de lui-même, le fil du passé français en confiant la direction des grandes affaires militaires au général de Bouillé, — le Bouillé de la fuite de Varennes. Celui-ci se met en quête, aussitôt, des hommes de la France nouvelle : il transmet à Moreau « le témoignage de l'estime royale », parole qu'allait

suivre, sans doute, l'offre d'un commandement, quand le « général » fut frappé d'un boulet français à Dresde. On s'adresse, en même temps, à Bernadotte, devenu prince royal de Suède et un peu candidat à la succession de Bonaparte : Bouillé lui propose, au nom du roi, les fonctions de généralissime en le saluant comme « le futur libérateur de la France ».

Bientôt les événements s'étaient précipités et, le 5 mai 1814, le roi était aux Tuileries. Comme Henri IV, son aïeul, il avait traversé les fortunes les plus diverses. Mais peut-être tenait-il de son autre aïeul, Louis XIII, le singulier penchant, dont rien n'avait pu le guérir, le goût des favoris. Mme de Balby ne s'était pas assez déprise des agréments de l'existence pour se contenter de l'affection toute nue d'un prince cacochyme. Elle avait introduit elle-même dans les intimités un jeune gentilhomme de bonne mine, d'Avaray ; et d'Avaray l'avait peu à peu supplantée ; il avait été le compagnon et le serviteur fidèle de la fuite et des années d'exil. Le comte de Lille s'était pris pour lui d'une affection où il y avait de la gratitude, de l'abandon et de l'habitude. Après quelques années, d'Avaray était mort de consommation aux Açores. Le prince parut inconsolable ; mais il ne pouvait rester seul, et d'Avaray avait été remplacé par Blacas. Blacas était favori à l'heure de la rentrée à Paris et il allait se trouver, pendant quelques mois, le maître du roi et le maître de la France. Après les Cent-Jours, une indifférence parfaite le laissera tomber et, bientôt, ce même goût passionné pour une intimité sans partage devait choisir Decazes, dont nous aurons à dire le rôle politique. A Decazes devaient succéder quelques autres favoris d'un jour jusqu'à l'heure où Mme du Cayla reprit, près du vieillard écroulé, l'héritage de la Balby. Ce roi podagre, impuissant et caressant, ne pouvait se passer d'un bras où s'appuyer, d'une jeunesse à qui ouvrir son cœur. Tout le démontre, il aimait. La correspondance adressée à ses favoris (n'employons pas le féminin) est un continuel épanchement où la personne entière se donne, avec une chaleur qui vient peut-être de l'impuissance. Mystérieuse effusion de la nature chez un homme, d'ailleurs maître de soi, égoïste et pince-sans-rire. Le problème de ces faveurs royales reste obscur, comme tant d'autres choses sont obscures dans cette vie du descendant d'une vieille et noble race, élevé parmi les étroites familiarités domestiques et qui ne relèveraient guère que de la curiosité si elles n'avaient eu leur effet dans l'histoire.

L E GOUVERNEMENT ROYAL ET LA CHARTE

Louis XVIII, en adoptant ce nom, affirmait que le pouvoir légitime n'avait subi aucune interruption. Le cadavre du pauvre enfant du Temple servait de pont pour franchir l'âge révolu-

tionnaire. Le roi, rentré sans conditions stipulées, d'après le conseil de son favori Blacas, reprit la suite des choses au point où l'avait laissée, à la veille même de la Révolution, l'Assemblée des notables. Les notables se présentaient, à nouveau, à la royauté après sa longue absence : telle était l'explication toute simple des événements. On désigna un ministère chargé d'entendre les doléances du pays et une commission destinée à rédiger les concessions royales. Le plupart des noms inscrits sur ces listes appartenaient à l'ancienne cour. Talleyrand, qui attendait la présidence du Conseil, fut simplement chargé du département des Affaires étrangères ; il ressentit cruellement cette première blessure, et il n'a pu dissimuler, dans ses *Mémoires*, l'humeur avec laquelle il reçut le coup de pied royal :

Bientôt, écrit-il, il fallut s'occuper de rédiger la Charte qui était annoncée et, alors, l'intrigue et l'incapacité obsédèrent le roi et s'emparèrent de cette importante rédaction. Je n'y eus aucune part, le roi ne me désigna même point pour être un des membres de la commission qui en avaient été chargés. Je suis obligé d'en laisser tout l'honneur à M. l'abbé de Montesquiou, à M. Dambray, à M. Ferrand et à M. de Semonville. Je ne nomme que les principaux rédacteurs. Quant à moi, je n'ai connu la Charte qu'à la lecture qui en fut faite par M. le chancelier Dambray dans un conseil des ministres, la veille de l'ouverture des Chambres, et j'ignorai le nom des personnes qui devaient composer la Chambre des pairs jusqu'à la séance royale où le chancelier les proclama.

Le ministère avait, nominalement, à sa tête, un très honnête homme, ancien avocat général du Parlement de Paris, orateur discret, homme pusillanime et faible, Dambray ; à l'Intérieur, on avait mis l'abbé de Montesquiou, ancien membre de l'Assemblée Constituante, agent du roi dans l'exil, probe, dévoué, mais influençable, sans tact, sans vue et qui, par une étrange inclination de son âme confiante, avait pris, pour principal instrument à l'Intérieur, Guizot, le protestant austère, disciple de Necker, que lui recommandait, dans le brouhaha des événements, l'olympien Royer-Collard ; aux Finances, une compétence indiscutée avait appelé un homme qui avait figuré dans les services impériaux, l'abbé ou baron Louis ; à la Marine, on avait casé un autre revenant de la période des États généraux, Malouet. La direction de la Police était confiée à un administrateur expérimenté qui avait, même sous l'Empire, conservé des attaches royalistes, Beugnot. On avait eu l'étrange idée de confier le portefeuille de la Guerre au signataire de la capitulation de Baylen, le général Dupont, nomination qui était un véritable soufflet à l'armée ; la direction des Postes était le lot d'un partisan acharné et un peu déséquilibré de l'ancien régime, Ferrand ; enfin, la fonction ministérielle principale qui détenait, avec la confiance du souverain, la véritable présidence, était, — sous le titre de ministère de la maison du roi, — aux mains du favori en exercice, homme médiocre et passionné, véritable « retour d'exil », Blacas.

L'influence du comte d'Artois s'était fait sentir dans ce premier « mouvement ». Des combinaisons de chambre secrète adultéraient ainsi, dès le début, la première direction d'une politique qui eût demandé plus de réflexion et de prudence. Puis, on désigna les membres du Comité de constitution : sur la liste, établie de façon à laisser le dernier mot à la volonté royale, se trouvaient réunis, sous la présidence de Dambray, trois commissaires du roi, l'abbé de Montesquiou, Ferrand et Beugnot, neuf sénateurs parmi lesquels Barthélémy, Barbé-Marbois, Boissy d'Anglas, Fontanes, Semonville, neuf députés parmi lesquels une seule grande notoriété royaliste, Lainé. L'acte constitutionnel fut fabriqué en quatre jours, délai un peu court pour cette « loi des XII tables » qui fondait le régime parlementaire en France. On avait discuté et voté en hâte sous la pression de la lettre adressée par l'empereur Alexandre à Talleyrand et enjoignant d'en finir avant son départ.

L'avant-projet sur lequel on discuta avait été préparé par Ferrand, Montesquiou et Beugnot. La volonté du roi, transmise par le garde des Sceaux, était que « l'ancienne constitution du royaume », à savoir « l'hérédité en vertu de la loi salique », restât le principe essentiel de la souveraineté. Le principe contraire, la souveraineté du peuple, était donc écarté : le roi était roi par lui-même. Ceci dit, les droits de la nation qui se ramenaient, en somme, à une sorte de contrôle, étaient reconnus par l'établissement de deux Chambres, la Chambre des députés et la Chambre des pairs. Le système électoral, comme toute l'organisation administrative, se tenait, en général, dans les grandes lignes du système impérial et reposait sur le suffrage restreint et la représentation censitaire. La liberté individuelle était garantie. La liberté religieuse était admise, la religion catholique étant, toutefois, proclamée « religion de l'État ». La liberté de la presse, dont le principe était reconnu, restait soumise à une restriction assez ambiguë d'où devaient naître, à bref délai, des complications infinies.

Enfin, l'œuvre révolutionnaire était consacrée par les trois articles 9, 10 et 11, bases de la déclaration de Saint-Ouen : inviolabilité des biens nationaux (un engagement assez vif eut lieu, au sujet de cette clause, entre Lainé et le rédacteur de l'article, Beugnot, le premier faisant, au nom de l'ancien régime, le procès de la Révolution ; mais, pour le moment, on n'insista pas) ; principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; interdiction de toute recherche des opinions et des votes émis antérieurement à la Restauration, c'est-à-dire amnistie couvrant même l'erreur des opinions et des consciences. La conscription était abolie, en paroles du moins ; car le système du recrutement de l'armée était réservé pour une loi ultérieure.

Quant au régime constitutionnel, ce qu'on appelait les « formes du gouvernement

du roi », il était réglé comme il suit : inviolabilité royale, responsabilité ministérielle, etc. Cependant l'article 14, d'une portée qui échappa d'abord à la discussion, fut glissé pour servir, le cas échéant, d'entrée à la pleine autorité royale : « Le roi est le chef suprême de l'État ; il commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre, fait les traités de paix, d'alliance et de commerce ; nomme à tous les emplois d'administration publique et *fait les règlements et ordonnances nécessaires à l'exécution des lois et à la sûreté de l'État.* » De cette dernière ligne, on pouvait tout tirer. C'était une sorte de correction sournoise au principe même du régime parlementaire, la substitution de l'ordonnance à la loi dans des éventualités d'ailleurs mal définies.

L'ensemble du système assurait au pouvoir exécutif une prépondérance considérable. Droit exclusif réservé à la couronne de proposer des lois (on ne reconnaissait aux Chambres que la faculté de supplier le roi de faire une proposition de loi) ; veto suspensif ; droit exclusif attribué à la couronne de nommer des pairs en nombre illimité, héréditaires ou à vie. Toutes les précautions prises par le Sénat impérial étaient ainsi réduites à néant : le roi rentré écartait, sans autre forme de procès, ceux qui avaient prétendu mettre des conditions à son retour.

Les dispositions relatives au système électoral de la Chambre des députés étaient renvoyées à des lois ultérieures ; cependant, l'âge de l'électorat était fixé à trente ans et le chiffre de la contribution directe nécessaire (y compris l'impôt des patentes) à trois cents francs : on n'était éligible qu'à quarante ans et sous la condition de payer au moins mille francs d'impôt direct. L'autorité politique devenait ainsi le lot de quelques détenteurs de la fortune immobilière. Que l'Empire fût une ploutocratie, passe ; mais la légitimité, comment imposait-elle à la Révolution, qui s'était faite contre le privilège, le privilège de l'argent ?

La rédaction de ces articles, enlevée en quelques séances secrètes, passait outre aux promesses consenties et modifiait même, dans ses points principaux, la déclaration de Saint-Ouen. L'empereur Alexandre, dont les illusions « libérales » n'avaient d'égales que les contradictions si frappantes entre ses paroles et sa propre situation, quitta Paris en disant : « C'est une affaire manquée. » Quel nom donner à cet ensemble d'articles élaboré en quelques heures et sous le manteau ? S'agissait-il d'une Constitution ? Ce nom eût résonné comme un *amen* à toute la Révolution : on exhuma donc, du sommier des antiques libertés municipales et du souvenir des procédures britanniques, une appellation désuète, le mot de « Charte » et ainsi fut désigné, sur la suggestion de Beugnot, l'acte consenti par le roi. Car il s'agissait bien, selon la parole prononcée par le chancelier Dambray, d'une « Ordonnance de réformation ».

Dès que les souverains alliés eurent quitté Paris, une cérémonie fut décidée, à défaut du sacre à Reims, pour marquer la reprise de contact entre le roi et le pays : ce fut la séance d'ouverture des Chambres, le 4 juin. Assis sur son trône et couvert, le roi prononça, de sa voix chaude, une courte allocution qui exprimait le résultat mûri des longues réflexions de l'exil. Dès la première phrase du discours, les situations réciproques se trouvaient établies : le roi se proclamait « le dispensateur des bienfaits que la divine Providence daigne accorder à son peuple ». Suivait une seule allusion au passé, et combien vague et générale : « La guerre était universelle ; la réconciliation l'est pareillement. » La figure de Louis XVI, sa mort, son testament étaient évoqués. Pas un mot de Louis XVII. Enfin, cette unique phrase à caractère politique terminait le discours : « C'est les yeux fixés sur cet immortel ouvrage (le testament de Louis XVI), c'est guidé par l'expérience et secondé par les conseils de plusieurs d'entre vous que j'ai rédigé la Charte constitutionnelle dont vous allez entendre la lecture et qui assoit sur des bases solides la prospérité de l'État. » Le chancelier Dambray se leva pour lire la Charte. Le texte avait circulé, mais nul n'en connaissait le préambule ; or il était d'une saveur exceptionnelle : « Rappelé par la divine Providence dans nos États après une longue absence, cherchant à renouer la chaîne des temps que de funestes écarts avaient interrompue, nous avons accordé et accordons, faisons concession et octroi... » La chaîne des temps, c'est-à-dire le passé ; la charte octroyée : c'est-à-dire la Révolution ignorée. La période écoulée depuis 1789 était balayée d'un mot : funestes écarts. Après cette crise, il ne restait donc rien de bon que le passé. La monarchie paternelle, rétablie par la grâce de Dieu, sur un peuple incliné et soumis, telle était l'issue de la période glorieuse que l'on venait de traverser.

Aussitôt après la lecture de la Charte, le chancelier fit connaître la liste des membres de la Chambre des pairs telle que le roi la dressait *proprio motu* : 26 ducs et pairs anciens, 20 maréchaux et généraux, dont 6 de l'ancien régime. La liste achevée, on s'aperçut que tout ce qui ne se rattachait pas au royaume de 1792, les régicides et tout ce qui « pensait mal » était exclu. On était loin des conditions imposées par le Sénat impérial. Dans l'ordre nouveau, les garanties promises aux personnes étaient, en principe, supprimées. L'opinion ne s'émut pas d'abord. On rit sous cape de la déconvenue des vieux sénateurs et on s'inclina.

Où en était, d'ailleurs, l'opinion et quels étaient ses moyens d'action ? La veille, les souverains alliés étaient encore à Paris ; leurs troupes occupaient toujours le territoire. La moindre protestation eût été réprimée durement. Une sorte d'inquiétude

et, si l'on peut dire, de réticence altérait le grand fait qui venait de s'accomplir : la France avait retrouvé, reçu, acclamé sa vieille famille royale ; une auréole poétique couronnait, mieux que sa couronne même, les cheveux blancs du « seigneur des Fleurs de Lys » ; le pays las, à bout de sang et de nerfs, épuisé de luttes et de déchirements, accablé d'efforts surhumains, aspirait au repos. Mais ces princes, ce roi, en somme bien accueillis, sauraient-ils s'élever au-dessus des partis ? Au-dessus des « deux Frances », sauraient-ils n'en restaurer qu'une seule ? Eux-mêmes et leurs entourages sauraient-ils jouir, dans une sagesse supérieure, de ce retour imprévu ? La réconciliation, visée d'un mot un peu vague dans le discours du roi, serait-elle assez générale pour servir de point de départ à cette prospérité nationale que promettait ce même discours ?

La Charte... On l'acceptait, on s'en contenterait. Un principe relativement moderne s'y faisait jour : la collaboration du roi et de la nation dans le méca-



LE MAI D'AMOUR

Gravure populaire en l'honneur du retour de Louis XVIII.

nisme parlementaire emprunté à l'Angleterre. La liberté accordée en principe à la presse donnait, à la rigueur, une voix à l'opinion. La grande opération sociale de la vente des biens nationaux, qui impliquait la suppression du privilège et de la féodalité, était consacrée. La Charte sanctionnait l'indépendance de l'ordre judiciaire, la liberté individuelle et l'égalité civile. Tout cela comptait.

On le comprenait même, la situation n'était pas telle qu'on pût exiger davantage : on n'avait pas oublié les terribles débordements des démocraties ignorantes et les folies anarchistes. Et pourtant, quelque chose altérait la joie qu'apportait cette modeste édification tentée sous le pied de l'ennemi : c'était, d'une part, la pression exercée sur la famille royale par l'entourage représentant un passé trop présent ; et c'était, d'autre part, le fait que la Charte n'était pas un pacte débattu et synallagmatique unissant la nation et la royauté, mais un acte unilatéral. Le roi

l'ayant « octroyé » *proprio motu*, pouvait, à son gré, révoquer ou modifier ce qu'il avait jugé bon de concéder. La forme, ici, emportait le fond et le doute subsistait ; avec le doute, l'agitation. Tant il est vrai que la politique, toujours fondée sur l'opinion, n'agit que par l'esprit. Dans la Charte, *l'esprit* n'y était pas.

L'EUROPE CONTRE LA FRANCE

En politique, après la doctrine, la question du personnel prime toutes les autres. Or, autour de la royauté revenue et acceptée, deux générations se trouvaient en présence : les hommes d'avant la Révolution et les hommes de la Révolution. Cette extraordinaire simultanéité des pères et des fils, des aînés et des cadets, ne s'était jamais vue dans l'histoire. D'ordinaire, la vie échelonne les générations, et les met à des plans successifs. Mais, en 1815, les hommes de quarante ans ayant vécu leur vie plus vite que les hommes de soixante ans, les avaient regagnés, même dépassés. Les « revenants », qui avaient vu la Révolution se précipiter comme un torrent, ne pouvaient admettre qu'une telle dévastation pût être considérée comme un bienfait ; mais ceux qui s'y étaient plongés et s'étaient laissé emporter par elle ne pouvaient admettre qu'on refusât de la considérer comme une puissance magnifique, initiatrice du monde moderne. Ces deux sentiments opposés, hostiles, se débattaient dans le champ mesquin des quelques milliers d'électeurs, eux-mêmes engagés dans la lutte. Et, pour dominer ces heurts inévitables, que se trouvait-il comme arbitre ? Un vieillard infirme, petit-fils lointain d'Henri IV, successeur immédiat de Napoléon.

La France, si grande la veille, se retrouvait, soudain, toute petite. Songez à ces 130 départements de l'Empire et à ces immenses vues ouvertes sur le monde ! La voilà bouclée, sans espace et sans horizon, conformément à cette « légitimité » bornée, qui ramenait les Bourbons. Et cette double déchéance était imposée par des souverains *alliés*, — alliés contre qui ? On les avait, d'abord, accueillis comme des amis ; on les avait acclamés en même temps que cette famille royale charmée de leurs décorations et paradant en leurs uniformes. On avait, d'avance, pratiqué la grande « réconciliation » proclamée dans les professions de foi. Les maréchaux dînaient à la table des princes qu'ils avaient vaincus et faisaient, assez naïvement, étalage de leurs victoires. Talleyrand avait reçu Alexandre chez lui, presque en égal : ce despote s'était déclaré le plus fervent apôtre d'une Constitution libérale. On était, tous ensemble, « de bons Européens ». Les alliés avaient promis une France forte, « indispensable au bonheur universel ».

Et voilà ce que l'on avait appris, le 2 juin : un traité, élaboré dans l'ombre sur les bases de la déclaration acceptée par Talleyrand, précisait et aggravait tout

ce qui n'était qu'indiqué et ébauché dans le premier acte. Maintenant, le plan se dévoilait et l'on s'apercevait, un peu tard, qu'il ne s'agissait plus seulement de diminuer la France, mais d'organiser l'Europe contre elle. C'était non pas à la France de la Révolution, mais à la France royale, à la France, en un mot, que l'Europe imposait sa loi.

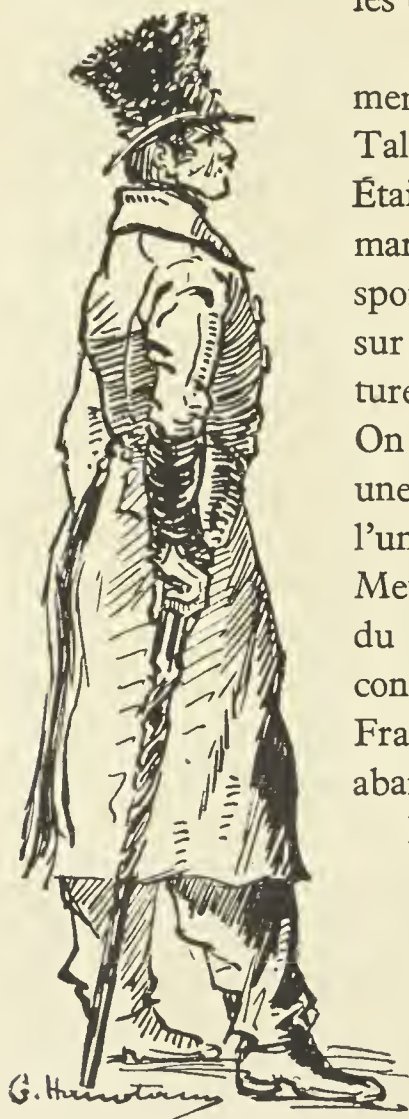
D'une part, la France diminuée : elle rentrait dans les limites de la « légitimité », les frontières de 1791, sauf quelques rectifications de frontière, Philippeville, Mulhouse, Montbéliard, Annecy, Chambéry, Avignon. Elle perdait son autorité médiate ou immédiate dans tous les pays où elle avait exercé son influence.

D'autre part, l'Europe organisée contre la France : au nord, une forte Hollande, un peu dissimulée dans les actes, tant elle était scandaleuse, avait pour objet de reconstituer la fameuse « barrière » du traité d'Utrecht, et de brider Paris. A l'est, une Allemagne organisée dans une sorte de fédéralisme de combat, allait étendre l'occupation militaire de la Prusse jusque sur le Rhin et au delà. La Suisse amplifiée, neutralisée, pénétrait comme un coin, par Genève, dans la trouée des Alpes. L'Italie du Nord allait servir de forteresse avancée à l'Autriche, et le reste de la péninsule, fractionné en petits États, ne pouvait que subir l'influence pontificale et autrichienne. Malte et Gibraltar, reconnus à l'Angleterre, devenaient des vigies dont les phares rayonnaient sur toutes les routes de la Méditerranée. Et partout étaient inscrites, dans la Bastille que devenait la nouvelle Europe, des pierres d'attente pour le règlement anglais de la question d'Orient. Le nouveau pacte international assurait à cette puissance, après l'empire des mers, l'empire mondial.

En somme, le grand duel du dix-huitième siècle, soutenu par la France avec tant de courage, pour la liberté et l'équilibre du monde, était réglé doublement contre elle. Les Georges et les Frédéric unis devenaient les vainqueurs et les « bénéficiaires » sur les deux faces de la politique universelle.

De tels sacrifices d'intérêt et d'honneur étaient d'autant plus pénibles pour les Français que l'homme qui les avait consentis ne passait pas pour intègre. Car, on ne pouvait l'oublier, au moment où Talleyrand s'était incliné si promptement devant l'exigence des Alliés et avait signé, sans consultation d'aucune sorte, les pactes d'abandon, la France disposait encore, par la position de Davout à Hambourg, par les garnisons françaises tenant héroïquement en Allemagne, en Belgique, par la situation d'Eugène en Italie, et jusqu'au 11 avril, par la résistance de Suchet et de Soult sur la frontière d'Espagne, de forces redoutables ; il lui restait encore l'immense organisation militaire et navale que Napoléon avait tenue prête jusqu'au bout ; le tout représentait, pour le moins, un puissant moyen de négociation.

Et voilà que d'un trait de plume, on réglait vingt années de victoires ; en outre, le bruit courait, sous le manteau que, par l'une des clauses secrètes du traité du 30 mai, la France s'obligeait à reconnaître d'avance la distribution que les Alliés pourraient faire entre eux des territoires qui avaient fait partie de l'Empire français. Toutes les défaites et tous les dangers à la fois !



LE DEMI-SOLDE

De ces actes, de ces abandons, Louis XVIII tout fraîchement débarqué de Londres et son complice bien imprévu, Talleyrand, ne pouvaient pas ne pas être rendus responsables. Était-ce la paix et la « réconciliation » promise, cela ? Le futur maréchal de Castellane, alors lieutenant, et qui s'était rallié spontanément au gouvernement provisoire, écrit le 31 mai sur son carnet : « On tire le canon pour annoncer la signature de la paix. Elle nous réduit à nos anciennes frontières. On pense généralement que ces conditions nous assurent une guerre avant deux ans. » Était-ce la stabilité ? Gentz, l'un des metteurs en scène du système et le bras droit de Metternich, écrit au prince de Valachie, dans une lettre datée du 7 juin et saisie par le cabinet noir : « Cette paix, avec ses conditions, ne contribuera pas à rendre le roi populaire en France et il aura bien de la peine à s'y maintenir une fois abandonné à ses propres forces. »

Ils savaient donc bien ce qu'ils faisaient. On ramenait en France un roi vaincu sans combattre et, d'avance, diminué. Il régnait. Il remplaçait Napoléon. Quelle succession et quel successeur !

LES DEUX AGES FACE A FACE

On ne peut dire s'il eût été possible à quelque système que ce fût, de surmonter l'amas des difficultés qui, d'avance, barrait la route et faisait obstacle à tout gouvernement de la France.

Un Henri IV s'en serait tiré peut-être, mais l'histoire n'a pas toujours des Henri IV sous la main et il n'y avait sûrement aucun héros de ce type dans l'équipe royale. A défaut d'un tel chef, on n'eût trouvé, dans les entourages, ni un cardinal de Richelieu, ni un cardinal Mazarin, ni un Sully, ni un Colbert. Des ministres dont, par la fatalité des circonstances, la royauté s'entoure d'abord, il n'en était guère qui fussent à la fois sûrs et capables. Un prince ne peut

abandonner ceux qui lui ont été fidèles. Par contre, il est des souvenirs qu'une réconciliation, fût-elle la plus sincère du monde, ne peut effacer. On pardonne, on n'oublie pas.

Les amis de la veille réclamaient leur part et ceux du jour étaient jaloux de garder la leur. Les choix, dans de telles circonstances, étaient des plus difficiles. La soudaineté et la violence des événements, la chute précipitée de tout ce qui était si haut, les espoirs et les craintes de ceux qui doutaient de leur sort, tout contribuait à jeter le trouble dans le monde politique, à lui enlever le calme, la patience qui ne lui manquent que trop. C'était, entre les partis, comme une sorte de bousculade maussade. Des décisions immédiates étaient nécessaires et, par leur rapidité même, elles provoquaient des protestations non moins promptes et non moins violentes.

Le roi, par exemple, avait besoin, d'abord, de sécurité personnelle ; on disait, non sans raison, que Louis XVI avait perdu son trône pour avoir, selon les conseils de Saint-Germain, réformé la garde royale. Louis XVIII eut donc pour première pensée de créer une maison militaire composée d'hommes à lui, gentilshommes sûrs ou étrangers mercenaires ; mais la précaution parut injurieuse à l'armée nationale. De même la dynastie réconciliée, en rentrant avec la nécessité de restaurer son antique prestige, avait besoin de Dieu : mais la première ordonnance du préfet de police Beugnot prescrivant l'observation des dimanches et fêtes, la célébration solennelle de la Fête-Dieu, bientôt après la procession du vœu de Louis XIII, prêtaient au sarcasme d'un siècle impie.

Comment oublier les malheurs qui avaient frappé la famille royale et cette expiation dont la duchesse d'Angoulême était, près du roi, la douloureuse suppliante ? Par contre, comment ne pas s'inquiéter des craintes, des soupçons que ces cérémonies funèbres répandaient dans une population qui, il y avait vingt ans à peine, se pressait aux spectacles de la place Louis XV ? Les souvenirs évoqués au sujet de Quiberon, de Cadoudal, de Moreau, les mesures prises à l'égard des orphelins de la Légion d'honneur, les poursuites contre le général Exelmans, les funé-



GARDE DU CORPS
DU COMTE D'ARTOIS

railles de Mlle Raucour, tout était sujet de polémique, de discorde, de hargne, tout était reproche réciproque, désordre des esprits, désarroi des cœurs. Des sagittaires, comme le *Nain jaune*, multipliaient les plaies ou envenimaient celles qui ne se fermaient pas. On se guettait les uns les autres ; la dénonciation, la police, le cabinet noir, ou l'idée qu'on se faisait de leur ingérence, rendaient la vie publique insupportable.

Parmi les mesures qui tombaient sur l'opinion, combien entretenaient, sans qu'on s'en doutât, la lutte entre les deux âges ? Si on éloignait des classes de l'Institut, non seulement les frères de Bonaparte, Joseph et Lucien, mais des célébrités ou notoriétés scientifiques et littéraires comme Monge, Lakanal, Carnot, Garat, Rœderer, qui avaient été des hommes marquants et de grands services pendant la Révolution et l'Empire, comment ne pas alarmer tant de carrières qui avaient eu dans ces temps leur origine ? Si on réservait les situations d'officiers, dans certains corps, à la noblesse, comment ne pas irriter le vigoureux soldat de l'Empire, sorti du rang avec « le bâton de maréchal dans sa giberne » ? Un homme qui venait de couronner une gloire indiscutée par un service indiscutable, Carnot, dans une brochure retentissante, élevait la voix pour ces exclus : « Si vous voulez paraître aujourd'hui à la Cour avec distinction, gardez-vous bien de dire que vous êtes un de ces vingt-cinq millions de citoyens qui ont défendu leur patrie avec quelque courage contre l'invasion des ennemis ; car on vous répondra que ces vingt-cinq millions de citoyens sont vingt-cinq millions de révoltés... »

Les nécessités du gouvernement avaient imposé, à un pays ruiné, des sacrifices financiers considérables et immédiats. En dépit de la sage parcimonie du baron Louis, il avait fallu maintenir des droits réunis dont Monsieur avait promis, si légèrement, la suppression. Or, en même temps que ce budget si lourd était voté par les Chambres, on y avait joint une loi consacrant 30 millions au paiement des dettes contractées par la famille royale à l'étranger.

Cependant une première confiance paraissait s'établir. Le ministère, l'administration s'organisaient, fonctionnaient ; les Chambres, non sans quelque embarras et hésitation, s'essayaient à la mise en train du régime parlementaire ; les maréchaux, les hauts dignitaires, les préfets (de ceux-ci on avait laissé en place la moitié environ et cent soixante sous-préfets), les cours de justice avaient prêté le serment et remettaient en train peu à peu la machine napoléonienne ; la bourgeoisie libérale était, en somme, pleine de bonne volonté, prenant une place élargie dans les rangs de la société, avec un pompon militaire qui la rehaussait encore à ses propres yeux, celui de la garde nationale ; elle tempérait l'humeur critique, cette opposition

mouchetée qui est son escrime ordinaire contre le pouvoir, quel qu'il soit. Le roi, sans être précisément populaire, était accueilli avec un sourire ; on plaisantait son obésité et ses épaulettes, mais on vantait sa bonne grâce et sa dignité ; on répétait ses mots heureux : au duc de Berry réclamant des sévices contre les opposants : « Mon neveu, n'allons pas plus vite que la justice » ; aux entourages trop pressés : « Je n'ai qu'un peuple, on s'obstine à vouloir m'en faire deux. » On assurait qu'il avait collaboré aux *Lettres de la Cousine*, raillant, dans *les Débats*, les exigences des « revenus ». Avec son optimisme voulu, il se laissait aller à la quiétude entretenue autour de lui par les favoris et les courtisans. La cour était de belle humeur à plus de titres encore que la bourgeoisie. On n'entendait pas, on ne voulait pas entendre le sourd murmure qui se répandait dans les rangs du peuple et, surtout, dans les rangs de l'armée.

L'armée avait été la première atteinte : on peut s'imaginer le reflux de ces immenses bandes impériales, parlant toutes les langues, habillées de toutes les couleurs qui, accourues de tous les points de l'Europe, ayant pour lieu de dislocation unique Paris, regagnaient, qui leurs casernes, qui leurs foyers. Après la guerre de Cent ans, la France avait connu la plaie des routiers : or, ces hommes, sans solde, sans ressources, sans souliers, sans pain, allaient, les bras ballants, là où le hasard les portait, et les routes redevenaient leur suprême asile. Leurs visages farouches dévisageaient la vie civile qui commençait à renaître, et leurs yeux ardents y réclamaient une place. Le « jacobinisme militaire », refoulé par l'Europe, reflua sur ce royaume surpris et sur cette paix douloureuse. Puisqu'il n'y avait plus de guerre en perspective, les théoriciens, les « idéologues », toujours prompts à prendre leurs rêves pour des réalités, ne cherchaient qu'à se débarrasser, n'importe par quel moyen, de ces foules errantes, de ces canons, de ces casernes, de ces mines patibulaires. Le roi lui-même avait laissé tomber cette parole imprudente : « Nous avons plus d'hommes qu'il ne nous en faut, et pas d'argent pour les payer. » Le 12 mai, une ordonnance procéda, avant même le départ de l'ennemi, à une première liquidation. L'infanterie fut réduite de 206 régiments à 107 ; le reste proportionnellement. Passe pour les hommes enlevés par la conscription et qui n'avaient qu'à regagner leurs foyers : mais les cadres, officiers et sous-officiers, qui n'avaient d'autre vie et d'autre perspective que la vie militaire ? Et cette première réduction des effectifs ne suffit pas pour mettre en ordre les budgets.

Dupont, l'homme de Baylen, donne encore un tour de vis et, par des mesures nouvelles, ramène l'armée aux trois quarts du complet de paix. C'était refouler dans le civil une autre armée, celle des demi-soldes. Le cri de ces braves est cité par

un rapport de police : « Voyez la belle f... récompense pour s'être bien battu pour le pays... Jamais, avec le Tondu, nous n'aurions été traités ainsi. Mais le J. F. d'à présent n'est bon qu'avec les calotins. » Cependant, on amplifiait jusqu'à l'excès la maison du roi ; on distribuait les grades hauts et bas à des gens qui n'avaient jamais vu l'ennemi ou à des vieillards branlants qui dataient leurs services de la guerre du Hanovre ; on gardait des régiments suisses, des régiments irlandais ; 2 000 officiers nouveaux dont 61 divisionnaires et 150 brigadiers étaient imposés à cette armée squelette. Et l'on parlait de nécessités budgétaires ! Non ! c'étaient la vieille gloire et les vieilles moustaches qui étaient visées, insultées. Partout, dans les casernes et sous l'orme du mail, l'inactivité, la misère, l'abaissement de ce qui était si haut, l'âme du soldat, causaient la colère qui, en s'excitant en de longues palabres et par les correspondances, s'enflammant dans les « ventes », les « loges », fomentant les conspirations, deviendra peu à peu haine, fureur, explosion. Le « Tondu », avec sa redingote grise, est là-bas, dans l'île. Ici, la cocarde blanche sur le shako cache les trois couleurs : qu'elle tombe, elles apparaîtront, glorieuses. « Pourquoi veux-tu quitter l'armée ? », dit de son ton bourru le duc de Berry à un grognard. « Parce que notre père n'est plus là. » Les trompettes sonnent : « Il reviendra ! »

Cette désaffection de l'armée finit par préoccuper en haut lieu. Dupont devient excellent comme bouc émissaire. Le ministre de la Marine, le vieux Malouet, étant mort, on remanie le cabinet, on nomme à la Marine Beugnot, et à la Guerre, en remplacement de Dupont, le maréchal Soult. Soult, selon qu'il avait gagné ou perdu la bataille de Toulouse, était impopulaire ou populaire dans l'armée et à la cour réciproquement. Il avait des ennemis. Il commit quelques maladroites : les « demi-soldes » éloignés de Paris, les poursuites contre Exelmans. Il abondait en déclamations royalistes. L'armée lui tourna le dos. La voilà abandonnée à elle-même, sans chef, sans autorité respectée ; des conjurations se trament dans l'ombre. Drouet d'Erlon et Lefèvre-Desnouettes préparent, dans le Nord, l'enlèvement de la famille royale et le retour de Napoléon. Tout est prêt : on dirait qu'on n'attend qu'un signal.

L A RÉSISTANCE : LES DEMI-SOLDES, LES
ACQUÉREURS DE BIENS NATIONAUX

l'enfance vécut ces heures, écrit :

Cournot, l'impartial Cournot, élevé
dans une famille royaliste, et dont

L'invasion étrangère, l'amointrissement démesuré du territoire, les mortifications les plus sensibles à l'amour-propre national, une dynastie oubliée reparaissant avec des prétentions insolites aux acclamations des nobles et des prêtres, chez une nation qui croyait en avoir fini avec les airs de supériorité des nobles et du haut clergé, un roi vieux et infirme, d'une infirmité presque ridicule, venant après

l'infatigable conquérant, tout cela ne devait-il pas avoir pour résultat immédiat le *recommencement du bonapartisme* et, pour résultat un peu plus éloigné, le réveil progressif des sentiments révolutionnaires ?

On a dit que le retour de l'île d'Elbe avait été la suite d'une conjuration militaire. En fait, une insurrection de soldats n'a jamais réussi en France. Il y faut le concours de puissants ou nombreux éléments civils. L'incontestable participation au mouvement de nombreux départements et notamment des riches départements du Nord et de l'Est vient, comme l'expose Cournot, de causes multiples et profondes. L'ordre établi, l'ordre nouveau se sentait menacé, attaqué. Et ce n'était pas seulement le paysan, toujours passif dans les crises politiques, qui levait la tête : c'était une immense quantité de familles toutes intéressées au maintien du fait acquis et appartenant aux diverses classes sociales qui, par suite de fautes multipliées et de violations formelles du pacte de la restauration, s'étaient mises en position de résistance.

L'appropriation des domaines ecclésiastiques et des biens des émigrés, les profondes transformations qui avaient créé ce nouvel ordre social faisaient bloc : frapper ce bloc, c'était ébranler le pays entier. Était-il sage, dès les premières heures du nouveau régime, alors que tout vacillait encore, de toucher à ce sujet difficile, à cette rupture à peine fermée ? En somme, c'était l'État, c'était le roi qui, pour faire face à ses besoins et pourvoir au fameux « déficit », s'était lancé dans cette opération de la vente des biens du clergé qui avait ouvert la voie à l'autre. C'était à lui que les domaines, grands et petits, avaient été achetés ; il était directement responsable, comme tout vendeur vis-à-vis de l'acquéreur. Comment, par quel artifice le nouveau roi pouvait-il prétendre se dégager de cette responsabilité ? La vente des biens nationaux s'était présentée comme licite et légale avec charges réciproques ; et si, par la suite, des raisons sociales, politiques, militaires, avaient décidé de la mise en vente des biens d'émigrés, elle avait été consacrée conformément à la légalité du temps, et les vendeurs étaient en mesure d'invoquer, de la part de tous les gouvernements qui s'étaient succédé, des garanties solennelles qui leur avaient été données. Toucher aux situations acquises, c'était ébranler non seulement la stabilité des fortunes privées, mais l'ordre social tout entier ; c'était lancer le pays, non encore remis de ses malheurs, dans une affaire inextricable, dans un désordre immense.

Or, voilà que malgré les engagements pris dans la Charte, le nouveau régime à peine installé ou plutôt l'ancien régime revenu remuait cette difficulté avec une imprudence incroyable. Le 13 septembre 1814, l'enfant terrible de la légitimité, Ferrand, déposait un projet de loi proposant, comme première mesure, la restitution

aux anciens propriétaires des biens nationaux non vendus, et l'accompagnant de ces étranges considérants :

Il est maintenant reconnu qu'en s'éloignant de leur patrie, tant de bons et fidèles Français n'ont jamais eu l'intention de s'en séparer... que ceux-ci ont suivi *la ligne droite* sans jamais en dévier... La loi que nous vous apportons reconnaît un droit de propriété qui existait toujours ; elle en légalise la réintégration... Il est permis de croire qu'un jour viendra où l'état heureux des finances diminuera peu à peu les pénibles exceptions commandées par les circonstances actuelles... Et vous ferez en sorte que le nom de Désiré ramène l'espoir dans le cœur de tous ceux dont le bonheur doit encore être ajourné... »

De telles paroles, non seulement posaient devant l'opinion et devant les Chambres le problème le plus délicat, mais, par une première solution, plongeaient dans une affreuse incertitude, juridique et morale, des masses laborieuses et innocentes. Oui ou non les acquéreurs étaient-ils des « voleurs », comme on allait le répétant et comme le soulignait ce mot cruel de « la ligne droite » ; ou bien la grande entreprise révolutionnaire était-elle, une bonne fois, entrée dans les nécessités de l'Histoire, consacrée par la loi, par la prescription, reconnue par la Charte ; et la propriété nouvelle était-elle acceptée comme légitime ou bien poursuivie comme odieuse par les émigrés qui, réadmis depuis le Consulat à rentrer dans le giron national, s'étaient inclinés devant cette conséquence ?

Tel était le débat politique soulevé par les imprudentes paroles de Ferrand. Il est permis, aujourd'hui, d'affirmer que les biens nationaux, dont la valeur approximative peut être évaluée à 6 milliards de francs (3 milliards de biens du clergé et 3 milliards de biens des émigrés achetés légalement à une valeur de moitié au moins), avaient été payés en valeurs réelles, non seulement par les partisans des idées nouvelles, mais par toutes les classes de la nation, croyant se livrer à une opération légale ; parmi ces nouveaux propriétaires, un grand nombre étaient attachés à l'ancien ordre des choses : de futurs émigrés, de futurs soldats de l'armée de Condé, de futures victimes de la Terreur figurent sur les listes interminables d'acquéreurs dans les campagnes et aussi dans les villes, car l'opération ne fut pas uniquement agraire. Les curés achetèrent, les nobles achetèrent, la haute bourgeoisie, les hommes de loi, les magistrats, les notaires aussi bien que les agriculteurs, les fermiers, les métayers, les régisseurs, les paysans. La reine Marie-Antoinette ne croyait pas qu'elle encourait le moindre blâme en faisant l'acquisition de quelques beaux domaines du clergé. Elle écrivait à Fersen : « Vous recevrez incessamment des détails relatifs aux biens du clergé dont j'ai fait l'acquisition pour votre compte... » Ayant poussé à fond l'enquête sur les deux départements de la Gironde et du Cher, M. Marion

conclut : « Tout bien pesé, les listes d'acquéreurs ne contiennent guère moins de victimes que de militants du jacobinisme. »

Rien n'avait modifié la légalité des achats individuels et le droit du particulier. Il n'y avait aucun moyen d'y revenir, comme on dit, sans une révolution en sens contraire avec des conséquences terribles pour le statut national et européen ; et, quand le duc de Richelieu, l'un des plus largement « spoliés », disait, avec une mélancolie souriante et indulgente : « Je rencontre tous les jours à la Cour des hommes qui sont les « acquéreurs » de mes biens », il prononçait le mot de la situation ; peut-être visait-il son collègue dans le ministère et son voisin de la Gironde, le favori Decazes, dont les parents avaient été grands « acquéreurs » de domaines ecclésiastiques et seigneuriaux. A défaut de la foi jurée, de l'autorité de la loi, la simple prudence politique n'avertissait-elle pas le pouvoir royal de l'atteinte qu'il portait à l'ordre public et à son propre droit ? Depuis des années écoulées, nombre de propriétés avaient changé de mains par ventes, héritages, partages, échanges. Par une cascade de responsabilités inouïes, un immense procès s'engageait donc sur tout le territoire, entre les particuliers, entre les classes et tous contre l'État.

Il fallait qu'un gouvernement, un parti, d'ailleurs peu nombreux, fût hors de sens pour semer dans les esprits une pareille inquiétude. Or, à la Cour et dans les entours, il n'était question que d'une prochaine liquidation et ventilation des transmissions de propriétés qui s'étaient produites pendant la crise révolutionnaire. On savait que le chancelier Dambray considérait la propriété, même « acquise », comme discutable. Le clergé prenait position et faisait un cas de conscience de la possession des biens nationaux. Ferrand avait parlé. Dard publiait son pamphlet sur *l'illégalité de la vente des biens d'émigrés, sur le rétablissement des droits féodaux et des rentes foncières*. Enfin le roi lui-même, interrogé par son ministre Beugnot sur le point de savoir s'il y avait une distinction à faire entre les biens du clergé et ceux des émigrés, n'avait-il pas répondu que, s'il y en avait une à faire, c'était que les premiers « auraient dû être encore bien plus sacrés que les autres ».

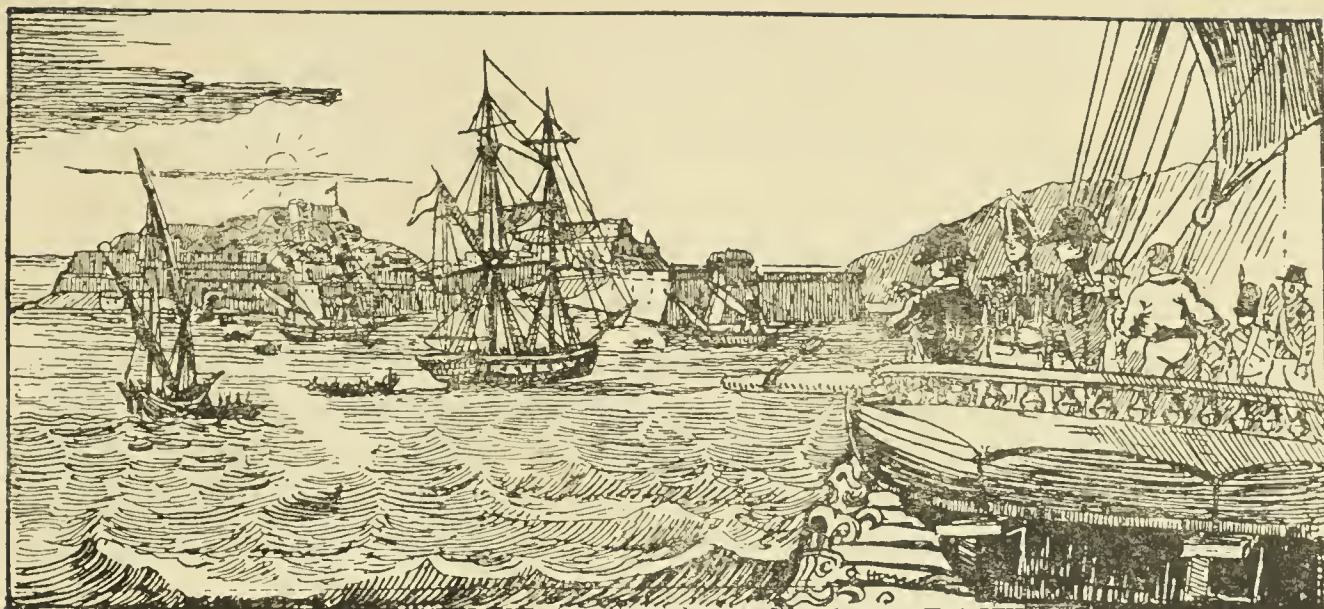
En vain le maréchal Macdonald, dans un esprit d'honnête et habile transaction, proposait-il aux Chambres de verser aux anciens propriétaires une indemnité annuelle et suggérait-il, en somme, cette mesure d'apaisement que fut, plus tard, le « milliard des émigrés » : « Tout ou rien », lui disait le duc de Fitz-James. » A quoi le maréchal répondait : « Je crains bien que ce ne soit rien. »

L'Ancien régime prétendait-il donc se réimposer aux âges nouveaux ? Était-ce une Révolution à rebours qui commençait, une révolution de vengeance, d'insulte et de dépossession ? De trop nombreux détails de la vie publique permettaient de

le supposer : insolence des courtisans, prétentions des nobles, véhémence du clergé, contestation sur les rangs, les bancs, la chasse, et maintenant, chose infiniment plus grave, les biens ! Partout verbe haut, canne levée. Pas un geste, pas un trait de ces visages inconnus, revenus, qui ne parût hargneux, méprisant et qui n'affichât ce prochain retournement des choses dont l'origine était dans la défaite, le démembrement, l'humiliation de la France. On s'en mordait le cœur.

Et comment aurait-il pu se faire qu'une conjuration sourde, latente d'abord, bientôt irritée et résolue, ne courût pas de soi-même des rangs du peuple aux rangs de l'armée, l'armée seule force populaire et seule capable, en somme, comme au 18 Brumaire, de conjurer cette anarchie rétrograde par laquelle allaient se reproduire, en sens inverse, tous les maux ? L'armée et le peuple étaient prêts à s'unir et à se soulever. Il ne leur manquait qu'un chef. Au delà de l'étroit canal, les yeux cherchaient l'homme qui, avec l'armée, avait déjà sauvé une fois la France : « Il reviendra ! »





CHAPITRE VIII

LES CENT-JOURS

Les manœuvres de Talleyrand et de Fouché. — Pourquoi Napoléon quitta l'île d'Elbe. — « De clocher en clocher ». — La France de 1815. — Napoléon et le parti libéral. — L'Acte additionnel. Le Champ de Mai. — Waterloo. L'abdication. Rôle de Fouché. — Napoléon à bord du « Bellérophon ».



LE *Nain jaune* osait écrire, à propos des commémorations funèbres de janvier 1815 : « Comment parle-t-on de ces choses-là dans la chambre d'un mourant ? » Le *Nain jaune* était inspiré par Maret, duc de Bassano, et par les bonapartistes cabalant et conspirant dans le salon de la reine Hortense. Pour ces hommes de main, idolâtres de la redingote grise, la royauté restaurée était d'ores et déjà perdue ; une seule question : avant d'en finir avec elle, par quoi la remplacerait-on ?

Il est difficile de se faire une idée du discrédit où étaient tombés la famille royale et le gouvernement. La presse, soumise à la censure, ne pouvait s'exprimer que par allusions. En gros, ce qui rend la crise inévitable, c'est la position humiliée de la France devant l'étranger et du peuple devant les anciens seigneurs. Cette France glorieuse et hier victorieuse s'affole de sa déchéance soudaine : insultée, dénigrée,

elle s'irrite, se débat ; elle n'admet pas qu'elle soit vaincue au point de tout subir à la fois.

L ES MANŒUVRES DE TALLEYRAND
ET DE FOUCHÉ

La parole de Napoléon visant l'Intrigue était en train de se réaliser : « Ils m'ont trahi, ils les trahiront. » De même que Talleyrand et Fouché s'étaient évadés de l'Empire dès que leur clairvoyance les avait avertis de l'inévitable naufrage, de même ces pilotes expérimentés évacuaient la barque royale sentant qu'elle faisait eau, inlassables à se chercher une nouvelle sécurité.

Nous avons dit la froide colère de Talleyrand quand le silence de Louis XVIII l'avait laissé tomber de la présidence du gouvernement provisoire aux fonctions de ministre des Affaires étrangères. De Napoléon, ces coups pouvaient à la rigueur se supporter, mais de ce podagre ! Talleyrand aime les plats qui se mangent froid. A celui qui l'interrogeait sur ce qu'il avait fait, de 1809 à la chute de Napoléon, n'avait-il pas répondu : « J'ai boité ! » Ulcéré et souriant, il était parti de Paris le 16 septembre 1814, pour aller prendre sa place aux assises de Vienne, où devait se régler le sort de l'Europe ; il savait, mieux que personne, que ce règlement se ferait contre la France ; mais ce n'était pas une raison pour qu'il se fît contre lui. Du roi et du gouvernement, il avait reçu des instructions officielles, dictées par lui-même. Leur caractère technique, dogmatique et sentencieux était comme un voile tissé par l'habile homme pour cacher les combinaisons réalistes et les préoccupations personnelles qui dirigeaient sa conduite. Se conformant au ton de ses instructions, sa correspondance avec Louis XVIII allait prendre, d'emblée, l'allure de la haute diplomatie classique avec une grâce, une élégance, un tour qui la rendront à jamais admirable comme un modèle de l'esprit du dix-huitième siècle. Le principe de la « légitimité », le refoulement indigné des solutions « de convenance », l'apothéose du « droit », telles étaient les thèses adoptées par ce néophyte du bien. Il flattait, il amusait et il trompait tout ensemble son royal correspondant, dont le sort était déjà réglé dans sa pensée. Il bourrait ses lettres d'anecdotes et de sentences, les truffait de sarcasmes à l'égard des souverains alliés, sauvant par l'insolence la servilité. Outre ses instructions officielles, le plénipotentiaire de la France au Congrès emportait, au fond de sa mémoire, de ces choses secrètes par quoi un lien spécial existait entre lui et Louis XVIII.

Après la signature du traité de Paris, l'empereur Alexandre, le roi de Prusse et, avec eux, le prince de Metternich étaient venus à Londres. L'Angleterre, qui ne se repose jamais, même dans la victoire, n'entendait pas laisser un colosse prendre

la place d'un autre. Exploitant, d'une part, l'intérêt immédiat de l'Autriche dans la question de la Pologne, dans la question germanique et dans la question des Balkans et, d'autre part, l'état de dépendance où l'on tenait le Bourbon, elle avait constitué le groupement à trois qui devait être consacré finalement sous la forme d'un traité le 3 janvier 1815 et qui barrait au tsar la route du continent et la route de Constantinople. Et l'on avait décidé ainsi de la politique générale européenne pour un demi-siècle, jusqu'à la guerre de Crimée au moins.

Ces engagements devaient empêcher la France de s'attacher à une politique « russe » qui, selon la tradition de François I^{er} et de Richelieu, eût cherché, au delà de l'Allemagne, un contre-poids de nature à dégager le Rhin ou même qui, sans rompre avec l'Angleterre et avec l'Autriche, lui eût fourni l'occasion de jouer à la fois sur les deux tableaux pour se faire payer sur le Rhin le concours de la France, puisque l'Angleterre et l'Autriche ne pouvaient se passer d'elle en Orient.

Une position si avantageuse entre les grands groupements européens était une chance inouïe

pour un maître de l'art comme Talleyrand. Mais, Talleyrand connaissait les promesses que le roi avait faites à ses parents, les Bourbons de Naples, d'Italie et d'Espagne ; il savait qu'on voulait maintenir la Saxe, fallût-il trouver ailleurs des compensations agréables à la Prusse ; il savait qu'on avait livré la haute Italie à l'Autriche et n'ignorait pas davantage qu'on avait décidé, à Londres, d'organiser tous les pays limitrophes contre la France et de payer les vainqueurs sur le Rhin. Tenu par ces engagements, n'ignorant pas leur gravité, il s'incline, il accepte ;



LA REINE HORTENSE

(D'après le tableau du baron Regnault).

(Extrait des *Mémoires de la reine Hortense*, publiés par Jean Hanoteau.)

il ne cherche, tout au plus, qu'à sauver sa face de diplomate et son profit pécuniaire. Ses lettres seront si belles, son attitude si digne, ses mots si étincelants, sa politique de concessions et d'humiliation prendra aux yeux du roi, aux yeux de l'opinion, puis aux yeux de l'avenir, une telle allure que peu de gens en remarqueront les résultats déplorables.

Louis XVIII, ravi, ne se méfie pas. Il ne connaît pas assez la France. Mais Talleyrand prend ses précautions. Aidé par son ami Dalberg, trempant par lui dans toutes les intrigues allemandes et européennes, il ne perdra pas de vue un seul instant l'éventualité de la chute prochaine qu'il prévoit. Ce qu'il envisage, maintenant, avec Fouché, c'est la combinaison la plus avantageuse pour les deux compères, la régence de Marie-Louise avec le roi de Rome, sous une condition préalable cependant, à laquelle il tient par-dessus tout, à savoir la rupture complète et définitive avec Napoléon. Que l'Empereur devienne le bénéficiaire de la chute du roi, c'est une idée qu'il ne peut supporter. Avant tout, se débarrasser de l'homme de l'île d'Elbe. Qu'on l'envoie aux Açores, à Sainte-Hélène (comme le demandent les Anglais) ou au diable ! Quel que soit le moyen, qu'il disparaisse ! A une restauration impériale, Talleyrand préférerait encore la dynastie légitime, quitte à jouer plus serré, cette fois, avec ces pécheurs repentis. Tel est l'objet de la manœuvre raffinée montée par le malin esprit qui n'a pas d'autre plan que de gagner la partie pour lui-même, fût-ce aux dépens de la France (1).

L'opinion ne savait rien de ces dessous qui sont restés cachés sous les triples sceaux des archives : mais elle devinait que les intérêts de la France étaient mal défendus et, d'avance, sacrifiés. Elle pressentait une nouvelle humiliation nationale mettant le comble à la première ; elle flairait les grandes corruptions qui livreraient la France à son plus redoutable ennemi sur le continent, la Prusse.

Tout bien calculé, écrivait le *Nain jaune* le 15 janvier 1815, vingt-cinq ans d'une guerre dans laquelle la France a presque toujours triomphé n'auront d'autre résultat que d'augmenter la puissance de ses ennemis. Et le Congrès de Vienne ne statuerait rien en faveur de cette belle contrée, à laquelle la nature semble avoir donné des *limites naturelles* que la force des événements lui ravit !

Envisageant les diverses éventualités, Talleyrand, avant de quitter Paris, avait pris langue avec Fouché. L'accord paraît s'être fait sur deux points : 1^o qu'on écar-

(1) Au sujet du travail secret de Talleyrand avec Metternich, récemment révélé, comment ne pas rappeler ce mot de Balzac, qui savait tant de choses, dans sa correspondance avec Mme Hanska en 1836 : « Dans trois jours, j'irai, je crois, à Rochecotte voir Mme la duchesse de Dino et le prince de Talleyrand que je n'ai jamais vu et vous savez combien je désire voir les spirituels dindons qui ont plumé l'aigle *en le faisant tomber dans la fosse de la Maison d'Autriche.* »

terait Napoléon, et 2^o qu'on tâterait le terrain à Vienne pour une régence de Marie-Louise avec le roi de Rome. Fouché ne se pardonnait pas d'avoir manqué, en 1814, une occasion de trahir, et il espérait se rattraper bientôt, persuadé lui aussi que les Bourbons ne dureraient pas. Sans être aussi opposé que Talleyrand au retour, du moins provisoire, de Napoléon, il eût préféré ne pas avoir à compter avec cet embarrassant personnage. Pour se garder à tout hasard, il confia à Talleyrand, ministre des Affaires étrangères de Louis XVIII, une lettre que celui-ci fit passer à l'île d'Elbe et dans laquelle le duc d'Otrante conseillait à l'Empereur de se rendre de son plein gré en Amérique. D'autre part Fouché, entrant dans le jeu de Maret et de la reine Hortense, fomentait, de Paris et de son château de Ferrières, à la fois une conjuration militaire dans les places du Nord avec Drouet d'Erlon et Lefèvre-Desnouettes marchant sur Paris pour remplacer les Bourbons par les Orléans, et une intrigue avec Metternich, toujours par le canal de Talleyrand, intrigue ayant pour objet de préparer, en cas de chute de la royauté, la régence de Marie-Louise avec le roi de Rome. Metternich aurait été jusqu'à adresser à Fouché un singulier questionnaire : « Qu'arriverait-il si l'Empereur revenait ? Qu'arriverait-il si son fils paraissait à la frontière avec l'assentiment de l'Autriche ? Qu'arriverait-il s'il se produisait un mouvement national et populaire ? » Ce à quoi Fouché avait répondu : « Dans le premier cas, tout dépendrait de ce que ferait le premier régiment. Dans le second, le fils de Napoléon, fût-il monté sur un âne et conduit par un paysan, serait accepté par tout le monde. Dans le troisième, les meilleures chances seraient en faveur du duc d'Orléans. » Les trois réponses exprimaient l'état des choses surtout au point de vue de Fouché. Des réunions avaient lieu chez lui entre bonapartistes et républicains prenant l'étiquette commode de *patriotes* ; le mouvement se préparait sous l'œil, complice ou non, de la police royale. Mais l'agitation était sans force, sans fruit tant qu'on n'aurait pas quelque lumière sur ce que pensait et ferait Napoléon.

POURQUOI NAPOLEON
QUITTA L'ÎLE D'ELBE Tandis que le complot se nouait en France, Talleyrand, à Vienne, suivait son système : avant tout, se débarrasser du « grand coquin », l'arracher à l'île d'Elbe, fallût-il recourir à un coup de force pour l'enlever ou pour l'abattre. Des agents plus ou moins avoués, des aventuriers, un monde d'audacieux ou de sacripants tournait autour de l'île, y débarquait même quelquefois. Dès le 13 octobre, le Congrès avait été saisi d'un projet consistant à reléguer Napoléon sur une terre plus éloignée. De jour en jour, on reprenait la proposition, on la modifiait, on la mettait au point : c'était le bruit public à Vienne. Le gouvernement français en était à refuser de payer à Napoléon

et aux siens, la rente qui leur était due en vertu du traité de Paris ; le souverain de l'île d'Elbe était donc aux abois à l'heure même où il se savait menacé. Et c'était l'heure également où l'appel de ses partisans montait jusqu'à lui.

Une chose plus précise et de plus haute portée encore paraît avoir frappé son esprit réaliste et son imagination ardente. Dans les dernières semaines de l'année 1814, les choses s'étaient gâtées, à Vienne, entre les puissances alliées. Il ne nous appartient pas de donner ici le tableau de ces difficultés, mais on sait qu'après de longues discussions sans résultat, elles finirent par amener entre l'Angleterre, l'Autriche et la France un traité d'alliance dont la pointe était dirigée contre la Russie et qui n'était, en somme, que la confirmation solennelle de l'accord à trois élaboré à Londres par Metternich avant le départ pour la France du prétendant. Or, Talleyrand avait toujours gardé, comme une carte réservée pour ses desseins obscurs, la fameuse combinaison qui avait souri à Metternich et qui eût consisté à unir la France et l'Autriche en ramenant Marie-Louise et le roi de Rome en France.

Metternich, ne fût-ce que comme moyen de pression sur Louis XVIII, n'avait pas renoncé à des perspectives qui pouvaient lui être utiles contre la Russie. On peut même croire qu'il avait fait un pas de plus : des émissaires autrichiens, parmi lesquels le général Koller, qui avait accompagné et protégé Napoléon dans son voyage vers l'île d'Elbe, avaient été envoyés dans l'île pour laisser entendre à Napoléon que, le cas échéant, on lui laisserait courir sa chance. Si c'était un piège, on aurait toujours le temps soit de le détendre, soit de le faire fonctionner. Tout cela se combinait, d'autre part, avec les engagements pris par l'Autriche à l'égard de Murat. En cas de rupture avec la Russie et avec la Prusse au sujet de la Saxe, la combinaison qui dégageait l'Italie autrichienne d'une offensive de Murat et qui assurait à l'Autriche le concours des armées françaises, *fallût-il en confier le commandement à Napoléon*, une telle combinaison pouvait devenir un coup de maître et, en tout cas, c'était une menace d'un grand poids dans la partie jouée par les quatre puissances à qui intimiderait l'autre.

De tout cela, Napoléon fut averti... Montholon a même affirmé que Napoléon eut en main un pacte d'alliance proposé par l'Autriche, qui fut apporté à Porto-Ferrajo par le général Koller. La tentation était bien forte ! De toutes façons, il ne paraît pas douteux que Napoléon, informé dans les premières semaines de 1815 des divisions existant entre les puissances, de la mobilisation décidée en France, des précautions militaires prises partout, comme si la guerre était sur le point d'éclater entre les deux groupements européens, ayant peut-être entre les mains des décla-

rations qu'il pouvait croire sincères, fut amené à penser que le beau-père François-Joseph n'écarterait pas l'idée d'un rapprochement éventuel avec son gendre. Il se plut à caresser le rêve d'une nouvelle constellation des puissances dans laquelle une France impériale tiendrait sa place.

L'Empereur n'a cessé d'affirmer, dans ses proclamations à la France, après le débarquement du golfe Juan, qu'il était d'accord avec l'Autriche : ce n'est guère admissible qu'il s'agisse d'une pure et simple allégation sans nul fondement, d'un mensonge gratuit de sa part. Sûrement, il n'eût pas tenté l'aventure s'il eût été persuadé que la coalition européenne se reformerait en bloc et sans délai contre lui. Talleyrand et Metternich se servaient de lui ; il ne lui restait



LE ROI DE ROME (D'après Lawrence)

(Extrait des *Mémoires de la reine Hortense*, publiés par J. Hanoteau.)

plus d'autre chance que de les croire. En somme, il aurait joué la partie, certes avec un goût du risque qui était dans son génie, mais non sans des raisons politiques très fortes et de nature à le déterminer.

On sait que l'Autriche n'eut pas besoin de pousser à fond son système d'intimidation et encore moins de jouer son va-tout pour l'emporter sur la Russie. Le traité du 3 janvier 1815, dont on paraît n'avoir eu connaissance dans le public que dans le cours de février, amena la transaction générale par laquelle la France payait les frais de la réconciliation ; et elle les payait sur le Rhin, ce qui était assuré-

ment dans les desseins de l'Angleterre. Les dessous de cette intrigue, où Napoléon paraît avoir été joué, une fois de plus, par ses plus tenaces adversaires, ne seront peut-être jamais entièrement connus, car il y a des choses qui ne s'écrivent pas. Ce qui n'est pas niable, c'est qu'il y eut *deux temps* dans ce qui se passa à Vienne et que Napoléon s'embarqua pour la France, muni d'espérances et peut-être de promesses qui ne se réalisèrent pas, juste à l'intervalle entre ces *deux temps* (1).

C'est au moment où la crise était au maximum de tension à Vienne, c'est-à-dire au début de février 1815, que débarqua dans l'île un émissaire de Maret, Fleury de Chaboulon, ancien sous-préfet impérial, auditeur au Conseil d'État, muni de lettres l'accréditant. Il est chargé d'exposer à Napoléon le point où en sont les choses en France, l'impopularité immense des Bourbons, l'indignation soulevée par les mesures relatives aux biens nationaux, l'irritation de l'armée, les complots du Nord et le projet de régence auquel l'opinion générale paraissait se rallier. Sur ce mot : « régence », Napoléon s'écrie avec une sorte de violence irritée : « Une régence ! Et pourquoi faire ? Suis-je mort ? » Justifiant la perspicacité de Talleyrand, il révèle, par cette exclamation, sa secrète pensée : depuis quelque temps, en effet, il couvait en lui-même les chances de succès de quelque action extraordinaire ; mais, à cette minute même, dès qu'on lui parle d'une éventualité qui l'écarte, son parti est pris :

(1) Cette intrigue où Talleyrand et Metternich jouent une partie commune destinée à faire capituler la Russie et la Prusse, tout en attirant Napoléon dans leur jeu, ne s'est révélée que peu à peu, par bribes et morceaux. Pourtant le texte de Montholon dans les *Récits de captivité* est formel (I, 19) : « Peut-être ne sait-on pas, et c'est ici le moment de le dire, que dès l'exil de l'île d'Elbe, l'Autriche était entrée en pourparlers sur l'éventualité d'une révolution en France et qu'elle avait autorisé le général Koller qui, par deux fois, se rendit secrètement à Porto-Ferrajo, à signer un projet de traité avec le général Bertrand... » D'autre part, le maréchal Ney affirmait, à Lons-le-Saunier, l'existence de la *mission du général Koller à l'île d'Elbe*. — Ces données et quelques autres se recoupent, désormais, avec les renseignements recueillis par Weil dans ses *Dessous du Congrès de Vienne* et avec ceux réunis au sujet des intrigues de Fouché auprès de Talleyrand. V. les textes groupés par Émile GALLO, *les Cent-jours*, p. 86, 87, les proclamations et les communications de l'Empereur au cours de sa marche sur Paris, et l'appendice II du livre de GALLO : *Napoléon, le général Koller et l'Autriche*, p. 490.

On trouve un trait bien curieux de cette politique, qui fut, peut-être, un instant, celle de la cour impériale d'Autriche, dans ce propos tenu en janvier par le chambellan autrichien attaché à la personne du duc de Bade pendant le Congrès : « Il n'y a qu'un moyen de ramener la tranquillité en Europe, c'est de rappeler Napoléon ; Alexandre ne laissera jamais le monde en paix ». WEIL, II, p. 57. — Et comment ne pas remarquer la même tendance dans cette boutade de Pozzo di Borgo contre Metternich : « Ce ministre, qui soutient des Murat et voudrait, s'il le pouvait, rétablir les Napoléon sur le trône de France... » *Id.*, *ibid.*, p. 144. — Et comment négliger, enfin, l'aveu de Metternich lui-même, si étrange, à cette date du 5 février 1815 : « Avouez, lui dit la princesse Bagration, qu'il vous a moins coûté d'abattre Napoléon qu'il ne vous en coûte à présent de vous partager ses dépouilles. » — « Et c'est pour cela que j'ai voulu le conserver, répond Metternich. Voilà la clef de ma politique. Je prévoyais tout cela et j'ai voulu, pour cela, le diminuer, mais le garder... » *Ibid.*, p. 14.

il n'admet pas que quelque chose où son nom est engagé se fasse sans lui ; il fera ses affaires lui-même.

Ainsi fut décidée, par une incroyable cascade d'illusions et de tromperies, par une résolution soudaine, mais longuement méditée, par la lassitude d'une longue attente et par le traquenard d'une grande intrigue, l'entreprise où le plus téméraire des hommes d'action va violenter, encore une fois, la destinée et se retrouve soi-même. Napoléon, avec son génie visionnaire, magique dans la divination, impétueux dans le risque, incomparable dans la préparation, supérieur dans l'exécution, immodéré dans le succès, sans abattement dans l'infortune, toujours debout, toujours prêt, vigilant, optimiste, indomptable, allait tomber sur la France comme le jeune général retour d'Égypte et, en dépit des forces conjurées et des sacrifices à prévoir, allait lutter jusqu'au jour où, la fortune ayant enfin épuisé sur lui ses faveurs et ses coups, il devait disparaître dans le lointain couchant.

Incapable de n'être qu'un homme, il se retrouvait un héros. Une fois encore, il prétendait obtenir cette « victoire décisive » qu'il était allé chercher à Moscou, qu'il avait prétendu arracher à Leipzig, qu'il avait tenté de ramasser à Saint-Dizier, toujours persuadé que le génie de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna ne la lui refuserait pas. Chargé de toutes ses chances, il partait pour apporter à la France, fidèle compagne de tant d'exploits, le triomphe final qui, seul, pouvait satisfaire l'aspiration commune de la grande époque et du grand homme.

DE « CLOCHER EN CLOCHER » Le dimanche 26 février à minuit, Napoléon, à bord du brick l'*Inconstant* suivi par quelques mauvais bateaux, accompagné d'une escorte de 1 100 soldats, a quitté l'île d'Elbe par une légère brise soufflant du sud. Le 1^{er} mars, à la pointe du jour, après une traversée où la flottille échappe, par un bonheur inouï, à toute surveillance, on était en vue de la terre de France. Napoléon, a-t-on dit, pensait atterrir à Fréjus « qui lui avait porté bonheur ». Mais il était au cap d'Antibes et, à une heure et demie de l'après-midi, dans cette belle lumière du Midi provençal, le convoi mouillait au golfe Juan.

La nouvelle ne devait arriver à Vienne que le 7 mars. Cependant, dès le 13 février, au fort de la crise diplomatique, on disait, dans l'entourage de Marie-Louise, « l'oiseau ne tardera pas à s'envoler ; les Anglais auront beau faire : Napoléon va leur brûler la politesse. » Or, par une coïncidence extraordinaire si elle n'était pas préparée, l'accord s'était fait à Vienne, dans le court laps de temps qui sépare la visite de Fleury de Chaboulon du départ de l'Empereur. Sous la pression de l'Autriche, de l'Angleterre et de la France, déjà unies par le traité du 3 janvier,

la Russie et la Prusse avaient fini par adhérer au système longtemps débattu et, le 3 mars à minuit, avait été signé l'accord général qui mettait fin à la crise diplomatique et qui rétablissait le concert entre les puissances. L'entente refaite entre les Alliés, l'Europe nouvelle s'achevait selon le gré de l'Angleterre ; princes et ministres se préparaient à quitter Vienne ; la date des départs successifs était fixée... Et voilà Napoléon arrivant sur le continent avec l'espoir de profiter de la discorde qu'il suppose exister entre les puissances !

La nouvelle de son débarquement éclate le 7 mars, à Vienne ; Talleyrand se couvre de tous les voiles protocolaires dans sa première déclaration : « Voilà un coup de maître (il ne dit pas de qui) ; je m'y attendais et j'ai écrit à ce sujet au roi. Les efforts de Bonaparte seront vains ; mais ils vont apporter une confusion qui prolongera nécessairement notre séjour à Vienne. » La connaissance des faits et des dessous lui donnait cette étrange assurance : restant à Vienne, il verrait venir.

Napoléon, par contre, avait le sentiment des risques qu'il courait. En mettant le pied sur l'*Inconstant*, il aurait repris le mot de César : « Le sort en est jeté. »

A bord du bateau, durant la traversée, tout ce qui savait écrire avait été employé à copier des exemplaires de la proclamation adressée à la France et à l'armée. C'était toujours ce style grandiloquent que les raffinés du Congrès de Vienne appelaient un style sauvage, mais qui remuait le cœur des foules.

« Français, j'ai entendu dans mon exil vos plaintes et vos vœux ; vous réclamiez le gouvernement de votre choix, qui est seul légitime. J'ai traversé les mers. J'arrive reprendre mes droits, qui sont les vôtres... Soldats, arborez cette cocarde tricolore ; vous la portiez dans nos grandes journées ; la victoire marchera au pas de charge. L'aigle volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de Notre-Dame. »

L'atterrissement avait eu lieu au golfe Juan, près de la tour de la Gabelle. Après qu'on eut débarqué les canons, les fusils, les munitions, les vivres, un peu de repos fut accordé à la troupe. L'Empereur, qui avait mis pied à terre le dernier vers cinq heures, s'était assis sur un fauteuil, au croisement de la route de Cannes. Les hommes s'endormirent, l'ordre du départ étant donné pour minuit. Antibes avait fermé ses portes. Napoléon était décidé à se jeter dans les sentiers de la montagne et à marcher droit sur Grenoble en évitant de tirer un coup de fusil. Il ne s'attarda ni à Cannes, ni à Grasse qu'il contourna. Malgré son obésité, il marchait à pied, un bâton à la main. A Castellane, le chirurgien Emery fut détaché de la troupe : « Va-t'en à Grenoble, lui dit l'Empereur, tu diras que j'arrive. » Partout les émissaires répandaient le bruit que Napoléon était assuré de l'appui de l'Autriche et qu'une armée escortant Marie-Louise et le roi de Rome franchis-

sait les Alpes pour se joindre à lui. Dès qu'on fut dans la montagne, les sentiments du peuple, d'abord indécis, ne se continrent plus. A Digne, la troupe fut accueillie par des cris de : « Vive l'Empereur ! » Les paysans descendaient des villages et, se rangeant sur la route, applaudissaient ; les cris de : « Vive l'Empereur ! » se répercutaient dans les vallées. « Enfin, nous sommes en France ! » s'écria Bertrand, jusqu'à présent préoccupé. Masséna, qui commandait à Marseille, fut averti le 3 mars au soir



NAPOLÉON, SUR LA ROUTE DE VIZILLE, EST RECONNU PAR LES SOLDATS DU 5^e DE LIGNE

(D'après A. Adam).

et se tint coi, sauf quelques escouades envoyées à la découverte : « Il est dans la souricière, se contenta-t-il d'observer, ce sera sa fin. »

Par monts et par vaux, en dépit d'un temps affreux, Napoléon se hâtait vers Grenoble. La prédiction de Fouché : « tout dépendra du premier régiment » devait se réaliser là. Ce régiment fut le 5^e de ligne. Un bataillon, sous les ordres du capitaine Randon (le futur maréchal de France), avait été envoyé par le général Marchand, qui commandait à Grenoble, pour couvrir la ville. La rencontre se produisit à la Mure. L'avant-garde de la petite troupe, formée par les lanciers polonais, marcha au pas jusqu'au bataillon. Napoléon était un peu en arrière, à cheval, au milieu de ses grenadiers. Il mit pied à terre et s'avança seul vers les soldats du 5^e de ligne : « Le voilà ! Feu ! » commanda le capitaine Randon. Les soldats ser-

raient leurs fusils à les broyer ; des larmes coulaient sur leurs moustaches ; ils ne mirent pas en joue. Napoléon poursuit sa marche : « Soldats du 5^e, s'écria-t-il, reconnaissez-moi ! » Puis, ouvrant la redingote grise : « S'il en est un qui veuille tuer son Empereur, qu'il tire ! Je viens m'offrir à vos coups. » Un cri de : « Vive l'Empereur ! » sortit de toutes les poitrines. Les deux troupes n'en firent qu'une. Randon ne put que s'enfuir au galop. Napoléon avait gagné sa partie.

Labédoyère, au courant de tout ce qui s'était préparé à Paris, commandait le 7^e de ligne, l'un des régiments tenant garnison à Grenoble. Il avait travaillé les officiers et les hommes. On le voyait parler bas à des groupes attentifs. Le bruit qu'il répandait et qu'Emery confirmait, c'est que Marie-Louise allait arriver avec son fils et que l'Autriche secondait l'entreprise de Napoléon. A 7 heures du soir, l'Empereur, précédé d'une nombreuse troupe de paysans et de soldats du 5^e de ligne, arriva devant Grenoble. La porte fut enfoncée à la fois du dehors et du dedans ; et l'Empereur fit son entrée dans la première de ses bonnes villes. Il se rendit à l'hôtel des *Trois Dauphins*. C'est là que, le lendemain, il reçut officiellement les autorités. Tout ce qui tenait pour le roi s'était échappé. L'Empereur était venu pour arracher le peuple de France à la glèbe et « au servage féodal » ; son gouvernement, élu par le peuple, était le gouvernement légitime. Il rapportait avec lui la Révolution et la Liberté ; sans qu'il fût de déclaration formelle, il laissait répandre le bruit que l'Autriche et Murat avaient lié partie avec lui. Des courriers, avec des lettres adressées à son fils et à Marie-Louise, portaient ostensiblement pour Vienne. « Jusqu'à Grenoble, dit plus tard Napoléon à Sainte-Hélène, j'étais un aventurier ; à Grenoble, j'étais prince. » Il resta trois jours dans cette ville pour prendre ses mesures et recevoir des nouvelles. Le 9 mars au matin, il passa, sur la place Grenette, la revue des cinq régiments qui s'étaient déclarés et, après la revue, prenant la tête de la petite armée dont il disposait maintenant, — environ 9 000 hommes commandés par Cambronne, — il s'engagea sur la route de Lyon.

C'était à Lyon que la partie devait se décider entre le héros et le Roi. Louis XVIII avait été informé du débarquement par une dépêche que le télégraphe Chappe avait transmise le 5 mars, vers une heure de l'après-midi. La surprise ne provoqua aux Tuileries nul désarroi. Très maître de lui, laissant les entourages se moquer de « l'aventurier », Louis XVIII convoque le maréchal Soult et prend avec lui des dispositions militaires ; des commandements sont attribués et, dans le sentiment que la présence des princes aura une heureuse influence sur les populations, on envoie le comte d'Artois à Lyon, non sans prendre le soin de lui adjoindre le duc d'Orléans (un peu gênant à Paris), le duc et la duchesse d'Angoulême à Bordeaux,

le duc de Bourbon en Anjou et en Vendée, le duc de Berry dans l'Est. Le commandement des troupes qui doivent barrer la route de Paris à Napoléon est confié au maréchal Ney, dont le dévouement est assuré et qui, baisant la main du roi en la baignant de ses pleurs, jure de ramener l'homme dans une cage de fer. Macdonald accompagne Monsieur à Lyon. Les Chambres sont convoquées ; les gardes nationales ont ordre de fournir « des colonnes mobiles ». Le 11 mars, Soult, qui avait suscité des mécontentements dans l'armée et dans le parti royaliste, dut offrir sa démission ; il est remplacé par Chabrol au ministère de la Guerre. Une proclamation aux armées annonce le débarquement et la guerre déchaînée par une aventure sans issue.

A Lyon, la ville était mise sur pied de défense par le comte d'Artois, le maréchal Macdonald et le haut commissaire, le comte Roger de Damas. Toutes les précautions étaient prises pour le 10, date présumée de l'arrivée de Napoléon. Mais, que ferait la troupe ? L'aspect des choses était peu satisfaisant. Déjà les cocardes blanches disparaissaient. Macdonald demanda au préfet une vingtaine de gardes nationaux pour ouvrir le feu sur les soldats de Napoléon, comptant que, le combat une fois engagé, la troupe se défendrait ; or, dans cette grande ville, pas un homme ne s'offrit. Macdonald monta à cheval ; il se dirigea vers le pont de la Guillotière. Au fur et à mesure qu'il avançait, il percevait une rumeur, transformée bientôt en un tonnerre de cris : c'étaient les « Vive l'Empereur ! », « Vive la Liberté ! » qui saluaient d'ores et déjà l'entrée de Napoléon. Les hussards formant son avant-garde marchaient, mais dès qu'ils eurent aperçu les autres leur sang ne fit qu'un tour et les deux troupes se réunirent. Macdonald tourna bride et disparut au galop. Les princes étaient partis dès le matin. Napoléon entra dans la ville illuminée, pavoisée, délirante ; à 9 heures du soir, il s'installa à l'archevêché.

C'est à Lyon, où il s'attarde jusqu'au 13 mars, que Napoléon redevient l'« Empereur ». Il règne, il commande. Il envoie de là par tout « l'Empire », ses premières mesures générales, les décrets qui confirment l'abolition de la féodalité, chassent les émigrés, consacrent solennellement la propriété des biens nationaux, dissolvent la Chambre des députés et la Chambre des pairs, décident la réunion d'une assemblée extraordinaire ou Champ de mai qui donnera une constitution libérale à la France. Un de ces décrets annonce le retour prochain à Paris « de notre chère et bien-aimée épouse et celui de notre cher et bien-aimé fils », ainsi que le couronnement de l'impératrice.

Or, c'est précisément le même jour, le 13 mars, qu'à Vienne, à l'instigation de Talleyrand, les plénipotentiaires des huit grandes puissances se prononcent,

d'un commun accord, contre la « tentative d'un délire criminel et impuissant », prennent l'engagement d'appuyer de toutes leurs forces, de toutes leurs ressources, la France et son souverain légitime, et déclarent « qu'en rompant la convention qui l'avait établi à l'île d'Elbe, Napoléon Bonaparte a détruit le seul titre légal auquel son existence se trouvait attachée, qu'en reparaissant en France, il s'était placé hors des relations civiles et sociales et que, comme ennemi et perturbateur du repos du monde, s'était livré à la vindicte publique. » Les souverains prenaient l'engagement unanime de lui courir sus et d'en finir avec lui. Partout, les contingents disponibles sont mis en mouvement. Les troupes se massent en Hollande, sur le Rhin, sur la frontière suisse, en Italie. Si Napoléon avait tablé sur la division entre les puissances, il ne pouvait plus se faire la moindre illusion. Marie-Louise, tombée sous la fascination du beau Neipperg, déclarait que, plutôt que de revenir en France et de rejoindre Napoléon, elle entrerait dans un couvent. « C'est une fille, dans tous les sens du mot », écrivait le policier viennois. Le Roi de Rome, maintenant qualifié prince de Parme, était enfermé dans le Burg pour échapper à toute tentative de départ ou d'enlèvement.

Napoléon quitta Lyon le 13 mars. Jusqu'à Paris, il n'y eut d'incidents importants que la défection du maréchal Ney. Qu'eût pu faire Ney? Dès que Napoléon se montrait, la France coulait dans les doigts des défenseurs de la royauté. La bourgeoisie était encore pour le Roi, mais à la condition de ne pas s'exposer et qu'on ne lui demandât rien. La Chambre déclarait *nationale* la guerre contre Napoléon. Mais avec quoi soutenir cette guerre? Louis XVIII comprenait mieux que personne que sa cause était perdue et il avait assez l'habitude de l'exil et de la patience pour ne pas en prendre son parti. Les conseillers, qui n'ont peur de rien pour leurs chefs, pas même du déshonneur, furent d'avis d'appeler Fouché. Celui-ci était au comble de sa destinée : une double trahison s'offrait à lui. Il se fit appeler par le comte d'Artois, le compromit par une démarche humiliante, et puis lui refusa son concours. Ordre fut donné de l'arrêter. Il échappa aux sbires venus pour le saisir en se glissant, assure-t-on, au moyen d'une plaque tournante ménagée dans une des cheminées de son hôtel.

Le roi avait convoqué les Chambres. Il fut décidé qu'une séance royale aurait lieu le 16 mars après-midi. Là, Louis XVIII prononça quelques belles paroles qui arrachèrent des larmes. Et ce fut tout. Ce jour même, Napoléon arrivait à Auxerre pour recevoir Ney à la tête de ses régiments. Le surlendemain 18 mars, le Roi se résout à quitter Paris pour se rendre dans les places du Nord. Dans la nuit du 19 au 20, appuyé au bras du comte de Blacas et du duc de Duras, il descend

péniblement les marches du Pavillon de Flore. Une berline l'attendait. Les gardes du corps et les Cent suisses précédaient la voiture. Il était minuit, une pluie fine tombait qui devint bientôt torrentielle. La voiture se dirigea vers Beauvais pour, de là, gagner Lille.

Le 20 mars, l'Empereur était à Fontainebleau et entra dans le château par la cour du Cheval blanc. Et, le même jour, à 9 heures du soir, sa berline couverte



LOUIS XVIII GAGNE LA BELGIQUE (18 MARS 1815)

(Composition de Burnand).

de poussière arrivait aux Tuileries. Le Palais était illuminé et regorgeait d'une foule étincelante et radieuse en grand uniforme. Elle se précipita au-devant du maître revenu, s'empara de lui et le porta jusqu'à son cabinet : « Mes amis, vous m'étouffez ! » s'écriait le gros homme. Cependant Paris, sans lumières, était plein de silence : l'entrée de l'Empereur était aussi sombre et secrète que l'avait été, la nuit précédente, le départ du Roi.

LA FRANCE Si Napoléon tomba, accablé de fatigue sur son lit, et s'il se
DE 1815. réveilla en sursaut, comme il est d'ordinaire après ces grandes
émotions, il dut voir, d'abord, dans une illumination de son grand esprit, la France.
Cette France, parcourue d'un temps de galop, lui apparaissait bien différente de

ce qu'il l'avait laissée : « Ce diable d'homme, devait-il dire bientôt de Louis XVIII, ce diable d'homme m'a tout gâté. »

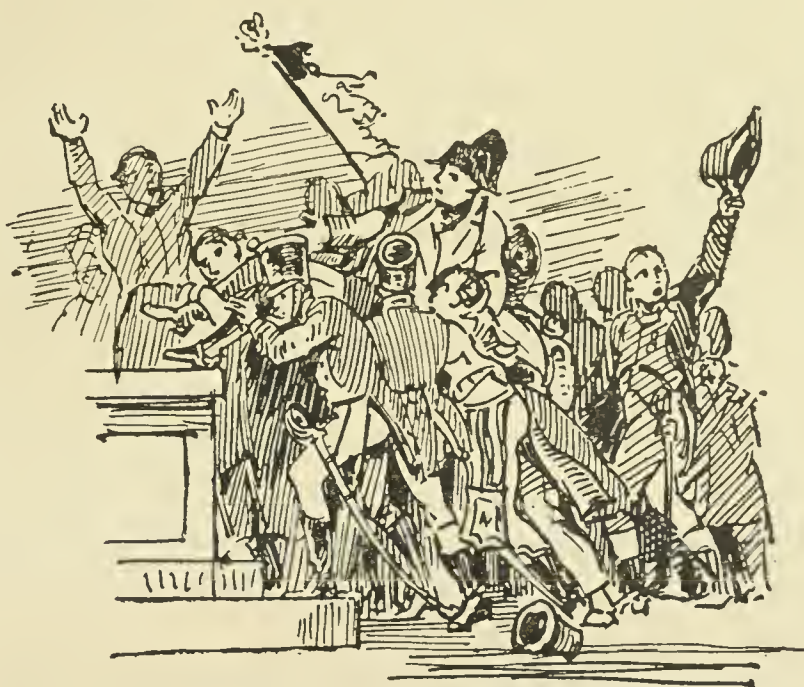
Dès Lyon, il avait dû, d'instinct, tenir compte de cette transformation ; les décrets du 13 mars indiquaient, de sa part, un premier effort d'adaptation : au lieu de la machine parfaitement montée et huilée, au lieu de l'ordre, il trouvait le désordre, un peuple disloqué, un pays en miettes. Au 18 Brumaire, le parti révolutionnaire s'était effondré de lui-même et le Premier Consul n'avait eu qu'à regrouper des forces malléables et dociles : on ne voulait plus que la discipline à l'ordonnance. Or, voici que les agitateurs et les harangueurs ont repris de la voix. S'étant levés les premiers contre les Bourbons, ils suivent la piste avec une ardeur renouvelée. Prêts à soutenir le revenant, ils dressent contre lui leurs exigences et posent leurs conditions. Les « idéologues », les avocats, confinés l'année précédente dans leurs parlotes stériles, à l'ombre du palais ou derrière les rideaux tirés des salons bien clos, forment maintenant un parti politique, ce *parti libéral* devenu le maître de l'heure et portant, comme Moïse, les tables de la Loi. La presse, hier, était muselée : la voici déchaînée. Et puisqu'on proclame la liberté, comment refréner celle-ci devant laquelle les Bourbons eux-mêmes se sont inclinés. Il fallait tout entendre, tout accepter. Le clergé, les ministres du culte, si dociles la veille, avaient senti renaître en eux les grandes ambitions : avec la royauté, l'Église était remise en sa place. La religion se retrouvait *d'État*. Que de Richelieu et de Mazarin capables des grands emplois ! Comment les évêques et les prêtres abandonneraient-ils, maintenant, les réalités et les espérances qui leur avaient été rendues ? Ils tenaient le monde repentant par la chaire et le confessionnal. On était obligé de les ménager puisqu'on ménageait « l'opinion ». L'armée avait porté l'homme de gloire sur ses épaules, du golfe Juan jusqu'à Paris ; elle était animée d'un esprit d'audace et d'énergie incomparable : mais si on la cherchait, dans le grand besoin où l'on était d'elle, on ne la trouvait plus. Comptait-on seulement, dans les casernes, 80 000 hommes instruits et équipés ? Qu'étaient devenus ces régiments si fortement recrutés et encadrés, ces ressources militaires inépuisables ? ces beaux états-majors stylés à l'obéissance, à la promptitude, à la précision ? Dans le rang, le dernier des fifres raisonnait, choisissait son système et sa cocarde ; la discipline avait coulé comme le reste ; matériel et moral, tout était à refaire.

Le peuple, ce peuple, fou de surprise, ébloui du choc, grisé de ses propres acclamations, criant à la fois : « Vive l'Empereur ! » et « Vive la liberté ! », mais si ardent, si téméraire, si inconscient, était-il prêt aux grands sacrifices ? Comment va-t-il répondre à l'appel de la conscription ? Quelles sommes versera-t-il au col-

lecteur d'impôts? Comment soutiendra-t-il la lutte nécessaire pour sauver l'indépendance et l'honneur? Ne parlons pas de cette grande partie de la nation fidèle au fond à la royauté, qui s'était tue pendant vingt ans, mais qui, maintenant, avait relevé la tête, résolument royaliste, et qui, si les autres hurlaient à la liberté, se tenait ferme sur ses sentiments dynastiques et religieux. Il y avait là maintenant une résistance déclarée, compromise et décidée à tenir dans chaque village, au château, à la sacristie, dans les couvents. Poids lourd, ces silencieux, dans une France qui avait besoin de toute son allégresse et de toute sa vie!

Si le réveil de Napoléon vit soudainement surgir ces images d'une réalité nouvelle, son énergie décida qu'il ne pouvait sortir de l'impasse où il s'était engagé que par une immédiate victoire. Seulement, cette victoire imposait l'union à une France désunie. Tel était le problème.

M. Le Gallo a donné, d'après les rapports des préfets et des commissaires impériaux, une excellente géographie politique de la France de 1815 : on y voit que le désaccord n'était pas seulement entre les classes et les individus, mais qu'il existait entre les provinces et les régions. Pour un demi-siècle, la France, quoique constituée en une indestructible unité, opposait, de régions à régions, des masses politiques avec des intérêts et des sentiments divergents, suites de tant de révolutions accumulées. Deux cercles concentriques se dessinaient, partageant le pays en deux opinions contraires : de Paris jusqu'à la frontière de l'Est, les départements qui avaient souffert de l'invasion se déclaraient sans arrière-pensée patriotes, bonapartistes. Autour de ce bloc de la frontière, un immense demi-cercle enveloppait en quelque sorte l'autre bloc, celui de l'Ouest, comprenant une partie de la Normandie, la Bretagne, la Vendée, les pays de Loire, la région bordelaise, la région de Toulouse et le Midi jusqu'à Toulon. Certes, cette masse n'est pas homogène ; partout s'intercalaient des noyaux dissidents qui travaillent à la désa-



NAPOLÉON ARRIVE AUX TUILERIES PORTÉ PAR SES OFFICIERS
(D'après Raffet).

gréger. Mais il n'en reste pas moins que, sur la question la plus grave, celle du recrutement de l'armée, la désunion foncière apparaîtra. A l'appel de l'Empereur, les départements répondront par une sorte d'appréciation locale et individuelle du devoir national. Partira qui voudra ! L'insoumission est flagrante dans les départements du Nord : nombre d'appelés passent en Belgique. Même mauvais vouloir en Normandie : « Toute la Normandie est unie dans un sentiment commun, celui de ne pas sortir du territoire. » Les réfractaires, surtout au début, se comptent par milliers ; les marins de la côte se dérobent ; beaucoup passent en Angleterre. La mobilisation des gardes nationaux est plus difficile encore dans les mêmes régions. A Dunkerque, dix-huit seulement répondent à l'appel ; dans l'Ouest, l'Empereur préfère donner l'ordre de suspendre les levées, crainte d'une insurrection générale. Dans tout le Midi, dans le Forez et jusqu'aux approches de Lyon, des soulèvements locaux se produisent ; des bandes royalistes s'opposent à la conscription. A Bordeaux, la salle du conseil est envahie aux cris de : « Vive le Roi ! ». Marseille « veut vivre en paix » et ignore la cocarde tricolore. Brune est obligé de mettre la ville en état de siège et de procéder au désarmement de la garde nationale. Dans l'Aude, le résultat de la conscription est presque nul. A Nîmes, à Uzès, à Saint-Gilles, des troubles éclatent, des bandes de réfractaires parcourent le pays au cri de : « Vive le Roi » ! Toulouse et les Pyrénées réclament « le gouvernement qui leur demandera le moins d'hommes et le moins d'argent ».

Comparez ces mouvements, ces tendances, parfois atténuées, parfois exagérées dans les rapports officiels, mais dont la réalité ne peut être niée, au mouvement en sens contraire qui (sauf des réserves analogues) se manifeste dans l'Est et dans la région alpestre : à Épernay, où « toute la jeunesse veut partir » ; à Châlons-sur-Marne, à Thionville, à Nancy où les réquisitions et la conscription donnent des chiffres qui dépassent les demandes et les appels ; dans les Vosges, en Alsace, où les recrues s'élancent aux cris de : « Vive l'Empereur ! » ; dans la Côte-d'Or, dans le Jura, où les amputés eux-mêmes s'enrôlent. L'élan se discipline lui-même en *fédérations* : fédérations lorraine, alsacienne, comtoise, bourguignonne, lyonnaise, dauphinoise, fédération auvergnate, toulousaine même et, chose curieuse, fédération de l'Ouest. A la fin, le recrutement fédératif se généralise avec des succès divers dans toute la France. Mais voilà que, dans ces mouvements spontanés, l'œil vigilant de l'administration démêle un élément nouveau ; c'est, comme adjuvant du patriotisme, la renaissance du parti républicain patriote, du parti révolutionnaire. Toute l'Europe s'en émeut : « La Révolution est sur nous ! » s'écrie l'empe-

reur Alexandre encore à Vienne ; et Joseph de Maistre : « Bonaparte n'est plus ce qu'il était ; il s'est jeté dans les bras des républicains, qui lui forceront la main. »

Joseph de Maistre se trompe. Napoléon ne se laissera pas entraîner ; mais l'assaut qu'il subit l'étonne lui-même. Croyant, d'abord, le mouvement sans péril, il avait dit et répété à ses premières étapes : « Je suis issu de la Révolution... je suis venu pour délivrer la France de l'esclavage où les prêtres et les nobles voulaient la plonger... Qu'ils prennent garde ! Je les lanternerai. » Mais il observe bientôt que ces paroles ne sont pas sans conséquences. Parmi les cris qui l'accueillent, combien de fois n'entend-il pas : « Vive la liberté ! A bas les châteaux ! Mort aux prêtres ! Mort aux royalistes ! » Un témoignage, cité par H. Houssaye, porte : « Il est certain qu'au retour de l'île d'Elbe, il y avait un mouvement national dans toute la France pour faire justice de tous les nobles et de tous les prêtres. » Salvandy écrivait : « Nous pouvons, en un instant, voir se renouveler tout 93 » ; et le prudent Molé lui-même face à face à l'Empereur : « J'ai peur de la Révolution menaçante, prête à vomir encore une fois sur la France la terreur et la proscription. » Sans rien exagérer, constatons qu'il y avait désormais dans toute la France, plus ou moins puissant selon les régions, un parti républicain, comme il y avait un parti royaliste. Et ce germe renaissant devait changer, un jour, les destinées du pays. S'enrôlant, pour le moment, sous les aigles au nom du patriotisme, ces « Jacobins » étaient prêts à suivre l'Empereur comme chef de guerre, non sans faire leurs réserves pour l'avenir.

Telle était la France du retour de l'île d'Elbe, cette France transformée qui donnait à l'Empereur de telles et si nouvelles préoccupations. Car, phénomène singulier, inattendu et irritant pour le soldat habitué au commandement sans réplique, ces opinions divergentes et tout aussi inflexibles qu'inconciliables, abusaient toutes, dans des sens divers, de ce vocable *liberté* et leurs prétentions se groupaient, plus ou moins dissimulées, derrière ce parti qui avait, maintenant, des sectateurs partout où il y avait des bourgeois, le *parti libéral*.

Il semble que Napoléon, au premier choc de ces sentiments contrastés, en ait été comme étourdi. N'ayant d'autre pensée qu'une première et prompte victoire pour ressaisir la fortune des armes, l'armée devait être son unique souci. Et voilà qu'il est arrêté soudain par une surprenante complication civile se répercutant sur la constitution de l'armée. Avant qu'il ait le temps d'y parer, son retour se présente à lui comme une période politique extraordinairement agitée. Les partis sans discipline, sans abnégation, lui posent des conditions et le somment d'obéir, d'abord, à leurs intransigeantes revendications.

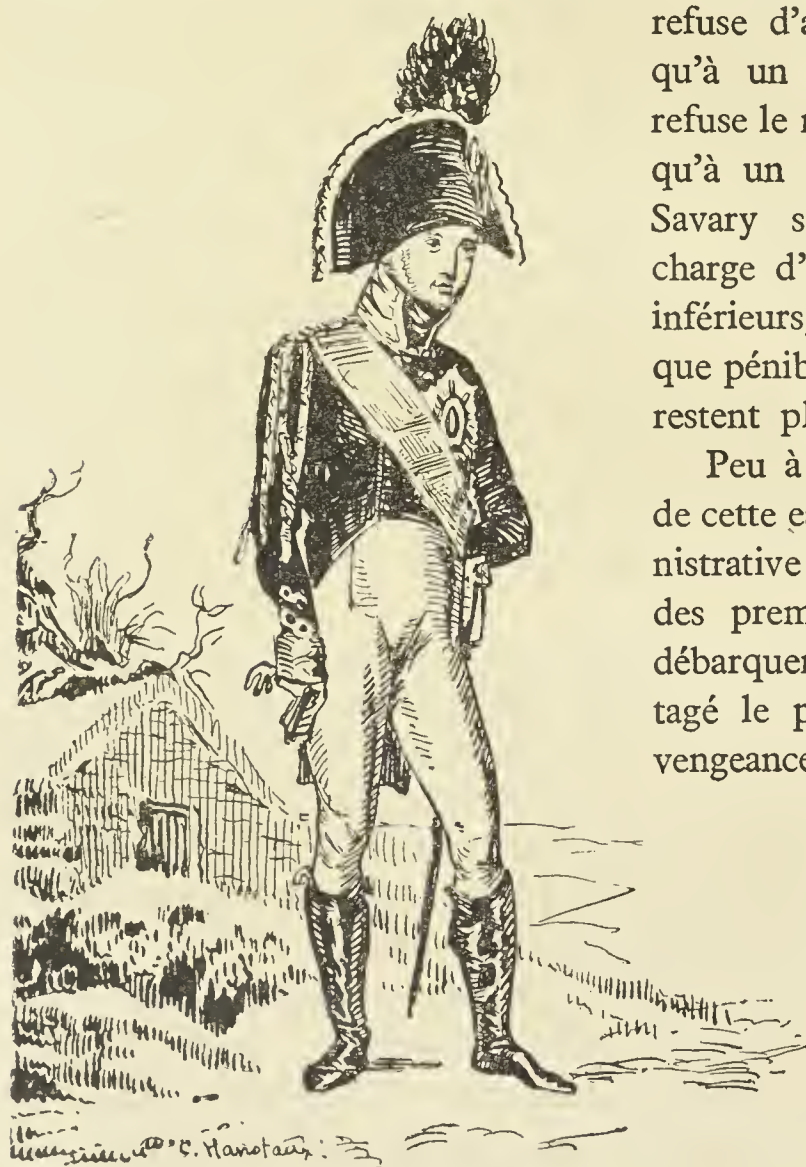
NAPOLÉON ET LE
PARTI LIBÉRAL

Donc, avant tout, il faut ressaisir la France ; il faut un gouvernement obéi. Le premier mouvement du nouvel occupant des Tuileries est de mettre sa main puissante sur la mécanique impériale et sur le personnel entraîné au devoir qu'il a laissé en France, à son départ pour l'île d'Elbe. Quelle est sa surprise de retrouver tout cet appareil disloqué, hésitant ! Certes, il y a quelques fidélités inébranlables, quelques routines solidement retenues dans l'ornière administrative. Maret redevient secrétaire d'État ; Decrès se réinstalle à la Marine, Gaudin aux Finances ; mais Mollien se fait tirer l'oreille, Cambacérès

refuse d'abord les Sceaux et ne se rend qu'à un appel quasi suppliant, Davout refuse le ministère de la Guerre et n'obéit qu'à un ordre, Caulaincourt se résigne ; Savary se dérobe, Lavalette refuse la charge d'un portefeuille. Dans les ordres inférieurs, les cadres ne se remplissent que péniblement. Plus de trente préfectures restent plusieurs semaines sans titulaires

Peu à peu, Napoléon discerne le sens de cette espèce de grève politique et administrative contrastant avec les acclamations des premières heures. Du jour de son débarquement, deux émotions se sont partagé le pays : l'une est une volonté de vengeance, l'autre un sentiment de peur.

Le parti populaire ayant senti passer le souffle de l'ancien régime, s'est levé aux cris : « A bas les nobles, à bas les curés ! » Les plus modérés exigent de Napoléon qu'il reprenne les voies de la Révolution et qu'il se ressaisisse de la dictature militaire et populaire. On refera sonner, au besoin, le tocsin révolution-



ALEXANDRE I^{er} DE RUSSIE
(D'après une estampe de Debucourt).

naire ; on réveillera les Marseillaises et l'on portera sans délai la guerre au delà des frontières. C'est le seul moyen de sauver la France et la liberté. Napoléon

avait d'abord, donné certains gages à cette politique. Il y fait allusion lui-même. A Benjamin Constant : « Je n'ai qu'à faire un signe, ou plutôt à détourner les yeux, les nobles seront massacrés dans leurs provinces. » Plus tard à Montholon : « Il fallait faire la terreur comme en 1793. C'est la mort de Louis XVI qui a sauvé la Révolution, parce que ses juges étaient trop compromis pour ne pas dire : « Vaincre ou mourir ! » Et à Jomini : « Il fallait recommencer une révolution pour me donner toutes les ressources qu'elle crée ; il fallait remuer toutes les haines pour profiter de leur aveuglement : sans cela, je ne pouvais plus sauver la France. »

Mais la grande masse des hommes qui avaient repris pied en 1814, étaient résolus à ne pas se laisser faire : les attaquer de front, c'était la guerre civile. Or, Napoléon voulait l'éviter à tout prix. Comme l'a reconnu le perspicace Hobhouse, les actes de Napoléon, dans cette période de sa vie, prouvent qu'il avait horreur de répandre le sang ; voilà ce qui est bien ancré dans son esprit : nulle vengeance, nulle poursuite, nulle proscription. Il se garde bien de renouveler, avec le duc et la duchesse d'Angoulême arrêtés, la faute qu'il a commise avec le duc d'Enghien. Il laisse des royalistes notoires se tapir ou se terrer sur le territoire national, en dépit de Davout qui, écho de l'armée, réclame, au nom du salut public, une énergique répression. Par le décret du 22 mars, dont la publication est retardée jusqu'au 6 avril, l'Empereur fait le geste de lever la main, mais il ne la laisse pas retomber. Son dessein est de regagner peu à peu les esprits en tablant sur la première victoire. Mais Davout comprenait que c'étaient les chances mêmes de la victoire qui étaient compromises si la nation ne retrouvait pas l'élan de 1793.

Et voici que la poussée libérale somme l'Empereur de se prononcer. Le parti bourgeois réclame une Constitution. Même des dévouements non suspects, des hommes sûrs se sont prononcés dans ce sens : à Lons-le-Saunier, Ney s'était réclamé du « droit des peuples » et de la « liberté ». Suchet, Labédoyère s'élevaient contre « le pouvoir absolu ». L'adresse des ministres (26 mars), l'adresse du Conseil d'État (25 mars), les adhésions des facultés de droit, des cours, le concert des légistes et des robes noires insistent avec une unanimité impressionnante : « Constitution ! » Se dérober à cette exigence des classes moyennes, c'était s'aliéner leur concours, indispensable à tout grand effort national. Le long de sa route, l'Empereur avait dû semer déjà des engagements et promettre cette « constitution représentative ». Le décret du 13 mars, rendu à Lyon, édictait : « Les collèges électoraux des départements de l'Empire seront réunis en assemblée extraordinaire, au Champ de mai, afin de modifier nos constitutions selon l'intérêt et la volonté de la nation. »

Le parti libéral tablait sur cet engagement. A Paris, dans quelques cercles, dont

le plus influent était celui qui, ayant gardé, à travers toute la Révolution, l'héritage de Necker, se groupait autour de Mme de Staël, des hommes considérables ou distingués, La Fayette, Sismondi, Maine de Biran se consacraient avec ardeur à cette cause. Parmi eux, le plus considérable par le talent, la meilleure plume était Benjamin Constant. Esprit brillant, âme vénale, éloquent, vibrant, persuasif, atteint, avant le siècle, du « mal du siècle », il avait conquis une grande influence sur l'opinion par sa brochure *De l'esprit de conquête et d'usurpation*, publiée dans les premiers mois de 1814. A la nouvelle du débarquement du golfe Juan, pour de multiples raisons, il s'était élancé à la défense de la royauté légitime ; et c'est alors qu'il avait fait paraître dans le *Journal des Débats* du 19 mars son fameux article contre « l'ennemi de la France, l'ennemi de l'humanité... »

Napoléon se trouvait donc en présence de ces exigences diverses, venant de partis également intransigeants. Et il était obligé de se prononcer tout de suite : car, en attendant sa décision, tout était en suspens, même les préparatifs militaires. Il s'entretint avec Joseph, avec Lucien, accourus à Paris ; il lut les rares rapports venus des départements et, sans tarder, il se décida pour un *amalgame* des diverses tendances entre lesquelles on le sommait de se prononcer ; faisant appel à tous les partis, donnant, dans une certaine mesure, satisfaction à tous et à chacun, il s'efforça d'unir, en cette crise extraordinaire, la France entière.

Ce n'était pas sans regret qu'il renonçait à l'absolutisme impérial. Mais, sa décision était prise, à ce sujet, depuis l'île d'Elbe : « Les événements survenus ont donné une telle secousse à l'esprit public, dit-il lui-même, que tout ce système ne paraît plus adapté à l'état de la France. » La dictature révolutionnaire, il l'écartait avec horreur. Rien au monde ne l'eût fait se désavouer lui-même, rompre avec sa mission, avec sa nature même, l'honneur de sa vie, la volonté de l'ordre : « Je ne veux pas être le roi d'une Jacquerie », allait-il répétant. L'idée qu'on peut l'accuser de « ressusciter l'anarchie » le met hors de lui. Fleury de Chaboulon juge, avec raison, que la résolution adoptée par l'Empereur, en cette circonstance, fut « honorable et non politique ». Les mêmes motifs « honorables » dictèrent la conduite dont on usa à l'égard de l'opposition royaliste. « Menacé par une effroyable tempête, écrit Thibaudeau, le gouvernement manœuvra comme dans un temps calme. » A force de patience et de longanimité, on évita une levée d'armes vendéenne, ou plutôt, cette levée s'étant produite, on eut l'art de la dissocier sans rien céder. Fouché, qui avait pour dessein arrêté de laisser toutes les portes ouvertes devant lui, manœuvra si habilement que tout rentra dans l'ordre après la mort de la Rochejaquelein.

Fouché, en effet, était aux affaires. Sa nomination et celle de Carnot avaient été décidées dès la première heure comme gages accordés aux partis révolutionnaires. Carnot, au ministère de l'Intérieur, c'était l'honnêteté et le patriotisme rattachés à la défense nationale ; c'était l'évocation de la lutte de 1793 contre l'Europe conjurée. En 1814, Carnot avait encore admirablement servi la France à Anvers. Appelé aux Tuileries, dès le 21 mars, il avait répondu à l'Empereur, lui offrant le ministère, que « dans ce moment, il n'était pas permis de lui rien refuser ». Napoléon l'avait titré « comte Carnot ». Sans s'attacher au titre, il avait assumé le devoir. Le choix de Fouché répondait à la même pensée : faire une place convenable aux partis révolutionnaires ; mais sur quelles données différentes et avec quel contraste de fidélité et d'honneur ! Carnot, c'était la grande tradition idéale ; l'autre, c'était le savoir-faire pratique, c'était la police, et c'était, en perspective, la trahison. L'Empereur craignait-il de laisser ce dangereux personnage dans l'opposition ou de le rejeter dans les bras de Talleyrand ? De toutes façons, il préférait l'avoir sous la main. « Chargez-vous de la police, avait-il dit au duc d'Otrante ; vous connaissez la tactique, les ressources, les prétentions des partis : la police est votre fait. » Fouché ne se fit pas prier. Pourvu qu'il fût en selle, peu lui importait le cheval. Le lendemain, il déclara à Thibaudeau qu'il n'y avait qu'une issue à cette aventure, celle qu'il avait préparée de longue main avec Talleyrand, une régence (1).

L'ACTE ADDITIONNEL
LE CHAMP DE MAI Ces premières précautions prises, l'Empereur se décida à s'approcher du parti libéral ; il dit à Joseph : « Amenez-moi Benjamin Constant ! » Cette résolution de l'Empereur révèle toute l'abnégation et toute la souplesse de son expérience amortie et de son calcul résigné. S'il n'avait été qu'un chef militaire, escomptant la victoire, il se serait lancé dans la guerre et aurait tout risqué sur la première rencontre. Mais, ayant l'univers déclaré contre lui, abandonné de sa femme, séparé de son fils, il projette son regard sur l'avenir de sa dynastie ; il pense à la France et se dit qu'il faut l'avoir toute, et à tout prix, pour lui, pour elle-même. Ce regard profond jeté sur l'avenir le détermine. Lui qui avait fondé l'ordre administratif et social après la Révolution,

(1) Sur ce point, Fouché tint ferme tant qu'il le put ; mais Napoléon fut l'obstacle. Hortense raconte dans ses *Mémoires* que, le jour de la cérémonie du Champ de mai, alors que Napoléon partait pour la campagne de Waterloo, elle dit au ministre de la police : « Ah ! cette guerre ! L'idée est affreuse ! » Et qu'il lui répondit : « Que voulez-vous ? L'Empereur vient de manquer une belle occasion. Je lui avais conseillé d'abdiquer aujourd'hui. S'il l'avait fait, *son fils régnerait* et il n'y aurait point de guerre ! » C'était bien la pensée de derrière la tête, le complot.

s'impose à lui-même la tâche de créer l'ordre libéral. Il force sa nature héroïque et redevient « bourgeois ». Il appelle Benjamin Constant et lui confie sa plume.

La seule chose qu'il écartât résolument, c'était de se contredire lui-même et de démentir son propre règne par des formules constitutionnelles qui opposeraient les temps nouveaux aux temps écoulés : « Ne m'ôtez pas mon passé, disait-il ; la nouvelle constitution aura la sanction de la gloire. » Quand on voulut brider, par des précautions excessives, son action contre les adversaires de l'Empire, cette fois, cette seule fois, il éclata : « A chaque jour sa peine, s'écria-t-il, à chaque circonstance sa loi, à chacun sa nature. La mienne n'est pas d'être un ange, Messieurs ! Il faut qu'on retrouve, il faut qu'on revoie le vieux bras de l'Empereur. » Pour ces raisons diverses, le nouveau statut reçut le titre d'*Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire*.

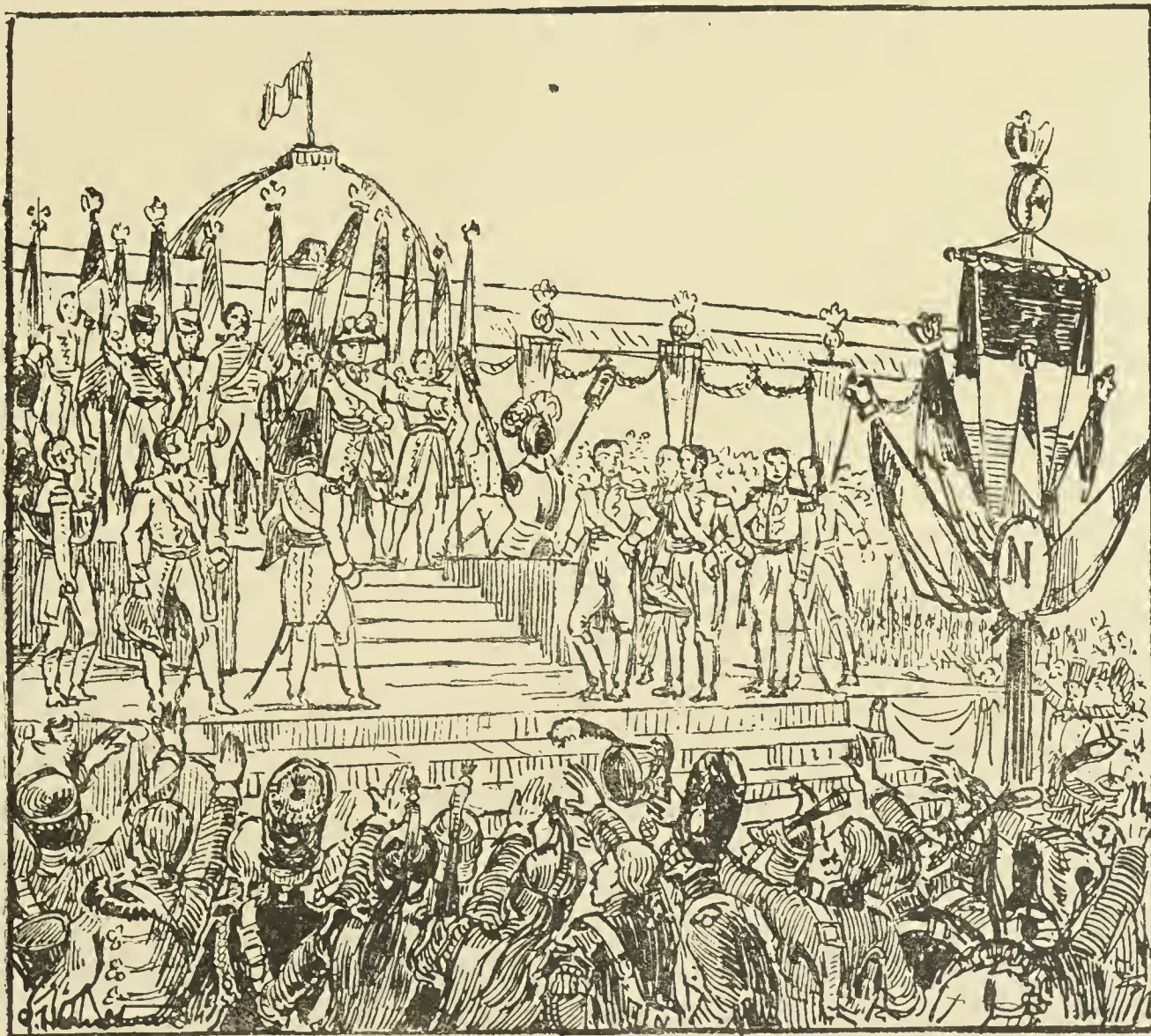
En somme, c'était une charte, une charte *octroyée*. Mais le principe était autrement large que celui de la charte consentie par Louis XVIII. Si l'Empereur, par haine du désordre, ne consacrait pas le suffrage populaire et universel, mesure qui lui eût apporté une force inouïe, du moins l'éligibilité était conférée à tous les Français et l'électorat direct étendu de 15 000 à 100 000 citoyens. La censure préalable était supprimée, les délits de presse déférés au jury, les cours prévôtales abolies, la liberté des cultes assurée sans religion d'État ; les levées d'hommes même étaient soumises au vote du Parlement, l'état de siège ne pouvait être déclaré que par les Chambres ; le système représentatif se trouvait établi par la création de deux Chambres dont une de pairs héréditaires.

A peine le texte de l'*Acte additionnel* était-il arrêté que l'Empereur le fit publier, par ordre et sans autre formalité, au *Moniteur*. Benjamin Constant fut nommé conseiller d'État et reçut, assure-t-on, une forte gratification. L'*Acte* devait être soumis à un plébiscite où tous les citoyens seraient appelés à voter par oui ou par non. Sans même attendre le vote, l'Empereur fit paraître, le 1^{er} mai, un décret de convocation des Chambres, et il fut décidé qu'une sorte de ratification populaire du nouveau régime se produirait dans une « Assemblée du Champ de mai » qui serait tenue à Paris.

Les heures étant comptées, les choses se déroulèrent avec la promptitude chère à l'Empereur. Le dépouillement du plébiscite donna 1 532 527 *oui* contre 4 802 *non*. La moitié de la France s'était abstenue. Les élections à la Chambre des députés eurent lieu fin avril et assurèrent le succès de la haute bourgeoisie libérale.

La Chambre, à peine réunie, nommait comme président Lanjuinais, nom peu agréable à l'Empereur. La majorité apparaissait résolument antibourbonienne,

mais elle se montrait méfiante à l'égard de tout absolutisme ; elle se fût portée, on le sentait, à la solution vers laquelle se dirigeaient Talleyrand et Fouché : une régence ; ou, le cas échéant, vers celle que réclamait d'ores et déjà La Fayette : l'avènement de la branche d'Orléans.



DISTRIBUTION DES DRAPEAUX ET PRESTATION DU SERMENT (MAI 1815)

L'assemblée du Champ de mai, réunie pour recenser et proclamer les résultats du plébiscite, eut lieu le 1^{er} juin. Ce fut une pompe gigantesque, réglée par le comte de Ségur dans le style romantique et qui, au plein des circonstances tragiques où l'on était engagé, parut discordante, triste et inopérante. Quarante-cinq mille hommes y figurèrent et furent passés en revue par l'Empereur. Une puissante artillerie tira des salves prolongées. La famille impériale, les maréchaux, les

ministres, les évêques, les grands corps de l'État faisaient un cortège panaché, bariolé. L'Empereur parut, vêtu, non de la redingote grise, mais d'une tunique et d'un manteau d'apparat avec une toque noire à la Henri III. La messe célébrée, il parla. Paroles magnifiques : « Empereur, consul, soldat, je tiens tout du peuple... Ma volonté est celle du peuple, mes droits sont les siens ; mon honneur, ma gloire, mon bonheur ne peuvent être autres que l'honneur, la gloire et le bonheur des Français. » Le peuple était accouru ; jusqu'au dimanche suivant, il prit part à la fête à sa manière bruyante et confiante, avec des acclamations, des cris, des chansons, des mâts de cocagne et des danses. Les lampions éteints, les quarante mille soldats partirent pour la frontière.

Il restait à l'Empereur un devoir à accomplir : prendre contact avec le nouveau régime politique, fonder, de sa personne, le gouvernement représentatif. Les Chambres étaient convoquées pour le 6 juin. La séance impériale eut lieu le 7. Quoique nommée par une minorité d'électeurs, la Chambre des députés se sentait fière du rôle que l'histoire lui assignait, puisqu'elle allait voir le plus grand des monarques abdiquer, devant elle, son autorité. Le caractère de la séance était exprimé avec une hauteur souveraine, dans cette phrase du discours impérial : « Aujourd'hui s'accomplit le désir le plus puissant de mon cœur : je viens commencer la monarchie constitutionnelle. Les hommes sont impuissants à fixer les destinées des nations ; les institutions seules peuvent les garantir. » Ces paroles étaient écoutées, applaudies et acceptées comme un triomphe et comme un gage par les vieux libéraux, par ce La Fayette, véritable chef de l'Assemblée, qui surveillait avec joie les traits contractés de l'Empereur, son visage livide, sa physionomie douloureuse : « Dans toute sa figure, écrit-il plus tard, on lisait sa souffrance intérieure et la contrainte violente que sa nouvelle situation lui faisait éprouver. »

J'ai sous les yeux deux portraits de l'Empereur, tous deux exécutés dans la période où il avait déjà pris de l'embonpoint, le premier remontant sans doute à 1812, le second étant daté de 1815. Combien ces visages diffèrent l'un de l'autre ! Dans les deux images, le corps est gros et replet. Mais, dans la première, les chairs sont fermes, le teint clair, les yeux ont conservé l'éclat consulaire ; les cheveux n'ont pas blanchi ; ils sont d'un beau ton noir, un peu clairsemés sur un front et des tempes d'une magnifique clarté. La tenue du corps est énergique, encore jeune, acceptant le poids de l'âge et les fatigues d'une inlassable activité. Tournée sur la gauche, la tête respire la volonté, la promptitude, la décision, une force intacte. Quant au portrait daté de 1815, il ne marque pas une obésité plus prononcée. Si le ventre est gros, les épaules restent proportionnées et vigou-

reuses. Mais quelle tristesse, que de soucis, quelle lassitude, quelle amertume dans ce corps roidi, sur ce visage pâle, sur ce front soucieux ! L'aspect est celui d'une vieillese prématurée. Les tempes et le front sont dénudés ; la chevelure est grise et rare, le teint olivâtre, l'œil amorti. La bouche crispée, la mâchoire alourdie, le regard surtout, le regard inquiet et fuyant, tout dénonce l'agonie intime du héros.

Au Champ de mai et à la séance de la Chambre, on avait remarqué que l'Empereur était pris, à certains moments, de spasmes et qu'il portait la main à la poitrine. L'émotion, les soucis moraux, les réveils en sursaut, la nuit, avec la vision, en cas de défaite, de la France réduite et démembrée, tout ce drame qu'il vivait, ce filet qui se tendait autour de lui, l'aventure où il s'était jeté, tout le tenait dans un état de nervosité épuisant, avec des sommeils irrésistibles et prolongés. Sa vigueur intellectuelle était intacte ; il restait lucide, présent à tout ; rien n'indiquait dans son esprit, dans sa mémoire, dans son activité, le moindre fléchissement ; mais son corps, souffrant de maux internes, n'était plus le même. L'équilibre de la vie était rompu, le crépuscule tombait ; parfois un doute montait en lui comme un brouillard : il s'arrêtait au milieu d'une phrase, d'une dictée ; il saisissait le portrait de son fils et le portait à ses lèvres. On avait vu couler ses larmes. Sur ce visage devenu tragique, apparaissait, en sombres éclairs, la prévision de la catastrophe que, seul, son grand esprit était capable de mesurer et, peut-être, de conjurer.

La séance impériale se termina par quelques phrases où les fers se croisaient entre la Chambre et l'homme qui lui faisait largesse de l'autorité parlementaire : « Si les succès répondent à la justice de notre cause, disait l'Adresse à l'Empereur, la nation n'a plus à craindre que l'entraînement de la prospérité et la séduction de la victoire... » A quoi, Napoléon, blessé au vif, répliquait : « Messieurs, aidez-moi à sauver la patrie !... N'imitons pas l'exemple du Bas-Empire qui, pressé de tous les côtés par les Barbares, se rendit la risée de la postérité en s'occupant de discussions subtiles au moment où le bélier brisait les portes de la ville. » Un murmure de protestation s'éleva. Mais, secouant toutes ces misères, la pensée du grand homme ne s'en reporte qu'avec plus de force vers cette « victoire définitive » à laquelle il travaille et qui remettra toutes choses en leur place. « Avant six semaines, disait-il à Cambacérès, vous me verrez mettre une trêve à ce vain bavardage. »

J'ai fait une faute en ne prenant point la dictature..., écrit-il lui-même dans le *Récit de la captivité* ; Benjamin Constant était l'homme le plus insinuant des partisans du système constitutionnel ; je le chargeai de réformer la constitution de l'Empire. De ce jour, je partageai de fait la direction des affaires avec les hommes qui, comme lui, avaient fait, des idées libérales, l'étude, le rêve de toute leur vie. Je cessai d'être moi ; ils me fatiguèrent la pensée avec leur constitutionalisme ; rien ne pouvait leur faire comprendre qu'en présence des déclarations du Congrès de Vienne, et des armées qui menaçaient

notre nationalité, il fallait avant tout que je gagnasse une bataille de Marengo qui rappelât aux rois de l'Europe que la France est une grande nation qui ne permet à personne de se mêler de ses affaires de famille.

WATERLOO. — L'ABDICATION
RÔLE DE FOUCHÉ

Napoléon quitta Paris le 12 juin pour aller prendre le commandement de son armée sur la frontière belge. Son projet était de surprendre et de détruire séparément les deux armées anglo-hollandaise et prussienne, les seules qui lui fussent opposées, avant l'arrivée des autres forces de la coalition. Il n'avait de chance de s'imposer à l'Europe que par un coup de génie qui serait en même temps un coup de foudre... Huit jours après, le 20 juin, Napoléon laissait à Laon les débris de son armée anéantie et, le 21 au matin, rentrait vaincu à Paris.

Le 20 mars, l'Empereur avait repris la France, haletante encore des trois terribles campagnes de Russie, d'Allemagne et de France ; et, maintenant, dans une quatrième campagne contre l'Europe conjurée, sans que le pays accablé et divisé eût eu le temps de s'équiper, de mobiliser son armée, sans qu'il eût pris, lui-même, le soin de la couvrir, en cas d'échec, par des réserves ou des lignes organisées permettant de prolonger la lutte et de négocier la paix, il n'avait plus même une armée à opposer au monde en armes. Paris sans défense n'avait plus qu'une France inerme derrière lui. Napoléon, grand génie militaire, ne tenait compte que de la manœuvre et du champ de bataille. La partie perdue, elle était perdue sans appel et sans rémission. Gouvion Saint-Cyr avait dit à Lucien, au moment où l'Empereur allait prendre le commandement, « qu'à sa manière d'opérer, il en avait pour quinze jours ».

Le récit de la courte campagne de Waterloo n'a pas sa place ici. Si le génie de l'Empereur fut admirable, cette fois encore, dans la conception, sa santé, sa volonté et sa présence d'esprit marquèrent d'étranges fléchissements dans l'exécution. Que les hauts commandements aient été confiés, dans une sorte de négligence résignée, à des chefs ou fatigués ou indécis ou sans autorité, que la désignation de Soult en qualité de major-général ait causé une grande surprise dans l'armée qui ne croyait pas à sa fidélité, que l'attitude de Grouchy, de Gérard, de Drouet d'Erlon, de Vandamme, de Ney lui-même, ait causé du trouble, de la confusion et même un véritable désordre stratégique ou tactique, tout cela retombe en partie, il faut bien le reconnaître, sur l'Empereur. On doit ajouter que l'armée n'était pas amalgamée, les vieux soldats encadrant mal l'inexpérience des jeunes recrues ; que des soupçons réciproques altérèrent l'élan commun et la discipline ; que le champ de bataille où 350 000 hommes se rencontrèrent n'était qu'une cuve où il est impossible de

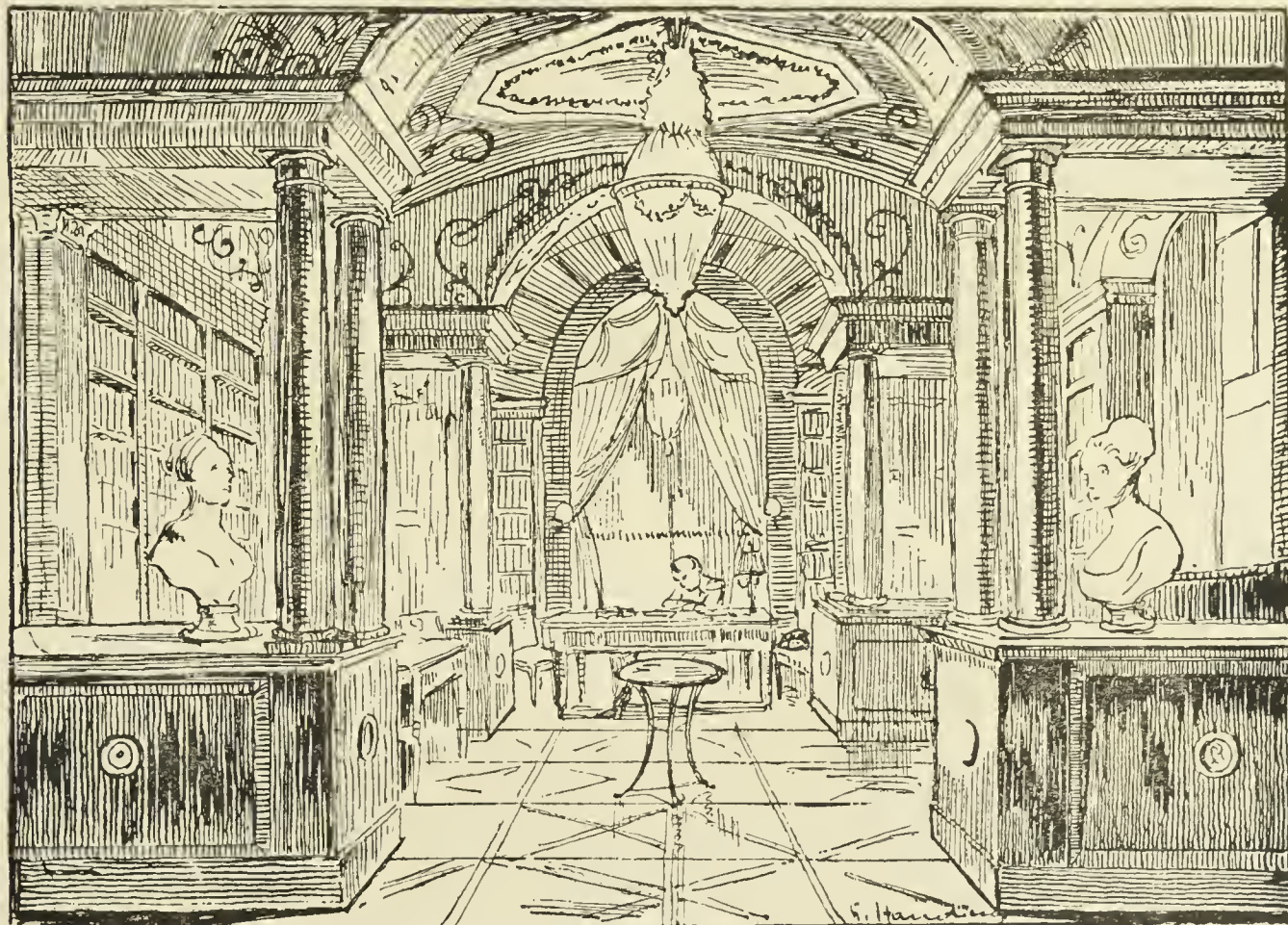


MASQUE MORTUAIRE DE NAPOLÉON

Pastel original de SIMON BUSSY.

(Musée Napoléon, à Ajaccio.)

comprendre qu'on ait précipité une foule armée si énorme, sans possibilité de manœuvre et d'évolution. Ceci dit, il n'en faut pas moins reconnaître que Napoléon n'avait pas d'autre issue à l'aventure du retour de l'île d'Elbe que celle-ci, d'autre chance à courir que cette chance. Il avait joué, avec raison, sa fortune sur la carte de son génie.



BIBLIOTHÈQUE DE L'EMPEREUR A MALMAISON

Peut-être eût-il pu gagner la bataille comme il en avait gagné tant d'autres et, alors, s'ouvrait à lui l'espoir d'une négociation soit avec l'Autriche, soit avec l'Angleterre... La fortune l'abandonna. Ayant décidé de son sort, elle avait décidé, en même temps, du sort de la France. Pendant vingt ans, quarante ans même, la douleur de sa défaite immortelle devait peser sur le pays.

Napoléon quitta les débris de son armée à Laon, pour gagner Paris. Davout, ministre de la Guerre, avait été nommé, le 11 juin, gouverneur de Paris. Le 21 juin, la ville est avertie que l'Empereur est à l'Élysée : il n'avait pas voulu rentrer aux Tuileries. Or, ce que ses familiers et ses entourages constatent, à l'heure de ce

brusque retour, c'est l'état d'abattement (ils prononcent tous le mot) dans lequel il se trouve. Davout est appelé. L'Empereur, arrivé à huit heures du matin, était dans le bain ; dès qu'il vit entrer le maréchal, il s'écria, en levant plusieurs fois les bras et les laissant retomber dans l'eau qui jaillissait sur lui et sur le ministre : « Eh bien ! Davout ! eh bien ! tout est perdu ! J'ai été trahi... » Ce fut son premier et son dernier mot. Il ne sortit pas de là. Davout conseillait l'action, le ralliement de l'armée, la dissolution des Chambres. Les choses n'étaient pas, à son avis, arrivées à un point tel qu'on laissât tout aller au hasard. L'Empereur ne répondait pas, il restait dans une apathie extraordinaire.

Cependant l'Intrigue travaillait ; elle travaillait à deux choses qui lui paraissaient être, pour elle-même, les seules chances de salut : d'abord se débarrasser de Napoléon et, ensuite, le livrer pieds et poings liés aux Anglais. La manigance était combinée par deux maîtres en la matière, Talleyrand et Fouché : mais, c'est Fouché qui mène ; Talleyrand s'est laissé distancer : il traîne sur les routes de Gand à la recherche de Louis XVIII.

Napoléon laissa passer plusieurs jours dans cet état d'irrésolution si contraire à son caractère. La manœuvre politique qui le jetait dehors, se poursuivait pour ainsi dire ouvertement. Quant au gouvernement qui devait lui succéder, trois solutions étaient envisagées et se partageaient les esprits et les sentiments : une régence de l'enfant impérial avec Marie-Louise, l'avènement du duc d'Orléans, le retour de la dynastie légitime.

La Fayette était, au fond, orléaniste. La Chambre réunie, il se leva et proposa une motion qui, sans trancher du sort de Napoléon, saisissait les Chambres et leur confiait une dictature parlementaire. Sur ce coup, on eût pu croire que Napoléon se réveillerait : « Mais, écrit Davout, cette fatale indécision qui s'était déjà révélée en 1812, pendant la campagne de Russie et notamment à la bataille de la Moskowa, fit échouer les meilleurs projets. » Que valaient ces projets, d'ailleurs ? Peut-être sentait-il, mieux que ses conseillers dévoués, son absolue impuissance.

Les Chambres étaient maîtresses de la situation. Le premier cri parlementaire fut la paix. On résolut de la demander aux chefs des armées alliées. Mais ils hésitaient encore à se mettre en mouvement sur Paris. De l'armée vaincue, il n'eût peut-être pas été impossible de rassembler plusieurs corps ayant repris une certaine cohésion ; avec le corps Grouchy resté intact, Davout espérait pouvoir réunir encore 60 ou 80 000 hommes capables de se battre et de couvrir la capitale. Pendant que les négociations se poursuivraient, cette armée donnerait, telle quelle, un point d'appui aux diplomates. Les Chambres furent avisées par un rapport peut-être

un peu optimiste. Mais Ney, par un incroyable aveuglement, se laisse entraîner à une sortie qui démentait les affirmations du ministre de la Guerre et dépeignait la situation militaire comme désespérée. Les Chambres délibèrent et le premier des deux points qu'on s'est proposé, la chute de Napoléon est, d'abord, réglé dans la forme suivante : le 22 juin, par une pression habile exercée sur lui, on obtient son abdication en faveur de son fils. Il croyait sauver ainsi, du moins, sa dynastie. Les Chambres nomment un gouvernement provisoire à la tête duquel est placé Fouché. Celui-ci a donc toutes les cartes en mains.

NAPOLÉON A BORD DU « BELLÉROPHON » On peut croire que, débarrassé de Napoléon, Fouché va travailler à l'avènement « constitutionnel » de Napoléon II, solution qui paraît avoir eu jusque-là ses préférences, puisqu'elle doit lui assurer la réalité du pouvoir. Mais il mène, de front, d'ores et déjà, deux autres intrigues, l'une orléaniste qui doit lui assurer les libéraux et La Fayette, l'autre légitimiste qu'il a ébauchée avec Vitrolles, favori de Monsieur, et qui entend rendre de nouveau aux Bourbons le service, mal récompensé d'ailleurs, qu'il leur a rendu une première fois en 1814. Sous la pression de Fouché, les Chambres proclament que « Napoléon II est devenu empereur par le fait de l'abdication de Napoléon I^{er} et par la force de la Constitution de l'Empire ». Manifestation platonique dont on verra les suites.

A peine Napoléon a-t-il abdiqué qu'il est prévenu, sous main, qu'il est en danger s'il reste à Paris : le plus sage pour lui serait de se retirer à Malmaison. Il se résigne. « On le veut, dit-il encore ; cela ne me coûtera pas plus que le reste. » Croyait-il vraiment à l'avènement de son fils ? Il part pour la Malmaison et il y reste plusieurs jours dans une nouvelle période où la prostration alterne avec des sursauts de vigueur qui se répandent en paroles. La reine Hortense et l'amant Flahaut, qui ont en vue quelque négociation particulière avec les Alliés, deviennent ses confidents et ses conseillers à peu près uniques. C'est dans un de ces soubresauts d'énergie, qu'entouré de quelques jeunes officiers pleins de courage et d'ardeur, renseigné sur les forces que les ordres de Davout commencent à rassembler autour de Paris, menacé d'être pris par les avant-gardes prussiennes qui progressent vers Malmaison, il s'adresse au gouvernement provisoire :

« Je puis encore, écrit-il, réunir l'armée, je puis arrêter la marche de l'ennemi et donner au gouvernement le temps de stipuler les intérêts de la France et de négocier auprès des souverains alliés les droits et la liberté qu'elle va perdre. Je promets, foi de général, de citoyen et de soldat, de partir le jour même où j'aurai pu réussir à délivrer la capitale. »

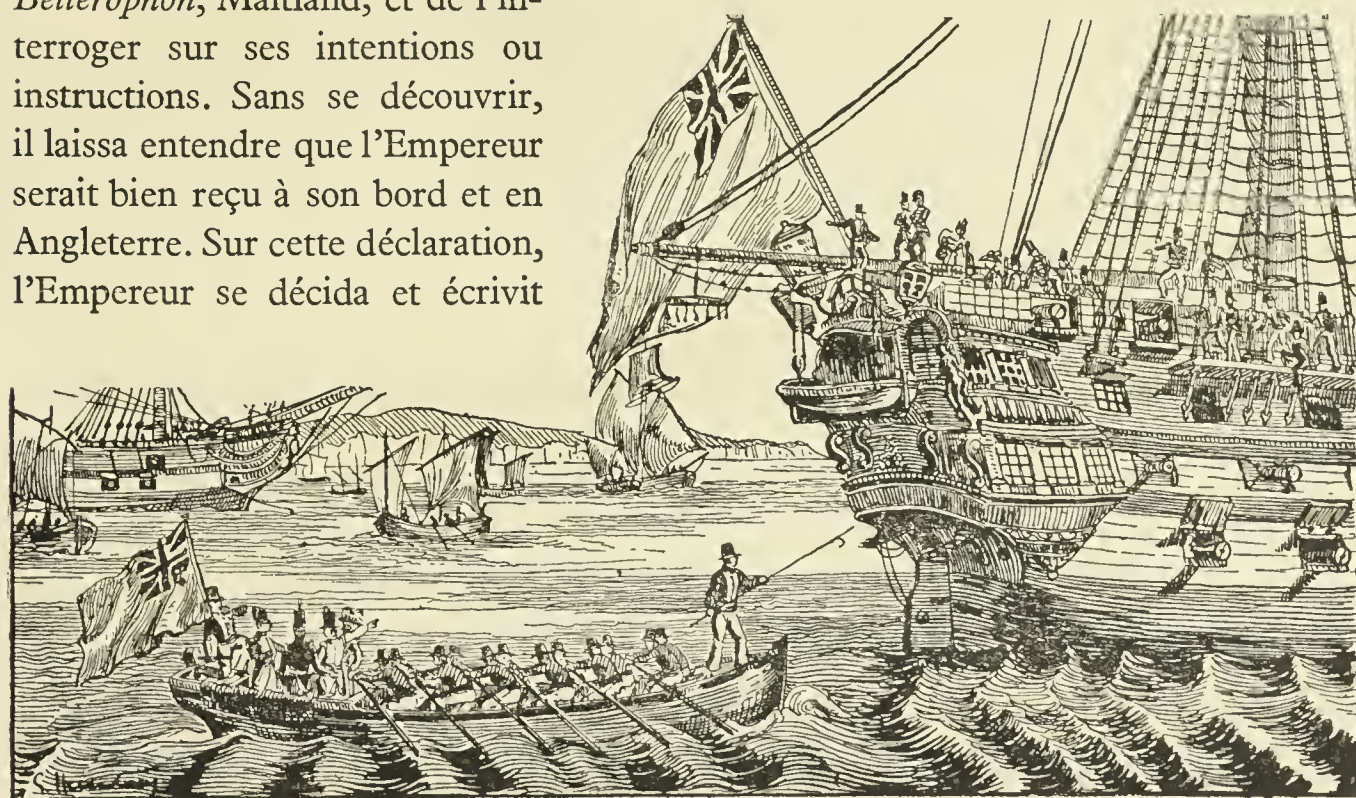
Fouché avait gagné les quelques jours dont il avait besoin : l'heure était venue de pousser sa manœuvre et de faire tomber Napoléon dans le piège britannique. Une entente secrète s'était, au dire des témoins les mieux renseignés, établie entre Wellington et Fouché. Le général anglais était partisan déclaré du retour des Bourbons et il pesait, dans ce sens, de tout son poids de vainqueur. Fouché entra dans le jeu, moyennant la promesse formelle, qui lui fut apportée par Vitrolles et les confidents de Monsieur, non seulement d'une sécurité absolue, mais d'une part prépondérante dans le futur gouvernement. Talleyrand, qui avait fini par rejoindre Louis XVIII à Roye, conseillait lui-même de s'appuyer sur Fouché. Louis XVIII hésitait.

M. de Talleyrand n'aimait pas Fouché, écrit Chateaubriand ; M. Fouché détestait et, ce qu'il y a de plus étrange, méprisait M. de Talleyrand. M. de Talleyrand qui, d'abord, eût été content de ne pas être accouplé à M. Fouché, sentant que celui-ci était inévitable, donne les mains au projet... Et c'est Monsieur, conseillé par Talleyrand, qui emporte l'adhésion du roi.

Une fois les deux compères d'accord, et leurs sécurités prises, il n'y avait plus qu'à se débarrasser, une fois pour toutes, de Napoléon. L'opération fut un simple tour de passe-passe bureaucratique et policier. L'Empereur fut victime de la ruse la plus grossière. On avait su entretenir en lui, comme une espérance suprême, le sentiment qu'il pourrait gagner les États-Unis et que deux frégates lui permettraient de s'embarquer, si toute autre solution venait à manquer. On lui avait promis les passeports nécessaires pour sortir du port. Le jeu consista à lui faire attendre ces passeports de journée en journée, jusqu'à ce qu'on fût assuré que l'escadre anglaise avertie était arrivée et surveillait la sortie des ports. Napoléon attendait toujours. Il retardait d'heure en heure son départ. Qu'espérait-il ? Une réponse favorable à sa proposition. Hortense écrit elle-même : « A ma grande satisfaction, les chevaux de poste arrivèrent et, au moment où je pensais que l'Empereur allait enfin partir, il n'y songeait plus. » Flahaut, qui faisait la navette entre l'Empereur et le gouvernement provisoire, revint de Paris apportant une réponse définitivement négative. « Alors, d'un mouvement déterminé, l'Empereur se leva et dit : « Ils refusent, partons ! » Il quitta Malmaison le 29 juin.

Accompagné du général Becker, mis près de lui par le gouvernement provisoire, il traversa la France pour se rendre à Rochefort, comptant toujours sur les frégates qui devaient le conduire en Amérique. A Niort, où il fut accueilli avec enthousiasme par le peuple, il reçut un avis du préfet maritime de Rochefort lui faisant connaître la présence d'une escadre anglaise surveillant le port. En fait, il s'agissait du *Bellérophon* et de deux ou trois unités. Napoléon arrive à Rochefort

le 3 juillet, toujours sans les passeports promis. Nul moyen de s'échapper. Déjà il avait pensé à demander, en loyal adversaire, un asile à l'Angleterre ; dans son entourage, on le lui conseillait. Il avait gagné l'île d'Aix et, de là, interrogeait sa fortune, en contemplant le mer. Fouché le tenait et le tenait bien... Rovigo et Las Cases reçurent, de l'Empereur, l'ordre d'aller trouver le commandant du *Bellérophon*, Maitland, et de l'interroger sur ses intentions ou instructions. Sans se découvrir, il laissa entendre que l'Empereur serait bien reçu à son bord et en Angleterre. Sur cette déclaration, l'Empereur se décida et écrivit



NAPOLÉON EST TRANSFÉRÉ DU « BELLÉROPHON » A BORD DU « NORTHUMBERLAND » (8 AOUT 1815)
(D'après une peinture de Bougton, gravée par Bonnet).

au prince Régent la lettre qui, dans sa pensée, créait un contrat d'honneur entre lui et ses ennemis, contrat que le gouvernement anglais n'eut pas la fierté de ratifier :

« Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon pays et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Europe, j'ai terminé ma carrière politique et je viens, comme Thémistocle, m'asseoir au foyer du peuple britannique. Je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame de Votre Altesse Royale comme du plus puissant, du plus constant et du plus généreux de mes ennemis. »

Le 15 juillet, au moment où il allait être livré, d'autre part, par ordre du gouvernement provisoire, il montait sur un canot qui le conduisait à bord du *Bellérophon*. Le commandant Maitland avait reçu, antérieurement, comme tous les navires anglais, l'ordre, s'ils rencontraient Napoléon en mer, de se saisir de lui et de le con-

duire au premier port anglais. Sur ces entrefaites, tant les choses étaient bien réglées, l'amiral Otham arrive à bord du *Superbe*. L'Empereur est accueilli sur ce navire avec les honneurs royaux. Et l'on fait voile vers Plymouth. Là les pouvoirs passaient à l'amiral Keith. Un officier du port monte à bord et notifie à Napoléon qu'il doit être conduit à Sainte-Hélène. Napoléon protesta solennellement : « Je ne suis point prisonnier de guerre, écrivit-il à l'amiral Keith ; je suis l'hôte de l'Angleterre. » Sa lettre resta sans réponse.

Cependant, le *Northumberland* se préparait à mettre à la voile. Un nouvel amiral survint, c'était cette fois l'amiral Cockburn et il fit savoir à Napoléon qu'il n'avait qu'à s'embarquer ce même jour, 8 août, sur le canot qui le mettrait à bord du *Northumberland*. L'Empereur eut à peine le temps d'embrasser ceux qui l'avaient accompagné jusqu'à l'île d'Aix et à Plymouth, et ayant désigné ceux qu'il retenait auprès de lui, il se conforma à sa destinée.

Le 8 août, dans l'après-midi, le *Northumberland* mit à la voile pour Sainte-Hélène, « petite île ».



Maintenant que le cadre où évolueront les événements est tracé, l'histoire peut exposer les faits ultérieurs plus rapidement ; ils ne sont que la suite logique des circonstances extraordinaires qui les ont précédés.

L E RETOUR DE LOUIS XVIII. LE MINISTÈRE TALLEYRAND-FOUCHÉ

La seconde Restauration fut le résultat des tristes intrigues de Talleyrand et de Fouché. Tous deux avaient travaillé en commun, non sans une sourde rivalité, pour la régence de Marie-Louise : ils avaient esquissé, à ce sujet, une vague entente avec Metternich, sans que celui-ci s'y prêtât franchement, car il n'ignorait pas que l'Europe se soulèverait contre lui s'il tentait de faire, de la France, comme Louis XIV avait fait de l'Espagne, une annexe de l'Empire des Habsbourg ; il ne se serait livré tout à fait que si la France elle-même s'était nettement prononcée pour une régence.

Les Chambres des Cent-Jours paraissaient favorables à cette solution. Il semblait qu'une fois l'abdication obtenue, Fouché, jouant La Fayette sous jambe, avait gagné sa partie. Déjà il avançait la main pour saisir l'enjeu. De son côté, Talleyrand, surpris par la rapidité de la victoire des Alliés, avait quitté Vienne pour se rendre à Gand : en attendant, il s'efforçait de retarder, par des conseils alambiqués, le retour de Louis XVIII. La tactique adoptée par les deux compères était de laisser aux événements le temps d'évoluer pour recueillir leur solution à l'état de fait accompli.

Les souverains alliés ne voyaient pas clair eux-mêmes dans leurs intentions ; ils affectaient de ne pas imposer leur volonté au libre choix de la France : ce qui les pressait, c'était d'occuper le territoire ; car l'idée d'un démembrement, ou du moins d'un rétrécissement de la France restait au fond de leur pensée. Les modalités du partage et les rivalités d'équilibre entre les princes eux-mêmes causaient seules le retard.

Napoléon, en faisant traîner sa décision et en réclamant l'avènement de Napoléon II comme la condition de son abdication, avait beaucoup gêné la manœuvre de ceux qui travaillaient au projet de régence. On le voyait derrière son fils et ce spectre était alarmant pour tout le monde.

Les Chambres avaient nommé une sorte de gouvernement provisoire, une commission exécutive de cinq membres, tous, en apparence du moins, contraires à une solution bourbonnienne. Fouché s'était saisi de la présidence ; les autres membres de la commission étaient Carnot, Quinette, Caulaincourt et le général Grenier, — La Fayette étant écarté. L'avènement de Napoléon II et la régence de sa mère avaient

obtenu l'assentiment des Chambres comme une suite constitutionnelle de l'abdication et elles se préparaient, non sans quelque longueur, à le proclamer. Mais Fouché, embrouillé, d'abord, dans ses craintes et dans ses trahisons, commençait à se rendre compte qu'on perdait du temps et il entr'ouvrait la porte du côté des Bourbons, tout en amusant le tapis par des mesures dilatoires. Cependant, les armées alliées avançaient. Le 30 juin, elles étaient devant Paris. Un conseil de guerre avait pris le parti de ne pas défendre la capitale et le sort de la France allait se décider, une fois de plus, par le sort de Paris, avec les suites infinies d'une si malheureuse circonstance.

Louis XVIII avait mis à profit tous ces retards. En dépit des conseils de Talleyrand qu'il avait percés à jour, il avait prévenu les Alliés sur la route de Paris ; il était à Cambrai le 28 juin. De là, échappant à la pression de son entourage, il avait lancé une proclamation « d'oubli et de pardon », que Wellington lui avait conseillée. On pouvait croire que la leçon lui avait servi.

Sur la nouvelle, les bonapartistes des deux Chambres avaient enlevé, le 30 juin et le 1^{er} juillet, une résolution portant, qu'en vertu des Constitutions de l'Empire, Napoléon II, son père ayant abdiqué, était appelé à lui succéder. Le surlendemain, 3 juillet, Paris ouvrit ses portes par capitulation et les troupes étrangères occupèrent la ville. Aussitôt, le roi, qui n'attendait que cette sécurité, se présenta. Le 8 juillet au soir, entouré de quelques gardes nationaux, d'officiers et de nobles fidèles, il s'installait aux Tuileries. Pour ménager les transitions, Louis XVIII, qui s'était séparé de Blacas et des ultras, se rallia, cette fois encore sur les conseils de Wellington, à l'idée de constituer un premier ministère avec Talleyrand et Fouché. Talleyrand paraissait l'homme indispensable pour négocier avec les Alliés et Fouché l'homme indispensable pour apaiser l'intérieur. En dépit de ces raisons, en apparence essentielles, cette décision n'en fut pas moins une double faute et dont l'avenir de la dynastie devait grandement pâtir.

L E MALENTENDU INTÉRIEUR ET LA SAINTE-ALLIANCE

Ce n'est pas ici le lieu d'insister sur le détail et les conditions de la négociation qui devait aboutir au traité du 20 novembre et qui, pendant toute sa durée, tint en suspens sur la France la menace du démembrement. Le danger ne fut en partie écarté, comme on le sait, que grâce à la haute intervention d'Alexandre ; mais le tsar tint en suspens sa décision tant que Talleyrand resta au ministère et on ne voit pas trop à quoi servit, alors, cette capacité technique tant vantée. Ce qui est certain, c'est qu'elle n'écarta pas de la France l'oppression, de si grave conséquence ulté-

rière, que la politique des puissances fit peser sur le pays et sur la dynastie elle-même. Les puissances alliées, par les conditions du traité, par les clauses publiques et secrètes dont elles l'accompagnaient, par les précautions injurieuses qu'elles prenaient — nouvelles modifications de frontières, indemnité pécuniaire, confédération secrète — affirmaient leur volonté de rester unies contre la France, « foyer révolutionnaire », de s'établir en surveillants et en gardes-chiourme de son gouvernement, résolues à soutenir, au besoin par les armes, l'ensemble du système conservateur et antilibéral que consacrait le traité de la Sainte-Alliance signé le 26 septembre. Une sorte de Société des Nations impérialiste et mystique était fondée contre la France entre les grandes puissances européennes et on proclamait son hégémonie chrétienne et contre-révolutionnaire. La justice et la religion, telles que les avaient enseignées, à l'empereur Alexandre, La Harpe et Mme de Krudener, devenaient la loi des rapports internationaux. La paix entre les hommes était proclamée comme devant régner à jamais par le moyen de ce « Nouveau testament », dont Metternich, Hardenberg et Nesselrode étaient les rédacteurs :

« Conformément aux paroles des Saintes Écritures, qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble et se considéreront comme compatriotes ; ils se prêteront en toutes occasions et en tout lieu assistance, aide et protection. Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer les principes sacrés qui ont dicté le présent acte et qui reconnaîtront combien il est important au bonheur des nations trop longtemps agitées que ces vérités exercent désormais sur les destinées humaines toute l'influence qui leur appartient, seront reçues avec autant d'empressement que d'affection dans cette SAINTE-ALLIANCE. »

Au fond, c'était, entre les souverains, une « société secrète » à la mode du jour, une haute « vente » de *carbonari* réactionnaires et couronnés. En dépit des effusions répandues dans la Déclaration, il restait, au fond de la situation générale européenne, des germes redoutables de discorde et d'hostilité. L'Angleterre n'avait pas signé le pacte de la Sainte-Alliance. Alexandre croyait devoir faire une part aux idées, sinon révolutionnaires, du moins libérales. Metternich seul était franchement « ancien régime » et rétrograde, mais avec des visées plus réalistes.

Il fallait, malgré tout, tenir compte du fait que les peuples, secoués par la tempête et soulevés vers des aspirations nouvelles, ne se rasaient pas. Les opérations chirurgicales accomplies sur eux par les traités de Vienne laissaient des blessures et des déchirements qu'irritait encore le souvenir des appels à l'indépendance qui les avaient enrôlés contre l'Empire napoléonien. Des ferments de rébellion secouaient par intervalles l'Europe mal satisfaite, mal affermie. Toutes les politiques intérieures allaient se trouver subordonnées, pendant longtemps, à ces aspi-

rations populaires. Une nouvelle génération se levait, qui vibrerait aux appels de la Pologne, de la Grèce, de l'Italie, des républiques américaines. L'Europe était pleine de « La Fayette » qui s'ignoraient encore, mais qui partiraient au premier signal. Le siècle tournait sur son pivot : 1814 appartenait encore au passé ; 1816 avait la face orientée vers l'avenir ; 1820 devait ouvrir la porte toute grande aux idées nouvelles.

Nulle part ces premiers mouvements n'étaient plus sensibles qu'en France. La dynastie, restaurée pour la deuxième fois, était alourdie de la double victoire de l'Europe qui, ayant ramené le roi, maintenait la France en surveillance. De tout cela, il restait, de peuple à roi, un grave malentendu : on ne s'était pas expliqué.

Louis XVIII était trop avisé pour ne pas avoir compris la leçon des Cent-Jours ; il était assez libéré de toute doctrine et de tout préjugé pour ne pas se prêter au temps ; ce second exil lui avait appris qu'il y avait une nouvelle conduite à tenir. Mais, physiquement et moralement claudicant, il avait besoin d'un appui ; or, c'était précisément cet appui qui lui manquait. Entre le roi et le peuple, l'intrigue s'était glissée et elle gâta tout ; la passion s'était ruée et elle irrita tout.

Le malheur de la France, en cette heure unique de son histoire où il s'agissait de savoir si elle accueillerait avec joie et confiance sa vieille dynastie, la plus vieille dynastie européenne, c'est de n'avoir pas rencontré un homme à la hauteur des circonstances. Le roi, capable de comprendre, était incapable d'agir ; et, toujours encombré de quelque favori, il n'avait ni la liberté ni le courage de chercher et de trouver un grand ministre. Molé dit très bien « qu'il y a, au fond de l'esprit de tous les petits-fils de Louis XIV, l'opinion que ce qui est juste avant tout, c'est de leur faire plaisir ». Louis XVIII cherchait son repos, ses commodités. Comme les faibles, il était méfiant et jaloux. Cela se voit, notamment, dans ses rapports avec Chateaubriand qui, bien pris en main, eût pu devenir une force et qui, écarté, devint un terrible adversaire. Le roi, s'arrachant, non sans un affreux déchirement, au giron de Blacas, n'eut de repos que quand il eut rencontré Decazes. La nation ne comprenait rien à ces « intimités » ; soupçonneuse de ce qui se tramait dans les lieux clos, il lui eût fallu le grand air et le grand jour.

Si le roi, une fois rentré aux Tuileries, eût convoqué une sorte d'Assemblée des États généraux ou d'Assemblée constituante, reprenant le travail au point où l'avait interrompu 1790, si la nation eût été appelée pour entendre le roi et pour lui parler, à Lui ; si l'on se fût dit courageusement l'un à l'autre ses vérités, si l'on se fût retrouvé entre Français et qu'on eût rejeté, de parti pris, toute influence, toute allégeance étrangère, peut-être les âmes se fussent-elles élevées à la hauteur des

circonstances et quelque chose de noble et de net se serait dégagé de cette belle confiance réciproque. Le résultat eût été, sans doute, au lieu d'un régime parlementaire bâtard emprunté à l'Angleterre, une constitution monarchique s'inspirant des traditions de la race et remontant à Louis XII, à Henri IV, à Fénelon, à Montesquieu : on aurait trouvé le moyen d'atteler le pouvoir central aux vieilles libertés nationales. De cette tradition et de cette espérance, le Sénat impérial lui-même s'était réclamé au moment où Bonaparte devenait Empereur. Une Constituante de 1815, convoquée par la royauté, eût pu réunir une quantité d'hommes d'expérience et d'autorité, capables de ventiler, dans l'œuvre révolutionnaire, le bon et le mauvais, le durable et l'accidentel. Sans restaurer les Ordres, on eût fondé l'ordre sur des bases solides présentant l'avantage inestimable de faire consacrer la plus vieille dynastie du monde par le droit moderne.

On ne fit rien de tel. Sous la voûte sacrilège des « baïonnettes alliées », le roi gagna son trône en boitant ; sa rentrée fut, comme avait été sa fuite, sans lumières. Quant à cette brave nation, qui venait de se battre une fois de plus, seule contre tous, elle devait mettre quarante ans à s'habituer à la disparition du chef qui restait à ses yeux ce qu'il y a de plus grand dans l'histoire, un héros. A défaut de constitution royale, on reprit timidement la Charte octroyée avec, comme seul principe du gouvernement, l'antique *loi salique* ; cela sous l'impulsion de Fouché, dont l'intervention fut décisive ; on se raccrocha, comme à un pis-aller, au régime parlementaire. Sans le concours de l'aristocratie et sans l'adhésion du peuple, on ramassa timidement, dans l'héritage impérial, cet électorat censitaire qui n'était, en somme, qu'une forme de la ploutocratie ; on maintint le dépècement en départements qui détruisait toute vie régionale et locale ; surtout, on garda, comme instrument de domination, cette puissante centralisation administrative et préfectorale faite pour la poigne du maître et qui, sans elle, écraserait de son poids une nation sans cadres et la laisserait à l'état de poussière.

Le pays se trouva scindé par ce bizarre amalgame en deux parties superposées : au-dessus, flottant dans l'air comme l'île de Laputa, quelques milliers de censitaires étroitement serrés sur une plate-forme électorale où ils se disputaient entre eux ; au-dessous, un peuple immense sans droits politiques, sans responsabilités, sans communication et sans recours, abandonné à toutes les suggestions de ses propres sentiments et à toutes les excitations des partis révolutionnaires.

Des partis : il n'en manquait pas, et ils se divisaient ce troupeau censitaire déjà si réduit en nombre : il y avait un parti *royaliste*, divisé lui-même en absolutistes et en constitutionnels (disons déjà en partisans de la branche cadette) ; il y avait un parti

aristocratique, divisé en nobles d'origine ou « émigrés », grands propriétaires ou « dignitaires impériaux » ruinés, déçus, mécontents ; il y avait, enfin, un parti *patriote*, divisé lui-même en bonapartistes et en républicains, ceux-ci peu nombreux encore, mais résolus, convaincus que la République avait été spoliée de son droit légal en Brumaire, qu'elle représentait la souveraineté populaire, que son principe était le contraire même de cette vétuste *loi salique*, et qu'elle serait ramenée, un jour, par ce flot national dont les autres n'avaient pas su deviner la force, — le suffrage.

La réapparition du parti républicain était la suite la plus importante des Cent-Jours. En appelant Carnot, l'homme de Brumaire s'était incliné devant la Révolution et il avait partagé avec elle le privilège du patriotisme. Le temps apportait au mouvement populaire une autre force ; on entrait dans l'âge *industriel*. A bref délai, on verrait se produire une nouvelle forme du travail qui attirait dans les villes les masses prolétaires ; on verrait apparaître, derrière la bourgeoisie patriote, libérale, derrière les partis bonapartiste et républicain, le peuple des barricades. Et rien de tout cela n'était prévu, surveillé, ni même connu. On vivait dans l'illusion de ce peuple du moyen âge, ordonné à l'antique. Or, gonflé de vie et de force, il se connaissait lui-même et entendait prouver, à bref délai, qu'il fallait compter avec lui.

C'est au milieu de ces incompréhensions mutuelles que se débattent le pouvoir et le parlement. Le règne de Louis XVIII n'est rien qu'une lutte engagée entre l'Ancien régime et la Révolution, quand tout l'art eût consisté à les unir. Et le plus singulier, c'est que cette lutte acharnée se livre dans l'étroite enceinte parlementaire en se soumettant à toutes les conventions d'un régime d'importation, sans expérience et sans autorité. Le « pays légal », « l'électorat censitaire », s'épuise à traiter des objets qui le dépassent ; la royauté s'use à des compromissions qui la rapetissent et la mettent au penchant de sa ruine. Il arrive souvent que Royauté et Parlement sont, l'un à l'égard de l'autre, en porte-à-faux, ni l'un ni l'autre ne gardant sa place naturelle. Le roi est en guerre ouverte avec une majorité « plus roya-



DUC DECAZES

(D'après une lithographie de Villain).

liste que le roi » ; et la majorité détruit la royauté sous prétexte de la sauver. La branche aînée des Bourbons s'est livrée à des entourages hybrides où un Decazes voisine avec une Du Cayla, à un clergé vaguement gallican, lui-même en dissentiment avec Rome ; elle cherche de toutes parts, et jusque dans les rangs de ses ennemis, un personnel qui lui manque et qu'elle n'a pas su créer. Elle lie son sort à celui d'une fourmilière d'ambitions engagée dans des luttes mesquines et sans horizon. Elle eût pu planer, elle rampe. L'essai de « parlementarisme royal » tenté, sur les



OFFICIERS ET SOLDATS RUSSES A PARIS EN 1815

(D'un auteur inconnu. Collection Hennino. Cabinet des Estampes.)

conseils de Fouché, par la Restauration était destiné à échouer.

Ceci dit, il serait injuste de ne pas tenir compte des bienfaits incontestables que ce court passage de l'histoire de France a apportés au pays. Il lui a donné, après une crise si longue et si éner-

vante, du calme, le goût du travail et le sens des hautes affaires traitées en public. Premières expériences qu'il fallait faire et que ces quelques années de tranquillité relative, sous la contrainte d'une Europe toujours menaçante, ont permis. Refoulées de l'action militaire, les puissances du génie national se réfugient dans les activités de la paix. C'est l'âge des grandes découvertes scientifiques, c'est l'âge des hautes luttes de doctrine, c'est l'âge des nobles efforts, c'est l'âge du romantisme. Bientôt viendra l'époque de la grande effervescence sociale, des doctrines téméraires, des discordes acharnées et de l'exigente démocratie. Le pays, tenu à l'écart des débats politiques, s'élance, plane dans le rêve, s'entraîne pour d'autres destinées.

La royauté, bloquée par ses entourages, se détourne de ce qui se fait sans elle : elle ne voit pas, elle ne comprend pas ou comprend mal. Louis XVIII cite Horace à l'heure où naît Victor Hugo. La cour ne connaît ni les champs, ni l'atelier, ni l'effervescence passionnante de cette paix désespérée et de cette génération refoulée. Peut-on ne pas deviner les suites du désaccord qui s'aggrave de jour en jour entre les deux Frances ? On se bat pour ou contre la Charte quand il ne serait question que de travailler ensemble à quelque chose d'autrement beau et

grand, l'organisation moderne du pays. Faut-il que, pour respirer de la grandeur, ce peuple garde la figure tournée vers Sainte-Hélène ?

L A CHAMBRE INTROUVABLE. CHUTE
DE TALLEYRAND ET DE FOUCHÉ

Louis XVIII s'était débarrassé de Blacas avec l'aisance qu'il mettait à oublier ses attachements les plus passionnés. On donna au favori l'ambassade de France à Rome. Talleyrand et Fouché, tenant l'un l'extérieur, l'autre l'intérieur, se considéraient comme assis au pouvoir. Les qualités et les défauts du roi, son scepticisme, son optimisme tranquille, sa dignité royale et oisive leur convenaient : de telles carrières ont besoin, chez ceux qui les emploient, d'une grande absence de préjugés.

Les Chambres des Cent-Jours furent dissoutes dès le 13 juillet. Par *motu proprio*, un nouveau système électoral, que l'on avait voulu plus souple et plus élargi, porta le nombre des électeurs à 72 000 et le nombre des députés de 262 à 402. On fixa l'âge du vote à vingt et un ans et ce fut, peut-être, une des mesures les plus graves, puisqu'elle confiait l'autorité initiale dans les affaires publiques à un élément jeune, sans expérience et sans responsabilité. On eût pu croire que la manifestation de la volonté d'un corps électoral moins restreint serait, à l'image de la volonté royale, libérale et conciliante : il n'en fut rien. Les passions étaient déchaînées ; le zèle préfectoral, à qui on laissait toute licence, s'exerça sur le contingent peu nombreux des 50 000 votants effectifs, les autres boudant le régime et s'abstenant. Et ce fut, qualifiée ainsi par le roi lui-même, la *Chambre Introuvable*. L'ancien régime vainqueur rentrait, toutes voiles dehors, derrière les Alliés.

Cette vague imprévue balaya, d'abord, ceux qui s'y attendaient le moins, le parti des intrigants, Talleyrand et Fouché. Leur jeu trop appuyé s'était découvert de lui-même pendant les Cent-Jours. Des rapports interceptés, des courriers surpris, des lettres décachetées, des sous-trahisons, des corruptions de bas étage, des complicités peu sûres, tout ce qu'était leur « travail » avait travaillé contre eux. Leurs attaches extérieures avec l'Angleterre et l'Autriche, qui les avaient aidés si longtemps, maintenant les desservaient : le joug des Alliés pesait si lourdement ! Louis XVIII, qui s'était encore servi de ces hommes, ne savait lui-même lequel il méprisait et détestait le plus.

Talleyrand, à peine au pouvoir, se laissait aller à son indolence naturelle ; envahi par une passion de vieillard, il négligeait tout, sauf ses relations mondaines. Il avait engagé on ne peut plus légèrement avec les Alliés une négociation où il y allait du sort de la France. Comme les hommes qui comptent sur leur savoir-faire,

il laissait les choses aller au fil de l'eau et tablait sur sa chance, sur le hasard, sur son art de tout voiler par des paroles à double sens ; il s'était brouillé avec l'empereur Alexandre qui eût dû être son seul appui. N'étant pas orateur, il n'avait aucune influence sur les Chambres. Pour être un bon ministre, il ne suffit pas d'être un homme d'esprit.

Fouché, profitant de cette négligence hautaine des affaires journalières, essaya de prendre en main le gouvernement effectif, en s'appuyant sur Wellington. Coupant ses amis de la veille, il les inscrivit sur des listes de proscription qui devenaient ainsi un instrument de règne. Il dépassait la mesure. On avait lu ses lettres, on suivait sa main dans toutes les intrigues, son pied dans tous les camps : on le connaissait, enfin ! Sur un signe de Talleyrand, on le chassa en lui donnant, comme os à ronger, la légation de Dresde. Ce ne fut plus qu'un jeu, alors, de se débarrasser de Talleyrand. On le prit au mot un jour que, sentant son impuissance à la Chambre, il sommait le roi de le soutenir. Louis XVIII le nomma grand chambellan et appela au ministère le duc de Richelieu. Molé écrit, exprimant l'opinion générale : « Louis XVIII a horreur de Talleyrand. C'est l'homme d'État le plus corrompu et le plus méprisé. » Mais, en le renvoyant après s'être appuyé sur lui, la dynastie légitime s'assurait une de ces inimitiés qui ne pardonnent pas et qui savent attendre.

L A TERREUR BLANCHE. LE MINISTÈRE RICHELIEU-DECAZES

La constitution du ministère de Richelieu était un acte important de la volonté royale. Louis XVIII, échappant à l'influence de « Monsieur », appelait au pouvoir un grand seigneur d'une haute dignité morale, dégagé de toute compromission avec le passé, apprécié de l'empereur de Russie en raison des services importants qu'il avait rendus à Odessa, et destiné ainsi à contre-balancer, dans le cabinet et dans les conseils alliés, l'influence de l'Angleterre et de l'Autriche. Le roi nommait, d'autre part, au ministère de la Police, en remplacement de Fouché, son favori Decazes, girondin, fils d'acquéreur, par sa situation même en rupture avec la coterie de « Monsieur » et, pour toutes ces raisons, porté aux solutions de modération et de tolérance.

Ces deux hommes nouveaux furent flanqués dans le ministère de quelques personnages expérimentés, la plupart ayant appartenu à l'administration et aux Chambres napoléoniennes : Corvetto aux Finances, Barbé-Marbois à la Justice, Dubouchage à la Marine. Seul, le ministre de l'Intérieur, Vaublanc, était un « royaliste » acharné ; mais si sa nomination était un gage pour la droite, l'ensemble du ministère était de force à le contenir. La Chambre des pairs, composée par le précé-

dent ministère et ayant obtenu, dans la première joie du retour, le droit héréditaire, présentait, par sa composition modérée, un contrepoids sérieux à la majorité de la Chambre des députés. Il était temps qu'une certaine équanimité fût appelée dans les conseils du gouvernement : car le pays était livré aux excès des passions locales.

Sous l'inspiration de Talleyrand et de Fouché, qui avaient tenu à afficher leurs sentiments légitimistes renforcés, des mesures de rigueur émanant de la couronne avaient malheureusement lâché la bride aux passions. Laissons parler un contemporain, le duc de Broglie :

Le roi, par le conseil de son ministère Talleyrand-Fouché, frappa une série de coups d'État : il convoqua par ordonnance un nouveau corps électoral ; il revisa et modifia provisoirement cinq articles de la Charte ; il raya de la Chambre des pairs tous ceux de ses membres qui avaient siégé dans la Chambre des pairs impériale et les remplaça par une large fournée de bons royalistes ; il exila, par une ordonnance du 24 juillet, trente-huit personnages, les uns fort connus, les autres fort ignorés ; il livra par la même ordonnance aux tribunaux militaires un nombre indéterminé de généraux engagés dans les événements du 20 mars...

La terreur plana sur le pays ; et ce fut la « Terreur blanche ». Le ministère Talleyrand-Fouché en porte les premières responsabilités, mais elle se prolongea jusque sous le ministère du duc de Richelieu et au delà. Difficile à refréner, elle procède par soubresauts, par éclatements locaux.

La plupart des hommes menacés ou se sentant compromis avaient quitté le royaume ; mais les meilleurs étaient restés, confiants dans leur bonne foi, dans l'autorité des lois, dans la parole royale. Ils payèrent pour les autres : Labédoyère se présenta ; poursuivi, condamné, il est fusillé à Grenoble ; La Valette n'échappa à la mort en place de Grève que par l'ingénieux dévouement de sa femme ; les frères Faucher qui avaient, comme l'armée entière, servi sous Napoléon aux Cent-Jours, sont condamnés et fusillés à Bordeaux ; le duc de Broglie écrit : « J'aimerais



DUC DE RICHELIEU

(D'après un tableau de Lawrence, gravé par Lignon).

mieux avoir sur ma tête et sur mes mains le sang du maréchal Brune lâchement assassiné à bout portant que d'avoir trempé dans le jugement des frères Faucher. »

Le maréchal Ney se savait inscrit sur les listes ; il eût pu échapper. Mais il ne voulut pas quitter la France ; il se cacha, fut découvert, arrêté. On le traduit devant un conseil de guerre que le maréchal Moncey refuse de présider. Ney, mal conseillé, déclina la compétence du conseil de guerre et fut renvoyé devant la Chambre des pairs. C'était substituer la politique à la confraternité d'armes. La cause ne pouvait venir devant la Chambre que sur un renvoi émanant du gouvernement. Le duc de Richelieu ne recula pas devant cette douloureuse responsabilité,



ASSASSINAT DU MARÉCHAL BRUNE
(D'après une esquisse de Philippoteaux).

qui pesa sur sa vie. Ney, défendu par les Berryer père et fils et par Dupin, fut condamné à mort. Sans l'insistance de la duchesse d'Angoulême, Louis XVIII l'eût gracié, assure-t-on. Le 7 décembre, au matin, ayant refusé de se laisser bander les yeux, debout devant les soldats, protestant à haute voix contre le jugement, sa parole fut coupée par les balles ; et il tomba.

Dans les provinces, la violence réactionnaire arme les vengeances individuelles, les haines familiales, la cupidité. Le Midi, resté royaliste pendant les Cent-Jours, est déchaîné. Marseille arbore le drapeau blanc en courant sus aux napoléonistes. A Toulon, le maréchal Brune, après avoir tenté de sauver la ville de l'occupation autrichienne et anglaise, avait pris le parti de se retirer et de se rendre à Paris. A Aix, à Avignon, des troubles sanglants venaient d'éclater ; le maréchal est signalé. Après avoir échappé à Aix, il est arrêté à Avignon et, malgré la courageuse intervention du préfet, il est massacré, son cadavre jeté au Rhône. Terreur blanche à Montpellier. Terreur blanche dans le Gard où sévissent les bandes de Trestaillons. Terreur blanche à Toulouse où le général Ramel est assassiné. Le général Mouton-Duvernet, dont le roi refuse la grâce, est fusillé à Lyon.

La France, aux mains de tant d'hommes passionnés, en proie aux divisions intestines et aux séditions militaires, soumise à l'occupation ennemie, écrasée par la botte cosaque et prussienne, demandait à respirer. La « Chambre introuvable » couronne la violence des partis par la violence parlementaire. Où est l'élu qui refusera jamais de se plier aux passions électorales ? Loi de sûreté générale, loi sur les discours et les écrits séditieux, loi rétablissant les cours prévôtales, loi d'amnistie, quoique frappées de précarité et d'impuissance comme toutes les œuvres de passion, entretiennent des haines atroces, suscitent dans les débats des paroles dégoûtantes de fureur et de sang. « Il faut des fers, des bourreaux, des supplices ; la mort, la mort ! » s'écrie en pleine tribune ce La Bourdonnaye, énergumène qui n'est, au fond, qu'un ambitieux médiocre.

La droite s'excitait, poussant vers l'abîme pêle-mêle le roi et le royalisme. Le conflit s'envenimait à chaque débat nouveau, et il s'envenimait entre la Couronne et la Chambre. La majorité criait avec une insolente témérité : « Vive le roi *quand même !* » Louis XVIII était traité couramment de « jacobin ». Il ne s'agissait pas seulement d'une politique de restauration, de réparation ou même de revendication, comme la loi qui abolissait le divorce, celle qui rendait aux établissements religieux le droit de recevoir des biens par donation ou par testament, celle qui restituait au clergé les biens nationaux non aliénés, c'était une sorte d'affolement sans but, une tempête déchaînée tourbillonnant sur elle-même. Le rapporteur de la loi sur le rétablissement des cours prévôtales s'écriait : en proie à la fureur ambiante : « Il est temps de mettre un terme à la clémence. »

Le duc de Richelieu, Decazes s'assuraient des sentiments de modération du roi. Sans se séparer ouvertement de la majorité de droite, les ministres commençaient à chercher des appuis dans les partis modérés et jusque dans l'opposition. Le roi comprenait bien qu'il y allait non seulement de sa popularité, mais de son trône : il lisait les rapports que Decazes mettait sous ses yeux et qui traduisaient l'irritation profonde de l'opinion. Un travail secret dirigé par le favori et qui groupait des libéraux, d'ailleurs royalistes dévoués, comme Royer-Collard, Pasquier, Molé, Guizot, préparait la dissolution. Le budget voté, la session fut close, le 29 avril 1816. Decazes mit les vacances à profit : Vaublanc et Barbé-Marbois furent remplacés par Lainé et Dambray. Les Alliés eux-mêmes, craignant une explosion populaire, conseillaient la dissolution. Decazes rédigea le rapport : il y expliquait qu'avec cette Chambre, il y avait impossibilité de rien faire d'utile et même d'établir un budget raisonnable ; le parti pris d'opposition quand même contre le ministère retardait le paiement des dettes aux Alliés et par conséquent

l'évacuation du territoire. Le roi prit connaissance du rapport, en pesa tous les termes, comprit la nécessité d'en revenir aux principes de la Charte, et résolut de diminuer l'autorité de la Chambre en la ramenant au nombre de 262 députés.

L'ordonnance de dissolution fut signée le 5 septembre 1816 et contresignée par Lainé. La Chambre « royaliste » était renvoyée par le roi. Acclamé par l'opinion, Louis XVIII se trouvait, selon sa propre expression, « hors de page ». Le cabinet Richelieu se sentait populaire ; il cherchait un appui dans le pays, du moins dans le « pays légal ». La nouvelle Chambre devant se renouveler par cinquième, on espérait trouver dans l'accord de l'opinion et du roi cette stabilité qui avait manqué jusque-là.

Decazes devenait la cheville ouvrière de tout le système par l'influence extraordinaire qu'il avait prise sur Louis XVIII. Depuis le temps des Luynes et des Cinq-Mars, aucune affection royale pour un favori n'avait été de telle conséquence. Le roi ne pouvait se passer de son « cher fils », vivre, penser, agir sans l'inspiration de son « cher fils ». Ce ne sont pas seulement des lettres de confiance et de tendresse qu'il lui adresse, et plusieurs par jour, ce sont des billets d'amour. Et cette passion s'étendra bientôt à la femme que le roi donne, de sa main, à « son enfant », Mlle de Saint-Aulaire. Devenue comtesse Decazes, elle est, à son tour, « la fille, la chère fille » : le vieux roi est en train de se constituer, à la grande surprise des siens, une famille d'élection.



DUC DE BERRY

(D'après un portrait de Valmont).

...Je suis, mon cher fils, écrit le roi à son ministre, plus content que je ne l'espérais de ton bulletin physique. Je vois que ta peine (à la suite d'une absence de la comtesse Decazes) a je ne sais quoi de plus affectueux qu'à l'ordinaire, non que je sois assez malheureux pour croire qu'il puisse dans ta tendresse y avoir des hauts et des bas ; mais tu sens un besoin plus pressant de la mienne. Ton cœur qui souffre se serre contre le mien. Ah ! c'est bien là, en effet, qu'il est sûr de trouver bonheur pour bonheur, affection pour affection, joie pour joie, larmes pour larmes. Qui m'eût dit, il y a trois mois, que le départ de Mlle de Saint-Aulaire serait un malheur pour moi ? Mais aussi, *c'est que je ne suis pas moi, je suis toi.*

Le duc de Richelieu, très grand seigneur et très estimé, couvrait, de son intelligente dignité, le coup d'audace et d'équilibre qui allait être tenté. Il était, en tout,

juste l'opposé de Talleyrand. Royaliste déclaré, sans l'ombre de scepticisme, plein d'illusion sur les hommes, nerveux, facile à démonter, mais tenace, n'ayant qu'une parole et lent à revenir, il avait, par son noble aspect, son élégance morale, tous les dons par lesquels la France du passé pouvait séduire la France moderne. Royaliste et aristocrate, il n'avait aucun préjugé de caste, nul faux orgueil, ni passion intéressée. Par ses deux sœurs, la marquise de Montcalm et la marquise de Jumilhac, il était en relations soutenues avec le faubourg Saint-Germain, sans se livrer à lui. Il ne lui répugnait nullement de travailler avec son voisin de la Dordogne, Decazes, ni avec les anciens ministres de l'Empire. Tremblant toujours pour la cause qui lui était confiée, mal assuré de sa propre capacité, il n'avait de faiblesse que par excès de scrupule : son haut mérite avait cette limite. Il craignait avant tout que, lui ministre, l'on dépouillât le roi de son prestige sacré. C'est par cet excès de scrupule que ce parfait honnête homme et excellent serviteur des rois, dont la simple parole donnée à l'Europe devait libérer le royaume du fardeau de l'occupation, laissa se commettre des fautes qui contribuèrent à la ruine finale de la dynastie.

Résistant avec courage à l'opposition bornée des « ultras » et des amis de Monsieur, le ministère se dégagea peu à peu des violences sanglantes. Il fit voter la loi militaire de 1818, préparée par le ministre de la Guerre, Gouvion Saint-Cyr. Il élargit le collège électoral et rétablit le suffrage direct. Mais l'usage le plus beau que le duc de Richelieu sut faire de la stabilité relative de son ministère, de la confiance qu'il inspirait au roi et au pays, des bonnes dispositions du tsar Alexandre, fut d'aboutir à un règlement honorable et raisonnable de l'indemnité due aux Alliés et, par suite, à la libération du territoire.

Grâce à d'heureuses combinaisons que le ministre des Finances, Corvetto, sut négocier avec les banques anglaises, la France fut en état de souscrire et d'assurer le transfert de la somme totale de près de deux milliards, soldant à la fois l'indemnité de guerre, les frais d'occupation et la liquidation des « réclamations particulières ». Quand cette opération d'ensemble fut mise au point, Richelieu se rendit au Congrès d'Aix-la-Chapelle, où les souverains alliés et leurs représentants étaient réunis. Une négociation longue et délicate, au cours de laquelle les grandes puissances firent sentir plus d'une fois la pression qu'elles entendaient continuer à exercer sur la France, aboutit enfin. Le Congrès se rendit aux loyales instances du duc de Richelieu ; le règlement qu'il offrait fut accepté et la libération du territoire décidée ; on poussa la condescendance jusqu'à admettre le gouvernement de Louis XVIII dans le cadre de l'alliance, devenue ainsi « quintuple alliance ». Mais il semble bien que les quatre gouvernements alliés n'étaient pas sin-

cères en faisant le geste de l'oubli. Au même moment, en effet, ils signaient à Aix-la-Chapelle une convention d'assurance mutuelle dont la France était exclue et qui, sans elle, était évidemment contre elle.

L'ORIENTATION A GAUCHE. — CHUTE DE RICHELIEU ET DE DESSOLLES Cette sorte de méfiance latente, qui persistait chez les gouvernements alliés, s'autorisait du mouvement qui décalait insensiblement le système royal vers la gauche. Aux premières élections partielles, on vit arriver à la Chambre des hommes que l'on savait partisans, au fond, soit du régime populaire, soit de la substitution de la branche cadette à la branche aînée : Laffitte, Casimir-Perier, Benjamin Delessert, Dupont de l'Eure. En 1818, aux élections qui avaient eu lieu en l'absence du duc, le ministère garda péniblement la majorité et les succès de la gauche présentèrent une nuance plus marquée encore : c'est La Fayette, c'est Manuel qui entrent à la Chambre. L'entourage de Monsieur fait rage ; le faubourg Saint-Germain prend peur et donne le signal de cette émigration à l'intérieur qui se traduit par la fuite des capitaux et par la baisse de la rente. Les monarques, encore réunis à Aix-la-Chapelle, et le tsar lui-même parlent d'une intervention et d'une réoccupation du territoire. La cour et les opposants de droite crient, moitié panique, moitié politique : « C'est la fin du régime ! » Molé écrit dans son fameux mémoire de 1818 : « Il ne faut pas se le dissimuler, le trône n'est pas à l'abri d'un coup de main », et Lainé dit à l'oreille de Molé : « La dynastie est perdue. » Le 23 novembre 1818, on ne doutait pas, à Aix-la-Chapelle, qu'une révolution fût sur le point d'éclater à Paris. Tous les souverains, et surtout leurs ministres, s'en réjouissaient ; ils espéraient rentrer en France avec leurs armées. Dans le *Conservateur*, Chateaubriand aigri, besogneux, affamé de pouvoir, redoublait ses coups.

Molé trahissait ses collègues du ministère et s'exerçait à ces perfidies patelines et soutenues qui font les belles carrières parlementaires : « On ne peut plus continuer dans cette voie », murmurait-il. Le duc de Richelieu était en proie à l'une de ses crises de conscience : pourrait-il rompre tout à fait avec cette droite royaliste à laquelle il appartenait ? Comment se nier à soi-même ce mouvement du « pays légal », si soigneusement trié pourtant, vers la gauche, vers la Révolution ?

Est-ce donc là le peuple que nous avons à gouverner ? écrivait-il à Decazes. Et la base sur laquelle nous prétendons construire l'édifice social, où est-elle ? Je vous assure que cela fait frémir : cette France serait-elle donc destinée à tomber de l'anarchie dans le despotisme militaire et réciproquement jusqu'à ce que ses enfants s'entr'égorgent pour s'emparer successivement des propriétés les uns des autres ? Je suis noir comme le temps.

A peine arrivé à Paris, Richelieu trouve Molé qui se jette dans ses bras et s'écrie : « Il faut partir, » Le roi écrit à Decazes : « Ce serpent aura encore imaginé quelque trahison dont nous ressentirons les effets. » L'effet ne tarda pas à se produire, et ce fut la chute du ministère Richelieu (21 décembre 1818). Louis XVIII tomba en pâmoison à l'idée de perdre Decazes. Son impuissance de roi se manifestait par l'abandon complet entre les mains du favori. Celui-ci crut sage de donner un paravent à son ambition en appelant au pouvoir un vieux général, le marquis Dessolles, et en plaçant cette figure très digne aux Affaires étrangères. Lui-même, tenant l'Intérieur, gouvernerait en fait. Un grand orateur, de Serre, était à la Justice ; Gouvion Saint-Cyr restait à la Guerre ; le baron Louis était rappelé aux Finances. Le nouveau ministère s'appuyait à gauche, suivant le mouvement du pays censitaire. Mais la Chambre des pairs qui, jadis, faisait le contrepoids de ce côté, fait le contrepoids en sens contraire. Decazes, par un procédé connu, la bombarde d'une « fournée de libéraux ».

Tenant à la fois le roi et les deux Chambres, le gouvernement a toutes les apparences d'un gouvernement fort. Nullement : c'est un gouvernement faible. Il touche à tout et n'ose rien. Le grand problème qui tourmente, l'un après l'autre, les cabinets de la Restauration, le problème de l'opinion, absorbe son attention. Problème insoluble, puisque l'opinion n'a aucune place dans l'organisme constitutionnel et que les polémiques de presse, plus âpres que jamais, n'ont d'autre effet que de jeter les uns contre les autres les partis et les individus. Une loi sur la presse, qui accorde une certaine liberté sous la garantie d'un cautionnement, est présentée aux Chambres par l'éloquent de Serre. La discussion de cette loi ne laisse guère d'autre souvenir, dans l'histoire, que les paroles du magnifique orateur réclamant, au nom du gouvernement royal, la liberté de penser et de croire. Il écarte, à coup de vérités, un amendement de la droite réclamant la répression en matière de polémique religieuse :

Il est bien vrai qu'aujourd'hui les cultes différents habitent paisiblement les uns à côté des autres.



DE SERRE

Demandez, cherchez la raison de cette paix et vous la trouverez uniquement dans la liberté parfaite dont ils jouissent tous. Leurs égards réciproques sont essentiellement volontaires ; ils tiennent à leur indépendance dans le domaine religieux, au droit qu'a chaque croyant d'exprimer entièrement sa croyance et de dire tout ce qu'il pense des croyances étrangères. *Du moment que vous voudrez imposer des restrictions*, montrer des châtiments à celui que Dieu même a chargé d'annoncer sa foi, il bravera les uns et franchira les autres.

Cet avertissement n'arrêta par certains catholiques, prêts à se jeter corps et biens dans les luttes politiques. Une partie du clergé français était, alors, en proie à une sorte d'exaltation, suite de longues souffrances, mais aussi de l'imprudence d'une jeunesse qu'inspiraient les écrits des Joseph de Maistre, des Bonald, des Lamennais. Il faudrait analyser la collection du *Conservateur* et celle du *Drapeau blanc* pour faire comprendre la violence de ces maîtres de la pensée quand il s'agissait des hommes du roi, un Decazes, un de Serre, un Louis, un Gouvion Saint Cyr. Que la polémique de tous les temps trouve ici sa leçon, s'il lui plaît d'en accepter aucune : Bonald, le grand Bonald s'exprime en ces termes au sujet du gouvernement du roi et en particulier de l'administration financière du fameux baron Louis :

Ainsi, nous avons pris des dettes, du crédit, de l'agiotage et des confiscations de biens publics pour un système d'administration ; de l'instruction, bonne ou mauvaise, pour un système d'éducation ; la conscription pour un système militaire ; la morale pour la religion et des arrêts pour la justice. Contents de vivre au jour le jour, nous sommes sans cesse aux expédients, nous qui avons de si grandes ressources, et nous faisons de la politique comme les jeunes gens font des *affaires*. Nous dévorons le capital de la France, autrefois si riche, maintenant si épuisée. Bientôt nous aurons tout consommé, religion, morale, éducation, vertus privées, vertus politiques, lois, mœurs, décence, bon sens, mesure et intelligence. On dirait que nous ne comptons plus avoir d'héritiers de notre sang et de notre nom ; ils ne méritent même pas le nom de Français les hommes qui, au milieu de nous, menacent de nous succéder.

La volonté du roi maintient son ministère contre vents et marées. L'opposition n'a plus de ressources : elle en appelle à l'étranger. Vitrolles, toujours aux écoutes de ce qui se passe dans les entourages de Monsieur, ramasse la fureur des *ultras* dans un projet aussi absurde qu'odieux : pour sauver la France, il propose, dans un long mémoire « secret », qu'elle soit partagée par les Alliés en zones d'occupation ; ainsi, grâce aux baïonnettes étrangères, on parviendrait peut-être à maîtriser le roi, à briser le favori, à chasser les ministres. Et ce mémoire, Vitrolles ose l'adresser aux puissances. Quelle arme entre les mains de la police de Decazes !

Il reste, à l'opposition de droite, une faute à commettre : les Chambres sont saisies d'un projet de loi approuvant un nouveau concordat, négocié à Rome par Blacas. Il s'agit de la paix de l'Église, paix dont les conditions ont obtenu l'assentiment du pape et du roi. Mais la voix de Lamennais s'élève :

Que fera le ministère si le concordat est voté ? Il réduira le plus possible le nombre des évêques, il opprimerait sourdement le clergé par des mesures administratives ; il persécutera de mille manières

les écoles ecclésiastiques, prescrira l'enseignement dans les séminaires, réglera la discipline, entravera les missions. Ce n'est pas tout, et si le parti dont il s'est rendu l'instrument l'exige, il effacera de nos lois jusqu'au nom de religion ; et l'Europe saura, qu'en France, on est libre d'attaquer le culte établi, la première institution de l'État, le christianisme et Dieu même !

La faute prédite par de Serre est commise : le clergé est jeté dans l'arène des partis. Pour une sage réorganisation de l'Église, pour l'établissement de quatre-vingt-douze évêchés, le doute et la détestation sont semés dans les âmes catholiques. La sagesse pontificale est sans force, la modération royale sans vertu : le ministère, en s'accordant avec le Saint-Siège, a tout compromis. La droite royaliste et religieuse combat à la fois contre le roi et contre le pape !... Tels sont nos *ultras* ! C'est de ce jour qu'une déviation funeste se produit dans le mouvement des esprits : la discorde tend, de politique, à devenir religieuse. Le plus grand mal qui puisse s'abattre sur un pays (mal renouvelé des temps de la Ligue) atteint la France pour près d'un siècle. Le fondement de la société, la paix des croyances, est exposée à la fureur des passions, à la concurrence des ambitions ; les poings se tendent ; la querelle des âmes est tombée sur l'agora.

C'est un grand signe de faiblesse quand un gouvernement ne sait pas diriger vers une activité paisible ces conflits de l'intelligence, de la croyance et même les simples discords du raisonnement. Un Decazes, toujours inquiet sur la faveur royale, qu'il sait changeante, se glissant entre deux algarades, sans grandeur ni hauteur de vues, a beau être modéré, : il ne pourrait réussir que s'il avait l'autorité de sa modération : or, l'autorité lui manque. Sa figure d'habile bourgeois girondin n'a aucun rayonnement sur le pays. Pourvu que la quarantaine soit bien faite autour du vieillard douloureux, sa journée est remplie. On ne fera jamais avec un Cinq-Mars un cardinal de Richelieu. La politique générale est faible des faiblesses du roi. L'abbé de Montesquiou avait dit dès 1814 : « Sire, les Français ont toujours pardonné à leurs rois leurs maîtresses, jamais leurs favoris. »

L E MINISTÈRE DECAZES. — LE DUC
DE BERRY ASSASSINÉ

Les élections partielles de 1819, après celles de 1818, sont un coup terrible pour le ministère. Elles envoient à la Chambre une majorité d'élus de gauche et, parmi eux, un conventionnel-régicide, l'évêque révolutionnaire Grégoire. « Mon frère, dit le comte d'Artois à Louis XVIII, vous voyez où l'on vous mène. — Oui, mon frère, répondit le roi : j'y pourvoirai. »

Decazes fut d'avis, tout le premier, qu'il fallait donner un coup de barre à droite. Le cabinet Dessolles se défaisait de lui-même. Le favori conseilla au roi de recourir

de nouveau au duc de Richelieu. Celui-ci déclina l'offre, et de haut. On songeait à un nouveau remaniement de la loi électorale : abolition des renouvellements partiels, législatures de cinq ou de sept années, etc. : c'était retourner le malade sur son lit de douleur. De Serre, Royer-Collard, les doctrinaires s'attardaient à ces solutions futiles. Mais, quel chef donner au cabinet reconstitué ? On pesait les titres, l'influence, les relations personnelles, comme il est d'usage en ces cuisines politiques, quand le roi prit l'initiative, et ce fut la seule qu'on pût attendre de lui : il offrit la direction du ministère à son favori, Decazes. On flanqua celui-ci d'un vieux routier de la politique, Pasquier et, avec de Serre, Roy et La Tour-Maubourg, on eut l'ombre d'un cabinet (novembre 1819). On espérait gagner la droite en se portant vers elle : elle n'y vit qu'une occasion d'en finir avec Decazes. Royer-Collard ayant refusé d'être le collègue de Pasquier, le ministère avait trois mois à vivre. En retapant son cabinet à droite, Decazes s'était-il assuré du moins du bon vouloir du pavillon de Marsan, où régnaient « Monsieur » et ses deux fils Berry et Angoulême ? Il put le croire. Le duc de Berry avait dit : « Voilà donc M. Decazes qui rentre dans la bonne voie. Eh bien, qu'il sauve la monarchie ; je lui en saurai autant de gré qu'à tout autre. » Cette condescendance ricanante laissait toute liberté aux entourages.

Decazes luttera jusqu'au bout, le roi le soutenant de ses forces fléchissantes. Soudain, le cabinet se vide de la vie comme si on lui avait coupé les veines. L'homme dont l'éloquence et la loyauté le grandissaient, le généreux collègue qui eût pu être un rival, de Serre, est gravement malade. Or, on ne peut se passer de lui pour défendre le projet de loi sur les élections, qu'il a rédigé lui-même : la discussion est remise. Decazes, lui aussi, est malade. Le roi accablé penche la tête. Le gouvernement est une salle d'infirmierie. Seul Pasquier tient tête à la droite qui fulmine contre le « Séjan libournais », tandis que la presse royaliste annonce la grande conjuration du roi et du favori pour établir une sorte de dictature. « Catilina est à nos portes ! » clamait l'opposition.

3 février 1820 ; on était en plein carnaval et tout Paris dansait. La femme du premier ministre était au bal ; lui, prolongeait la soirée en repassant avec Pasquier le texte du projet de loi électorale qui devait être, le lendemain, déposé à la Chambre, lorsque l'officier de paix Joly force la porte, entre en coup de vent, le visage bouleversé : « Monseigneur vient d'être assassiné ! » Le duc de Berry avait été frappé d'un coup de poignard par Louvel, à la porte de l'Opéra. Louvel, bonapartiste, parla, dans son interrogatoire, de passion politique ; il fut question, dans les bruits du monde, de vengeance passionnelle. Decazes, en entendant le cri de l'officier de paix,

dit : « Nous sommes tous assassinés ! » Sur la nouvelle, au bal, la comtesse Decazes, abandonnant le bras de son danseur, s'écrie : « Mon Dieu, nous sommes tous perdus ! »

Ainsi fut-il du ministère et de son président. La duchesse de Berry fait savoir qu'elle ne pourra plus jamais se rencontrer avec cet homme ; la duchesse d'Angoulême est plus dure encore en son attitude rigide et pincée. Le ministre,



MORT DU DUC DE BERRY

le favori est le bouc émissaire. A la tribune de la Chambre, un acte d'accusation est lancé « contre M. Decazes, ministre de l'Intérieur, comme complice de l'assassinat du duc de Berry ». C'est la formidable exploitation du crime, accréditée par Chateaubriand dans la phrase célèbre : « Les pieds lui ont glissé dans le sang. »

Le 14 février, le roi écrivait à Decazes :

Je lis ordinairement un peu en diagonale les œuvres de M. de Chateaubriand. Mais aujourd'hui, je me suis imposé la pénitence de le lire en entier. J'en suis indigné. Je voudrais aller trouver l'auteur qui est sûrement un J... F... — tous les calomniateurs le sont — et, le bâton haut, l'obliger à signer le désaveu de son infamie..

Chateaubriand faisait balle de la fureur des ultras. Dans la réalité, le duc de Berry était un pauvre homme, sanguin, vulgaire, exalté, de valeur nulle. Après sa mort, les racines de l'arbre royal vont reprendre leur sève par l'éloquence du plus éloquent des polémistes qui ravive d'un mot, l'espoir de la dynastie, « *l'enfant du miracle*. » Decazes s'accroche au pouvoir. Cherchant des appuis, il se tourne, une fois encore, du côté du duc de Richelieu. Mais celui-ci a la rancune des doux : il refuse net. Decazes interroge le roi et celui-ci de répondre : « Je ne céderai pas. Est-ce toi qui me conseilles cette lâcheté ? Autant vaudrait abdiquer ! » La duchesse d'Angoulême se jette aux pieds du roi : « Sire, empêchez qu'il y ait une victime de plus. » On commence à parler, en effet, d'un mouvement royaliste contre Decazes. Les concours qu'il cherche, de partout, se dérobent. Richelieu reste la seule branche de salut. Le roi, sur la demande de Decazes lui-même, arrange les choses : il provoque un entretien entre Monsieur et le duc. Monsieur met cartes sur table : tout ce qu'on veut, pourvu que Decazes s'en aille : « Un homme de plus, un homme de moins, dit-il à Richelieu. L'homme de plus, c'est vous, l'homme de moins, c'est lui. » Moyennant quoi, il promet, parole d'honneur et foi de gentilhomme, « de soutenir, lui et ses amis, le gouvernement de salut public que le duc a pour devoir de constituer ».

Richelieu prend comme argent comptant ces paroles légères. Il retourne aux Tuileries. Le roi a compris et s'est décidé. Il confie à Decazes, lui-même, son émotion, son hésitation : « Espérons, mon fils, que le duc cédera... Sans lui, la nécessité nous jetterait dans ce Talleyrand. » Decazes a compris : cette peur l'expulse du pouvoir. Le dimanche 20 février, le roi lui écrit : « Je souffre l'impossible. Nous nous reverrons, n'est-il pas vrai, fils adoré ? » Decazes est nommé duc et ambassadeur en Angleterre. Sa faveur s'achevait sur ce comble de faveurs. Et la passion du roi, soudain disparue, s'exhale en cet ultime billet : « A mon cousin, le duc Decazes : Adieu, cher fils ! c'est du fond d'un cœur brisé que je te bénis ; je t'embrasse mille fois. »





CHAPITRE X

AGONIE DE LA RESTAURATION PARLEMENTAIRE (1820-1829)

Nouveau ministère Richelieu. Loi du double vote et triomphe de la droite. — L'opinion et la légende napoléonienne. — Le ministère Villèle. Les conspirations. — L'ascension de la bourgeoisie libérale. La cause des peuples. — Répercussions de la guerre d'Espagne. Mort de Louis XVIII. — Charles X. Le royalisme d'attermoisement avec Villèle. — Le ministère Martignac. Échec du « libéralisme royal ».



L'ASSASSINAT du duc de Berry ouvre le chemin du pouvoir à un deuxième ministère du duc de Richelieu, qui assistera à la mort de Napoléon. Richelieu s'était adressé à Monsieur, Louis XVIII ayant épuisé ce qu'il lui restait de force dans la lutte pour sauver son favori. Vaincu, il était retombé sur son oreiller de mourant ; sa vie politique était close. Il ne lui restait plus qu'à traîner une agonie douloureuse, déprise et ironique, avec, parfois, des sursauts de dignité blessée. Il ne demandait plus que des égards et des soins. Déjà, on avait mis auprès de lui une femme du monde habituée à manier la caresse et les conseils, à retourner les oreillers et les décisions, Mme du Cayla. C'était la favorite ultime, et où Louis XVIII retrouvait, avec plus de tenue et une sorte de facilité indulgente, quelque chose de la grimace d'amour de la Balby.

NOUVEAU MINISTÈRE RICHELIEU. LOI DU DOUBLE
VOTE ET TRIOMPHE DE LA DROITE

Le duc de Richelieu constitue son ministère avec les débris du cabinet Decazes. Président sans portefeuille, il garde Pasquier aux Affaires étrangères, de Serre aux Sceaux ; on confie l'Intérieur au comte Siméon, ancien serviteur de l'Empire ; mais la politique est orientée à droite, dans le sens où elle doit complaire à Monsieur : elle n'est pas tout à fait « retour de l'ancien régime », mais elle y tend. Il s'agit de préparer, dans l'étroite sphère électorale et dans la seule représentation de l'opinion, la presse, les conditions qui permettront l'avènement définitif de la droite. Dans les églises, dans les casernes et jusque dans la rue, la polémique des ultras, menée par le *Conservateur* de Chateaubriand et qui enrôle jusqu'au *Journal des Débats*, mobilise une jeunesse tapageuse. La « Congrégation », les « Jésuites », « gouvernements occultes », se dénoncent eux-mêmes en s'affichant. La vérité est que l'ordre de Jésus, discipliné et avisé, n'écoute que la voix de Rome et combat les exagérations de Lamennais et de son école. Quant à la Congrégation, c'est plutôt une chapelle qu'une église ; ses portements de croix, ses œuvres de mission, la pression exercée dans les chambres secrètes et dans les entourages des princes n'est qu'une dangereuse parade. Les gens de la droite, « les incurables », seront, en tous temps, de médiocres conspirateurs et de plus médiocres insurgés. Pour ces beaux fils, un casier judiciaire est un genre de martyre, auquel ils n'aiment pas s'exposer. Lyon, qui passait pour la citadelle du parti, n'avait abouti, en 1817, qu'à la piètre mystification du général Canuel : les « ultras » conspués y sont battus aux élections de 1818. Malgré la poussée de la rénovation catholique par les plus grands écrivains de l'époque, la bourgeoisie, par esprit d'opposition, reste « voltairienne ».

Les 60 ou 80 000 électeurs censitaires, ballottés entre la droite et la gauche selon les conditions sans cesse modifiées de la loi électorale et, d'ailleurs, à la merci de la pression administrative, sont incapables d'assurer au gouvernement, quel qu'il soit, une base forte et durable. Il y a une conspiration permanente des masses exclues du scrutin, encadrées par les révolutionnaires organisés, les ventes de carbonari, les loges de francs-maçons, les conciliabules d'officiers en demi-solde, les compagnonnages ouvriers. On sent bien, qu'avec le concours de la bourgeoisie libérale, du monde des affaires, d'un pays entier qui ne veut pas se subordonner à la réaction en perruques, quelque chose se prépare et que l'ère des révolutions n'est pas close.

A la Chambre, les partis sont divisés en deux fractions égales. Un Chauvelin, qui se fait porter sur son fauteuil pour assurer une voix de plus au vote libéral, devient un héros, acclamé par la foule en délire à sa sortie du Palais-Bourbon. Les soldats de la garde, vêtus en civil, organisent une contre-manifestation et, dans la lutte,

un jeune étudiant, Lallemand, est tué. On fait donner la troupe et on refoule, tant bien que mal, les manifestants. Paris et les grandes villes s'accoutument aux rues dépavées et aux barricades. Dans les couloirs de la Chambre, dans les cercles, dans les salons, la perspective d'un changement de régime devient le lieu commun des conversations ; aux batailles parlementaires où la majorité dépend d'une voix, les violences se mesurent du regard et les habiletés marchandent leurs services. De Serre prononce, cette fois encore, des paroles prophétiques : il vise La Fayette, l'éternel illusionniste de toutes les révolutions :

« Le préopinant a rappelé les premiers temps de la Révolution... sans se prononcer sur sa conduite personnelle ; on peut cependant lui dire qu'il devrait être assez juste pour ne pas imputer aux victimes de ces temps tous les maux d'une Révolution qui a pesé si cruellement sur eux... Il a dû éprouver, plus d'une fois, il a dû sentir, la mort dans l'âme et la rougeur sur le front, qu'après avoir ébranlé les masses populaires, non seulement on ne peut pas toujours les arrêter, mais que l'on est souvent forcé de les suivre et presque de les conduire. »

Le ministère emporte enfin, à quelques voix de majorité, sa loi électorale, sa loi sur la liberté individuelle, sa loi sur la presse. En raison du nouveau régime électoral de 1820, 12 000 grands propriétaires jouissent du double vote. Le résultat ne se fait pas attendre. Au cinquième renouvelable, les 172 sièges institués par cette loi constituent une majorité nouvelle, une « chambre introuvable » : la gauche, dans une assemblée de 430 députés, ne dispose plus que de 80 voix. Les libéraux sont battus, leurs journaux succombent sous les coups de la censure et des mesures gouvernementales. Dans son fauteuil d'agonisant, le vieux roi s'est effondré. « Monsieur » règne dès lors : il impose au duc de Richelieu des hommes nouveaux qui, peu à peu, sont montés du fond de la médiocrité jusqu'au rang de chefs de partis, bientôt de chefs de gouvernement, le « brutal » Corbière, « l'astucieux » Villèle.

Ces deux hommes se sont introduits dans le ministère par la petite porte, en qualité de simples ministres d'État ; mais leurs ambitions grandissent au fur et à mesure que la majorité prend conscience de sa force. Ils rendent la vie impossible au duc de Richelieu et à ses collègues. Pasquier, le seul tempérament du cabinet, devient leur cible. Chateaubriand, qui a accepté l'ambassade de Berlin, jette sa démission à la face du cabinet, reprend sa place dans la presse et mène une campagne acharnée.

La majorité de droite s'accroît encore aux élections de 1821. La politique de gauche, refoulée à l'intérieur, bouillonne et se répand au dehors : un internationalisme libéral prend position partout contre le conservatisme de la Sainte-Alliance. On sait ce que la légende de Sainte-Hélène fut pour le principe des nationalités :

insurrection à Naples, agitation, conspiration dans toute l'Italie, insurrection en Grèce, insurrection en Espagne. Les trônes des Bourbons sont partout ébranlés. La contre-révolution à la Metternich se consulte aux conférences de Troppau, de Laybach, bientôt au congrès de Vérone ; elle affirme la politique d'intervention. c'est-à-dire de répression. Le trône des Bourbons de France restera-t-il à l'abri de ces secousses sismiques ? Corbière et Villèle ont d'ores et déjà faussé compagnie à leur chef d'un jour, le duc de Richelieu. L'Adresse dictée par les plus ardents de la majorité est un soufflet qui, frappant le roi, atteint le ministère entier et, en particulier, le ministre des Affaires étrangères, Pasquier : « Nous vous félicitons. Sire, de vos relations constamment amicales avec les puissances étrangères, dans la juste confiance qu'une paix si précieuse n'est point achetée par des sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de votre couronne. » Le vieux roi se réveille dans un sursaut d'honneur : « Je m'indigne, dit-il au président de la Chambre, à la seule pensée que je puisse jamais sacrifier l'honneur de ma nation et la dignité de ma couronne. » Après cet effort suprême, il retombe. La partie est conduite dès lors, derrière son fauteuil de malade, par « Monsieur » et Mme du Cayla. Richelieu va trouver le comte d'Artois ; il lui rappelle ses engagements et invoque « la foi de gentilhomme » qui lui a été donnée. Monsieur ricane de ses grandes dents : « Vous avez pris des phrases trop à la lettre. » Le duc de Richelieu se retire en claquant la porte. Villèle et Corbière sont appelés. Louis XVIII n'est pas mort, mais le règne de Charles X est tout de bon commencé.

Son premier acte de gouvernement avait frappé au cœur le plus grand ministre qu'ait eu la Restauration : le duc de Richelieu allait mourir, le 17 mai 1822, abattu par un coup d'apoplexie, après avoir, une fois encore, paru devant la Chambre des pairs pour combattre l'arbitraire de la censure administrative, réclamé par ses successeurs.

L'OPINION ET LA LÉGENDE NAPOLÉONNIENNE

La mort du duc de Berry avait diminué les chances de durée déjà si précaires de la branche aînée des Bourbons. N'ayant pas su prendre son appui dans la nation, elle vivait à la merci d'un événement. Monsieur, quoique personnellement plein d'amabilité et de goût pour la popularité, n'avait pas su prendre le pays. On le trouvait influençable, inappliqué, agité et brouillon. Les qualités individuelles du duc d'Angoulême, son bon sens, sa bonne grâce, son loyalisme national se trouvaient annihilés par sa timidité et par sa subordination volontaire à une femme qui n'avait d'attendrissement que sur ses malheurs, la fille de Louis XVI. Et voici

que, tout à coup, la dynastie n'a plus d'espoir que dans la naissance d'un enfant. Mais cette naissance laissait entrevoir l'éventualité de la régence de la mère, la duchesse de Berry, qui ne passait pas pour sage et dont le premier cri sur le corps de son mari avait été : « Qu'on me ramène à Naples, je ne veux pas rester dans ce pays ! » La Cour elle-même ne présentait ni l'union ni la bonne tenue qu'eussent réclamées ces temps difficiles. Le prince Edmond de Beauvau-Craon écrira bientôt, à propos des entourages de Charles X :

Ce pays, vu de près, n'a aucun rapport avec les idées chimériques qu'on s'en fait ; par exemple, je viens de passer deux jours d'arrachepied à la Cour où j'étais de service. Qu'y ai-je vu ? Les grandes charges, les gens de la Chambre, les capitaines des gardes traités comme des valets, quêtant un mot, répondant avec joie à des questions rares et insignifiantes. Au jeu, un Vêrac, un Maillé, un Glandevèze n'attrapant que des paroles désagréables ; les noms de « bêtas », de « fiacres », leur étaient prodigués par une bouche royale ; Blacas attendait avec respect que Madame la Dauphine lui fît un signe, et Gramont, caché dans un coin, dormait en tapinois comme un laquais dans mon antichambre.

Ne nous laissons pas séduire par les magnifiques envolées d'un Chateaubriand, par les théories des maîtres de l'absolutisme, les Joseph de Maistre, les Bonald, par la fameuse parole d'un Lamennais : « L'autorité peut tout. » Que pouvait la Cour et même la dynastie si elles ne se faisaient pas aimer ?

Cet enfant qui allait naître, le 29 septembre 1820, le futur comte de Chambord, comment n'aurait-on pas fait, en esprit, la comparaison entre son avenir incertain et les souvenirs laissés, par la carrière fulgurante d'un Napoléon, aux héritiers de son nom ? La légende napoléonienne avait commencé dès la chute de l'Empire. L'erreur des Cent-Jours et l'exil de Sainte-Hélène lui avaient donné je ne sais quel impressionnant essor et, maintenant, elle continuait à voler de clocher en clocher, retenant toujours l'attention. Le héros était devenu le martyr. La figure de sir Hudson Lowe personnifiait, en ses traits grimaçants, la tyrannie alliée accablant l'homme et la



D.B.

COMTE DE VILLÈLE

(D'après une lithographie de Delpech).

France. Le Prométhée enchaîné secouait le monde du bruit de ses chaînes. La chanson, le roman, la poésie retentissaient de sa plainte : « Parlez-nous de lui, grand'mère... » Quand, peu à peu, les récits de Sainte-Hélène, portés sur les ailes de la renommée par les *Victoires et Conquêtes*, par le *Mémorial de Sainte-Hélène*, par les récits des fidèles, se furent répandus, tout un évangile nouveau s'était inscrit dans le cœur des Français avec la piété du lointain calvaire. L'Empereur avait, de lui-même, par ses entretiens, par ses récits, par son testament, accrédité un vaste programme politique et social pour le présent et pour l'avenir. Par lui s'étaient fixés, en formules ineffaçables, les principes de 89 : « Il les a sauvés des royalistes en vendémiaire et en fructidor, en 1815 ; il a appliqué ces principes dans son gouvernement ; il a consacré la Révolution, il en a été le « messie » ; son nom sera pour les peuples le cri de guerre de leurs efforts, la devise de leurs espérances »... Et ces principes se formulent en deux mots : *Liberté, Égalité*. Ainsi l'Empereur, favori de la victoire, devient en même temps le héros de l'indépendance et le défenseur de la Révolution.

Par un retour extraordinaire des choses d'ici-bas, voici que l'emprise napoléonienne s'étend aux peuples que le conquérant a vaincus et qui l'ont tant détesté. Le principe des nationalités, qui fut d'abord l'arme de la coalition contre lui, est retourné contre les chefs de la Sainte-Alliance. Ils sont les despotes, les geôliers des peuples. La France des 130 départements a laissé partout des souvenirs et des germes dont la légende napoléonienne s'attribue la gloire : « On compte en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinze millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens. J'eusse voulu faire, de chacun de ces peuples, un seul et même corps de nation. » A ces paroles venues de Sainte-Hélène, les esprits s'enflamment. Un peuple ne doit plus dominer un autre peuple, un trône s'imposer par droit de conquête, une dynastie par droit d'héritage. Toutes les races et toutes les familles sont égales devant la civilisation. Nouvelle application des fameux principes... Et en voilà pour un siècle de luttes, de tragédies politiques. En France même, si l'activité nationale ne trouve plus d'emploi à l'intérieur, elle fera irruption sur l'extérieur ! C'est aux cris de « Vive la Grèce ! » « Vive la Pologne ! » « Vive l'Italie libre et une ! » que se prépareront les futurs bouleversements.

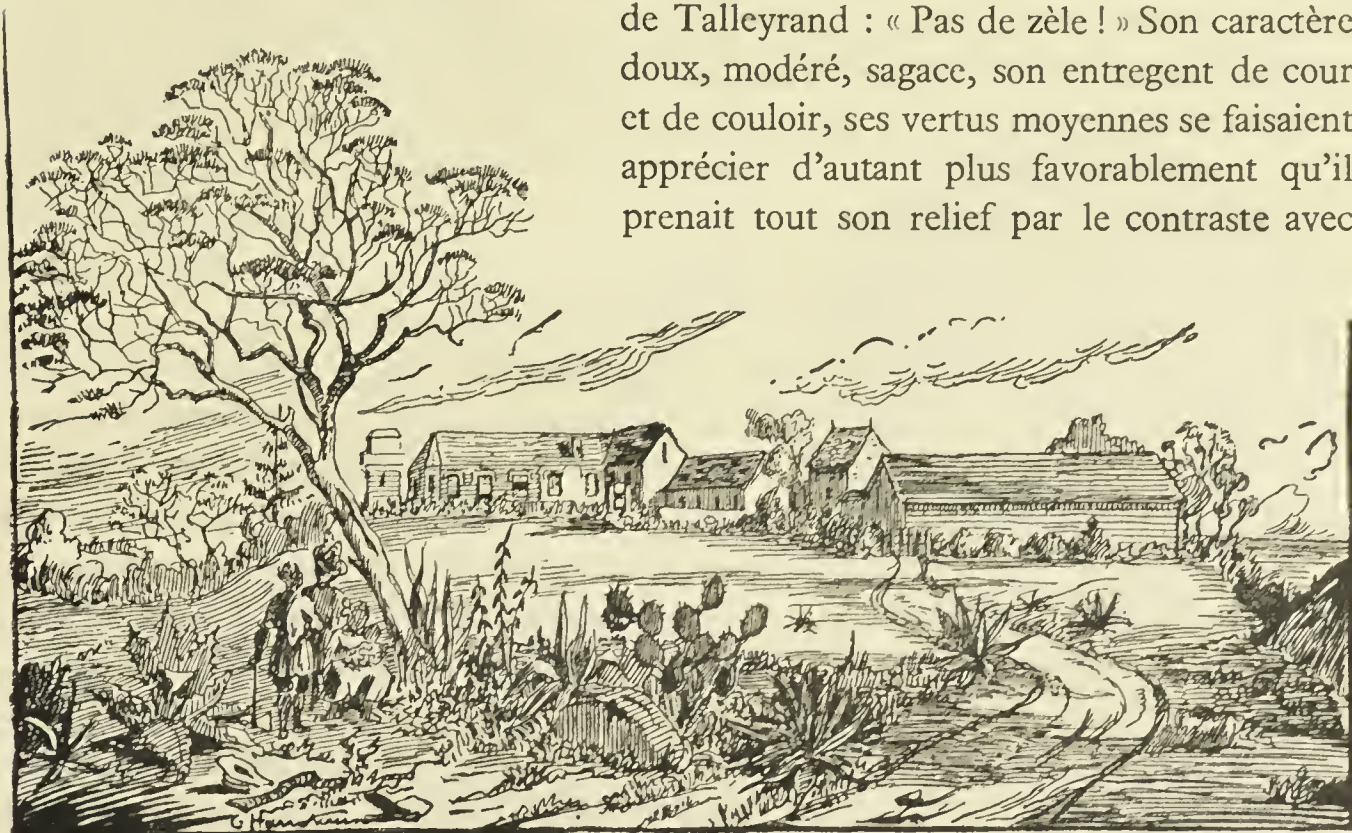
L E MINISTÈRE VILLÈLE **LES CONSPIRATIONS**

A partir du jour où Villèle, avec une majorité de droite, prend le pouvoir (16 décembre 1821), Louis XVIII met encore trois ans à mourir (16 septembre 1824). Parfois il se réveille à demi, dit un mot, lance une ironie et puis retombe. Le roi vit : c'est tout.

Le ministère Villèle n'a rien, d'ailleurs, qui puisse effrayer soit le roi soit le

pays. Tout au contraire, on peut dire qu'il les invite au sommeil. Ce gentilhomme de Toulouse, qui s'est fait remarquer, dès les premières heures de la Restauration, par sa fidélité à la dynastie et par son opposition énergique aux commissions constitutionnelles, s'est révélé peu à peu à la Chambre et au ministère comme un esprit appliqué, un fin manœuvrier, un administrateur remarquable, un travailleur acharné, un incomparable comptable des deniers publics. Sa formule, il aurait pu la recevoir

de Talleyrand : « Pas de zèle ! » Son caractère doux, modéré, sagace, son entregent de cour et de couloir, ses vertus moyennes se faisaient apprécier d'autant plus favorablement qu'il prenait tout son relief par le contraste avec



LONGWOOD (SAINTE-HÉLÈNE)
(D'après un dessin de Durand Bruges).

son inséparable compagnon d'armes, Corbière. Celui-ci était la rudesse et la vulgarité mêmes. Les deux camarades formaient le noyau d'un cabinet à peine différent comme tendance générale du ministère Richelieu, mais où les pairs dominaient et qui « rassurait ». Sa raison d'être principale était la peur de Talleyrand. Villèle prenait les Finances, Corbière l'Intérieur, le baron de Damas la Guerre, le comte de Montmorency les Affaires étrangères. On avait été chercher en province un magistrat agréable à la duchesse d'Angoulême, Peyronnet, pour lui confier les Sceaux. Le ministère Villèle eût été un excellent type de cabinet d'affaires, si on lui eût laissé le loisir de se consacrer exclusivement aux affaires. Mais on voulait qu'il visât plus haut. Il avait des amis agressifs et exigeants. Chateaubriand avait pris

Villèle par la main, et c'était lui, assure-t-il, qui l'avait présenté au roi. Chateaubriand ne l'oubliait pas et ne s'oubliait pas.

D'autre part, contre ce que le ministère représentait, la partie avancée de l'opinion engageait une lutte à mort. La droite réclamait de lui des services et un système dont il connaissait toute l'imprudence. Entraîné, un peu malgré lui, il voit se conjuguer contre lui l'effet des deux grands coups que vient de frapper la destinée, la mort du duc de Berry et la mort de Napoléon. Une alliance se noue entre le bonapartisme privé de son chef, mais exalté par la légende, et le libéralisme qui,

écarté, se replie sur ses origines, la Révolution. Le pouvoir se rapetisse et s'amenuise par en haut, tandis que l'opposition s'affermir et s'élargit par en bas : elle touche aux plus profondes des couches sociales.

Il y avait vingt ans que l'on n'avait vu la nation dans cet extraordinaire état de passions contrastées. En 1815, le parti jacobin avait disparu : il était aussi ignoré que l'étaient les Bourbons en 1814 ; en 1820, il a repris vie et force, assurance et audace. Le général Foy, dont l'éloquence est hérissée de sarcasmes, sonne la diane des vindictes populaires. « Ignorez-vous donc, s'écrie-t-il, que les souvenirs de 1815 vivent encore dans toutes les âmes et



LE GÉNÉRAL FOY

(D'après une médaille de bronze. Collection du marquis de Girardin.)

que les haines sont mille fois plus actives qu'elles ne l'étaient à cette époque ? » Paris devient, pour cinquante ans, « le foyer révolutionnaire », dénoncé au dehors. La gauche s'en prend, non plus seulement à la dynastie de la Charte, mais à ce « pays légal » qui se croit le représentant de la nation : « Vous me parlez de vos collègues électoraux, dit à la tribune ce même général Foy, et vous me donnez leur vœu comme l'expression de l'opinion publique. Venez à Paris, là vous verrez l'élite de la population de France, le grand collège de la capitale... » On sent couvrir, dans ces foules évoquées, la flamme des prochaines révolutions.

Mais ces batailles parlementaires qui, sous la poussière des bibliothèques, nous émeuvent encore, que sont-elles dans le déchaînement de violence qui gagne le pays ? Le parti libéral se sent dégagé de toute fidélité par l'orientation nouvelle du gouvernement. Jouffroy écrit dès 1823 : « Une génération s'élève... et déjà ses enfants ont dépassé leurs pères... Ils ont le sentiment de leur mission et l'intelligence de leur

époque... ils savent ce que c'est qu'une *Révolution* et ils le savent parce qu'ils sont *venus à propos...* » Les libéraux, eux-mêmes, sont distancés ; les républicains s'affirment au grand jour :

A partir de 1820, écrit Thureau-Dangin, quand les libéraux perdirent l'espoir de voir triompher l'esprit constitutionnel, quand, en face de la réaction triomphante, ils commencèrent à envisager une prise d'armes, La Fayette et ses amis, François de Corcelle, Dupont de l'Eure rallièrent autour d'eux une jeunesse ardente aux idées républicaines et rencontrèrent de nombreux partisans. C'est là que nous trouvons Joseph Rey, qui quitte Grenoble pour venir à Paris travailler à la Révolution. C'est encore là qu'on verra figurer parmi les plus militants ceux qui, comme Godefroy Cavaignac, fils d'un conventionnel, comme Guinard dont le père fut membre des Cinq Cents, comme Hippolyte Carnot qui, après la mort de son père, put rentrer en France, étaient déjà républicains par tradition de famille.

Sur toute l'étendue du sol national, un vaste complot s'organise. Au besoin, selon la tradition de Fouché, des milliers de Javert conspireront et trahiront alternativement le pouvoir et les conspirateurs. Née en Italie, la « charbonnerie » avait été apportée en France par Dugied et Joubert qui, obligés de



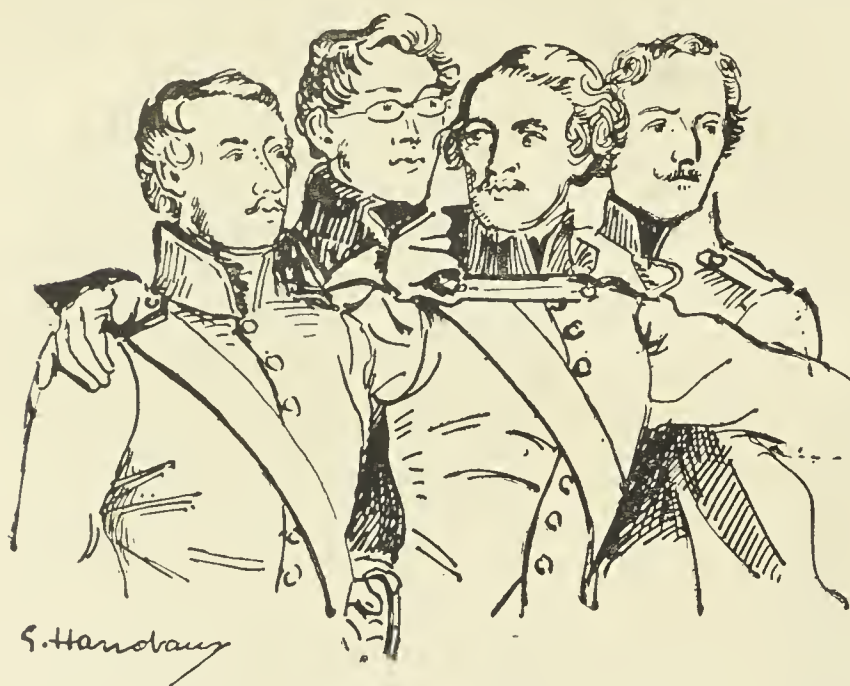
DUPONT DE L'EURO

(D'après une lithographie de la Bibliothèque Nationale).

s'expatrier, avaient groupé autour d'eux, au retour, les débris de la Loge des *Amis de la Vérité*, puis des officiers et sous-officiers en demi-solde, des soldats poussant la propagande jusque dans les casernes. Les premiers chefs avec Dugied et Joubert furent Flottard, Bazard et Carriol, Limperani dont les noms reparaitront dans toute la période qui va s'ouvrir. Les « ventes » se multiplient. La Fayette, que le goût de la popularité n'abandonna jamais, prête son nom. La jeunesse se porte vers la conspiration avec une sorte de fureur sacrée. Des professeurs placides, les futurs docteurs ès ordre social, Cousin, Jouffroy, tenaient les imaginations « en fièvre »

et faisaient de l'avènement du peuple un mythe, une apocalypse, un millénaire qui devait changer la face du monde.

Cette immense organisation mi-civile, mi-militaire, n'aboutit, dans son premier effort, qu'à une tentative mal préparée qui éclata en fusées vite éteintes et enrôla quelques hommes de vigueur et d'action, la plupart des soldats. En Alsace, à Saumur, à Nantes, à Toulon, à la Rochelle, se multiplient des tentatives qui avortent toutes. Des arrestations, des jugements, des exécutions passionnent l'opinion. La réalité cruelle, la voici : c'est le colonel Caron à Colmar, exécuté le 1^{er} octobre ; c'est le général Berton se risquant à Thouars et à Saumur, exécuté avec quatre de



BORIES RAOULX GOUBIN POMMIER

LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE

(D'après une estampe populaire. Bibliothèque Nationale).

ses conjurés, le 2 septembre ; ce sont les quatre sergents de la Rochelle, Bories, Pommier, Raoulx et Goubin, exécutés le 21 septembre. Répression impitoyable qui produit un effet de terreur et refoule dans leurs loges secrètes les débris de la « charbonnerie » et les derniers « amis de la Vérité ». La Fayette et ceux qui l'ont suivi se dérobent aux poursuites. L'ère des conspirations paraît close : elle a pourtant dessiné les cadres de la future révolution.

Le ministère Villèle, né dans le trouble, compte pouvoir, maintenant, vivre dans la paix. Son art va consister à se réclamer du programme « ultra », en s'efforçant de le rendre acceptable jusqu'au moment où l'on aura maîtrisé le pays. Son moyen d'action : une politique électorale agissant sur l'étroite plate-forme censitaire afin d'obtenir un concours résolu, et d'ailleurs intéressé. Toute ploutocratie est serve de l'argent ; c'est par l'argent, les traitements, les faveurs qu'on tiendra le personnel votant. L'indépendance en est à se réfugier à la Chambre des pairs, où de vieux Jacobins survivants, des ministres et des fonctionnaires bonapartistes gavés (Villèle lui-même dit : « hommes chargés d'années et de méfaits politiques ») manifestent parfois des vellétés de résistance, compliquées de marchandages. Il y a tout de même là un certain danger. Le vieux libéralisme évolue vers le philippisme et l'amorce. Le tricolore

reparaît dans les poches, sinon sur le chapeau. Talleyrand surveille tout cela. L'Intrigue n'a pas dit son dernier mot. Villèle opposera à ces « indépendants » la seule force à laquelle ils ne soient pas insensibles, la corruption. Au besoin, on noiera ces libéraux vieilliss sous une fournée de César Birotteau. Le salut de la dynastie vaut bien une certaine dilapidation d'argent, de titres, de broderies et de décorations.

**L'ASCENSION DE LA BOURGEOISIE LIBÉRALE.
LA CAUSE DES PEUPLES**

Voilà pour les Chambres et le corps électoral. Reste le pays.

Villèle entend gouverner. Royaliste de province, il a éprouvé la force de l'ancienne administration impériale, devenue royale. On peut dire que son ministère est un long recours aux fonctionnaires. Faut-il rappeler la fameuse circulaire de Peyronnet, modèle, stéréotypé à jamais, de toutes les circulaires ministérielles ? « Quiconque accepte un emploi contracte en même temps l'obligation de consacrer au service du gouvernement ses efforts, ses talents, son influence ; c'est un contrat dont la réciprocité forme le lien ». Fonctionnaires et « pays légal », c'est toute la conception gouvernementale pratique : elle assure au ministère Villèle six ans d'existence et lui permettra de franchir le passage d'un règne à un autre. Elle permettra à la France de respirer, de faire ses comptes et de mettre de l'ordre dans la maison : grands mérites de cette époque bourgeoise prudente et parcimonieuse, nécessaire peut-être pour la transition entre l'ancien régime qui recule en maugréant et le régime moderne qui se promet d'embrasser l'univers.

Au cours de cette trêve, les deux principes opposés continuent la lutte sans qu'on sache qui l'emportera : la droite tend à réorganiser une France dynastique qui ne serait plus cette France parlementaire que la défaite a apportée dans les fourgons de l'étranger ; la gauche, après avoir pris pied dans la tranchée de la « Charte », se sentant traquée et tournée, se prépare à un coup de force : elle ira, s'il le faut, jusqu'à la révolution. De cette résolution désespérée du parti libéral, qui s'est fortifié à la fois de l'appoint bonapartiste et de l'appoint républicain, vient son ascendant. Le pays, privé de toute activité politique, inquiet sur les « conquêtes de la Révolution », menacé jusque dans les intérêts particuliers, tourne les yeux vers lui : on accepte de se compromettre sous sa bannière, ce qui est le maximum du dévouement pour un bourgeois français. Le sabre de M. Prudhomme, tout en soutenant le gouvernement, est prêt à le combattre.

Dans le parti royaliste, au contraire, une grave division s'affirme : les absolutistes ramassent autour d'eux un contingent de troupes intransigeantes, peu nombreuses, mais inquiétantes par leur violence, leur ton de certitude et la polémique

atroce menée contre Villèle et son timide troupeau. C'est l'époque où Joseph de Maistre publie son livre du *Pape* et où Bonald, fonctionnaire de M. de Villèle, lance ses fameuses diatribes contre la démocratie, cherchant l'unique point d'appui pour la résistance dans la grande propriété. De quel mépris on accable ce gouvernement constitutionnel, ce gouvernement selon la Charte, dont Joseph de Maistre disait de haut : « Formes nouvelles où l'ordre de la nature est altéré, où le gouvernement est aussi peu gouvernant et le gouverné aussi peu gouverné que possible. »



LE BOURGEOIS (1830), par Bellangé.

Toute modération, tout essai de conciliation est entreprise de Satan. Lamennais a déjà poussé son grand cri de désespoir : « Je cherche vainement, écrivait-il à Joseph de Maistre, à concevoir par quel moyen le genre humain pourrait guérir de la maladie dont il est atteint. Puissé-je me tromper, mais je la crois mortelle... Il me semble que tout se prépare pour la grande catastrophe. »

Quelle sera donc l'issue?... Le langage magnifique et sibyllin de Lamennais ralliait une élite fervente, les Gerbert, les Salinis et toute la vieille France si éprouvée qui, dans les manoirs délabrés, attendait, depuis quarante ans, l'heure de la justice et de la réparation.

Comment Villèle, si adroit fût-il, eût-il pu amalgamer « ces ordres de l'Éternel », avec l'exigence du petit monde des élec-

teurs qui encombraient sa vie quotidienne? Comment concilier Joseph de Maistre et Ouvrard, Chateaubriand et les rentiers du 3 pour 100 menacés de conversion? Le ministre n'ignorait pas que les mœurs se transformaient en dépit des doctrines. Tout était à la bourgeoisie. Et quelle bourgeoisie? Celle des pamphlets de Paul-Louis Courier, des chansons de Béranger, celle qui récitait encore *la Pucelle* de Voltaire et *la Guerre des dieux* de Parry, petit monde un peu grotesque, coiffé, cravaté à la Joseph Prudhomme, mais qui bientôt devait être assez puissant, dans sa médiocrité tant raillée, pour attirer à lui ces grands apôtres et poètes de la doctrine royale, qui ont tant aimé les « seigneurs des fleurs de lys ». Chateaubriand fera la cour à Béranger ; Victor Hugo oubliera son ode sur la mort du duc de Berry ;

Lamartine oubliera les éloges que lui prodiguait le *Conservateur* sous la plume de M. de Genoude ; et Lamennais, enfin, par une vire-volte extraordinaire, écrira, dès Pâques 1827 : « C'en est fait à jamais des Bourbons et je voudrais que c'en fût fait demain. »

L'Europe est à peu près dans le même embarras que la France : elle hésite entre deux politiques, une politique de conservation, celle de Metternich et une politique de libéralisme. La compression exercée sur les peuples sacrifiés aux grandes puissances politiques, Piémont, Irlande, Pologne, et sur les partis libéraux partout en Europe, finit par émouvoir l'opinion générale ; les *Prisons* de Silvio Pellico toucheront bientôt toutes les âmes sensibles. Les propos recueillis à Sainte-Hélène autorisant la thèse des nationalités et les revendications populaires, orientent les foules vers une sorte d'internationalisme révolutionnaire où se propage l'esprit de « secte », de « ventes », de franc-maçonnerie. Cependant deux pays desserrent leurs liens avec la Sainte-Alliance qui s'épuise : c'est l'Angleterre et c'est la France. L'Angleterre, après la mort de Castlereagh, met sur pied sa politique d'intervention en faveur de la cause libérale et elle l'attelle au calcul de ses intérêts. Avec Canning, le libre-échange l'emporte pour longtemps. La France a plus d'idéalisme. La littérature romantique a pris position pour la cause des peuples révoltés. Augustin Thierry écrit *la Conquête de l'Angleterre par les Normands* qui n'est qu'un long appel à la pitié de l'histoire. Le soulèvement de la Grèce contre la domination turque a trouvé d'abord son chantre et son martyr dans lord Byron. Bientôt, en France, *Messéniennes* et *Orientales* enrôlent les cœurs. Mais voici que, d'autre part, en Espagne, la politique absurde du roi Ferdinand VII ayant provoqué une révolte libérale, le prestige des Bourbons, déjà foulé aux pieds dans le royaume de Naples, est traîné dans la fange de Madrid jusqu'à Cadix. A la suite de la guerre de l'Indépendance américaine et de la grande secousse révolutionnaire en Europe, les colonies espagnoles d'Amérique se sont soulevées. Quel triomphe pour la cause « libérale » si, dans toute cette partie du monde civilisé qu'éclairent et réchauffent les rayons du soleil, depuis Athènes jusqu'à Buenos-Ayres et Mexico en passant par Naples et Madrid, elle vient à triompher !

RÉPERCUSSIONS DE LA GUERRE D'ESPAGNE. MORT DE LOUIS XVIII

Les chefs de la Sainte-Alliance se sont réunis, en 1822, à Vérone pour aviser. Le roi d'Espagne est prisonnier de la Junte libérale. Mathieu de Montmorency, ministre des Affaires étrangères, poussé par Chateaubriand, esquisse un projet d'action commune. Villèle, prudent et économe, se déroberait volontiers à une

entreprise de magnificence dont il devine les dangers. Cependant, sous la pression de sa propre majorité, il est contraint de renoncer à ses scrupules et confie le ministère des Affaires étrangères à Chateaubriand. C'est la guerre, et cette campagne du Trocadéro dont on connaît le rapide succès et les résultats diplomatiques décevants. Les approvisionnements ont manqué par suite de marchés irréguliers et le duc d'Angoulême a dû faire appel au concours suspect et onéreux du fameux Ouvrard, d'où le mot de Talleyrand : « Dans toute cette affaire, il n'y a eu qu'un *innocent*. » Il fallut toute l'ingéniosité financière de Villèle pour faire face aux frais de cette « promenade militaire ». Malgré tout, le duc d'Angoulême revint avec un assez joli panache. Quant à la politique espagnole, elle tira de ce grand effort un profit médiocre : ce peuple susceptible n'aime pas qu'on s'occupe de ses affaires, fût-ce à bonne intention. Dans la politique intérieure française, la campagne du Trocadéro eut quelque répercussion. La demande d'ouverture de crédit suscita l'opposition énergique de la gauche. Au cours du débat, Manuel, orateur énergique, Vendéen, royaliste inclinant vers la branche cadette et qui eût été jusqu'à la République, provoqua la première grande tourmente parlementaire par une allusion à Louis XVI. On l'expulsa de la Chambre *manu militari*. La liquidation de l'affaire fut des plus pénibles. Villèle ne put en venir à bout, pas plus que Necker, des suites financières de la guerre de l'Indépendance américaine. L'heure était passée des expéditions « mystiques ». La créance de la France ne fut payée qu'en 1862, après avoir été réduite de 80 à 25 millions. Chateaubriand, drapé dans sa gloire verbale, était mort depuis longtemps. Les sacrifices des peuples sont légers à la tombe de leurs maîtres.

Cependant le « pays légal » triomphait ; le Trocadéro devenait un nom historique et presque populaire. Le gouvernement saisissait l'occasion de dissoudre la Chambre et de procéder à des élections générales. Elles eurent lieu en février 1824 et furent un triomphe pour le ministère Villèle. La Chambre, élue pour sept ans, avait une majorité « introuvable » ; il ne restait plus qu'une vingtaine de députés libéraux.

Louis XVIII se mourait. Il avait de fréquentes attaques de goutte et de jaunisse. Souvent assoupi, il prêtait cependant encore l'oreille à ce qui se faisait et se disait autour de lui. Parfois, il se réveillait comme pour rappeler qu'il vivait toujours. Les rancunes ne s'affaiblissaient pas. Il y avait deux points sur lesquels le roi et son prestigieux ministre, Chateaubriand, pouvaient s'entendre, la haine commune de Talleyrand et le maintien des bonnes relations avec l'Angleterre. Mais Chateaubriand cherchait son avenir politique à la droite de son groupe ; les Agier, les Labourdonnaye formaient une de ces minorités enragées qui ne songent qu'à démolir les ministères au risque d'amener au pouvoir d'autres

adversaires. Villèle se défendait, défendait la cause de la modération et du bon sens, avec une adresse consommée. Un jour, le grand écrivain ne se présenta pas au Conseil pour la décision à prendre au sujet de la conversion des rentes indispensable à l'équilibre du budget : cette absence voulue, c'était la coupure avec Villèle. Louis XVIII sentit le coup, se réveilla. Il donna à Villèle l'ordre, facilement accepté et promptement exécuté, de « chasser » Chateaubriand. « Il nous a traités comme un gueux », s'écriait, en tendant le poing, le moribond. Chateaubriand n'avait pas prévu ce soubresaut d'agonie. Planant dans son rêve de grandeur et de gloire, il tomba de très haut. A terre, il saisit son arme et se jetant, du jour au lendemain, dans l'opposition déclarée, il entra au *Journal des Débats*, où le « gros Bertin » lui avait offert un asile. Il apparut, soudain, « libéral ». La majorité de droite était divisée.



DUC D'ANGOULÊME
(D'après un tableau de Cornet).

Louis XVIII mourut le 16 septembre 1824. En somme, il avait échappé à Talleyrand et, s'il avait subi Chateaubriand, il l'avait usé. Les rois, comme les assemblées, n'aiment pas les génies ; ils entendent être servis à leur façon.

CHARLES X. — LE ROYALISME D'ATERMOIEMENT AVEC VILLÈLE

Charles X, le comte d'Artois, succède à son frère, le comte de Provence. En plein dix-neuvième siècle ce sont toujours les frères de Louis XVI ! Un océan les séparait de leurs origines.

L'homme qui approcha au plus près des deux rois, Villèle, a porté, sur l'un et sur l'autre, un jugement qui pourrait bien être celui de l'Histoire. Il vante la supériorité d'esprit, la facilité de conception et les connaissances de Louis XVIII ; il insiste sur la sûreté, même la fermeté de son caractère, surtout quand la dignité royale était en jeu ; mais, roi indolent, il n'aimait pas les affaires ; il avait une répugnance extrême à en parler avec ses ministres et à y apporter même une attention soutenue ;

et le ministre ne cache pas les « inexplicables faiblesses de cet empire que le favoritisme exerçait sur lui ». Le portrait qu'il fait de Mme du Cayla, à qui le roi écrivait plusieurs fois par jour, est peint de couleurs complaisantes : car elle avait, en somme, soutenu son ministère.

Charles X était un tout autre homme. Non sans application, ni sans dispositions, ni sans compréhension, il avait plus de bonne volonté que de volonté et il aimait le bruit du pouvoir plutôt que le pouvoir lui-même. Ardent, il n'est pas sûr ; aimable, il n'est pas fidèle ; accueillant, mais mobile, il se cherche et ne se trouve pas ; il n'a jamais oublié l'engagement pris au chevet de Mme de Polastron mourante, d'échapper à l'influence des maîtresses et des favoris ; mais faute d'un conseil ou d'un ministre royal, il se confie à sa famille, s'emprisonne dans la chapelle des entourages. Sa piété est sincère : on dit même qu'il eut un jour la pensée de recevoir les ordres, mais son scrupule religieux le livre à des courtisans qui, toute doctrine à part, ne sont pas des saints. Se fier à eux, c'est trop souvent se donner aux suppôts politiques du diable. Selon Villèle, la véritable faiblesse de Charles X et qui le ruinera, c'est la facilité.

La bienveillance naturelle, la douceur du caractère du nouveau monarque se faisaient trop sentir, et surtout ce désir et ce besoin de plaire dont les succès de sa jeunesse en ce genre lui avaient fait contracter l'habitude. Ces penchants aimables peuvent être sans inconvénients graves pour un roi appelé au trône dans des temps ordinaires, avec de fortes et sages institutions. Ils deviennent bien dangereux dans un pays sortant à peine de la Révolution et en butte à toutes les factions. Nous ne devons en voir que trop les tristes résultats.

L'histoire a toujours constaté les suites funestes du manque de résistance chez les princes et les hommes d'État. La *facilité* qui aveulit les démocraties ruine les monarchies. Un prince n'a d'autorité dans l'exercice des pouvoirs que la fermeté et la suite dans le commandement.

Le roi Louis XVIII, tout en laissant le royaume dans une condition prospère, avait exposé le gouvernement parlementaire à une grave difficulté en « chassant » Chateaubriand. Le puissant polémiste entraînait avec lui un certain clan qui allait se servir, comme arme, d'un libéralisme spécieux apportant un renfort inattendu à la cause anti-dynastique. Le cabinet Villèle était pris à revers dans cette Chambre qui était son œuvre, son chef-d'œuvre.

Charles X tolère le ministère Villèle, mais sans confiance. Il admet qu'on parle, autour de lui, d'un ministère Talleyrand, d'un ministère Chateaubriand, surtout d'un ministère Jules de Polignac, cette combinaison étant finalement la pensée de derrière la tête des « princesses ».

Il s'en tient provisoirement au *statu quo*. Villèle se sentait entouré de pièges. Le roi lui faisait bon visage mais, une fois rentré dans les chambres secrètes, il retombait aux mains de ses confidents, Rivière, les « princesses », cette rigide « Dauphine », cette impétueuse Berry. Il écoutait le duc d'Angoulême, brave homme un peu borné, qui n'avait pas digéré tout de l'affaire d'Espagne ; il recevait, par chaque courrier, les confidences et les appréciations de son ambassadeur à Londres, Jules de Polignac, qui harcelait en même temps le président du Conseil d'une correspondance fastidieuse avec énumération accablante des exigences de la droite. Villèle avançait, la sonde à la main, entre les récifs. En mai 1826, las de cette comédie des fausses confiances, il écrivait sur son carnet :

On retrouve partout, depuis la Cour jusqu'au dernier village, des intrigants de toute espèce agitant les esprits par des déclamations sans sujet et vides de sens... Jusqu'à l'héritier présomptif du trône qui semble atteint du mécontentement général.

Le roi est tourmenté de ces fâcheuses dispositions, mais il y donne lieu en permettant à sa Cour, à ceux qu'il affectionne le plus et qui lui sont le plus dévoués, de faire chorus avec les criailleries contre son gouvernement.



LE ROI CHARLES X

Autant qu'il est possible de démêler le programme de la droite, celle-ci espérait donner satisfaction à la fois au monde censitaire et aux principes monarchiques et aristocratiques par une série de mesures ostentatoires : sacre de Charles X à Reims par la Sainte-Ampoule, sorte de restauration du droit divin, rétablissement de la puissance du clergé reprenant sa place dans le gouvernement comme au temps des grands cardinaux-ministres, subordination de l'enseignement à l'autorité religieuse qui ressaisissait ainsi la direction morale du pays. On songeait aussi à

reconstituer la société politique et économique par une réaction directe contre le Code civil avec, pour résultats, le retour au droit d'aînesse et une large indemnisation des familles aristocratiques dépouillées par la Révolution. Jules de Polignac écrivait à Villèle : « Croyez-moi, la monarchie ne sera consolidée et le ministère fermement établi que lorsque l'intérêt de la propriété sera fortement constitué et pourra prêter ainsi un appui utile et constant à la monarchie et au ministère. »

Ces idées affichées et répandues avec une légèreté audacieuse donnaient prise à la critique passionné de l'opposition libérale qui, chassée du cadre politique, se déchaînait dans une polémique sans frein contre la « Congrégation », les Jésuites, le « cléricalisme » ; cette polémique flattait les caprices d'une bourgeoisie restée voltairienne et la fantaisie d'un peuple que la satire rabelaisienne contre les moines avait, de tous temps, amusé.

Villèle essaya de diluer la réalisation progressive du programme de la droite. L'idée d'une indemnité aux familles émigrées, émise jadis par le maréchal Macdonald, est reprise sous la forme d'un projet de loi « qui éviterait de faire rentrer les émigrés dans leurs biens ». La lutte est vive : la majorité entend établir qu'il s'agit non d'une libéralité, mais d'une dette. Discussion de principe qui écarte le bienfait d'apaisement recherché par le ministère. Celui-ci cède et accepte l'idée d'une « dette de l'État » : moyennant quoi, *le milliard des émigrés* est voté sous forme de l'inscription d'une rente représentant un milliard 29 millions sur le Grand Livre de la Dette publique. Un projet de loi sur les successions accordant au père de famille un certain droit de substitution au profit d'un de ses enfants donne lieu à une discussion où révolution et contre-révolution s'affrontent. Nouveau débat passionné. Des hommes comme Molé, comme le duc de Broglie, se prononcent contre cette mesure qui rompt avec les mœurs et même (on ne le sait pas assez) avec l'antique usage de la Coutume de Paris. La Chambre des députés vote le projet, mais la Chambre des Pairs le repousse. Un projet de loi sur les communautés de femmes n'aboutit qu'à une transaction entre les deux Chambres : l'autorisation royale n'aura force de reconnaissance légale que pour les congrégations de femmes existant antérieurement à 1825 ; les nouvelles congrégations ne pourront être reconnues que par une loi. La fameuse loi dite « du sacrilège » se réduit à une simple manifestation sans portée : pas une fois, elle ne fut appliquée.

Enfin, on rouvre l'éternel débat sur la presse : un projet Peyronnet tient toute publication d'une certaine étendue en suspens pendant plusieurs jours ; les feuilles périodiques sont frappées de taxes excessives ; des amendes, des peines corporelles

seront établies pour les délits visant l'ordre social, l'ordre politique, etc... C'est la fameuse loi de « justice et d'amour » qui provoqua la levée de toutes les plumes, depuis celle de Chateaubriand jusqu'à celle de Viennet. L'Académie française elle-même, s'émeut. Le projet, voté par la Chambre à une majorité diminuée, est retiré par le gouvernement devant l'hostilité déclarée de la Chambre des pairs. Le soir même, les quartiers centraux de Paris sont illuminés, des bandes d'émeutiers brisent les vitres des maisons qui n'illuminent pas. D'autres groupes se portent au ministère des Finances et devant le pavillon de Marsan, demeure de la duchesse de Berry, aux cris de : « Vive le roi, vivent les pairs, à bas les Jésuites ! »

D'échec en échec, d'embarras en embarras, le ministère en arrive à une parfaite impopularité. La conjonction des deux oppositions, celle de droite et celle de gauche, le ruine dans les Chambres, dans le « pays légal » et dans la nation. Il remue à peine, mais chacun de ses pas est un faux pas. Il décide, en faveur de l'abbé de Frayssinous, grand-maître de l'Université, la création d'un ministère des Affaires ecclésiastiques ; il révoque des maîtres de l'enseignement, Guizot, Cousin, Villemain. En avril 1827, le duc de Reggio (Oudinot), par une méconnaissance toute militaire de l'esprit public, a insisté pour que le roi passe la revue de la garde nationale de Paris. Des cris de « A bas les ministres ! » se déchaînent et suivent le roi avec une persistance qui, observe Villèle, « n'avait rien de spontané » ; les voitures des princesses sont insultées. Le ministre croit devoir conseiller au roi de dissoudre la garde nationale : c'est blesser la bourgeoisie à la prune de l'œil. Au nom de celle-ci, Laffitte relève le gant ; il déclare que s'il connaissait le nom du ministre qui a donné ce conseil, il réclamerait sa mise en accusation. Le dauphin, après avoir approuvé la mesure, la blâme. La droite dissidente reproche au ministère de « découvrir » le roi. Celui-ci n'oubliera pas.

La position devenait intenable. Il fallait sortir de l'impasse : un ministère vidé de toute autorité est la plus hideuse des survivances politiques. Villèle, un peu trop glorieux de son savoir-faire financier et d'une prospérité



DUC DE REGGIO (D'après Villain).

générale qui tenait surtout au labeur de la nation, fort des lois qui le rendaient maître, croyait-il, de la presse, de l'administration, du suffrage, brusqua les événements et, au début de novembre 1827, demanda au roi la dissolution de la Chambre.

Les oppositions étaient prêtes : une puissante et double organisation s'était créée. Chateaubriand avait fondé la *Société des Amis de la presse* qui groupait toute l'opposition royaliste. Guizot et la jeunesse doctrinaire avaient fondé la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, qui comptait par parties à peu près égales les futurs orléanistes, les futurs républicains et même quelques bonapartistes : le duc d'Orléans avait envoyé sa souscription. Il y avait longtemps que celui-ci attendait son heure : dès 1822, il avait dit à Sébastiani, rapporte le duc de Broglie, qu'il ne se mêlerait de rien, mais qu'il croyait que la catastrophe ne pouvait manquer d'arriver. Cette position d'attente déjà ancienne se manifestait par ce geste public : c'est donc qu'on sentait l'heure venue. Des listes qui réunissaient la droite dissidente et la gauche et où se trouvaient inscrits à la fois les noms de Labourdonnaye et de Laffitte, de Hyde de Neuville et de La Fayette, de Delaborde et de Benjamin Constant, furent dressées en quelques heures. La bataille fut sans merci. L'opposition eut, — avec 180 sièges pour les libéraux et 70 pour les ultras, — 250 sièges sur 420 députés. Le 20 novembre, Charles X, en présence des résultats, écrivait à Villèle : « Les élections sont atroces. » C'était la chute du ministère.

L E MINISTÈRE MARTIGNAC. ÉCHEC DU « LIBÉRALISME ROYAL » La chute du ministère Villèle, c'était la fin du royalisme d'atermolement. Ancien Régime ou Révolution, il fallait que la royauté choisît. Polignac accourut de Londres, la main tendue pour saisir le pouvoir. Le roi hésite encore ; non sur le parti à prendre, certes, mais sur l'heure. Avant d'engager la bataille, il fallait quelques préparatifs : un budget voté, le temps d'établir un programme. On voit, dans les *Mémoires* de Villèle, à quelles basses intrigues fut livrée la politique française pendant le temps que dura la crise ministérielle. On tenta de grouper (janvier 1828) les deux oppositions qui avaient renversé le ministère ; mais l'amalgame parut enfin impossible et on chercha des hommes de second plan à la tête desquels on mit un esprit modéré, M. de Martignac, sans lui confier, d'ailleurs, la présidence du cabinet. Martignac prit l'Intérieur : c'était un girondin, éloquent, mais un peu superficiel, un Decazes avec moins d'âpreté personnelle, un homme aimable que le roi n'aimait pas, un homme au beau langage que la Cour n'écou-
tait pas, abondant en propos nuancés faits pour tout arranger et qui n'arrangeaient



FOUCHÉ

Peinture de G. JEANNIOT, d'après un document inédit.

rien. Ce ministère fut une trêve où les partis amassèrent et aiguisèrent leurs armes.

On ménage en apparence la majorité libérale. Le roi laisse porter à la présidence de la Chambre Royer-Collard, élu dans sept départements et sur le nom duquel s'était fait, si l'on peut dire, le plébiscite de la « doctrine ». La Chambre se trouve divisée en quatre fractions : Labourdonnaye, plus enragé que jamais, est le chef de l'extrême droite. Agier, l'ami de Chateaubriand, groupe autour de lui le centre droit, qui fait payer très cher au ministère un concours sans cesse marchandé. A gauche, le parti modéré soutient le cabinet, mais un parti plus avancé et à la tête duquel se trouve Benjamin Constant, tient à celui-ci la dragée haute. Dans le cabinet, aucune personnalité de premier plan : La Ferronnais aux Affaires étrangères, Portalis à la Justice, Roy aux Finances, Chabrol à la Marine, Frayssinous aux Affaires ecclésiastiques. C'était un ministère de coalition à gauche sans la gauche et avec tous les défauts des coalitions : chiens et chats dans le même panier.

Martignac se heurta d'abord au problème qui était le problème du régime : les relations entre le gouvernement et la presse. Comment tenir l'opinion si elle n'est pas encadrée par des institutions qui la satisfassent ? Martignac, après quelques modifications dans le personnel, — laide petite lessive des crises, — s'essaye à un projet de loi sur la presse, adoucissement de la « loi de justice et d'amour ». Mais, soutenu, assez mollement d'ailleurs, par la Chambre, le bon Girondin était combattu nettement à la Chambre des pairs, où Villèle tenait une majorité que lui avait assurée une « fournée » *in extremis* de soixante pairs ; et puis Martignac était, plus encore que ne l'avait été Villèle, détesté par la Cour. Le roi, qui allait à son but caché, avait dit à ses ministres : « Vous savez que je ne me suis pas séparé volontairement de M. de Villèle. Son système est le mien ; et j'espère que vous y conformerez le vôtre. »

L'opinion était sans guide, sans confiance, de plus en plus séparée du monde



LA MODE EN 1830, par Deveria.

politique, en proie à la querelle religieuse, voyant rouge au sujet de la Congrégation et des Jésuites. Dans l'opinion populaire, l'appréhension d'une tyrannie cléricale avec les « tortures de l'Inquisition » menaçant les pensées libres, la nouvelle propriété, le nouveau travail, la science en plein élan, l'industrie en plein essor, planait. « Hommes noirs, d'où sortez-vous ? »

Le ministère est ballotté par un double courant, celui qui vient de la Cour, celui que refoule la puissante tempête d'en bas. Sur le conseil de Guizot et de ses amis, il s'efforce d'habituer le pays au maniement de ses intérêts immédiats en déposant un projet d'organisation départementale et communale. L'idée était neuve, originale et pleine d'avenir. Martignac disait : « Faisons pénétrer jusque dans les villages l'élection et ses conséquences. » La gauche voulait élargir le système. En réalité, les deux oppositions étaient d'accord pour renverser ce paravent fragile jeté entre leurs querelles. On prit position sur une question d'ordre du jour et le cabinet fut mis en minorité.

Martignac était le plus délicieux des ministres, le plus digne de respect et de considération. Polignac devait lui confier un jour sa défense quand les derniers ministres de Charles X furent mis en accusation, et c'était lui rendre le plus éclatant hommage. Mais ce cabinet ne pouvait durer entre Cour et opinion. Le roi n'attendait que l'heure d'appeler Polignac. Le jour du vote sur la loi départementale, Martignac et Portalis vinrent rendre compte au roi : « Eh bien, leur dit-il, voilà comme on reçoit mes bienfaits. Vous voyez où l'on veut m'entraîner... *On n'obtiendra rien que par la vigueur.* Retournez annoncer que je retire mes lois. » C'était la rupture avec la Chambre.

Le roi obtint, de la fidélité et de l'illusion optimiste de M. de Martignac, une courte prolongation de la durée du ministère, le temps nécessaire pour faire voter le budget, qui le fut à l'unanimité. La session est close le 31 juillet. Jules de Polignac se trouvait déjà à Paris. Le 6 août, le ministère est congédié et la composition du cabinet des ordonnances paraît au *Moniteur* le 8 août.





CHAPITRE XI

CHUTE DE LA MONARCHIE LÉGITIME (1829-1830)

Le « système royal » de Charles X et de Polignac. — La presse hostile. Thiers et le « National ». — L'opposition bigarrée. L'Adresse lue par Royer-Collard. — Les quatre Ordonnances. — Les journées de juillet 1830. — Le duc d'Orléans à l'Hôtel de ville. — Ce qu'il advint de Charles X. — La Restauration et les « Trois glorieuses ».



Le ministère Polignac était un cabinet *royal*, dans tous les sens du mot. Il naissait d'une volonté et d'un choix personnel du roi : qui donc, si ce n'est le roi Charles X, l'ancien « comte d'Artois », eût songé à appeler au pouvoir ce fils de la princesse de Polignac, cet émigré obstiné, ce complice de Cadoudal, qui était, par sa vie entière, l'homme du passé et de la dynastie ? Le ministère était *royal* parce qu'il avait pour rôle déclaré d'imposer à une Chambre à tendance « libérale » la volonté souveraine. Il était *royal*, enfin et surtout, parce qu'il recevait le mandat, la mission quasi mystique de restaurer en France, ou plutôt d'y établir un système politique qui s'était imposé peu à peu à nombre de hauts esprits comme la seule issue de la crise révolutionnaire, le *système royal*. L'heure était sonnée : il fallait prendre un parti, se

redresser d'un côté ou verser de l'autre ; or, jamais les circonstances n'avaient été plus favorables pour prendre le droit chemin et le suivre fermement jusqu'au bout.

L E « SYSTÈME ROYAL » DE CHARLES X
ET DE POLIGNAC

Bordeaux, les Rivière, les Lévis, les Capelle, avait bien réfléchi à cela. Il avait fait, au système parlementaire tel que la Charte le lui avait imposé, toutes les concessions



LE PRINCE JULES DE POLIGNAC

Charles X, conseillé par son entourage, les Damas, gouverneur du duc de Bordeaux, les Rivière, les Lévis, les Capelle, avait bien réfléchi à cela. Il avait fait, au système parlementaire tel que la Charte le lui avait imposé, toutes les concessions possibles : il avait soutenu, un peu à contre-cœur, le ministère Villèle, tout à fait à son corps défendant, le ministère Martignac et, après toutes ces expériences « libérales », le suffrage lui renvoyait une Chambre ingouvernable. Les partis, même le parti de droite, sacrifiaient le bien public et l'avenir de la dynastie aux ambitions de personnes. La royauté était en péril et le pays malcontent. Évidemment le mal tient au système et c'est avec le système qu'il faut en finir, tandis qu'il en est temps encore. La pensée directrice est toute dans le mot de Charles X : « J'aime mieux monter à cheval qu'en charrette. »

Charles X avait soixante-treize ans. Sa vie s'était écoulée dans l'exil, dans l'attente, et, comme tous les vieillards, il s'attardait aux souvenirs et aux regrets. Les scènes de la Révolution étaient gravées en son esprit : c'était parce que Louis XVI avait toujours cédé qu'il avait perdu la couronne et la vie. On ne retomberait pas dans une pareille faute. On résisterait, comme il eût dû résister, au flot révolutionnaire montant à l'assaut de l'ordre et de la dynastie.

Le roi était persuadé qu'il avait avec lui le pays et l'armée. Cette illusion tenait encore à une disposition de l'âge. Entouré de respects et de soins, les vieillards s'attendrissent ; ils recherchent les caresses et les sourires qui prolongent la douceur de la vie et voilent de fleurs l'horrible approche de la mort. Une cour de plus en plus inclinée, des femmes, la duchesse d'Angoulême, la duchesse de Berry, prê-

taient l'oreille à ses souvenirs, à ses confidences, à ses projets. Les succès militaires récents, en Espagne, en Grèce, bientôt à Alger, mettaient une auréole autour de ses cheveux blancs et lui garantissaient le dévouement de ces belles troupes du drapeau blanc et de la fleur de lys. Quinze ans écoulés depuis 1814, Napoléon mort depuis huit ans, la légende impériale reléguée dans l'irréel, comment ne pas admettre que l'armée nouvelle était toute au sentiment du devoir et conquise à la cause royale?

Quant au pays, il était entré dans une phase de prospérité matérielle et de stabilité morale telle qu'il n'en avait pas connu de pareille depuis cinquante ans. A qui la devait-il sinon à la dynastie restaurée? Après la mort traînante de Louis XVIII, la nation ne s'était-elle pas attachée au successeur, à ce roi « galant homme », et puis à cet enfant né d'un miracle? Charles X se sentait populaire. Dès les premières heures du règne, quelques mesures où la bienveillance naturelle de son caractère s'était manifestée avaient créé une atmosphère de bonne volonté réciproque. Au cours d'un récent voyage en Alsace, l'acclamation de ces sages populations avait confirmé l'optimisme officiel et la joie de se sentir aimé, le tout entretenu et exalté par les rapports des préfets et les flatteries des entourages.

Cette popularité, cette autorité reconquises, l'heure était arrivée d'en user avec mesure, mais avec fermeté. Tout le monde n'était-il pas d'accord pour déplorer l'erreur commise par Louis XVIII, sur le conseil des Talleyrand et des Fouché, d'accepter la Charte, libellée à Saint-Denis, dictée par la Révolution? Il fallait, enfin, tenir en respect l'*ambitus* démocratique que ces hommes astucieux avaient introduit comme un ver rongeur dans cette restauration, fruit de tant de peines. Comme on avait gâté ce beau retour du comte d'Artois dans Paris! Le fils des rois qui ont fait la France saura toujours, mieux qu'un parlement divisé, ce qu'il faut à la nation. Quatorze ans de paix et de prospérité ont mis hors de conteste le bienfait monarchique; il s'agit, maintenant, pour guérir le mal satanique, de nettoyer le pays des faux principes qui l'égarent. Car il s'agit toujours de la lutte des deux principes: le principe héréditaire et le principe révolutionnaire; c'est la querelle des deux Frances, des deux drapeaux qui s'éternise et réduira à l'impuissance tout système gouvernemental si l'on n'y met fin une bonne fois. (Et c'est cette querelle, en effet, qui devait se ranimer devant le comte de Chambord, quarante ans plus tard, et qui devait l'écarter du trône.) N'était-il pas plus sage, plus fort, plus *royal* d'obvier à cette dégradation fatale de l'avenir en agissant, maintenant qu'on disposait de la force et de l'autorité nécessaires, pour mener à bien cette inéluctable entreprise? Le principe royal, telle était l'oriflamme qu'il fallait lever au-dessus des misérables et aveugles passions qui ébranlaient le régime et ravalait la France.

Polignac, longtemps après les événements, a éprouvé quelque fierté à justifier le programme que s'étaient tracé le roi et la volonté souveraine :

Quelque grandes que soient les clameurs qui s'élèvent contre moi, écrivait-il en 1845, je ne craindrai pas d'indiquer avec franchise quels sont, à mon avis, les éléments qui manquent à la France d'aujourd'hui pour qu'elle puisse se reconstruire à l'état de société durable et reprendre son rang politique en Europe ; il lui manque, en premier lieu, un clergé influent et respecté de tous ; il lui manque une aristocratie forte et puissante qui, dans les moments de danger imprévu, puisse lui donner l'exemple d'utiles et nobles sacrifices ; il lui manque une bourgeoisie solidement constituée et prenant place à côté des premiers pouvoirs organisés de la société... ; il lui manque encore des corps de métiers, obtenant, non des droits, mais des franchises, afin de mieux relever leur existence, de mieux protéger leurs intérêts... Méfions-nous de ces appels continuels aux *lumières*, au *progrès*. Déjà, sous l'invocation de thèses semblables, la Convention a couvert la société française d'un crêpe funèbre... Le peuple, après tout, a-t-il gagné à tous les gouvernements qui se sont faits en son nom?... Le principe de la souveraineté du peuple brisera sans doute, tôt ou tard, les entraves qui gênent aujourd'hui son action ; mais ce ne sera qu'au prix de nouvelles convulsions et pour faire choix de nouveaux maîtres qui, bientôt après, seront aussi renversés ; car il est de l'essence de ce principe d'abattre le lendemain ce qu'il a construit la veille...

Cette thèse a sa grandeur. C'est celle des publicistes et des philosophes qui se sont élevés contre l'œuvre révolutionnaire ; c'est la thèse des Bonald, des Joseph de Maistre, des Lamennais, des duc de Lévis et des apologistes sans nombre du conservatisme social et de la monarchie. Encore est-elle atténuée dans l'exposé de Polignac, que les rudesses de la réalité ont averti. « Prophètes du passé », ces maîtres avaient cherché dans la grandeur antique de la France la loi de son avenir. On s'en souvient, le conseil d'organiser une monarchie à la Bodin et à la Montesquieu, une monarchie contrôlée, soumise aux lois, mais échappant au système parlementaire, d'importation britannique, avait été donné à Napoléon par les fortes têtes du Sénat, au moment où il assumait l'Empire. Après quinze ans, ce régime parlementaire imposé au pays et à la royauté, n'avait pas présenté de tels avantages qu'on ne pût rompre avec lui et recourir à une autre forme de gouvernement, plus large, plus familiale, plus française. Il n'était encore question ni de démocratie, ni de république, ni de suffrage universel. Les 90 000 censitaires entourant la dynastie formaient, autour du trône et au-dessus de la nation, une sorte de plan de sagesse qui pouvait se développer, s'élargir, s'ouvrir aux aspirations populaires pour les porter graduellement jusqu'à l'impartialité du trône. Avec un peu de prudence et de doigté, on trouverait l'équilibre entre les *droits de la couronne* et l'organisme social mieux dirigé, élevant ses aptitudes, ses talents, son dévouement, son esprit de sacrifice jusqu'au sommet où planait la monarchie.

LA PRESSE HOSTILE. THIERS
ET LE « NATIONAL »

Telle était la thèse. C'était une thèse. Les hommes choisis par le roi étaient-ils capables de la faire pénétrer dans la réalité ? De quoi s'agissait-il, en fait ? De ramener au devoir une majorité inquiète, la fraction royaliste ultra et qui, pas plus que le gouvernement, n'avait la moindre idée de ce qui allait se passer, ni la moindre envie d'ouvrir la porte à la Révolution. Mais, se saisir de cette circonstance pour diriger les esprits vers un système non prévu, non annoncé, non préparé, c'était une entreprise extrêmement hardie ; or, les ministres délégués par la volonté royale à tenter l'aventure n'étaient guère au-dessus de la plus médiocre humanité.

Le prince de Polignac, appelé de Londres à Paris, y arrivait le 28 juillet 1829. Sans être désigné, d'abord, comme président du Conseil, il constituait, en qualité de ministre des Affaires étrangères, un cabinet dont la liste paraissait au *Moniteur*, le 8 août. La Bourdonnaye mettait la main sur l'Intérieur ; au bout de trois mois, il devait se brouiller avec Polignac au moment où celui-ci prenait la présidence, et la bouche close par une pension et une pairie, il devait disparaître. La Bourdonnaye amenait au ministère de la Guerre Bourmont, trop fameux par son rôle dans la chouannerie et par sa conduite à la veille de Waterloo, « joueur effréné », dit Pasquier, et qui donnait au ministère une tournure de bravade et de risque-tout. Venaient ensuite quelques hommes de second plan : aux Finances, un ami de Villèle, Chabrol, fidèle serviteur du roi ; aux Affaires ecclésiastiques, plus tard à l'Intérieur en remplacement de La Bourdonnaye, un honnête homme, Montbel ; aux Sceaux, Courvoisier, magistrat réputé ; à la Marine, on eût voulu avoir Rigny, le vainqueur de Navarin, mais il se récusa et l'on mit un préfet, d'Haussez.



GÉNÉRAL COMTE DE BOURMONT
(D'après une lithographie de Mourrin).

Polignac songea d'abord à tâter l'opinion et il resta sur l'expectative durant les derniers mois de l'année 1829. Quand La Bourdonnaye quitta le ministère, *le Moniteur* publia une note dont le ton eût paru assez rassurant, n'eût été une phrase révélant une sorte d'arrière-pensée : « La Charte, disait la note, est, pour la France, un gage de paix et, pour la maison de Bourbon, un monument de gloire. Les ministres affermiront les libertés qu'elle consacre... *Ils sauront faire respecter les droits*

de la Couronne. » A l'origine de la crise, ce n'est donc pas la Charte qui est en cause. L'article 14 n'était pas invoqué par le ministère. Aussi, l'opposition de la presse hostile, dès que la liste des ministres avait paru, s'en prenait aux personnes et aux idées qui leur étaient attribuées plutôt qu'à leurs déclarations et à leurs actes.

La fin de l'année 1829 livrée à ces polémiques, s'écoula dans un calme relatif. Le nouveau ministère, à peine arrivé au pouvoir, était saisi par l'urgence de deux questions capitales, concernant toutes deux les affaires extérieures : d'abord, l'évolution de la politique générale dans le sens d'un rapprochement avec la Russie : et ce ne dut pas être une petite affaire pour Polignac, la veille ambassadeur à Londres et favori de la politique an-



DAV. B.

ARMAND CARREL
(D'après une lithographie de Viardot.)

glaise, de prendre, séance tenante, cette nouvelle orientation ; et la seconde difficulté plus grave encore et plus délicate à l'égard de l'Angleterre, la préparation de l'expédition d'Alger, sur le chantier depuis juillet 1829 et décidée le 31 janvier 1830.

Il convient d'avoir ces faits présents à l'esprit pour suivre utilement le graphique du mouvement qui va se produire dans la politique française. Le ministère, sûr de lui et de la faveur du roi, fier de la tournure générale qu'ont prise les événements, ne se montre pas trop préoccupé de ce qu'il fait et surtout de ce qu'il médite : si la polémique de presse, aussi imprudente à droite qu'elle est déchaînée à gauche, ne

l'irritait et ne le poussait à des mesures malencontreuses, rien ne ferait prévoir des événements graves jusqu'au jour où, le 3 janvier 1830, paraît un nouveau journal, *le National*, fondé par Thiers, Mignet, Armand Carrel, et qui, prenant à la remorque le vieux *Globe* transformé, donne soudain à l'opposition une allure où l'on sent comme une résolution secrète. C'est alors, en effet, que le tocsin sonne à sons prolongés, ameutant les foules et rassemblant sur la place publique bourgeois et peuple. Et ces coups, retentissant lugubrement, répandent une clameur nouvelle, sans cesse répétée : la *Charte* ! la *Charte* !

La royauté, assure-t-on, est décidée à rompre le contrat qui la lie à la nation. Le compromis signé en 1814 est dénoncé : c'est le retour à l'Ancien régime, c'est le gouvernement de la Congrégation, c'est la confiscation des « biens nationaux », le rétablissement des corporations, du servage... etc. Subitement la grande angoisse qui couvait au fond des cœurs, monte ; la colère gronde ; le lion populaire est réveillé. La polémique s'est transportée sur le terrain le plus dangereux pour la légitimité : « Vive la Charte ! » veut dire : « A bas Charles X ! A bas le Régime ! » Le *National* évoque avec insistance deux moyens empruntés à l'histoire d'Angleterre : le refus de l'impôt et le changement de dynastie. Polignac s'irritait de ces polémiques sans en apercevoir encore le danger. Absorbé par les grandes affaires extérieures, il cherchait ses voies à l'intérieur. Son rêve étoilé n'en était pas moins, dès lors, aux prises avec la politique et ses réalités.

Le coup de barre qui allait décider du sort de la dynastie avait été donné par le triumvirat fondateur du *National*, hommes jeunes, hommes nouveaux qui, s'élançant soudain de la coulisse, se saisissaient des premiers rôles et de la maîtrise des événements. Des trois, le plus bruyant, le plus entreprenant, et du plus d'avenir était Adolphe Thiers. Né en 1797, Marseillais, fils d'un commerçant à demi ruiné, enfant admirablement doué, brillant étudiant à Aix, il est arrivé, avec son inséparable Mignet, à Paris, en 1821, muni d'un léger bagage littéraire provincial et d'une immense ambition : Rastignac ! Le régime caduc n'a pas su faire la place à ces bourgeois de la jeune génération, et ce n'est pas la moindre faute du système. Muni d'une lettre de recommandation pour Manuel, Thiers s'est glissé dans la presse et, de là, a su gagner les salons, le monde. On le voit partout, chez Laffitte, chez Sophie Gay ; il devient la coqueluche de cet indulgent Paris ; mais sa conquête décisive, et dont il est difficile de discerner les origines, c'est celle de Talleyrand.

Le vieux renard, écarté par Louis XVIII, n'a pas pardonné à la dynastie qui l'a banni de sa seule joie, les grandes affaires : elle paiera. Louis XVIII a vécu dans

la terreur de ce « retour de Valençay ». Il est mort, trop heureux de ne l'avoir pas subi. Charles X ne se méfie pas. Talleyrand n'a cessé de travailler dans la coulisse : par Mme de Feuchères, il lie partie avec le duc d'Orléans dans la misérable affaire du testament du prince de Condé ; il a des relations suivies avec la sœur ambitieuse, Mme Adélaïde ; il est très au fait de l'intrigue parlementaire et a tendu partout ses filets. Or, il a flairé de bonne heure, dans le jeune Marseillais, un animal



THIERS

(D'après un portrait de Mme de Mirbel).

de chasse. Celui-ci écrit précisément une *Histoire de la Révolution* où il sait présenter les choses de façon à faire passer ce qui a paru jusque-là inacceptable. Sa lucidité éclaire tout. Il introduit, dans l'histoire, une notion pleine d'avenir, comme nous allons le voir, celle de la *nécessité*. Avec une sorte de compréhension indulgente, il met l'intérêt national au-dessus des crises accidentelles et du truisme de la morale et de la justice. Quelle habile justification des hommes qui ont passé de régime en régime et fait cent fois le saut périlleux ! En 1829, historien acclamé et journaliste réputé, il occupe la vedette. Une lumière brille en lui. Brillant, bruyant, présent partout, avec sa taille d'enfant, ses lunettes, sa verve intarissable, et son sans-façon, il passe, dans ce monde un peu terne de la

Restauration, pour un phénomène. On rit. Mais son aplomb, sa hardiesse et sa supériorité éclatante contiennent les rieurs. Talleyrand pouvait lancer dès lors, à son sujet, la réponse qu'il fait à quelqu'un qui traitait son jeune ami de parvenu : « Dites qu'il est arrivé ! » Il ne le quitte plus du regard. Bientôt la duchesse de Dino, grande dame et si dédaigneuse, poussera la condescendance jusqu'à inviter dans l'intimité et sur le ton de l'amitié, à Valençay, M. Thiers et Mme Dosne. Ce n'est pas tout. Nous savons depuis peu, par la publication de certaines lettres émanant de Montrond, que cet étrange confident de Talleyrand fait, avec une activité fébrile, la navette de Paris à Londres, précisément dans les mois qui précèdent la révolution de Juillet : quelque chose se trame entre Londres et Valençay.

L'alliance anglaise dont Talleyrand a toujours été le fervent défenseur se sent menacée : le ministère royal se rapproche du tsar et la nouvelle politique coloniale française s'inaugure à Alger. Talleyrand, Thiers, *le National*, l'Angleterre, tout cela travaille contre Polignac. Or, ce conspirateur ne se méfie pas ; il n'a pas de flair. Selon le mot de Broglie, « Mangin, son préfet, fermait la porte cochère pour empêcher les oiseaux de s'envoler. » En fait, la presse l'hypnotise : lui qui devait savoir de quoi la presse est faite !

L'OPPOSITION BIGARRÉE. « L'ADRESSE »
LUE PAR ROYER-COLLARD

Les Chambres sont convoquées.

Le 5 mars, la séance d'ouverture a lieu dans la salle du trône, au Louvre. Tout le monde savait que le roi avait pris personnellement les affaires en main. Pasquier écrit, traduisant l'impression générale : « Le roi agissait sur son ministre plus encore peut-être que celui-ci agissait sur lui. Il le dirigeait plus qu'il n'en était dirigé. » Le vieux roi avait mûrement pesé les termes de son discours et notamment le passage qui allait faire connaître ses intentions : « La Charte, dit-il, a placé les libertés publiques sous la sauvegarde des droits de ma couronne. Ces droits sont sacrés ; mon devoir envers mon peuple est de les transmettre intacts à mes successeurs. » Qu'entendait-il par ces mots : les droits de la couronne ? Le discours du trône ne le précise pas. Faisant appel aux deux Chambres pour l'aider à surmonter des « obstacles » qu'il ne définit pas davantage, il ajoute, d'une parole qui est comme un appel à la lutte, « qu'il trouvera la force nécessaire pour les surmonter ». Ce sont ces deux phrases qui provoquent le *tolle*.

La Chambre des pairs essaye de se jeter entre les combattants ; elle glisse une formule de conciliation dans son Adresse en réponse au discours du roi : « Les droits de la couronne, Sire, ne sont pas moins chers à votre peuple que ses libertés. » Ce n'est plus l'heure de ces phrases balancées. La Chambre des députés, cette Chambre qui, élue depuis des mois, ronge son frein, a reçu un mandat ; elle est élue *contre*... Contre quoi ? Voilà la question. Il ne faut pas oublier que l'opposition, qui formait la majorité, était composée de deux partis aux sentiments absolument contraires, d'une part, la gauche, et, d'autre part, la droite indépendante, celle que Chateaubriand conduisait on ne savait où. Quel est le programme de cette *opposition bigarrée* ? Elle ne le sait pas elle-même. Extraordinaire illogisme des coalitions parlementaires : ce seront les royalistes, ces royalistes du centre droit, ces royalistes raisonnables, ces doctrinaires, que tout devrait maintenir auprès du trône et dans le camp hostile à la révolution qui

vont trouver le terrain d'attaque et mener le combat. Les *Souvenirs* du duc de Broglie, les *Mémoires* de Guizot, témoignent de la fureur soudaine qui s'empare de ce troupeau pacifique.

Sûrement ils eussent été au désespoir s'ils avaient connu d'avance les conséquences de ce qu'ils allaient faire et s'ils avaient deviné que leur parti pris renverserait cette légitimité qu'ils avaient eu tant de peine à restaurer. Or, c'est Royer-Collard, la « doctrine » en personne, « le patriote » de 1789, le royaliste de 1792, l'homme « aux cloches » de l'an V, le confident de la royauté en exil, le plébéien de 1814 répondant :



ROYER-COLLARD

(D'après un portrait de Maurin).

« *Noble vous-même!* » à l'offre d'un titre de noblesse (Broglie), c'est Royer-Collard, enfin, qui rédige l'Adresse de rupture et qui, à la tête de la députation de la Chambre, la porte au roi. Face à face avec le descendant de Louis XIV, ce gros bourgeois si sûr de lui, sur un ton tranchant, discute, non pas les *droits de la couronne*, mais, par une feinte de polémiste extraordinairement dangereuse, transporte le débat sur le terrain de la Charte : « Sire, la Charte que nous devons à votre auguste prédécesseur et dont Votre Majesté a la ferme volonté de consolider le bienfait (le roi l'avait dit en effet) consacre comme un droit l'intervention du pays dans la délibération des intérêts publics... Elle fait, du concours permanent des vues politiques de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple, la condition indispensable de la marche régulière des affaires publiques. » Le roi n'avait pas dit le contraire : ne s'adressait-il pas aux Chambres ; ne sollicitait-il pas leur concours ? Mais voici, maintenant, la mise en demeure et l'épée dégainée : « Sire, notre loyauté, notre dévouement nous condamnent à vous dire que ce concours n'existe pas. »

Le vrai grief de l'opposition se dévoilait dans le passage de l'adresse qui abordait la question de personnes et la constitution du cabinet : « Une défiance injuste des sentiments et de la raison de la France est aujourd'hui la pensée fondamentale de l'administration. Votre peuple s'en afflige parce qu'elle est *injurieuse* pour lui ; il s'en inquiète parce qu'elle est *menaçante* pour ses libertés. » C'est donc sur cette inquiétude, sur cette menace que le parti le plus sage, le plus pondéré du Parlement

rompt avec la Couronne. Contre le roi qui se croit populaire, la Chambre censitaire invoque les sentiments du peuple. Les deux systèmes opposés cherchent leur appui dans ces masses obscures, sans action et sans responsabilité. Or, à leur appel, le peuple dont ils se réclament les uns et les autres sans le connaître, va soudain entrer en scène ; et, on verra à quel point, ils l'ont ignoré ! Aveuglement des oppositions et des représentants !... 221 députés contre 181 ont signé l'adresse lue par Royer-Collard. Charles X, dans une brève allocution, confirme sa volonté antérieurement exprimée.

Ce qui résulte, non pas seulement des déclarations publiques, mais de la psychologie intime de l'époque, c'est que la bourgeoisie, la bourgeoisie propriétaire, banquière et industrielle, déjà gonflée de sa prospérité croissante, avait senti grandir en elle un sentiment de présomption et d'orgueil qui n'allait pas sans envie à l'égard des anciennes classes aristocratiques. Contre le privilège renaissant ou cherchant à renaître, cette bourgeoisie discuteuse, pointilleuse, voltairienne, qui avait déjà fait la première Révolution, forte maintenant de l'aigreur de l'armée restée bonapartiste, du concours des petits propriétaires inquiets pour les biens nationaux, de l'assentiment supposé du peuple dépossédé de toute action politique et accablé déjà du poids des charges sociales, la haute bourgeoisie pensait que l'heure était venue de confisquer à son profit ces oppositions diverses et de s'attribuer, à elle seule, le pouvoir. Les Royer-Collard, les Guizot, les Dupin, les Bertin de Vaux ne voyaient que cela, rien au delà.

La vieille bourgeoisie des « communes », celle dont Augustin Thierry écrivait précisément l'histoire, entendait chambrer la légitimité et, si celle-ci ne se laissait pas faire, se débarrasser d'elle. Et cela paraissait, en ce temps, le véritable aboutissant de toute l'histoire de France. La Royauté et le Tiers-État s'unissant contre le privilège d'en haut et l'anarchie d'en bas : conception politique connue sous le nom de *juste-milieu*. Si la royauté se dérobe, c'est qu'elle a renoncé à sa tâche séculaire, ou plutôt c'est qu'un vieillard couronné se laisse tromper par une *camarilla* de prêtres et de femmes ; un accident sénile ne peut arrêter le cours séculaire des choses. Il faut en France un gouvernement qui sauve à la fois l'ordre et la liberté. La bourgeoisie a pour titre d'être une élite. Elle se propose : Si on prétend l'écarter, un simple changement de dynastie, selon l'exemple de l'Angleterre, assurera au peuple français le bonheur d'une juste pondération.

Voilà ce qui commençait à sourdre dans les esprits, voilà la thèse que le *National*, plus ardent et plus *politique* que les vieux doctrinaires, commençait à répandre.

LES QUATRE ORDONNANCES Les ministres n'y comprenaient plus rien. Ayant parlé et, s'étant découverts, ils n'agissaient pas : hommes à poigne qui hésitaient à empoigner, fauteurs de coup d'État qui attendaient le coup au lieu de le donner. Leur molle tactique en était toujours à gagner du temps. Les Chambres sont prorogées jusqu'au 1^{er} septembre et le corps électoral est convoqué pour le 23 juin et le 3 juillet. Six mois de répit. Un remaniement du cabinet fait disparaître les éléments les plus modérés, Courvoisier, Chabrol. Ils sont remplacés par des hommes réputés d'énergie et de savoir-faire, Peyronnet à l'Intérieur, Chantelauze aux Sceaux, et on adjoint au cabinet un préfet, familier de la Cour, qui passait pour homme de main, Capelle.

Les auspices étaient favorables. L'expédition d'Alger avait donné au monde le spectacle de la force et de la grandeur de la France. Ses navires, ses armées avaient couvert la Méditerranée d'une magnifique armada. Le débarquement avait eu lieu à Sidi Ferruch, et Alger capitulait le 5 juillet. Ce grand événement semblait devoir travailler pour la cause royale. On est justement à l'heure où le corps électoral doit se prononcer. Mais le corps électoral, en France, est généralement indifférent aux entreprises coloniales. Il était alors en pleine ardeur combative, excité par la presse, par les questions de personnes et de partis. Des faits et des rumeurs étranges se répandaient et rappelaient l'époque de la « grand'peur ». A Paris, en plein milieu d'une fête que le duc d'Orléans avait donnée au Palais Royal et à laquelle le roi assistait, une sorte d'émeute inexplicable s'était produite ; en Normandie, des incendies s'allumaient, comme d'eux-mêmes, dans les fermes, dans les bourgs, semant une angoisse mystérieuse sur trois départements.

Les oppositions, faisant bloc, se regroupent autour des sociétés secrètes, en particulier la société *Aide-toi, le ciel t'aidera* où Guizot, lui-même, fait alliance avec les républicains. Car voilà qu'on retrouve, sur les lèvres d'un parti nombreux et hardi, ce vocable oublié : *République* ! Et des survivants, toujours énergiques, surgissent soudain autour de chefs aux noms populaires : La Fayette, Carnot, Cavaignac, Thomas, Bastide, Mauguin. Le roi n'ignore pas la marche des révolutions ; comprend-il qu'un nouveau duel s'est engagé ? En tous cas, il ne reculera pas, lui. Il se découvre, se montre en personne à son peuple, offre sa vieille poitrine pour cible à ses adversaires :

Maintenir la Charte constitutionnelle et les institutions qu'elle a fondées a été et sera toujours le but de mes efforts. Mais, pour atteindre ce but, je dois exercer librement et faire respecter les droits sacrés qui sont l'apanage de ma couronne... Rassurez-vous donc sur vos droits. Je les confonds avec les miens... Repoussez d'indignes soupçons et de funestes craintes... »

Ces nobles paroles sont à peine entendues. Il s'agit du sort du roi, non de ses raisons. Les partis d'opposition poursuivent leur feinte : tout en criant encore « Vive la Charte ! », ce n'est plus la forme des institutions qu'ils visent, mais le régime.

Les 221 s'étaient représentés unis. Le corps électoral a élu 274 députés se réclamant du même programme. Majorité accrue contre le ministère et, par son poids même, contre la Couronne. Paris avait donné 7 395 voix aux opposants contre 1 523



LE 26 JUILLET 1830 LES
QUATRE ORDONNANCES
SONT AFFICHÉES.

(Composition de Jeannot).

aux ministériels. Dès le 29 juin, le roi surpris, mais confiant, comme le duc d'Angoulême lui-même, dans le dévouement de l'armée, met en délibération devant le Conseil les mesures à prendre à l'égard d'une représentation et d'un suffrage décidément hostiles : les ministres sont appelés à délibérer sur un *plan médité de longue main* (Pasquier) et qui s'appuyait nettement, cette fois, sur l'article 14 de la Charte pour défendre les *droits de la couronne*. Non sans quelque tâtonnement et hésitation, on met au point, sur un canevas apporté au Conseil, assure-t-on, par M. de Peyronnet, l'ensemble des mesures destinées à appliquer ce programme. Chacun des ministres a rédigé de sa main celles qui incombaient à son département. On les lit, une dernière fois, en Conseil, le 25 juillet. Le prince de Polignac les avait fait précéder d'un long

rapport, qui était surtout un réquisitoire contre la presse et qui, se contentant d'une simple allusion à l'article 14 et à la Charte, exposait, enfin, la théorie du *système royal* :

La constitution de l'État est ébranlée, disait le ministre. Votre Majesté seule conserve la force de la rassembler et de la raffermir sur ses bases. Le droit comme le devoir d'en assurer le maintien est l'*attribut inséparable de la souveraineté*... D'impérieuses nécessités ne permettent plus de différer l'*exercice de ce pouvoir suprême*. Le moment est venu de recourir à des mesures qui rentrent dans l'esprit de la Charte, mais *qui sont en dehors de l'ordre légal*, dont toutes les ressources ont été inutilement épuisées. Ces mesures, vos ministres en assureront le succès.

Ce n'était pas précisément un coup d'État, ni même un « coup de Charte », comme il a été dit : c'était un coup d'autorité. Le roi entendait « gouverner ». C'est ce que rend évident le texte des ordonnances elles-mêmes. On affirme qu'après la lecture du rapport et du dispositif, le roi, la plume levée pour signer, aurait dit à ses ministres : « Plus j'y pense et plus je demeure convaincu qu'il est impossible de faire autrement. » Et quand il eut signé : « Je compte sur vous, messieurs, comme vous pouvez compter sur moi. Notre cause est commune ; entre nous, c'est à la vie et à la mort. »

Les quatre ordonnances parurent au *Moniteur* le 26 juillet à dix heures du matin ; elles suspendaient la liberté de la presse et la soumettaient pour l'avenir à des mesures rigoureuses ; elles prononçaient la dissolution de la Chambre des députés ; elles remaniaient une fois de plus la loi électorale en modifiant la base censitaire (25 000 grands propriétaires) et en assurant une grande prépondérance aux plus haut imposés. La future Chambre était convoquée pour le 28 septembre ; des mesures portant sur le personnel administratif complétaient cet ensemble.

Le ministère s'attendait-il à des troubles sérieux, à un profond bouleversement ? Il ne semble pas. Le prince de Polignac, qui avait assumé la charge du ministère de la Guerre en l'absence de Bourmont, commandant l'expédition d'Alger, s'était à peine préoccupé du nombre des troupes dont il pouvait disposer dans Paris. Interrogé par son collègue d'Haussez, il affirmait que la garnison de Paris était de 30 000 hommes : en réalité, elle en comptait 8 000. Le secret des Ordonnances avait été si bien gardé que Champagny, sous-secrétaire d'État au ministère de la Guerre, ne savait rien et, par conséquent, n'avait rien préparé. Le premier ministre ne montrait nul souci. Il disait à Guernon-Ranville : « Tout ira bien. Seuls les bourgeois seront taquins. Le peuple ne bougera pas. » Il laissait Charles X partir pour la chasse à Rambouillet. Metternich, aux premières nouvelles, disait à M. de Rayneval, ambassadeur de France : « Je serais beaucoup moins inquiet si M. de Polignac l'était davantage. »

LES JOURNÉES DE JUILLET 1830

Il y eut, dans les journées de Juillet, c'est-à-dire dans le mouvement révolutionnaire qui a emporté la dynastie légitime, trois temps : une première phase, de violente irritation, bourgeoise plutôt que populaire, qui se précipite sur le pouvoir et le tient en échec presque sans coup férir ; une seconde phase, d'émotion profonde et d'alarme universelle, entraînant un mouvement populaire qui amène la chute du roi ; mais, presque simulta-



PERQUISITIONS AU « NATIONAL »
(D'après une lithographie de V. Adam).

nément, une réaction, en apparence improvisée, en fait préparée de longue main, qui fait passer la couronne à la branche cadette.

Le 26 juillet, tout se concentre dans les rédactions de journaux. La presse de gauche prend vivement position. Elle a l'initiative. Mais le journal qui assume la direction du mouvement est *le National*, « le seul, dit Pasquier, dont l'inclination pour les intérêts de la maison d'Orléans fût alors considérée comme avérée ».

Thiers est au premier rang. C'est lui qui rédige la protestation, signée par quarante-trois journalistes, en appelant à la force. « Le régime légal est interrompu... L'obéissance cesse d'être un devoir... Le gouvernement a perdu le caractère de légalité... Nous résistons... La France jugera. » Le reste de la journée se passe dans des courses et conciliabules de députés et de journalistes. Vers le soir seulement, à la sortie des ateliers et des bureaux, la proclamation étant affichée et distribuée, quelques groupes se forment, la commentent et crient : « Vive la Charte ! » Le minis-

rière ne s'émeut pas. Le roi, rentrant à Saint-Cloud, de sa chasse de Rambouillet, est tenu au courant : on n'a pas d'inquiétudes.

Le 27 juillet, c'est encore la presse et, en particulier, *le National*, qui foment et soutient l'agitation. La police a reçu l'ordre d'empêcher l'opposition des journaux et de briser les presses, s'il le faut. Des groupes se forment, criant toujours : « Vive la Charte ! » ; mais personne n'est encore armé. Quelques incidents, pourtant : sur le boulevard des Capucines devant le ministère des Affaires étrangères, la foule jette des pierres aux gendarmes : l'infanterie de la garde est déployée, quelques coups de fusil partent et font des victimes ; on pille les boutiques des armuriers et une incurie extraordinaire laisse tomber aux mains de l'émeute le dépôt de poudre de la défense de Paris. Le président du Conseil, ministre de la Guerre par intérim, est pris au dépourvu. C'est au duc de Raguse, Marmont, qu'incombe le commandement de la garnison de Paris. Ce nom évoque de tristes souvenirs. Disposant de ressources militaires très limitées, le maréchal prend quelques mesures qui paraissent suffisantes et, le soir, se jugeant maître de la situation, il se rend auprès du roi à Saint-Cloud. Quelques députés, réunis autour de M. Alexandre de Laborde, Villemain, Casimir Perier, Mauguin, Bertin de Vaux s'étaient cherchés, avaient formé des réunions peu nombreuses où tout le monde parlait sans qu'on en vînt aux actes. On remarqua, cependant, que Perier qui, la veille, écrit Sarrans jeune, « protestait contre toute démarche qui tendrait à un but autre que celui de ramener Charles X dans de meilleures voies », restait muet et paraissait hésiter sur le parti à prendre.

Le 28 juillet, les choses commencent à se gâter. Le peuple entre en scène. La Fayette, qui était à son château de La Grange, est accouru à Paris. Arrivé le 27 au soir, il s'est montré à la réunion des députés. Mais, surtout, il a pris contact avec les groupes armés et leur a offert l'appui de son nom et de sa popularité. C'est le vent de la grande révolution qui se lève. Les élèves de l'École polytechnique, avec l'ardeur de la jeunesse, entourent le vieux général ; la garde nationale, dissoute par un coup d'humeur de Charles X, reprend ses uniformes et ses armes ; des groupes, armés et disciplinés, partie bourgeois, partie ouvriers, sur le mot d'ordre des organisations secrètes et de la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*, se sont réunis dès la première heure. C'est Paris en armes, le Paris des « journées ». Le maréchal Marmont qui, la veille, avait fait passer au roi des paroles de confiance, s'affole tout à coup et avertit Saint-Cloud : il ne s'agit plus d'une émeute, mais d'une révolution. La Fayette a établi son « quartier général » à l'Hôtel de Ville. C'est là que le peuple s'est porté d'instinct et il s'est emparé de l'édifice municipal. Marmont l'a fait réoccuper et, après diverses vicissitudes, en est resté le maître, ainsi que de la ligne des quais.

CHUTE DE LA MONARCHIE LÉGITIME (1829-1830)

Mais la bataille devient de plus en plus acharnée. Dans les quartiers populaires, la troupe se heurte aux barricades ; assommée, fusillée des boutiques et des fenêtres, elle est décimée. Deux mille cinq cents hommes, assure-t-on, périssent dans cette



COMBAT DE LA RUE DE ROHAN

(D'après une esquisse au lavis de Lecomte, faite probablement sur le lieu même du combat. Musée Carnavalet.)

seule journée. Marmont est obligé de concentrer toutes ses forces pour la défense du Louvre, des Tuileries, des Champs-Élysées et de la route qui garde les communications avec Saint-Cloud. Un certain nombre de députés se sont réunis. Ils ont beaucoup parlé et finalement ont désigné une commission composée de Casimir Perier, Laffitte, Mauguin, Bérard et chargée de se mettre en relation avec le maré-

chal pour négocier une trêve. Mauguin a prononcé le nom de « Révolution » ; Dupin, Sébastiani, Guizot se voilent la face. A une nouvelle réunion, chez Bérard, on apprend que l'Hôtel de Ville est entre les mains des patriotes et, maintenant, on entend parler de « République ».

« Quelle nuit que celle du 28 au 29 juillet ! Jamais le ciel ne fut si beau ; jamais le peuple ne fut si grand. Tout veille dans la cité, tout s'agite, tout s'arme, on travaille aux barricades. Le vaste silence qui couvre Paris n'est interrompu que par le bruit sourd du pavé qu'on arrache, les gémissements des blessés, le *Qui-vive !* du soldat-citoyen, ou ce long *Sentinelles, prenez garde à vous !* que cent mille hommes debout se renvoient de quart d'heure en quart d'heure... »

Le 29 juillet, dès l'aurore, la lutte recommence partout, acharnée. Il y a comme une fureur joyeuse du peuple, qui se sent maître de la capitale et étouffe de sa foule, de son élan, les maigres effectifs de Marmont. Vers la fin de la matinée, deux régiments de ligne, épuisés, dégoûtés, sans munitions, sans nourriture, se dérobent. Il ne reste plus que la Garde et les Suisses. Le peuple s'empare de l'Hôtel de Ville et, soudain, les trois couleurs flottent sur Notre-Dame. Ce fut une émotion indicible : à ce moment, on sentit que la partie était perdue pour la royauté.

L E DUC D'ORLÉANS A L'HÔTEL DE VILLE Les députés, au nombre d'une quarantaine, se sont réunis chez Laffitte, tandis qu'au même moment, à l'Hôtel de Ville, on organisait un gouvernement provisoire. Des aventuriers se désignaient eux-mêmes. Chez Laffitte, on discutait et on tremblait. On s'apercevait soudain qu'il fallait parer au péril révolutionnaire, improviser une discipline, un gouvernement. Laffitte promenait d'oreille en oreille son remède, la solution que lui et *le National* tenaient en réserve dès le début de la crise, faire appel au duc d'Orléans, lorsque La Fayette survint. Il raconte ce qui se passe à l'Hôtel de Ville et, avec cette assurance heureuse, cette politesse supérieure qui fut toujours la sienne, — *poli comme un roi*, dit Stendhal, — il s'offre pour prendre le commandement de toutes les forces militaires. La Fayette ! Mais, c'est la Révolution, peut-être la République ! Grand embarras ! Le rejeter sur l'Hôtel de Ville, quel risque ! On adhère à sa proposition. Mais, en même temps, on nomme une « commission municipale », qui est une sorte de gouvernement provisoire, où les divers partis parlementaires sont groupés et se surveillent les uns les autres.

Après l'Hôtel de Ville, le Louvre et les Tuileries avaient été enlevés. Marmont battait en retraite sur Versailles et Saint-Cloud. La Fayette, accompagné des députés, fendant la foule, se porte à l'Hôtel de Ville. Une manière de gouvernement s'y était installé. Mais quel gouvernement ? Une écume de foule, une sorte de Commune.

Ce nom seul faisait frémir. Le mot de « République » volait sur les lèvres de ces hommes aux yeux brûlants, au visage noir de poudre et qui hurlaient la *Marseillaise*. D'autres lançaient le nom du duc de Reichstadt, et les vieux soldats criaient au retour de l'*autre*. L'émotion et la peur se propageaient dans la ville. Quels seront les lendemains ? Les familles riches font atteler leurs voitures. On se consulte d'hôtel à hôtel, de quartier à quartier. Des messieurs « bien mis » se glissent le long des maisons, allant aux nouvelles. Cent cinquante mille personnes s'enfuient, partant pour les châteaux, prêtes à émigrer de nouveau. Il en est qui passèrent la frontière.

Le banquier Laffitte n'avait pas été des derniers à s'émouvoir. Depuis deux jours, il colportait sans trêve le nom du duc d'Orléans ; son insistance tombant sur les apeurés et agissant sur la presse, créait un courant. Quant au duc d'Orléans lui-même, il était resté à Neuilly et surveillait les événements sans s'y mêler en rien. Des amis, des émissaires arrivaient d'heure en heure pour le renseigner.

A Saint-Cloud, le roi a fini par se rendre compte de l'étendue du désastre. Tandis que ses ministres se sont cachés ou enfuis, il cherche à sauver sinon sa couronne, du moins celle de son petit-fils. Une députation se présente, de sa part, à l'Hôtel de Ville, annonçant que les Ordonnances sont retirées et qu'un nouveau ministère, ayant à sa tête le duc de Mortemart, et dont font partie Casimir Perier et Gérard, remplace le ministère Polignac. La Fayette, jetant à peine les yeux sur le papier que lui apportent les envoyés du roi, dit : « *Il est trop tard !* » et il leur donne un billet qui est le verdict de mort de la légitimité : « Toute conciliation est impossible ; la famille royale a cessé de régner. »

La place est nette, on peut marcher. Chez Laffitte, la peur, vraie ou feinte, grandissait. Laisserait-on l'Hôtel de Ville gouverner la France ? Le duc de Broglie, Dupin faisaient un tableau très sombre de la situation. Laffitte, boiteux, étendu sur une chaise longue, en revenait à son antienne : pas d'autre issue que le duc d'Orléans, et pas une minute à perdre. Il commençait à avoir raison.

La nuit fut pleine d'angoisse, malgré la victoire ou en raison d'une trop complète victoire. Les partisans du duc d'Orléans sentent que l'heure est venue. Thiers, Mignet, les rédacteurs du *National* se rendent à Neuilly. Le prince ne se montrait



VIVE LA CHARTE ! VIVE LA CHARTE !
(D'après V. Adam).

toujours pas. On parlementa par intermédiaire : « Il s'agit du salut de la France ! » crient les amis, les bras au ciel. On cherche un biais; on le trouve. Quelqu'un esquisse



LES JOURNÉES DE JUILLET 1830
(d'après un croquis de Lamy).

une proclamation confiant au duc d'Orléans, comme prince de la famille régnante, la lieutenance générale du royaume : mesure d'ordre et de sécurité. Louis-Philippe ne dit ni oui ni non. La combinaison ne comportait pas encore une rupture déclarée avec la branche aînée. Cela est si vrai, qu'au même moment, Charles X se décidant à abdiquer et ayant obtenu, en même temps, l'abdication du duc d'An-

goulême, se tourne vers le duc d'Orléans, pour lui confier, avec la lieutenancé générale, la régence pendant la minorité du jeune héritier de la dynastie légitime, le duc de Bordeaux. Le duc d'Orléans, manœuvrant avec la finesse subtile qui est dans sa manière, n'écarte pas, de prime abord, cette autre perspective et il écrit au duc de Mortemart une lettre d'acceptation qu'il retirera avant qu'elle soit arrivée jusqu'au roi.

Les orléanistes, poussés par le mouvement populaire, ne veulent plus entendre parler de transaction. Le moyen de réussir, maintenant, serait d'obtenir, non plus du roi, mais de la réunion des parlementaires, une déclaration appelant le duc d'Orléans à la « lieutenance générale du royaume ». Soixante ou quatre-vingts députés présents, la déclaration est enlevée : « Jamais, dit Pasquier, un aussi petit nombre d'hommes, sans pouvoirs réguliers, n'ont assumé, dans un grand pays, une aussi grande responsabilité. » Le duc d'Orléans est prévenu : maintenant, il faut qu'il se prononce à son tour, qu'il accepte ou qu'il refuse. Lui seul peut enlever, de sa personne, sa partie devant le grand Paris furieux et incertain.

Il se décide. A pied, vêtu en simple bourgeois et accompagné de quelques familiers, il traverse la ville, franchissant péniblement les barricades et il arrive, dans la nuit, au Palais-Royal. Le lendemain matin, à huit heures, il reçoit la commission qui lui apporte la déclaration des parlementaires. Une discussion s'engage. Le

prince fait observer qu'il ne peut prendre une résolution de cette importance sans demander l'avis d'une certaine personne qu'il ne nomme pas. Et il sort. Qui donc était cette personne qui allait à l'heure décisive prononcer la parole décisive?... Talleyrand. Sébastiani, porteur d'un mot du duc d'Orléans, gagne en hâte l'hôtel de la rue Saint-Florentin. Talleyrand lit le billet : « C'est bien, dit-il ; qu'il accepte ! » Quelques instants après, le prince rentrait dans la salle et faisait connaître son acceptation.

Voici donc le maître de l'Intrigue arrivé à ses fins. L'ancien familier de Choiseul, le partisan de Philippe-Égalité, le profiteur et détrousseur de tous les régimes et de toutes les révolutions, après une longue quarantaine, rentrait sur la scène en faiseur de rois. Il avait si bien calculé ses coups et ses chances qu'il avait conseillé au corps diplomatique de ne pas quitter Paris, de façon à marquer comme une volonté de l'Europe de se désintéresser du sort de la légitimité. La crise, par cette action occulte et puissante de l'homme qui avait couvé une même ambition depuis quarante ans, prenait son véritable sens. L'évêque d'Autun se retrouvait le maître de l'heure. La substitution de la branche cadette était son œuvre longuement méditée. Fouché autrefois y avait pensé ; mais Talleyrand avait survécu. Savoir durer est une des grandes parties de la politique. Talleyrand triomphait, non sans avoir stipulé, comme bonne main, l'ambassade de Londres : de là, il comptait exercer, désormais, l'arbitrage des grandes affaires européennes.

Restait à faire un dernier pas : s'assurer de l'Hôtel de Ville. Le 30 juillet au matin, une affiche avait été préparée pour lancer, dans le grand public, l'opération orléaniste, si adroitement conduite jusque-là dans les coulisses : « Charles X ne peut plus rentrer à Paris : il a fait couler le sang du peuple. La République nous exposerait à d'affreuses divisions ; elle nous brouillerait avec l'Europe... Le duc d'Orléans a porté au feu les couleurs tricolores ; le duc d'Orléans s'est prononcé ; il accepte la Charte comme nous l'avons toujours voulue... » Une première rédaction concluait, dévoilant le but poursuivi : « *C'est du peuple français qu'il tiendra sa couronne.* » Au dernier moment, cette phrase avait été modifiée et remplacée par celle-ci : « *Le duc ne se prononce pas. Il attend notre vœu.* » Pour tous les esprits avertis, la chose ne faisait pas doute : la branche cadette se substituait à l'aînée.



« HONNEUR AUX DAMES ! » (D'après V. Adam).

Louis-Philippe entre en scène le 31 juillet. Il adresse, à son tour, une proclamation aux Parisiens :

Les députés de France, en ce moment à Paris, ont exprimé le désir que je me rendisse dans cette capitale pour y exercer les fonctions de lieutenant-général du royaume... Les Chambres vont se réunir et aviseront aux moyens d'assurer le règne des lois et le maintien des droits de la nation. (Pas question de Constituante, ni d'appel au peuple.) La Charte sera désormais une vérité.

C'est comme si l'on disait : rien de changé, un homme remplace un homme, les choses continuent.

Mais si le peuple, maître de Paris, refuse, dans son emballement révolutionnaire, de se laisser dépouiller de sa victoire?... Le duc d'Orléans, avec le coup d'œil du joueur, inspiré, sans doute, par ce petit Thiers, qui a tremblé un instant, et a disparu, franchit le pas et se décide à marcher sur l'Hôtel de Ville. Le 31 juillet, vers deux heures, à cheval, en uniforme d'officier général, la cocarde tricolore au chapeau, accompagné d'un cortège de députés, de serviteurs et d'hommes dévoués, il avance péniblement, par une chaleur terrible, vers le lieu où le sphinx populaire détient l'énigme. Le long du parcours, des manifestations diverses se produisent : « Plus de Bourbons ! Vive la République ! Vive La Fayette ! »

Tout allait dépendre de La Fayette : d'instinct, mais non sans inquiétude, il allait vers la République. Un groupe d'orléanistes était venu à l'Hôtel de Ville et l'entourait, le pressait. Charles de Rémusat lui dit à brûle-pourpoint : « Général, si l'on fait la monarchie, le duc d'Orléans sera roi ; si l'on fait la République, vous serez président. Prenez-vous la responsabilité de la République ? » La Fayette parlait de « garanties », quand on annonce l'arrivée du duc d'Orléans et de son cortège. Le général descend sur le perron ; toujours poli, il accueille le duc d'Orléans et l'embrasse. Tous deux montent dans la grande salle et, au bout d'un instant, paraissent au balcon, enveloppés d'un même drapeau tricolore. Ce geste symbolique est salué d'en bas par des cris : « Vive Orléans ! Vive La Fayette ! » S'il y a des protestations, elles se perdent dans l'acclamation. La partie est gagnée. Le duc d'Orléans, lieutenant-général du royaume et déjà roi, ne s'attarde guère. Il sent le terrain brûlant. Il regagne le Palais-Royal.

Il y eut, à l'Hôtel de Ville, de vives altercations et des reproches violents adressés à La Fayette. Quelles garanties avait-il obtenues ? Visant les vagues propos échangés avec le prince, il imagine d'en faire « le programme de l'Hôtel de Ville ». C'était l'esprit de l'escalier. Voici son propre récit :

Cette visite d'apparat (à l'Hôtel de Ville) ne suffisait pas au général : il voulait mieux savoir sur quoi compter. Entouré par une jeunesse ardente, *par tout le parti républicain qui était celui de ses incli-*

nations personnelles et se sentant chargé du sort de la patrie, il ne tarda pas à rendre au duc d'Orléans sa visite ; il eut lieu d'être content des professions du prince : « Vous savez, lui dit La Fayette, que je suis républicain et que je regarde la constitution des États-Unis comme la plus parfaite qui ait existé. — Je pense comme vous, répondit le duc d'Orléans ; il est impossible d'avoir passé deux ans en Amérique et de n'être pas de cet avis ; mais, croyez-vous, dans la situation de la France et d'après l'opinion générale, qu'il nous convienne de l'adopter ? — Non, répond La Fayette ; ce qu'il faut aujourd'hui au peuple français, *c'est un trône populaire entouré d'institutions républicaines, tout à fait républicaines.* — *C'est bien ainsi que je l'entends* », reprit le prince.

C'est cette version, accréditée par La Fayette, qui se condensa, en tant que légende officielle, dans la fameuse formule : la *meilleure des républiques*. Le roi a toujours nié la phrase relative aux « institutions républicaines ». Et La Fayette a toujours nié le mot « la meilleure des Républiques ». Il est difficile d'écrire l'histoire !

CE QU'IL ADVINT DE CHARLES X le roi Charles X ? Réfugié à Rambouillet, disposant des troupes appelées du camp de Saint-Omer, d'une bonne artillerie, et d'une garde dévouée, il pouvait chercher à s'appuyer sur les provinces de l'Ouest. Le fait que le duc d'Orléans ne l'avait pas accompagné à Saint-Cloud lui avait ouvert les yeux. Mais il avait cru sage de faire appel aux sentiments de son cousin pour lui confier la lieutenance générale du royaume, avec la mission de proclamer le duc de Bordeaux sous le nom d'Henri V. Il créa ainsi le marchepied sur lequel le duc d'Orléans allait s'élever jusqu'au trône. Comme l'observe Odilon Barrot : « il se trouvait ainsi investi du pouvoir à un double titre, il le tenait à la fois et de Charles X et des représentants de la Révolution ». Comble d'habileté, mais qui ne suffit pas. Il fallait maintenant choisir entre la fidélité et la Révolution.

Louis-Philippe choisit la Révolution. Après la scène du balcon, les liens avec la branche aînée étaient rompus. Tout le monde reconnaissait que la feinte de la lieutenance générale était périmée et qu'il s'agissait bien de la substitution d'une famille à l'autre. Le 2 août, le duc d'Orléans fit appeler Odilon Barrot, jeune avocat de talent qui s'était attribué un rôle, et lui dit que le roi Charles X, sur le point de



LE DUC D'ORLÉANS ET LA FAYETTE

« Voilà le roi qu'il nous faut, c'est la meilleure des républiques ! »

(D'après Maurin).

quitter la France, lui demandait des sauvegardes. Fondant en larmes, et la duchesse d'Orléans se jetant à son cou pour le consoler, il se résignait à suivre sa « fatale destinée » et il chargeait le jeune révolutionnaire d'aller avec le maréchal Maison, offrir à Charles X cette *sauvegarde* et de l'accompagner au port qu'il désignerait pour son embarquement. Grand fut l'étonnement des commissaires quand, arrivés à Rambouillet, ils apprirent, par le duc de Raguse, que le roi n'avait nullement



CHARLES X QUITTE LA FRANCE APRÈS SON ABDICATION
(D'après une lithographie d'Adam).

demandé de *sauvegarde* et qu'il attendait le résultat des communications qu'il avait faites aux Chambres »... Averti par ses commissaires, Louis-Philippe écarte, tout faux-semblant : « Vous avez raison, monsieur Barrot, dit-il, il faut faire une démonstration armée sur Rambouillet ; prévenez le général La Fayette, et que le rappel soit battu dans tous les quartiers de Paris... Précédez cette colonne, messieurs les commissaires. Cette fois, peut-être, *je serai compris et vous serez accueillis*. » C'était un nouveau 5 octobre, fomenté par la branche cadette ; l'événement eut encore le caractère désordonné et tumultueux de la première manifestation révolutionnaire sur Versailles.

Dirigé plutôt que commandé par le général Pajol, un attroupement qui n'était

qu'une cohue se mit en route et se porta jusqu'à Trappes où les commissaires l'arrêtèrent. Ceux-ci se présentent de nouveau au château : « J'ai abdiqué au profit de mon petit-fils, leur dit le roi, et nous sommes tous résolus ici à défendre ses droits jusqu'à la dernière goutte de notre sang. » Les commissaires étaient très embarrassés. Mais le roi, s'approchant du maréchal Maison, lui dit, parlant de la force venue de Paris : « Combien sont-ils ? — Sire, ils sont bien soixante à quatre-vingt mille (au témoignage de Barrot, ce chiffre, prononcé au hasard, était sensiblement exagéré). Alors le roi : « — Cela suffit ; je vous ferai savoir mes résolutions. » Un quart d'heure après, les commissaires étaient informés qu'il avait décidé de partir.

Les voitures royales s'organisèrent en un long cortège accompagné d'une troupe considérable, d'une artillerie puissante et d'une cour encore nombreuse, mais que, déjà, les événements avaient diminuée. Elles se dirigeaient sur Cherbourg, au milieu d'une population silencieuse, mais qui, partout, avait arboré les trois couleurs. La duchesse de Berry, avec le duc de Bordeaux et sa gouvernante, Mme de Gontaut-Biron, rejoignit le cortège à Dreux. La duchesse d'Angoulême toujours fière, droite dans son nouveau malheur, excitait la compassion générale. La marche était extrêmement lente. De Paris, on s'inquiétait, on envoyait courrier sur courrier, pour presser les commissaires. A Valognes, le cortège s'était diminué encore, il n'y avait plus que soixante à soixante-dix personnes. Les gardes du corps demandèrent cependant d'accompagner le roi jusqu'à son embarquement. Le 16 août 1830, par un temps splendide, le roi Charles X, le duc d'Angoulême, le duc de Bordeaux, la dauphine, duchesse d'Angoulême, la duchesse de Berry s'embarquèrent, en présence des commissaires, à bord du navire américain la *Grande-Bretagne* ; ils quittèrent la terre de France à trois heures, faisant voile pour la rade de Spithead, en Angleterre.

LA RESTAURATION ET LES « TROIS GLORIEUSES » La Révolution parisienne, qui changeait la destinée de la France en supprimant la dynastie légitime, s'était accomplie avec une rapidité inconcevable. Ce brusque mouvement, cette extraordinaire bousculade de tout un monde avait dépensé en trois jours tout ce qui s'était amassé de déception, d'impatience et d'espoir confus dans les quinze années qui s'étaient écoulées depuis Waterloo.

Le roi Louis XVIII n'avait été, en somme, qu'un malin vieillard craintif, bornant son effort à assurer sa fin, les pieds chauds, sur son trône branlant. Charles X, dans un sens, avait été plus roi. Mais ses velléités gouvernementales, soumises aux entou-rages comme Louis XVIII était soumis aux favoris, se montrèrent, au fait et au

prendre, d'une extraordinaire maladresse. Ne parlons pas de restauration faite par des vieillards : comment sauraient-ils refaire la vie, eux qui ne savent pas la donner ? On devait s'en apercevoir dix-huit ans plus tard, quand l'autre Bourbon, le successeur, avec l'illusion d'une nouvelle jeunesse dont se parait la branche cadette, dut prendre, à son tour, le chemin de l'exil. Lui aussi était un homme du passé, un ci-devant : pas plus à celui-ci qu'aux autres, l'émigration, qu'elle eût été blanche ou tricolore, n'avait rien appris. Hommes d'un autre temps, ils ne surent jamais gouverner qu'à la manière du régime disparu.

La France où ils étaient rentrés avait passé par la Révolution et par l'Empire. Elle avait tout renouvelé en elle et tout remué en Europe ; poudrière violemment comprimée en 1815 et toujours prête à exploser. Ce fut ce qui arriva au soleil de juillet. La « Grande nation » ne se déshabitua pas d'avoir été la France des cent trente départements et qu'on laissât les choses aller si mal sous le fouet des Metternich, gardes-chiourme des peuples asservis ; elle sentait sa force refoulée, mais non annulée ; elle était tourmentée par son génie à la fois idéaliste et irrité ; ayant payé, de son épargne refaite, ses ennemis, ces « Alliés » qui étaient venus chez elle se gorger de civilisation, de rapine et de vin, elle était fière de sa prospérité renaissante par ses propres moyens ; inventeurs, hommes de science, industriels, cultivateurs faisaient au gouvernement largesse de cette prospérité, dont il se glorifiait. Et il ne cherchait qu'à rabaisser et humilier ceux qui l'honoraient et l'élevaient. Il n'y avait pas de peuple pour lui.

C'est ce peuple qui se reconnut, se retrouva lui-même, jeune devant ce trône et ces rubriques périmées. Au risque des pires maux, il entendait ressaisir non seulement sur son propre sol, mais au dehors la place large que son premier rêve avait occupée. Intérieure dans sa forme, la Révolution de Juillet fut, au fond, une révolution de croissance et de rayonnement extérieur. Qu'on ne l'oublie pas ! La suite du siècle ne s'expliquera que si l'on comprend bien cela.

Comment un tel bouleversement eût-il pu être évité ? Comment la vieille monarchie eût-elle pu se sauver et rester maîtresse d'une nation qu'elle avait élevée sur ses genoux ? La réponse sort des faits. Il eût fallu que cette royauté apparût jeune comme était jeune le peuple lui-même ; il l'eût fallu à l'heure du siècle et non en retard d'un siècle, non révolutionnaire, certes, mais selon le mot d'un contemporain, *révolutionnée*. Cette berline du retour, gémissant sous le poids de vieillards et de femmes, ne disait rien à une génération qui n'avait connu de chefs qu'à cheval. Le seul jeune homme de cette carrossée, le duc de Berry, était un brutal sans prestige, ni ressources. Et ces princes, et leur cour, ces aristocrates, ces revenants

d'émigration, si exigeants, faisant sonner si haut leurs aïeux et leur expérience, que firent-ils donc dans ces jours d'effervescence qui eussent réclamé leur présence réelle, leur intervention directe, le coup d'œil et le coup de main ? Ils chassaient ou jouaient aux cartes quelque part, en leurs châteaux, à Saint-Cloud, à Rambouillet. Ce n'était pas de Domrémy, mais d'Orléans que Jeanne d'Arc était allée à Reims ni de Nérac, mais d'Ivry que Henri IV était entré dans Paris. L'odyssée nocturne du duc d'Orléans sautant de barricade en barricade pour aller, à l'Hôtel de Ville, ramasser une couronne, ne formait-il pas un beau pendant à la fuite de Charles X gagnant le port avec sa suite de princes, de chambellans, de prêtres, de femmes et d'enfants ? Et, dix-huit ans plus tard, quand l'autre branche cassa, n'en devait-il pas être de même ? Une sénilité prolongée avait gagné ces rois et héritiers jusqu'à la troisième génération.

Restaurés, ils s'étaient attardés sur leurs plaisirs et sur leurs querelles de l'ancien temps et de l'ancien régime, loin de ce peuple plein d'exubérance et de bonne volonté qui eût vécu avec eux s'ils eussent vécu avec lui ; ils ne connaissaient ni son travail, ni ses aspirations, ni ses souffrances, ni sa patience si humaine. Quand le poids de la civilisation moderne eût dû être soulagé, d'avance, par une intelligente prévision de l'avenir, on trouvait tout naturel que la charge s'accrût, pourvu que les anciennes formes des jouissances et privilèges ne fussent pas atteintes. Le besoin de vivre et de moins souffrir, voilà ce qui était dénoncé chez les masses comme « esprit révolutionnaire ». Deviner ces besoins et ces sentiments secrets des foules, c'est tout l'art du gouvernement. Or, peut-on dire que ceux-ci (et d'autres, plus tard) aient su réellement « gouverner » ?

Les princes revenus restèrent séparés de tout cet immense peuple par la croûte censitaire et l'idée ne leur vint pas de la percer et de chercher plus bas un appui. Et c'est ce qui fit que la France ne les connut pas. Ils l'ignorèrent et elle les ignora. Quand, du malentendu prolongé, surgit l'inévitable conflit et qu'il fallut un homme pour ressaisir l'autorité, la royauté trouva, qui ? Polignac. La théorie qu'il apportait était, comme tout le bric-à-brac de la Restauration, une théorie d'exil, celle des Joseph de Maistre et des Bonald. Que savaient du temps présent, ces écrivains, ces gens déshabitués de vie française, qui, ayant emporté Voltaire et Jean-Jacques dans leurs malles, s'attardaient à les réfuter ou simplement à les retourner ? Il est certain que l'on pouvait tenter de refaire, à la place d'un parlementarisme bâtard et exotique, une monarchie *à la française* ; mais ce n'était ni de Saint-Pétersbourg, ni de Coblenz, ni même de Londres qu'il fallait la transplanter ; ses racines devaient être en France ; elle eût été acclamée si elle se fût présentée, sans classes et sans privilèges,

débarrassé de services antédiluviens et d'avidités millénaires, d'un cléricalisme trop politique, d'une administration trop rigide et, surtout, de l'exigence censitaire et de l'exclusivisme des « plus haut imposés ». Vieille France par son glorieux passé, mais consentant à devenir France nouvelle, France généreuse, raisonnable, égalitaire et populaire, sans morgue, sans prétentions hautaines ; ni classes, ni bancs à l'église ; la « douce France » de la bonhomie, des créations originales, des modes changeantes, des danses et des plaisirs rustiques, la France d'une poésie nouvelle — et qui n'était pas celle de Baour-Lormian. L'union de cette royauté et de cette France eût été chose admirable ; mais la première ne sut pas prendre la seconde par la main et la conduire au but qu'elle cherchait d'instinct et qu'elle se fût passé de conquérir à coups de fusil ; « les deux Frances » au lieu de se marier, s'opposèrent.

Contre les menées obscures dont on avait tant peur, on crut bien faire de tenter un coup d'absolutisme, que dis-je, un geste d'éteignoir (car, ce n'est pas autre chose, ces fameuses Ordonnances) sans ordre, sans programme, sans force, sans autorité, sans habileté ni sang-froid, improvisé par de petits hommes, légers et vaniteux, qui s'enfuirent à la première alerte, insoucieux de protéger de leur corps la royauté avec laquelle ils avaient conclu, la veille, le pacte solennel : « Entre nous, à la vie, à la mort ! » Et tout ce monde, qui n'était rien, s'évanouit.

La France du dix-neuvième siècle, abandonnée de ses guides, eut à se chercher elle-même : elle se sentit vivre, cependant, à partir de ces journées qu'elle nomma, à cause de cela, *glorieuses* ; le malheur fut que la France du futur ne trouva qu'une révolution avortée pour berceau.





CHAPITRE XII

LOUIS-PHILIPPE ET LE PHILIPPISME

Les malentendus du règne. — Le roi Louis-Philippe. — Le personnel du règne. La noblesse libérale. — Les soldats de l'empereur. — L'avènement des banquiers. — Les journalistes. — Les professeurs. — Les avocats. — Les classes moyennes. — Le romantisme politique. Trouble des esprits. — Le réveil du bonapartisme et le parti républicains. — Ecoles sociales et sociétés secrètes. — Le « pays légal » isolé a perdu l'appui rural. — La « Résistance » emportée par le « Mouvement ». — La poésie, le poète.



PARTIR de 1830, l'histoire de France devient, pendant de longues années, une histoire d'idées ; il faut la chercher dans les doctrines, les théories, ou mieux dans ce qui les cause, les aspirations sourdes, les frémissements de l'instinct, les oppositions d'intérêts, les déplacements d'impondérables. Cette psychologie des foules, ce mouvement des âmes important plus que les événements eux-mêmes. Désormais, la France se met à la recherche d'une forme de vie publique qui donne satisfaction à des besoins nouveaux, améliorations matérielles, vanités exigeantes, besoin de justice, d'équité, de charité. L'œuvre politique et l'œuvre sociale sont à la fois sur le métier, mêlant leurs fils et constituant la trame et le dessin de la nouvelle histoire. Le règne de la

raison est compromis ; c'est l'âge de l'imagination. La jeunesse du siècle, dans l'exaltation de sa force, secoue les vieilles disciplines. Les forces intimes sont déchaînées.

Drame passionnant, dont on ne peut dire que nous connaissions le sens profond, puisque nous ne savons pas encore quel sera son dénouement, mais dont les péripéties obscures rejettent à l'arrière-plan la parade qui se joue sur le devant de la scène et qui ne paraît, dès maintenant, qu'une suite de luttes médiocres, de tentatives avortées, et de rapides déchéances.

LES MALENTENDUS DU RÈGNE

Une année ne s'était pas écoulée que le régime se sentait lui-même engagé dans une impasse. En raison d'un faux départ et d'une étrange pusillanimité chez le prince, de graves malentendus se produisirent dès l'origine et l'on peut dire qu'ils s'imposèrent au règne tout entier.



LES SUISSES EN 1830

« Ah ! quel plaisir d'être soldat ! »
(D'après une lithographie de V. Adam).

Premier malentendu : comment allait-on répondre à la question adressée au nouveau souverain : « Qui t'a fait roi ? » — Indubitablement, c'était la population parisienne, c'était l'Hôtel de Ville, c'était la fameuse embrassade de La Fayette ; la royauté substituée était fille d'un mouvement populaire. Mais consentira-t-elle jamais à le reconnaître et à accepter les conséquences ? Non ! Tout son art consistera à tourner autour du problème, à louvoyer, en se refusant aux suites logiques du fait patent accompli sous le soleil de juillet. Entre le principe héréditaire, ce que Louis XVIII appelait « la loi salique », et la délégation populaire, les théoriciens du système glissaient deux conceptions gouvernementales imprévues : la « quasi-légitimité » et la « nécessité ».

La formule quasi-légitimité, attribuée à Guizot et qu'il a, d'ailleurs, désavouée, traduisait exactement le sentiment ancré dans l'esprit du roi : ne pas laisser tomber son titre héréditaire et décliner la souveraineté populaire comme principe de son

avènement. Combien de fois n'a-t-il pas répété avec colère : « Je ne suis pas un usurpateur ! » Il distinguait, en effet, et ne reconnaissait, dans cet avènement, rien autre chose qu'une substitution de personne, un « remplacement »

imposé par l'intérêt national. Quelque chose d'analogue n'avait-il pas existé (l'historien Guizot l'avait établi) aux temps des dynasties mérovingienne et carlovingienne? Et, plus récemment, le même procédé ne s'était-il pas appliqué lors de la Révolution de 1688 en Angleterre, et n'avait-il pas fondé le régime dont elle était si justement fière? La presse orléaniste répétait à satiété cet argument historique d'une si grande prise sur l'opinion : « La nation française a trouvé son Guillaume III. » Mais il était bon, il était conforme au précédent historique et au dessein providentiel que, dans le droit de la branche cadette, il y eût une parcelle d'hérédité ; voilà, précisément, ce qu'on appelait quasi-légitimité.

L'autre thèse, celle de la « nécessité », s'opposait surtout à la polémique légitimiste : elle s'était affirmée dans la proposition soumise aux députés et qui, adoptée par eux, avait apporté une consécration plus ou moins autorisée au nouveau pouvoir. Le premier texte de cette proposition, rédigé par Bérard, avait lancé l'idée de nécessité, mais en la rattachant encore à la volonté populaire : « Une loi suprême, celle de la *nécessité*, a mis au peuple de Paris les armes à la main afin de repousser l'oppression, etc. » Mais la rédaction définitive avait soigneusement écarté toute allusion à la volonté populaire :

Considérant, en outre, que par suite de cette violation et de la résistance héroïque des citoyens de Paris, le roi Charles X et tous les membres de la branche aînée de la maison royale sortent en ce moment du territoire français, déclare que le trône est vacant en fait et en droit et qu'il est indispensable d'y pourvoir, appelle au trône S. A. R. Louis-Philippe d'Orléans.

Le fait ; c'est tout ! Ni hérédité, ni délégation populaire, rien qu'une circonstance urgente et l'intérêt immédiat du pays. A la question : « Qui t'a fait roi ? », le prince entendait répondre, non sans retourner la tête vers le droit familial : « Le Destin !... » Par ce biais, il échappait à la fois au droit divin et au programme de l'Hôtel de Ville.

Dans le même esprit se produisit la fausse manœuvre initiale qui se tint satisfaite de la déclaration d'une quarantaine de députés pour autoriser l'avènement d'une nouvelle dynastie. Reproche dont la branche cadette ne se lavera jamais ni devant le droit légitimiste, ni devant le droit populaire. Aux journées de Juillet, les gens de l'Hôtel de Ville avaient réclamé, d'abord, la réunion des Assemblées primaires pour nommer une Constituante. Mais Louis-Philippe se refusa à courir le risque. Ce fut une faute. Au moment où la couronne se présentait à lui, les comices, dans quelque forme qu'on les eût consultés, eussent été favorables. Or, quelle force, quelle stabilité, se fussent assurées ainsi les nouvelles institutions ! Louis-Philippe n'osa pas ou plutôt, comme Charles X, il s'attarda aux conceptions

du passé. Il ne renonçait pas à l'idée d'être un peu roi par lui-même. « Nécessité » et « quasi-légitimité » ? Qu'était-il besoin d'une consécration nationale ?

Un second malentendu, non moins grave, provint de l'éclatante disparate entre les sentiments du roi et ceux de la plus grande partie de la nation en ce qui concernait les affaires du dehors. La Révolution de Juillet avait, pour objet, nous l'avons dit, les affaires de l'extérieur au moins autant que les affaires intérieures. La France n'avait pas accepté la déchéance que lui avaient imposée les traités de 1815. Ni Navarin, ni le Trocadéro, ni Alger, n'avaient effacé, aux yeux des foules, la honte de Waterloo : elles ne se réconcilièrent jamais avec l'Europe de la Sainte-Alliance. Leur conviction était, qu'au premier geste de Paris, les peuples « asservis » se soulèveraient et secoueraient leurs entraves. Après le cri strident venu de Sainte-Hélène et réveillant dans leur tombe ou dans leurs fers les nationalités, des appels émouvants s'élevaient partout vers la France, de Grèce, d'Italie, de Pologne, de Belgique. A peine les trois couleurs étaient-elles arborées à Paris, qu'à Bruxelles, on criait, à la fameuse représentation de la *Muette* : « Imitons les Parisiens ! » Armand Carrel définissait en ces termes, dans *le National*, le vrai sens des trois journées : « Entre messieurs les Prussiens et la Monarchie de Juillet, il ne sera signé de paix que quand il n'y aura plus un soldat sur la rive gauche du Rhin. » L'écho de l'entretien que le duc d'Orléans avait eu, le 31 juillet, avec Cavaignac et ses amis retentissait à jamais dans les cœurs :

En supposant que vous deveniez roi, avait dit celui-ci au prince, quelle est votre opinion sur les traités de 1815 ? Ce n'est pas une révolution libérale, prenez-y garde, que celle qui s'est faite dans la rue, c'est une révolution nationale. La vue du drapeau tricolore, voilà ce qui a soulevé ce peuple, et il serait certainement plus facile de pousser Paris vers le Rhin que sur Saint-Cloud.

Personne ne s'y trompait en Europe, ni Palmerston, ni Metternich. On assure même que le roi de Prusse aurait dit : « Si les Français ne vont que jusqu'au Rhin, je ne bouge pas. » La Révolution de 1830 fut de volonté expansionniste et, en cela, bonapartiste. On ne dira jamais à quel point les peuples en crise vivent de souvenirs et de légendes : les « trois glorieuses » s'illuminent de la flamme napoléonienne. Louis-Philippe, entendant accaparer au profit de sa dynastie le sens mystique de la cocarde tricolore, se trompe ; elle est, comme la *Marseillaise*, révolutionnaire et militaire : « Guerre aux tyrans ! »

Ce roi tricolore est un pacifique, voilà le suprême malentendu. Il n'a qu'un désir, se glisser dans la famille des souverains légitimes : loin de lui, par conséquent, la pensée de les braver ou seulement de les inquiéter. Dans sa communi-

cation aux ambassadeurs, le comte Molé, ministre des Affaires étrangères, n'osait même pas parler de paix : c'eût été évoquer la pensée de la guerre. Le roi, en personne, prenait la peine d'apaiser les inquiétudes internationales par le canal des banquiers, — cautions bourgeoises. Il faisait venir M. de Rothschild et lui disait :

J'ai fait un immense sacrifice au salut de ma patrie ; j'ai cédé aux vœux de tous les gens de bien qui désiraient sauver encore le principe monarchique en France, et qui voyaient dans ma personne la seule garantie propre à en assurer le maintien. La France allait droit à la République ; elle se perdait, et peut-être l'Europe entière. J'ai pu la retenir encore sur l'abîme ; le principe monarchique a triomphé de l'anarchie... Je respecterai l'indépendance politique de tous les États, j'empêcherai de tout mon pouvoir que le trouble n'y soit porté d'aucune manière de la part de la France.

Pouvait-on se montrer plus « Sainte-Alliance » ? Le prince qui s'exprimait ainsi eût signé le « chiffon » de Carlsbad. Ce n'est pas ici le lieu de suivre, dans le développement de la

politique extérieure, les graves et multiples conséquences de cette opposition radicale entre la politique du roi et les sentiments d'une grande partie de la nation. Il suffit de la constater. Elle devait fausser le sens du règne.

Le troisième malentendu, le plus décisif peut-être pour l'avenir de la dynastie et du pays, vient du conflit qui va s'affirmer entre la bourgeoisie et le peuple. Le peuple, après 1830, considère que la Révolution lui a été soufflée par les bourgeois.



« — SI J'AVAIS SIGNÉ LES TRAITÉS DE 1815, JE ME COUPERAIS LE POING ! — ET MOI DONC !... »

(D'après une lithographie par Charlet).

La bourgeoisie et le peuple avaient été, nous l'avons dit, les bénéficiaires communs et solidaires de la grande Révolution ; ces deux classes sociales, nécessaires l'une à l'autre, pour rien au monde, n'auraient dû se séparer. L'Empire avait, tant bien que mal, maintenu leur accord : l'armée avait été une grande école à la fois de discipline et de fraternité ; cette union ne s'était trouvée menacée que le jour où Napoléon avait été tenté de créer une aristocratie militaire et administrative comme



LA FAYETTE

(D'après un portrait de Dupré).

colonne d'appui de son système dynastique. Mais, l'Empereur tombé, sa création était tombée avec lui. La Restauration fut logique avec elle-même en s'appuyant sur l'aristocratie héréditaire et censitaire ; mais cette politique l'avait conduite à sa chute. Le nouveau gouvernement, né de la Révolution de 1830, aurait-il la hardiesse de se tourner franchement vers la démocratie ? Il ne crut pas devoir le faire et, pour s'épargner ce rude contact, il eut pour système de s'abriter derrière une autre aristocratie, spécialement sienne, la bourgeoisie parvenue et riche : le régime évoluait ainsi vers la ploutocratie. Est-ce pour ce résultat que la nouvelle révolution avait

été accomplie et que le sang du peuple avait coulé ? Entre la bourgeoisie au pinacle et le peuple se croyant frustré, la séparation se fit d'un coup sec, et il est impossible de dire si ces deux parties de la nation, qui sortent pourtant l'une de l'autre, se ressoudront jamais.

Que la monarchie légitime se soit effrayée de l'intervention des masses dans les affaires publiques, qu'elle ait vécu dans la crainte d'une révolution sanglante, rien de plus naturel : les souvenirs de la Terreur ne se sont pas dissipés en terre d'exil. Mais, comment la nouvelle dynastie, portée sur le pavois par le peuple, n'a-t-elle pas compris qu'un système politique et social ne peut pas planer indéfiniment

au-dessus d'une masse de sept à huit millions d'ilotes politiques (le mot est de Thiers) sans qu'une articulation d'aucune sorte soit établie entre l'élite et les masses? La royauté de droit divin se suffit à elle-même : elle reçoit l'inspiration d'en haut et de ses traditions héréditaires. Mais, que le gouvernement né des Trois Glorieuses n'ait pas consenti à élargir les cadres de la classe dominante, à offrir l'accession aux jeunes ambitions dignes de confiance et dignes d'estime, et à se tenir lui-même en contact avec la force qui l'avait porté jusqu'au trône, voilà ce qui serait inconcevable si l'on ne connaissait le tempérament et le passé du roi. Ici, nous sommes en présence du système philippiste dans son essence. Deux idées sont à la base de la nouvelle conception royale : l'autorité de la descendance et celle de la situation acquise. Hérédité, propriété, ce sont les deux grandes forces sociales, qu'il s'agit à la fois de ménager et de sauver. N'est-ce pas sur elles, en effet, que repose la société moderne?

La Révolution française avait écarté le principe héréditaire du mécanisme politique en abolissant la noblesse et en substituant la république à la royauté ; mais elle n'en avait que plus fortement maintenu l'hérédité et la propriété dans l'ordre économique et social. Le Code civil est éminemment « héréditaire » et « propriétaire ». Or, voici qu'une nouvelle génération paraît, grisée d'idées nouvelles : le peuple, secoué par l'exigence de la vie moderne, excité par d'étranges prophètes, commence à s'interroger sur la valeur de la tradition et des forces qu'elle représente. Il menace la propriété et l'hérédité ; or, si ces deux colonnes étaient abattues, la société s'écroulerait. A tout prix, il faut les défendre et les fortifier : tel est le devoir présent. En proclamant avec tant d'insistance sa quasi-légitimité, la dynastie de Juillet défendait d'instinct l'un des deux principes, l'hérédité. Et c'est dans le même esprit, comme nous allons le voir, qu'elle rompait avec La Fayette pour maintenir, à la Chambre des pairs, le recrutement par la descendance à savoir l'hérédité. Et c'est pourquoi, encore, nous la voyons se lier, à la vie, à la mort, avec cette aristocratie de la fortune, la haute bourgeoisie. Ainsi s'explique la parole si cruellement reprochée à Guizot : « Enrichissez-vous ! » ; cela ne veut pas dire : « Entassez des écus et jouissez ! » mais bien : Accumulez de la permanence sociale ; rendez-vous dignes par votre travail, votre tenue familiale, votre épargne, de prendre place dans l'élite nationale, contrepoids de la révolution, garde suprême de l'hérédité et de la propriété.

La véritable souveraineté, expliquait Guizot lui-même, est celle de la justice, de la raison, du droit. C'est le principe qu'il faut opposer à la souveraineté du peuple... Comment naît le pouvoir dans ce milieu ? Il est à celui qui se fait croire le plus capable de l'exercer, c'est-à-dire de satisfaire à l'intérêt commun. Parmi les hommes livrés aux lois de la nature, le pouvoir accompagne et révèle la supériorité.

Voilà le système. C'est la théorie des « élites » appliquée par Royer-Collard aux destinées des peuples. Une telle conception du pouvoir politique dérivant de la puissance économique eût été acceptable à la rigueur, si elle se fût inquiétée davantage du sort des foules fraternelles ici-bas. Jamais ce grand peuple tourmenté, atteint du mal du siècle, n'avait eu besoin davantage d'être aimé et soutenu, instruit et dirigé. Et voilà qu'on le rejetait, non seulement dans la misère, mais dans l'incompétence fondamentale. On supposait toutes les sagesse, chez ceux qui étaient sortis de lui et toutes les ignorances, toutes les folies, chez ceux qui étaient restés sur la glèbe. A peine le soleil de juillet avait-il achevé sa course qu'une sorte de dédain obscur tombait comme un brouillard sur la masse de la nation qui avait cru entrevoir la lumière. La nouvelle Charte, élargissant à peine le cens électoral, toute la « capacité » politique était réservée aux deux cent mille. Les misères, les désespérances, les ambitions les plus légitimes, les aspirations les plus modestes étaient refoulées dans ces masses profondes qui n'avaient plus qu'à contenir leur colère et ramasser leurs forces jusqu'à l'heure où, à nouveau, elles exploseraient. Plus d'art et plus de cœur eussent mis plus d'adresse dans plus de sympathie, — ne fût-ce que pour durer !

L E ROI LOUIS-
PHILIPPE La trame de l'histoire est faite de l'entre-croisement des générations : celles-là n'ont pas disparu que celles-ci exigent leur place. La lutte est perpétuellement engagée entre ceux qui ne veulent pas partir et ceux qui voudraient bien arriver. De ces rencontres, peu furent aussi dramatiques, que celle qui mit en présence les survivants attardés de la Révolution et de l'Empire et les prochains constructeurs de la société moderne. Les premiers étaient sur la scène depuis un demi-siècle ; pleins de Jours, de gloire et d'autorité, ils ne se sentaient nullement sur leur déclin. Ils publiaient leurs *Mémoires* d'avant-tombe, ne tarissaient pas sur les grandes constructions qu'ils avaient élevées (déjà écroulées) et sur les principes immortels qu'ils avaient proclamés (déjà contestés) ; ils soignaient leurs rhumatismes et leur renommée, faisant friser leur perruque avec le soin que Molé nous raconte de Talleyrand ; emmitouflés d'honneurs et de richesses, ils gagnaient doucement la décrépitude, nourris et logés dans des palais, tandis qu'une jeunesse aux dents longues, ardente, impatiente, rongait son frein et cherchait dans les idées et dans l'action quelque ressort qui la projetât en catapulte contre cette vieillesse attardée et ces sépulcres blanchis. Un Adolphe Thiers, qui écoutait, les yeux ailleurs, la leçon d'un Talleyrand, mûrissait déjà en soi-même quelque vague projet de fondation d'une nouvelle république dont il serait le chef,

car il disait dès lors : « Nous passerons l'Atlantique. » Cependant, il construisait, pour ses ambitions immédiates, le pont d'une dynastie de passage et il asseyait de force un prince ambitieux sur un trône provisoire.

Quoique le nouveau roi n'eût que cinquante-sept ans, il comptait parmi les vieux : n'était-il pas, en effet, d'un autre âge ? Trente années d'exil et de disgrâce l'avaient tenu écarté de la vie publique et il arrivait au pouvoir chargé de l'impatience et des réserves de ces trente années d'inaction. Ce n'était pas chose indifférente, pour relever sous un nouveau signe l'héritage des Bourbons, d'être un Orléans et le fils de Philippe-Égalité. Un constant travail de réhabilitation tendant à laver le père de la responsabilité régicide, en plaidant une note d'irresponsabilité dissolue, ne fut pas la moindre entrave d'une politique d'attente et « d'araignée dans sa toile », décidée



LE ROI LOUIS-PHILIPPE
(Par G. Jeanniot).

à ne pas répudier, d'ailleurs, le passage jacobin : le tricolore de Jemmapes comptait bien se relever un jour, et c'est ce qui arriva en effet : « Monsieur, lui dit Godefroy Cavaignac, sur le seuil des Tuileries, mon père était de la Convention. — Le mien aussi, répliqua Louis-Philippe, et je n'ai jamais connu d'homme plus respectable. »

Si la conduite du père pesa, tout compte fait, sur la destinée du fils, la leçon et l'exemple de l'institutrice pesèrent bien davantage. Le fils de Philippe-Égalité fut, surtout, l'élève de Mme de Genlis : sa vraie marque est là. La sentimentalité préten-

tieuse de la dame, son ambition sournoise, son savoir-faire tenace, sa ruse fleurie, son art de ne rien dire dans d'infinis bavardages, en un mot, l'éducation d'Émile soumettant l'aîné d'un prince et de cette lignée à la faconde oratoire d'une « citoyenne », voilà ce qui toucha d'abord, dans la vie, le futur chef de la branche cadette. Laissons-le parler lui-même :

Elle (Mme de Genlis) avait l'ambition de faire de moi un honnête homme : ma conscience me permet de dire qu'elle a réussi... Habitée à tout rapporter à elle-même, elle disait que la meilleure réponse qu'elle pût faire à ses ennemis et aux calomnies dont ils l'avaient noircie, était de donner à ses élèves une vertu austère : cette vertu et cette austérité s'accordaient très bien avec la tendance des idées du siècle et la théorie des principes démocratiques et révolutionnaires. Mme de Genlis faisait de nous des républicains honnêtes et vertueux. Et, néanmoins, sa vanité lui faisait désirer que nous continuassions à être princes. Il était difficile de concilier tout cela.

Il était difficile surtout qu'un père réussît à faire enseigner la vertu par sa maîtresse à ses enfants. En 1791, Chartres, jacobin, ne faisait que répéter le caquetage de « la poule de Rousseau » quand, dépouillant le cordon du Saint-Esprit, il écrivait à son frère Beaujolais : « J'ai bondi de joie en ôtant la bandoulière aristocratique. » Son éducation lui avait enlevé à jamais le tact de son rang. Membre du club des Jacobins, puis lieutenant de Dumouriez, sa volonté est de ne pas laisser confondre sa cause avec celle des princes émigrés. Se distinguer et se préparer, telle est son attitude pendant la Révolution. En rupture avec sa race, il veut être et rester patriote. D'ailleurs, brave et humain, ayant l'horreur du sang versé : c'est là sa part, sa noble part, des « vertus républicaines ».

Forcé, malgré tout, de passer à l'étranger, il a la chance de voir se poser devant lui le problème de la vie comme il se pose pour un simple citoyen. En Suisse, parmi des aventures ancillaires, il gagne son pain en donnant des leçons, et c'est un titre d'honneur qu'il revendiquera un peu lourdement au temps des grandeurs futures : « Quand on a été, comme moi, un pauvre diable vivant à quarante sols par jour, on a toujours un couteau dans sa poche », dira-t-il à la reine Victoria, en pelant une pêche dans les jardins du château d'Eu. Ceci dit, de sa Suisse républicaine, il a toujours l'œil tourné vers les pays où l'on règne. Réfugié à la cour de Naples, il épouse cette princesse Marie-Amélie, qui l'aidera tant par sa prudence avisée, sa douceur attentive et son noble parti pris de dignité familiale. Et voilà qu'il se retrouve prince et candidat à diverses couronnes ! Peu s'en fallut que, pour courir sa chance, il ne prît les armes contre la France en Espagne. Sa bonne fortune le sauva de cette aventure qui l'eût abîmé dans la déchéance des Moreau et des Dumouriez. Il passe deux ans en Amérique, revient en Europe, s'installe en Angleterre. Là, il voit naître ou

grandir sa nombreuse famille, s'instruit du régime parlementaire, se crée des relations européennes et des vues internationales du haut de cet observatoire qui surveille toujours d'un œil jaloux la grandeur de la France.

Il s'aperçoit aussi, qu'en rupture avec sa propre dynastie, un prince ne compte pas ; il se réconcilie avec la branche aînée et s'installe obliquement sur les marches du trône. Une défiance incurable éloigne de lui Louis XVIII. Sous la Restauration,



LA FAMILLE ROYALE

LE PRINCE DE JOINVILLE. LE DUC D'AUMALE. M^{lle} DE VALOIS. MARIE D'ORLÉANS. DUC DE MONTPENSIER.
M^{lle} DE BEAUJOLAIS.

M^{me} ADÉLAÏDE. DUC D'ORLÉANS. LE ROI. LA REINE MARIE-AMÉLIE. LE DUC DE NEMOURS.

il se maintient par le silence, — « philosophe », libéral et « tricolore » pour ceux qui gardent les yeux tournés vers lui. Si son père a mal fini, si sa mère a été la pensionnée de Bonaparte par le bienfaisant intermédiaire de Joséphine et d'Hortense, cela ne le dessert pas et lui donne plutôt pied dans tous les camps : c'est quelque chose d'être l'obligé de quelqu'un. Le moment est propice pour s'assurer une des grandes sécurités de l'existence, l'argent. Le prince consacre à cette activité familiale une application « d'homme d'affaires consommé » (le mot est de lui, parlant à la reine Hortense). Il reconstitue, à coups de revendications, de procès (et il en est de bien pénibles, avec sa mère, par exemple), l'énorme fortune des d'Orléans ; on lui rend le Palais-Royal ; il s'y installe et y vit, cette fois, en prince ; s'il est intéressé, il n'est

pas avare et sait dépenser utilement. Sa sœur Adélaïde, ambitieuse comme pas une, fine comme l'ambre, digne correspondante de Talleyrand, est la fourmi active qui apporte les moindres brindilles au logis. Louis XVIII est mort. Charles X, plus confiant, a donné à son cousin « l'Altesse royale », et celui-ci, jugeant les fautes qui s'accumulent, commence à se sentir attiré par un but qu'il ose à peine fixer du regard. « Il laisse le moment conspirer », dit Chateaubriand. Un parti orléaniste existait certainement sous la Restauration. Mais les espérances du parti et du prince prirent corps surtout à partir de la fondation du *National* où de jeunes ambitieux mènent la partie commune. Autour de Talleyrand se forme un groupe actif, qui pousse Thiers et ses amis, non sans un coup d'épaule de l'Angleterre.

Louis-Philippe arrive au trône avec ce passé complexe : une attitude de tout temps suspecte aux royalistes, un travail poursuivi dans l'ombre, mais qui a laissé se ruiner ses adversaires tout en encourageant ses amis. Il lui fallait un art consommé pour pousser ainsi sa mine d'un âge dans l'autre. « — Vous êtes trop jeune, monsieur Odilon Barrot, vous n'avez pas vu la Révolution. — Moi, Sire, je commence à craindre que vous ne soyez trop vieux et que vous ne l'ayez trop vue, cette Révolution ! » Voilà le dialogue qui va s'engager sur toute la surface du royaume et que la nation elle-même eût tenu avec le roi. Barrot ajoute, en commentaire : « C'est le fantôme de la Terreur qui a offusqué les lumières naturelles de cet esprit, d'ailleurs si vif et si ouvert. »

Vif et ouvert, il l'était, comme il était brave et bon. Raisonnable, sage, appliqué, expérimenté, dévoué aux siens et à son peuple, il avait, comme on l'a dit cent fois, toutes les qualités d'un roi constitutionnel, sauf qu'il voulait être à lui seul roi. Constitutionnel par moyen d'opposition, il n'était pas d'un temps où les rois s'accommodassent d'une constitution. Il tenait à son action personnelle, comme il tenait à son hérédité. Pour qu'il se soumit au régime fondé pour lui et un peu contre lui, il lui eût fallu une abnégation de sa propre personnalité dont il était, de naissance, incapable. On a cité mille traits de son ingérence soupçonneuse. A son fils le duc d'Orléans, alors que ses ministres se sont réunis en Conseil hors de sa présence : « Quoi ! sans moi ! C'est d'un détestable exemple. Cours-y bien vite ! ; » son mot à la mort de Casimir Perier : « Est-ce un bien, est-ce un mal ? », comme si cet excellent défenseur de sa cause lui était devenu, rien qu'en se manifestant, insupportable ; et cet autre mot, dont va dépendre le sort de son règne et de sa dynastie : « Vous ne savez pas, ils me jettent dans l'inconnu !... Oui, mes ministres me proposent d'abaisser le cens électoral à 200 francs ! »

Il croyait et ne voulait croire qu'à la riche bourgeoisie, assuré que le peuple

ne pouvait être heureux que par le patronat : conception toute familiale du gouvernement. Si la France n'eût été composée que d'un agrégat de pères de famille aisés, paisibles, travaillant, épargnant, maîtres à leur foyer, de toute moralité, de tout repos, sans fantaisie, effrayés du risque, rassis dans un égoïsme grave et timide, notaires, banquiers, industriels, elle eût filé, sous ce roi, les années les plus heureuses de son histoire. Mais ce genre de société ne se rencontre nulle part, même dans la « morale en action ».

Il y avait, dans ce successeur du grand roi, quelque chose qui rappelait Louis XIV, on l'a observé avec raison : le sens de l'ordre, un noble souci de son métier de roi, une sorte de fermeté qui dominait les instruments du règne. Mais il lui manquait, et à quel point ! le sens de la grandeur. Il sauva Versailles, mais pour en faire un Versailles « Louis-Philippe ». C'est ainsi qu'il ne fut jamais tout à fait à la mesure ni de ses ancêtres ni de la France, étant de ces mètres, si nombreux en histoire, qui n'ont que quatre-vingt-dix-huit centimètres.

D'un jugement droit et sûr, intelligent, il manquait, d'une façon extraordinaire, de prévoyance large et d'imagination généralisatrice. La politique, pour lui, se suffisait d'un travail appliqué au jour le jour et d'un petit succès quotidien. Son règne fut ainsi, comme on l'a dit, « un provisoire perpétuel ». Longue expérience, — un peu courte ; solide sagesse, — un peu lourde ; dignité et bienveillance, — un peu plates ; cet ensemble, mêlé d'une dose excessive de vanité et de parcimonie, finit par donner à ce prince, qui avait dépassé la maturité à l'heure de son avènement, une confiance en soi qui se prodiguait en un flux de paroles intarissable ; il devint tôt un assez encombrant vieillard : « Je suis un homme de conscience et de conviction, allait-il répétant : on me hacherait comme chair à pâté dans un mortier plutôt que de m'entraîner dans une voie où je ne veux pas entrer. » Parlant toujours, écoutant à peine, il étalait des défauts qu'on ne lui connaissait que trop : « Je vous le dis avec franchise, proclamait-il, un entourage, je n'en connais pas. » C'était vrai, il ne voulait plus de conseillers : rien que des auditeurs. Ses vertus même finirent par lui nuire : son héroïsme, calme sous le coup des attentats, l'empêchait de comprendre les avertissements contenus dans ces explosions de fureur. Son inestimable volonté pacifique l'écarta de certaines attitudes fières qui eussent satisfait l'âme généreuse du pays ; son bon sens timoré l'éloigna de certaines évolutions nécessaires, que plus d'imagination eût acceptées et dirigées. Tocqueville qui l'a peint, dans sa dernière phase, en traits un peu appuyés, a transmis à la postérité le mot impayable dont il qualifiait, lui-même, sa méthode : « Après tout, ces criailleries ne n'empêcheront pas de *mener mon fiacre*. » Salvandy écrivait à la duchesse de Dino, après un dis-

cours de Thiers qui n'était qu'un prodigieux encens s'élevant vers le roi : « L'un des résultats de cette immense flatterie, c'est de rendre le roi ingouvernable. » Et le roi lui-même, à Claremont, quelques jours avant de mourir : « Je me suis cru infailible. Que voulez-vous, je me suis trompé. »

Il s'était trompé, en effet, mais pouvait-il réussir dans la position où il s'était placé ? L'erreur n'était-elle pas plus encore dans le caractère que dans le jugement ?



LE DUC DE BROGLIE
(D'après une lithographie de Viard).

Une ambition plus haute eût éclairé cette nature par tant de côtés supérieure. En 1830, le tuteur, désigné par le grand-père défailant, eût sauvé peut-être la couronne de l'enfant-roi et la transition de l'âge révolutionnaire à l'âge moderne se fût mieux faite. Les deux Frances eussent été mises bout à bout. L'éducation de l'enfant de l'avenir eût été mieux adaptée et ses sentiments plus souples. La dynastie eût été sauvée peut-être et le pays eût été à l'abri des révolutions et des discordes qui ont si cruellement affaibli la cause royale. Une fois de plus, la sagesse se fût rencontrée avec la loyauté. Louis-Philippe d'Orléans, excellent « citoyen », honnête homme, prince courageux, humain, modèle des vertus domestiques, fut malheureusement,

comme il était de tradition dans sa branche, un mauvais cousin. Roi « usurpateur », il parut ambitieux, tourmenté, gaigneur, sans tact souverain ni haute allure. Populaire dans l'opposition, on le trouva, sur le trône, une manière « d'homme aux quarante écus ». La caricature de la « poire » fit rire son temps et fait réfléchir l'histoire. Le peuple de Voltaire discerne admirablement ces nuances. Tant de calculs lui déplaisent. Il lui faut plus d'allant, avec je ne sais quel panache et quel ton plus relevé. Il veut, à ses rois, *l'âme royale*.

L E PERSONNEL DU RÈGNE. LA NOBLESSE
LIBÉRALE. LES SOLDATS DE L'EMPEREUR

Le personnel qui entoure le roi Louis-Philippe a quelque chose de mêlé et d'ambigu comme la figure et la carrière du roi lui-même. Peut-être n'est-il pas de meilleur moyen de faire connaître le caractère du nouveau régime que de présenter en groupe les principaux de ces hommes qui sont, autour du roi-citoyen, la délégation de la France censitaire. Au premier plan, quelques survivants de cette noblesse libérale, soit d'épée, soit de robe, qui a tant contribué à la chute de Louis XVI : La Fayette, le duc de Broglie, Pasquier, Molé, sans parler de l'inclassable Talleyrand ; puis de grands soldats de l'Empereur, Soult, Sébastiani, Trévisé, Bugeaud ; puis, voisinage imprévu, des banquiers : Laffitte, Casimir Périer ; des professeurs : Guizot, Villemain ; des journalistes : Thiers, les Bertin ; des avocats : Dupin, Odilon Barrot ; et même des poètes, depuis Viennet jusqu'à Lamartine, et il ne faut pas oublier Béranger. Tout cela est étonnamment nouveau et prend, une fois pour toutes, l'allure « dix-neuvième siècle ».

Nous avons dit le rôle de La Fayette aux journées de Juillet ; son ineffable satisfaction de lui-même le portait à réclamer une république dont il eût été le président, sous condition d'une prompte évaison, avec les lauriers de Cincinnatus, dans son beau domaine de La Grange : le plus désintéressé de tous les hommes, si l'on fait la part de quelque gloriole dans le désintéressement. Champion et maintenant des libertés américaines, en somme, il suscita l'avenir : peut-être que, dans mille ans, ce beau Dunois, ce page du roi devenu l'ami de Washington, passera pour un précurseur.

Le duc de Broglie nous a décrit lui-même son enfance austère nourrie du lait libéral qui venait de Mme de Staël. A Coppet, il avait pu méditer devant le bocal de Necker sur ce que valent les grandeurs humaines ; cependant, passionné à froid, ambitieux et péremptoire, ce duc authentique en imposait au roi. Premier ministre né, distant et distrait, sa présence dans les conseils gardait les traditions héréditaires et préservait le roi de certaines familiarités un peu fâcheuses pour la dignité d'un Bourbon. Ses idées n'étaient ni originales ni fortes : mais il les imposait et les empesait de sa loyauté, de son honnêteté et de sa roideur. Le roi disait : « Quand Broglie, Guizot et Thiers sont d'accord, je me trouve neutralisé, je ne puis faire prévaloir mon avis. C'est Casimir Périer en trois personnes. » Si le joug devenait par trop lourd, le roi, appliquant la vieille formule : diviser pour régner, se débarrassait de ces tuteurs maussades ; il appelait, pour un temps, des « utilités » de repos et de tout repos : Molé, Soult, Sébastiani, Montalivet.

Le plus précieux de tous, le « ministre selon le cœur du roi », dit Odilon Barrot,

c'était Molé. Des manières charmantes, une physionomie faite pour le pinceau de Gainsborough, un esprit fin et adroit avaient séduit Napoléon lui-même ; le grand homme avait pris le joli homme pour confident. L'aristocratie de la Restauration l'admit, mais en second, dans les ministères. Il fallait les temps de Louis-Philippe pour que ce courtisan de tous les régimes devînt l'homme indispensable. Guizot dit de Molé qu'il « savait mieux vivre avec ses supérieurs qu'avec ses égaux » ; il le trouve, à l'attelage, « méfiant, ombrageux, susceptible ». Louis Blanc lui reconnaît de la tenue, du sang-froid, de l'habileté, l'expérience des affaires, avec « un amour-propre inquiet et facilement irritable. » En un mot, Molé était un admirable ministre de cour, attentif aux sautes de vent de l'opinion et du roi. Mais que sont ces pilotes côtiers pour les grands voyages ?

Un homme de même origine, mais d'un mérite plus complet et d'un caractère plus agréable, s'installe du premier jour dans l'inamovibilité, c'est Pasquier : le « lieutenant général » avait compris qu'il ne pouvait se passer du plus qualifié des parlementaires. Pasquier, nommé président de la Chambre des pairs, accepta la difficile mission de faire franchir les mauvais pas au jeune régime. Tout cela fut fait avec art, dignité, finesse et sans avoir l'air d'y toucher, sauf peut-être dans ces pénibles procès déférés à la Chambre des pairs où l'ardeur du dévouement dépassa les bornes. Sainte-Beuve, qui se laissa gagner par certaines attentions du grand personnage, prononce sur lui un jugement que confirme, en somme, la lecture de ses *Mémoires* : « M. Pasquier, de tout temps et en sachant très bien se passer de théorie absolue, vit toujours plus clair (que les doctrinaires) et nul régime, de tous ceux qu'il a servis, n'eût péri si vite si on l'eût écouté. »

L'Empire fournit au roi un appui précieux : le maréchal Soult, haute figure militaire qui n'avait guère été atteinte que par une ambition démesurée au cours de la guerre d'Espagne et de Portugal. Comme sa bataille de Toulouse, la vie politique de Soult passe pour gagnée ou perdue selon qu'il est au pouvoir ou dans l'opposition. La petite presse avait fait, de l'illustre épée, « l'illustre fourreau ». La vérité est que Soult fut une grande utilité du régime : il représentait, auprès de lui, les parvenus de la Révolution et les survivants de la gloire. Au pouvoir, il soutint cette qualité d'esprit qui lui avait mérité de l'Empereur le titre de « premier manœuvrier de l'Europe » ; non pas tant par son adroite adaptation à la vie politique que par ses sages réformes dans l'administration militaire, par la belle préparation de l'expédition d'Anvers et, en général, par la bonhomie simple et la belle humeur tranquille qui le tenait au-dessus des partis en un temps où les partis abaissaient tout.

Heureuse fortune, en somme, pour le nouveau gouvernement d'avoir trouvé dans une sorte de disponibilité de si nombreux personnages façonnés de la main de l'Empereur. Hommes d'épée et de discipline, ils avaient pris leur parti de servir la France pour elle-même. Louis-Philippe se laissait appeler le « Napoléon de la paix ». A la place Vendôme, à l'hôtel des Invalides, il se mettait à l'ombre de la redingote grise ; le « retour des cendres » ne l'effraya pas. Sa dynastie, fille à la fois de l'hérédité et de la Révolution, cumulait, sans en être gênée, les deux héritages. Mais, si fin, ne s'apercevait-il pas qu'il travaillait pour les vrais héritiers ?

Non moins utile, parmi ces hommes de guerre devenus hommes politiques, fut le maréchal Sébastiani. Esprit froid, sensé, posé, il sut apaiser les inquiétudes de l'Europe quand l'explosion révolutionnaire de 1830 la faisait trembler. Mais ces héroïques soldats n'étaient pas des hommes de tribune : Sébastiani eut quelques mots malheureux : « L'ordre règne à Varsovie ». « La France sera sage. » Une fois rendu le service qu'on attendait d'eux, ces bons serviteurs disparaissaient, meilleurs à se taire qu'à parler.

A regret, il faut s'en tenir à nommer les autres : le maréchal Gérard qui fut l'homme de l'expédition d'Anvers, Maison, Guilleminot, Mortier duc de Trévise qui se fit tuer auprès du roi lors de l'attentat de Fieschi, Bugeaud, rustique et finaud, qui transporta dans la vie civile et parlementaire certaines formes, non les meilleures, de la campagne et des camps ; il parut en Algérie un bon soldat, un sage administrateur, un médiocre négociateur mêlé à des choses un peu trop arabes ; l'histoire le considère comme le héros du règne que, d'ailleurs, il ne sut pas défendre.



LE MARÉCHAL SOULT

(D'après une lithographie de Hennon-Dubois).

L'AVÈNEMENT DES BANQUIERS

Dans l'ensemble, l'époque n'est pas militaire ; pacifique avant tout, elle assiste logiquement à l'avènement des banquiers. Les chefs des deux partis, celui du *mouvement* et celui de la *résis-*

tance, sont Laffitte et Casimir Périer ; ils présentent les deux faces de la politique de l'argent, la face souriante et la face morose ; tous deux hommes d'affaires, avec les qualités inverses de la bourgeoisie : d'une part, le savoir-faire affable et l'heureuse spéculation optimiste escomptant l'avènement des foules et l'irrésistible vague montante de la démocratie, d'autre part la vigueur conservatrice qui fait barrage et ne laisse rien passer : d'un côté le parvenu, de l'autre le grand patron ;

celui-là peuple et la main large ; celui-ci grand bourgeois héréditaire et le poing fermé.



BÉRANGER

(D'après un crayon original de Couture).

Jacques Laffitte, fils d'un charpentier basque, commis de Perregaux auquel il succéda, s'était jeté dans la politique, soit par générosité ou par condescendance, soit par vanité ou par le besoin d'exercer une force éphémère. Il n'avait, en fait, nulle aptitude politique, pas même celle des finances publiques ; il ne savait ni voir de haut, ni administrer de près ; il n'était pas orateur, apportant tout au plus à la tribune la faconde des hommes du Midi. Pourtant, c'est en s'appuyant au bras du banquier Jacques Laffitte que Louis-Philippe est arrivé. Le roi, bonhomme, allait répétant : « Tant

que Philippe sera roi, Jacques sera son ministre. » Mais il disait aussi : « J'ai trois médecines à prendre : Dupont, Laffitte et La Fayette ». Il trouvait en Laffitte l'esprit hostile à la légitimité qu'avait fait pénétrer dans la bourgeoisie et jusque dans le peuple le grand ami du banquier basque, Béranger. Laffitte et Béranger, c'était toute la révolution des Trois Glorieuses. Louis-Philippe, au début surtout, avait tout intérêt à empiler tout ce monde-là dans « son fiacre ». Quand on se souvient que le chantre de Lisette eut à ses pieds Chateaubriand, Lamennais et même Sainte-Beuve, on comprend quel fut son empire ; il régna parce que, seul alors, il pouvait dispenser ce faux semblant de la gloire, la popularité. Mais, tandis que Laffitte avait voulu récolter la moisson du pouvoir, Béranger avait eu la sagesse de se dérober. Il disait : « Après les trois journées de 1830, mon rôle de guerre était

fini ; Charles X et la chanson étaient détrônés du même coup. » Quoi qu'il en soit, tout le monde, en ce temps-là, voulait avoir Béranger et son ami Laffitte. Mais quand Laffitte eut, après sept mois de ministère, calfaté de sa popularité et de son argent la barque royale, son rôle était achevé : « La médecine était avalée. »

Casimir Périer était aussi un banquier, mais il était éminemment « héréditaire ». Peu s'en était fallu qu'il n'eût été le ministre de la royauté légitime.

Casimir Périer, c'est l'autorité : dans le pays comme dans sa maison de banque, il veut l'ordre. Or, après le ministère Laffitte et le sac de l'Archevêché, l'ordre était ébranlé. On recourut au banquier de la manière forte. « Brutal et ignorant », du moins selon l'avis de Royer-Collard, il avait le cœur noble, la volonté rude, la pensée prompte ; il était tout action. A la mécanique politique, il apporta ce qui lui manque si souvent, la discipline des rouages. Et il commença par le roi. Louis-Philippe dut se résigner à ne plus assister aux séances du Conseil, à ne connaître du travail de ses ministres que par la voix de leur président, à ne plus faire sentir sa volonté que par l'intrigue. C'est de ce moment, qu'à titre de protestation, s'inscrit dans l'expérience

politique du pays, encore si courte, la formule qui devait renverser le régime : « Le roi règne et ne gouverne pas. » Casimir Périer eut le sentiment très clair qu'on ne gouverne, en régime parlementaire, qu'au moyen d'une majorité, que la majorité n'a pas à discuter, qu'elle doit avoir confiance, confiance en soi-même, confiance au gouvernement qui émane d'elle, qu'elle doit inspirer confiance au pays et que le pays doit rendre, en échange, au gouvernement et au Parlement, la confiance durable qui devient la seule force gouvernementale. Le système, c'est la confiance par échelons. Le service rendu ainsi par Casimir Périer donnait au régime libéral toutes les chances qu'il pouvait avoir de durer. Tous les grands parlementaires français procèdent de lui. Long, maigre, nerveux, malade, il disait : « Voyez ma taille, je ne puis pas fléchir. » Tocqueville a



LAFFITTE

(D'après un crayon anonyme de l'époque).

dit, mieux que personne, comment le règne de Louis-Philippe était une « société industrielle », et on comprend ainsi comment ce banquier entreprit de la mener comme un conseil d'administration. Mais, tourmenté par la souple résistance du roi et par les caprices d'une Chambre acharnée et poltronne, ce grand homme d'affaires resta sans appui. N'ayant nulle connaissance des masses, de leurs besoins, de leurs illusions, de leur enthousiasme, ni des caresses qui sont nécessaires pour séduire ce monstre aux cent visages, il ne sut où puiser la force morale qui, bien conduite et bien ménagée, lui eût peut-être permis d'atteindre à cette unité et à cette grandeur nationales dont il avait rêvé.

L ES JOURNALISTES. LES PRO-
FESSEURS. LES AVOCATS

De tous les hommes du système, celui qui s'oppose le plus naturellement à Casimir Périer, c'est Adolphe Thiers. Méridional comme Laffitte et, comme Laffitte, parvenu. Mais parvenu autrement : c'était un journaliste. Sans méconnaître ni dédaigner la puissance de l'argent, il n'en faisait pas l'objet principal de son ambition ; il avait deviné et servi, dès le début, une autre idole : la presse. L'idée que les hommes de cette génération, tous teintés plus ou moins de romantisme, se faisaient de la presse, est exprimée, d'ores et déjà, avec une prodigieuse puissance d'imagination par Balzac dans la *Peau de chagrin*. La presse, accaparée par quelques financiers, s'adressant à un public restreint, n'était encore, dans ce cercle étroit, qu'une sorte de conférence imprimée, un commérage pour gens du monde. Mais, d'ores et déjà, elle aspirait à accroître sa clientèle, son public et son profit en gagnant les masses auxquelles elle offrait, par contre, les grandes conquêtes politiques et sociales, par la formidable surenchère de la publicité.

Thiers, qui a connu la presse à l'heure où elle saisissait le sceptre, loin de la détester ou de la craindre comme Polignac ou Périer, la flatte, la caressera, sera toujours son familier et son courtisan. Né d'elle, par elle il grandira. Hardi et de peu de scrupule, accommodant avec les hommes et facile sur les moyens, il y avait, dans son cas, avec ces dons uniques d'intelligence et de labeur, une sorte de divination, rare à l'époque, de la place qu'allait prendre la démocratie. Un homme qui a été l'un des instruments de sa « publicité », le directeur du *Constitutionnel*, Véron, écrit : « Que de curiosités attrayantes dans cet esprit fin, vivace, coureur d'entreprises, dans ce caractère mobile, avide d'émotion, plein de vanité et d'orgueil, colère et bon enfant ! » Et il cite le mot qu'il allait répétant : « Moi qui suis un révolutionnaire ! » Révolutionnaire, c'est le parti où le poussait son origine populaire ; ses instincts patriotes, un peu bonapartistes, venaient de là.

Que le vent souffle, et il se sentira consulaire ! Cet habile homme en resta longtemps à l'intrigue : Talleyrand, nous l'avons dit, avait fait de lui, aux journées de Juillet, l'instrument du destin, et c'est Talleyrand encore qui le désignera au roi, en 1834, pour être l'âme du ministère chargé de la difficile succession du cabinet Casimir Périer. Beaucoup plus tard, la pratique des affaires, l'étude de l'histoire et aussi la réflexion sur ses propres imprudences, sur l'échec de 1840, mûrirent en Adolphe Thiers l'homme « national » qu'il devait être, lorsqu'une chance prolongée le fit survivre à sa génération. Plus instruit, plus souple, plus intelligent que Casimir Périer, s'il était moins tenace et moins haut, il avait des vues plus nombreuses et plus vastes. Sa confiance en soi-même et en la vie laissait du temps au temps. Son esprit agile se composait un rôle pour l'avenir.

Thiers, c'est l'avènement des journalistes, Guizot, c'est l'avènement des professeurs. Méridional grave, porté à la méditation solitaire, appliqué, sérieux, imbu, l'un des premiers en France, de la philosophie allemande, avec un goût naturel pour la généralisation, l'esprit replié sur le dedans, non ouvert sur le dehors, peu curieux de connaître les hommes et passant parmi eux sans les voir. Sa future femme, Mlle de Meulan, lui disait : « Vous ne connaissez pas les gens pour qui vous écrivez. » Et lui-même : « Toutes les fois que je crois avoir raison, l'univers entier n'a aucune influence sur ma manière de penser. » Son historien, M. Ponthas, ajoute : « Guizot est protestant. Il porte, profondément creusée en lui, la marque d'un pessimisme transcendantal. » Et ce pessimisme tombe facilement à une sorte de fatalisme et d'impuissance. Ce qui caractérise Guizot, ce sera un manque absolu d'imagination politique. L'histoire lui inspire, dans sa méconnaissance de la vie, des formules qui attestent en lui la limite professorale, par exemple : « Les peuples ne sont, pour l'historien, que des individus de l'espèce sociale. » Quel ministre sera un homme pour qui toute la nature est dans l'herbier ! N'ayant d'autre entraînement que la pratique scolaire, c'est dans l'abstrait politique que travaillera cette génération des Cousin, des Villemain, dont Guizot est le chef et le parangon.



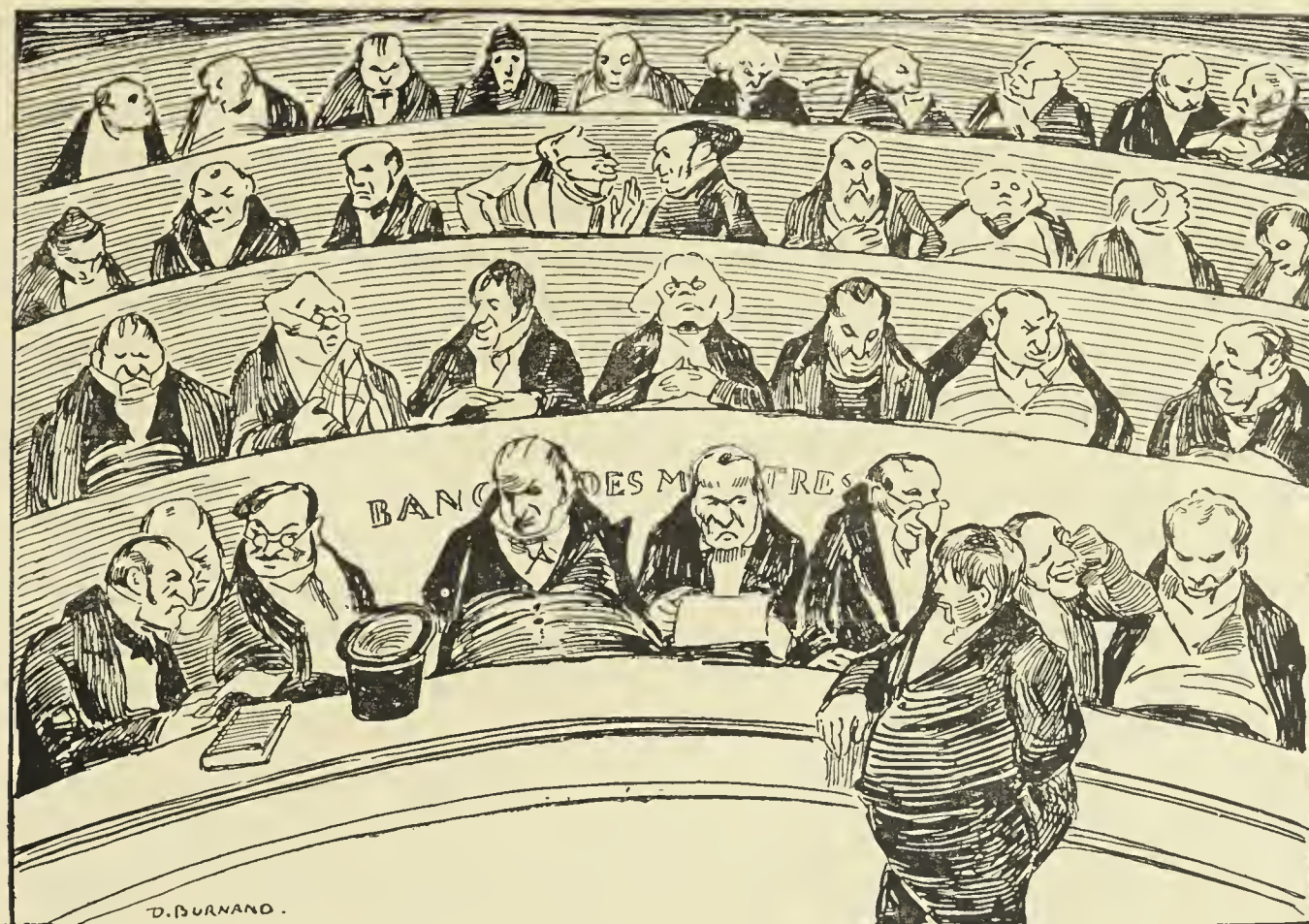
CASIMIR PÉRIER
(D'après Hersent. Estampes).

Il n'y a pour changer d'idées comme les marchands d'idées : Guizot avait servi l'Empire de mauvais gré ; il servit, avec un zèle inouï chez un protestant, la Restauration. Il passa à la Révolution avec un entrain non moins extraordinaire et il devint un des protagonistes de la société *Aide-toi, le ciel t'aidera*. Le voici, soudain, l'homme du duc de Broglie et de Casimir Périer. Il change encore et s'enrôle dans la « coalition », jusqu'au jour où il devient l'homme-lige de Louis-Philippe et, finalement, avec une loyauté aveugle, pousse tout le système vers l'abîme. Pourvu qu'il gouvernât, sa doctrine était satisfaite ; elle lui fournissait toujours les raisons de son gouvernement. Odilon Barrot dit : « On peut se croire prédestiné à la domination d'un pays sans avoir fait la conquête des Gaules et l'orgueil du professeur peut égaler celui d'un César. » C'est le sens vrai de cette existence. Mme de Boigne explique les triomphes, mais aussi la chute de la fin, quand elle raconte les propos de cette habile reine occulte, Madame Adélaïde :

Madame Adélaïde ne cesse de vouloir éclairer le roi et ne pense plus qu'à lui éviter toute espèce de contradiction... M. Guizot ne produit guère d'idées... Le roi en enfantait de toute nature. M. Guizot se chargeait de les développer dans ce beau langage qui, en lui donnant une supériorité incontestable dans les assemblées, le rendait si agréable au monarque... Je me rappelle que, vers la fin de 1846, causant avec Madame Adélaïde, je m'étonnais de la façon affectueuse dont elle s'exprimait sur M. Guizot ; car j'avais longtemps combattu la répugnance excessive qu'il lui inspirait, et je le lui dis. « C'est vrai, ma chère, me répondit-elle, je suis changée pour lui. Ce n'est pas que sa morgue ne me déplaie souvent, mais il comprend si bien le roi ! Personne n'y a si bien réussi. »

La gloire de Guizot, c'est son éloquence toujours pareille à elle-même. Il paraît devant l'assemblée, petit, maigre, boutonné dans sa redingote étroite, le dos voûté, la figure jaune et ridée, le regard froid ; et, soudain, à la chaleur de la voix qui s'élève, tout change : la gradation puissante du raisonnement, la force de la conviction, ce quelque chose d'austère et de rectiligne qui le saisit et saisit son auditoire les projette ensemble dans son atmosphère propre, l'abstraction. Prenons pour exemple cette fameuse harangue de 1837 où Guizot expose, devant la Chambre, l'idée du gouvernement censitaire, du gouvernement de la classe moyenne. C'est la plus étroite des théories politiques. Mais comme son art sait l'élargir !

Ai-je assigné des limites à cette classe ? M'avez-vous entendu dire où elle commençait, où elle finissait ? J'ai simplement exprimé ce fait qu'il existe, au sein d'un grand pays comme la France, une classe qui n'est pas vouée au travail manuel, qui ne vit pas de salaires, qui a, dans sa pensée et dans sa vie, de la liberté et du loisir, qui peut consacrer une partie considérable de son temps et de ses facultés aux affaires publiques, qui possède non seulement la fortune nécessaire pour une pareille œuvre, mais aussi des lumières et l'indépendance sans lesquelles cette œuvre ne saurait être accomplie... C'est la perfection de notre gouvernement que les droits politiques, limités à ceux qui sont capables de les exercer, peuvent s'étendre à mesure que la capacité s'étend ; et telle est, en même temps, l'admirable vertu de ce gouvernement qu'il provoque sans cesse l'extension de cette capacité, qu'il va semant de tous côtés les lumières,



LE VENTRE LÉGISLATIF

(D'après la lithographie de Daumier 1834).

l'intelligence, l'indépendance ; en sorte, qu'au moment où il assigne aux droits politiques une limite, à ce moment même, il travaille à déplacer cette limite, à la reculer et à élever ainsi la nation entière.

Comment ces admirables paroles ne combleraient-elles pas d'émotion et d'orgueil une majorité de bourgeois moyens soudainement transfigurés. L'« Enrichissez-vous ! » devient une sentence biblique, et si douce à entendre de la bouche de ce grand huguenot désintéressé ! La majorité, assise autour de la table aux bénéfices, se voit, par lui, consacrée et portée jusqu'au plan divin. C'est pour elle qu'il jettera son cri le plus farouche : « Le suffrage universel, jamais ! »

La bourgeoisie n'eût pas été au complet dans le nouvel ordre gouvernemental si une large place n'eût été faite à l'ordre des avocats. Napoléon ne les aimait pas : leur langue effilée lui paraissait une arme plus redoutable que les machines infernales. Maintenant, ils sont au pouvoir. Il est naturel que l'on confie la mission de faire des lois à ceux qui ont connaissance de la loi. La royauté n'a-t-elle pas eu ses

légistes? L'Angleterre s'appuie toute sur ses hommes de loi. Mais la mystique parlementaire et oratoire peut devenir, comme toutes les mystiques, une aberration de l'esprit humain; l'ancien régime disait, des lois votées par les États généraux : « Après huit jours, non valables. » Et un contemporain de la Révolution, à la veille de Brumaire : « Qui nous débarrassera de vos trente mille lois? » La formule redoutable : « Nul n'est censé ignorer la loi » est devenue l'exigence tyrannique du nouvel ordre social. C'est comme si chaque nouveau-né trouvait, dans son berceau, un papier sur lequel serait écrit : « Consulte, en tout, un avocat ! » Le régime démocratique s'est soumis à la parole de ces faiseurs de lois, maîtres désormais de la politique et des mœurs. Mais, pour devenir homme de l'État, l'homme du Palais doit se corriger du pli professionnel, l'esprit de chicane. S'il y parvient, son aptitude oratoire, son application à l'étude des dossiers, sa connaissance des réalités de l'existence, son esprit de finesse, son scepticisme ramassé dans la bourbe des intérêts privés, font du légiste un instrument précieux de la grande politique. Le barreau de la monarchie de Juillet a donné à la politique des Dufaure et des Marie, s'il lui a donné des Dupin.

Dupin fut, sous Louis-Philippe et pour Louis-Philippe, l'avocat homme d'affaires. Sa vigoureuse et épaisse nature, ses allures rustiques, ses souliers à clous, la crainte qu'il n'usât de son brutal esprit, tout cela fit qu'on l'installa à la présidence de la Chambre. Gavé, il n'était pas encore satisfait : tournant le dos soudain, il lançait une de ces ruades d'autant plus dangereuses qu'elles donnaient à rire. Dupin, tirant à gauche, était dans l'étroite confidence du roi qui menait à droite. Y avait-il, entre eux, connivence entendue et serment juré? Quoi qu'il en soit, le roi se servait de l'avocat pour ses affaires et, comme les avocats aiment les bons dossiers, et que Louis-Philippe, grand amateur de procès, était un fameux client, on s'arrangeait dans la coulisse, non sans quelque suite jusque dans le Parlement. Dupin devait fonder le « tiers parti », dont l'un de ses adhérents disait : « Notre position est bien simple : nous trahissons toujours quelqu'un. »

Dupin avait, autour de lui, une colonie du Palais : Dufaure, solide, carré par la base, dur, « un peu surnois », selon le mot de Tocqueville, mais qui, comme Thiers, survivra ; Odilon Barrot, honnête homme, infatué de la parole et la maniant avec largeur et abondance, harangueur dangereux parce qu'il est de bonne foi ; Ledru-Rollin, bouffi, sensuel, facile à prendre le galop, facile à désarçonner, que le premier choc renversa après qu'il eut gâté tout ce qu'il avait touché, le peuple, le gouvernement et l'idéal ; type solennel et redondant des grandes erreurs et des petites passions de son temps.

LES CLASSES MOYENNES Le cortège dont s'entoure la monarchie de Juillet et qui recrute, chemin faisant, d'autres hommes et d'autres capacités, Montalivet, Passy, Barthe, Billault, l'amiral de Rigny, représente les titres, les mérites et certains défauts ou lacunes de cette classe moyenne française, qui apporte tout ce qu'elle offrira, dans tous les temps, aux régimes qui lui feront confiance : l'esprit d'ordre, le travail persévérant, l'épargne et une sorte d'humanisme idéaliste dont elle a su s'assurer l'héritage. Le grand ressort de tout gouvernement, la confiance du pays, dépend de l'opinion bourgeoise. Si elle manque, le nœud social se défait ; il n'y a plus de politique, et pire, il n'y a plus de finances : car le bourgeois seul paye, et il ne paye qu'aux bourgeois. La capacité légiste, cette aptitude à la parole, cette prudence, cette finesse, cette pondération, cet esprit d'économie et de prévision appliqués à la vie publique, c'est un tour de main, un savoir-faire qui lui appartiennent en propre. Seule capable de délibérer aux assemblées législatives, elle a l'art d'obtenir le consentement, qui est le grand ressort de l'art de gouverner. Le suffrage universel lui-même s'incline devant sa compétence exclusive ; il n'envoie pas une blouse dans les corps élus de toute la France pour y défendre les intérêts populaires ; et, par contre, la thèse royale ne peut se passer d'un Berryer. L'épée du soldat et la robe du prêtre, dans leur tendance à l'empiétement, ne s'arrêtent que devant la toge et le bonnet carré de l'homme de loi. L'industrie, l'agriculture, le commerce qui alimentent la nation ont besoin de ces manieurs de registres, de correspondances et de dossiers que sont les bourgeois. Et l'immense et indispensable armée de fonctionnaires, où se recruterait-elle, si ce n'était parmi les bourgeois ?

Un régime qui s'appuie sur ces assises solides et durables peut se croire assuré de l'avenir. Eh bien ! non ! Cette solidité n'est qu'apparente. D'abord, la bourgeoisie est toujours divisée ; elle se déchire de ses propres mains ; ses rangs sont troublés sans cesse par la rumeur des passions et le tumulte des vaines querelles ; de là sortent aussi ces agitateurs, qui jettent les masses aux haines familiales ; les



DUPIN

(D'après une lithographie de Jacob).

lanceurs de systèmes, les rêveurs, ces malades du futur qui troublent l'ordre social par l'évocation d'un monde meilleur ; enfin la foule de ces spéculateurs, de ces accapareurs du bien public et du travail populaire dont rien ne satisfait la cupidité. Patron, industriel, ingénieur, le bourgeois crée la richesse ; mais s'il ne se

modère, elle devient l'odieux capitalisme sans cœur d'où naissent les grandes corruptions sociales. De ce point de vue, la classe serait insupportable, si elle n'apportait, par contre, à l'ordre social, l'initiative des grandes entreprises, la largesse des conceptions souveraines et le désintéressement des vues profondes avec les magnifiques créations du génie. C'est en raison de ces titres et de ces services que le jugement de l'histoire finalement se prononce pour elle. Mais son dévouement n'est jamais stable : elle est trop nerveuse et trop agitée pour être sûre.



CLASSE MOYENNE : FIL ET COTON
(D'après une lithographie de Charlet).

L E POÈTE : Le temps est venu où, parmi ce personnel du milieu du siècle, ce personnel « bourgeois », va se lever un homme d'une autre préparation et d'une autre envergure. C'est un poète, Lamartine. Lamartine compense Dupin. Il paraît ; le doigt tendu vers l'horizon, signalant l'orage, il révèle à la fois l'impatience et l'accession prochaine de la démocratie. Telle est la portée d'une brochure inaperçue que le poète des *Méditations* publie avant même d'appartenir au Parlement : la *Politique rationnelle*. Dès qu'il est entré à la Chambre, représentant, non de Paris, mais d'un département (et cela importe aussi beaucoup), cette réclamation de la représentation

populaire devient son inlassable insistance. « Si vous n'ouvrez vos rangs, la masse qui se précipite les enfoncera. » A la tribune, droit, svelte, la figure charmante, les manières exquises, la voix modulée, caressante et pénétrante, un tact parfait et, soudain, des trouvailles de mots, d'expression, de raisons et de mouvements qui changent l'atmosphère. Qu'ils ricanent donc, nos bourgeois, qu'ils plaisantent cette « fatuité innocente », cette prétention d'être le « Bonaparte de la parole » ; que l'on reproche au poète le désordre de ses comptes, sa prodigalité, le gaspillage des

biens et des dons admirables que lui a prodigués la nature, l'homme n'en apparaît pas moins splendide, unique, gracieux et noble devant l'histoire comme devant ses contemporains ; c'est le prophète-poète, le *vates* moderne ; il a tout vu, tout deviné, tout annoncé, tout éclairé, tout exprimé. Ce règne, qui s'est diminué de ne l'avoir pas mis à sa place, s'honore d'avoir péri de sa main. Ainsi présenté, le drame de 1848 est un des plus émouvants de l'histoire.

Faut-il répéter les mots éclatants qui résonnent à jamais, tombés de cette bouche : « La France s'ennuie », « la Révolution du mépris », « Une borne y suffirait », « Les gouvernements de privilège ne donnent jamais, ils cèdent » ; et la fameuse tirade du drapeau tricolore, et ces vues prophétiques sur les chemins de fer, sur les fortifications, sur l'association ? Mais ce qui importe surtout, ce sont les articles de son programme démocratique, — lui, d'éducation et de nourriture légitimistes ! « Une démocratie obtenant, par le gouvernement, ce que la Révolution a voulu par les cataclysmes, le triomphe des droits, des idées, des intérêts légitimes, et de la souveraineté du plus grand nombre... » « L'élection se trouve restreinte à une véritable oligarchie électorale » ; elle crée « un pays légal en opposition avec ce pays de trente millions de citoyens hors de la loi électorale » ; son verdict de décembre 1846 : « Il n'y a rien à faire qu'à attendre. Le roi est fou ; M. Guizot est une valeur enflé, M. Thiers une girouette, l'opposition une fille publique, la nation un Géronte. Le mot de la comédie sera tragique pour beaucoup » ; et, enfin, sa décision soudaine et si sage, aux journées de Février, quand il s'oppose à la régence de la duchesse d'Orléans, régence impossible, grosse de violences à l'infini. Mieux valait cent fois, et tout de suite, l'épreuve républicaine. L'inspiration était contraire à sa nature généreuse, mais il ne la désavoua jamais.

Ainsi s'accomplit, sous le règne bourgeois, l'ascension unique d'un grand poète. La France eut alors, parmi les peuples, cette haute destinée de mettre à sa tête ce magnifique exemplaire de la race humaine. Le rêve ne dura pas. Il y aura la « Chute de l'Ange ». Mais la fin achève en beauté, l'orbite parcouru. A cette vie incomparable, il ne manquera rien, ni l'abandon, ni l'ingratitude, ni la misère, ni la mendicité d'Homère, ni la besogne de librairie par quoi ce vrai grand homme, incomplet comme il est de l'homme, acheva et couronna une vieillesse sans repos et une vie sans tache.

L E ROMANTISME POLITIQUE. TROUBLE DES ESPRITS

On a peine à comprendre comment l'ère qui voyait le triomphe de cette vieille et sage bourgeoisie française allait être, en même temps, celle du désordre intellectuel, du trouble

moral et des dissensions sociales. Tandis que la littérature était toute au romantisme, un véritable cyclone d'idées et d'aspirations nouvelles s'abattait sur le pays et déséquilibrait l'esprit national. La France en a gardé, en Europe, une réputation de volonté agressive, bien contraire à son caractère, généralement raisonnable et modéré.

Ce trouble des idées et des choses vient de la mauvaise assiette du régime. Le régime censitaire, qui confiait le pouvoir à une aristocratie de la fortune ou des fonctions publiques, ne comptait guère plus de 150 000 bénéficiaires chargés



INTÉRIEUR BOURGEOIS EN 1840
(D'après une lithographie de Raffet).

d'élire les députés. La nation se trouvait ainsi divisée en deux couches superposées : celle qui votait et qui gouvernait, si mince, et les masses profondes, stables encore, mais capables de tout briser par une soudaine éruption. La France comptait 33 millions d'habitants sur les 10 millions de citoyens soumis à l'impôt direct, 7 millions, imposés à moins de 15 francs, étaient privés de tout droit électoral, même pour les conseils

municipaux. Dans le sentiment, vague au début, puis de plus en plus net, qui gagne les masses, à savoir que leurs intérêts, leurs revendications politiques et économiques ne sont pas pris en considération par le système, l'élargissement du droit de suffrage aux « capacités » d'abord, puis à l'ensemble des nationaux, devient une idée fixe, un mythe. La politique des partis y trouve une excellente occasion de surenchère. Bientôt, la revendication sociale se lie et se combine avec la réforme électorale et parlementaire. Les grandes injustices de l'ordre industriel qui naît sont traînées à la lumière ; elles ameutent des foules que la politique laisserait peut-être indifférentes. Ainsi s'explique que le règne de Louis-Philippe, qui assura pourtant à la nation la paix à l'extérieur, une prospérité croissante à l'intérieur, fut continuellement agité, finalement ébranlé et précipité en une chute soudaine qui surprit ceux même qui la déterminèrent.

Le roi, qui avait pris naturellement le parti de la « résistance », n'était averti ni par une connaissance personnelle, ni par une surveillance attentive, ni par les avis de ses ministres que sa loquacité réduisait au silence, ni par un mouvement du cœur. Il se tenait à un système de petites ruses, de retraites pied à pied, d'expédients maladroits ou malheureux. Jamais une fois il ne sut ni prévoir ni préagir, alors qu'en politique, comme à la guerre, tout est initiative. Louis-Philippe fut toujours en retard sur les idées et sur les hommes. Ses ministres, en contradiction avec leur situation s'ils appartenaient à l'aristocratie, avec leurs origines s'ils venaient des nouvelles familles, étaient mal assis au pouvoir, les uns chargés d'une impopularité parfois injuste, les autres cherchant à gagner l'opinion par des concessions imprudentes ou des manifestations risquées. En dehors des intéressés, on ne se faisait guère d'illusion sur les chances ni sur la durée du régime. « Planche pour traverser le ruisseau », disait Béranger ; et Sainte-Beuve : « Dynastie qui n'est ni un principe, ni une gloire, tout au plus une utilité et qu'on prend pour ce qu'elle est ».

L E RÉVEIL DU BONAPARTISME ET LE PARTI RÉPUBLICAIN

La Révolution des Trois Glorieuses avait été, avant tout, passionnée de l'extérieur, tricolore, patriote et, par là, en son tréfonds, bonapartiste. La bourgeoisie, qui est à la barre, connaît mal cette disposition des esprits ; partageant d'instinct le sentiment général, mais retenue par son poids conservateur, elle se tient en état d'équilibre instable. Ses champions, les hommes de lettres bourgeois, entonnent le péan. Ils sont tous bonapartistes : « Parlez-nous de lui, grand'mère ! » — « Lui, toujours lui ! » Ce bonapartisme du *Mémorial* dispose d'une force qui le dépasse lui-même : vieux généraux et fonctionnaires recrues, officiers illuminés ou ambitieux, gens de main dont l'ambition, barrée en 1815, explose en revendications intransigeantes. Les paysans répètent le nom légendaire qui avait assuré la terre, l'égalité, la victoire. Même les partis jadis hostiles, jacobins, libéraux, idéologues, se rangent autour de l'aigle. Louis-Philippe et son gouvernement n'éprouvent nulle inquiétude : la mort du duc de Reichstadt étant survenue en juillet 1832, tout péril était écarté. Le vieux renard mit aussitôt à sa taille la peau du lion : la statue de Napoléon rehissée sur la place Vendôme, les cendres ramenées, les manifestations des Invalides et de Versailles où les deux grandes gloires françaises se regroupaient autour de la nouvelle dynastie.

Cependant les vrais héritiers de la légende commençaient à se découvrir. Le prince Louis-Napoléon surgissait de l'ombre des sociétés secrètes. Dès 1831, la

reine Hortense était venue à Paris. Le roi, la reine, Madame Adélaïde s'étaient empressés autour d'elle. Mais, après avoir attiré Casimir Périer sur son terrain, elle l'avait laissé pantois en rejetant de très haut la proposition qu'il lui fit de rentrer en France, elle et son fils, et d'y vivre sous le voile d'une sorte d'anonymat : « Comment?... Ce beau nom dont la France devrait se parer, il faudrait le cacher, le dissimuler, comme s'il était honteux?... » Le « prétendant », décidé à faire connaître son existence et ses titres, se risquait avec un sang-froid extraordinaire et une obstination décevante dans les aventures les plus inattendues. L'audace était sa nécessité et son fort. Après la participation aux insurrections libératrices en Italie et l'affiliation aux ventes, aux loges de francs-maçons et de carbonari, il affichait, dans des brochures retentissantes — les *Réveries politiques*, les *Idées napoléoniennes*, *l'Extinction du paupérisme* — toutes les surenchères populaires. Après les tentatives de Strasbourg et de Boulogne et surtout, en 1846, l'évasion de Ham qui toucha la fibre sentimentale du peuple, le prétendant est, sur le devant de la scène, prêt à saisir le rôle auquel il se sent destiné. Il écrivait à M. Vielliard : « En 1833, l'Empereur et son fils étaient morts. Il n'y avait plus d'héritiers de la cause impériale. La France n'en connaissait plus aucun... Pour le peuple, la lignée était rompue. Eh bien ! j'ai rattaché le fil ; je me suis ressuscité de moi-même. »

C'est alors que la Révolution, le mythe révolutionnaire servirent le bonapartisme à la fois par les espérances auxquelles il donna l'essor et par la peur qu'il inspira. Aux trois journées, le parti révolutionnaire avait pris conscience de sa force. D'instinct, il recourut à deux tactiques opposées venant à la fois de sa prudence acquise et de ce retour de forces inespéré. D'une part, des personnages au nom illustre, survivants ou héritiers des « grands ancêtres » : La Fayette, Carnot, Cavaignac et les hommes qui se groupaient autour d'eux, Arago, Marrast, Cormenin, Garnier-Pagès se présentèrent comme une élite républicaine offrant caution bourgeoise. D'autre part, des figures énigmatiques : Raspail, Blanqui, Cabet, Barbès, tapis dans l'ombre des sociétés secrètes et des prisons, firent entrevoir de larges satisfactions prochaines à la cause populaire.

La thèse du parti républicain modéré était la suivante : le peuple a été trompé aux journées de 1830 ; c'est lui qui a fait la Révolution ; le pouvoir lui appartenait ; la dynastie le lui a soufflé. Il était avec La Fayette, à l'Hôtel de Ville, quand le général proclamait la vraie République, mais contre lui quand, sur le balcon, il embrassait « la meilleure des républiques ». Étouffée en brumaire, livrée ensuite aux Bourbons et à la Congrégation, la République n'en est pas moins immortelle. Le droit républicain est immanent, seul opposable au droit divin. Il est la vraie hérédité, la

vraie stabilité, le seul agent du progrès. Aussi, tandis que Dupin vociférait à la tribune que la République « traînerait la patrie dans le sang », Carnot et ses amis proposaient aux libéraux royalistes que l'on s'en tînt, pour gouverner ensemble, aux articles de la Charte. En 1837, cette habile modération fondait, avec l'appui de la gauche dynastique, le « parti radical », qui comptait, parmi ses membres, deux anciens ministres : Laffitte et Dupont de l'Eure. En tête du programme commun était inscrite cette fameuse « réforme », l'extension des droits électoraux, baptisée solennellement « l'organisation de la volonté nationale. » Sur ce pont devaient passer, dans le cours du siècle, pour rejoindre la République, les Dufaure, les Duvergier de Hauranne, les Passy, même Thiers et les ambitieux qu'il menait en troupe. On commençait à voir se dessiner une évolution à longue échéance. Le « compte rendu », réquisitoire contre la politique du gouvernement, groupait les plus impatients parmi les dynastiques et les plus patients parmi les républicains ; Garnier-Pagès, Voyer d'Argenson, Cabet avaient signé. Tous ensemble, ces hommes venus de partis opposés s'élançaient, la Charte à la main, à l'assaut du pouvoir. Ainsi va la politique !

Cependant, les vrais « révolutionnaires » rejetant toute solution transactionnelle, se donnaient pour but le coup d'État avec dictature révolutionnaire ; pour programme, non plus seulement la réforme électorale et parlementaire, mais la réforme sociale. Le suffrage universel n'était qu'un instrument : il apporterait à tous et à chacun le bien-être et la juste part des fruits de la terre par l'organisation du travail et une répartition nouvelle des bénéfices, en attendant une nouvelle répartition des propriétés. Faisant ses affaires lui-même, le peuple veillerait directement à la satisfaction de ses intérêts immédiats et futurs. Ainsi, le mot révolution prenait son sens plein. Le règne de Louis-Philippe, grand patron des bourgeois, travaillait à l'avènement du peuple par sa persistance à l'ignorer.

ÉCOLES SOCIALES ET SOCIÉTÉS SECRÈTES La formule décisive avait été lancée par Saint-Simon : « Amélioration du sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre » ; elle explique, à elle seule, le rayonnement sur le siècle de cette doctrine saint-simonienne, si audacieuse à la fois et si trouble. Saint-Simon avait proclamé l'avènement de l'âge industriel, du néo-christianisme, la religion du travail substituant les biens terrestres aux récompenses célestes. Il avait entrevu la mainmise de l'État sur toutes les fonctions sociales, la substitution d'une nouvelle « organisation sociale » à la propriété individuelle et héréditaire ; il avait réclamé un nouveau code « fait pour les travailleurs ». Cependant Saint-Simon n'est

pas démocrate ; il pense que les masses sont incapables de faire d'elles-mêmes leur bonheur (et c'est déjà presque la devise du bonapartisme : « Tout pour le peuple, non par le peuple ») ; s'il menace la société, il compose avec le capital, nécessaire au développement de la grande industrie. Finalement, sa panacée sera l'association. Industrie, capitalisme, associationnisme et même étatisme trouveront leur sanction suprême dans la mise en œuvre du crédit qui répandra et réglera l'activité laborieuse par le mécanisme des banques et, particulièrement, d'une « banque centrale représentant le gouvernement dans l'ordre matériel, dépositaire de toutes les richesses du fonds entier de la production, de tous les instruments de travail ». Étrange chaos, d'où viendront à la fois les grandes réalisations des ingénieurs et les folies du père Enfantin, d'où s'élanceront Fourier et Lesseps, et d'où surgiront les œuvres et les systèmes les plus divers en une époque si étrangement fertile et désordonnée.

Cherchant à s'appuyer sur les masses prolétaires, les partis d'opposition visaient les 7 millions de citoyens écartés de tout droit politique. Ils songeaient à cimenter, de promesses à échéance indéfinie, le bloc populaire. Mathieu d'Épinal lançait sa brochure de *l'Association des ouvriers de tous les corps d'État*. On entrevoit déjà de loin la dictature du prolétariat. « La vraie république, s'écrie Pierre Leroux, c'est le socialisme. Vouloir faire triompher la République, en France, sans le socialisme, est absurde. » Proudhon, lui, tend à l'anarchie : « Point d'autorité, point de gouvernement, même populaire, la vraie Révolution est là ». Il a compris que production et gouvernement sont deux fonctions incompatibles, que la dictature corporative est une « contradiction économique ». Mais, érigeant au rang d'axiome son paradoxe, emprunté à Brissot de Warville, « la propriété c'est le vol », se demandant sur quoi repose l'obligation pour la minorité de se soumettre à la volonté de la majorité, il aboutit à une sorte d'individualisme fier et insensible (« Je me méfie de la fraternité à l'égal de la volupté »), à un mutualisme découpé en petites ruches, en familles laborieuses et égalitaires, à une sorte de communisme localisé et



SAINT-SIMON JEUNE
(D'après un portrait de Ginard).

sans horizon. Il tend ainsi d'avance la main à la « Commune » de 1871.

Ces imaginations politiques et sociales témoignaient à la fois d'un grand désordre intellectuel et d'un mouvement nouveau et émouvant de solidarité et d'humanité. La misère que l'avènement de l'industrie avait accrue chez les classes ouvrières, les lois difficiles de la concurrence à peine entrevues, la mesquine parcimonie du capitalisme naissant, peu habitué au crédit, au calcul à longue échéance et, enfin, les erreurs inhérentes à la faiblesse humaine et à la complexité sociale avaient précipité cette génération romantique vers toutes les crédulités : saint-simonisme, fouriérisme, icarisme, communisme, collectivisme, anarchisme, mutualisme, associationnisme. Raspail, Buchez, Barbès, Blanqui, étaient des maîtres pleins d'illusion et de rigueur : il n'est pas un de ces rêveurs qui ne professe une religion dont il sera le pape. Le plus puissant, le plus influent de tous, c'est Auguste Comte. Bourgeois, polytechnicien, professeur, son action s'exerce principalement sur la classe bourgeoise, liseuse, enseignable. Plus que nul autre, il délite la « résistance ». Il ébranle les institutions établies, les « académies », les formules toutes faites, les catéchismes ; il bouche le ciel, livre l'humanité à elle-même comme étant son propre but ; par sa puissante invention de la « série » et de « l'évolution », par sa frappante restauration de la tradition et de l'autorité ancestrale, il se saisit, pour la science et pour l'histoire, d'adhésions qui, jusque-là, n'avaient été accordées qu'à la religion. Après Auguste Comte, l'incroyance ne rit plus, ne plaisante plus, elle argumente et prêche. L'ignorance se prend d'un bel amour pour la science, et l'inconscience pour les problèmes de la conscience. On philosophe du haut en bas de l'échelle. Ce creusement en soi, cette solennité du moi, cette auto-vénération qui, faisant de chaque individu non plus seulement un apôtre, mais un Dieu, aboutit, chez Auguste Comte, à son propre « pontificat » ; il se couronne de ses mains de la tiare positiviste. Tout compte fait, il a la puissance d'ébranler, non la capacité de construire. Quand la génération



PROUDHON

(D'après une lithographie de Daumier).

qui a subi son génie sort de ses mains, elle n'a pas trouvé un guide, mais elle a perdu les siens.

Ces philosophies nébuleuses n'ont pas pénétré jusqu'au peuple ; mais les bourgeois qui amentent le peuple y puisent une nourriture qu'ils croient substantielle. La chapelle, devenue « société secrète », club, syndicat, organise une désorganisation cryptique de la société. Le champ de la demi-culture se creuse d'une fourmilière d'illuminés, de croyants, d'apôtres et de martyrs. La société « Aide-toi le ciel t'aidera », l'« Association pour la liberté de la presse », la « Société des Droits de l'homme » étaient encore des organismes politiques : Guizot, Thiers et leurs amis avaient figuré parmi leurs membres. Mais bientôt les révolutionnaires, les républicains y prennent la haute main et ramènent la doctrine à la pratique. Barbès, Raspail, Blanqui préparent dans l'ombre de plus décisives « glorieuses ». Quand les lois de 1834 et de 1835 auront barricadé les barricades, toutes les sociétés seront secrètes de fait : « Légions révolutionnaires », « Familles », « Phalanges », « Saisons », « Société communiste », « Travailleurs égalitaires », etc., elles agitent même la province et rayonnent sur Lyon, Marseille, Strasbourg. C'est dans leur sein que se préparent les entreprises des régicides, la stratégie des rues, les coups de main : la fureur des journées de Juin et la violence du 2 Décembre mijotent dans les mêmes cratères souterrains.

L E « PAYS LÉGAL » ISOLÉ A
PERDU L'APPUI RURAL

Au bruit et à la rumeur de ce qui se disait et s'imprimait dans ce bouillonnant Paris, il n'est que juste d'opposer l'aspect tranquille des choses provinciales, d'où venait la sécurité du roi, du gouvernement, des hommes ayant la responsabilité des affaires, notamment de l'élite, particulièrement menacée en cas de crise, « le pays légal ».

Nous possédons dans la monarchie constitutionnelle, déclare Guizot, lors de la discussion de l'adresse de 1847, dans l'union des grands pouvoirs de l'État, les moyens assurés de surmonter tous ces obstacles et de satisfaire à tous les intérêts moraux et matériels de notre chère patrie. Maintenons fermement, selon la Charte, l'ordre social et toutes ses conditions ; garantissons fidèlement, selon la Charte, les libertés publiques et tous leurs développements. Nous transmettrons intact aux générations qui viendront après nous le dépôt qui nous est confié, et elles nous béniront d'avoir fondé et défendu l'édifice à l'abri duquel elles vivront heureuses et libres.

Est-ce simplement optimisme officiel ? Dans quelle mesure aveuglement ? Depuis le début du règne, on vivait dans la lutte entre le « mouvement » et la « résistance ». Le « mouvement » entraînait bien Paris et, parfois, quelques grandes villes, mais la « résistance » s'appuyait sur l'ensemble du pays. Pour le succès final de la « résistance », espoir qui leur paraît autorisé par des années de stabilité,

les hommes du régime mettaient au premier rang l'autorité personnelle et l'expérience du roi. Il ne laissait aucune prise au désordre ni à une sérieuse critique. Pas de maîtresses, pas de favoris, respect scrupuleux de la loi, bravoure, bienveillance, humanité, bonhomie ; on pouvait le plaisanter, le caricaturer, non le condamner ni le flétrir. Sa longue vie dominant l'époque maintenait au pouvoir ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux, l'unité : unité de doctrines, unité de vues, unité de commandement. Même s'il « gouvernait » un peu trop, du moins il « régnait ».

« L'union des grands pouvoirs de l'État », selon la formule chère à Guizot, était un autre fait incontestable. Le personnel électoral et administratif, recruté dans les mêmes familles, vivait sur des axiomes en partie hérités de l'Empire et formant des liens si puissants, qu'après un siècle, même à l'heure où ces lignes sont écrites, il en reste encore quelque chose. Et cette discipline était volontaire. L'étroit monde gouvernemental n'aspirait qu'à l'argent et il n'avait, comme il arrive à qui possède, qu'un seul et même frisson, la peur de le perdre. Consolidée par tous les appareils et les artifices de la politique, cette armature pouvait passer pour forte. On ne voyait pas par où la ruine pouvait pénétrer.

La pensée elle-même avait repris une tenue, une allure, une sorte d'équilibre compact qui n'était pas sans quelque rappel du grand siècle. Le clergé s'était soumis ; Rome ne pouvait décidément se passer de la France ; après la tempête où avait retenti le grand cri de Lamennais, tout était rentré dans l'ordre et, oublieuse du sac de l'archevêché, la monarchie de Juillet souriait à un clergé « libéral », tout prêt à planter les arbres de la liberté. L'armée, en raison du long service et du remplacement, pesait à peine sur le monde bien votant et bien pensant. Nemours désigné pour la régence, Aumale en Algérie, Joinville à la marine, toute l'autorité militaire était, le cas échéant, concentrée en des mains viriles, capables de l'exercer. Cependant, ce qui, au-dessus de cet ordre, donnait une sécurité vraiment reposante, c'était l'aspect calme et prospère de la masse de la nation. Guizot constate, sans nulle exagération, l'importance des résultats acquis par cette administration de bon père de famille. A l'extérieur, « la France, ainsi que le reconnaît Nesselrode, a plus gagné à la paix que ne lui aurait donné la guerre ». A l'intérieur, « l'ordre politique, l'ordre civil, l'ordre moral et l'ordre matériel, les droits de la liberté et de la sécurité publiques, les progrès de la prospérité et du bien-être dans toutes les classes de la nation ont été pour le gouvernement de 1830 l'objet d'une constante préoccupation et d'une honnête action. »

Tout cela est exact, et l'éloge mérité. L'ordre public était maintenu par la « résistance » et la « résistance » se sentait confirmée par l'ordre. Les « classes

moyennes » s'enrichissaient et elles étaient en droit de penser (on le leur avait assez répété) que c'était l'idéal même de la politique. Si Paris était agité, la masse du pays penchée sur la glèbe nourricière ne levait pas les yeux et n'entendait pas l'orage. La masse paysanne, la phalange laborieuse et propriétaire, y compris la petite propriété, eussent été conservatrices, et par conséquent philippistes, si on leur eût permis d'être quelque chose. En 1835, sur 32 569 000 habitants, on comptait 10 896 000 propriétaires sur un sol divisé en 123 360 000 parcelles. Avec une industrie à peine née, c'était la base solide de la nation qui devait être celle du régime.

Comment le régime bourgeois ne s'est-il pas assuré le concours direct de cet allié naturel ? Voici qu'à peine au pouvoir, le Tiers État renouvelait la faute de Louis XIV et tournait le dos à l'homme de la terre. Tout au Parlement, aux députés, aux fonctionnaires, aux industriels, aux commerçants, aux ouvriers des villes, à Paris, à ce Paris inquiet et instable si exigeant, il néglige sa véritable force, fondamentale et nationale. Le paysan ne vote pas. Or, le suffrage de la province, s'il eût été accepté et organisé, soit à deux degrés, soit même universel, le suffrage des masses rurales eût été royaliste et, en tous cas, conservateur. Les imprudences, les improvisations, les impatiences d'une certaine politique parisienne eussent été freinées par la masse des « ruraux », — on l'a bien vu, quelques années plus tard, sous l'Empire. Ces maîtres ès constitutions n'ont pas compris que ce qui causait la crise dans un organisme, d'ailleurs sain et vigoureux, c'était la respiration comprimée par les bandages trop étroits du « pays légal ». Ils n'ont pas compris qu'on anémiait le pays en le séparant de lui-même et de sa force. Ils n'ont pas compris qu'ils délitaient eux-mêmes l'organisme. Pour vivre, il faut avoir des poumons, — et du cœur.

L A « RÉSISTANCE » EMPORTÉE
PAR LE « MOUVEMENT »

Enfin, « le mouvement » avait pénétré pour ainsi dire, sans qu'on s'en aperçût, « la résistance » et l'avait affaiblie au sein même de ces « grands pouvoirs de l'État » dont on célébrait l'accord. Parmi ces royalistes, dans cette majorité parlementaire que l'on croyait si sûre, se recrutaient ces « saxons » qui préparaient la lutte à propos de deux ou trois épithètes, « aveugles et ennemies », échappées à la plume ministérielle ; moyennant quoi ils allaient organisant, sur toute la surface du pays, la campagne des banquets. La majorité tombe brusquement de 110 voix à 33 voix.

A la cour, dans la famille royale, l'union apparente cache aussi des fissures graves. Il y a deux politiques aux Tuileries, celle du roi qui étouffe l'avenir et

celle de l'avenir qui voudrait pouvoir se faire jour. De parti pris, le roi a écarté ses propres enfants de l'autorité et des responsabilités. Comme résultat, le roi a perdu son prestige, même auprès des siens. Joinville écrit à Nemours, le 7 novembre 1847 : « Le roi est inflexible ; il n'écoute plus aucun avis, il faut que sa volonté l'emporte sur tout. » Et encore : « Tout cela rapporté au roi, au roi seul, qui a faussé nos institutions constitutionnelles. »

L'armée restait fidèle ; était-elle sûre ? Était-elle satisfaite ? Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'était pas fière. Les officiers s'abstenaient de porter l'uniforme, et jusque dans la caserne. On vit, aux journées de Février, que ses cadres étaient exsangues. On n'avait pas pu intervenir en Italie, faute de ressources militaires et faute de préparation. Pour porter les contingents au chiffre de 500 000 hommes, indispensables pour une politique toute pacifique, le gouvernement provisoire de 1848 dut improviser.

L'administration était en proie à la plus terrible plaie, la contamination réciproque de son personnel et du personnel parlementaire. Le danger de tout système électoral, c'est la coalition, par promesse tacite de mutuel concours, entre le fonctionnaire et le candidat. Le fonctionnaire fait élire le député pour que le député fasse avancer le fonctionnaire. On pense où l'accaparement des ressources publiques peut aller quand les fonctionnaires en sont venus, avec l'assentiment du pouvoir, non seulement à être les maîtres de l'élection, mais à occuper la majorité des sièges dans les Chambres et à cumuler les avantages de l'administration et ceux de la loi. Car tel était l'effet de « l'union des grands pouvoirs de l'État ».

La vérité est que la moralité et l'idéalisme publics, sauvés dans les formes, étaient atteints au fond. Grâce au romantisme, l'irrégion était moins à la mode ; on n'en faisait plus parade. Mais Auguste Comte avait semé la négation dans les



LE DUC D'ORLÉANS

(D'après un crayon original de Heim.
Collection Alexis Rouart).

générations nouvelles. Le *Traité de la vie élégante* de Balzac ne fait que constater un état de choses accepté, quand il divise la France en deux classes, celle « qui sait s'habiller » et celle « qui ne sait que travailler ». Le dîner de la *Peau de chagrin*, pas plus que les romans de George Sand, n'étaient une école de respect. Les *Débats* et le *Constitutionnel*, journaux éminemment « classes moyennes », publiaient les romans d'Eugène Sue qui savaient l'ordre social tout entier. A l'« enrichissez-vous » de Guizot, la presse et la critique répondaient : « corruption ». Des procès retentissants ouvraient des dossiers scandaleux et l'honnêteté de la nation s'étonnait des lamentables défaillances de l'élite.

Dans Paris, enfin, pour revenir au point où les choses devaient se décider, la garde nationale, par définition la force même du régime, boudait le pouvoir, qui affectait de lui retirer sa confiance. La garde nationale !... mais c'était la bourgeoisie elle-même ; c'étaient ses chefs privilégiés ; et c'étaient précisément « les capacités ». Or, on écartait « les capacités ». Le régime allait périr de cette extraordinaire méconnaissance des réalités, de ce mépris où il laissait les deux forces dont il dépendait : les masses rurales et les classes intellectuelles.

Avoir laissé les choses en venir à ce point, c'était un état d'euphorie tellement grave qu'il ne peut s'expliquer que par une négligence sénile entretenue par la complaisance des entourages. Il faut faire aussi la part du vice originaire : le régime était atteint, dans son essence, par cette disproportion qu'il avait acceptée, qu'il avait recherchée entre le petit nombre dont le suffrage lui avait suffi et le pays entier dont il avait fui le consentement.





CHAPITRE XIII

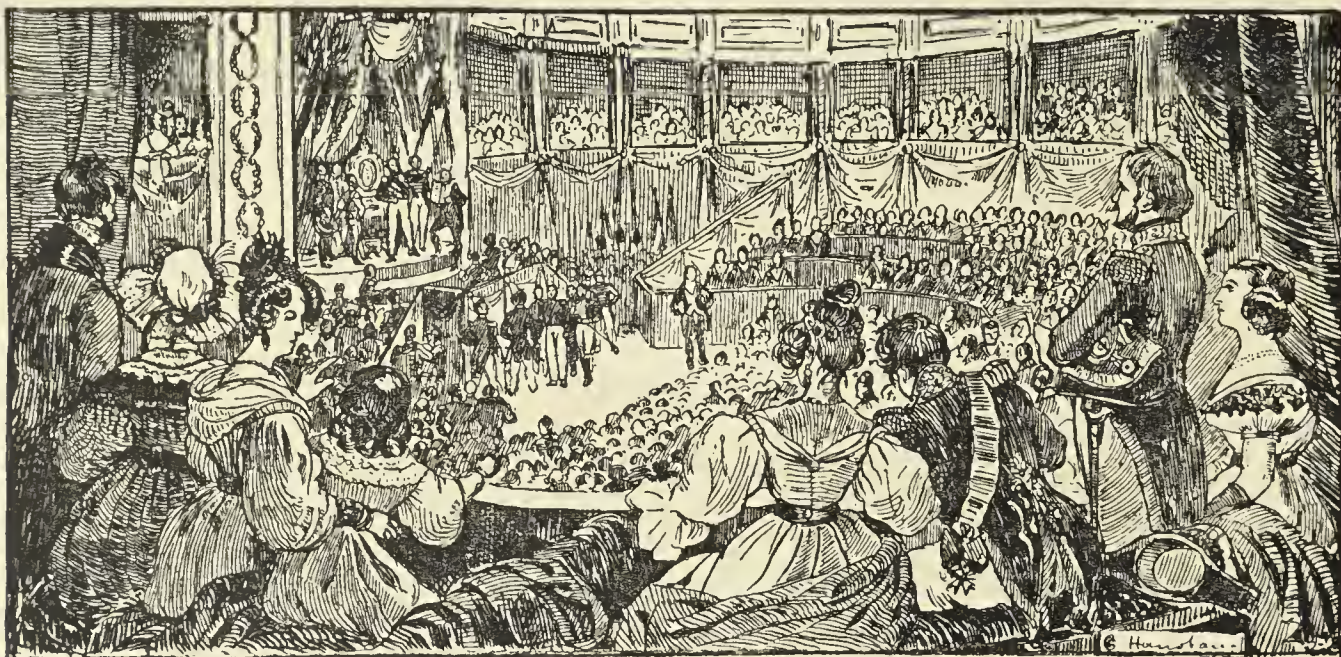
LA MONARCHIE DE JUILLET PAR LES FAITS (1830-1836)

Le cabinet Laffitte, ministère d'union. — Le ministère de la « Résistance ». Casimir Périer. — Le choléra. Émeutes. La duchesse de Berry. — Les lois d'expropriation et d'enseignement. — Le roi et ses ministres : Soult, Broglie, Guizot, Thiers. — Insurrections, procès, attentats, répression. — Le cabinet Thiers.



Le duc d'Orléans avait été porté au trône, en quelques heures, par le simple vote de la Chambre des députés, à la majorité de 219 voix contre 33, sans Assemblée constituante, sans plébiscite, sans consultation nationale d'aucune sorte, et même en préjugant la décision de la Chambre des pairs. La nouvelle dynastie, se glissant entre l'ancien régime et la Révolution, relevait le trône par un acte de tacite reconduction. A un député qui demandait l'élection d'une Assemblée constituante, Périer avait répondu en levant les épaules : « Allons donc ! » En ce qui concernait le régime constitutionnel, on maintint, par le même procédé, la Charte légèrement modifiée, notamment en son article 6 qui proclamait la religion catholique « religion de l'État », article qui fut remplacé par la simple constatation du fait qu'elle était la religion de la majorité des Français. L'âge de l'électorat fut fixé à vingt-cinq ans, et la cen-

sure fut abolie. Ce furent à peu près toutes les concessions faites aux idées libérales. Les deux réformes réclamées par la gauche, abaissement de la quotité du cens, suppression de l'hérédité de la pairie, furent renvoyées à un examen ultérieur. Tout le monde avait hâte d'en finir. Devant la Chambre des pairs, Chateaubriand enterra la légitimité sous des phrases magnifiques : « Inutile Cassandre, j'ai assez fatigué le trône et la pairie de mes avertissements dédaignés ; il ne me reste qu'à m'asseoir sur les débris d'un naufrage que j'ai tant de fois prédit. » Il eût pu ajouter qu'il



S. A. LE DUC D'ORLÉANS PROCLAMÉ ROI A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (9 AOÛT 1830)

(D'après une lithographie de V. Adam).

l'avait amené. Le parti légitimiste resta debout, irrité, plein de haine et de mépris.

Louis-Philippe fut proclamé roi dans la salle du Palais-Bourbon, le lundi 9 août. Casimir-Périer lut la déclaration votée sur la proposition du député Bérard. Le nouveau roi prêta serment d'observer la Charte avec les modifications exprimées dans la déclaration ; et le changement de règne fut un fait accompli.

L E CABINET LAFFITTE, Il y eut à la fois surprise et soulagement. Le danger, pour le moment, était à droite. On craignait une résistance quelconque de la dynastie qui disparaissait et de ses fidèles, notamment en Vendée. Louis-Philippe, veillant d'abord de ce côté, se porte instinctivement à gauche. Les « trois médecines » qu'il avait à prendre, Dupont, Laffitte et La Fayette, il les avala d'un coup. La Fayette fut nommé commandant général des gardes

nationales ; Laffitte, confident et familier du roi, se chargea de grouper un premier ministère, ministère d'union, dans lequel on empila à peu près tout ce qui devait être le personnel du règne : d'abord Dupont de l'Eure, républicain et futur président du gouvernement provisoire de 1848 à la Justice, puis le général Gérard à la Guerre, Guizot à l'Intérieur, le baron Louis aux Finances, le duc de Broglie à l'Instruction publique avec les Cultes, le général Sébastiani à la Marine, le comte Molé aux Affaires étrangères. Quatre ministres sans portefeuille furent adjoints au cabinet comme une sorte de conseil dynastique : Casimir-Périer, Laffitte, Bignon, Dupin aîné. Thiers manqua de quelques heures son ministère, n'étant rentré à Paris qu'après les événements accomplis : il dut se contenter d'une place au Conseil d'État. Quinze jours après, le roi propose au Conseil des ministres la nomination de Talleyrand comme ambassadeur à Londres : c'était confier la politique extérieure à l'homme de 1815. Le Conseil des ministres surpris réserva sa décision ; mais la nomination parut au *Moniteur* le lendemain. Le roi commençait à « gouverner ». Par cet acte d'indépendance, il affirmait une volonté d'être par lui-même qui, du premier coup, *posait* son règne.

Deux autres faits, moins graves peut-être, intéressèrent davantage l'opinion. On apprit, qu'avant d'accepter la couronne, le 7 août, le roi avait fait donation de la nue propriété de ses biens à ses enfants en se réservant l'usufruit, alors que, d'après les anciennes lois du royaume, les biens personnels du roi de France, à son avènement, tombaient dans le domaine de la couronne. Quelques semaines après, le roi acceptait pour son fils, le duc d'Aumale, l'immense fortune léguée à l'enfant par le prince de Condé aux termes d'un testament écrit sous la pression de la célèbre Sophie Dawes, baronne de Feuchères, amie du prince, laquelle fut accusée, sans preuves suffisantes, d'ailleurs, d'avoir causé volontairement la mort du testateur. Dans ce scandale on trouvait encore la main de Talleyrand. Ces calculs personnels diminuaient, du premier jour, devant le public, la dignité et le prestige qui manquaient un peu, d'ailleurs, au roi-citoyen.

Les premières semaines du règne furent consacrées à prendre les mesures nécessaires pour faire accepter la dynastie par les puissances européennes. La « cause des peuples », c'est-à-dire des « nationalités opprimées », avait été soudain mise sur le tapis par les journées de 1830. En Belgique, en Italie, en Pologne, en Espagne, partout les conspirateurs, les révolutionnaires, les libéraux, les bonapartistes, s'apprêtaient à suivre l'exemple de Paris et à faire craquer les cadres de 1815. Louis-Philippe crut sage de solliciter la reconnaissance de son accession au trône par la plus timide des circulaires diplomatiques, en l'entourant des assurances pacifiques

les plus formelles et, d'ailleurs, les plus sincères. Au tsar Nicolas, il présentait les journées de Juillet, non plus comme une « glorieuse révolution », mais comme une catastrophe qu'on aurait voulu prévenir. Pour le fondateur de la nouvelle dynastie, s'incliner ainsi devant l'absolutisme, c'était agir formellement contre l'esprit de son propre avènement.

Les désillusions concernant la politique extérieure amenèrent le premier dissentiment déclaré entre la dynastie et le pays patriote et libéral. Le bonapartisme était aux aguets. Les clubs où s'entassaient des étrangers, des risque-tout, des illuminés, et on ne saurait imaginer quel pot-bouille de braves gens et de furieux, poussaient à un mouvement populaire contre la Chambre des 221, coupable, après avoir renversé un trône, d'en avoir érigé un autre. Le ministère Laffitte était divisé. Le parti de la « résistance », Broglie, Guizot, ne cessait de sonner le tocsin et sollicitait des mesures de rigueur. Les partisans du « mouvement », Laffitte lui-même et l'honnête Dupont de l'Eure, appuyés sur La Fayette, persistaient dans leur politique de confiance au peuple, les yeux fermés.

Une question passionnait les esprits, le sort réservé aux ministres de Charles X. L'opinion les poursuivait d'une haine atroce. Le ministère ayant proposé l'abolition de la peine de mort en matière politique, cette proposition fut interprétée comme une ruse destinée à sauver les ministres poursuivis. Les 17 et 18 octobre, des bandes parcoururent Paris en criant : « Mort aux ministres ! » Après une scène violente au Conseil, où il opposa un démenti catégorique au roi, Dupont de l'Eure quitta la salle. Le cabinet disloqué se retira. Broglie, Périer, Molé, Guizot, Dupin, c'est-à-dire les ministres de la « résistance », furent éliminés. Louis-Philippe confia à Laffitte la présidence avec le portefeuille des Finances ; il se résigna à ramener Dupont de l'Eure à la Justice ; il imposa à l'Intérieur Montalivet. Thiers se glissa dans un modeste sous-secrétariat d'État. Une combinaison si mince ne pouvait durer. Dès la rentrée de la Chambre des 221, qui s'était complétée par des élections partielles (novembre 1830), un nouveau remaniement du cabinet inclina le gouvernement selon l'orientation que voulait le roi. Le maréchal Gérard, fatigué, laissait la place au maréchal Soult ; Sébastiani passait de la Marine aux Affaires étrangères : la royauté de Juillet arrachait à l'Empire quelque chose des grandes sonorités patriotiques.

Les événements du dehors se compliquaient et allaient rendre particulièrement dangereuses les exigences de la gauche. Après la Belgique, la Pologne s'insurgeait. A cette nouvelle, Paris fut pris d'une crise d'enthousiasme. Le ministère crut devoir suivre d'abord le mouvement, ne fût-ce que pour le contenir ; un discours de

Laffitte rédigé, dit-on, par Thiers, sonna comme un appel de clairon dans le silence de l'Europe. La crise s'atténua, mais non sans suites. Le procès des ministres passionnait toujours l'opinion ; la gauche cherchait une occasion, en satisfaisant sa vengeance, de prouver sa force. Quatre des ministres de Charles X avaient été arrêtés, Polignac à Granville sur le point de s'embarquer, Chantelauze, Guernon-Ranville et Peyronnet à Tours ; ils étaient emprisonnés au fort de Vincennes. La Chambre avait voté la mise en accusation devant la Cour des pairs ; celle-ci rendit un verdict qui sauvait la vie des accusés en les condamnant à la prison perpétuelle, Polignac, en plus, à la mort civile. On put craindre un instant qu'un soulèvement populaire n'attentât à leur vie : une énergique manœuvre de Montalivet les sauva en les réintégrant au fort de Vincennes. On respira, mais on avait senti à quel point la tranquillité de la ville et la sécurité du trône dépendaient de la garde nationale, c'est-à-dire de son commandant en chef, La Fayette.

Le roi, suivant son système de se détacher peu à peu de ses origines compromettantes, n'eut plus qu'une idée, enlever à La Fayette ce moyen d'action. La Chambre avait justement à son ordre du jour un projet de loi sur la garde nationale. Par un coup de majorité, où l'on crut sentir la main du roi, la fonction de commandant général des gardes nationales du royaume fut supprimée. Sans attendre que le vote fût devenu loi, La Fayette donna sa démission. Dupont de l'Eure quitta aussitôt le ministère. Deux des « médecines » étaient « avalées ».

Restait Laffitte. La politique l'avait ruiné. Le roi, pour le tirer d'embarras, lui acheta la forêt de Breteuil. Le bruit s'en répandit par suite d'une maladresse de procédure et Laffitte vit se dégonfler soudain son crédit et sa réputation. Le roi n'avait pas de chance avec ces questions d'argent. Une polémique des plus vives fut engagée par Cormenin à propos des crédits demandés par le ministère pour la liste civile. Chicane de chiffres qui amusa les plaisants et fournit d'une prose intarissable les petits journaux.

Il y avait de l'électricité dans l'air. Aux obsèques de Benjamin Constant, le 9 décembre 1830, un immense concours de peuple avait entouré les orateurs du « mouvement ». Les polémiques parlementaires et surtout l'irritation causée par le renoncement à la Belgique et par l'abstention de la France dans les affaires de Pologne aggravaient les déceptions. Une bravade du parti légitimiste provoqua un désordre pire que tous les autres : une messe fut annoncée à Saint-Germain-l'Auxerrois pour l'anniversaire du duc de Berry, 14 février 1831. La foule, se jugeant provoquée, interrompit l'office et détruisa le sanctuaire. Elle se porta ensuite

à l'archevêché, le saccagea, jeta à la Seine les plus précieux objets, désola le noble quartier de Notre-Dame et blessa profondément le sentiment du pays. Selon sa théorie du « juste milieu », le ministère, par la voix de Montalivet, prétendit, devant la Chambre, tenir la balance égale entre les deux partis. C'était s'incliner devant l'anarchie.

La Chambre se hâta de voter une nouvelle loi électorale — loi du 13 mars 1831 —



PILLAGE DE L'ARCHEVÊCHÉ (1831)

(D'après une lithographie de V. Adam).

destinée à consacrer la Révolution de 1830 ; elle s'en tint, en fait, à abaisser les conditions de l'électorat et de l'éligibilité à 200 francs pour le premier (100 francs pour les officiers retraités), à 500 francs pour la seconde ; 80 000 électeurs nouveaux, dans une population de 32 569 000 habitants, furent ajoutés ainsi aux 110 000 du corps électoral précédent, et ce fut tout.

Il y avait encore deux services à attendre de Laffitte, le vote des lois organisant, l'une la garde nationale, l'autre les municipalités. La garde nationale apparaissait comme le grand instrument de règne. N'était-ce pas la bourgeoisie armée ? Tous les citoyens, il est vrai, devaient le service ; mais seuls étaient appelés à le rendre ceux qui étaient inscrits à la contribution personnelle et qui pouvaient se

procurer armes et uniformes. C'était, en somme, une armée de patentés, mais avec une sorte d'autonomie, puisqu'elle élisait elle-même ses chefs, sauf les colonels que le roi choisissait. Les deux lois étant acquises, le roi ne songea plus qu'à rendre la liberté à son « ami Jacques » : provoquant un incident de médiocre importance, il amena celui-ci à offrir sa démission, le 12 mars 1831. Un coup de bascule à droite fut l'application normale du système du « juste milieu ». Casimir Périer appelé au ministère, c'était la « résistance » au pouvoir. Montalivet, l'homme du roi, s'était chargé de la négociation.

L E MINISTÈRE DE LA « RÉSIS-
TANCE ». CASIMIR PÉRIER

Le ministère Casimir Périer dura quatorze mois ; avant tout ministère d'ordre et de commandement car c'était de discipline surtout que la France et Paris avaient besoin après le sac de l'archevêché. La pensée maîtresse du nouveau président fut qu'il ne devait ni appartenir au roi, ni se livrer au peuple et qu'une majorité parlementaire devait être son point d'appui. Une politique réfléchie et ferme assurant la liberté tout en se confiant à l'hérédité, tel était son système de gouvernement. « Le premier devoir du gouvernement, écrit-il aux préfets, est, en respectant la liberté entière, de rétablir l'ordre et, pour y parvenir, de rendre à l'autorité toute sa dignité. » Le ministère avait été constitué avec des éléments de résistance : Casimir Périer à l'Intérieur, Louis aux Finances, Montalivet aux Cultes, Sébastiani aux Affaires étrangères, Barthe à la Justice, d'Argout aux Travaux publics, Soult à la Guerre, l'amiral de Rigny à la Marine.

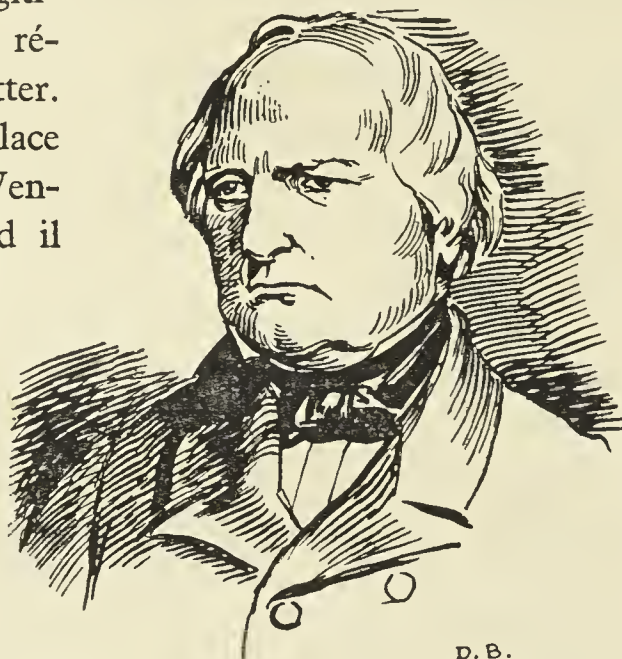
Casimir Périer, sûr de son personnel, avait mis le doigt sur le plus grand vice du régime parlementaire, la conjuration latente ou déclarée des fonctionnaires et des parlementaires ; il ordonna aux fonctionnaires, fussent-ils attachés à la cour, de sortir immédiatement des associations politiques. En politique extérieure, le cabinet prenait une position non moins nette : « Nous ne concédons à aucun peuple le droit de nous forcer à combattre pour sa cause ; le sang français n'appartient qu'à la France. » C'était juguler, sur deux points vitaux, le mythe révolutionnaire. En outre, Casimir Périer se mettait en travers des aspirations de cette partie de la nation qui prétendait faire, à elle seule, office de peuple souverain, le peuple de Paris. Le droit réclamé par celui-ci de peser par des manifestations, des attroupements, des émeutes, sur la marche des affaires publiques, fut déclaré insupportable. L'élite bourgeoise et censitaire, surprise d'une telle rigueur chez son chef, se laissait entraîner et l'appuyait énergiquement. Projet de loi contre les attroupements, surveillance des associations, révocation de fonctionnaires affiliés, loi de

bannissement contre les Bourbons, tout ce qui pouvait faire sentir la résolution du pouvoir de « se défendre » fut mis en œuvre.

Cependant, un grand procès, où toutes les associations plus ou moins secrètes, les clubs bonapartistes et républicains furent appelés à la barre, tourna à la confusion du pouvoir. Les accusés furent acquittés en bloc. L'un d'entre eux, Godefroy Cavaignac, en avait profité pour lancer sa profession de foi : « Je le déclare, sans affectation comme sans crainte, de cœur comme de conviction, *je suis républicain*. » Républicains, bonapartistes, légitimistes, sentant la faiblesse congénitale du régime, étaient décidés à se déclarer et à lutter. Manifestations bonapartistes sur la place Vendôme, procès du *National*, troubles en Vendée, visages moroses autour du roi quand il se montre soit à Paris, soit dans les provinces, en Normandie, à Metz, tout indique que le pouvoir a besoin de sa force entière, rien que pour tenir.

Après Paris, la province se jetait dans la lutte. A Lyon, la première grande crise du travail, la première insurrection économique éclate en novembre à propos d'un conflit de salaire entre patrons et ouvriers. Il était difficile de traiter par le mépris les justes plaintes d'ouvriers sérieux, pondérés, artisans de la prospérité d'une grande industrie française. Le mal était dans l'ensemble d'un système du travail qui, subissant les conséquences de l'économie moderne, ne savait ni ne voulait s'adapter. La lutte fut désespérée, la répression sans pitié, l'armée qui reprit possession de Lyon, ayant à sa tête, non seulement le maréchal Soult, mais le prince royal en personne. La dynastie se jetait dans l'arène. Quant à la Chambre, elle avait eu peur et réclamait « la puissance des lois ». Casimir Périer s'élevait au rang de sauveur et de grand ministre.

Cependant, le roi, mécontent de n'avoir obtenu qu'une liste civile de 12 millions arrachée péniblement à la Chambre, se demandait si ce grand homme lui était vraiment si nécessaire. Sans doute, la politique extérieure de Casimir Périer, l'affaire de Belgique, l'occupation d'Ancône en imposaient à l'Europe et peut-être



D. B.

ODILON BARROT

(D'après une lithographie de Bornemann).

les choses se seraient-elles organisées dans le sens d'une certaine stabilité quand une vilaine affaire de commission dans un achat de fusils en Angleterre atteignit un groupe en rapport avec la banque Périer. On fit beaucoup de bruit autour de l'affaire du « fusil Gisquet ». Il est souvent malaisé aux hommes de finances de ventiler clairement leurs intérêts particuliers et les intérêts de l'État. Une polémique pénible s'engagea. Casimir Périer tint tête. Par une sorte de bravade, il nomma même son agent Gisquet préfet de police. Cependant la tension nerveuse usait ce long corps maigre et voûté. Sa propre politique le dépassait, en quelque sorte, et tournait au profit du bonapartisme, qualifié pour tenir le rôle quand il s'agit d'autorité. La survenue de la reine Hortense à Paris mit soudain en scène le duel tricolore, Philippe contre Bonaparte. Périer n'était pas l'homme de ces jeux. Il négocia sans succès avec la reine. Le bonapartisme n'ayant rien obtenu que des égards rompit avec la dynastie de Juillet.

Une question de doctrine, où le principe même du gouvernement était en cause, se trouvait posée devant l'opinion depuis les journées de Juillet : il s'agissait de l'hérédité de la pairie. Dans cette volonté de gouverner par les élites qui était le système lui-même, le recrutement héréditaire de la Chambre des pairs était la dernière attache de la France moderne avec la vieille France. Rompre ce lien subsistant, c'était achever la Révolution, mais c'était en même temps porter atteinte à l'hérédité dont se réclamait la royauté elle-même et tout le régime censitaire. Et, comment méconnaître les solidarités profondes existant entre l'hérédité et la propriété ? Casimir Périer hésitait. Il finit par déposer un projet de loi emportant la suppression de la pairie héréditaire. Le débat fut pénible ; Thiers, sous-secrétaire d'État aux Finances, les yeux fixés sur le roi, défendit le *statu quo*. Le président du Conseil crut se tirer d'embarras, finalement, en laissant aux Chambres le soin de trancher la difficulté sous leur propre responsabilité. Cette attitude ne le grandit pas. Le ministère s'affaiblissait à droite sans se fortifier à gauche. Casimir Périer sentit le besoin d'affirmer la vitalité de la dynastie par une mesure décisive. Il transporta le séjour de Louis-Philippe du Palais-Royal aux Tuileries. Le « roi-citoyen » devenait ainsi « roi-royal ».

On croyait avoir franchi le cap... Quelques semaines, et le choléra s'abattait sur Paris (26 mars 1832) ; il devait emporter bientôt, parmi des milliers de victimes, le ministre énergique qui, une fois mort, fut qualifié grand ministre. Pendant plusieurs mois, une désolation immense régna sur le pays ; les ravages du choléra étaient affreux : les malades succombaient par milliers, les hôpitaux ne suffisaient pas à recueillir les pauvres, les cercueils manquaient. Malgré l'exemple donné par

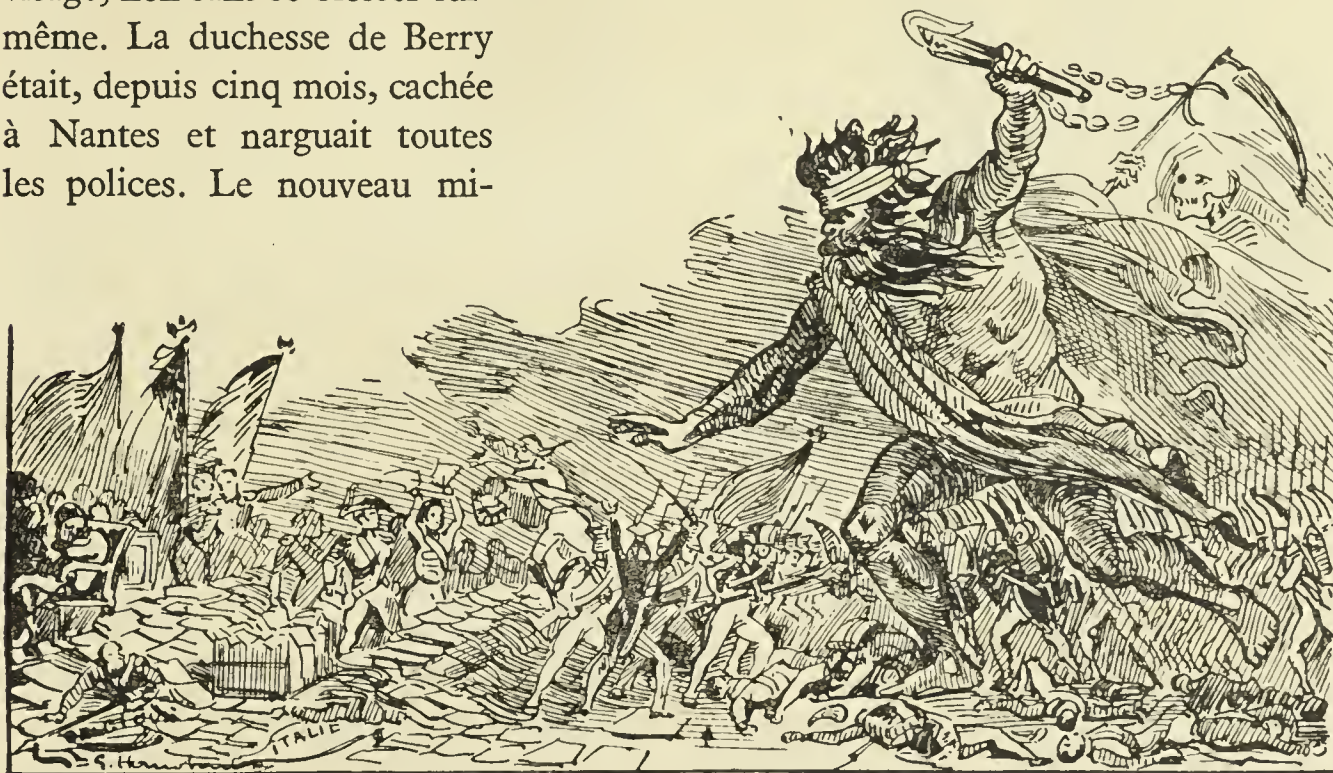
la famille royale, par les ministres, par le clergé, par les médecins et les sœurs des hôpitaux, la panique s'était emparée des masses populaires. Les partis s'accusaient réciproquement de méfaits vagues et indéfinissables. Des malheureux parcouraient les rues en criant « A la lanterne ! » et se jetaient sur le premier venu. Le bruit se répandit qu'on empoisonnait les fontaines ; on dénonçait un inconnu, on lui sautait à la gorge en criant : « choléra ! » Sur un cri, sur un signe, c'était la mort. « La maladie morale de la nation, écrit un contemporain, paraissait plus digne de pitié que son état physique. » Les mois d'été s'achevèrent ; le mal s'affaiblit peu à peu. Il disparut en septembre.

L E « GOUVERNEMENT PERSONNEL ». ÉMEUTES.
LA DUCHESSE DE BERRY EN VENDÉE

A la mort de Casimir Périer (16 mai 1832), le roi se risqua à réaliser son idée de derrière la tête, gouverner sans président du Conseil. Son homme, Montalivet, était au ministère de l'Intérieur. Mais, mauvais son de cloche, le parti libéral monarchiste et le parti républicain s'étaient réunis pour signer le « compte rendu », aux termes duquel le roi était sommé d'en revenir aux principes de cette Révolution qui l'avait élevé au trône. Par contre, la duchesse de Berry, trompée par des avis erronés, venait de débarquer en France, décidée à se mettre à la tête d'une insurrection légitimiste, soit dans le Midi, soit en Vendée. A Paris, la mort et les funérailles du général Lamarque étaient l'occasion d'une soudaine et violente insurrection. Pour la première fois, le drapeau rouge était déployé ; la révolution sociale, qui s'était entraînée aux journées de Lyon, tentait de prendre la direction du mouvement. La lutte, après s'être étendue jusque dans le faubourg Saint-Antoine, se concentre, peu à peu, autour du cloître Saint-Merri. Le maréchal Lobau, réunissant sous ses ordres l'armée et la garde nationale, dirige la répression. Louis-Philippe lui-même se montre partout à cheval, intrépide devant le feu, s'efforçant d'apaiser et de séparer les combattants. Il n'en était que plus évident que le gouvernement personnel du roi était à la fois un risque et un mal pour la royauté elle-même et pour le pays. On sentait bien que Casimir Périer n'était plus là.

Logiquement, le roi dut, de nouveau, faire sa place au Parlement. Non sans regret, il se tourna vers un personnage qui n'était pas seulement l'homme de l'ordre, mais un champion déclaré de la « résistance », le duc de Broglie. Sous la direction de cet aristocrate libéral, un grand ministère se forma qui parut la monnaie de Casimir Périer. Le duc de Broglie prit les Affaires étrangères ; il exigea l'entrée dans le ministère de Guizot que le roi n'aimait pas, que Madame Adélaïde détestait, mais qu'une certaine réputation de force rendait, déjà, peu populaire ; on le mit à

l'Instruction publique. La présidence du Conseil fut confiée à la grande « utilité » militaire, le maréchal Soult. On appela Thiers au ministère de l'Intérieur. Le roi prétendait continuer à gouverner ; mais il avait compté sans ses ministres. Quand les fortes têtes du Conseil s'entendaient et que ce Broglie, cinglant comme tous les Broglie, exprimait ses volontés de sa voix coupante, il fallait plier. Dès le début, ce petit Thiers aussi donna sa mesure. Il frappa le parti légitimiste en plein visage, non sans se blesser lui-même. La duchesse de Berry était, depuis cinq mois, cachée à Nantes et narguait toutes les polices. Le nouveau mi-



LA BARBARIE ET LE CHOLÉRA MORBUS ENTRANT EN EUROPE
LES POLONAIS SE BATTENT, LES PUISSANCES FONT DES PROTOCOLES, ET LA FRANCE ?
(D'après une lithographie de Raffet).

nistre de l'Intérieur résolut d'en finir : un Juif converti, Deutz, se présenta qui, par le canal de Rome, s'était introduit jusque dans la confidence de la princesse. Il vendit le secret, et le préfet, introduit avec ses hommes dans la maison où la princesse s'était réfugiée à Nantes, la découvrit avec quelques fidèles dans une cachette ménagée derrière une plaque de cheminée. On les arrêta tous et on les envoya pêle-mêle à la citadelle de Blaye. Elle y accouchait bientôt d'une fille, qu'elle déclara le fruit d'un mariage secret contracté à Rome avec le comte Hector de Lucchesi Palli. Le vieux roi Charles X ne pardonna jamais à la duchesse de Berry cette série d'équipées qui compromettaient l'honneur de la dynastie. Une haine au couteau s'aiguïsa entre les deux branches

de la famille des Bourbons. Bonapartistes et républicains comptaient les coups en se frottant les mains.

Mais il devenait de plus en plus évident qu'entre les deux principes opposés,



GÉNÉRAL LAMARQUE

(D'après un portrait de Champmartin.)

Légitimité et Révolution, la dynastie nouvelle reposait uniquement sur la tête du roi. Celui-ci abattu, tout s'écroulait. Quand cette conviction eut pénétré les esprits, on vit s'ouvrir, soudain, l'ère des attentats et la série douloureuse des procès retentissants, la plupart, d'ailleurs, suivis d'acquittements. Les deux instruments de la défense sociale, l'organisme politique et l'organisme judiciaire, se renvoyèrent la balle dans le désarroi de l'opinion. En novembre 1832, premier attentat : coup de pistolet sur le roi qui se rend à la Chambre. Bergeron et Benoît sont poursuivis : acquittement. En décembre, poursuite contre la « Société des Amis du peuple » : acquittement. En avril 1833, poursuite contre Cabet pour

son pamphlet *Histoire de la Révolution de 1830* : acquittement. La Chambre des députés est obligée d'évoquer devant elle le gérant de la *Tribune* : elle donne ainsi la publicité de ses débats aux terribles attaques du journal, reproduites par l'avocat Marrast : « Bénéficiant des primes à l'exportation des sucres, la maison Périer a touché 900 000 francs, la maison Delessert 600 000, la maison Fould 600 000, la maison Santerre 800 000, la maison Durand, de Marseille, un million, etc. ». Ces chiffres faisaient balle contre le régime, contre les entourages, contre la bourgeoisie ancienne ou parvenue. Balzac peut tailler sa plume.

LES LOIS D'EXPROPRIATION ET D'ENSEIGNEMENT

Cependant, sur ce sol tourmenté où la boue ne manque pas, on s'installe vaille que vaille. Le ministère s'est mis au travail. Cette bourgeoisie sait « gagner », mais aussi elle sait agir, organiser, améliorer. Une loi départementale est élaborée qui met sur pied les conseils généraux et les conseils d'arrondissement, détendant la rigi-

dité des préfectorats impériaux. Une loi d'expropriation pour cause d'utilité publique donne à la collectivité un droit de préemption, moyennant indemnité, sur la propriété privée. Thiers qui, à la suite de l'affaire de la duchesse de Berry, avait dû quitter l'Intérieur pour les Travaux publics, a obtenu cette loi d'autorité sans laquelle les grands travaux intéressant la nation entière eussent été, pour ainsi dire, impossibles. On était en retard sur l'Angleterre pour la construction du réseau des voies ferrées et ce retard dépendait précisément du vote de la loi d'expropriation.

Enfin Guizot fait voter la loi la plus importante et la plus honorable peut-être de tout le règne, celle qui établit, dans sa forme moderne, l'enseignement primaire. Pour la première fois, le problème de l'instruction populaire comme devoir de la collectivité était abordé résolument. Rien que pour ce geste, le régime bourgeois, non dédaigneux en cela de ses origines populaires, a bien mérité de l'histoire. La fondation d'une école par commune est rendue obligatoire. (En 1835, sur les 37 187 communes de France, 11 339 étaient encore privées d'écoles et 1 935 000 personnes seulement jouissaient du bienfait de l'instruction primaire, soit une sur 17.) L'enseignement est gratuit, du moins pour les classes indigentes. La surveillance de l'école appartient à un conseil de pères de famille et aux autorités locales, parmi lesquelles le curé figure de droit. L'instruction primaire élémentaire comprend « nécessairement » l'instruction morale et religieuse. Les matières de l'enseignement primaire sont déterminées par un choix judicieux et qui convient à la formation du citoyen utile : lecture, écriture, éléments de la langue française, arithmétique, principes de religion et de morale, notions d'histoire, de géographie, de géométrie, de science physique, dessin linéaire, arpentage, etc. On a souligné le côté un peu livresque de ce programme ; on a critiqué l'absence d'enseignement professionnel. Mais, peut-être, la conception qui consiste à présenter à l'enfant, en une seule fois et dans la fraîcheur de ses premières impressions, le fruit traditionnel et indispensable des choses acquises par la civilisation, le résumé des expériences et des leçons transmises par les ancêtres, étant la plus simple, se trouve-t-elle aussi la meilleure. Est-il prudent de surcharger la jeunesse d'un apprentissage professionnel qui, trop tôt adopté, ne lui laissera plus la liberté du choix dans l'emploi de ses aptitudes viriles ? L'instituteur et le prêtre, c'est-à-dire la connaissance et le sentiment, étant admis près de l'enfant, il sera prêt pour les luttes de la vie.

Guizot, qualifié par sa formation personnelle, fut un bon ministre de l'Instruction publique. Le ministre devait déposer plus tard, en 1836, un projet de loi sur l'enseignement secondaire qui, tout en maintenant l'Université « comme un fait

accompli et bon en soi », — c'est sa propre expression, — eût consacré la liberté de l'enseignement avec un bon programme d'humanités. Ce projet, voté par la Chambre, resta en suspens par suite de la chute du ministère. Guizot s'est préoccupé surtout de sanctionner le principe de la liberté dans l'enseignement supérieur : il fortifia l'autorité du Collège de France par des choix excellents, Eugène Burnouf, Jouffroy, Rossi ; il rétablit, dans le corps de l'Institut, l'Académie des sciences morales et politiques, réforma la Bibliothèque nationale, agrandit le Muséum d'histoire naturelle. Enfin son attention se portait sur les études historiques et rattachait, pour la première fois, la formation du peuple à la connaissance du passé (1).

L E ROI ET SES MINISTRES : SOULT, BROGLIE, GUIZOT, THIERS

Cependant, il fallait vivre dans le présent. Le cabinet aux trois têtes, Broglie, Guizot, Thiers, acceptant, non sans difficulté, la discipline du maréchal Soult et du roi lui-même, comptait bien ne pas laisser tomber l'héritage de Casimir Périer : on se sentait assez fort pour tenir bon sur la « résistance ». Guizot, dans ses *Mémoires*, définit la « résistance » : « la lutte contre l'esprit révolutionnaire ». Si l'on baptise révolutionnaire tout ce qui ébranle l'ordre public, la « résistance » est justifiée. Mais l'ordre n'est pas tout ; le « mouvement » c'est la vie. Si l'objet que doit se proposer un système gouvernemental, quel qu'il soit, est d'employer les forces sociales à l'amélioration du sort et de la destinée du plus grand nombre, l'art de la politique consiste à tirer de la loi de l'ordre le progrès. Cette juste discrimination, ce tact supérieur qui fait la part de l'ordre et du progrès, voilà ce qui manqua toujours à Guizot et à Louis-Philippe lui-même : la fragilité du système vint de là.

Le roi, plus fin que ses ministres, détourne le plus possible l'impopularité qui le traque, travaillant à diviser sans cesse non seulement ses adversaires mais ses amis et les jetant les uns sur les autres, satisfait de les diminuer dans le secret au moment où il les hausse en public. Tout cela est de l'humanité, mais d'une humanité très spéciale, très bourgeoise et qui relève trop, parfois, des romans de Balzac

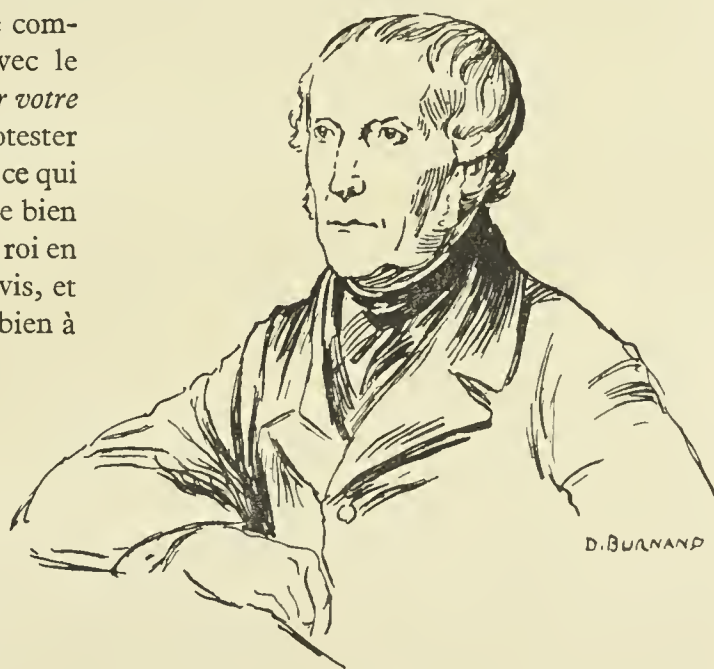
(1) C'est à cette époque et à l'impulsion de Guizot que remonte la connaissance plus étendue des archives de la France, divulguées par les publications de la Société de l'Histoire de France et par la Collection des Documents inédits. Nous sommes au temps des Augustin Thierry, des Michelet, des Villemain, des Quicherat, des Henri Martin, sans parler de Thiers, de Guizot lui-même. Cournot, qui eut sa place dans les grands conseils de l'enseignement à cette époque, fait, aux dernières pages de ses *Souvenirs*, la part très large à la diffusion de l'histoire dans l'évolution des sociétés modernes : « Plus de justice rendue au passé, dit-il, le goût des études historiques, une plus exacte et plus complète intelligence de l'histoire, voilà un des grands mérites de notre siècle comparé à celui qui l'a précédé. » La plus grande part de ce mérite revient à Guizot.

et des comédies de Scribe ou de Labiche. Au cours d'un de ces remaniements qui sont le travail quotidien de la vie ministérielle, le roi eut avec Guizot ce dialogue impayable :

...Le roi, dit Guizot lui-même, s'interrompit un moment et me regardant avec un mélange d'humeur et de bienveillance, il me dit : « Le maréchal Soult arrive demain pour dîner, nous essayerons de nous entendre et de prendre un parti ; mais je ne veux pas recommencer l'aventure du mois de novembre dernier ; je ne veux pas d'un replâtrage, d'un fantôme de cabinet, je veux un arrangement solide, sérieux, comme vous dites, messieurs les doctrinaires, un cabinet qui inspire de la confiance par sa seule composition et ses talents connus. J'essayerai avec le maréchal Soult ; si j'échoue, il faudra bien *subir votre joug*. — « Ah ! sire, que le roi me permette de protester contre ce mot ; nous disons franchement au roi ce qui paraît bon pour son service ; nous ne pouvons le bien servir que selon notre avis. — Allons, reprit le roi en riant, quand nous ne sommes pas du même avis, et qu'il faut que j'adopte le vôtre, cela ressemble bien à ce que je vous dis là... »

Le roi donc acceptait. Il acceptait en maugréant la politique que le duc de Broglie lui imposait en ricanant. Celui-ci se croit indispensable. L'un après l'autre, tous les vieux maréchaux de l'Empire, Soult, Gérard, Mortier, Sébastiani, Maison, et même parmi les civils, le vieux duc de

Bassano, se relayent jusqu'à ce que le roi ait usé les équipes — ou que les équipes aient usé le roi. Cependant, il en est, parmi ces hommes de Juillet, comme Thiers et Dufaure, par exemple, qui gagneront d'autres temps. Tout cela, en somme, petit, mesquin, rabaissé à l'intrigue du jour le jour qui sera, en France, la plaie du régime parlementaire. Sur ces entrefaites, le duc de Broglie, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, demande à la Chambre le règlement de la dette réclamée par l'Amérique, depuis la chute de l'Empire, en raison des mesures prises lors du blocus continental, et il est renversé par un de ces coups de Jarnac parlementaires dont sa hauteur ne se méfiait pas (1^{er} avril 1834). Il disparaît, mais le cabinet lui survit. La crise ministérielle à jet continu est, à partir de ce moment, une sorte de permanence du régime.



GUIZOT

(D'après un portrait de P. Baudry).

INSURRECTIONS, PROCÈS,
ATTENTATS, RÉPRESSION

La compression fait son œuvre ; une nouvelle et terrible insurrection éclate à Lyon. On y trouve la main de Mazzini : une endosmose révolutionnaire contamine toute une région de la France, depuis la frontière de l'Est jusqu'au Plateau Central. Paris ne se laissera pas distancer. L'émeute de Lyon est à peine réprimée, et durement, que, travaillé par la Société des droits de l'homme, Paris se soulève. Ce sont les journées tristement célèbres par le massacre de la rue Transnonain (14 avril 1834). La « résistance » ne suffit donc pas : il faut trouver autre chose. La première partie du règne touche à sa fin. L'homme de l'Hôtel de Ville, La Fayette, meurt. Paris s'apprête à lui faire des funérailles triomphales et prétend le conduire, drapeaux et principes déployés, au petit cimetière de Picpus. Mais, par la volonté gouvernementale, la cérémonie est toute militaire. Le compromis dynastique scellé par la fameuse embrassade n'en est pas moins rompu par cette mort et le passé d'une heure repose dans la tombe étroite.

Thiers, redevenu ministre de l'Intérieur, se fait fort de trouver, dans le pays, une majorité décidée à soutenir le principe d'autorité. Le suffrage censitaire a peur et ne demande qu'à être sauvé. Les élections ont lieu en juillet 1834. La majorité escomptée est obtenue ; mais, trop forte, elle se divise d'elle-même et voici que, signe des temps, elle voit bourgeonner sur son propre tronc une branche inattendue, un « tiers-parti ». C'est le parti de l'intrigue. Dupin en serait le chef marquant, s'il osait se compromettre. Cependant Thiers recourt à la manière forte, mais, en fait, c'est la manière faible. Poursuites contre la presse provoquant acquittements et campagnes de l'amnistie, clameurs stériles, manœuvres de coulisses et de bourse, bousculades ministérielles, on ne peut vivre à ce régime. Une sorte d'inter-règne par apparition et disparition de cabinets lunaires se prolonge de mois en mois et rend impossible toute administration suivie. Les budgets sont votés par douzièmes provisoires et, depuis plusieurs années, en déficit. Il n'y a pas de bonnes finances quand il n'y a pas de bonne politique. On en est à se demander si on ne va pas faire de ce sénile Talleyrand, chassé d'Angleterre à coups de pied par Palmerston, un premier ministre. Enfin on trouve une solution : Broglie est rappelé. Le roi consent. C'est le ministère, illustre en son temps, du 14 octobre.

Nouveaux procès et combien retentissants, combien désastreux pour le pouvoir, pour l'ordre public, pour la stabilité sociale ; procès des « accusés d'avril » devant la Chambre haute : toute la France libérale et républicaine se donne rendez-vous pour plaider devant la Haute Cour devenue *forum*. Étienne Arago, Barbès, Audry de Puyraveau, Jules Favre, Michel de Bourges, Odilon Barrot, Raspail, Jean Reynaud

et vingt autres, telle est la liste des principaux défenseurs. Cent soixante-quatre accusés, deux cents avocats ; et, en face, cent dix-huit membres de la Chambre haute qui consentent à siéger comme juges, les autres s'étant dérobés. Une vingtaine d'insurgés lyonnais ont été empilés dans la procédure. Les incidents d'audience, les plaidoiries des avocats, l'évasion d'une partie des accusés, mille détails font traîner



L'AFFAIRE DE LA RUE TRANSONAIN
(D'après une lithographie de Daumier).

les choses en longueur jusqu'à ce que cette grande émotion elle-même tombe et se perde dans la satiété (juillet 1835).

Anniversaire des Trois Glorieuses. Le roi, à cheval, accompagné de ses fils, Orléans, Nemours et Joinville, passe la revue de la garde nationale sur le boulevard, de la Madeleine à la Bastille. Soudain, boulevard du Temple, un étrange feu roulant, des cris, le silence, une stupeur ; autour du roi, ce sont cavaliers et piétons écroulés. Le roi ni ses fils ne sont atteints. Mais Mortier, duc de Trévise, qui est près de lui, est frappé à mort ; en plus, une vingtaine de tués et de blessés. Une fumée s'échappe d'une fenêtre au 50, faubourg du Temple. On se précipite, on trouve, la gueule braquée au dehors, une sorte d'engin fait de vingt-quatre canons

de fusils. Un homme a été blessé par un éclatement ; il est arrêté : c'est Fieschi. On ne sait trop ce qu'était ni ce que voulait ce Corse. Il appartenait à cette tourbe des exaspérés qui encombraient la politique du temps. Il fut exécuté avec deux complices qu'il dénonça et qui, semble-t-il, valaient mieux que lui.

Il était impossible de laisser durer cette politique de l'intrigue, du laissez-faire, du laissez-passer et du sang. Le pays voulait l'ordre. Le « mouvement » a toujours trouvé dans ses propres excès sa borne. La société est indifférente et tolérante aux passions jusqu'à ce que les passions la blessent. La Haute Cour condamna les insurgés de Lyon, ajourna la fin du procès d'avril, et on procéda, sans perdre une minute, au vote de ces lois de répression, fameuses sous le nom de lois de septembre (1835) ; plutôt mesures d'intimidation que lois de force, car elles n'allaient guère qu'à réglementer plus sévèrement la législation relative aux cours d'assises, au jury et surtout la législation de la presse. Mais Thiers, habile metteur en scène de ce qui pouvait le grandir, eut l'art de s'assurer par elles la réputation d'homme fort et même ce qu'il fallait d'impopularité pour s'imposer au roi. Et les poursuites reprennent de plus belle. La vie publique n'est plus qu'un long procès.

Une nouvelle session des Chambres commence avec l'année 1836. Le duc de Broglie se croit sûr de l'avenir. Il le prend de haut avec le roi, avec la Chambre, avec ce Thiers qui croit son heure venue et travaille le roi. Celui-ci commence à rêver d'un Montalivet supérieur. Broglie est mis en minorité à la Chambre sur une question secondaire, la conversion de la rente. Il a glissé sur une pelure d'orange : on devine qui l'a déposée là. Le 22 février 1836, le cabinet Thiers était constitué, avec celui-ci aux Affaires étrangères et quelques sous-ordres, dont Montalivet, apportant l'estampille royale. Guizot est exclu. Le duel d'où doit dépendre l'avenir du règne est engagé.

L E CABINET THIRS Thiers, encore jeune, prend possession du pouvoir ; il s'est prononcé pour une politique d'énergie dans une nuance légèrement jacobine et napoléonienne. Chausser les bottes de Napoléon lui paraît un jeu à sa taille. De l'héritage des journées de 1830, où il avait travaillé avec Guizot, le Marseillais a recueilli un panache, tandis que l'autre méridional, Guizot, en était resté à la triste figure. Au début, Louis-Philippe jouait avec Thiers comme le chat avec la souris. Il ne sentait pas, en lui, « l'héritier de l'avenir ». Mais, plus tard, l'assurance du petit homme l'inquiétera, surtout quand elle aura trop sérieusement alarmé l'Europe et il finira par lui préférer la roideur de Guizot, moins fuyant, moins insaisissable ; Guizot ne pardonnera pas à Thiers de lui avoir soufflé la

présidence en 1836 et il s'arrangera pour être toujours là quand le roi aura besoin d'un ministre éloquent, dévoué, fier de tirer à soi l'impopularité. Ainsi Guizot obtiendra le pouvoir de la main du roi, tandis que Thiers, gardant ses contacts avec l'opinion, le conquerra, plus tard, par le peuple.

Ce premier et court ministère de Thiers donne à la Chambre et à l'opinion la mesure de cette faconde subtile, de cette compétence universelle, de cette ingéniosité inépuisable. Il y avait bien quelque clownerie dans ses tours, mais l'habile sauteur retombait sur ses pieds. Il avait de ces tours de politicien, comme la loi des chemins vicinaux, qui lui attachaient, pour de longues années, le « pays légal ». Si la hâte avec laquelle le futur vainqueur de la Commune poursuivait la construction des fortifications de Paris étonnait ses vieux amis révolutionnaires, il gagnait leur suffrage par l'entrain avec lequel, au dehors, il savait se détacher de l'alliance anglaise et ouvrir des voies nouvelles, du côté de l'Autriche, contre la Russie. Cependant, le voyage à Vienne, où il engagea assez témérairement le duc d'Orléans, prétendant à la main d'une archiduchesse, et où l'on n'obtint qu'un refus plein de bonne grâce, le mit en assez mauvaise posture auprès de la famille royale.



LA TÊTE DE FIESCHI (D'après Bracassat).

D'autre part, les affaires d'Algérie, un moment inquiétantes, se consolident, il est vrai à grands renforts d'hommes et d'argent. L'orientation nouvelle de la politique est décidément « patriote » ; elle s'affirme un peu brusquement par la cérémonie d'inauguration de l'Arc de Triomphe (29 juillet 1836). Drapeaux aux vents, mais avec un fort souffle de bonapartisme : le ministre ne serait-il qu'un risqueur ?

Un nouvel événement sinistre vient encore assombrir des impressions redevenues pessimistes. Le 25 juin, un jeune homme qui se réclamait bruyamment de l'idée républicaine, Alibaud, tire, presque à bout portant, sur le roi sortant en voiture du Palais-Royal. La balle, sans toucher Louis-Philippe, était restée dans les panneaux de la voiture. L'émoi fut universel. Quoi ? Les fameuses lois de septembre, ces mesures tant vantées, cet étalage de rigueur, n'empêchent rien ? Alibaud

est exécuté le 11 juillet ; du pied de l'échafaud, en se retournant, il s'adresse à la foule : « Je meurs pour la liberté, pour le peuple, et pour la fin de la monarchie. » Quelques jours après, Armand Carrel, le journaliste âpre et mordant, le collaborateur de Thiers quand le *National* fabriquait des rois, le lutteur indomptable que ni crainte ni séduction n'avaient fait fléchir, est tué en duel par Émile de Girardin. Toujours du sang !

Le public était à bout de nerfs. Il n'est question que de guerre, d'émeute, de révolution. Le 28 juillet, veille de l'inauguration de l'Arc de Triomphe, on avait cru devoir décommander la revue. Le contraste de ces grands souvenirs et de ces médiocres réalités était vraiment trop pénible. Ce Thiers, qui s'était annoncé grand, gouvernait petit. Il voulut se relever par un coup d'éclat : soudainement libéral, et, se rapprochant de l'Angleterre, il massa sur la frontière espagnole des troupes prêtes à réprimer l'insurrection carliste. Louis-Philippe déteste qu'on joue avec le feu. Il met la main sur le bras de son ministre et l'arrête. C'est qu'il avait son ministère tout prêt : Molé le lui avait fabriqué sous le manteau. On entre dans une nouvelle phase du gouvernement personnel ; Molé prend les Affaires étrangères et, contre Thiers, il appelle Guizot à l'Instruction publique. Le reste ne vaut pas d'être nommé (6 septembre 1836). Derrière le beau visage impassible du fils des grands parlementaires, confident de Napoléon, le roi entend reprendre les rênes.





CHAPITRE XIV

LE ROI « GOUVERNE »... (1836-1848)

Le ministère Molé. — La tentative de Strasbourg. — Le marché des fonctions et des fonctionnaires. La coalition. — Le cabinet Thiers. La crise de 1840. — Le grand ministère Soult-Guizot. L'euphorie du roi. — L'opposition grandit. Lamartine. — Polémiques ardentes. — La campagne réformiste. — Les journées de Février 1848.



'IL eût été possible de rapetisser le régime, Molé l'eût fait. Ce n'était qu'une belle tête, magistrat émancipé de la robe, favori plutôt que ministre. Naïvement et par peur de Thiers, il se réjouit de mettre dans son cabinet un requin aux dents acérées, Guizot. Il comptait sur le roi. Le roi comptait sur lui pour gagner du temps, — le temps de Guizot, sans doute. Le levain de bonapartisme, introduit par les poètes et gens de lettres et manié si imprudemment par Thiers et les patriotes, y compris les républicains, agit dès qu'il n'est plus surveillé. Le cabinet Molé est à peine installé que deux manifestations bonapartistes se produisent simultanément (octobre 1836) ; l'une sans importance apparente, le complot militaire de Vendôme, l'autre qui fait grand tapage et donne à réfléchir sur les sentiments de l'armée à l'égard du régime, la tentative du prince Louis Bonaparte à Strasbourg. Il est à remarquer que ces deux apparitions du napoléonisme coïncident presque avec la mort de Charles X à Goritz (6 novembre), mort qui, par la renonciation tacite du duc

d'Angoulême, laisse la succession de la branche aînée aux mains d'un enfant, le duc de Bordeaux, « Henri V ».

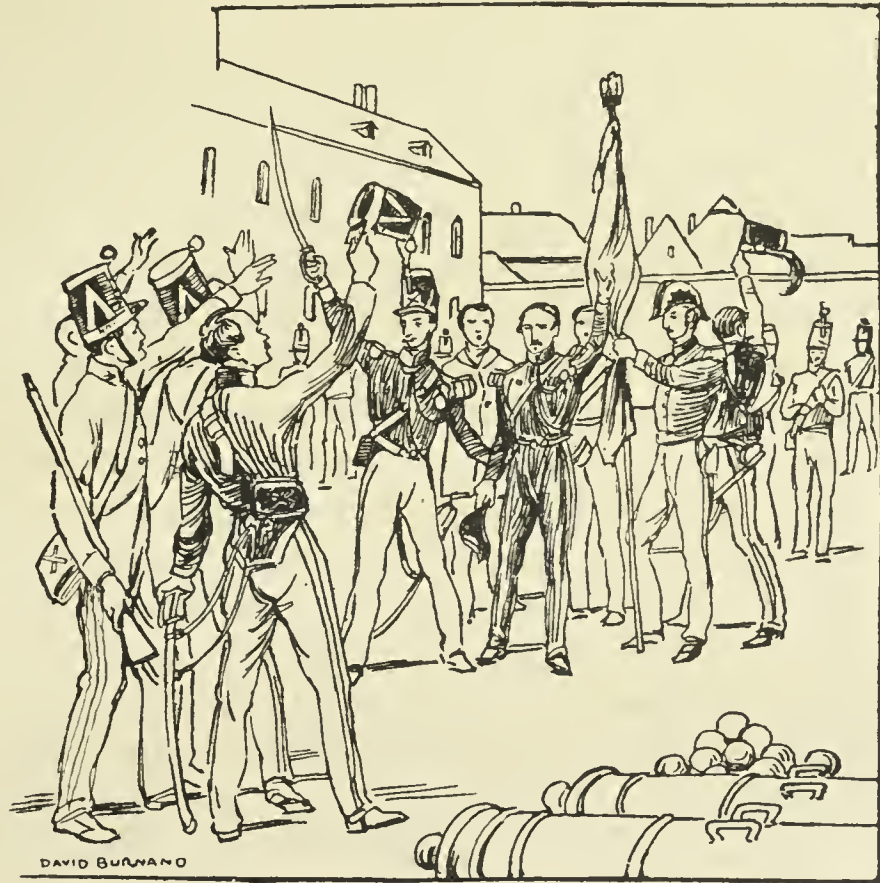
L E MINISTÈRE MOLÉ. LA TENTATIVE DE STRASBOURG

La mort du duc de Reichstadt, l'équipée de la duchesse de Berry, la mort de Charles X, ouvrent la voie au prétendant bonapartiste, jeune encore, vingt-huit ans, vigoureux, ardent, ambitieux, taciturne, dressé à la politique par la plus rusée des femmes, la reine Hortense ; c'est le conspirateur à figure militaire, moustache et barbiche, Louis Bonaparte. Depuis longtemps il travaille dans l'ombre ; il a pris son brevet de patriote dans les « ventes » et les « loges » de carbonari et y a gagné, à côté de son frère, Napoléon-Louis, mort au cours de l'insurrection des Romagnes, ses galons d'insurgé et de prétendant. C'est un audacieux. Son parti est pris : il tentera tout au monde pour s'imposer à la France comme héritier et bénéficiaire de la légende napoléonienne. Les moyens lui importent peu ; il s'abouche avec tous les partis d'opposition, frappe à la porte de La Fayette comme à celle de Chateaubriand. Ses émissaires ont vu Armand Carrel et lui ont arraché une de ces formules lapidaires par lesquelles le grand journaliste met une politique en équation : « Le grand avantage de la cause impériale, avait-il dit, c'est d'être, pour l'Europe, l'emblème d'un pouvoir légitime (la souveraineté populaire) tout en restant en France un principe démocratique. » « Pour l'Europe », « démocratie », ces deux paroles, rapprochées dans une même phrase, visant à la fois les défaillances et les lacunes de la politique philippiste au dedans et au dehors, sont une consécration et un programme.

Le prince Louis Bonaparte a cultivé, dans les relations de sa mère, de vieilles accointances bonapartistes ; il a trouvé là un ancien soldat de l'Empire, le colonel Parquin, qui a épousé la confidente intime de la reine Hortense, Mlle Cochelet, et qui a encore quelque prestance. Fialin de Persigny, vaguement cavalier, vaguement journaliste, vaguement diplomate, conspirateur émérite, a ébauché divers plans. Il conseille d'agir, comme voulait le faire jadis le duc d'Enghien, par la frontière de l'Est. Il loue un appartement à Strasbourg. On rêve d'entraîner la garnison et, de là, soulevant l'Alsace et la Lorraine, vieilles provinces patriotes, de renouveler sur Paris, à travers la Champagne, le vol de l'aigle. On s'est assuré, à mots couverts, quelques sympathies parmi les officiers et, par le moyen d'une aventurière, Mme Brault, le plus indispensable de tous, le colonel Vaudrey, commandant le 4^e d'artillerie, qui s'était rallié le premier à Napoléon lors du retour de l'île d'Elbe ; en plus, on a créé des contacts avec de jeunes

officiers et sous-officiers que l'aventure et l'emballlement patriotique excitent.

Louis Bonaparte se présente à la caserne portant l'uniforme de général et, sur la tête, un chapeau qui, par sa forme, rappelle celui de l'Empereur. Il réussit d'abord. Le 4^e d'artillerie l'acclame. Persigny, à la tête de quelques hommes d'attaque, s'empare de la préfecture, des postes et du télégraphe. Mais le commandant la place, général Voirol, ne veut rien savoir ; s'appuyant sur les régiments d'infanterie, il tient l'émeute en respect et, bientôt, le prince est isolé, entouré, arrêté. Ses complices, qui n'ont pas partagé son sort, se sauvent comme ils peuvent. Le préfet délivré et le général ont averti le Gouvernement ; selon les ordres reçus et sans laisser le temps de la réflexion, ils jettent le prisonnier dans une voiture et le font partir, sous bonne escorte, pour Paris. A peine arrivé, on le fait repartir et on l'embarque pour les États-Unis : on l'avait mieux traité que



L'AFFAIRE DE STRASBOURG
(D'après un dessin de Philippoteaux).

la duchesse de Berry. Avec une police si promptement faite, et que la fameuse séparation des pouvoirs n'embarrasse pas, ni la discussion, ni l'opposition n'ont le temps de se produire. Une presse bien stylée couvre de ridicule « l'homme au chapeau ». L'affaire est enterrée. Elle laisse des traces cependant. De toute évidence, l'armée et l'opinion sont faciles à ébranler. L'un des jeunes officiers qui s'étaient montrés des plus ardents, le lieutenant Armand Laity, dit aux juges du procès, où il ne manquait que le principal accusé : « Je suis républicain et je n'ai suivi le prince Louis Bonaparte que parce que je lui ai trouvé des opinions démocratiques. » Toujours les mêmes mots république, démocratie.

Le programme néo-bonapartiste se précise ; il est à la fois patriote et populaire. Le jury acquitte les conjurés de Strasbourg.

L E MARCHÉ DES FONCTIONS ET DES FONCTIONNAIRES. LA COALITION Un nouvel attentat, celui d'un gamin sinistre nommé Meunier, clôt l'année 1836. Le roi échappe encore. On cherche à consolider la dynastie en la rapprochant sinon du peuple, du moins de l'opinion : érection sur la place de la Bastille de la colonne consacrée aux victimes de la révolution de 1830, loi d'amnistie, loi d'apanage, loi de disjonction, celle-ci tendant à isoler, dans la procédure, les accusés militaires des accusés civils. On travaille aussi à renforcer l'autorité. Mais l'autorité ne se décrète pas. Thiers se jette dans l'opposition et somme le ministère de s'expliquer au sujet de l'abandon des libéraux espagnols. Guizot boude Molé qui lui refuse le ministère de l'Intérieur. Le roi passe d'une idée à l'autre, d'un homme à l'autre. Nouvelle crise ministérielle en avril 1837. Mais le cabinet est retapé pour les cérémonies du mariage du duc d'Orléans avec la princesse Hélène de Mecklembourg-Schwerin ; fille d'une de ces familles allemandes alliées à toutes les grandes races européennes, elle se tiendra toujours, par sa manière détachée, un peu en dehors de la famille où elle entre. Les difficultés reprennent à la Chambre pour la dotation du duc d'Orléans et de sa sœur la reine des Belges, pour l'amnistie, pour les fonds secrets. Guizot, que la crise d'avril avait expulsé du ministère, entre, à son tour, dans l'opposition. Tandis que Thiers se rallie aux patriotes, Guizot bat le rappel des classes moyennes et c'est alors qu'il prononce le fameux discours qui les définit et les exalte. Que reste-t-il comme appui au ministère ? Que reste-t-il au roi lui-même ? On gagne péniblement la fin de la session. Déjà les grands travaux et les grands mouvements d'argent relatifs à la construction du réseau des voies ferrées sont soumis aux Chambres et excitent les convoitises. Les intérêts coalisés s'organisent pour arracher à l'État cette magnifique prébende.

La Chambre est dissoute. Le « pays légal » consulté va avoir à se prononcer entre le *statu quo* et une certaine évolution à tendance démocratique. Son choix est fait d'avance ; il tient à ce qu'il a. La pratique du système rencontre, d'ailleurs, deux difficultés : le choix du personnel de gouvernement et les conditions du partage entre les participants. Le règne repose désormais sur les fonctionnaires : or, les fonctionnaires sont exigeants. Louis-Philippe pense qu'il suffit de tenir bien en main les cadres administratifs pour tenir la France. Quant aux à-coups et aux risques du métier, il en a pris son parti. Le trantran journalier du pouvoir avec de la patience et un tranquille mépris des hommes, plus il avance en âge, plus cela

lui paraît suffisant. « Napoléon de la paix », la paix est une largesse que son expérience fait aux bonnes gens qui entendent « garder leurs économies ». D'ailleurs, les grands souvenirs ne manquent pas. Le roi, héritier de Louis XIV, hérite aussi de Napoléon. On ouvre à Versailles le château restauré par son initiative personnelle et on le consacre à « toutes les gloires de la France ». A bientôt, le retour des cendres.

Les élections ont lieu en décembre 1837. Satisfaisantes à première vue, elles projettent cependant quelque ombre sur les lendemains. En effet, elles envoient à Paris une assemblée de fonctionnaires, — près de deux cents, — faisant la moitié de la Chambre. De plus, le ministère ayant, la veille des élections, truffé la Chambre des pairs d'une fournée de soixante nouveaux membres, pris, pour la plupart, parmi les fonctionnaires, soit ceux qui sont précieux par leur docilité, soit ceux qui sont dangereux par leur hostilité, l'ensemble de la machine parlementaire est aux mains de ceux qui tiennent déjà la machine administrative. Un instant, le pouvoir songe à mettre les fonctionnaires-députés en mesure d'opter entre leur fonction et leur députation. Mais, maîtres de la place, ce sont eux qui somment le ministère d'avoir à opter entre leur avancement ou leur opposition. Le calcul des fonctionnaires a toujours les yeux fixés sur un futur ministère qui, pour arriver, aura besoin d'eux. Ainsi ils usent chaque gouvernement par les deux bouts, par ce qu'ils exigent de lui et par ce qu'ils escomptent de ses successeurs. Le « pays légal » devient de plus en plus le « parti casé », le parti des prébendes et des héritiers. Le roi, si habile soit-il, ne discerne pas le péril ; il disait assez naïvement à Morny : « Je tiens la France par mes fonctionnaires. » Quelques bons scandales administratifs comme l'affaire des commissions Gisquet (le Gisquet de Casimir Périer) jettent un rayon de triste lumière sur les chambres noires du système. Le gouvernement flotte au gré des flots, le roi toujours confiant puisqu'il tient la barre. Beau semblant, c'est le cabinet Molé. Deux vents d'opposition soufflent en même temps, l'un qui agite spécialement les régions parlementaires et qui ramasse tous les opposants : Thiers, Guizot, Berryer, Odilon Barrot ; c'est la fameuse « coalition » déjà en perspective ; l'autre qui rallie l'opinion générale, l'opinion de ceux qui ne votent pas et qui les porte à la fois vers la République et vers le bonapartisme. Personne ne sait où l'on va.

Quelques faits heureux retrempent la confiance : en octobre 1837, une expédition, à laquelle prend part le duc de Nemours, s'empare de haute lutte de Constantine dont le sort de l'Algérie paraissait dépendre. A Londres, au couronnement de la reine Victoria, le maréchal Soult est acclamé et cet accueil donne

l'impression que la nouvelle dynastie est décidément acceptée. Sur la demande impérative de la France, le gouvernement suisse se décide à faire passer en Angleterre le prétendant Louis Bonaparte, revenu en Europe à la nouvelle de la maladie qui emportait sa mère, la reine Hortense (octobre 1838). Il naît au duc d'Orléans un fils, le comte de Paris, et ainsi le sort de la dynastie est assuré (24 août 1838). Au Mexique, le marin de la famille, le prince de Joinville, se distingue à la prise de Vera-Cruz (11 novembre 1838). Cependant le vieux Talleyrand meurt, « réconcilié » avec l'Église, et il emporte, en mourant, ce long passé d'intrigues venu des Choiseul et des Philippe-Égalité pour aboutir à cette royauté héréditaire et parlementaire dont il est le créateur, édifice fragile, comme toute sa politique, en présence de la Révolution qui se poursuit et de la démocratie qui monte.

Tandis que, dans le pays, l'idée est en marche, les luttes parlementaires piétinent sur place. Une sorte d'ataxie de la volonté politique ne permet guère à la Chambre que de se consacrer à quelques lois d'affaires, loi sur les tribunaux de commerce, loi sur les aliénés, débat sur les chemins de fer (mai 1838) qui consacre, sur le rapport d'Arago, le principe de la concession aux grandes compagnies. A la rentrée de 1839, fonctionnaires-députés, députés ministrables montent en troupe serrée à l'assaut du pouvoir. Le roi est prêt à capituler ; pour vivre, il trahit Molé qu'il caresse encore. Alors s'organise définitivement, sous la conduite de Guizot qui s'en vante, cette fameuse « coalition », célèbre dans les annales parlementaires, vilaine ancêtre de tant d'autres amalgames de partis hostiles, ayant pour but d'arracher, à tout prix, un pouvoir précaire à ceux qui le détiennent. Étrange abus de l'éloquence : à propos de l'adresse, cent vingt-huit discours sont prononcés. Un député jette à la face du rigide Guizot : « C'est la lutte assidue, incessante, de ceux qui veulent être ou qui regrettent d'avoir été contre ceux qui sont. » Guizot crie à Molé : *Ommia serviliter pro dominatione!* Et Molé de répondre : « Ce sont les ambitieux que Tacite vise, et non les courtisans. » Deux thèses sont en présence ; celle exposée par un publiciste qui eut une heure de notoriété, Fonfrède : « la couronne seule gouverne ; les élus ne peuvent le faire parce qu'ils représentent non la nation, mais des fragments de la nation, des intérêts particuliers ou locaux. » Et l'autre thèse, celle de la « coalition » : « Le roi règne et ne gouverne pas. » Le ministère l'emporte ; il préside encore aux élections. Mais les fonctionnaires, la face tournée vers l'avenir, l'abandonnent. Il est battu devant les électeurs et s'en va (8 mars 1839).

LE CABINET THIERS. La curée est difficile ; chacun des copartageants réclame la plus grosse part. Entente impossible. Des ministères provisoires se succèdent : Montebello, Passy, Soult. Le roi a probablement, dès lors, une idée de derrière la tête, mais il ne se découvre pas. Lequel doit-il user maintenant, Thiers ou Guizot ? Une insurrection éclate à Paris. Le roi recourt à sa grande ressource, Soult (12 mai). En voilà pour huit mois ; long bail parmi tant de versatilités et d'incohérences. Le roi est toujours hypnotisé par ce Thiers qui l'amuse à la fois et l'inquiète. Il plairait assez par son savoir-faire, son coup d'œil, son tapage patriote. Il s'est fait une situation au dedans et il commence même à en imposer au dehors. Or, tout est à la politique extérieure. L'opinion réclame un homme fort. Le mieux ne serait-il pas de céder au temps et de prendre Thiers en surveillance, non sans garder sous roche Guizot à tout événement. On met celui-ci en jauge à l'ambassade de Londres (février 1840). L'heure paraît donc sonnée pour Thiers. La question d'Orient, ce piège à diplomates, s'est rouverte par les victoires et les ambitions de Méhémet-Ali. Pourquoi celui-ci ne deviendrait-il pas, entre les mains d'un ministre résolu, l'instrument oriental qui avait manqué à Napoléon ? Entre la Russie et l'Angleterre, il y a, pour la France, un rôle à jouer. L'importance de l'Égypte dans les choses méditerranéennes se dessine. C'est là que peut se faire l'union de l'Occident et de l'Orient. Thiers voit tout cela. Il est de ceux qui ont de « l'avenir dans l'esprit ». L'Égypte, réalisation d'un vieux rêve national, serait la récompense. Au moment de la discussion de l'Adresse, l'historien du Consulat donne un coup de cliron ; il vante l'enthousiasme dont le pays est plein et qui ne demande qu'à déborder en actes. Le roi hésite encore. Mais Thiers entend jouer sa partie lui-même ; il use d'un dernier stratagème. La Chambre refuse la dotation du duc de Nemours. Louis-Philippe s'incline sans fierté, mais non sans rancune : « Je signe demain mon humiliation, » dit-il à Duchâtel, et il garde cela sur le cœur.

Le 1^{er} mars, le cabinet Thiers était constitué. Le petit grand homme remplit à lui seul tout le cadre de ses compétences variées et de ses universelles prétentions. Dès la première discussion, Lamartine, qui s'était planté carrément dans l'opposition, avait défini l'espèce de risque que la présidence de Thiers faisait courir au pays : « Vous secouerez devant le peuple ces mots sonores, ces vieux drapeaux, pour l'animer et l'appeler à vous... » Mais que valent ces démonstrations ? Où est le point d'appui ? La France, encombrée déjà de la rude conquête de l'Algérie, n'a pas les ressources nécessaires pour soutenir une vigoureuse campagne diplomatique et militaire ailleurs. L'ambition ne fait pas l'homme d'État. Cependant,

Thiers, jouant de la corde patriote, travaille à obtenir de l'opinion les appuis qui lui manquent à la cour et dans le Parlement. Ce jeu, il l'étale en demandant aux Chambres la translation à Paris des cendres de Napoléon. Autre coup de clairon. Entraînés par la littérature et par la presse, les Chambres, l'opinion emboîtent le pas. L'émotion est indescriptible. La France se réveille, la *Marseillaise* plein la bouche, drapeaux déployés, prête à la guerre. Lamartine seul jette sa douche d'eau froide : « Je ne crois pas qu'il soit bon de déifier sans cesse la guerre... » Mieux eût valu se taire en effet, car les affaires s'embrouillaient. « Lord Palmerston, écrit Guizot à son gouvernement, insiste sur les vues d'agrandissement et de domination de la France dans la Méditerranée. » Thiers ne veut pas céder. On trouve l'exposé de l'affaire dans le volume de M. R. Pinon, consacré à l'*Histoire diplomatique*. Rappelons seulement que ce dont il s'agit, c'est bien moins du sort de l'Empire ottoman que de la rivalité coloniale et méditerranéenne entre la France et l'Angleterre. L'Angleterre se sert de l'alarme universelle pour ameuter l'Europe contre la France. La Russie saisit, d'autre part, l'occasion qui se présente de rompre l'union des puissances occidentales.

Thiers et Guizot discutaient encore à Paris et à Londres sur les apparences que la réalité était devant eux. Le fameux accord à quatre était signé entre les puissances pour en finir avec Méhémet-Ali. A la nouvelle de cette résurrection de la coalition de 1815, un sursaut de sentiment national met la France entière debout. Il n'est bruit que d'une Convention, d'une assemblée révolutionnaire dont Thiers serait le Danton. Les fils du roi, soldats avant tout, sont emportés eux-mêmes par le courant et se prononcent pour la guerre. Les classes disponibles de 1836 à 1839 sont appelées sous les drapeaux. Paris et la France brûlaient de cet enthousiasme auquel Thiers avait fait appel. Ce ne fut qu'un feu de paille. Bientôt le différend anglo-turc se réglait sur place par la reculade de Méhémet-Ali. A Londres, les esprits pondérés, la reine Victoria elle-même, conseillaient à Palmerston plus d'aménité dans les formes ; il lui eût fallu aussi des vues plus hautes : moins de grosse malice eût évité à l'Europe l'inutile et sanglante guerre de Crimée. De son côté, Louis-Philippe, après avoir excité son fougueux ministre, le lâchait ; il rédigeait derrière son épaule une note diplomatique qui, tant bien que mal, sauvait la face. Guizot était appelé de Londres un peu comme un sauveur. A la rentrée d'octobre, le roi substituait un discours écrit par lui à celui que lui proposaient ses ministres. Thiers se retira. C'était lui qui, maintenant, signait son « humiliation ».

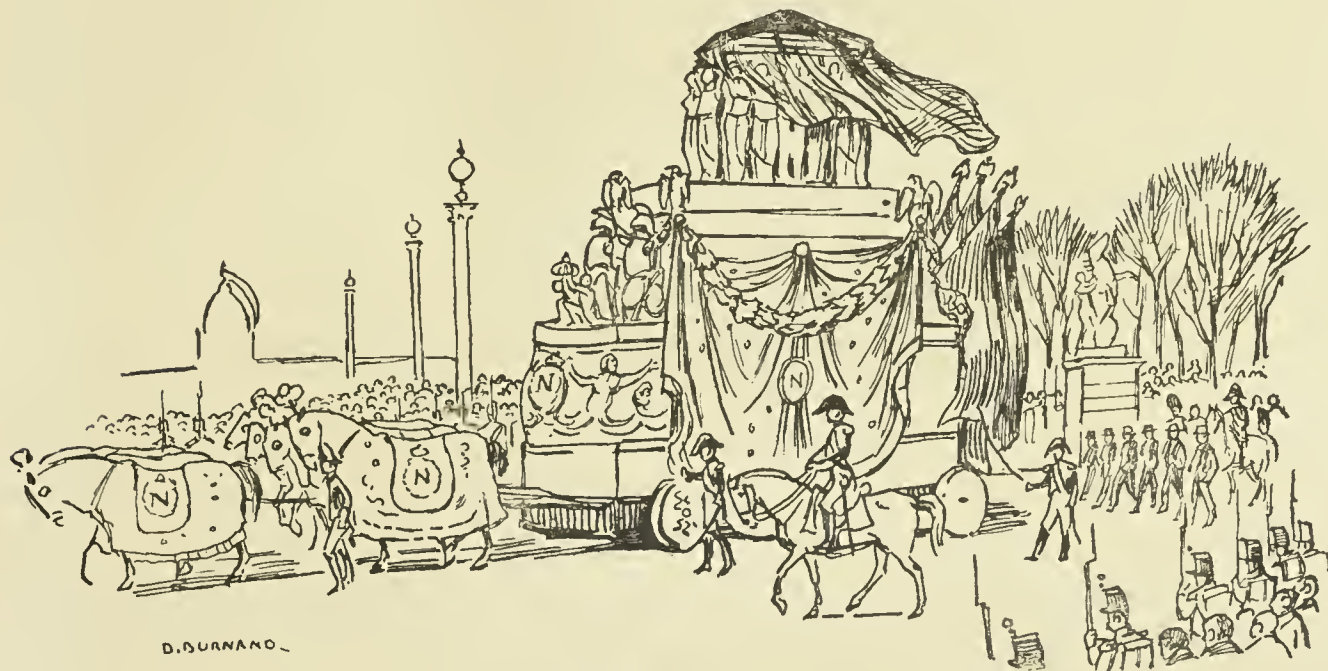
Le roi avait gagné la partie, mais sans gloire. Une sorte d'abaissement dou-



LA BARRICADE

Pastel de Mme CAMILLE HANOTAUX, d'après le tableau d'E. DELACROIX
(Musée du Louvre.)

loureux suivit cette période d'exaltation où le ministère et l'opinion avaient rivalisé d'emballement. Le roi se réjouissait d'avoir su lâcher la main d'abord et d'avoir su serrer la bride à temps. Guizot rappelé définitivement allait représenter la « résistance » inflexible, voilée de déclarations brillantes. Sous la présidence de l'éternel maréchal Soult, un ministère de tout repos fut constitué. Guizot aux Affaires étrangères était le vrai chef du cabinet, l'homme du roi. Et encore, celui-ci ne



LE RETOUR DES CENDRES
(D'après Provost).

renonçait pas à jouer au plus fin. Pour un peu, il eût laissé croire qu'il regrettait Thiers. Au fond, il jubilait : la couronne « gouvernait ».

LE GRAND MINISTÈRE SOULT-GUIZOT. L'EUPHORIE DU ROI On tenait donc le pays ; les idéologues, qu'ils fussent patriotes ou révolutionnaires, étaient matés. On en avait assez des poètes et des imaginatifs. Le romantisme va finir sur l'échec des *Burgraves*. Ce rêveur et orgueilleux Lamennais qui joue les Jean-Jacques est condamné à un an de prison. Il n'est que temps d'affirmer l'autorité du régime. Car, si l'on eût continué, le parti libéral était aux pieds du Bonaparte. Déjà les deux partis se distinguaient mal l'un de l'autre, buvant aux mêmes coupes, s'asseyant aux mêmes banquets.

L'homme qui avait échoué à Strasbourg avait cru, après l'humiliation de 1840, l'heure propice. Il était venu, cette fois, d'Angleterre, débarquer à Wimereux pour

tenter de pénétrer sur le territoire par Boulogne ; chaque fois qu'il y avait un conflit entre France et Angleterre, les agitations révolutionnaires renaissaient en France. Louis Bonaparte avait donc tenté l'aventure le 4 août, alors que Thiers était encore au pouvoir. Il avait échoué plus piteusement peut-être que la première fois : mais rien ne le découragerait ; l'indulgence n'était plus de raison. Le prince est poursuivi devant la Cour des pairs et, malgré la belle défense de Berryer, il est condamné, le 6 octobre, à la prison perpétuelle, peine qu'il subira dans la citadelle de Ham. Juste au même moment, le prince de Joinville abordait à l'île de Sainte-Hélène pour y recevoir, de l'Angleterre, les cendres exhumées de l'Empereur destinées au dôme des Invalides. La cérémonie funèbre, qui eut lieu le 15 décembre, laissa dans la mémoire de la population parisienne un de ces grands souvenirs qui constituent sa vision de l'histoire. Le prince Louis écrivit, le même jour, de sa prison de Ham, une lettre adressée « à l'Empereur » : « Un vaisseau français conduit par un noble jeune homme est allé réclamer vos cendres ; mais, c'est en vain que vous cherchiez sur le pont quelqu'un des vôtres : votre famille n'y était pas... » L'épée d'Austerlitz fut posée sur le sarcophage de porphyre et la porte fut refermée sur la gloire. Le roi, héritier des deux grandes traditions françaises, régnait avec l'ordre et la paix.

C'est vraiment l'apogée du règne ; Louis-Philippe est septuagénaire : vigoureux et sobre, il reste solide et d'aplomb et ne paraît pas vieillir. Seule son intarissable faconde peut passer pour un signe d'affaiblissement : mais la faculté de la parole est la dernière qui abandonne la vieillesse. Sa philosophie, qui lui vient de sa race, de son expérience, de son courage, est toute pratique ; patient, méfiant, tenace plus encore que persévérant, sachant rompre pour prendre du champ, il ne compte sur personne, ne tient à personne, mais se sert de ceux qui attendent quelque chose de lui sans s'apercevoir assez, qu'intéressés ils peuvent espérer ailleurs. Sa plus grande force est dans la douce confiance qui lui vient de sa famille, de son entourage intime, de la reine, de sa sœur, de ces beaux enfants qui font sa gloire et qui sont un gage d'avenir pour la France. Quand le duc d'Aumale revient d'Algérie où il a fait ses premières armes et qu'il défile dans Paris à la tête du 17^e léger, il est accueilli avec enthousiasme et, si un malheureux tire un coup de pistolet qui tue, près de lui, le lieutenant-colonel Levillant (13 septembre 1841), c'est, dans tout le pays, une telle indignation qu'on dirait d'un attachement populaire décidément acquis.

Le roi a cette autre chance que l'homme qui a mis en péril à l'extérieur sa politique de paix, Palmerston, quitte en ce moment la scène. La tranquillité qui s'ensuit

en Europe est un nouveau succès pour le roi pacifique. Il ne reste des émotions par lesquelles on a passé qu'une inquiétude propre à hâter l'exécution d'un projet où il reste quelque souvenir de Louis XIV et de la Fronde, l'achèvement des fortifications de Paris, enceinte continue et couronnée de forts détachés. La question fut une de celles qui souleva, dans l'opinion, les polémiques les plus vives et à la Chambre les débats les plus passionnés. La crise de 1840, évoquant les souvenirs de 1814 et de 1815, avait fait sentir le danger d'une capitale sans défense, sise à cinquante lieues de la frontière. En cas d'invasion, convient-il d'enfermer, dans Paris, la fortune de la France et, d'autre part, est-il permis d'abandonner à l'ennemi le cœur et le cerveau de la nation? L'inquiétude ambiante, l'espèce d'atonie générale de l'opinion, tout portait au vote des crédits nécessaires pour faire de Paris une véritable place fortifiée, un refuge de grandes armées, un camp retranché de salut, et c'est ce qui fut décidé et exécuté (1).

Un autre grand plan d'organisation générale accompagne ces larges conceptions d'organisation militaire, c'est le programme de construction des voies ferrées. On pensa que Paris s'imposait comme centre des grandes lignes qui, pareilles à une toile d'araignée, étendraient leurs fils jusqu'aux diverses frontières. Il n'est pas absurde de penser qu'une prévision plus haute, une connaissance plus pénétrante de la vie complexe de la France et de ses provinces ne se fût pas astreinte à un plan aussi simpliste et que plusieurs centres de rayonnement communiquant entre eux et réunis à Paris par des réseaux moins exclusivement centripètes eussent offert à la fois plus de souplesse nationale et plus de commodité. Quoi qu'il en soit, le programme fut établi sur des données qui ajoutèrent encore à l'extrême centralisation de la France. On adopta aussi la combinaison financière remaniée à diverses reprises, qui consacra un système de collaboration entre l'État, les grandes com-

(1) Les événements qui, deux fois depuis, ont posé à nouveau et dans les conditions les plus tragiques l'angoissant problème, l'ont résolu en sens différent de l'opinion de Thiers. Une place de refuge, un camp retranché entourant une ville capitale ne sauvent pas un pays; ni Paris, ni Metz en 1871, ni Anvers en 1914 n'ont offert une sécurité décisive. Une ville de plusieurs millions d'habitants est soumise à trop de nécessités pour pouvoir abriter la fortune d'un peuple dans une guerre de durée. Tout au plus peut-elle servir de point d'appui pour des armées puissantes, mais sous la condition expresse que celles-ci manœuvrent en pleine liberté. Pour se battre, pour traiter, il faut qu'un gouvernement soit libre. Tant qu'il reste un pouce de territoire national, — fût-ce Ypres, — ce coin de terre est l'abri suprême de l'indépendance. Le roi de Bourges, même quand l'Anglais règne à Paris, reste roi; Henri IV à Nérac est l'héritier légitime, même si l'Espagnol occupe la capitale et, la France aidant, ils sont redevenus, l'un et l'autre, rois de tout le pays. La vérité paraît être qu'une capitale doit être mise à l'abri d'un coup de main; mais que la nation ne doit pas attacher son sort uniquement aux murailles qui l'entourent.

pagnies, les intérêts locaux ; et, malgré l'opposition si extraordinaire de Thiers, les premiers crédits furent votés en mars-avril 1842, non sans entraîner, avec les dépenses nécessitées par la crise de 1840 et l'achèvement des fortifications, un déficit budgétaire qui dévoila la précarité des ressources d'un gouvernement attardé dans la considération d'intérêts étroits et particuliers. Dans le calme général, restait toujours, du fait de cette politique étriquée, une gêne latente ; et autant l'au jour le jour des affaires évoluait avec simplicité et tranquillité, autant la conception supérieure de l'avenir et du rôle de la France était négligée. L'euphorie du roi contrastait avec l'activité nerveuse du pays.

L'OPPOSITION GRANDIT. L'opposition, matée dans les sphères parlementaires, se rejetait sur l'opinion. Le *National*, à propos de l'attentat contre le duc d'Aumale, n'avait pas craint de viser le roi lui-même : « Le principal coupable, nous savons bien qui il est, où il est ; la France le sait bien aussi ; la postérité le dira. » Les plus prudents parmi les hommes de l'opposition et les sages du tiers-parti inclinaient vers des mesures qui eussent pu assurer une certaine détente : la réforme parlementaire, canalisant le flot du fonctionnarisme, et la réforme électorale, accordant graduellement l'adjonction des capacités (proposition Ducos-Dufaure, février 1842). Lamartine, attaché jusque-là à la politique royale, poussait le gouvernement à se départir de son attitude négative : « Un tel système d'immobilité, s'écriait-il, n'a pas besoin d'un homme d'État : une borne y suffirait. » Guizot ne voulait rien entendre. Quant au roi, toujours souriant et satisfait : « Dieu nous garde des gouvernements inventeurs », faisait-il répondre par le *Journal des Débats*. Ce parti pris obstiné portait à l'extrême la violence des passions contraires. Ledru-Rollin, briguant un siège dans la Sarthe, se pose en tribun contre le pouvoir royal et fait en termes virulents le procès du régime : aux maux dont il donne le tableau dans les traits les plus noirs, il ne voit qu'un remède, le suffrage universel.

Au même moment, l'issue d'une longue crise extérieure, que le gouvernement anglais, revendiquant sur nos vaisseaux marchands le droit de visite, avait ouverte avec succès contre la France, produit une sorte de flottement dans la majorité. De même les questions budgétaires. Le cabinet sent le besoin de se raffermir par un recours au pays légal. Les élections sont fixées au 12 juillet 1842. Elles ne sont qu'à demi satisfaisantes. Paris est perdu, avec dix opposants sur douze députés, et la majorité de 260 sièges sur 459 représentants est un peu courte. Cependant Guizot se dit, qu'avec une adroite fermeté, il disciplinera le bataillon,

quand une catastrophe frappe la famille royale : le duc d'Orléans, l'héritier du trône, l'espoir de la dynastie, le vaillant soldat, l'homme jeune, élégant, patriote, auquel on attribuait des tendances libérales et qui avait su se concilier l'amitié de la génération qui arrivait avec lui, périt dans un accident de voiture, à Neuilly. Ce fut à la fois une immense douleur et une grave difficulté. Il fallut pourvoir à la plus imprévue et à la plus complexe des questions, celle de la régence, et le roi,



ACCIDENT ET MORT DU DUC D'ORLÉANS A NEUILLY
(D'après une lithographie de 1842. Musée Carnavalet).

en écartant la duchesse d'Orléans et en désignant le duc de Nemours, choisit un prince peu populaire et introduisit la zizanie dans une famille unie jusqu'alors. Guizot fit, au cours du débat, une profession de foi tellement « royale » qu'elle créa une nouvelle division au sein même du parti dynastique. Le ministre affirma que seuls les trois pouvoirs constitutionnels, c'est-à-dire le roi et les deux Chambres, étaient les organes légitimes et réguliers de la souveraineté nationale. La souveraineté du peuple se trouvait ainsi non seulement écartée, mais confisquée. Odilon Barrot et ses amis s'élevèrent violemment contre une doctrine si tranchante et la coupure se fit entre Thiers, qui appuya Guizot, et Odilon Barrot qui se rapprocha du parti républicain. La base du régime se rétrécissait et se durcissait à l'heure

où l'accession de nouvelles générations eût demandé plus de souplesse et de largeur.

Il ne fait pas doute que c'est la question « royale » qui devient le grand débat, le débat exclusif de cette partie du règne et qui amènera la catastrophe. Le roi se concentre, si l'on peut dire, de plus en plus sur soi-même et sur les siens. Non seulement une sorte de vanité sénile, une croyance obstinée en sa propre infailibilité l'ont saisi ; mais il étend ce sacrement, cette onction à tous les siens. Leur bonheur, leur mariage, leurs besoins journaliers et leurs comptes de cuisine sont des affaires d'État ; les débats parlementaires en sont encombrés. La dynastie elle-même, reste toujours anxieuse d'être « admise » par l'Europe et cela devient aussi un véritable embarras pour la politique nationale. On cachait la France derrière la dynastie.

L'Europe se prêtait à ce jeu qui lui donnait barre sur le roi. C'est ainsi que les voyages de la reine Victoria à Eu, du duc de Nemours à Londres, du comte de Chambord à Belgrave-Square, avec le pèlerinage des légitimistes dont le roi exige, à Paris, la « flétrissure », c'est ainsi enfin que le voyage du roi lui-même à Londres paraissent les grands événements de la politique française. Des intérêts majeurs, l'affaire du droit de visite, l'affaire Pritchard, l'affaire espagnole avec la lutte contre Espartero, lutte qui évolue peu à peu vers la difficile complication des mariages espagnols, tout cela est dirigé dans le sens des convenances personnelles du vieux roi. Ce persévérant « égotisme » — le mot est, dès lors, employé par Stendhal — laisse s'invétérer une sorte de dissentiment latent entre la famille et la nation, et ce dissentiment enlèvera l'autorité à la jeune élite princière, désarmera, en quelque sorte, ces vaillants jeunes gens à l'heure où s'engagera la partie décisive. Quant à la nation, elle se replie sur elle-même ; elle se désintéresse d'une conduite si peu désintéressée. Elle se réfugie aux rêveries des patriotes et des révolutionnaires.

Un fait d'une importance capitale pour l'avenir de la dynastie et du pays affirme ces divergences : c'est la résolution avec laquelle Lamartine se jette dans l'opposition démocratique. « C'est un poète, » ricane la bourgeoisie satisfaite ! Il est dans les nuages ! » — « Le tonnerre aussi », répond Victor Hugo. Le parti que prend Lamartine est, en effet, l'orage précurseur :

« Non, il ne sera pas donné de prévaloir longtemps contre l'organisation et le développement de la démocratie moderne, à ce système qui usurpe légalement, qui empiète timidement, mais toujours, et qui dépouille le pays pièce à pièce de ce qu'il devait conserver des conquêtes de dix ans et de cinquante ans... » Vous voulez bâtir avec des matériaux décomposés, avec des éléments morts et non avec des idées qui ont vie et qui auront l'avenir... »

La bataille pour l'avenir, pour l'intelligence, pour l'idéal est la seule qui retienne alors l'attention publique et qui mérite de retenir l'attention de l'histoire.

D'abord, les grandes luttes au sujet de l'enseignement secondaire, à qui tiendra l'âme de la nation. Le gouvernement est hésitant, sans doctrine, ni catholique ni philosophique, cherchant une solution telle quelle dans le plus médiocre des éclectismes scolaires. Guizot, protestant et professeur, apporte une bonne volonté incontestable et de hautes lumières à la recherche de solutions que ses engagements politiques et ministériels obscurcissent. Lamennais, Lacordaire, Veuillot, Montalembert réclament avec violence, avec passion, avec hauteur, une liberté qui serait, si l'on s'abandonnait à eux, le plus intolérant des monopoles. L'équilibre se cherche, mais ne se trouve pas, dans le rapport de Thiers (13 juillet 1844) qui défend l'Université plutôt à titre d'instrument politique que comme élévatrice de l'âme nationale :

« L'esprit de notre Révolution, disait-il, veut que la jeunesse soit élevée par nos pareils, par des laïques animés de nos sentiments, animés de l'amour de nos lois... Si le clergé, comme tous les citoyens, sous les mêmes lois, veut concourir à l'éducation, rien de plus juste, mais comme « individus », à égalité de conditions et pas autrement... »

Le prêtre « comme individu », quel sophisme ! Le rapport est acclamé, mais le problème n'est pas résolu. Des humanités sans humanisme, un libéralisme sans liberté, ce ne sont pas les principes répondant aux justes exigences de la société moderne.

POLÉMIQUES
ARDENTES Cette partie assez calme, mais toute traînante du règne, s'achève dans une de ces situations contrastées dont l'opinion pourrait se réjouir, mais dont elle s'étonne et s'inquiète. Au moment où le roi Louis-Philippe rend à Londres la visite que la reine Victoria lui a faite à Eu, l'Angleterre fait un effort désespéré pour entraver les premières tentatives d'expansion coloniale de la France. L'insignifiante affaire Pritchard donne lieu à un règlement pénible et la brillante victoire d'Isly remportée par le maréchal Bugeaud amène de nouveaux froissements entre les deux pays (août 1844).

Le voyage de Londres en octobre et les acclamations du peuple anglais, les égards de la cour furent les dernières joies du vieux roi ; et encore joies mêlées, car les dessous tristes ne manquaient pas. Au retour, il se trouva que ce « succès » dynastique allait être payé, et très cher. C'est sur les affaires du dehors, sur la misérable affaire Pritchard, sur les mariages espagnols, sur les relations avec l'Angleterre qu'allait s'engager, assez injustement d'ailleurs, la bataille parlementaire qui, pour la première fois, devait faire toucher des épaules à Guizot. Les hommes

sur lesquels la dynastie et même la « résistance » croient pouvoir compter, les fidèles du premier jour, ce qu'il reste des « glorieuses », Molé, Thiers, Dupin, Malleville donnent la main aux « saxons » et aux vieux opposants. On poussa la bataille à fond contre la politique royale à propos du crédit pour l'indemnité de Pritchard et, au scrutin secret, le ministère n'obtint que huit voix de majorité. Dans ces circonstances critiques, on voit apparaître deux hommes nouveaux : Morny qui, d'un air froid, détaché, vient apporter son appui au cabinet ; or, Morny, fils naturel de la reine Hortense, demi-frère du prince Louis Bonaparte, c'est déjà la revendication impériale. Et l'avocat Crémieux qui prend à son compte la vieille proposition de l'adjonction des capacités ; or, Crémieux, c'est 1848.

Des polémiques ardentes s'en prennent de toutes parts à un corps social où l'on sent des germes de décomposition. Fait singulier, les « honnêtes gens », « les conservateurs progressistes », c'est-à-dire la partie la moins compromise de la droite, se séparent ostensiblement de la « résistance ». Des hommes comme Duvergier de Hauranne, Malleville, Tocqueville, Dufaure, Billaut se refusent à un régime que l'intrigue, la corruption, la concussion compromettent ; après le bâillement du poète, « la France s'ennuie », c'est « la révolution du mépris ». Tel prêche la décentralisation, tel autre la liberté de la presse, un autre la restauration des mœurs, tous réclament l'élargissement et l'assainissement de l'édifice gouvernemental, les fenêtres ouvertes. Le cabinet s'affaisse. Soult, chevronné de services et de gloire, laisse le ministère de la Guerre ; il va bientôt passer la présidence du Conseil à Guizot. Autre polémique, plus dangereuse et moins prévue : alors que l'on croit avoir affaire à un clergé docile, un duel s'engage avec l'Église sur la question de la liberté de l'enseignement. Des hommes qui furent les disciples de Lamennais, Montalembert en tête, réveillent l'épiscopat de son engourdissement et réclament pour le catholicisme, la liberté ; des abbés prêchent une croisade contre l'« école de pestilence ». En sens contraire, une campagne, plus violente encore et vite populaire, est engagée contre le vieux spectre, les Jésuites ; c'est par centaines de mille que les lecteurs d'Eugène Sue, les disciples de Quinet et de Michelet emboîtent le pas à l'anticléricalisme. Les projectiles des deux camps, sans viser précisément le pouvoir, l'atteignent. Ses meilleurs amis, les Villemain, les Cousin, les Salvandy sont divisés non seulement entre eux, mais parfois contre eux-mêmes. C'est une bagarre qui se termine par le retrait du projet de loi sur l'enseignement secondaire, mais qui laisse des victimes sur le champ de bataille.

Une grande douleur frappe au cœur la nation quand, en mars 1846, l'insurrection polonaise succombe. Ce n'était pas seulement le triste *finis Poloniæ* ; c'était,

pour l'opinion patriote, la fin d'un idéal, la plus noble des causes succombant, un soufflet pour la France. Et voilà que, d'avril à juin, les coups se précipitent : c'est l'attentat de Lecomte, c'est l'évasion du prince Louis Bonaparte, c'est la chute de sir Robert Peel et de lord Aberdeen, la rentrée aux affaires des whigs et de Palmerston. A la Chambre, l'opposition paraît décidée à en finir, quels que soient les



MASSACRE DES INSURGÉS POLONAIS A WISCHAU
(D'après une lithographie de Raffet).

moyens. Thiers, Abel de Rémusat mettent le siège devant la citadelle où le roi a déposé ses ressources les plus chères, sa confiance ultime : la fidélité des fonctionnaires. Après une dure bataille, le cabinet l'emporte encore ; et il se tourne vers le corps électoral, « le pays légal » : les élections sont fixées au 1^{er} août 1846.

Le roi profite de l'absence des Chambres pour enlever le succès familial qu'il a poursuivi avec la plus ardente passion et même la ruse la plus tenace, les mariages espagnols. Il triomphe : le duc de Montpensier, son plus jeune fils, épouse la fille cadette de Ferdinand VII ; mais le roi perd le seul appui extérieur de son règne,

l'alliance anglaise. Or, pour tout gouvernement fragile en France, le commencement de la sagesse, c'est la crainte de l'Angleterre. La nouvelle Chambre n'a tenu, en août, qu'une courte session de vérification des pouvoirs. Elle se réunit en session ordinaire, le 11 janvier 1847. Guizot a obtenu, devant le corps électoral, un succès inespéré : sur 110 députés nouveaux, 82 sont conservateurs et ministériels. Il est vrai, l'opposition a enlevé tous les sièges à Paris. Mais, il reste la France : la France est philippiste. Devant le pays légal, l'opposition n'a pas obtenu l'audience.

L A CAMPAGNE
RÉFORMISTE

Il ne lui reste qu'une ressource : l'appel au pays démocratique, à ces masses profondes que le régime censitaire prétend exclure à jamais, au nom de « l'élite », au nom de la « raison », au nom d'une nouvelle aristocratie de la fortune, grand objet poursuivi par Guizot qui, s'il n'a pas prononcé le fameux « Enrichissez-vous ! », l'a proclamé par toute sa conduite. Il répète, avec un dédain croissant pour la plèbe : « Toutes les politiques vous promettent le progrès, la politique conservatrice seule vous le donnera. » Mais le spectacle de la corruption électorale et du marchandage entre gouvernement et fonctionnaires avait fait, de la campagne électorale, un scandale et du triomphe ministériel une razzia. Thiers, qui avait brûlé ses vaisseaux, traduisait en langage politique les nobles phrases de Lamartine quand, dès le début de la session de 1847, il s'écriait : « Les esprits se sont-ils, à aucune époque, attachés à des sujets moins dignes de la France ? »

Durant cette année 1847, qui fut l'année des passions déchaînées et de l'éloquence acharnée, visant les foules, visant cet intelligent et violent Paris dont on avait tant vanté, depuis 1830, la maîtrise politique, le gouvernement va, au dedans et au dehors, de déboire en déboire, de déception en déception. Les mariages espagnols n'ont pas seulement rompu l'entente cordiale, ils ont créé, en Angleterre, un esprit d'hostilité que les Anglais, avec leur art de la publicité, rendent si cruellement blessant. Palmerston qualifie Guizot d'« imposteur convaincu d'imposture ». La reine Victoria, la tendre amie du château d'Eu, accuse de « monstrueuse duplicité et d'immoralité » la conduite du gouvernement français. Donc, pas plus de dignité extérieure que de progrès intérieur. Un conservateur, un ami de la veille, Desmousseaux de Givré, lance la fameuse invective qui prétend résumer tout le règne : « Rien, rien, rien ! » (27 avril 1847). Et voilà que, de partout, les nuages s'amoncellent. L'ardente polémique dont Émile de Girardin, qui en déboulonnera bien d'autres ! prend la tête, a le choix des armes : c'est le procès scandaleux de deux ministres : un général, Cubières, un haut magistrat, Teste, convaincus de concussion ; à bref délai, ce sera la triste affaire Choiseul-Praslin.

Le maréchal Soult, fatigué, dégoûté peut-être, quitte la présidence du Conseil et Guizot, qui le remplace, est mis au pinacle par la volonté tenace du roi ; en vain la famille royale, la reine elle-même le supplie d'ouvrir les yeux et de se séparer de ce dangereux favori. Le plus redoutable des adversaires, le grand poète que la presse officielle et « bourgeoise » a abreuvé d'amères ironies et de sottes railleries, Lamartine, dans un livre immédiatement populaire, *l'Histoire des Girondins*, rend une sorte de beauté humaine et imprévue aux hommes de la Révolution et fait, du drame sanglant, le plus poignant des romans, le plus impressionnant des pamphlets. L'ouvrage se termine par cette phrase où retentit le tocsin : « L'histoire de la Révolution est glorieuse et triste comme le lendemain d'une victoire et comme la veille d'un autre combat. » Pourquoi pas, en effet, un « autre combat », pourquoi pas une nouvelle « glorieuse » ?

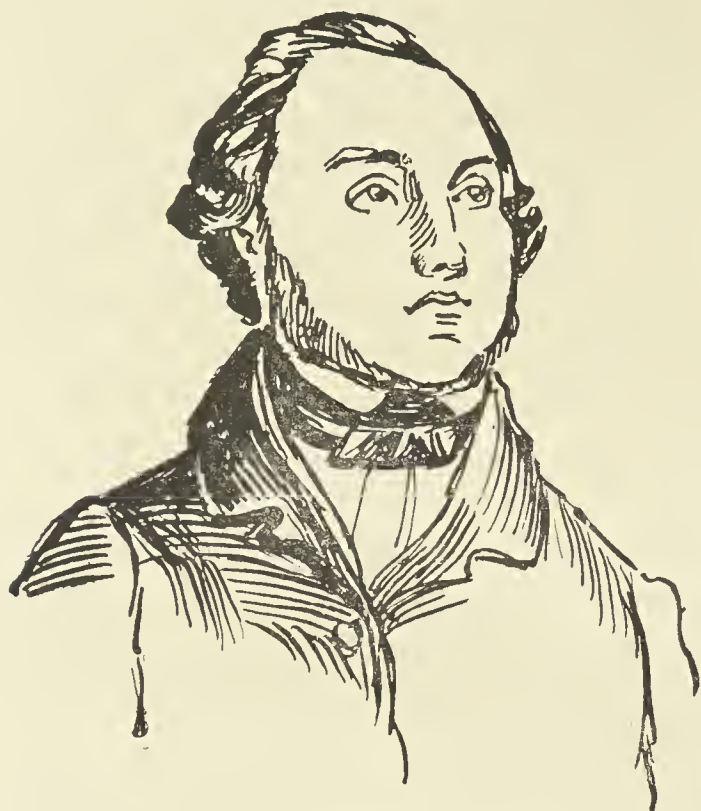
Dans les dernières semaines de l'année, un grand succès, la reddition d'Abd-el-Kader, paraît interrompre cette série à la noire. Mais il est bien tard. Les prophètes de malheur observent que Charles X est tombé au lendemain de la prise d'Alger. Et puis, le vainqueur est un de ces fils si bien nantis, le duc d'Aumale et, près de lui, ce maréchal Bugeaud qui, depuis la mort d'Armand Carrel et le traité de la Tafna, passe pour le type de la violence implacable et cupide.

L'opinion politique est sans justice, toute lancée sur une piste de malcontentement avec soif d'en finir. Les amis les plus fidèles, Sébastiani, Montalivet, Gérard viennent conseiller avec émotion, avec douleur, au vieux roi de céder quelque chose, de renoncer à une politique absurdement irréconciliable et de se séparer de Guizot. « Voulez-vous donc m'arracher la langue ? » répond le roi.

Du côté de l'opinion, les fers sont au feu. La hantise nouvelle, c'est la réforme électorale, la réforme parlementaire, l'incompatibilité des fonctionnaires ; ce qu'on vise, c'est ce régime censitaire exclusif de toute souveraineté populaire. L'orage n'a jamais, même aux heures les plus heureuses, quitté l'horizon : les apologistes du règne et du roi avaient présenté comme un piège méprisable cette réforme électorale réclamée, pourtant, depuis le malentendu de l'Hôtel de Ville. Et voilà maintenant, dans toute son ampleur redoutable, l'appel suprême à l'opinion, l'appel à la démocratie, c'est-à-dire à Paris. Comment « le roi des barricades » et son ministre, l'ancien membre de la société « Aide-toi le ciel t'aidera », n'ont-ils pas senti le danger de cette revendication, rien que dans la vibration de leurs souvenirs ?...

La campagne réformiste aboutit logiquement à la campagne des banquets. N'est-ce pas dans un banquet que Guizot lui-même a réuni ses électeurs de Lisieux,

et n'est-ce pas dans ces réunions en lieu clos qu'il donnait, hier encore, l'élan aux forces conservatrices? L'opposition, à son tour, rassemble ses adhérents à Saint-



LEDRU-ROLLIN

(D'après une lithographie anonyme).

Quentin, à Lille, leur parle par la voix d'Odilon Barrot, de Ledru-Rollin et, par-dessus leurs têtes, s'adresse à l'opinion, à la France qui ne vote pas, au pays. Mais nulle parole n'a plus de retentissement que celle de Lamartine à Mâcon : « Elle tombera, cette royauté, soyez-en sûrs, non dans son sang comme celle de 1789, mais dans son piège. Et après avoir eu des révolutions de la liberté, les contre-révolutions de la gloire, vous aurez la révolution de la conscience publique et la révolution du mépris. »

LES JOURNÉES DE FÉVRIER 1848 Après une série de banquets en province, l'opposition projette un banquet monstre qui, dès

l'ouverture de la session de 1848, mettra le ministère en présence de l'opposition, face à face avec Paris, ce Paris qui n'a plus un député orléaniste et que l'irritation de ses mille fibres nerveuses prépare à un coup de main, par un coup de tête.

Savait-on où on allait? Pas très nettement. Les paroles révolutionnaires étaient lancées comme des paquets inflammables sans qu'on se préoccupât des points où elles tomberaient et où pouvait éclater l'incendie. Le ministère ne sait pas lui-même où il va ; il résiste, puisqu'il est la « résistance ». Dans le discours du trône, se glisse une phrase de dédain qui refuse toute concession :

« Au milieu de l'agitation que fomentent les passions ennemies ou aveugles, une conviction m'anime et me soutient, c'est que nous possédons, dans la monarchie constitutionnelle, dans l'union des grands pouvoirs de l'État, les moyens les plus assurés de surmonter tous les obstacles et de satisfaire tous les intérêts moraux et matériels de notre chère patrie. »

Une discussion parlementaire serrée s'engage sur ces paroles : « passions ennemies ou aveugles ». Au fond, l'opposition, inquiète, préférerait un arrangement, un amendement édulcoré. Guizot ne cède rien. On en revient à la campagne

des banquets. — « Eh bien, si on sort du terrain légal, nous les interdirons ». Voilà les chefs de la campagne, déjà lancée, au pied du mur : agir ou se déconsidérer. Thiers, Odilon Barrot, Ledru-Rollin lui-même conseillent l'abstention. Lamartine, Duvergier de Hauranne, Arago la combattent. Cependant la prudence paraît l'emporter. Thiers répand une nouvelle proclamation : « En ne se rendant pas au banquet, l'opposition accomplit un grand acte de modération et d'humanité ». Ce dernier mot indique qu'on a senti passer un souffle de guerre civile... Les prudents, les partisans de la dynastie s'arrêtent ; mais, pour les hommes de décision, pour ceux qui n'ont plus rien à attendre du régime, l'occasion est bonne ; le peuple de Paris suivra : il faut en finir ! Au château, on est persuadé que la partie est gagnée : « Je savais bien, disait le roi avec une tranquille assurance, qu'avec un peu de fermeté, je les ferais reculer. »

Que fera le peuple de Paris ? Toute la question est là ; mais, pour le château, elle ne se posait pas : on ignorait le peuple. Or, il avait suivi avec un intérêt passionné les nouvelles que lui apportaient les journaux ; des conciliabules se tenaient partout, des dits se colportaient à l'oreille, des bruits, des légendes, des propos murmurés révélant l'incertitude et la panique dans les classes riches. On voyait des berlines chargées de lourdes malles prêtes à partir. Lord Normandy, qui est mêlé à beaucoup de choses, conseille à ses compatriotes de ne pas rester et délivre des passeports. Il écrit, le 19 février, à son gouvernement :

Il est certain que, dans l'état actuel de l'opinion publique, une démonstration imposante et parfaitement pacifique où se rencontreraient des pairs et des députés, presque tous les représentants et les maires de Paris, le conseil municipal et des milliers de gardes nationaux en uniforme, serait le coup de mort du système actuel...

« Pacifique », au dire du diplomate. L'ambassadeur sait que les choses sont mûres, tout au moins pour un combat de rues, avec nécessité pour le gouvernement de répression violente. Trente mille hommes sont groupés dans les casernes de Paris ou proches de la capitale. Mais on espère bien ne pas avoir à y recourir.



ARAGO

(Lithographie de Maurin. Estampes).

N'avait-on pas la garde nationale, la force du régime ? Et ce fut la garde nationale qui manqua. La partie la plus avancée de la gauche, les Ledru-Rollin, les Étienne Arago, les Caussidière, après une longue délibération, avaient décidé de renoncer au banquet du XII^e arrondissement. Une note faisant connaître cette résolution et conseillant l'abstention au peuple avait paru dans *la Réforme*, qui cessait en même temps sa publication. Cependant, le rendez-vous indiqué devant la Madeleine était connu de tous : Marrast avait lancé un manifeste réformiste précisant le lieu et l'ordre du cortège.

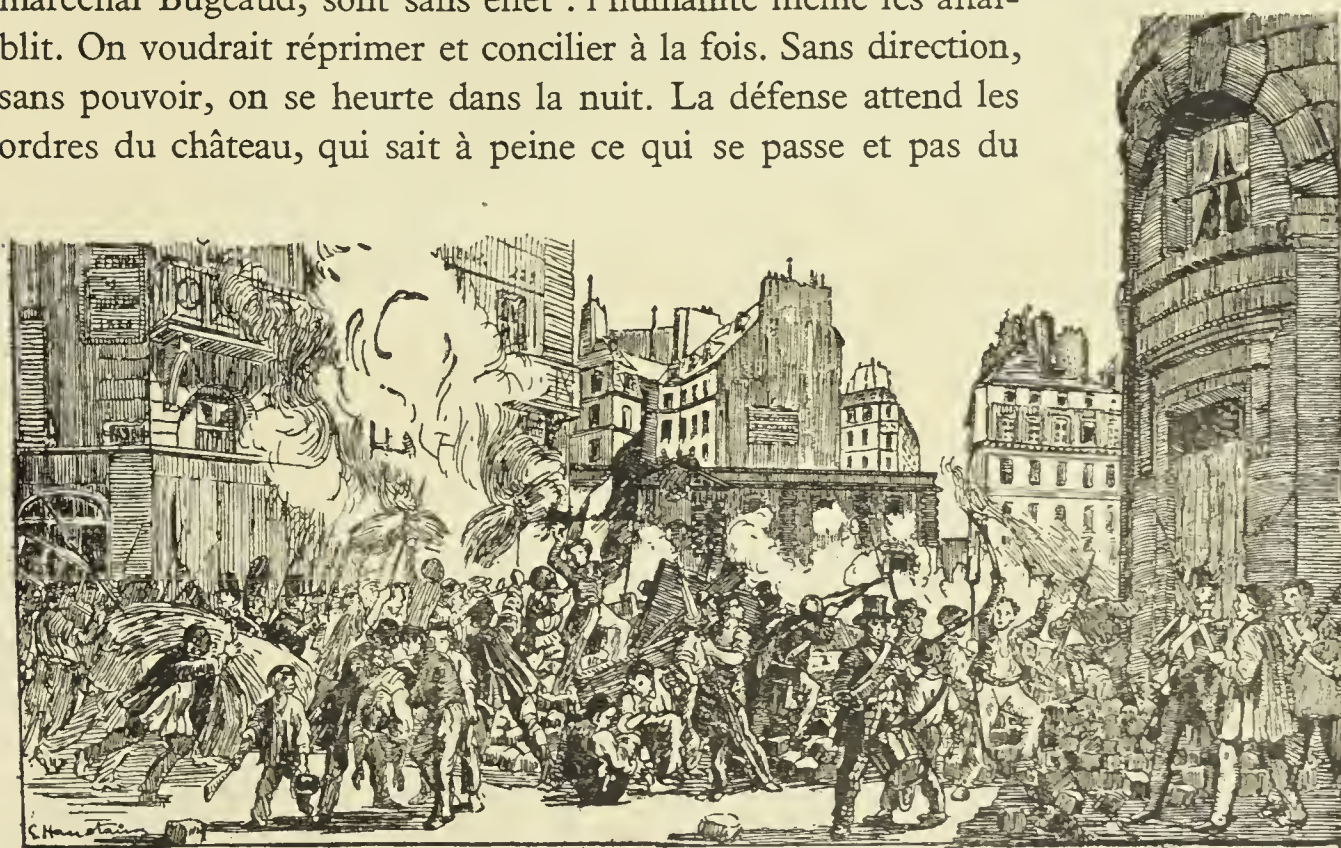
Le 22 février au matin, Paris descendait vers les quartiers du centre et se massait peu à peu criant : *Vive la réforme ! A bas Guizot !* Dans les quartiers populaires, quelques échauffourées vite réprimées... Des régiments de ligne barrent les rues, les accès. Les troupes sont fidèles et bien en main. La journée se passe, en somme, assez tranquillement. La générale est battue vers le soir et les bataillons de la garde nationale, sous les ordres du général Jacqueminot, se groupent lentement dans les mairies. Peu d'empressement, une sorte d'hésitation.

Cependant les bataillons peu à peu se sont formés. Mais tous et, en particulier, ceux des quartiers du centre qu'on croit les plus sûrs, montrent dans la journée du 23 février, commencée d'abord dans le calme, des dispositions inquiétantes. La garde nationale est composée, surtout dans les « bons » quartiers, des « capacités », et c'est justement le vote des « capacités » qui est en cause. On crie dans les rangs : « Vive la réforme ! » Les chefs prévenus envoient dire au château, que la garde nationale « ne se battra pas ». Non seulement elle ne se bat pas, mais la voilà qui pactise avec le peuple... Compromise, elle s'échauffe : « A bas les ministres ! » Les Tuileries, averties, tombent subitement de l'illusion à l'abattement. Plutôt que d'abandonner son ministère, le roi dit, à mi-voix, qu'il abdiquera : « Ne prononce pas ce mot ! » coupe la reine. Mais le mot est prononcé et la pensée hante le cerveau épuisé. Aucune âme ferme dans ce milieu royal habitué à la docilité. On attend tout du roi désemparé. Guizot, décontenancé comme tout le monde, est remercié. Il part. On appelle successivement Molé, Thiers, Odilon Barrot. Tous se sentent débordés. La défense de la cause royale est confiée à l'homme que désigne sa grande énergie, mais que son impopularité devrait écarter, le maréchal Bugeaud.

Place des Capucines, devant le ministère des Affaires étrangères, la foule s'était portée pour manifester contre Guizot. Entre la ligne et la masse populaire, la garde nationale formait un rideau, un tampon ; par suite d'un ordre malheureux, elle s'éloigne ; le contact se produit : rien ne sépare la troupe de la foule. Un coup de fusil part on ne sait d'où ; décharge du régiment ; seize morts, de nombreux blessés,

les corps parsèment la rue ; silence d'abord ; puis fuite, débandade, panique, fureur... Les cadavres portés sur un camion, éclairés par des torches, accompagnés de blessés aux linges sanglants, allument dans la ville entière la colère du peuple.

Le 24 février au matin, tout Paris est en armes. On a pillé les magasins d'armuriers, les dépôts de cartouches ; c'est la guerre des rues, à laquelle, depuis 1830, le peuple est entraîné. Les mesures prises par le vainqueur des Arabes, le maréchal Bugeaud, sont sans effet : l'humanité même les affaiblit. On voudrait réprimer et concilier à la fois. Sans direction, sans pouvoir, on se heurte dans la nuit. La défense attend les ordres du château, qui sait à peine ce qui se passe et pas du



ATTAQUE DU POSTE DU CHATEAU-D'EAU
(D'après une lithographie de Maurin).

tout ce qu'il veut. Les régiments se découragent et se replient lentement vers les Tuileries et la place de la Concorde. Bientôt, ils seront cernés, le palais entouré. Au Château-d'Eau (il s'agit d'un corps de garde qui existait alors en face du Palais-Royal), les soldats du 14^e de ligne se font tuer plutôt que de céder leurs armes. Ce n'est qu'un cri : « Trahison ! »

A la Chambre, depuis deux jours, les députés venus aux nouvelles s'interrogeaient, parlaient, s'agitaient dans le vide. Le 23, vers 2 heures et demie, Guizot était apparu. A la tribune, il annonce que le roi fait appeler le comte Molé. On entendait pour la dernière fois le grand orateur. La majorité criait : « Nous sommes

trahis ! » Qui n'était pas trahi à cette heure ? Qui ne s'était trompé ? Le 24, Thiers avait obtenu du roi la dissolution de la Chambre et, fier de son succès, s'était mis à la besogne. Or, son ministère, avant de naître, s'était évanoui. Odilon Barrot est désigné, maintenant ; non moins assuré de sa force, il se porte bravement devant l'émeute et, au bras d'Horace Vernet, adresse des discours aux barricades.

Dans le salon des Tuileries, la famille royale divisée tirait en sens opposé la volonté chancelante du vieux roi. Montpensier lui criait : « Abdiquez ! » La duchesse d'Orléans se taisait. La reine Marie-Amélie criait désespérément : « N'abdiquez pas ! » Le roi s'écoutait à peine lui-même, la plume levée. Le coup de pouce fatal devait venir d'un homme résolu, comme il arrive dans ces heures d'incohérence. Émile de Girardin pénètre, on ne sait comment, dans le château ; il s'approche du roi. Il tient à la main un papier sur lequel sont écrits ces quatre points : « Abdication du roi. — Régence de la duchesse d'Orléans. — Dissolution de la Chambre. — Amnistie générale. » Un autre homme, Crémieux, qui lui aussi bien inattendu, se trouve là, est penché sur le roi et guette. Le roi regarde autour de lui ; est-il seulement en puissance de réfléchir ? Il laisse tomber ces mots : « *J'abdique.* » La dynastie de Juillet est à bas. Bugeaud est accouru pour empêcher l'acte définitif de s'accomplir. Trop tard. Le roi a écrit de sa main : « *J'abdique cette couronne que la volonté nationale m'avait appelé à porter, en faveur de mon petit-fils, le comte de Paris. Puisse-t-il réussir dans la grande tâche qui lui échoit aujourd'hui !* »

LOUIS-PHILIPPE

24 février 1848.

De la France, pas un mot ! Crémieux enlève le papier et le porte à la Révolution.





CHAPITRE XV

LA RÉPUBLIQUE DE 1848

Lamartine et le gouvernement provisoire. — Les premières tâches du gouvernement provisoire. — Les ateliers nationaux. Le suffrage universel. — Les manifestations populaires. — Caractères de l'Assemblée constituante. — L'Assemblée envahie. — Les journées de Juin. — La Constitution républicaine de 1848. — Élection de Napoléon Bonaparte.



DU 24 février 1848 au 2 décembre 1851, c'est un dégoûtement subit de tout ce qui s'est amassé dans l'imagination de l'une des époques les plus désordonnées de l'histoire. Les secousses se succèdent avec une rapidité extraordinaire : on subit tout dans l'attente de ce qui doit venir : « Trois mois de misères au service de la République... » Tempête non inféconde cependant et qui, peu à peu, arrachera au corps social un lourd faix d'erreurs et le délivrera, après un sursaut tragique, de ses plus dangereuses chimères. A la fin, la suprême illusion, la légende impériale se ruinera elle-même dans un nouveau Waterloo, gros de nouvelles misères. Il faudra ensuite de longues années d'incertitude et de souffrance, pour que la crise politique du dix-neuvième siècle obtienne une solution, tandis que la crise sociale cherche encore la loi des rapports

du travail et du capital. La simultanéité et l'imbrication de ces deux crises, la crise politique et la crise sociale, devient le grand problème de la fin du siècle. Deux fois, il aboutira à des luttes terribles. Finalement, une longue paix intérieure et des victoires magnifiques consacreront le régime républicain et démocratique sur une France reconstituée.

LAMARTINE ET LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

La chute du gouvernement de Juillet fut si brusque, que, dans le désarroi, on chercha un homme avant de songer aux institutions. Lamartine se trouva là. Le poète fut, d'abord, l'ouvrier du destin, quand, en ce 24 février, face à Dupin qui présentait à l'Assemblée la duchesse d'Orléans et le fils de celle-ci, le comte de Paris, roi déclaré, il se prononça contre la régence et demanda la désignation d'un gouvernement provisoire chargé d'en appeler au pays. Sa décision, si opposée à celle que l'on attendait de sa nature chevaleresque, eut pour effet d'abolir la royauté en France. Et ce coup fut frappé de la main d'un poète légitimiste ! Lamartine a donné, lui-même, la raison nationale de cette solution ; à savoir que, le principe héréditaire ayant été violé, personne n'avait qualité pour se substituer au pays et à la souveraineté populaire. On l'avait vu réfléchir longuement, la tête dans les mains, jetant un regard furtif sur la mère et sur l'enfant ; il avait entendu, auprès de lui, la voix de La Rochejaquelein réclamant des droits de légitimité ; il avait appris que Jérôme Bonaparte vantait la panacée bonapartiste ; il avait reçu dans un bureau une délégation républicaine ; les trois causes rivales avaient comparu devant son tribunal. Il resta longtemps sur les marches de la tribune, attendant la fin d'un interminable discours de Ledru-Rollin et roulant en son esprit la leçon des révolutions : « Je vois encore, dit Tocqueville, sa longue taille droite et mince, son regard fixe et vacant, absorbé dans une contemplation intérieure. » Il se disait que la régence d'une étrangère, dans le silence « passif et stérile » (Victor Hugo), « ferme et taciturne » (Tocqueville), du duc de Nemours, seul désigné par la loi, serait une source de conflits, une provocation aux Frondes et aux guerres civiles, une cause de faiblesse pour la France en cette heure angoissante de mue politique et sociale, où tout allait se transformer et où, du dehors, ses adversaires la guettaient ; et il conclut, en lui-même, que le mieux était d'ouvrir les portes toutes grandes à la nation. Il parla, sa parole décida.

L'Assemblée était envahie. Les députés se dispersaient. La duchesse d'Orléans et ses enfants sont emportés par le courant. Le président Sauzet se couvre et disparaît. Il ne restait plus que quelques membres silencieux et impuissants. Donc,

pas une minute à perdre si l'on voulait prendre quelque autorité sur les événements. Lamartine le sentit. On criait : « Un gouvernement provisoire ! » Toute la question était là, en effet. On pousse le vieux et populaire Dupont (de l'Eure) au fauteuil de la présidence. On crie des noms, une première liste : Dupont (de l'Eure), Lamartine, Arago, Ledru-Rollin. Une voix : « Nous voulons un gouvernement modéré, mais la République. » La clameur de la foule se porte d'un homme à l'autre, d'un sentiment à l'autre. Nouveaux cris : « A l'Hôtel de Ville ! » La pensée de tous s'oriente soudain de ce côté. Là sera la décision, comme en 1830. Une dictature parisienne et, sans doute, révolutionnaire, s'y prépare ; les improvisateurs du désordre y resteront-ils les maîtres ? L'acteur Bocage prend Lamartine par le bras : « A l'Hôtel de Ville ! » Ledru-Rollin était remonté à la tribune pour y lire une liste avec de nouveaux noms : lui, bien entendu, puis Crémieux, Marie, etc. Mais sa voix se perd dans le bruit. Il parle à vide. Dès qu'il s'en aperçoit, il quitte la salle et court sur les traces de Lamartine. Tous, à l'Hôtel de Ville !

L'Hôtel de Ville, assailli d'un peuple immense, était inabordable. Sébastiani, dernier défenseur de la dynastie, venait de le quitter, s'enveloppant dans son manteau. La foule avait envahi l'édifice. Un certain Flottard crie le nom de Garnier-Pagès pour remplacer le comte de Rambuteau à la mairie de Paris. Le ministre d'une heure, Odilon Barrot, avait essayé d'organiser une administration, telle quelle, de Paris. Cette double désignation fut un pont pour le nouveau régime ; Garnier-Pagès, bloqué par la foule, se réfugie dans un étroit cabinet resté inoccupé. Une sorte de délibération s'engageait là avec quelques amis présents quand soudain, Ledru-Rollin paraît, essoufflé, ruisselant de sueur ; avec lui Arago. Mais voici, derrière eux, Lamartine, l'allure dégagée, qui s'est attardé à parler au peuple. Dupont (de l'Eure), à peine assis, se trouve mal. On comptait sur ses cheveux blancs pour en imposer à la foule. Dans le retard, d'autres visages surgissent sur les rangs pressés ; Crémieux qui est partout, Louis Blanc, nain qui s'est glissé entre les jambes des assistants. De sa voix perçante, il crie : « Eh bien, messieurs, délibérons ! » Et il s'assied. On s'assoit. On eût bien préféré ne pas s'embarrasser de ces personnages. Mais ils sont là. Et il fallait un gouvernement tout de suite. Les meneurs révolutionnaires hurlaient dans les escaliers. Autour de la table, dans le tumulte des cris, le fracas des coups de fusil, on cherchait une formule, une rédaction. Louis Blanc prend une plume, du papier, et il écrit :

Proclamation du gouvernement provisoire au nom du peuple français.

Bien que le gouvernement provisoire agisse uniquement au nom du peuple français et qu'il soit de cœur et de conviction pour le gouvernement républicain, ni le peuple de

Paris, ni le gouvernement provisoire ne prétendent substituer leur opinion à celle des citoyens qui seront consultés sur la forme définitive du gouvernement qui proclamera la souveraineté du peuple.

On avait discuté longuement sur la phrase relative à la *forme définitive du gouvernement*. Lamartine et les modérés (car on était déjà divisé en deux camps) refusaient d'imposer la République à la France et n'entendaient qu'indiquer leurs préférences. Louis Blanc était plus exigeant. En somme, la rédaction laissait le succès aux modérés, puisqu'une consultation nationale était prévue.

Résultat analogue pour la liste des membres du gouvernement provisoire. Là encore, il fallut transiger. *Membres du gouvernement* : Dupont (de l'Eure), Lamartine, Crémieux, Arago, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Marie. *Secrétaires* : Armand Marrast, Louis Blanc, Ferdinand Flocon. Bientôt, sur l'insistance de Louis Blanc, on adjointra Albert l'Ouvrier, et les secrétaires s'érigeront peu à peu en membres titulaires. La foule accorde, parmi les protestations et les applaudissements, une sorte de consentement.

Un ministère est constitué avec Dupont (de l'Eure) président, Lamartine aux Affaires étrangères, Ledru-Rollin à l'Intérieur, Crémieux à la Justice, le banquier Goudchaux aux Finances, un général inconnu, Subervie, à la Guerre, Arago à la Marine, Hippolyte Carnot à l'Instruction publique, Marie aux Travaux publics. Dans le trouble, le dangereux Caussidière s'était emparé de la préfecture de police. Tout compte fait, on avait un gouvernement à majorité modérée, où l'influence prépondérante était celle de Lamartine. Minuit était sonné. On trouva, pour les membres du gouvernement, quelques victuailles et, dans le silence rétabli, le Conseil se mit au travail. Un décret dissout la Chambre des députés. La Chambre des pairs reçoit l'ordre de ne plus se réunir.

L ES PREMIÈRES TÂCHES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le vendredi 25 février, Paris et la France apprennent que le roi Louis-Philippe est en fuite et s'embarque pour l'Angleterre et qu'un gouvernement provisoire est constitué à l'Hôtel de Ville. En province, l'impression est favorable quand on apprend le départ du roi ; mais le premier réflexe du paysan est de penser à sa terre, à ce bien patrimonial que la Révolution lui avait attribué et que les gouvernements successifs avaient confirmé entre ses mains. Une sorte d'union remarquable de tous les propriétaires, riches ou pauvres, se fait comme d'instinct (Tocqueville), et ce mouvement décidera de la suite des prochains événements.

A Paris, le monde officiel, les familles aisées, le monde des affaires sont pris d'une

stupeur qui tourne bientôt à la panique muette. On entend des menaces, on suit du coin de l'œil des gestes violents, de mauvais visages. Il y avait, dans tout cela, quelque jeu et beaucoup de romantisme. Le peuple de Paris, mécontent et gouailleur, s'exerçait à faire « peur aux bourgeois ». On n'en sentait pas moins sourdre une querelle nouvelle entre le patron et l'ouvrier, entre la redingote et la blouse, entre la fortune et la misère. La crise sociale s'accrochait à la crise politique.

Sans retard, elles opposèrent leurs deux symboles, le drapeau tricolore et le drapeau rouge. L'émotion fut profonde ; car on était bien obligé de reconnaître, sur les visages hâves venus des faubourgs, la grande détresse du peuple. Lamartine a dépeint « la République terroriste veillant pendant soixante-douze heures aux portes de l'Hôtel de Ville pour imposer ses couleurs (couleur de sang) ». A vrai dire, ce fut un tumulte plutôt qu'une tragédie. Le cri qui s'élève le premier, « le droit au travail », a, en soi, quelque chose d'honorable et même de raisonnable. Laissons parler encore le héros de cette journée célèbre :



LOUIS BLANC

(D'après une estampe de Desmaison)

Alors, Lamartine qui, déjà à plusieurs reprises, avait paru aux fenêtres de l'Hôtel de Ville pour tenter de conjurer la tempête, résolut, au péril de ses jours, de descendre en fendant la foule compacte et toute hérissée d'armes, jusqu'à l'entrée de la voûte principale, d'où sa voix sonore retentirait peut-être avec assez de force pour être entendue de la place... Il sut captiver, attendrir le peuple au récit des prodiges opérés pendant ces trois jours ; il l'exalta au tableau de sa propre grandeur ; et quand, par un heureux tour oratoire, il opposa *le drapeau rouge faisant le tour du Champ-de-Mars trempé dans le sang, au drapeau tricolore faisant le tour du monde et portant partout le nom et la gloire de la patrie*, une immense acclama-

tion de ce peuple artiste lui apprit qu'il demeurerait vainqueur. Un prolétaire en haillons, la poitrine nue, saignante encore d'une récente blessure, se jeta dans ses bras et l'étreignit en pleurant. Tout fut dit. La tempête s'apaisa. Le drapeau rouge qui flottait aux mains de la statue de Henri IV fut enlevé aux cris de : « Vive la République ! »

Un tel résultat, obtenu sans violence et sans une goutte de sang, prouve que



LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE

GARNIER-PAGÈS. ALBERT. MARRAST. CRÉMIEUX. FLOCON. LOUIS BLANC
DE LAMARTINE. MARIE. DUPONT DE L'EURE. LEDRU-ROLLIN. F. ARAGO

les hommes qui sont au gouvernement n'ont qu'à s'accorder et se tenir entre eux, ils seront obéis, ils mèneront la barque en péril jusqu'aux élections. Les harangues au balcon, où s'épuisent les Garnier-Pagès, les Ledru-Rollin et ce poète incomparable qu'on ne peut se lasser d'entendre, amusent et, jusqu'à un certain point, distraient de ses maux le peuple de Paris, toujours spectaculaire ; l'apparition du « cygne », de la « lyre », sa voix harmonieuse le magnétisent. C'est de tout cela qu'est fait non seulement le décor, mais aussi l'âme de ces journées. « Drame romantique », dit Tocqueville, qui ajoute, puisqu'il n'y jouait pas encore : « mal joué. »

La nuit, Lamartine, au souvenir évoqué de la Terreur, a une de ces idées simples qui sauvent une situation et qui illuminent l'avenir.

Le sixième jour, une pensée me saisit et la même inspiration descend à la fois du ciel dans l'âme de mes collègues : « Donnons, leur dis-je, un démenti éclatant d'avance, à ceux qui voudraient jamais souiller de sang le principe républicain ; confondons la colère des uns, la terreur des autres, brisons l'arme des réactions, abolissons l'échafaud, supprimons la peine de mort ! » Je n'oublierai jamais le moment où, cette proposition, sortie du cœur de tous et votée par tous, nous tombâmes dans les bras les uns des autres, en nous donnant le baiser de vie.

Qu'une telle résolution ainsi produite, sans nulle préparation, fût comprise, reçue, acclamée, consacrée, et que l'échafaud n'ait plus été relevé, depuis, pour cause politique, c'est la preuve la plus forte peut-être de la douceur foncière d'un peuple que, seuls, de graves malentendus et une abominable propagande peuvent égarer.

Le gouvernement se met, de plein cœur, à la tâche de tout gouvernement en France : il écrit, il paperasse. J'ai sous les yeux le *Recueil des actes du gouvernement provisoire*. Cela forme, pour trois mois, un volume de sept cents pages imprimé en petits caractères. Poussière d'histoire où surgissent quelques pièces maîtresses : la mesure abolissant l'esclavage aux colonies, l'abolition du serment politique, l'entière liberté de la presse, les premières prescriptions pour accorder le droit de réunion, régler l'ordre industriel laissé jusqu'alors au hasard de l'improvisation ou des caprices du patronat, les décisions quotidiennes, souvent contradictoires, pour assurer la nourriture du peuple et maintenir l'ordre alors qu'il n'y a plus ni stocks, ni finances, ni armée, ni administration. La plupart des préfets et des sous-préfets ont quitté leurs postes ; un déficit budgétaire énorme a été laissé par l'administration royale ; la crise monétaire est intense ; l'argent se cache ; le luxe a fui ; les grandes entreprises, comme celle de la construction des chemins de fer, sont arrêtées ; des banques importantes ont fait faillite ; les boutiques ouvrent à peine un volet. Or, malgré tout, une certaine vie publique s'organise. Lamartine pourra, plus tard, répondre à ses accusateurs : « Nous avons passé quarante-cinq jours sans autre force que la force morale ; et le peuple a consenti à se laisser gouverner par la parole, par nos conseils... »

Le gouvernement avait en vue trois choses principales : atteindre l'époque de l'élection d'une Assemblée constituante ; sauver la sécurité et la dignité de la France en face de l'Europe surprise et alarmée ; assurer la stabilité politique et sociale par l'établissement définitif de la République. Ce dernier point était, de tous, le

plus difficile à obtenir. Les vrais partisans de la République, les « républicains de la veille », formaient un parti peu nombreux, concentré à Paris et dans les grandes villes ; tout de suite, ils eurent la claire vue politique que, sur le terrain électoral, Paris se heurterait à la province et que rien n'était moins sûr que le résultat de la consultation populaire, fût-ce au moyen du suffrage universel. Leurs chefs avaient donc le sentiment que, pour défendre la République, un coup d'autorité et peut-être même une dictature provisoire seraient nécessaires. Il y eut des consignes obscures, parmi lesquelles il en émanait des nombreux étrangers réfugiés à Paris : le mouvement de février ne s'achèverait-il pas en une révolution européenne ? Jusque dans les conseils du gouvernement, quelque chose de ces idées filtrait, introduites par Ledru-Rollin, Louis Blanc, Albert l'Ouvrier, Flocon, Marrast, Caussidière. Le groupe le plus bruyant entourait le ministre de l'Intérieur, Ledru-Rollin : il y avait là Jules Favre, éloquent et soupçonneux, et George Sand qui répandait, dans le *Bulletin de la République*, en éjaculations dangereuses, le trop-plein sentimental de ses belles années défleuries. C'est de ce groupe que partirent les fameuses Instructions aux commissaires de la République, qui leur enjoignaient d'avoir à écarter, autant que possible, de l'élection, tout ce qui n'était pas « républicain de la veille. »

La province accueillit avec inquiétude les premières nouvelles de Paris, puis ces instructions officielles. Elle y sentit une pression que le Français, muni du bulletin de vote, n'a jamais aimé à subir. On prétendait la « faire marcher » ; elle se mit à reculer. Certains commissaires de la République, comme Lichtenberger en Alsace, Grévy en Franche-Comté, Émile Ollivier à Marseille, Guépin à Nantes, Bordillon à Angers, surent rallier les esprits autour d'eux, sinon autour du gouvernement provisoire ; ils furent élus à l'Assemblée constituante. Mais l'accueil, froid en général, tourna, en certains départements, à l'hostilité : à Rouen, Deschamps se heurta à l'influence modérée du procureur général ; à Lille, Anthony Thouret engagea la lutte avec un autre commissaire, Delécluze, et, après la tentative absurde de révolutionner la Belgique, l'échec des deux commissaires fut décisif ; plus tard, après l'élection de Lamartine, le département se rallia enthousiasmé à la propagande bonapartiste. C'est à Lyon que la situation fut la plus difficile. Le commissaire Emmanuel Arago sut, dès les premiers contacts, écarter le drapeau rouge qui avait été arboré. Mais le travail était arrêté, la misère était grande, les méfiances réciproques ; l'autorité du commissaire se trouva combattue, des deux côtés à la fois, par les ordres religieux, jésuites et capucins, très militants, et par les clubs ouvriers. On ne put qu'à grande-peine éviter l'effusion du sang.

L'attitude adoptée par une partie des catholiques de Lyon était exceptionnelle ; en général, le clergé et les fidèles firent crédit au nouveau gouvernement. L'archevêque de Paris ordonna qu'à la messe on chantât le *Domine Salvum fac populum*. Les curés bénissaient partout les arbres de la liberté. Un remarquable courant de sympathie s'établit entre l'Église et les masses populaires. On verra des membres éminents du clergé prendre place à l'Assemblée constituante. Traduisant, à Rome même, les premiers sentiments de l'Église à l'égard de la jeune démocratie, le Père Ventura avait dit : « Il faut baptiser l'héroïne sauvage. » Les grands chefs militaires, comme Soult, Bugeaud, Sébastiani, ministres et conseillers de Louis-Philippe, mirent « leur épée au service de la République ». Changarnier offrit « son habitude de vaincre ». De même l'Université, la magistrature, les grands organes de la presse. On tenait compte de la surprise, de l'inexpérience du nouveau gouvernement, et on lui accordait une première confiance.

LES ATELIERS NATIONAUX. Cependant, des difficultés surgissantes dépassaient de beaucoup le cadre des préoccupations politiques et administratives : il s'agissait de ce qu'on appelait, par un euphémisme accepté, « l'organisation du travail », en réalité, du problème du chômage et des subsistances. Les manifestants de la place de Grève réclamèrent, d'abord, un ministère du Travail, proposition bénigne, mais qui fit peur, comme première amorce d'une dictature prolétaire. Finalement, on se mit d'accord sur la constitution d'une « Commission de gouvernement pour les travailleurs », installée au Luxembourg et présidée par Louis Blanc, flanqué d'Albert l'Ouvrier. Dans les salons tendus de Gobelins, l'éloquence socialiste déborda : Louis Blanc devait s'y perdre. En fait, la crise du chômage et du pain existait et ne tolérait pas ces délais oratoires : un décret du 26 février 1848 avait créé les « Ateliers nationaux ». Chaque ouvrier sans travail pouvait se faire inscrire en vue de participer à certains travaux d'État à exécuter dans Paris, dans la banlieue, en province, et même en Algérie. Plan raisonnable, mais exigeant des délais et, à la fin, l'éloignement de Paris de masses ouvrières dévouées et républicaines. Marie avait délégué à la direction de ce service l'ingénieur Émile Thomas, dévoué et compétent et l'on enregistra pendant quelque temps des réalisations pratiques. Mais il eût fallu, pour réussir complètement, à la fois du tact, de la patience et une grande bonne volonté de tous. Peu à peu les choses se gâtèrent. Les chômeurs n'étaient pas tous aptes aux terrassements. Nombre d'entre eux étaient des faibles ou des paresseux. Défenseurs de la République, on leur avait distribué des fusils, des cartouches, des sabres, des

baïonnettes. Ils prenaient conscience de leur force. Le travail manquant, les vivres se raréfiant, il y eut, bientôt, plus de cent mille inscrits et ce chiffre parut catastrophique. Les caisses publiques suffisaient à peine au paiement des salaires. De part et d'autre, on appréhendait des lendemains sinistres. Les chantiers étaient devenus clubs politiques, parlotes communistes. On chercha à bloquer le recrutement. Mais, trop tard. L'Assemblée constituante se réunit à l'heure précise où la crise du chômage était à son comble et réclamait des mesures immédiates...



LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC
(D'après un portrait d'Horace Vernet).

Le mal venait surtout de la situation économique et financière. On en trouve les causes et le développement dans l'*Histoire économique*. Garnier-Pagès ayant dû majorer l'impôt, les propriétaires et les paysans virent, dans cette mesure, une atteinte à leurs droits. Une polémique violente, où il y avait de l'entêtement, de l'illusion et surtout de la mauvaise foi, invoqua, contre l'impôt, l'article de la Constitution de 1793 portant que « nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété sans son consentement ; la Convention

nationale garantit à tous les Français leur propriété ». Voilà nos républicains au pied du mur. Les récalcitrants alléguaient bruyamment l'insécurité sociale ; par une peur factice, on augmentait la panique. L'argent trouve toujours de bons prétextes pour se dérober, et la spéculation pour s'enrichir. On répétait, avec des tremblements dans la voix, le mot de Proudhon : « la propriété, c'est le vol », et sa lourde ironie obtenait ce qu'elle avait cherché : faire peur aux bourgeois. Le gouvernement provisoire était à bout de ressources, à bout

d'expédients. Il n'y avait plus d'espoir que dans la réunion prochaine de l'Assemblée constituante.

Le gouvernement provisoire s'était, à ce sujet, déterminé à une mesure de la plus haute gravité, l'établissement du *suffrage universel*. Cette décision, qui consacrait le triomphe de la démocratie, fut arrêtée, sans tant de réflexion et, en quelque sorte, en un tournemain. Cormenin s'était fait, sous la monarchie de Juillet, une spécialité de réclamer le suffrage direct, universel, sans aucune condition de cens. Certains légitimistes, suivant M. de Genoude, dans le dessein et un peu l'illusion de s'appuyer sur le peuple des campagnes, avaient réclaté avec acharnement la même « réforme ». On consulta M. Isambert, député de l'opposition dynastique dans la dernière Chambre de Louis-Philippe et légiste distingué ; Armand Marrast, membre du gouvernement provisoire et rédacteur en chef du *National*, prit la plume et le décret du 5 mars 1848, rédigé dans le sens le plus radical, établit le nouveau système électoral basé sur le suffrage de l'universalité des citoyens âgés de vingt et un ans, comme devant être appliqué aux élections de la prochaine Constituante. Les conditions de charges de famille, de résidence, de responsabilité morale ou sociale furent à peine envisagées. Il ne s'agissait, d'ailleurs, que de la première opération électorale. L'Assemblée constituante aurait à statuer définitivement sur la question. Le plus simple parut le plus commode et le meilleur. Comme on le sait, le provisoire était appelé à devenir définitif. Cette première décision prise, on fixa les élections à l'Assemblée constituante à la date du 23 avril. L'ordre politique était réglé ; la question sociale restait en suspens.

LES MANIFESTATIONS POPULAIRES Les éléments conservateurs de la garde nationale, — de la garde nationale bourgeoise, — n'étaient pas satisfaits. En réclamant, aux journées de Février, « l'adjonction des capacités », la garde nationale parisienne s'était appuyée sur le peuple. Mais la révolution avait eu pour effet de la noyer dans le flot populaire, de même que sous Louis XVI la classe parlementaire s'était perdue en exigeant la réunion des États généraux. Avant de disparaître, les anciennes compagnies d'élite, les « bonnets à poil » voulurent avoir, comme tout le monde, leur « journée ». Le 16 mars, elles se portèrent sur l'Hôtel de Ville aux cris de : « A bas Ledru-Rollin ! » Dès le lendemain, 17 mars, les corporations ouvrières décidèrent de contre-manifester. Il fallut recourir aux bons offices de Ledru-Rollin et de Louis Blanc, pour que la foule se dispersât. Lamartine, interpellé directement, se tira d'affaire

par une de ces belles formules dont il avait le secret : « Les 18 Brumaire du peuple, dit-il, pourraient amener, contre son gré, les 18 Brumaire du despotisme. » On assure que, ce jour-là, cent mille hommes défilèrent devant l'Hôtel de Ville ; les meneurs prirent la mesure de leur force. Ils ne tardèrent pas à vouloir en tirer parti. Ledru-Rollin lui-même se refusait à s'incliner devant ces mises en demeure démagogiques : il appela dans Paris toutes les troupes dont le gouvernement pouvait disposer. Lamartine, désireux de ne pas s'aliéner l'esprit des masses, se rapprocha de lui : il eut même un entretien avec Blanqui. Marrast songeait à tirer parti de la garde mobile, corps composé de jeunes gens sans travail qu'on avait enrégimentés à toutes fins utiles. En un mot, de part et d'autre, on se préparait.

Les chefs des sociétés secrètes fixèrent le grand jour au 17 avril : deux cent mille ouvriers, convoqués au Champ-de-Mars, devaient se porter sur l'Hôtel de Ville et réclamer du gouvernement l'éloignement des troupes, l'ajournement des élections de la garde nationale et de la Constituante. Le plan était de renverser le gouvernement provisoire et de confier la dictature populaire à un Comité de Salut public. Ce serait, alors, la vraie Révolution ! Les chefs avérés du mouvement étaient le sombre et frénétique Blanqui et ses partisans ; Barbès, adversaire déclaré de Blanqui, s'était juré de lui casser les reins. Ledru-Rollin, Louis Blanc, secondèrent loyalement Lamartine et Arago. Une manœuvre consistant à « découper » les manifestations par tronçons en débouchant des rues transversales fut mise au point par le général Changarnier, à qui Lamartine s'était confié. D'autre part, le maire de Paris, Marrast, avait appelé deux bataillons de la garde nationale à l'Hôtel de Ville. A midi, le torrent populaire s'avancait par les quais sur l'Hôtel de Ville quand, soudain, Barbès, à la tête de sa propre légion, prend position sur la place aux cris de : « Vive le gouvernement provisoire ! » Le mouvement était décisif et le gouvernement provisoire était sauvé ! Cela veut dire qu'il prolongeait de quelques semaines son agonie, car, à la suite de ces événements qui ne faisaient que refléter l'état d'indécision et d'inquiétude où était le pays, la division s'était mise entre ses membres.

La période électorale fut une ère de lutte sourde et de morne acharnement. Un élément nouveau entra en scène, l'élément international. C'est à cette époque que Henri Heine, affilié au saint-simonisme, introduit Karl Marx dans les milieux dirigeants révolutionnaires de Paris. Les révolutionnaires étrangers, polonais, italiens, irlandais, allemands, de connivence avec les partis de violence, avaient sommé le gouvernement provisoire de déclarer la guerre aux puissances « pour

assurer la liberté de l'Europe. » On connaît la ferme réponse de Lamartine aux délégations de « patriotes et amis de la Pologne » :

Si la France souffrait que son gouvernement fût renversé par une sédition d'étrangers auxquels elle donne l'hospitalité, mais non l'empire, il faudrait que la France fût descendue au-dessous des nations sans patrie.

Le gouvernement provisoire était à bout de souffle et aspirait, comme tout le monde, à la réunion de l'Assemblée constituante. Il avait rempli sa tâche, on peut même dire qu'il avait fait son devoir : la paix avait été maintenue au dedans et au dehors ; le sang n'avait pas coulé ; aucun bouleversement grave ne s'était produit ; la banqueroute avait été évitée et même la misère extrême des classes pauvres avait été secourue ; Paris n'avait subi nulle atteinte, ni dans sa population, ni dans ses monuments, ni dans son rayonnement ; la province avait conservé la liberté de ses opinions et de son vote. Ces résultats étaient dus à celui que l'opinion unanime avait acclamé comme le maître de l'heure, Lamartine. Le grand homme eut ses faiblesses ; il a pu se tromper. Mais en quelles circonstances décisives a-t-il vraiment laissé fléchir en lui l'autorité gouvernementale ? Il sauve l'ordre, l'honneur et la paix : qui l'eût fait sans lui ? La journée du drapeau tricolore, le manifeste aux puissances, ses contacts sauveurs avec les foules, ses larges gestes d'humanité, ses égards envers ses collègues, sa fidélité à la cause nationale, cette ardeur pacifique qui rayonne de son regard tout autant que de sa parole, ce courage, cette spontanéité, cette intelligence avertie, ce don de soi-même, cette éloquence toujours prête, toujours convaincante, où, chez qui retrouvera-t-on, dans l'histoire de ce temps, un pareil ensemble de qualités gouvernementales ? Est-ce chez Odilon Barrot ? chez Morny ? chez Baroche ? chez Paul Foucher ? chez Falloux ? Les trouvera-t-on chez Napoléon III ? Thiers lui-même est-il taillé sur ce patron ? Le grand reproche fait à Lamartine par la polémique atroce qui, après avoir brisé comme verre son immense popularité, détruisit la République, c'est d'avoir pactisé avec la gauche, d'avoir rêvé de l'union des forces républicaines. L'homme qui a parlé à Blanqui et à Sobrier, l'homme qui ne s'est pas séparé de Ledru-Rollin périt de ce crime impardonnable. La basse politique des partis ne toléra pas qu'il eût été conciliant, fidèle et désintéressé. Plus tard, acculé par un odieux système de violence et de calomnies, il désespéra de la République et prononça le terrible *Alea jacta est !* Que de plus fermes lui jettent la pierre ! Sa grande âme sensible et douloureuse ne poussa pas l'abnégation jusqu'à avoir pitié de la France et ne se résigna que lentement à l'ostracisme, rançon fatale des mérites et des services inégalables.

CARACTÈRES DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

L'Assemblée constituante prit la place du gouvernement provisoire. Ce fut le gouvernement d'une assemblée unique, sans contrôle et sans contrepoids. Réunie le 4 mai 1848, elle devait prolonger son existence jusqu'au 28 mai 1849, exerçant ainsi le pouvoir absolu pendant une année. L'Assemblée avait pour mission principale de donner au pays une Constitution, et c'est ce qu'elle fit. Mais elle avait aussi pour mission de gouverner ; or, elle donna au frêle esquif un coup de barre si fâcheux qu'elle le précipita au naufrage.

Les 9 395 035 électeurs inscrits avaient voté au scrutin de liste. Il n'y eut qu'un seizième environ d'abstentions. Nombre des électeurs nouveaux, tout à fait illettrés, étaient mal préparés à leur tâche. Cependant, ce fut une véritable élite nationale de 900 députés qui reçut la mission de fonder les institutions nouvelles. Cette volonté de désigner des hommes qualifiés par leurs titres ou leurs services, depuis des prélats ou d'anciens chefs de gouvernement jusqu'aux plus humbles cultivateurs ou prolétaires, eut pour effet de multiplier dans l'Assemblée des hommes de mérite certes, mais la plupart engagés par leur passé et ayant des attaches avec les dynasties disparues. Ces hommes, cependant, avaient manifesté devant les électeurs des opinions nettement républicaines. Presque tous eussent souscrit à la profession de foi de Baroche, la veille orléaniste notoire et bientôt bonapartiste déclaré : « Je suis républicain par raison, par sentiment, par conviction... » et qui eût dû ajouter, s'il eût été tout à fait franc : par peur, par intérêt, par ambition.

Je me souviens, écrit Tocqueville, qu'à la première séance de l'Assemblée, nous criâmes quinze fois : « Vive la République ! » Je crois que le cri fut de part et d'autre sincère ; *il répondait seulement à des pensées diverses ou même contraires*. Tous voulaient alors conserver la République ; les uns voulaient s'en servir pour attaquer, les autres pour se défendre...

Attaquer, se défendre, c'était déjà la lutte. Dans la confusion des premières illusions et des lointaines ambitions cachées, on cherchait un délai plus qu'une décision. Déjà commençaient à circuler les formules dont Thiers devait, vingt ans plus tard, se servir si habilement : « La trêve des partis » ; « la République sans républicains » ; « le gouvernement qui nous divise le moins ». On se trouvait dans cette situation extraordinaire de rencontrer chez tous des partis-pris énergiques dans une incertitude immense. En fait, on ne tarda pas à s'apercevoir que, sous les apparences d'une trop désirable unanimité, il y avait un dissentiment profond entre les élus de province apeurés, et « les Montagnards » (car l'opposition reprit ce nom redoutable) réduits à n'être qu'une minorité dans cette République qu'ils consi-

déraient comme leur chose. Ce conflit, latent encore, allait décider du sort de la République.

Tout allait dépendre, cependant, du premier contact entre le gouvernement provisoire et l'Assemblée qui allait recevoir de ses mains le pouvoir. Les résultats de l'élection lui avaient paru des plus favorables. A Paris, Lamartine était passé en tête de liste avec 260 000 voix, alors que Lamennais, élu le dernier, n'en avait que 105 000. Lamartine avait été nommé, en même temps, dans dix départements. Le poète nageait dans l'empyrée. Avec lui, tout le gouvernement provisoire passait sur la liste de Paris, battant à plate couture celle des « candidats du peuple ». Ledru-Rollin élu par 131 000 voix, Louis Blanc par 120 000 bénéficiaient de leur modération relative au 17 avril. Il était de toute évidence que l'ensemble des forces conservatrices avait fait bloc partout contre la Révolution. Dans la plupart des bourgs et des villages, les électeurs avaient marché au scrutin sous la conduite du curé ou du « seigneur ». Les élections, ayant eu lieu le jour de Pâques, avaient pris, en maints endroits, le caractère d'une sorte de cérémonie religieuse ; le tout dans un ordre parfait.

L'Assemblée une fois en séance, les partis s'étaient mesurés de l'œil. La minorité avancée se sentant maîtrisée n'eut d'autre idée que de rompre avec cette Chambre néfaste ; quant à la majorité, ayant à peine conscience d'elle-même, elle se préoccupa surtout de prendre ses précautions contre la menace qu'elle voyait se dessiner sur les bancs de gauche et dans la ville. Inexpérimentée, entassée dans une salle provisoire et inconfortable, elle n'écoutait que ses préjugés et ses craintes. Lamartine, porté par son succès électoral, était convaincu que cette cohue mal dégrossie l'accepterait pour guide. Il reçut un choc inattendu quand, avec une grande méconnaissance de ce nouveau milieu, ayant déclaré qu'il ne se séparerait pas de Ledru-



« LES MONTAGNARDS » DE SOBRIER

(D'après un croquis pris sur nature par Foussereau).

Rollin, il sentit un froid soudain entre lui et la majorité. Ce seul nom prononcé l'avait compromis à jamais : la jalousie parlementaire comprit qu'il entendait imposer le gouvernement provisoire disparu à la nouvelle Assemblée. Or, c'était juste le contre-pied du sentiment qui s'était manifesté par les élections des départements. « Des efforts inouïs » furent tentés auprès de Lamartine pour le dissuader de persister dans cette voie ; mais « il ne voulut rien entendre » (Stern). Pour les nouveaux venus et pour les « revenus », le nom de Ledru-Rollin était synonyme de Terreur. En le défendant et en demandant qu'il fût maintenu au pouvoir, Lamartine, selon le mot de Tocqueville, « gagna sa cause, mais manqua sa fortune. » Il obtint de l'Assemblée l'approbation des actes du gouvernement provisoire, avec la formule consacrée « qu'il avait bien mérité de la patrie ». Il repoussa la tentation d'une sorte de dictature personnelle qui lui était assurée s'il prenait la tête de la majorité et s'il se faisait l'instrument des peurs de celle-ci et de ses secrets desseins. Tout ce qu'il obtint, en fait, fut la désignation d'une sorte de « directoire » qui, avec le nom modeste de « Commission exécutive », exercerait, sous la surveillance de l'Assemblée, les attributions du pouvoir exécutif.

A l'apparence, une base d'accord était obtenue : mais il n'en fut rien quand on en arriva aux questions de personnes. Furent élus, le 10 mai, François Arago par 725 voix, Garnier-Pagès par 715 voix, Marie par 702 voix, Lamartine par 643 voix et Ledru-Rollin par 458 voix. La fortune de Lamartine, si haute la veille, s'écroulait ; Ledru-Rollin l'avait entraîné dans sa chute. Arago, doyen et premier élu, fut désigné comme président de la Commission exécutive qui s'installa au Luxembourg. Mais en perdant sinon la présence, du moins le souffle de Lamartine, le nouveau régime perdait la force et la vie.

Un ministère fut formé par l'Assemblée dans le même esprit. On maintint à la Justice l'inévitable Crémieux, à l'Instruction publique Carnot, à l'Agriculture Flocon, à la mairie de Paris Marrast ; on n'osa pas rompre tout de suite avec Causidière qui garda la préfecture de police. On garnit les autres emplois avec des hommes du *National* ; Bastide aux Affaires étrangères, avec Jules Favre comme sous-secrétaire d'État ; à la Guerre, le général Cavaignac alors en Algérie, avec, comme intérimaire, le colonel Charras. Le fait le plus significatif fut l'élimination de Louis Blanc qui avait demandé, — bien lourdement, — la création d'un ministère du Travail et du Progrès. « Nous sommes tous pour le progrès ! » lui cria-t-on.

L'élection des comités, celle de la commission de constitution, le vote de quelques mesures urgentes et, en premier lieu, de celle qui, pour assurer la

sécurité et l'indépendance de l'Assemblée, remettait à son président, Buchez, le droit de requérir directement les troupes, occupent les premières journées. Mais on sent déjà que, dans Paris, une vague monte et s'amasse en houle contre l'Assemblée. Et, cela va devenir évident bientôt, c'est contre le régime des assemblées, contre le régime parlementaire, contre le régime des « bavards », que la Révolution s'accomplit : ou on accordera au peuple de Paris une dictature jacobine, ou bien le bonapartisme gagnera. L'Assemblée voudrait bien entrer en contact avec le peuple



LA GARDE MOBILE EXPULSE LES BANDES RÉVOLUTIONNAIRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
(D'après une estampe de l'époque).

de Paris : on décide que, le dimanche 14 mai, sera célébrée la fête de la Concorde ; mais au dernier moment, on est obligé de la remettre, le cœur n'y était pas.

Le 15 devait s'engager, devant l'Assemblée, un débat sur la question de la Pologne. Dès les premières heures de la journée, un puissant mouvement populaire porte 35 000 manifestants sur la place de la Concorde. Le général Courtais laisse passer une délégation et, par cette imprudence, ouvre la voie à la foule elle-même ; les tribunes s'emplissent à craquer et égrènent sur les fauteuils des grappes d'envahisseurs ; ils défilent tambours battant, drapeaux rouges déployés ; c'est un tumulte indescriptible ; la majorité, surprise, reste impassible, d'abord. Mais, voici que des orateurs assiègent la tribune, Villain, Dumoulin, Flotte ; puis des agitateurs connus : Raspail, Barbès ; enfin, le vrai maître de l'émeute : Blanqui. « Il semblait, dit Tocque-

ville, avoir vécu dans un égout et en sortir. » L'intervention de Blanqui amène immédiatement celle de Barbès. Tous deux font assaut de propositions violentes. La Pologne est loin ; il n'est plus question que de la misère du peuple. « Guerre aux riches ! » Ledru-Rollin, qui veut parler, est hué. Louis Blanc est porté en triomphe vers la tribune :

Ils le tenaient par ses petites jambes au-dessus de leurs têtes... et lui se repliait et se tordait de tous côtés sans pouvoir glisser d'entre leurs mains, tout en parlant d'une voix étranglée et stridente... Dix fois, dit-il lui-même, je tombais dans la foule qui m'entraînait, dix fois des bras robustes me soulevèrent, un ouvrier aux formes athlétiques me dit en me montrant le poing avec un sourire et un air affectueux : « Ah ! petit gredin, si tu voulais ! » (*Histoire de la Révolution de 1848*, t. II, p. 88.)

La foule exigeait des votes immédiats. Mais comment voter dans une tempête ? Lasse de son impuissance, l'Assemblée commence de se disperser ; soudain, on crie : « A l'Hôtel de Ville ! » Selon la tradition établie, c'était là que devait être institué un gouvernement provisoire. La foule répond à cet appel ; la salle se vide. L'orage se dissipa, d'ailleurs, aussi vite qu'il s'était levé. L'Assemblée, sous la présidence de Duclerc, s'est ressaisie ; elle reprend possession de la salle ; elle donne à la Commission exécutive les pouvoirs et les ordres nécessaires pour que « les lois reprennent à l'instant leur cours régulier ». Courtais est remplacé, à la tête de la garde nationale, par Clément Thomas ; Caussidière sera, dès le lendemain, remplacé à la préfecture de police ; Barbès, Albert sont arrêtés ; Blanqui, Flotte, Raspail, Sobrier, Pierre Leroux, qui ont disparu, sont décrétés d'arrestation.

LES JOURNÉES L'Assemblée a refoulé l'offensive des masses populaires.
DE JUIN Mais, quoique victorieuse, elle reste toute chancelante de cette pénible journée. Se méfiant d'elle-même, elle va chercher désormais une autorité qui lui vienne du dehors. Tandis qu'elle s'épuise en débats stériles, le peuple vaincu se détourne d'elle, et lui aussi cherche un homme. Voici que des hommes se présentent. Cavaignac arrive d'Algérie et prend possession du ministère de la Guerre. C'est un homme énergique et loyal. Soldat avant tout, d'aspect triste, parfois en doute de lui-même et la tête penchée, il couve un feu qui fuse soudain en superbes éclats. Une grande tradition républicaine le soutient, le grandit et l'exalte. Lamartine une fois rejeté, Cavaignac eût pu être l'homme de l'heure. En même temps que cet Africain probe et rude prend le timon, on sent d'autres courants se former.

Il se répand dans le pays et dans l'Assemblée une vague idée de restauration monarchique. Pour y parer, l'Assemblée bon gré mal gré applique aux princes

d'Orléans la loi de bannissement prise par le gouvernement de Juillet contre les Bourbons de la branche aînée. Il n'est pas douteux, cependant, que la famille royale, guidée par les conseils hésitants des Thiers, des Molé, des Barrot, cherche dans les voies de la « fusion » une procédure de restauration à la faveur du désir universel d'un pouvoir fort. Mais la fusion toujours imminente, toujours annoncée ne se fait pas. Les bons serviteurs de l'idée monarchique s'y épuisent ; leur habileté, leurs espoirs vont s'user à ce vain travail d'union que 1830 a, d'avance, condamné à la stérilité ; le pays, qui attend, bientôt se détournera, et cherchera ailleurs. Voici qu'un autre nom commence à attirer l'attention des foules : le prince Louis-Napoléon Bonaparte croit l'heure venue d'encourager les démarches secrètes de ses amis ; on entend déjà les coups sourds par lesquels se creusent les galeries souterraines dirigées vers le pouvoir. Et on le sent tout d'un coup si fort que déjà on n'ose plus, crainte de se compromettre, le combattre en face.

L'Assemblée, avec une bonne foi, un zèle et une inexpérience également indiscutables, essaye de se glisser entre les trois périls révolutionnaire, royaliste, bonapartiste. Journaux et brochures se multiplient : Louis-Philippe, à Claremont, en distribue de ses propres mains. La bourgeoisie veut un sauveur, l'Assemblée a besoin d'un chef, le peuple réclame un homme. L'Assemblée vote de nouvelles lois sur les attroupements, sur les clubs ; on multiplie les mesures pour tâcher de porter secours à la misère populaire. Mais, dès lors, le but principal que l'Assemblée se propose est d'arriver à dissoudre les ateliers nationaux que le peuple de Paris considère, d'autre part, comme le symbole de sa force, la preuve de son dénuelement. Aura-t-on le temps et l'autorité nécessaires pour mener à bien une pareille liquidation ? Les 4 et 5 juin, des élections complémentaires ont lieu par toute la France. Or, le résultat de ces élections, dans son incohérence apparente, signale des courants surprenants : tandis que Caussidière est le premier élu à Paris et, après lui, Goudchaux, Thiers, Pierre Leroux, Victor Hugo, Proudhon, révolution et réaction, ordre et désordre, le tout pêle-mêle et confondu, un nom sort des urnes qui obscurcit l'éclat de tous les autres, celui de Louis-Napoléon : il est nommé, non seulement à Paris, mais dans trois départements, l'Yonne, la Charente-Inférieure et la Corse. Napoléon ! Et le pays derrière lui ! Il y eut, dès lors, dans les différentes parties de la nation, une conviction passionnée qu'on ne pouvait plus en finir, de part et d'autre, que par un coup de violence : le parti révolutionnaire, qui a embrigadé la misère du peuple, ne songe qu'à la précipiter en catapulte sur l'ordre social ; les partisans de la royauté travaillent par l'intrigue et recourent au besoin à un coup d'État parlementaire ; le bonapartisme prépare un 18 Brumaire

en fomentant le discrédit de l'Assemblée et la désaffection des masses. Ses émissaires jettent au peuple l'appel grossièrement fascinateur : « Poléon ! Poléon ! Nous l'aurons ! Nous l'aurons ! »

L'Assemblée, qui eût dû donner l'exemple du sang-froid, de la prudence et de la tolérance et agir dans un esprit de gouvernement, c'est-à-dire de pondération et d'avenir, versa tout de suite dans l'extrême et dans la précipitation : « Il faut en finir ! » tel fut le cri de cette majorité affolée, de ces hommes frais émoulus de leur province, mus par la terreur de ce Paris qu'ils ignorent. L'homme de cette péripétie fut Falloux, petit seigneur angevin, dévoué sèchement à l'Église, habile et maladroit politicien, destiné, en son apparition éphémère, à devenir le naufrageur des causes qu'il servit. Il tomba, avec une remarquable sûreté d'erreur, sur la seule difficulté qu'il eût fallu éviter à tout prix, étant, d'ailleurs, par son ignorance de Paris et du peuple, l'homme le moins fait pour la résoudre, la question des ateliers nationaux. En vain quelques esprits prudents, quelques âmes généreuses, Waldeck-Rousseau, Latrade, Stourm proposent des systèmes transactionnels. Il pousse sans hésiter l'Assemblée vers le conflit.

Les coïncidences prennent un aspect fatidique : c'est le 13 juin que l'Assemblée doit vérifier les pouvoirs du prince Louis ; et c'est le même jour qu'elle renforce sa propre sécurité par des mesures militaires en ramenant des troupes dans Paris. Le prince, resté à Londres, relève le gant et, au moment où l'on discute, dans l'Assemblée, sur le sens et la portée de son élection, il suggère, en une phrase obscure et trop claire, selon sa manière ordinaire, la procédure qui va devenir son système : l'appel au peuple. « Si le peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir. » Par dessus la cohue parlementaire, le peuple est pris comme arbitre.

Autre coïncidence : la grande affaire du jour, la dissolution des ateliers nationaux se décide : les travailleurs ayant l'âge du service militaire devront s'engager ; quant aux autres, ils seront évacués en province, soit en Sologne, soit sur les chantiers des voies ferrées, soit même en Algérie. L'arrêté est signé le 21 juin. Mais voici que paraît à la tribune le rapporteur du projet, Falloux ; gourmé, les lèvres pincées, il met, d'un ton sec, ses conditions au vote du crédit demandé : il réclame un « frein », pose des « limites ». Les ouvriers, affolés par la plus maladroite des polémiques, ne veulent rien entendre. Le 21, un député, Lagrange, demande à l'Assemblée quelles mesures elle entend prendre pour surveiller les menées que couvre le nom de Louis-Napoléon. Dans les rues, dans les quartiers populaires en proie à une fièvre croissante, on hurle : « Napoléon, Napoléon, nous l'aurons ! »

Le 22 juin au matin, de grandes bandes parcourent Paris : « On ne partira pas !

On ne partira pas ! » Une députation ayant à sa tête un aventurier, Pujol, vient sommer la Commission exécutive de rapporter l'arrêté. Marie oppose un refus cassant. La délégation se retire « en annonçant le recours aux armes pour le lendemain ».

La bataille s'engage, des deux côtés, délibérément. Le peuple de Paris se confie à son expérience de la guerre des rues, acquise dans ses nombreuses « journées » depuis 1830 ; par contre, le ministre de la Guerre, Cavaignac, s'inspire des plans de résistance de Bugeaud et il apportera à leur exécution la rude énergie d'un soldat d'Afrique. Il attaquera le camp retranché populaire, non par petits paquets, mais par masse. Ses forces d'assaut, dans l'après-midi du 23 juin, forment comme un croissant, la pointe de droite (colonne Damesme) se portant sur le Panthéon, la pointe de gauche (colonne Lamoricière) visant la porte Saint-Denis et le centre (colonne Bedeau) poussant vers l'Hôtel de Ville. Le Paris de cette époque ne contenait aucune de ces grandes voies que le Second Empire a percées ; le centre était un fouillis de rues étroites, flanquées de maisons misérables occupées par des familles ouvrières. Il s'agit donc d'une bataille de rues, pied à pied, comme au siège de Saragosse. Les troupes de la garnison de Paris s'accroissent successivement des régiments appelés de la banlieue, puis des départements plus éloignés. La garde mobile est bien dans la main de ses chefs. La garde nationale est aussi sous les armes ; cependant certaines légions s'abstiennent ou renforcent individuellement l'émeute. Bientôt arriveront de la province des hommes encadrés et armés, tous résolus à prêter main-forte à l'ordre et mus par un sentiment d'hostilité à l'égard de Paris. Il est difficile d'évaluer le nombre des combattants ; des femmes, des enfants, des vieillards participent à la lutte. Les faubourgs s'ébranlent l'un après l'autre. Les lignes de barricades seront successivement prises, reprises, abandonnées, va-et-vient sanglant d'une fureur anonyme. Les chefs sont des inconnus, car les parlementaires ne sont pas là et les agitateurs Blanqui, Barbès sont sous les verrous. Donc, ni direction, ni unité. Aussi la lutte a des intermittences, des suspens ; parfois on s'interpelle d'un camp à l'autre ; des négociateurs lèvent un drapeau, s'abordent, puis rompent, reprennent le fusil. C'est une trame discontinue, avec des à-coups de violence et des instants de tragique silence.



RÉVISION ». « POLÉON ! POLÉON !
NOUS L'AURONS ! »

(Estampe satirique de Durandin).

Le 23, Lamoricière s'est heurté à la barricade de la rue Lafayette ; Cavaignac, à cheval, entouré de Jules Favre, de Lamartine, est arrêté par une autre barricade, rue Saint-Maur ; Bedeau se heurte, rue Saint-Jacques, à des fortifications en gradins dont le feu plonge sur les assaillants : il est grièvement blessé ; les victimes sont nombreuses. Damesme, accompagné d'Arago, a pu entourer le Panthéon,



LA GARDE MOBILE

(D'après un croquis pris sur nature par Foussereau).

mais ne peut s'en rendre maître. La journée s'achève sur un spasme d'indécision et d'inquiétude. L'Assemblée s'est déclarée en permanence : les plus affolés circulent réclamant un pouvoir unique, la dictature, l'état de siège. L'état de siège sera proclamé le lendemain ; Cavaignac recevra les pleins pouvoirs. Le 24, les forces, de part et d'autre, se sont accrues. Lamoricière et Lebreton débarrassent le terrain jusqu'à la Bastille et rejettent les insurgés sur la Villette et Montmartre. A l'Hôtel de Ville, Duvivier, qui remplace Bedeau, a de la peine à se maintenir. Cependant il a donné la main à Lamoricière par la rue Saint-Denis ; mais il ne peut pas faire aboutir la tentative de la veille en direction du Panthéon. C'est le soir seulement que Damesme dégage la montagne Sainte-Genève ; blessé, il est remplacé par le général de Bréa. Les pertes sont lourdes. Les troupes, la garde mobile, la garde nationale ont combattu avec courage et avec une discipline parfaite. L'issue ne paraît plus douteuse. Cependant l'Assemblée

n'a pas encore confiance et reste nerveuse. Thiers, se souvenant du siège de Vienne par Radetzki, conseille à l'Assemblée de quitter Paris. Cavaignac s'y oppose : « Si Thiers ne se tait pas, je le fais fusiller ! » On se tait, mais on n'oubliera pas.

Il faut recommencer le 25, dimanche, jour de la Fête-Dieu. Attaques simultanées de toutes les troupes : objectif commun, la Bastille. Lamoricière a pénétré dans le quartier du Temple où il engage, tête baissée, une lutte atroce de rue à rue, de maison à maison. Vers le soir, il atteint la Bastille ; Duvivier est blessé ; le général de Négrier est tué boulevard Contrescarpe ; descendu vers la barrière d'Italie le

général de Bréa, au moment où il apporte lui-même des propositions d'accommodement, est arrêté et fusillé à bout portant. Ce crime frappe au cœur l'insurrection elle-même, quand la nouvelle d'un autre sacrifice se répand et lui porte le dernier coup. Le cardinal archevêque de Paris, Mgr Affre, s'était rendu accompagné de quelques personnes, vers la place de l'Arsenal : le feu s'arrête ; un passage est ouvert dans la barricade ; l'archevêque s'avance : « Mes amis,... » s'écrie-t-il. Mais une voix : « Nous sommes trahis !... » Un coup de feu. La victime tombe. On se précipite. Les insurgés eux-mêmes s'empres- sent, font un brancard... L'archevêque mourut le lendemain.

L'Assemblée avait compris que la force ne pouvait avoir, à elle seule, le dernier mot et elle s'était portée vers les solutions d'apaisement et de transaction. Après avoir décidé la suppression immédiate des ateliers nationaux, elle avait voté trois millions « pour les ouvriers nécessiteux » et des re-



ASSASSINAT DU GÉNÉRAL BRÉA ET DE SON OFFICIER D'ORDONNANCE

(D'après un bois publié par *l'Illustration*, 22 juillet 1848).

présentants du peuple s'étaient portés vers les barricades pour faire connaître cette décision. Une négociation s'engage dès le 24, se poursuit le 25 : le peuple, disent ses délégués, n'a d'autre but que de défendre la République menacée et il ne réclame aucune mesure anti-sociale ; le même malentendu devait se reproduire en 1871. Cependant, dès le 24, le gouvernement avait changé de main : l'Assemblée ayant remis tous les pouvoirs entre les mains de Cavaignac, la Commission exécutive avait apporté à l'Assemblée sa démission collective. Cavaignac avait été nommé « chef du pouvoir exécutif ». L'intrigue dirigée par Thiers avait exploité le besoin général d'un pouvoir fort, avec l'arrière-pensée qu'on affaiblirait ainsi la République. Mais Cavaignac, excellent républicain, honnête homme, grand cœur, n'était pas de la race des Monk, s'il n'était ni de taille, ni de nature à jouer les Bonaparte.

Quand, le 25, les négociateurs lui offrirent d'amener le peuple à se rendre sous certaines conditions à débattre, il se cabra, exigeant une capitulation sans condition. Un dernier effort des négociateurs, le 26 juin au matin, n'aboutit pas. A dix heures, le feu est repris contre les groupes qui tiennent encore au faubourg Saint-Antoine. Mais la barricade ne répond plus. Les soldats avancent et ne trouvent personne.



MORT DE MONSIEUR AFFRE, CARDINAL ARCHEVÊQUE DE PARIS
(D'après une lithographie de V. Adam).

Les derniers combattants se sont dispersés, cachés ou ont fui dans la campagne. L'Assemblée acclame la nouvelle de la fin de la lutte.

Étrange amalgame de fureurs implacables et de sentiments généreux, les « journées de juin » n'en sont que plus émouvantes dans leurs durs contrastes. Discordes affreuses, sang versé, temps perdu, colère reportée, telles furent les suites de ces journées où tous luttèrent aveuglément. Ainsi sont menés les peuples. Leurs conseillers les plus écoutés sont trop souvent leurs plus dangereux ennemis. Le peuple de Paris irrité n'était plus lui-même. Réprimé au prix de milliers de victimes et de milliers de condamnations, il se tut et, par la suite, se désintéressa de la liberté qui l'avait trompé. S'étant fait tuer « pour la République », il laissa la place aux ennemis

de la République. L'intrigue et la conjuration n'avaient plus qu'à faire leur métier de « sauveurs ». Ayant écarté Lamartine, « le poète », et bientôt Cavaignac, « le soldat », ils trouvèrent leur homme dans un « prétendant » qui, à défaut d'autre génie, avait celui de la haute aventure : Bonaparte.

L A CONSTITUTION RÉPUBLICAINE
DU 4 NOVEMBRE 1848

L'Assemblée Constituante avait mal gouverné : comment allait-elle constituer, puisque là était sa véritable tâche ? Après les journées de Juin, elle était en mauvaise posture pour dicter sa loi des Douze Tables. Accablée de ses fautes, de ses violences vaines, souillée du sang répandu, elle ne songea plus qu'à faire vite, sans trop se préoccuper de faire bien. Elle bâcla pour « en finir ». « En finir », c'est le mot qui était sur toutes les lèvres. On acceptait les risques, quels qu'ils fussent. Lamartine prononce encore le mot de l'heure quand il s'écrie : *Alea jacta est*, et qu'il réclame l'élection du président de la République par le suffrage universel.

Rien de plus vain que de s'attarder à relire ces articles d'une constitution morte à peine née. Tocqueville, qui fut un des principaux maîtres de l'œuvre, est peut-être celui qui l'explique avec le plus de perspicacité et de désenchantement. Il reconnaît que la collaboration soudaine des journées de Juin fut, pour les Lycurgues de 1848, une terrible complication. « Ce que l'on demandait, dit-il, c'était moins une bonne constitution qu'une constitution quelconque. » La Commission avait choisi pour président Cormenin, « de vicomte devenu radical et resté catholique », qui apporta un



TYPES D'INSURGÉS DE JUIN

(Dessinés d'après nature par le comte de Beaumont).

projet fait de petits articles collés les uns auprès des autres et dont il parlait lui-même avec détachement : « Il sera bien curieux de voir tout ce que cela va produire », disait-il. Le rapporteur fut Marrast, l'homme du *National*, léger, vantard, paresseux, qui rédigea son rapport comme un article de journal. Ni les principes, ni les règles, ni les applications ne furent l'objet de débats sérieux. La plupart de ces étranges « constituants de la République » étaient des monarchistes déclarés. Ils apportèrent à leur œuvre leurs préjugés, leur méfiance, leur ironie, leur dédain. Surtout, ils truffèrent de leurs ambitions et de leurs passions le produit anonyme qu'ils offraient au peuple. En politique, les questions de personnes l'emportent, comme on sait, sur toutes les autres. Chaque député, à propos de chaque article, ne fit guère qu'une réflexion, dit encore Tocqueville : « Quel bénéfice en tirerai-je, moi, les miens, mon groupe, mon parti ? » Aucune discussion générale ne s'établit sur l'ensemble de la Constitution.

Le régime républicain n'étant pas contesté, il allait de soi que le gouvernement serait *représentatif*. Sans autre discussion également, il fut décidé que l'Assemblée serait élue au suffrage universel. Le principe était entré dans les mœurs. Ceci posé : Assemblée unique ou deux Chambres ? Convention ou système anglais ? Et quels seront les rapports de l'Assemblée avec le pouvoir exécutif ? Et quel pouvoir exécutif ? On veut un pouvoir fort. Mais, on ne veut pas qu'il échappe à la surveillance de l'Assemblée. Antinomie, dualisme gouvernemental, opposition radicale entre ce « pouvoir fort » et une Chambre qui veut être « forte », elle aussi ; entre les deux, nul tampon, et nul contrepoids. Une assemblée, un homme, face à face. Qui les départagera ? Inévitablement, une révolution ou un coup d'État.

On avait tout de même besoin de s'appuyer sur quelque chose, de trouver un précédent à cette chose hybride. Le système anglais écarté, les États-Unis étaient à la mode. Thiers avait dit : « Nous saurons, s'il le faut, passer l'Atlantique. » Il se voyait déjà président absolu, un Washington de Marseille. Tocqueville, l'homme de la « démocratie en Amérique », fit bien observer qu'aux États-Unis le président élu par le peuple était le magistrat presque indispensable à un pays sans tradition, sans dynastie, sans aristocratie, et pour ainsi dire en état de perpétuelle conquête de son territoire et de soi-même ; mais il n'insista pas. Odilon Barrot réclama l'organisation préalable des libertés municipales : proposition on ne peut plus raisonnable. Il s'agissait bien de cela ! L'Assemblée voulait garder l'autorité au parlement, sans ignorer l'insuffisance gouvernementale des collectivités. Donc, une assemblée avec un président « fort », telle était la nécessité du jour, telle était l'inspiration américaine. Mais c'était, en France, dans les

circonstances données, la quadrature du cercle ; le président, à la fois « fort » et subordonné, par qui sera-t-il élu, par le peuple ou par l'Assemblée ? Nouvelle pierre d'achoppement. Tocqueville expose, à demi-mot, dans ses *Souvenirs*, la raison déterminante de la décision qui fut prise : « Je l'avoue, écrit-il, j'étais plus préoccupé du désir d'arriver rapidement à placer un chef puissant à la tête de la République qu'à organiser une constitution républicaine parfaite. » Et c'est ici que se perçoit, nettement, la collaboration muette des journées de Juin, avec on ne sait quelle vague inspiration monarchique ou autocratique menant droit à l'Empire : « Après ces journées, ajoute-t-il, je soutins avec vivacité devant l'Assemblée le système de l'élection par le peuple... La principale raison que je donnais, c'est, qu'après avoir annoncé à la nation qu'on lui accorderait ce droit, il n'était plus possible de lui dénier ». Qui donc l'avait « annoncé » ? Et où ce pacte tragique avait-il été conclu ? Les conseillers de cette politique furent la peur et l'imprudence, et chez les « habiles » le souci de gagner du temps pour permettre à la fameuse « fusion » de se faire. Seul, un esprit judicieux, un grand bourgeois discerna le danger. Ce fut Jules Grévy. Il demanda que « le chef du pouvoir exécutif fût élu par l'Assemblée, au scrutin secret, pour une durée illimitée, toujours révocable et prenant le titre de Président du Conseil des ministres » : « Jusqu'ici, dit-il, toutes les Républiques sont allées se perdre dans le despotisme : c'est de ce côté qu'est le danger ; c'est contre le despotisme qu'il faut les fortifier... Tout pouvoir réside dans le peuple, par conséquent dans les élus de la nation, dans les Assemblées ».

Il ne restait plus qu'une faute à commettre. Tocqueville et son ami Beaumont, excellentes gens, non passionnés, mais sans expérience et sans flair, des « livresques » s'en chargèrent. Ils proposèrent que le président ne fût pas rééligible. Ils pensaient, qu'ainsi, toute précaution était prise contre la dictature. En réalité, leur système était une invite au coup d'État. Et Tocqueville d'accumuler les remords : « Nous tombâmes l'un et l'autre, dans cette occasion, dans une grande erreur... Ce vote et la grande influence que j'y eus est le souvenir le plus fâcheux qui me soit resté de ce temps-là. » La Commission a élaboré vaille que vaille son projet. Il est voté à une énorme majorité, 739 voix contre 30, le 4 novembre 1848 ; Montalembert, Victor Hugo et Berryer sont parmi les opposants. La date de l'élection du président de la République est fixée au 10 décembre. Les pouvoirs du premier président élu prendront fin le 10 mai 1852. On a fait coïncider, ou à peu près, cette date avec celle de l'élection de la future Assemblée nationale, le 28 mai 1852. Autres complications inextricables. Pour opposer l'un à l'autre deux pouvoirs « forts », on finit par instituer constitutionnellement et à terme la carence simultanée de tous

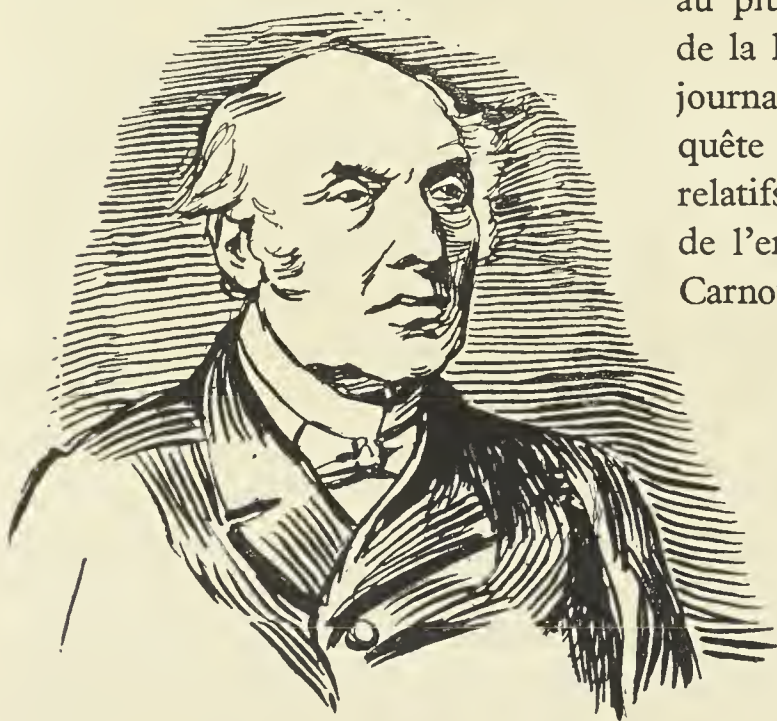
les pouvoirs ! Qu'importe ! Qui tient donc à ce qu'elle dure, cette République ? La Constitution n'est qu'un report, une combinaison dilatoire pour permettre à la fusion de s'accomplir et à l'intrigue de préparer ses voies. Sur le rejet de l'amendement Jules Grévy, *la Presse* écrit : La République n'en a pas pour longtemps ! »

ÉLECTION DE NAPOLEON BONAPARTE

L'œuvre gouvernementale et administrative de l'Assemblée Constituante fut, comme la Constitution elle-même, toute de circonstance, par conséquent frappée de précarité. Dans les questions sociales, en finances, en économique, en politique extérieure, on courut

au plus pressé. Des mesures restrictives de la liberté des clubs, l'interdiction des journaux à programmes socialistes, l'enquête sur les journées de Juin, les débats relatifs aux propositions de réorganisation de l'enseignement primaire déposées par Carnot et qui aboutissent à la démission

de ce ministre, l'ensemble de ces improvisations témoigne seulement des tendances réactionnaires de l'Assemblée. Cavaignac ne dure que par la tolérance de la droite ; de son côté, il la subit péniblement. Quand Proudhon prétend exposer devant l'Assemblée son système de liquidation de l'ancienne société, — système qui n'aboutit,



BERRYER

(D'après une gravure de la Bibliothèque Nationale).

en somme, qu'à une vaste opération de crédit réciproque et gratuit, car tous les systèmes socialistes ont pour caractère de recourir tôt ou tard à la collaboration du capital, — il est conspué et flétri par un ordre du jour voté à l'unanimité moins deux voix. Comme conclusion à l'enquête sur les journées de Juin, si Ledru-Rollin est mis hors de cause, des poursuites sont engagées contre Louis Blanc et Caussidière. Dans les finances, c'est la vie au jour le jour : consolidation de la dette flottante, impôt hypothécaire, emprunts ; on fait flèche de tout bois.

Entre une droite sans avenir et une gauche sans autorité, c'est l'anarchie. Toute anarchie aboutit à un chef. Le chef est là ! Bonaparte ! Vers lui les ambitions se sont déjà tournées. Après Strasbourg, après Boulogne, après Ham, la publicité enfonce comme un pas de vis sa candidature dans les têtes les plus réfractaires. Depuis qu'a été prononcée la phrase : « Si le peuple m'impose des devoirs, je saurai les remplir », un double jeu a été joué par le prince, tantôt absent, tantôt présent. Une nouvelle lettre, datée de Londres, le montre plein d'égards pour « la République ». Cette précaution prise, on fait poser par des amis, devant l'Assemblée, la question décisive : faut-il appliquer aux membres de la famille Bonaparte la loi sur le bannissement des prétendants ? Le débat passe immédiatement par-dessus les murs de l'Assemblée. Le peuple lui-même est saisi. Partout un même cri plein de tumulte : « Napoléon ! nous l'aurons ! » Après la quintuple élection du Prince à Paris, dans l'Yonne, la Charente-Inférieure, la Corse et la Moselle, comment l'Assemblée résisterait-elle à ce suffrage dont elle est issue ? Elle cède, elle valide l'élection. Dans une déclaration lue à la tribune, le prince s'engage « au respect des lois, au maintien de l'ordre, à l'affermissement de la République ». On accepte tout, sans conviction, mais sans une observation, sans un sourire, sans un hochement de tête. Le courant porte l'homme. La révolution et la réaction sont conjurées en sa faveur.

Le 25 octobre, alors que la Constitution n'est pas encore votée, à propos d'un incident secondaire, le prince pose sa candidature à la présidence de la République : « Eh bien, oui, je l'accepte, puisque trois élections successives et le décret unanime de l'Assemblée nationale contre la proscription de ma famille m'autorisent à croire que la France regarde le nom que je porte comme pouvant servir à la consolidation de la société ébranlée jusque dans ses fondements. »

Candidature *révolutionnaire*, et candidature *d'ordre*; candidature *populaire*, et aussi candidature *héréditaire*. Les amis vont plus loin : Mérimée dira « une légitimité ». Le tout est si adroitement combiné qu'on passe outre à un nouvel amendement Antony Thouret proposant d'exclure de la présidence les membres des familles ayant régné sur la France. Les voies sont libres pour le vote populaire. La date de l'élection à la présidence étant fixée, le masque tombe et la campagne est engagée à fond. Brochures, journaux, conférences, travail des loges, conciliabules de prêtres, de fonctionnaires, promesses, engagements au besoin contradictoires, tout est mis en œuvre. Le prince voit personnellement les hommes considérables des divers partis : Montalembert, Berryer, Odilon Barrot, Crémieux, Victor Hugo ; il fait parler à Lamartine. Pour chacun, il se sert du langage qui flatte, séduit ; à tous, il donne les espérances. Thiers a réuni ses amis de la rue de Poitiers et, mettant en

balance la candidature de Cavaignac et celle de Napoléon, il se prononce pour celle-ci. Son système est toujours le même : gagner du temps contre la République ; or, Thiers considère le prince comme « un crétin », trop médiocre pour être dangereux. Silencieux et énigmatique, celui-ci joue sous jambe l'auteur du *Consulat et de l'Empire*, conseil de la duchesse d'Orléans, et qui croit bien être le prochain président du Conseil et chef de tutelle du comte de Paris ramené.

Une polémique atroce « démolit » Cavaignac et ses ministres. Émile de Girardin mène la campagne. Un séide de Thiers, Barthélemy-Saint-Hilaire, attaque Cavaignac au sujet des mesures militaires prises par lui en Juin. L'Assemblée, il est vrai, soutient le général et confirme son propre décret du 28 juin déclarant que « le général Cavaignac a bien mérité de la patrie » (25 novembre). Ce vote aura pour effet de rendre le vainqueur des Journées de Juin plus impopulaire à la veille de l'élection. La « Montagne », en se déclarant contre Bonaparte, fait, d'autre part, sur ce nom, le bloc des conservateurs. Le voici consacré « sauveur ». Naturellement ténébreux, son silence laisse tout à l'espoir.

L'élection a lieu le 10 décembre, « par une belle journée d'hiver ». Les résultats, lus le jour même à la tribune de l'Assemblée, sont les suivants :

Napoléon Bonaparte.....	5 334 520 voix, élu.
Cavaignac.....	1 448 302 —
Ledru-Rollin.....	371 431 —
Raspail.....	36 964 —
Lamartine.....	17 914 —





CHAPITRE XVI

LA PRÉSIDENTENCE DE LOUIS-NAPOLÉON

Le caractère de l'héritier de la légende. — Explication du suffrage bonapartiste. — L'Assemblée législative. Les deux lois de 1850. — La province et l'armée. Changarnier. — Le Président contre l'Assemblée. La revision de la Constitution. — Le coup d'Etat du 2 décembre 1851. — Le plébiscite pour l'Empire.



LE président élu, Louis-Napoléon Bonaparte, était, pour la France d'alors, ce qu'il est resté pour la postérité : une énigme. Le pays, les six millions d'électeurs qui venaient de le nommer ne connaissaient guère de lui que son nom, les deux tentatives de Strasbourg et de Boulogne, la prison de Ham, l'évasion et quelques proclamations et lettres publiques qui, sans autre précision, l'avaient posé en antagoniste de l'Assemblée et du gouvernement.

L E CARACTÈRE DE L'HÉRI- L'espèce de hurrah qui venait de l'acclamer
TIER DE LA LÉGENDE comme héritier de la légende et de la dynastie impé-
riales était un fait qu'on acceptait sans bien le comprendre.

A ceux qui l'approchaient, il inspirait de la sympathie, mais peu de confiance.

On le sentait persévérant et ambitieux, ni clair ni sûr. On ne savait pas où il allait et il ne le disait à personne. On lui trouvait des connaissances variées, du tact, du savoir-faire, l'art de ne pas insister, une grande finesse à discerner son chemin parmi les détours de la politique ; aux heures difficiles, un instinct le conduisait « à la manière d'un somnambule », a dit quelqu'un. De parole embarrassée, de regard fuyant, de démarche traînante, il n'avait ni cette allure décidée, ni cette facilité d'élocution ni cette netteté dans les conceptions qui s'imposent ; mais son silence était actif et il avait une sorte de séduction, « la grâce de la gaucherie », dit un autre témoin. Il avait des connaissances politiques, mais on ne l'avait jamais vu ni manier un dossier, ni prendre part à une discussion d'affaires ; ses brochures, ses proclamations, ses courtes interventions, révélaient plutôt cette intuition un peu haute et relevée des choses qui suffit, en somme, au commandement. Il avait beaucoup travaillé en Suisse, à Ham, mais d'une manière assez superficielle, abordant les sujets les plus divers dans des vues d'ambition personnelle, les ramenant toujours à soi, à sa situation, comme il fit plus tard de l'histoire de César, ne se dépouillant jamais, dans la rédaction, d'une sorte de gravité grandiloquente où il y avait du Napoléon et un peu de Joseph Prudhomme. Le meilleur de son éducation lui venait de sa mère, l'astucieuse Hortense : « Ne rebutez personne, sans vous donner absolument à aucun. Accueillez tout le monde, même les curieux, les hommes à projets, les conseillers. Tout cela sert. Soyez un peu partout, toujours prudent, toujours libre, et ne vous montrez ouvertement qu'à l'heure opportune... » Tout le morceau est le bréviaire du parfait ambitieux.

On savait qu'il avait mené, à Londres, la vie d'un dandy, bien reçu, recherché, plutôt fruste qu'élégant, souvent besogneux. Sa relation était facile, mais peu stable. Comme chef d'entreprise, il savait s'attacher des dévouements, mais ses grâces et ses ingratitude se ressentaient un peu trop de son indulgent mépris pour l'humanité. Il était généreux, prodigue, non regardant sur les origines de l'argent qui venait à lui, ni sur la fuite de celui qui tombait de ses mains ouvertes ; on touchait facilement à sa bourse, plus rarement on atteignait son cœur ; sa bonté tant célébrée ne craignait ni surprise, ni entraînement.

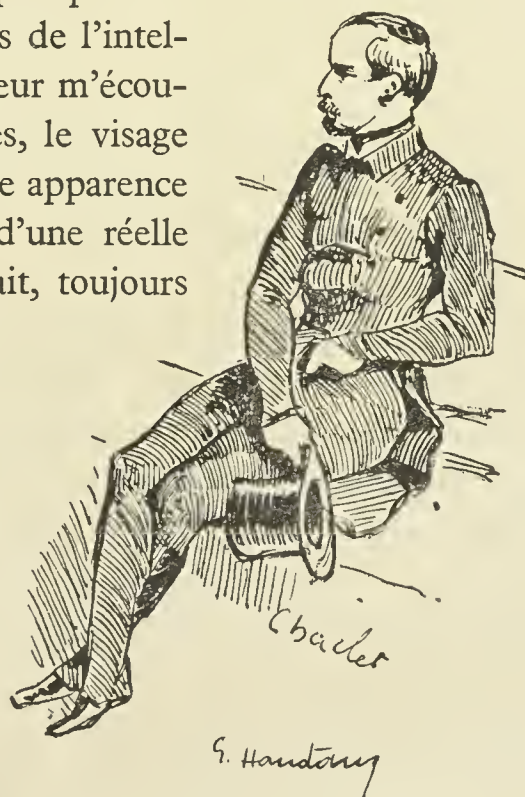
L'ambition était son ressort unique, sa passion exclusive, sa mission, sa destinée. Il allait au pouvoir fatalement, les yeux fermés, sans peur ni scrupule, le voulant plus encore pour la possession que pour l'usage. Ce ressort extraordinaire d'une ambition vraiment napoléonienne lui donnait, quand elle était en jeu, un élan, un nerf, une compréhension, une divination vraiment saisissante et faisait un contraste singulier et presque shakespearien avec son état ordinaire enclin à une sorte de

nonchalance et d'indifférence. On a des lettres de lui qui laissent entr'apercevoir ce tréfonds obscur de son âme :

Vraiment, écrivait-il le 9 mars 1859, j'ai bien besoin de trouver quelque part quelqu'un qui me comprenne et qui, en jetant sur mes soucis le baume d'une amitié intelligente, adoucisse l'irritation naturelle que me causent tous les obstacles qu'on jette sous mes pas... Quoique je dise le contraire, j'ai, profondément gravés dans le cœur, les tortures de Sainte-Hélène et les désastres de Waterloo ; voilà trente ans que ces souvenirs me rongent le cœur ; ils m'ont fait affronter sans regret la mort et la captivité ; ils me feraient affronter (risquer) ce qui est plus encore, l'avenir de mon pays. Quoique ce soit déjà beaucoup que de demander à un homme qui a le pouvoir en mains de modérer pendant des années une grande et noble passion, elle peut encore se contenir si on ne blesse pas sans cesse tout ce que j'ai de plus sacré, la gloire et la grandeur de la France.

Cet accent se retrouve souvent dans les manifestations et proclamations publiées, soit comme président, soit comme empereur, surtout durant les premières années de son gouvernement, et c'est ce mélange singulier d'expansion hautaine et de secret distant que l'on retrouve toujours en cette singularité de caractère qui frappe tous ceux qui l'approchent. Nulle part, l'impression qu'il produit n'est mieux exprimée que dans ces courtes lignes de l'intelligent Nigra, le confident de Cavour : « L'Empereur m'écoutait, sombre et tranquille, les yeux ternes et fixes, le visage impassible. Mais il me parut découvrir, sous cette apparence calme et froide, des marques non équivoques d'une réelle inquiétude... » Et encore : « L'Empereur écoutait, toujours muet et toujours sérieux. » Ce silence voulu, cette ardeur contrainte couvre une énergie cachée, une volonté ferme qui ne se manifestent que dans l'action. Au repos, l'homme retombe dans l'état habituel de demi-rêve ou de demi-sommeil où se berce sa lente méditation. Il y avait deux hommes en lui.

La nature, alourdie par l'âge et par des excès qu'il est impossible d'ignorer, usa prématurément cette double et mystérieuse nature. Les *Souvenirs* d'Arsène Houssaye, qui fut le témoin et le familier de certaines rencontres, les complaisances trop connues des Bacciochi et des Fleury, les confidences qui se sont fait jour peu à peu, l'aveu d'Émile Ollivier à qui échappe un mot si dur, ne laissent aucun doute : l'Empereur



LE PRINCE PRÉSIDENT
(D'après un dessin de Charlet).

était un torturé de la chair. Une continuelle préoccupation sensuelle le tenait épuisant son corps et son âme. Ces sommeils debout, cette demi-prostration, cette roideur soudaine, ces yeux fixes, ces hésitations, ces nonchalances, ces cigarettes allumées et éteintes, ce rapide affaissement physique et moral, bien des choses, en lui, peuvent être expliquées par là. On ne peut cacher ni supprimer l'emprise des Howard, des Castiglione, des Bellanger, les tourments de l'Impératrice qui vont jusqu'à l'éclat ; ne parlons pas des aventures journalières, des amusements d'une heure acceptés, recherchés. De là vient aussi, sans doute, la peine que l'histoire éprouve à retrouver, dans le souverain déclinant, l'ambitieux de haute marque, l'inlassable prétendant, l'Empereur que fut, en somme, Napoléon III.

Le passeport de Louis-Napoléon donne son signalement en ces termes :

Agé de quarante ans, — taille 1 m. 70, — cheveux et sourcils châains, — yeux petits et gris, — nez grand, — bouche moyenne, — lèvres épaisses, — barbe brune, — moustaches blondes, — menton pointu, — visage ovale, — teint pâle, — marques particulières : tête enfoncée dans les épaules, épaules larges, dos voûté.

Ainsi bâti, les lèvres cachées sous sa grosse moustache, la barbiche allongeant encore un ovale allongé, d'accent légèrement tudesque, l'homme à l'œil morne ne paraissait en rien un Bonaparte. Était-il un Beauharnais, un Corse, un Hollandais ? Rien de moins sûr que ces affaires de filiation quand il s'agit de cette famille et des nuits d'Hortense. Avec ses jambes courtes, il marquait mal debout, mais avait grande allure à cheval. Philarète Chasles dit : « L'air gentilhomme vif, un peu usé par la vie ; » et encore : « L'œil voilé, infiniment doux. » Tous répètent : « Impénétrable », « indéfinissable ». Un Anglais dit : « L'air d'un fumeur d'opium », ce qui rappelle « le somnambule » de tout à l'heure. Il inspire à ce même Anglais, qui le vit à Paris en 1851, cette parole éloquente : « Les rideaux des fenêtres de son âme constamment baissés ». Le neveu n'avait certes, rien de l'oncle, ni les services, ni le génie, ni la gloire : mais, tout pesé, c'était un prince.

EXPLICATION DU SUFFRAGE BONAPARTISTE

Désigné pour l'aventure, l'homme n'eût pu, cependant, fournir l'étonnante carrière que fut la sienne si les circonstances ne l'avaient porté. Ces circonstances étaient faites de toutes les déceptions prodiguées par la jeune République. L'âge romantique commençant à se dégonfler, la génération ne savait plus à quelle illusion se vouer : elle criait aux astres, destinée à devenir la victime du premier mirage : ce fut le mirage napoléonien. Il n'y avait que vingt-quatre bonapartistes à Paris en 1848 : en 1849

six millions de voix élisent en France un Bonaparte : étonnante fascination exercée par un nom sur ce pays si critique et si peu emballé d'ordinaire.

Le candidat au beau nom était surtout le candidat du mécontentement. La plupart des votants avaient voté « contre » : d'abord contre les légitimistes, les dynastiques, les « féodaux », contre l'éventualité d'une reprise « des biens nationaux » ; d'autres, en non moins grand nombre, votaient contre la République, c'est-à-dire contre le désordre, la terreur, le « spectre rouge » ; nombreux étaient ceux qui votaient contre l'Assemblée, contre les bavards, contre l'intrigue, contre l'encombrement des harangueurs. Il y avait ceux qui votaient contre les coteries, en particulier celle du *National* qui avait tout accaparé, depuis les ministères jusqu'aux prélatures ; il y avait ceux qui votaient contre les traités de 1815, il y avait ceux qui votaient contre Waterloo. Tous ces « contre » s'additionnaient, faisaient masse. Le plus extraordinaire, c'est que les haines parlementaires en fussent à ce point d'acharnement, qu'à la Chambre, les partis eux-mêmes votassent « Napoléon » rien que pour voter « contre » d'autres partis : non seulement la tourbe des emballés et des ignorants, mais le conclave des malins, la rue de Poitiers, « l'élite », M. Thiers avec son toupet, Molé avec sa face de carême, Dupin avec ses gros souliers, Broglie avec ses grands airs, Montalembert avec son éloquence inspirée, Falloux avec ses momeries. « La plupart des politiques en renom », dit Émile Ollivier, étaient aveuglément, tragiquement « contre » leurs camarades de chambrée, et votaient contre eux en votant pour lui.

Et puis, il y avait ceux qui votaient « pour » : d'abord, l'immense quantité de ceux qui voulaient un chef, quel qu'il fût, un « pouvoir fort » ; cette France lasse du désordre demandait l'homme capable de la prendre et de la commander. Depuis des mois, on aspirait à l'entrée en scène d'une personne qualifiée, de quelqu'un qui ne fût pas un de ces champignons poussés en une nuit dont s'était encombrée la politique. De tels pygmées quand on avait eu l'Autre ! Le cri « Napoléon ! Napoléon ! » exprimait la griserie, l'ivresse, l'éblouissement, non encore dissipés, d'Austerlitz, de Tilsit, avec le retour des cendres, le réveil de la gloire. Chose plus extraordinaire, il y en avait qui, votant pour Bonaparte, votaient « pour » la République : « *Napoléon, rentre dans ta patrie ! — Napoléon, sois bon républicain !* » la République, la vraie, celle du peuple, toujours attendue, toujours promise et qui échappait toujours ; autre légende à laquelle aboutissaient, par un choc en retour, les hallucinations et les déceptions qui, après les journées de Juin, restaient du grand rêve romantique : rêve de la liberté, rêve de la revanche, rêve d'un monde meilleur. Les fabricants de chimères, saint-

simoniens, phalanstériens, cabétiens, icariens, proudhoniens, — en dépit de Proudhon, lui-même si méfiant et désabusé, — tous votaient pour l'homme de l'énigme, depuis ceux qui libéraient tous les noirs jusqu'à ceux qui enrichissaient tous les pauvres. Ceux-là encore votaient « pour » qui, dans l'universelle plainte et dégoût des choses, n'avaient plus que la ressource du changement, le leurre de l'espérance, les chercheurs d'aventure, les risque-tout. Notre génération a eu quelque idée de ces sursauts d'âmes des foules quand, sur un cheval noir, un général à la barbe blonde parut. Tous voulaient autre chose. Finalement, en votant pour cette gloire héréditaire, où il y avait tant d'inconnu, chacun votait « pour » soi-même. Ainsi, par les « contre » et les « pour » se totalisait cette somme imprévue de six millions de suffrages.

Le prince que la France élevait à la présidence de la République se trouva si puissant que son apparition amalgama tout. La Constitution qui l'avait porté était morte en lui donnant le jour. Les trois années qui vont s'écouler seront occupées uniquement à débayer le terrain de cette ruine neuve qu'était déjà la République et à ériger, à sa place, le régime personnel qui apaiserait, reposerait, permettrait de gagner du temps et de voir venir.

Si l'on a bien saisi le caractère du vote qui donne une autorité si mal définie, mais si énorme à l'homme aux six millions de voix, on sent que cette unanimité apparente cache un immense malentendu. Tocqueville le signale à propos du vote de l'armée : « J'étais convaincu, écrit-il, que bien que les soldats eussent voté « pour » la Montagne (aux élections de la Législative), l'armée combattrait sans hésitation contre elle. » La bourgeoisie de Joseph Prudhomme eût mérité ce même jugement, elle dont le sabre était prêt à défendre ce qu'il était prêt à combattre. Le président avait donc à se débrouiller dans le fourré des « contre » et des « pour » dont il était le bénéficiaire. Jusqu'à la fin, il devait lutter pour se tenir en équilibre entre les deux extrêmes, entre les deux légendes, entre les deux illusions.

Tout d'abord, dans le choix du personnel, jamais il ne put avoir, à lui, une équipe gouvernementale vraiment nationale, pris qu'il était entre la médiocrité et l'aventure. Tocqueville dit : « Nous ne lui fournissions que des ministres quand il lui fallait des complices. » Le président chercha d'abord, loyalement, en somme, à constituer un ministère parlementaire. Il eut l'idée généreuse de s'adresser à Lamartine. Lamartine conseilla Odilon Barrot. Celui-ci, homme éloquent, appartenait au tiers parti du temps de Louis-Philippe. Il composa son ministère d'une mixture dont l'élément nouveau était un homme type de la droite à la recherche de la fusion : Falloux (*Fallax*). En l'acceptant et en le mettant à l'Instruction publique

et aux Cultes, le président tenait l'engagement qu'il avait pris, à l'égard de la droite, d'accorder à l'Église la liberté de l'enseignement. Malleville, ami de Thiers, était à l'Intérieur. Mais il quitta bientôt le ministère sur le refus qu'il opposa au président de lui communiquer les dépêches diplomatiques et, en particulier, les dossiers des affaires de Strasbourg et de Boulogne. De ce jour, s'engage entre Thiers et Louis-Napoléon un duel qui durera plus de vingt ans et au bout duquel l'historien battra l'héritier. Pour remplacer Malleville, un homme se trouva là, Léon Faucher, qu'on sut, bientôt, de caractère difficile et de personnalité encombrante. Il fut remplacé au Commerce par Buffet. Napoléon cherchait dans le monde parlementaire des hommes à lui ; il ne les y trouvait pas, car la légende était en antagonisme naturel avec le Parlement qui est tout critique et méfiance. Tel quel, le ministère assista l'Assemblée Constituante dans sa longue et pénible agonie jusqu'au 28 mai 1849.

Une lutte latente existait entre l'Assemblée et le président. Elle se révéla, au cours de cette mort lente de la Constituante, quand le plus compliqué des problèmes à la fois intérieur et extérieur, la question du

pouvoir temporel du pape, devint tout à coup le lieu de rencontre de toutes les contradictions qui avaient porté le prince à la présidence. Pie IX réfugié à Gaëte, la République romaine proclamée, la France catholique pouvait-elle accepter la suppression du pouvoir temporel ? Le roi de Piémont, Charles-Albert, vaincu par l'Autriche, la France libérale pouvait-elle abandonner, en Italie, la cause de la nationalité ? Telles étaient les deux cornes du dilemme. Le « corps expéditionnaire » Oudinot, envoyé en Italie, avait dû se replier et Garibaldi était entré dans Rome. Le président, après avoir laissé les événements se dérouler, avait persévéré



FALLOUX

(D'après une lithographie de David).

dans son système d'accord avec la droite et, le 8 mai, il avait adressé au général Oudinot une lettre publiée par *la Patrie* : « Notre honneur militaire est engagé. Je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte... » Sur ces entrefaites, l'Assemblée Constituante, ayant fixé au 13 mai les élections pour la nouvelle Assemblée, s'était séparée le 25 mai, non sans avoir souhaité, par la bouche de Marrast s'adressant à Dupin, élu président de la Législative, la bienvenue à l'Assemblée nouvelle, vouée, comme elle-même, à une vie malheureuse et sans gloire.

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. L'Assemblée législative n'était pas sans ressembler avec l'Assemblée Constituante. Cependant, moins nombreuse, elle se trouvait davantage portée vers les deux extrêmes, le parti modéré n'ayant réuni qu'environ 70 voix. 450 conservateurs plus ou moins dynastiques, — parmi lesquels, les plus nombreux, 200 légitimistes, — continuaient à travailler au succès de la fusion. Un groupe restreint de 30 ou 40 députés formait le premier noyau d'un parti de l'Élysée, tandis que 180 Montagnards, exaltés par leurs succès électoraux, notamment à Paris, retombaient dans l'illusion d'un coup de main du peuple de la capitale, suivi d'une dictature révolutionnaire. La vérité est que, depuis les journées de Juin, les Montagnards étaient en plein désarroi. Ni chef, ni discipline, ni but précis. Leur gonfalonier de rencontre, Ledru-Rollin, socialiste verbeux et verbal, se trouva enveloppé à l'esbroufe dans une insurrection absurde qui se termina par sa propre défénestration au Conservatoire des Arts et Métiers (13 juin), et le grand rôle qu'aurait pu jouer un parti populaire sérieux et bien conduit combinant son effort avec celui des modérés, lui fut enlevé.

Un autre résultat de cette tentative fut de faire dévier momentanément la ligne de conduite du prince-président qui, peut-être, hésitait encore à rompre avec la République, de laquelle il tenait en somme une situation confortable et sans risque. Ayant dû s'appuyer, pour vaincre, le 13 juin, sur la droite de l'Assemblée, il se trouva son prisonnier ou, du moins, elle en eut l'illusion. Le vainqueur de cette journée, le général Changarnier, était attiré, au même moment, par Thiers, toujours maître de la majorité, vers la cause du comte de Paris et de la duchesse d'Orléans. Ainsi le jeu politique s'était compliqué. Le président, avec quatre ans devant lui, n'avait pas à se presser. Il s'en tint au système des lentes progressions et manœuvres secrètes. Il se rapprocha de l'Assemblée puisque, pour durer, il fallait vivre avec elle ; et il accepta de former un ministère où, sous la présidence maintenue d'Odilon Barrot, la droite prenait une sérieuse prépondérance, avec Tocqueville aux Affaires étrangères, Lanjuinais à l'Agriculture et l'inévitable Fal-

loux à l'Instruction publique et aux Cultes. Dufaure, geôlier bougon du président et adversaire vigoureux du socialisme, tenait le portefeuille de l'Intérieur ; un général monarchiste était à la Guerre, Passy aux Finances. Il y avait de quoi procurer un sérieux apaisement aux gens de droite qui ne demandaient, de leur côté, qu'à gagner du temps. Cependant, Thiers n'avait pas voulu laisser entrer dans la combinaison un de ses séides, Rémusat ; il se réservait toujours. Louis-Napoléon, se réservant également, acceptait les contacts avec l'Assemblée par l'organe de ce ministère qui était à elle plutôt qu'à lui, et les choses restèrent en suspens.

La question romaine était toujours instante. Le général Oudinot était entré dans la ville le 3 juillet ; mais Pie IX n'avait pas cru devoir appliquer la politique libérale conseillée par le gouvernement français. Le prince-président jugea l'occasion favorable pour détendre les liens qui l'attachaient à la droite et, le 18 août 1849, il adressa à « son cher Edgar Ney », jeune officier en mission à Rome, la lettre fameuse qui prétendait imposer au pape une politique de désaveu de ses cardinaux et de condescendance à l'égard des idées libérales :

La République française n'a pas envoyé une armée à Rome pour y étouffer les libertés italiennes... Lorsque nos armées firent le tour de l'Europe, elles laissèrent partout, comme trace de leur passage, la destruction des abus de la féodalité et les germes de la liberté. Il ne sera pas dit qu'il en sera autrement en 1849.

C'était une rupture plus ou moins franche avec la majorité et avec son propre ministère. Nous n'avons pas à développer ici les conséquences de cet acte personnel sur les affaires italiennes : à l'intérieur, l'effet fut considérable. Le Pape avait annoncé son retour à Rome ; il se rembucha dans Gaëte. La diplomatie, le parti catholique, Falloux, Tocqueville se trouvèrent dans un grand embarras. Tocqueville écrit, bien naïvement : « Le président est ingouvernable. » Falloux, malade, quitte la place. Un débat violent s'engage devant l'Assemblée. Thiers juge l'occasion favorable ; mais le président se dérobe à toute polémique et se prête de bonne grâce à des concessions de pure forme. Le prince, comme à Ham, s'était évadé à la faveur d'un déguisement.

La seule victime de la crise fut le cabinet. Par un message du 31 octobre, le président le remerciait pour constituer un « ministère de libération », très habilement nuancé. On voyait arriver au pouvoir, pour la première fois, des « bonapartistes » : Rouher, Fould, Parieu, celui-ci remplaçant Falloux malade à l'Instruction publique ; le frère d'Odilon Barrot, Ferdinand Barrot, « Barrot-Caïn », prenait l'Intérieur. Le président se hâte de mettre un baume sur la blessure de la droite en pressant la dis-

cussion de la loi proposée par Falloux et au succès de laquelle le parti conservateur était prêt à tout sacrifier, la loi sur la liberté de l'enseignement. Falloux disparu, Parieu la défendra, et le président recueillera le bénéfice de cette grande réforme libérale. Votée après une discussion de grande allure, le 15 mars 1850, la loi était



LE PRINCE NAPOLÉON (D'après Gavarni).

sage, mesurée, s'appuyant sur des principes fermes et répondant à un mouvement de l'opinion. « Édit de pacification », comme on l'a dit, ou plutôt acte de conciliation, rappelant ce qu'avaient fait d'opportun, dans des circonstances analogues, Henri IV et Bonaparte. Thiers, voulant avoir sa part du succès, se fit nommer rapporteur. On lui avait attribué ce mot : « Le jour de la discussion, je me cacherais sous mon banc ». Il n'en fut rien ; il tint haut le drapeau libéral. Tous les politiciens recherchaient, maintenant, le concours et l'appui de l'Église.

De cet appui, qui saurait tirer le plus grand profit, du président ou de l'Assemblée ? La majorité restait hostile à la République, mais sans pouvoir lui substituer le régime de son rêve, la fusion ne se réalisant pas. Il fallait donc attendre, toujours attendre. A ce point de vue,

la présidence de Louis-Napoléon offrait des avantages, même à ses adversaires : elle permettait de voir venir et de compter sur le temps, comme, plus tard, la présidence du maréchal de Mac-Mahon aux hommes du 16 Mai. Le danger était que le pays s'habitât à un régime de fait, en somme acceptable et, qu'entre les deux ambitions rivales, le délai ne profitât qu'à la République. Un avertissement vint du corps électoral. Le 10 mars 1850, à Paris, trois républicains, Carnot, Vidal, de Flotte furent élus avec des majorités écrasantes et, le 28 avril, Eugène

Sue, l'auteur des *Mystères de Paris* et du *Juif errant*. Réponse du tac au tac à la loi sur la liberté de l'enseignement. Le président fut frappé de ce scrutin : est-ce que Paris lui échappait?... Mais la majorité plus encore. Les deux peurs se rapprochèrent. Un homme à poigne, Baroche, orléaniste de la veille, prit le portefeuille de l'Intérieur. Et, avec la naïveté des parlementaires qui croient barrer des avalanches avec des articles de loi, on décida de s'en prendre à l'ennemi commun, le suffrage universel. Baroche, supposant acquis le concours du président, qui tordait sa moustache en le laissant faire, convoqua une commission où se trouvaient réunis tous les chefs de la droite, — nommés, alors, les *Burgraves* — et sans plus de réflexion, fit voter par la majorité cette loi du 31 mai, qui imposait, pour obtenir la qualité d'électeur, un domicile remontant à trois années au moins et l'inscription au registre de l'impôt. Le suffrage universel était amputé, par là, de 3 millions d'électeurs pauvres, — la « vile multitude », avait dit Thiers. La bourgeoisie faisait une des fautes les plus lourdes de son histoire : pour la première fois, elle rompait avec le peuple, au moment même où le peuple allait décider des destinées politiques du pays.

L A PROVINCE ET L'ARMÉE.
CHANGARNIER

Thiers, revenu, par un détour au suffrage restreint, sentait s'approcher de lui cette présidence du Conseil de la duchesse d'Orléans, régente de son fils, en vue de laquelle il avait tout sacrifié ; à défaut de cette solution, il se voyait ministre du prince de Joinville, celui-ci remplaçant « ce crétin » de Bonaparte à la présidence de la République. Dans quelques mois, le pouvoir serait à qui saurait le saisir. Mais Louis-Napoléon se laisserait-il expulser ? Tout dépendait de deux forces, la province et l'armée. L'Assemblée et le président devant quitter presque simultanément le pouvoir, au mois de mai 1852, il fallait que la solution fût acquise auparavant. Le point précis du débat était le suivant : le président, dont la réélection immédiate était interdite, s'en irait-il tout tranquillement, selon la prescription constitutionnelle, pour laisser le champ libre aux compétitions diverses ? Ou bien une révision partielle de la Constitution permettrait-elle à l'élu de six millions de suffrages d'obtenir, légalement, une nouvelle présidence ? Et si cette solution « légale » ne devait pas intervenir, le conflit se réglerait-il par un coup de force tenté soit par le président, soit par la majorité de droite ?

Le parti républicain eût pu être l'arbitre de la situation. Mais, n'étant qu'une minorité, il n'avait de force qu'à la condition de s'entendre avec l'une des deux factions prépondérantes. Mal dirigé ou manœuvrant mal, il pouvait perdre à la fois sa cause et celle de la légalité. Depuis la loi du 31 mai, il se croyait maître des

masses chassées du suffrage universel et se donnait ainsi l'illusion d'un appui populaire qui, à l'épreuve, lui manquerait.

Le prince-président avait, pour lui, l'avantage que l'action individuelle prend toujours sur l'action collective. Mais l'échéance arrivant à date fixe, il lui était nécessaire maintenant d'agir, et d'agir vite. Son entourage de joueurs et de sceptiques, Morny, Persigny, Fleury, Conneau, Mocquard l'excitait à tenter la chance sur une carte brusquée, fût-elle risquée. Il tourna, d'abord, les yeux vers la province d'où lui était venu son premier succès. Dès l'année précédente, escorté de Falloux, il avait abordé les départements de l'Ouest, pays de sentiments royalistes, mais où les sages mesures pacificatrices du Premier Consul n'étaient pas oubliées ; partout, il s'était, au dire de Falloux, « montré prodigue de prévenances envers les légitimistes ». Quoiqu'on fût bien surpris de le voir accompagné, dans ce voyage, de « l'étrangère peu recommandable » qui fut logée chez les fonctionnaires, son voyage eut un plein succès ; le clergé fut sensible à quelques bonnes paroles et à certaines mesures gracieuses. Le peuple « fit retentir les échos de la Loire des plus chaleureuses acclamations ». L'année suivante (1850), le président résolut de visiter les départements de l'Est et du Sud-Est où une sorte de conjuration révolutionnaire subsistait autour d'une nouvelle société secrète aux nombreuses ramifications, la « Jeune Montagne », dont le centre était à Lyon et à Avignon. A Lyon, où commandait le général de Castellane, à Dijon, l'accueil fut bon.

On criait « Vive Napoléon ! » et déjà « Vive l'Empereur ! » Les cris de plus en plus rares de « Vive la République ! » passaient pour séditieux. A la Croix-



BAROCHE (Lithographie de Decan).

Rousse, le fameux faubourg ouvrier de Lyon, à Lons-le-Saunier, à Besançon, de rares voix acclamaient la « République démocratique et sociale » ; c'était toute l'opposition : il est vrai que les casquettes ne se levaient pas toujours. Sur le parcours, à Bourg, Lons-le-Saunier, Besançon, Belfort, Mulhouse, à Strasbourg en particulier, le prince-président dut faire un grand étalage de ses sentiments de fidélité à la Constitution. Quelque temps après ce voyage, les chefs de la « Jeune Montagne », Alphonse Gent et cinquante de ses partisans étaient arrêtés. Le président apparaissait comme un vigilant et populaire gardien de l'ordre.

Les voyages recommencèrent en septembre ; cette fois, on visita la Normandie. Dans ce langage à double sens dont il usa toute sa vie, le président parla sur un ton de chef autoritaire, décidé à défendre par tous les moyens la tranquillité publique et la paix sociale. Il disait à Caen :

Si le peuple veut imposer un nouveau fardeau au chef du gouvernement, ce chef, à son tour, serait bien coupable de désertier cette haute mission.

A Cherbourg, l'accent devient subitement impérial et dynastique :

S'il y a une ville en France qui doive être napoléonienne et conservatrice, c'est Cherbourg... Une grande nation ne se maintient que lorsque ses institutions sont d'accord avec les exigences de la situation politique et de ses intérêts matériels.

Allusion directe à la révision de la Constitution dans le sens de la prolongation du pouvoir présidentiel. L'opinion s'habitua à ces horizons nouveaux qui s'ouvraient, à ces voiles qui se levaient peu à peu sur de secrets desseins. L'entraînement, les mouvements de foule, l'esprit collectif faisaient le reste. Les six millions d'électeurs se confirmaient dans les sentiments variés qui les avaient poussés au scrutin de décembre.

Un problème plus difficile était celui de l'armée. Précisément parce qu'elle était



LE GÉNÉRAL CHANGARNIER
(D'après une lithographie de Lemoine).

consciente de son devoir et disciplinée, on pouvait douter de ce qu'elle ferait en cas de désaccord entre le président et l'Assemblée. Dans une telle éventualité, tout, sans nul doute, dépendrait des chefs. Or, ces chefs, l'Assemblée croyait les avoir à sa disposition par application de l'article 32 de la Constitution et d'un règlement datant de la Constituante, reconnaissant à cette Assemblée le droit de réquisition pour sa propre sécurité. Il est difficile de s'expliquer comment ces hommes expérimentés pouvaient, après le scrutin de décembre, après le vote connu de l'armée et sous les coups réitérés des manifestations populaires et militaires, faire reposer leur confiance sur ces formules sujettes à des interprétations diverses. En fait, ils tablaient sur l'autorité personnelle des généraux faisant partie de l'Assemblée et qui, pensait-on, seraient toujours obéis par la troupe s'ils s'appuyaient sur des décisions législatives. Ces chefs étaient, pour la plupart, des « Africains », Cavaignac, Lamoricière, Bedeau, Le Flô et, au-dessus de tous, l'homme que les habiles mesures prises par lui pour briser l'émeute dans les récentes journées avaient mis au pinacle, Changarnier. Mais si les hommes d'épée, nouveaux venus sur le terrain politique, s'y étaient distingués, en général, par leur attachement aux institutions, ils étaient comme tous les néophytes, exposés à bien des illusions, sans parler des tentations.

Changarnier lui-même avait hésité ; un moment, le président avait pu le considérer comme un ami. Peu à peu, il s'était tenu à l'écart. Marius mettait ses titres en balance avec ceux de Sylla. Changarnier était un homme intelligent, actif, hardi ; mais, satisfait de lui-même, indiscret ; il se croyait toujours au milieu des armées où les ordres sont sans réplique. Son adversaire le surveillait de l'œil, froidement. La force de Changarnier était son accord avec la majorité : Thiers, qui avait besoin d'une épée, s'était tourné vers lui ; il semble bien qu'ils avaient caressé ensemble un projet de restauration orléaniste pour ce fameux terme de mai 1852. Il s'agissait de ligoter, jusque-là, le président dans la Constitution, quitte à lui mettre la main au collet s'il prétendait sortir de la légalité. Changarnier s'en chargerait : « Donnez-m'en l'ordre, disait-il à Carlier, préfet de police, qui allait le répéter tout chaud au président, je le mets dans un panier à salade et le conduis à Vincennes. » Il tenait les troupes de Paris en sa double qualité de général commandant la première division et de commandant de la garde nationale. La date critique s'approchait. Le prince-président, pour ne pas être surpris, devait surprendre. Dans le message qu'il adresse à l'Assemblée pour la réouverture de la session, il rappelle qu'il « dispose seul de l'armée, d'après les termes de la Constitution ». La troupe s'était accoutumée à manifester sous les armes et criait : « Vive le président ! »,

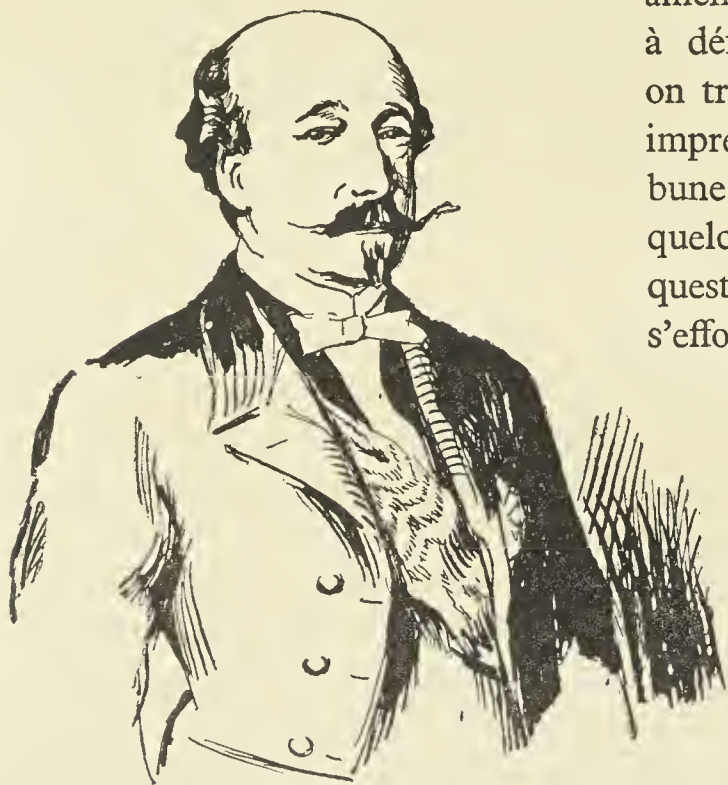
« Vive Napoléon ! », parfois « Vive l'Empereur ! » Mais, quelles étaient les dispositions de la garnison de Paris ? On décide qu'une grande revue aura lieu, le 10 octobre 1850, au camp de Satory. Changarnier, invoquant un règlement antérieur, interdit les cris sous les armes. Au défilé, la ligne reste muette, tandis que la cavalerie, avec un entrain extraordinaire, crie : « Vive Napoléon ! » Il y aurait donc deux règlements, deux commandements, deux armées ! Changarnier maintient son ordre ; le président réplique en déplaçant le général Neumayer, qui l'a fait exécuter par la ligne. Rumeur immense dans l'Assemblée et dans le pays. Le prince Jérôme Napoléon interpelle dans l'intention, assure-t-il, de faire pièce à son cousin ; mais qui peut savoir avec cet homme ? Le ministre de la Guerre demande un délai pour répondre. Changarnier, à la tribune, invoque le droit de l'Assemblée et l'unité de commandement. Interrogé sur ses pouvoirs et sur ses intentions, il avait dit : « Je n'attends qu'une signature de M. Dupin. » Une signature de Dupin... Il l'attendra longtemps.

Le prince-président ne perd pas une minute ; pressé par ses conseillers les plus résolus, Fleury, Persigny, Morny lui-même, le temporisateur Morny, il se décide à en finir avec ce général encombrant. L'armée n'a qu'un chef, le ministre de la Guerre, et c'est le président qui nomme les ministres. Si les généraux qui se succèdent à ce ministère, d'Hautpoul, Schramm hésitent, si le conseil des ministres lui-même a peur, Persigny trouvera bien des hommes plus décidés. Voici un général, bonapartiste de naissance, qui n'aime pas Changarnier, Regnault de Saint-Jean-d'Angely. On l'emboîte dans un ministère en formation où Persigny sera, s'il le faut, ministre de l'Intérieur. Les chefs de la majorité invoquent, en vain, l'article 32 de la Constitution : « L'Assemblée fixe l'importance des forces militaires établies pour sa sûreté, et elle en dispose. » C'est bien de cela qu'il est question : il est question du commandement et du pouvoir du dernier mot. Regnault de Saint-Jean-d'Angely signe, le 8 janvier 1851, la mesure par laquelle Changarnier est remplacé au commandement de l'armée de Paris par le général Baraguey d'Hilliers et au commandement de la garde nationale par le général Perrot. Changarnier s'incline.

L E PRÉSIDENT CONTRE L'ASSEMBLÉE. A l'Assemblée, c'est une tempête, LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION une tempête de couloirs, puis une grande séance de discussion, selon le rite. Thiers s'est chargé de la protestation des *Burgraves*, de la plainte de la majorité. Mais, que peuvent les discours ? Il parle admirablement, énergiquement ; cependant, son exhortation à l'Assemblée s'achève

par une parole de résignation : « Si l'Assemblée faiblit, au lieu de deux pouvoirs, il n'y en aura plus qu'un : l'Empire est fait. » Et il en était ainsi. L'Assemblée se satisfait platoniquement par le vote d'un ordre du jour. Elle déclare « qu'elle n'a pas confiance dans le ministère ».

Le président, suivant sa double politique habituelle, paraissait désirer un accord. Il constitue d'abord un cabinet d'affaires qui pouvait devenir, au besoin, un cabinet de coup d'État. Puis, ayant masqué son but, il se retourne vers l'Assemblée et



LE DUC DE MORNAY (D'après un daguerréotype).

affiche un dernier ministère parlementaire : à défaut d'Odilon Barrot, un peu froid, on trouva Léon Faucher. Celui-ci, arbitre imprévu, déclare solennellement à la tribune qu'il n'acceptera jamais une violation quelconque de la légalité : « S'il en était question contre l'Assemblée, la tribune s'effondrerait pour ensevelir l'orateur sous

ses débris. » Ainsi parlaient les hommes de 1848. Ce parlementaire confiant allait tisser le linceul dans lequel l'Assemblée devait être ensevelie. Sauf lui et quelques sourds-muets, le ministère était un nid de bonapartistes. Le terrain d'entente paraissait tout trouvé ; le pays lui-même, par la presque unanimité des conseils généraux, l'indiquait avec insistance : il s'agissait d'obtenir, de

l'Assemblée, la révision de la Constitution *de façon à ce que fût autorisée la réélection du président*. La Constitution avait admis le cas de révision par l'Assemblée législative : elle avait exigé seulement, pour que le vote fût acquis, une majorité des trois quarts des représentants. Le président acceptait cette solution réclamée par le pays. Selon leurs intérêts ou leurs calculs, les partis dans l'Assemblée prenaient les positions suivantes : les légitimistes, cherchant une restauration dynastique, voteraient une révision totale ; les républicains, espérant imposer la République jacobine, étaient divisés : les uns votant *non*, par peur du bonapartisme, et les autres votant en sens contraire ; les orléanistes préféraient défendre la Constitution qui leur laissait un espoir de remplacer le Bonaparte ; enfin un nouveau parti, les « élyséens »,

était décidé à mener la chose à bout : 233 de ce parti signèrent la demande de révision. Tocqueville, toujours égaré loin de ses propres sentiments, exposa devant l'Assemblée les raisons de la révision totale. Ce qui était à prévoir par la plus simple des opérations arithmétiques arriva : sur 724 votants, la révision obtint 446 voix ; il en eût fallu 543 pour atteindre le quotient. Le président avait offert à l'Assemblée un moyen légal d'accord. Elle l'avait rejeté : c'était elle qui voulait le conflit.

Le président, certain d'avance qu'on allait à une rupture, avait pris ses précautions. Il avait placé au commandement de l'armée de Paris deux hommes à lui : le général Magnan et le général de Saint-Arnaud. Fleury avait découvert celui-ci en Algérie : on lui avait préparé une expédition facile contre des tribus insoumises et il avait été consacré par la victoire. Avec lui, les Aboville, les Canrobert, les Espinasse. Ces précautions une fois prises, on mit les fers au feu pour le grand dessein. A quelle époque remontait-il ? A toujours. L'objectif du prince avait toujours été l'Empire. Au lendemain de Strasbourg, il avait écrit, qu'on se souvienne :

En 1833, l'Empereur et son fils étaient morts. Il n'y avait plus d'héritier de la cause impériale ; la France n'en connaissait plus aucun... Pour le peuple, la lignée était rompue. Tous les Bonaparte étaient morts. Eh bien ! j'ai rattaché le fil. Je me suis ressuscité de moi-même...

Et c'est l'homme de « la lignée » qui, avec ses six millions de suffrages, manquerait au peuple qui l'appelait ! Il céderait devant les injonctions d'une Assemblée divisée et déconsidérée ! Au lendemain de l'élection de cette même Assemblée, le 16 mai 1849, le propre frère du président, petit-fils de la main gauche de Talleyrand, homme d'affaires et de sport, de sang-froid, de calcul et de silence, dont les relations souterraines avec le président étaient à peu près inconnues du public (hier encore elles étaient mises en doute par l'histoire), Morny écrivait à sa « belle-mère », la femme de Flahaut (car les parentés singulières abondaient dans ces familles) : « Il n'y a que l'Empire qui pourrait nous sauver... D'ici peu, il se passera de grandes choses ». Observez que, un an auparavant, Morny jouait, dans le camp orléaniste, un jeu difficilement explicable, mais qui s'explique maintenant que l'on connaît le dessous ; il travaillait pour son demi-frère, malgré que celui-ci ne lui confiât pas tout. Au mois d'octobre de la même année 1849, on avait fait venir de Londres le père de Morny, l'ancien amant de la reine Hortense, Flahaut, vieux routier de la politique, des salons et des cours ; il allait voir Thiers, fréquentait Guizot, se renseignait sur Frohsdorf. On pesait les forces, on cherchait les voies, on s'assurait des portes de derrière. L'expérience de tout un siècle se retrouvait là.

On se garda bien de rompre tout à fait, soit avec la majorité, soit avec le parti révolutionnaire ; toutes les combinaisons étant possibles, tous les concours pouvaient être utiles. En octobre 1850, après la mort de Louis-Philippe, Flahaut va, correctement, rendre visite à la reine Marie-Amélie et à la duchesse d'Orléans. Tant l'avenir est confus, tout restant possible, concevable, soit par nécessité, soit par besoin d'en finir, soit par fourbe. Mais, une fois opéré l'étranglement de Changarnier, les décisions sont arrêtées : le président a pris position. L'Assemblée est, maintenant, coupée de toute relation avec l'armée ; elle est sans contact avec le peuple depuis longtemps : les assemblées ne sont jamais populaires. Il faut l'empêcher de réaliser le seul espoir qui lui reste : la fusion.

Les entourages de la duchesse d'Orléans pensent toujours qu'avant quelques mois, elle sera avec son fils à Paris. Thiers a rompu définitivement avec le président. Mais Thiers, confiant dans « l'élite », comptait manœuvrer encore par le suffrage restreint ; son mot sur « la vile multitude » l'handicapait pour longtemps ; il ne s'en doutait pas. Lui, si intelligent, si averti, n'avait pas compris que le grand fait acquis depuis les journées de 1848, c'était l'avènement du suffrage universel. Il fallait, qu'à cet « homme de gauche », à ce fervent de la « révolution », un Bonaparte vînt apprendre, une fois encore, ce qu'on pouvait faire avec la « gauche », avec « la révolution ». Flahaut, après avoir été à Londres sonder et travailler l'opinion anglaise, les salons, la presse, le gouvernement, est revenu à Paris. Il cause longuement avec le prince, Morny entre les deux. Une fois le projet de révision rejeté par l'Assemblée, le président n'a qu'à lever le doigt pour attacher à sa fortune cette force nouvelle qui lui avait déjà apporté gratuitement six millions de voix, le suffrage universel. Écartés par la loi du 31 mai, 3 millions d'électeurs en avaient gardé une rancune mortelle. Il suffisait de leur restituer le droit de vote, en abrogeant la loi du 31 mai, pour se les assurer d'un seul coup. Le président donne l'ordre à son nouveau ministre parlementaire, Faucher, d'avoir à déposer un nouveau projet de loi portant abrogation de la loi du 31 mai. Faucher jette les hauts cris et rend son portefeuille. C'est justement ce qu'avait prévu le prince. Débarrassé du dernier des parlementaires, il constitue un cabinet de comparses avec, à la tête, un certain Thorigny, mais qui avait, à la Guerre, Saint-Arnaud et, à la préfecture de police, Maupas (27 octobre 1851). Lamoricière avait dit : « Quand vous verrez Saint-Arnaud ministre de la Guerre, dites : « Voilà « le coup d'État ! »

L'Assemblée était en vacances : sur la proposition du préfet de police, Carlier, prédécesseur de Maupas, il avait été question, un moment, de la dissoudre pendant que ses membres étaient dispersés. Mais Saint-Arnaud ne voulut pas se

prêter à l'opération : il appréhendait la guerre civile avec des chefs énergiques et qualifiés soulevant de lointaines Vendées. Il préférait agir à Paris et tout ramasser d'un coup de filet : ce ne fut que partie remise. L'Assemblée, réunie le 4 novembre, songe à se défendre. Il n'est que temps. Mais où est sa force ? Quelle est même sa volonté ? Une idée vient aux questeurs, qui ont la charge de veiller à la sécurité de l'Assemblée. Un décret du 11 mai 1848 attribuait au président de l'Assemblée constituante « le droit de requérir directement les troupes ». Si ce texte devenait applicable à l'Assemblée actuelle, les moyens légaux seraient assurés, à supposer qu'un texte de loi suffît pour arrêter un homme résolu. Mais l'Assemblée ne sait même pas se mettre d'accord pour se défendre elle-même. Trois partis, monarchistes, montagnards, « élyséens », s'opposent au cours du débat. Les républicains, malgré les objurgations de Cavaignac et de Charras, craignent de faire le jeu des royalistes en votant la proposition. Ils comptent sur le peuple et Michel (de Bourges) montre du doigt la « sentinelle invisible ». Il s'agit du suffrage universel ! La proposition est rejetée à sept voix de majorité (13 novembre). Le bruit court que Thiers et ses amis, comptant sur un triomphe, avaient projeté la mise en accusation du président avec la réunion permanente de l'Assemblée. Mais, après le vote, les divisions sont telles, le désarroi tel, telle l'obscurité, que tout le monde s'en remet à la fatalité, au hasard, fut-ce à un coup de force. On verra bien.



COMTE FLAHAUT DE LA BILLANDERIE

(D'après une gravure de Cherin).

LE COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE

Deux décembre : anniversaire d'Austerlitz, nuit du coup d'État... Tout était prêt. Flahaut écrit : « La décision était prise à l'Élysée, le jeudi 27 novembre ». Six personnes sont dans la

confiance : Morny, Saint-Arnaud, Maupas, Fleury, Persigny, Flahaut ; les autres n'avaient que des rôles secondaires : Saint-Georges à l'imprimerie nationale, Vieyra à l'état-major de la Garde nationale, Béville, etc., et étaient avertis de n'avoir qu'à se tenir prêts : c'était tout. On parlait d'un mouvement révolutionnaire à réprimer.



LE MARÉCHAL DE SAINT-ARNAUD
(D'après Raffet).

Dans la nuit du 1^{er} au 2 décembre, il y avait, comme tous les lundis, soirée à l'Élysée. Le président reçoit son monde avec son flegme et sa douce humeur habituels. Morny fait une apparition à l'Opéra-Comique ; on lui parlait du « coup de balai » qui était le bruit de la ville, et lui de répondre : « Dans ce cas, je tâcherai de me mettre du côté du manche. » Sang-froid, coup d'œil, il était le ministre rêvé pour un coup d'État. Maupas, à la préfecture de police, était aussi très décidé, mais un peu émotif, un peu gaffeur. Suivons, d'abord, l'impression, dans le groupe qui entoure le président. Morny lui-même télégraphie, du ministère de l'Intérieur, à Mme de Flahaut à Londres, le 2 décembre à la première heure : « L'Assemblée est dissoute ; le président lance un appel au peuple. »

Ce même jour, un peu plus tard, Flahaut écrit à son tour :

Je rentre, à l'instant, de traverser le pont de la Concorde où j'ai accompagné Auguste (Morny) vers le ministère de l'Intérieur, dont il allait prendre possession. La Chambre est occupée et entourée par la troupe. Beaucoup de per-

sonnalités doivent être arrêtées. Les troupes haïssent l'Assemblée. Le succès à Paris ne fait aucun doute.

Et le 3 décembre :

Hier, journée tourmentée et angoissante, parce que nous ne savions pas comment les choses tourneraient... Elles se passent aussi bien qu'on peut le souhaiter et tout semble, à présent, simple et aisé. Le peuple a l'air parfaitement satisfait. Il est bonapartiste et républicain (voilà l'origine du malentendu qui pèsera sur tout le règne). Toutes les nouvelles de Paris et des départements sont bonnes. Les noms de Bonaparte et de Napoléon semblent magiques.

Le général Magnan, homme froid et de peu de scrupule, exerçait le haut com-



LA SORTIE DE L'ÉLYSÉE LA NUIT DU 1^{er} AU 2 DÉCEMBRE 1851 (Composition de G. H.).

mandement sur les troupes de Paris, fortes de plus de soixante mille hommes. Son plan était, si l'opposition descendait dans la rue, de l'écraser d'un coup.

A l'aube tardive du 2 décembre, par un temps sombre et humide, Paris se

réveille et descend, comme de coutume, à son travail. On s'attendait à tout et l'on ne se doutait de rien. Quelques sergents de ville dans les carrefours et, d'espace en espace, quand on avance vers le centre, des pelotons de soldats « gais et bons enfants, avec l'expression que donne la conscience d'être le maître » (Hubner). Les curieux s'arrêtent et lisent les affiches officielles ; ainsi, ils commencent à former des groupes, « d'abord des gens bien mis, puis des blouses » : « Tout le monde, les bons comme les méchants, semblaient pris au dépourvu et avaient l'air de gens qui n'y comprennent rien. »

Les opérations politiques étaient du ressort du préfet de police : Maupas avait su les mener avec habileté et célérité, durant les dernières heures de la nuit : affichage des proclamations du président ; occupation du palais de l'Assemblée ; dissolution de la Chambre ; arrestation des membres influents de la majorité et des chefs supposés d'une résistance quelconque, le tout conformément à un programme, minutieusement expliqué aux exécutants. Le colonel Espinasse avait occupé le palais de l'Assemblée et arrêté les questeurs, le général Le Flô et Baze ; le président Dupin, après avoir protesté, était retourné se coucher. Les arrestations ordonnées avaient eu lieu : celles des militaires, Cavaignac, Bedeau, Changarnier, Lamoricière, le colonel Charras, celles des civils, Thiers, Roger du Nord, Trélat, Valentin, Greppo, Nadaud, Miot, Baune, Lagrange et une centaine d'hommes de main, le tout à domicile, sans incident. Les tentatives de quelques membres de l'Assemblée pour se réunir en d'autres locaux qu'au Palais-Bourbon occupé, sont empêchées ou dispersées ; la plus sérieuse est celle de la mairie du X^e, rue de Grenelle : deux cent vingt députés se sont retrouvés là et ont parlé d'agir, mais d'actes point. La première sommation les soumet : ils se rangent docilement comme une sortie de collégiens et sont conduits à la caserne du quai d'Orsay, puis à Mazas ou au Mont-Valérien. Paris se trouve ainsi en présence d'un fait accompli et de ce régime nouveau dont l'instruisent les affiches officielles imprimées d'urgence et dans le plus grand secret, la nuit, à l'Imprimerie nationale : l'Assemblée dissoute, le suffrage universel rétabli par l'abrogation de la loi du 31 mai, l'état de siège décrété, le peuple français convoqué dans ses comices du 14 au 21 décembre. Une autre affiche annonce que le prince-président soumettra à la ratification populaire une nouvelle Constitution qui, inspirée de celle de l'an VIII, maintient la République, proroge pour une période de dix ans les pouvoirs du président, organise un nouveau régime délibératif par la création d'un Sénat, d'un Conseil d'État, d'un Corps législatif. La nation décidera : si elle rejette la Constitution proposée, le président remettra le pouvoir à une nouvelle Assemblée constituante. Une troisième affiche

est une adresse à l'armée dont le président exalte le dévouement : « Je compte sur vous, non pour violer la loi, mais pour faire respecter la première loi du pays, la souveraineté nationale. »

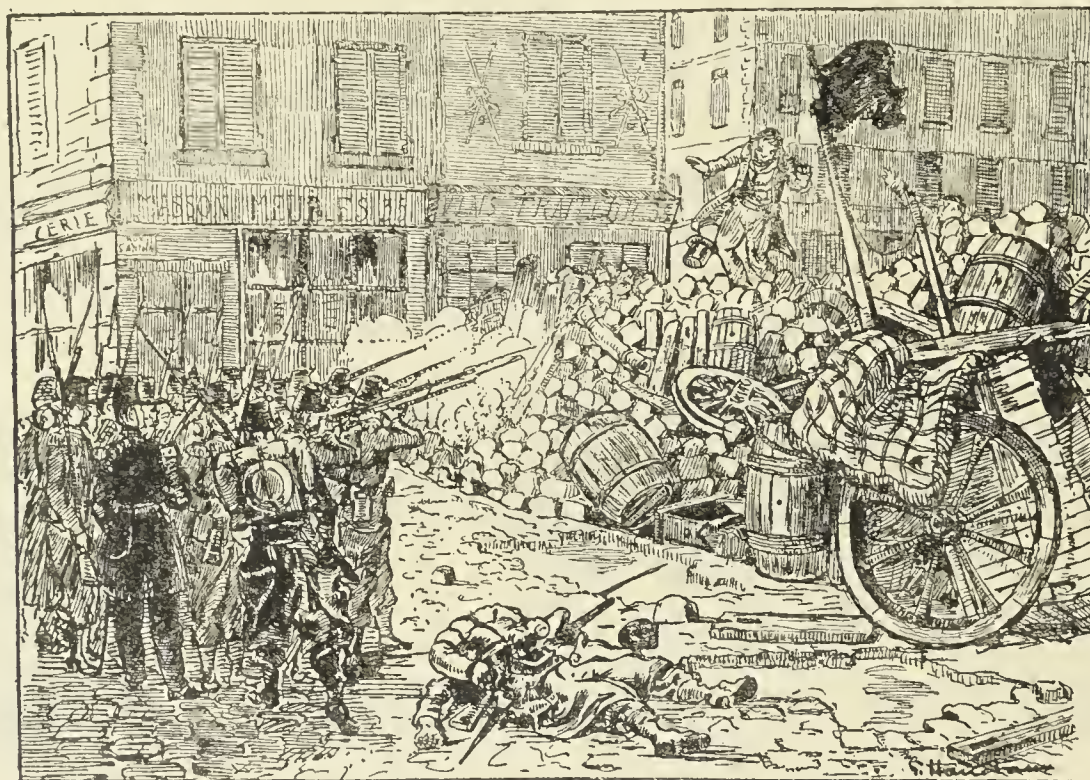
L'Assemblée étant dissoute, la résistance légale étant impuissante, il ne restait plus qu'une question : quel accueil « l'opération de police un peu rude » recevrait-elle du pays lui-même ? Attendrait-il de manifester ses sentiments jusqu'à la date du scrutin ? C'est là qu'on faillit trouver la pierre d'achoppement. Le Paris bour-



ARRESTATION DES DÉPUTÉS LE 2 DÉCEMBRE 1851

geois n'a pas coutume de faire, à lui seul, des révolutions. Un peu surpris, un peu mécontent, un peu railleur, tout compte fait il ne bougera pas. Quant au peuple, hostile à l'Assemblée, hostile aux généraux depuis les journées de Juin, il est plutôt disposé, lui aussi, à laisser faire, à voir venir, attendant, pour se prononcer, d'être éclairé sur la partie qui se joue entre politiciens. Cependant, quand il eut l'intuition qu'il s'agissait d'une sorte de mainmise sur la République et que la liberté était menacée, quand quelques députés énergiques eurent annoncé la formation d'un « Comité insurrectionnel », ces « grandes paroles », qui l'avaient toujours ému, le touchèrent. Le 2 au matin, le président, accompagné du roi Jérôme, de Flahaut et de quelques autres, avait fait une tournée à cheval, sur les boulevards. Il avait été bien accueilli. La journée du 2 était la journée de la surprise. Celle du 3 fut la

journée de l'incertitude ; celle du 4 allait-elle prendre la tournure d'une journée de résistance et d'émeute ? Des rassemblements armés se formèrent ; on se mit à élever des barricades, on s'attroupa devant les bâtiments officiels. Maupas prit peur ; il se crut cerné à la préfecture de police. Il accablait Morny et Magnan d'appels urgents. Les troupes ne se montraient pas. Des barricades de plus en plus nombreuses, dont plusieurs formidables au faubourg Saint-Antoine, au coin de la rue Sainte-Marguerite, etc. Là quelques coups de feu. Le représentant Baudin est



LA MORT DE BAUDIN (Composition de G. H.).

frappé à mort. Appel aux armes ! L'émotion est à son comble ; un centre de résistance s'organise au faubourg du Temple. Des hommes connus, Victor Hugo, Schœlcher, haranguent le peuple, dénoncent « le crime ».

Magnan avait promis d'agir, s'il le jugeait à propos, le 4 au matin. On le presse. Il ne se presse pas. Dix heures ; midi ; une heure. A une heure, enfin, ordre est donné aux troupes de descendre dans Paris. Soixante mille hommes, infanterie, cavalerie, artillerie, procèdent à une occupation brutale des quartiers populaires ; ils débouchent de partout, chargeant devant eux les « factieux ». Un mouvement concentrique admirablement mené enserre et écrase l'insurrection. La manœuvre s'achève par une fusillade, apparemment inutile, sur des curieux ou des plaisants

massés en un point du boulevard. Les soldats tiraient sur les « bourgeois ». En un clin d'œil, on eut raison de « l'émeute des paletots ». Le 5 décembre, l'ordre régnait dans Paris. Le peuple avait vu avec indifférence passer la troupe des parlementaires qu'on conduisait à Mazas. Deux jours après, il apprit, avec la même indifférence, que la plupart d'entre eux étaient mis en liberté.

La province, moins sceptique peut-être, manifesta, dans une quinzaine de départements, quelque velléité de résistance. A Clamecy, à Bédarrioux, à Digne, à Forcalquier et sur quelques autres points, notamment dans le Sud-Est, de bons républicains, des sectaires, des illuminés, ou bien aussi des amateurs de désordre, de simples égarés, croyant que Paris résistait, prirent le fusil, la fourche, occupèrent des mairies, ouvrirent des prisons. Mais, que peuvent Clamecy, Digne, Forcalquier ? La troupe était fidèle, les fonctionnaires pleins de zèle, les « factions » inermes. Quelques fusillades, des arrestations sans nombre, la répression par les fameuses « commissions mixtes ». Deux mille morts peut-être, 26 000 arrestations ou poursuites, près de 10 000 déportations en Algérie, 230 à la Guyane ; des condamnations à l'exil à peu près aussi nombreuses, sans parler des « pros crits », des « momentanément éloignés » et de ceux qui se sentant « suspects » disparaissent, se terrent, gagnent l'étranger, changent de domicile, même de nom, tel est le tribut que la « légende républicaine » paye à la « légende bonapartiste », sa sœur. Les deux tricolores se séparent et s'opposent. De grandes leçons viendront de ces heures sombres ; de lourds châtements s'y préparent.

L E PLÉBISCITE Le 2 décembre était un pseudo 18 Brumaire, conduisant
P OUR L'EMPIRE à l'Empire, tout le monde le savait. Cependant Louis-Napoléon poursuit avec son flegme ordinaire sa marche oblique vers le but qu'il s'est proposé. Le peuple aura d'abord à se prononcer sur une formule rédigée avec le concours d'une « commission consultative » et qui est ainsi conçue : « *Le peuple veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon Bonaparte et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour faire une Constitution sur les bases proposées par sa proclamation du 2 décembre.* » C'est un « plébiscite », procédure que l'Empire a recueillie de la Révolution et qui se borne, en somme, à obtenir du peuple une délégation directe de sa souveraineté. A la question qu'on lui pose, en des termes savamment captieux, le peuple répond par « oui » ou par « non », et sa réponse aliène l'exercice de ses droits souverains entre les mains d'un mandataire. Le peuple décide qu'un homme, choisi par lui, fera, pour lui, ce qu'il ne peut pas faire lui-même ; le mandaté est unique et sans contrôle. Confiance en la personne, sans condition ni surveillance.

Le peuple sait et décide : *plebis scitum*. La réponse du peuple à la question posée fut, le 20 décembre 1851, d'une autorité sans réplique : 7 500 000 *oui*, 640 000 *non*. La république était maintenue, avec le correctif d'une dictature à temps. La dictature n'est-elle pas, d'ailleurs, un corollaire classique de la République ? Rome l'a connue, instituée, régularisée. Quand les choses vont mal, la République accepte et même recherche un dictateur. Béranger avait conseillé à Lamartine « une dictature de dix ans ou à vie pour donner à la liberté le temps de devenir une habitude... »

Une fois la délégation accordée par un tel vote, le prince-président pouvait faire son lit à sa taille ; et il mit, en effet, sur le chantier, une Constitution nouvelle, libellée selon les principes indiqués dans l'affiche du coup d'État. Ce fut la Constitution du 14 janvier 1852. Inutile d'insister sur les traits de cette Constitution puisqu'elle fut encore plus éphémère que celle qui l'avait précédée. Le temps qu'elle dure est l'antichambre de l'Empire. Dès 1847, le prince n'avait-il pas écrit à Louis Blanc, de sa prison de Ham : « Mon *credo*, c'est l'Empire. » Les apparences républicaines sauves, la dictature de transition est établie dans ces termes : responsabilité du chef de l'État et suppression du régime parlementaire, c'est-à-dire de la responsabilité ministérielle et de la décision collective.

Telle quelle, cette Constitution avait été rédigée par un légiste, Rouher. Une fois la ratification obtenue par le vote populaire, le prince-président choisit, pour la période d'arbitraire, un confident de la première heure, un séide, un aventurier intelligent, mais autoritaire et irascible, Persigny. Celui-ci s'installe à l'Intérieur. Déjà les mesures qui préparent l'Empire sont sur le chantier ; de l'argent d'abord, et ces amis que procure l'argent : cela est obtenu, par une large mainmise sur les ressources disponibles, concessions de chemins de fer, conversion de la rente, augmentation de la liste civile, décrets de restitution ou confiscation, — comme on veut, — des biens de la famille d'Orléans ; d'autre part, mesures de préparation, de précaution et de contrainte ; décrets sur les élections rétablissant le scrutin d'arrondissement, décrets sur la presse (autorisation préalable, suspension ministérielle après deux avertissements, etc.), poursuites, condamnations, surveillances policières, le tout alternant avec des grâces personnelles, des faveurs imprévues, la distribution des places, le remplacement des préfets, et sous le manteau, séductions, promesses, fléchissements de conscience. « Que les méchants tremblent et que les bons se rassurent. » Peu à peu, on dévoile le but ; l'on s'y porte, non sans détours. Les Chambres (Corps législatif et Sénat) se réunissent le 20 mars 1852. Le prince-président les reçoit solennellement aux Tuileries, salle des Maréchaux. Dans sa déclaration, il proteste de son attachement à la République. Cependant...

Cependant, si les partis, par leurs sourdes menées, cherchaient à saper les bases de mon gouvernement, il pourrait être raisonnable de demander au peuple, au nom du repos de la France, un nouveau titre qui fixât irrévocablement sur ma tête le pouvoir dont il m'a revêtu.

Les officiels, ainsi avertis, ont saisi et prennent l'alignement. D'ailleurs, Persigny ne les abandonne pas à leur propre inspiration. Le président commence une tournée dans le Sud-Ouest :

Prenant sur moi, écrit Persigny, l'énorme responsabilité de la nouvelle évolution politique à accomplir, je calculai que si, par des instructions secrètes aux préfets des premiers départements de l'itinéraire, je parvenais à donner au voyage le caractère désiré, il suffisait d'annoncer aux autres préfets, comme aux populations, les manifestations populaires...

Et, ces instructions, les voici : tout doit être arrangé pour que le président soit accueilli au cri de : « *Vive l'Empire! Vive l'Empereur!* » Et ne nous trompons pas, ajoute la circulaire, « il faut que le neveu de l'Empereur soit non pas Napoléon II, mais Napoléon III ». Car les Napoléons sont une dynastie et leur restauration est héréditaire. Restait une dernière précaution à prendre. La légende impériale était, dans l'esprit public, en

France et au dehors, par-dessus tout militaire et guerrière. Il pouvait arriver que l'Europe prît l'alarme ; et puis, le peuple lui-même, dans son ensemble, n'aime pas la guerre. Le voyage, qui n'avait été qu'une longue acclamation de l'Empire, s'achevait par Bordeaux, la grande ville commerçante qui, plus que nulle autre, a besoin d'ordre et de stabilité : le 9 octobre, au banquet de la Chambre de commerce, le président dit les paroles décisives : « Pour faire le bien du pays, il n'est pas besoin d'appliquer de nouveaux systèmes, mais de donner, avant tout, confiance dans le présent, sécurité dans l'avenir. Voilà pourquoi *la France semble vouloir revenir à l'Empire...* » Et, marchant au-devant de l'objection prévue : « Il est une crainte à laquelle je dois répondre. Par esprit de défiance, cer-



D. B.

PERSIGNY (D'après une lithographie de Bougnier).

taines personnes se disent : l'Empire, c'est la guerre ! Moi je dis : *L'Empire, c'est la paix !* C'est la paix, car la France la désire et quand la France est satisfaite, le monde est tranquille. » Tel est le fameux discours de Bordeaux : il vole sur les lèvres des hommes, tandis que le prince-président se hâte de rentrer à Paris. Il y était le 16 octobre. La foule l'accueille aux cris mille fois répétés de : « *Vive l'Empereur !* » Le président du Conseil municipal exprime officiellement le vœu de la nation : « La voix du peuple demande que votre pouvoir s'affermisse afin que la stabilité du présent soit la garantie de l'avenir. »

La décision est prise. Le 4 novembre 1852, le Sénat se réunit ; un groupe de sénateurs, trié sur le volet, soumet au corps gardien de la Constitution la proposition que celle-ci soit modifiée et que la République prenne la forme impériale. L'Empereur accepte : « Reprendre le système impérial, dit-il dans son message, est pour la France d'une immense signification. Dans le rétablissement de l'Empire, le peuple trouve, en effet, une garantie de ses intérêts et une satisfaction à son juste orgueil... » « Intérêts », « orgueil », tout l'Empire qui se construit tient dans ces deux mots. Le 7 novembre, un sénatus-consulte décide de soumettre au plébiscite une formule nouvelle par laquelle « *la dignité impériale est rétablie dans la personne de Louis-Napoléon Bonaparte, avec hérédité.* » Le rapporteur du sénatus-consulte, Troplong, parle comme Bossuet : « Un homme fort s'est rencontré. » Le vote populaire était fixé au 21 novembre et le Corps législatif était convoqué le 25 pour procéder au recensement des votes. Les résultats furent les suivants : *pour* : 7 824 189 ; *contre* : 253 145 ; abstentions : 2 062 798. Le chiffre des abstentions parut élevé ; mais celui du vote affirmatif était écrasant. La deuxième république achevait sa courte et troublante carrière. Le 2 décembre 1852, jour fatidique, le nouvel empereur, Napoléon III, faisait son entrée à Paris.





CHAPITRE XVII

AVÈNEMENT DU SECOND EMPIRE. — LE SYSTÈME IMPÉRIAL.

La politique générale de Napoléon III. — Le refus de l'élite. Le personnel impérial. — La Constitution impériale. — L'hérédité. L'impératrice Eugénie. — Le nouvel Empire et la gloire militaire. — Les élections de 1857. — L'attentat d'Orsini et la question italienne. — Les traités de commerce et le sénatus-consulte de 1860. — L'opposition des Cinq. Le Mexique. — Les élections de 1863. Rouher.



Le second Empire fut consacré surtout à la politique extérieure : l'état de guerre étant à peu près permanent, c'est par intervalles seulement que le chef de l'État se consacra aux affaires intérieures. En me référant au livre de M. René Pinon, je dois rappeler brièvement ici le sens général des affaires du dehors ; car la politique intérieure du règne leur est subordonnée.

L A POLITIQUE GÉNÉRALE DE NAPOLEON III

Le neveu de Napoléon avait le sentiment inné que la nation se résignerait à l'éclipse de la liberté si elle obtenait la gloire des armes et les larges satisfactions de l'orgueil national. « La France, disait-il, ne veut rien de médiocre. » Et c'est pourquoi il se consacra à la réalisation du fameux programme de Sainte-Hélène.

La politique de l'Empereur, écrivait-il, consistait à fonder une association européenne solide en faisant reposer son système sur des *nationalités complètes* et sur des *intérêts généraux satisfaits*.

C'est l'essence de ce qu'on appela les « Idées napoléoniennes » et tout le règne s'explique par ces courtes lignes. L'héritier de la légende n'avait pas été le seul à en subir la magique suggestion. Les sept millions de Français qui votaient pour lui pensaient comme lui : romantisme tricolore, retour des cendres, « journées » polonaise, italienne, irlandaise, abolition des traités de 1815, résurrection ou sur-rection des nationalités opprimées, ces idées ou ces hallucinations redoutables emportant le siècle, mais dont les hommes de 1848 eux-mêmes, une fois au pouvoir, s'étaient effrayés, le rêveur de l'Élysée, devenu l'occupant des Tuileries, les avait recueillies comme des forces et comptait s'en servir dans l'intérêt et pour l'honneur de la France. La politique bonapartiste, ressuscitée par lui, à la fois révolutionnaire et conservatrice, s'offrait, d'une part, aux peuples comme instrument de leur libération et, d'autre part, aux pouvoirs établis comme garante de l'ordre. Attelage difficile de deux principes opposés, mais qu'une main ferme et souple se promettait de diriger. D'abord révolutionnaire, elle visait à un remaniement de l'Europe par l'abolition des traités de 1815, et c'est en cherchant un biais pour y atteindre que l'Empereur avait rencontré la « politique des nationalités ». Il s'attache à cette difficile, mais tentante réalisation et l'adapte, tant bien que mal, à la politique traditionnelle des « frontières naturelles » ; agitant tantôt la question des Alpes, tantôt la question du Rhin, tantôt la question belge, tantôt la question du Luxembourg, réussissant pour la Savoie et pour Nice, il ira, dans l'ensemble, d'illusions en déceptions jusqu'à la chute finale. En Italie il soutient à la fois le Pape et le roi Victor-Emmanuel ; il recherche, en Europe, à la fois l'alliance anglaise et l'alliance russe ; en Allemagne, à la fois l'alliance prussienne et l'alliance autrichienne ; ainsi, toujours hésitant, il se tient en état de politique instable, ne saisissant rien énergiquement. On connaît sa conduite avec Cavour : il déchaîne la révolution en Italie et la refoule alternativement ; de même avec la Hongrie : après avoir lancé Kossuth, il l'abandonne ; de même avec l'Angleterre : ayant conçu le dessein de séparer cette puissance de l'Europe continentale, il lui refuse un apaisement sur la Belgique et, après l'avoir servie au delà de ses propres forces, il la mécontente et l'irrite pour l'heure décisive. Conservatrice, sa politique faisait dire d'abord, au roi Guillaume de Prusse : « Nous lui devons nos trônes ; » mais révolutionnaire, elle finit par effrayer tout le monde : on attendait toujours de lui « un deux-décembre du dehors » (duchesse de Dino).

Napoléon III se trouve ainsi ballotté, durant tout son règne, entre les partis et

les interventions contradictoires. Ayant dit : « L'Empire, c'est la paix », il fait la guerre, en la détestant. Bismarck le dessine d'un coup de crayon après Biarritz : « Il rêve et s'en va on ne sait où avec la fumée de sa cigarette. » La ligne dominante du règne est tracée par un de ces hommes d'affaires solides, nourris dans la carrière, M. de Banneville, ministre à Berne, qui, dès 1866, indique la tare du système :

Ce que je reproche à ce qui se fait, c'est de n'être pas français : faites de la politique à la diable, si vous voulez, mais ne faites pas de la politique de songe-creux ; faites de la politique révolutionnaire, si c'est votre goût, votre tempérament, votre nécessité (je ne suis pas plus timoré, ni peut-être plus scrupuleux que le roi Louis XIV ou M. de Bismarck), mais, au nom du ciel, faites de la politique française. Vous me dites que c'est la politique de l'Empereur, qu'il vous a répété que si les peuples étaient contents, heureux, satisfaits, il ne voulait pas autre chose... Ne le dites pas trop haut. L'Empereur n'a pas charge des peuples, il a charge du peuple français...

Le sage diplomate signale d'avance les conséquences « d'une politique humanitaire, cosmopolite, démocratique », dont il attribue, généreusement, la responsabilité à « l'illustre ami et voisin de Prangins ».

Pour parer à ces suites fatales d'une conception recueillie dans le legs très mélangé de Sainte-Hélène, il eût fallu un « premier consul », un victorieux : or, l'héritier n'était qu'un héritier. Les loyaux serviteurs nourris dans le sérail des traditions et de la prudence française, un peu trop teintés de philippisme peut-être, n'y comprenaient rien... Encore une fois, le chef de l'État n'était pas seul responsable : il subissait son temps, son programme et les circonstances extraordinaires qui l'avaient, lui et sa légende, porté au pouvoir. Mais il se complaisait incontestablement dans une auréole de fumée, moitié gloriole, moitié nonchalance. Il ne sut pas se saisir des faits réels et les dominer.

L E REFUS DE L'ÉLITE. LE PERSONNEL IMPÉRIAL. Napoléon III, à son avènement, dispose d'une force nationale immense. La Constitution de 1848 avait été emportée comme un fétu par le souffle des six millions de suffrages. Une autre construction eût-elle mieux résisté ? Ce scrutin était la première manifestation du suffrage universel et celui-ci se découvrait, dès l'entrée, comme une formidable machine à broyer la prudence des âges révolus. Le vote plébiscitaire qui confirma le vote présidentiel était un vote paysan, un vote de division, un vote contre Paris, où il restait encore quelque ressentiment des erreurs de Juin. Jules Ferry, expert en la matière, dit :

Un jour, les masses agricoles montrèrent qu'elles pouvaient vouloir. Le paysan voulut couronner sa légende et, d'un mot, fit l'Empire. Ce mot fut passionné, libre, sincère. Il le répéta trois fois.

Nous avons dit comment s'était faite, à l'époque révolutionnaire, l'union des bourgeois et des paysans et comment le régime philippiste les avait maladroitement séparés, même opposés ; et voici,



NAPOLÉON III

(D'après un document photographique).

que, tandis que ces deux parties de la nation continuaient à se tourner le dos, un nouvel élément social était apparu, un élément non propriétaire, l'ouvrier d'industrie, et ses chefs avaient prononcé le mot le plus terrible du siècle et le plus fertile en sinistres résultats : « La propriété, c'est le vol. » A ces mots, le paysan, à la fois dégoûté et effrayé, cherchant son salut dans le sein du bonapartisme, laisse les « bourgeois » voter pour Cavaignac et les ouvriers pour Ledru-Rollin ou Raspail. En présence de ce vote massif, la bourgeoisie s'émeut à son tour. Elle sent son isolement. Sa tactique consistera désormais à rallier les paysans qui sont le nombre, sans rompre avec les ouvriers qui sont l'élan. Ainsi se trouve lancée, essayée et, finalement, acclamée contre l'Empire, par le parti républicain modéré, cette formule infiniment souple qui fera son chemin sous Napoléon III et qui se trouvera prête à lui survivre : la démocratie.

L'Empire avait bien compris qu'il y avait quelque chose à faire dans ce sens. La bonté naturelle de l'Empereur le portait vers les solutions humaines ; l'Impératrice se jetait d'un mouvement vif

vers ceux qui souffraient ; le sentiment « populaire », la préoccupation du bien-être pour les classes laborieuses étaient l'objet de leurs préoccupations sincères. Mais les entreprises impériales tournées vers ce but manquaient en deux points : on y sentait toujours le calcul dynastique ; on y reconnaissait aussi une grave mécon-

naissance de la nature du peuple français. L'Impératrice, malgré sa vive intelligence et sa bonté active, n'avait pas vécu dans l'intimité du pays ; quant à l'Empereur, tout à la politique, il ne connaissait guère en France que Paris ; élu des classes paysannes, il subit, presque sans s'en rendre compte, une influence antirurale. Il se lança dans la politique « ouvrière », dans l'économique « ouvrière ». Sans bien calculer les conséquences, et selon sa destinée qui était de mécontenter tout le monde pour vouloir ménager tout le monde, il s'aliéna les champs sans rallier la ville. La politique d'opposition s'empara de cette fausse manœuvre et s'en servit contre la dynastie. Jules Ferry, plus perspicace, ne s'y trompe pas : après Thiers et avec Pouyer-Quertier, il se prononce de bonne heure *pour* le protectionnisme industriel et rural, *contre* ces traités de commerce dont une polémique imprudente devait faire une apologie si exagérée ; et quand la « République bourgeoise et démocratique » ayant ressaisi le pouvoir fut devenue « conservatrice », elle n'eut qu'à recueillir le vote des paysans détournés à jamais du régime qui les avait séduits.

Nous verrons s'accomplir cette évolution que les événements précipitèrent.

Le vote, en grande partie rural, des six millions de voix pour la présidence, n'en avait pas moins éclaté, au début, sur le monde politique, comme un coup de tonnerre. Les partis bourgeois : légitimistes, orléanistes, républicains modérés, jouaient le jeu parlementaire classique, sans se soucier beaucoup des masses incompetentes, et voilà que tout à coup, celles-ci montent sur la scène et l'encombrent. Abasourdie, « l'élite », comme elle s'appelait elle-même sans fausse modestie, crut d'abord qu'il y avait mal donne et que les choses reprendraient vite leur cours naturel. Avec une inconscience que caractérise le rôle d'un Changarnier, la majorité parlementaire engage, contre le président, la partie de la révision : elle la perd comme elle avait perdu celle du scrutin et Louis-Napoléon reste « le maître de l'heure » avec six et bientôt huit millions de suffrages.

« L'élite » se trouva donc, à sa grande surprise, reléguée dans l'opposition et refoulée en tas, *volens nolens*, sur le mont Aventin. Trois cents députés de toute nuance sont ramassés d'un coup de filet et conduits à Mazas ; mais, dans le filet ils se rapprochèrent et ainsi ils commencèrent à s'habituer à une vie commune qui devait s'appeler par la suite « l'union libérale ». Durant tout l'Empire, l'« élite » bouda, critiqua, épilogua. Le régime ne put ni la vaincre ni la concilier ; ce fut pour lui une faiblesse dont il ne se releva pas. Pour manier les masses, il lui manqua toujours « les capacités » : l'Empire n'eut avec lui ni le duc de Broglie, ni Victor Hugo, ni Berryer, ni Michelet, ni Dupanloup, ni Cousin ; il n'eut ni le clergé, ni les philosophes, ni les orateurs, ni les poètes, ni *l'Univers*, ni les *Débats*, ni le fau-

bourg Saint-Germain, ni le quartier latin. Cette retraite boudeuse des intellectuels et des « salons » le mina lentement mais sûrement. L'Empereur et surtout l'Impératrice s'efforcèrent, durant toute la durée du règne, de ressaisir l'autorité sociale : ils n'y parvinrent pas.

L'Impératrice m'a dit à moi-même : « C'est le faubourg Saint-Germain qui nous a perdus » ; et cette parole explique, en partie, la conduite politique d'une femme qui fut toute politique. La volonté de ressaisir l'opposition ailée, l'opposition de l'esprit explique aussi, sans doute, cette espèce de modération dans l'absolutisme, ces velléités de libéralisme qui atténuent, assouplissent le geste impérial, le tournent même en caresse, non sans l'affaiblir et le compromettre. L'Empereur entend commander, mais il voudrait bien plaire ; son système, sa manière présentent toujours, à côté de la rigueur, une sorte de condescendance et comme une promesse, parfois décevante, d'adoucissement. On ne s'y reconnaît plus.

On attribue au prince impérial, à celui qui se fût nommé Napoléon IV, cette parole : « Un gouvernement démocratique s'appuie sur le peuple, gouverne par lui, mais ne peut exercer le pouvoir que par une élite. » Cette parole n'est qu'un écho : l'Impératrice la répétait souvent. Mais comment créer une élite dans une démocratie qui s'essaye, si l'on est, d'autre part, en rupture avec les aristocraties ?

En l'absence de celles-ci, quels sont, sur cet immense océan plébiscitaire, les éléments qui vont émerger pour fournir le « personnel de l'Empire » ? Presque tous sont fils du hasard. Ils n'ont ni attache, ni origine. Voici, d'abord, les hommes du coup d'État, les Morny, les Flahaut, les Persigny, les Maupas, les Espinasse. D'où viennent-ils ? De partout. Ni groupement, ni union. On se lassera vite d'eux ; pointilleux comme complices, ils deviendront gênants comme compromis. Voici maintenant des transfuges, orléanistes ou légitimistes, un peu décavés, un peu déconsidérés par leur évolution même, peu sûrs et sans crédit. On recrutera encore le bataillon des légistes, prompts à toutes les servitudes, pourvu qu'on fasse place à leur ambition péremptoire et à leur prétention de techniciens : ce sont les Troplong, les Drouyn de Lhuys, les Parieu, les Vuitry, les Baroche, les Rouher, les Billault, les La Guéronnière, parmi lesquels nombre de ces Auvergnats, serviteurs traditionnels des pouvoirs absolus, appliqués, laborieux, dévoués même, hauts en cravates, mais solennels, ils ont la marque du parvenu et le don de faire fuir la popularité. Il y aura, enfin, les hommes d'argent, qui pullulent dans le torrent des grandes affaires, spéculateurs, grands entrepreneurs et financiers, gavés de commandes, enrubannés de cordons, faciles mais suspects par leur facilité même ; si l'on trouve parmi eux des Schneider et des Lesseps, on frôlera les Mirès et les Soubeyran. Le plus



L'EMPEREUR NAPOLÉON III ET LE PRINCE IMPÉRIAL
D'après une photographie.

habile est Fould, le plus caressant des amis, mais le plus trompeur des hommes, et le plus dangereux des conseillers, qui rallie quelques joueurs d'une partie risquée, parfois même les détenteurs de l'épargne, mais jamais, avec certitude, les vrais hommes de l'effort national soutenu.

Tout ce monde, recruté tellement quellement, dévore à belles dents l'énorme gâteau offert par une France que l'industrie nouvelle enrichit alors comme la plupart des autres peuples. Mais la construction n'a aucune solidité ; ce personnel ne tient à rien, ne soutient rien, pas même lui, il s'écroulera à la première fissure. Le cours de la Bourse est le thermomètre de son courage et la santé de l'Empereur la mesure de sa fidélité. L'Empire, fondé en une nuit d'aventure, manquait de base : il eût fallu une conduite supérieure et le génie du Corse pour lui donner à défaut de la durée, du moins la grandeur.



TROPLONG

(D'après une estampe de Lemoyne. Bibliothèque Nationale).

LA CONSTITUTION IMPÉRIALE L'application du suffrage universel à fond et à plein dans sa forme la plus directe, la forme plébiscitaire, avait donc ce premier effet : elle isolait le pouvoir. Manquant de nuances et de finesse, ne s'inquiétant ni de pondération, ni de liaisons, ni de contrepoids, le peuple se donnait tout entier, d'un seul coup, sans précaution et sans protection, à un homme et à ses héritiers. Une délégation de la souveraineté si complète et si absolue ne pouvait passer pour un système politique : il fallait trouver autre chose. Dans le premier essai constitutionnel, celui qui organisait la présidence décennale, on avait dû ménager les apparences républicaines, laisser un certain jeu à la liberté, une certaine autorité au contrôle. Mais, l'Empire proclamé, le masque tombait et voici

ce que les légistes impériaux trouvèrent pour donner une face nouvelle au régime. Le sénatus-consulte de décembre 1852 s'appuie, cette fois encore, comme pièce maîtresse, sur le plébiscite. Le plébiscite, complété par le vote des armées de terre et de mer, avait adhéré au régime dynastique impérial par 8 157 752 suffrages ; il accordait, ainsi, au chef de l'État une superpuissance sans précédent. Comment cette autorité inouïe allait-elle fonctionner dans ses rapports avec l'ordre social établi ? Comment allait s'exercer le commandement ?... Avant tout, suppression du régime parlementaire : le silence remplaçait la discussion. Après l'épreuve de 1848, l'opinion publique était dégoûtée du gouvernement d'une Assemblée. Que voulait dire, pour le gros public, cette formule datant de Louis-Philippe : « Le roi règne, mais ne gouverne pas. » Le gros bon sens, un bon sens assez superficiel, mais bien français, voulait un roi régnant, un gouvernement gouvernant, et c'est pourquoi on s'était rallié, dans un esprit de lassitude et de dégoût, à ce système impérial que son principal auteur, Rouher, devait qualifier « monarchie représentative ». Les deux mots unis signifient, sans doute, que le monarque étant chef par lui-même, la nation est simplement présente auprès de lui. Citons, d'ailleurs, l'exposé du ministre :

Le peuple n'a pas voulu du gouvernement des Assemblées. Il avait été le témoin attentif et inquiet de leurs agitations et de leurs luttes ardentes et stériles... Ce que le peuple a voulu, c'est une monarchie démocratique et représentative, ayant pour base la nation tout entière, ayant pour contrepoids, pour contrôleurs, pour auxiliaires (*c'est ce dernier mot qui est le plus juste*) le Corps législatif et le Sénat, deux grands pouvoirs. L'article 3 de la Constitution dit : « L'Empereur gouverne au moyen des ministres, du Conseil d'État et du Corps législatif. » Mais, s'il occupe le rang plus élevé, l'Empereur est responsable, c'est là son devoir... Les ministres sont responsables devant l'Empereur, devant leur conscience et devant l'opinion. Cette Constitution est perfectible, etc.

La Chambre du suffrage universel ayant perdu son pouvoir politique, était réduite à bien peu de chose. Le Conseil d'État, par contre, voyait grandir son rôle ; il devenait une sorte de conseil de la couronne, avait la confiance du prince, préparait les lois, les présentait au Corps législatif et les défendait devant lui. Par un retour vers l'ancienne monarchie, le pouvoir souverain reprenait quelque chose de sa puissance législative. La restauration de l'autorité du Conseil d'État était, si l'on y regarde de près, le triomphe des « légistes ». Une telle organisation présentait de sérieux avantages, si ce n'eût été le risque d'une certaine confusion des pouvoirs. Le Corps législatif (250 membres), nommé par le suffrage universel direct, votait les lois sur la présentation que lui en faisait le ministre d'État, président du Conseil d'État et orateur du gouvernement. Les autres ministres ne prenaient nulle part aux débats de la Chambre et n'assistaient pas aux séances. Aucune soli-

darité entre eux : il n'y avait pas de « cabinet », chaque ministre étant simplement le chef de son administration. Le Sénat (150 membres) avait surtout un rôle consultatif et pondérateur. Sauf les maréchaux, les cardinaux et les amiraux, membres de droit, les sénateurs étaient choisis par le chef de l'État ; le corps calait le régime de son assentiment et de son expérience : la Constitution lui avait confié la mission peu fatigante de « défendre les libertés publiques ». Le serment exigé des sénateurs, des députés et de tous les agents des services barrait la route aux partisans des régimes disparus.

Quand l'Empire eut été proclamé, les modifications apportées à la Constitution par le sénatus-consulte de décembre 1852 développèrent encore la puissance du chef de l'État, d'abord par l'attribution du droit de grâce et d'amnistie sans restriction, puis par la nécessité imposée au Corps législatif de voter le budget en bloc *par ministère* et non plus *par chapitre*, enfin par le droit reconnu à l'Empereur, non seulement de signer les traités, mais de modifier par décret les tarifs douaniers (préliminaires de la politique de libre échange) et d'autoriser, également par décret, les travaux d'utilité publique et les entreprises d'intérêt général (porte ouverte à l'essor des grandes affaires, caractéristique du règne) En réalité, le régime impérial était autoritaire, plutôt que despotique, l'Empereur se réservant le pouvoir du dernier mot. Quant au pays lui-même, la délégation plébiscitaire lui enlevait toute autorité d'administration ou de contrôle. Sans connaissance des débats des Chambres, dans l'ignorance des raisons d'agir, sans liberté de la presse, sous la pression des candidatures officielles, l'opinion existait à peine.

En fait, sous ce régime renouvelé en partie du Premier Empire, l'administration centralisée était la véritable maîtresse de la politique intérieure. Le préfet impérial, le fameux « préfet du Second Empire », était délégué à l'ordre, à la pensée, à l'activité publique. Seul, il savait, décidait, tranchait ; même il jugeait par les commissions mixtes. Tenant toutes les catégories des fonctions publiques par l'obligation du serment, il usait et abusait par la distribution des faveurs, par la nomination aux emplois, y compris aux fonctions municipales, par les lisières jetées sur le clergé, les écoles, les corps, le travail. Sous prétexte d'alléger les charges du pouvoir central, l'autorité des préfets avait été accrue encore par le décret dit « de décentralisation » du 25 mars 1852. Dans l'ensemble, le peuple, penché sur sa glèbe, s'accoutuma à cette attitude inclinée. Mais la bourgeoisie même provinciale, a conservé, de ces temps, la sensation d'une sorte d'étouffement dans une résignation muette : la liberté en effet, n'est pas exclusivement d'ordre politique ; il y a une façon de se sentir à l'aise dans la vie commune qui contribue,

plus que toutes les constitutions du monde, plus que le suffrage, plus que le bien-être lui-même, au bonheur individuel. Parler et penser sans contrainte, c'est une condition de santé, de belle humeur nationale pour la plupart des hommes et en particulier pour les Français ; la surveillance, la suspicion, la délation, fût-ce à l'état incertain et diffus, toutes ces petites servitudes journalières n'apparaissent guère dans la parade de la publicité ou dans le vaste décor de l'histoire ; mais, en



UN PRÉFET DU SECOND
EMPIRE

fait, rien de plus blessant qu'une ingérence officielle constante, empoisonnant l'intimité des familles, la bonhomie des relations, les rapports des administrés avec les administrateurs. L'étroite vie locale sent, à chaque pas, cette épine invisible. Un médecin, un notaire, un curé, un petit fonctionnaire, soit dans ses contacts avec sa clientèle, soit pour la gestion des intérêts dont il a la charge, soit dans l'exercice de sa mission divine, est oppressé par l'atmosphère de soupçon qui règne autour de lui : il craint tout, même le silence. On ne se plaignait guère et, en tout cas, l'écho de la plainte, se perdant parmi les détours de la « voie hiérarchique », n'arrivait pas jusqu'aux degrés du trône ; mais les hommes indépendants, rien qu'en croisant le regard, communiaient dans le sentiment que la vie moderne est insupportable sans la liberté.

L'HERÉDITÉ. L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

Tranchons ! L'Empereur était tout dans l'Empire. Selon la parole

du président Troplong, c'était « l'homme fort envoyé par la Providence ». Le peuple s'était débarrassé du fardeau de la responsabilité, en le rejetant sur les épaules de « l'héritier », seul debout parmi les ruines. Mais lui-même se sentait bien isolé, au haut de sa pyramide, car cette hérédité tant vantée était sans famille. L'oncle, le roi Jérôme, n'était pas précisément un spécialiste des vertus intimes, rares d'ailleurs chez tous les Bonapartes. Quant aux enfants du roi, le prince Jérôme et la princesse Mathilde, ils brillaient plus par l'éclat de leur intelligence, de leurs fantaisies et de leurs ambitions que par le dévouement à l'impérial cousin.

La France, dont l'opinion, la littérature et l'imagination sont si souvent dérégées, aime, chez ceux qui la représentent, une certaine habitude ou, du moins, une certaine apparence de régularité. Le prince Louis-Napoléon, empereur maintenant, n'était certes pas, non plus, un modèle dans le genre. Mais, au pinacle, il ne pouvait

pas ne pas tenir compte de certaines exigences sociales. Un dialogue s'était engagé entre lui et le président Troplong dans la circonstance déjà rappelée : celui-ci avait émis le « vœu qu'une épouse vînt bientôt s'asseoir sur le trône qui allait s'élever » et le prince, dans sa réponse, avait dit : « J'ai l'espoir prochain d'une alliance qui nous permettra de laisser des héritiers directs. » Les entourages s'étaient mis en quête.

Parmi les familles princières de l'étranger qui, déjà, avaient montré peu d'empressement à s'allier à la famille d'Orléans, on ne manifestait aucune envie de lier le sort d'une fille à la fortune soudaine et peut-être bien éphémère de l'homme de Décembre. Quelques mois s'étaient écoulés et les choses en étaient là, quand le 22 janvier 1853, le Sénat et le Corps législatif furent convoqués aux Tuileries. L'Empereur, se référant au précédent de Joséphine, leur annonça qu'il avait décidé de s'unir à une personne n'appartenant pas aux familles régnantes : il s'agissait d'une Espagnole remarquée par sa beauté et son charme, Eugénie de Montijo :

« En apprenant à la connaître, avait dit l'Empereur dans une allocution où la hauteur du sentiment s'alliait au plus délicat des hommages, vous serez convaincus que, cette fois encore, j'ai été inspiré par la Providence. »

La jeune fille qu'avait choisie l'Empereur était, en effet, une personne du plus haut attrait et du plus rare mérite. Elle appartenait à une famille de la grandesse espagnole qui se rattachait aux Guzman. Sa mère, née Kirk Patrick, et ayant par là du sang irlandais, avait été, au temps de Narvaez en 1847-1848, *camarera mayor* de la reine d'Espagne ; parente des Lesseps, elle avait fait de fréquents

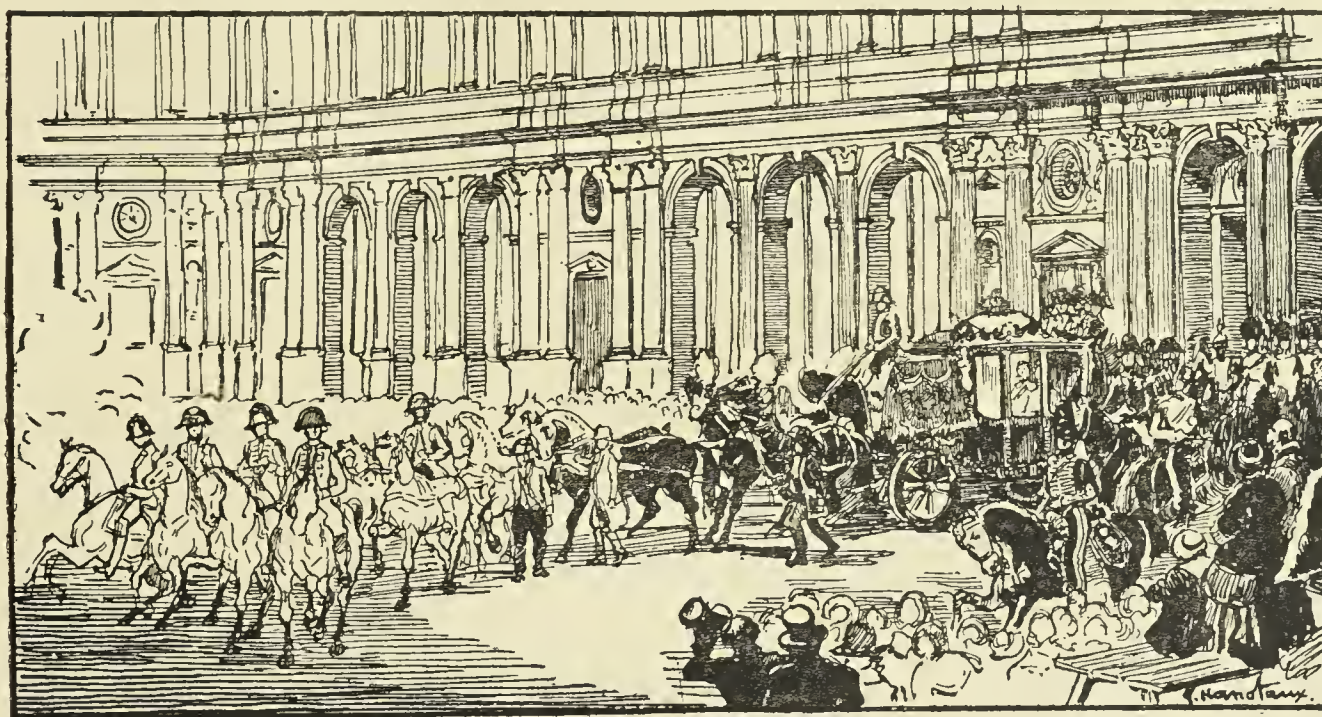


MADemoiselle DE MONTIJO EN COSTUME ESPAGNOL
(D'après une peinture d'Odier).

séjours en France. Ses goûts littéraires et artistiques avaient groupé autour d'elle des hommes de haute valeur intellectuelle, Mérimée, Laborde, Stendhal. Eugénie racontait plus tard que « M. Beyle la prenait enfant sur ses genoux et lui racontait des histoires de Napoléon ». La comtesse de Montijo avait deux filles. La plus jeune, Paca, ayant épousé le duc d'Albe, Eugénie et sa mère quittèrent l'Espagne pour voyager en Italie, en Belgique, en France. A Paris, elles s'étaient trouvées en relations avec le prince Louis-Napoléon, alors président. Celui-ci s'étant montré des plus empressés auprès de la belle étrangère, elle s'était tenue sur la réserve. Après une cour assidue, le prince, devenu empereur, avait demandé la main d'Eugénie de Montijo. La femme, qu'un élan du cœur appelait ainsi au trône de France, apparut bientôt comme l'image éblouissante de son époque. Sa beauté était éclatante ; les yeux bleu de mer, le nez d'un dessin impeccable, la peau lumineuse, la chevelure de feu, les sourcils élevés et comme souverains, la chute des épaules parfaite, la taille élancée et souple, tout la prédestinait au rang où elle s'élevait. Vive, originale, de prime-saut, spontanée, intrépide, elle avait une gaieté d'enfant et un allant d'héroïne. Parlant de son fils, elle me disait un jour : « Comment voulez-vous que cet enfant n'allât pas se battre, quand il avait, par son père, du sang de Bonaparte et par sa mère... (après un temps à la recherche du mot) du sang de don Quichotte ? ». Elle s'enflamma pour les causes généreuses, brava le péril et le qu'en-dira-t-on ; attentive aux maux d'autrui, pitoyable aux pauvres, gracieuse et fière dans le monde, sans pose ni morgue dans le privé, d'une conduite irréprochable, d'une piété sans bigotisme, d'une instruction variée, on respirait autour d'elle comme un air de chevalerie : elle parlait admirablement et ceux qui l'ont entendue sont unanimes à la dire « éloquente ».

On a répété, d'après elle-même, qu'elle n'aimait pas la politique ; si elle l'a dit, c'est qu'elle se connaissait mal ou s'amusait de son interlocuteur, car elle n'aimait que la politique ; mais son influence fut rarement décisive sur la conduite des affaires. Catholique romaine, tendant à se rapprocher de l'Autriche contre la Prusse, elle était peu favorable à cette politique italienne qui fut, bien plus que l'affaire du Mexique, « la grande pensée du règne » ; en tout, il y avait un antagonisme déclaré entre sa pensée et celle du prince Jérôme Napoléon ; or, l'Empereur écoutait plus le cousin intempérant que la clairvoyante épouse. De l'ensemble des faits connus et que la publication de la correspondance existante de l'Empereur à l'Impératrice éclairerait sans doute, il est permis de conclure que, si l'autorité de la femme eût été plus décisive dans la politique extérieure, les choses eussent tourné autrement. A l'intérieur, elle avait pour son fils l'appréhension

instinctive de la révolution ; les concessions l'inquiétaient ; elle n'aimait pas Émile Ollivier qui le lui rendait bien. A la fin du règne, l'Empereur, qui l'estimait, l'écoutait sans la suivre : d'autres amours l'occupaient, d'autres pressions s'exerçaient sur lui ; il perdait, dans une vieillesse hâtive, le ressort et l'autorité que lui avait prêtés, au début, son extraordinaire vocation politique. Elle, au contraire, imprudente et parfois inconséquente aux heures splendides du départ, devenait, plus



LE MARIAGE DE NAPOLEON III. LE CORTÈGE SORTANT DES TUILERIES

(D'après une esquisse au lavis de Lami. Collection J. Guérin).

elle avançait sur la route, appliquée et grave, s'élevant à la hauteur de ses tâches et de ses malheurs. Plus tard, sa vieillesse prolongée l'a montrée discrète, loyale, sûre, excellente Française, sans rancune et sans colère de la chute, résignée à l'injustice de la légende. Ceux qui l'ont approchée alors répéteraient le mot de Buloz quand il la vit après Sedan : « J'ai trouvé l'Impératrice tout autre que je la croyais être. » Elle survécut et mourut, satisfaite d'avoir vu l'Alsace et la Lorraine rentrées au giron.

Le mariage civil fut célébré aux Tuileries le 29 janvier 1853, le mariage religieux à Notre-Dame le 30 janvier dans de magnifiques solennités. Le peuple acclama la beauté de la jeune souveraine. Dans une atmosphère de joie et de confiance, ce fut une promesse de stabilité. Mérimée écrivait en 1852 :

Ceux qui ont vu Paris il y a quatre ans se demandent s'ils sont dans la même ville ou si ce sont les

mêmes gens qui y vivent. Quelque opinion arrêtée que j'eusse au sujet de la mobilité française, je n'aurais jamais supposé un changement de décor aussi complet et aussi rapide.

La nation entière se laissait aller à la douceur de la tranquillité reconquise. Autour de l'Impératrice, les fêtes, les réjouissances se multipliaient ; le commerce avait repris ; le luxe nouveau surprenait les visiteurs ; la ville, bousculée par les immenses projets du préfet Haussmann, était un chantier en préparation des temps qui allaient naître. Mais le jeu de la vie et l'expérience qu'il apporte allaient apprendre à Eugénie de Montijo ce qu'elle a noté elle-même, qu' « en France, si, au commencement, on peut tout faire, au bout d'un certain temps on ne peut même plus se moucher ».

Le mariage donnait à l'Empereur lui-même un repos familial qui l'arrachait en quelque sorte à l'aventure. L'espoir d'une famille ne fut pas trompé. Après un accident qui donna quelque inquiétude, un prince impérial naissait dans la nuit du 15 au 16 mars 1856. La dynastie définitivement fondée, la première période du règne s'annonçait sous les plus heureux auspices. Cependant un premier désaccord se produisait bientôt entre les pronostics et la réalité. Le futur empereur avait dit à Bordeaux : « L'Empire, c'est la paix. » Or, à peine l'Empire était-il proclamé que, pour la première fois depuis 1815, la France se trouvait lancée, presque à l'improviste, dans une grande guerre européenne.

L E NOUVEL EMPIRE ET LA GLOIRE MILITAIRE On a lu, dans l'*Histoire diplomatique* et dans l'*Histoire militaire*, les causes, les péripéties et l'heureuse issue de la guerre de Crimée. Ce long et terrible conflit n'eut pas, tout d'abord, sur la politique intérieure une répercussion profonde : on n'y vit qu'une suite logique de la politique, généralement approuvée, de rapprochement avec l'Angleterre. La Russie de l'empereur Nicolas apparaissait, alors, comme le spectre de la tyrannie et la menace de l'invasion à l'opinion libérale européenne. Le parti catholique se passionnait pour la question des Lieux Saints. On ne vit, d'abord, dans la guerre de Crimée, qu'une de ces belles entreprises lointaines auxquelles les campagnes d'Algérie avaient habitué les esprits. Ce fut seulement quand la guerre se prolongea, quand les longues attentes, les difficultés accrues, les maladies paludéennes, le choléra, les batailles sanglantes et indécises, les sacrifices renouvelés eurent permis de se rendre compte du véritable caractère de l'entreprise, que l'opinion s'émut. Aux Tuileries et dans le public, il y eut des moments d'anxiété. Malakof effaça tout.

La réunion du Congrès de Paris, l'autorité que prit, soudain, la France sur les

affaires du monde, le je ne sais quoi d'enivrant qui succède aux grandes crises heureusement traversées, tout contribua à porter l'Empereur sur un sommet que rarement il fut donné à un prince d'atteindre.

Le jugement national et le jugement international se prononcèrent en sa faveur. Les visites échangées avec la reine Victoria et le prince-consort, avec le prince régent de Prusse et d'autres souverains ou princes se risquant peu à peu à Paris, le succès de l'Exposition universelle de 1855 qui se déroula en pleine guerre et dont la cérémonie de clôture permit à Napoléon III de célébrer la paix victorieuse, tout flattait et ennoblissait à la fois l'Empire et l'Empereur :

Il est impossible, écrivait la reine Victoria sur son *Journal*, de ne pas aimer cet homme extraordinaire et de ne pas l'admirer considérablement après avoir vécu, ne fut-ce que peu de temps avec lui. Il est si calme, si simple, si naïf même, si heureux qu'on lui apprenne ce qu'il ignore, si doux, avec tant de tact, de dignité, de modestie ! Je connais peu de gens à qui je me sois sentie plus prête à me confier et à parler sans réserve.

De Vienne, la duchesse de Dino écrit, en avril 1856 :

Personne n'est plus à la mode ici que l'Empereur Napoléon ; on l'admire, on le redoute, on le considère. Il est plus puissant dans l'opinion que ne l'était son oncle... Il semble à tous un porte-bonheur, une égide. Le prince de Metternich en parle ainsi et les plus grandes dames en disent autant.

A l'Académie des Sciences morales, Parieu lisait un mémoire dans lequel se trouvaient les mots : « l'Empereur des Français... », Cousin l'interrompt et s'écrie : « Dites l'Empereur de l'Europe ». Thiers terminait, en ces termes, la préface du douzième volume du *Consulat et l'Empire* :

Napoléon I^{er}, en nous laissant la gloire, nous a laissé la semence du héros... Puissent nos armées être toujours victorieuses. Le plus grand dédommagement de n'être rien dans son pays, c'est de voir ce pays être dans le monde tout ce qu'il doit être.

L'Empereur reprit, dans son discours, ces paroles de « l'homme d'État historien illustre et national ». Peut-être les deux carrières opposées allaient-elles se rapprocher ; une ère nouvelle paraissait sur le point de s'ouvrir. Maupas quittait le ministère de la police. Des gens pressés parlaient déjà « d'Empire libéral ».

Mais des événements nouveaux commençaient aussi à révéler, dans sa grandeur apparente, la fragilité de l'édifice improvisé : il suffit de rappeler le fait considérable qui s'était produit au cours de la guerre de Crimée : le Piémont, sous la haute direction de Cavour et répondant à l'insistance de Napoléon, était entré dans l'alliance anglo-française contre la Russie. Ainsi le petit royaume, gros de la future

Italie, prenait, pour la première fois, son rang dans les grandes affaires européennes ; il acquérait des titres à la gratitude des deux puissances occidentales ; il faisait figure dans la Méditerranée. Résultats immenses pour un faible effort, tant est efficace un geste bien calculé dans le jeu d'équilibre discret qu'est la diplomatie.

Mais, un autre effet, suite de la même initiative, se produisait, par contre, dans la politique intérieure de la France. Les ambitions piémontaises mettaient soudain en péril l'espèce de consentement unanime qui avait paru se faire autour de la restauration impériale en donnant une acuité extraordinaire à la « question romaine ». Les sentiments



ARRIVÉE EN FRANCE DE LA REINE VICTORIA

(D'après une estampe anglaise publiée par l'*Illustrated Magazine* en 1856).

et les intérêts politiques entraient en jeu avec les passions soulevées par la revendication de l'« Unité italienne » et de « Rome capitale » ; le *novus ordo* qu'il était possible d'entrevoir dès lors, blessait dans leur susceptibilité les consciences catholiques. Et c'était un sujet de division nouveau entre les Français.

Par contre, les premiers actes de la politique impériale, rapprochement avec l'Angleterre, guerre contre la Russie, politique des nationalités, sympathies encore voilées, mais déjà marquées pour les causes polonaise, hongroise, italienne, ces actes ou ces manifestations avaient donné quelque satisfaction aux partis révolu-

tionnaires. Séparés de l'opinion générale du pays, fortement matés par une police énergique, désorganisés par l'emprisonnement ou la déportation de leurs chefs, les plus violents étaient réduits à des conjurations secrètes. On n'entendait plus ni la voix des clubs, ni celle des journaux révolutionnaires. Quant aux républicains d'ordre, ils ressentaient plutôt une certaine sympathie pour les entreprises extérieures où l'Empereur réalisait le programme interventionniste prôné si souvent par eux. Quelques complots plus ou moins réels, plus ou moins dangereux (complot de l'Hippodrome, complot de l'Opéra-Comique), l'action occulte des sociétés secrètes, notamment la « Commune révolutionnaire » fondée à Londres, troublaient à peine la paix publique. La voix d'un Jules Favre s'élève parfois dans le silence universel et rappelle qu'il existe des hommes qui n'ont pas accepté et qui attendent. La polémique de Victor Hugo, venant d'au delà des mers, vise le régime, mais ne l'atteint pas. Le manifeste de Félix Pyat, de Caussidière et de Boichot, imprimé à Londres, circule dans les mains sûres et se lit le soir à volets clos :



CAVOUR

(Lithographie de Pinçon. Bibliothèque Nationale).

Ogrillon de Corse, croisé de prince, de prêtre et de grec, sorte de métis de Bonaparte et de Macaire, de Machiavel et de Mandrin, Napoléon de nuit, Napoléon coupe-tête, Napoléon coupe-bourse, ni paix ni trêve avec cet homme...

A ces injures, l'Empereur ne sourcille pas. « Visage de marbre ». Il poursuit, les yeux mi-clos, le rêve altier qui descend de son origine et de son étoile. Loin de s'irriter, il détend peu à peu les ressorts du pouvoir personnel. Persigny

quitte le ministère de l'Intérieur et il y est remplacé par Billault, ancien orléaniste, plus souple, plus abordable ; Maupas, nous l'avons dit, a quitté le ministère de la police. Changement plus important : Morny a pris la place de Billault à la présidence du Corps législatif, comme si l'on voulait attirer l'Assemblée dans le cercle plus intime des directives impériales. Barbès ayant écrit de sa prison à l'un de ses amis une lettre d'un haut sentiment patriotique à l'occasion de la guerre de Crimée, l'Empereur ordonne que la lettre soit publiée au *Moniteur* et que Barbès soit libéré. A gauche, l'opposition se tait, gardant sa position d'attente. Si une voix s'élève dans le corps politique, c'est celle de Montalembert qui, constatant « l'anéantissement de l'esprit politique en France », jette, en avril 1854, ce cri prophétique : « Vous pouvez dominer le corps de la France, mais n'oubliez pas de compter avec son âme ; cette âme engourdie se réveillera un jour : c'est la liberté. » Ou bien encore c'est quelque timide observation des hommes d'affaires de l'Assemblée, signalant au pouvoir les difficultés budgétaires et le désordre financier créé par une politique de magnificence et par la guerre. L'Empereur lui-même semble consentir, puisqu'en mars 1855 il remplace au ministère des Finances Bineau par Magne. Celui-ci, orléaniste de la veille, devient le grand argentier de l'Empire, tandis que Rouher, quittant le Conseil d'État pour le ministère de l'Agriculture et du Commerce, va devenir le réalisateur, aussi éloquent que mal averti, des desseins économiques de Napoléon III.

LES ÉLECTIONS DE 1857

A peine quelques nuages. Au moment des affaires de Crimée et lorsqu'une minute d'inquiétude assombrit le ciel, un incident s'était produit : un jeune Italien, Pianori, avait tiré un coup de pistolet sur l'Empereur se promenant à cheval au bois de Boulogne. Pianori, interrogé, avait déclaré qu'il était sans complice, qu'il avait agi comme Italien, comme Romain, pour punir Napoléon qui s'opposait à la liberté de son pays. Pianori fut condamné et mourut en criant : « Vive la République ! » La question italienne développait ses premiers effets et minait, dès lors, mystérieusement la vie et la destinée de l'Empereur (7 mai 1855).

L'incident fut vite oublié. Les événements favorables s'étaient accumulés après l'issue victorieuse de la guerre de Crimée. Au Congrès de Paris, l'Empereur s'était imposé comme arbitre de l'Europe par l'autorité de la victoire, par sa bonne grâce personnelle, son habile modération. La naissance du prince impérial avait consolidé la dynastie. La richesse générale s'était développée par la guerre elle-même. Tout contribuait à donner à la politique impériale un rayonnement sans

pareil. Elle prenait, en même temps, une nuance plus adoucie. Un sénatus-consulte confiait, éventuellement, la régence à l'Impératrice et le pape Pie IX lui envoyait la Rose d'Or.

On oubliait la pénurie des subsistances, suite de la désastreuse récolte de 1855 ; on palliait par l'emprunt la mauvaise situation financière résultant de la guerre et on en profitait pour rénover l'outillage national. Les inondations du Midi et de l'Ouest étaient, pour l'Empereur et pour l'Impératrice, l'occasion de voyages où se manifestaient leurs sentiments secourables à ceux qui souffrent. L'Impératrice remettait à une fondation d'orphelins le montant des sommes qui lui étaient offertes pour l'achat d'une couronne en diamants ; les questions ouvrières rentraient dans les préoccupations impériales : on soumettait au Corps législatif le projet d'une caisse de retraites pour la vieillesse ; on discutait les bases d'un nouveau régime douanier et une politique des échanges tendant à l'abaissement des prix de la vie était en préparation.

Le premier Corps législatif de l'Empire, étant arrivé à son terme, la date des élections fut fixée au 21 juin 1857. Le pays allait exprimer son sentiment au sujet des quatre années qui venaient de s'écouler. La réponse du suffrage universel parut décisive : tous les candidats désignés aux électeurs par le patronage du gouvernement furent élus en province, sauf quelques opposants perdus dans la foule, Legrand à Lille, Hénon à Lyon et quelques libéraux, Brame, Curé. A Paris, où le succès des candidats de gauche était escompté, il y eut ballottage au premier tour par suite de divisions entre les « anciens » et les « jeunes » du parti républicain. Carnot et Goudchaux furent élus au premier tour, Cavaignac, Darimon et Émile Ollivier au second tour.

Ces résultats furent acclamés par les amis du pouvoir. Cependant, à y regarder de près, il semble bien qu'il y ait eu, dès lors, dans la masse des électeurs comme un déplacement d'impondérables. En effet, malgré une extraordinaire pression officielle, sur 9 millions d'électeurs inscrits, il n'y eut que 6 136 664 votants : 5 471 888 électeurs seulement se déclarèrent pour les candidats officiels, 571 859 se prononcèrent pour les candidats de l'opposition. Le chiffre des abstentions était donc considérable. Ce n'étaient déjà plus les totaux écrasants des consultations plébiscitaires.

L'Assemblée fut convoquée pour le 28 novembre 1857. Mais la mort du général Cavaignac et le refus de serment de Carnot et de Goudchaux amenèrent à l'Assemblée Jules Favre et Ernest Picard. L'opposition des « cinq » s'introduisait ainsi par la porte étroite dans les conseils du pays. L'Empereur, en appre-

nant le résultat des élections, se déclara satisfait. Un peu de libéralisme ne l'effrayait pas : sa foi dans sa mission était telle qu'il ne craignait ni la critique ni l'opposition. La préoccupation de rallier « l'élite » le hantait toujours ; il visait plutôt à gagner ses adversaires qu'à les détruire.

La gloire de l'Empire autorisait cette sage tolérance : au mois d'août 1857, le ministre Fould offrait à la nouvelle dynastie le palais des rois, le Louvre ; en septembre, l'Empereur inaugurait les grandes manœuvres du camp de Châlons où la garde impériale était rassemblée pour la première fois et, quelques jours après, Napoléon III se rendant à Stuttgart, accompagné de son ministre des Affaires étrangères, Walewski, s'y rencontrait avec Alexandre II et son chancelier, le prince Gortschakoff. On envisagea les conditions possibles d'une alliance qui, si elle se fût affirmée, eût changé les destinées de l'Europe. L'Empereur avait donc toute raison de jouir de ces beaux jours que la fortune lui accordait. Il laissait à Morny le soin d'ouvrir la session du Corps législatif par des paroles de conciliation et de modération (28 novembre 1857).

L'ATTENTAT D'ORSINI ET LA QUESTION ITALIENNE

Soudain, un événement tragique, doublet de l'attentat Pianori, changea l'atmosphère. Le 14 janvier 1858, l'Empereur se rendait en voiture à l'Opéra ; comme il mettait le pied sur les marches du péristyle, une première bombe, puis plusieurs

autres projetées presque simultanément, éclatèrent sur le sol ; et ce fut un effroyable carnage. Le chapeau de l'Empereur est transpercé, l'Impératrice, encore dans la voiture, est atteinte au visage. Parmi la foule qui se presse pour acclamer les souverains, cent cinquante personnes, tuées ou blessées, s'écroulent. Les



L'ATTENTAT D'ORSINI

(D'après une estampe populaire parue à l'époque. Bibliothèque Nationale).

assassins, visiblement des conjurés, sont saisis, soit immédiatement, soit au bout de quelques heures. L'âme du complot était un Romagnol, Orsini ; les autres,

de simples comparses. Le coup avait été monté à Londres. Sur les observations du gouvernement français et sur les sommations violentes du parti impérialiste, Palmerston, soutenu par l'opinion anglaise, se refusa à laisser modifier l'*alien bill*; en Italie, Victor-Emmanuel et Cavour ne consentent pas davantage à rompre avec le parti révolutionnaire et patriote dont Mazzini est l'inspirateur. Dans son plaidoyer pour les meurtriers, Jules Favre lut une lettre d'Orsini adressée à l'Empereur :

Que Votre Majesté se rappelle que les Italiens, au milieu desquels était mon père, versèrent avec joie leur sang pour Napoléon le Grand... Que Votre Majesté ne repousse pas les vœux suprêmes d'un patriote sur les marches d'un échafaud, qu'elle délivre ma patrie, et les bénédictions de vingt-cinq millions de citoyens la suivront dans la postérité.

Que se passa-t-il dans l'esprit de l'Empereur? L'Impératrice fut émue, assure-t-on, de cet appel d'Orsini, peut-être aussi du danger couru par les siens. Un envoyé du roi Victor-Emmanuel, le général della Rocca, arrivait bientôt à Paris pour exprimer les sentiments de son maître et exposer les raisons qui l'empêchaient de pousser à bout le parti révolutionnaire. C'est dans l'audience de congé que l'Empereur adressa au général ces paroles décisives : « Dites à M. de Cavour qu'il se mette en correspondance avec moi et que nous nous entendrons certainement (20 février). » En juin, l'Empereur se rendait aux eaux de Plombières et Cavour venait l'y rejoindre. L'*Histoire diplomatique* a exposé les résultats de cette rencontre et les conditions dans lesquelles la guerre contre l'Autriche fut décidée.

Une telle résolution, longtemps retardée, était la plus grave que pût prendre l'Empereur : elle décidait de son règne et de l'avenir de sa dynastie. Napoléon III était brave ; il était fataliste : ce n'est pas à la peur qu'il obéissait. Avait-il des engagements secrets? Voyait-il, dans l'affreuse tuerie, un avertissement? Y trouvait-il une raison d'en venir enfin à l'accomplissement de ce qui était son grand dessein extérieur, l'abolition des traités de 1815 et la constitution d'une Europe nouvelle d'après le principe des nationalités? Sentait-il une éruption révolutionnaire monter autour de lui? Espérait-il l'apaiser en lui cédant? Ou bien son esprit incertain, son ressort déjà affaibli s'abandonnaient-ils à un sentiment qui avait été celui de sa jeunesse et qui l'avait jeté, avec son frère, dans une aventure de grand risque, l'insurrection des Romagnes? Quoi qu'il en soit, le fait s'impose à l'histoire : après Stuttgart, où ses avances visant la Pologne ont été écartées, l'attentat d'Orsini et l'entrevue de Plombières sont la consolidation logique d'un rêve qui rejette la France et l'Empire dans la guerre et dans des complications sans issue.

A l'intérieur, l'attentat d'Orsini eut, comme conséquence, une reprise du système

autoritaire, avec détente prochaine, il est vrai, dans le sens libéral, l'indécision du maître se portant comme un balancier vers les deux contraires, alternativement. Les mesures nouvelles sont donc les suivantes : réorganisation des commandements militaires divisant la France en cinq régions à la tête desquelles sont placés les maréchaux ; constitution d'un conseil de régence sous la présidence de l'Impératrice et où figurent les hommes

dont on est sûr : le cardinal Morlot, le maréchal Pélissier, Achille Fould, Troplong, Morny, Baroche, Persigny ; remplacement de Billault au ministère de l'Intérieur par un des auteurs du coup d'État, le général Espinasse ; enfin, loi de sûreté générale, créant une sorte de juridiction d'État, avec pouvoirs extraordinaires, notamment celui d'interner ou d'expulser du territoire les individus détenant des machines,

des explosifs, ou participant à des troubles ou groupements dangereux pour l'ordre public. A la Chambre, vingt-quatre opposants républicains et hommes de droit se prononcent contre cette loi draconienne, et forment ainsi une première ébauche de la future opposition libérale.

Au Sénat, le général Mac-



D.B.

GÉNÉRAL ESPINASSE

(D'après une lithographie de Perrin).

Mahon seul s'élève contre la loi. La liste des personnes condamnées sans autre forme de procès atteint, dit-on, plus de deux mille noms. On cite, dans la Loire-Inférieure, le docteur Clemenceau ; dans l'Indre, Patureau-Francœur, l'ami de George Sand ; dans la Gironde, un avocat, le frère de l'évêque Bellot des Minières ; partout, des hommes paisibles, républicains ou notés comme opposants, et dont nul n'avait le moindre désir de se servir de poignard ou de bombes contre la famille régnante. Charles Delécluze, emprisonné à Corte, est

déporté à Cayenne. Le préfet de police Boitelle, les préfets, les agents subalternes redoublent de zèle. La presse est soumise à la plus étroite surveillance ; des publicistes considérables, Montalembert, Proudhon sont poursuivis et condamnés ; la commission du colportage impose à la vente et à la distribution des livres des formalités insupportables ; toute pensée devient suspecte. En comprimant l'opposition, on la renforce.

Après les premières applications de la loi, les sphères officielles elles-mêmes sentirent que la mesure était dépassée et qu'Orsini n'avait ni complices, ni disciples en France. L'Empereur conseille quelque modération à Espinasse ; le général exhibe l'ordre écrit de la main de l'Empereur : « Il faut qu'on vous craigne... etc. » Espinasse fut sacrifié et remplacé par Delangle.

Mais voici que les suites réelles de l'attentat d'Orsini et des entretiens de Plombières se découvrent. Le 1^{er} janvier 1859, à la réception du corps diplomatique, tandis que l'ambassadeur d'Autriche s'approche de l'Empereur pour le saluer, celui-ci lui dit à brûle-pourpoint :

Je regrette que nos relations avec votre gouvernement ne soient pas aussi bonnes que par le passé. Je vous prie de dire à l'Empereur que mes sentiments personnels pour lui ne sont pas changés.

Sortie tout à fait *napoléonienne*. On essaya d'en pallier pendant quelque temps les effets, mais bientôt ils apparurent : c'était la guerre.

A partir de ce moment, la fortune de Napoléon III se croise avec celle de deux hommes qui la mesurent, la dominent et rapidement la précipitent vers sa ruine : Cavour et Bismarck. Peut-être ne s'est-il rencontré à aucune autre époque de l'histoire une suite de circonstances aussi extraordinaires. Entraîné par la logique d'une thèse trop aisément acceptée, Napoléon, engoué du principe des « nationalités », va soumettre aveuglément son rêve aux deux grands politiques qui sauront s'en servir pour l'exécution de leurs desseins réalistes. A partir de ce moment, il n'y a pas un des mouvements de l'Empereur qui ne soit dangereux, pas une de ses initiatives qui ne se retourne contre lui. Tentation, séduction, intimidation, intrigue, tout réussit d'un côté, tandis que, de l'autre côté, tout est trouble, démarches incertaines, malechances et insuccès final. Une sorte d'envoûtement comme physique ne laisse plus à l'homme, vaincu d'avance, la disposition de ses propres moyens. Napoléon, la veille maître incontesté de la France, « arbitre de l'Europe », glisse du pied et chancelle. Son étoile s'estompe dans un brouillard sanglant, tandis que l'astre de chacun de ses deux partenaires se lève et se succède éclatante sur l'horizon.

Nous n'avons à raconter, ici, ni les prodromes diplomatiques, ni les événements militaires de la campagne d'Italie ; nous n'avons pas à dire, après les belles victoires de Magenta et de Solferino, les préliminaires imprévus de Villafranca. Quelles raisons déterminèrent l'Empereur ? Quels furent son trouble et son émotion quand il sentit se retourner contre lui, sous sa main, la jeune Italie, créée par lui ? Une sorte de fureur sacrée la secoue après la conclusion de la paix tronquée. La Vénétie, l'Italie centrale, les États pontificaux, le royaume de Naples, ces gains immédiats ne suffisent pas à l'apaiser. Cavour, trouvant dans cette faim contrariée, une excellente raison de secouer le fardeau de la gratitude, se retourne, d'abord, vers l'Angleterre et, bientôt, ses successeurs jetteront les premiers fondements de l'alliance avec la Prusse de Guillaume et de Bismarck.

L'*Histoire diplomatique* expose la situation complexe où le problème de « Rome capitale » place l'Empereur. L'armée française occupe la ville. Le Pape se réclame de la France, puisque celle-ci s'est substituée à l'Autriche. Napoléon, qui poursuit en vain l'espoir d'une conciliation entre le pape et le roi, est mis en demeure, par le parti catholique français, de défendre Rome et le pouvoir temporel ; l'Impératrice, soutenue par Walewski, ministre des Affaires étrangères, se déclare énergiquement pour la politique « romaine ». Or, voilà que paraît la brochure *Le Pape et le Congrès* qui, attribuée à La Guéronnière, porte des traces de la collaboration souveraine : et l'on y trouve exposé un système qui, tout en proclamant la nécessité du pouvoir temporel, lui impose des restrictions telles que jamais le Pape n'y donnera des mains. L'Empereur s'est découvert. Il est pris entre l'Italie royale et la Rome pontificale sans qu'il soit possible de comprendre l'intérêt français qui l'a jeté dans ce guêpier. La rupture entre le pouvoir impérial et les catholiques français est la conséquence inévitable de l'unification italienne.

C'est à ce moment que l'Empereur, réveillé de son illusion généreuse, comprend que la politique demande des satisfactions plus réelles. Après avoir hésité, il réclame une « compensation » qui satisfasse les intérêts nationaux, le retour de la Savoie et du comté de Nice à la France. Mais, précisément, ce système des « compensations » prête le flanc à la suspicion internationale. Si la politique des Nationalités prend le caractère d'une politique de « pourboires », elle fournit des armes à tous ses adversaires. Princes et peuples dénonceront le conquérant sous le rêveur, et l'on verra bientôt se développer, dans les tripots diplomatiques, ce jeu d'intrigues dont la Vénétie, le Rhin, le Luxembourg, la Belgique, la Sarre seront les cartes biseautées et qui feront de Napoléon à la fois un suspect et une victime. Un fait considérable n'en est pas moins acquis : la France a trouvé sa frontière définitive sur les Alpes

et cela en conformité avec le principe des nationalités. Ici l'Empereur, relevant le gant de la mauvaise disposition italienne, a agi avec tact et décision. Puisqu'on oubliait, un peu vite, les services, il les faisait payer. La France, retrouvant deux vaillantes populations qui sont siennes par la géographie, par la langue,



LES TROUPES FRANÇAISES ENTRENT EN SAVOIE
(D'après un bois de Gustave Doré).

par leur passé et enfin par leur volonté déclarée, était sans reproche ; mais cet agrandissement si équitable n'était pas sans péril. Les « amis » de l'Empereur ne le lui pardonneront pas.

L E TRAITÉ DE COMMERCE ET LE
SÉNATUS-CONSULTE DE 1860

En somme, à l'époque, les affaires d'Italie, avec leurs succès militaires brillants, ajoutèrent encore à la gloire de l'Empire. Ayant fait rentrer deux belles provinces au

giron national, couvrant le Pape d'une main, contenant de l'autre les ambitions piémontaises, Napoléon III pouvait se considérer comme ayant repris la maîtrise des événements. C'est à peine si le premier indice d'une légère modification s'observe dans ses rapports avec l'Angleterre. Le gouvernement anglais, craignant que l'appétit ne lui vienne en mangeant et que le Rhin ne soit mis bientôt sur le tapis, excite sous main l'inquiétude de l'Europe ou foment les résistances un peu partout, par exemple en Suisse. Napoléon, décidé à tout sacrifier à l'alliance anglaise, se résout, pour la maintenir, à adhérer aux vues britanniques en matière économique.

La doctrine libre-échangiste a été, comme le principe des nationalités, l'objet des méditations du prisonnier de Ham. Il a lu Cobden dont les théories l'ont passionné. Si la France donnait, sur le continent, l'exemple d'une certaine détente apportée à la rigueur protectionniste, elle ouvrirait à l'Angleterre des marchés d'une importance sans égale. Et, d'autre part, cette même orientation économique assurerait à la France, et en particulier à la France urbaine, la vie moins chère, « le pain à quatre sous », formule aussi populaire que la fameuse « poule au pot ». Ainsi se déterminèrent peu à peu, dans l'esprit de l'Empereur, les grandes lignes d'une politique démocratique et ouvrière qui aboutira, quelques années plus tard, à la « loi des coalitions », faisant ainsi le premier pas dans le sens de l'organisation pacifique du prolétariat. Si l'industrie française, en voie de développement, a quelque peine à soutenir la concurrence, si l'agriculture est gênée par l'importation des blés et des sucres étrangers, l'Empereur compte sur le développement rapide de la fortune publique dont les indices favorables sont visibles partout. Donc, sans consulter les intéressés et par un coup d'éclat où il y a quelque chose d'un coup d'État, l'Empereur annonce la conclusion d'un traité de commerce signé avec l'Angleterre le 23 janvier 1860. Le traité était conclu pour dix ans. Raisonnable et modéré dans son ensemble, il n'en prêtait pas moins le flanc aux critiques passionnées des protectionnistes et des hommes prévoyants, préoccupés de garder à la France tous les organes de son activité économique et, surtout, de ne pas laisser périr, comme l'Angleterre le faisait dès lors, sa classe paysanne. Chez les industriels et chez les masses rurales, c'est-à-dire, en somme, parmi les éléments les plus actifs du pays, la veille encore les meilleurs soutiens de l'Empire, une certaine désaffection ne tardera pas à se faire jour. Pouyer-Quertier, de Rouen, se met à la tête d'une opposition d'ordre technique qui n'est pas la moins dangereuse. Lui et Thiers se retrouveront, après le 4 septembre, pour élever sur des bases différentes le système économique de la Troisième République.

Toujours dans le même sentiment de fidélité à l'alliance anglaise, Napoléon

participe à l'expédition de Chine, admirable par le dévouement des marins de la flotte et des soldats du corps expéditionnaire, mais qui n'a rien de reluisant, ni dans ses origines, la guerre de l'opium, ni dans son dernier acte, le pillage du Palais d'été.

L'expédition de Syrie, entreprise pour mettre un terme au massacre des chrétiens et en particulier des Maronites protégés de la France, fut accomplie, au contraire, sous l'œil méfiant de l'Angleterre et des puissances européennes. Rapide et heureuse, elle n'eut ni conséquence grave ni résultat durable. Cependant, l'opinion commençait à s'étonner de ces entreprises lointaines qui engageaient le drapeau partout dans le monde (nous ne parlons pas des campagnes coloniales d'Algérie et de Cochinchine) et où le sang de la France coulait sans autre profit que l'honneur. Où donc s'arrêterait le neveu ? Entend-il imiter l'oncle ? et finira-t-il comme lui ?

L'affaire italienne reprenait son acuité. Le plan d'unification se développait avec le concours plus ou moins avoué des révolutionnaires. La dynastie des Bourbons, après avoir perdu la Sicile, perd Naples. Dans les États pontificaux, les révolutionnaires battent Lamoricière à Castelfidardo et enlèvent au Pape la seule ressource militaire que les catholiques aient pu lui procurer. En France, l'émotion est profonde. L'Empereur était parti pour l'Algérie, comme s'il cherchait un moyen d'échapper aux embarras journaliers et à cette impossibilité de se prononcer qui résultait à la fois de sa nature et de la complexité des choses. Il se sentait seul, isolé, sans contact avec l'opinion. La politique du coup d'État était épuisée : on avait oublié les misères de 1848 et l'on aspirait à la « liberté ». Sous l'influence de Morny, l'Empire cherchait toujours à se rapprocher de cette élite nationale que les événements italiens éloignaient plus que jamais de la dynastie. L'Impératrice souffrait de l'humeur des salons, de cette escrime mouchetée, de cette offensive à coups d'épingles qui ne désarmait pas. Sous son influence, Walewski reprenait, des mains de Thouvenel, le portefeuille des Affaires étrangères.

Par un nouveau coup d'éclat, l'Empereur signe le décret du 24 novembre 1860 qui engage la monarchie représentative, dont parlait Rouher, dans des voies nouvelles. Et c'était comme un retour vers le régime parlementaire. Le trait principal était le rétablissement de l'Adresse, c'est-à-dire, dans un certain sens, une sorte de droit de remontrance. A chaque nouvelle session, le Corps législatif pourra parler solennellement à l'Empereur et lui soumettre les vœux ou les réclamations du pays. Le décret rétablissait la publication exacte et complète des débats des Chambres par la sténographie ; le droit d'amendement était reconnu ; enfin des

ministres sans portefeuille devenaient, devant le Parlement, « les avocats du pouvoir ». C'était la discussion et l'éloquence remises en honneur.

Persigny, conseiller un peu imprévu de ces mesures, reprenait à Billault le portefeuille de l'Intérieur. Morny et Persigny, tournant le dos au coup d'État, se trouvaient ainsi chargés de présider à l'évolution un peu indécise de ce Villafranca parlementaire. Morny interpelle Émile Ollivier : « Eh bien, êtes-vous content cette fois ? » Émile Ollivier de répondre : « Si c'est une fin, vous êtes perdus ; si c'est un commencement, vous êtes fondés. » On attendra dix ans pour savoir ce que vaut ce pronostic. L'interpellation et la réponse mettent à découvert la situation créée par dix années de pouvoir et elles permettent d'entrevoir les nouvelles combinaisons de partis que la session de 1857-1863 a rendu possibles. C'est l'œuvre de la fameuse opposition des cinq.

L'OPPOSITION DES CINQ. LE MEXIQUE

Peu à peu s'était formée dans le parlement une sorte de conjuration latente qui réunissait contre l'Empire tout ce que l'Empire avait écarté. Le parti royaliste, la fusion ne s'étant pas accomplie, gardait ses espérances à longue échéance ; à défaut de la branche d'Orléans, résolue à reprendre « sa place sur le tronc familial, » elles se tournaient vers le comte de Chambord, mais celui-ci restait irréductible dans sa haute légitimité : son mot d'ordre, à savoir l'abstention, sa doctrine, c'est-à-dire le silence et le refus, ne s'appliquaient d'ailleurs qu'à l'activité politique, ses partisans restant libres de défendre au mieux leurs intérêts particuliers ; le sourire ne leur était pas interdit. Sous le voile d'une attitude négative dont l'ironie avait pénétré même les grands corps de l'État, des hommes comme Montalembert, le marquis de Boissy, s'étaient fait écouter dans la haute bourgeoisie en s'attachant aux formules d'un libéralisme conservateur. Les techniciens du protectionnisme, grands patrons, grands industriels, grands propriétaires terriens, sans refuser le serment ni même une certaine adhésion à l'ordre impérial, se sentaient libres de tout engagement quand il s'agissait de leurs intérêts : des hommes généreux, les Melun, les Aug. Cochin, dépensaient leur activité dans l'organisation du bien et dans des contacts plus étroits avec la classe ouvrière. Tout ce travail eût été à peu près ignoré de l'opinion si le parti républicain et les libéraux de gauche ne se fussent mis énergiquement à la tête d'une opposition déclarée et retentissante. Cinq hommes avaient eu ce privilège de faire entendre, dans le silence constitutionnel, la parole qui s'oppose et la parole qui crée. Les cinq, c'est-à-dire Jules Favre, Émile Ollivier, E. Picard, Darimon, députés de Paris, et Hénou, député de Lyon, élevaient la voix

au nom des exilés, des meurtris, entretenaient la légende républicaine, le feu sacré de la liberté. Il faut admettre que les deux millions d'abstentionnistes des plébiscites, sans compter ceux qui avaient voté pour Cavaignac, pour Ledru-Rollin, pour Raspail, leur prêtaient une oreille attentive : sinon il serait difficile de s'expliquer le retentissement de leur parole alors qu'elle était bâillonnée par l'organisation du silence et tenue en respect par le froncement de sourcils du maître.

Jules Favre, éloquent et amer, poussant à bout, par une dialectique audacieuse et impeccable dans sa forme cicéronienne, tantôt l'argument juridique, tantôt le sophisme larmoyant ; Picard, plein d'esprit, de raillerie, de mordant, adversaire redoutable, puisant ses traits dans l'esprit du faubourg, — de tous les faubourgs — et dont les blessures durables s'envenimaient, loin de se guérir, par l'effet du temps ; Darimon et Hénou, comparses utiles aux liaisons, soit à droite, soit à gauche ; tels étaient ceux des « cinq » qui devaient rester fidèles au parti républi-



ERNEST PICARD

cain ; mais l'un d'eux, le plus illustre et le plus éloquent peut-être, Émile Ollivier, commençait à chercher les voies d'un rapprochement avec l'Empire. Fils d'un commissaire de la République, lui-même ancien commissaire à Marseille, ayant reçu tous les dons de ces belles rives méditerranéennes pleines de soleil et d'antiquité, imaginaire, abondant, pénétrant, avec son œil incisif de myope caché sous ses lunettes en hublot, la bouche large de l'avocat, la chevelure éparse de l'homme d'étude, sachant tout, comprenant tout, prêt sur tout, mais tournant tout à la parole ; d'une éloquence à la fois pénétrante et agile, enveloppante et mordante, avec une sorte de grandiloquence familière, héritée du romantisme et façonnée par la musique, cet orateur qui n'avait ni le

charme, ni à proprement parler le don de convaincre, possédait à un degré extraordinaire la chaleur et le mouvement. On le suivait tant qu'il marchait, quitte à se

détacher de lui quand il s'arrêtait lui-même. De jugement peu sûr, aveuglé par une vanité où il y avait de la candeur, il était dupe de sa propre bonne foi. Mais cette méconnaissance de soi-même, qui amusait d'abord, finissait par mettre en garde. Son ambition des hautes sphères, son patriotisme échauffé, son idéalisme verbal n'exerçaient pas assez, sur ses actes et sur ses paroles, cette discipline sévère sans

laquelle il n'y a pas d'homme d'État. Il y avait dans ses aptitudes diverses quelque chose de papillonnant et de dispersé : ne s'étant cru inférieur à aucune tâche, sa vie et son éloquence devaient se consumer plus tard, pendant quarante ans, dans un plaidoyer unique pour une cause perdue.

La presse s'enhardissait. Des hommes d'esprit, Prévost-Paradol, J.-J. Weiss, Saint-Marc-Girardin, Edmond About, amusaient les salons et commençaient à faire réfléchir les bourgeois. Émile de Girardin qui, avec Victor Hugo, avait lancé le prétendant, se détachait, maintenant qu'il était au pouvoir. On fondait le *Courrier du dimanche* qui, en attendant la *Lanterne* de Rochefort, était un premier brûlot. Au Sénat, le prince Napoléon rompait brusquement le lien si fragile qui unissait encore l'Empire au parti catholique. La mort de Cavour, survenue le 5 juin 1861, paraissait pou-



LOUIS HÉNON (Lithographie de E. Davis).

voir permettre à l'Empereur de s'alléger quelque peu des engagements pris à Plombières ; mais sa pensée restait incertaine, ses desseins obscurs. En Prusse, Bismarck prenait les affaires européennes en mains, par le fait que le prince régent Guillaume montait sur le trône.

Une grave préoccupation, autour de laquelle flottait un rêve nouveau, occupait l'esprit de l'Empereur. Au Mexique, il se laissait engager dans une aventure dangereuse, se donnant pour but final la constitution d'un Empire mexicain en faveur de l'archiduc Maximilien d'Autriche. L'Angleterre et l'Espagne, sentant

le péril d'une telle entreprise, s'étaient retirées et la France avait assumé à elle seule la charge. Quels étaient les projets, les vues, les intentions de l'Empereur ? Là encore le fond reste obscur : vaste groupement des républiques latines d'Amérique contre-balançant la puissance des races anglo-saxonnes, profit à tirer de la guerre de Sécession qui, à ce moment même, divisait la grande confédération des États-Unis ; exploitation éventuelle des ressources minières et agricoles du Mexique dont on commençait à entrevoir les féeriques richesses ; satisfaction au parti catholique, autrichien, pontifical ; appui efficace aux réclamations des Français ayant des intérêts au Mexique, réclamations appuyées, assurément-on, par des personnages français influents, et notamment celle du banquier suisse Jecker par Morny, toutes ces raisons, grandes ou petites, inclinaient la volonté d'un homme déjà fatigué et que sa destinée poussait vers une politique de prestige et d'aventure. En France, l'expédition fut impopulaire dès le début, sauf parmi les militaires et dans les cercles de la cour. Dans la session de 1862, elle était discutée au Corps législatif. M. de Pierre disait :

Nous avons, dans l'Italie, une sœur cadette pas trop déférente pour sa sœur aînée et dont nous nous serions bien passés ; et cependant n'allons-nous pas au Mexique affranchir un autre petit frère ? Et la Chine ? Et la Syrie ? Quand donc s'arrêtera notre famille ?

Jules Favre faisait une première allusion à l'affaire des bons Jecker dont Rochefort disait, un jour, qu'elle était de force à déshonorer plusieurs gouvernements. Une autre affaire pénible, celle du banquier Mirès, mettait en cause des personnalités officielles et l'on entendait de nouveau ces accusations de corruption et de concussion qui sont de tous les temps, mais qui avaient une singulière résonance à une époque de prospérité croissante et de luxe affiché.

L'enrichissement général ne s'étendait pas jusqu'aux finances de l'État. Le gouvernement impérial, menant de front les entreprises de prestige, les dépenses de parti et les réformes démocratiques, était un gouvernement cher. C'est ce que Fould exposa dans un mémoire fameux approuvé par l'Empereur et qui bientôt amena son auteur au ministère des Finances. Fould obtint un plus étroit contrôle du Parlement (sénatus-consulte du 31 décembre 1861). Mais son système de vigilance financière, fondé en lui-même, contradictoire à la politique de magnificence de l'Empire, y introduisit un frein qui, appliqué spécialement aux dépenses de l'armée, devait, un jour, amener le régime entier sur le penchant de sa ruine. Les fils de famille, même quand ils se rangent, n'en sont pas de meilleurs administrateurs.

L'agitation était partout, non seulement dans la politique instable du gouvernement, mais dans la vie intellectuelle et morale de la nation. Un livre venait de paraître, la *Vie de Jésus* de Renan (1862), qui faisait pénétrer dans les derniers replis de l'âme des foules, sous le voile d'une sentimentalité à la Jean-Jacques, le scepticisme de Voltaire et le positivisme d'Auguste Comte. Nier la divinité du Christ, railler la croyance qui avait soutenu l'humanité en son pèlerinage millénaire, c'était arracher aux âmes, déjà inquiètes, la foi et l'espérance. Tout manquait



ROCHFORD

(D'après un document photographique).

soudain à l'homme européen, car que lui apporterait, en échange, le dilettantisme du professeur remercié et du prêtre désaffecté? La polémique ecclésiastique se leva, sans force, contre ce captieux phénomène d'incrédulité cléricale. Et la pensée du siècle, sans but, ni céleste, ni terrestre, se trouva engagée dans une impasse où le scepticisme ironique l'abandonna, déprise et désorientée.

L'année 1862 s'achevait. Déjà on parlait des nouvelles élections. Le système impérial commençait à trouver de grandes difficultés à se passer du concours de l'opinion. Le suffrage universel, même s'il est docile, n'est pas toujours maniable. Les complications étrangères auxquelles l'Empereur ne pouvait pas, ou ne voulait peut-être pas se dérober, causaient une émotion se manifestant par l'insécurité des affaires, les oscillations de la Bourse, un malaise

qui allait par moments jusqu'à l'anxiété. Cette inquiétude, l'Empereur et ses entou-
rages, d'ailleurs divisés, la partageaient ; sans doute crut-on l'apaiser par un brusque
changement de personnel et de direction : au mois de septembre 1862, en vue
des élections, les « italianissimes » cédèrent la place aux partisans de l'équilibre
et de la modération. Thouvenel fut remplacé aux Affaires étrangères par Drouyn
de Lhuys. L'influence de l'Impératrice se substituait lentement, peut-être par
suite de l'état de santé de l'Empereur, à celle du prince Napoléon. Quand on
suit, dans le livre d'Émile Ollivier, les légers balancements de la barque impé-
riale, on sent bien qu'un nouveau souffle va se lever.

C'est avec cette tendance à se dégager des conceptions de la première partie

du règne qu'on aborde les élections de 1863. Par Fould et Drouyn de Lhuys, on espérait la satisfaire en présence de l'opinion. Mais l'opinion se déroba.

LES ÉLECTIONS DE 1863.
ROUHER

La partie qui s'engageait était beaucoup plus difficile que le gouvernement ne paraissait le croire. Le ministre de l'Intérieur chargé de présider à cette consultation du pays, Persigny, était sans pondération et sans prévision ; il croyait dur comme fer que, pilote du régime, il le redresserait d'un coup de barre. Allant contre son passé et son caractère, il donnait à ses préfets des instructions tendant surtout à regagner cette élite boudeuse dont l'hostilité lui paraissait, maintenant, la plus grande cause d'affaiblissement de l'Empire. Il recommandait de travailler « à l'œuvre de reconstitution des partis », « de ménager les hommes honorables et distingués des anciens gouvernements ». Il est vrai, qu'en même temps, la candidature officielle filtrait plus sévèrement que jamais « les hommes honorables et les hommes distingués ». Tout cela manquait de liant, de doigté.

Les élections eurent lieu les 30 et 31 mai. Ce fut, pour le gouvernement, une véritable défaite. L'opinion se détachait de l'Empire sans se porter, d'ailleurs, vers rien de positif. Mais le mal, dans son imprécision, n'en était que plus dangereux. Les catholiques, les anciens partis, les protectionnistes, l'industrie, l'agriculture, les vieux républicains, les jeunes, tous tournaient les yeux vers un nouvel avenir qu'ils voulaient parlementaire, c'est-à-dire opposé à la formule impériale. Et la formule impériale courait au-devant de cette opinion, donc au-devant d'un échec. L'opposition déclarée, celle qui constituait antérieurement le groupe des « cinq », comptait maintenant vingt députés, dont toute la représentation de Paris avec Jules Simon, Pelletan, Laboulaye, Havin, etc., comme élus notoires. Un groupe d'indépendants, qui devait former plus tard le « tiers parti » ou le « centre gauche », réunissait une vingtaine d'élus. Mais, ce qu'il y avait de plus grave, c'était l'esprit qui animait la majorité elle-même ; on l'appelait, par un de ces euphémismes que sait inventer la politique, « l'esprit libéral » ; et cela signifiait une tendance à la critique, handicapant le dévouement. Dès la séance d'ouverture du Corps législatif, Morny ouvrait la fenêtre toute grande pour laisser entrer cette atmosphère nouvelle : « Le mot de liberté, dit-il, a été souvent prononcé et le sera encore. » Et Rouher lui-même : « Les élections de 1863 signifient : liberté. » En s'exprimant ainsi, les chefs des conseils impériaux tenaient les yeux fixés sur les deux députés illustres que les élections venaient d'envoyer à la Chambre : Berryer, c'est-à-dire l'éloquence, Thiers, c'est-à-dire l'expérience. Les beaux jours du gouvernement facile étaient passés.

L'Empereur paraît avoir eu d'abord l'intention de tenir compte de l'avertissement donné par le pays. Persigny quitte le ministère de l'Intérieur. Le décret du 23 juin institue un ministre d'État, une sorte de premier ministre ; Baroche, fatigué, passe à la Justice. Il est remplacé par Billault ; celui-ci, étant mort à peine nommé, est remplacé par Rouher.

Rouher, entouré de Rouland, Vuitry, de Forcade la Roquette, etc., devient le premier personnage parlementaire de l'Empire. Rouher, Auvergnat comme Parieu et poussé d'abord, comme celui-ci, par Morny, fut toute sa vie, si hautes que dussent être les situations qu'il occupa, un homme d'affaires plutôt qu'un homme d'État. Rond, noir, solidement campé sur ses courtes jambes, la redingote battant les mollets, les épaules fortes, la tête carrée, l'œil vif, les cheveux rebelles, les favoris courts et drus, la voix chaude et prenante, il exerçait sur un auditoire envoûté une sorte de magnétisme physique. Il rassurait par sa carrure et sa conviction. Tout en solidité et en aplomb, comment eût-il trompé ; comment se fût-il trompé ? Par-dessus le marché il convainquait, car il était un maître dans le débat. A la lecture, ses discours paraissent solidement charpentés, fortement argumentés, pleins d'autorité ; ils ont du mouvement, de la véhémence, d'ailleurs sans nul charme, élégance, ni goût. Ils frappent, ils assomment. Si leur poids emporte presque à tout coup la partie, c'est qu'ils évitent à l'auditeur l'embarras d'hésiter et la peine de se prononcer. L'Auvergnat prend tout sur lui et enlève le vote d'un coup de reins.

Un autre personnage d'envergure un peu moindre, mais dont l'avènement modifiera bien davantage l'aspect du personnel impérial, va entrer bientôt dans le ministère : c'est Duruy, appelé à l'Instruction publique en remplacement de Rouland. Il a conquis la faveur du prince en collaborant à l'*Histoire de César*. Professeur de l'enseignement secondaire, universitaire, avant tout démocrate, initiateur, réformateur, un peu prompt, un peu superficiel, en somme arrivé par le manuel et resté un peu « manuel », il indique, par sa présence, le trait le plus frappant de l'évolution qui s'accomplit. Napoléon, en s'attachant à lui, se met en rupture déclarée avec les catholiques sur la question de l'enseignement. Quelque chose du souffle qui a inspiré Renan entre, avec Duruy, dans les conseils du prince. On entendra bientôt, en plein Sénat, Sainte-Beuve célébrer la libre-pensée.





CHAPITRE XVIII

LA CRISE DU RÉGIME IMPÉRIAL. L'APOGÉE ET LA CHUTE

Thiers et les « libertés nécessaires ». — Les années de trouble et de déception. — La transformation des campagnes. — Le développement des grandes villes. Haussmann. — La Cour et les fêtes du Second Empire. — L'Exposition de 1867 : l'envers du décor. — Vers le parlementarisme : Émile Ollivier. — La presse et le droit de réunion. Gambetta. — Les élections de 1869. — Le Ministère du 2 janvier 1870 et le plébiscite. — Coup d'œil sur le règne de Napoléon III.



LE Corps législatif était nommé pour six ans. 1863-1869, ce long espace de la vie d'un gouvernement allait être rempli à la fois par de graves difficultés extérieures et par une lutte ardente engagée par une partie croissante de l'opinion pour la conquête de la « liberté ». Au point de départ, c'est le discours de Thiers sur « les libertés nécessaires » ; au point d'arrivée, ce sera « l'Empire libéral ».

THIERS ET LES « LIBERTÉS NÉCESSAIRES »

Qu'il s'agisse de la politique étrangère, qu'il s'agisse de la politique intérieure, un homme se lève en face de l'Empereur et lui demande des comptes en lui prodiguant des

conseils, sages le plus souvent et parfois dangereux : c'est Thiers. L'ancien ministre de Louis-Philippe, l'historien du Consulat et de l'Empire, homme de grande science et de grande expérience, orateur lumineux, parfois prolix, parfois admirablement inspiré, n'a qu'une revendication, toujours la même : le régime parlementaire, c'est-à-dire un ministère tout-puissant, dont il serait le chef. Aux avances qui lui sont faites, il oppose cette seule réponse : « Non, tant que l'Empereur n'aura pas renoncé à exercer personnellement le pouvoir ». Il dit à Walewski, en décembre 1868 :

« Vous me demandez de voir l'Empereur. Avez-vous demandé à l'Empereur s'il est décidé à ne plus se mêler ni directement ni indirectement des affaires ? Je ne serai jamais ministre si, étant responsable, je ne suis pas le maître. »

De leur côté, l'Empereur et son gouvernement en viennent à parler sans cesse de « liberté ». C'est une obsession : non moindre, cependant, que l'insistance de l'opposition à réclamer l'abolition du système autoritaire. Dans la phase où nous sommes, le duel est lié plutôt qu'engagé. L'Empereur cédera à la fin, mais une catastrophe nationale emportera l'Empire et la liberté « impériale » avant qu'elle ait été mise à l'épreuve. Le parlementarisme survivra et il se trouvera tout prêt pour la Troisième République. Thiers aura travaillé pour lui-même en le préparant : c'est lui qui sera « l'héritier ».

Les complications d'ordre extérieur ont été exposées dans l'*Histoire diplomatique*. La Pologne, le Mexique, l'Italie, le Danemark et bientôt, bousculant le tout, l'Allemagne retiennent successivement ou simultanément l'attention de l'Empereur, du public et des Chambres. On sait comment, à propos de la Pologne, de l'Italie, du Danemark, la France se démunie de toutes ses alliances successivement, et comment elle se trouvera isolée à l'heure décisive. L'amertume des critiques et l'appréhension des lendemains ébranlent, dans leur for intérieur, plus d'un des hommes dévoués à l'Empire. La politique extérieure, mal engagée d'abord en Italie, mal engagée bientôt en Allemagne, en entraînant le système vers l'isolement à l'extérieur, le pousse vers les concessions libérales à l'intérieur. Elle éloigne les forces conservatrices, qui ont soutenu l'Empire d'abord, et le condamne à une négociation perpétuelle avec ses adversaires de gauche qui ne veulent rien entendre.

On parlait beaucoup de liberté, et on parlait beaucoup de réformes sociales. C'était l'autre rêve caressé, maintenant, par l'Empereur. La pensée était noble et portait la marque de ce caractère de bonté qui était celui du prince ; il s'agissait, selon la formule saint-simonienne, d'améliorer la condition matérielle et morale des classes laborieuses. En 1862, l'Empereur avait encouragé l'envoi à

Londres d'un groupe de trois cents ouvriers chargés, à propos de l'Exposition universelle, d'étudier les questions concernant les intérêts corporatifs du prolétariat ; cette formation encore rudimentaire s'était mise en relation avec les groupements étrangers, et de ces contacts devait naître « l'Internationale des Travailleurs » que des déviations fatales conduiraient, un jour, sur les barricades de la Commune. Peu après, à l'une des élections complémentaires, Tolain posait, pour la première fois, une candidature ouvrière au Corps législatif. Suivant ce courant, l'Empire, après s'être consulté, par l'intermédiaire de Morny, avec Émile Ollivier, avait déposé devant les Chambres un projet de loi sur les coalitions qui, prenant le contre-pied des lois révolutionnaires et en particulier de la loi Le Chapelier, tendait à autoriser les groupements ouvriers et à donner ainsi une certaine vie politique aux anciennes corporations de métiers. Émile Ollivier se séparait décidément des « irréconciliables » en acceptant d'être le rapporteur de la loi devant le Corps législatif. La bataille avait été des plus chaudes ; et les interventions de Jules Favre et de Jules Simon avaient définitivement rejeté Émile Ollivier hors de l'opposition en l'isolant dans cette situation ambiguë de « socialiste sans le savoir » et sans le vouloir, car le grand orateur n'était guère qu'un « libéral » et un « parlementaire » dans le sens profond de ces mots. Il voulait surtout qu'on « parlât » la politique. La loi fut votée au grand embarras de la majorité, impérialiste assurément, mais avant tout conservatrice. On accusait cette loi d'ouvrir la porte aux « professeurs de grèves ». Elle devait avoir en fait, une portée immense. Consacrant un principe contraire à la vieille règle nationale : « Pas d'États dans l'État », elle ouvrait la porte à un programme prolétaire, portant dans ses flancs la future « dictature du prolétariat ». L'Empire croyait attirer à lui les masses populaires en prenant, en matière sociale, un rôle d'initiateur que l'histoire ne peut lui refuser.

Durant la première session du nouveau Corps législatif (1863-1864), la parole s'en donne à cœur joie de se sentir délivrée. Sans nous attarder aux exploits oratoires de l'opposition, si retentissants en leur temps et si oubliés depuis, sans insister sur les



THIERS SOUS LE SECOND EMPIRE

hardiesses d'Ernest Picard murmurant de manière à être compris plutôt qu'entendu : « Le 2 décembre est un crime », ni sur les boutades du marquis de Boissy, affolant les hommes de l'Empire en jetant les vérités à poignée « par les fenêtres », il faut s'en tenir au fait capital, l'entrée en ligne de Thiers et la notification qu'il fait, au Gouvernement et à l'opinion, de son « manifeste » concernant la politique intérieure. C'est le discours sur les « libertés nécessaires » prononcé dans la séance du 9 janvier 1864. On attendait l'ancien ministre de Louis-Philippe, faiseur et démolisseur de rois. Un silence profond l'accueille. Prenant pour texte la parole du président Morny : « Depuis quelque temps, on parle beaucoup de liberté, et on en parlera encore », il pose une seule question : « S'agit-il d'un simple caprice ? » Et il trace avec une singulière précision ce qu'il donne comme les éléments essentiels de ce qu'on appelle la « liberté » : liberté individuelle, liberté de la presse, liberté de l'électeur, liberté de l'élu, enfin responsabilité ministérielle. C'est la revendication parlementaire à type britannique dans toute son ampleur et avec toutes ses conséquences. Planté sur ses ergots, le petit homme se pose, ni plus ni moins, en concurrent de l'Empereur ; abandonnant doucement la cause orléaniste, il s'offre comme le curateur au ventre de la liberté tant qu'elle ne sera pas née, assuré qu'un gouvernement, ignorant la chose, n'est digne ni capable de la fonder. Tout cela infiniment couvert, enveloppé, déférent, tant l'homme tient à ne pas perdre le droit à la parole qu'il a acheté au prix de la prestation du serment.

Pour moi, je ne demanderai jamais rien ; pour mon pays, je n'hésiterai pas à demander avec le ton de déférence qui convient... Mais qu'on y prenne garde : ce pays, aujourd'hui à peine éveillé, ce pays qui permet qu'on demande pour lui du ton le plus déférent, un jour, peut-être, exigera.

Rarement un ambitieux plus résolu et plus avisé a pris ses mesures de plus loin et adressé au pouvoir une sommation plus dangereuse. Cet homme, dont on eût tant voulu faire un auxiliaire, allait être un adversaire insupportable et qu'on ne pouvait plus ne pas supporter. Mazas avait ouvert ses portes. Morny, qui allait bientôt mourir, avait fait signe à la « liberté » : elle se dressait devant lui, à son lit de mort.

LES ANNÉES DE TROUBLE ET DE DÉCEPTION

La mort du demi-frère de l'Empereur fut, pour le régime, comme le premier tintement du glas. Morny, figure « second empire » s'il en fut, petit-fils de Talleyrand, fils de l'astucieuse Hortense et du glacial Flahaut, ardent et froid, spirituel et silencieux, élégant mais pas dégoûté, médiocre orateur mais diseur incomparable, joueur et spéculateur,

capable d'étudier les questions mais surtout habile à manier les hommes, préparant une séance comme il eût préparé un vaudeville, — c'est-à-dire beaucoup de scepticisme et un peu d'ironie, — plein d'attentions et de séduction, distant et prévenant à la fois, eût pu être l'homme d'une politique nationale et même d'une politique supérieure, s'il n'eût pas dû compter avec son demi-frère l'Empereur, si différent de lui, mais sans lequel il n'était rien. Sa mort fut une perte dont une affectation de dilettantisme historique a peut-être exagéré l'importance ; car, sa carrière est là pour le prouver, même avec une autorité entière, il n'eût rien sauvé ; ne s'était-il pas fait l'annonciateur d'Émile Ollivier ?

Morny est remplacé à la présidence du Corps législatif par un autre parent ambigu, Walewski. Celui-ci, homme de bon sens, mais de peu d'éclat, appuie, par sa présence, l'autorité d'ailleurs croissante de l'Impératrice. Le ménage impérial ne va pas et le mari qui, ayant mis le point final à l'*Histoire de César*, n'est plus qu'un valétudinaire désoccupé, s'engage dans de dangereuses histoires de femmes, la Castiglione, la Bellanger ; obsédé des colères et des coups de tête ou de caveçon de l'Impératrice, il lui abandonne, en échange de la paix du ménage, une part ou une apparence d'autorité dans la politique. Elle veille jalousement sur l'avenir de l'enfant qui grandit, son unique espoir. L'Empereur est épuisé, lassé, découragé, usé par des cures qui ne le soulagent pas et par des plaisirs qui ne l'amuse pas ; attiré par les pays du soleil, il entreprend un voyage en Algérie où Mac-Mahon vient d'être nommé gouverneur en remplacement de Pélissier. Il a laissé la régence à l'Impératrice et il parcourt la colonie naissante dans une tournée à la Potemkin. Regardant les spectacles qui lui sont offerts d'un air morne, il abonde en formules trop fréquentes chez lui, où alternent la divination et l'incohérence. « Je suis à la fois empereur des Français et empereur des Arabes », dit-il, et de cette pensée va naître, avec le « royaume arabe », une cascade de fautes qu'il faudra des années pour réparer. Durant son absence, les difficultés qu'il fuit se compliquent. Le prince Napoléon, poussant à gauche, envenime tout, exaspère tout par son discours d'Ajaccio qui rompt en visière aux droites et réclame, proclame l'Empire comme mandataire de la Révolution. D'Alger, Napoléon III le désavoue (23 mai) et prétend imposer au pays et à sa famille « cette discipline sévère qui n'admet qu'une volonté et qu'une action ». Des mots !

L'année 1866 s'ouvre sous des auspices qui apparaissent d'abord plus favorables et ce sera l'une des plus tristes années du règne : au dehors, la politique impériale aboutit à une série d'échecs, à Rome, au Mexique, au Danemark, en Pologne. A l'intérieur, une tendance à la désaffection se remarque, même parmi les fidèles

de l'Empire. On s'est trop réclamé de la gloire, elle s'éclipse, de la « liberté », elle effraye. Le mot « liberté » suffit à lui seul pour importuner tant d'hommes qui se sont compromis contre elle. Un groupe d'opposants se dessine à droite avec, à la tête, des hommes de tout dévouement, Persigny, Rouland, mais inquiets de sentir que le régime va à la dérive. D'autre part, quarante-cinq députés de la majorité proposent « le développement du grand acte de 1860 », c'est-à-dire un peu plus



MADAME DE CASTIGLIONE EN COSTUME DE DOGARESSE

de parlementarisme encore. Les 45 sont traités par Rouher « d'hommes dangereux » ; on les coupe : ils en profitent pour constituer un groupement détaché de la majorité et prêt aux évolutions, pourvu qu'on leur fasse place. Les signataires sont Buffet, Chevandier de Valdrome, Maurice Richard, Pichon, Brame, tout le futur « empire libéral ». Un personnel de plus, avec des exigences inattendues, ce n'est pas cela qui facilitera la tâche du gouvernement.

Thiers trouve ces jeunes gens bien pressés. Lui, indépendant, ne se mêle pas à eux. Ses discours, contraires à toute concession, à toute transaction, se multiplient et chacun d'eux irrite et exploite les rancunes des diverses parties de la nation. Tantôt c'est la politique « romaine », où il se montre plus « catholique que le pape » ; tantôt

c'est la situation financière qu'il dépeint sous les couleurs les plus alarmantes, tantôt c'est la crise agricole et industrielle qui lui fournit une arme contre le libre-échange impérial ; il est toujours sur la brèche et, à chaque coup de pic, la muraille chancelle. Dans les provinces, la lecture de ces discours publiés par la petite presse sur la même page que le récit des aventures de Rocambole, produit un effet de désaffection lente et de désapprobation muette. On maudit la clairvoyance du prophète de malheur, mais on la subit. A la lettre, on ne respire plus. Enfin Thiers assène le coup de massue. Mai 1866, conflit imminent entre la Prusse et l'Autriche : l'opinion a suivi avec anxiété les phases de cette partie où Bismarck, avec une astuce

consommée, a roulé à la fois tous ses adversaires et enfermé Napoléon dans une neutralité convoiteuse et impuissante. Les tribunes sont pleines à craquer. Rouher lit un document où est exposée la politique de l'Empereur et qui conclut par une de ces formules diplomatiques où se cachent mal les déceptions : « La France réserve sa liberté d'action ». Thiers se lève et, sans exorde, sans prolixité, allant droit au but, ramassant dans des phrases courtes, haletantes, l'émotion et l'impression universelles, il prononce ces paroles redoutables, pleines de passé et hélas ! d'avenir :

Vraiment, depuis quelques années, des choses bien étranges se sont produites en Europe. Un Romain disait au milieu des proscriptions : « Maudite maison d'Albe, elle me coûtera la vie ! » Eh bien, aujourd'hui, c'est le langage que peuvent tenir les petits États de l'Europe. Êtes-vous une puissance peu redoutable ? Avez-vous un territoire fertile qui ne peut pas vous rendre bien forts, mais qui arrondirait les États d'un voisin puissant et ambitieux ? Avez-vous quelque port en eaux profondes, pouvant recevoir une grande flotte ? La tête d'un canal qui réunirait deux grandes mers ? Vos sujets parlent-ils la même langue que ceux de ce puissant voisin ? Malheur à vous !

Et la fameuse péroration, resplendissante d'une lumière sombre :

Si la guerre est heureuse à la Prusse, elle s'emparera de quelques-uns des États allemands du Nord et ceux dont elle ne s'emparera pas, elle les placera dans une diète qui sera sous son influence. Elle aura donc une partie des Allemands sous son autorité directe, et l'autre sous son autorité indirecte et puis on admettra l'Autriche, comme protégée dans ce nouvel ordre de choses. Et alors, permettez-moi de vous le dire, on verra refaire un grand Empire germanique, cet empire de Charles-Quint qui résidait autrefois à Vienne, qui résiderait maintenant à Berlin, qui serait bien près de la frontière, qui la presserait, qui la serrerait et, pour compléter l'analogie, cet empire de Charles-Quint, au lieu de s'appuyer, comme dans le quinzième et le seizième siècle, sur l'Espagne, s'appuierait sur l'Italie. Vous ne pouvez approuver cette politique ; lors même qu'elle vous apporterait un accroissement de territoire quelconque, cette politique n'en deviendrait que plus honteuse, car elle aurait consenti à recevoir un salaire pour la grandeur de la France indignement compromise dans un prochain avenir.

L'Empereur, qui croyait avoir échappé aux difficultés de l'heure à force de résignation et de dissimulation, n'avait pas prévu cela. Tout à coup se révélait la vanité de l'auréole : les convoitises refoulées se découvraient sous les apparences de



ROUHER

(D'après le tableau de Cabanel).

la générosité. Les nationalités suscitées, les traités de 1815 abolis, l'Europe remaniée, la France agrandie, honorée, exhaussée, tel était le tableau que l'on présentait à l'opinion ; mais le tableau n'était pas vrai ou, du moins, n'était pas complet : il y avait un revers caché et Thiers le dévoilait. L'Empereur se sent atteint personnellement. Il s'irrite, et, à Auxerre, il vante son amour de la paix, son « désintéressement » ; il expose qu'il s'agit de donner cours aux ambitions italiennes sur la Vénétie ; moyennant quoi la France échappera à la guerre, dans l'attente des événements. La paix, c'est maintenant tout ce que l'on désire... Le Corps législatif applaudit à tout rompre la communication impériale.

Déjà la guerre a éclaté entre la Prusse et l'Autriche, l'Italie prenant l'Autriche à revers. En vain l'Impératrice a fait le possible et l'impossible pour que la France se rangeât en force aux côtés de l'Autriche. L'Empereur se renferme dans une abstention forcée qu'il voudrait rendre menaçante. Mais, alléché par les tentations de Bismarck : « Prenez tout ce qui parle français », il fait figure aux yeux de l'opinion européenne et un peu dans la réalité, du *tertius gaudens*, de l'homme qui attend son heure. Bismarck le dénoncera bientôt comme « un vautour qui, après la lutte, se jettera sur les cadavres ensanglantés ».

Sadowa est un coup de foudre. Aux Tuileries, on escomptait la victoire de l'Autriche ou du moins une longue guerre épuisant les deux adversaires. François-Joseph se tourne vers la France et remet la Vénétie entre les mains de l'Empereur improvisé « médiateur » ; l'Italie la recevra « sans victoire », mais aussi sans reconnaissance.

Les apparences sauves, la suite des événements est terrible pour le prince qui a tiré à lui toutes les responsabilités. La reine de Hollande lui écrivait le 18 juillet 1866 :

Vous vous faites d'étranges illusions. Votre prestige a plus diminué dans cette dernière quinzaine qu'il a fait pendant toute la durée du règne : c'est la dynastie qui est menacée, c'est elle qui en subira les suites. Laisser égorger l'Autriche, c'est plus qu'un crime, c'est une faute.

La politique étrangère étant hors du cadre de ce récit, ces quelques traits suffisent pour expliquer l'évolution qui se produit, par contre-coup, sur l'histoire intérieure, à savoir la désillusion abaissant soudainement tout le système. L'Empire était une foi. La foi est perdue. La France se sent abandonnée, à la dérive, sans but et sans boussole, au moment où l'Europe et le monde se tournent vers les nouveaux astres. Napoléon a perdu son étoile ; rien ne lui réussit.

Le 11 août, un autre fantôme se présente aux Tuileries : c'est l'impératrice Charlotte qui arrive du Mexique et, seule, vient réclamer l'exécution des engagements qui ont conduit son mari au delà des mers. Elle frappe à la porte du Palais. On la

reçoit les larmes aux yeux, mais le refus sur les lèvres. La France a d'autres soucis maintenant, que les aventures lointaines. Quelques semaines après, à Rome, aux pieds du pape, elle sombrera dans la folie.

Courir après ses fautes est la pire des fautes. L'Empereur, n'ayant pas osé agir, s'entête à tirer parti de son abstention ; à un homme comme Bismarck, c'était la partie offerte et facile. Il suggère à Benedetti la tentation de la Belgique et il soustrait, à la confiance un peu naïve du diplomate, le document qui donnera à la politique française une si fâcheuse apparence. Et pour finir, cette mesquine « queue » de la politique des compensations, l'affaire du Luxembourg, découragera les dernières sympathies et irritera les populations voisines de la France qui se croiront toutes menacées. Dans la circulaire du 16 septembre, l'Empereur, le protecteur des peuples faibles, le défenseur des nationalités opprimées, insérera, sous la plume de M. de Moustier, successeur de Drouyn de Lhuys, cette phrase malheureuse :

Une puissance universelle, faut-il le regretter, pousse les peuples à se réunir en grandes agglomérations en faisant disparaître les États secondaires.



L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE

Un jour viendra où cet aphorisme servira d'argument à la plus injuste des invasions et mettra la France, une fois encore, à deux doigts de sa perte.

L'Empire autoritaire perdait, au dedans, tout le prestige gaspillé au dehors. L'Empereur en était réduit à abonder dans le sens de l'opposition ; il demandait, maintenant, au pays de l'aider à porter le fardeau de ses tâches. Le décret du 19 janvier 1867, auquel Émile Ollivier avait apporté quelque part de collaboration, s'il ne rétablissait pas un système complet de contrôle parlementaire, paraissait s'y acheminer. Le droit d'adresse est supprimé ; mais il est remplacé par un droit d'interpellation entouré seulement de certaines restrictions et garanties ; la présence des

ministres au sein du parlement est autorisée pour y défendre, eux-mêmes, leurs actes et la politique impériale ; le préambule du décret le donnait comme le « couronnement de l'édifice élevé par la volonté nationale ». L'accueil fut froid ; la droite s'étonnait de voir ce glissement à gauche ; la gauche ne se satisfaisait pas d'une concession purement formelle. Se faisant une arme du droit d'interpellation, Thiers reprend sa critique acerbe et sans conclusion contre la politique extérieure de l'Empire. Agaçant Mentor, il a toujours l'air d'offrir une collaboration qui se dérobe : c'est alors qu'il prononce le fameux mot : « Il n'y a plus une faute à commettre ! » La session est close le 24 juillet. L'Exposition universelle bat son plein.

L A TRANSFORMATION DES CAMPAGNES 1866 est l'année de Sadowa ; 1867 fut l'année de l'Exposition. Ainsi l'ombre et la lumière alternent dans ces dernières années de l'Empire. On ne peut juger du règne de Napoléon III uniquement d'après les erreurs de sa politique extérieure et d'après la catastrophe finale. Comment nier les beaux résultats obtenus par une conception brillante de l'existence d'un grand peuple, par une politique soutenue d'ordre et de paix sociale, par une ampleur de vie, une magnificence qui faisaient rayonner de nouveau la France des grands siècles après l'éclipse bourgeoise du règne de Louis-Philippe et après les désordres anarchiques de 1848 ?

L'héritier de la légende avait entrevu, dans ses rêves d'exilé et de prisonnier, cette France prospère, brillante, illuminant le monde, généreuse aux opprimés, secourable aux pauvres, accueillante aux étrangers. Il avait repris le mot de Napoléon sur la « nation-soleil » en opposition avec la « nation-satellite ». Il avait annoncé « l'extinction du paupérisme », l'avènement de la démocratie, l'organisation du travail et des salaires par l'association.

Aujourd'hui, le règne des castes est fini ; on ne peut gouverner qu'avec les masses ; il faut donc les organiser pour qu'elles puissent formuler leurs volontés, pour qu'elles puissent être dirigées et éclairées sur leurs propres intérêts.

Il y avait, dans tout cela, de l'utopie, de l'improvisation, de l'à peu près. Mais l'Empereur était un doux entêté et le rêve qui l'avait séduit une fois, il s'y complaisait toujours. Il eut, en tous cas, la volonté de rompre avec les années maigres, les années blanches où la France s'était repliée sur elle-même de 1815 à 1848 ; de même qu'il portait en lui la blessure de Waterloo, il saignait de celle des journées de Juin. Il cherchait, dans une autorité soucieuse du bien populaire, les voies du régime impérial moderne ; souvent il les trouva. Si, à l'extérieur, sa mégalomanie

généreuse l'égara, à l'intérieur nombre de ses initiatives l'honorent ; elles donnèrent à la France un élan extraordinaire pour aborder cette conjoncture unique du milieu du dix-neuvième siècle qui arracha le monde au passé sédentaire et tardigrade et l'éleva au magnifique développement matériel et scientifique de la civilisation moderne. Par lui, et sous son règne, la France fut à la hauteur de ses tâches nouvelles et elle franchit ce pas difficile allégrement. Le tableau de ces transformations demanderait de longues pages ; on en trouvera les lignes essentielles dans l'*Histoire économique*. Il est nécessaire, cependant, d'indiquer ici les effets de l'économie sur la politique inaugurée alors et qui entreprend d'adapter le suffrage universel et les intérêts des masses au fonctionnement des affaires publiques, qui ramasse les forces communes en vue d'une œuvre d'ensemble et qui fait, de la France elle-même, le Versailles d'un grand peuple comme Versailles avait été le monument d'un grand roi.

Jetons un rapide coup d'œil sur cette création dont les circonstances ambiantes et l'époque sont les agents principaux, mais où il faut faire aussi leur part aux nobles intentions du souverain. Le dix-neuvième siècle fut le siècle des grandes découvertes. Il suffit d'indiquer celles qui agissent le plus directement sur la transformation politique et sociale, la vapeur, l'électricité, le gaz d'éclairage, la photographie. L'essor des sciences physiques et chimiques se produit au moment où Napoléon III monte sur le trône. Ainsi ces larges évolutions coïncident avec l'avènement d'un homme de légende, qui a gardé la flamme romantique et pour qui la conception du progrès ne peut plus se séparer de la considération des masses. De telles coïncidences ne sont pas l'effet du hasard : elles résultent de la marche normale de l'histoire et des courants de l'esprit qui transforment les choses et suscitent les hommes. Napoléon III, tout plein de la mission qui lui était échue, se laissait qualifier, sans fausse modestie, « d'homme providentiel ».

C'est donc sur les bases les plus profondes de l'ordre social qu'il s'appuie. Soit comme héritier de l'épopée napoléonienne, soit comme annonciateur de la démocratie, il s'intéresse, d'abord, aux masses paysannes. L'objet de sa politique, du moins au début, c'est la réconciliation des deux éléments bénéficiaires de la Révolution, que le règne précédent avait séparés : la bourgeoisie et le peuple. La noblesse, l'élite, les privilégiés boudent. L'Empire, combattu par le faubourg Saint-Germain, s'affirma de plus en plus « bleu » et « peuple ». Sa préoccupation de satisfaire ces masses provinciales qui lui apportaient 6 ou 7 millions de suffrages s'observe surtout dans la pratique administrative. Dignes de leurs prédécesseurs du Premier Empire, les grands préfets du Second Empire, triés sur le volet, hommes d'action

avant tout, apportent d'abord l'ordre, la tenue, l'activité, l'esprit créateur. Ces bienfaits ont transformé la province ; construction des chemins de fer, des réseaux télégraphiques, développement des routes, des chemins vicinaux. Jusqu'à l'année 1853, il n'y avait pas un médecin, un homme de loi, un commerçant qui ne fît ses courses à cheval. Et les voici qui, tous, soudain, vont voyager assis, soit en voiture, soit en chemin de fer. C'est une nouvelle forme de l'existence, la circulation étant, à elle seule, une civilisation. La campagne française se met en mouvement. En 1853, on en était, ou peu s'en faut, au matériel de la vie du temps de César. A partir de 1853, c'est l'âge *moderne*. La ville, la petite ville, la vieille ville de province, la ville de La Bruyère, étagée sur le penchant d'une colline, fait craquer ses remparts, abat ses tours et ses portes. Et, dans les campagnes, fermes, hameaux, villages, bourgs, tout se reconstruit. La tuile et l'ardoise remplacent le chaume. Cette nouvelle France rurale devient l'habitat du suffrage universel massif, du suffrage universel « petit propriétaire ». Celui-ci s'instruit, connaît sa force, exige : la politique impériale n'aura, en premier lieu, d'yeux que pour lui.

La plus urgente revendication du suffrage universel, c'est l'éducation populaire. Au début, l'électeur porte son bulletin à l'urne sans savoir lire ; mais soupçonneux et jaloux de ses droits, il prend conscience de son infériorité et il réclame, du moins, « la lettre moulée ». Répondre à ce vœu, c'est une pensée persistante de l'Empereur que Duruy finit par traduire en fait : l'école sera mise à la portée des humbles. Ceux qui ont vécu ces temps ont connu d'abominables classes de campagne, sordides et fétides, logées sous le même toit que les rats de la grange banale, le troupeau du village ou, au mieux, la pompe à incendie. Le pédant de La Fontaine y maniait la férule. A partir de 1860, tout se transforme. Dans chaque commune, une école pour les garçons et, progrès plus extraordinaire encore, une école pour les filles. Vers 1878, quand la République se sera établie, on verra le scrutin abordé définitivement par des électeurs sachant lire. C'est un fait capital dont nous relèverons les conséquences sur l'histoire future, à l'infini.

Ainsi, du centre aux extrémités et des extrémités au centre, des liens nouveaux se créent chaque jour. La province et Paris se rapprochent par le voyage, se connaissent par la lecture. Les moyens de communication donnent à la pensée une mobilité dont nous allons dire les éclatants résultats. D'autres contacts et d'autres bienfaits se succèdent. A partir de 1863, Pasteur applique ses découvertes sur la fermentation à la conservation du vin ; bientôt sur les instances de Dumas et de l'Empereur, il se consacre à l'étude de la maladie des vers à soie, à celle des maladies de la bière, donnant ainsi aux découvertes scientifiques d'immédiates utilisations pratiques. La pensée

désintéressée se transforme en écus sonnants et pèse au fond de la bourse paysanne.

L'argent manque aux campagnes ou, s'il ne manque pas, il n'a pas encore dégagé son multiplicateur : le crédit ; il dort au fond du tiroir ou dans le bas de laine stérile. L'encouragement aux caisses d'épargne mobilise la fortune publique et lui fait porter fruit, tandis qu'une puissante organisation bancaire (création du Crédit mobilier, du Crédit foncier) diffuse peu à peu la connaissance et l'emploi de la valeur. L'agriculture, l'industrie, les affaires se développent, non sans risque il est vrai, non sans scandales même, en raison de leur rapide développement. La spéculation, le puffisme, la réclame abusent de la bonne foi et de la candeur provinciales et commencent à devenir un danger. Le gouvernement lui-même semble perdre de vue la ligne de conduite prudente qu'il s'était tracée au début. Le libre-échange vise surtout le bien-être des populations urbaines, non sans inquiéter l'agriculture et l'industrie dont les plaintes sèment des germes durables de mécontentement. Dans l'ensemble cependant, le progrès est indéniable et il en résulte un général enrichissement. La France monte vers la position exceptionnelle qui fera d'elle, trente ans plus tard, le banquier du monde.



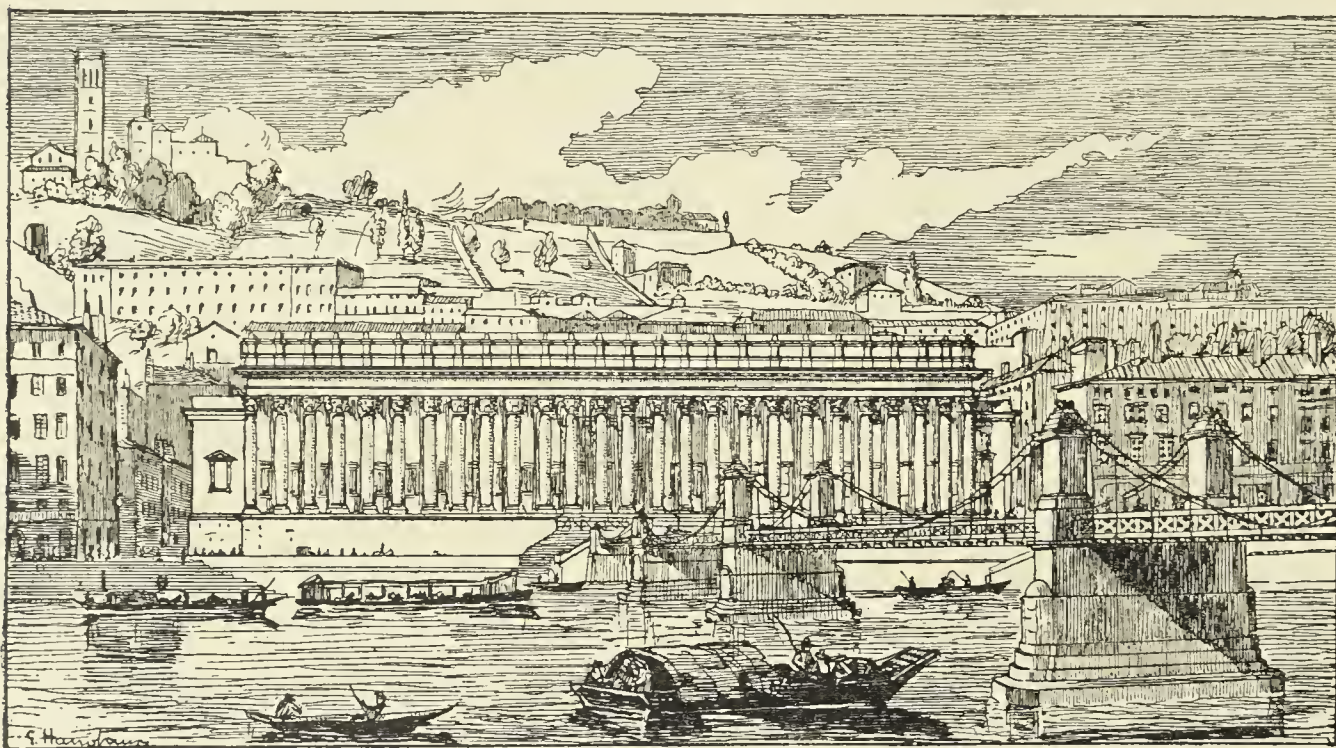
LE MÉDECIN DE CAMPAGNE (1850)

L E DÉVELOPPEMENT DES GRANDES VILLES. HAUSSMANN.

Les villes deviennent l'objet de la préoccupation constante de l'Empereur ; on les surveille et on veut les satisfaire, un peu parce qu'on les craint. D'ailleurs le développement des moyens de communication a travaillé pour elles. Seules, des histoires locales détaillées pourraient exposer les progrès accomplis sous le Second Empire. C'est à titre d'indication, uniquement, que nous relèverons ici les transformations accomplies dans les trois plus grandes villes de France, Marseille, Lyon, Paris.

« A Marseille, écrit un écrivain contemporain, Bailleux de Marigny, c'est un véritable changement à vue qui s'est accompli ». Le chiffre de la population a triplé, le mouvement du port a sextuplé. Le trafic par chemin de fer a atteint

1 500 000 voyageurs et dépassé 1 800 000 tonnes de marchandises. La ville, qui a été munie d'eau potable par la création du canal de la Durance, ouvert dès 1846, développe et applique à sa propre hygiène et à la salubrité du port les ressources ainsi fournies. Le programme général conçu par l'ingénieur Legrand et remanié par Pascal prévoit, de la pointe d'Endoume au cap Janet, une surface de 200 hectares d'eau avec un développement de 30 kilomètres de quais ; l'entreprise des



LE PALAIS DE JUSTICE DE LYON
(D'après un bois de *l'Univers illustré* (1860).

docks est menée à bonne fin. Sur l'initiative du maire Honnorat, le programme urbain est mis à l'entreprise à partir de 1858 : ouverture des voies principales élargies, nivellement et assainissement du sol, égouts, squares, places, quais, cathédrale, bourse, hôtel de ville, bibliothèque, musée de Longchamps, préfecture, enfin Palais du Château d'eau, cet édifice d'inspiration grandiose qui achève et glorifie les travaux d'aménée de la Durance. A la fin de 1860, et à la suite d'une visite de l'Empereur, l'ouverture de la rue Impériale est décidée. Des quartiers entiers sont nettoyés de leur ordure millénaire ; Marseille est devenu le port de l'Algérie, et sera bientôt le port du canal de Suez. Le monde s'habitue à prendre ce chemin. Il faut que l'étape soit digne des visiteurs.

Marseille, c'est le port de passage et de commerce. Lyon, c'est la ville de

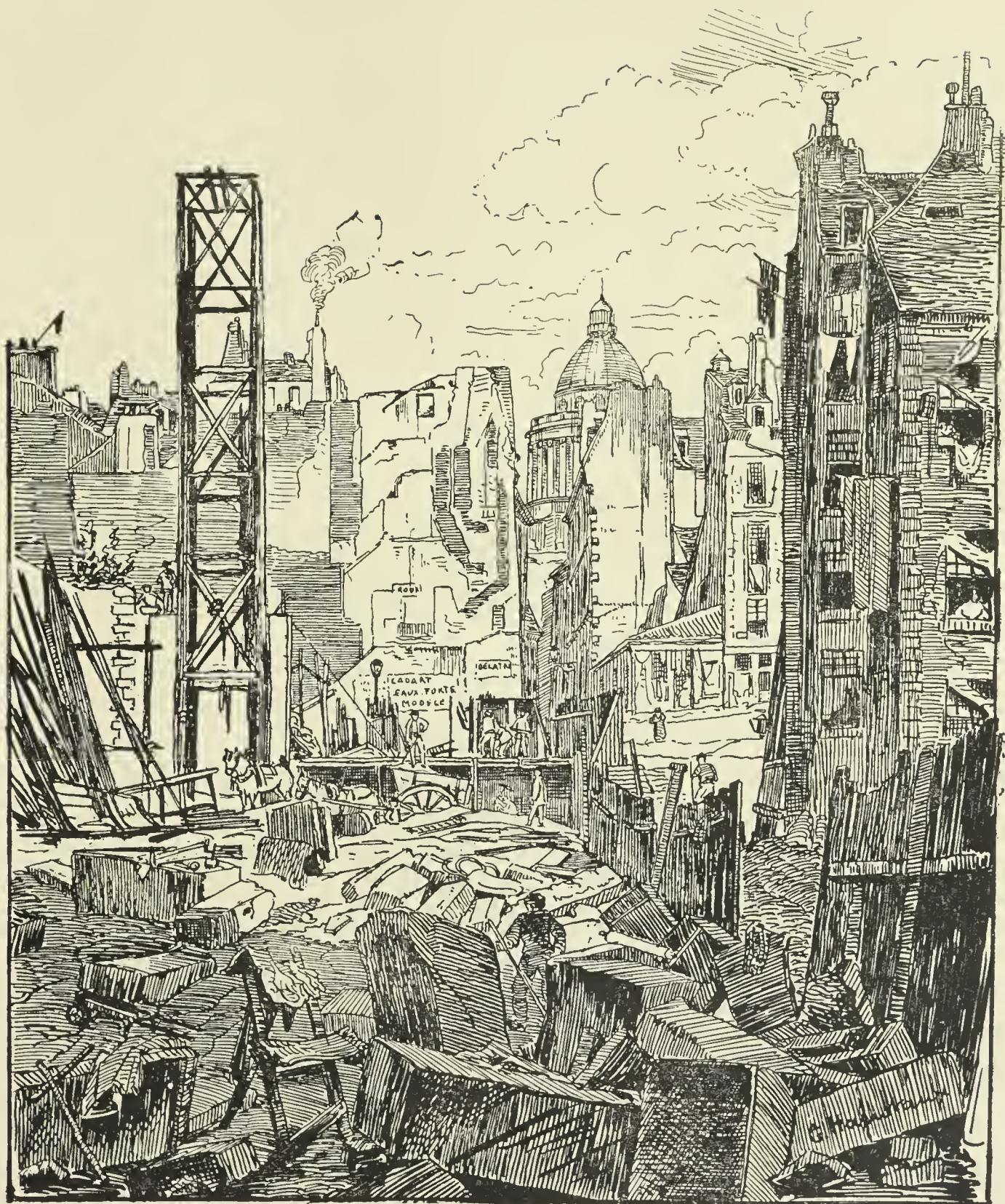
séjour et d'industrie. De même que Bordeaux a connu un successeur éminent du marquis de Tourny, cet Haussmann que l'Empereur appela bientôt à Paris, de même que Marseille a connu Maupas, Lyon a reçu, de la main de l'Empereur, un administrateur dont on eût bien voulu faire un ministre, Vaïsse. La métropole lyonnaise que la Convention a ruinée, que des luttes violentes ont trop souvent meurtrie, renaît par le privilège de sa position unique, par l'obstination de son labeur et le génie artistique de ses peuples. Mais, en fait d'organisation et de développement urbain, tout est à faire ou à refaire. Les anciens qualifiaient Lyon de « Florence ultramontaine » ; c'était aussi un Francfort, un Milan, un Genève. Autour de l'industrie de la soie, toutes les autres productions s'étaient développées. Il est difficile de donner l'idée de ce que pouvait être, alors, cette ville des « canuts », où tant de goût et de volonté acharnée se dépensaient dans un cadre misérable et bourbeux.

Lyon qui avait 200 000 habitants au début du siècle, en comptait près de 400 000 à la fin du Second Empire. Où battaient 27 000 métiers en 1827, on en trouve 70 000 en 1867, sans parler d'une expansion marquée dans la banlieue et les villes environnantes. La ville avait, en 1847, une dette de 8 millions : la dette atteint 60 millions en 1868 ; mais ces millions ont été bien employés. La ville s'est aérée, élargie, articulée par la réunion de Vaise, la Guillotière, la Croix-Rousse ; et les mesures ont été si bien prises, les devis ont été si justes, les méthodes si excellentes que le progrès s'est accompli, pour ainsi dire, sans qu'on s'en aperçût. Vaïsse avait conçu le nouveau Lyon, non pas tant sur le modèle de Paris que sur celui de Londres, le travail et les affaires étaient accumulés au centre, le foyer et le repos restant à la périphérie. Les travaux commencent en 1854 par l'inauguration de la rue Impériale qui rejoint la place des Terreaux à la place Bellecour. En même temps, ce sont les égouts, les quais, la traversée de la ville par les voies ferrées et la construction des gares dont la dépense est évaluée à 80 000 000 ; réfection de l'Hôtel de Ville, aménagement du parc de la Tête d'Or, Palais du Commerce, amélioration des côtes de la Croix-Rousse, élargissement des rues, assainissement des vieux quartiers.

Cette entreprise municipale, à la fois puissante et élégante, dans ses sobres réalisations, n'est que la figure extérieure des choses. Le fond, c'est la paix sociale rétablie, c'est l'humaine solidarité s'imposant à la querelle des classes, c'est la charité enseignée par la religion respectée. A Lyon, le mouvement du cœur a toujours secondé le travail des mains. La bienfaisance, le secours mutuel, l'assistance, l'enseignement public, l'enseignement professionnel qui naît exigent des millions, mais les rendent en harmonie et en fierté laborieuse.

Mais c'est à Paris surtout que le grand œuvre s'accomplit. Un nom suffit pour l'évoquer, celui du préfet Haussmann. Dans les premières années du siècle, le budget de Paris n'atteignait pas 12 000 000 de francs ; il est à noter que l'instruction publique était inscrite aux dépenses pour 32 000 francs et l'élargissement des voies publiques pour 1 800 francs. La « croisée » de Paris n'avait pas changé depuis Philippe Auguste. Le gouvernement de Juillet avait fait beaucoup pour l'élargissement des rues, la plantation des quais et surtout l'amenée des eaux. Ces projets avaient été repris et élargis en 1847 dans un programme d'ensemble dû à Arago. Louis-Napoléon est à peine au pouvoir que sa volonté « césarienne » s'applique au développement et à l'ornement de la capitale. Les discours officiels chantent d'avance « la ville de marbre ».

A la fin du règne, le budget de la ville a passé de 12 millions à 155 millions. Dès 1851, la loi qui décide le prolongement de la rue de Rivoli, appliquée bientôt à toutes les voies nouvelles, autorise les expropriations qui permettront d'accomplir dans la ville attardée les immenses tranchées qui en feront une ville neuve. Haussmann a conçu le projet de faire de Paris plutôt une ville « européenne » qu'une ville française. Il y taillera ces larges voies stratégiques qui rendront impossible la guerre des barricades, qui relieront entre elles les grandes gares qu'on va construire, fourniront de larges débouchés aux inventions de l'avenir, et rattacheront tout le transport intérieur à cette artère fluviale incomparable qui fait de Paris le premier des ports français. Par une vue magnifique, dont les contemporains ne saisissent que lentement la grandeur, il jette, d'un coup de filet, Paris sur sa banlieue, annexe les populations de onze communes, près de 40 000 nouveaux habitants, étend ainsi les limites et les ressources de l'octroi et, embrassant d'un seul coup d'œil le grand « rond » de Paris, lui donnant comme pivot la ligne centrale, place du Trône, barrière de l'Étoile, assurant à la ville aux deux extrémités, par le bois de Vincennes et le bois de Boulogne, les poumons qui lui permettront de respirer, doublant « le rond » par la ligne des boulevards extérieurs et entourant le tout du chemin de fer de ceinture, il restaure la vieille conception de la « croisée » et par les boulevards de Strasbourg et de Sébastopol, que le boulevard Saint-Michel prolonge jusqu'à l'Observatoire, il crève les vieux quartiers et leur apporte l'air et la lumière. Mais il faut, à cette figure un peu géométrique, des organes de vie : il les lui fournit : ce sont les Halles à proximité du point de rencontre de la « croisée » ; en outre, des marchés partout, des moyens de locomotion abondants où s'introduisent les premiers tramways et, comme Paris n'est pas seulement une ville qui se meut, qui mange, mais aussi une ville qui travaille, qui s'ingénie, qui se montre, qui s'amuse, qui prie,



LES TRAVAUX POUR LE PERCEMENT DU BOULEVARD SAINT-GERMAIN
(D'après une eau-forte de Lalanne.)

qui veut s'étendre et grandir encore, il ouvre, soudain, autour de l'Opéra nouveau, un éventail dont le manche s'appuie au Théâtre-Français et dont les rayons couvrent tout un quartier neuf se développant par Chaillot, Monceau, les Ternes, Montmartre, les Buttes Chaumont ; là, il prévoit une ville nouvelle semée de monuments, de mairies, d'églises, de squares et reliant, par les nouveaux boulevards, l'Étoile au Père-Lachaise, la gloire à la mort. Le boulevard qui porte le nom du grand préfet ne s'achèvera que de longues années après, mais le projet signé par lui s'impose au développement futur du « plus grand Paris ».

Il est impossible d'énumérer les monuments qui vont surgir du sol ou s'achever au cours des dix-huit années du règne : le Louvre est réuni aux Tuileries et ainsi s'achève l'œuvre des rois ; le ministère des Affaires étrangères est terminé, puis c'est Notre-Dame dégagée et soutenue, c'est la Trinité, c'est Saint-Augustin, c'est le Palais de l'Industrie, la préfecture de police, les casernes, les ponts des Invalides, d'Iéna, d'Austerlitz, d'Arcole ; c'est l'ensemble des grands travaux ordonnés par la loi de 1858 ; c'est enfin, comme clou central, le nouvel Opéra, œuvre de Garnier, orné par Baudry, édifice sommé de la couronne impériale et qui donne son sens définitif à « la France Second Empire ».

S'il s'agissait de suivre en détail les moyens administratifs employés par le Préfet de la Seine, « le grand baron », pour arriver à de tels résultats, les tableaux de chiffres seraient aussi fantastiques que les fameux *comptes fantastiques d'Hausmann*. Il y avait là en effet une invention prodigieuse, des tours de passe-passe subtils, un sacrifice à l'avenir qui tenait du miracle. « Cet homme est fou ! » s'écriait-on... Il était sage. Ces sommes immenses, ces dettes grevant à la fois le présent et l'avenir, que sont-elles ? où sont-elles ? Quoi : elles dépassaient *un milliard* ! Mais il s'agissait du coup de baguette qui allait faire de la grande petite ville décrépite et accroupie sur sa grâce moyenâgeuse, une capitale digne de l'univers convoqué. Boulevards magnifiques, façades blanches à la place des masures culbutées par milliers, squares, jardins publics, égouts, hospices, approvisionnements, que sais-je, tout s'arrange pour une vie amplifiée et plus douce. En 1854, Paris possédait 163 kilomètres d'égouts voûtés, il en aura 700 kilomètres en 1867 ; la quantité d'eau disponible s'élève de 80 000 à 420 000 mètres cubes par jour. En 1859, Paris était éclairé par 3 500 becs de gaz ; en 1867, on en comptait 32 000 (y compris la zone annexée). Et on trouvait alors Paris « ruisselant de lumières » !

Les charges sont énormes, oui, le pittoresque souffre et la ligne droite est blessante à des yeux inhabitués : le vent balaye les rues, oui, mais le choléra s'enfuit.

Dès cette époque, il se trouvait des hommes de simple bon sens qui, dédaigneux des polémiques se dépensait tant de vain esprit, présumaient la gratitude de l'avenir et le juste jugement de la postérité.

Il est permis de penser, écrit le sage publiciste de la *Revue des Deux Mondes*, qu'en 1899, la banlieue de Paris s'étendra jusqu'à Saint-Denis, Sceaux et Versailles. Dans cette immense enceinte sillonnée de locomotives, arrosée et purifiée par l'eau, rafraîchie par la verdure des ports, enrichie par le développement de l'industrie, la moyenne de la vie se sera augmentée, sans aucun doute, grâce aux soins hygiéniques de toutes sortes et aux progrès de la bienfaisance publique et privée. Les sacrifices financiers consentis pour obtenir de tels résultats sembleront minimes alors et l'on s'étonnera qu'on ait fait des calculs d'économie d'argent quand il s'agissait d'économiser la vie des hommes.

LA COUR ET LES FÊTES DU SECOND EMPIRE

On dormait sous Louis-Philippe, on s'éveille sous Napoléon III. Il suffit de comparer les comptes personnels du bon roi parcimonieux à la large dépense du personnage de grande allure qu'est le nouveau souverain. L'Impératrice, grande dame par ses origines, son élégance, son allure indépendante et sa simplicité cavalière, paraît, rien qu'à sa démarche, la déesse de cet Olympe éblouissant. A peine le mariage est-il accompli, que Paris retrouve ce qu'il avait perdu, une Cour.

Voilà l'aspect des choses nouvelles tel que le note une étrangère imbue de toutes les vanités et de tous les préjugés de la haute société euro-

Dans un pays ainsi transformé, dans une capitale quadruplée, la vie se trouve soudain secouée, accélérée.



NAPOLÉON III REMET AU PRÉFET DE LA SEINE, M. HAUSSMANN,
LE DÉCRET ANNEXANT A PARIS LES COMMUNES SUBURBAINES
(D'après un tableau d'Yvon).

péenne, la jeune et mordante princesse de Metternich. D'abord, la Cour et l'Impératrice :

Le charme que l'Impératrice exerçait sur tous ceux qui l'approchaient avait agi sur moi et j'étais subjuguée tant par sa grâce, sa bonté, que par sa ravissante beauté. Les traits étaient d'une finesse extrême, l'expression des yeux, douce et intelligente, le nez, la bouche, l'ovale de la figure, la forme de la tête, le cou, les épaules d'une rare perfection, les dents belles et bien rangées, le sourire délicieux..



« LE DÉCAMÉRON »

(D'après le tableau de Winterhalter, musée de Versailles.)

J'avoue que j'ai été frappée de suite par l'air et les allures de femme du monde qui différaient tellement de celles d'autres souveraines. L'Empereur que je regardais sous cape me parut non pas vieux, mais plus vieux que je ne croyais...

C'est *cela* même et l'on sent dès lors, dans le ménage un léger nuage, une distance dont les intimes seuls se douteront.

Le tableau de Winterhalter, *Décameron*, présente un raccourci du monde élégant, charmant, frivole qui entoure les souverains. Les plus rares beautés françaises et étrangères sont groupées autour de l'Impératrice : la princesse Mathilde, la princesse Clotilde, la princesse Anna Murat ; puis la comtesse Walewska, la duchesse de Morny, l'admirable Pourtalès, Mme de Gallifet aux yeux pers, la

princesse de Metternich elle-même, le visage rond, les yeux ronds, la bouche charnue, un peu négresse, cigare aux lèvres et, avec tout cela, un charme et un brio endiablés, et puis la duchesse de Persigny, la duchesse de Montebello, bientôt la princesse Lise Troubetskoy, « la petite souris », qui se glisse, ne fait pas de bruit et voit tout.

Autour de cette corbeille papillonnent les beaux hommes de l'Empire, officiers aux Guides ou aux Cent-Gardes, incomparables pour mener un cotillon ou pour se faire tuer à Solferino, à Puebla ; tous les grands noms des grandes guerres : les Murat, les Ney, les Montebello, les Cambacérès, les Poniatowsky, les d'Espeuilles ; et puis, des diplomates, des hommes de guerre, des ministres, des avocats, soit gens du monde, soit gens d'affaires, tout cela un peu mêlé : lord Cowley, Metternich, Nigra, Beyens, Goltz, Morny, Persigny, le général Fleury, Fould, le très intelligent Mocquard, Thouvenel, Moustier, Duperré, Du Bourg, Duvillier, Castelbajac et, figure si frappante, le jeune Galliffet aussi maigre que spirituel, que l'Empire passera à la République ; et puis des hommes de lettres, des artistes, de grandes notoriétés que le couple impérial attire par des prévenances infinies : Mérimée qui a fait sauter l'Impératrice enfant sur ses genoux, Octave Feuillet, Saulcy, Viollet-le-Duc, Alexandre Dumas fils, Gounod, Meissonier, Gérôme, Édouard Delessert, Laborde, Massa, le spirituel auteur des *Commentaires de César*. On en compte par centaines, de ces hommes du monde qui sont aussi des hommes de main et des hommes d'esprit. Campagnes et bals, fêtes à Compiègne et chasses à Fontainebleau, « saisons » à Plombières, à Vichy, à Biarritz, à Bade, on les trouve partout, toujours frais, de grande allure, de beau sang-froid, de tenue impeccable. La maxime du prince est que le plaisir et le luxe retombent en pluie d'or sur le peuple qui travaille. L'amusement est une politique. L'Empereur circule, impassible, le visage froid, la cigarette aux lèvres, les yeux doux parmi cette foule inclinée en uniformes ou en habits à la française, culotte courte et bas de soie, les femmes ruisselantes de diamants et de pierreries, flottant comme des îles dans des crinolines bouffantes, les volants s'évasant en fleurs de soie sur les parquets glissants. Lui songe à ses affaires ou à ses plaisirs intimes, car on ne sait où va son rêve, tandis que l'Impératrice, toujours vive et allante, honnête femme autant que femme du monde, cache sa blessure et surveille, du coin de l'œil, l'entrée suspecte d'une Castiglione ou la rencontre, à l'embrasement d'une porte, de la favorite du jour.

Paris et la province dansent comme danse Paris. Il n'est pas une ville qui n'ait son train de fête, ses bals, ses carnavaux, fussent-ils à l'ordonnance comme ceux du

maréchal de Castellane à Lyon. A Paris, les cercles, les restaurants à la mode, les cafés groupent en un tourbillon joyeux les hommes de sport, les hommes de plaisir qui se reconnaissent et se saluent du geste parmi la foule déjà accrue des étrangers. Le faubourg Saint-Germain boude ; mais ses fils ne boudent pas. On les voit aux premières, affichant les lorettes au rire sonore ; on les retrouve au Bois menant des

attelages sans prix, aux courses pariant sur « Gladiateur » ; c'est Gramont-Caderousse, le marquis Dulau, Galliffet encore, Auguste d'Arenberg, Anatole de la Forge, Noriac qu'on vit parfois faire chorus au peuple du « paradis » : *Bas la Rousse — Viv' Cad'rousse !*

Car le lieu des rencontres et des joies, c'est le théâtre. Opéra et bal de l'Opéra, Palais-Royal, Variétés, quelles soirées ! quelles apothéoses ! La Patti, Schneider, Thérèse, divines divas qui en cascades, qui en roulades, qui en bravades font résonner encore, après tant d'années, les échos du siècle. Meilhac et Halévy, Sardou, Offenbach ; de l'esprit à pleines mains, de la blague à pleins paniers, des écarts à pleine jambe, des rires à plein gosier : *Famille Benoiton, Grande-Duchesse de Gerolstein, Belle Hélène, Poirier et Gendre de M. Poirier*, traditions, morale bourgeoise, noblesse, spéculation, armée,



LE CARNAVAL AU SECOND EMPIRE
(D'après une lithographie de Gavarni) (fragment).

uniformes, humanisme, humanité, humanitarisme, tout se mêle, s'entre-croise : Pasteur et Gagne, Rochefort et Lacordaire, tant de contrastes, tant de gaspillages, tant de folies et pour quelle issue ! quels lendemains ! On crie à la fin du monde ; plus exactement du demi-monde. Il fallait bien attirer l'Europe, la fasciner, étaler devant elle ces grandeurs nouvelles — ces splendeurs remises à neuf, ce « Marie-Antoinette » de carton et de peluche, ces inventions sublimes ou cocasses dans leur fraîcheur... Et ce fut l'Exposition de 1867. Les foules de France et les peuples de l'Univers veulent se rencontrer, se montrer et se voir les uns les autres, se comparer, se mesurer, « se concurrencer », selon le mot que le

barbarisme du commerce impose à la langue parmi tant d'autres ; le demi-siècle qui s'ouvre sera l'ère des Expositions, immense étalage continuellement fait, défait et refait, gloire du progrès matériel et du luxe diffusé et banal où s'instruit et se divertit, assez basement, la démocratie au biberon.

L'EXPOSITION DE 1867 : L'idée des Expositions universelles était née en France ; on l'attribue à Boucher de Perthes. Elle avait été reprise en 1849 par l'Assemblée législative. L'Angleterre la réalisa, d'abord, au Palais de Cristal en 1851. La France ne la laissa pas tomber et, en 1855, en pleine guerre de Crimée, le Palais de l'Industrie avait été construit à cet effet. Le succès fut considérable et tel que le Palais n'avait pas suffi ; on conçut le dessein de faire, un jour, quelque chose de grand et de digne du nouveau Paris.



SORTIE DU BAL DE L'OPÉRA

(D'après un croquis au lavis de Constantin Guys).

On choisit l'emplacement le plus vaste dont on pût disposer dans la ville, le Champ-de-Mars, et on nomma commissaire général un homme, que ses travaux de sociologie avaient rendu célèbre, Le Play. Héritier apaisé des doctrines saint-simoniennes, démocrate chrétien, auteur d'études ingénieuses où le savoir et l'imagination s'alliaient aux sentiments les plus nobles, Le Play était le Français le plus qualifié pour mettre en application l'idéologie impériale. Il montra, par l'intelligente et amusante création de l'Exposition de 1867, qu'il n'était pas seulement homme d'idées et de rêves, mais homme de réalisation. Il y avait eu 24 000 exposants en 1855, il y en eut 52 000 en 1867. Le bâtiment principal de l'Exposition, de forme ovale et constitué par des galeries concentriques, tout en rez-de-chaussée, couvrait 45 hectares. Autour, dans des jardins admirablement aménagés, se trouvaient dispersés les bâtiments, les pavillons, les kiosques plus ou moins exotiques,

offrant le spectacle de tous les peuples, de toutes les industries, de toutes les créations, de tous les plaisirs ; et, par contre, le tableau des progrès accomplis dans tous les ordres d'idées scientifiques, industriels, techniques, se développait dans le bâtiment central. C'était, pour les visiteurs, une leçon sans prix, les arrachant aux somnolences périmées du demi-siècle qui s'achevait. Soudain, au lieu et place d'une sagesse parcimonieuse et lourdement bourgeoise, éclataient un entrain, une ardeur juvéniles, une envie de vivre et de produire qui entraînaient les foules hors d'elles-mêmes et les emportaient dans une ronde effrénée. Paris perdit pied un instant.

Cependant, un pli rembrunissait le front quand, après avoir parcouru les immenses galeries consacrées aux arts de la paix, machines, locomotives, outils des métiers, produits de l'industrie, mobiliers, tissus, objets d'art, après s'être arrêté longuement devant les étalages exotiques, japonais, hindous, algériens, devant les auberges scandinaves, hollandaises ou laponnes, le visiteur se trouvait soudainement en présence des canons exposés par l'usine Krupp, colossaux et comme braqués sur la ville en folie. Pas un esprit, si insouciant fût-il, qui ne se trouvât ému du contraste, touché de l'avertissement. Et, en effet, au cours même de l'Exposition, des coups sourds étaient frappés comme pour annoncer le drame qui allait commencer.

L'affaire du Luxembourg, piètre aboutissant de la grande politique impériale, et de ce système peut-être généreux des nationalités, qu'on prétendait amalgamer avec le bénéfice des compensations, rampait derrière le décor et on se demandait, de minute en minute, si la guerre n'allait pas faire tout sauter. L'affaire s'arrangea juste à temps ; le sol tremblait. Bientôt, une nouvelle qu'on essaya de taire se répandit de bouche en bouche, d'abord à la Cour, puis dans les cercles officiels, enfin parmi les foules : « Maximilien a été fusillé le 19 juin à Queretaro. » On feignit l'indifférence, on détourna la tête ; on voulut penser à autre chose. Mais le spectre lointain et la figure de la pauvre démente se glissaient parmi les plaisirs et gâtaient les plus belles fêtes.

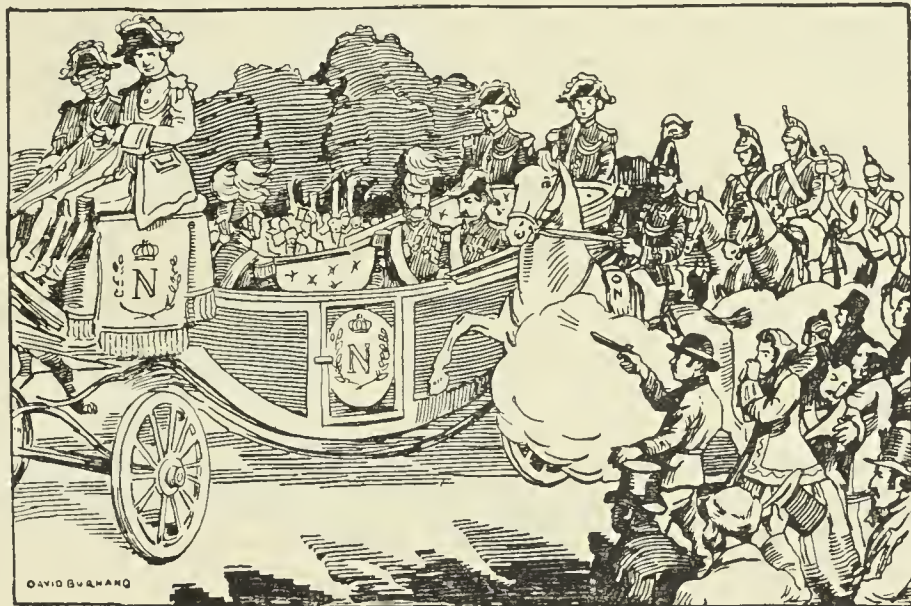
Tous les souverains avaient été invités. Ils vinrent, sauf l'empereur d'Autriche, François-Joseph, que la mort de son frère ne laissait ni sans deuil ni sans reproche. Paris vit accourir les princes et les monarques en tel nombre que Louis XIV et le grand Napoléon lui-même n'avaient rien vu de tel. Roi et reine des Belges, reine de Portugal, grande-duchesse Marie de Russie, prince Oscar de Suède, prince japonais, fils du Taïcoun. Le tsar Alexandre de Russie arriva le 1^{er} juin. Après la visite aux Tuileries, il était, le soir même, aux Variétés où l'on jouait « la Grande-Duchesse de Gerolstein ». Le 4 juin, c'était le roi Guillaume de Prusse accompagné

de Bismarck et de Moltke. Bismarck fut l'homme du jour. Pour le dévisager, mesurer de l'œil sa stature colossale, voir ses gros yeux ronds aux sourcils épais, sa hure de sanglier et son veston chocolat, on se pressait dans les rues. Son nom courait sur les rangs des spectateurs : « Ils crient « Vive Bismarck ! », disait le chambellan ». « Ils ne sont pas si bêtes, répondait l'homme, ils crient « Vilain Bismarck » ! Dans le monde, il se laissait approcher, parlait aux femmes, leur décochait un trait d'esprit avec mille attentions pour l'Impératrice : « Elle est plus belle que tous ses portraits, écrit-il à sa femme, extraordinairement gracieuse et aimable, un visage long et mince, de jolis

yeux, une jolie bouche et des diamants fabuleux ». Il rit beaucoup à la représentation de la « Duchesse de Gerolstein » et, se retournant vers Moltke qui ne se déridait pas, lui dit, de cette parodie des vieilles cours allemandes : « C'est tout à fait cela ». Il donna à Persigny une leçon de diplomatie d'une franchise extraordinaire qui, passant

au-dessus de la tête de l'ancien ministre mécontent, visait l'Empereur. Et ce fut tout. Il parut singulier, ambigu, audacieux, risquer. C'était l'effet que le dur Prussien voulait produire sur ces Français spirituels, légers et imprudents. A son retour à Berlin, il fit insérer, dans un de ses journaux, la note qu'il voulait qu'on répêât « : Aux yeux de l'Empereur Napoléon, M. de Bismarck ne parviendra jamais à être quelque chose de plus qu'un homme très spirituel ». (*Origines diplomatiques de la guerre*, t. VII, p. 180.)

Le 6 juin, eut lieu une grande revue. L'Empereur montrait à l'Europe l'armée qui s'était battue à Solferino et qui devait se battre à Sedan. Le roi Guillaume et Moltke regardèrent tout, attentivement. Le tsar Alexandre passait à cheval sur le front des troupes, magnifique comme un héros de légende. Au retour, il débouchait du Bois vers la route des Réservoirs, quand un homme sortit vivement de la foule,



ATTENTAT CONTRE LE TSAR A LONGCHAMP
(D'après un document de la collection De Winck).

tendit le bras et tira un coup de revolver. L'écuyer de service, M. Raimbeaux, avait vu le geste et avait lancé en avant son cheval qui reçut le coup en pleine tête et tomba. L'Empereur de Russie n'eut pas une égratigure, mais à nouveau les fronts s'assombrirent. Le sens de la tragédie fut souligné par le mot jeté, assure-t-on, au Palais de Justice, par un jeune avocat, Floquet : « Vive la Pologne, Monsieur ! »

La fête reprit et ce fut un spectacle des « Mille et une nuits » quand le sultan Abd ul Aziz arriva à son tour. A l'heure où il entrait dans Paris, on recevait confirmation de la nouvelle de Queretaro. Le malheur s'obstinait. A la fin, l'entrain dut céder devant cette insistance du destin. A partir du mois d'août, les esprits sont ailleurs. Dans une visite qu'il fait dans le nord de la France, l'Empereur laisse tomber un aveu où il y a comme un pressentiment :

Des points noirs, dit-il, sont venus assombrir notre horizon. De même que la bonne fortune ne m'a point ébloui, de même des revers passagers ne me décourageront pas.

L'Empereur exprimait sa véritable pensée. A ces fêtes commandées, il avait assisté avec un double souci, celui de la paix qu'il sentait lui échapper, celui de sa santé qui s'effritait en pleine maturité avant même que son fils, délicat lui-même, fût élevé :

Quelquefois il se protège par le silence, dit le prince Napoléon à Émile Ollivier, et il ne dit rien. Mais, quand il parle, il dit tout. Du reste, il est bien fatigué ; il est malheureux, il n'a plus d'amis, il s'ennuie. Il est vraiment malade de la moelle épinière et de la vessie, il n'en a plus que pour trois ou quatre ans.

Aux feuilles tombantes, l'Exposition ferma ses portes. L'Empereur avait rendu, à Salzbourg, une visite de condoléances à François-Joseph et celui-ci vint rendre la visite à Paris même, le 23 octobre. Il fut admirablement accueilli par les Parisiens. Le malheur rapproche. Les discours furent un hymne sincère à la paix. Cependant la politique de l'Empereur s'enfonçait dans l'impasse où elle s'était précipitée. Garibaldi avait pénétré dans les États pontificaux et Napoléon avait envoyé le corps maintenu à Toulon à l'aide des troupes pontificales. Garibaldi, ayant pris le parti de fuir, était surpris et battu à Mentana (3 novembre). Un congrès de la paix tenu à Genève donna ce que donnent les congrès. L'Italie garda au cœur, sans desserrer les lèvres, le souvenir de Mentana. La fatalité usait les alliances l'une après l'autre.

VERS L'EMPIRE LIBÉRAL.
ÉMILE OLLIVIER

La session parlementaire qui allait transporter à l'intérieur les conséquences de la politique extérieure était convoquée pour le 18 novembre. L'Empereur ouvrit en personne la session

de novembre 1867. Il apparut changé, l'aspect d'un vieillard prématuré, le cheveu rare, la moustache et la barbiche blanchies, le regard terne, les yeux mi-clos, la figure bouffie, le dos arrondi et presque voûté. Sur son visage amorti, on lisait des tourments intimes, ceux que l'on connaissait et ceux que l'on ne pouvait que deviner, le souci de sa santé, ses chagrins domestiques, le retentissement de ses échecs dans sa politique extérieure, la lassitude de la lutte contre la fatalité, la recherche obstinée de solutions qui se dérobaient.

Son plus grand souci venait, sans doute, de la position en porte-à-faux à



OUVERTURE DE LA SESSION EN NOVEMBRE 1867 DANS LA GRANDE SALLE DU LOUVRE
(D'après un dessin de J. Lange).

l'égard du pays. L'union nationale, qui avait été le rêve de toute sa vie, il n'avait pu l'obtenir : il restait obsédé de l'opposition de l'élite, de ce que lui et ses ministres appelaient, avec une aigreur résignée, « l'hostilité des vieux partis ». Depuis quinze ans que le régime est établi, loin de gagner, il a perdu, par des fuites imperceptibles et qui l'épuisent goutte à goutte.

De ces pertes, la plus sensible, c'est le grand refus du parti catholique depuis que la campagne de l'unité italienne a porté atteinte au pouvoir pontifical. Malgré l'affaire de Mentana, malgré le fameux « jamais » de Rouher, les catholiques français n'ont plus confiance. Le cœur n'y est plus. L'homme qui a fait le 2 Décembre dans le sillage du 18 Brumaire est tombé dans la même faute que le fondateur de la dynastie. Alors que tous deux avaient compris, d'abord, qu'un gouvernement ne peut trouver d'appui solide à droite qu'avec le concours des hommes de religion et du clergé, ils se sont brouillés avec la religion et avec le clergé. Ce

n'est pas seulement la légitimité, celle-là à demi reléguée dans le sommeil de l'histoire, qui reste irréductible, c'est cette masse considérable de la nation, qui reste attachée à la tradition religieuse. En additionnant sa force et son influence avec celles de la bourgeoisie orléaniste, on constate que la droite, ralliée au début, ne présente plus une base solide où s'appuyer.

Que faire, alors, sinon chercher un point d'appui à gauche? La politique n'a pas le temps de philosopher : d'abord, vivre. Les dispositions naturelles de l'Empereur, son vieux fonds révolutionnaire, la position qu'il a prise dans les affaires d'Italie le portent, d'ailleurs, de ce côté. N'a-t-il pas écrit, dès 1837, à son amie et confidente la grande-duchesse Stéphanie, ces lignes qui sont comme le schéma de son futur système politique?



A L'ÉGLISE
(D'après Lami.)

Ma conviction est que l'Europe ne sera tranquille que lorsqu'il y aura en France un gouvernement fort : or, ce n'est que sur la démocratie qu'on peut, en France, consolider un trône. Si l'on n'assoit pas une dynastie nouvelle sur des bases bien larges, on n'aura jamais, au pouvoir, qu'un chef de parti : il y aura alors des vainqueurs et des vaincus, mais non pas un peuple de frères unis par l'amour, la confiance et le patriotisme.

Et n'avait-il pas dit aux ouvriers de Saint-Quentin, quand il arrivait au pouvoir, le 9 juin 1850?

Mes amis les plus sincères, les plus dévoués ne sont pas dans les palais, *ils sont sous le chaume*; ils ne sont pas sous des lambris dorés, ils sont dans les ateliers, dans les campagnes. Je sens, comme disait l'Empereur, que ma fibre répond à la vôtre, que nous avons les mêmes intérêts, les mêmes instincts.

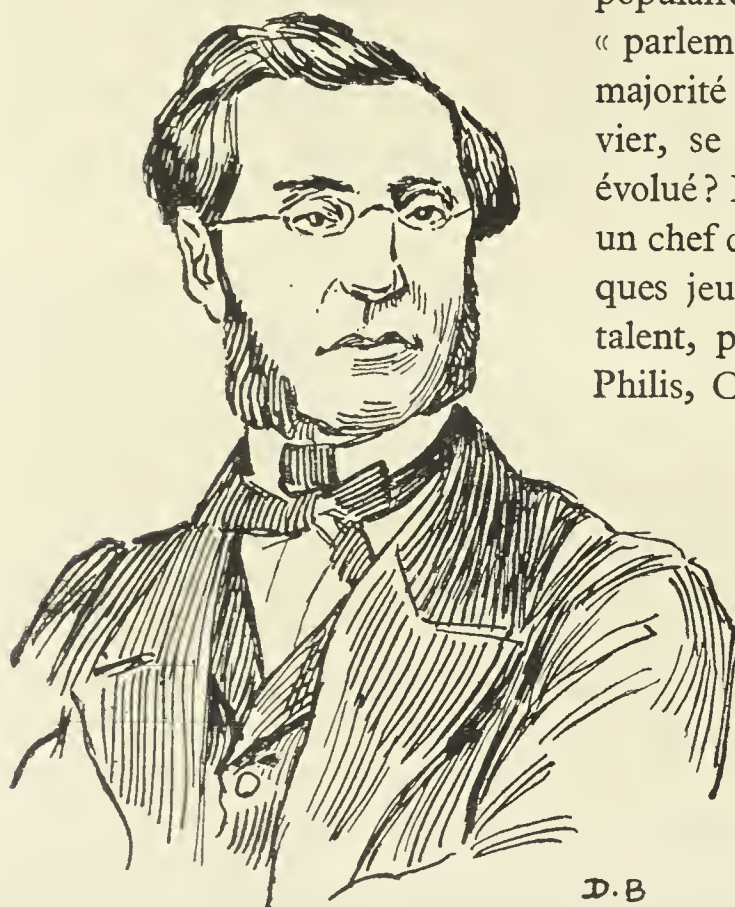
Tous ces vieux sentiments humanitaires remontaient de son passé et de son cœur à son cerveau et prenaient place dans ses méditations. Il se portait vers la gauche, à la recherche de cette force démocratique qui lui avait toujours paru indispensable à la consolidation de la dynastie napoléonienne. Sa tendance était populaire. Cela veut-il dire qu'elle était *libérale*? Un certain malentendu semble s'être établi en ce point. Comme la plupart de ses contemporains, l'Empereur paraît s'être habitué à l'idée qu'il fallait passer par « la liberté », — en comprenant par ce terme

le « parlementarisme », — pour atteindre la démocratie. Il visait les masses par l'intermédiaire de la « représentation ». Mais, en se conformant à cet état d'esprit du moment, l'homme du 2 Décembre et qui avait emprisonné, somme toute, les parlementaires, se mettait, dans une certaine mesure, à la merci de son adversaire le plus habile et le plus dangereux, l'orléanisme. Dans le message du 29 novembre 1869, l'Empereur devait libeller sa manière de voir dans la phrase fameuse : « L'ordre, j'en réponds, aidez-moi à fonder la liberté. » Cette formule avait pour premier effet de le séparer de la partie la plus solide et la plus fervente de son personnel politique, les *vrais* bonapartistes. C'est comme s'il eût dit : « Je puis toujours compter sur mes amis pour avoir une administration forte et bien ordonnée ; mais, en ce qui concerne le contrôle, la discussion, la parade des honneurs, je suis prêt à m'adresser à un personnel nouveau. »

L'Empereur se rendait compte, sans doute, que l'avenir de son fils n'était assuré que s'il l'entourait d'hommes assez jeunes pour accompagner les débuts du règne futur. Mais encore fallait-il que ces hommes nouveaux représentassent l'esprit « impérial ». Là était la vraie difficulté. L'Empereur avait été amené ainsi à rechercher, parmi les hommes nouveaux, quelqu'un qui, comme talent, autorité, situation acquise, fût en état de remplacer ceux qu'il congédiait assez cavalièrement. Il lui fallait un orateur, un homme habitué aux luttes politiques, un parlementaire ayant acquis un certain renom dans le pays. On avait bien pensé à Thiers. Mais l'obstiné vieillard se hérissait de conditions inacceptables. A son défaut, l'attention du souverain se portait vers le personnage un peu hors rang, amené par Morny, orateur éminent, homme de cœur, avec le sens du populaire, capable de diriger et de dominer au besoin une assemblée, Émile Ollivier. Personnellement, l'Empereur avait pris goût à ce héros oratoire qui, en dépit de certaines insuffisances, l'envoûtait de son ambition vigilante, d'une « tendresse » (le mot a été prononcé) non affectée, et d'une profusion romantique de propos musicaux et éthérés qui caressaient le rêve impérial. Déjà à moitié séduit, le souverain pesait le pour et le contre en sa manière silencieuse et non résistante. Il s'attardait à ruminer une solution qui, tout en le soulageant de la fatigue du pouvoir, s'offrait comme le « pont » (le mot est de Gambetta) qui conduirait l'Empire vers de nouvelles destinées. Peut-être, de toutes les raisons qui inclinaient l'Empereur à cette solution, la plus décisive venait-elle du fait qu'Émile Ollivier s'était toujours montré partisan déclaré du système de Napoléon III dans les affaires extérieures : imbu du principe des nationalités, il se déclarait lui-même « italien » et même « allemand ». En tout cas, il n'était ni « catholique », ni « romain », quoique éloigné de tout esprit de secte ; de même, il était ami du peuple sans ten-

dance révolutionnaire ni socialiste ; on pouvait compter sur sa fermeté « bourgeoise ».

Tout pousse donc l'Empereur vers cette issue. S'il tarde, c'est qu'il sent que sa volonté une fois déclarée, il ne pourra plus se reprendre. Ces sortes de décisions sont sans retour. Si le choix d'Émile Ollivier peut marquer un « par le flanc gauche » vers la démocratie, il lie le régime à un mode quelconque de parlementarisme. Car, là-dessus, le nouveau venu est intraitable. L'orateur ne conçoit le gouvernement



ÉMILE OLLIVIER (D'après une photographie).

populaire que par la tribune. Or, qui dit « parlement » dit « majorité ». Où trouver la majorité nouvelle qui, à la voix d'Émile Ollivier, se ralliera autour du pouvoir impérial évolué ? Émile Ollivier n'est pas, précisément, un chef de groupe. Il a bien auprès de lui quelques jeunes hommes, ambitieux et non sans talent, plus ou moins attachés à sa fortune, Philis, Chevandier de Valdrome, Maurice Ri-

chard, Clément Duvernois. Mais si le parti auquel il a appartenu du temps des « cinq » ne vient pas à lui, entre le groupe d'opposants déclarés et la vieille garde impériale de Granier de Cassagnac et de Rouher, comment recueillir le chiffre de voix nécessaires pour assurer un gouvernement de quelque suite et autorité ? Entre les deux, il ne reste en somme, que ces parlementaires-nés, ces hommes

qui, se réclamant eux aussi de la « liberté », n'ont pas admis un seul instant qu'on pût se passer de leurs mérites et de leur compétence et qui, faisant déjà partie des assemblées, sont aux écoutes d'une voix qui les appelle : fusionnistes sans illusion sur la fusion, royalistes hostiles au comte de Chambord, libéraux que leurs principes mêmes portent à toutes les transactions pour le pouvoir, en un mot les orléanistes. Ils ne sont pas tous jeunes, c'est vrai ; ils ne sont pas sûrs. Mais, ambitieux et accommodants, ils s'ennuient de n'être rien. Peut-être en tirerait-on une majorité, fût-ce de rechange.

La France aime le changement. Elle demande un jeu du pouvoir qui l'émeuve

et qui l'amuse. A une politique nouvelle, il faut des hommes nouveaux. Ainsi s'explique, et pour d'autres raisons qui sont le fond trouble de la politique, ce « saut dans l'inconnu » où l'Empire se risque à l'heure où il se sent lui-même atteint.

LA PRESSE ET LE DROIT DE RÉUNION. GAMBETTA C'est justement le sentiment de cette incertitude et de cette précarité latente qui explique aussi, avant l'essai de réalisation du système, l'échec de la plupart des mesures tendant à lui préparer les voies. Car une période de transition a paru nécessaire. Émile Ollivier, désigné, n'est pas encore appelé. Pendant une année, les choses resteront en suspens. Et c'est la vieille équipe avec son chef toujours vigoureux, toujours allant, toujours dévoué, Rouher, qui se chargera de faire le lit du futur « empire libéral ». Ce n'était pas une garantie qu'il fût de tout repos. Ainsi se passera, dans une sorte d'intérim branlant, cette année 1868, qui eût pu être l'année du salut et qui ne présente qu'une suite assez incohérente d'essais sans franchise, mal présentés, mal accueillis, aggravant le mal, loin d'y porter remède.

La plus urgente et la plus honorable de ces tentatives fut assurément celle qui soumettait aux Chambres et au pays la refonte de la loi militaire. Tout le monde en convenait, il fallait à la France une armée établie sur de larges bases, avec un recrutement plus abondant et plus souple, avec des cadres plus nombreux et plus instruits, avec un armement transformé et accru, de telle façon qu'elle pût faire face, le cas échéant, à la situation nouvelle créée en Europe par le développement soudain et terrifiant de la Prusse. Le maréchal Randon avait été remplacé au ministère de la Guerre par le maréchal Niel, qualifié pour préparer une réforme si importante. On a dit, dans l'*Histoire militaire*, comment le projet Niel, digne d'un meilleur sort, n'aboutit qu'à des solutions insuffisantes cruellement combattues et marchandées et qui ne reçurent même pas une application immédiate. L'Empereur, averti par la correspondance des attachés militaires français auprès des cours allemandes, avait eu le sentiment du péril et avait pesé, autant que pouvait le faire sa volonté affaiblie, pour enlever la réforme. Mais l'aveuglement de l'opposition qui, malgré les avertissements de Thiers, se paye de billevesées pacifistes et humanitaires (au moment où la Prusse emplissait ses arsenaux de canons de nouveau modèle et munissait de fusils à aiguille ses propres contingents et ceux des États allemands déjà groupés autour d'elle), le manque de confiance général, la faiblesse du gouvernement rendirent à peu près inefficaces les prescriptions déjà insuffisantes de la loi.

Une nouvelle loi sur la presse paraissait l'indispensable préparation d'un système évoluant vers une place plus large faite à l'opinion. Le régime de la presse

établi en 1852 (autorisation et avertissement) était devenu inapplicable avec les tendances nouvelles. Ajoutons que, depuis le développement de la presse à grand tirage, il n'y avait plus à se fier à elle : le savoir-faire de publicistes audacieux crevait tous les filets, passait pas toutes les mailles : le système que l'on proposait maintenant consistait, en supprimant l'autorisation et l'avertissement, à reconnaître à tous les citoyens de droit de fonder un journal sur une simple déclaration, les délits de presse étant soumis, le cas échéant, aux tribunaux ordinaires. Le projet souleva à la fois l'opposition de droite et l'opposition de gauche.



COUPLE D'OUVRIERS EN 1868
(D'après Constantin Guys).

Défendu du bout des lèvres par Baroche, il fut repêché, sur l'insistance personnelle de l'Empereur, par l'inlassable dévouement de Rouher. Rouher, se conformant à la pensée du maître, consentait à ouvrir, en prenant certaines garanties, la voie à ses propres successeurs. Il avait le courage d'exposer lui-même les raisons qui l'écartaient : « Depuis 1852, dit-il, quatre millions d'hommes nouveaux sont inscrits sur nos listes électorales : ceux-là n'ont ni nos souvenirs ni nos espérances. Ils arrivent avec des ardeurs nouvelles ; ils demandent une liberté plus étendue. » La loi fut votée. Mais, au cours de cette année 1868, les tribunaux eurent à infliger, pour procès de presse, « plus de cent cinquante mille francs d'amende et près de quatre cents semaines de prison. » On avait transformé le pré-

toire en champ de bataille politique.

L'Empereur tenait à marquer le futur régime à son empreinte : dans sa lettre du 19 janvier, il avait pris l'engagement de rendre au pays le droit de réunion. L'état de l'opinion et des mœurs l'autorisait, disait-il, à tenter l'expérience. Il était convaincu qu'en faisant une telle concession, il irait droit au cœur du peuple. Il aimait le peuple, plus qu'il ne le connaissait. Le projet fut voté le 25 mars après une courte délibération. Personne même, dans la majorité impériale, ne combattit à fond le projet, nul ne voulant s'opposer à la pensée personnelle de l'Empereur. L'un de ses membres disait : « Comment empêcher les gens de se jeter par la fenêtre ? » Les derniers mois de l'Empire allaient assister à un tumulte de comices, à un dévergondage de paroles qui lui imprima une allure de carnaval tragique. La contradiction fondamentale entre le régime et la liberté apparut dans le trouble général. La

démocratie sans guide, mal préparée aux tâches que l'avenir lui réservait, se précipitait sur la bonne volonté impériale et la mettait en miettes, comme un enfant déchire ses langes. A la confiance, elle répondait par la violence. Le parlementarisme et les promesses libérales étaient de bien insuffisants palliatifs.

L'acte le plus décisif, parmi ceux qui émanaient de l'inspiration personnelle de l'Empereur, avait été l'autorisation accordée à une délégation des ouvriers français de se rendre à l'Exposition de Londres en 1862. Ainsi s'étaient créées les premières relations entre les organisations ouvrières des différents pays ; comme suite du voyage, une « Internationale de travailleurs » fut fondée un peu plus tard à Londres par Tolain, Limousin, Camelinat et Perrachon. On a cité le mot d'un socialiste : « C'est un enfant né dans les ateliers de Paris, mis en nourrice à Londres. » Il ne semble pas douteux, qu'au début, le groupe n'ait gardé des relations avec l'Empereur et qu'il n'en ait eu aussi avec Bismarck. Mais, s'écartant peu à peu de son caractère professionnel et s'ouvrant aux influences politiques par sa participation, en 1869, aux grandes grèves de la Ricamarie et d'Aubin, « l'Internationale » prit nettement position parmi les adversaires du souverain qui l'avait assisté à sa naissance. Dès 1868, le programme du parti annonçait le marxisme et le futur soviétisme. C'était la menace des profonds bouleversements sociaux destinés, sur le mode proudhonien, à faire peur aux bourgeois, lesquels, d'ailleurs, après bientôt un siècle, ne s'en portent pas plus mal, ayant le sentiment énergique du rôle qui leur incombe dans la société. Voici ce programme :

« Ce que nous voulons renverser, ce n'est pas seulement le tyran, c'est la tyrannie. Nous ne voulons plus de gouvernement, car les gouvernements nous écrasent d'impôts ; nous ne voulons plus d'armée, car les armées nous massacrent ; nous ne voulons plus de religion, car la religion étouffe les intelligences. Ni Dieu ni maître ! »

On allait retrouver, bientôt, l'Internationale dans l'organisation des « journées » du siège et de la Commune de Paris.

Cependant la masse de la nation restait calme et inébranlée. A Paris seulement et dans quelques grandes villes, une guerre au couteau était engagée contre le gouvernement impérial, et celui-ci, tombant dans l'erreur de Louis-Philippe, s'épuisait dans une lutte mesquine contre un ennemi insaisissable qui l'assaillait à coups d'épingle. Les deux lois récentes, la loi sur la presse et la loi sur le droit de réunion, au lieu de désarmer les adversaires, leur avaient fourni de nouveaux moyens. Delécluze, rentré à Paris, fonde un journal d'attaque, *le Réveil*, et, plein des souvenirs de 1848, ravivés par la publication des livres de Ténnot sur le 2 Décembre, il ouvre une souscription pour l'érection d'un monument à Baudin, tué sur les barricades

du quartier Saint-Antoine. Le gouvernement ordonna des poursuites. Mais, au procès, une voix se fait entendre qui dominera désormais le tumulte de la polémique et de la politique, celle de Gambetta. On l'attendait : il surpassa l'attente.

Depuis 1864, raconte Jules Simon, il y avait, dans les couloirs de la Chambre, un jeune homme qui, peu à peu, s'était habitué à venir tous les jours... On n'avait pas besoin de le voir pour savoir qu'il était là. Dès qu'il entra dans la salle, sa voix éclatait par-dessus toutes les conversations. Il riait, dès le seuil, à gorge déployée, et tout le monde riait de compagnie. Vous n'avez jamais entendu personne raconter une histoire avec tant de brio. Une même pensée nous venait à tous. Quel député ce serait !... Il avait son but personnel et sa passion politique. Il jouait à fond une partie très serrée. Ses amis ne parlaient de lui que par hyperboles. Ses ennemis même convenaient que c'était quelqu'un. C'était Gambetta.

Gambetta plaida dans le procès Baudin et sa plaidoirie retentit dans l'histoire. Le 2 Décembre évoqué, dénoncé, insulté, accablé par toutes les grandes voix, Victor Hugo, Jules Favre, visé par les flèches aiguës des Ernest Picard et des Henri Rochefort, quel magnifique lieu commun pour l'opposition oratoire ! Ce fut le tour de Gambetta de s'en emparer ; ramassant la polémique ambiante, il en fit une pierre dont il frappa le colosse au visage :

Je ne sais si je me fais illusion, mais il me semble que le dernier endroit pour glorifier de tels attentats, c'est le prétoire du juge, car ici, la loi seule doit parler et être entendue... Je me demande si c'est dans cette enceinte particulière du droit, qu'il est permis de me contredire. Rappelez-vous ce qui c'est passé le 2 Décembre. (Suit un tableau historique magistral de la grande machination contre la loi avec le tableau de tous les éléments et de tous les complices de la conjuration). « Un tas d'hommes perdus de dettes et de crimes. » Et la fameuse tirade : « Où étaient Cavaignac, Lamoricière, Changarnier, Leflô, Bedeau et tous les capitaines, l'honneur et l'orgueil de notre armée ? Où étaient M. Thiers, M. de Rémusat ? De quel côté étaient le génie, la morale, la vertu ? »

L'élite française tout entière, élite qui n'avait pas désarmé, était convoquée pour porter témoignage contre le pouvoir usurpé. Au souffle de cette voix puissante, l'opposition républicaine s'emparait du gouvernement de l'opinion.

Un journaliste extraordinaire, comme on n'en avait vu et comme on n'en verra peut-être jamais, n'ayant d'autre arme que ce don parisien par excellence, l'esprit, mordait au mollet le personnel impérial et le débarrassait affolé : c'était Henri Rochefort. Il blaguait tout et si drôlement que le venin se colportait dans le rire. Il avait débuté au *Figaro*, mais, non sans la complicité et le concours de Villemessant, il avait bientôt fondé *la Lanterne* qui, au milieu de cette année 1868, parut de rouge vêtue en son format de pique-poche et promenant son lumignon sur les bottes cirées et sur les robes à volants de « l'orgie impériale ». Le premier numéro, daté du samedi 31 mai 1868, commence par la phrase fameuse :

« La France contient, dit l'*Almanach impérial*, trente-six millions de sujets, sans compter les sujets de mécontentement... » Et puis, la non moins fameuse adhésion au régime : « On me permettra bien

cependant de choisir mon héros dans la dynastie. Comme bonapartiste, je préfère Napoléon II ; c'est mon droit. Personne ne niera qu'il ait occupé le trône, puisque son successeur s'appelle Napoléon III. Quel règne, mes amis, quel règne ! Pas une contribution, pas de guerres inutiles avec les décimes qui s'ensuivent ; pas de ces expéditions lointaines dans lesquelles on dépense six cents millions pour aller réclamer quinze francs, pas de liste civile dévorante, pas de ministres cumulant chacun cinq ou six fonctions à cent mille francs pièce. Voilà bien le monarque tel que je le comprends... Qui donc osera prétendre que je ne suis pas bonapartiste ? »

LES ÉLECTIONS DE 1869 Il fallait en finir, prendre un parti, s'arracher à cet état de somnolence embarrassée qui laissait passer tout, autorisait tout. L'Empereur voyait disparaître les hommes de sa génération, ses appuis personnels les plus fermes. Morny était mort. Troplong meurt, puis Moustier, Niel, sur qui on fondait de si grands espoirs. Il faut du nouveau ; on se décide. Les élections auront lieu dans les premiers jours de juin 1869. C'est à cette date que seront communiquées au public, tout le monde le sait, les mesures par lesquelles seront modifiées les Constitutions de l'Empire et qui inaugureront l'*Empire libéral*. On pense que le corps électoral, préparé par la période transitoire qui vient de s'écouler, se montrera favorable à la grande réforme qui va lui être soumise. Certains indices tendent à le montrer. Ceux qui étaient, la veille encore, des opposants incertains ou des majoritaires douteux ont constitué un groupe intermédiaire qui usurpe, d'avance, le fameux adjectif qui va tout changer : en attendant l'Empire libéral, c'est « l'union libérale ». Arborant le programme des « libertés nécessaires » réclamées par Thiers, suivant à la piste Émile Ollivier sans se compromettre avec lui, chassant de conserve avec les républicains accommodants comme Ernest Picard, cette opposition de circonstance était prête à essuyer les plâtres pour une future majorité.

Les élections prouvèrent que le pays avait compris en gros et qu'il approuvait. Si les grandes villes se montrèrent acquises aux partis de gauche, les masses provinciales et rurales se groupèrent autour de leurs chefs, les grands propriétaires ralliés. Les élections furent conservatrices, avec une légère teinte d'orléanisme. On prenait position contre le « gouvernement personnel » et on réclamait une « prompte réalisation des vœux du pays ». C'était obscur, mais suffisant. Dès la première interpellation, l'ancienne opposition, flattée, encouragée par l'Empereur, s'élève à 116 voix, tandis que le troupeau des impérialistes « purs » reste discipliné, prêt à donner ses voix aux nouvelles combinaisons où s'essaye l'imagination du maître. Rouher, par un trait d'abnégation sublime, mais qui ne va pas sans calcul, se donne à lui-même le coup de grâce : dans la séance du 12 juillet 1869, il lit le message où

est exposé le programme nouveau. Un projet de sénatus-consulte sera soumis à la haute assemblée qui apportera à la Constitution les remaniements nécessaires. Et ce sera l'avènement du parlementarisme, d'un parlementarisme mitigé, où l'Empereur reste encore responsable, mais où le mandat de député n'est plus incompatible avec la fonction ministérielle. Le mouvement est esquissé, non achevé.

L'ancien personnel est remercié. Rouher, Duruy, Vuitry, La Valette cèdent la place : mais, par une dernière hésitation où traîne bien quelque incohérence, Émile

Ollivier n'est pas encore appelé. Le ministère est composé de personnalités effacées, le portefeuille de l'Intérieur restant à un homme sûr, de Forcade la Roquette. Rouher, nommé président du Sénat, veille à la naissance de cet enfant mal venu que sera la nouvelle Constitution. Inutile d'insister sur le détail d'un système improvisé, destiné à disparaître à peine mis au jour et dont le dosage compliqué révèle le déséquilibre d'une volonté affaiblie. Prévost-Paradol écrivait le 16 septembre : « L'Empereur va mieux, mais l'Empire est malade » ; et Rochefort, plus mordant :



L'ORDRE, J'EN RÉPONDS !
(D'après un dessin d'André Gill.)

Annoncer qu'un souverain va bien quand il va mal est tout aussi nuisible au crédit public qu'imprimer qu'il va mal quand il va bien. D'où vient donc que, de

ces deux fausses nouvelles, la seconde soit punie par des mois de prison et la première par des places de préfet ? Vous me direz que s'il fallait opter entre les deux peines, beaucoup de gens choisiraient les mois de prison.

La santé de l'Empereur était l'objet de la préoccupation des hommes d'affaires et ajoutait à l'instabilité, à l'énervement général. L'avenir paraissait bouché. Et ce n'est pas avec le nouveau ministère, avec des Bourbeau, « l'homme qui manquait de prestige », qu'on calfaterait un navire faisant eau de toutes parts : aux élections complémentaires de novembre, Rochefort fut élu par Paris.

Il fallait aller jusqu'au bout. Émile Ollivier, appelé chez l'Empereur le 31 octobre, n'avait osé encore pénétrer aux Tuileries que la figure cachée par un épais cache-nez. Et c'est seulement le 29 novembre que l'Empereur, dans un message plus explicite, prononce la phrase annonciatrice : « La France veut la liberté, mais avec



THIERS

Pastel de Mme CAMILLE HANOTAUX, d'après le portrait de BONNAT.
(Musée de Versailles.)

l'ordre. L'ordre, j'en réponds. Aidez-moi, messieurs, à fonder la liberté. » Le ministère de quelques semaines donna sa démission. Reçu ouvertement chez l'Empereur, Émile Ollivier avait engagé les négociations, soit avec le centre droit, soit avec le centre gauche, pour essayer de mettre sur pied une combinaison durable. Quand il se crut au point, une lettre de l'Empereur datée du 27 décembre 1869 lui confia le soin de constituer un ministère ; rien de plus : « Je m'adresse à votre patriotisme pour vous prier de me désigner les personnes, etc... » C'était un passage bien étroit pour une difficile manœuvre. Le ministère fut présenté à l'Empereur et, le 2 janvier, les noms parurent à l'*Officiel*. Émile Ollivier était garde des sceaux, ministre de la Justice, sans avoir la présidence du Conseil, que se réservait l'Empereur.

**L E MINISTÈRE DU 2 JANVIER 1870
ET LE PLÉBISCITE**

Le nouveau ministère arrivait aux affaires au début de cette année 1870 qui devait voir l'écroulement de l'Empire. On ne peut pas dire que les auspices fussent favorables. Aux élections de 1869, 3 200 000 voix avaient été recueillies par les diverses oppositions. Non pas que ces voix fussent opposées à l'Empire, mais elles n'en constituaient pas moins un avertissement : c'était la rentrée en ligne de ces « anciens partis », que l'Empire avait tant désiré s'attacher, mais qui, s'ils apparaissaient de nouveau sur la scène politique en se réclamant de la « liberté », posaient leurs conditions. A n'en pas douter, le suffrage universel, comme il l'avait prouvé au temps de la Constituante et de la Législative, et comme il devait le prouver encore aux élections de la future Assemblée nationale, restait influencé par les autorités locales, par ces « haut imposés » dont le premier Empereur eût fait volontiers l'axe de sa politique intérieure : la preuve était faite que, dès que la pression officielle se relâchait, le produit électoral avait, de ce chef, un goût prononcé d'orléanisme. Émile Ollivier fut bien obligé de s'incliner devant ce verdict du suffrage et, en constituant son premier cabinet, il tourna les yeux vers les personnalités de « l'union libérale ». Puisque l'on désirait les rallier, il fallait leur faire place et on les vit, sans surprise, réclamer d'entrée de jeu les portefeuilles les plus importants : Daru prit les Affaires étrangères, Buffet les Finances, le marquis de Talhouët les Travaux publics, constituant un petit groupe à part dans le conseil des ministres, où le général Leboeuf à la Guerre et l'amiral Rigault de Genouilly à la Marine restaient de l'ancienne administration. Autour de ce triumvirat, les salons s'agitaient ; ils s'entr'ouvraient pour recevoir les moins indésirables parmi les hommes de gauche, Jules Simon, Ernest Picard ; on se retrouvait au *Nain jaune*,

même au *Correspondant*, aux *Débats* ; on colportait les saillies de Rochefort sans oublier que ce de Luçay était de bonne souche aristocratique. On voyait reparaître des figures oubliées ou surgir des visages nouveaux, je ne sais quels disciples de la vieille « doctrine » qui se réhabilitaient à sourire : le duc de Broglie, Léonce de Lavergne, Augustin Cochin, Laboulaye, même Odilon Barrot, Barante, Benoist d'Azy ; Prévost-Paradol mouchetait la pointe de son fleuret. Guizot, nommé à la présidence de la commission de l'enseignement, ne refusait pas les conseils de son expérience. Désireux de dégager la formule caractérisant le *novus ordo*, Daru,



ASSASSINAT DE VICTOR NOIR (D'après un bois du *Monde illustré*).

qui appartenait à une famille où l'on avait tâté des divers régimes tricolores, s'écriait aux acclamations de ses amis : « Nous sommes un ministère d'honnêtes gens ! » On murmurait à l'oreille : « Dans le cabinet actuel, il ne manque que le duc d'Aumale à la Guerre et le prince de Joinville à la Marine. » Entre les deux selles libérales, Émile

Ollivier se trouvait mal en équilibre. Thiers disait plus élégamment : « Ollivier, excellent entre deux bons percherons normands, mais en flèche, détestable. »

Il semble qu'il y ait eu, chez l'Empereur lui-même, une sorte de désappointement ; en tous cas, dans ses entourages, se fit jour l'idée d'un retour vers le principe bonapartiste plus affirmé ; le mot de plébiscite vint sur les lèvres. Un incident violent donna corps aux inquiétudes flottant dans l'air. A la suite d'une polémique de presse engagée par Rochefort, un jeune journaliste un peu effacé, Victor Noir, envoyé comme témoin, au nom de Paschal Grousset, chez le prince Pierre Bonaparte, fils de Lucien, et lui-même, dévoyé, tenu à l'écart par la famille impériale, fut tué à bout portant par le prince, dans sa maison d'Auteuil. Ce fut, dans Paris, un sursaut d'horreur et, aux obsèques, un mouvement de foule formidable. L'enterrement de Victor Noir fut une « journée » comme on n'en avait plus vu depuis 1848. La balle qui avait tué le jeune journaliste frappa l'Empire, — l'Empire libéral.

La situation se compliquait, à droite, d'un conflit relatif au concile œcuménique, alors réuni à Rome. Daru était gallican, de la nuance du *Correspondant*. Très sûr de soi, il crut devoir soulever, par une note adressée à Rome, la question de l'ingérence du clergé dans les choses de la souveraineté. On lui fit sentir que l'heure était passée de ce genre de polémiques, et le grand personnage du « ministère des honnêtes gens » fut hors de combat. Buffet, toujours peu malléable, se retira. Daru le suivit. Un peu plus tard, le marquis de Talhouët.

Ces démissions marquaient un désaccord portant spécialement sur l'idée du plébiscite en tant que manifestation impérialiste. Les conseillers intimes de l'Empereur n'en furent que plus ardents à le réclamer. L'Empereur à son tour convainquit Émile Ollivier, d'abord contraire. C'était un coup de parti qui tourna à l'éclatant succès. La question adressée au peuple était rédigée en ces termes : *Le peuple approuve-t-il les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'Empereur avec le concours des grands corps de l'État et ratifiées par le sénatus-consulte du 20 avril 1870 ?*

Rien de plus captieux. Voter contre, c'était à la fois bousculer les « libertés nécessaires » et renverser l'Empire. Comment le pays eût-il accepté un tel risque ? Mais, d'autre part, l'opposition avait, en relevant l'ambiguïté de la question, une belle partie à jouer. Gambetta, dans un discours qui fonda sa réputation politique, le montra :

Vous recourez à la souveraineté nationale, s'écria-t-il, pour consolider votre Constitution ; c'est donc qu'elle est sans valeur : que devient le principe héréditaire, le principe dynastique ? Proclamer, en pleine monarchie, la doctrine plébiscitaire, c'est rédiger l'acte de décès de l'idée monarchique. Il n'y a qu'une seule forme de gouvernement adéquate au suffrage universel, c'est la République.

Ainsi la République s'opposait à l'Empire au moment où le parti royaliste se compromettait et se déroba. La réponse du pays à la question qui lui était posée fut considérée comme un grand succès : 7 358 786 *oui*, contre 1 591 939 *non*, et 113 978 bulletins nuls. On compta 41 000 *non* dans l'armée de terre contre 250 000 *oui*. Le régime était consolidé. Mais cette consolidation était-elle de tout repos ? Les 1 591 939 *non* émanaient de Paris et des grandes villes, toujours maîtresses de la paix publique. On ne fait pas de révolution à Fouilly-les-Oies.

Le premier effet du plébiscite fut de disloquer le cabinet. Émile Ollivier, « qui était dans la disposition d'esprit d'un homme qui aurait été personnellement acclamé par sept millions de voix », heureux de se dégager de ces attaches un peu compromettantes, remplaça Daru, Buffet, Talhouët par quelques hommes nouveaux qu'il considérait comme bien à lui : Segris aux Finances, Plichon aux Travaux publics,

Mège à l'Instruction publique et, décision capitale, un diplomate plus brillant que sûr, le duc de Gramont, ambassadeur à Vienne, au ministère des Affaires étrangères. « Dans la situation actuelle, disait Émile Ollivier, je suis tout, je suffirai à tout. » (Lettres du baron Beyens.) Il semblait que la France allait se rasseoir sur elle-même et que la crise était conjurée par la sagesse de l'Empereur. Ce fut une détente, un souffle d'optimisme.

Mais, bientôt, l'atmosphère se rembrunit. Il ne s'agissait plus du sort de l'Empire,



LE PLÉBISCITE DE 1870. LA FOULE SORTANT D'UNE RÉUNION
PUBLIQUE DONNÉE RUE DE FLANDRE

(D'après un bois de l'époque, Collection Hartmann).

il s'agissait du sort de la France. L'Empire libéral, plutôt enivré que fortifié par le plébiscite, se trouvait soudain aux prises avec l'adversaire le plus dangereux que l'histoire de la France ait rencontré sur sa route. Un parlementarisme bâtard où l'Empereur restait seul responsable, un ministère boiteux, mal composé, sans solidarité, sans union, où chaque ministre gardait son coin réservé, tandis que l'em-

pereur, « président du Conseil », couvait sous son regard terne un « secret du roi » qui n'était guère, comme il arrive le plus souvent, que le secret de l'impuissance, ce régime à peine institué se trouvait placé soudainement sous la menace qui guettait la France depuis longtemps. Sans nulle préparation ni connaissance de l'Europe, sans données claires sur les alliances possibles, sans lumière contrôlée sur les forces militaires et financières, sans prévision des risques, sans réflexion sur les conséquences, le nouveau cabinet tombait dans le piège tendu par le ministre le plus dénué de scrupule, disposant du pays le plus ambitieux et le mieux armé de l'Europe. La candidature Hohenzollern, préparée de longue main par Bismarck, dévoilait soudain une situation internationale mal connue de ces nouveaux venus aux affaires. Les conditions dans lesquelles la partie s'engagea et se développa,

avec la catastrophe finale, sont exposées dans l'*Histoire diplomatique* et dans l'*Histoire militaire*. Mais les modalités du changement profond qui allait se produire dans la politique intérieure comme dans la politique extérieure, doivent être rappelées ici, pour permettre de saisir la suite fatale des événements et la grande leçon qui s'en dégage pour la conduite des peuples modernes.

C OUP D'ŒIL SUR LE RÈGNE
DE NAPOLEON III

Le coup d'État qui avait amené Napoléon à la présidence, puis à l'Empire, était la suite naturelle de la première application du suffrage universel et de l'entrée brutale des foules populaires dans le mécanisme de la politique : elles avaient d'abord acclamé un homme. Les populations industrielles des grandes villes avaient voté pour la légende contre le patronat. Quant aux foules rurales, attachées à la propriété terrienne, elles avaient voté contre les théories qui la menaçaient. La bourgeoisie, habituée à faire les affaires de la communauté, s'étonnait d'être dépassée, ou s'effrayait d'être délaissée : elle était divisée entre ses sentiments et ses intérêts. Après le conflit de juin 1848, la France avait été prise de panique et elle avait réagi. Pour l'ordre, il fallait un chef : l'homme à moustache se présenta. Président, il n'eût été qu'un autre Cavaignac ; mais héritier de Napoléon, il lui fallait l'Empire.

Napoléon fit le coup d'État à la faveur du dissentiment entre le peuple et la bourgeoisie. Mais il coupa les ponts derrière lui en emprisonnant les parlementaires. Ainsi, il brisa le système de représentation auquel la France et le suffrage lui-même commençaient à s'habituer. Il rompit violemment avec l'élite déjà entraînée au parlementarisme et dont il était difficile de se passer, tant le suffrage lui-même restait plongé dans l'ignorance et dans l'incompétence. Il se trouva donc seul, lui-même peu expérimenté, gonflé de théories fumeuses, aveuglé par son étoile, porté à un sommet où le soutenaient momentanément les masses plébiscitaires, mais poussé vers les interventions extérieures par son nom, sa tendance révolutionnaire, la conjuration tacite du bonapartisme avec le principe des nationalités. Son système tendait à l'organisation de la démocratie par-dessus la démocratie. Or, la démocratie entend s'organiser elle-même. Laissant l'héritier de Napoléon à ses rêves et à ses aventures, et malgré les avances qu'il ne cesse de lui faire, elle se retire de lui. Il se trouvera ainsi, entre l'élite et les masses, entouré d'un personnel peu sûr, de qualité médiocre et d'autorité discutée. Tout reposait sur la tête de l'homme lui-même. Que valait l'homme ? C'est à cette mesure de la valeur personnelle que se calcule la chance des entrepreneurs de coups d'État.

Un dictateur désigné par sa propre volonté, n'ayant à disposer que de sa courte

vie et de ses ressources individuelles, doit cumuler en soi-même une énorme force d'activité pour suffire. Sinon, ne disposant que de vingt misérables années, il s'attache à une œuvre ruinée d'avance. Napoléon I^{er} lui-même n'avait pu se tirer de la difficulté du *temps*. Que serait-ce de Napoléon III? Ni son intensité d'action, ni sa santé physique, ni ses ressources morales et intellectuelles ne lui fournirent les moyens d'accomplir la tâche providentielle qu'il s'était assignée. Il se sentit inférieur et découragé dès les premières fatigues de l'âge



L'EMPEREUR, L'IMPÉRATRICE ET LEUR FILS A BIARRITZ
(D'après une gravure de Pennemaker dans *les Nouvelles du jour*).

et d'une santé qu'il ne ménageait pas. Il avait toujours manqué d'information générale et de haute vue des choses. Son esprit cachait, dans une indécision trop apparente, une certaine difficulté à saisir les questions par leurs arêtes vives. Son œil terne ne distinguait pas très bien et ne voyait pas très loin. A l'extérieur, il s'engage dans la grande affaire de Crimée sans se rendre

compte que, s'il gagne l'Angleterre, il perd à jamais la Russie; il se jette à corps perdu dans les affaires italiennes, sans apprécier les conséquences et les retours sur l'opinion catholique, en France et dans le monde entier; il s'égare dans l'affaire du Mexique dans une méconnaissance trop réelle de la grandeur prochaine des États-Unis; ses relations avec les puissances allemandes dans les affaires des Duchés, du Luxembourg, de l'unité germanique, sont pleines d'hésitation, de contradictions, de confusion; il flotte à l'aveugle sur cet océan d'une politique trop vaste, sans prévoir la tempête.

On se rend compte surtout de l'insuffisance de ses moyens lors de sa rencontre avec Bismarck à Biarritz. Celui-ci l'avait cherché: peut-être n'était-il pas éloigné de lui offrir part à deux. Mais l'homme insaisissable ne sut pas saisir l'occasion. Son partenaire l'a mesuré d'un coup d'œil et s'est convaincu qu'il peut

jouer à fond. Ces divinations personnelles qu'un homme a d'un homme, rarement relevées dans l'histoire, sont d'une grande importance dans la réalité. J'ai connu un politique qui n'hésita pas à aborder de front une négociation difficile parce qu'il apprit, par hasard, que son partenaire souffrait d'insomnies. Même les nobles idées de l'Empereur tournèrent contre lui : on peut dire qu'il eut les bonnes intentions des fautes qu'il commit.

Il ne semble pas qu'il ait réellement conçu tous les mauvais desseins dont on le charge. Dans l'affaire de Belgique, malgré la lettre au maréchal Niel, malgré le projet soustrait à Benedetti, il est juste de reconnaître qu'il attendait quelque succès, fut-il modeste, du hasard des circonstances plutôt que de sa propre activité ; de même dans la question du Rhin. La publication officielle des documents ne dénonce guère que la mollesse de ses vues. Il fut victime d'un manque de prudence de son ambassadeur et de l'astuce grossière de son adversaire. Napoléon III, sans nul doute, n'avait aucune ambition de conquête. Il connaissait la faiblesse de ses moyens militaires. Ni lui, ni ses ministres, ni l'Impératrice, ni personne n'avaient de ces grands desseins qui portent aux résolutions désespérées. On se laissait aller au cours des événements. Sans désirer la guerre, on la fit pour ne pas avoir l'air de la craindre. Ce sont des surprises, des vanités de cabinet et d'entourage qui décidèrent.

Pour jouer un rôle providentiel, il faut s'être mesuré avec la Providence. L'insuffisance qui s'ignore, même soutenue par la plus parfaite loyauté, n'excuse personne. La foi en sa propre destinée n'autorise pas la ruine d'un pays, même quand le pays vous suit. Telle est la dure loi de la politique.

A l'intérieur, ce même manque d'esprit de finesse, cette même imprécision brumeuse se reconnaît dans les actes des dix dernières années du règne : réformes militaires, réformes sociales, réformes politiques, relations avec l'opinion, tout est en demi-mesure, sans dessein arrêté, sans suite, sans équilibre, sans modestie. Un vague souffle romantique exagère encore la nécessité napoléonienne de « faire grand ». Des velléités sans volonté, des aperçus sans perspicacité, une condescendance aux événements sans forte connaissance de la réalité, un à-peu-près général et une douceur comme veloutée, tout cela peut suffire à cacher la substance trop molle : mais si le velours rencontre le fer?...

Le règne de Napoléon III fut, en somme, une erreur de la France, et que la France paya. L'élite était contre lui. Elle pressentait. Le premier essai du suffrage universel fut pour lui : mais qu'est-ce que cela prouve ? La démocratie, introduite soudainement sur la scène politique, le servit ; mais il ne la connut

pas et la desservit, quand il eût dû être son guide, puisqu'il s'appuyait sur elle. Ce prince des brumes disparut dans la tempête qu'il avait déchaînée, sans que son exemple ait servi, cinquante ans plus tard, de leçon à d'autres souverains qui, héritiers de ses vainqueurs, subirent, comme lui, le sort que la difficile conduite des choses modernes réserve aux chefs incomplets qui se croient les maîtres du destin parce qu'ils commandent aux peuples.





CHAPITRE XIX

LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE

La Révolution du 4 Septembre et le gouvernement de la Défense Nationale. — L'Assemblée nationale et Thiers à Bordeaux. — La Paix. Le pacte de Bordeaux. — L'Assemblée à Versailles. La Commune. — Légitimistes et orléanistes. Chute de Thiers. Élection de Mac-Mahon. — Le duc de Broglie et l'ordre moral. Echec de la restauration monarchique. Le Septennat. — Vers la fondation de la République. La Constitution de 1875.



PEINE la France de 1870 avait-elle eu le temps de se sentir précipitée dans la guerre, qu'elle se réveillait vaincue, vaincue pour ainsi dire sans combat (1). Jamais pareille chose ne s'était vue. Cette vieille France militaire n'était donc plus capable de lutter pour sa propre existence ? Cette armée, si belle à la parade, avait donc disparu sans qu'on sût, pour ainsi dire, ce qu'elle était devenue ? Les 7 500 000 *oui* s'étaient donc trompés ?

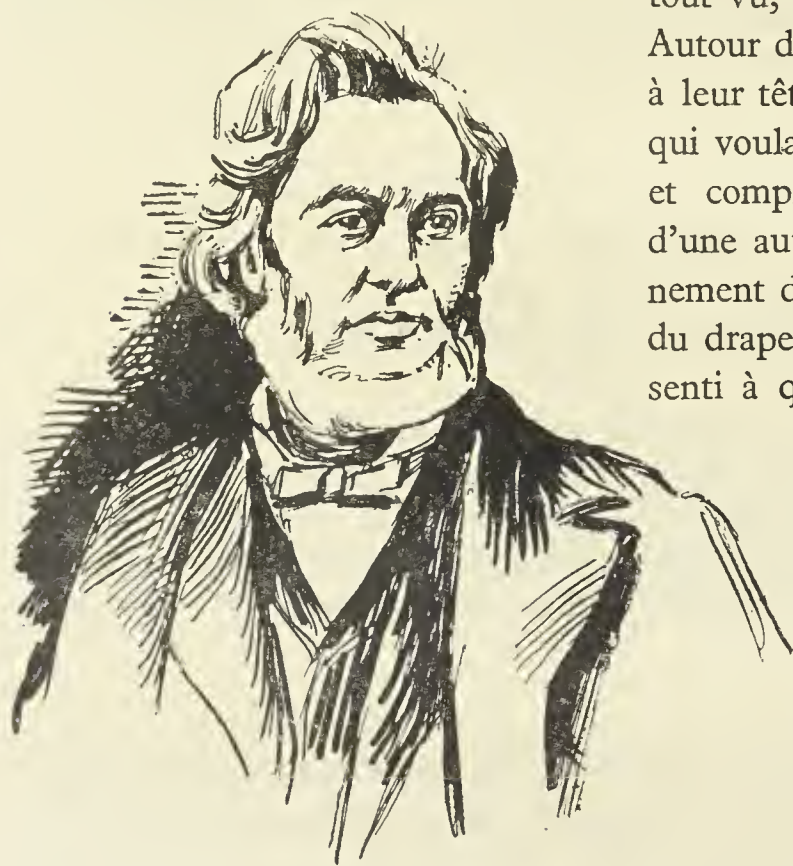
L'Empereur, qui avait réclamé le poids de toutes les responsabilités, succombait.

(1) Sur la guerre de 1870, voir le deuxième volume de l'*Histoire militaire* par le maréchal FRANCHET D'ESPÉREY et l'*Histoire diplomatique* par René PINON.

sous ce poids. En vain l'Impératrice régente, essayant de ressaisir l'autorité, avait remplacé le ministère Ollivier par un cabinet militaire ayant à sa tête Palikao ; après Sedan, l'Empereur prisonnier, tout s'effondra : « Il n'est pas plus question de l'Empereur ni de son fils, écrit Leconte de Lisle dès le 29 août, que s'ils n'avaient jamais existé ». Au Corps législatif, Thiers exprima, en deux mots, le sentiment général : « Il y a vacance du pouvoir. ».

L A RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE ET LE GOUVERNEMENT DE LA DÉFENSE NATIONALE

les 1 500 000 *non* qui avaient eu raison et, en particulier, l'homme qui avait



JULES FAVRE

(D'après un document photographique.)

Puisque les 7 500 000 *oui* s'étaient trompés, c'étaient

tout vu, tout prévu, tout annoncé, Thiers. Autour de ces 1 500 000 opposants, Thiers à leur tête, se groupaient tous les Français qui voulaient, d'abord, le salut de la patrie et comprenaient la nécessité immédiate d'une autorité acceptée. Ainsi, le « gouvernement de la Défense Nationale » se saisit du drapeau : Thiers, qui n'avait pas consenti à quitter le Corps législatif pour se

porter à l'Hôtel de Ville le 4 septembre, et qui s'était tenu dans une sorte de légalité, ne faisait pas partie du nouveau gouvernement ; mais il avait accepté d'être son représentant et son plénipotentiaire auprès de l'Europe. La Révolution du 4 septembre s'accomplit donc à Paris suivant les précédents de 1830 et de 1848, à l'Hôtel de Ville, sans oppo-

sition, « sans qu'une goutte de sang fût versée ».

Une idée s'était emparée des esprits. Paris sauverait la France. Paris, grâce à Thiers, était maintenant une place forte, un camp retranché considéré comme imprenable. Personne ne se dit que toute place assiégée finit par succomber et qu'un pays envahi ne se défend qu'avec un gouvernement libre s'appuyant sur la vaste

étendue du territoire national. Le gouvernement, né de Paris, composé des élus de Paris, s'enferma dans Paris et y renferma, en même temps, la fortune de la France. Ce gouvernement était composé de républicains modérés ; Jules Simon met les choses au point quand il écrit : « On nous nommait pour ne pas subir les autres, voilà toute notre légitimité ». Ces *autres*, il l'explique, c'étaient les communistes et les socialistes, les hommes qui allaient bientôt tenter la journée d'Octobre. « Pour rallier l'armée », on choisit comme président le général Trochu.

Les membres du gouvernement ainsi constitué étaient honorablement connus, surtout par leur opposition à l'Empire, avocats, professeurs, publicistes, sans grande expérience des affaires, quelques-uns, comme Rochefort, singuliers dans le rôle de chefs d'État. Jules Favre, Jules Simon, Gambetta, E. Picard étaient les plus en vue. Jules Favre, désigné pour le ministère des Affaires étrangères, se rend à Ferrières auprès de Bismarck, pour un essai de négociation qui échoue en raison des exigences de l'ennemi. Le fameux mot : « Pas un pouce du territoire, pas une pierre des forteresses » décida de la prolongation de la guerre ; on se battit dans la nuit.

Il fallut songer à la province : une délégation composée de survivants de 1848, Crémieux et Glais-Bizoin, l'amiral Fourichon, vieillards sans autorité et sans énergie, fut envoyée à Tours (16 septembre), bien embarrassée de sa mission jusqu'au jour (9 octobre) où Gambetta, tombé de Paris en ballon, lui infusa du sang jeune et un esprit de résolution qui surprit d'abord, mais qui, bientôt, ranima les courages. Les armées de Gambetta donnèrent satisfaction au sentiment instinctif que la France ne pouvait pas capituler après une première défaite et que, puisque Paris tiendrait, le pays entier devait lui venir en aide. On a raillé le mot tant répété « que les armées de la Défense nationale sauvèrent l'honneur » : leur ténacité pesa aussi, quoi qu'on en ait dit, sur les négociations finales. Elles embarrassèrent, un instant, l'optimisme stratégique de Moltke ; nous savons que Bismarck craignait surtout que la guerre, en se prolongeant, ne fournît à l'Europe une occasion d'intervenir, alors que s'ouvrait la conférence de Londres. Il poussait à la réunion immédiate d'une assemblée, n'ignorant pas que les éléments directeurs du pays voulaient la paix. Ce fut un coup de foudre pour Gambetta quand il reçut la nouvelle de l'armistice avec la clause de la convocation d'une assemblée « librement » élue, qui se prononcerait sur la question de la guerre ou de la paix. Le 14 janvier, Trochu lui écrivait encore : « Je pense avec vous que si Paris succombe sous l'étreinte de la faim, la France et la République n'en doivent continuer que plus énergiquement la lutte à mort... etc. » Gambetta avait en vue une dictature républicaine s'appuyant sur la partie la plus énergique du pays pour

ne pas laisser Bismarck en présence d'un pays acceptant la défaite et se désarmant de ses propres mains à l'heure de la négociation. La situation n'en était pas moins à peu près désespérée. Le gouvernement de Paris délégua à Bordeaux Jules Simon, Emmanuel Arago, Eugène Pelletan, qui surent imposer la volonté de la majorité à l'énergique « tribun », et le suffrage universel fut convoqué, pour le 8 février 1871, à l'effet d'élire une Assemblée nationale, selon le mode de scrutin qui avait servi à l'élection de l'Assemblée de 1849 : « Je n'ai d'autre préoccupation que d'arriver à l'Assemblée, écrivait Jules Favre à Jules Simon, le 7 février, elle vaudra mieux que ce qui est et pourra, sinon nous sauver, du moins nous protéger dans notre désastre ». Tant ces gens étaient de bonne foi !

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET
THIERS A BORDEAUX**

Les électeurs se préoccupèrent avant tout et presque uniquement de la question *guerre* ou *paix*. Il faut reconnaître que cette guerre, avec ses origines obscures et ses revers subits et imprévus, n'avait soulevé que tardivement et partiellement l'enthousiasme patriotique, et il était tombé quand les défaites de la Défense Nationale se furent accumulées sur celles de l'Empire. Les terribles conséquences de la paix, d'ores et déjà arrêtées en gros dans l'esprit de Bismarck, n'apparurent que plus tard au pays perdu dans les ténèbres de cet hiver sanglant. La France, « dans un jour de malheur », ne songeait guère à faire le bilan de sa situation et, encore moins, à pourvoir aux institutions de l'avenir : elle nomma des hommes honorables qui s'étaient inscrits sur les « listes de la paix », et les choisit surtout dans les classes élevées de la société en tant que personnes raisonnables et dignes d'estime. Le précédent de 1849 fut suivi dans les choix comme il l'était dans les formes. La majorité des élus se trouvait ainsi composée de représentants à tendances plus ou moins royalistes, — les bonapartistes étant à peu près exclus. Quant aux partisans de la République, ayant gagné en considération par les services rendus à la cause nationale, s'étant d'ailleurs singulièrement apaisés, en rupture avec les partis révolutionnaires, ils virent leur nombre s'accroître, sans atteindre, de loin, à une majorité. L'attitude de Thiers les encourageait : groupés autour de lui, dociles à sa voix, ils présentaient la République comme le seul moyen d'éviter la guerre civile et l'anarchie. « C'est le gouvernement qui nous divise le moins. »

Thiers, élu par vingt-six départements, recevait du corps électoral un mandat de salut. Le peuple de Paris lui avait crié, en le voyant passer dans sa voiture : « Monsieur Thiers, tirez-nous de là ! » Il était « l'homme nécessaire ». Porté par le mouvement de l'opinion, par ses services, par son expérience, par cette prescience

extraordinaire qui avait annoncé la catastrophe, par son imperturbable confiance en soi-même, il se déclarait « au-dessus des partis », non éloigné de se considérer comme au-dessus de l'Assemblée. Il avait jugé celle-ci d'un coup d'œil et il la savait incapable, en raison de ses divisions intestines, de mener à bien ce que sa majorité avait la si grande tentation de faire : restaurer la monarchie. Discernant tout cela, non sans quelque calcul personnel, il se laissait porter doucement et en procédant par d'habiles transitions vers la République. Il fallait être aveugle pour ne pas s'apercevoir qu'il avait rompu avec la royauté. A l'égard du légitimisme, son sentiment était connu depuis 1830. Quant à la branche cadette, s'il s'était cru, en 1848-1850, appelé à devenir le premier ministre d'une régence éventuelle de la duchesse d'Orléans, les méditations de sa studieuse retraite l'avaient décidé à rompre avec les « fusionnistes » à la Guizot et à en revenir à sa vieille idée de « passer l'Atlantique ». Et, pour ne laisser se créer nul malentendu, il s'en était expliqué dans une lettre adressée au duc de Chartres dès le 5 juillet 1870 : « Je ne veux rien devoir à aucune dynastie, pas plus à celles qui sont qu'à celles qui pourraient être. Je veux pouvoir agir loyalement avec toutes et, pour cela, n'avoir de lien personnel avec aucune ». Il s'était tourné dès lors sinon vers la République du moins vers les républicains : il allait bientôt choisir ses ministres principaux parmi les hommes du gouvernement de la Défense Nationale et il écrivait à Jules Favre : « Pour établir la République, il faut une administration dans laquelle figurent des républicains ». Quelques mois après, à l'heure où il venait d'abattre la Commune, il écrivait à son ami Duvergier de Hauranne : « Les légitimistes et les orléanistes, aussi mauvais que les premiers, veulent que je leur livre la République. Ce serait un manque de foi dont je ne me rendrai pas coupable. Dans ma conviction, il n'y a rien de possible actuellement que la République. »

Les événements allaient prouver qu'il avait raison. Par un enchaînement de circonstance qui dépendait en grande partie des dispositions du pays et des discussions existant dans les partis dynastiques, la République était, en fait, le seul gouvernement réalisable : à elle de se montrer digne de cette faveur de la destinée.

La première manifestation d'une nécessité aussi urgente et qui ne laissait même pas l'embarras du choix, fut le parti que prit l'Assemblée, le 17 février, de porter au pouvoir Thiers lui-même avec la qualification de *chef du pouvoir exécutif de la République française*. Il restait, bien entendu, sous l'autorité de l'Assemblée. Il n'en constitua pas moins son cabinet comme il le voulait, en y appelant les hommes du 4 Septembre, et l'Assemblée elle-même, confirmant son sentiment, porta à sa

propre présidence, par 519 voix sur 536 votants, un autre républicain d'opinion non douteuse,

Nul parti-poussés à se avait traduit, ils reculaient n'était pas la On disait dans pareil fardeau



L'HÉRITAGE (D'après Daumier.)

Jules Grévy.

san expérimenté des princes ne les avait mettre en avant. Le comte d'Haussonville leur pendant la guerre, les sentiments de Thiers, et devant la tâche gouvernementale, ce qui façon de se rendre dignes du gouvernement. le parti : « Que Dieu préserve nos princes d'un en un pareil temps ! » Thiers était bon pour

cela. D'ailleurs la fusion était loin d'être faite entre les deux branches de la « maison de France ». On l'attendait depuis vingt ans et on l'attendrait longtemps. Falloux, toujours sûr de lui-même, allait trouver Thiers et lui disait d'un ton péremptoire : « Ma condition sera la monarchie. » Et Thiers de lui répondre : « Sans nul doute, sans nul doute ; nous sommes d'accord

là-dessus ; mais il faudra du temps, plus de temps peut-être que vous et moi nous ne le supposons aujourd'hui. »

Du temps ; mais on n'avait pas le temps. Il fallait agir tout de suite. La tâche immense qui s'imposait ne dépassait pas, en somme, les forces de ce vieillard de 73 ans à qui le vœu public confiait les destinées du pays ; mais il fallait se fier à lui et le laisser faire.

LA PAIX. LE PACTE DE BORDEAUX

L'Assemblée s'était réunie à Bordeaux : Thiers, sentant le péril de laisser le malentendu déjà existant se développer entre Paris et la province, avait le désir de la ramener le plus tôt possible dans la capitale ou à proximité de la capitale. Il se mit à déblayer. La

situation politique fut provisoirement établie sur le rapport de Victor Lefranc, proposant le décret d'institution du « chef du pouvoir exécutif de la République française » : c'est, disait le rapport, « l'affirmation incontestable du droit souverain de la nation » (ces mots visant les légitimistes) « et de l'Assemblée qui la représente » (ceci pour les partisans de l'appel au peuple et pour les radicaux) « à statuer sur les institutions de la France » (ces mots abolissant toute constitution antérieure) ; et c'était l'affirmation d'un fait incontestable : l'existence du gouvernement de la République française. L'autorité du fait invoquée comme en 1830 ne crée pas un droit, mais reconnaît une nécessité. On verrait plus tard.

Dès le jour de son avènement au pouvoir, Thiers recevait, à Bordeaux, la visite des principaux ambassadeurs étrangers chargés de reconnaître son gouvernement. Le 19 février, le ministère était constitué : Jules Favre restait aux Affaires étrangères, de même Jules Simon et le général Le Flô à l'Instruction publique et à la Guerre. Dufaure, prenait le portefeuille de la Justice. A la Marine l'amiral Pothuau, aux Finances Pouyer-Quertier, à l'Intérieur Ernest Picard, Larcy aux Travaux publics, Lambrecht au Commerce : ministère d'union des partis, avec une majorité républicaine. Tous dévoués au président ; car Thiers entendait être maître chez lui.

Des personnages appartenant en général aux hautes familles françaises furent désignés pour occuper les ambassades, le duc de Broglie pour Londres, le marquis de Vogüé pour Constantinople, le duc de Noailles pour Saint-Pétersbourg, le marquis de Bouillé pour Madrid, le comte d'Harcourt pour le Vatican, le marquis de Gabriac pour Berlin en qualité de chargé d'affaires. Les « préfets de M. Thiers » vont dans les départements : Léon Say dans la Seine, Valentin dans le Rhône, Augustin Cochin en Seine-et-Oise, Poubelle dans l'Isère, Tirman dans les Ardennes, Paul Cambon dans l'Aube, Le Myre de Villers à Alger, Camescasse dans le Cher, tout le futur haut personnel de la République. Thiers se prononçait énergiquement pour la centralisation et pour la reprise en mains du pouvoir après cette période critique où l'on avait senti passer entre Paris et la province, entre le Nord et le Midi comme un esprit de séparatisme. Jules Ferry écrivait, marquant la complexité de l'heure et les divergences de vues entre le pouvoir exécutif et l'Assemblée : « L'Assemblée est foncièrement municipale, libérale et jeune... ; l'exécutif est éloigné de toute réforme, si mince qu'elle soit, de toute innovation, de toute hardiesse. Nous sommes dans les vieilleries jusqu'au cou. »

Thiers avait autre chose à faire qu'à innover. Son message lu à l'Assemblée, il se rend chez Bismarck à Versailles et aborde avec lui, le 22 février, les négociations

de la paix. Les préliminaires furent signés à Versailles le 26 février 1871. Ils comportaient la cession à l'Allemagne de l'Alsace (moins Belfort) et d'une partie de la Lorraine avec Metz, le paiement d'un indemnité de guerre de cinq milliards avec, comme garantie, l'occupation d'une partie du territoire ; les négociations définitives, comportant notamment des arrangements commerciaux, devaient s'ouvrir ultérieurement à Bruxelles. Les prisonniers seraient rendus après l'échange des ratifications des préliminaires. Les troupes allemandes entreraient dans Paris le 1^{er} mars et y resteraient jusqu'à la ratification.

Thiers adressait, le 6 mars, à Duvergier de Hauranne une lettre contenant des paroles prophétiques comme il en eut tant :

On peut dire que l'Europe, nous ayant abandonnés, est le vrai auteur du cruel traité que nous avons signé, *traité aussi cruel pour elle que pour nous* ; car les milliards qui, de notre caisse, passeront dans la caisse prussienne seront des *forces ôtées à l'Europe* et apportées au despotisme germanique qui se prépare.

Il y avait urgence à liquider un état de choses qui mettait Paris en contact avec les armées allemandes au risque de quelques incidents graves, recherchés peut-être par Bismarck. Thiers regagne rapidement Bordeaux : le 1^{er} mars eut lieu le débat sur la ratification, au cours duquel la déchéance de Napoléon III et de sa dynastie fut confirmée. L'Assemblée vota les préliminaires par 506 voix contre 107 et 23 abstentions. Grosjean, député de Strasbourg, se leva et déposa sur la tribune une protestation de ses collègues des provinces conquises :

Livrés au mépris de toute justice et par un odieux abus de la force, à la domination de l'étranger, nous déclarons encore une fois nul et non avenu le pacte qui dispose de nous sans notre consentement. Vos frères d'Alsace et de Lorraine, séparés en ce moment de la patrie commune, conserveront à la France, absente de leurs foyers, une affection fidèle, jusqu'au jour où elle reviendra y prendre place.

L'échange des ratifications eut lieu le 2 mars. Une portion restreinte de l'armée allemande avait pénétré dans Paris par le bois de Boulogne jusqu'à la place de la Concorde et, la ratification étant acquise, dut évacuer immédiatement. Thiers n'avait plus qu'une idée : s'occuper de Paris pour parer, s'il en était temps encore, à la crise qui s'annonçait déjà. Il se croyait encore maître de la situation et écrivait aux représentants du pouvoir dans la capitale de ne pas brusquer et de gagner du temps. Mais il était inquiet du sentiment trop affiché d'une partie de l'Assemblée contre ce Paris « qui nous envoie une révolution toute faite tous les quinze ans ».

La majorité des « ruraux » était odieuse à Paris ; Paris « lui faisait peur ». Elle sentait la ville hostile à toute restauration monarchique, tandis qu'elle ne pensait qu'à cela : si le comte de Chambord se renfermait encore dans l'attitude hautaine d'un

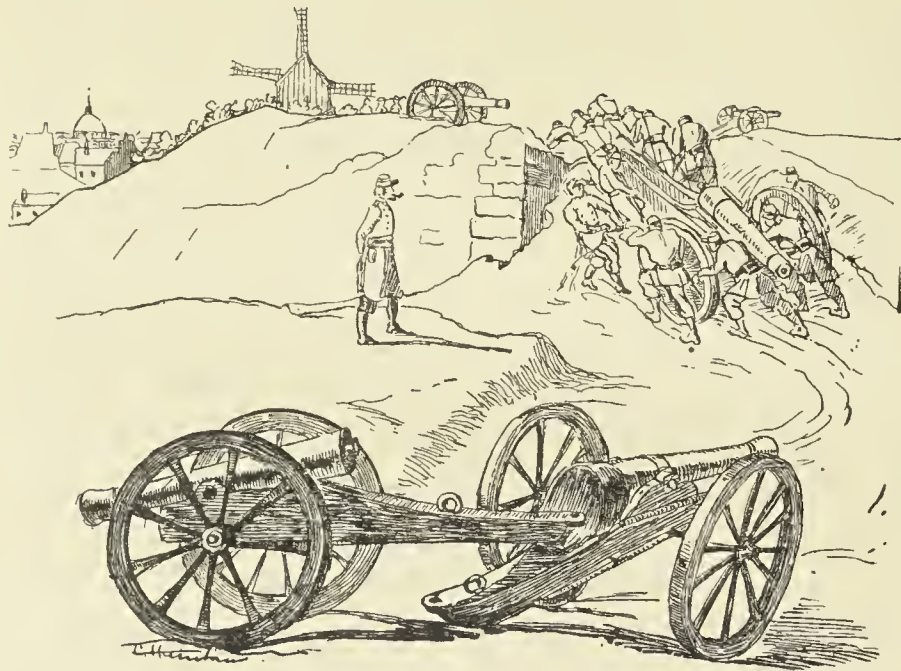
roi qui attend, les princes d'Orléans étaient accourus en France ; ils avaient été candidats dans plusieurs départements et avaient été élus, le duc d'Aumale dans l'Oise, le prince de Joinville dans la Haute-Marne et dans la Manche. A Biarritz, entourés des plus bruyants parmi leurs partisans, ils avaient arrêté un programme destiné à concilier légitimistes et orléanistes dans un projet de « fusion » réduit aux éléments les plus simples : abrogation des lois d'exil ; validation des princes ; visite du comte de Paris au comte de Chambord. Le duc d'Aumale, un peu hésitant sur le meilleur parti à prendre, avait même ouvert une double perspective qui pouvait attirer une partie de la gauche modérée : *Monarchie constitutionnelle* ou *République libérale*. Thiers avait déclaré que si les princes paraissaient à Bordeaux, il les ferait arrêter. Puis, pour gagner du temps, il avait cru devoir jeter du lest, et n'avait pas écarté la perspective d'une restauration de la monarchie à condition que ce fût une *monarchie unie* : verrou de sûreté poussé par le rusé vieillard. Il savait en effet, que les principes et les intérêts, qui pouvaient à la rigueur accepter la *fusion*, s'opposeraient à l'*union*. Sur ces données, on s'arrangea dans les termes d'une formule de « loyauté envers tous les partis » connue sous le nom de *pacte de Bordeaux* et l'Assemblée, ayant tenu sa dernière séance dans cette ville le 11 mars, décida de se réunir le 20 mars à Versailles. Thiers était accouru à Paris dès le 15.

L'ASSEMBLÉE A VERSAILLES.

LA COMMUNE

Trois jours après, le 18 mars, les premiers mouvements populaires qui allaient donner naissance à l'insurrection de Paris se produisaient. Thiers espérait pouvoir arriver à temps. Mais qu'eût-il fait pour conjurer le mal ? Paris, abandonné à lui-même, surpris par l'armistice, navré des conditions de la paix, se méfiait de tout et de tous, depuis qu'il s'était convaincu, en plus, du dessein de l'Assemblée de restaurer contre lui la monarchie et, même, assurait-on, de le décapitaliser. La véritable racine de la Commune est là : elle apparaît dans la déclaration de la Fédération républicaine de la Garde Nationale antérieure au 18 mars : « Dans le cas où, comme certains bruits tendent à le faire croire, le siège du gouvernement viendrait à être transporté ailleurs qu'à Paris, la ville de Paris devrait se constituer immédiatement en république indépendante. » Paris tout entier était résolu à ne pas se laisser arracher sa primauté nationale, sa mission patriotique, son autorité politique. D'autres passions se saisirent de cette crainte et s'en firent un drapeau. Parmi les modérés, les hommes raisonnables, capables de comprendre la loi de conciliation que l'unité française impose aux diverses parties de la France, beaucoup avaient quitté Paris dès la signature de l'armistice ; d'autres se désintéres-

saient par lassitude, par méfiance, par impuissance, disons par une sorte de résignation désabusée. En fait, il subsistait encore dans Paris quelque chose de la rancune des événements de 1848. L'Assemblée nationale ressemblait trop à celle qui avait conduit à l'abolition de la République et à l'avènement de l'Empire. La mémoire politique est tenace. Vingt ans seulement s'étaient écoulés depuis que le Paris idéaliste et exalté, le Paris de la Pologne, avait été écrasé aux journées de Juin. Les hommes qui avaient participé au mouvement ou souffert de la ré-



LES CANONS DE MONTMARTRE (D'après une eau-forte de Martial).

pression, étaient encore jeunes ; ils n'avaient pas oublié. A l'heure où j'écris ces lignes, est-ce que le souvenir de l'affaire Dreyfus n'est pas encore vivant dans les âmes ? L'Histoire de France *enchaîne* jusque dans le changement. La fidélité monarchique elle-même autorisait la fidélité républicaine.

Or, cette population non apaisée, irritée d'une menace nouvelle, était armée jusqu'aux dents :

l'on ne sait combien de fusils, plus de 2 000 canons, des forts, des murailles à l'épreuve. Les révolutions ne se font guère par des foules désarmées. En Russie, les soviets rallièrent d'abord les soldats et les marins débandés avec armes et munitions. A Paris, la guerre et la fin de la guerre avaient développé une sorte de furie militaire. L'ennemi était aux portes de la ville comme pour fournir un aliment toujours instant aux passions du siège. Les canons n'ont été traînés de l'Arc de Triomphe ou des Champs-Élysées à Montmartre et à la place Wagram que pour les arracher aux mains des Prussiens. Ne pas reconnaître, dans le mouvement, une grande part de patriotisme ulcéré, ce n'est rien comprendre ni à la France, ni à Paris. Paris s'est considéré, de tout temps, comme ayant charge d'âmes en matière de patriotisme. Il est toujours au premier rang quand la France se bat, ombrageux jusqu'à devenir terrible quand les choses de France lui paraissent mal conduites.

Or, cette guerre lui avait imposé des devoirs qui, finalement, avaient écorné sa « légende » : c'était clair, il avait été *trahi*. La fièvre obsidionale faisait battre ses tempes. Et voilà qu'une autre suspicion tendait ses nerfs à les rompre : on se préparait à lui escamoter, non pas seulement son autorité et son auréole, mais sa république.

Les nouvelles de Bordeaux le frappaient au cœur. Les dangereuses bravades des fabricateurs de combinaisons monarchiques tombaient sur une population désoccupée, battant les rues, sans argent, sans discipline, sans norme, où des étrangers en nombre attendaient la ruine et le pillage de la grand'ville tant enviée. Les gardes nationaux, les « trente sous par jour » étaient avertis, par voie d'huissiers, qu'une « assemblée de ruraux et de propriétaires » imposait le règlement immédiat des échéances et, en particulier, des trois termes attardés. Du 13 au 17 mars, il y eut, dans Paris, 157 000 protêts ; c'est ignorer tout de cette population vivant au jour le jour, que de lui asséner une telle surprise. L'incoercible rigidité des légistes, à commencer par Dufaure, bras droit de Thiers, ne cherchait que le « retour au droit commun », mais quel texte pour la première *grande colère* du Père Duchêne : « Ce n'est pas assez d'avoir supporté la faim, d'avoir versé son sang, d'avoir bu sa honte : il nous reste trois termes à payer... Nous ne les paierons pas ! »

Si les passions sociales, s'accrochant aux passions politiques, se multipliaient les unes par les autres, soudain surgissait, non plus dans la théorie, mais dans la réalité, le problème antique de la revendication des classes populaires et, pour employer l'expression lancée par les saint-simoniens, de « l'amélioration du sort des classes pauvres et laborieuses ». Dans le cours du siècle, le socialisme avait gagné beaucoup de terrain. L'initiative de Napoléon III, envoyant des ouvriers à l'Exposition de Londres en 1862, avait eu pour résultat la fondation de l'*Internationale des travailleurs* en 1864 ; c'était l'association du prolétariat en dehors et, en quelque sorte, au-dessus du concept de la nation. Cependant, on en était encore aux voies de douceur, quand le mouvement politique de Paris donna soudain un coup de fouet aux aspirations socialistes. Vermorel, moitié doctrinaire, moitié romantique, théoricien la veille et qui le restera jusque dans les pires moments, se jette, le 18 mars, dans le mouvement, fait partie de la Commune et il mourra pour elle. Que s'est-il passé ? Ceci, que la politique s'est emparée de la question sociale, qu'un parti politique a entraîné, à la faveur des circonstances, l'Internationale, les écoles sociales, la concurrence universelle, les intérêts particuliers ; de tout cela le vieux jacobinisme s'est fait une arme : pendant le siège, il avait, aux deux journées du 31 octobre 1870 et du 22 janvier 1871, essayé d'arracher la République aux mains de ceux qui la

détenaient. Le gouvernement prévenu avait mis la main sur les principaux chefs révolutionnaires, Blanqui, Félix Pyat, Vermorel, Vallès, Ranvier, Tridon, Vésinier, Flourens, Millière, Lefrançais, Léo Millet, Brunel, Delescluze. Mais des élargissements bien imprudents étaient intervenus ; si l'on avait gardé Blanqui sous les verrous, Delescluze et Félix Pyat avaient été libérés. Ce sont ces hommes qui prennent la tête du mouvement. Parti traditionnel de l'émeute, le blanquisme se déclare, maintenant, fédéraliste et *communiste*. Il proposera bientôt à toutes les communes de France une sorte de dissociation, de liquidation de la patrie dans les trois termes suivants : autonomie communale, fédération, collectivisme, chaque petit centre, sinon chaque individu faisant ses affaires soi-même. Il y a là, avec quelque chose du fédéralisme suisse, beaucoup de fantaisie proudhonienne et plus encore d'incohérence. Pourquoi s'attarder à la recherche des doctrines ? Ce que ces hommes veulent, c'est le pouvoir.

Autour de ces noms qui respirent l'audace, se groupe une bohème révolutionnaire ramassée dans les cafés, dans les parlotes de Belleville et du quartier Latin, dans la plèbe des journaux, dont le type est Raoul Rigault : barbe blonde, larges épaules, le lorgnon sur l'œil, spécialiste du contre-espionnage, paresseux, besogneux, baladeur et gouape, il fut le grand recruteur des hommes de main et se fit attribuer, dès le 20 mars, par le comité central, comme part du lion, la préfecture de police. Avec de tels chefs et sous de tels auspices, se fonda, au sein de la garde nationale, dès le 11 mars, le « Comité central », bouillon de culture où se nourrit la Commune. On trouvait là Billioray, Édouard Moreau, Varlin, Jourde, Lullier, Ranvier, Fabre, Fougeret, et les vrais meneurs : Eudes, Duval, Bergeret, Raoul Rigault, bientôt Delescluze.

Paris ne se reconnaît pas dans ces listes et, du premier coup, sans rompre nettement, se désintéresse. Dès le 26 mars, aux élections de la Commune, Paris, qui comptait 481 000 électeurs inscrits, n'avait aux urnes que 224 000 votants. Aux élections complémentaires du 18 avril, le chiffre des votants atteignit à peine 55 000. On peut conclure que la Commune ne compta jamais plus de 50 à 60 000 adhérents convaincus. Elle était, d'avance, condamnée à périr dans la folie et dans le sang. Mais de graves responsabilités pèsent aussi sur la tête de ceux qui avaient provoqué la suspicion et la haine. Quand l'Assemblée arriva à Versailles, tout était déjà compromis. Thiers n'eut même pas le temps d'intervenir. L'Assemblée, les hommes d'affaires, les poltrons, tous réclamaient, comme on l'avait fait pour la dissolution des ateliers nationaux, des mesures immédiates et, surtout, qu'on enlevât, par force ou par surprise, les canons de Montmartre.

Vinoy, chargé de l'opération, ne sut pas s'y prendre. Il n'avait pas de chevaux en nombre suffisant. Les soldats, circonvenus pendant une trop longue attente, mettent la crosse en l'air. Le général Lecomte et Clément Thomas sont arrêtés et bientôt fusillés ; Jules Favre, emporté une fois de plus par le démon de la formule oratoire, crie aux gens qui cherchaient à s'interposer : « On ne traite pas avec des assassins ! » Et, tandis que Jules Ferry se faisait fort de garder l'Hôtel de Ville et que les municipalités du centre se préparaient à tenir devant le Louvre les communications étant assurées avec le bois de Boulogne, c'est le gouvernement qui croit devoir abandonner la ville entière et se replier sur Versailles avec ce qu'on pouvait récolter de soldats, d'ailleurs rien moins que sûrs. On évacua l'enceinte et les forts et peu s'en faut qu'on ne laissât occuper le Mont-Valérien. On acceptait la pers-



pective d'un siège de Paris, et cela sous les yeux des Allemands dont le casque à pointe se hérissait sur la ligne d'enceinte.

Le parti une fois pris, Thiers était sur son terrain. « Stratège », nourri des maximes de Napoléon, l'historien du Consulat et de l'Empire avait affaire à des fortifications qu'il avait éle-

vées lui-même et dont il se vantait de connaître le fort et le faible. Tout de suite, il comprit que le succès de la partie engagée était affaire d'organisation. Il remit donc d'abord sur pied l'armée. Premier grand service que son coup d'œil et son esprit de décision rendirent à la France ; car, sous les yeux de Bismarck, qui comprenait parfaitement que l'anarchie ne lui paierait jamais les 5 milliards, il reconstituait une force nationale en puisant dans les 500 000 prisonniers et internés que la signature de



TYPES D'INSURGÉS (Croquis de J. Doré.)

la paix lui rendait. Pour rétablir l'ossature de l'armée ébranlée, il nomme général

en chef le maréchal de Mac-Mahon et se montre plein d'égards pour les généraux vaincus. Le soldat, campé tout autour de Versailles, est bien nourri, bien vêtu, bien armé, soigné, gâté. Déshabitué de tout bien-être, il se reprend à la vie abondante et à l'instinct batailleur qui en est la suite naturelle. En moins d'un mois, il y eut une nouvelle armée française. Thiers, la main derrière le dos, passait des revues à Satory et montrait *ses troupes* à l'Assemblée rassérénée. Quand il se sentit maître du terrain, avec une armée à lui, il se retourna vers l'Assemblée. Il la conseille, la flatte, la morigène doucement et lui impose, moitié figue, moitié raisin, une déclaration destinée à répondre à la propagande de la Commune qui accuse l'Assemblée de vouloir détruire la République. Le 27 mars, il adhère publiquement à la République en lui attribuant la haute mission de rétablir l'ordre : « Il y a des ennemis de l'ordre qui prétendent que nous nous préparons à renverser la République. Je leur donne un démenti formel ; ils mentent à la France... Je ne détruirai pas la forme de gouvernement dont je me sers *pour rétablir l'ordre*... » L'ordre, parole forte, d'application immédiate. Dans le péril national, et alors que tous les autres principes se dérobaient, celui-ci était l'ancre de salut.

Dans Paris, rien que le désordre : ni direction, ni commandement, ni discipline. L'insurrection, où il y avait du dévouement et du courage, se perdait en bavardages, en luttes intestines, en parades, en déclamations. Le 26 mars, les élections avaient eu lieu pour la constitution d'un gouvernement parisien, dont le nom était emprunté à la légende révolutionnaire, la Commune. Faire de Paris une « commune », c'était l'isoler du reste de la France. Les quelques insurrections provinciales, dont la plus grave fut à Marseille, tombaient, du coup, sans force et sans objet. Les élections parisiennes sont bonnes en apparence pour le parti révolutionnaire ; c'est que, sauf dans les arrondissements du centre, il est à peu près seul à voter. On voit réapparaître quelques vieux lutteurs, Vallès qui s'écrie : « Enfin ! », Félix Pyat, « l'homme à la petite balle », Flourens romantique de l'émeute, et peu à peu sortir des jeunes, des malins, des médiocres, des jaloux, les Tridon, les Ferré, les Eudes, et enfin, de véritables fous, comme Babick et Jules Allix. Des inconnus, la plupart étrangers, sont investis des hauts commandements militaires, les frères Dombrowski, Wroblewski, La Cecilia qui se dit Italien, Cluseret qui se dit Américain ; celui-ci, au ministère de la Guerre, flanqué de Rossel, égaré du patriotisme ou de l'arrivisme militaire. Un Comité de salut public représente l'esprit de suspicion et de terreur ; il sera bientôt dans la main de Delescluze.

Thiers, toutes ses précautions prises, ouvre un siège en règle. Flourens, homme

d'attaque, sent le danger de laisser à Versailles l'avantage de l'offensive. Il réclame la fameuse sortie en masse : « Nous serons demain à Versailles ». D'après les journaux, elle aura lieu, torrentielle, à la fois par le nord et par le sud. On se lance, le 3 avril : 3 000 hommes à peine, mal recrutés, mal armés, suivent le brave aventurier. Au premier coup de canon des forts, il est abandonné par ses troupes qui regagnent les portes à toutes jambes. Un gendarme trouve Flourens réfugié dans une auberge et le tue d'un coup de sabre. Le 29 avril, les batteries sont installées à Montretout. Le 8 mai, le feu est ouvert. Le Mont-Valérien bombarde les remparts, et les forts, préparant une brèche à la porte d'Auteuil. Le fort d'Issy est évacué ; il est occupé le 9 mai par les troupes de Versailles. A la Commune, on ne se fait plus d'illusion. Tandis que la population attend, terrifiée, les prudents disparaissent, les violents entrent en fureur. Ils ne rendront pas Paris et s'enseveliront sous ses ruines. A Versailles, l'Assemblée s'oppose à des tentatives suprêmes de conciliation. Thiers, qui pencherait peut-être pour la négociation, est sommé de s'expliquer sur certains propos qu'on lui attribue. Au moment même où il refuse de livrer Blanqui pour sauver les otages, l'archevêque de Paris, les dominicains d'Arcueil, il



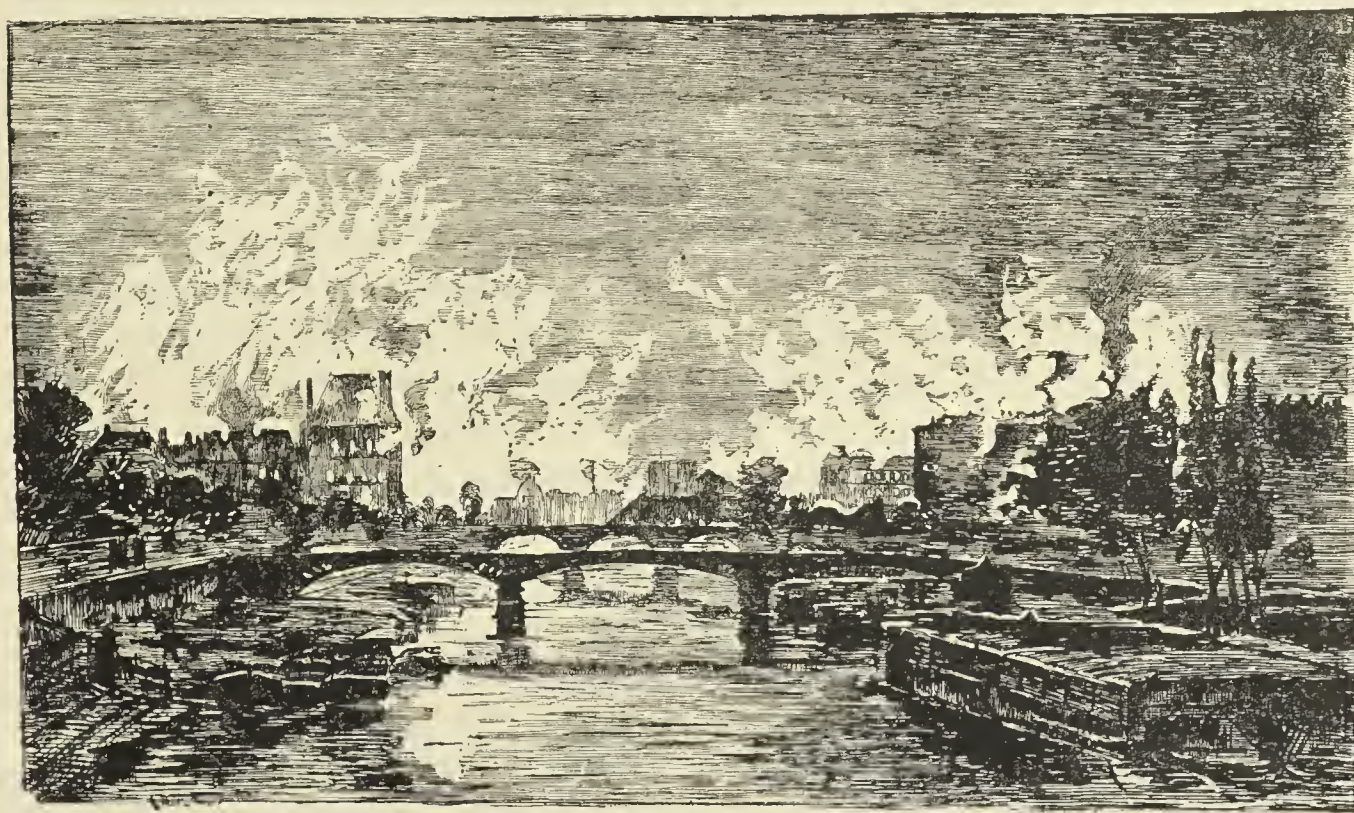
LA BARRICADE (D'après Devambez.)

est poussé l'épée dans les reins par ses propres amis, un Mortimer-Ternaux qui l'interpelle (11 mai). Il se retourne et lance la fameuse apostrophe : « En vérité, il y a ici des gens trop pressés. Il leur faut huit jours encore ; au bout de ces huit jours, nous serons à Paris ; il n'y aura plus de danger et la tâche sera à la hauteur de leur courage et de leur capacité. » Thiers n'a pas seulement son armée bien en main, ses canons bien en place ; il a des intelligences dans la ville. Tous ces enragés ne sont pas des intègres. Le 14 mai, jour où la colonne Vendôme est renversée, le fort de Vanves succombe. La déchirure s'accomplit : 25 membres de la minorité se séparent de la Commune. Le 21 mai après-midi, à la porte de Saint-Cloud, un piqueur du service municipal, Ducatel, monte sur le rempart, agite un mouchoir blanc. Le commandant Trève s'approche. Il entre, lui et ses hommes, sans coup férir et il télégraphie au général Vergé : « Je viens d'entrer à Paris par la porte de Saint-Cloud. Tout est abandonné, prière de faire cesser le feu. *Trève.* »

C'était un dimanche. Paris, fidèle à ses habitudes, prenait l'air sur les promenades et les boulevards. L'ouverture de la pêche à la ligne avait rangé les fidèles sur le bord de l'eau. A la fin de la journée, 70 000 hommes s'étaient glissés le long des murailles et faisaient demi-cercle autour de la ville ; le 22 mai, les troupes de Versailles occupaient Paris jusqu'à la gare Montparnasse, le Palais-Bourbon et la place Clichy. Jules Ferry, à la tête d'un bataillon de chasseurs, se hâte et sauve le bâtiment et les archives du ministère des Affaires étrangères que Paschal Grousset vient de quitter, laissant sur la table un livret Chaix « pour l'étranger ». La Commune, qui tenait séance au Louvre et jugeait Cluseret, s'était dispersée sur la communication de Dombrowski annonçant que les troupes de Versailles étaient entrées.

On pouvait croire que c'était fini. Mais il y eut un moment d'arrêt dans l'offensive. Les violents, les désespérés eurent le temps de se reprendre et ce fut la *semaine tragique*. Le vieux Paris révolutionnaire a la pratique des barricades. Les quartiers du centre font un bloc qui s'appuie, en arrière, sur les hauteurs stratégiques, Belleville, Montmartre, le Père-Lachaise, la Butte-aux-Cailles, Montparnasse, les Gobelins, le Panthéon, avec front de bandière en avant du Luxembourg jusqu'à la Concorde et de la Concorde à la place Clichy. Les ordres sont donnés pour qu'on enlève à tout prix le massif : sinon Paris aux mains de ces hommes affolés périra. On attaque le mardi 23. Des flammes s'élèvent. Ce sont les maisons de la rue Royale qui commencent à brûler. Delescluze a donné l'ordre. Brunel l'exécute. Au Louvre, Bergeret tient un conseil de guerre et fait enduire les appartements de pétrole. La nuit, par ses ordres, les Tuileries sautent. Des foyers d'incendie s'allument partout. Le ciel est noir. Un vent violent, venant

du sud, s'est levé et couvre la ville d'un voile sinistre, sillonné de flammes. Du haut des coteaux de Saint-Cloud, les membres de l'Assemblée assistent. « Paris, dit l'un d'eux, m'apparut comme un océan en feu » (Louis Passy). Autour de l'Assemblée et dans le public réfugié à Versailles, c'est un cri d'horreur. Francisque Sarcey, homme de bon sens notoire, écrit : « Des aliénés de cette espèce et en si grand nombre constituent pour la société un si épouvantable danger qu'il n'y a



PARIS EN FEU (MAI 1871) (D'après une lithographie de Lalanne.)

d'autre pénalité possible qu'une suppression radicale. » Les questionneurs s'adressent au président Thiers. Il se réfugie derrière l'application de la loi : « La conscience publique doit être implacable ; mais elle doit l'être suivant la loi, avec la loi et par la loi. » Il est débordé. Comment ne le serait-il pas ? Une fureur atroce occupe les âmes. Le mercredi 24, ce qui reste de la Commune a commencé le massacre des « otages », Chaudey, des agents de police, les prisonniers de Sainte-Pélagie ; dans la nuit, sur l'ordre écrit de Ferré, un capitaine fédéré, Véric, a massacré l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, l'abbé Deguerry, les Pères Clerc, Ducoudray, Allard et le président Bonjean. Le lendemain 25, à l'avenue d'Italie, les dominicains d'Arcueil sont fusillés par les gardes nationaux du 101^e bataillon fédéré, commandé

par Sérizier. Le 26, par l'ordre de Varlin, ce sont les jésuites de la rue Haxo, le banquier Jecker au Père-Lachaise, etc.

Cependant l'armée avait occupé la ville dans une lutte corps à corps. Le Louvre, la Bibliothèque nationale, la Banque de France avaient été sauvés, si les Tuileries, la Cour des comptes, le ministère des Finances, l'Hôtel de Ville et tant d'autres monuments publics et privés avaient péri. Paris continua à brûler pendant un mois. Au début de juin, quand je vis Paris pour la première fois, des étincelles étaient encore soulevées par le vent, rue de Rivoli. Le 25, la défense s'était concentrée sur Montmartre, Belleville et le Père-Lachaise ; Lisbonne est blessé à mort, Vermorel blessé à mort, Raoul Rigault fusillé, Félix Pyat en fuite, Vallès en fuite, Cluseret en fuite ; Millière est fusillé le 26 au Panthéon ; le plus criminel de tous peut-être, Ferré est arrêté et fusillé ; Rossel condamné et fusillé. Delescluze, à bout de forces, n'ayant plus de vie que pour lutter, a quitté le ministère de la Guerre, soutenu par Jourde ; il s'est avancé jusqu'à la barricade du Château-d'Eau ; il est en chapeau de soie, pardessus clair, une canne à la main. On le voit se dresser sur la barricade et il tombe. Le vendredi 26, la lutte est concentrée à Belleville et à la place du Trône. Le samedi soir, cinq ou six membres de la Commune tiennent encore à Belleville. Un dernier engagement au Père-Lachaise. Le paquet des survivants, Varlin, Ranvier, Gambon, s'est concentré à la rue Haxo d'où est parti le mouvement et où ont péri les jésuites. Le dimanche, aux premières heures de l'après-midi, tout est fini ; Louis Pyat a levé le drapeau blanc, rue Fontaine-au-Roi : il restait un homme derrière la barricade. Le maréchal de Mac-Mahon fait afficher la proclamation : « Habitants de Paris, l'armée de la France est venue pour vous sauver. Paris est délivré. La lutte est terminée, le travail et la sécurité vont renaître ».

Les guerres civiles sont les plus atroces de toutes. Les frères se connaissent et ne se manquent pas. La discorde d'homme à homme est implacable. Elle le fut dans Paris, pendant la lutte ; elle le fut, la lutte terminée. Si nombre des chefs échappèrent, à la foule des combattants on appliqua « les lois de guerre ». On assure que 17 000 hommes périrent. Les soldats, furieux de ces massacres, de ces incendies, de cette abominable lutte, fusillés à bout portant, ne faisaient plus de quartier : un geste, une arme, un uniforme, une épaule noircie, l'homme était abattu. A l'Assemblée nationale, des colères, d'où les haines de partis n'étaient pas absentes, poussaient à donner à la ville de la révolution « une leçon définitive ». Sur la proposition de Béranger, 22 conseils de guerre supplémentaires furent institués. 46 000 procès furent instruits qui donnèrent lieu à 24 000 ordonnances de non-lieu : preuve juridique

de l'excès de la suspicion ; il y eut 10 000 refus d'informer et 2 500 acquittements. 9 600 furent condamnés contradictoirement, 1 891 bénéficièrent d'un avis favorable de la Commission des grâces. Tant par la mort que par la fuite, la disparition ou la condamnation, Paris perdit, assure-t-on, 60 000 habitants. Si l'on rapproche ce chiffre de celui des votants et des combattants de la Commune, on voit à quel point la lutte finale fut impitoyable...

Cependant, Paris resta républicain.

LÉGITIMISTES ET ORLÉANISTES. CHUTE DE THIERS. ÉLECTION DE MAC-MAHON Par la victoire sur la Commune, la droite de l'Assemblée se trouva confirmée dans ses intentions d'en finir avec la République de fait, acceptée par elle provisoirement et de hâter la restauration de la monarchie. Après de si affreux malheurs, comment les esprits ne se tourneraient-ils pas vers cette royauté qui avait donné des siècles de prospérité et de grandeur à la France ; comment ne se rallieraient-ils pas, d'un élan unanime, autour de cette famille que la sagesse et l'adresse de Henri IV avaient, dans des circonstances presque semblables, portée sur le trône ? Il fallait toute la perspicacité de Thiers pour s'assurer que le pays était résolu à ne confier, désormais, la sauvegarde de ses destinées qu'à soi-même. Quoi qu'il en soit, au lendemain de la Commune, tout le monde sentait qu'il fallait en finir avec le provisoire et que la France avait besoin d'un gouvernement légitime et stable.

Thiers lui-même avait pris son parti : il s'était prononcé publiquement, avec spontanéité et franchise, pour la République. Mille autres devoirs cependant absorbaient les courtes heures de ses longues journées : la reconstitution du pays, — et, d'abord celle de l'armée, — l'exécution rapide du traité de paix en vue d'obtenir la prompte libération du territoire, le redressement budgétaire et financier permettant d'assurer les versements, même anticipés, de l'indemnité de guerre, la reprise du travail national ramenant l'ordre, la paix intérieure, la confiance. Il était partout, surveillait tout, animait tout, prodiguait dans tous les ordres d'idées les directions fortes et sages.

Parmi tant d'autres soucis, il avait à résoudre un problème qui touchait l'âme de la nation, l'attitude qu'elle devait prendre en présence de l'occupation de Rome par le gouvernement de Victor-Emmanuel ; car, ainsi s'était résolue pendant la guerre « la question romaine ». Ces divers sujets appartiennent à l'*Histoire religieuse*, à l'*Histoire diplomatique*, à l'*Histoire militaire*, à l'*Histoire économique*, et ont été traités dans les volumes y afférents de l'*Histoire de la Nation française* ; il ne faut pas perdre de vue, cependant, qu'ils sont tous présents à l'esprit du président

et qu'ils surchargent, de leur simultanéité, le devoir suprême qu'il s'est imposé de donner un gouvernement et des institutions républicaines à la France.

L'ensemble des circonstances qui amenèrent l'échec de la cause royale et la fondation de la République méritent d'être exposées d'un fil continu, la chute même



LES INSURGÉS A L'ORANGERIE DE VERSAILLES

(D'après un bois paru dans *l'Illustration* en 1871.)

de Thiers n'apparaissant plus, aujourd'hui, que comme un incident du drame dont la conclusion ne devait se dégager qu'après sa mort.

Des trois dynasties qui, avec la ténacité des ambitions politiques, prétendaient à la couronne de France, l'une paraissait, pour le moment, hors de cause. Napoléon III s'était réfugié en Angleterre ; il allait y mourir bientôt de cette maladie de la pierre dont il était atteint avant la guerre. Cependant, le parti n'avait pas renoncé à toute espérance ; il comptait dans le pays de nombreux partisans plus ou moins déclarés, hommes à barbiche, anciens militaires, fonctionnaires remerciés, gros fer-

miers, patrons endurcis, pères de famille rigides, tous attachés à la « manière forte ». On s'efforçait de tenir debout le vieil empereur pour l'éventualité d'un nouveau Strasbourg ou d'un nouveau Boulogne qui devait, cette fois, se faire par la frontière suisse. Mais la mort l'enlevait à Chislehurst entre les mains des chirurgiens (9 janvier 1873), laissant comme héritier son fils, le « prince impérial », âgé alors de dix-sept ans. La cause bonapartiste devait s'en trouver un peu plus tard comme rajeunie. Sous ces nouveaux auspices, se fonderait le groupe très actif de l'Appel au peuple. Rouher et quelques bonapartistes notoires, à la faveur d'élections partielles, allaient entrer dans l'Assemblée nationale et là, se tenant à l'affût des circonstances propices, se réserveraient de faire payer, le cas échéant, leur concours à qui le solliciterait. Dans certains départements, par exemple dans l'Eure, dont le duc de Broglie était député, la position du bonapartisme était assez forte pour que les chefs des droites royalistes dussent compter avec lui. Tout compte fait, le parti était plus embarrassant que dangereux.

La partie était engagée, surtout, entre les deux branches de la famille des Bourbons, la branche aînée ou légitime, ayant à sa tête le comte de Chambord, la branche cadette, dont le chef était le comte de Paris, né en 1838, fils du duc d'Orléans, petit-fils de Louis-Philippe. Ce « prétendant » encore jeune était accompagné et soutenu par un cortège familial qu'on se plaisait à appeler « les princes », le duc de Chartres, le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale et, autour d'eux, une élite de partisans dévoués, riches et ardents, sûrs d'eux-mêmes, ayant, les uns et les autres, la conviction que la France ne pouvait se passer de leur autorité, de leur compétence, de leur honnêteté : car c'était toujours le parti « des honnêtes gens ». Le comte de Chambord, chef de la famille, était moins en vue : il vivait un peu à l'écart, à Frohsdorf, ayant le pli de l'exil, recevant de rares amis, interrogeant, écoutant, ne se livrant pas, la figure sereine, l'accueil bienveillant, mais royal, assuré de son droit et de son principe, attendant sans hâte que la France se tournât vers lui.

Aussitôt après la mort de Louis-Philippe, les orléanistes zélés, à leur tête Guizot, avaient déclaré que, dans l'intérêt de la France, les deux branches de la famille royale devaient se réunir : c'est ce qu'ils appelaient la « fusion », mot qui supposait un pied d'égalité et écartait tout souvenir pénible : le comte de Chambord n'employait que le mot « réconciliation ». Quel que fût le vocable, si le rapprochement entre les membres de la famille pouvait avoir lieu sans difficulté, le comte de Chambord étant sans enfants et les princes d'Orléans se trouvant ses héritiers naturels, — une question de principe continuait à les séparer : le comte de Chambord entendait tenir la couronne de son droit héréditaire, sans aucune intervention de

ce que le langage révolutionnaire appelait la « souveraineté nationale ». Les princes de la branche d'Orléans, au contraire, étaient résolus à ne désavouer en rien 1830, ni à rompre avec la nombreuse partie du peuple français qui, fille de la Révolution, leur restait énergiquement attachée. La lutte entre ces deux principes était tout autre chose qu'une question de couleurs sur le drapeau.

Les « princes », emportés par leur ardeur et par le zèle de leurs partisans, se mirent en mouvement tout de suite. A peine la guerre déclarée, ils avaient demandé à servir dans les rangs de l'armée, et sur le refus qui leur fut opposé, le duc de Chartres et le prince de Joinville avaient combattu sous le nom de Robert Lefort et de colonel Lutherod. Aussitôt après l'armistice, le prince de Joinville et le duc d'Aumale, passant outre aux lois d'exil, étaient accourus et s'étaient portés à la députation dans plusieurs départements ; élus, il avaient réclamé le droit de siéger à l'Assemblée. Une longue polémique engagée à ce sujet avec Thiers se termina par un vote de la droite qui les admit à prendre place en décembre 1872, sans, d'ailleurs, que cette place fût marquante, résolus qu'ils étaient à ne pas jouer les Louis-Napoléon. La question se posait maintenant de savoir quelle serait leur attitude à l'égard du « chef de la famille », le comte de Chambord. Celui-ci s'était tenu jusque-là sur la réserve. Élevé par les entourages de Charles X, lecteur de *l'Univers* et de la « presse fidèle », il ne se prêtait guère aux nombreux avis qui venaient vers lui de céder quelque chose sur la rigidité de la doctrine *royale* pour laquelle son grand-père avait succombé et qui paraissait devoir assurer à la France un régime conforme à ses anciennes traditions. Il n'avait pas oublié 1830, et la comtesse de Chambord, nullement séduite par la perspective d'aller régner dans ce dangereux Paris, ne le lui laissait pas oublier. Souriant et tenace, accueillant et évasif, à la fois dévot et libre d'esprit, il ne voyait pas, sans une méfiance dédaigneuse, les « princes », au moment où ils parlaient de soumission au « chef de la famille », se mettre en avant, clamer leur dévouement au drapeau tricolore, au « drapeau chéri », selon le mot du duc d'Aumale en pleine Assemblée, et aller même jusqu'à « recevoir », comme le faisait la duchesse de Chartres, dans les salons de Mme Thiers, à Versailles, les courtisans du futur héritage. Thiers surveillait tout cela, tantôt avec bonhomie, tantôt avec humeur ; mais, juste appréciateur des forces en présence, il s'occupait surtout de dégager le sentiment du pays.

La famille royale, l'Assemblée, le pays, tels étaient les trois lieux de rencontre des intérêts, des convictions et des passions. Les courtisans et les partisans s'occupaient surtout de la famille et de l'Assemblée ; mais c'était le pays qui déciderait finalement.

Un avertissement très net fut donné par le suffrage universel. Des élections partielles eurent lieu le 2 juillet 1871 ; il s'agissait de nommer à 111 sièges vacants par suite de double emploi, démission ou décès. Sur les 111 circonscriptions, 100 élurent des républicains de diverses nuances. Échec grave pour les partis royalistes, non seulement par le déplacement des forces dans l'Assemblée, mais par le jour jeté sur l'orientation du suffrage. La droite royaliste conservait la majorité, mais à la condition de ne laisser aucun dissentiment se produire entre les deux fractions monarchiques : il fallait même se préoccuper désormais, non seulement des intentions du parti bonapartiste, mais même de celles de certains hommes du centre gauche dont le concours pouvait devenir indispensable.

L'influence du président sur les élections n'était pas douteuse ; la plupart des candidats de gauche s'étaient recommandés du « programme de M. Thiers ». Celui-ci était décidément un obstacle et il le savait. Le duel ne pouvait plus être retardé. Les royalistes commencèrent la manœuvre dans l'Assemblée, Thiers, préparant d'autre part, sa contre-mine. Les princes exigent l'abrogation des lois d'exil ; le président s'oppose nettement : « Comment voulez-vous que je gouverne avec le duc d'Aumale à Chantilly, Henri V à Chambord, Napoléon à Prangins ? » Reprenant les promesses que les maires de Paris ont obtenues de lui pendant la Commune : « Vous n'êtes pas engagés, dit-il, moi, je le suis. » Et il réclame de ses amis une consolidation de son pouvoir pour « l'essai loyal » de la République. Un projet de loi dans ce sens est déposé par son ami Rivet, et Thiers insinue sa solution : « Un essai de la République, dit-il, est nécessaire avant de relever la monarchie. » Le parti républicain comprend : il soutient adroitement l'habile vieillard qui s'est tourné vers lui. Gambetta pose la candidature de Thiers et dessine sa future tactique : « Nous voulons présenter le spectacle de républicains de naissance qui restent dans l'opposition en face des monarchistes convertis et forcés, par la cohésion du parti républicain et la légitimité de la République, d'accorder les réformes qu'elle demande. » Il gagne en douceur, il pénètre dans le camp ennemi ; on s'habitue à voir en lui un chef, l'homme de l'avenir.

C'est à cette manœuvre si adroitement préparée que se conforment avec un tact singulier les électeurs du 2 juillet. Le 31 août, la loi Rivet confirme Thiers à la tête du gouvernement de la République, « tant que l'Assemblée n'aura pas fini ses travaux ». Le contexte réglait les conditions des rapports du président avec l'Assemblée et déclarait le conseil des ministres « responsable devant l'Assemblée ». Thiers était placé en quelque sorte au-dessus du travail journalier et établi en « président parlementaire ». Cela ne plaisait pas beaucoup au vieillard impatient

d'action ; mais la loi Rivet n'en était pas moins un embryon de constitution sous le vocable de la République. Les partisans d'une restauration royaliste, voyant leurs chances se dissiper peu à peu, sont décidés à en finir avant que la majorité leur échappe.

A la veille des élections, le comte de Chambord avait, lui-même, résolu de faire un pas vers le pays. Il avait gagné la Belgique et de là était entré en France pour se rendre à Chambord. Au même moment, l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, et les conseillers des princes, jugeant l'heure favorable, ont décidé le comte de Paris à se déclarer prêt à se rendre auprès du chef de sa maison. Précisément, le 2 juillet, jour des élections, le comte de Chambord fait savoir à son cousin qu'il le recevra « quand il aura fait connaître à la France sa pensée tout entière ». Les partisans de la « fusion », inquiets de cette formule énigmatique, s'efforcent de prévenir une déclaration trop absolue, et ils se rendent à Chambord. Inutile ; le prince dit : « Mon parti est pris. » Et le manifeste paraît le 5 juillet : « Le prince ne subira pas de conditions. Il ne fera pas le sacrifice de son honneur... Henri V ne peut abandonner le drapeau de Henri IV... » Dupanloup s'écrie : « Phénomène intellectuel sans exemple !... Cécité morale absolue ! » Le prétendant légitime avait dit aux délégués : « Je ne puis revenir en France *qu'avec mon principe et mon drapeau.* » Son système était arrêté : il ne s'agissait pas seulement du *drapeau*, mais du *principe*. « Le manifeste, dit M. de Meaux, cause une stupéfaction profonde. » On s'écrie : « Abdication volontaire ! » Mais le comte de Chambord, par un nouveau manifeste (25 janvier 1872), de mettre encore ceci au point : « Je n'abdiquerai jamais... Et personne, sous aucun prétexte, n'obtiendra de moi que je consente à devenir le *roi légitime de la Révolution.* » Si l'on veut aller jusqu'au fond de sa pensée, il faut se reporter à la parole anxieuse qu'il adresse à l'un de ses partisans les plus dévoués, le marquis de Dampierre, quand celui-ci le suppliait de ne pas écarter en termes absolus le drapeau tricolore. « Si le duc d'Aumale est appelé à la présidence de la République, donnez-moi votre parole que vous ne voterez pas pour lui. » Il craignait évidemment une manœuvre sourde du parti orléaniste tendant à le mettre de côté en se jetant dans ses bras.

Après ces déclarations réitérées et qui écartaient toute perspective d'arrangement sur le principe, il n'y avait plus que deux partis à prendre pour les partisans d'une restauration par l'Assemblée, ou se rendre à la volonté du « Roy » ou passer outre et agir sans lui. Mais l'une ou l'autre de ces procédures aboutissait à une impasse. L'avènement du comte de Chambord « sans condition » était considéré par la majorité du pays comme le retour de l'ancien régime et soulevait

immédiatement une opposition formidable. « Les chassepots partiraient tout seuls. » Et l'essai de la restauration directe de la branche d'Orléans aurait, contre lui, le parti légitimiste dont les voix formaient la majorité royaliste dans l'Assemblée. On crut devoir persévérer, bon gré mal gré, dans la tactique de la « fusion ».

Cependant la manœuvre éventée, le pays fait connaître son sentiment : les conseils généraux manifestent en faveur du « gouvernement établi ». Le centre gauche adhère avec éclat à la République par la voix du général Chanzy, président du groupe : « Nous acceptons franchement, dans le fond et dans la forme, la République puisqu'elle existe de fait » (12 mai 1872). Une tentative de « fusion parlementaire » échoue. L'année 1872 s'est écoulée, ainsi, dans une sorte d'incertitude morose. D'autre part le parti bonapartiste, croyant voir un jour s'ouvrir, se remuait. La harangue véhémence du duc d'Audiffret-Pasquier à propos des marchés de la guerre, avait ranimé cette cendre éteinte. Rouher qui venait d'être élu à l'Assemblée tenait tête. Et Gambetta accomplissait dans le pays cette fameuse tournée de propagande qui s'achevait par le discours de Grenoble et suscitait les « nouvelles couches électorales ». Il associe le nom de Thiers aux espérances du parti : « Au nom de l'ordre et de l'autorité légale, du bon respect des formes républicaines, au nom des choses raisonnables que le vieillard expérimenté a déjà accomplies, etc... » Le « péril rouge » se trouve résorbé dans l'atmosphère nouvelle ainsi créée. La cause royaliste perd partout du terrain.

Il n'y a plus une minute à perdre pour ses partisans. Or, voici que Thiers, dans son impatience, prête la main. Se sentant fort des grands services qu'il a rendus au pays et qui vont se couronner bientôt par la libération du territoire, il demande à l'Assemblée, par le message du 13 novembre 1872, de se mettre immédiatement au travail constitutionnel en vue d'entourer « le gouvernement de la République » d'institutions sages et durables. Son but, dit-il, est d'organiser la République et d'en faire un gouvernement régulier : « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas. »

C'est autour de ce mot *conservatrice* que va s'engager la nouvelle phase de la lutte. Thiers réclame des mesures *conservatrices* pour fonder la République. La droite, ayant à sa tête son nouveau chef, le duc de Broglie, qui a quitté l'ambassade de Londres, met en doute le salut de la conservation sociale par la République. Thiers réplique : « Vous vous plaignez d'un gouvernement provisoire ; faites un gouvernement définitif. » Mais, justement, ce que veut la droite, c'est un gouvernement provisoire qui lui permette de sauver à la fois ses idées et l'espoir d'une

restauration royale. On prend le président en flagrant délit d'entente avec la gauche, avec Gambetta, et on le renversera par l'évocation du spectre rouge. Le nouvel adversaire qu'a rencontré Thiers est un manœuvrier redoutable.

La droite donc demande des garanties. Dufaure, au nom du gouvernement, réclame, lui, une Constitution : la droite est mise au pied du mur. Que veut-elle enfin ? Si elle est décidée à constituer, qu'elle le fasse ! Et le gouvernement dépose un projet de loi ainsi conçu :

« Une commission composée de trente membres sera nommée dans les bureaux à l'effet de présenter à l'Assemblée un projet de loi pour régler les attributions des pouvoirs publics et les conditions de la responsabilité ministérielle. »

Thiers, et c'est une de ses dernières habiletés, propose d'aborder les réalisations constitutionnelles à la fois contre la gauche, qui ne veut pas reconnaître le pouvoir constituant de l'Assemblée, et contre la droite, qui, réclamant énergiquement ce droit, est dans l'impossibilité actuelle d'en faire usage. Dufaure, sympathique à l'Assemblée, présente avec tact sa difficile motion : le président l'appuie de tout le poids de son éloquence et de son autorité. Le projet de loi est voté par 372 voix contre 335. Le principe est acquis. La fameuse commission des Trente mettra sur pied, non sans d'infinies précautions et lenteurs, les institutions républicaines.

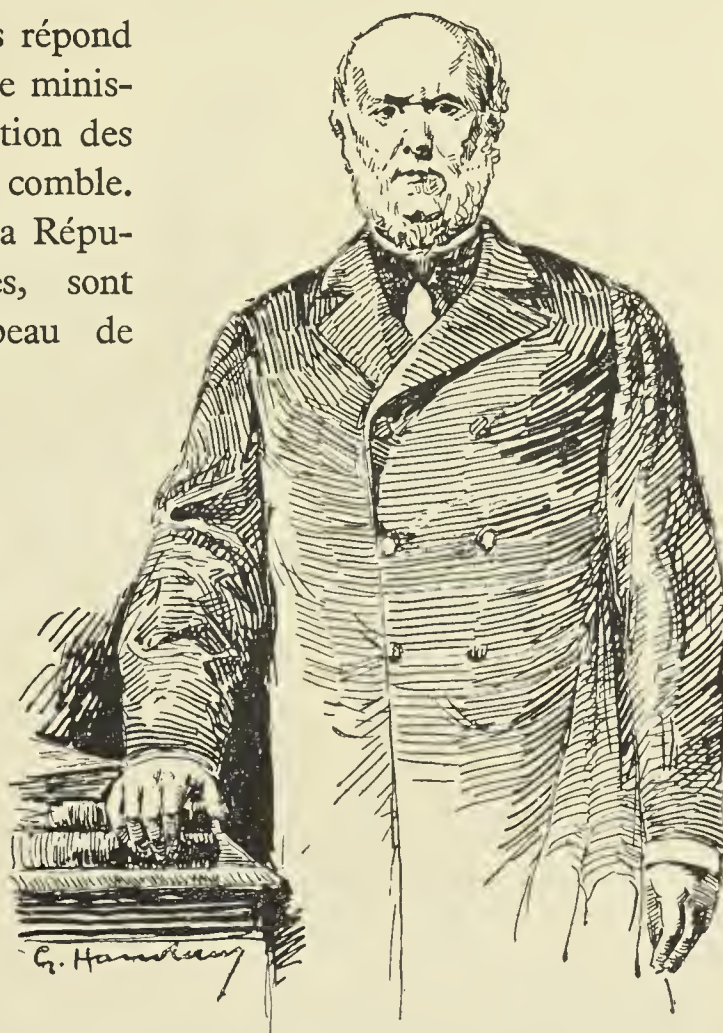
Thiers, qui avait rêvé d'en être l'organisateur et peut-être le bénéficiaire, n'aura pas cette récompense. Les royalistes ne lui pardonneront pas. Ils sont décidés à jeter hors du pouvoir l'homme qui leur a tendu le piège où leur impuissance les a précipités. Tout s'arrange pour donner barre aux rancunes de la droite. Thiers, par ses exigences, ses caprices, ses sautes de vent, sa vanité susceptible, a blessé nombre de membres de l'Assemblée. Plusieurs de ses ministres préférés ont succombé dans des conflits particuliers, en particulier les anciens membres de la Défense nationale : Jules Favre, Ernest Picard, bientôt Jules Simon. Jules Grévy, à la suite d'un incident sans importance, a cru devoir donner sa démission et il est remplacé au fauteuil de la présidence par un adversaire de Thiers, Buffet.

Et puis, la gauche, sentant qu'elle a le vent en poupe, s'affiche et le compromet. Aux élections qui viennent d'avoir lieu à Paris, Rémusat, ministre des Affaires étrangères, confident intime du président, est battu par un ancien maire de Lyon, personnage insignifiant, mais qui passe pour très avancé, Barodet. Enfin le président n'est plus, au même degré, « l'homme nécessaire ». Il vient de mener à bonne fin la rude campagne de négociations et d'emprunts qui aboutit à la libération du territoire ; le sol de France (sauf la place de Verdun) sera débar-

arrassé de l'occupation allemande dès les premiers jours d'août (accord du 15-17 mars 1873). Quand les grands services sont rendus, on peut remercier les grands serviteurs.

A la rentrée du printemps, Goulard et Jules Simon l'ayant quitté, Thiers a dû remanier encore son ministère. Il en profite pour marquer un pas vers la gauche. Le duc de Broglie interpelle sur la politique du gouvernement. Thiers répond du tac au tac en faisant déposer par le ministère le projet de loi « sur l'organisation des pouvoirs publics ». La mesure est comble. Tous les adversaires du président de la République, y compris les bonapartistes, sont ralliés maintenant autour du drapeau de « l'ordre moral ». Sauver la société en péril ! On est en pleine équivoque. Mais Thiers déchire tous les voiles. « On nous dit qu'il s'agit de la conservation : il s'agit des chances de la monarchie. Monarchie ou République, quand on est au gouvernement, il faut prendre parti. J'ai pris parti, et c'est pour la République. » Sa franchise attire la foudre. Une toute petite fraction du centre gauche, travaillée depuis longtemps, le groupe Target (celui-ci beau-frère de Buffet), abandonne le président. Le gouvernement est mis en minorité de 14 voix, Thiers donne sa démission.

Tout est préparé pour la succession que l'on savait, d'avance, devoir s'ouvrir et, avant de lever la séance, Buffet a mené tambour battant la procédure d'élection d'un nouveau président. L'Assemblée élit le maréchal Mac-Mahon (24 mai 1873). Le maréchal, qui n'a accepté que sous la pression instantane de sa famille et de son entourage, prend l'engagement, dès sa première et courte lettre à l'Assemblée, de travailler au rétablissement de l'*ordre moral* dans le pays. C'est tout le programme.



GRÉVY

**L E DUC DE BROGLIE ET L'ORDRE MORAL. ÉCHEC DE
LA RESTAURATION MONARCHIQUE. LE SEPTENNAT**

Constitutionnellement, Mac-Mahon prenait simplement la place de Thiers : président de la République, responsable devant l'Assemblée, ses pouvoirs expireraient quand celle-ci se séparerait : c'était la continuation du provisoire. Le maréchal, grand soldat, mais vaincu, n'apportait avec lui ni un système, ni même une autorité politique. Légitimiste d'origine,

bonapartiste de carrière, il était le type du chef d'État constitutionnel, laissant à son ministère le soin de gouverner. Le tombeur de Thiers, le duc de Broglie, se trouvait être le véritable détenteur du pouvoir, placé là pour assurer aux conservateurs, aux hommes d'ordre, aux « honnêtes gens », la direction des affaires, en attendant une solution définitive : cette solution serait, de préférence, la monarchie parlementaire, mais elle pourrait être, à la rigueur, une répu-



LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON

blique entourée de garanties, une sorte de stathoudérat pour lequel on entrevoyait une présidence du duc d'Aumale. Pour le but et la conduite, la droite s'en remettait au duc de Broglie. La haute valeur intellectuelle et morale de ce grand aristocrate, son nom et son renom, son éloquence un peu contrainte, mais acérée et pénétrante, son autorité, ses manières distantes où il y avait une grande noblesse et quelque timidité, la fermeté de son caractère dans une sorte de malléabilité des doctrines, faisaient de lui un type supérieur de cette élite aux bras étroits qui se considérait comme née pour gouverner la France. Fils d'une mère protestante, catholique libéral, l'un des fondateurs du *Correspondant*, n'ayant de révérence excessive ni pour les légitimités ni pour les infaillibilités, mais ne pouvant même

concevoir le brutal avènement des masses populaires, ce personnage se serait vraisemblablement tenu pour satisfait d'une période de transition et d'attente, la plus prolongée possible, qui eût été employée par lui à remanier l'opinion et à sauver l'*ordre moral*. Il soulevait l'enthousiasme de ses amis quand, d'une voix coupante, il détachait la phrase principale de la déclaration ministérielle : « Le gouvernement doit être et sera, je vous le garantis, énergiquement et résolument conservateur. » Par ce mot, il entendait l'union, le soutien, la restauration au besoin, de toutes les forces sociales et, au premier rang, de la religion. On engageait celle-ci et surtout le clergé catholique dans la querelle politique sans assez réfléchir que le rôle du prêtre est tout autre et que ses chefs, les deux évêques, — Pie contre Dupanloup — n'étaient pas plus unis que les deux branches de la famille royale. La combinaison n'avait, en fait, qu'un objet clairement défini : barrer la route à la démocratie.

Cette offensive désespérée avait naturellement pour effet de fortifier et de souder le bloc républicain : préparé par l'habile tactique de Thiers, il apparaissait, maintenant, non plus comme un parti de révolution, mais comme un parti de gouvernement. Il avait fait ses preuves en arrachant la France aux affres de l'invasion et de la guerre civile, en restaurant le crédit, en libérant le territoire. Ces rudes besognes s'étaient accomplies sous le vocable de la République et en se passant des princes ; des républicains d'un incontestable mérite, les Dufaure, les Jules Simon, les Jules Ferry, les Léon Say avaient secondé Thiers et, déjà, on entendait retentir dans le pays la voix qui allait entraîner le suffrage universel, celle de Gambetta.

Il était entré dans l'Assemblée aux élections du 2 juillet 1871 et le duc de Broglie, après avoir renversé Thiers, trouvait en face de lui ce jeune athlète, capable de le « tomber » à son tour. L'orateur du procès Baudin, le dictateur de Bordeaux, le « fou furieux » s'était assagi, formé et, sans avoir « coupé sa queue », il commençait à surprendre par son tact politique, sa jeune expérience, son coup d'œil parlementaire. L'exil et le malheur l'avaient achevé : la finesse du Génois s'était révélée sous la fougue du Gascon. Il avait conçu un programme d'action que son *alter ego* Spuller précisait dans les lettres qu'il lui adressait après la Commune :

C'est sur toi que repose maintenant la mission de réunir les forces éparses, de discipliner les esprits, de relever les espérances, de consoler les douleurs, de calmer les impatiences et, surtout, de *réconcilier les deux France*... C'est à celui des partis qui, par sa sagesse et sa modération, par les garanties qu'il saura offrir à la France, saura le mieux gagner les cœurs que le pays se donnera. Encore une fois, il faut conquérir la France, et nul plus que toi ne peut le faire, mieux et plus vite.

Gagner les cœurs, conquérir la France, Gambetta avait justement les dons qui convenaient à cette tâche ; le pays était en instance de confiance et d'optimisme, de promptitude dans les réalisations et de largeur dans les idées.

La droite au pouvoir avait, sauf dans l'Ouest, perdu le contact avec les masses. Elle le sentait, mais se refusait de faire un pas vers elles. Après quelques semaines consacrées à l'installation d'un ministère composé de comparses, sauf Magne, ancien ministre de l'Empire aux Finances et Ernoul, bon orateur, légitimiste déclaré à la Justice, l'Assemblée se prorogea jusqu'au mois de novembre 1873. Malgré les observations de Dufaure, elle n'avait pas abordé sa tâche constitutionnelle. On persévérait dans le provisoire. Cependant, l'œuvre de la libération nationale laissée par Thiers s'achevait : le 16 septembre, les derniers versements de l'indemnité étaient faits, les troupes allemandes évacuaient la dernière ville occupée, Verdun.

Le parti orléaniste ne pouvait s'habituer à l'idée que le manifeste du comte de Chambord et ses déclarations concernant le *principe* et le *drapeau*, créassent un obstacle dirimant à l'union pour la restauration de la royauté en son chef et en ses membres. Falloux qui, en somme, fut et resta le maître de la manœuvre, expliquera, par la suite, que « *l'unité des pensées dans ce qu'on appelle le programme du roi n'existait pas* ». Il semble résulter de ses affirmations que l'on considérait le comte de Chambord comme subissant l'influence de conseillers qui n'étaient pas d'accord entre eux et qu'il laissait la plume et le choix tantôt à l'un, tantôt à l'autre. Quoi qu'il en soit, la journée du 24 mai, l'avènement d'un ministère conservateur, la présence au pouvoir de Mac-Mahon et du duc de Broglie donnaient une recrudescence d'ardeur aux fusionnistes et bientôt les émissaires reprenaient le chemin de Frohsdorf et interrogeaient anxieusement le comte de Chambord sur ses dernières intentions. Il parut plus abordable ; de Sugny trace de lui alors ce portrait sympathique et à tout prendre encourageant :

Je l'ai trouvé moins boiteux et moins gros que je ne m'y attendais. Il est de taille moyenne et paraît vigoureux. Il a l'œil à fleur de tête, vif et scrutateur. Sa voix est sonore, il a le geste très noble, et ses manières, empreintes d'une grande majesté, sont néanmoins très cordiales. Il est plus prince que le comte de Paris ; cependant, près de lui, on se sent plus à son aise.

Tout pesé, on pensa que l'heure était venue de faire une tentative suprême. Un petit comité composé surtout d'orléanistes se réunit. Quelques jours après, le chef de la branche d'Orléans se rendait à Vienne et, de là, demandait au comte de Chambord de le recevoir. Celui-ci, par l'organe du comte de Vanssay, faisait

parvenir à son cousin une sorte de protocole préventif de la rencontre. Le comte de Paris l'accepta de bonne grâce et, le 5 août, il aborda le comte de Chambord :

Mon cousin, en saluant le chef de notre maison, en mon nom et au nom de toute ma famille, je viens reconnaître en même temps le principe monarchique dont vous êtes le seul représentant en France... Vous ne trouverez de compétiteur au trône ni en moi, ni en aucun membre de ma famille.

L'accueil fut parfait. Même la comtesse de Chambord, « dans un esprit de résignation », se montra pleine d'attention pour le comte de Paris. Le parti exultait et on croyait toucher à une solution définitive. Le duc de Broglie, plus instruit de la réalité ou plus méfiant, s'inquiétait, au contraire :

Je trouve le mouvement monarchique actuel imprudent, écrivait-il, car, s'il vient se heurter d'un côté contre les principes (ou soi-disant tels), le reflux peut le pousser vers une dictature tricolore, c'est-à-dire bonapartiste. Voilà ma crainte.

La visite n'avait pas écarté le double obstacle : le *principe*, le *drapeau*. Les partisans de la fusion (le comte de Chambord disait toujours la réconciliation) pointaient les listes, s'assuraient qu'une proposition de restauration trouverait une majorité dans l'Assemblée ; seulement il restait sous-entendu, et entendu pour eux, qu'il s'agissait de la monarchie tricolore. Des hommes de haute situation et influence, comme le duc d'Audiffret-Pasquier, ne cessaient de rappeler cette indispensable condition. Le comte de Paris pensait « que la meilleure manière, pour le comte de Chambord, d'accepter maintenant le drapeau tricolore était de se faire forcer par des amis », et les tentatives recommençaient de plus en plus pressantes. On avait créé, sous la présidence du général Changarnier, une commission de neuf membres. A force de retourner la difficulté, on était arrivé à une formule qui paraissait pouvoir tout arranger : « Le drapeau tricolore est maintenu, il pourra être modifié par l'accord du roi et de la représentation nationale. » On ne s'apercevait pas, qu'au point de vue du roi, c'était trancher la question de principe en appelant la « souveraineté populaire » à arbitrer le débat : concession dont l'esprit du prince était tout à fait éloigné. On songea, pour en finir, à adresser au prince une sorte de mise en demeure par l'organe des plus hauts personnages officiels : de Mac-Mahon s'y refusa ; les ducs se déroberent ; Buffet se montra froid. Une campagne des plus vigoureuses était menée dans *l'Univers*, dans *l'Union*, s'opposant à toute condition posée au chef de la Maison de France. Le duc de Nemours, qui venait d'être reçu à Frohsdorf, était revenu avec une impression de découragement. Et l'on avait entraîné l'opinion, on avait répandu le bruit d'une prompte et cordiale union ; on travaillait aux réa-

lisations de détail comme si c'était chose faite ! C'est qu'on comptait toujours sur un revirement inattendu du prince, mais sans oser l'aborder. Enfin un de ces optimistes ardents, comme il s'en trouve dans tous les partis, se présenta. Chesnelong, député des Basses-Pyrénées, homme éloquent, reçut le mandat de faire connaître au prince l'état des esprits dans l'Assemblée, dans le gouvernement, dans le pays ; son but était d'obtenir son adhésion à la formule de la commission. Il partit pour Salzbourg.

Le 14 octobre, le descendant des rois écouta avec une grande bienveillance l'exposé un peu long du député. Cependant, quand Chesnelong aborda la question du drapeau, le prince l'arrêta et, avec une douce fermeté, il lui dit à mi-voix : « Je n'accepterai jamais le drapeau tricolore. » Chesnelong ne se démonta pas et il arriva aux trois propositions formulées par la commission ; le prince laissa passer les deux premières ; la troisième était rédigée en ces termes : « M. le comte de Chambord accepte que la question du drapeau, après avoir été posée par le roi, soit résolue d'accord par le roi et l'Assemblée. » Le roi s'arrêta, réfléchit, conclut l'audience par quelques paroles aimables que Chesnelong prit pour un acquiescement, et il se retira. Il appela M. de Blacas et lui donna ses instructions : « Quant à la troisième condition, je ne voudrais pas que cela fût dit d'avance et en mon nom. *Je me mettrais, pour ainsi dire, à la discrétion de l'Assemblée.* Dites à M. Chesnelong mes impressions au sujet de cette troisième déclaration. *Je désire qu'il s'en tienne aux deux premières.* »

Chesnelong rentra à Paris plutôt embarrassé que déconfit. Il ne pouvait se refuser à la joie d'avoir été utile. La commission des neuf se réunit : elle entend le compte rendu de Chesnelong qui, sur le point le plus délicat, s'en tient à une formule évasive. On se garda d'appuyer, passant outre à la polémique des journaux légitimistes et à l'attitude des confidents du prince. Le duc Pasquier dégagea en paroles vibrantes l'impression optimiste qu'on voulait répandre : « Il faut faire la monarchie ! » On était certain d'avoir la majorité. Plusieurs adhésions importantes étaient venues du centre gauche. Paris ne paraissait pas s'émouvoir. Les rapports des préfets sur l'état des esprits en province étaient rassurants. Le duc Pasquier soumit à la Commission le projet de la déclaration qui devait être lue à l'Assemblée :

La monarchie nationale héréditaire et constitutionnelle est le gouvernement de la France. En conséquence, Henri-Charles-Marie Dieudonné, chef de la famille de France, est appelé au trône... Le drapeau tricolore est maintenu ; il ne pourra être modifié que par l'accord du roi et de la représentation nationale.

Le centre droit, qui était le pivot de toute la combinaison, se réunit pour entendre l'exposé de Chesnelong. Il semble qu'ici, il ait été plus évasif encore sur la question du drapeau. Le compte rendu de la séance, rédigé par Savary, signé par le vicomte d'Haussonville, traduisait, en ces termes, le sentiment qui aurait été celui du comte de Chambord :

Puisque le drapeau tricolore était le drapeau légal, si les troupes devaient le saluer à son entrée en France, il saluerait avec bonheur le drapeau teint du sang de nos soldats, se réservant de proposer au pays et à l'Assemblée une transaction compatible avec son honneur et de nature à satisfaire l'Assemblée et la nation.

Cette rédaction témoignait de l'aveugle optimisme qui, depuis le début, entraînait les fusionnistes quand même. Maintenant que les choses étaient si avancées, le roi, pour une simple divergence de couleurs, refuserait-il la couronne déposée à ses pieds ?

Le 30 octobre 1873 parut dans les journaux la fameuse lettre signée HENRI, adressée à Chesnelong :

On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre, sinon que je ne rétracte rien de mes précédentes déclarations ? Les prétentions de la veille me donnent la mesure des exigences de demain ; je ne puis consentir à inaugurer un régime réparateur et fort par un acte de faiblesse... Il est de mode, vous le savez, d'opposer à la fermeté d'Henri V l'habileté d'Henri IV... Je voudrais bien savoir quelle leçon se fût attirée l'imprudent assez osé pour lui persuader de renier l'étendard d'Arques et d'Ivry.

Tout l'édifice de la fusion s'écroulait. Chesnelong, zélé serviteur de la dynastie, disparaît de l'Histoire.

Le duc de Broglie ne perdit pas une minute. Au milieu de la stupéfaction générale et de l'émotion qui s'était emparée du monde parlementaire, il saisit l'occasion d'introduire la solution à laquelle il avait toujours pensé. Rencontrant, dans une soirée, le président Buffet, il lui dit : « Nous avons quinze jours devant nous pour donner un gouvernement à la France et la sauver. » L'Assemblée ne devant se réunir que le 5 novembre, on avait quinze jours en effet, pour préparer le septennat mac-mahonien.

Mais le comte de Chambord se considérait-il lui-même comme écarté définitivement de la couronne ? Avait-il renoncé à son droit héréditaire et légitime ? N'avait-il aucun moyen de faire prévaloir ce qu'il avait affirmé avec tant d'autorité, le pacte sacré qui unissait la France à la dynastie ? Dernier effort des deux systèmes en présence : d'une part, le provisoire cherche à prolonger

l'expectative, d'autre part, le prétendant esquisse un mouvement ultime tendant à rallier la France.

Le comte de Paris a donné son adhésion au système du duc de Broglie :

Ne pouvant faire la monarchie, écrit-il, il faut faire ce qui s'en rapproche le plus, il faut organiser un gouvernement constitutionnel... Je ne comprends pas qu'on s'alarme de lui donner le nom de République quand on conserve le mot sur les monnaies et ailleurs.

Le 18 novembre, le duc de Broglie engage la partie par un message du maréchal demandant que la question constitutionnelle soit mise en délibération. « Rien ne sépare plus le centre droit du centre gauche. » On va à la constitution d'un gouvernement conservateur confié au maréchal de Mac-Mahon. Le duc de Broglie se satisfait de cette sorte de dictature « morale » qu'il s'agit de confier au maréchal : « Défenseurs de l'ordre social, n'abandonnez pas votre chef : ne détruisez pas votre ouvrage avant de l'avoir commencé ! » L'Assemblée ne voit pas d'autre issue. Le Septennat est voté, le 19 novembre, par 383 voix contre 317. L'extrême droite elle-même s'est ralliée et a voté, la mort dans l'âme.

Depuis le 12, des personnages à figure mystérieuse s'abordaient et se confiaient quelque chose à l'oreille. Tout d'un coup les bruits se précisent : « Le roi est à Versailles ! » En effet, le comte de Chambord, malgré les apparences contraires, n'avait renoncé ni à son droit, ni à l'espoir de régner. Plus tard, au reproche qu'on lui fit de n'avoir pas voulu relever la couronne, il déclarait à son vieil ami Foresta : « Je vous remercie d'avoir protesté avec l'indignation que mérite un pareil soupçon... Je puis sauver la France, je le dois, je le veux. » Mais comment comptait-il s'y prendre, et que faisait-il à Versailles ? Car il y était bien arrivé dès le 10 novembre et était descendu 5, rue Saint-Louis, chez M. de Vanssay. On le tint au courant des chances d'un vote parlementaire ; mais ce n'était pas son système. Le 19 novembre, il envoya M. de Blacas chez le maréchal de Mac-Mahon. Reçu, d'abord, par la maréchale, l'envoyé du prince dit ces simples mots : « Le roi est à Paris et désire voir le maréchal. » Introduit près de celui-ci, après avoir exposé l'objet de sa visite, il demanda au maréchal de fixer l'heure à laquelle il comptait se rendre à l'invitation. Mac-Mahon surpris ne fit pas attendre sa réponse : « Je sacrifierai ma vie pour le comte de Chambord, dit-il, mais je ne puis lui sacrifier mon honneur. » Blacas insista. Il tendit au maréchal la clef de l'appartement de M. de Vanssay. Mac-Mahon secoua la tête et ne prit pas la clef... La démarche du prince n'avait pas de suite : la dynastie des Bourbons ne régnerait pas.

Le projet du comte de Chambord paraît avoir été celui-ci : s'inspirant du pré-

cédent de 1814 et sans demander un vote à l'Assemblée, il se présenterait à elle au bras du maréchal de Mac-Mahon, et les acclamations le consacraient selon les antiques traditions de la France royale. Mais, sans l'avoir deviné, il se heurtait à une machine déjà montée et, en tous cas, à l'exigence parlementaire. Les temps étaient changés. Après avoir entendu Blacas, le prince se renferma dans le silence et pria. Cependant il attendit quelques jours encore, s'abandonnant aux desseins de la Providence. Le vote de l'Assemblée « prorogeant les pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon » ne lui laissait plus le moindre doute. Il reçut ses amis, se fit conduire à Paris, vit l'Arc de triomphe de l'Étoile et se rendit à Notre-Dame où il pria. Il rentra dans l'exil où il devait mourir.

VERS LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE.
LA CONSTITUTION DE 1875

Un des grands faits de l'histoire de France venait de s'accomplir. La dynastie des Bourbons était écartée du trône. 1830 avait porté ses fruits. Le droit héréditaire est une convention : si ceux qui s'en réclament le violent, le principe, atteint, a perdu sa force, la convention est annulée. Le comte de Chambord quitte Versailles ; le comte de Paris adhère au Septennat : les deux parties de la famille, une fois de plus, se tournent le dos ; l'hérédité sombre du même coup.

Que valait, cependant, le régime qui venait d'être voté ? Le maréchal de Mac-Mahon ne présentait aucune capacité politique exceptionnelle ; il ne représentait aucun principe. Cet excellent soldat n'était ni un Bonaparte, ni un Monk, ni un Washington. Sans ambition, sans égoïsme, sans passion, il écrit lui-même : « J'ai regretté tous les gouvernements que j'ai servis, à l'exception d'un seul, le mien. » Il n'avait pas l'âme politique. Pourquoi, dès lors, s'obstiner à créer, pour ce président sans avenir, sans idée, sans programme, un régime à caractère exceptionnel, une dictature provisoire qui avait l'air d'une pierre d'attente et qui n'était qu'une borne. Jules Simon avait dit dans la discussion : « Souverain institué pour sept ans, par une majorité de dix voix, il a tout juste cette force. *Excepté celle-là, il n'a rien.* » Et Grévy : « C'est la prolongation du provisoire et, à l'horizon, le conflit. » Tel était le thème trop facile de l'attaque. Le duc de Broglie, dans son fameux appel à la majorité, avait invoqué uniquement « la défense de l'ordre social ». Il avait ajouté cependant : « Ne détruisez pas votre ouvrage avant qu'il soit commencé ! » Quel était le sens de cette parole ambiguë ? S'agissait-il de donner à la France un statut constitutionnel sur une base si étroite et même de greffer, sur le Septennat, un hybride de la République ? Rouher avait prédit que le Septennat ne pouvait avoir d'autre issue et, avec une clairvoyance remarquable, il

avait ajouté : « Au moment où vous arriverez au scrutin, la majorité s'arrêtera et, ce jour-là, *elle votera la République dont elle ne veut pas.* » Le duc de Broglie entrevoyait-il cette conséquence ? Il ne semble pas qu'il eût franchi ce pas. Certes, les raisons ne manquaient pas, qui s'élevaient contre les chances d'une restauration royale : plus d'hérédité unie, plus de prétendant accepté, plus de majorité, manifestations électorales persistantes, avènement des « nouvelles couches » politiques et d'un personnel qualifié : en dépit de tout, le parti conservateur et ses chefs les plus clairvoyants ne voulaient pas ouvrir les yeux. C'est que la politique est éminemment une question de personnes et de personnel : or, on n'a jamais vu ni les personnes, ni un personnel céder la place par résignation ou par clairvoyance. Après la guerre, une sorte de surprise du suffrage universel avait donné un regain au royalisme : cette faveur du sort était une occasion unique à laquelle on ne voulait pas renoncer. A défaut de la solution immédiate, la « fusion », le parti s'attachait, maintenant, à une pensée unique : prolonger l'existence de l'Assemblée et attendre de nouvelles circonstances favorables, fût-ce même, comme on l'a dit, « l'ouverture d'une tombe. » En tous cas, si l'on devait se résigner à la République, il serait toujours possible, grâce à ce délai, de lui imposer des formes, des garanties et, surtout, un personnel prolongeant jusque sous le nouveau régime l'autorité de la droite : « La République sans les républicains », tel était le nouveau mot d'ordre. Dans le trouble, on sauverait ce qui pourrait être sauvé.

Ce programme se précisa peu à peu dans l'esprit assez alambiqué du duc de Broglie et la finesse du duc Decazes s'efforça bientôt d'en tirer parti. Le Septennat de Mac-Mahon servit de paravent et de rempart. Le maréchal se laissa engager dans une campagne, qui eût été assez dangereuse pour son renom dans l'histoire, si la limite de ses ressources politiques et la loyauté de ses démarches finales ne l'eussent protégé contre un jugement trop sévère.

Cependant, le pays sentait sa puissance se restaurer et sa force grandir par l'activité de ses éléments laborieux. Tandis qu'on discutait dans les salons, qu'on palabrait dans les couloirs, on travaillait, on produisait et on s'enrichissait dans les campagnes et les ateliers. La démocratie payait les dettes de la France et les erreurs de ses gouvernements ; elle accumulait les ressources de son épargne pour ses entreprises futures. Par une faveur de la Providence, les années qui suivirent la guerre furent parmi les plus abondantes et les plus fertiles. On a calculé que les deux récoltes de 1872 et 1874 permirent, à elles seules, de couvrir le montant de l'indemnité de guerre. Il en fut de même dans toutes les branches de l'activité publique. La vigne, avant le phylloxera, eut son « chant du cygne » :

l'année 1875, avec une récolte de 78 millions d'hectolitres, présente, quantité et qualité, l'apogée du vignoble français. Le commerce spécial dépassait d'un milliard et demi, en 1876, les chiffres d'avant-guerre ; la rente 5 pour 100 atteignit le cours de 110 regagnant près de 30 points ; les caisses d'épargne devaient voir bientôt se doubler les chiffres d'avant-guerre. Le peuple s'enrichit, la fortune se répand sur ces classes intermédiaires, que Gambetta appelait au pouvoir, « les nouvelles couches sociales », et qu'il définissait en ces termes à Grenoble, le 26 septembre 1872 :

N'a-t-on pas vu apparaître sur toute la surface du pays, — et je tiens à mettre en relief cette génération nouvelle de la démocratie — un nouveau personnel politique électoral, un nouveau personnel du suffrage universel... Oui, je pressens, je sens, j'annonce la venue dans la politique d'une couche sociale nouvelle... On a affaire maintenant à ce personnel nouveau, gens pratiques, expérimentés, aptes aux affaires, prudents, sages en politique, ayant renoncé à ce sentimentalisme un peu vague qui avait été le caractère dominant de nos devanciers.

Peut-être n'a-t-on pas assez remarqué que la génération qui commençait à voter en 1871 était la première qui eût été préparée, dès l'entrée dans la vie, à s'intéresser aux affaires publiques. Le suffrage universel ayant été établi en 1848, c'était vingt ans après que l'électeur « de plein exercice » en quelque sorte, venait déposer son vote dans l'urne. Échappant aux influences antérieures, il commençait à réfléchir pour son compte et à écrire son bulletin de sa propre main. C'était le véritable avènement de la démocratie. Plus instruite, mieux avertie, jalouse de son droit et de son indépendance, la masse du peuple pesait d'un poids nouveau sur les décisions de l'Assemblée. Celle-ci allait être attirée par un aimant invisible mais extrêmement puissant, le suffrage universel, vers la solution prévue par Thiers, prédite par Rouher, la République.

Dans ces conditions, l'histoire d'une Assemblée mourante et des ministères qui s'efforçaient de lui insuffler une sorte de vie précaire, ne présente qu'un intérêt assez médiocre.



LA PETITE ÉPARGNE SOUSCRIVANT A L'EMPRUNT DE 5 MILLIARDS
(D'après le tableau de Buland).

Cette période, qui s'étend du 19 novembre 1873 au 16 mai 1874, va au rebours de la marche normale des choses puisqu'on pourrait dire, de l'Assemblée nationale, qu'elle n'eut aucune des intentions de ce qu'elle fit, s'il n'y avait lieu d'ajouter qu'elle a laissé, dans le cœur de la nation, des dissensions qui furent longues à guérir. Si les forces conservatrices eussent compris plus vite, si elles eussent sonné plus tôt le ralliement, si une partie du clergé ne se fût pas compromis gravement dans une entreprise de restauration qui, après le 19 novembre, n'avait plus aucune chance, l'apaisement se fût produit allégrement, largement ; la République eût, dès lors, représenté cette « France unie » que définissait Émile de Girardin et que Gambetta appelait de ses vœux.

Le ministère du duc de Broglie était, par la nature des choses, condamné à une mort prochaine. Thiers lui avait laissé une flèche dans le flanc. C'était le projet de loi relatif aux lois constitutionnelles. La Commission des Trente, chargée de les préparer, avait été élue le 5 décembre 1873, et la droite se considérait comme maîtresse de la situation. On résolut de suivre l'ordre suivant : d'abord le système électoral, et puis l'ensemble des institutions. Quant au duc de Broglie, pensant qu'il avait du temps devant lui, son intention était de consolider le pouvoir du maréchal, d'abord par la création d'un Sénat *conservateur* qui serait, à la fois, la réserve de l'armée royaliste et le palladium des idées conservatrices ; et, d'autre part, de sauvegarder la prééminence des classes moyennes, en restreignant, par des conditions de domicile et d'âge, la puissance du suffrage universel et en lui adjoignant, comme guide et mentor, l'élite, à type bonapartiste, des « plus haut imposés ». Politique de régression sans hardiesse, sans appui, sans avenir. Gambetta lui criait : « Le fossoyeur vous attend ! » Sur une question de mise à l'ordre du jour et de priorité, le cabinet est mis en minorité. L'extrême droite légitimiste et toute la gauche unie ont voté contre lui. Thiers est vengé (16 mai 1874). Mais l'Assemblée n'en est que plus embarrassée : elle a perdu son guide et se traîne dans les ténèbres... Or, ses derniers jours vont être une agonie créatrice.

Le cabinet Broglie est remplacé par un ministère vraiment mac-mahonien, un général, de Cissey, comme premier ministre, et un avocat périgourdin, soupçonné de bonapartisme, Fourtou, comme ministre de l'Intérieur. On a, dès lors, le sentiment que le danger bonapartiste couve sous la cendre. L'extrême-droite, le groupe Pasquier, tous les adversaires déclarés de l'Empire se rapprochent du centre gauche pour constituer une force capable de s'opposer, le cas échéant, à un assaut venant de ce côté. Le plus extraordinaire, c'est que la République devient, pour les orléanistes, guidés par le comte de Paris lui-même, une planche de

salut. L'Assemblée exige une enquête sur les menées du parti qui, incontestablement, ont trouvé un accueil assez inquiétant dans certaines provinces.

La Commission des Trente se décide enfin à prendre au sérieux sa tâche constituante ; les gauches qui, longtemps, ont dénié le pouvoir constituant de l'Assemblée, ont atténué leur opposition. Elles ont compris que, par le fait des élections partielles, les situations se sont modifiées et que l'espoir d'une Constitution républicaine peut être envisagé. Un homme extrêmement modéré, un orléaniste de la veille, centre gauche et ami de Thiers, Casimir Périer, reprend, à titre de proposition, le projet de loi déposé le 19 mai 1873, et qui tend à consacrer les institutions républicaines ; mais l'Assemblée n'en est pas encore à faire le saut et la proposition de Casimir Périer est rejetée.

Cependant un autre vote, d'une tout autre portée, va décider, presque subrepticement, du sort des institutions qui se préparent pour la France. A propos de l'électorat municipal, la Commission se prononce pour le suffrage universel à vingt et un ans. Tout le système du duc de Broglie est à plat. Pascal Duprat le proclame devant l'Assemblée muette : « Le suffrage universel, c'est le règne de la démocratie ; le suffrage universel, c'est un congé non seulement temporaire, mais définitif donné à toutes les espérances monarchistes. » Le duc de la Rochefoucauld présente, aussitôt, au nom de l'extrême droite, une motion de rétablissement de la dynastie des Bourbons. Lucien Brun interpelle et adjure la France de ne pas rompre avec ce qui a fait sa grandeur : « Messieurs, ayez pitié de vos enfants ! » Un ministre se lève pour répondre, c'est Fourtou : « La loi du 20 novembre, dit-il, a remis au maréchal les pouvoirs qu'il détient *pour une durée qui ne peut plus être modifiée...* » « Pas même par Dieu ? » s'écrie Dahirel. Et c'est cela même. Sur cette séance d'ensevelissement de la dynastie par ses propres serviteurs, Washburne, ministre des États-Unis, écrit : « C'est le drame d'Hamlet sans Hamlet. » Le Septennat reste, envers et contre tous, le maître de l'heure. Mais le ministre paye son audace, il est écarté du cabinet ainsi que l'ancien ministre bonapartiste Magne. La voie est libre pour la République.

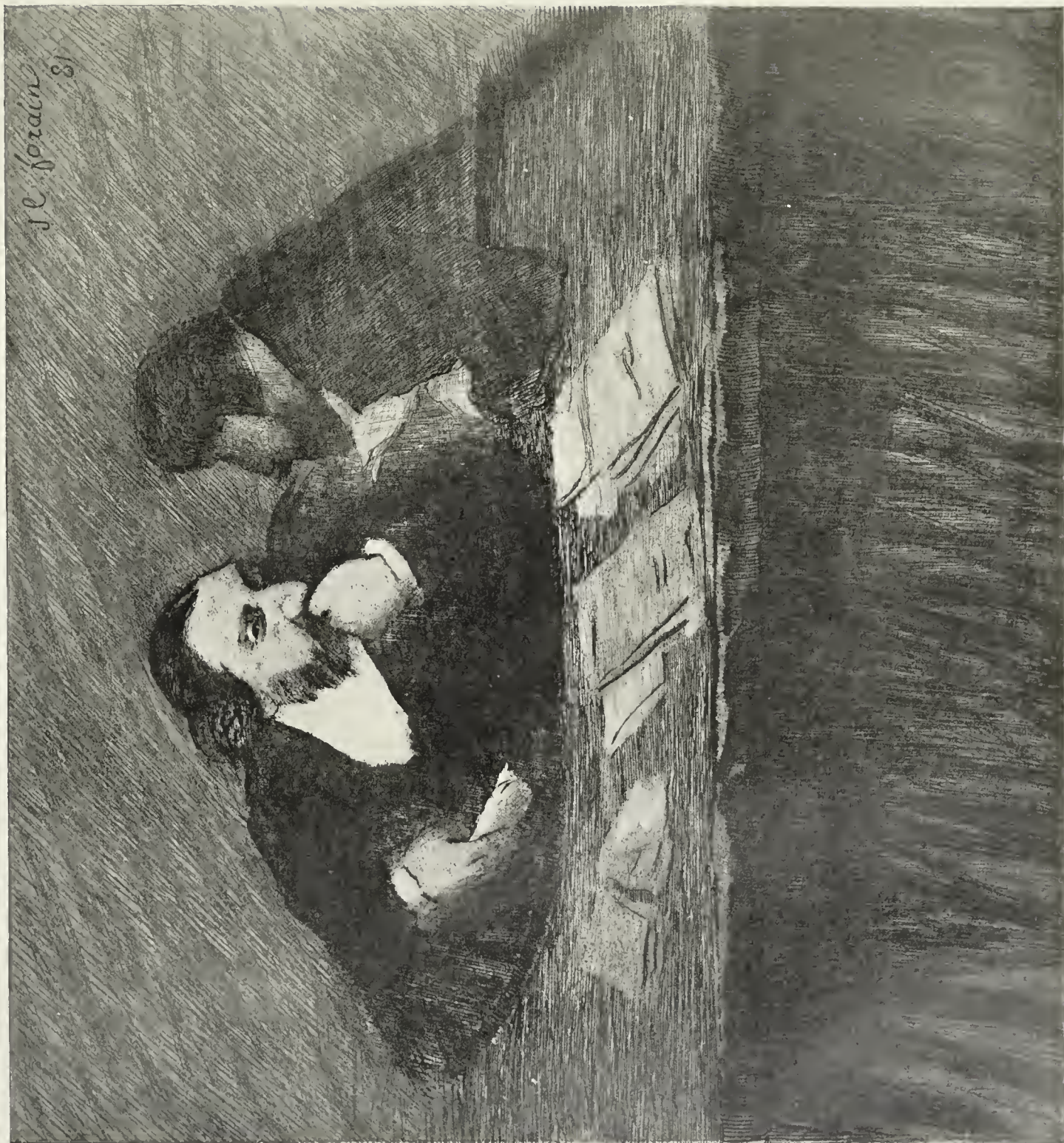
Ces incidents de la vie parlementaire seraient maintenant de bien médiocre importance, s'il ne fallait considérer que l'histoire entre dans une ère où les grandes choses se font par les petits moyens. La politique se disperse sur toute la surface du pays et se cache dans les profondeurs du suffrage. Elle ne se précise que par de lentes évolutions des masses sans que l'on puisse, le plus souvent, l'attacher à un nom ou la fixer à une date. Il faut donc une grande application pour distinguer ses orientations nouvelles et même ses manifestations décisives. Un vote à une

voix de majorité sur une question d'ordre du jour décidera de la fondation du régime.

Il en sera ainsi désormais, et l'organe même que l'on forge dans ces conditions étant une machine à broyer et à amenuiser les résistances, les volontés et les passions, est lui-même le résultat d'un ajustement d'impondérables. C'est la méthode opportuniste qui s'inaugure. Le Destin avance à petits pas. La province et la foule voient s'ouvrir devant elles de nouvelles destinées.

Gambetta est l'ingénieux promoteur du système. Son éloquence torrentielle roule des rochers qu'elle réduit en poussière. « Il n'y a pas de question sociale... » « Il faut sérier les questions. » Toutes les concessions, tous les sacrifices nécessaires, il les fera pour obtenir un résultat pratique, la fondation du régime républicain. Il renoncera à sa thèse contraire au pouvoir constituant de l'Assemblée quand il sentira que l'Assemblée est capable de la République. Debout à la tête des gauches, on le voit qui obtient d'elles le silence, qui les modère, et hypnotise les droites ; ou bien encore courbé à son banc, il écoute, reçoit les idées d'où qu'elles viennent, les combine. Il y a du Henri IV dans ce fils de l'épicier de Cahors. La première fois que je le vis, il m'interrogeait sur un article que j'avais publié sous ce titre : *l'Edit de Nantes des partis*. Il sait où il va et, selon le conseil de Richelieu, « gagne le but, comme les rameurs, même en lui tournant le dos ». Il est l'introducteur de la puissance qui va dominer le monde, non seulement en France, mais ailleurs, la démocratie. De cela il ne se cache pas, puisque c'est cet avènement qui est sa raison d'être. Le 5 août 1874, il signale la force qui naît : « Les nouvelles couches sociales... » La « démocratie libre », invincible, inéluctable et à qui restera le dernier mot. Le tableau des élections partielles qui ont eu lieu depuis la constitution de l'Assemblée jusqu'au 15 septembre 1874 lui donne à la fois raison et autorité. C'est là, en somme, qu'il faut saisir cet inéluctable imposé par la volonté persistante du pays : sur 158 élections partielles, ont été élus 126 candidats républicains, 22 candidats royalistes, 10 bonapartistes. Que faire contre la marée montante ?

Et le comte de Paris, lui-même, qui passe pour ne plus s'opposer à la République ! L'un de ses amis est obligé de le défendre contre ce singulier reproche : « Vous vous trompez, le comte de Paris n'est pas républicain ; mais le prince est comme nous : il voudrait voir organiser les pouvoirs du maréchal, etc. » Le prétendant est obligé en effet de s'incliner devant la nécessité d'un acte constitutionnel immédiat, même s'il ne consacre pas la royauté. Il écrit, le 22 janvier 1875, à l'un de ses confidents : « Je veux croire qu'il existe dans le sein de l'Assemblée *les éléments d'un parti constitutionnel*, réunissant tous ceux qui ne veulent pas livrer le pays



GAMBETTA

Fac-similé d'une eau-forte de TAVERNE, d'après J.-L. FORAIN.

à tous les hasards et à tous les accidents et ouvrir la porte au régime qui l'a mis si bas » (le bonapartisme). Le parti constitutionnel existe en effet, et c'est celui qui va voter l'amendement Wallon à une voix ; huit jours s'écoulent après cette lettre et les amis du comte de Paris ne sont pas tous absents de cette pénible majorité : « La République pour six ans », avait dit le duc Pasquier. « Une République que les royalistes s'approprient », confirme Vitet. « Jusqu'à ce que l'obstacle — le comte de Chambord — disparaisse, » observe Raoul Duval. Mais c'est tout de même la République, comme c'était déjà la République à Bordeaux. « Nos actes nous suivent. »

On garde toujours l'espoir, parce que le maréchal de Mac-Mahon est un homme sûr, parce qu'on a le soin d'insérer, dans le nouvel acte constitutionnel, une clause de révision éventuelle, parce que l'on compte sur des élections que la pression ministérielle saura améliorer. Mais, tout en luttant pied à pied, on cède toujours ; la première mesure constitutionnelle qu'on parvienne à voter, malgré le travail désespéré de la Commission des Trente et conformément à la prédiction de Rouher, c'est l'amendement Wallon (353 voix contre 352), un amendement pis-aller, soumis à titre particulier par un mince parlementaire qui bredouille en le défendant. Et le voici : LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST ÉLU A LA MAJORITÉ ABSOLUE DES SUFFRAGES PAR LE SÉNAT ET PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS RÉUNIS EN ASSEMBLÉE NATIONALE. IL EST NOMMÉ POUR SEPT ANS. IL EST RÉÉLIGIBLE.

C'est la République. La petite République, la République-Septennat.

Elle entre par la porte étroite ; mais elle est admise. Léon Say écrit le jour même (30 janvier 1875) :

Le vote, à une seule voix, de l'amendement Wallon va produire des effets étonnants et, déjà, nous pouvons compter sur une soixantaine de voix de majorité, pour voter l'ensemble d'une loi qui, présentée avec un caractère antirépublicain, va être votée avec un caractère nettement républicain. La première personne à qui j'ai parlé, au moment de la proclamation de cette majorité de voix, a été le prince de Joinville. Il m'a dit : « Vous l'emportez et j'en suis enchanté, ma position personnelle me forçait à voter contre, *mais je suis ravi d'être battu.* »

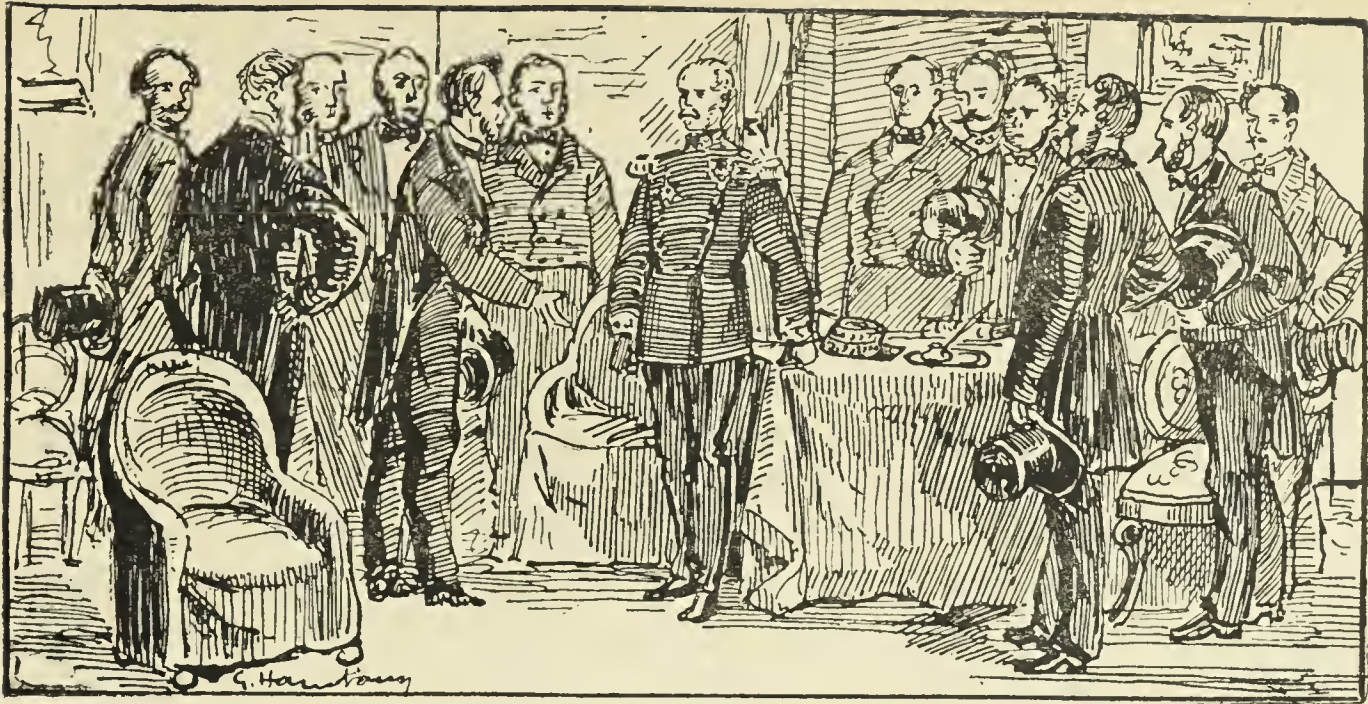


DISTRIBUTION DE SECOURS A LA POPULATION APRÈS LA COMMUNE (D'après le *Monde illustré.*)

Cette Constitution républicaine se ressentira, bien entendu, des conditions dans lesquelles elle est votée. Elle constituera le type même des gouvernements qu'Aristote appelle les gouvernements mixtes. Elle garde de la monarchie parlementaire tout ce qu'une République peut garder. Mais elle dégage une solution autour de laquelle tous les constituants avaient tourné depuis 1848 : elle est à type anglais et non américain. Le président sera l'élu du Parlement et non du peuple ; il n'est pas responsable et ses ministres seuls le sont ; pas d'hérédité ni de plébiscite ; pas de dictature : une délégation du pouvoir temporaire et étroitement contrôlée. Après Waterloo et après Sedan, après 1830 et après 1848, tous les extrêmes paraissent dangereux à ce peuple intelligent et pondéré. Il se défie de tous, de tout et un peu de lui-même. La République sera opportuniste ou elle ne sera pas.



NAPOLÉON III SUR SON LIT DE MORT



CHAPITRE XX

CONSERVATEURS ET OPPORTUNISTES

Coup d'œil sur le régime constitutionnel. — La République du Septennat. — La Crise du 16 Mai. — La République avec les républicains. — Élection de Jules Grévy. — Avènement et mort de Gambetta. — Freycinet — Ministère de Jules Ferry.



LA Constitution de 1875 renfermait, par suite de ses origines et de l'esprit de transaction qui l'avait inspirée, plusieurs conditions de précarité. Les royalistes ne s'étaient résignés à la voter, ou à la laisser passer, qu'en y introduisant cette clause de revision leur donnant jour à la détruire dès qu'il serait possible de substituer la monarchie à la république; les radicaux ne l'avaient acceptée qu'en considération de cette même clause de revision leur permettant de transformer, à la première saute de vent du suffrage, la république parlementaire en république jacobine.

C OUP D'ŒIL SUR LE RÉGIME CONSTITUTIONNEL

Il est vrai, les partisans de l'ordre s'attachaient à elle en raison du caractère bourgeois et en somme conservateur du système qu'elle consacrait; les libéraux étaient rassurés par les précautions prises contre un retour de l'absolutisme ou de la dictature;

les révolutionnaires, eux-mêmes, appréciaient, dans la souplesse des ressorts et dans la bonhomie générale du système, des commodités éventuelles pour leurs entreprises ; les hommes âgés, survivants des révolutions du siècle, se tenaient pour satisfaits de la part si large faite à l'autorité du Sénat ; de Belcastel s'écriait : « Mais ! votre Constitution, c'est un Sénat ! » ; les jeunes gens souriaient à l'idée de la carrière ouverte à leurs ambitions ; les fonctionnaires étaient heureux de voir maintenue à leur bénéfice la puissante centralisation napoléonienne ; le peuple tenait serré sur sa poitrine son bulletin de vote ; les théoriciens, enfin, les publicistes, les pamphlétaires se réjouissaient des facilités accordées à la presse qui feraient d'eux les maîtres de cette oligarchie de l'opinion, baptisée par Bismarck « la République des dix mille ». En masse, donc, le pays adhérait à la Constitution ; mais il n'y en avait pas moins un sentiment de méfiance au sujet de la durée d'un organisme gouvernemental où la royauté et la république, le parlementarisme et la démocratie se trouvaient pêle-mêle entassés.

Or, ce fut la fragilité même du système qui assura sa durée. A l'épreuve, il a fait reconnaître, comme sa qualité maîtresse, cette sorte de plasticité, d'élasticité (une « Constitution élastique », le mot est de Dufaure), propre à s'adapter aux évolutions, aux caprices d'un peuple qui, selon la parole du cardinal de Richelieu, « ne sachant se tenir au bien, revient si aisément au mal. » Crise du 16 Mai, crise du boulangisme, du Panama, du dreyfusisme, morts subites ou carence soudaine des présidents, complots, expéditions lointaines, invasion, guerre effroyable, il a tout supporté. La clause de revision n'a joué qu'une fois et pour des modifications peu importantes.

En fait, la Constitution de 1875 a survécu à ceux qui avaient réglé d'avance ses funérailles ; elle a dépassé les espoirs de ses fondateurs et réduit au silence ses détracteurs ; elle est devenue le pacte inébranlé sous lequel la France se développe depuis plus d'un demi-siècle. Lord Grey reconnaît, dans ses *Mémoires*, que le seul pays qui, en Europe, ait gardé sa stabilité normale après la grande guerre, c'est la France. Dans ce long espace de la vie d'une nation, — un demi-siècle, — la Constitution a maintenu au pouvoir le même personnel et elle a permis des principats plus que trentenaires, comme celui de Raymond Poincaré. Et, dans le mécanisme lui-même, aucun signe d'usure, aucune marque de sénilité.

Ce qu'on a appelé la Constitution de 1875 n'est pas un acte un et d'une seule venue, c'est une œuvre composite où sont rapprochées trois lois constitutionnelles et deux lois organiques : 1^o loi constitutionnelle du 24 février 1875 relative à l'organisation du Sénat ; 2^o loi constitutionnelle du 25 février 1875 relative à

l'organisation des pouvoirs publics ; 3^o loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics ; 4^o loi organique du 2 août 1875 sur les élections des sénateurs ; 5^o loi organique du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés. Les trois premières de ces lois ne peuvent être modifiées que par la délibération des deux Chambres réunies en Assemblée nationale et suivant la procédure fixée par l'article 8 de la loi du 25 février 1875. Les deux dernières peuvent être modifiées suivant la procédure en usage pour les lois ordinaires.

Observez que l'ensemble de ces prescriptions est de source uniquement parlementaire, que la souveraineté populaire n'a pas été appelée à se prononcer, qu'il n'a été recouru ni à un plébiscite, ni à un *referendum*, et que la revision ne peut même résulter de la volonté populaire, mais uniquement d'une décision émanant des deux Chambres réunies. Tout dépend, donc, du corps des représentants. Le gouvernement se trouve également, dans ses divers organes, l'émanation du Parlement, qu'il s'agisse de l'élection du chef de l'État ou de la consécration de l'autorité ministérielle : c'est juste l'opposé du « gouvernement direct », préconisé par Jean-Jacques Rousseau et vers lequel s'était portée, en somme, la première

République. La Constitution de 1875 se trouve ainsi estampée à la marque d'une génération bourgeoise, extrêmement prudente, avertie par les erreurs de l'anarchie et de l'absolutisme, pleine de méfiance à l'égard des innovateurs, des théoriciens, des utopistes. Encore une fois, on n'avait pas songé une minute à traverser l'Atlantique ; on s'était contenté de passer la Manche.

La Constitution donnait prise aux reproches véhéments des partis de doctrine : c'était là la faiblesse, du moins apparente. Dans un pays comme la France, où la stabilité n'est faite que d'une sorte d'équilibre entre les deux extrêmes, les insatisfaits devaient, au moindre emballement d'un lot de mécontents, se ruer contre une muraille de papier, en apparence si faible à renverser. La politique intérieure



HENRI WALLON

(D'après un croquis de Bastien Lepage.)

de la troisième République dut assister, ainsi, à une série de ces assauts fous contre une place qui paraissait toujours prête à battre la chamade et qui, pourtant, tenait toujours.

En dehors de ces crises, les affaires intérieures, surtout administratives, se développent tout tranquillement ; les vieux rouages rendent leur travail normal. La France, constituée de longue date, va toute seule ; secondée par un remarquable progrès matériel, la République s'établit dans l'ordre et la paix : c'est le peuple sans histoire. Mais, quand il se fatigue de son repos et qu'il se laisse aller à son impatience naturelle, alors sa passion ne connaît plus de borne : tout serait détruit si la colère n'était aussi prompte à tomber qu'à monter.

Telle sera la politique intérieure de la troisième République pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis que la Constitution a été votée. Les principaux traits de l'histoire générale du pays ayant été exposés dans l'*Histoire religieuse*, dans l'*Histoire économique*, dans l'*Histoire militaire*, dans l'*Histoire diplomatique*, etc..., il ne reste qu'à relever, ici, non pas la succession assez indifférente de ministères éphémères, mais les événements qui ont maintenu la République, et les pas faits par elle pour réaliser ce qui est son objet principal : l'extension du bienfait social aux masses démocratiques.

L A RÉPUBLIQUE La première offensive contre la République fut presque
DU SEPTENNAT contemporaine de sa fondation : mêmes hommes, mêmes intérêts, mêmes passions. Cette crise ne fut, d'ailleurs, que la suite logique des conditions dans lesquelles la Constitution avait été votée.

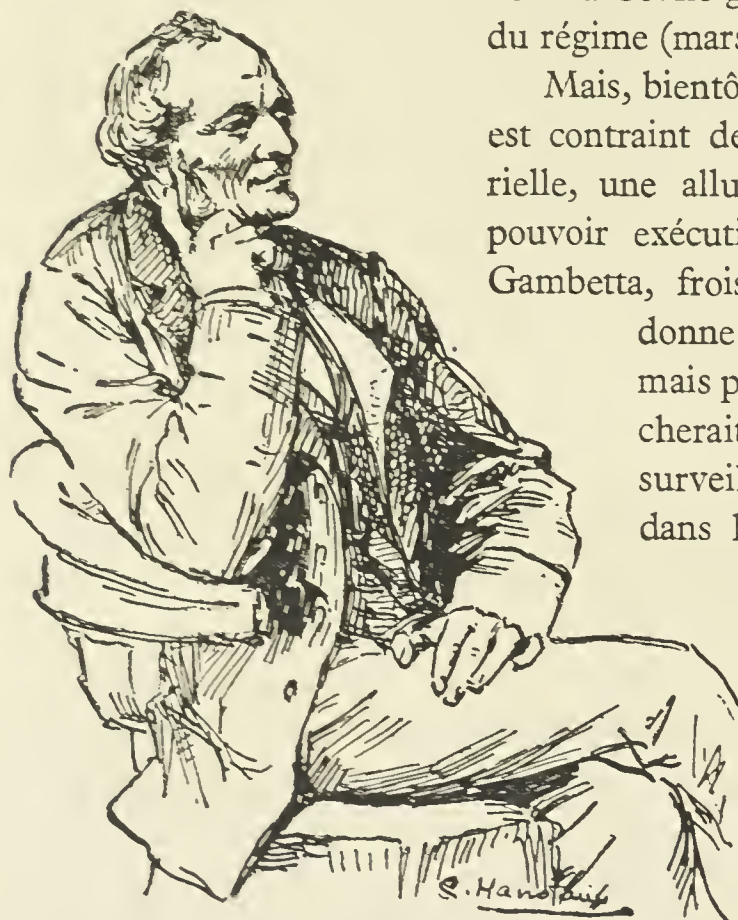
Alors que l'Assemblée nationale se livrait encore à la lente élaboration des lois constitutionnelles, deux ministères s'étaient succédé : en premier lieu, le ministère présidé par le général de Cissey, ayant pour principal collaborateur celui des ducs qui restait comme le gardien ultime des chances monarchistes, le duc Decazes : ministère « mac-mahonien », mais de mince prestige, et qui s'était lui-même condamné, durant tout le débat constitutionnel, au silence et à l'abstention. Au moment où l'œuvre se trouvait à son tournant le plus difficile et où il s'agissait de faire, du Sénat, — sans le dire, — une sorte de survivance de l'Assemblée nationale, l'insuffisance de ce ministère était apparue et la haute situation de Buffet, président de l'Assemblée et tombeur de Thiers, l'avait désigné comme chef qualifié du gouvernement dans cette période de transition où des complications étaient faciles à prévoir. Buffet, laborieux et quinteux, entêté et arbitraire, était, à la fois, nettement mac-mahonien et résolument favorable au vote des lois

constitutionnelles. Le cabinet qu'il forma, en gardant, bien entendu, le duc Decazes, avait pour principale tâche de voiler la contradiction qui devait maintenir au pouvoir le maréchal de Mac-Mahon, l'homme du Septennat, tout en faisant de lui le président de la République parlementaire. En l'élisant le 19 novembre 1873, l'Assemblée nationale l'avait chargé de garantir, par sa présence, un provisoire permettant de réserver, le cas échéant, la rentrée de la monarchie, et cette ouverture, la loi constitutionnelle la lui avait confiée en instituant la révision. D'autre part, en devenant président de la République constitutionnelle, le maréchal était tenu de gouverner avec la majorité. Mais au cas où la majorité devenait républicaine, le maréchal restait-il l'homme de son premier engagement ou devenait-il l'homme du nouveau pacte et devait-il s'incliner devant la majorité ? Cette situation ambiguë, le maréchal devait l'exposer, lui-même, dans la lettre adressée par lui, à Jules Simon, le 16 mai 1877 : « *Si je ne suis pas responsable comme vous envers le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France, dont, aujourd'hui plus que jamais, je dois me préoccuper.* »

Tant que l'Assemblée nationale durait, la contradiction n'était pas trop sensible : personne ne songeait à la faire apparaître. Mais, la Constitution votée, l'Assemblée se sépare ; les nouvelles Chambres vont se réunir. Au Sénat, une combinaison politique, qui ressemble beaucoup à une conjuration parlementaire, écarte de la liste des inamovibles la plupart des membres de la droite modérée au profit des conjurés, les gambettistes, les bonapartistes, et une fraction importante du parti légitimiste. De ce côté, le calcul orléaniste se trouve donc déjoué. D'autre part, la Chambre, élue les 21 février-5 mars 1876, compte une énorme majorité républicaine. Buffet, candidat dans quatre arrondissements, est battu quatre fois. Il tombe. Le maréchal de Mac-Mahon est découvert. Gouvernera-t-il donc avec la majorité républicaine et oubliera-t-il le mandat que l'Assemblée défunte lui a confié et qui lui attribue un rôle personnel ? Encore une fois, deviendra-t-il un président parlementaire ou restera-t-il l'homme du Septennat ?

Thiers et Gambetta sont les chefs de la majorité. Or, le maréchal n'a nulle envie d'appeler Thiers : « Je ne pourrais, disait-il lui-même, que lui céder la place ». Prenant, en outre, le parti d'ignorer les avances que lui a faites Gambetta dans son discours de Lyon, il refuse d'entrer en relations avec le grand orateur, chef de la majorité. En cet embarras, les conseillers du maréchal l'orientent vers un moyen terme : il appellera un républicain très modéré, Dufaure, et lui confiera la mission de constituer le premier ministère de la République. Dufaure est un parlementaire vieilli sous le harnais, un esprit solide, un avocat expert,

un orateur de premier rang, un traditionaliste, un catholique. Il consent à garder au ministère le duc Decazes et, cependant, il ouvrira la porte aux républicains en s'adjoignant des hommes comme Léon Say, Waddington, Christophle. Malgré de graves discords latents, la combinaison est acceptée ; le parti républicain consent à ménager, dans le maréchal, une haute personnalité sympathique à l'Europe et dont la bonne grâce modeste aidera aux premiers pas du régime (mars 1876).



BUFFET

(Croquis par de Monchablon).

Mais, bientôt, les difficultés apparaissent. Dufaure est contraint de glisser, dans la déclaration ministérielle, une allusion à « l'autorité indépendante du pouvoir exécutif ». Tout le mal va venir de là. Gambetta, froissé de l'attitude prise à son égard, donne pour mot d'ordre : « Pas de méfiance, mais pas de confiance. » Le maréchal s'attacherait à Dufaure ; mais ses entourages le surveillent : le duc de Broglie est toujours dans la coulisse. Le pis est que la jeune majorité, n'étant pas employée au travail des réformes, dont elle a été chargée par les électeurs, se disloque. Gambetta, nommé président de la commission des Finances, eût voulu la tenir massée en un bloc unique. Mais il est déjà discuté, même au sein du parti. Grévy, président de la Chambre, Jules Simon, Jules Ferry, sont plutôt

disposés à se rapprocher du pouvoir présidentiel, dans l'espoir de tirer à eux la volonté encore hésitante du maréchal. D'autre part, Naquet, Clemenceau, Brisson, Floquet ont fondé un groupe avancé, nettement hostile à toute politique d'union et, surtout, à « l'opportunisme » de Gambetta. Ricard, ministre de l'Intérieur, meurt à la tâche. Cisse, qui avait gardé le ministère de la Guerre, s'est laissé engager dans des aventures pénibles, et donne sa démission. Tout est querelle et, en particulier, le plus irritant des sujets, les changements dans le personnel. Le maréchal défend âprement ceux qui ont été ses défenseurs. Le duc de Broglie, chef de l'opposition au Sénat, a pris dans la haute Assemblée, — ultime réserve

de la politique conservatrice, — une autorité décisive. C'est le Sénat qui se charge de mettre par terre le premier ministère républicain. Un vote qui refuse de clore l'ère des poursuites relatives aux événements de la Commune (après cinq ans) éloigne du pouvoir le plus raisonnable, le plus timoré des républicains, le plus sûr ami du maréchal, Dufaure (1^{er} décembre 1876). Le ministère a duré six mois. Il ouvre la série de ces cabinets éphémères qui découperont en tranches si minces la continuité précaire du régime.

L A CRISE DU 16 MAI La question se posait de nouveau : le maréchal consentirait-il à gouverner avec la majorité républicaine? Un de ses confidents écrit : « Nommé par les conservateurs, le maréchal se considérait comme chargé de leurs intérêts, et sa loyauté se refusait à devenir le complice de leur défaite. » Gambetta répliquait hautement : « Il faut suivre la Chambre ou la dissoudre. » Dufaure, le plus accommodant des hommes, insistait auprès du maréchal pour qu'il appelât au pouvoir un membre de la gauche modérée, en rupture depuis Bordeaux avec Gambetta, Jules Simon. Le maréchal hésitait : « Le passé de Jules Simon m'inquiète, disait-il ; je l'accepterais, cependant, des mains de M. Dufaure. Mais il faut qu'il repousse les doctrines de M. Gambetta sur l'omnipotence de la Chambre, qu'il reconnaisse l'indépendance du président de la République dans les limites tracées par la Constitution, etc... » Les choses s'arrangèrent dans un sentiment de méfiance commune à l'égard de Gambetta. Jules Simon prit, selon sa propre expression, « la présidence d'un ministère qu'il n'avait pas formé », et où il conservait le duc Decazes aux Affaires étrangères. « Résolument républicain et résolument conservateur », c'est ainsi qu'il se qualifiait, il avait la faiblesse de tous les amphibies. Son ministère devait, comme le précédent, durer six mois. Le rythme s'établissait.

L'Élysée avait subi Jules Simon plutôt qu'il ne l'avait accepté. Le nouveau président du Conseil se prodiguait en déclarations complaisantes, usait de toute son habileté et de son éloquence infiniment souple pour éluder les difficultés, gagner du temps, se consolider en cédant sourdement. Il travaillait à déraciner l'autorité de Gambetta, soit en l'arrachant à la présidence de la commission du budget, soit en divisant la majorité. Le cabinet lui-même n'était pas uni. Decazes, gros de silences, prenait, par des soupirs et des hochements de tête, l'Europe à témoin. La gauche exigeait des réformes mal mûries. La droite criait à l'anarchie montante. Les choses sont à tel point que le comte de Chambord croit devoir donner signe de vie.

La presse de droite, enhardie, ne laisse au président du Conseil nulle illusion :

« M. Jules Simon n'a pas réussi plus que M. Dufaure, il est condamné », écrit *la Défense*, organe des amis de l'Élysée. On annonce que le maréchal n'attend que l'heure de déclarer *l'expérience terminée*. Comment gouverner quand tout appui vous manque ? Le ministère dépose sur le bureau de la Chambre des projets de réforme assez anodins : loi municipale, régime des chemins de fer. Ce ne sont pas ces émoliens qui calmeront les passions. L'habile homme est à bout de ressources. Un voyage en Italie qu'il a la malencontreuse idée de faire avec Léon Say mécontente le Vatican. Les catholiques manifestent ; aussitôt, la gauche de dénoncer le spectre clérical. C'est, désormais, d'une part, les « menées ultramontaines » et, d'autre part, « l'intolérance sectaire » qui vont devenir les mots d'ordre des luttes passionnées. Cette logomachie embarrassera, pendant de longues années, les premiers pas de la jeune République.

Jules Simon, avec une patience, une douceur qui va jusqu'à l'onction, s'efforce de satisfaire tout le monde. Gambetta a la partie trop belle pour ne pas tenter de ressaisir une majorité qui lui échappe. Dans la violence de la discussion, il ramasse et jette à la face de ses adversaires le mot de Peyrat : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Après une explication ambiguë entre le maréchal et son ministre, le parti de rompre est pris à l'Élysée. On laisse passer quelques jours et, dans la nuit du 15 au 16 mai 1877, Jules Simon reçoit une lettre autographe du maréchal où se trouve exposée la thèse de la « responsabilité du président *envers la France*, et non *envers l'Assemblée* ». Toutes les conséquences de cette position prise sont prévues ; Jules Simon congédié, un effort suprême sera tenté pour ressaisir le suffrage. Le maréchal était convaincu, dit un de ses confidents, que « le triomphe du radicalisme nuirait au pays, que les finances françaises, restaurées au prix de tant d'efforts, seraient livrées à des mains sans expérience et peut-être sans scrupules, que la paix serait menacée. Il redoutait, par-dessus tout, l'accueil plein de méfiance et d'hostilité que l'Europe réservait au gouvernement radical. » Et puis, l'intrigue était auprès de lui. Ainsi s'ouvrit la période du 16 Mai.

Le 18 mai, un cabinet de combat est constitué avec, à sa tête, le duc de Broglie et, comme ministre de l'Intérieur, Fourtou. Par contre, les gauches reconstituent, spontanément, ce bloc qui avait paru se disjoindre. Le centre gauche se rallie et c'est même ce groupe qui tiendra le drapeau. L'ordre du jour des gauches exige la constitution d'un gouvernement s'appuyant sur le parti républicain dans toutes ses nuances. 347 voix se prononcent dans ce sens. Les Chambres sont ajournées pour un mois : on annonce une prochaine dissolution de la Chambre. Le manifeste des gauches, adressé au pays, dit : « L'épreuve sera de courte durée ;

dans cinq mois au plus, la France aura la parole ; nous avons la certitude qu'elle ne se démentira pas. » 363 députés ont signé, qui prennent l'engagement de rester unis. Thiers a donné son nom.

Chose extraordinaire, la droite, qui a poussé le maréchal dans sa difficile manœuvre, est loin de présenter le même spectacle d'union. On attribue au comte de Paris ce propos : « Ça n'a pas le sens commun, ce sont des procédés bonapartistes ; j'y suis absolument opposé !... »

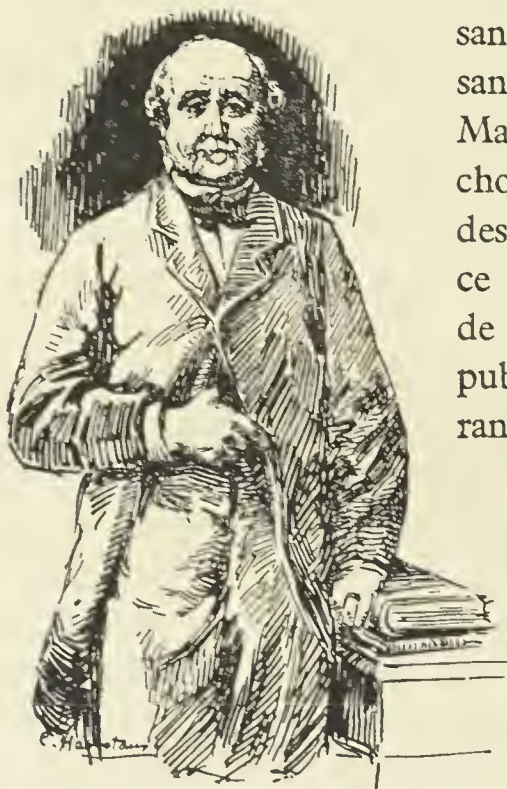
La dissolution est demandée au Sénat par un message présidentiel daté du 16 juin : « Je m'adresse avec confiance à la nation... Elle ne veut pas, qu'en 1880, le jour où les lois constitutionnelles pourront être *révisées*, tout se trouve préparé d'avance pour la désorganisation de toutes les forces morales et matérielles du pays... » Le conflit est dans ce mot *révisées*. La *revision* tient en suspens l'avenir de la République. La revision sera l'opération de salut par laquelle la monarchie récupérera ses chances, l'heure venue.

A la Chambre, une interpellation est déposée par Bethmont, président du centre gauche. Fourtoul répond avec véhémence ; revenant sur l'œuvre de l'Assemblée nationale, il revendique, pour celle-ci, le double titre de « pacificatrice du pays » et de « libératrice du territoire ». C'est alors qu'un député lance la fameuse interruption reprise aussitôt par Gambetta, qui l'élargit du geste en désignant M. Thiers : « Le libérateur, le libérateur du territoire, le voilà ! » C'est alors aussi que le tribun lance la fameuse invective, d'où naîtront tant de malentendus, de discordes et de misères : « Vous êtes le gouvernement des curés ! » C'est alors enfin que Jules Ferry pose la véritable question, celle qui met en face deux systèmes : ou un *homme* ou *la loi*. L'ordre du jour des gauches est adopté par 363 voix contre 158. Le Sénat émet un avis conforme à la proposition du président de la République et accorde la dissolution. Le décret de clôture est lu à l'Assemblée ; le président Grévy prononce une de ces phrases lapidaires dont il a le secret et que le parti républicain n'oubliera pas : « Dans sa courte carrière, la Chambre n'a pas cessé un seul jour de bien mériter de la France et de la République » (25 juin 1877).

Les élections sont fixées au 14 octobre de cette même année 1877. La crise du 16 Mai n'est, au fond, qu'une formidable campagne électorale avec maximum de pression officielle, — Dufaure dit « une grande entreprise électorale qui a échoué ». L'entreprise est légale, mais elle est absurde, n'ayant ni moyens, ni programme, ni but immédiat ou lointain, puisque le comte de Paris la désavouait. Elle faussa les ressorts du nouveau régime, compromit le personnel encore incertain qui s'y engagea, jeta par-dessus bord ce qui, selon le mot d'un des ministres

du 16 Mai, Caillaux, eût dû être le *lest* de la République, poussa le clergé et les élites conservatrices dans une impasse dont il fallut la parole d'un pape et l'esprit de décision d'un cardinal pour les tirer, beaucoup plus tard.

Le duc de Broglie était l'homme du monde le moins capable de mener à fond une entreprise de violence, moins encore une campagne populaire. Entre lui et le suffrage universel, il y avait incompatibilité d'humeur. Ignorant les foules, et ignoré d'elles, il n'avait même pas l'art d'entraîner ses partisans. Son véritable souci était, comme il le proclamait sans cesse, « l'ordre moral », la « défense sociale ». Mais il croyait un peu trop que le salut de ces grandes choses reposait uniquement sur sa tête. Le résultat des élections était déjà connu, qu'il disait encore, avec ce sentiment d'une autorité lui appartenant par droit de naissance : « Je suis responsable de l'ordre public... » Il était renversé le lendemain. Cette assurance hautaine et vraiment aristocratique, dans le sens élevé et libéral du mot, se targuait même de négliger l'opinion des princes. Quant à Fourtou, provincial à peine dégrossi, c'était un tape-dur, unique pour donner à une entreprise légale la figure de l'illégalité. Très surpris de se réveiller bonapartiste, il trouvait tout naturel d'être érigé en sauveur. Hurluberlu à redingote et à favoris, sa présence au ministère — et au ministère de l'Intérieur ! — révélait la pénurie d'hommes du parti de l'aventure. Durant cette campagne de



DUC DE BROGLIE
(D'après Bonnat.)

quatre mois, 613 conseils municipaux furent dissous ; 1 473 municipalités et 1 334 adjoints furent révoqués, 344 cercles, sociétés et loges furent dispersés, 2 087 débits fermés, 4 779 fonctionnaires révoqués, etc... Les condamnations, amendes et frais montent à 1 934 353 francs et à quarante-six ans trois mois et seize jours de prison.

On s'imagine à quel point les républicains irrités se déchaînaient en sens contraire. C'est à cette date que s'inscrivent, sur les listes de l'avenir, le nom des apôtres qui, ayant couru le risque du martyre, devaient réclamer, par la suite, l'encens et les autels. Gambetta mène le train avec sa vivacité coutumière. Il prononce, à Lille, la fameuse parole visant à la tête le maréchal : « Quand la France aura fait entendre

sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre. » La question cléricale devient le grand cheval de bataille du parti, plus encore que de cet homme qui cherchait au même moment, *in petto*, « un contrat de raison entre l'Église et la République. » A point nommé, interviennent les revendications épiscopales en faveur du pouvoir temporel du pape et les cris de croisade : « Rendez Rome au Pape ! Rome est au Pape ! Rome est à Dieu ! »

Dans l'acharnement réciproque, la campagne parut, un moment, incertaine.

Il y avait, dans le pays, des municipalités bonapartistes, des comités royalistes, des influences d'argent, de châteaux, de sacristies, décidées à lutter à mort contre l'accession des « nouvelles couches ». Qui en doutait ? la République, c'était l'anarchie. Les deux France se ruèrent l'une contre l'autre. Le résultat ne répondit pas entièrement aux prédictions de Gambetta. Il avait dit : « Nous sommes 363,



LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1878
UNE SECTION DE VOTE EN PROVINCE (D'après un dessin de l'Illustration).

nous reviendrons 400. » Les républicains revenaient 326, perdant 37 sièges. Ils n'en conservaient pas moins une majorité de 119 voix. Au décompte, on sut que le total des voix républicaines était de 4 340 000 contre 3 640 000. Ces chiffres étaient de nature à faire réfléchir les chefs des gauches. Les plus avisés comprennent que, pour fonder la République sur une base vraiment nationale, il faut gagner à droite.

De bonne foi, le duc de Broglie et le maréchal se reconnurent battus. Pour suivre la lutte, recourir à de nouvelles élections, s'affranchir de toutes règles constitutionnelles, déchaîner peut-être la guerre civile, ce n'était pas dans la manière de ces honnêtes gens. Surpris, découragés, ils pensèrent, surtout, à l'ordre qu'ils croyaient menacé. Le maréchal confia au général de Rochebouet, commandant le 18^e corps, le soin de constituer un cabinet d'affaires, sans pro-

gramme parlementaire il est vrai, mais aussi sans consigne de coup d'État.

Sur ces entrefaites, Thiers mourut. L'infatigable vieillard avait été frappé à quatre-vingts ans, alors qu'il mettait la dernière main à un manifeste adressé au pays. Gambetta perdait beaucoup par la mort de ce Mentor qu'il avait su rallier. Spontanément, il désigna Jules Grévy comme chef du parti et candidat à la succes-



APOTHÉOSE DE THIERS
(D'après le tableau de Vibert.)

sion de Thiers. A partir de ce moment, la tournure des choses est autre dans le parti républicain. Gambetta commence à perdre pied entre les modérés qui l'abandonnent et les avancés qui le combattent. Le parti se divise quand il aurait besoin de toutes ses forces unies.

Le cabinet Rochebouet n'ayant pu se constituer, le maréchal a appelé un professeur de droit, d'assez vigoureuse allure, Batbie, qui paraît homme à tenter un Seize Mai renforcé. Mais les princes d'Orléans font connaître leur opposition à

toute mesure qui aurait un caractère bonapartiste, et le président du Sénat, duc d'Audiffret-Pasquier dont la figure prend, à partir de ce moment, un caractère de libéralisme marqué, s'oppose à toute procédure qui méconnaîtrait l'irresponsabilité présidentielle, c'est-à-dire qu'il se prononce contre le Septennat d'attente et pour la présidence parlementaire.

Une sorte de rapprochement se produit, insensiblement, entre les deux centres contre les deux extrêmes. Gambetta a préparé la résistance armée dans l'éventualité d'un coup d'État. Mais, à la réunion des gauches, le président Grévy, qui se sent soutenu, s'oppose « aux propositions inconsidérées et extrêmes ». Le sage Dufaure est poussé à l'Élysée et il y entre pour donner des conseils, d'abord mal accueillis, finalement écoutés. Le maréchal cède, « les larmes aux yeux » ; il charge Dufaure de constituer un ministère (13 décembre 1877). Comment le maréchal va-t-il se plier au principe nouveau qu'il a si longtemps combattu ? Tout est faussé par le choix de Dufaure. En effet, le chef de la majorité n'est pas Dufaure : Gambetta est, parmi les républicains, le plus en évidence et le plus capable peut-être de rallier le passé au présent. Or, le maréchal refuse toujours d'entrer en relations avec Gambetta. Il reprend la formule de Thiers : « La République conservatrice. » Mais, ainsi que J.-J. Weiss ne tarde pas à l'écrire : « La République conservatrice est une bêtise. » On ne fait pas à la démocratie sa part.

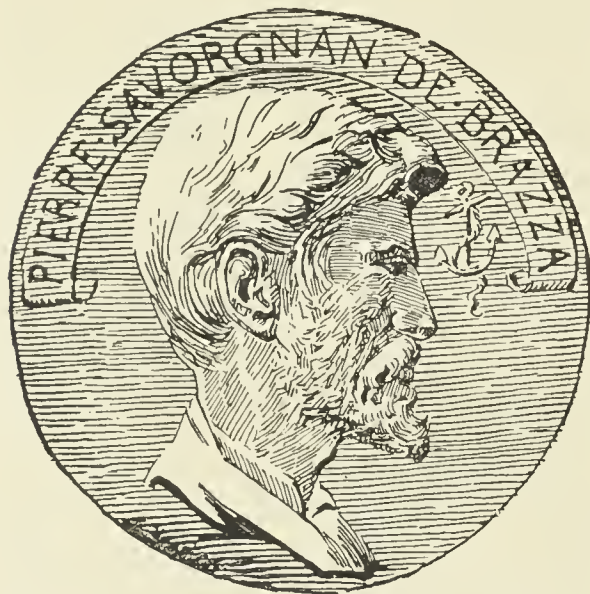
La Chambre essaye de se mettre au travail de la réorganisation nationale ; la tâche est difficile : aucun programme défini, aucun chef reconnu, des exigences pressantes, irritantes, des solutions insuffisamment mûries ; au premier rang, l'épuration du personnel. Quand il s'agira de l'armée et du ministère de la Guerre, que le maréchal considère « comme sa chose », les contacts seront particulièrement difficiles. Spuller, l'ami de Gambetta, dépose une proposition de loi réclamant le retour des Chambres à Paris ! C'est une difficulté de plus, et il en est une autre qui pèse gravement sur les relations du parti républicain avec la présidence : l'amnistie, un voile d'oubli jeté sur la Commune. Cependant, le budget n'est pas voté. Ce sont d'infinies complexités pour introduire, dans les grandes et petites choses, l'ordre républicain. Gambetta de s'écrier : « Les temps héroïques sont finis ! »

Au dehors, de graves événements s'accumulent : mort de Victor-Emmanuel, mort du pape Pie IX, élection de Léon XIII, au sujet duquel Gambetta écrit : « Je salue cet événement plein de promesse... nous pouvons espérer un mariage de raison avec l'Église. » La guerre russo-turque s'achève par la victoire des Russes imposant au sultan l'armistice de San Stefano. Bismarck croit l'heure venue de se poser en arbitre de l'Europe et il invite les puissances à Berlin (juin 1878). La

France persévérera-t-elle dans son abstention ou reprendra-t-elle sa place dans l'aréopage avec les risques, mais les chances d'une politique active, capable de choisir et de se prononcer? Gambetta, après un moment d'hésitation, conseille d'accepter l'invitation de l'Allemagne. Un instant même, il a la pensée de traiter, en tête-à-tête avec Bismarck, la question des relations franco-allemandes dans l'espoir de trouver un accord qui servirait de point de départ au désarmement. Mais ses amis l'avertissent qu'il joue sur cette carte sa popularité : après avoir

accepté l'idée de la rencontre, il s'abstient. La France ira à Berlin, mais sans but, sans programme définis. Ne trouvant pas l'heure venue de se prononcer entre les deux partis qui se divisent l'Europe, elle devra se contenter des miettes de la table.

L'été venu, une trêve est accordée au gouvernement du maréchal pour la durée de l'Exposition de 1878. Les traces de la guerre commencent à s'effacer. La fête du travail coïncide avec la reprise de l'activité nationale. L'ère des grands travaux publics (chemins de fer, ports, canaux) est ouverte par l'arrivée aux affaires d'un homme destiné à jouer un rôle éminent, l'ancien collaborateur militaire de Gambetta au gouvernement de la Défense nationale, Charles de Saulces



SAVORGNAV. DE BRAZZA

(D'après la médaille qui lui fut décernée par la Société de Géographie).

de Freycinet. Au même moment, Brazza revient de sa première exploration en Afrique, et saisit le public de la question du « continent noir », c'est-à-dire de la question coloniale. Victor Hugo et le cardinal Lavignerie patronnent sa première conférence au Cercle Saint-Simon. Les grands emprunts de reconstitution et la réorganisation des finances nationales sont dirigés par la main experte de Léon Say, dont la présence au ministère des Finances affirme l'accession à la République des détenteurs autorisés du crédit. La France est prête pour ses grandes tâches. Car la politique n'est pas tout.

Le maréchal de Mac-Mahon reçoit l'Europe avec sa belle allure coutumière. Parlant « au nom de la République », il exprime sa « joie patriotique de voir la France, à quelques années à peine de ses désastres, trouver dans sa vitalité, dans sa puissance, dans son génie, les moyens de convoquer le monde dans

Paris reconstruit, embelli, ayant effacé les traces de ses affreuses misères. »

Elles furent douces, en effet, ces heures où la France reprenait ses traditions hospitalières avec son art d'inspirer et d'accomplir de grandes choses. La fête du 30 juin, la fête du peuple, dans la capitale ruisselante des nouveaux feux électriques, fut « le véritable baptême de la République ».

LA RÉPUBLIQUE AVEC LES RÉPUBLICAINS. ÉLECTION DE JULES GRÉVY

La trêve dura autant que les fêtes. Au mois de novembre, les portes de l'Exposition se ferment, celles des Chambres sont rouvertes. Les esprits se tournent déjà vers une échéance imminente, celle des élections sénatoriales (série renouvelable). Si le suffrage des communes, institué comme une garantie conservatrice par l'Assemblée nationale, se prononce pour la République, le Sénat, l'espoir suprême de la revision, échappant aux espérances monarchiques, la République n'est même plus en discussion. Et c'est ce qui se produit (5 janvier 1879) : 82 sièges sont soumis à l'élection ; 66 sénateurs républicains sont nommés et entrent dans l'Assemblée, assurant aux partis de gauche une majorité d'une quarantaine de voix. *La République, avec les républicains*, telle est l'injonction formelle des deux modes de suffrage.

Jules Ferry met les points sur les i dans un ordre du jour qui, sous figure de consolider le cabinet, vise la présidence. Le maréchal se sent débordé. Son parti est pris ; mais il choisit son point de chute : la défense de l'armée, « sa chose ». La majorité républicaine entend, en effet, remettre en mains sûres les grands commandements. Le général Gresley, ministre de la Guerre, apporte au Conseil le décret qui, en s'appuyant, d'ailleurs, sur les prescriptions légales, remplace, dans leurs emplois actifs, plusieurs grands chefs militaires. Le maréchal ne veut, à aucun prix, abandonner ses « camarades ». Il déclare « qu'il ne signera pas », et il lit au Conseil la lettre, écrite d'avance, adressée par lui aux présidents du Sénat et de la Chambre. En présence d'une résolution arrêtée, Dufaure n'insiste pas.

Il était midi. A trois heures et demie, réunion des groupes. Les gauches portent Jules Grévy, les droites le général Chanzy, qui n'a même pas été pressenti. A cinq heures, réunion de l'Assemblée nationale. A sept heures du soir, proclamation des résultats : Jules Grévy est élu président de la République par 563 voix sur 713 votants. Le régime a prouvé, par cette rapide substitution d'une personne à l'autre, d'un système à l'autre, sa souplesse et sa stabilité. Le maréchal de MacMahon s'empresse de venir saluer son successeur.

Jules Grévy, âgé de soixante-douze ans, était le premier président élu de « la

République aux républicains ». Il était nommé, à la fois, *contre* la droite et *contre* Gambetta. L'ère des divisions dangereuses s'ouvrait, pour la République, le jour même du succès. Grévy, solide Jurassien, tête ronde, face blanche à favoris courts, bonhomme et matois, représentait cette politique provinciale qui allait s'attribuer, pour de longues années, l'autorité prépondérante dans les affaires de la France ; son entrée à l'Élysée consacrait l'alliance du bourgeois et du paysan, à laquelle, depuis la Révolution, un siècle avait travaillé. Gloire du barreau, parangon des corps délibérants, président-né des assemblées par son éloquence lapidaire et par son silence plus éloquent encore, il était célèbre surtout pour s'être opposé, en 1850, à l'institution d'une présidence de la République. Lettré à l'ancienne manière, psychologue perspicace, esprit critique, ironique, non sans une pointe d'envie, on le savait l'adversaire résolu de toute personnalité éminente dans l'État. Sa prudence couverte le confinait dans le cercle de la famille et le destinait à verser dans l'ornière des entourages. Son autorité, qui était grande, s'employait surtout à reporter les solutions et à gagner du temps. Un de ses ministres a répété le mot qui tombait de sa bouche quand, à la fin de quelque discussion mouvementée, le Conseil restait indécis sur le parti à prendre : « — Savez-vous, messieurs, ce que je ferai à votre place?... » On attendait l'oracle. — « Eh bien ! je ne ferai rien ».

Le caractère du président Grévy allait décider des destinées de la République et de sa première orientation durant un principat de dix années. Alors que le parti républicain, dans son ensemble, arrivait plein de jeunesse et tout féru d'idéal, l'esprit sagace et timoré du président le vieillit soudain en le rabaissant à la considération terre à terre des débats de clochers et des disputes de groupes. L'art du gouvernement occulte fut d'opposer les chefs du parti les uns aux autres et de les user les uns par les autres. Si l'on ne put reléguer dans l'obscurité des personnalités fortes, déjà hors de page, comme Gambetta et Jules Ferry, on prépara silencieusement leur chute en ayant soin de tenir prêts des rechanges avertis. Tout est permis, en démocratie, pour abattre les têtes éminentes. Sous Grévy, la République vécut, mais ne grandit pas.

Il y avait incontestablement une vue juste dans le parti que prit, d'abord, le président de ne confier le gouvernement de la République qu'à des hommes de tout repos et « qui ne feraient pas peur » ; le nouveau régime, si discuté, n'avait de chance de s'établir que s'il gagnait à droite et s'il ramenait à lui, dans le pays, les influences. Jules Grévy tira un habile parti de ce sentiment pour écarter Gambetta en faisant à son avènement la même objection qu'avait faite de Mac-Mahon : « Son heure n'est pas venue. » On relégua donc l'orateur éminent,

l'homme d'État déjà formé, à la présidence de la Chambre, où il allait se compromettre doublement : par l'inaction qu'on lui reprocherait et par le « pouvoir occulte » qui lui était à crime.

Ainsi, devaient s'écouler, dans une sorte d'attente querelleuse, les deux premières années de « la République aux républicains ». La règle parlementaire étant faussée, dans un parlementarisme si jeune, rien ne se trouvait à sa place. La majorité sans unité et sans direction s'épuisa, se disloqua en des tentatives violentes ou vaines. Les beaux programmes devinrent lettre morte et la réalité déçut les espérances. « Qu'elle était belle sous l'Empire ! »

A VÈNEMENT ET MORT DE GAMBETTA

Cette courte période si mal employée voit passer trois ministères, tous trois éphémères, tous trois destinés, surtout, à faire obstacle à l'avènement de Gambetta : ce sont le ministère Waddington, et les premiers ministères de Freycinet et de Jules Ferry ; ils sont suivis, enfin, et après l'élection d'une Chambre nouvelle, par un ministère Gambetta ; mais celui-ci, trop retardé, arrivera en quelque sorte mort-né.

Chacun des ministères d'attente est de trop courte durée pour s'imposer à l'Histoire. Cependant quelques faits méritent d'être retenus. L'une des premières mesures manifestant le *novus ordo*, c'est la rentrée des Chambres à Paris (novembre 1879). Ainsi la France reprend sa figure normale. Bientôt les traces des grandes discordes seront effacées par l'amnistie totale pour les faits de la Commune, mesure qu'impose, en quelque sorte, la grande voix de Gambetta (juillet 1880). Waddington, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères (février-décembre 1879), a représenté la France au Congrès de Berlin et, s'il n'a pu affirmer parmi les grandes dissensions qui se partagent l'Europe, une politique résolue, du moins a-t-il rapporté du Congrès la liberté d'action reconnue à la France de régler, selon ses intérêts, le sort de la Tunisie, voisine de l'Algérie. Freycinet, qui succède à Waddington (décembre 1879-septembre 1880), poursuit l'exécution de son propre programme des grands travaux publics. Ferry enfin, dans ce premier ministère (septembre 1880-novembre 1881), après s'être taillé un rôle à la mesure de son énergie dans la réforme de l'enseignement, a pris résolument en mains le règlement de la question tunisienne et, en imposant au bey le protectorat français, il a ouvert l'ère de la politique coloniale.

Mais, par une suite singulière de l'illogisme des situations, ce sont ces cabinets modérés et appelés aux affaires comme antagonistes de la politique « radicale » de Gambetta, qui engagent, avec une précipitation surprenante, la lutte contre les

« menées cléricales » par le fameux article 7 et par les décrets subséquents, prononçant l'expulsion des jésuites et exigeant l'autorisation par voie législative pour les autres congrégations ; on crée ainsi, d'emblée, entre la jeune République et l'Église, un conflit aussi dangereux pour l'une que pour l'autre, juste au moment où un pape d'esprit politique et de tendances conciliantes est élevé au trône pontifical.

Sortant à peine de la crise du 16 Mai, justement irrités de la part qu'une grande partie du clergé a prise dans une querelle politique où il n'avait que faire, les cabinets modérés (dans lesquels, on ne l'oublie pas, figurent plusieurs ministres protestants), s'inspirant de vieilles polémiques d'origine janséniste, poursuivent spécialement les jésuites : ils ignorent sans doute que, parmi les ordres religieux, la compagnie de Jésus, par son institution même, est, peut-être, la plus disposée à s'incliner devant le fait accompli : moliniste et latitudinaire, elle se mêle au siècle et s'efforce de ramener le peuple aux idées chrétiennes en se prêtant à lui : lettrés et amis des sciences, gallicans sous Louis XIV, les jésuites n'ont jamais craint de donner à leur catholicisme un accent d'humanité et un tour d'opportunité.

Les mesures prises contre les congrégations n'étaient, il est vrai, qu'un incident de la lutte engagée dès le dix-huitième siècle contre la religion du Christ. La négation positiviste s'était imposée aux esprits. Auguste Comte, raisonneur tranchant, rêveur péremptoire, était suivi sans être beaucoup lu, tant l'obscurité a de prise sur ce pays de la lumière ! La lutte qui s'engagea si malencontreusement alors attarda en des débats sans issue les premières trente années du régime, détournant l'attention publique (non peut-être sans calcul) d'autres problèmes plus immédiats et dont la solution eût été plus difficile. Comme disait, un jour, le spirituel Aynard aux *avancés* : « Mes pauvres amis, qu'allez-vous devenir quand vous n'aurez plus le péril clérical ? »

Gambetta fut appelé à l'Élysée le 10 novembre 1881. N'ayant pu réunir autour de lui les personnages sur lesquels il comptait pour composer le *grand ministère* attendu, Jules Ferry, Léon Say, Brisson, Freycinet, Challemel-Lacour, il s'était rabattu sur un cabinet de « jeunes », dont les plus marquants étaient Waldeck-Rousseau à l'Intérieur, Paul Bert à l'Instruction publique, Rouvier au Commerce. Deux mois étaient à peine écoulés que le cabinet était renversé (26 janvier 1882), sur le projet de revision de la Constitution avec consécration constitutionnelle du scrutin de liste, mesures que Gambetta avait réclamées d'entrée de jeu de l'Assemblée comme une garantie d'action unie et suivie dans le parti républicain. L'homme qui avait tant fait pour la République était écarté par la République. Dans son court passage aux affaires, il avait abordé la solution de la difficile affaire

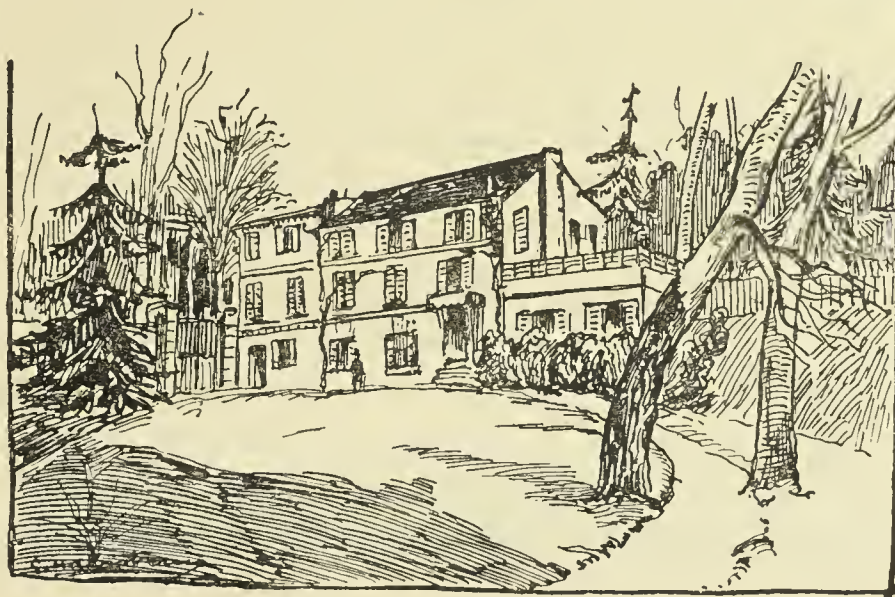
d'Égypte qui devait donner, également, de si graves soucis à ses successeurs.

Gambetta mourait moins d'un an après, dans la nuit du 31 décembre 1882. Sa disparition abolissait de grandes espérances. Soucieux, avant tout, d'assurer l'unité du parti républicain et de regrouper, autour de ce noyau central, les forces du pays, il cherchait son appui au point de contact entre le parti modéré et le parti radical, sans se dire peut-être assez que c'était aussi le point de séparation. Son programme était radical, et sa procédure modérée. L'homme que nous avons vu se réjouir à l'idée d'un

« mariage de raison entre l'Église et la République » exposait, en octobre 1875, dans une « lettre à la démocratie lyonnaise », la méthode qui devait être, selon lui, celle des républicains de gouvernement au pouvoir :

Restaurer le crédit, fortifier la puissance matérielle, assurer le développement intellectuel de la nation... Nous assisterons, ajoutait-il, à l'abri de la Constitution, à la lutte pacifique du parti conservateur et du parti

novateur, des *tories* et des *whigs* de la République ; dans cette France unifiée, la paix civile sera faite, les nouvelles couches sociales sorties de la Révolution, réconciliées avec la vieille société, nous pourrons achever, par l'alliance intime du prolétariat et de la bourgeoisie, l'immense évolution commencée en 1789.



LA MAISON DES JARDIES
(D'après un dessin de A. Lepère.)

C'est ce que l'un de ses confidents appelait « l'Édit de Nantes des partis. » En vue des élections de 1876, Gambetta exposait, une autre fois, le programme républicain intégral : séparation de l'Église et de l'État, de l'Église et de l'École, impôt sur le revenu, la liberté de la presse, du droit de réunion et d'association ; mais il insiste, comme il l'a toujours fait, sur la nécessité de sérier les questions, de réaliser des réformes les unes après les autres. Cette méthode, c'est l'opportunisme. Elle s'appliquait aussi au problème social : « Il n'y a pas de question sociale : il y a des questions sociales. » Qu'on l'ait voulu ou non, la République allait, même après la mort de Gambetta, se conformer à ce programme et elle l'a réalisé avec modération et lenteur, comme il l'avait conseillé.

En politique extérieure, Gambetta, dont l'esprit s'était mûri, élevé, renseigné, entrevoyait, de loin, un rapprochement à la fois avec la Russie et avec l'Angleterre. Il avait pressenti le rôle qui serait, un jour celui des Slaves du Sud dans le problème européen. Mais, par-dessus tout, cet homme qu'on désignait comme l'homme de la guerre (Gambetta-c'est-la-Guerre) était attaché à la paix. Tel est le véritable sens de son mot, tant discuté, sur « la justice immanente ». Il tournait les yeux vers l'Autriche et espérait encore l'arracher à l'emprise bismarckienne. Une de ses plus belles paroles — et combien prophétique ! — est celle que cite P. Deschanel :

C'est l'équilibre européen, tel que les diplomates français l'ont conçu à la fin du dix-huitième siècle, avant la Révolution, que je préfère... Une alliance franco-autrichienne éviterait peut-être la guerre, et serait, en tout cas, le seul moyen de s'opposer aux désirs de conquête de la Prusse... *Par notre faute, nous verrons l'Autriche combattre avec la Prusse contre nous.* Quelle sombre inquiétude m'assaille sur l'avenir pour ces générations que nous voudrions épargner!

Gambetta disparu, l'impulsion qu'il avait donnée à son groupe ne fut pas perdue : on vit, bientôt, qu'il ne s'était pas seulement formé lui-même comme homme de gouvernement, mais qu'il avait créé un parti de gouvernement. C'est ce parti qui, relevé bientôt par un autre chef, Jules Ferry, prendra en charge les affaires de la République jusqu'à la fin du siècle. L'homme qui a le mieux connu le jeu des influences, puisqu'il s'en est continuellement servi, Freycinet, le constate dans ses *Souvenirs* :

Aujourd'hui, trente ans après la disparition de l'illustre orateur, ce groupe exerce encore une action décisive sur la marche des affaires. Grâce à sa cohésion, il a résisté aux assauts répétés de la fraction radicale, devenue très puissante. Il a fait mieux : il s'est à moitié transformé, de façon à absorber une partie des forces de cette fraction, à contracter alliance avec le surplus, ne laissant en dehors que ce qui ne pouvait pas être réellement assimilé en raison d'une antinomie de principe. De sorte que, sous des dénominations différentes, il est resté le grand moteur de la République.

Pendant trente ans, l'histoire gouvernementale de la troisième République se présente comme une lutte entre ce parti et ceux qui entreprennent de se substituer à lui. Sous l'impulsion de Jules Ferry, il a pris, de plus en plus, un caractère de modération réfléchi et une volonté tranquille de réformes dans l'apaisement. Ses adversaires ameutant les intérêts et les passions contraires, il trouve contre lui l'énergique opposition des chefs du parti radical : Naquet, Clemenceau, Camille Pelletan, Andrieux, Brisson, Floquet, Goblet. Ainsi deux systèmes s'opposent : le système modéré, qui s'efforce de rallier à la République les puissances de stabilité, qui combat contre la droite « pour y faire des prisonniers », qui entend assurer à la République nouvelle une force militaire, une administration, une diplomatie,

capables de maintenir la France au rang qui est le sien parmi les peuples ; le système radical qui a surtout pour programme de donner satisfaction aux masses démocratiques, en égalité, en bien-être, en accession, sans verser dans le socialisme et l'anarchie, mais sans dédaigner la surenchère.

L'alternance de ces deux partis est faussée par l'action constante de deux partis extrêmes : d'une part, la droite royaliste et bonapartiste qui garde, toujours, une force électorale appréciable et une puissance de propagande par la presse, suffisante pour pouvoir, à certaines passes difficiles, tenir la République en échec ; et, d'autre part, les partis extrêmes de gauche fomentant les passions populaires, ne craignant pas de les ameuter par une parade de promesses et de violences révolutionnaires.

Quand, par l'union de ces deux oppositions irréductibles, la République paraît chanceler, un rapprochement se produit entre les deux partis principaux : modérés et radicaux s'unissent et forment des ministères communs, de couleur un peu effacée, d'action un peu réduite, pratiquant la politique dite de « concentration ». Et le fait se renouvelle si fréquemment qu'il devient un système à son tour : la sécurité de cette position centrale est définie excellemment par un homme qui l'a, maintes fois, occupée, Raymond Poincaré :

A défaut de cette division en deux grands partis, qui ne s'est jamais produite en France, écrit-il non sans appuyer un peu, il serait possible de se figurer, entre les extrémités contraires, un seul parti central très large mais encore homogène, qui... travaillerait à la conciliation pratique de ces deux notions corrélatives.

C'est ce que l'homme d'État, qui cherchait dans cette formule la loi de son propre équilibre, devait appeler par la suite « l'union sacrée », « l'union nationale ». La « concentration » fournit à la République des délais qui, peu à peu, se prolongèrent jusqu'à obtenir le record de durée et d'autorité.

FREYCINET. LE MINISTÈRE DE JULES FERRY

Le président Grévy, libéré des craintes que lui inspirait la forte personnalité de Gambetta, entreprit de mener les affaires par le concours des hommes sur lesquels son choix s'était, d'avance, arrêté. Sur ses instances, l'ancien collaborateur de Gambetta au gouvernement de la Défense nationale, Freycinet, habitué à lui servir sa partie d'échecs, se montra prêt à recueillir la succession du tribun renversé. Freycinet était l'homme le plus capable de cette succession si le hasard ne l'avait porté au pouvoir en un temps où un grave incident extérieur, la complication provoquée par le soulèvement d'Arabi-Pacha, exigeait un règlement rapide et énergique de la difficulté égyptienne. Le nouveau président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, qui

était la finesse même, le secret, la souplesse ingénieuse, l'application, la distinction exquise, doué en outre d'une éloquence fascinatrice par son action insinuante et enchanteresse, paraissait pouvoir devenir le ministre des Affaires étrangères éminent de la troisième République ; s'il ne put y réussir, c'est qu'une certaine fermeté lui manquait. Diplomate qui veut toujours plaire, il ne sait pas dire non ; il consulte trop, prétend satisfaire trop de monde à la fois, écoute le vent et laisse passer l'heure, tout étonné que la force des choses ne se soit pas rendue aux excellentes raisons de



DE FREYCINET

son inaction. Le fait est, qu'en ces matières secrètes, l'autorité ne s'acquiert que par le succès ; les paroles y sont de peu. Freycinet, à peine entré au Quai d'Orsay, fut renversé au cours du débat sur les affaires d'Égypte, dans des conditions si pénibles que la France, après lui, dut assister, sans recours, à la perte totale de ses chances sur les bords du Nil et, partielle, de sa situation au canal de Suez. Clemenceau, partisan *quand même* du rapprochement anglo-français, ne le ménagea pas en cette circonstance, pas plus qu'il n'avait ménagé Jules Ferry et Gambetta. Freycinet, éloigné pour quelque temps des affaires (juillet 1882), eut la sagesse de se cantonner, par la suite, de 1888 à 1893, dans un grand ministère administratif, le

ministère de la Guerre, où son expérience et son patriotisme rendirent les plus grands services, et, chose curieuse, ce fut là qu'il couronna, par un grand acte diplomatique, sa vie politique heureuse : le rapprochement militaire franco-russe.

Un vieux républicain, Duclerc, accepta la mission de liquider l'affaire égyptienne ; la France « reprit sa liberté d'action ». On eût pu trouver une formule plus adroite et plus efficace. Mais le désarroi général des affaires françaises et l'étrange incohérence des votes parlementaires portaient atteinte, dans cette phase pénible, au prestige de la jeune République.

Le Parlement et l'opinion sentirent cependant les suites funestes de ce désordre dont on n'avait pas de peine à deviner l'origine, et elles portèrent au ministère (février 1883-mars 1885) un homme qui n'avait pas toujours été un ami de Gambetta, mais autour duquel les gambettistes s'étaient ralliés : Jules Ferry. Jules Ferry faisait,

avec Freycinet, le plus frappant contraste : celui-ci tout souple, celui-là tout force ; l'un et l'autre poussant, parfois, jusqu'à l'excès leur qualité maîtresse : Freycinet comptant trop sur la persuasion, Ferry prétendant, trop souvent, enlever les solutions de haute lutte. L'incontestable supériorité de tels hommes, dans leurs aptitudes diverses, n'en démontre pas moins la valeur des concours que la République avait su déjà s'assurer dans le pays. De grandes choses allaient s'accomplir, par l'un, dans l'ordre de l'organisation publique, par l'autre, dans l'ordre des réalisations intérieures et de l'expansion extérieure.

Jules Ferry, Vosgien, homme de la frontière, comme nombre de ceux qui allaient compter dans les fastes de la République, vigoureux opposant sous l'Empire, apparaissait comme un véritable homme de gouvernement sous la République ; il se caractérisait, lui-même, en deux mots : « Quant à moi, je suis modéré de tradition et de tempérament ; mais, aussi, je suis un résolu. » Déjà il s'était imposé à l'attention, sous les trois cabinets que Jules Grévy avait combinés pour barrer la route à Gambetta, — le cabinet Waddington, le premier cabinet Freycinet, dont il avait fait partie en qualité de ministre de l'Instruction publique, et le cabinet dont il avait, lui-même, assumé la présidence.

Deux ordres de mesures avaient déjà été prises et appliquées par lui avec une vigueur qui déchaîna, à la fois, haine et enthousiasme, la réforme de l'enseignement et les lois et décrets visant les congrégations. Les deux campagnes avaient, en fait, le même objet : assurer à l'État républicain la haute main sur la formation des générations nouvelles. Ce qui a été dit, ci-dessus, des mesures relatives aux congrégations peut s'appliquer à celles qui concernaient l'enseignement public. Jules Ferry est sincère quand il déclare avec insistance que l'une et l'autre de ces entreprises ont un caractère défensif, quand il s'indigne du reproche qu'on lui fait de combattre la religion. Mais la polémique adverse était également sincère, les passions politiques charriant, tout ensemble, le bien et le mal. Les services que Jules Ferry rendit comme réorganisateur de l'enseignement sont, maintenant, hors de conteste ; nul ne peut nier que les grandes règles de la gratuité, de l'obligation et même de la laïcité de l'école primaire, ne s'imposassent ; elles réclamaient une volonté persévérante dans la décision et dans l'exécution. On ne peut nier non plus que l'heure était venue de compléter l'œuvre de Guizot sur des bases plus larges et plus démocratiques. La refonte de l'enseignement secondaire, l'élargissement de l'enseignement supérieur, la fondation de l'enseignement secondaire des filles ont été de grandes choses accomplies à leur heure. Mais comment ne pas reconnaître aussi, qu'emporté par sa propre vigueur, son élan oratoire, sa véhémence

mence d'homme d'action, Jules Ferry n'ait dépassé la mesure et n'ait blessé souvent là où un Freycinet aurait caressé et séduit ; on doit ajouter qu'il s'entoura, au ministère de l'Instruction publique, de spécialistes trop absolus, nourris dans la libre-pensée, et qui en devinrent les propagateurs dans l'Université, enlevant à celle-ci ce haut caractère d'impartialité et de respect qui est le premier devoir des maîtres de l'enfance et de la jeunesse. Tel fut, en somme, l'avis de Jules Ferry lui-même, si l'on se reporte aux déclarations qu'il fit plus tard, alors qu'il revenait sur ces jours pénibles et sur la nécessité qui s'était imposée à lui :

On vous dit : Prenez le texte de la loi et réduisez l'Église à l'obéissance !... Messieurs, nous l'avons fait et sommes tout prêts à le faire quand cela sera nécessaire... Mais, ce n'est pas là un état normal, c'est un état de lutte et de combat... Je crois que l'on pourrait arriver à autre chose...

Et, aux tout derniers jours, dans le célèbre discours présidentiel au Sénat qui est un testament politique :

Notre république est ouverte à tous ; elle n'est la propriété d'aucune secte, d'aucun groupe, ce groupe fût-il celui des hommes qui l'ont fondée. Elle recueille tous les hommes de bonne foi et de bonne volonté. Ce serait bien mal comprendre le grand mouvement de ralliement qui s'opère dans les masses profondes et qui, en dépit des incidents et des accidents, poursuit sa marche imperturbable, parce qu'il est conduit par la force des choses et par les intérêts les plus élevés de la patrie.

Ce mouvement de ralliement, telle était la vraie entreprise du parti modéré, et ce mouvement, dont Jules Ferry était le chef, malgré la vivacité et la violence des polémiques, s'accomplissait dans le pays. Jules Ferry définissait la volonté d'action de son cabinet dans ces formules décisives : « Un gouvernement qui gouverne. » — « Avant tout, mettre de l'ordre dans la maison. »

Son président n'hésita pas à se saisir de ce problème de la revision, suspendu par la Constitution comme une épée de Damoclès sur l'avenir de la République. En prenant une telle initiative, il se donnait le moyen de la limiter et d'en tourner la solution au bien de la République et du pays. Son projet consolida le Sénat en supprimant l'inamovibilité contraire au principe démocratique, en élargissant le collège électoral et en confirmant l'autorité de la Haute Assemblée en matière financière. Il coupa ainsi la campagne revisionniste et refoula dans le néant l'autre campagne retentissante : « Sus au Sénat ! »

Jules Ferry avait choisi, comme ministre de l'Intérieur, un jeune député ayant déjà figuré dans le cabinet de Gambetta et dont l'autorité naturelle, le mutisme voulu, parfois glacial, voilait un tempérament combatif, armé d'une éloquence impeccable, Waldeck-Rousseau. Breton, Waldeck-Rousseau avait hérité de son père, républicain de 1848 au cœur généreux, le souci des misères populaires.

Ayant beaucoup travaillé, mûrement réfléchi, il avait pris en main, d'un geste discret, les réformes sociales et spécialement le problème tant agité, depuis Saint-Simon, de l'association. Un projet Dufaure avait été déposé, à ce sujet, devant le Parlement, mais, visant spécialement le statut des congrégations religieuses, n'avait pas abouti. Waldeck-Rousseau le transformant, le précisant, lui avait donné un tout autre caractère : il s'agissait, maintenant, d'en revenir au principe révolutionnaire de la « liberté du travail », en corrigeant l'erreur commise par la législation Chapelier qui, en appliquant lourdement un principe juste, avait interdit les associations et groupements professionnels. Waldeck-Rousseau, s'étant convaincu de la nécessité d'en venir à régulariser la situation des syndicats professionnels, avait saisi de ses vues le cabinet Jules Ferry. Celui-ci se rendit compte de l'opportunité de satisfaire et d'apaiser le peuple des travailleurs, le peuple de la démocratie, le peuple du suffrage universel, de lui prouver qu'il ne s'était pas trompé en faisant confiance à la République et de lui donner, en échange de son fidèle concours, les moyens de s'organiser par lui-même.

L'ensemble de la société ne peut, en effet, ni se désintéresser de la misère en quelque sorte automatique d'une partie considérable de ses membres, ni de l'oppression industrielle, ni des conflits du travail, grèves, chômage, lock-out, etc... En Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Allemagne, dans la plupart des pays civilisés et chrétiens, le règlement de ces difficultés était abordé d'ores et déjà par une politique clairvoyante et équitable. En France même, sans parler des initiatives particulières, le parti catholique s'engageait, sous la direction d'hommes considérables, comme La Tour du Pin et de Mun, dans ces voies nouvelles. Pour échapper aux perspectives redoutables résultant d'une perpétuelle tension dans le monde du travail et pour parer, peut-être, à une révolution prolétaire à caractère international déjà menaçante, le mieux n'était-il pas de maintenir les travailleurs dans les cadres de l'ordre social existant, de leur offrir les moyens légaux de défendre leur propre cause, et de prendre en mains corporativement les intérêts de leurs professions en leur ouvrant même l'espoir d'obtenir, dans la paix, l'accession au bénéfice, au capital, à la propriété particulière et industrielle ?

Tels furent les principes qui dictèrent les nouvelles propositions présentées au Parlement et que la ténacité et l'éloquence de Waldeck-Rousseau surent imposer aux lenteurs de la discussion et à l'hésitation du Sénat. On a dit, de la loi du 21 mars 1884, qu'elle était la plus importante du siècle ; elle en serait, peut-être, la plus heureuse pour la paix sociale, si elle assurait à la masse des consommateurs les mêmes garanties qu'elle offre, si largement, au monde de la production.

Le cabinet Jules Ferry aborda, dans le même esprit de décision, le problème, mal posé, de la réforme de la magistrature. La loi Martin-Feuillée, tout en maintenant l'inamovibilité des magistrats, diminua leur nombre dans les tribunaux de première instance et dans les cours d'appel, ce qui permit d'assurer, au nouveau régime, un personnel judiciaire qui ne lui fût pas délibérément hostile.

Sous l'impulsion personnelle de son président, secondé par un autre Vosgien qui devait jouer un si grand rôle dans la sage pondération de la vie économique et sociale, le ministre de l'Agriculture Jules Méline, le cabinet prépara les mesures touchant à l'ensemble du problème industriel et agricole. Les traités de l'Empire à tendance libre-échangiste avaient causé un trouble réel dans la production nationale et avaient contribué, sans nul doute, à ébranler le régime. Sous l'impulsion de Thiers, l'Assemblée nationale avait procédé à une première enquête qui avait été reprise ensuite par les Chambres. Jules Ferry et Jules Méline, présidents et rapporteurs des commissions du tarif des douanes, entrèrent en relation étroite, en ces circonstances, avec l'élite de la production dans tous les ordres de l'activité française. La France est un pays agricole : le plus grand des périls serait, pour elle, la désertion des campagnes. Les populations rurales ne sont déjà que trop attirées vers les villes : or, la crise agricole sévissait cruellement, alors que le blé n'atteignait même plus le prix de quinze francs au quintal. Sous les auspices de ces deux hommes d'État, que la vaste enquête entreprise avait éclairés, un accord intervint entre les représentants de l'agriculture et ceux de l'industrie ; et ainsi, le pays s'achemina vers l'équilibre économique, réalisé, après de longs débats, par la loi douanière du 11 janvier 1892, qui devait assurer à la France l'éclatante prospérité de la fin du dix-neuvième siècle et du début du vingtième siècle.

Mais rien ne pouvait être assuré pour le relèvement économique du pays, si le système des transports publics n'était consolidé pour de longues années. Le plan Freycinet, établi en 1879 pour faire face à cette nécessité urgente, avait paru, à l'épreuve, trop ambitieux : « Les nouvelles lignes dispersées dans des régions peu commerçantes étaient loin de couvrir leurs frais d'exploitation. » (Levasseur). Le mécontentement, causé par la crise économique de 1882, pouvait la transformer en crise politique. Deux systèmes étaient en présence : ressaisir pour l'État (au prix d'énormes indemnités) tout le réseau des chemins de fer et lui remettre le soin de construire la partie inachevée du plan Freycinet qui, assurément, n'était pas la plus avantageuse ; ou bien recourir à la compétence et au crédit des six compagnies existantes et leur transférer la charge en leur accordant, par contre, la prolongation de leur privilège, avec des garanties d'intérêts en cas de rendement

déficitaire. La difficile négociation fut engagée par Raynal, ministre des Travaux publics et, après une lutte acharnée, où il eut pour principal adversaire Camille Pelletan, le système de l'entente avec les compagnies fut adopté par les Chambres : cet accord, les fameuses « lois scélérates » de 1883, ont assuré à la France une grande stabilité dans les modalités des transports pendant la paix et une mobilisation impeccable aux temps de la grande guerre.

La confiance réciproque entre le gouvernement, le monde du travail et la démocratie se substituait ainsi à la suspicion ombrageuse qui avait été la tendance instinctive des régimes précédents. En politique, cette tendance se manifesta par la réforme municipale consacrée par la loi de 1884. La commune, pour la première fois, fut appelée à s'administrer elle-même. Dans la puissante centralisation napoléonienne, le principe de l'élection, étendu à toutes les administrations locales, permit enfin au citoyen français de respirer. Un conseil municipal élu au suffrage universel, un maire et ses adjoints élus par le conseil municipal, la publicité des séances, ces mesures, si

obstinément combattues par les derniers tenants du privilège, ont supprimé ces petites tyrannies locales quasi héréditaires, survivances attardées de l'ancien régime.

De ces dispositions hardies et souples à la fois, le bienfait ne tarda pas à paraître si naturel que l'origine en est, pour ainsi dire, oubliée ; elles remontent au ministère J. Ferry ; et c'est au moment où il les arrachait au Parlement et à l'opinion par une dépense extraordinaire d'autorité, de labeur et d'éloquence, qu'il adressait à un confident cette parole où respire le hautain mépris de la polémique atroce menée contre lui : « Nous pourrons faire, maintenant, de la politique modérée. »

La clairvoyance du grand homme d'État et sa vaillance exceptionnelle devaient être mises à l'épreuve par une plus haute et plus difficile réalisation : le premier



ATTENTAT CONTRE J. FERRY
(D'après un bois de l'époque.)

effort pour l'établissement du nouvel empire colonial français. Des circonstances indépendantes de sa volonté, mais résultant du mouvement d'expansion universelle qui était celui du siècle, le saisirent du problème. Il mit toute son intelligence, toute son application à le creuser dans ses suites alors inaperçues et, une fois son opinion arrêtée, il employa son énergie, sa ténacité à le résoudre. Peut-être ne se rendit-il pas un compte exact, au début, de l'ampleur et de la difficulté de l'entreprise ; peut-être mit-il trop de fers au feu à la fois. Mais, il n'y avait pas une minute à perdre : il était nécessaire, en effet, d'agir avant que les concurrences fussent mises en éveil. Nous n'avons pas à exposer ici cette partie de l'œuvre de Jules Ferry, pas plus que son action sur la politique extérieure. Le « quadrilatère colonial » de la France fut inscrit par lui sur la planète : s'il ne put le conquérir, c'est aux défaillances du Parlement et à l'indifférence de l'opinion qu'il faut en faire porter la responsabilité. La journée de Lang-Son faillit briser, sur un échec de vingtième ordre, l'effort déjà accompli par la France au Tonkin, et cela, au moment même où la paix avec la Chine était conclue. La grande entreprise coloniale ne devait être reprise et achevée, par les élèves de Jules Ferry, que dix ans plus tard. Cependant le stoïcisme du grand homme d'État qui, dans la crainte de nuire aux intérêts du pays, garde le secret sur une paix signée, non encore ratifiée, sa bravoure tranquille sous la balle de l'assassin qui devait, après des années de souffrance, causer sa mort, le magnifique mépris qu'il opposa à l'impopularité la plus odieuse et la plus injuste qui ait jamais frappé un homme public, sont des exemples dignes des républiques antiques et qui mettent en lumière les traits d'un véritable homme d'État : la vigueur, le sang-froid, la modération, le courage.



JULES FERRY



CHAPITRE XXI

DES MODÉRÉS AUX RADICAUX. — LA CONCENTRATION

Le Boulangisme. — Carnot. — Le Panama. Le ralliement. — Félix Faure. — Le cabinet Méline. — L'affaire Dreyfus. — Avènement du parti radical. — Loubet, Waldeck-Rousseau, Combes. — De Fallières à Poincaré. — La guerre : de Viviani à Clemenceau.



A chute de Jules Ferry (30 mars 1885) tenait à plusieurs causes et à la coalition de plusieurs forces : l'opposition monarchique n'avait pas perdu tout espoir ; la mort du comte de Chambord (24 août 1883) rétablissait l'unité du parti royaliste dont le comte de Paris devenait le chef reconnu, sauf par quelques « cheveu-légers ». La mort du prince impérial avait accru les chances des royalistes par les dissensions entre les partisans du prince Jérôme et les partisans de son fils le prince Victor, celui-ci soutenu par l'impératrice Eugénie. Le parti radical, entraîné par la violence à froid de Clemenceau ; l'espèce d'impotence sénile où était tombé l'hôte de l'Élysée, livré à l'influence de Wilson qui avait introduit, dans les hautes sphères gouvernementales, une fade odeur de corruption ; la pusillanimité du parti modéré, qui s'était abandonné lui-même dans la triste journée parlementaire de Lang-Son ; la suscep-

tibilité patriotique blessée par une prétendue connivence des partisans de l'expansion coloniale avec Bismarck ; l'ambition d'une équipe encore jeune, mais qui, déjà hors de page, était d'avis que les chevronnés du parti républicain s'attardaient au pouvoir ; enfin, le grand mal des gouvernements populaires, l'*invidia democratica*, tout s'était conjuré pour que la France républicaine se laissât porter vers des horizons nouveaux par son goût naturel pour le changement.

L E BOULANGISME. — CHUTE DE GRÉVY.
— ÉLECTION DE CARNOT

Le résultat de ce fléchissement et de la lassitude causée par des réalisations sociales touchant à de nombreux intérêts particuliers, ne tarda pas à se produire : les années qui suivirent furent une époque d'agitation, de trouble et d'angoisse. Une suite de ministères de mince autorité passe au pouvoir. Le ministère Brisson, après avoir obtenu des Chambres le maintien des crédits du Tonkin refusés à J. Ferry, fait voter le scrutin de liste refusé à Gambetta, assure la réélection de Jules Grévy âgé de soixante-dix-neuf ans, et s'effondre (décembre 1885). Il avait présidé, avant de périr, aux plus mauvaises élections qu'eût connues la République : une majorité républicaine divisée prêtait le flanc à toutes les menées de l'intrigue et de l'ambition. Un cabinet Freycinet se laisse imposer, par le caprice de Clemenceau, un ministre de la Guerre, inconnu la veille et qui ne s'était guère distingué que par quelques incartades et traits d'indiscipline en Tunisie, le général Boulanger.

Ainsi se présenta la première grande crise de la troisième République, étrange magma de militarisme et d'opposition. Les chefs radicaux, Clemenceau, Naquet, Laguerre, qui l'avaient ouverte, croyaient en profiter pour abattre l'opportunisme ; Déroulède, Le Hérissé, Barrès l'aggravèrent au nom du patriotisme et de l'honneur ; les royalistes, amenés par l'éminence grise de Boulanger, le comte Dillon, y jetèrent des sommes immenses et ce qui leur restait d'influence par un calcul machiavélique qui, finalement, échoua. A ce parti révolutionnaire composite, qui s'intitulait : national, revisionniste, constituant, et dont les diverses fractions se mentaient sans se tromper les unes les autres, il ne manqua que ce qu'il croyait avoir trouvé : un chef.

Boulanger, avec une jolie figure à barbe blonde, un certain prestige de soldat et de cavalier, une séduction de partisan empressé et prometteur, était l'homme du monde le moins fait pour mener à bien une grande entreprise politique. Il manquait de connaissances, de décision, de sang-froid et, surtout, de vue sagace sur les hommes et sur les situations, n'étant guère inspiré que par une confiance

inouïe en son étoile. L'emballlement d'une coterie ambitieuse et bruyante, d'une presse gavée de subsides, et du gros peuple aveuglé par une propagande affolante, fit un dieu de cet aventurier. Une chanson le lança ; il conquiert la popularité en crânant au cours d'un incident de frontière de second ordre, l'affaire Schnœbelé, en renforçant les troupes de l'Est, en clamant la revanche, en prenant certaines mesures de détail agréables aux soldats et, au cours d'une grève, en affectant de pactiser avec les ouvriers. Il joua son va-tout sur une carte truquée, en se réservant, d'ailleurs, quant au risque final. Les vieux républicains le jugèrent du premier coup d'œil. Jules Ferry le déshabilla d'un mot : « Saint-Arnaud de café-concert » ; et ce fut d'une philosophie assez haute, ce duel de l'impopularité contre la popularité où la première l'emporta. Le ballon se dégonfla. Les radicaux Brisson, Floquet, Clemenceau lui-même, rallièrent le gros du parti.

Un cabinet Goblet, qui garda encore Boulanger au ministère de la Guerre, succéda au cabinet Freycinet. L'Élysée, où Grévy vieillissait dans une demi-somnolence, finit par comprendre qu'il s'agissait, non seulement du sort de la République, mais du sien propre. Un cabinet Rouvier, franchement opportuniste et anti-boulangiste, se constituait avec l'appui du Sénat. Le général, débarqué du ministère, était nommé au commandement du 13^e corps. Cependant le pays était en ébullition. Chaque élection partielle offrait au général la tentation politique de votes toujours croissants. Son départ pour Clermont-Ferrand devient l'occasion d'une manifestation monstre à la gare de Lyon : les employés de chemin de fer, les hommes à moustache, qu'ils appartiennent aux services publics, à la police, à l'armée même, s'attroupent. Le « Dieu le veut » populaire, c'est : « Boulange, Boulange, Boulange ! »

Le comte de Paris, héritier de la dynastie, entraîné par les risqueurs de son parti, monte sur le cheval noir. Il suit la folle inspiration des salons et des ruelles, pousse au « bélier », se jette à corps perdu dans le grand « dégoût collecteur ». Sur ces entrefaites, le scandale, manifestation fatale de ces brusques infections du corps social, éclate. Wilson est compromis dans une affaire de décorations. En vain, Rouvier s'efforce de faire écarter par la Chambre l'autorisation de poursuites. Le cabinet est en minorité. Grévy fait appel aux républicains de marque qu'il a lui-même désunis, de Clemenceau à Waldeck-Rousseau : « Je l'ai vu, écrit celui-ci ; le pauvre homme m'a fait mal parce qu'il avait dépouillé avec moi toute attitude de convention et laissé paraître ses sentiments. Il est bien malheureux, d'un malheur dont je l'ai averti depuis longtemps. »

On se rend à Versailles. Jules Ferry est le candidat des modérés ; Freycinet et

Floquet se partagent, au premier tour, les voix des radicaux. La foule s'ameute dans Paris : on annonce la guerre civile si Jules Ferry est élu. Les modérés, une fois de plus, prennent peur. Clemenceau crie : « Je vote pour Carnot ! » Ce nom sort de l'ombre et de l'urne. Carnot, modéré, honnête homme, ministre des Finances appliqué, loyal et droit, d'un ferme courage, avait comme appui principal, dans une crise sans nom, son nom, l'un des plus grands de l'histoire républicaine. Il est élu, et, sur ce choix, la destinée se met à tourner (3 décembre 1887).



LE GÉNÉRAL BOULANGER

La politique de Carnot aura pour objet la restauration de la dignité publique et l'apaisement. Grévy se cloîtrait : Carnot sortira ; Grévy s'attardait : Carnot ira de l'avant. Grévy se cantonnait dans la politique du cabinet : Carnot ouvre les fenêtres sur le dehors. Au cours de sa présidence, l'alliance russe sera conclue et l'expansion coloniale prendra son essor. Cet honnête homme, de haute tradition, retrouvera, sous le fumier des polémiques d'un jour, les vraies racines de la France.

Au départ, l'allure est lente ; l'impulsion nouvelle ne peut se transmettre que peu à peu. C'est l'heure des ministères effacés. Un vieux républicain, spécialisé aux Finances, Tirard, préside : il appelle auprès de lui Sarrien, qui lui sera comme un frère siamois radical, et puis Loubet, Fallières, Félix Faure : noms nouveaux et de grand avenir.

La crise boulangiste dure toujours. L'*adversaire* (pour parler le langage de Barrès) attend son heure. Le général, non éligible, fait campagne ou laisse faire campagne dans les circonscriptions vacantes. Les voix s'accumulent sur son nom et créent une sorte de courant plébiscitaire. Lui-même a enfreint les règlements par démarches, lettres, etc. ; il est mis en non-activité par retrait d'emploi. Le voilà désormais livré à la politique. La campagne boulangiste, calquée sur celle du prince Louis-Napoléon (élections multiples, brochures, images, chansons, concours de tous les besogneux, de tous les emballés, même de braves cœurs et de bons esprits, un Barrès s'y laisse prendre), triomphe dans l'élection du Nord, où le général recueille près de 180 000 voix (15 avril 1888). Le cabinet Tirard, impuissant, a donné sa démission, le 30 mars. Un cabinet Floquet, avec Freycinet, Goblet, Lockroy, Léon Bourgeois, sous-secrétaire d'État (concentration à gauche), est mis sur pied

dans l'espoir de satisfaire, dans le pays, les foules populaires. Le Parlement soutient énergiquement ce ministère : mais l'agitation se prolonge dans le pays. On approchait de la date du centenaire de la Révolution ; une Exposition universelle avait été décidée à titre de commémoration. Boulanger comptait la présenter au monde. Tisza, écho de Bismarck, conseilla aux commerçants de s'abstenir, car « on ne savait pas si la guerre n'aurait pas éclaté d'ici là ». Boulanger, ayant pris place à la Chambre, dépose sur le bureau un projet de résolution tendant à la dissolution avec revision et élection d'une Constituante. Une altercation violente entre le général et le président du Conseil, Floquet est suivie d'un duel où le général s'enferme sur l'épée du ministre. Simple piqure à la légende, mais qui suffit à ce ballon gonflé. Les rieurs changent de bord. L'apogée du boulangisme fut l'élection du général à Paris, le 27 janvier 1889 ; il recueillit 433 000 voix sur 570 000 inscrits. Pendant le dépouillement du scrutin, Boulanger et son comité dînaient au restaurant Durand, place de la Madeleine. Une foule immense s'était massée sur les boulevards, acclamant les chiffres au fur et à mesure qu'ils flambaient sur les transparents. Quand le succès se fut déclaré, une immense clameur s'éleva de la foule. Du perron de la Madeleine, on voyait, à travers les rideaux clairs du restaurant, s'agiter les ombres des dîneurs : Boulanger, au milieu, tournant le dos ; Déroulède debout, reconnaissable à sa taille, objurguant le général ; Naquet petit et contourné : les deux silhouettes s'affrontaient et, visiblement, s'opposaient. La foule attendait : un mot, un geste, et un torrent de peuple se précipitait vers la rue du Faubourg-Saint-Honoré, sur l'Élysée. Soudain, l'ombre de Déroulède disparut et, en bas, on vit l'homme lui-même sortir. Naquet resta. L'affaire était réglée : on renonçait au coup de main. La foule se dispersa dans une fin de nuit silencieuse. Le général « la Victoire » avait manqué de cran. Peut-être n'ignorait-il pas que 6 000 hommes gardaient l'Élysée et que la



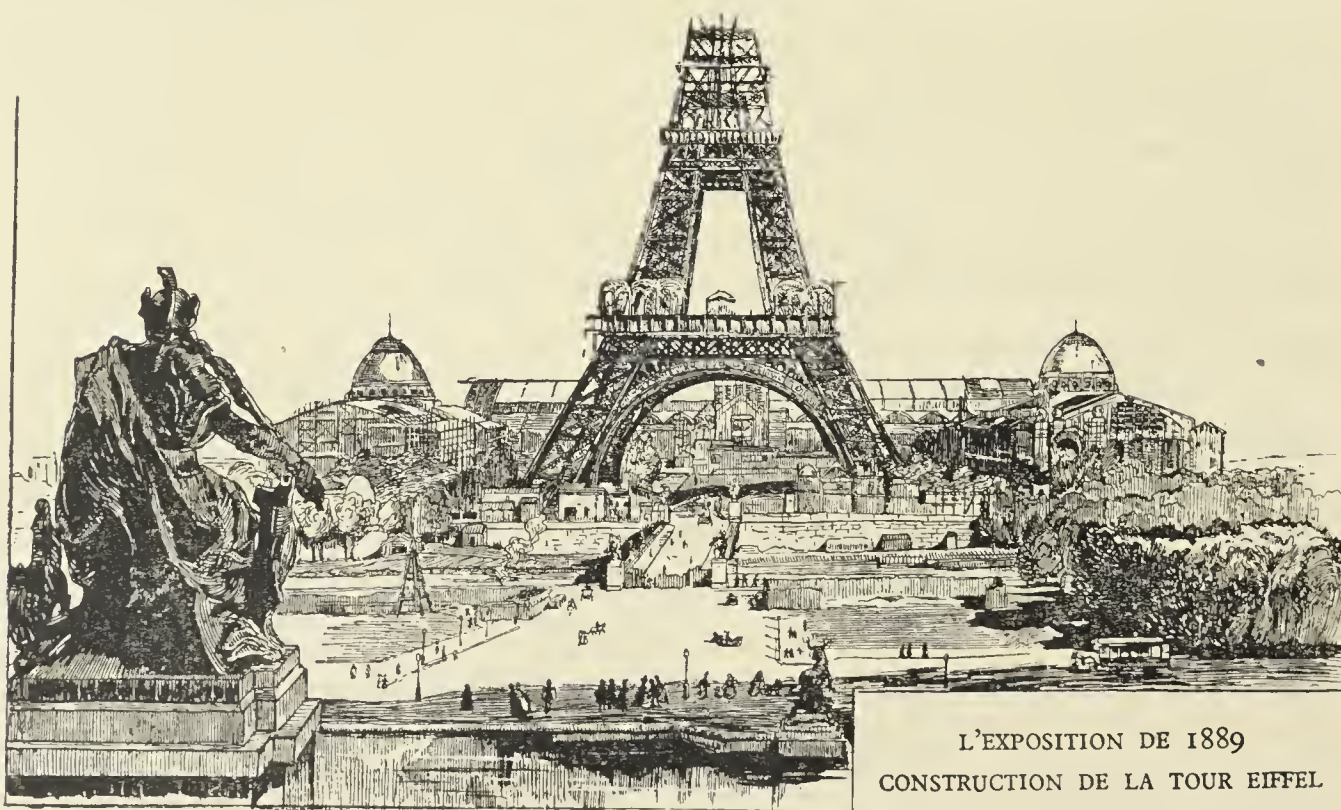
CARNOT

(D'après une eau-forte d'Ardail).

garnison de Paris était consignée. Au 2 Décembre, on s'était assuré des chefs.

Floquet, avant de disparaître, faisait voter le scrutin d'arrondissement avec, pour corollaires, la déclaration de candidature et l'interdiction des candidatures multiples : c'était la fin de la campagne plébiscitaire. Floquet tombe. Tirard forme le nouveau cabinet avec Rouvier, Spuller, les vieux gambettistes, et un homme d'attaque, Constans. On décide des poursuites contre Boulanger et son comité, devant le Sénat érigé en Haute Cour. L'issue n'est pas douteuse. Boulanger qui, déjà une première fois, avait, sur une alerte, gagné Bruxelles, se dérobe. Constans l'a manœuvré d'un habile coup de police. Il fuit en Belgique, puis en Angleterre. (avril 1889). Un roman d'amour achève cet extraordinaire roman d'aventure : Mme de Bonnemain l'accompagne dans sa fuite. En 1891, elle meurt et le général se tue sur sa tombe, à Ixelles.

NOUVELLE CRISE : Après le départ de Boulanger, le calme se rétablit.
LE PANAMA. L'Exposition s'ouvrit : la République, ayant à sa tête un Carnot. invitait le monde à célébrer le triomphe des principes de 1789. Le siècle, du



L'EXPOSITION DE 1889
CONSTRUCTION DE LA TOUR EIFFEL

moins en France, prenait un sens. Au sortir du désordre, l'ordre, désormais séculaire, se magnifiait lui-même. Quatorze mille maires, représentant les principales

familles communales françaises, furent invités à un grand banquet. Carnot célébrait, dans une parole d'honnête homme, « la droiture de ce grand peuple de France qu'on peut abuser une heure, mais qui sait se retrouver et faire entendre sa voix souveraine ». La Chambre était en fin de législature. Le pays allait faire connaître son sentiment sur les passions qui avaient paru le troubler.

Aux élections générales (22 septembre 1889), Boulanger et les partis qui s'étaient engagés derrière lui étaient battus à plate couture. Une nouvelle génération commençait à se faire place. Deux faits considérables furent le résultat le plus clair de la crise boulangiste : d'une part, une fraction de la droite, écoeurée du rôle qu'on lui a fait jouer dans l'aventure, se détache du royalisme et cherche la formule qui l'introduira dans le régime établi et consacré. Dès novembre 1886, un député éloquent, bonapartiste désabusé, Raoul Duval, avait dit à la Chambre :

La plus grande faute que la France pourrait commettre serait de faire croire qu'elle considère la République comme un incident transitoire. — Et sur l'interruption : « — Quelle République ? — La République tout simplement. Elle n'appartient à aucun ; elle est à tout le monde, elle est à vous si vous voulez y prendre place... »

Le pape Léon XIII allait, bientôt, dégager la formule du « ralliement », à laquelle le gambettiste Spuller répondrait, un peu plus tard, par celle de « l'esprit nouveau ».

D'autre part, une fraction importante du parti républicain, celle qui a le plus le sens de l'avenir, jugeant que la question du régime est hors de cause, tend à se consacrer à l'étude des questions sociales. Au début de la législature, une équipe de jeunes députés, abordant presque simultanément la vie politique, Poincaré, Deschanel, Jaurès, Millerand, Hanotaux, signait une proposition invitant la Chambre à consacrer une séance par semaine à l'étude de ces questions. Autre signe des temps : la jeune République prenait position entre le capital et le travail pour adoucir l'exigence du premier, canaliser l'*ambitus* du second. Conformément à la formule du président Carnot, elle cherchait, en tout, l'apaisement. De droite et de gauche elle se met en garde contre la secte.

Les partis révolutionnaires, des deux côtés, s'alarment. Il leur coûte de se voir arracher l'arme sociale dont ils se servent comme d'une surenchère. Par opposition contre la méthode progressiste, ils multiplient désespérément les campagnes de violence et les coups de main. Le 1^{er} mai 1890 est le premier des « 1^{er} mai » prescrit par le Congrès international ouvrier ; mais Constans, par un usage savant de son autorité, maintient l'ordre ; et ce fut une journée « où il y eut beaucoup de poudre aux yeux et de poussière dans la rue ». L'empereur Guillaume essaye de s'emparer du mouvement en convoquant, à Berlin, une conférence internationale,

consacrée à l'étude des questions ouvrières : ce n'est qu'un feu de paille. Le plus grand gâcheur de l'histoire, dès son premier geste, — qui, en plus, écartait Bismarck, — donnait sa mesure.

Cependant, un certain trouble des esprits fera encore longtemps obstacle, en France, à une volonté d'union que tant de raisons imposaient. Il reste, dans la masse du pays, quelque chose d'insatisfait. Une querelle nouvelle a pris à partie le Parlement au cours de la campagne revisionniste et, se rattachant à celle-ci, va se prolonger jusqu'à la campagne anti-sémite et à l'affaire Dreyfus : c'est « l'affaire »



LES TROUBLES A PARIS LE 1^{ER} MAI 1890

(D'après un dessin de *l'Illustration*.)

de Panama à laquelle se rattachent d'autres scandales, « l'affaire » des chemins de fer du Sud, etc., et autres « affaires » dont le détail est indigne de l'histoire.

Ferdinand de Lesseps, après la réussite si longtemps incertaine du canal de Suez, avait été sollicité de donner l'appui de son grand nom à diverses entre-

prises importantes. Son admirable génie constructeur et son grand optimisme naturellement planétaires, s'étaient prononcés pour le canal de Panama. Peut-être son plus grand tort fut-il, comme Napoléon III lors de la guerre du Mexique, de ne pas faire place, dès le début, aux capitaux et aux ingénieurs américains. Le percement de l'isthme fut mis à l'étude en mai 1876 ; le canal devait être sans écluses : il s'agissait d'une énorme tranchée dans le massif de la Culebra, motivant un immense déploiement de main-d'œuvre et d'argent, sans parler du temps. Les devis prévoyaient plus d'un milliard : il eût fallu prévoir au moins 3 milliards. Après dix ans d'un travail très dispendieux et où le gaspillage n'avait pas manqué, on était à bout de capitaux. Toujours avec l'idée de faire, de l'entreprise, une œuvre uniquement française, on s'efforça d'entraîner les souscripteurs qui commençaient à se décourager. Mais, comment les tenir en haleine et en confiance ? On crut devoir

demander au Parlement l'autorisation de lancer un emprunt à lots destiné à assurer les ressources. Le succès dépendrait d'un effort de publicité s'appuyant sur le vote du Parlement. Mais la publicité, c'est la presse. La presse touche au Parlement, qui touche à la presse. La campagne revisionniste antiparlementaire, le boulangisme mourant et toutes les ambitions que désespérait sa chute firent bloc contre les hommes, plus ou moins mêlés à la fois à la politique, à la presse, à la publicité, à la banque ; ce peuple d'hommes d'affaires, qui oscille des bureaux de rédaction aux couloirs de la Chambre et parfois au cabinet du juge d'instruction, les de Reinach, Arton, Cornelius Herz, se targuaient de leur familiarité avec les directeurs de journaux, les rapporteurs de commission ; des parlementaires influents, même des ministres, ouvrirent l'oreille aux tentations, commirent des imprudences : les voilà tous pêle-mêle sur la sellette. Les plus compromis passèrent à l'étranger où des interventions occultes les protégèrent. Des Baïhaut, des Sans-Leroy furent condamnés. Des hommes en vue ne purent nier certaines tractations et familiarités difficilement explicables. Une liste de cent quatre « chéquards » circula, dont on n'a pu, jusqu'ici, identifier exactement tous les noms. Lesseps, son fils Charles de Lesseps, Cottu, furent accusés de corruption et condamnés ; ils étaient surtout des victimes.

Le scandale, qui ne rendait pas l'argent, hâta, malheureusement, la chute de l'entreprise française. Les victimes furent les souscripteurs, l'épargne, puis Ferdinand de Lesseps — dont le renom et l'honorabilité ne planèrent qu'après sa mort au-dessus de la boue dont s'étaient élaboussés les exploiters de sa gloire. L'entreprise, arrêtée au moment où elle touchait au but, ne fut ni estimée à sa valeur subsistante, ni défendue. La politique n'eut pas le courage de protéger l'œuvre en voie d'achèvement, pas plus qu'elle n'avait défendu les capitaux des petits souscripteurs, au nom desquels elle s'était si bruyamment agitée. Le gouvernement refusa aux actionnaires le concours d'honnêtes gens, prêts à s'occuper de leur cause, et on finit par céder aux États-Unis, pour une somme infime, les travaux immenses déjà exécutés et l'œuvre magnifique qui devait changer la face de la planète. Le tumulte du Panama dévoila une des plaies du régime, l'action non contrôlée d'une certaine presse dans les gouvernements d'opinion. Après avoir fait payer cher sa publicité, elle se sent prise d'une crise de vertu et crie au scandale. Le problème est loin d'être résolu ; nous le retrouverons, plus énigmatique et plus redoutable, dans les crises qui vont se succéder.

Carnot procédait à la liquidation du boulangisme, par le seul moyen que la Constitution laisse au président de la République, le choix du haut personnel minis-

tériel. La Chambre de 1889 est remplacée par une Chambre de majorité plus stable et de sens plus averti. Avec elle, on évoluera vers un nouveau groupement des forces républicaines, où le parti gambettiste, ayant perdu certains de ses éléments vieilliss ou compromis, se transforme en « parti modéré » et se rapproche d'un « parti radical » un peu détendu et glissant vers la concentration. Freycinet, qui présidera à cette nouvelle combinaison des forces, de mars 1890 à février 1892, s'associe Ribot, modéré transigeant, et Léon Bourgeois, radical de gouvernement. Mieux assis au pouvoir, ce cabinet préside à la reprise de l'action coloniale, Eugène Étienne étant

sous-secrétaire d'État aux Colonies. L'élection de Casimir-Périer à la présidence du budget marque la première ascension des « jeunes ».

Le fait le plus considérable de cette période encore hésitante, c'est la manifestation du cardinal Lavignerie, archevêque d'Alger et de Carthage, et qui, depuis plusieurs années déjà, avait travaillé avec Jules Ferry et le gouvernement à l'extension de l'influence française en Afrique. Comme « Africain » et comme Français, il sonne le « ralliement ». Le 10 novembre 1890, il porte un toast à la marine française et s'exprime en ces termes :



LE CARDINAL LAVIGNERIE,
ARCHEVÊQUE D'ALGER

Quand la volonté d'un peuple s'est nettement affirmée, quand la forme d'un gouvernement n'a rien en soi de contraire, comme le déclarait dernièrement Léon XIII, aux principes qui seuls peuvent faire vivre les nations chrétiennes et civilisées..., le moment vient de déclarer l'épreuve faite et de sacrifier ce que la conscience et l'honneur ordonnent à chacun de nous de sacrifier pour le salut de la patrie...

Cette manifestation solennelle répondait à la pensée de Léon XIII, ainsi que le grand pape devait le confirmer par une série d'actes pontificaux et par sa lettre aux cardinaux français du 3 mai 1892 :

Lorsque, dans une société, il existe un pouvoir constitué et établi, le bien commun se trouve attaché à ce pouvoir et l'on doit raisonnablement se grouper autour de lui. C'est pour ces motifs et dans ce sens que nous avons dit déjà et répétons aux catholiques français : Acceptez la République, c'est-à-dire le pouvoir constitué et tel qu'il existe : respectez-le, soyez-lui soumis comme représentant le pouvoir émanant de Dieu.

Cette position prise par le pape et par le haut clergé n'alla pas sans violentes protestations des royalistes et des hommes engagés contre la République. Nouvelle

tempête. Au même moment, la République remettait décidément la France à son rang, parmi les grandes puissances européennes, par la visite de la flotte française à Cronstadt, préliminaire de l'accord militaire et de l'alliance franco-russe. Et, par contre, l'empereur Guillaume, après avoir rompu avec Bismarck, inaugurait cette politique *mondiale*, encombrante et brouillonne, qui devait le mettre, un jour, en rupture avec l'ordre européen.

Le passé trouble se liquidait : il semblait que Freycinet allait gagner la partie qu'avait perdue Gambetta. Au ministère de la Guerre, en appliquant, en plein accord avec le Conseil supérieur, la nouvelle loi militaire, la loi de trois ans, l'habile ministre avait assuré la force plus élargie d'une armée devenue véritablement nationale par l'égalité devant les charges militaires. Mais la reconstitution de l'armée, la nouvelle orientation en matière de politique religieuse et le rapprochement avec la Russie furent aussi mal accueillis par la gauche que le ralliement par la droite. Renversé, Freycinet est remplacé par un cabinet Loubet-Ribot-Freycinet-Rocher-Rouvier, s'étayant sur une concentration « modérée ».

Cette aube d'assagissement ne fait qu'irriter davantage les partis révolutionnaires et anarchistes. Les attentats se multiplient sans autre effet qu'une restauration du principe d'autorité. Le cabinet Loubet succombe dans la liquidation boueuse de l'affaire du Panama (novembre 1892). Ribot, grand honnête homme, un peu figuratif, le remplace : mais c'est, maintenant, l'ère des Arton et des baron de Reinach, les journées de « Leurs figures ». On pourrait croire que la République est empoisonnée de toute cette infection : non ! C'est à peine si la gangrène a atteint l'épiderme. Quelques vieilles réputations s'effondrent ; quelques personnages incriminés, à tort ou à raison, quittent la scène. C'est le trentième ministère de la République ; il s'use en de médiocres convulsions. Heureusement, le suffrage envoie sans cesse à Paris de nouvelles recrues parlementaires qui apportent l'air pur de la vraie France. Jules Ferry a eu le temps de voir les esprits apaisés se retourner vers lui. Une élection sénatoriale dans les Vosges lui a rouvert les portes du Parlement ; il est élevé à la présidence du Sénat, prononce quelques paroles de haute sagesse indulgente, et meurt.

Un nouveau cabinet est constitué sous la présidence d'un professeur, homme nouveau, Charles Dupuy. Poincaré y figure, comme ministre de l'Instruction publique. Le Lorrain surgit à l'heure où le Vosgien disparaît. Au même moment, Millerand s'élève dans le parti socialiste : il tente, avec Jaurès et Pelletan, d'introduire le monde des ouvriers dans la catégorie politique, et de constituer son unité. Mais cela ne va pas sans difficultés.

La politique de l'apaisement et de l'union des forces d'ordre ne s'en impose que davantage aux chefs du parti modéré. Les élections de septembre 1893 répondent à leur appel. La Chambre nouvelle présente une majorité stable : ce qu'il reste de la vieille garde gambettiste s'unit avec les jeunes hommes qui entendent se consacrer aux problèmes de réorganisation et d'élargissement de l'ordre social.



CASIMIR-PÉRIER

Dupuy tombe le 25 novembre 1893 ; Casimir-Périer le remplace : il a pour principal lieutenant Spuller, l'ami de Gambetta, qui va devenir l'initiateur courageux de « l'esprit nouveau ». Dans la séance de la Chambre du 3 mars 1894, il prononcera les paroles fameuses :

Je dis qu'il est temps de lutter contre tous les fanatismes à quelque secte qu'ils appartiennent. Vous pouvez compter à la fois sur la vigilance du gouvernement pour maintenir les droits de l'État et sur l'esprit nouveau qui l'anime et qui tend à réconcilier tous les citoyens dans la cité française.

Le pays se tourne vers ses grandes tâches. Mais le cabinet Casimir-Périer ne tient pas. Charles Dupuy revient au pouvoir, et, cette fois, il choisit définitivement les *jeunes* : c'est Poincaré, c'est Georges Leygues, c'est Gabriel Hanotaux, c'est Louis Barthou. Félix Faure prend le portefeuille de la Marine (30 mai 1894). Carnot a atteint son but : la France entre résolument dans les voies de l'apaisement. Une politique d'union et de réalisation démocratiques s'inaugure. Mais le destin ne

veut pas que l'homme ferme et droit qui a rendu à la France l'honneur et le calme jouisse de son succès. Caserio le tue à Lyon (24 juin 1894). Le cardinal-archevêque de Paris dit, au service célébré à Notre-Dame : « C'était un homme intègre, dans sa vie publique et dans sa vie privée. » Son corps repose près de celui de son grand-père, au Panthéon.

CASIMIR-PÉRIER ET FÉLIX FAURE. — LE CABINET MÉLINE. — L'AFFAIRE DREYFUS.

Carnot eut pour successeur Casimir-Périer, président de la Chambre, l'un des chefs du parti modéré. Comme son prédécesseur, héritier d'un grand nom, fils d'un ministre de Thiers, petit-fils du fameux ministre de

Louis-Philippe, l'opinion populaire ne le croit pas suffisamment libéré de ses attaches avec ce grand passé. Sa sincérité républicaine ne pouvait être mise en doute, mais il manquait d'expérience et de sang-froid ; il se laissait émouvoir par la polémique des journaux. Casimir-Périer garda d'assez mauvaise grâce Charles Dupuy, qui se prêta de plus mauvaise grâce encore. Les pouvoirs publics n'étaient pas d'aplomb, quand un fait imprévu jeta, de nouveau, le pays dans le plus grand désordre politique et moral.

Du « boulangisme » et du « panamisme », pour parler le langage du temps, il restait une violente polémique antiparlementaire et antirépublicaine, mixture de « nationalisme » et d'« antisémitisme ». Après la guerre de 1870, un afflux de juifs, provenant surtout de l'Europe orientale, avait été attiré en France par le développement des grandes affaires internationales et par la douceur des lois et des mœurs. Avec l'activité, l'intelligence et un certain manque de tact trop fréquent chez ces tard-venus, ils s'imposèrent à la vieille famille des israélites français, et avaient fini par provoquer, avec de la méfiance et de la jalousie, des dispositions hostiles. Un journaliste, Drumont, avait engagé une campagne antisémite violente, quand, soudain, éclata l'affaire Dreyfus, — « l'affaire ».

Au ministère de la Guerre, le service des renseignements avait eu communication d'une pièce non signée trouvée, affirmait-on, à l'ambassade d'Allemagne et où était visée la livraison à l'attaché militaire de documents intéressant la défense nationale et se rapportant, en particulier, au nouveau matériel d'artillerie. Ce document, déchiré en morceaux, était le fameux « bordereau ». Le général Mercier ministre de la Guerre, le mit sous les yeux du président de la République et du président du Conseil. Puis le Conseil des ministres fut saisi. Le général Mercier demandait l'autorisation d'engager des poursuites contre un capitaine attaché au bureau des renseignements, le capitaine Dreyfus, israélite, d'origine alsacienne, dont l'écriture avait été reconnue, par plusieurs experts, comme se rapportant à celle du bordereau. Seul, dans le Conseil, Hanotaux, ministre des Affaires étrangères, s'éleva contre la demande en autorisation de poursuites. La preuve résultant de comparaisons d'écritures ne lui paraissait pas suffisante pour soulever un tel incident. Il attirait l'attention du Conseil sur les suites probables d'une décision qui soulèverait, à l'intérieur, des divisions implacables, et qui pouvait donner lieu à de graves complications extérieures. Le Conseil fut d'avis qu'il fallait accorder l'autorisation : les juges apprécieraient. Une démarche personnelle, d'une insistance émue, que le ministre des Affaires étrangères fit auprès du ministre de la Guerre, se heurta à un refus ; déjà l'information

avait été livrée à *la Libre Parole*; l'opinion était saisie. Traduit devant un conseil de guerre, le capitaine Dreyfus fut condamné à la détention perpétuelle dans une enceinte fortifiée, peine qui comportait la dégradation militaire. Il protesta de son innocence. Son pourvoi fut rejeté et la dégradation eut lieu le 5 janvier 1895; le condamné fut relégué à l'île du Diable.

Des discussions violentes à la Chambre et dans la presse furent la suite du jugement. Le cabinet Dupuy tomba sur une interpellation relative aux conventions avec les compagnies de chemin de fer, qui avait amené la démission du ministre des Travaux publics, Louis Barthou (13 janvier 1895). Aussitôt Casimir-Périer, pour des raisons qui ont paru obscures, donna sa démission, quittant volontairement la présidence au moment où le cabinet dont il disait avoir à se plaindre était renversé. Il était remplacé, le 17 janvier, par le ministre de la Marine du cabinet démissionnaire, Félix Faure.

Félix Faure était un commerçant du Havre, de belle prestance, d'esprit pratique, ayant eu une conduite des plus honorables pendant la guerre de 1870, qui apportait au pouvoir une certaine connaissance du dehors, un ardent patriotisme et des habitudes de vie large et représentative d'où lui vinrent une réelle popularité. Le comte de Paris venait de mourir (8 septembre 1894) laissant comme héritier le duc d'Orléans. La République n'avait plus, devant elle, de prétendant dangereux. Brisson, chef reconnu du parti radical, avait été élu président de la Chambre. Le régime paraissait se consolider sur ces bases un peu élargies. Le président Félix Faure appela aux affaires un homme de haute valeur intellectuelle et morale, excellent orateur, modéré, conciliant, parfois un peu faible, mais qui peut être considéré comme le parlementaire accompli de sa génération, Alexandre Ribot. Ribot garda les principaux membres du cabinet Charles Dupuy : Poincaré, Hanotaux, Leygues, et la ligne générale de la politique ne se trouva en rien modifiée. Ces ministères, qui se suivent et se ressemblent, sont absorbés surtout par l'action extérieure et par l'effort fait pour achever, en dépit d'une opposition ardente, l'empire colonial. Hanotaux assure la tranquillité en Europe en déclarant l'*alliance* russe qui, à la suite de longs entretiens avec le prince Lobanoff, transforme et complète le pacte militaire, et il aborde, alors, les grandes réalisations diplomatiques. Il obtient des Chambres les fonds destinés à l'expédition de Madagascar (13 novembre 1894); il intervient dans les affaires de Chine et, en participant avec la Russie et l'Allemagne au traité de Simonoseki, met fin à la guerre des pirates et fonde définitivement la colonie d'Indochine; il déclare nul et non avenué le « traité à bail » conclu entre l'Angleterre et l'État du Congo en vue de barrer la route à l'expansion française

en Afrique et ouvre ainsi le champ nécessaire à la fondation d'un grand empire colonial africain.

On débat devant les Chambres les questions financières et, en particulier, le projet d'impôt sur le revenu. Mais les « affaires », affaire du Panama, affaire Arton, Cornelius Herz, etc., sans parler des passions déjà soulevées par l'affaire Dreyfus, continuent à agiter le Parlement et l'opinion. Ribot, avec son autorité d'admirable orateur, suffit à peine à ces tâches ingrates : il tombe sur un incident de procédure relatif à l'affaire des chemins de fer du Sud.

Félix Faure le remplace par un cabinet radical, ayant à sa tête Léon Bourgeois (1^{er} novembre 1895). Bourgeois s'entoure de Doumer, Combes, Lockroy, Berthelot ; son programme est vaste et comporte, au premier rang, l'impôt général sur le revenu ; mais les « affaires en cours », c'est-à-dire l'éternelle lessive (Arton, Magnier, etc.) l'absorbe, lui aussi, tandis qu'une politique extérieure des plus aventureuses l'entraîne, les yeux fermés, dans un conflit avec l'Angleterre au sujet du Soudan et de l'Égypte. Berthelot, ministre des Affaires étrangères, a donné sa démission. Le Sénat inquiet refuse au cabinet Bourgeois la confiance et les crédits. Bourgeois a hâte de passer la main. Il insiste auprès d'Hanotaux pour que celui-ci fasse partie de la future combinaison ministérielle afin de dégager la politique française des voies dangereuses où il s'était lui-même laissé entraîner. Le président Faure appelle Jules Méline et un cabinet modéré remplace le cabinet Bourgeois.

Le cabinet Méline dura plus de deux ans (30 avril 1896-15 juin 1898) ; il représentait, au pouvoir, le parti progressiste, qui, par ses origines, remontait à Gambetta et à Jules Ferry. Méline était un survivant de ces ministères ; il groupa autour de lui Gabriel Hanotaux aux Affaires étrangères, Louis Barthou à l'Intérieur, le général Billot à la Guerre, André Lebon aux Colonies, Alfred Rambaud à l'Instruction publique, etc. Il eût voulu avoir la collaboration de Raymond Poincaré et de Paul Deschanel, mais il ne put l'obtenir. Double cause de faiblesse pour son cabinet. Le parti radical prit énergiquement position contre le nouveau ministère ; et, chose singulière, la droite, même modérée, avec les de Mun, les Denys Cochin, ne se montra pas plus favorable à un ministère qui, pourtant, manifestait, dès le début,



LOUIS BARTHOU
(Croquis par L. Couturier.)

des idées de tolérance et d'union entre Français. Il est vrai qu'il déclarait, en même temps, sa volonté de « mettre fin aux discussions irritantes, d'effacer les traces des récents conflits et de pratiquer une politique de paix, de travail et d'apaisement ». Or, les violences des dernières luttes n'étaient pas calmées : un relent de boulangisme troublait encore les âmes. On voulait se quereller ; et les dispositions pacificatrices du cabinet ne suffisaient pas à faire tomber ce bouillonnement.



FÉLIX FAURE

Jules Méline était le type même du bourgeois français, honnête, tolérant, sensé, un peu provincial, ami de la terre et des paysans ; mais homme de la frontière, patriote éclairé, orateur lucide, et disposant, avec son ferme courage et ses vertus exemplaires, d'une autorité respectée. Par lui, la République, maîtresse de ses destinées, se mettait aux grandes œuvres, retardées depuis trop longtemps. Mais les partis s'acharnèrent à entraver sa marche et la réalisation de son programme. Louis Barthou déclarait, en mars 1898, que le ministère en était à sa cent quinzième interpellation. Questions et discussions presque incessantes, émanant soit du socialiste Millerand, soit du radical Goblet, soit des membres de la droite, et s'attaquant tantôt à la politique intérieure (revision, péril clé-

rical, affaires d'Algérie), le plus souvent à la politique extérieure (massacres d'Arménie, affaires de Grèce, alliance franco-russe, etc.). Malgré tout, Jules Méline poursuivait, du pas court mais ferme d'un légionnaire romain, la tâche qu'il s'était assignée. Les entretiens du ministre des Affaires étrangères avec le cardinal Ferrata, nonce du pape à Paris (publiés dans les *Mémoires* de celui-ci), tendent à concilier, en entrant dans les vues de Léon XIII, les droits de l'autorité laïque avec le respect dû à la religion et à l'Église. L'alliance franco-russe est scellée publiquement par les deux voyages des souverains russes à Paris (octobre 1896) et du président Faure, accompagné par Gabriel Hanotaux, à Saint-

Pétersbourg (août 1897). Le voyage de l'empereur Nicolas II et de l'impératrice en France donna lieu à des fêtes inoubliables et le voyage du président Faure en Russie consacra, par les toasts du *Pothuau*, l'alliance qui, au retour du président, est acclamée par la France entière. La politique française, par son esprit conciliant,



LA MISSION MARCHAND. — TRANSPORT DU « FAIDHERBE »

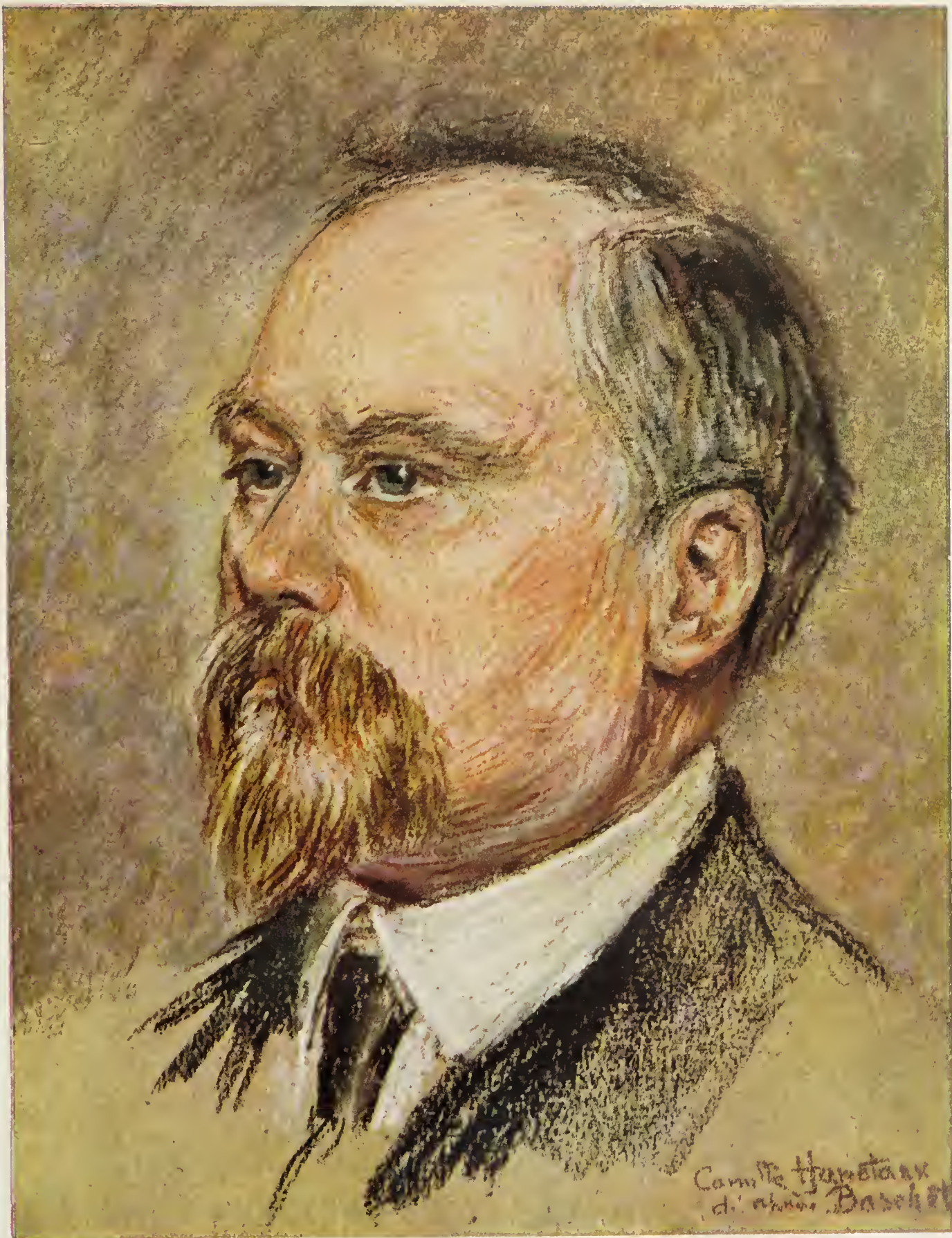
(D'après un document de la mission).

sa ferme recherche de l'équilibre, maintient le « concert européen » qui assure la paix, malgré les complications grecque, balkanique, arménienne, crétoise. L'expansion coloniale atteint son développement décisif par l'annexion de Madagascar, la conclusion des traités avec la Chine assurant à la colonie d'Indochine son rayonnement sur le golfe du Tonkin, la sécurité de sa frontière et un champ d'activité magnifique pour le commerce et les travaux publics sur les provinces chinoises limitrophes ; onze traités libèrent la Tunisie de toute intervention étrangère, notam-

ment italienne et anglaise ; d'autres conventions confirment et développent la colonie du golfe de Djibouti ; les îles Sous le Vent sont annexées, les Nouvelles-Hébrides mises en valeur ; enfin de longues négociations, couronnées par la convention du 14 juin 1898, entre la France et l'Angleterre, fondent l'empire français africain qui réunit l'hinterland de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc au Sénégal, au Niger, au lac Tchad, au Congo, faisant un seul domaine de cette immense étendue de territoires situés aux portes de la France méditerranéenne. Ces grands règlements coloniaux permettront, à bref délai, un rapprochement avec l'Angleterre, but poursuivi parmi tant de difficultés. La mission Marchand, envoyée sur le Nil par le précédent ministère, allait être l'objet de la dernière négociation, si le ministère Méline n'eût été renversé le jour même de la signature de la convention. L'entente trop retardée donna lieu, en 1899, à l'incident de Fachoda.

En politique intérieure, le cabinet Méline, absorbé par ces grandes affaires et par les débats parlementaires qu'elles provoquent, mène de front, cependant, la protection des intérêts agricoles et industriels avec le développement des œuvres sociales : on lui doit le renouvellement du privilège de la Banque de France, dont la guerre et les crises monétaires postérieures établiront l'autorité mondiale ; le droit des femmes à l'électorat commercial, prélude d'une réforme plus vaste ; la loi du 9 avril 1898 relative aux accidents du travail, première réalisation socialiste par les méthodes législatives et conciliatrices ; la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuel, dont M. Chéron a dit en 1913 : « S'il me fallait choisir entre toutes les lois sociales de ces quinze dernières années, je n'hésiterais pas à fixer mes préférences sur celle du 1^{er} avril 1898. C'est l'affirmation la plus noble de la solidarité entre les individus... »

Méline passait, à juste titre, pour le père de l'agriculture ; ses réformes, à ce point de vue, mériteraient une étude à part. Elles ont maintenu le paysan sur le sol nourricier et ont provoqué le « retour à la terre », en assurant au cultivateur la légitime rémunération de son labeur. Les traités de commerce, ayant pour base le tarif Méline, négociés par Hanotaux, ont assuré à la France ce magnifique développement économique et financier qui a fait d'elle le banquier du monde et lui a permis de s'assurer les alliances et les sympathies qu'elle retrouva à l'heure du péril ; la rente française dépassa le cours de 105 francs, maximum qu'elle ait atteint. Le cabinet proposa un impôt « sur les revenus » fondé sur les signes extérieurs, et protégeant le travail français contre l'inquisition fiscale qu'il subit non sans préjudice pour la prospérité de la nation. Enfin, c'est ce ministère qui sut, sans bruit et sans dangereuse indiscretion, par son crédit propre et une procédure



R. POINCARÉ

Pastel de Mme CAMILLE HANOTAUX, d'après le portrait de BASCHET.

confidentielle, trouver les sommes nécessaires à la fabrication du canon de 75 qui, en cas de guerre, assurait à la France un si indiscutable avantage.

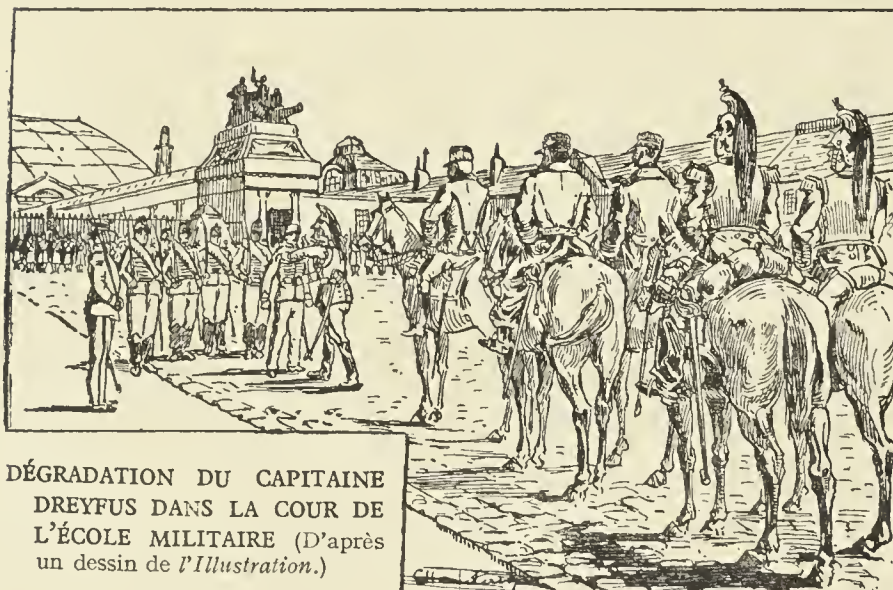
Les deux années de ce cabinet eussent été une sorte d'apogée pour la troisième République si la reprise de l'affaire Dreyfus, malheureusement engagée par un ministère précédent, n'eût été cause d'une agitation gagnant les couches profondes et blessant les nerfs de la nation. L'étude du dossier avait convaincu le nouveau chef du service des renseignements, le lieutenant-colonel Picquart, qu'un certain capitaine Esterhazy, de valeur morale plus que douteuse, pouvait être le scripteur du bordereau et, en tout cas, que, lors du jugement de Dreyfus, un dossier secret avait été communiqué au conseil de guerre par le bureau des renseignements. Le sénateur Scheurer-Kestner, soutenu par toute la presse radicale et socialiste, réclama la révision du procès. Deux opinions se trouvèrent en présence : les uns, se réclamant d'un haut sentiment de justice, plaidaient l'innocence et invoquaient l'application des justes lois. Émile Zola donnait à cette thèse l'appui de sa grande notoriété en écrivant sa fameuse lettre : « J'accuse ! » Les autres, troublés par le préjudice porté à l'armée et à la cause nationale, relevant dans la politique adverse comme un souffle d'internationalisme hostile à la France, invoquaient l'autorité de la chose jugée. Rien ne faisait soupçonner, alors, l'existence des faux commis par un officier du bureau de renseignements, le colonel Henry. Méline, dans un souci de bon ordre et de respect pour la chose jugée, s'écriait : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ! » Malheureusement, il y avait une affaire Dreyfus... Les événements qui se déroulèrent bientôt allaient le prouver.

Le cabinet Méline procéda aux élections en mai 1898. Elles lui assurèrent encore une majorité, mais sensiblement diminuée. Le ministre de l'Intérieur, Louis Barthou, donna sa démission. Le président Méline, surpris de trouver contre lui, au premier vote de la Chambre, une coalition de l'extrême gauche et de la droite, Déroulède en tête, se retira.

A VÈNEMENT DU PARTI RADICAL. ÉLECTION DE LOUBET

Le président Félix Faure appela Brisson et, en ce siècle finissant, confia le pouvoir au parti radical. La période de quinze années qui va suivre, de la chute de Méline jusqu'à la guerre de 1914, se divise en deux parties très nettement distinctes : pendant sept ans, le parti radical est au pouvoir, et pendant sept autres années ce sont des ministères de concentration. Brisson, président de la Chambre des députés, chef reconnu du parti radical, soutenu très activement par les partis de gauche, prend Cavaignac à la Guerre pour donner toute sécurité à l'armée, Delcassé aux Affaires

étrangères, Bourgeois à l'Instruction publique, Peytral aux Finances, Lockroy à la Marine (juin 1898). Les points principaux de son programme étaient : la défense de la société laïque, l'épuration du personnel et l'impôt général sur le revenu ; mais la nouvelle tournure prise par l'affaire Dreyfus le met bientôt dans une impasse. Cavaignac s'était déclaré hostile à la revision du procès lorsque la découverte du faux Henry et le suicide de cet officier l'obligèrent à donner sa démission et amenèrent celle du chef d'état-major, le général de Boisdeffre. La position des officiers engagés dans la poursuite contre Dreyfus devenait impossible. Les membres de l'an-



DÉGRADATION DU CAPITAINE DREYFUS DANS LA COUR DE L'ÉCOLE MILITAIRE (D'après un dessin de *l'Illustration*.)

cien cabinet Dupuy, qui avaient consenti aux poursuites sur la proposition du général Mercier, « libéraient leur conscience ». Dans le parti progressiste, des hommes considérables, Ribot, Aynard, Waldeck-Rousseau, se prononçaient pour la révision. Brisson déclara, d'abord, qu'il entendait, comme Méline, maintenir l'affaire

sur le terrain judiciaire. Mais les ministres de la Guerre qu'il s'attachait, Cavaignac, Zurlinden, Chanoine, quittaient successivement son cabinet. Le ministère s'effondra (octobre 1898).

Il fut remplacé par un ministère présidé par Charles Dupuy, celui-ci « ayant changé son fusil d'épaule » ; Freycinet sortait de sa retraite et reprenait le portefeuille de la Guerre. Ce ministère n'avait guère d'autre programme que de subsister et de régler, si possible, le terrible imbroglio de « l'affaire ». De nouveaux éléments entraient en jeu : la Ligue des patriotes, reconstituée par Déroulède, la Ligue de la patrie française, créée par Jules Lemaître. Le pourvoi en revision était soumis à la Cour de cassation. L'enquête de la Cour, troublée par mille incidents parlementaires et par les remous de l'opinion, mit au point quelques précisions concernant le bordereau, le dossier secret communiqué aux premiers juges, la culpabilité d'Esterhazy, le rôle de Henry, de du Paty de Clam, etc., sans élucider toutefois certains côtés mystérieux des complicités connues ou inconnues qui

avaient pu contribuer à la livraison des documents concernant le frein hydro-pneumatique auxquels l'attaché militaire allemand Schwarzkoppen attachait tant de prix. La Cour de cassation cassa le jugement de condamnation rendu contre Alfred Dreyfus par le premier conseil de guerre et renvoya le procès devant le conseil de guerre de Rennes (juin 1899). Le cabinet avait franchi cette dure étape. Il se consacrait à remettre l'ordre dans les esprits, absorbé par les affaires extérieures (guerre hispano-américaine, affaire de Fachoda, etc.), lorsque le président Félix Faure, atteint d'artério-sclérose, accablé, anxieux des graves complications intérieures et extérieures qui assombrissaient sa présidence, mourut subitement (16 février 1899).

Émile Loubet, président du Sénat, est élu, sans concurrent, président de la République (18 février 1899).

Émile Loubet, c'était, au pouvoir, la province — la province bourgeoise, honnête, un peu réservée, familière et pleine de bonhomie. Dans toutes les affaires où il s'était trouvé mêlé, le président du Sénat qui arrivait, hiérarchiquement, à la présidence de la République, s'était montré souple et conciliant, non inégal ni supérieur à ses tâches. La démocratie se mirait en lui : les partis de réaction concentrèrent sur son avènement l'hostilité, d'ailleurs impuissante, qu'ils avaient vouée à la République. Il y eut, dans les premiers jours de son arrivée au pouvoir, des scènes pénibles qui motivèrent la juste indignation des amis de l'ordre et de la liberté. Aux obsèques de Félix Faure, Paul Déroulède, par une vaine manifestation, tente de détourner de leur devoir les deux régiments de service et le général Roget qui les commandait. Le ministère Charles Dupuy maintient l'ordre non sans peine ; il dépérit d'insuffisance et d'anémie ; plus d'autorité, ni d'administration, ni d'union. Le forum n'est qu'une querelle sans but, une violence sans objet.



LOUBET

L E CABINET WALDECK-ROUSSEAU

Il fallait au pouvoir une main ferme : Waldeck-Rousseau, modéré mécontent, fut appelé à constituer un nouveau ministère. Il devait durer trois ans (juin 1899-juin 1902). Sa conception

politique paraît avoir été celle-ci : refaire l'union des républicains contre la droite et les survivants du boulangisme, liquider l'affaire Dreyfus, autant que possible par les voies judiciaires, donner à l'armée un chef qui lui apportât tout apaisement, — et on ne crut pouvoir trouver une personnalité plus indiscutable à ce point de vue que le général de Galliffet, — satisfaire le parti radical en lui confiant les principaux portefeuilles : de Lanessan à la Marine, Caillaux aux Finances, Delcassé aux Affaires étrangères, Jean Dupuy à l'Agriculture ; donner un gage au parti socialiste en appelant Millerand au ministère du Commerce et du Travail :



WALDECK-ROUSSEAU

en risquant ce dernier choix, Waldeck-Rousseau suivait le goût qui l'avait toujours porté vers les questions sociales.

Le but principal que l'on s'était proposé pour la constitution du cabinet parut, cette fois, atteint : le jugement de revision ayant renvoyé la cause devant le conseil de guerre de Rennes,

Dreyfus avait été rappelé en France. Le nouveau procès se déroule dans des conditions judiciaires à l'abri de tout soupçon : Dreyfus est condamné à la peine de dix ans de détention et à la dégradation militaire. Un décret du président de la République fait remise au condamné de sa peine, et de la dégradation ; Galliffet s'écrie : « L'incident est clos ! »

Des poursuites, intentées devant la Haute Cour contre la Ligue des patriotes et les hommes compromis dans la campagne de violences et de complots contre la République, allaient aboutir à des condamnations à l'exil : on avait, pour le moment du moins, séparé les combattants.

Cependant, Waldeck-Rousseau s'appliquait à tenir les autres engagements qu'il avait dû prendre. L'auteur du programme de Saint-Mandé, Millerand, s'était toujours montré hostile à toute idée révolutionnaire ; il se refusait à admettre qu'un miracle, fût-ce le miracle marxiste, pût transformer la société ; revenant à la méthode de Gambetta, il abordait, l'une après l'autre, les « questions sociales ». A ce point

de vue, son ministère fut un grand ministère : des mesures énergiques, édictées par simples décrets, organisaient les conditions de travail des apprentis, des enfants et des femmes dans les établissements de bienfaisance, dans les manufactures ; la loi du 30 mars 1900 réglait les conditions du travail des adultes dans les établissements mixtes. Par une série d'autres mesures administratives (Conseil supérieur du travail, inspection du travail), la collaboration des salariés était assurée à la réforme et à l'application des lois ouvrières ; la délicate question des risques et accidents du travail était réglée (29 décembre 1900). On fit entrer dans l'ordre légal ou administratif les difficultés concernant le règlement des conflits entre patrons et ouvriers, les risques de misère, de chômage, le placement ; on prépara une nouvelle législation relative aux retraites ouvrières et aux caisses d'épargne. On encouragea l'entrée des représentants ouvriers dans la Bourse du travail de Paris refondue. L'État dut montrer, dans ses propres administrations, l'exemple d'une collaboration équitable et cordiale avec ses ouvriers et employés. On put entrevoir un avenir où les travailleurs seraient en situation de participer au bénéfice de la propriété industrielle selon la nouvelle formule : capital, travail, intelligence. Partout l'État intervenait, faisait sentir sa main dans ces débats sociaux, abandonnés jusque-là à la loi des concurrences particulières. Ces mesures qui se développeront jusqu'à la création d'un ministère du Travail et entreront, dès lors, dans les préoccupations gouvernementales, ont certainement contribué, en répandant plus de bien-être dans les classes jadis misérables, à mettre la France à l'abri, soit d'un assaut révolutionnaire, soit des tentatives de dictature, périls apparus, depuis la guerre, dans d'autres pays. La République s'attachait à réaliser la pensée qui avait toujours été la sienne, grouper la bourgeoisie, les populations rurales et la démocratie urbaine dans la jouissance commune du bienfait social. A cette reprise du siècle, la Révolution s'achevait.

Il est vrai que, par une réaction assez fréquente dans les temps de réforme, les populations ouvrières, encouragées à des réclamations de plus en plus larges, excitées par des surenchères peu réfléchies, se livraient à de dangereuses manifes-



MILLERAND

tations ; les grèves se multipliaient ; on commençait à agiter le spectre de la « grève générale ». Georges Sorel lançait son fameux « mythe ». Mais cette ébullition tomba peu à peu, et le bienfait demeura.

La question de l'accession du parti socialiste aux affaires fut l'objet de vives polémiques dans les groupes du parti, divisés entre eux. En fin de compte, Millerand ne fut désavoué ni par les chefs, ni par les hommes autorisés des divers groupes : un socialiste momentané, qui devait le suivre dans son évolution, Aristide Briand, se distingua dans ces polémiques où Viviani, Jaurès lui-même défendirent la participation, non sans ménager le pontife du néo-socialisme, Jules Guesde, qui devait faire partie, lui-même, d'une combinaison d'« union sacrée » au temps de la grande guerre.

Waldeck-Rousseau, pour s'assurer le concours du parti radical, avait promis de prendre en mains la défense de la société laïque. Dans la crise récente, plusieurs congrégations, en première ligne les Assomptionnistes, s'étaient mêlées aux luttes civiles avec une violence bien contraire aux directions de la Papauté. Waldeck se saisit de cette circonstance pour rouvrir le dossier des congrégations. « Je parle en homme qui n'est animé d'aucun esprit sectaire », disait-il à Toulouse. Sans doute, il était de bonne foi. Mais quand, visant l'enseignement libre, il dénonçait le péril « des deux jeunesses », il le créait en le nommant ; il supputait « le milliard des congrégations » et le destinait démagogiquement à l'exécution des grandes réformes sociales. Paroles d'avocat plus dangereuses que convaincantes. Le fameux milliard se réduisait à trois ou quatre cents millions affectés, en général, à des œuvres de secours, d'enseignement, de missions au dehors, etc... En juillet 1901, le ministre promulguait la nouvelle « loi des associations » qui, dans sa pensée, tout en bridant certaines congrégations combattives ou envahissantes, donnait un statut légal aux ordres religieux, et dont il disait que, « dans dix ans, elle ne serait plus possible. » Les polémiques reprirent de plus belle. Mais une réserve prudente laissa dormir la loi. Un certain apaisement se fit dans les esprits. La loi d'amnistie totale du 27 décembre 1900 mettait fin — on le croyait du moins — aux suites judiciaires de « l'affaire », lorsque, soudain, Galliffet, par un coup de tête, donne sa démission ; il est remplacé par le général André. Le parti radical introduisait ainsi, soudainement, son personnel et ses procédés extrêmes de gouvernement jusque dans l'armée. La crise reprend et devient plus violente que jamais. Waldeck est débordé. Il s'étonne, s'alarme de l'orientation imprimée à sa politique. Poincaré, Méline, signalent le mal présent et le danger futur. Au même moment, le ministère subordonnait les troupes du contingent français, envoyé en Chine pour la

répression de l'insurrection des Boxers, au commandement du général allemand von Waldersee, et blessait ainsi les susceptibilités nationales.

En vain, l'Exposition de 1900 préparait, à Paris, un nouveau rendez-vous universel en versant, sur les deux rives de la Seine, réunies par le pont Alexandre III, les torrents de lumière des quartiers nouveaux ; en vain les foules internationales se précipitaient dans ses galeries où le progrès moderne faisait ruisseler des richesses inouïes, filles de l'art et de l'industrie transformée ; en vain 40 000 maires étaient réunis dans un banquet monstre et acclamaient la République ; en vain l'empereur et l'impératrice de Russie revenaient en France et étaient reçus par Loubet — non pas à Paris, il est vrai, mais à Compiègne ; — en vain, Loubet rendait cette visite à Saint-Pétersbourg et gagnait, par sa bonhomie familière, la confiance des souverains ; malgré tout, on sentait que quelque chose était atteint dans le ressort national. L'antinationalisme d'Hervé, les nouvelles tendances des universitaires et des instituteurs, une sorte de désorganisation morale survivaient aux commotions dont le pays avait tant souffert. La Chambre, avant de se séparer, votait le principe d'une nouvelle loi militaire comportant le service de deux ans, précisément à l'heure où l'Allemagne poussait à fond ses armements. La polémique relative aux congrégations et à la liberté de l'enseignement alarmait des âmes sincères qui s'étaient ralliées de bonne foi au gouvernement établi. Le pape Léon XIII ne cachait pas sa déception résignée. La législature touchait à sa fin et l'on ne savait si le courant ultra-radical avec sa dangereuse formule « pas d'ennemis à gauche » n'allait pas précipiter le pays vers d'autres aventures. Waldeck-Rousseau, ne se sentant plus maître de la situation, ne cachait pas son intention de « passer la main ». Les élections d'avril-mai 1902 donnaient une majorité d'une centaine de voix à son ministère. Allégé et dégagé, il se retira.

COMBES ET LA POLITIQUE RADICALE. Le modéré Waldeck-Rousseau désigna lui-même au président de la République, comme son successeur, un homme qu'il connaissait bien, Émile Combes. Combes était le chef du parti radical avancé. Par lui ce parti arrivait aux affaires en maître et non plus dans l'une quelconque de ses variétés hybridées de modérantisme, comme du temps des Brisson et des Bourgeois.

Le parti radical groupe incontestablement autour de lui une fraction importante du pays électoral : fidèle à l'idée de patrie et au principe de la propriété héréditaire, il se distingue du parti républicain progressiste par des attaches populaires plus profondes, par un sentiment très vif de l'égalité dans les relations sociales, par

une préoccupation parfois démagogique de la répartition fiscale, et par son hostilité intransigeante contre « l'empiétement cléricale ». Il est composé surtout de « bourgeois moyens » qui tiennent haut la tête de peur qu'on ne tente de la rabaisser. Égalitaire, il n'est pas révolutionnaire, encore moins communiste et anarchiste. Mais, par sa susceptibilité soupçonneuse à l'égard des « puissants », des « riches » et des « curés », et par son ambition de tenir les rênes pour que les autres ne les tiennent pas, il s'allie aux partis révolutionnaires quand il s'agit de contenir ses rivaux les « modérés », de même qu'il se retourne vers les « modérés » quand la République est en péril. Ce jeu fait sa force et explique son autorité dans le Parlement et dans les ministères. Un homme comme Barrès, apôtre du nationalisme ancestral, n'arrive à rien en politique dans un pays résolument patriote, précisément parce que sa thèse va de soi et n'attire que des adhésions molles, tandis que des radicaux de mérite bien inférieur se perpétuent au pouvoir parce que le groupe se soumet à une forte discipline en raison même de sa partialité.

Au moment où il s'installait aux affaires, le parti radical paraissait avoir, pour lui, les plus grandes chances : des présidents modérés, Félix Faure, Loubet lui ouvraient largement les portes ; des progressistes de haut mérite, Waldeck-Rousseau, Ribot, Freycinet s'arrangeaient avec lui ; dans le désarroi général, ce groupe, bien uni, représentait plus qu'une force, une espérance. Il est assez difficile d'expliquer comment, avec une situation aussi favorable, son action n'a été ni plus profonde, ni plus durable. Sans doute les chefs lui ont manqué. Son élite, se recrutant parmi les bourgeois non héréditaires, souvent parmi les boursiers des grandes écoles et formant ce qu'on a appelé la « République des Professeurs », il n'a trouvé, chez eux, qu'une médiocre connaissance de la vie pratique, des doctrines plutôt hâtives et scolaires, des programmes vides ou risqués, une éloquence plus littéraire que réelle, avec un éloignement caractérisé pour les questions sociales. En effet, le radical — même radical-socialiste — est antagoniste au socialisme parce que le candidat socialiste lui est, auprès des masses, un redoutable concurrent. Il n'est pas niable que ce sont, surtout, les gouvernements modérés, Ferry, Méline, Waldeck-Rousseau qui ont, jusqu'ici, accompli les notables réformes économiques et sociales ; on peut observer encore que les socialistes réalisateurs, Briand, Millerand, ont, la plupart, enjambé le parti radical pour chercher leur appui, en vue des réformes, chez les modérés. Allant au fond des choses, on voit bien que toute l'organisation nouvelle du travail a besoin, pour se mettre sur pied, de la ressource du crédit, et de la collaboration du capital et du patronat : les grands réforma-

teurs seront toujours des hommes voyant les choses de haut et jouissant d'une large autorité, en un mot, non des hommes de parti, mais des hommes d'État.

Ces raisons ne suffiraient pas à expliquer les faillites réitérées du radicalisme français : il en est une plus décisive, c'est la violence avec laquelle il s'est jeté dans la querelle anticléricale. Discernant mal, par delà l'ingérence abusive de certains catholiques, tout ce qu'il y a de respectable dans le sentiment religieux, il blesse des croyances et des susceptibilités honorables, repousse des collaborations de l'ordre le plus élevé et ameuté contre lui de nobles indépendances silencieuses que nulle querelle ne fera reculer d'un pas. Les blessures s'aggravent par des polémiques sans mesure, et le parti s'affaiblissant, se divisant lui-même tombe, ayant mal employé une force et des doctrines qui ont, pourtant, leur place dans un gouvernement populaire.

Le ministère Combes devait durer deux ans et demi : le président du Conseil, élevé dans les établissements ecclésiastiques, n'était pas, à proprement parler, un libre penseur ; il se déclarait, lui-même, spiritualiste et il ajoutait, qu'à son avis, « les idées religieuses que les églises répandent, et qu'elles sont seules à répandre, sont des idées nécessaires. » (26 janvier 1903.) Il n'en fit pas moins, de la lutte contre « le cléricalisme » l'objet principal de son activité ministérielle. « Je n'ai pris le pouvoir que pour cela », répliquait-il vivement à Ribot qui lui reprochait de ramener toutes les questions, même les plus graves pour l'avenir du pays, à la lutte contre le cléricalisme.

Dès son arrivée au ministère, il appliqua, dans toute sa rigueur, la loi du 1^{er} juillet 1901 sur l'association et les congrégations, et ordonna la fermeture de cent vingt établissements d'instruction libre ; la circulaire du 10 juillet 1902 supprima, sans autre forme de procès, les établissements qui n'avaient pas demandé l'autorisation, les délais étant expirés ; et ce sont 2 500 écoles qui pouvaient se croire dans une situation régulière, et qui se trouvaient contraintes de fermer. Les prescriptions de la circulaire sont appliquées de telle sorte que Waldeck-Rousseau lui-même proteste. Les séances de la Chambre, où Ribot tient tête avec une admirable éloquence au ministère et à la majorité sont absorbées par ces débats irritants. La force gouvernementale s'épuise à achever un ennemi à terre, mais qu'on ne peut réduire parce qu'il ne se défend pas. On n'empêchera jamais des hommes et des femmes de croyance et de cœur de se grouper pour faire le bien. A la grande surprise des violents, les congrégations traquées survivent et regagnent le jour par des racines indestructibles. Il n'y a pas de loi contre le sacrifice et le dévouement.

Ces mesures multipliées sur tous les points des relations entre l'État et l'Église, devaient avoir leur aboutissement dans la politique générale. En dépit de l'heureuse initiative du pape Léon XIII, ralliant les catholiques à la République, le but que se proposait le cabinet Combes allait bientôt être atteint ; la République romprait avec le Vatican. La première occasion qui se présenta fut saisie avec empressement : le roi et la reine d'Italie étaient venus rendre visite au président de la République en octobre 1903, Loubet, accompagné de Delcassé, ministre des Affaires étrangères, rendit la visite en avril 1904. Depuis 1870, les chefs d'État catholiques avaient évité de se rendre à Rome dans la crainte de froisser les susceptibilités de la papauté. Une combinaison comme celle qui a prévalu par la suite et qui consista à prendre, pour point de départ de la visite, l'ambassade auprès du Vatican, eût pu sans doute arranger la difficulté, mais on passa outre et on ignora le Saint-Siège. Le pape Pie X, qui venait de succéder à Léon XIII, protesta contre ce manque d'égards dans une lettre adressée aux divers gouvernements. Le gouvernement français, froissé à son tour, rappela son ambassadeur à Rome, Nisard : et ce fut bientôt les relations rompues entre la France et le Vatican. Le 10 novembre 1904, Combes déposait le projet de loi comportant séparation de l'Église et de l'État.

Le grand pape Léon XIII était mort le 20 juillet 1903, sans assister à une issue dont il eût tant souffert. Ayant reçu Méline quelque temps avant sa mort, il lui avait confié sa déception et sa douleur : « Je me suis rattaché sincèrement à la République, disait-il, j'aime trop la France pour douter d'elle et j'ai trop confiance en son bon sens pour ne pas être convaincu qu'elle reviendra d'elle-même, avant peu, à la tolérance et à la pacification religieuse. » Cette pacification devait venir, en effet ; le projet de séparation, déposé par de nouvelles mains, atténua l'esprit d'hostilité et de querelle contre lequel le bon sens français, selon la prévision du pape Léon XIII, finit par se roidir.

Il était dans la logique de la situation que les autres difficultés, écartées par le savoir-faire de Waldeck, revinssent sur l'eau. L'affaire Dreyfus d'abord. Ce qu'on veut obtenir maintenant, c'est la revision totale, et par la Cour de cassation. L'affaire, en raison de nouveaux incidents et documents, est évoquée devant le tribunal suprême qui, sur le réquisitoire du procureur général Baudouin, finira par casser le jugement de Rennes, sans renvoi (12 juillet 1906).

Une grève générale de mineurs et un grand nombre de grèves particulières mettent à l'épreuve la force de résistance de Combes, ministre de l'Intérieur et, à la fin, le forcent à intervenir pour maintenir l'ordre ; la « lutte des classes » s'ins-

talle dans les habitudes sociales. Entre le patronat et les grévistes, le gouvernement n'a plus la haute position arbitrale qui avait, tant de fois, facilité le règlement des conflits. Le nombre des fonctionnaires s'est accru : il s'élève à 630 000 et la situation budgétaire s'en ressent. Charles Benoist s'écrie : « Votre majorité, vous la devez à vos fonctionnaires ! » L'impôt sur le revenu s'imposera bientôt comme une ressource fiscale indispensable aux finances de la République.

De même que l'ordre public et l'équilibre financier, la cause nationale est en recul ; la théorie du « drapeau dans le fumier » a fait du chemin ; c'est l'époque où l'apologie de la non-résistance, du désarmement, pénètre l'illusionisme intellectuel et populaire. Jaurès dit : « Je crois, et je dis que, pas plus que la Triple-Alliance, dans son ensemble, l'Allemagne n'a formé contre nous, depuis trente et un ans, un plan d'attaque... » Or, c'est l'heure où la défaite de la Russie en Extrême-Orient va fournir à l'ambition du baron d'Aehrenthal, ministre austro-hongrois, l'occasion d'engager la politique agressive qui conduira l'Europe à la guerre. Et, à ce moment, entraîné par les mêmes illusions et par la singulière assurance de Jaurès et des partis extrêmes, la France se désarme de ses propres mains.

On apprendra, quand la crise de Tanger se produira, que, même dans les garnisons de l'Est, les compagnies sont réduites à l'état squelettique, que les frontières sont dégarnies, les places fortes démunies, les magasins d'approvisionnements et de munitions réduits « au minimum ». Le courant était tel que le projet de loi qui deviendra la loi du 4 juillet 1904, réduisant le service militaire à deux ans, était voté par le Sénat sur l'intervention de Freycinet. A la marine, Camille Pelletan jette le trouble dans le personnel, altère le programme des constructions navales et, soit à propos de grèves, soit dans les relations avec les services, se livre à des fantaisies inquiétantes. Et voici, maintenant, que l'armée est frappée d'un mal qui altérerait ses principes essentiels, le dévouement et la discipline, si on le laissait s'étendre, la délation. Le général André et ses entourages ont entrepris de chasser « les influences réactionnaires » de l'armée. Mais, pénétrer dans le for intérieur de chaque individu, c'est une violence morale qui n'a jamais réussi en France : on ne révoque pas l'Édit de Nantes des consciences. Pour être renseignés sur les opinions des officiers, les conseillers du ministre ont transporté les mœurs électorales dans la hiérarchie militaire ; ils organisent le système des « délégués » et les notations individuelles sans contrôle par voie de « fiches ». Des loges s'emploient à cette besogne et un nommé Vadécord, devenu « chef d'état-major occulte », est consulté sur l'avancement des généraux. Ces pratiques sont découvertes ; Deschanel, Ribot, Millerand, Doumer, Clemenceau, dénoncent ce nouveau « régime des suspects »,

soulèvent l'opinion contre cette « politique abjecte ». Le général André, qui s'est débattu péniblement, finit par donner sa démission en 16 novembre 1904 et est remplacé par Berteaux. Mais la lutte est engagée à fond contre le ministère. Ribot donne le dernier coup. Combes est renversé le 18 janvier 1905.

Au moment où il succombe, deux faits considérables de politique extérieure se sont produits qui auront les plus hautes conséquences même sur la politique intérieure de la troisième République. Le roi Édouard VII est monté sur le trône et s'est montré favorable au rapprochement franco-anglais que le règlement des grandes rivalités coloniales rend, maintenant, possible. D'autre part, la Russie va sortir vaincue de la guerre engagée contre le Japon. Les accords relatifs au Maroc conclus avec l'Angleterre, avec l'Espagne, avec l'Italie ont provoqué une protestation de l'Allemagne. L'Angleterre soutient la France ; le conflit s'aggrave au moment où le cabinet Combes, démissionnaire, est remplacé par un cabinet Rouvier.

C'est un cabinet de concentration, mais de concentration à gauche, qui recueille, avec Rouvier lui-même, quelques gambettistes attardés, et les amalgame avec quelques jeunes hommes politiques d'avenir. Le président du Conseil, vieux routier du pouvoir et des finances, a le ferme propos d'ouvrir une période de détente et d'apaisement. Tout en procédant à la réalisation des réformes en cours, service militaire de deux ans, impôt sur le revenu, séparation de l'Église et de l'État, il défendra et appliquera ces lois dans un esprit différent. « Il gouvernera, d'après les termes mêmes de la déclaration ministérielle, dans une atmosphère de clarté (cela pour les Vadécard) et de loyale entente républicaine. » La loi de séparation est votée, puis promulguée le 9 décembre 1905, après une longue discussion où le rapporteur, Aristide Briand, affirmant sa maîtrise oratoire et sa nature conciliante, évolue vers l'apaisement avec un tact et une autorité qui le qualifient, dès lors, pour les grands emplois. « Comme nous voulons vraiment, dit-il, la liberté des cultes et la liberté de conscience, nous donnons à ces personnes morales nouvelles, aux associations cultuelles, les ressources des établissements dont ils prennent la suite. »

Mais ce grand fait religieux et moral, de si haute conséquence et qui, malgré la protestation de Rome, est à l'origine d'une heureuse détente dans les relations entre les deux pouvoirs, passa en quelque sorte inaperçu, dans le bruit de la tourmente de politique extérieure que produisit la visite de Guillaume II à Tanger et qui, après de pénibles polémiques internationales, eut pour suite la démission de Delcassé, ministre des Affaires étrangères (5 juin 1905). La France, sortant des mains du général André, exposée aux émeutes intérieures, ne se sentit pas la

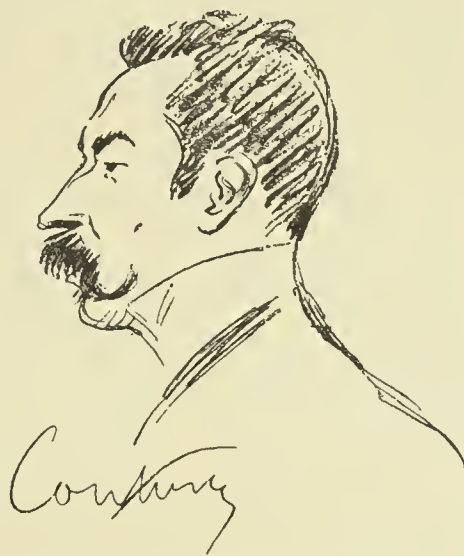
force nécessaire, malgré l'appui de l'Angleterre, pour courir les risques d'une rupture. Une crise si sensible à l'amour-propre national pesa lourdement sur l'autorité des hommes politiques qui s'y étaient trouvés mêlés. Le cabinet Rouvier se traîna péniblement jusqu'à la rentrée des Chambres et jusqu'à l'élection du successeur de Loubet, Fallières, président du Sénat, le 18 février 1906.

DE FALLIÈRES A POINCARÉ Les événements qui se produisirent à partir de l'élection de Fallières sont tellement récents qu'ils n'appartiennent pas encore à l'Histoire ; les hommes qui y participèrent sont pour la plupart vivants et restent mêlés à la vie publique : on peut les louer ou les blâmer, non les juger.

Les élections de 1906, faites par le cabinet Sarrien, Clemenceau étant à l'Intérieur, furent un succès éclatant pour les radicaux ; mais, soudain, le coup de tonnerre de Tanger retentit comme un avertissement : il y avait donc une autre politique que la politique intérieure.

Le nouveau président, Fallières, était un homme de sens, de finesse et de sang-froid. Il avait assisté à l'affaire de Tanger ; il lisait les rapports des ambassadeurs ; il était renseigné et il renseignait ceux qui l'approchaient. Nul doute que, dans sa sagesse expérimentée, il n'inclinât vers une politique de prudence et d'union. Mais, par quel moyen agir sur une Chambre dont la majorité entendait profiter de sa victoire pour pousser à bout la réalisation du programme radical ? La situation, déjà si difficile, se compliquait de la survivance des partis boulangiste, nationaliste, royaliste, créant, sous la bannière de Charles Maurras, un groupe hostile à la République et ayant pour système quelque coup de main à la Déroulède, *l'Action française*.

Il y eut, sans doute, en octobre 1906, une pensée de relèvement patriotique dans le choix de Clemenceau comme président du Conseil. Appelé en sa qualité de chef du parti radical-socialiste, il installe le général Picquart à la Guerre, et Caillaux aux Finances ; il crée le ministère du Travail avec Viviani ; mais Barthou reste aux Travaux publics et Briand est à l'Instruction publique, ce qui indique une tendance à l'apaisement. En effet, le socialiste Briand a évolué, en s'attachant,



BRIAND

(Croquis de séance de Couturier).

comme rapporteur de la loi de séparation, à la pacification des querelles religieuses. Ni lui, ni Clemenceau ne manifestent nulle intention de faire, au pouvoir, le jeu du sectarisme radical. Quelques mois à peine écoulés, Clemenceau s'était mis à dos une bonne partie de sa majorité. Se proclamant le « premier des flics », il tenait la main à l'ordre public. Il bridait la grève des postiers, celle des vigneron du Midi et liquidait habilement toute l'affaire. Il refusera, bientôt, de s'engager dans la querelle où s'attardent les militants de la loge et de la sacristie, à propos de la procédure des inventaires, dédaignant comme il le disait, « de faire une révolution pour deux chandeliers. » Son esprit mordant s'attachait aux solutions de bon sens : il s'élevait avec une raideur inattendue contre le parti socialiste qui, récemment unifié, réclamait « l'action directe » ; il mettait Jaurès au pied du mur en le sommant de venir formuler à la tribune, en termes précis, son programme d'action et de descendre de l'empyrée des formules oratoires ; et Jaurès, embarrassé, se taisait. Tout, chez Clemenceau, actes et paroles, signalait une reprise de l'autorité. Son attitude dans l'affaire de Casablanca, en 1908, affirmait la volonté de la France de défendre jusqu'au bout ses intérêts et son honneur. Il eût été le vrai ministre de l'avant-guerre si sa vigueur, qui s'était manifestée, surtout, jusqu'alors, par la démolition d'un nombre infini de ministères, ne s'était pas exercée finalement à démolir le sien. Étant resté plus de deux ans et demi au pouvoir, jusqu'en juillet 1909, il avait secoué bien des inerties, chassé bien des miasmes.

La majorité avait le sentiment des tares d'un régime parlementaire faussé par les erreurs du début et par le goût national pour la critique, pour la querelle bavarde, par l'*invidia democratica* : cherchant le remède, elle se perdit dans le plus étrange casse-tête au sujet de la réforme électorale et de la représentation proportionnelle, pareils aux Byzantins disputant des formules théologiques à la veille du siège. Briand avait remplacé Clemenceau : il avait toujours à la bouche le mot « apaisement ». Son opportunité oratoire stigmatisait les « mares stagnantes ». Il achevait la destruction du bloc radical, déjà entamé par Clemenceau. L'application de la loi de séparation dans l'esprit de finesse et de tolérance, épave de « l'esprit nouveau », sauvait à la fois le culte et l'exercice du culte, protégeant en somme, contre l'intolérance, la religion.

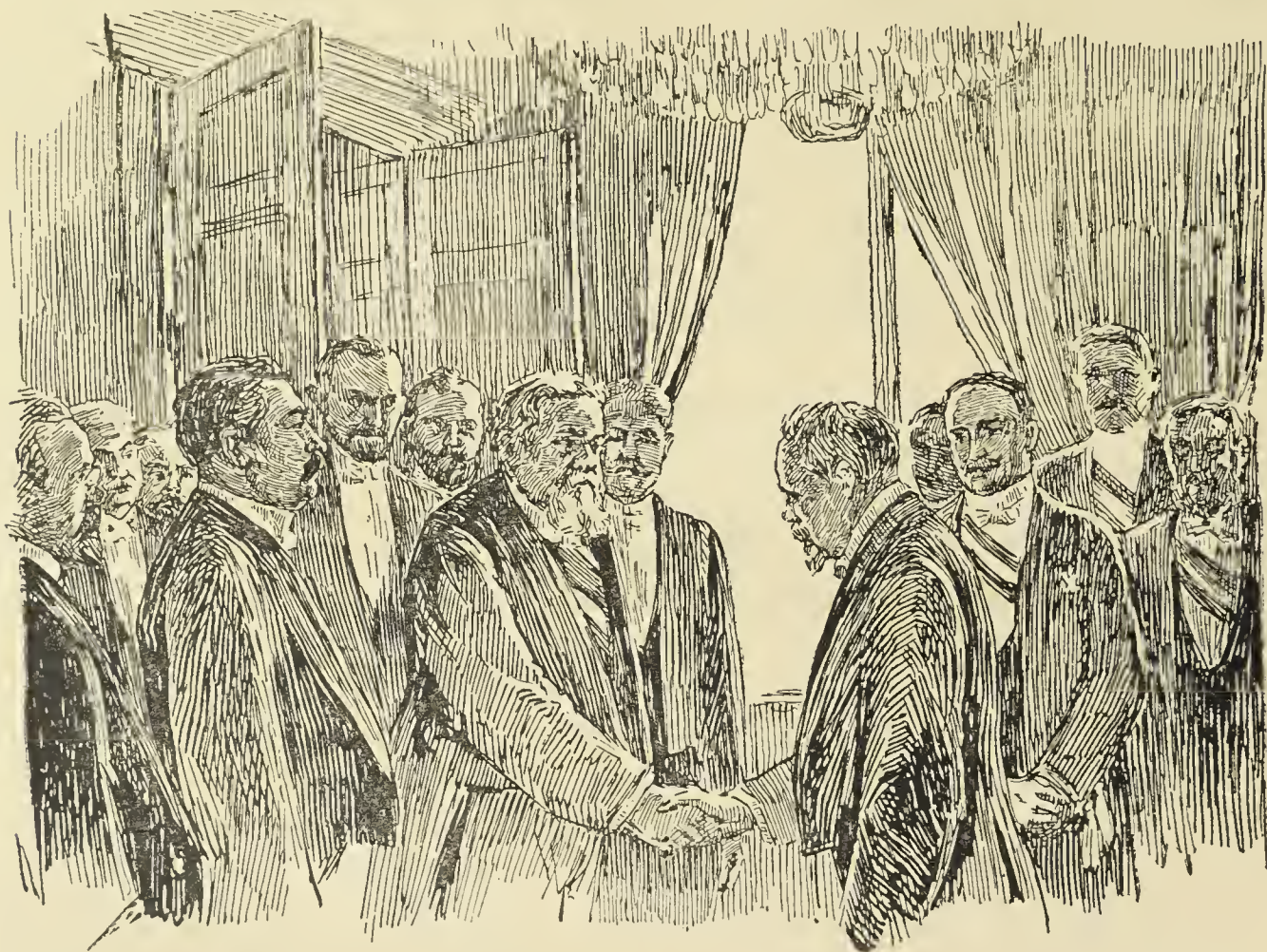
Les élections de 1910 parurent se conformer à ces dispositions de modération relative. Quelque chose de l'inquiétude nationale descendait des esprits avertis jusque dans les masses. Briand eut conscience de ses avantages. A force de souplesse et d'intelligence, cet homme, qui avait été l'un des chefs du parti socialiste, finit

par se laisser porter par l'esprit de détente et de paix sociale. Il brise une grève de cheminots qui compromet la sécurité nationale, « prêt, a-t-il dit, à recourir à l'illégalité si les lois ne suffisent pas ». La gauche ne peut plus le suivre : elle le renverse (février 1911). Monis, qui le remplace, n'est qu'un Combes adouci : il passe. Caillaux lui succède. Car le parti a trop de chefs pour en garder un. Passant par-dessus son propre ministre des Affaires étrangères, de Selves, le président du Conseil s'engage dans une malheureuse négociation avec l'Allemagne, sur la mise en demeure injurieuse de Guillaume II qui a envoyé le *Panther* à Agadir. Le sursaut national qui se produit indique ce que ferait la France si l'Allemagne la provoquait dans un duel à mort. Fallières constitue, en janvier 1912, un ministère de concentration, un « grand ministère » avec Bourgeois, Briand, Millerand, Delcassé, et dont Poincaré est le chef. C'est l'avènement définitif de Poincaré.

Poincaré, Lorrain, avocat, bourgeois de haute tenue, d'immense savoir et de grand désintéressement, est précisément l'homme représentatif de la génération qu'avait tirée du sol français la troisième République ; par une heureuse circonstance, il saisissait le pouvoir à l'heure même où cette génération devait donner sa mesure. Patriotes avant tout, ces fils de 1870 gardaient, inscrits au fond du cœur, ces deux mots : Alsace-Lorraine. Poincaré avait conscience, plus que personne, du double devoir de la frontière : sa fermeté saurait résister, sa prudence savait attendre. Il avait acquis, par la rapidité de sa carrière et par la pratique des affaires, des connaissances et une expérience politiques achevées ; par là, comme par son éloquence abondante et lucide, il rappelle Thiers, de même que, par sa ténacité robuste, il rappelle Jules Ferry, mais avec plus de souplesse. Homme de juste milieu, soucieux de ne pas se séparer des gauches, il menait la bourgeoisie comme un fils un peu bourru mènerait sa mère. Son sentiment se manifeste rarement au dehors ; sa formation scientifique et juridique le contient. S'il avait une croyance, c'était le positivisme. N'a-t-il pas dit à Charles Benoist : « Toute la question religieuse nous sépare. » Là se trouvait sa borne et sa limite volontaires : trop maître de soi pour glisser sur la pente de la secte, il a toujours eu un sourire plein de prévenance pour les radicaux et savait leur réserver les avantages du pouvoir : ainsi il les conquiert sans les convaincre, et les acquiert sans les tenir. Poincaré, dont le choix fait tant d'honneur au président Fallières, était l'homme, le seul homme capable de sauver le parlementarisme dans la crise qu'il allait traverser et de tenir le gouvernail dans la terrible tempête qui allait assiéger la République et la France.

Poincaré a dit lui-même à quel point, durant son ministère d'un an, les

affaires intérieures se subordonnèrent aux complications extérieures se développant à la suite de la querelle marocaine, puis de la guerre italo-turque, puis des guerres balkaniques, l'ensemble s'enchaînant sur un premier geste qui avait mis en marche le Destin. Les grèves inquiétantes se multiplient. Avant tout, il faut



BARTHOU,

BRIAND,

PRÉSIDENT FALLIÈRES,

PRÉSIDENT POINCARÉ,

DESCHANEL.

LE PRÉSIDENT FALLIÈRES REMET LES POUVOIRS A M. POINCARÉ

(D'après un dessin de Simon paru à l'époque dans *l'Illustration*).

refaire, s'il en est temps encore, l'union nationale disjointe. Paul Deschanel est élu président de la Chambre et, Fallières étant arrivé à la fin de son mandat, Poincaré est élu président de la République (18 février 1913).

Briand, le 21 janvier, a constitué, selon sa formule ordinaire, « un cabinet d'apaisement et de détente » avec Jonnart, Barthou, Étienne. Les grandes affaires européennes et les armements de l'Allemagne donnent à réfléchir aux plus optimistes. Un projet de loi rétablissant le service de trois ans est déposé. Briand



L'ARC DE TRIOMPHE

Pastel original de SIMON BUSSY.

se prépare à le soutenir ; il est bousculé par un vote du Sénat hostile à la représentation proportionnelle et tombe. Toujours Byzance !

Poincaré appelle au pouvoir, en mars 1913, un homme qui, de tous temps, a navigué dans son sillage politique, Louis Barthou. Barthou prend en mains la réforme militaire. A force de vigueur, de ténacité et de présence d'esprit, il enlève le vote du service de trois ans et, ayant rendu ce grand service, il tombe à son tour. Un ministère Doumergue le remplace, avec Caillaux aux Finances. Le nouvel objectif de la majorité, c'est l'impôt progressif sur le revenu avec déclaration et contrôle que consacrera la loi du 15 juillet 1914. Un étrange scandale, révélateur du trouble qui se prolonge dans le pays, l'assassinat de Calmette, directeur du *Figaro*, par Mme Caillaux, jette une tache de sang sur une querelle inextricable. Les élections de mai 1914 sont favorables aux partis avancés. Ribot ne peut constituer un cabinet de concentration. Le socialiste Viviani, grand orateur, âme ardente, esprit sincère, mais capricieux, est appelé, le 13 juin, à former le 56^e ministère. Il prend le portefeuille des Affaires étrangères, Messimy étant à la Guerre et Malvy à l'Intérieur. Ce ministère, où l'élément socialiste domine, est aux affaires quand l'archiduc Ferdinand est tué à Sarajevo. Poincaré et Viviani rendaient visite au tsar à Saint-Petersbourg. Au retour, le président trouve la guerre ; il fait appel à « l'Union Sacrée ».

L A GUERRE : DE VIVIANI L'histoire de la guerre de 1914-1918 et l'histoire de
A CLEMENCEAU la paix qui y a mis fin ont été écrites dans les autres volumes de l'*Histoire de la Nation Française*. On y a vu l'effort accompli par l'armée et par la nation et les résultats du conflit terrible qui, au prix d'immenses sacrifices, a refoulé les ambitions de l'Empire allemand à l'hégémonie, a rendu l'Alsace-Lorraine à la France, a libéré les nationalités asservies et a transformé la face de l'Europe. La France, durant ces longues années de la guerre, n'a eu qu'un sentiment, une volonté, faire tête à la puissance écrasante de ses adversaires pour assurer, à la fois, son indépendance et l'indépendance universelle. Soutenue par le sentiment de son droit, par la justice de sa cause, par le secours de ses alliés, par l'estime du monde entier, elle a tenu, elle a vaincu.

La Constitution de 1875, elle aussi, a tenu et, en dépit des pronostics de ses détracteurs, en dépit des critiques passionnées des adversaires de la République, contrairement, surtout, à l'espoir des ennemis qui comptaient sur sa faiblesse apparente et sur les discordes intestines dont la France d'avant guerre avait donné trop souvent le spectacle, elle a suffi à sa tâche héroïque, tandis que, devant elle, les empires absolus s'écroulaient

Nul doute que la fragilité constitutionnelle du régime français n'entrât dans le calcul adverse. On escomptait les émeutes socialistes ou anarchistes, le déchaînement révolutionnaire, l'ingérence parlementaire, l'intempérance de la presse, tout ce qui pouvait porter atteinte à la discipline nationale et militaire. En France même, on croyait avoir à protéger la cause nationale par des mesures exceptionnelles, en cas de guerre. Des carnets (carnet B) avaient été établis, à titre de précaution, pour mettre les fauteurs de désordre dans l'impossibilité de nuire. Or, l'élan du pays, son dévouement, son sang-froid furent tels, dès le début, que l'on renonça, sans hésiter, à ces mesures préventives. Les pouvoirs publics et l'opinion prirent fermement le parti de n'entraver en rien la liberté d'action du haut commandement. Longtemps, une docilité silencieuse accepta toutes les contraintes. La France se mit, spontanément, dans la position d'état de siège. Le président Poincaré qui, pendant toute la guerre, se renferma, avec une rigueur singulière, dans les limites de son irresponsabilité constitutionnelle, s'appliqua surtout à surveiller l'exécution de la consigne qu'il avait donnée : « Union sacrée ».

Le cabinet Viviani était aux affaires lors de la déclaration de guerre ; il fut remanié, avec Briand, Ribot, Delcassé, Malvy, Millerand, celui-ci au ministère de la Guerre (26 août). Jules Guesde et Sembat représentèrent, dans son sein, le socialisme doctrinaire. Gallieni était nommé gouverneur général de Paris. Résolu, prêt à tout, le pays supporta les premières épreuves : la bataille des frontières, le recul des armées sur Paris, l'invasion, le départ du gouvernement pour Bordeaux. Bientôt la victoire de la Marne donna raison à ceux qui n'avaient pas désespéré de la patrie. Les armées s'étant enlizes dans les tranchées, la France entière « s'installa dans la guerre ». La mobilisation militaire, accomplie avec une admirable précision, ayant massé toutes les forces viriles du pays sur le front, la mobilisation civile s'accomplit, à l'arrière, avec une ferveur sans précédent dans l'histoire.

C'est à peine si la campagne alarmiste : « des canons, des munitions ! », menée par le sénateur Charles Humbert, effleura le parti pris général de laisser faire les chefs. Les commissions de l'armée, à la Chambre, au Sénat, apportèrent un concours efficace au gouvernement sur les données suivantes dégagées par Viviani : « Le droit de contrôle partout, à l'exception des opérations militaires. » L'impulsion vigoureuse apportée par Millerand et Albert Thomas à la reconstitution de l'industrie des armes et des moyens de transport para aux déficits matériels que la prolongation imprévue de la guerre avait soudainement accrus d'une façon effrayante. Les ouvriers et les techniciens furent rappelés du front ; on ne recula devant aucun sacrifice : il fallait armer non seulement la France, mais ses alliés ; on suffit à

tout. Dans la campagne, les femmes, les vieillards, les enfants se substituèrent aux hommes requis ailleurs. Le pays n'admettait nulle fin de la guerre que victorieuse.

Cependant, la guerre des tranchées se prolongeant d'une manière indéfinie, les premières tentatives de percée et de rupture du front ennemi ayant échoué avec de grandes pertes, une sorte de lassitude apparut, peu à peu, et se glissa dans les régions parlementaires. Delcassé ayant dû donner sa démission pour des raisons d'ordre diplomatique, Briand prit le pouvoir et constitua un cabinet d'union nationale avec Gallieni à la Guerre, l'amiral Lacaze à la Marine et d'anciens présidents du Conseil ou chefs de partis, Freycinet, Bourgeois, Combes, Méline, Denys Cochin, Jules Guesde, Marcel Sembat comme collaborateurs ou comme ministres d'État (30 octobre 1915).

C'est l'heure où le manque d'entente entre les gouvernements alliés commence à jeter le trouble dans l'ensemble des opérations. Briand lance sa formule : « l'unité d'action sur l'unité de front » ; mais, ce n'est encore qu'une formule. L'année 1916 est l'année de Verdun, celle de l'effort suprême et de la tension surhumaine. La difficulté croissante de la lutte propage le doute. Des campagnes sourdes sont menées au Parlement et dans le pays contre le haut commandement. La belle conception stratégique de Joffre, accomplie sur la Somme avec la manœuvre qui dégage Verdun et qui refoule les Allemands sur la ligne Hindenburg, n'est pas comprise. Briand défend Joffre, mais finit par céder à une poussée parlementaire : le général en chef est retiré du commandement. Nivelle lui succède. Cependant l'ennemi s'est senti atteint dans ses œuvres vives. Il commence la « manœuvre de la paix ». Tous les moyens lui sont bons : une atmosphère de corruption et de suspicion se répand dans les pays alliés et gagne la France que l'échec de l'offensive de l'Aisne a surprise en pleine illusion de prompt victoire. Briand reconstitue et resserre son cabinet (14 décembre 1916), concentrant le pouvoir civil de guerre en quelques mains, comme s'il se produisait une vague tentative de substituer quelque conseil aulique à la haute direction militaire. Mais il a porté atteinte à son autorité en sacrifiant Joffre ; et, après le chef militaire, c'est son tour : il est remplacé par Ribot, avec Painlevé à la Guerre (20 mars 1917).

Le temps qui passe, la méfiance qui naît, les pertes énormes en hommes, en ressources, l'insuffisance du ravitaillement, les privations, le deuil des familles, l'indiscipline des arrières, tout sert une propagande insidieuse. Un mal qu'on ose à peine nommer, le *défaitisme*, gagne sourdement. Le rétablissement qui doit suivre l'échec de la bataille de l'Aisne est difficile : il faudra toute la sagesse de Pétain

et sa connaissance profonde de l'âme du soldat pour restaurer la discipline militaire et conserver à la France l'armée qui sera celle de la victoire.

L'Amérique entre dans la guerre : c'est le plus clair résultat de la manœuvre allemande pour la paix ; dans le camp allié, une aube, un espoir se lèvent. Peu à peu la nécessité d'unifier les efforts, les ressources et les programmes a pénétré les esprits les plus opposés. S'unir pour tenir jusqu'à ce que les contingents américains entrent en ligne, tel est le mot d'ordre nouveau. L'Amérique se prépare et, en attendant, soutient les alliés. Mais la route est longue de San-Francisco à Nancy. Le Parlement, dont le concours actif et raisonné a été si précieux, commence à se livrer à des discussions oiseuses, dangereuses ; des députés sont chargés de missions aux armées ; un pas encore et les états-majors seront encombrés, débordés ; des négociations obliques sont engagées par l'Allemagne, par l'Autriche ; les internationalistes, pantins remontés à Berlin, se retrouvent à Kienthal, à Stockholm : c'est l'heure où la Russie, après de terribles défaites, chancelle. Lénine passera bientôt dans le wagon plombé. La campagne défaitiste s'étale au grand jour ; les valises diplomatiques transportent des dépêches alarmistes, des chèques, de l'or ; des hommes suspects parlent haut dans les couloirs du Parlement, dans les salles de rédaction, dans les ambulances, autour des popotes des soldats. Clemenceau, président de la commission de l'armée au Sénat, avec son vieux flair de conspirateur, sent, discerne le danger. L'affaire du *Bonnet Rouge* détermine la chute de Malvy, suivie bientôt par celle de Ribot. Ribot a dit, donnant la philosophie de son court ministère : « C'était une période de transition ; on nous demandait la victoire. Pouvions-nous la donner?... Nous ne pouvions que la promettre. »

Un ministère Painlevé succède au ministère Ribot (13 septembre 1917). Painlevé est un noble esprit, un savant illustre, un patriote, un homme de labeur et de conscience : il tient à garder Ribot aux Affaires étrangères ; pour la première fois, depuis le début de la guerre, le ministère, quoique de gauche, est obligé de se passer des concours de la gauche. Painlevé rend d'incontestables services ; le premier, il remet sur le tapis le retour de l'Alsace-Lorraine à la mère patrie, que les gouvernements antérieurs avaient un peu trop, peut-être, laissée dans l'ombre. Guérissant les blessures infligées au haut commandement, il confie un rôle directeur à Pétain et à Foch (V., toutefois, A. RIBOT, *Lettres à un ami*, 1924, p. 200.) Cependant, la Russie abandonne la lutte. Le front français sent peser les premières divisions allemandes ramenées du front oriental. Le Parlement s'agite. La gauche est hostile à Painlevé et la droite le soutient mal. C'est le moment où la crise civile est à sa pointe la plus aiguë. Les conventions économiques, signées avec nos

propres alliés, se manifestent écrasantes ; la France, dépeuplée de ses hommes, se vide de ses ressources. Painlevé est renversé. Clemenceau lui succède. Ce singulier mécanisme parlementaire tire, de ses irrésolutions et de sa lassitude, le gouvernement de l'énergie et de la décision.

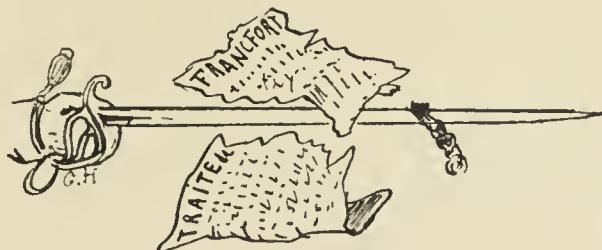
Clemenceau est appelé au ministère le 15 novembre 1917. Sa parole célèbre : « Je fais la guerre ! » exprime sa nature et son action. Il est l'homme du moment. Concédant aux socialistes la loi de huit heures, il s'assure, à gauche, des concours qui ont manqué à Painlevé. Il promène, sur le front des armées, son chapeau mou, la moustache du vieux grognard et sa crânerie légendaires. Le défaitisme a, maintenant, trouvé son maître : traqué par des moyens de police qui l'empoignent dans son repaire, il est tiré à la lumière et son compte est réglé. L'union se refait entre l'armée et le gouvernement. L'unité de commandement, qui délègue à Foch les pouvoirs les plus complets, l'entrée en ligne des Américains, la solidarité entre les divers fronts balancent l'effet produit par les désastres de la Russie, par la surprise de Caporetto, par le bombardement de Paris, par la terrifiante catastrophe du Chemin des Dames. Bientôt, la chance tourne nettement et se fixe dans le camp allié. Sur la base des propositions Wilson, Clemenceau et Pichon négocient la paix.

Le 8 décembre 1918, le président Poincaré entrait à Metz ; le 9 décembre, il entrait à Strasbourg : l'armée française était reçue, d'une acclamation unanime, par une ville pavoisée aux trois couleurs. Le président Poincaré prononce une des plus grandes paroles de l'Histoire : « Messieurs, le plébiscite est fait ! » La Justice immanente avait rendu son verdict : la France était reconstituée dans sa pleine et antique unité.

Le 14 juillet 1919, les armées victorieuses passaient sous l'Arc de Triomphe. Clemenceau écrivait, dans sa lettre officielle au maréchal Pétain : « Qui a vu ce jour a vécu. »



CLEMENCEAU





CONCLUSION



L'ISSUE victorieuse de la guerre, juste récompense d'une bonne préparation, d'un ferme courage et de l'estime des peuples civilisés, a assuré à la France la restauration de son unité. L'équilibre national est rétabli. La France satisfaite ne convoite rien, n'a rien à désirer que la paix et le bonheur du monde.

La question d'Alsace-Lorraine qui parut, cinquante ans, un problème redoutable et qui, posée en 1871 par une Allemagne conquérante, a coûté tant de sang, ne fait plus obstacle à la paix générale. L'Allemagne elle-même a prononcé, à ce sujet, des paroles spontanées et décisives.

La paix, signée à Versailles par des négociateurs plus chargés de bonnes intentions que d'expérience, n'en est pas moins la paix et, comme telle, chose sacrée. Après dix ans, son efficacité est hors de conteste : les peuples européens s'habituent à vivre dans les cadres de leur nationalité selon que la nature, l'histoire et leur propre volonté en ont décidé : il est vrai, sur certains points, la question des minorités a été soulevée ; mais des aspirations particulières, méritant de justes ménagements, ne doivent pas servir de manteau à des desseins occultes et à des arrière-pensées belliqueuses. La Société des Nations (qui n'est, au fond, que l'opinion organisée) veillera de ce côté, non sans se surveiller elle-même : ce serait sa mort si elle intervenait au sein des nations organisées partout où il y a des mécontents.

Dans ces débats, la France n'est pas en cause : toutes ses populations sont fidèles ;

mais elle doit rester elle-même vigilante et résolue, éviter, surtout, de se laisser surprendre par quelque combinaison sournoise qui l'entraînerait à discuter ses droits ou à risquer sa sécurité. Les grands mots dont on abuse et les grands sentiments dont on fait étalage ne doivent pas l'émouvoir. Elle va, de son regard clair, au fond des choses. La vérité et la loyauté sont évidentes par elles-mêmes. Si elle ne les rencontre pas, qu'elle se tienne sur ses gardes ! De tous temps, les trouble-fête et les envahisseurs ont été pleins de fourbes.

L'indépendance réciproque des peuples n'est pas assurée seulement par une ligne de frontières nettement déterminée, solennellement reconnue et bien gardée ; elle dépend, surtout, des contacts journaliers entre les peuples : la sécurité économique est une garantie non moindre que la sécurité politique.

L'Europe, à demi submergée sous l'or extérieur, est en grand péril : on a calculé qu'il suffirait de cinq récoltes de l'Ouest américain pour acheter la terre européenne tout entière. L'indépendance financière importe autant que l'indépendance territoriale ou diplomatique.

L'Allemagne, qui n'a pas su sauver son mark et qui n'a pas eu assez de confiance en soi-même pour se charger de sa propre dette, a cru plus profitable d'aliéner, pour vivre, les sources de sa propre richesse ; l'avenir dira si ce calcul fut sage : en attendant, elle travaille dix heures par jour pour satisfaire ses prêteurs étrangers. La Hongrie, l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie, la Roumanie, la Turquie, la Grèce, d'autres encore vivent de l'or importé et ont hypothéqué leur fragile avenir économique. Ne parlons pas de la Russie des Soviets.

Jusqu'ici l'Empire britannique et la France, la Suisse, l'Espagne, les pays du Nord et l'Amérique tout entière, ont gardé leur indépendance économique.

Parmi ces puissances, la plus menacée est la France. Le long principat de Poincaré tient surtout à sa volonté énergique de réaliser les œuvres de libération économique : 1^o la restauration des pays dévastés, 2^o le règlement sagement combiné des dettes internationales, 3^o l'exécution par l'Allemagne des engagements pris au traité de Versailles. Ces tâches, suites de la grande guerre, réclament une autorité ferme, un calcul exact des possibilités, un grand esprit de concorde sans fléchissement. A l'heure où les présentes lignes sont écrites, il semble que la « liquidation de la guerre » est en voie de réalisation...

Ne désespérons pas de l'Histoire. Le salut financier de la France doit résulter de ses qualités traditionnelles : le génie créateur de sa population, son esprit de travail et d'épargne, l'estime dont elle jouit dans le monde, le crédit qui en résulte

CONCLUSION

et surtout sa liberté économique jusqu'ici sauvegardée ; sa dette, en effet, est surtout intérieure. Mais, il est un autre avantage qui ouvre, devant elle, un champ illimité : ce sont les réserves reposant au sein de son empire colonial.

A ce point de vue, la France s'est mise en route à temps. En moins de vingt années, de 1880 à 1898, et au prix du moindre effort, elle a instauré cette grande création politique, morale, économique qui, complétée par l'établissement du protectorat sur le Maroc et du mandat sur la Syrie, a préparé, pour son activité renouvelée, un terrain d'action et d'expansion incomparable. Ainsi se trouve accru, pour elle, le bénéfice de la grande restauration et pacification européenne. Les deux achèvements se complètent et se justifient l'un par l'autre. La France métropolitaine reconstituée peut aborder avec toutes ses ressources et toute son activité le problème de l'empire colonial élargi.

Donc, à l'œuvre pour les grandes réalisations ! D'abord, éducation sympathique et pénétration cordiale des populations dont le sort est attaché, désormais, à celui de la France ; puis « mise en valeur » économique ; puis prospérité générale du domaine qui, ramassé autour de la Méditerranée ou disséminé sur les parties les plus précieuses de la terre, assure à la France la diversité des produits avec l'assiette d'une puissance défensive sans égale.

Déjà les plus belles et les plus développées des possessions françaises, l'Algérie, la Tunisie, l'Indochine, Madagascar, apportent une large contribution à l'enrichissement local, national et universel. L'avenir économique peut escompter, pour des temps tout proches, la mobilisation du Sahara, la centralisation des lignes d'aviation pour l'Afrique et l'Amérique latine à Dakar, l'union de la Méditerranée et de tous les Océans par le canal de Suez et le canal de Panama, sans qu'un obstacle sérieux s'oppose à cette collaboration savamment ordonnée de toutes les populations indigènes et des colons avec la métropole. Une telle constitution du domaine colonial se trouve donc, comme tout ce qui caractérise l'œuvre française, proportionnée et élégante, féconde et généreuse, sans brutalité et sans haine.

L'expansion planétaire française qui remonte aux croisades, a eu, de tout temps, ses initiateurs dans l'élite nationale : explorateurs, missionnaires, soldats, savants, écrivains, hommes d'aventure, hommes d'action, hommes de pensée, hommes d'idéal et de sacrifice. Lesseps et Faidherbe y ont contribué comme Brazza et Lavigerie. L'initiative prise par l'élite, nos populations agricoles et laborieuses doivent la suivre, la reprendre et la développer : elles ont trouvé déjà et trouveront de plus en plus, sur ces terres, jadis lointaines, maintenant si proches, l'emploi de leurs forces et la récompense de leur robuste ténacité.

Ici s'inscrit le dernier article du programme que l'Histoire de France lègue à la Nation française, son devoir le plus instant, le plus digne d'elle, le plus profondément humain : l'organisation de la démocratie. Toute la population française qui a combattu pour la France et pour la plus grande France, doit jouir de la prospérité française, chaque Français travaillant pour la nation et la nation pour chaque Français. La misère et les infériorités sociales disparaîtront devant l'effort commun et le dévouement égal de tous à l'œuvre nationale. Il ne s'agit pas seulement du bien-être équitablement réparti ; il s'agit aussi du respect mutuel, des devoirs communs et des égards réciproques, du sentiment de la dignité citoyenne créant le pied d'égalité. Dans la grande famille qu'est une nation, il n'y a pas de supérieurs, tous sont des collaborateurs.

Ceci dit, la plate uniformité n'est pas la loi de la nature : les forces distinctes et diverses ont chacune leur place et leur utilité dans le grand atelier et la science, la préparation intellectuelle, n'y sont pas quantités négligeables. Le problème consiste à combiner l'égalité des droits avec la formation et l'utilisation des élites : travail de tous, d'abord, équitablement rémunéré ; puis travail accumulé, c'est-à-dire capital ; puis travail combiné, c'est-à-dire établissement ; puis travail perpétué, c'est-à-dire propriété. Donc, hiérarchie de la conception, de la direction et de l'exécution, tel est l'ordre naturel dont dépend le succès de toutes les entreprises collectives ; sans cet ordre loyalement accepté, il n'y a que faillite, misère, crise générale et ruine. Voyez les Soviets.

Le problème est, en somme, un problème de répartition : à tous le nécessaire et à chacun sa juste part. La répartition étant calculée sur l'apport de chacun, le coopérant est payé selon le fait-base de son existence, et le travailleur selon la valeur proportionnelle de son travail. Il y a des coopérations éphémères et fragmentaires ; il en est de persistantes et profondes, au premier rang la famille, qui maintiennent le bloc et font bénéficier l'œuvre commune des avantages de la prévision et de la durée : tout doit être pesé et compté.

Le problème des élites intéresse au plus haut point la masse démocratique, puisque, par le jeu de la vie et l'alternance des âges et des générations, chaque individu et chaque famille entrent successivement dans le jeu automatique qui élève un peuple. De cette adaptation des parties au tout, et du tout aux parties, le succès général dépend.

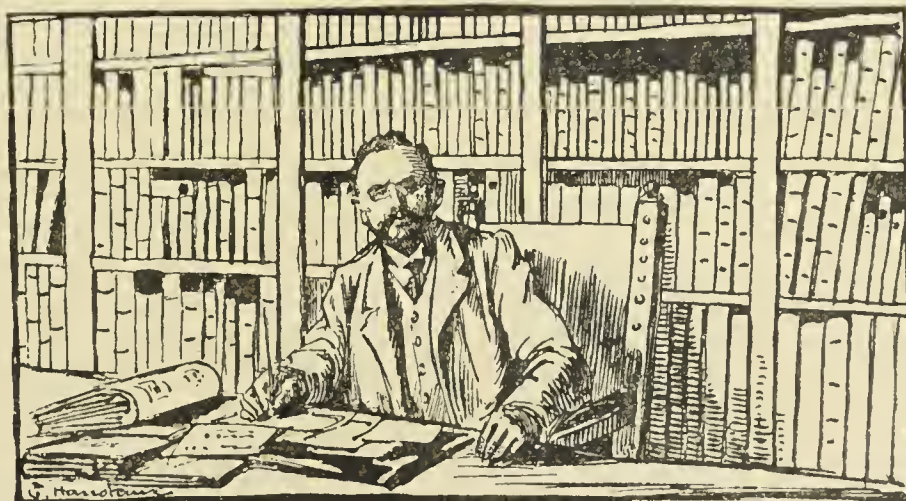
La vertu qui maintiendra en état de grâce la nation deux fois millénaire résulte, en somme, de la faculté si éminemment sociable et de la fraternité supérieure qui sont incontestablement les traits caractéristiques de la nation France ; c'est le fruit

CONCLUSION

d'une antique éducation des mœurs remontant à Rome, à la Grèce, à l'Égypte, à la Palestine, à la Chaldée et qui lui appartient comme héritière de la civilisation méditerranéenne et chrétienne. A cet atavisme, elle ne peut se dérober : on ne choisit pas ses pères.

Après la grande et rude épreuve de la guerre, ces sentiments, profondément fixés au cœur de la race, sont remontés à la surface : la France s'est rapprochée, comme d'instinct, de tout ce qui a fait sa grandeur ; le sacrifice sublime de ses fils lui a rendu la loi de ses ancêtres. Voici que la paix religieuse est déclarée comme la paix européenne ; le choc des âmes s'est amorti ; la mission de propagande confiée à la France est reprise. Ainsi rentre, dans la pensée nationale, la notion de l'universel : unité, fraternité, activité, patriotisme, tolérance, élévation morale, idéalisme. A cette sensibilité, créatrice comme l'amour, aboutit logiquement la vie d'un grand peuple tel que nous avons essayé de la retracer.

On éprouve une sorte de joie — sans disconvenir, hélas ! d'une certaine inquiétude — quand, en relevant le chemin parcouru, on retrouve la France des meilleurs jours debout après deux mille ans et se dévouant encore à l'œuvre mystérieuse et sublime confiée par le Créateur à l'humanité.



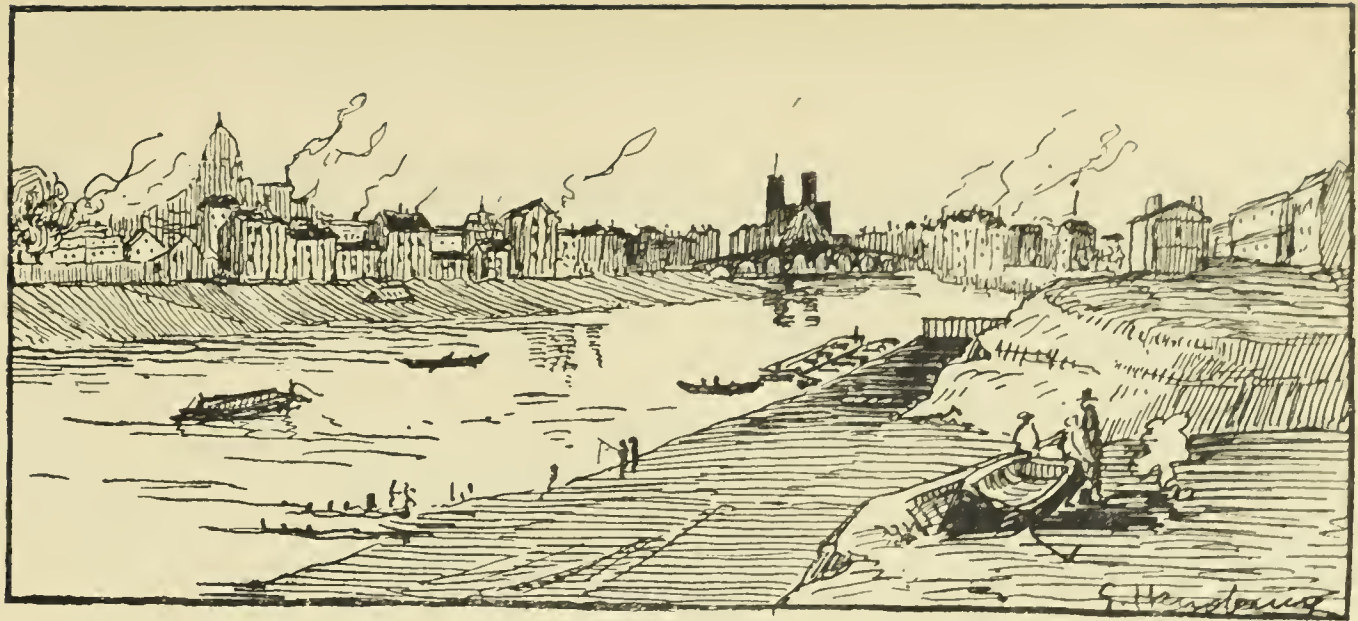


TABLE DES ILLUSTRATIONS

HORS-TEXTE EN COULEURS

par Mme CAMILLE HANOTAUX, GEORGES JEANNIOT ET SIMON BUSSY

	<i>Face aux pages.</i>
I. — MAISON NATALE DE NAPOLÉON A AJACCIO, pastel original de Simon BUSSY.....	16
II. — BONAPARTE PREMIER CONSUL, dessin au lavis de G. JEANNIOT, d'après le buste de HOUDON.	48
III. — DISTRIBUTION DES AIGLES, camp de Boulogne (1805), aquarelle de G. JEANNIOT, d'après le tableau de DAVID (Musée de Versailles).....	96
IV. — I. NAPOLÉON EN 1810. — II. NAPOLÉON EN 1813, miniatures de la collection de M. le colonel NITOT. — III. L'IMPÉRATRICE JOSÉPHINE, miniature du Musée de de Malmaison. — IV. LE DUC DE REICHSTADT, miniature de AUTISSIER (1817), collection de M. le colonel NITOT. — V. L'IMPÉRATRICE MARIE-LOUISE, miniature d'ISABEY (1811) (Musée de Sèvres).....	176
V. — MASQUE MORTUAIRE DE NAPOLÉON, pastel original de Simon BUSSY (Musée Napoléon à Ajaccio).....	256
VI. — FOUCHÉ, peinture de G. JEANNIOT.....	304
VII. — LA LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE SUR LES BARRICADES, pastel de Mme Camille HANOTAUX, d'après le tableau d'E. DELACROIX (Musée du Louvre).....	400
VIII. — LE PRINCE IMPÉRIAL ET L'EMPEREUR NAPOLÉON III.....	480
IX. — THIERS, pastel de Mme Camille HANOTAUX, d'après le portrait de BONNAT (Musée de Versailles).....	544
X. — GAMBETTA. Fac-similé d'une eau-forte de TAVERNE, d'après J.-L. FORAIN.....	592
XI. — M. POINCARÉ, pastel de Mme Camille HANOTAUX, d'après BASCHET.....	640
XII. — L'ARC DE TRIOMPHE, pastel original de Simon BUSSY.....	656

ILLUSTRATIONS EN NOIR

par GEORGES JEANNIOT, Mme ET M. GABRIEL HANOTAUX FILS ET DAVID BURNAND

	<i>Pages.</i>
DÉFILÉ DES ÉTATS GÉNÉRAUX LE 4 MAI 1789, d'après une estampe de la Bibliothèque Nationale (D. Burnand), frontispice.....	I
LE VOYAGE DES TROIS ORDRES A VERSAILLES, d'après une estampe de la Bibliothèque Nationale (D. Burnand).....	3

	Pages.
ANDRÉ CHÉNIER, d'après un tableau anonyme du musée Carnavalet (Mme C. Hanotaux).....	6
MIRABEAU, d'après une peinture de Moreau (Mme C. Hanotaux).....	10
JOSÉPHINE DE BEAUHARNAIS, par Gérard (Mme C. Hanotaux).....	13
RÉUNION DES POLITIQUES CHEZ MME GRANT (G. Jeanniot).....	18
P.-L. RÖDERER (G. Jeanniot).....	19
LE COMTE BERTHOLLET, d'après Boilly (D. Burnand).....	21
LAPLACE, d'après Neigeon (G. Jeanniot).....	23
LAGRANGE, d'après Regnault (G. Jeanniot).....	23
LE CHEVALIER LAMARCK, d'après Boilly (G. Jeanniot).....	23
TALLEYRAND, ÉVÊQUE D'AUTUN, d'après un dessin au crayon de Labadye (Mme C. Hanotaux).....	26
CAMBACÉRÈS, d'après Schopin (G. Jeanniot).....	28
LES SŒURS DE NAPOLEON : PAULINE, d'après Pinson. ÉLISA, d'après Prud'hon. CAROLINE, d'après Lebrun (D. Burnand).....	32
JÉRÔME BONAPARTE, d'après Ruotte. JOSEPH BONAPARTE, d'après Lefèvre. LUCIEN BONAPARTE, d'après Bonneville. LOUIS BONAPARTE, d'après Lefèvre (M. G. Hanotaux).....	33
LA LÉGION D'HONNEUR OU LES RÉCOMPENSES, par A. Fragonard (Musée de Sèvres) (M. G. Hanotaux), frontispice.....	37
BENJAMIN CONSTANT, d'après une estampe de la Bibliothèque Nationale (Mme C. Hanotaux).....	38
DAUNOU, d'après Maurin (G. Jeanniot).....	39
LE COMTE CHAPTAL, d'après Boilly (G. Jeanniot).....	42
SIEYÈS, d'après David (G. Jeanniot).....	43
NAPOLEON ET LES SÉNATEURS, composition de G. Jeanniot.....	46
VENDÉENS, composition de G. Jeanniot.....	50
MASSÉNA, d'après Guérin (G. Jeanniot).....	57
SCEAU DE L'AN VIII DE LA RÉPUBLIQUE (D. Burnand), cul-de-lampe.....	60
LE MARIAGE OU LA DYNASTIE NAPOLEONNIENNE, par A. Fragonard (Musée de Sèvres) (M. G. Hanotaux), frontispice.....	61
LOUIS-MATHIEU MOLÉ, d'après une estampe de Delpech (D. Burnand).....	64
BARON MENEVAL, d'après Toussaint (D. Burnand).....	65
BERTHIER, PRINCE DE WAGRAM ET DE NEUCHÂTEL EN COSTUME DE COUR, d'après Frantz V. Stadl (G. Jeanniot).....	68
MOLLIEN, MINISTRE DU TRÉSOR PUBLIC (G. Jeanniot).....	70
UN PRÉFET EN GRAND UNIFORME, 1810, d'après une lithographie de Delpech (D. Burnand).....	73
MARET, DUC DE BASSANO, d'après Delpech (D. Burnand).....	75
PROFIL DE NAPOLEON, collection Germain Bapst (M. G. Hanotaux).....	76
VOYAGE DE NAPOLEON EN VENDÉE, composition de G. Jeanniot.....	79
PORTALIS, d'après une gravure au trait de la Bibliothèque Nationale (G. Jeanniot).....	82
ABBÉ BERNIER, d'après Darjon (D. Burnand).....	86
DÉPUTÉ, d'après le <i>Livre du Sacre</i> (D. Burnand), cul-de-lampe.....	88
COSTUMES 1808 (D. Burnand), frontispice.....	89
MADAME DE STAËL, d'après Gérard (G. Jeanniot).....	91
DAVOUT, DUC D'AUERSTÄDT, d'après Aubry (D. Burnand).....	94
VENTE AUX ENCHÈRES DES BIENS NATIONAUX (D. Burnand).....	100
PHILIPPE-PAUL DE SÉGUR, d'après une estampe de Fœstier (D. Burnand).....	04
LE PAPE PIE VII, d'après Vicay, musée de Versailles (G. Jeanniot).....	07
MARQUIS DE FONTANES, d'après E. P. Roberts (D. Burnand).....	110
MADAME RÉCAMIER, par David, musée du Louvre (D. Burnand).....	111
L'EMPEREUR DONNE UN GRAND CORDON DE LA LÉGION D'HONNEUR, d'après une esquisse de Gros, musée de Versailles (M. G. Hanotaux).....	113
LES MODES SOUS LE PREMIER EMPIRE. LE JARDIN DES TUILERIES EN 1811, composition de M. G. Hanotaux.....	114
MADAME DE GENLIS, d'après Mme Chéradame (G. Jeanniot).....	116
SCÈNE PAYSANNE, d'après Boilly (D. Burnand).....	120
LA SERVANTE DE FERME, par Bellangé (M. G. Hanotaux).....	121
UN PAYSAN, par Bellangé (M. G. Hanotaux).....	122
NAPOLEON ET L'ACQUÉREUR DE BIENS NATIONAUX, par Bellangé (M. G. Hanotaux).....	124

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages.
NAPOLÉON LISANT, d'après un croquis de Girodet (1812) (D. Burnand), cul-de-lampe.....	126
NAPOLÉON PARCOURANT LE CHAMP DE BATAILLE D'EYLAU LE LENDEMAIN DE LA BATAILLE, composition de M. G. Hanotaux, frontispice.....	127
NAPOLÉON AU THÉÂTRE DE SAINT-CLOUD (13 AOUT 1812), d'après le crayon de Girodet (Mme C. Hanotaux).....	130
JEAN-BAPTISTE DE CHAMPAGNY, d'après une gravure de Noireterre, 1814 (D. Burnand).....	133
CAULAINCOURT, d'après une estampe du musée de l'Armée (Mme C. Hanotaux).....	136
OUVRARD, d'après un portrait anonyme (D. Burnand).....	139
VOYAGE DE NAPOLÉON EN NORMANDIE, composition de M. G. Hanotaux.....	143
BAPTÊME DU ROI DE ROME, d'après Isabey (fragment) (D. Burnand).....	145
BERNADOTTE, musée de Versailles (G. Jeanniot).....	147
DOULCET DE PONTÉCOULANT (D. Burnand).....	148
LOUIS BONAPARTE, EN COSTUME DE COLONEL DE DRAGONS, d'après Girodet (M. G. Hanotaux).....	149
COMTE DE MONTALIVET (D. Burnand).....	150
RÉCEPTION DE NAPOLÉON I ^{er} PAR L'ÉLECTEUR DE BADE, d'après le bas-relief de la colonne Vendôme (M. G. Hanotaux).....	153
« ALORS, CE SONT LES NOBLES QUI ONT VAINCU ! » composition de D. Burnand.....	156
PAUL-LOUIS COURIER, d'après Lelièvre (D. Burnand).....	158
NAPOLÉON, LE FRONT CEINT DE LA COURONNE DE FER D'ITALIE, d'après une miniature (M. G. Hanotaux).....	160
MURAT, ROI DE NAPLES (D. Burnand).....	162
CAROLINE MURAT, d'après Gérard (D. Burnand).....	163
LE GÉNIE DES ARTS SOUS LES TRAITS DE L'EMPEREUR, surtout en biscuit de Sèvres (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	166
QUARTIER GÉNÉRAL DE L'EMPEREUR A KRONY EN POLOGNE (1812), d'après le <i>Voyage à Moscou</i> de A. Adam (M. G. Hanotaux), frontispice.....	167
PASTORET, d'après Boilly (D. Burnand).....	168
RÉUNION D'ANTIBONAPARTISTES A VIENNE, composition de G. Jeanniot.....	169
DE PRADT. — SAVARY, d'après une lithographie de Maurin (D. Burnand).....	171
PASQUIER (D. Burnand).....	172
EXÉCUTION DU GÉNÉRAL MALET, d'après une lithographie populaire (M. G. Hanotaux).....	175
DE MONTESQUIOU JEUNE, d'après Guérin (D. Burnand).....	177
LE DÉPART DU CONSCRIT, par Carle Vernet, musée de l'Armée (M. G. Hanotaux).....	181
MACDONALD, d'après Aubry (D. Burnand).....	183
NAPOLÉON, AVANT DE QUITTER PARIS, CONFIE AUX OFFICIERS DE LA GARDE NATIONALE L'IMPÉRATRICE ET LE ROI DE ROME, d'après Madon (D. Burnand).....	185
TALLEYRAND, d'après le portrait de Prud'hon gravé par J.-B. Chapuy (Mme C. Hanotaux).....	190
« LA PENSÉE » 1814, d'après Raffet (D. Burnand).....	191
LES ANGLAIS AU PALAIS-ROYAL, d'après une estampe populaire (M. G. Hanotaux), frontispice...	199
CHATEAUBRIAND, d'après un dessin de Devéria (M. G. Hanotaux).....	200
CONVERSATION DE SÉNATEURS, composition de H. Jeanniot.....	203
LOUIS XVIII (D. Burnand).....	205
ENTRÉE DE LOUIS XVIII A PARIS, composition de D. Burnand.....	207
LE COMTE D'ARTOIS EN 1814, portrait de Saint, gravé par Audoin (D. Burnand).....	210
LE MAI D'AMOUR, gravure populaire en l'honneur du retour de Louis XVIII (M. G. Hanotaux)...	217
LE DEMI-SOLDE (M. G. Hanotaux).....	220
GARDE DU CORPS DU COMTE D'ARTOIS (M. G. Hanotaux).....	221
NAPOLÉON, par Charlet (M. G. Hanotaux) cul-de-lampe.....	228
NAPOLÉON QUITTE L'ILE D'ELBE (M. G. Hanotaux), frontispice.....	229
LA REINE HORTENSE, d'après le tableau du baron Regnault (M. G. Hanotaux).....	231
LE ROI DE ROME, d'après Lawrence (Mme C. Hanotaux).....	235
NAPOLÉON, SUR LA ROUTE DE VIZILLE, EST RECONNU PAR LES SOLDATS DU 5 ^e DE LIGNE, d'après V. Adam (M. G. Hanotaux).....	239
LOUIS XVIII GAGNE LA BELGIQUE (18 MARS 1815), composition de D. Burnand.....	243
NAPOLÉON ARRIVE AUX TUILERIES PORTÉ PAR SES OFFICIERS, d'après Raffet (M. G. Hanotaux).....	245
ALEXANDRE I ^{er} DE RUSSIE, d'après une estampe de Debucourt (M. G. Hanotaux).....	248

	Pages.
DISTRIBUTION DES DRAPEAUX ET PRESTATION DU SERMENT (MAI 1815) (M. G. Hanotaux).....	253
BIBLIOTHÈQUE DE L'EMPEREUR A MALMAISON (M. G. Hanotaux).....	257
NAPOLÉON EST TRANSFÉRÉ DU « BELLÉROPHON » A BORD DU « NORTHUMBERLAND » (8 AOUT 1815), d'après une peinture de Bougton gravée par Bonnet (M. G. Hanotaux).....	261
CUL-DE-LAMPE (M. G. Hanotaux).....	262
EXÉCUTION DU MARÉCHAL NEY, d'après Raffet (M. G. Hanotaux), frontispice.....	263
DUC DECAZES, d'après une lithographie de Villain (D. Burnand).....	269
OFFICIERS ET SOLDATS RUSSES A PARIS EN 1815, collection Hennino, cabinet des estampes (D. Burnand).....	270
DUC DE RICHELIEU, d'après le portrait de Lawrence, gravé par Lignon (D. Burnand).....	273
ASSASSINAT DU MARÉCHAL BRUNE, d'après une esquisse de Philippoteaux (M. G. Hanotaux).....	274
DUC DE BERRY, d'après un portrait de Valmont (Mme C. Hanotaux).....	276
DE SERRE (D. Burnand).....	279
MORT DU DUC DE BERRY (M. G. Hanotaux).....	283
NAPOLÉON A SAINTE-HÉLÈNE, d'après Charlet (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	284
LES INCURABLES, d'après Raffet (M. G. Hanotaux), frontispice.....	285
COMTE DE VILLÈLE, d'après une lithographie de Delpech (D. Burnand).....	289
LONGWOOD (SAINTE-HÉLÈNE), d'après un dessin de Durand Bruges (M. G. Hanotaux).....	291
LE GÉNÉRAL FOY, d'après une médaille de bronze, collection du marquis de Girardin (M. G. Hanotaux).....	292
DUPONT DE L'EURE, d'après une lithographie de la Bibliothèque Nationale (D. Burnand).....	293
LES QUATRE SERGENTS DE LA ROCHELLE, d'après une estampe populaire de la Bibliothèque Nationale (M. G. Hanotaux).....	294
LE BOURGEOIS (1830), par Bellangé (M. G. Hanotaux).....	296
DUC D'ANGOULÊME, d'après un tableau de Cornet (Mme C. Hanotaux).....	299
LE ROI CHARLES X (G. Jeanniot).....	301
DUC DE REGGIO, d'après Villain (G. Jeanniot).....	303
LA MODE EN 1830, par Devéria (M. G. Hanotaux).....	305
JULES DE POLIGNAC (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	306
LE SALUT AUX BLESSÉS, d'après l'épreuve unique d'une lithographie de Raffet, collection Giacomelli (M. G. Hanotaux), frontispice.....	307
LE PRINCE JULES DE POLIGNAC (Mme C. Hanotaux).....	308
LE GÉNÉRAL COMTE DE BOURMONT, d'après la lithographie de Mourrin (D. Burnand).....	311
ARMAND CARREL, d'après une lithographie de Viardot (D. Burnand).....	312
THIERS, d'après un portrait de Mme de Mirbel (Mme C. Hanotaux).....	314
ROYER-COLLARD, d'après un portrait de Maurin (D. Burnand).....	316
LE 26 JUILLET 1830, LES QUATRE ORDONNANCES SONT AFFICHÉES, composition de G. Jeanniot.....	319
PERQUISITIONS AU « NATIONAL », d'après une lithographie de V. Adam (M. C. Hanotaux).....	321
COMBAT DE LA RUE DE ROHAN, d'après un lavis de Lecomte (Musée Carnavalet) (M. G. Hanotaux).....	323
« VIVE LA CHARTE ! VIVE LA CHARTE ! », d'après V. Adam (M. G. Hanotaux).....	325
LES JOURNÉES DE JUILLET 1830, d'après un croquis de Lamy (M. G. Hanotaux).....	326
« HONNEUR AUX DAMES ! », d'après V. Adam (M. G. Hanotaux).....	327
LE DUC D'ORLÉANS ET LA FAYETTE. « Voilà le roi qu'il nous faut, c'est la meilleure des Républiques ! », d'après Maurin (M. G. Hanotaux).....	329
CHARLES X QUITTE LA FRANCE APRÈS SON ABDICATION, d'après une lithographie d'Adam (M. G. Hanotaux).....	330
1830 (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	334
ARRIVÉE DU DUC D'ORLÉANS SUR LA PLACE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, d'après le tableau de Larivière (M. G. Hanotaux), frontispice.....	335
LES SUISSES EN 1830. « Ah ! quel plaisir d'être soldat ! », d'après la lithographie de V. Adam (M. G. Hanotaux).....	336
SI J'AVAIS SIGNÉ LES TRAITÉS DE 1815, JE ME COUPERAIS LE POING ! — ET MOI, DONC !..., d'après Charlet (M. G. Hanotaux).....	339
LA FAYETTE, d'après un portrait de Dupré (Mme C. Hanotaux).....	340
LE ROI LOUIS-PHILIPPE (G. Jeanniot).....	343
LA FAMILLE ROYALE (Mme C. Hanotaux).....	345

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages.
LE DUC DE BROGLIE, d'après une lithographie de Viard (D. Burnand).....	348
LE MARÉCHAL SOULT, d'après une lithographie de Hennon-Dubois (D. Burnand).....	351
BÉRANGER, d'après un crayon original de Couture (Mme C. Hanotaux).....	352
LAFFITTE, d'après un crayon anonyme de l'époque (Mme C. Hanotaux).....	353
CASIMIR PÉRIER, d'après Hersent (D. Burnand).....	355
LE VENTRE LÉGISLATIF, d'après la lithographie de Daumier (1834) (D. Burnand).....	357
DUPIN, d'après une lithographie de Jacob (D. Burnand).....	359
CLASSE MOYENNE : FIL ET COTON, d'après une lithographie de Charlet (M. G. Hanotaux).....	360
INTÉRIEUR BOURGEOIS EN 1840, d'après une lithographie de Raffet (M. G. Hanotaux).....	362
SAINT SIMON JEUNE, d'après un portrait de Ginard (D. Burnand).....	366
PROUDHON, d'après une lithographie de Daumier (M. G. Hanotaux).....	367
LE DUC D'ORLÉANS, d'après un crayon original de Heim (Collection Alexis Rouart) (M. G. Hanotaux).....	371
UNE GRISETTE (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	372
LA DUCHESSE D'ORLÉANS, MADAME ADÉLAÏDE ET LES PRINCESSES VISITANT A L'HÔTEL-DIEU LES BLESSÉS DES JOURNÉES DE JUILLET, d'après une lithographie de V. Adam (M. G. Hanotaux), frontispice.....	373
S. A. LE DUC D'ORLÉANS PROCLAMÉ ROI A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS (9 août 1830), d'après une lithographie de V. Adam (M. G. Hanotaux).....	374
PILLAGE DE L'ARCHEVÊCHÉ (1831), d'après une lithographie de V. Adam (D. Burnand).....	378
ODILON BARROT, d'après une lithographie de Bornemann (D. Burnand).....	380
LA BARBARIE ET LE CHOLÉRA MORBUS ENTRANT EN EUROPE, LES POLONAIS SE BATTENT, LES PUISSANCES FONT DES PROTOCOLES, ET LA FRANCE? d'après une lithographie de Raffet (M. G. Hanotaux)....	383
GÉNÉRAL LAMARQUE, d'après un portrait de Champmartin (Mme C. Hanotaux).....	384
GUIZOT, d'après un portrait de P. Baudry (D. Burnand).....	387
L'AFFAIRE DE LA RUE TRANSONAIN, d'après une lithographie de Daumier (M. G. Hanotaux)....	389
LA TÊTE DE FIESCHI, d'après Bracassat (M. G. Hanotaux).....	391
OFFICIERS DE LA GARDE NATIONALE (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	392
FRONTISPICE (M. G. Hanotaux).....	393
L'AFFAIRE DE STRASBOURG, d'après un dessin de Philippoteaux (D. Burnand).....	395
LE RETOUR DES CENDRES (DÉCEMBRE 1840), d'après Provost (D. Burnand).....	401
ACCIDENT ET MORT DU DUC D'ORLÉANS, d'après une lithographie de 1842 (M. G. Hanotaux).....	405
MASSACRE DES INSURGÉS POLONAIS A WISCHAU, d'après une lithographie de Raffet (M. G. Hanotaux).	409
LEDRU-ROLLIN, d'après une lithographie anonyme (D. Burnand).....	412
ARAGO, d'après une lithographie de Maurin (D. Burnand).....	413
ATTAQUE DU POSTE DU CHATEAU-D'EAU, FÉVRIER 1848, d'après une lithographie de Maurin (M. G. Hanotaux).....	415
DERNIER CONSEIL DES MINISTRES, d'après Daumier (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	416
PATROUILLE DE PATRIOTES, FÉVRIER 1848, d'après la lithographie de Raffet (M. G. Hanotaux), frontispice.....	417
LOUIS BLANC, d'après une estampe de Desmason (Mme C. Hanotaux).....	421
LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE (D. Burnand).....	422
LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC, d'après un portrait d'Horace Vernet (Mme C. Hanotaux).....	426
LES « MONTAGNARDS » DE SOBRIER, d'après un croquis pris sur nature par Fousereau (M. G. Hanotaux).....	431
LA GARDE MOBILE EXPULSE LES BANDES RÉVOLUTIONNAIRES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS, d'après une estampe de l'époque (M. G. Hanotaux).....	433
« RÉVISION ! POLÉON ! POLÉON ! NOUS L'AURONS ! », d'après une estampe satirique de Durandin (M. G. Hanotaux).....	437
LA GARDE MOBILE, d'après un croquis pris sur nature par Fousereau (M. G. Hanotaux).....	438
ASSASSINAT DU GÉNÉRAL BRÉA ET DE SON OFFICIER D'ORDONNANCE, d'après un bois publié par <i>l'Illustration</i> , 22 juillet 1848 (M. G. Hanotaux).....	439
MORT DE MGR AFFRE, CARDINAL ARCHEVÊQUE DE PARIS, d'après une lithographie de V. Adam (M. G. Hanotaux).....	440
TYPES D'INSURGÉS DE JUIN, dessinés d'après nature par le comte de Beaumont (M. G. Hanotaux)..	441
BERRYER (D. Burnand).....	444

	Pages.
RUINES D'UNE MAISON PLACE DE LA BASTILLE, d'après un bois de <i>l'Illustration</i> (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe	446
ENTRÉE DU PRINCE NAPOLEON A PARIS AU RETOUR DE SON VOYAGE A LYON (M. G. Hanotaux), frontispice	447
LE PRINCE PRÉSIDENT, d'après un dessin de Charlet (M. G. Hanotaux).....	449
FALLOUX, d'après une lithographie de David (D. Burnand).....	453
LE PRINCE NAPOLEON, d'après Gavarni (Mme C. Hanotaux).....	456
BAROCHE, d'après une lithographie de Decan (D. Burnand).....	458
LE GÉNÉRAL CHANGARNIER, d'après une lithographie de Lemoine (Mme C. Hanotaux).....	459
LE DUC DE MORNY, d'après un daguerréotype (D. Burnand).....	462
COMTE FLAHAUT DE LA BILLANDERIE, d'après une gravure de Cherin (D. Burnand).....	465
LE MARÉCHAL DE SAINT-ARNAUD, d'après Raffet (M. G. Hanotaux).....	466
LA SORTIE DE L'ÉLYSÉE LA NUIT DU 1 ^{ER} AU 2 DÉCEMBRE 1851, composition de M. G. Hanotaux.....	467
ARRESTATION DES DÉPUTÉS LE 2 DÉCEMBRE 1851 (D. Burnand).....	469
LA MORT DE BAUDIN, composition de M. G. Hanotaux.....	470
PERSIGNY, d'après une lithographie de Bougnier (D. Burnand).....	473
LE PRINCE LOUIS-NAPOLEON PRÊTE SERMENT (M. G. Hanotaux), cul-de-lampe.....	474
BAPTÊME DU PRINCE IMPÉRIAL, d'après une image populaire éditée par Gaugel à Metz (M. G. Hanotaux), frontispice.....	475
NAPOLEON III, d'après un document photographique (M. G. Hanotaux).....	478
TROPLONG, d'après une estampe de Lemoyne (D. Burnand).....	481
UN PRÉFET DU SECOND EMPIRE (D. Burnand).....	484
MADemoiselle DE MONTIJO EN COSTUME ESPAGNOL, d'après une aquarelle d'Odier (M. G. Hanotaux).....	485
LE MARIAGE DE NAPOLEON III. LE CORTÈGE SORTANT DES TUILERIES, d'après une esquisse au lavis de Lami (M. G. Hanotaux).....	487
ARRIVÉE EN FRANCE DE LA REINE VICTORIA, d'après une estampe anglaise publiée par <i>l'Illustrated Magazine</i> en 1856 (M. G. Hanotaux).....	490
CAVOUR, d'après une lithographie de Pinçon. Bibliothèque Nationale (D. Burnand).....	491
L'ATTENTAT D'ORSINI, d'après une estampe populaire. Bibliothèque Nationale (M. G. Hanotaux)..	494
GÉNÉRAL ESPINASSE, d'après une lithographie de Perrin (D. Burnand).....	496
LES TROUPES FRANÇAISES ENTRENT EN SAVOIE, d'après un bois de G. Doré (M. G. Hanotaux).....	499
ERNEST PICARD (Mme C. Hanotaux).....	503
LOUIS HEMON, d'après une lithographie de E. Davis (D. Burnand).....	504
ROCHEFORT, d'après un document photographique (Mme C. Hanotaux).....	506
UNE FÊTE OFFICIELLE PENDANT L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867, d'après une aquarelle de Baron. Palais du Sénat (M. G. Hanotaux), frontispice.....	509
M. THIERS SOUS LE SECOND EMPIRE (D. Burnand).....	511
MADAME DE CASTIGLIONE EN COSTUME DE DOGARESSE (Mme C. Hanotaux).....	514
ROUHER, d'après le tableau de Cabanel (Mme C. Hanotaux).....	515
L'IMPÉRATRICE CHARLOTTE (D. Burnand).....	517
LE MÉDECIN DE CAMPAGNE (1850) (M. G. Hanotaux).....	521
LE PALAIS DE JUSTICE DE LYON, d'après un bois de <i>l'Univers illustré</i> (1860) (M. G. Hanotaux)...	522
LES TRAVAUX POUR LE PERCEMENT DU BOULEVARD SAINT-GERMAIN, d'après une eau forte de Lalanne (M. G. Hanotaux).....	525
NAPOLEON III REMET AU PRÉFET DE LA SEINE, M. HAUSSMANN, LE DÉCRET ANNEXANT A PARIS LES COMMUNES SUBURBAINES, d'après un tableau d'Yvon (M. G. Hanotaux).....	527
LE « DÉCAMÉRON », d'après le tableau de Winterhalter, musée de Versailles (Mme C. Hanotaux).	528
LE CARNAVAL AU SECOND EMPIRE, d'après une lithographie de Gavarni (M. G. Hanotaux)...	530
SORTIE DU BAL DE L'OPÉRA, d'après un lavis de Constantin Guys (M. G. Hanotaux).....	531
ATTENTAT CONTRE LE TSAR A LONGCHAMP, d'après un document de la collection De Winck.	533
OUVERTURE DE LA SESSION EN NOVEMBRE 1867 DANS LA GRANDE SALLE DU LOUVRE, d'après un dessin de J. Lange (M. G. Hanotaux).....	535
A L'ÉGLISE, d'après Lami (M. G. Hanotaux).....	536
ÉMILE OLLIVIER, d'après une photographie (D. Burnand).....	538
COUPLE D'OUVRIERS EN 1868, d'après Constantin Guys (M. G. Hanotaux).....	540

TABLE DES ILLUSTRATIONS

	Pages.
L'ORDRE, J'EN RÉPONDS ! d'après un dessin d'André Gide (M. G. Hanotaux).....	544
ASSASSINAT DE VICTOR NOIR, d'après un bois du <i>Monde illustré</i> (M. G. Hanotaux).....	546
LE PLÉBISCITE DE 1870. La foule sortant d'une réunion publique donnée rue de Flandre, d'après un bois de l'époque. Collection Hartmann (M. G. Hanotaux).	548
L'EMPEREUR, L'IMPÉRATRICE ET LEUR FILS A BIARRITZ, d'après une gravure de Pennemaker, dans les <i>Nouvelles du jour</i> (M. G. Hanotaux).....	550
CUL-DE-LAMPE (M. G. Hanotaux).....	552
LES BAVAROIS A LA PORTE DE CHARENTON, d'après un tableau de Braun, frontispice (M. G. Hanotaux).	553
JULES FAVRE (D. Burnand).....	554
L'HÉRITAGE, d'après Daumier (M. G. Hanotaux).....	558
LES CANONS DE MONTMARTRE, d'après une eau-forte de Martial (M. G. Hanotaux).....	562
TYPES D'INSURGÉS, croquis d'après nature, par G. Doré (M. G. Hanotaux).....	565
LA BARRICADE, d'après Devambez (M. G. Hanotaux).....	567
PARIS EN FEU. MAI 1871, d'après une lithographie de Lalanne (M. G. Hanotaux).....	569
LES INSURGÉS A L'ORANGERIE DE VERSAILLES, d'après un bois de <i>l'Illustration</i> , 1871 (M. G. Hanotaux).....	572
GRÉVY (M. G. Hanotaux).....	579
LE MARÉCHAL DE MAC-MAHON (M. G. Hanotaux).....	580
LA PETITE ÉPARGNE SOUSCRIVANT A L'EMPRUNT DE 5 MILLIARDS, d'après le tableau de Burland (M. G. Hanotaux).....	589
DISTRIBUTION DE SECOURS A LA POPULATION APRÈS LA COMMUNE, d'après le <i>Monde illustré</i> (M. G. Hanotaux)	593
NAPOLÉON III SUR SON LIT DE MORT, cul-de-lampe (M. G. Hanotaux).....	594
LE BUREAU DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ANNONCE AU MARÉCHAL DE MAC-MAHON SON ÉLÉVATION A LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE, d'après un dessin de Lix, frontispice (M. G. Hanotaux)...	595
HENRI WALLON, d'après un croquis de Bastien Lepage (Mme C. Hanotaux).....	597
BUFFET, d'après Monchablon (Mme C. Hanotaux).....	600
DUC DE BROGLIE, d'après Bonnat (Mme C. Hanotaux).....	604
LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 1878 : UNE SECTION DE VOTE EN PROVINCE (d'après un dessin de <i>l'Illustration</i>) (M. G. Hanotaux).....	605
APOTHÉOSE DE THIERS, d'après le tableau de Vibert (M. G. Hanotaux).....	606
SAVORGNAN DE BRAZZA, d'après un médaillon (Mme C. Hanotaux).....	608
LA MAISON DES JARDIES, d'après un dessin de Lepère (M. G. Hanotaux)).....	613
DE FREYCINET (Mme C. Hanotaux).....	616
ATTENTAT CONTRE JULES FERRY, d'après un bois de l'époque (M. G. Hanotaux).....	621
JULES FERRY (Mme C. Hanotaux).....	622
ASSASSINAT DU PRÉSIDENT CARNOT. Frontispice (M. G. Hanotaux).....	623
LE GÉNÉRAL BOULANGER (Mme C. Hanotaux).....	626
LE PRÉSIDENT CARNOT, d'après une eau-forte de Ardail (Mme C. Hanotaux).....	627
L'EXPOSITION DE 1889. CONSTRUCTION DE LA TOUR EIFFEL (M. G. Hanotaux).....	628
LES TROUBLES DU 1 ^{er} MAI 1890 A PARIS, d'après un dessin de <i>l'Illustration</i> (M. G. Hanotaux).....	630
LE CARDINAL LAVIGERIE, ARCHEVÊQUE D'ALGER (Mme C. Hanotaux).....	632
CASIMIR PÉRIER, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (Mme C. Hanotaux)	634
M. LOUIS BARTHOU, croquis de M. Couturier.....	637
LE PRÉSIDENT FÉLIX FAURE (Mme C. Hanotaux).....	638
LA MISSION MARCHAND, TRANSPORT DU « FAIDHERBE », d'après un document de la mission (M. G. Hanotaux).....	639
DÉGRADATION DU CAPITAINE DREYFUS DANS LA COUR DE L'ÉCOLE MILITAIRE, d'après un dessin de <i>l'Illustration</i> (M. G. Hanotaux).....	642
LE PRÉSIDENT LOUBET (Mme C. Hanotaux).....	643
WALDECK-ROUSSEAU, croquis de séance par L. Couturier.....	644
MILLERAND (Mme C. Hanotaux).....	645
BRIAND, croquis de séance par L. Couturier.....	653
LE PRÉSIDENT FALLIÈRES REMET LES POUVOIRS A M. POINCARÉ, d'après un dessin de Simon paru dans <i>l'Illustration</i> (M. G. Hanotaux).....	656
CLEMENCEAU (M. G. Hanotaux).....	661

	Pages.
CUL-DE-LAMPE (M. G. Hanotaux).....	661
CONCLUSION, frontispice (M. G. Hanotaux).....	663
M. GABRIEL HANOTAUX A SA TABLE DE TRAVAIL, cul-de-lampe (M. G. Hanotaux).....	667
VUE DE PARIS EN 1837, prise du pont d'Austerlitz, frontispice (M. G. Hanotaux).....	669
LA BARRICADE DE LA RUE DU LOUVRE (1830), d'après une lithographie anonyme de l'époque. Collec- tion de M. Gabriel Hanotaux (M. G. Hanotaux).....	676

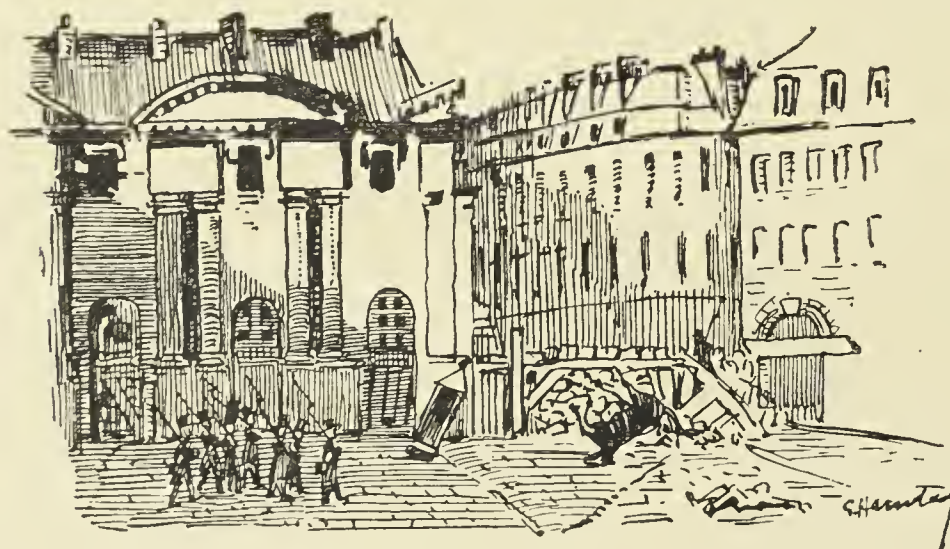


TABLE DES MATIÈRES

HISTOIRE POLITIQUE

DE LA

NATION FRANÇAISE

TROISIÈME VOLUME

(1804-1926)

	Pages.
Chapitre premier. — ISSUE NAPOLÉONNIENNE DE LA RÉVOLUTION.....	I
<i>Les causes profondes de la Révolution. Rôle de la bourgeoisie. — Le peuple des campagnes. — L'unité, la liberté, l'enthousiasme. — Origines et génie de Napoléon. — La Révolution se cristallise dans les créations consulaires. — Vers l'Empire. — Le personnel impérial. — Le plébiscite et le sacre.</i>	
Chap. II. — L'ORGANISATION DE L'EMPIRE.....	37
<i>Napoléon unique représentant du peuple. — Les étapes vers le pouvoir absolu. — Une mobilisation permanente et l'état de siège. — L'apaisement et la discipline, les biens nationaux, la propriété. — L'organisation des élites. Les « plus haut imposés ». — Les « masses de granit ».</i>	
Chap. III. — L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE.....	61
<i>Napoléon administrateur « debout ». — Les hauts fonctionnaires de l'Empereur. — Le système administratif. Les commis. Les séides. La presse. — Les préfets et les méthodes administratives. — La pacification de l'Ouest. — L'enseignement « source de pouvoir ». — L'Université.</i>	
Chap. IV. — LA TRANSFORMATION SOCIALE.....	89
<i>La refonte sociale est-elle le fait du temps, du prince, de l'armée? — La refonte sociale, œuvre de la société tout entière. — Napoléon contre l'anarchie, par la victoire. — La religion et les « idéologues » dans la nouvelle société. — Le contact avec l'univers. — Le nouveau peuple français : la cour, la société bourgeoise, la mode, Paris. — L'Unité, l'Égalité. — Le petit propriétaire et le paysan des temps nouveaux. — La transformation de la société française.</i>	
Chap. V. — L'EMPIRE DE RECRUTEMENT : FRANCE-EUROPE.....	127
<i>L'avertissement d'Eylau. — La terre contre la mer. Le recrutement. Tilsit. — Le nouveau personnel impérial. — Le Blocus continental et l'économie nationale. — L'organisation pour la guerre. Paris. Les routes et les villes. — Les obstacles à l'empire de recrutement. — La France-Europe. — L'organisation napoléonienne en Belgique et en Hollande. — L'Allemagne et le système français. — L'unité impériale en Italie. — L'Espagne de Joseph et le Portugal.</i>	

	Pages.
Chap. VI. — LA CHUTE DE NAPOLEON.....	167
<i>Après Tilsit. — Le mariage autrichien et l'Intrigue. — « La victoire définitive » à tout prix. — En Russie. — Le coup de main du général Mallet. Le 29^e bulletin. — Napoléon et la nation en 1813 : la conscription à outrance. — Pour les limites naturelles. — 1814. Napoléon et la bourgeoisie libérale. — Les Bourbons et Talleyrand. — Le triomphe de l'Intrigue. La chute de l'Empereur. — Conclusion sur Napoléon.</i>	
Chap. VII. — LA RESTAURATION.....	199
<i>Les Bourbons, Talleyrand et le Sénat. — L'acte constitutionnel du Sénat et le comte d'Artois. — La déclaration royale de Saint-Ouen. — Le nouveau roi, Louis XVIII. — Le gouvernement royal et la Charte. — L'Europe contre la France. — Les deux âges face à face. — La résistance : les demi-soldes, les acquéreurs de biens nationaux.</i>	
Chap. VIII. — LES CENT-JOURS.....	229
<i>Les manœuvres de Talleyrand et de Fouché. — Pourquoi Napoléon quitta l'île d'Elbe. — « De clocher en clocher ». — La France de 1815. — Napoléon et le parti libéral. — L'Acte additionnel. Le Champ de Mai. — Waterloo. L'abdication. Rôle de Fouché. — Napoléon à bord du « Bellérophon ».</i>	
Chap. IX. — LA DEUXIÈME RESTAURATION (1815-1820).....	263
<i>Le retour de Louis XVIII. Le ministère Talleyrand-Fouché. — Le malentendu intérieur et la Sainte-Alliance. — La Chambre introuvable. Chute de Talleyrand et de Fouché. — La Terreur blanche. Le ministère Richelieu-Decazes. — L'orientation à gauche. Chute de Richelieu et de Dessolles. — Le ministère Decazes. Le duc de Berry assassiné.</i>	
Chap. X. — AGONIE DE LA RESTAURATION PARLEMENTAIRE (1820-1829).....	285
<i>Nouveau ministère Richelieu. Loi du double vote et triomphe de la droite. — L'opinion et la légende napoléonienne. — Le ministère Villèle. Les conspirations. — L'ascension de la bourgeoisie libérale. La cause des peuples. — Répercussions de la guerre d'Espagne. Mort de Louis XVIII. — Charles X. Le royalisme d'attribution avec Villèle. — Le ministère Martignac. Échec du « libéralisme royal ».</i>	
Chap. XI. — CHUTE DE LA MONARCHIE LÉGITIME (1829-1830).....	307
<i>Le « système royal » de Charles X et de Polignac. — La presse hostile. Thiers et le « National ». — L'opposition bigarrée. L'Adresse lue par Royer-Collard. — Les quatre Ordonnances. — Les journées de juillet 1830. — Le duc d'Orléans à l'Hôtel de ville. — Ce qu'il advint de Charles X. — La Restauration et les « Trois Glorieuses ».</i>	
Chap. XII. — LOUIS-PHILIPPE ET LE PHILIPPISME.....	335
<i>Les malentendus du règne. — Le roi Louis-Philippe. — Le personnel du règne. La noblesse libérale. — Les soldats de l'Empereur. — L'avènement des banquiers. — Les journalistes. Les professeurs. — Les avocats. — Les classes moyennes. — Le romantisme politique. Trouble des esprits. — Le réveil du bonapartisme et le parti républicain. — Écoles sociales et sociétés secrètes. — Le « pays légal » isolé a perdu l'appui rural. — La « Résistance » emportée par le « Mouvement ». — La poésie, le poète.</i>	
Chap. XIII. — LA MONARCHIE DE JUILLET PAR LES FAITS (1830-1836).....	373
<i>Le cabinet Laffitte, ministère d'union. — Le ministère de la « Résistance ». Casimir-Périer. — Le choléra. Émeutes. La duchesse de Berry. — Les lois d'expropriation et d'enseignement. — Le roi et ses ministres : Soult, Broglie, Guizot, Thiers. — Insurrections, procès, attentats, répression. — Le cabinet Thiers.</i>	

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Chap. XIV. — LE ROI « GOUVERNE »... (1836-1848).....	393
<i>Le ministère Molé. — La tentative de Strasbourg. — Le marché des fonctions et des fonctionnaires. La coalition. — Le cabinet Thiers. La crise de 1840. — Le grand ministère Soult-Guizot. L'euphorie du roi. — L'opposition grandit. Lamartine. — Polémiques ardentes. — La campagne réformiste. — Les journées de Février 1848.</i>	
Chap. XV. — LA RÉPUBLIQUE DE 1848.....	417
<i>Lamartine et le gouvernement provisoire. — Les premières tâches du gouvernement provisoire. — Les ateliers nationaux. Le suffrage universel. — Les manifestations populaires. — Caractères de l'Assemblée constituante. — L'Assemblée envahie. — Les journées de Juin. — La Constitution républicaine de 1848. — Élection de Napoléon Bonaparte.</i>	
Chap. XVI. — LA PRÉSIDENTE DE LOUIS-NAPOLÉON.....	447
<i>Le caractère de l'héritier de la légende. — Explication du suffrage bonapartiste. — L'Assemblée législative. Les deux lois de 1850. — La province et l'armée. Changarnier. — Le Président contre l'Assemblée. La révision de la Constitution. — Le coup d'État du 2 Décembre 1851. — Le plébiscite pour l'Empire.</i>	
Chap. XVII. — AVÈNEMENT DU SECOND EMPIRE — LE SYSTÈME IMPÉRIAL.....	475
<i>La politique générale de Napoléon III — Le refus de l'élite. Le personnel impérial. — La Constitution impériale. — L'hérédité. L'impératrice Eugénie. — Le nouvel Empire et la gloire militaire. — Les élections de 1857. — L'attentat d'Orsini et la question italienne. — Les traités de commerce et le sénatus-consulte de 1860. — L'opposition des Cinq. Le Mexique. — Les élections de 1863. Rouher.</i>	
Chap. XVIII. — LA CRISE DU RÉGIME IMPÉRIAL. L'APOGÉE ET LA CHUTE.....	509
<i>Thiers et les « libertés nécessaires ». — Les années de trouble et de déception. — La transformation des campagnes. — Le développement des grandes villes. Haussmann. — La Cour et les fêtes du Second Empire. — L'Exposition de 1867 : l'envers du décor. — Vers le parlementarisme : Émile Ollivier. — La presse et le droit de réunion. Gambetta. — Les élections de 1869. — Le Ministère du 2 janvier 1870 et le plébiscite. — Coup d'œil sur le règne de Napoléon III.</i>	
Chap. XIX. — LA FONDATION DE LA RÉPUBLIQUE.....	553
<i>La Révolution du 4 Septembre et le gouvernement de la Défense Nationale. — L'Assemblée nationale et Thiers à Bordeaux. — La paix. Le pacte de Bordeaux. — L'Assemblée à Versailles. La Commune. — Légitimistes et orléanistes. Chute de Thiers. Élection de Mac-Mahon. — Le duc de Broglie et l'ordre moral. Échec de la restauration monarchique. Le Septennat — Vers la fondation de la République. La Constitution de 1875.</i>	
Chap. XX. — CONSERVATEURS ET OPPORTUNISTES.....	595
<i>Coup d'œil sur le régime constitutionnel. — La République du Septennat. — La Crise du 16 Mai. — La République avec les républicains. — Élection de Jules Grévy. — Avènement et mort de Gambetta. — Freycinet. — Ministère de Jules Ferry.</i>	
Chap. XXI. — DES MODÉRÉS AUX RADICAUX. LA CONCENTRATION.....	623
<i>Le Boulangerisme. — Carnot. — Le Panama. Le ralliement. — Félix Faure. — Le cabinet Méline. — L'affaire Dreyfus. — Avènement du parti radical. — Loubet, Waldeck-Rousseau, Combes. — De Fallières à Poincaré. — La guerre : de Viviani à Clemenceau.</i>	
CONCLUSION.....	663
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	669
TABLE DES MATIÈRES.....	677

PARIS
TYPOGRAPHIE PLON

8, rue Garancière

1929

GABRIEL HANOTAUX

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

HISTOIRE DE LA NATION FRANÇAISE

DES ORIGINES PRÉHISTORIQUES JUSQU'A NOS JOURS (1926)

15 VOLUMES IN-4° (20×24) DE 550 A 650 PAGES
ILLUSTRÉS DANS LE TEXTE PAR LES MEILLEURS ARTISTES
190 hors-texte en couleurs

INTRODUCTION GÉNÉRALE, par
M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française.
Illustrations de A. LEPÈRE, Maurice DENIS et
J. PATISSOU.....

GÉOGRAPHIE HUMAINE DE LA FRANCE. Premier volume : le Cadre permanent et le Facteur humain, par M. Jean BRUNHES, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. Illustrations de A. LEPÈRE (25^e mille)....

GÉOGRAPHIE HUMAINE DE LA FRANCE. Deuxième volume : Géographie politique et géographie du travail, par MM. Jean BRUNHES et Pierre DEFONTAINES. Illustrations de A. LEPÈRE, M. MÉHEUT, G. WYBO, R. BRODERS (20^e mille).....

HISTOIRE POLITIQUE. Première partie : des Origines à 1515, par M. Pierre IMBART DE LA TOUR, membre de l'Institut. Illustrations de J. PATISSOU, Simon BUSSY, MOSSA, etc. (25^e mille).....

HISTOIRE POLITIQUE. Deuxième partie : de 1515 à 1800, par M. Louis MADELIN, de l'Académie française. Illustrations de M. LOBRE et G.-L. JAULMES (20^e mille).....

HISTOIRE POLITIQUE. Troisième partie : de 1804 à 1926, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française. Illustrations de G. JEANNIOT, Simon BUSSY, Mme C. HANOTAUX et Gabriel HANOTAUX fils.....

HISTOIRE RELIGIEUSE, par M. Georges GOYAU, de l'Académie française. Illustrations de Maurice DENIS (30^e mille).....

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE. Première partie : des Origines aux Croisades, par le général COLIN ; des Croisades à la Révolution, par le colonel Frédéric REBOUL. Illustrations de Mme C. HANOTAUX et G. HANOTAUX fils (20^e mille).....

HISTOIRE MILITAIRE ET NAVALE. Deuxième partie : de la Constituante au Directoire, par le général MANGIN ; du Directoire à la Guerre de 1914-1918, par le maréchal FRANCHET D'ESPEREY ; la Guerre de 1914-1918, par M. Gabriel HANOTAUX, de l'Académie française. Illustrations de Mme C. HANOTAUX et Gabriel HANOTAUX fils (20^e mille)....

HISTOIRE DIPLOMATIQUE, par M. René PINON, professeur à l'École des Sciences politiques. Illustrations de Mme C. HANOTAUX et M. Gabriel HANOTAUX fils.....

(Ouvrage couronné par l'Académie française. Grand Prix Gobert 1929.)

HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, par M. Germain MARTIN, membre de l'Institut. Illustrations de G. RIPART et J. LAURAS (20^e mille).....

HISTOIRE DES ARTS, par M. Louis GILLET. Illustrations de René PROT (25^e mille).....

(Ouvrage couronné par l'Académie franç., Grand Prix Gobert 1923)

HISTOIRE DES LETTRES. Première partie : *la Littérature française en langue latine*, par M. François PICAVET, directeur à l'École pratique des Hautes-Études ; *les Chansons de geste*, par M. Joseph BÉDIER, de l'Académie française ; *la Littérature de langue française* : des Origines à Ronsard, par M. Alfred JEANROY, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. Illustrations de G. RIPART, René PROT, etc. (25^e mille).....

HISTOIRE DES LETTRES. Deuxième partie : de Ronsard à nos jours, par M. Fortunat STROWSKI, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris. Illustrations de G. RIPART et Marcel VICAIRE (25^e mille)...

HISTOIRE DES SCIENCES. Introduction générale, par M. E. PICARD, de l'Académie française et de l'Académie des Sciences ; Première partie : *Histoire des mathématiques, de l'astronomie et de la mécanique*, par M. H. ANDOYER, de l'Académie des Sciences ; *Histoire de la physique*, par M. Charles FABRY, de l'Académie des Sciences, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris ; *Histoire de la chimie*, par M. Albert COLSON, professeur de chimie à l'École Polytechnique. Illustrations de B. MESTCHERSKY (20^e mille).....

HISTOIRE DES SCIENCES. Deuxième partie : *Histoire des Sciences biologiques*, par M. Maurice CAULLERY, de l'Académie des Sciences, professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris ; *Histoire de la philosophie française et de la philosophie des sciences*, par M. René LOTE, maître de conférences à l'Université de Grenoble. Illustrations de Ch. SANLAVILLE et Robert FÉAU (20^e mille).....

L'OUVRAGE EST ENTIEREMENT PUBLIÉ

Date Due

APR 21

PRINTED IN U. S. A.



CAT. NO. 23233

DC 38 .H3 v.5
Hanotaux, Gabriel, 1853-
Histoire de la nation française 010101 000
0 1163 0215890 6
TRENT UNIVERSITY

DC38 .H3 v.5

Hanotaux, Gabriel

...Histoire de la nation
française.

DATE

ISSUED TO

Q212

HANOTAUX,

9342

